

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + Make non-commercial use of the files We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + Maintain attribution The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + Keep it legal Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

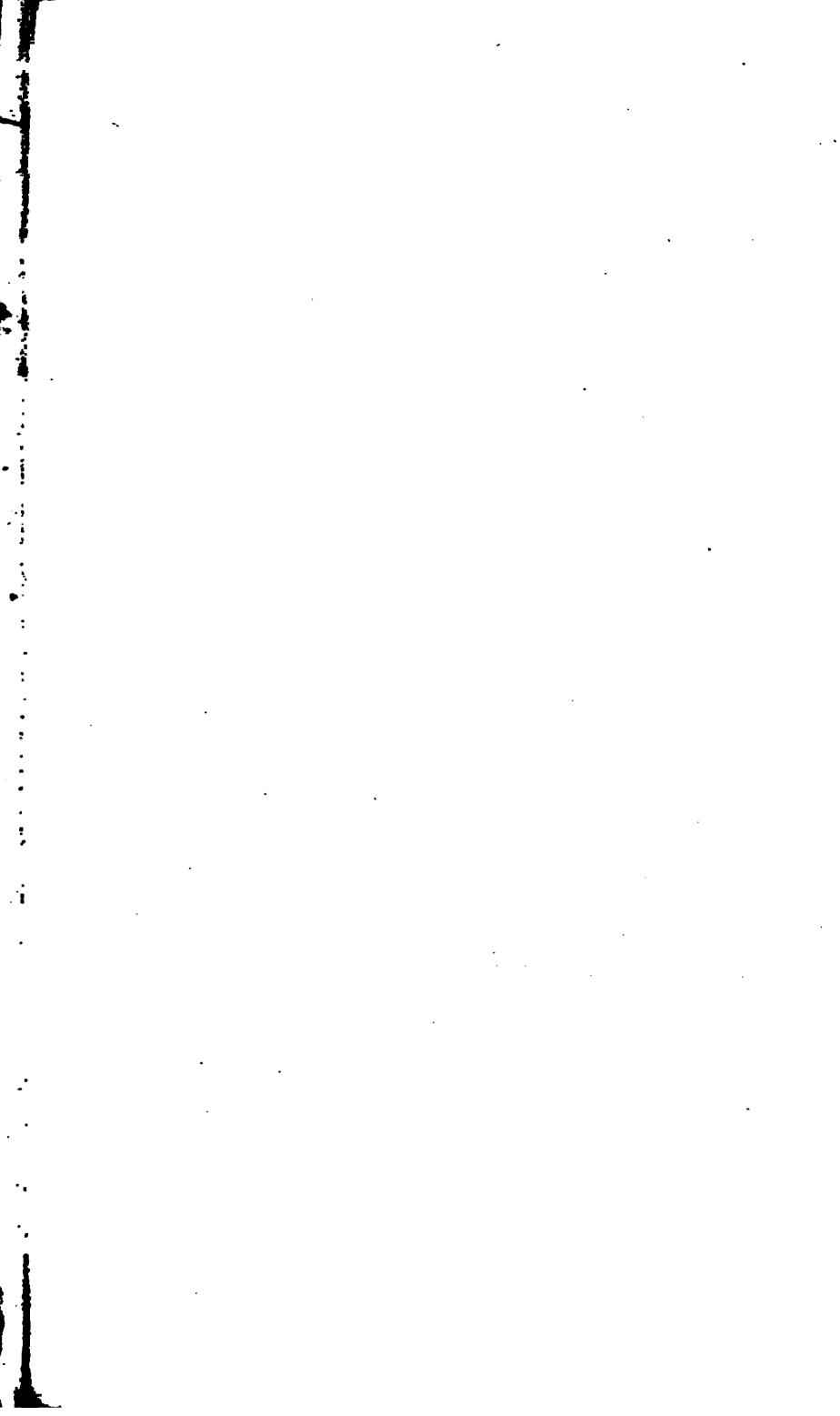
Nous vous demandons également de:

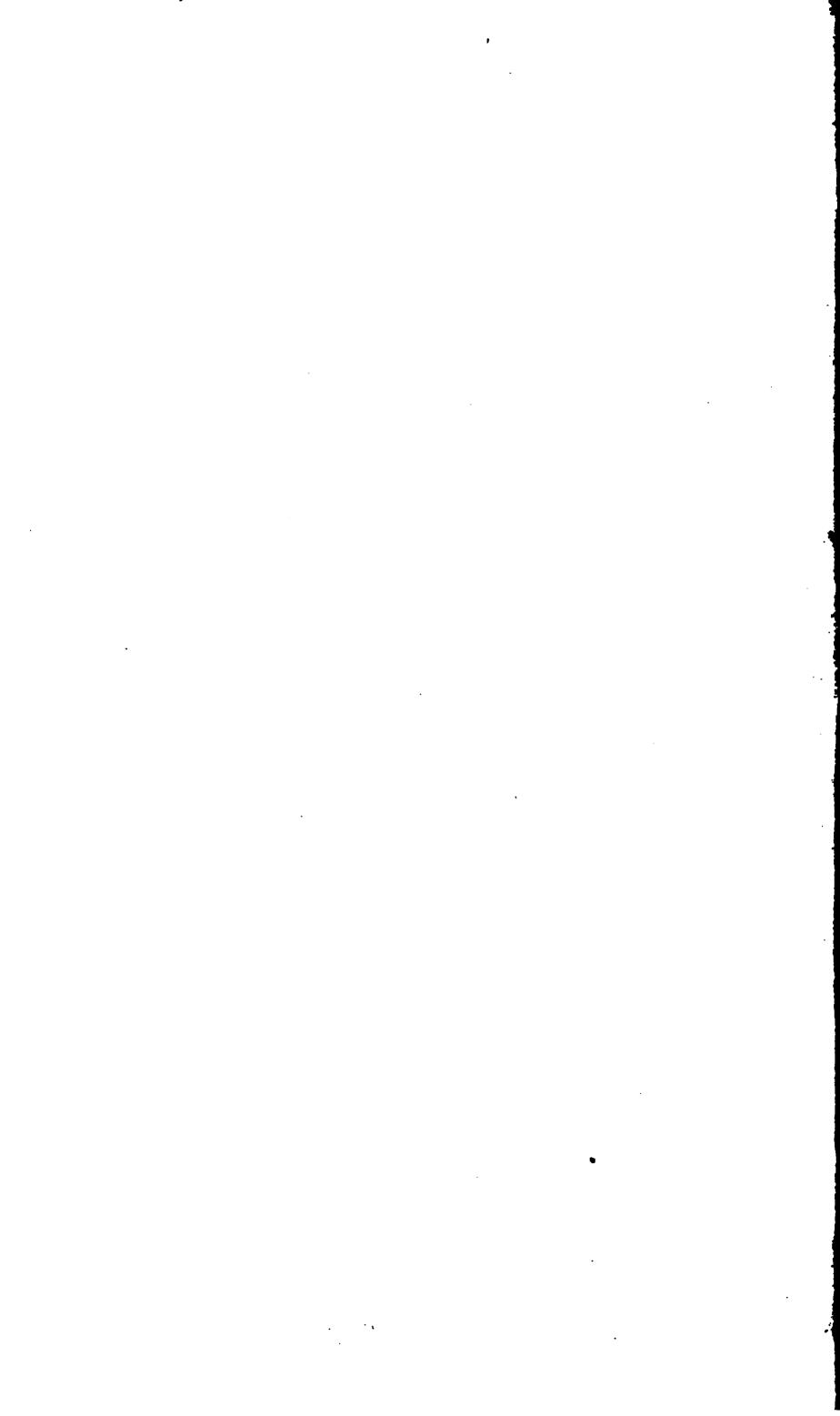
- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + Ne pas supprimer l'attribution Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com

Int 61.60.1 WITH WITH THE INCOME FROM THE BEQUEST OF CHARLES MINOT, OF SOMERVILLE, (Class of 1828,)





MANUEL

DE8

CONSULS.

PAR

ALEX. DE MILTITZ,

CHAMBRILAN DE 6. M. LE ROI DE PRUSSE, ANCIEN MINISTRE PRÈS LA BORTE OTTOMANE.

TOME II.

PARTIE II.

Live III,

feuilles: 76 - 114, fin du Tome II.

LONDRES.

A. ASHER & COMP. 1842. #17 Int 6160-1

MANUEL

1878 July 23.

THE SET OF SET OF SERVICES

An arriver

He was a software the water

18.1 B

1 1 1 2

SECTION IX.

RUSSIE (ET POLOGNE).

§. 1.

RUSSIE ET AUTRICHE 1).

L'Autriche accéda, le 9 Octobre 1781, aux Principes émis par la Russie dans sa Déclaration du 28 Février 1780 2), en faveur du Commerce des États neutres en tems de guerre 3).

Les Relations commerciales entre les deux États furent pour la première fois réglés, en 1785, par des Actes simultanément publiés à Saint-Pétersbourg et à Vienne 4).

Manifeste de l'Impératrice de toutes les Russies 1785, (Cathérine II), concernant le Commerce et la Navigation des Sujets autrichiens dans l'Empire de Russie, donné à St. Pétersbourg, le 1 Novembre (v. st.) de l'an de grâce 1785 °).

- 1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. V. Des Belations entre la Russie et l'Autriche. §. 458. Commerce. p. 439. d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 441.
- 2) Déclaration de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II), sur les Principes de la Neutralité, en date de St. Pétersbourg, du 28 Février (v. st.) 1780. [von Dohm, Materialien, Livraison IV. p. 177. 274. (en français.) — Secret History of the armed Neutrality together with Memoirs, official letters, etc. illustrative of that celebrated Confederacy, written originally in french by a german nobleman (Londres 1792. in 80.) p. 167. (en français.) - Annual Register, 1780. p. 347. (en anglais.) — Aug. Hennings, Sammlung der Staatsschriften die nührend des Krieges von 1776-1783, sowohl von den kriegführenden als auch von den neutralen Müchten öffentlich bekannt gemacht worden sind (Altona 1784, 1785, T. I. II. in 8°.) T. II. p. 408. (en français.) — Martens, Recueil, T. III. p. 158. (en français.) - Schoell, Hist. abr. T. IV. Chap. XXI. p. 34. 35. sqq. (Sommaire.)}
- 3) Acte d'Accession de l'Empereur romain (Joseph II) aux Principes de la Neutra lité armée, en date de Vienne, du 9 Octobre 1781. [Imprimé séparément à St. Pétersbourg, in fel. (en russe et en français.) von Dohm, Materialien, Livraison IV. p. 274. (en français.) Martens, Recueil, T. III. p. 257. (en français.) —

- Schoell, Hist. abrégée, T. IV. Chap. XXI. p. 55. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 157. (en français.)]
- 4) Une discussion de Préséance avait retardé la cenclusion d'un Traité de Commerce entre la Russie et l'Autriche; l'Empereur prétendait signer cet Acte le premier, et l'Impératrice ne voulait pas signer la seconde. On éluda la difficulté en rédigeant à Pétersbourg un Manifeste en russe, et à Vienne un Édit en allemand, et en réunissant ces deux Pièces où chacun des deux Souverains apposa le premier sa Signature au bas de l'Acte écrit dans sa langue. (Cte. de Ségur, Mémoires ou Souvenirs et Anecdotes (Paris 1826. T. I—III. in 8°.) T. II. p. 369. 373.)
- 5) Ignaz de Luca, Politischer Codex oder wesentliche Darstellung sümmtlicher die K. K. Stauten betreffenden Gesetze und Anordnungen im politischen Fache (Vienne 1789. sqq. T. I — XIV. in 80.) T. III. B. Handlung westrag. - Johann Heinrich Busse, Journal von Russland (I. Jahrgang. T. I. Julius bis December 1793. T. II. Januar bis Junius 1794. II. Jabrgang. T. I. Julius bis December 1794. St. Petersbourg.) II. Jahrgang. T. l. p. 142. (en allemand.) — Nouvelles extraordinaires, 1786. No. 13-16. (en français.) — Storia dell' anno 1786. p. 162. (en italien.) — de Steck, Essai sur les Consuls, p. 299. (en français.) — Borel, De Porigine et des Fonctions des Consuls, Append. p. 90. (Extrait en français. Art. XIX. . et XXVI.) - Martens, Recueil, T. IV.

Nous voulons qu'il soit prêté dans Notre Empire partout, aux Sujets de la Monarchie autrichienne, toute l'Assistance et tous les Secours possibles, dans ce qui peut faciliter les Progrès de leur Commerce.

Selon les Principes de la Tolérance généralement établie dans Nos États, ils jouiront d'une parfaite Liberté de Conscience, et ils pourront vaquer librement, soit dans leurs propres Maisons, soit dans des Bâtiments ou Églises, que Nous avons destinés ou accordés à cet effet, au Culte de leur Religion, sans y être jamais troublés ni inquiétés en aucune façon.

Nous accordons de même aux Sujets de S. M. l'Empereur, dans tous les Pays de Notre Domination, les Droits, Franchises et Exemptions dont y jouissent les Nations européennes les plus favorisées; et Nous voulons qu'en conséquence ils profitent de tous les Avantages, au moyen desquels leur Commerce pourra s'étendre et fleurir dans Notre Empire; de façon pourtant, qu'à l'exception des susdits Droits, Franchises et Prérogatives, autant qu'elles leur seront nommément accordées ci-dessous, ils soient soumis dans leur Commerce et Trafic aux Tarifs, Ordonnances et Lois établies dans Nos États.

Art. VIII. Les Navires des Sujets autrichiens, qui seront obligés par des Tempêtes, ou pour se soustraire à la Poursuite de quelque Pirate, ou aussi pour quelque autre Accident, de se refugier dans Nos Ports, pourront s'y radouber, se pourvoir de toute Chose nécessaire, et remettre en Mer librement; et Nous défendons expressément qu'en pareil Cas ces Navires soient assujétis à aucune Visite ni Payement de Droits de Douane ou de Port; à Condition pourtant, que pendant leur Séjour dans Nos Ports, ils ne puissent rien tirer de leur Cargaison, ni exposer aucune Marchandise en Vente, et qu'ils se conforment en tout aux Lois, Statuts et Coutumes établis dans Nosdits Ports; mais au Cas qu'ils voulussent mettre quelques Marchandises en Vente, ils seront assujétis à la Teneur de Nos Tarifs et Ordonnances relatives à ce Sujet.

Nous défendons pareillement qu'aucun Navire, ni marchand ni de guerre autrichien, ni personne de son Équi-

p. 72. (en français.) — d'Hauterive et de donné à cet Acte et à celui publié à Vienne, Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 174 (Sommaire.) la qualification de Traité. (Voyez la note C'est à tort que les Publicistes précités ont qui précède.)

page, soit arrêté, ni les Marchandises saisies dans Nos Ports; mais en laissant ce nonobstant pleine Liberté à Nos Tribunaux de procéder selon les Lois et Formes judiciaires contre les Propriétaires du Navire ou de la Cargaison, qui auraient contracté des Dettes personnelles dans les Pays de Notre Domination, ou aussi contre ceux d'entre eux ou de leur Équipage, qui se seront rendus coupables de quelque Délit ou Crime, dans quels Cas ils seront assujétis aux Lois et Ordonnances de Notre Empire.

A tous Nos Départements d'Amirauté Nous enjoignons de ne point forcer aucun Navire, appartenant à des Sujets autrichiens, de servir en Guerre, ni pour aucun Transport quelconque contre son Gré.

Ils prêteront de même toute l'Atlention requise, ainsi que tous Nos Sujets, à ce que les Navires de S. M. l'Empereur, s'ils échouaient ou faisaient Naufrage sur les Côtes de Notre Empire, éprouvent, tant pour leurs Équipages, que pour les Navires mêmes et les Effets, tous les Secours et toute l'Assistance possible, en acquittant cependant les mêmes Frais et Droits, auxquels, selou Notre Ordonnance de Navigation de 1781), Nos propres Sujets sont assujétis en pareil Cas.

Les Art. XII—XVII. inclusivement, traitent du Maintien du Système de Neutralité armée — de la Visite des Bûtiments respectifs en haute Mer — de la Contrebande et des Marchandises libres.

Les Sujets d'une Puissance en guerre avec Nous, qui se trouveront au Service de la Monarchie autrichienne, et ceux qui s'y seront naturalisés ou auront acquis le Droit de Bourgeoisie, même pendant la Guerre, Nous voulons qu'ils ne soient point envisagés ni traités par Nos Officiers de Mer sur un autre Pied que les Sujets autrichiens nés.

Nous ordonnons que les Consuls, que S. M. l'Empereur des Romains aura établis dans Nos États, pour l'Avantage de Ses Sujets commerçants, y jouissent de toute Protection des Lois; et quoiqu'ils n'y pourront exercer aucune Sorte de Jurisdiction, ils pourront néanmoins être choisis du Gré des Parties pour Arbitres de leurs Différends; mais il sera toujours libre à ces mêmes Parties, de s'adresser de préférence à Nos Tribunaux,

¹⁾ Réglement impérial pour la Navigation commerciale sur les Rivieres, les Lacs et les Mers, etc. (renfermant d'amples Dispositions sur le Droit de Naufrage,

les Assurances), publié le 25 Juin 1781. (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. F. p. 424. 425.

auxquels lesdits Consuls, en tout ce qui concerne leurs propres Affaires, seront également subordonnés.

Tout Appui possible sera prêté aux Sujets autrichiens contre ceux de Nos propres Sujets, qui n'auront pas rempli les Engagements d'un Contrat fait selon les Formes prescrites et enrégistré à la Douane: et, à cet Effet, Nous voulons qu'il leur soit donné, en Cas de Besoin, par Nos Tribunaux, l'Assistance et la Protection nécessaires, pour contraindre les Parties à comparaître en Justice dans les Endroits mêmes, où ces Contrats auront été conclus et enrégistrés, et pour y obliger les Contractants à l'Exécution de tout ce qu'ils y auront stipulé.

Pour la plus grande Sûreté du Commerce des Sujets de S. M. l'Empereur dans Nos États, Nous ordonnons de veiller à ce que les Gens qui interviennent, sous Autorité publique, aux Achats et Ventes des Marchandises, soient intelligents et de bonne Foi.

Nous accordens pleine Liberté aux Sujets autrichiens, établis dans Notre Empire, de tenir dans les Endroits de leur Demeure, des Livres de Commerce en telle Langue qu'ils voudront, sans que l'on puisse à cet égard rien leur prescrire, ni les obliger à produire leurs Livres de Compte, si ce n'est pour se justifier en Cas de Banqueroute, de Fraude ou de Procès; mais dans ce dernier Cas ils ne seront tenus de présenter que les Articles nécessaires à l'Éclaircissement de l'Affaire dont il sera question.

Art. XXIII. S'il arrivait qu'un Sujet autrichien sit Banqueroute en Russie, sans avoir acquis le Droit de Bourgeoisie, Nous ordonnons que les Créanciers, sous l'Autorité des Magistrats et des Tribunaux de chaque Endroit, nomment ') des Curateurs de la Masse, auxquels tous les Effets, Livres et Papiers de celui qui aura fait Banqueroute, seront consiés. Et alors les Créanciers, qui auront à prétendre aux deux Tiers de la Masse, s'ils opinaient en saveur d'un Arrangement quelconque, concernant la Distribution de cette Masse, leur Suffrage entraînera celui des autres Créanciers, qui seront obligés de s'y soumettre.

Mais quant à ceux parmi les Sujets autrichiens, qui seront naturalisés ou qui auront acquis le Droit de Bourgeoisie dans

¹⁾ Il faut lire dans Steck, l. c. p. 312. Art. XXIII. ligne 5 d'en haut, nomment au lieu de nommément.

Nos États, ils seront soumis en Cas de Banqueroute (comme dans toutes leurs autres Affaires) aux Lois, Ordonnances et Statuts de Notre Empire.

Nos États, d'y bâtir, acheter, vendre et louer des Maisons dans toutes les Villes qui n'ont pas des Droits de Bourgeoisie et des Priviléges contraires à ces Acquisitions; et quant aux Maisons que lesdits Sujets autrichiens posséderont, nommément à St. Pétersbourg, Moscou et Archangel, aussi bien qu'à Cherson 1, Sévastopol 2 et Théodosie 1, elles seront exemptes

1) Kherson [qu'il ne faut point confondre avec l'ancienne Cherson ou Cherrone *)], Cheflieu du Gouvernement de Kherson, assez grande Ville, d'environ 10,000 habitants, régulièrement bâtie, avec une Forteresse et un Port formé par le Liman **) ou Embouchure du Dnièpr (Boristhène). Elle fut fondée en 1778, et fortifiée en 1784, et était autrefois importante par ses vastes Chantiers militaires et son Arsenal. Elle est déchue aujourd'hui par la prospérité d'Odessa, qui s'est emparée de presque tout son Commerce, et par la Translation de l'Amirauté et des grands Chantiers de construction à Nikolaïeff, causée par le mauvais air qui enlevait tous les ans beaucoup de monde, et par les difficultés qu'opposaient aux gros navires les bas-fonds situés à l'entrée de son Port. (H.ym, l. c. p. 129. — Adr. Balbi, l. c. p. 491. — Langlois, l. c. T. III. p. 41. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 623. — J. H. Schnitzler, La Russie, la Pologne et la Finlande.

- 2) Sévastopol, très petite Ville, nouvellement bâtie sur l'emplacement du Village tatare Akhtiar, très importante par son Port, un des plus beaux de l'Europe, par ses immenses Magasins de la Marine militaire, son Arsenal, ses vastes Casernes, et ses Fortifications. C'est la Station de la Flotte russe de la Mer Noire pendant l'hiver. (Heym, l. c. p. 784. Adr. Balbi, l. c. p. 492. Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 651. Langlois, l. c. T. IV. p. 1102. Col. 2. Schnitzler, l. c. Liv. II. Chap. III. p. 735.)
- 3) Théodosie ou Féodosie, l'ancienne Coffa (Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise H. p. 42. Col. 1. note 2.), Ville très déchue en comparaison de ce qu'elle a été

Möller, Vergleichendes Wörterbuch der alten, mittleren und neuen Geographie (Gotha 1829. in 8°.) se trompent (p. 302. Col. 2.) en disant qu'else porte aujourd'hui le nom de Eupatoria. (Heym, l. c. p. 128. Art. Cherson. p. 170. Art. Eupatoria ou Koslov. — Adr. Balbi, l. c. p. 492. Art. Eupatoria ou Koslov. — Langlois, l. c. T. II. p. 884. Col. 1. Art. Eupatoria ou Koslov. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 656. Art. Koslow. — Schnitzler, l. c. Liv. II. Chap. III. p. 722.)

**) Liman, dérivé du grec λιμήν, baie, port. On désigne par ce nom une inondation ou continue ou divisée en branches, formée à l'embouchure d'un fleuve, sur un terrain plat, fangeux on sablonneux, qu'on suppose avoir été occupé autrefois par les eaux de la

Tableau statistique, géographique et historique de toutes les Parties de la Monarchie russe prises isolément (Paris 1835) Liv. II. Chap. III. p. 722.)

^{*)} La Ville que les *Grecs* et les *Romains* nommaient Cherson ou Cherrhone, les Russes Korsoun, les Italiens Sarson, et les Tatars Sari-Kijrman, était située sur la Presqu'île formée par les Ports de Sévastopol et de Balaklava, dans la Mer Noire. Cette Ville, très grande et très populeuse, formait l'Entrepôt principal du Commerce avec les Peuples du Nord. Elle avait été fondée par les Héracliens du Pont, au commencement du VIe siècle av. J. Chr. Les Romains l'enlevèrent à Mythridate. Constantin le Grand l'affranchit de toute espèce d'impôts, l'an 322 dep. J. Chr. — Les Russes en firent la conquête en 988, sous le Règne de Wladimir le Grand. Elle est entièrement tombée en ruines aujourd'hui, on n'y voit plus que des Aqueducs d'une construction remarquable et un Couvent grec. - Bischoff et

de tout Logement de Gens de Guerre, aussi longtems qu'elles leur appartiendront, et qu'ils y logeront eux-mêmes; mais les Maisons qu'ils donneront ou prendront à Louage, ne seront pas exemptes des Charges et Logements prescrits. Dans toutes les autres Villes de Notre Empire, les Maisons achetées ou bâties par les Marchands autrichiens, qui pourront s'y établir, ne jouiront pas des Exemptions, accordées seulement dans les Villes cidessus spécifiées. Si cependant Nous jugeons à propos de faire acquitter en Argent la Fourniture des Logements militaires 1), les Marchands autrichiens y seront assujétis comme les autres.

Ceux des Sujets autrichiens, qui voudront quitter les Provinces, Villes et États de Notre Domination, n'y doivent éprouver aucun Empêchement, et Nous voulons, qu'en ce Cas il leur soit accordé, avec les Précautions toutefois reçues et d'Usage, dans chaque Endroit, les Passeports nécessaires, pour qu'ils puissent se retirer et emporter librement leurs Biens apportés ou acquis, après avoir préalablement acquitté leurs Dettes, ainsi que les Droits fixés par les Lois, Ordonnances et Statuts de Notre Empire. Nous exceptons seulement de cette Stipulation ceux qui, d'après les Lois du Pays où ils se sont établis, en sont devenus les Sujets.

des Sujets autrichiens dans Nos États, passeront librement et sans Obstacle quelconque aux Personnes qu'ils auront instituées leurs Héritiers par Testament, ou qui seront appelées à leur succéder ab intestat, suivant les Lois et les Constitutions des Pays respectifs, lesquelles pourront en Conséquence prendre tout de suite Possession de l'Héritage, ou par Eux-mêmes ou par Procuration, aussi bien que les Exécuteurs testamentaires,

pendant la domination des Génois sur ces contrées, et plus tard sous le Gouvernement des Khans de Crimée, mais encore importante par son Port franc et son Commerce. (Heym, l. c. p. 176. — Adr. Balbi, l. c. p. 492. — Langlois, l. c. T. I. p. 426. Col. 2. Art. Caffa. — Vollstündiges Handbuch, Sect. Ill. T. II.

p. 653. — Schnitzler, I. c. Liv. II. Chap. III. p. 735.)

¹⁾ La Version donnée par Steck et par Martens porte, quartiers militaires." Comparez ce que nous avons dit plus haut, p. 821. Col. 2. note 7., touchant l'emploi du mot quartier.

mer qui s'est retirée. (Langlois, l. c. T. III. p. 154. Col. 1. — Raimond, Supplément au Dict. de l'Académie, p. 497. Col. 2. Définition très incorrecte, tirée du Dict. de Boiste.)

Le mot Liman, joint à plusieurs noms turcs et russes, désigne le port que forme l'em-

bouchure d'une rivière. (Malte Brun, Dict. géographique portatif, T. 1. Vocabulaire de mots génériques, servant à expliquer le sens des noms géographiques les plus importants dans les principales langues, p. XVI. Col. 1.)

s'il y en avait de nommés par le Défunt; et lesdits Héritiers disposeront ensuite à leur Gré de l'Héritage qui leur sera échu, après en avoir acquitté les différents Droits, établis par les Lois de Notre Empire.

Et au Cas que les Héritiers, étant absents ou mineurs, n'aunaient pas pourvu à faire valoir leurs Droits, alors Nous ordonnons, que toute la Succession soit inventoriée par un Notaire
public, en présence du Juge ou des Tribunaux du Lieu, accompagné du Consul autrichien, s'il y en a un dans le même Endroit,
et de deux autres Personnes dignes de Foi, et déposée ensuite
dans quelque Établissement public, ou entre les Mains de deux
ou trois Marchands, qui seront nommés à cet Effet par ledit Consul, ou, à son Défaut, entre les Mains de ceux qui, d'Autorité
publique, y auront été désignés, afin que ces Biens soient gardés
par eux, et conservés pour les légitimes Héritiers et véritables
Propriétaires. Et, supposé qu'il s'élevât une Dispute sur un pareil Héritage entre plusieurs Prétendants, alors les Juges de
l'Endroit, où les Biens du Défunt se trouveront, décideront le
Procès par Sentence définitive, selon les Lois établies.

Nous voulons, qu'au Cas que la Paix fût rompue (ce qu'à Dieu ne plaise!) entre les deux Monarchies, ni les Navires et les Biens des Sujets autrichiens ne soient confisqués, ni leurs Personnes arrêtées; mais qu'il leur soit accordé au moins l'Espace d'une Année, pour vendre, débiter ou transporter leurs Effets, et pour se rendre dans cette Vue partout où ils le jugeront à propos, après avoir acquitté cependant les Dettes qui peuvent être à leur Charge.

Ceci doit s'entendre pareillement de ceux des Sujets de S. M. l'Empereur, qui serviront par Mer ou par Terre, et Nous permettons pour ce Cas aux uns et aux autres, avant ou à leur Départ, de céder à qui bon leur semblera, ou de disposer selon leur bon Plaisir et Convenance de ceux de leurs Effets, dont ils n'auront pu se défaire, ainsi que des Dettes qu'ils ont à prétendre; et les Débiteurs doivent être obligés à payer ces Dettes, comme s'il n'y avait pas eu de Rupture.

Tous les Articles ci-dessus, Nous ordonnons qu'ils soient strictement et inviolablement exécutés dans toute l'Étendue de Notre Empire, pendant l'Espace de douze Années, à dater du Jour de la Publication du présent Manifeste.

Édit impérial et royal, touchant le Commerce 1785, et la Navigation des Sujets russes dans les États héréditaires 1) de S. M. I. et R., donné à Vienne, le 12 Novembre 1785 2).

Nous voulons que dans Nos États héréditaires il soit donné aux Sujets de l'Empire russe '), toute l'Assistance et tous les Secours possibles, dans tout ce qui pourra faire fleurir leur Commerce. (Comp. l'Art. I. du Manifeste russe.)

Ils jouiront dans Nos États héréditaires, conformément aux Principes de Tolérance qui y sont établis, d'une parfaite Liberté de Conscience, et ils pourront exercer le Culte de leur Religion, soit dans leurs propres Maisons, soit dans les Bâtiments ou Églises que Nous accorderons on destinerons à cet Effet, librement, sans pouvoir être troublés ni empêchés en aucune Manière. (Comp. Art. I. du Manifeste russe.)

De même, Nous accordons aux Sujets de S. M. Imp. de Russie les Facultés, Libertés et Prérogatives dont jouissent dans Nos États héréditaires les Nations européennes les plus favorisées. Nous voulons par conséquent qu'ils profitent de tous les Avantages qui pourront contribuer à étendre et à faire fleurir leur Commerce, bien entendu cependant, qu'à l'Exception desdites Facultés, Libertés et Prérogatives, pour autant qu'elles seront nommément accordées ci-dessous, ils soient assujétis pour tout ce qui regarde d'ailleurs leur Commerce et Trafic, aux Tarifs de Douane, Ordonnances et Lois établies dans Nos États héréditaires. (Comp. l'Art. III. du Manifeste russe.)

Si des Navires, appartenant à des Sujets russes, venaient à être obligés par la Tempête, ou par la Poursuite d'un Pirate, ou par d'autres Accidents, de chercher Refuge dans un

- 1) Voyez pour la dénomination d'États héréditaires, donnée aux différentes Parties dont se compose la Monarchie autrichienne, T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XI. Autriche. §. 1. p. 506. note 1. et 2. p. 507. Col. 1. note 1. p. 508. Col. 1, note 1.
- 2) Ignaz de Luca, Politischer Codex, T. III. B. Handlungsvertrag. (en allemand.) Hamburg. Address-Comtoir Nachrichten, 1786. No. 18. sqq. (en allemand.) Joh. Heinr. Bussc, Journal von Rufsland, II. Jahrgang. T. I. p. 138. (en allemand.) Mercure de France, 1786. Févr. p. 104. 146. Mars p. 5. (en français.) Nouvelles ex-
- traordinaires, 1786. No. 13—15. (en frangais.) Storia dell' anno 1786, p. 162. (en
 italien.) v. Steck, Essai sur les Consuls,
 p. 318. (en français.) d'Hauterive et de
 Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 160. (en frangais.) Les Traductions données par les
 Publicistes précités sont très peu correctes;
 celle que nous donnons a été faite sur le Texte
 allemand, qui se trouve dans de Luca, l. c.
- 3) Il faut lire dans la Traduction rapportée par Steck "Sujets de la Monarchie russe," au lieu de "Sujets de la Monarchie autri-, chienne."

Port de Nos États héréditaires, il leur sera permis de s'y radouber et de se pourvoir de tout ce qui leur sera nécessaire, et de remettre ensuite à la Voile, sans aucun Empêchement, et Nous défendons expressément, qu'en pareil Cas les Navires soient assujétis à aucune Espèce de Visite (Recherche) ni Payement de Droits par les Douanes de Nos Ports; à condition toutesois qu'ils ne débarqueront rien de leur Cargaison, ni n'exposeront aucune Marchandise en Vente, et qu'ils se conformeront en tout aux Lois, Réglements et Coutumes établies. Mais au Cas qu'ils voulussent vendre quelques Marchandises, ils devront être assujétis à la Teneur de Nos Ordonnances et Tarifs de Douane. (Comp. l'Art. VIII. du Manifeste russe.)

Nous défendons pareillement, qu'aucun Navire marchand ou de guerre russe, ni personne de son Équipage, soit arrêté ou que les Marchandises qui s'y trouvent soient saisies dans Nos Ports. Mais il reste réservé à Nos Tribunaux la Faculté de procéder selon les Lois et Formes judiciaires accoutunées contre tels Propriétaires des Navires ou de leurs Cargaisons, qui auraient contracté des Dettes personnelles dans Nos États héréditaires, et contre ceux des Propriétaires et des Équipages sans exception, qui auraient commis quelque Crime ou Délit, dans quel Cas ils seront traités conformément aux Lois du Pays et aux Ordonnances en vigueur. (Comp. l'Art. IX. du Manifeste russe.)

Art. XII. Nous défendons à tous les Gouverneurs des Ports dans Nos États héréditaires, de jamais forcer aucun Bâtiment, appartenant à des Sujets russes, à aucun Service de guerre ni de Transport quelconque. (Comp. l'Art. X. du Manifeste russe.)

Sujets, apporteront tous les Soins nécessaires, pour que si des Navires, appartenant à des Sujets de S. M. Imp. de Russie, venaient à échouer ou à faire Naufrage sur les Côtes de Nos Etats, il soit prêté auxdits Navires, aussi bien qu'aux Personnes et aux Biens qui s'y trouveront, toute l'Assistance possible. En revanche, ils devront acquitter les mêmes Frais et Droits, auxquels Nos propres Sujets sont assujétis en pareil Cas, en vertu de Nos Ordonnances. (Comp. l'Art. XI. du Manifeste russe.)

Les Art. XIV - XIX. inclusivement, traitent du Maintien du Système de Neutralité ar-

mée — de la Visite des Bûtiments respectifs en haute Mer — de la Contrebande et des Marchandises libres. (Comp. les Art. XII – XVII. du Manifeste russe.)

Nous voulons que les Sujets d'une Puissance en guerre avec Nous, qui auront pris Service dans les États de Russie, ou qui y auront été naturalisés, ou qui y auront obtenu le Droit de Bourgeoisie, quand même cela aurait eu lieu pendant la Guerre, soient envisagés et traités par Nos Officiers de Mer sur le même Pied que les Sujets russes nés. (Comp. l'Art. XVIII. du Manifeste russe.)

Les Consuls établis dans Nos États héréditaires par S. M. Imp. de Russie, pour l'Utilité de Ses Sujets commerçants, devront jouir sur tous les Points de la Protection des Lois. Et quoiqu'il ne leur appartienne point d'y exercer aucune Espèce de Jurisdiction. ils pourront néanmoins, du Gré des Parties, être choisis pour Arbitres de leurs Différends; mais il sera toujours libre auxdites Parties de s'adresser de préférence à Nos Tribunaux, auxquels lesdits Consuls seront d'ailleurs subardonnés dans toutes leurs propres Affaires. (Comp. l'Art. XIX. du Manifeste russe.)

Toute l'Assistance possible devra être prêtée aux Sujets russes contre ceux de Nos propres Sujets qui n'auront point rempli les Engagements contractés envers les premiers. Nous ordonnons par conséquent à tous Nos Tribunaux, et noumément à Nos Tribunaux de Banque (Wechselgerichte), où les Contrats auront été enrégistrés, de rendre aux Sujets russes, dans les Procès qu'ils pourraient avoir, la plus prompte Justice, conformément aux Lois et à la Procédure établies dans Nos États héréditaires. (Comp. l'Art. XX. du Manifeste russe.)

Afin de procurer au Commerce des Sujets de S. M. Imp. de Russie toute la Sûreté possible, Nous ordonnons qu'on ait Soin de n'admettre, pour intervenir, sous Autorité publique, aux Achats et Ventes des Marchandises, que des Personnes intelligentes et de bonne Foi. (Comp. l'Art. XXI. du Manifeste russe.)

Nous permettons aux Sujets russes, établis dans Nos États héréditaires, de tenir dans les Endroits de leur Demeure, des Livres de Commerce en telle Langue qu'ils voudront, sans que l'on puisse à cet égard rien leur prescrire, ni les obliger à produire leurs Livres de Compte ou de Commerce, à moins

que ce soit pour leur Justification en Cas de Banqueroute, de Fraude ou de Procès, cependant. dans ce dernier Cas, ils ne seront tenus de produire que les Articles nécessaires à l'Éclaircissement du Différend dont il s'agira. (Comp. l'Art. XXII. du Manifeste russe.)

Art. XXV. Dans le Cas qu'un Sujet russe, qui n'aurait point acquis le Droit de Bourgeoisie dans ces Pays, fit Banqueroute dans Nos États héréditaires, ses Créanciers devront, sous la Surveillance du Magistrat ou du Tribunal du Lieu, nommer ') des Curateurs de la Musse (Curatores ad massam), auxquels on devra confier tous les Effets, Livres de Compte et Papiers de celui qui aura fait Banqueroute. Et lorsque ceux des Créanciers, dont les Titres réunis se montent aux deux Tiers de la Masse (Cridamasse 2)), tomberont d'accord sur un Arrangement quelconque, pour la Distribution de ladite Masse, les autres Créanciers devront acquiescer à leur Décision et s'y conformer.

Mais ceux des Sujets russes, qui auront été naturalisés dans Nos États, ou qui y auront acquis le Droit de Bourgeoisie, seront soumis dans les Cas de Banqueroute, comme dans toutes leurs Affaires, aux Lois, Ordonnances et Statuts de Nos États héréditaires. (Comp. l'Art. XXIII. du Manifeste russe)

Nous permettons aux Sujets russes, établis dans Nos États héréditaires, de bâtir, d'acheter et de vendre des Maisons dans les Villes où des Constitutions municipales (bürgerliche Verfassungen) et des Priviléges ne s'y opposent point, et Nous voulons que les Maisons qu'ils posséderont, nommément à Vienne, Presbourg, Temeswar, Trieste, Léopol (Lemberg) et Brody, soient exemptes de tout Logement militaire, aussi longtems qu'ils posséderont et habiteront eux-mêmes lesdites Maisons, mais celles qu'ils prendront ou donneront en Louage, ne seront point exemptes des Charges de Logement accoutumées.

Dans toutes les autres Villes de Nos États héréditaires, les Maisons que pourraient bâtir ou acheter les Commerçants russes,

insolvable. (Heyse, Allgemeines verdeutschendes und erklürendes Fremdwörterbuch (Hanovre 1838. T. l. ll. in 8°.) T. l. p. 228. Art. Concurriren. p. 263. Art. Crida. — Adelung, Glossar. manuale, T. l. p. 782. Col. 2. Art. Crida. sqq.)

¹⁾ Il faut lire, dans la Traduction rapportée par Steck "nomment" au lieu de "nom-"mément."

²⁾ Crida, fait du latin du moyen âge, Crida signifie en allemand la même chose que Concurs (Concursus Creditorum), Faillite, Banqueroute. Cridarius, Débiteur

qui y sont établis, ne jouiront point de cette Exemption, qui n'est applicable qu'aux six Villes ci-dessus nommées. Si cependant Nous jugions à propos de faire acquitter en Argent les Logements militaires dans lesdites six Villes, les Commerçants russes devront être assujétis à cette Mesure comme tous les autres. (Comp. l'Art. XXIV. du Manifesté russe.)

Nos Provinces, Villes et États héréditaires, ne devront en aucune manière en être empêchés, et Nous voulons qu'en pareil Cas il leur soit expédié, avec les Précautions prescrites et d'Usage dans chaque Endroit, les Passeports nécessaires, afin qu'ils puissent se retirer librement avec leurs Biens apportés ou acquis, après avoir préalablement payé leurs Dettes et acquitté les Droits fixés par les Lois, Ordonnances et Statuts. Nous n'exceptons de cette Concession que ceux qui, d'après les Lois du Pays où ils se sont établis, en sont déjà devenus les véritables Sujets. (Comp. l'Art. XXV. du Manifeste russe.)

Les Biens meubles et immeubles que des Sujets russes laisseront après leur Décès, dans Nos États héréditaires, passeront librement et sans Obstacle aux Personnes appelées à recueillir la Succession, soit par Testament du Défunt, soit ab intestat, conformément aux Lois et Statuts des Pays respectifs.

En conséquence, lesdites Personnes pourront tout de suite prendre Possession de l'Héritage, soit par elles-mêmes, soit par Procuration, et la même Chose est entendue pour les Exécuteurs testamentaires que le Défunt pourrait avoir institués. A la suite de quoi lesdits Héritiers, après avoir acquitté les différents Droits établis par les Lois du Pays, pourront disposer à leur Gré de l'Héritage qui leur sera échu.

Mais en Cas que lesdits Héritiers, pour cause d'Absence ou de Minorité, n'auraient pas pourvu à faire valoir leurs Droits d'Héritage, Nous ordonnons qu'alors un Inventaire formel de toute la Succession soit dressé par un Notaire public en présence du Juge ou du Tribunal du Lieu, avec le Concours du Consul russe, s'il y en a un sur les Lieux, et de deux autres Personnes dignes de Foi, après quoi ladite Succession devra être déposée dans quelque Lieu de Dépôt public, ou bien être remise entre les Mains de deux ou trois Commerçants, désignés par ledit Consul, ou

bien à défaut du Consul, entre les Mains de telles Personnes que l'Autorité publique choisira à cet effet, afin que le Tout soit gardé par lesdites Personnes de la meilleure manière possible, et conservé pour l'Héritier et Possesseur légitime. Mais si un tel Héritage était réclamé et contesté par plusieurs Prétendants, la Jurisdiction de l'Endroit où se trouvent les Biens formant la Succession, devra, par Voie de Justice et conformément aux Lois du Pays, décider le Procès intenté à ce sujet. (Comp. l'Art. XXVI. du Manifeste russe.)

Si (ce que Dieu veuille empêcher!) la Paix venait à se rompre entre les deux Cours impériales, Nous voulons que ni les Navires, ni les Biens des Sujets ne soient confisqués, ni leurs Personnes arrêtées, mais qu'il leur soit accordé un Terme d'une Année au moins, pendant lequel ils pourront vendre, aliéner ou emporter leurs Biens et Effets (Habschaften), et se rendre dans cette Vue partout où ils voudront, après avoir acquitté préalablement les Dettes qui peuvent être à leur Charge. Nous voulons que ceci doive être entendu également de tous les Sujets russes, qui se trouvent à Notre Service de Terre ou de Mer, et Nous permettons à ceux qui se trouvent dans l'un ou l'autre Cas, de céder à qui bon leur semblera, non seulement telle Partie de leurs Biens et Effets, dont, avant leur Départ, ils n'auraient pu se défaire, mais aussi les Dettes actives qu'ils auront à prétendre, ou bien d'en disposer selon leur bon Plaisir et Convenance, et leurs Débiteurs seront obligés de payer lesdites Dettes comme s'il n'y avait point eu de Rupture. (Comp. l'Art. XXVII. du Manifeste russe.)

Art. XXX. Nous voulons que tout ce qui est ordonné dans les Articles ci-dessus, soit observé invariablement et de la manière la plus exacte, partout dans Nos États, pendant douze Ans, à dater du Jour de la Publication de la présente Lettre-patente.

Les Dispositions, énoncées dans les deux Actes qui précèdent, n'ent point été renouvelées.

RUSSIE (ET POLOGNE) ET AUTRICHE.

Le Traité d'Amitié, signé à Vienne, entre la Russie et l'Autriche, le 3 Mai (21 Avril) 1815 1), ne renferme que quelques Stipulations en faveur des Sujets mixtes, sur la Navigation et la Liberté du Commerce.

¹⁾ Traité d'Amitié entre la Russie (Alexandre I) et l'Autriche (François I), signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815. [Annexe No. I. à l'Acte du Congrès

de Vienne. — Klüber, Acten des Wiener Congresses (Erlangen 1815—1835. T. I— IX. in 8°.) T. V. p. 121. — Schoell, Recueil de Pièces officielles, T. VIII. Acte du

1198 LIV. III. CHAP. I. SECT. IX. RUSSIE. §§. 2. 3.

Une Convention relative au Commerce des Provinces polonaises de la Délimitation de 1772, sut signée à Saint-Pétersbourg, le 17 (5) Août 1818 1).

'La Russie (et Pologne) entretient:

- à Venise, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Alt-Orsova, à Trieste et à Brody, des Consuls,
- à Raguse, un Vice-Consul,
- à Fiume, un Agent consulaire 2).

L'Autriche entretient:

- à Odessa, un Consul-général et un Chancelier de Consulat,
- à St. Pétersbourg, un Consul-général,
- à Varsovie, un Consul-général,
- à Archangel, Moscou et Riga, des Consuls,
- à Taganrog, un Vice-Consul 3).

§. 2.

RUSSIE ET BAVIÈRE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Bussie et la Bavière.

La Bavière entretient:

à Moscou, Odessa, Riga et St. Pétersbourg, des Consuls.).

§. 3.

RUSSIE ET BELGIQUE.

Il n'existe point de Traite de Commerce entre la Russie et la Belgique.

La Russie entretient:

à Anvers, un Consul 5).

Congrès de Vienne, p. 107. Du Même, Hist. abrégée, T. XI. Chap. XLI. p. 74. (Sommaire.) — Martens, Recueil, Suppl. T. VI. p. 225. — d'Hauterive et de Cussy, 1. c. Part. II. T. I. p. 177. (Extrait.)]

1) Convention conclue à St. Péters-bourg, le 17 (5) Août 1818, entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne (Alexandre I) et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème (François I), en Conséquence des Stipulations du Traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant le Commerce des Provinces faisant partie du Royaume de Pologne, tel qu'il existait en 1772.

(Martens, Recueil, Suppl. T. VIII. p. 540. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 443.)

- 2) Hof- und Staats-Schematismus des oesterreichischen Kaiserthums, 1839. T. I. p. 235-237. Almanach de Gotha, 1840. p. 8-11.
- 3) H. u. St. Schemat. 1839. T. I. p. 223 226. Alm. de Gotha, 1840. p. 78-83.
- 4) Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Bayern, 1835. p. 109. — Alm. de Gotha, 1840. p. 80—82.
 - 5) Alm. de Gotha, 1840. p. 12.

§. 4.

RUSSIE ET BRÉSIL.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et le Brésil.

La Russie entretient:

- à Rio de Janeiro, un Consul-général,
- à Bahia et à Fernambouc, des Consuls ').

§. 5.

RUSSIE ET CHINE 2).

Les Relations entre la Russie et la Chine datent du commencement du XVIIe siècle. Elles s'établirent lorsque la première de ces Puissances, par ses conquêtes rapides en Sibérie 3), subjugua les Pays situés au Sud et à l'Est du Lac Baikal. Les Mantchoux 4) avaient

- 1) Alm. de Goțha, 1840. p. 14. 15.
- 2) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VIII. Des Relations entre la Russie et l'Asie. p. 449. 450. §. 471. Chine; 1. Possessions. §. 472. 2. Commerce. Scherer, Histoire raisonnée du Commerce de la Russie (Paris 1788. T. 1. II. in 8°.) T. II. Chap. X. Jul. Klaproth, Diémoires relatifs à l'Asie (Paris 1824. in 8°.). De la Frontière russe et chinoise. p. 1—80.
- 3) Fischer, Histoire de Sibirie, depuis la Découverte de cette Contrée, jusqu'à son entière Conquète par les Russes. Saint-Pétersbourg, 1774.
- 4) Mantchou. La Mantchourie, si confusément décrite dans nos Géographies, l'est pourtant bien clairement dans celle des Chinois. Tout le pays forme le Gouvernement de Schengyn ou Schin-Yang, divisé en deux Fou ou Sous-Gouvernements; celui de Fyn-tien ou Leao-Tong au Midi, sur la Mer Jaune, et celui de Mantchou, sur l'Amour et la Mer de Corée.

Les Mantchoux appartiennent à la grande race, nommée Toungouse par les Russes et les Tatars, mais qui s'appelle Oven daus sa propre langue. Les Daouriens sent Mantchoux, mais mélés de Mongols. Plusieurs Tribus, telles que les Dutcheri, sur les bords de l'Amour, vers le milieu de sen cours, les Solons, sur l'Argoun et autres, ne paraissent se distinguer que par des nuances de civilisation. Les Mantchoux, sous le nom de Nieutché, ont soumis, avant le XII e`siècle, les Leao ou Khitan, dont ils étaient auparavant les vassaux, et qui habitaient la Province de Moukden; ils envahirent, en 1115, le Nord de la Chine, où leurs Princes fendèrent la Dynastie dite de Kin ou de l'Or. Dépouillés par les Mongols, ils retournèrent dans leurs monts sauvages d'où ils sortirent de nouveau, sous le nom de Mantchoux, pour faire la conquete de la Chine entière (1644 — 1659), qui leur garde encore une obéissance mêlée de haine et interrompue par des révoltes partielles ").

Les Mantchoux ent connu l'Agriculture, et

No. I. Art. III. p. 136. Eroberung von China durch die Man-tcheu. — Mémoires relatifs à l'Asie, par M. Jul. Klaproth (Paris 1824. in 8°.) p. 441 — 454. Notice sur l'Origine de la Nation des Mandchoux. — Joh. Heinr. Plath, Die Völker der Mand-

Martini — Ferdinand Verbiest — Philippe Couplet — Gabriel Magalhaens — Jean de Fontancy — Joachim Bouvet — Jean-François Gerbillon — François Noël — Louis Le Comte — Claude Visdelou — Jean Baptiste Regis — Joseph Henry de Premare — François-Xavier Dentrecolles — Julien Pla-

^{*)} Du Haldet), T. IV. p. 3-21. 77. 547. note a. — Asiatisches Magazin, verfast von einer Gesellschaft Gelehrt n, herausgegeben von Julius Klaproth (Weimar 1802. T. I. II. in 8°.) T. I. No. III. p. 300. Art. II. No. IV. Art. IV. p. 328. T. II.

t) J. B. Du Halde (de la Compagnie de Jésus), Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de la Chine et de la Tartarie chinoise (La Haye 1736. T. I—IV. in 4°.) Cet Ouvrage a été composé sur les Mémoires manuscrits et imprimés des P. P. Martin

placé, en 1644, la Race de leurs Princes sur le Trône de la Chine; ils étaient alors trop occupés de la Soumission entière de cet Empire et de la Conservation de leur Conquête, pour qu'ils

même ont eu un Code de Lois, avant la conquête qu'ils firent de la Chine. Cette extension de puissance a nui à leur pays, car les meilleures familles du pays ont émigré en Chine.

D'après les Relations des Missionnaires Jé-

schurey (Goetting ue 1830. T. I. II. in 8°.)
T. l. p. 227. sqq. T. II. tout entier. — Histoire générale de la Chine, T. X. p. 406.
T. XI. p. 1. sqq. — Recherches sur les Langues Tartares, ou Mémoires sur diffé-

gues Tartares, ou Mémoires sur différents points de la Grammaire et de la Littérature des Mandschous, des Mongols, des Ouïgours et des Tibetains, par Mr. Abel-Rémus at (Paris 1820. in 40.) T. I.

p. 2. sqq.

*) Chamanisme, une des plus anciennes et en même tems la plus répandue de toutes les Religions idolùtres, professée aujourd'hui par les Finnois et les Tatars idolàtres, les Samolèdes, les Ostiakes, les Habitants de la Sibérie orientale, les Insulaires de l'Océan Pacifique, les Bourètes, et plusieurs autres Peuplades sauvages, tributaires de la Russie. Les Chamanistes adorent l'Etre suprème, Créateur du Monde. Ce Dieu tout-puissant, que les différentes Peuplades désignent par diverses dénominations, voit tout et connaît tout, mais il no s'intéresse nullement aux actions de l'homme. Impassible de sa nature, les prières ne peuvent le fléchir, les crimes l'irriter; il ne punit ni ne récompense. D'après l'opinion générale, il est invisible et babite ordinairement le Ciel ou le Soleil; quelquesuns même adorant le Soleil comme son image. Les Chamanistes croient qu'après la Création, l'Etre suprême confia le Gouvernement du Monde et le Sort du Genre humain aux soins d'une foule de Dieux qui lui sont subordonnés, mais qui souvent agissent de leur propre gré et sans attendre son impulsion. Ces Dieux du second ordre se partagent en bons et mauvais; il en existe des deux Sexes, mais ils ne'contractent pas de mariage entre eux. Les Dieux de la première Série ou les Dieux favorables, président chacun à une

suites, les Mantchoux n'ont ni Temples, ni Idôles; ils révèrent un Être suprème qu'ils nomment l'Empcreur du Ciel. Cependant la religion des Mantchoux établis en Chine, se rapproche du Chamanisme *). Des trois grandes Nations de l'Asie centrale, les Man-

branche spéciale dans l'administration du Monde: quoiqu'ils soient, en général, portés à faire du bien, ils sont très vindicatifs, lorsqu'ils se trouvent offensés, et punissent sévèrement le coupable. Le Soleil, la Lune, les Etoiles, les Nuages, l'Arc-en-Ciel, le Tonnerre, l'Orage, le Feu, l'Eau, la Terre, les principales Rivières et Montagnes, sont com-pris au nombre des Divinités; il y en a aussi pour la Santé, la Chasse, le Voyage, les Enfants, les Bestiaux, etc. La liste des mauvais Dieux est au moins aussi longue. Le plus grand d'entre eux qu'on nomme ordinairement Chaitan (Satan), est presque aussi puissant que l'Etre suprême lui-même; sa méchanceté est excessive, et il ne peut être que très rarement appaisé par les Prêtres' ou Chamans, qu'il honore de sa faveur. Les autres Dieux malfaisants, qui sont sous ses ordres, habitent au sein de la Terre, des Eaux, des Volcans ou des Forèts, et ils sont les principaux auteurs de tous les malheurs qui arrivent dans ce monde. Les Chamanistes qui vivent plus près de la Russie, adorent Saint-Nicolas, auquel ils attribuent toute la Puissance dont jouit cet Empire. — Les Chamanistes pensent que le Monde une fois créé ne finira jamais. Selon eux le sort des hommes et des animaux ne change point après leur mort, et reste tel qu'il était pendant leur vie. L'homme se compose du corps et de l'âme ; il jouit du libre arbitre, cependant sa bonne ou mauvaise fortune dépend des Dieux et des Démons, qui punissent sévèrement l'Impiété, l'Irrévérence envers les Idoles, la Fourberie et la Cruauté. Dans teute autre circonstance, il ne peut s'attirer leur courroux, parce qu'ils ne s'en soucient guères s'il est fainéant ou laborieux, fidèle ou infidèle à son épouse, gourmand ou sobre, mangeant du gi-

cide Hervieu — Cyr Contancin — Pierre de Goville — Jean-Armand Nyel — Dominique Parrenin — Pierre Jartoux — Vincent de Tartre — Joseph-Anne-Marie de Mailla — Jean-Alexis Gollet — Claude Jacquemin — Louis Porquet — Emeric de

Chavagnac — Antoine Gaubil — Jean-Baptiste Jacques. — L'Avertissement dans le T. I. p. LXXIV — LXXX. contient le Catalogue des Ouvrages sur l'Empire chinois, publiés depuis 1531 jusqu'en 1729. pils eussent pensé à s'opposer aux agrandissements de la Russie sur leurs Frontières septatrionales. Bientôt le nouvel Empire mantchou fut menacé d'un autre côté par Galdan

tchoux peuvent être considérés comme les plus rapprochés de l'état de civilisation, surtent depuis qu'ils ont fait la conquête de la Chine; et leurs progrès à cet égard doivent encore avoir été plus grands, puisqu'un des derniers Empereurs a ordonné que les meil-

leurs livres de la Chine fussent traduits dans la langue des Mantchoux.

Les trois langages des Mantchoux, des Mongols et des Tatars différent radicalement l'un de l'autre. Mr. Langlès, qui a publié un Dictionnaire mantchou*), affirme que

bier qu'il a tué lui-même, ou bien le dérobant aux autres. Quoiqu'ils aient une croyance keme dans l'autre vie, ils se la figurent cependant pauvre et remplie d'amertume; ce qui fait qu'ils ont une grande peur de mourir: les Prêtres seuls quittent la vie avec résignation, soutenus par l'espérance qu'ils jouirent dans l'éternité du bonheur des Saints. -Chez les Chamanistes, la femme est inférieure en tout à l'homme. Créée seulement pour les besoins de ce dernier, pour procréer des enfants et vaquer aux travaux domestiques, elle est méprisée et considérée comme une marchandise, qu'on peut échanger ou vendre, et traitée avec la dernière sévérité. Ètre immonde, en horreur aux Dieux, elle est, surtout au moment des règles et pendant les couches, un objet de dégoût pour les hommes et même pour les animaux; son contact est réputé impur: aussi a-t-elle des chevaux, des selles, des bancs et même des vases et autres ustensiles de ménage qui sont particulièrement affectés à son usage, et dont les bommes ne peuvent se servir avant de les avoir purifiés. Il lui est défendu enfin d'assister aux cérémonies religieuses et de s'asseoir auprès du foyer commun. Cependant, malgré cette répugnance que les Chamanistes montrent généralement pour les Femmes, ils ont des Prètresses qui possèdent le même pouvoir, et jouissent de la même vénération que les autres Prêtres. Ces Prêtres, qu'on nomme ordinairement Chamans, c. à. d. Ermites soupirants et Maitres des Passions, sont toujours choisis par les Dieux eux-mêmes, qui manifestent leur choix par des convulsions et autres signes d'irritation nerveuse, auxquels sont sujets les Elus dès leur enfance. Ils sont en général très versés dans les mystères de leur Religion, mais du reste absolument ignorants, et ne se distinguant de la populace ni par leurs richesses, ni par aucune règle particulière dans leur vie. Les Chamans se vantent d'avoir des relations fréquentes avec les Étres supérieurs, de connaître les motifs de leur courroux et les moyens de les appaiser; ils prédisent l'avenir, rendent des oracles, cx-

pliquent les songes, etc. Les Chamanistes n'ont point de Temples ni d'autres Édifices destinés au culte religieux; les cérémonies se font dans un champ ouvert, sur une colline, ou sur les bords d'une rivière, le plus souvent pendant la nuit, et toujours auprès d'un grand feu. Leurs Idoles sont grossières et pour la plupart difformes; ainsi le Tschiptschipkan est tout simplement une porte de pin, à laquelle on accreche les viseaux apportés en offrande.; le *Tis* est une longue perche fourchue, entre les dents de laquelle est suspendue une tête de renard ou deux têtes d'oiseaux. Leurs Fètes solennelles sont au nombre de trois: celle du Printems, qui commence leur année, et où l'on apporte en offrande les prémices de toutes productions, surtout le lait, priant les Dieux de leur accorder une bonne année; celle de l'Été et celle de l'Automne, qui a lieu au mois d'Octobre, et pendant laquelle on offre en sacrifice une pouliche (petite jument). Lorsqu'ils prient, ils tournent leur visage vers le Soleil ou vers les Idoles, et quelquefois vers les Victimes offertes en sacrifice. Leurs prières sont ordinairement brèves, et servent à exprimer leurs voeux. - Le Chef du Chamanisme est le Dalaï Lama, Prêtre qui, en quelque sorte, est censé ne jamais mourir. (Dict. de la Conversation, T. XII. p. 359. Col. 2. - Malte Brun, T. II. Liv. XLIV. p. 587. T. III. Liv. LXI. p. 445. Liv. LXVI. p. 577 - 579. - Asiatisches Magazin, T. I. Cah. II. Art. VI. Ueber die Fo-Religion in China. p. 149-169. - Conversations-Lexikon, T. IX. p. 706)

*) Dictionnaire tartare-mantchoufrançais, composé d'après un Dictionnaire mantchou-chinois, par Mr. Amyot, Missionnaire à Pékin; rédigé et publié avec des Additions et l'Alphabet de
cette langue, par L. Langlès, Officier de
NN. SS. les Maréchaux de France (Paris
1789-1790. T. I-III. in 4°.) - Du Mème,
Alphabet tartare-mantchou, dédié à
l'Académie royale des Inscriptions et BellesLettres, avec des détails sur les lettres et
l'écriture des Mantchoux (Paris 1787.

ou Kaldan 1), le Chef des Eleutes ou Soon-gar (Dzoun-gars), qui non seulement soutenait son Indépendance, mais qui s'efforçait aussi de détacher les Tribus mongoles 2) de l'Alliance des Mantchoux. Kang-hi 3), un des plus grands Empereurs qui aient régné en Chine, fit aux Eleutes des guerres sanglantes qui ne se terminèrent qu'à la mort de Galdan, arrivée en 1697. C'est alors seulement que cessèrent les troubles en Mongolié, troubles assez connus en Europe 4).

c'est le plus parfait et le plus savant des Idiomes tatars, sans en excepter celui du Thibet, quoiqu'il n'ait été écrit qu'au commencement du XVII e siècle. A cette époque, le Monarque des Mantchoux chargea des savants de dessiner des lettres d'après celles des Mongols. L'Alphabet des Mantchoux présente quinze cents groupes de syllabes, que Mr Langlès a essayé de réduire à vingtneuf lettres, dont la plus grande partie a trois formes différentes, suivant qu'elles doivent se trouver au commencement, au milieu et à la fin d'un mot. Cette langue est remarquable par la fréquence des onomatopées *) ou mots imitatifs, par son extrème douceur qui n'admet jamais que deux consonnes se suivent sans l'intervention d'une voyelle, par sa richesse en particules, qu'on annexe aux mots et qui en modifient le sens, par le grand nombre d'inflexions données au verbe, comme dans l'hébreu et l'arabe, et particulièrement par un fait qui semble toucher à la migration des Peuples. La langue mantchoue, qui règne à l'extrémité orientale de notre Occident, renferme heaucoup de racines qui ressemblent à celles des langues européennes. Ce ne sont, point des mots relatifs aux Arts qui auraient pu être apportés par les prisonniers de guerre allemands que les Mongols entrainèrent en Asie; ce ne sont pas des mots imitatifs dont la ressemblance est presque toujours fortuite. La ressemblance d'ailleurs ne s'étend qu'aux langues gothico-germaniques et latino-grecques, qui ont elles-mêmes des rapports avec le sanscrit **). Rien dans le mantchou ne

paraît celtique ni esclavon; un seul trait rappelle le sarmate ou lithuanien ***); mais ce trait est encore commun aux langues indogermaniques. Ces racines, communes à des langues séparées par toute l'étendue d'une moitié du monde, indiqueraient que les Mantchoux seraient originaires des environs de la Perse et de l'Inde. (Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LXI. p. 440 — 447. — Plath, l. c.)

- 1) Les Russes lui donnent le nom de Bouchtou-Khan. (Plath, l. c. T. I. p. 328.)
 - 2) Du Halde, T. IV. p. 21. 39. 71.
- 3) Kang-hi (Tranquillité imperturbable) n'est proprement pas le nom de cet Empereur; c'est celui des Années de son Règne; en mantchou Elkhe taifin, et en mongol Ænke-amogolong. (J. Klaproth, Mémoires, p. 5. note 1.)
- 4) Jo. Unkowsky, Neueste Historie der östlichen Kalmükey, etc. dans Müller, Sammlung russischer Geschichte (St. Pe, tersbourg 1732—1764. T. I—IX. in 8°.) T. I. p. 123. sqq. — Histoire générale de la Chine (du Père de Mailla) (Paris 1777 -1778. T. 1-XII. in 4°.) T. XI. p. 78-299. - Du Halde, T. IV. Les Voyages du Père Gerbillon en Tartarie, 1691 — 1698. - De Guignes, Histoire générale des Huns (Paris 1765. T. I — IV. en 5 Vol. in 4° .) T. IV. p. 102. sqq. — Pallas, Sammlung historischer Nachrichten über die mongolischen Völkerschaften (St. Pétersbourg et Leipzig 1776 – 1802. T. l. II. gr. in 4° .) T. I. p. 36. sqq. — Plath, l. c. T. l. p. 326 **--** 356.)

blance de la chose qu'ils signifient. Cliquetis (des armes), Trictrac, sont des mots formés par onomatopée. (Lunier, l. c. T. III. p. 15. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XLI. p. 43. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XVI. p. 438. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 72.)

- **) Sanskrit, la langue sacrée des Hindoux.
- ***) La syllahe bu, servant d'auxiliaire dans le Passif mantchou; c'est le beuvi (je fus) des Sarmates-Lithuaniens, le be des Anglais, le bin (je suis) des Allemands, le fui des Latins. (Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LXI. p. 447. note 1.)

in 4°.) — Rémusat, Recherches sur les langues tartares, T. I. Chap. IV. De l'Orthographe, de la Grammaire et de l'Étymologie des Mandchous, p. 89—150. — J. Klaproth, Chrestomathie Mandchou, ou Recueil des Textes Mandchou, destiné aux personnes qui veulent s'occuper de cette langue (Paris 1828. in 8°.) — Plath, l. c. T. ll. p. 998—1037. — Malte-Brun, Précis de la Géographie universelle, T. III. p. 445—447.

^{*)} Onomatopée, du grec d'oνομα, nom, et de ποιέω, faire, former: formation d'un nom. Figure de mots formés sur la ressem-

Cependant les Mantchoux avaient déjà commencé à résister aux Russes 1) sur le Fleuve Anour 2), et ces hestilités continuèrent longtems avant qu'une Convention fixat les Frontières entre les deux Empires.

En 1688, le Khan blanc ⁸), Roi des Oros ⁴), avait envoyé en Chine une Ambassade, chargée de demander qu'un Lieu fût marqué pour conférer sur le rétablissement de la Paix. L'Empereur accueillit cette proposition, désigna un Territoire près de la Rivière Selenga ⁵), pour la Réunion des Plénipotentiuires réciproques, confia cette Négociation à deux grands Seigneurs de sa Cour, les fit accompagner par plusieurs Mandàrins de divers Ordres ⁶), et

1) Müller, l. c. T. II. p. 320. sqq. — Histoire générale de la Chine, T. XII. Notice historique sur les Entreprises des Russes, p. 61-108. — Plath, L. c. T. I. p. 54. sqq.

2) L'Amour, Fleuve de l'Asie orientale, naît dans la Tatarie chinoise (Mongolie), sous le nom de Kerlon (en russe Argoun), descend des Monts Kinhan par 40° 30' de Latitude N., court au S. E., puis au N. E., arrese le pied des Monts où il prend sa seurce, traverse le Lac Koulon, sépare la Russie d'Atie de la Mantchourie, depuis son con-Moent avec le Gan jusqu'à sa jonction avec la Schilka, près du Fort de Balaklawa; à ce peint il arrese au S. E. la Montchourie, décrit un grand arc le long des Monts de Siolki, se gressit du Songari, et tournant au N. E., débouche par 52° 40' de Latitude N. et 137° 30' de Longitude E. dans une Baie de la Mer d'Okhotsk *). Les Mongols lui avaient denné le nom de Karamouran, Fleuve noir; les Toungouses lui donnent celui d'Amour, depuis le Fort Balaklawa; les Mantchoux l'appellent Sanghalian - Oula, le Fleuve noir, et les Chinois Hé-loung-Kiang, le Fleuve du Dragon noir, ou Héchouy, l'Eau noire. - L'Amour, navigable depuis sa réunion avec le Gan, se couvre annucliement de glaces, malgré son extrême rapidité. Il denne son nom de Sanghalin à la Mer, à l'Île et au Détroit voisin de son Embouchure. Son Cours a plus de 800 lieues. (Du Halde, l. c. T. III. p. 121. T. IV. p. 230. - Müller, l. c. T. H. p. 253. 293. 294. 296. 311. 337. T. III. p. 96. 108. 185. 286. 288. T. VI. p. 131. 132. — Histoire générale de la Chine, T. XII. Notice historique, p. 73. et p. 98. note 2. - Die neuen Entdeckungen

der Russen zwischen Asien und America (Aus dem Englischen des Herren Cox e übersetzt) (Francfort et Leipzig 1783 "*). T. I. II. en un Volume.) T. II. Chap. II. p. 334. note *. - Büsching, Magazin, T. II. No. VII. p, 483 - 518. Nachrichten von dem Amur-Flusse. – Histoire du Fleuve Amur (Amster dam 1766. in 120.) - Plath, l. c. T. I. p. 5. 6. - Ritter, Die Erdkunde im Verhältniss zur Natur und zur Geschichte des Menschen, oder eine allgemeine vergleichende Geographie, T. II. Liv. II. Asie. Vol. I. (2 de Edition. Berlin 1832. in 80.) Part. I. Sect. I. Chap. l. p. 103. — Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LX. p. 434. — Adr. Balbi, l. c p. 748. - Langlois, l. c. T. I. p. 123. Col. 2. -Vollstündiges Handbuch, Sect. 1V. T. 1V. p. 236. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 477. Col. 1. - Ersch und Gruber, l. c. T. III. p. 434. Col. 2. — Mc. Culloch, Dictionary geograpical, etc. p. 98. Cel. 1.)

- 3) Khan blanc, en mantchou Tsakhan Khan. (Klaproth, Mémoires sur l'Asie, p. 79. note 1. p. 97. Voyez plus haut p. 1148. Col. 1. contin. de la note ***. de la p. 1147. Col. 2.)
- 4) Oros est le nom que presque toutes les Nations asiatiques donnent aux Russes; en turc Ourous et Oros; en chinois O lo szu. (Klaproth, l. c. p. 29. Col. 1.)
- 5) Du Halde, l. c. T. IV. p. 164. 175. 522. Ritter, l. c. p. 527. Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LVIII. p. 345. Adr. Balbi, l. c. p. 783. Langlois, l. c. T. IV. p. 1087. Col. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 144.
- 6) Comparez plus haut p. 621. Col. 1. la note *. Les Mandarins ont pour marque

[&]quot;) La Mer d'Okhotsk, vaste Golfe du grand Océan oriental eu boréal, renfermé entre le Kamtchatka, la Province russe d'Okhotsk (Sibérie), une partie de la Tatarie chinoise, et l'Île de Sanghalin. Les Îles Kourilles et partie de relles d'Yéso ferment en partie un ouverture dans l'Océan. (Adr. Balbi, l.c. p. 782. 785. 787. 792. — Langlois, l. c. T. Ill. p. 583. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 237.)

^{**)} William Coxe, Account of the Russian Discoveries between Asia and America; to which are added-the Conquest of Siberia and the History of the Transaction and Commerce between Russia and China (Londres 1780. in 4°. seconde édition.) — Comp. W. Th. Lowndes, Bibliographer, Manual of english Litterature (Londres 1834. T. I—IV. in 8°.) T. I. p. 500. Col. 1.

leur adjoignit les deux Missionnaires, le Père Thomas Pereira (Jésuite portugais) ⁷) et le Père Jean François Gerbillon (Jésuite français) ²), afin que si les Russes (eu Moscovites) voulaient s'expliquer en latin, ou en quelque autre Langue de l'Europe, ils pussent leur servir d'Interprètes.

Cependant les hostilités entre les Eleutes et les Mongols-Kalkas 3), ayant interrompu les communications entre les deux Empires, les Plénipotentiaires chinois retournèrent sur leurs pas, après avoir exposé dans une Lettre, adressée aux Plénipotentiaires russes 4), le motif de leur départ, et les points sur lesquels ils avaient à se plaindre. Le Plénipotentiaire en Chef des Russes répondit que, puisqu'on ne pouvait se réunir cette année pour traiter de la Paix dans des Conférences réglées, il attendrait encore teut l'hiver sur les Frontières des Terres appartenantes à son Maître: que cependant il priait les Ambassadeurs chinois de lui faire savoir incessamment, en quel Lieu et à quelle Époque ils pourraient s'assembler pour tenir ces Conférences, et que, pour savoir plus précisément leurs intentions et faire connaître les siennes, il leur enverrait au plus tôt des Députés avec des Lettres pour eux, et qu'il les priait de recevoir et de traiter ces Députés avec bonneur, comme des Gens faisant partie de son Ambassade, et de les dépècher incessamment, leur faisant donner de bons Guides jusque sur les Frontières des Terres sujètes à leur Empereur, comme aussi de leur fournir des Vivres et les Voitures nécessaires 5).

En 1689, les Plénipotentiaires russes ayant député un Envoyé pour renouveler la demande qu'on nommat un Lieu sur les Frontières des deux Empires, afin d'y tenir les Conférences de la Paix, l'Empereur désigna à cet effet la Ville de Nertchinsk 6) ou Niptchou 7).

divers animaux; les uns une grue, les autres un lion, d'autres un aigle, d'autres un paon, etc. etc. selon la classe à laquelle ils appartiennent. Tous passent par plusieurs examens avant d'être admis au Mandarinat. — Depuis que les Tatars se sont rendus maîtres de la Chine, la plapart des Tribunaux sont mipartis, c. à. d. qu'au lieu d'un Président, on en a établi deux, l'un tatar, l'autre chinois. (Art de vérifier, T. VIII. dep. J. Chr. p. 394. note 1. — Du Halde, l. c. T. IV. Table des Matières. — Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 444. 445. 479. 480.)

- 1) En chinois Sou-gé-chin. (Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 128.)
- 2) En chinois T chang-tching. (Ibidem, p. 128.)
- 3) Du Halde, l. c. T. IV. Table des Matières. Histoire générale de la Chine, T. XII. Table des Matières. Plath, l. c. p. 325—334. Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LX. p. 434.
- 4) La Souscription de la Lettre, traduite en latin par les Jésuites, était en ces termes: ,,Les Envoyés du très sage Empereur, Grands ,, de son Palais, Songolou, son Capitaine des

"Gardes du Corps, et Conseiller d'État: Tong "que Kang, Cong du premier ordre "), Chef "d'un Étendard impérial "), oncle de Sa Ma-"jesté impériale: Arnhi, Président du Tribu-"nal des Affaires étrangères: Ma laoyé, "Grand Enseigne d'un Étendard impérial, et "les autres, envoyent cette Lettre aux Am-"bassadeurs et Grands Plénipotentiaires de "leurs Majestés les Tzars de Moscovie ""), "Okolnitch, Théodore-Alexiéwitch "Golowin et ses Compagnons." (Gerbillon, Premier Voyage en Tatarie, en Pannée 1688, dans Du Halde, l. c. T. IV. p. 146.)

- 5) Gerbillon, l. c. p. 162.
- 6) Nertchinsk, Ville de la Russie d'Asie (Irkoutsk), Chef-lieu du District du même nom. C'est un des plus affreux lieux d'exil qu'il y ait en Russie. (Second Voyage fait par ordre de l'Empereur de la Chine, en Tatarie, par les Pères Gerbillon et Pereira, en l'année 1689, dans Du Halde, l. c. T. IV. p. 221. Histoire générale de la Chine, T. XII. Notice historique, etc. p. 104. note 2. Müller, Sammlung, T. II. p. 365. 372. 414. 423. T. III. p. 143. 464. 465. 508.

*) Cong est une des premières Dignités de l'Empire, qui revient à celle des Ducs et Pairs.

dure rouge, rouge à Bordure blanche, et bleue à Bordure rouge. La Couleur verte est celle des Troupes purement chinoises, qu'on appelle pour cela Lou ki, les Soldats de la Bannière verte. (Du Halde, l. c. T. I. p. 143. — Plath, l. c. p. 984.)

***) Iwan Alexiéwitch et Pierre (I) Alexiéwitch.

^{**)} Les Troupes tatares, qui composent la Garde impériale, sont divisées en huit Corps, dont chacun a sa Bannière (Étendard, Drapeau), distinguée ou par la Couleur jaune, blanche, rouge, bleue, ou par la Bordure, savoir, jaune à Bordure rouge, blanche à Bor-

Les Plénipotentiaires chinois, accompagnés des Pères Jésuites Gerbillon et Pereira, se mirent en route le 13 Juin; ils arrivèrent à Nertchinsk le 31 Juillet. L'opiniatreté qu'on mit de part et d'autre occasionna, dès les premières Conférences, de grands débats qui durèrent plusieurs jours, et avec tant de vivacité qu'on fut plusieurs fois sur le point de rompre et d'en venir à une guerre euverte; enfin, les difficultés ayant été aplanies par la Médiation du Père Gerbillon, la Paix fut signée, le 7 Septembre 1689, et jurée dans une Église des Russes à Nertchinsk, a près quoi les Plénipotentiaires se séparèrent, pour retourner chacun auprès de leurs Souverains 3).

Le Traité 9), composé de VI Articles, établit que les Russes démoliraient le Fort de

- Heym, 1. c. p. 528. Adr. Balbi, 1. c. p. 791. Langlois, 1. c. T. III. p. 487. Cel. 2. Vollst. Handbuch, Sect. III. T. II p. 75.)
- 7) Niptchou. C'est le nom que les Mantchoux dennent à la Ville de Nertchinsk. (Jul. Klaproth, Mémoires, p. 29.)
- 8) Le Cortège de cette Ambassade était composé de huit à neuf mille Hommes, dont trois mille pour servir d'escorte; il y avait cent cinquante Mandarins, douze mille Chevaux, trois mille Chameaux, et cinquante Canons. Quoique les Moscovites eussent moins de monde, cependant ils vinrent avec autant d'appareil, et ne le cédèrent point en magnificence aux Chinois. (Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 126. continuation de la note 1. de la p. 125)
- 9) L'Interprète moscovite et le Père Gerbillon furent chargés de rédiger le Traité en latin, et ils en firent deux Copies: dans celle destinée pour les Chinois, l'Empereur était nommé avant les Tzars, et dans l'autre pour les Russes, on donna le premier Rang

- aux Grands-Duce de Moscovie et à leurs Ministres. Le Préambule était conçu dans les termes suivants:
- "Par ordre du très grand Empereur: "Song-Houtou, Capitaine des Officiers de "la Garde du Corps. Conseiller d'État et

"la Garde du Corps, Conseiller d'État et "Grand du Palais;

"Tong-Koué-Kang, Grand du Palais, "Cong du premier ordre, Seigneur d'un des "Étendards de l'Empire, et Oncle de l'Em-"pereur;

"Lang-ton, Seignour d'un des Étendards "de l'Empire;

"PEmpereur sur le Fleuve Saghalian-Oula, "et Gouverneur général des Pays circon-"voisins;

"Lang-tartcha, Seigneur d'un des Éten-, dards de l'Empire;

"Ouento, second Président du Tribunal des "Affaires étrangères *) etc.

"Nous étant assemblés proche le Bourg de "Niptchou, l'an XXVIII de Kang-hi **), du-

- *) Voyez pour les différentes espèces de Tribunaux ou Cours souveraines, leur Organisation, leurs Attributions, etc. Du Halde, l. c. T. II. p. 26. De la Forme du Gouvernement de la Chine, des différents Tribunaux, des Honneurs qu'on leur rend, de leur Pouvoir et de leurs Fonctions.
- **) Chronologie chinoise. La tradition ancienne et constante des Chinois neus apprend que dès le tems de Yaot), c'est à dire plus de 2000 ans avant J. Chr., il y a eu à la Chine deux années différentes; une année civile ††) qui était lunaire, et une année astronomique †††), qui était solaire, et

qui servait à régler l'année civile. Cette année civile était composée de douze Lunes, auxquelles on ajoutait de tems en tems une treizième. Dès le tems même d'Yao, l'année solaire était suppesée de 365 jours et 6 heures, égales à notre année julienne 0), et chaque quatrième année était de 366 jours, comme l'année bissextile 00).

Les jours, chez les Chinois, étaient divisés en cent Ké; chaque Ké avait cent minutes, et chaque minute cent secondes. Cet usage a subsisté jusqu'au dernier siècle, où les Chinois, de l'avis du l'ère Schall, Président du Tribunal des Mathématiques 000, ent

t) Tout ce qu'on racente sur les tems qui ent précédé Yao, n'est, au jugement de tous les bons critiques, qu'un amas de fables et de traditions obscures qui ne méritent aucune créance.

tt) Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I. Liv. II. Chap. I. Seci. III. Art. V. Espagne. L. Aragon. M. p. 299. Col. 1. note o.

ttt) Ibidem.

o libidem, p. 295. Col. 1. note t. T. I. oo du Manuel, Appendice, No. VIII. p. XXXIX. Col. 1. note tt.

ooo) La Science de l'Astronomie est très ancienne à la Chine, et la prouve est consignée dans ses Annales à l'an 2159 avant notre Ère. A cette époque en punit de mort deux

Yaksa (Albasin), et fixa la Limite entre les deux Empires (Art. I. et II.); il fut stipulé

"rant la VII e Lune, avec les Grands-Am-"bassadeurs Plénipotentiaires, Théodore

"Alexiéwitch Golowin, etc. et ses "Compagnons, afin de réprimer l'Insolence

commencé à diviser chaque jour en 24 heures, chaque heure en 60 minutes, et chaque minute en 60 secondes, etc., de manière que le jour n'est composé que de 96 ké, et chaque ké équivaut à 15 minutes ou un quart d'heure, suivant notre manière de compter, au surplus, le jour civil commence à minuit, et finit à minuit suivant.

On partage la durée d'une révolution solaire, depuis un Solstice t) jusqu'à l'autre, en douze portions égales, chacune de 30 jours 10 heures 30 minutes; on donne à chacune de ces portions le nom de Tzié, et on la subdivise en deux parties distinguées par les
noms de Tchong-ki et de Tzié-ki ††): le
Tchong-ki, ou le Ki, placé au milieu des
deux Tzié qu'il sépare, répond, dans notre
méthode astronomique, au premier degré de
chaque signe. C'est ce Tchong-ki qui détermine le nom de la Lune dans laquelle il se
trouve; ainsi la Lune du Solstice est celle
pendant le cours de laquelle le Soleil se
trouve au Tchong-ki, ou au premier degré
de Caper †††).

Astronomes, et le principal motif de leur disgrace était d'avoir manqué une Eclipse du Soleil. Les Chinois ont eu de tout tems un Tribunal de Mathématiques, occupé nuit et jour à observer les mouvements célestes et à en dresser des Cartes, et nous lui sommes redevables d'une longue suite d'observations, comme cela est démontré par les recherches du Père Gaubil et par l'Histoire de la Chine. Mais en quelque estime qu'ait été l'Astronomie, et quoiqu'elle entrât même dans l'éducation d'un Souverain O), elle fut très négligée vers la fin de la troisième Race, et on ne pensa à réparer ses pertes que sous le règne de Han-Outi, après deux siècles de troubles. Elle ne le fut pas moins sous les Song, et les Annales n'offrent point de Dynastie si peu fertile en Astronomes [∞]). Depuis l'établissement des Tatars Mantchoux à la Chine, l'idée d'entretenir l'émulation parmi les Astronomes chinois, et d'autres raisons poli-

tiques OOO), ont fait admettre des Européens dans le Tribunal, et c'est la dernière révolution qu'ait éprouvé cette science chez les Chinois.

- t) Solstice, du latin Solstitium, point où le soleil est le plus éloigné de l'Équateur, et où il semble stationnaire; époque où cela a lieu. Solstice d'été, 21 Juin; Solstice d'hiver, 22 Décembre.
- 'tt) Il y a eu dans la suite quelques changements dans l'usage de ces noms de *Tchong-ki* et de *Tzié-ki*, ce dernier ayant été employé pour marquer la première partie du *Tzié*.
- ttt) Zodiaque, du grec ζωδιακός, fait de ζώον, animal; parce que les Signes du Zodiaque sont tous représentés sous des noms et des figures d'animaux.

Le Zodiaque est une Bande ou Zône sphérique d'environ 18 degrés de largeur, partagée en deux parties égales par l'Écliptique .),

Éclipse, du grec έκλειψις, défaut, privation, formé de λείκω, manquer, défaillir: Défaut ou Privation de lumière, parce que dans les Éclipses le Soleil ou la Lune paraît nous manquer.

On nomme Éclipse, le phénomène qui ar-

rive lorsqu'un astre disparaît, en tout ou en partie, soit qu'un autre astre nous en dérobe la vue, comme dans les Éclipses de Soleil ou d'Étoile, soit qu'il cesse réellement d'être éclairé, comme dans les Éclipses de Lune ou dans celles des Satellites de Jupiter.

Écliptique se dit de tent ce qui appartient aux Éclipses.

Ecliptique se dit plus particulièrement d'un Cercle ou d'une Ligne sur la surface de la Sphère céleste, que le centre du Soleil paraît décrire chaque année par son mouvement propre. Dans la réalité l'Écliptique est l'Orbite (le Chemin ou la Ligne) terrestre, l'Orbite annuelle ou le grand Orbe, en tant qu'on la regarde comme la trace que la Terre décrit par son mouvement annuel. Elle est di-

O) Hist. de la Chine, T. I. à l'an 1115 avant J. Chr.

⁰⁰) *Ibidem*, T. VIII. aux années 1168 et 1199 après J. Chr.

ooo) Nouveaux Mémoires chinois, T. II. p. 440.

e) Écliptique, du grec έκλειψις, Éclipse, parce que les Éclipses n'arrivent que lorsque la Lune est dans ou près du Cercle qui porte ce nom.

que tout ce qui s'était passé antérieurement serait enseveli dans un éternel Oubli (Art. III.);

"de certaines Canailles, qui, faisant des "Courses hors des Limites de leurs Terres

"pour y chasser, pillent, tuent et excitent "des Troubles et des Brouilleries, comme

Depuis les Han †) (205 ans avant J. Chr.) jusqu'à présent, les Chinois ont commencé

leur année civile par le premier jour de la Lune, dans le cours de laquelle le Soleil entre

et terminé par deux Cercles que les Planètes O) no passent jamais.

Le Zodiaque est divisé en douze parties appelées Signes, et ces Signes ont les noms de douze Constellations qui y répondaient autrefois; mais le mouvement des Étoiles d'Occident en Orient, fait que les Étoiles ne répondent plus aux mêmes parties du Zodiaque. Les douze Signes ou Constellations du Zodiaque sont, le Bélier (Aries), le Toureau (Taurus), les Gémeaux (Gemini), l'Écrévisse (Cancer), le Lion (Leo), la Vierge (Virgo), la Balance (Libra), le

Scorpion (Scorpio), le Sagittaire (Sagittarius), le Capricorne (Caper, Capricornus), le Verseau (Aquarius) et les Poissons (Pisces). (Lunier, l. c. T. Ill. p. 544. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. LII. p. 479. Col. 1. — Thomas Keith, New Treatise on the Use of the Globes, or a philosophical View of the Earth and Heavens (Londres 1834. in 8°.) Part. I. Chap. I. p. 4 27. 29.)

t) La Chine, désignée en général dans les livres chinois, sous le nom de Tien-hia, Ciel inférieur, et de Tchong-Koué, Ro-

visée en 12 Signes ou parties égales, et la Terre parcourt environ un signe par mois

On appelle Nocuds, les endroits où l'Écliptique est coupée par les Orbites des Planètes. L'Écliptique est ainsi nommée, parce que

toutes les Éclipses arrivent quand la Lune est dans ou proche les Noeuds, c. à. d. proche de l'Écliptique.

L'Écliptique est placée obliquement, par rapport à l'Équateur O), qu'elle coupe en deux points, c. à. d. au commencement du Bélier et de la Balance, ou dans les points équinoctiaux, époque à laquelle les jours sont égaux aux nuits par toute la terre; ainsi le Soleil est deux fois chaque année dans l'Équateur. Le reste de l'année, il est du côté du Nord ou du côté du Sud.

L'Obliquité de l'Écliptique, ou l'Angle qu'elle fait avec l'Équateur, est d'environ 23 degrés 28 minutes. Les Points de la plus grande Déclinaison (Distance) de chaque côté, s'appellent Points solsticiaux. (Voyez pour les mots Éclipse, Écliptique, Lunier, l. c. T. II. p. 21. Col. 2. p. 22. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXIII. p. 48. Col. 1. p. 56. Col. 2. — Th. Keith, l. c. Part. l. Chap. l. p. 3.40. — Penny Cyclopaedia, T. IX. p. 265. Col. 1. p. 484. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. III. p. 511. — Orbite, Lunier, l. c. T. III. p. 24. Col. 3. — Dict. de la Conversation, T. XLI. p. 127. Col. 1. — Th. Keith, l. c. P. L. Chap. l. p. 39. — No euds,

Lunier, l. c. T. II. p. 581. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XL. p. 211. Cel. 1. — Th. Keith, L. c. Part. I. Chap. I. p. 39. — Equinoxe, Equinoxial, Lunier, l. c. T. II. p. 127. Col. 2. — Dict, de la Conversation, T. XXV. p. 61. Col. 2. - Th. Keith, l. c. Part. I. Chap. I. p. 8. — Penny Cyclopaedia, T. IX. p. 492, Col. 1. - Conversations-Lexikon, T. I. p. 349. — Déclinaison, Lunier, l. c. T. I. p. 470. Col. 2. Dict. de la Conversation, T. XIX. p. 356, Col. 2. - Th. Keith, l. c. Part. I. Chap. I. p. 5. — Penny Cyclopaedia, T. VIII. p. 344. Col. 1. - Conversations - Lexikon, T. III. p. 86. — Solstice, Lunier, l. c. T. III. p. 341. Col. 1. - Th. Keith, l. c. Part. I. Chap. I. p. 8. - Conversations - Lexikon, T. X. p. 348.)

 O) Planète, du grec πλανήτης, errant, dérivé de πλανή, erreur, égarement: Étoile errante.

Les Planètes sont des corps célestes qui font leur révolution autour du Ciel, et changent continuellement de position par rapport aux autres Étoiles, d'où leur vient le nom d'Étoiles errantes que leur ont donné les Anciens.

Les Planètes se distinguent ordinairement en principales et secondaires.

Planètes principales sont celles qui tournent autour du Soleil; telles sont, Mercure, Vénus, la Terre, Mars, Vesta (découverte

autour duquel se fait le mouvement diurne; il est également éloigné des deux Pôles du

⁾ Équateur, du latin acquator, formé d'acquo, j'égale. Grand Cercle de la Sphère,

que, de part et d'autre, on ne recevrait plus aucun Transfuge ou Déserteur (Art. IV.), et

,, aussi pour déterminer clairement et dis-,, tinctement des Bornes entre les deux Em"pires, de la Chine et de la Moscovie, et "enfin pour établir une Paix et une Intel-

dans le Signe qui exprime notre Signe des Poissons. Les douze Lunes de l'année ci-

vile sont distribuées en quatre Classes, qui portent le nom des quatre Saisons. La pre-

yaume du milieu, a porté successivement les noms des différentes Familles impériales qui l'ont gouvernée. Celui de Chine que nous lui donnons, vient des Tatars et des Indiens qui le prononcent Thsine; et il est certain que c'est le nom que cet Empire portait vers le milieu du III e siècle avant J. Chr., dans le tems qu'il était gouverné par la Famille de Thsin, qui trouva moyen d'en réunir les différentes parties sous sa puissance, en détruisant les Princes qui les possédaient.

Les Chinois, de même que les Phéniciens, les Egyptiens, les Babyloniens, les Assyriens, et d'autres Peuples de l'Orient, ont été policés, cultivés et savants dès leur origine, et ne remontent point comme les Grecs, les Romains et les autres Peuples de l'Europe, à des siècles d'ignorance et de barbarie.

A l'égard de leur origine, il est vraisemblable qu'ils étaient une des Colonies de la dispersion qui fut occasionnée dans les plaines de Sennaar O), par la confusion des langues.

le 29 Mars 1807, par le Dr Olbers, de Brème), Junon (découverte le 1 Septembre 1804, par Mr. Harding, de Lilienthal, dans le Duché de Brème), Ceres (découverte par Mr. Piazzi, le 1 Janvier 1801, Astronome royal à Palerme, en Sicile), Pallas (découverte le 28 Mars 1802, par le Dr. Olbers), Jupiter, Saturne, Uranus (découverte à Bath, en Angleterre, par le Dr. Herschel, le 13 Mars 1781), qui est aussi appelée Herschel ou Georgium Sidus.

T. XLIV. p. 208. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XVIII. p. 211. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 599.)

Planètes secondaires sent celles qui tournent autour de quelque Planète principale, comme centre, de la même manière que les Planètes principales tournent autour du Seleil. Telles sont, la Lune qui tourne autour de notre Terre, et les autres Planètes qui tournent autour de Saturne et de Jupiter et d'Uranus, et que l'on appelle Satellites . (Keith, New Treatise, P. I. Chap. I. p. 38. Chap. V. p. 146—171. — Lunier, I. c. T. III. p. 118. Col. 2. — Dict. de la Conversation,

⁰) Sennaar. Le Royaume de Sennaar étendait autrefois sa domination sur toute la Nubie méridionale, à l'Est du Nil, jusqu'à Dongolah, et même sur le Kordofan. Depuis 1822, le Chef de ce Royaume autrefois si puissant (fondé au commencement du XVI e siècle par les Chelouk), est vassal du Vice-Roi d'Egypte, et no possède plus que le tiers environ de son ancien territoire. C'est des Plaines de Sennaar que partirent, après la Confusion des Langues, les Enfants de Sem, qui allèrent chercher un Etablissement aux extrémités de l'Orlent; ils s'arrêtèrent dans la *Partie septentrionale* du Pays, qu'on nomma depuis la Chine. (Genèse, Chap. XI. - Art de vérifier, T. IV. avant J. Chr. p. 5. — Adr. Balbi, 1. c. p. 849. — Vollständiges Handbuch, Sect. VI. T. I. p. 336.)

Monde, et ses Pôles sont les mêmes que ceux du Monde. On le nomme Équateur ou équinoxial, parce que, quand le Soleil est dans ce Cercle, il y a égalité entre les jours et les nuits. Quand il est tracé sur les Cartes géographiques, on l'appelle la Ligne équinoxiale, ou simplement la Ligne. (Malte Brun, l. c. T. II. Chap. XXIII. p. 1. sqq. — Lunier, l. c. T. II. p. 122. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXV. p. 52. Col. 2. — Th. Keith, l. c. Pârt. I. Chap. I. p. 3. — Penny Cyclopaedia, T. IX. p. 484. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 348.)

Un Satellite était originairement celui qui en accompagnait un autre pour sa sûreté ou peur exécuter ses commandements.

Satellite, du latin Satelles, Satellitis, Garde d'un Prince.

Chez les Empereurs d'Orient, c'était une Dignité ou Charge d'un Capitaine des Gardes du Corps. On a donné ensuite ce nom à des Vassaux, et enfin à ceux qui tenaient des Fiefs qu'on appelait Sergenteries. On ne le dit plus qu'en mauvaise part, pour désigner un homme qui est aux gages d'un autre. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. III. p. 286. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XLVIII. p. 256. Col. 2. — Th. Keith, l. c. Part. I. Chap. I. p. 39. — Conversations-Lexikon, T. IX. p. 664.)

que les Sujets respectifs, séjournant dans l'un et l'autre Empire, demoureraient dans le même

"ligence éternelle, Nous sommes convenus, "par un Accord mutuel, des Articles sui-"vants: etc. etc." On fit quatre Copies de ce Traite; deux en latin, traduites, l'une en tatar (mantchou) pour la Chine, et l'autre en moscovite pour

mière Lune a le nom de Tching, exprimé par un caractère qui signifie ce qui est juste,

ce qui est conforme à la règle établie; et on ajoute ordinairement à ce caractère celui

Ce sut Yao, qui amena, dit on, cette Colonie dans la Chine, et qui senda la Monarchie chinoise avec Chun, qu'il sit sen collègue, et qui devint son successeur.

Les Souverains qui, depuis Chun, ont possédé la Chine jusqu'à nos jours, se divisent en XXII Dynasties ou Familles, dont

- la Ire est celle des Hia, qui a pour auteur Yu, surnommé Ta ou le Grand⁰), et commence, suivant l'opinion la plus probable, à l'an 2198 (et nen 2207) avant J. Chr. Elle subsista 441 ans, sous 17 Empereurs;
- la II e succéda l'an 1766 avant J. Chr. Elle perta d'abord le nom de Chang, ensuite celui de Yng, et dura l'espace de 656 ans, seus 30 Empereurs;
- la Ille, dent Ou-vang fut le Chef, nommée des Chéou ou Tchéou, subsista l'espace de 855 ans, depuis l'an 1110 avant J. Chr. jusqu'à l'an 255, sous 35 Empereurs;

la l'Ve nommée des Tsin, ne subsista que 43 ans, depuis l'an 246 avant J. Chr. jusqu'en 203, sous 4 Empereurs 00;

la Ve appelée des Han, reconnaît pour Fondateur Lien-Pang 000), soldat de fortune, qui monta sur le trône l'an 203 avant J. Chr., et prit le nom de Kao-Tsou. Elle sub-

- sista pendant 424 ans, sous 27 Empereurs, et s'éteignit avec *Licou-Hici*, l'an 221 de l'Ère chrétienne;
- la VI e des Héou-Han eu Han (e) postérieurs, subsista 44 ans, seus 2 Empereurs, depuis 221 jusqu'en 265;
- la VII e appelée des Tsin, subsista 155 ans, sous 15 Empereurs, depuis 265 jusqu'en 420; la VIII e des Song subsista pendant 59 ans,
- sous 8 Empereurs, depuis 420 jusqu'en 479; la IX e des Tsi, donna 6 Empereurs, et ne subsista que 23 ans, depuis 479 jusqu'en 502;
- la Xe des Léang, subsista l'espace de 55 ans, sous 4 Empereurs, depuis 502 jusqu'en 557;
- la XI e des Tohin, subsista l'espace de 33 ans, sous 5 Empcreurs, depuis 557 jusqu'en 590;
- la XII e des Soui, donna 2 Empereurs, et ne subsista que 29 ans, depuis 590 jusqu'en 619;
- la XIII e des Tang, subsista l'espace de 288 ans, sous 20 Empereurs, depuis 619 jusqu'en 907;
- la XIV e des Heou-Leang ou Leang postérieurs, ne subsista que 16 ans et ne donna que 2 Empereurs, depuis 907 jusqu'en 923;
- la XV e des Heou-Tang ou Tang postérieurs donna 4 Empereurs et subsista 14 ans, depuis 923 jusqu'en 937;
- o) Yu-Ta, que Chun s'était associé préférablement à ses propres enfants, fut le premier qui rendit la Couronne et le Sacerdoce qui y était joint, héréditaires dans sa Famille. Depuis ce tems-là il fut défendu, sous peine de la vie, à tout autre que l'Empereur d'offrir des sacrifices.
- Co) Le second Empereur de cette Famille, Tché-hoang-ti, Successeur de Chengsiang-vang, fit élever cette fameuse muraille de briques, longue d'environ 500 lieues, qui sépare la Chine de tous les Peuples qui l'environnent. (Du Halde, l. c. T. IV. Table des Matières. Denkwürdigkeiten über die Mongolei von dem Mönch Hyakinth (Bitschourin), aus dem Rufsischen übersetzt von Karl Friedr. von der Borg (Berlin 1832. in 8°. T. I—III. en un Volume) T. I. p. 35—42.)
- coo) C'est sous son règne qu'on inventa le papier (de soie), l'encre et les pinceaux qui tiennent lieu de plumes à la Chine.
- La Chine alors se trouva divisée en trois Empires, qui subsistèrent en même tems; celui de *Héou-Han*, celui des Ouei, et celui des Ou; et c'est ce que les Chinois appellent San-Koué, ou les trois Royaumes. La Dynastie des Héou-Han, qui étaient une branche des Han, posséda les seules Provinces de Pa et de Cho, et ne subsista que 43 ans, ayant fini l'an 265; celle des Ouei domina 45 ans, dans la Partie septentrionale de la Chine; celle des Ou posséda, pendant 59 ans, la Partie méridionale de la Chine, et établit sa Cour à Tchang-son, puis à Nan-king. Ces trois Puissances furent abattues par les Tsin, qui réunirent tout l'Empire sous leur obéissance, et fondèrent la Dynastie de leur nom, en 265.

état eù ils se trouvaient au moment de la Signature du Troité (Art. V.); par l'Art. VI. il

la Russie. Les deux Exemplaires latins seulement furent scellés des Sceaux des deux

Nations. Les Ambassadeurs respectifs ayant la Main posée sur leur Exemplaire, jurèrent

du Printems: Au Printems Lune T ching, et au Printems seconde ou troisième Lune. Pour les trois autres portions, au nom de la Saison, on ajoute quelquesois, du moins dans les anciens livres, le lieu de cette Lune dans la Saison première, seconde ou dernière de l'Été. Par exemple, quelquesois on désigne cette Lune par le lieu qu'elle occupe dans l'année civile; en Été, quatrième Lune; en Automne, septième Lune; neuvième en Hiver, dixième Lune, etc.

Le détail des anciens Calendriers est très peu connu. On ignore quel était l'ordre des Intercalations par rapport aux années, et comment on dist ibuait les mois de 30 et de 29 jours, ou les Luues grandes et petites, comme les nomment les Chinois. Sous les Han, on se servait d'un Cycle t) de 19 ans, dans lequel on intercalait la 3 e, la 6 e, la 9 e, la 11 e, la 14 e, la 17 e et la 19 e années; mais on n'a point de preuves que cet usage ait été suivi dans les tems plus anciens; on n'en a pas non plus du contraire.

Les Chinois ent eu de très bonne heure, outre la distinction des Tchong-ki, ou Signes dans l'année astronomique, et des Lunes dans l'année civile, une méthode singulière pour déterminer les jours et pour en marquer le quantième. Dans leur Calendrier, les jours sont distribués par soixantaines, c'est à dire par des Cycles de soixante, de même que les nôtres le sont par Semaines ††) ou Cycles de sept jours: quelques changements et quelques réformations qui aient été faits à ce Calendrier, soit pour les Intercalations, soit pour la quantité des Lunes, soit pour le lieu de la Lune Tching dans l'année astronomique, on n'a jamais touché à l'ordre des jours. Ces jours ont eu, dans le Cycle de 60, l'ordre qu'ils auraient eu, s'il n'y avait point eu de changement, à peu près comme il est arrivé dans notre Calendrier, lors de la réformation grégorienne ttt): le quantième du jour dans le mois fut changé sans que l'on touchat à son quantième dans le Cycle hebdomadaire o); c'est à dire que le jour,

la XVI e des Héou-Tsin ou Tsin postérieurs, ne subsista que 10 ans, sous deux Empereurs, depuis 937 jusqu'en 947;

la XVII e des Héou-Han eu Han postérieurs, ne subsista que 4 ans seulement, sous 2 Empereurs, depuis 947 jusqu'en 951;

- la XVIII e des Héou-Tchéou ou Tchéou postérieurs dura 9 ans, sous 3 Empereurs, depuis 951 jusqu'en 960;
- la XIX e des Song, donna 17 Empereurs, et dura 319 ans, depuis 960 jusqu'en 1279;
- la XX e des Yuen ou Mongous, qui dura 89 ans. sous 8 Empereurs, depuis 1279 jusqu'en 1368;
- la XXI e appelée les Ming, qui subsista l'espace de 276 ans, sous 17 Empereurs, depuis 1368 jusqu'en 1644;
- la XXII e celle des Ta-tsing (la très pure)
 ou Mantchoue'a fourni jusqu'à présent
 6 Empereurs:
- 1º Le fondateur, Yong-Tschin, fit la conquête de la Chine, en 1644; il mourut en 1661.
- 2º Kang-hi, mort en 1723.
- 3º Yong-Tsching, mort en 1735.
- 4º Kien-long, qui résigna le 9 Février 1796.
- 5º Kia-King, mort le 2 Septembre 1820.
- 6º Tao-Kouang (en mantchou Doroi-

- Eldengghi, qui signifie, la Splendeur de la Raison), second fils de Kia-King, né en 1784, succéda à son père, le 2 Septembre 1820.
- (Histoire générale de la Chine, T. I—XI. — Art de vérifier, T. IV. avant J. Chr. p. 3. sqq. T. VIII. depuis J. Chr. p. 374 — 499. — Klüber, Genealogisches Staats-Handbuch, Francfort 1839. LXVII. Jahrgang. p. 367. — Genealogisch-historischstatistischer Almanach (XV e année 1839.) Weimar 1839.
- t) Voyez T. I. du Manuel, Appendice, No. VIII. p. XXXIX. Col. 1. note t.
- tt) Les Chinois ont aussi un Cycle de sept jours, suivant l'ordre des sept Planètes, le même absolument que notre Semaine, mais qui ne paraît pas aussi ancien que le Cycle de soixante jours.
- tit) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. 1. Aragon. M. p. 297. Col. 1. continuation de la note t. de la p. 295. Col. 1.
- O) Hebdomadaire, du grec εβδομώς, semaine, d'επτα, sept: Chose qui se renouvelle chaque semaine; ouvrage, feuille hebdomadaire.

statué que toutes sortes de Personnes, de quelque Condition qu'elles pussent être, pour-

au nom de leur Maître, d'observer fidèlement le Traité, et prirent Dieu à témoin de la sincérité de leurs intentions. Comme les Commissaires chinois avaient ordre de jurer la

qui, sans la réformation, eût été le 5 Octobre 1582, fut compté pour le 15 e de ce mois, mais ce jour demeura le 6 e du Cycle, ou le Vendredi, comme il l'aurait été sans la réformation.

Nes Chronologistes ont éprouvé, en bien des occasions, de quel secours était pour eux, dans la vérification des dates, le quantième du mois joint au quantième du Cycle hehdomadaire ; par-là ils ont démontré qu'un évènement marqué, p. e. à un Lundi, 6 Janvier, ne pouvait être arrivé dans telle année, et qu'il fallait le rapporter à une autre année. La méthode chinoise a le même usage dans la Chronologie; on désigne la date d'un évènement, en joignant au quantième du Cycle le nom de la Lune dans laquelle s'est trouvé ce jour, et quelquesois même le quantième de la Lune; on y joint le nom du Prince qui régnait alors, et ordinairement on marque l'année de son règne. En voici un exemple pris du Chi-King ou Livre des Cantiques. Sous le règne de Yéou-vang, Empereur de Tchéou, le premier de la dixième Lune, au jour Si-mao, vingt-huitième du Cycle, il y eut une éclipse de soleil; la Chronique de Tsou-chou marque la sixième année de Yéouvang, laquelle est, par son calcul, de même que par celui de Sse-ma-tsien, l'an 776 avant Jes. Chr. Il faut examiner, par le calcul, si le premier jour de cette dixième Lune, ou de celle du signe de Libra ou Tchong-Ki de l'Équinoxe d'automne, fut 1º le vingt-huitième d'un Cycle; 20 le jour d'une Syzigie t) écliptique. On trouve par le calcul, 10 que le 6 Septembre de cette année, fut le vingthuitième d'un Cycle; 20 que le soleil étant au cinquième degré de Virgo ou du neuvième Tchong-ki, il y eut ce même jour une Syzigie écliptique. Cette dixième Lune dure 30 jours : ainsi, ayant commencé au cinquième

degré de Virgo, elle finit au ciuquième degré de Libra, et elle contient l'entrée du soleil dans le dixième Tchong-ki, ou dans celui de l'Équinoxe d'automne.

On voit par-là que ce Cycle de 60 est d'un grand usage pour vérifier les époques dans la Chronologie chinoise. Il est vrai que dans les dates où le quantième de la Lune n'est pas déterminé, il peut y avoir une incertitude de quelques années. Supposons, p. e., que l'on marque un évènement dans la première Lune, au premier jour du Cycle, sous le règne d'un Empereur, mais sans spécifier ni le quantième de son règne, ni celui de la Lune; supposens encore que le calcul nous donne pour une des années de ce règne, le quantième marqué du Cycle au vingt-neuvième de la Lune; alors il arrivera que pendant quelques-unes des années suivantes, le même jour du *Cycle* pourra se trouver encore dans la même Lune: mais 1º cela n'ira qu'à quelques anuées; 20 il n'y a guères d'époques dans lesquelles l'année du règne ne soit pas marquée; 30 la durée du total des règnes étant connue, il arrive rarement que toutes les années auxquelles le calcul peut convenir, se trouvent renfermées dans le même règne; 40 enfin, si on n'avait qu'une seule de ces dates, on pourrait peut-étre attribuer au basard le rapport donné par le calcul; mais comme on en a plusieurs, et qu'il s'en trouve parmi elles qui sont peu éloignées les unes des autres, si l'on apergoit dans toutes le même rapport, alors il n'est plus possible de l'attribuer au basard.

Le Cycle chinois de 60 a un autre avantage, qu'il est bon de remarquer. Chaque année solaire ayant seulement cinq des soixante notes du Cycle des jours qui reviennent sept fois, et les cinquantè-cinq autres ne revenant que six fois, cette méthode l'em-

Hebdomadier ou Hebdomanier, titre claustral, Chanoine qui est de semaine pour Officier.

Hebdomade, Bénéfice d'un Hebdomadier; Semaine. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 330. Col. 1.)

t) Syzigie, du grec συζυγία, conjenction, formé de σύν, ensemble, et de ζευγνύμι, joindre: joindre ensemble.

Ce Terme sert à indiquer la Conjonction et l'Opposition d'une Planète avec le Soleil; il s'emploie surtout en parlant de la Lune. Les Éclipses n'arrivent que dans les Syzigies. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. III. p. 406. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. L. p. 251. Col. 1. — Th. Keith, l. c. Etymological Table, p. 363.)

raient aller et venir réciproquement, avec toute Espèce de Liberté, des Terres sujètes à

Paix par le Dieu des Chrétiens, dans la pensée que rien ne pouvait avoir plus de force sur les Moscovites, pour leur faire observer inviolablement le Traité, ils composèrent une

porte de beaucoup sur la nôtre, dans laquelle le même jour de la semaine revient jusqu'à 52 ou même 53 fois dans une seule année; ainsi le même jour de l'année julienne revient en général au même jour de notre semaine toutes les septièmes années, au lieu que ce n'est qu'à la 81 e année que ce jour revient au même quantième du Cycle chinois de 60, parce que le plus petit des nombres divisibles par 60 que peuvent donner ces années, c'est celui de 29,220 jours, ou de 80 ans juliens. C'est déjà beaucoup, comme l'on voit; car le tems de l'évènement dont on examine la date, étant rarement sujet à une incertitude de 80 ans, on sait certainement à laquelle de ces 80 années on doit le rapporter.

Mais il y a plus; les années civiles, employées dans l'Histoire pour la Chronologie, sont des années lunaires, réductibles à des Périodes de 27,759 jours, ou 76 ans, supposées ramener les Syzigies au même jour de l'année solaire. Cette Période, qu'on nomme Pou, contient 39 jours au-delà des Cycles, et il faut 20 de ces Périodes, ou 1520 ans, pour ramener les mêmes jours des Lunaisons t) au

même jour du Cycle et de l'année astronomique 11).

Le Cycle de 60 a encore deux usages dans le Calendrier chinois. Le premier est de dater les années; p. e. l'année 1783 est la 40 e d'un Cycle, l'année 1784 est la 41 e, et l'an 1804 la première du Cycle suivant: on marque à la tête du Calendrier de chaque année son quantième dans le Cycle, et cet ordre n'est jamais ni interrompu ni dérangé.

Le second usage du Cycle de 60 est celui que l'on en fait pour désigner les Lunes de l'année civile: cet usage est du tems des Han au plutôt, et les Lunes intercalaires n'étant jamais comptées, mais seulement les Lunes ordinaires, ce Cycle se renouvelle tous les cinq ans, qui contiennent cinq fois douze ou soixante Lunes régulières. Ainsi la première Lune de l'année 1783 ayant êté la 51 e d'un Cycle, les premières Lunes de toutes les sixièmes années, soit en remontant, comme 1778, 1773, etc., soit en descendant, comme 1788, 1793, etc., seront aussi les 51 es d'un Cycle.

Mr. Freret †††) (Mémoires de l'Académie

et mourut dans la même ville, le 8 Mars 1749. Il se voua particulièrement à l'étude de l'Histoire, de l'Antiquité, de la Chronologie et de la Géographie; les monuments de sa plume savante et féconde seront à jamais l'honneur et le modèle de l'érudition française; il posséda le génie de la science, au plus haut degré peut-être où il soit donné à l'intelligence humaine d'atteindre. Il est incontestablement le premier dans un genre où la France produisit une foule d'hommes supérieurs. Ses ouvrages sont tous disséminés dans le vaste Recueil de l'Académie des Belles-Lettres, à l'exception de la *Défense de la Chrono*logie, qui fut imprimée séparément, Paris 1758. in 40,, et de quelques Dissertations qui parurent sans le nom de leur auteur. Ses Oeuvres complètes ont été recueillies et pu-

vante, s'appelle Révolution synodique.

Mois synodique, c'est la Révolution synodique de la Lune, ou l'intervalle entre les deux Conjonctions successives de la Lune au Soleil. (Lunier, l. c. T. III. p. 402. Col. 2. — Comparez plus haut T. I. du Manuel, Appendice, No. VIII. p. LVI. Col. 1. note *.)

t) Lunaison, de latin lunatio; Intervalle de tems qu'il y a entre deux nouvelles Lunes qui se suivent immédiatement. (Dict. del'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 471. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXVI. p. 70. Col. 2.)

ti) Ce calcul repose sur les fausses hypothèses des Astronomes chinois; car ces 1520 ans contiennent 11 jours 18 heures au-delà des révolutions solaires vraies, et 4 jours 21 heures au-delà des mois synodiques o) vrais: et pour trouver une Période astronomique qui donnât le retour de tous ces mêmes caractères chronologiques, il faudrait lui donner une quantité de plusieurs milliers d'années.

ttt) Nicolas Fréret, Pensionnaire et Secrétaire perpétuel de l'Académie des Belles-Lettres, naquit à Paris, le 15 Février 1688,

o) Synodique, du grec σύνοδος, fait de σύν, avec, ensemble, et d'όδος, voie, chemin.

On donne ce nom aux Révolutions des Planètes, considérées relativement à leur Conjonçtion au Soleil, que l'on appelait autrefois Synode; de sorte que le tems qui s'écoule entre une Conjonction moyenne et la sui-

l'en des deux Empires, dans celles de l'autre, pourvu qu'elles eussent des Patentes (Passe-

Formule de serment; ils avaient intention de lire cette Formule à genoux, devant une Image du Dieu des Chrétiens, et d'adorer l'Image en se prosternant jusqu'à terre, suivant leur

des Inscriptions et Belles-Lettres, T. XVIII. p. 178. sqq.) soutient, d'après l'upinion commune et ancienne des Chinois, suivie du tems même de Confucius t), ou du meins avant la

bliées par Septchènes, en 20 Vol. in 12°. Paris 1796. Mais cette édition, si fastueusement intitulée, est extremement désectueuse et incomplète. Les Ouvrages philosophiques de Frèret, publiés en 4 Vol. in 80., par le libraire Bastien de Paris, ne sont point de l'écrivain dent ils pertent le nom. Le Mémoire sur l'Origine des Grecs n'a vu le jour, pour la première fois, que dans le T. XLVII. des Mémoires de l'Académie des Belles-Lettres, publiés en 1808, par l'Institut de France. Le lecteur, curieux de connaître les Manuscrits de Fréret, pourra consulter la Notice détaillée qu'en a donnée Sainte-Croix dans le Mogaein encyclopédique (Deuxième année. T. V. p. 228. sqq. (Biographie universelle, T. XVI. p. 28. Col. 1.)

t) Confucius, dont le véritable nom est Koung-Tsée ou Kong-Fou-Tsée, naquit l'an 551 avant J. Chr., dans la Principauté de Low (aujourd'hui Province de Chan-Tong), de la plus ancienne et la plus illustre famille de la Chine, qui, selon tous les Historiens, remonte jusqu'à Hoang-Ti, regardé comme le premier Législateur de l'Empire chinois: elle avait donné des Ministres, des Princes, des Empereurs, dont l'un fut le célèbre fondateur de la Dynastie des Chang, l'an 1766 avant J. Chr. Cette Maison de Koung, reconnue par l'Etat, subsiste encore avec gloire à la Chine, et comptait, en 1784, soixanteonze générations depuis Confucius: généalogie unique dans le monde, puisqu'elle embrasse plus de quarante siècles O). Mais ce qui rehausse le plus la gloire de cette Famille, c'est d'avoir donné le jour à celui que la Chine place avec orgueil au premier rang de ses grands hommes, - elle l'appelle le Saint-Maitre, le Sage par excellence, - et que les Nations les plus éclairées s'accordent à regarder comme un des plus grands Philosophes qui aient paru dans le monde. Il s'adonna de très bonne heure à la connaissance des Lois et des Usages en vigueur dans les tems les plus reculés de l'Empire chinois. Son érudition et la gravité précoce de son

caractère lui firent confier à l'âge de dix-sept ans un petit Mandarinat, qui lui dennait inspection sur la vente des grains et des autres denrées nécessaires à la consommation d'une grande ville; il obtint tant de succès dans l'exercice de cette charge qu'il fut bientôt élevé à une fonction beaucoup plus importante, qui lui attribuait la surveillance générale sur les campagnes et sur l'agriculture. Il avait déjà apporté de grandes améliorations dans cette partie essentielle de l'Économie publique, et faisait le bonheur de ses administrés, auxquels il savait inspirer ses vertus, en meme tems qu'il augmentait leur bien-être, lorsque la mort de sa mère vint l'enléver à ses travaux, avant qu'il fût entré dans sa vingt-cinquième année. D'après les anciennes Lois de la Chine, alors presque tombées en désuétude, à la mort du père ou de la mère, tout emploi public était interdit aux enfants. Con*fucius*, qui avait pour système quo toutes le**s** vertus sociales et politiques ont pour fondement le respect des anciens Usages, voulut joindre l'exemple au précepte, en se montrant rigide observateur des vieilles coutumes, et, après avoir fait célébrer les obsèques de sa mère, en se conformant aux cérémonies funèbres usitées dans les premiers tems de l'Empire, il se renferma dans sa demeure et y passa trois ans dans la solitude et la méditation. Ces trois années de retraite décidèrent de sa glorieuse destinée. Livré pendant tout ce tems à une étude continuelle, il réfléchit profondément sur les principes éternels de la morale, sur leurs applications diverses et sur les moyens de rendre les hommes meilleurs, seul but que doive se proposer la Philosophie. Il résolut donc, non pas de s'isoler de la société pour se livrer exclusivement à une vie contemplative, écueil où ont échoué les génies les plus élevés et les plus amis du bien, mais de rester au milieu des hommes en sacrifiant sen repes et sa fortune, et en consacrant sa vie à leur instruction.

La Dynastie des Tchéou, qui occupait alors le trône impérial, penchait vers sa décadence;

O) Plath, l. c. T. I. p. 293. note 2. — Mémoires concernant la Chine T. XII. Table

généalogique de la Famille de Confusius, à la suite de sa Biographie par Amiot.

ports ou Certificats), constatant qu'elles viennent avec Permission, et il leur serait permis

usage. Ils s'étaient encore proposé de brûler ensuite cette Formule, signée de leur Main

et scellée du Sceau des Troupes de l'Empereur; mais les Moscovites craignant qu'il n'y

destruction des anciens livres, 1º que l'Empereur Hoang-tit) avait, le premier, ré-

glé la forme de l'année; 2º qu'il avait établi l'usage du Kia-tzé ou Cycle de 60 jours,

les Princes tributaires, qui se trouvaient les maîtres d'une grande partie du sel chinois, affectaient l'indépendance, et le droit d'introduire dans leurs Etats respectifs des formes particulières de Gouvernement. Le faste et la licence régnaient dans leurs Cours; leurs guerres étaient continuelles. Ces désordres ayant influé sur les Peuples, ils s'étaient insensiblement relàchés des antiques maximes. Confucius entreprit de faire revivre parmi ses Concitoyens l'attachement et le respect pour les Rites et les Usages anciens, à la pratique desquels se rattachaieut, selon lui, toutes les vertus sociales et politiques. Non content d'expliquer à ses compatriotes de tous les ordres, les préceptes invariables de la morale, il se proposa de fonder une École, de former des Disciples qui pussent l'aider à répandre sa Doctrine dans toutes les parties de l'Empire, et qui en continuassent l'enseignement après sa mort. Il eut aussi à ceeur de consigner sa Doctrine dans une suite d'ouvrages également destinés à reproduire les maximes de la vertueuse antiquité, dont il ne prétendait être que le Commentateur et l'Interprète. Toutes les parties de ce plan ont été exécutées par le Philosophe chinois. La mission noble et sublime à laquelle il s'était dévoué, sema sa vie de dégouts et d'amertume; il fut en butte à la contradiction; accueilli dans quelques Cours, il se vit dédaigné et presque un objet de risée dans plusieurs autres. A la fin de sa carrière, épuisé par les travaux d'un long et pénible enseignement, il regrettait encore que sa Doctrine n'eut recueilli que de stériles applaudissements; il était loin de prévoir l'immense succès qu'elle devait obtenir après lui, et l'influence durable qu'elle aurait

un jour sur sa Nation. Aucun Philosophe, aucun Sage de l'Antiquité n'a eu, en effet, la brillante destinée de Confucius, et n'a recueilli autant d'honneurs posthumes; jamais la Doctrine d'aucun d'eux n'a eu, comme la sienne, la gloire de s'associer à la Législation d'un grand Peuple; celle du Philosophe chinois continue, depuis plus de deux mille ans, à régir l'Empire le plus vaste et le plus peuplé de l'Univers. — Au sortir de sa retraite, Confucius s'occupa aussitôt de l'exécution du plan qu'il avait formé. Nous ne le suivrons pas dans tous les détails de sa vio active et publique, nous en indiquerons seulement les principaux faits. Après plus d'une année de séjour dans le Royaume de *Tsi*, où il **a**vait été accueilli avec la plus grande distinction, mais où il désespéra de faire adopter ses idées de réforme, il se rendit, accompagné de quelques-uns de ses Disciples, à la ville capitale, résidence des *Empereurs* de Tchéou, pour y observer les formes du Gouvernement et l'état des moeurs publiques. Il obtint la permission de souiller dans les Annales de l'Empire, et d'extraire un grand nombre de faits et d'observations dont il crut avoir besoin pour les ouvrages qu'il méditait. Il revint ensuite dans le Royaume de Lou, sa patrie, où il se fixa pendant dix ans. N'ayant pu vaincre l'indifférence du Roi pour ses idées d'amélioration et de progrès, Confucius se borna à la vie privée, et profita de son loisir pour propager ses Doctrines et éclairer ses Concitoyens. Sa maison devint un *Lycée* o), toujours ou-

t) L'an 2698 avant J. Chr. (Art de véri-

o) Lycée, du grec Núnzion; lieu près d'Athènes, orné de portiques et de jardins, sù Aristote) enseignait la Philosophie: il fut construit tout auprès d'un Temple consa-

cré à Apollon, nommé Lycoctone, d'où lui

a été appliqué le nom de Lycée. Ce mot s'est dit par extension de tout lieu où s'assemblent des gens de lettres; mais dans

^{•)} Aristote, Philosophe, naquit à Stagire, Ville de la Macédoine, la première année de la 99 e Olympiade (384 avant J. Chr.). Il mourut l'an 322 avant J. Chr. (Biogr. universelle, T. II. p. 456. Col. 1. — Dict. de

la Conversation, T. III. p. 77. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. II. p. 332. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 395. — Ersch und Gruber, l. c. T. V. p. 273. Col. 1.)

de vendre et d'acheter tout ce qu'ils jugeraient à propos, et de faire un Commerce réciproque.

eut de la Superstition dans cette Cérémonie, ou ne voulant pas s'astreindre à des pratiques étrangères, décidèrent que chacun jurerait à sa manière: cependant, les Chinois renon-

qui servait, dans l'usage civil et populaire, à distinguer les jours de la même manière que

les semaines y servent parmi nous; 3º que le jour duquel on avait commencé à compter

vert à tous ceux qui cherchaient à s'instruire. La manière d'enseigner de ce Philosophe n'était nullement celle qu'employaient alors les autres maitres dans les Ecoles et les Gymnases O), où le tems de chaque exercice et les matières des leçons étaient toujours fixes et déterminés. Les Disciples se rendaient chez lui lorsqu'ils le jugeaient à propos, et ils se retiraient de même. Il dépendait d'eux de déterminer le sujet des legons, en demandant des éclaircissements sur tel ou tel point de morale, de politique, d'histoire ou de littérature. Confucius a compté plus de trois mille Disciples, mais il ne faut pas croire que ce nombre format une masse d'auditeurs, toute composée de jeunes gens, réunis habituellement autour du Maitre pour se former sous sa discipline. Ces Disciples, qui avaient regu en différents tems les legens du Philosophe de Lou, étaient la plupart des hommes d'un age mûr, déjà engagés dans la carrière des emplois, et vivant au sein de leurs familles, des Lettrés, des Mandarins, des Gouverneurs des Villes, des Officiers militaires, les uns et les autres répandus dans tous les États tributaires qui partageaient la Chine. Tendrement attachés à leur Maitre, ils s'en rapprochaient avec empressement toutes les fois que leurs voyages, ou ceux mêmes de Confucius, leur en fournissaient l'occasion. Ils s'honoraient de professer sa Doctrine, et en étaient les zelés propagateurs dans les lieux où ils résidaient. Observons néanmoins, que parmi ses Disciples, un petit nombre, plus passionnés pour l'étude de la Philosophie, s'étaient plus particulièrement attachés à la personne de leur Maitre; ils vivaient avec lui, l'entouraient sans cesse, et le suivaient presque partout. Confucius jouissait depuis plusieurs an-

nées du repos et des douceurs de la vie privée, lorsque le Souverain de Lou vint à mourir. Le nouveau Roi ne partagea point l'indifférence de son prédécesseur pour le Philosophe; il s'empressa de l'appeler à la Cour, et après lui avoir conféré successivement les fonctions les plus importantes, il le nomma enfin son Premier-Ministre. Ce fut alors que Confucius fit éclater la sagesse de ses théories par l'heureuse application qu'il lui fut permis de leur donner. L'activité, le courage, le désintéressement qu'il montra dans l'exercice de sa charge, opérèrent une véritable révolution dans sa patrie. Il réforma l'administration de la justice, régla la perception des impôts, augmenta considérablement le produit des terres par les améliorations qu'il apporta à l'agriculture, et s'appliqua surtout à corriger les moeurs par l'autorité de ses maximes et de ses exemples. Protecteur courageux des intérets du Peuple, il punit sévèrement les abus de pouvoir, et ne craignit pas de s'attirer la haine des Grands en faisant décapiter en sa présence un des hommes les plus puissants de la Cour, qui s'était couvert de crimes, et qui devait à son crédit l'impunité dont il avait joui jusqu'alors. Les immenses avantages que Confucius avait procuré à son pays excitèrent la jalousie d'un Prince voisin; le Philosophe finit par être victime de ses puissantes intrigues, et fut contraint de s'éloigner de son ingrate patrie. Il occupa le tems de son exil, qui dura onze ans, à des voyages dans les différents États de la Chine, mais sans jamais en franchir les limites, comme on l'a supposé sans fondement. Quelquefois recherché et applaudi, il fut plus souvent en butte à la persécution; plus d'une fois il faillit perdre la vie. Il éprouva les

l'organisation actuelle de l'instruction publique il est particulièrement consacré à désigner ce qu'on entendait autrefois par Collège. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 473. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXVI. p. 109. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 783.)

o) Gymnase, du grec γυμνάσιον, formé de γυμνός, nu; parce qu'on était nu on

presque nu, pour se livrer aux exercices du Gymnase, lieu où les Grecs s'exerçaient aux exercices du corps.

Gymnastique, l'Art d'exercer le corps pour le fortifier. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 320. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXI. p. 256. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XI. p. 508. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. IV. p. 1034.)

On tomba d'accord que les *Grands Ambassadeurs* des *deux Cours* se donneraient récipro-

cèrent à leur Formule, et firent le même Serment que les Russes; après quoi le Plé-

nipotentiaire moscovite remit aux Envoyés de la Chine, les deux Exemplaires du Traité,

le premier des Cycles, avait été cclui d'un Solstice d'hiver; 40 qu'au commencement de ce premier jour des Cycles, c. à. d. à l'heure de minuit, le soleil et la lune avaient été ré-

dernières extrémités de la misère, endura la faim, manqua d'asyle; il se comparait à un chien, qu'on a chassé du logis. "J'ai, disaitil, "la fidélité de cet animal, et je suis traité "comme lui. Mais que m'importe l'ingratitude "des hommes? Elle ne m'empêchera pas de , leur faire tout le bien qui dépendra de moi. "Si mes leçons restent infructueuses, j'aurai ndu moins la consolation intérieure d'avoir "fidèlement rempli ma tâche." Rentré enfin dans sa patrie, il y vécut en homme privé, et passa les dernières années de sa vie à la révision de ses ouvrages, qu'il eut le bonheur de voir terminés avant la maladie, dont les suites l'enlevèrent à la 73 e année de son âge, 479 ans avant notre Ere. Confucius avait essuyé des chagrins amers dans sa vieillesse. Il avait perdu son épouse, et, peu d'années après, son fils unique Koung-Ly, qui ne laissa que le jeune Tsée-Szé, seul rejeton par lequel fut continuée la postérité du Philosophe. La mort de plusieurs de ses Disciples les plus chers avait encore ajouté à l'amertume de ces pertes. — On est redevable à Confucius d'avoir mis en ordre les principaux Ouvrages historiques et politiques des Chinois, et d'y avoir porté la lumière. Il s'occupa toute sa vie à la Révision des Six King ou Livres sacrés, où se trouvent rassemblés les plus anciens monuments écrits des Chinois. Il composa aussi le Ché-King, le Tchun-Tsicou, qui contient une partie des Annales du Royaume de Lou, et le Chou-King, dans lequel il a consigné les maximes fondamentales de la Morale politique, et présenté la vie et les discours des Empereurs, des Ministres et des Sages de la haute Antiquité, qu'il a jugés dignes d'être présentés comme modèles. On a de lui un Dialogue sur la Piété filiale, intitulé le Hiao-King, qu'il composa pour rendre un hommage particulier à cette vertu, dont il se montra toujours le plus zélé et le plus éloquont apôtre. - Mais les deux Ouvrages qui présentent l'ensemble le plus complet de la Morale et de la Politique du Philosophe chinois, sont le Ta-Hio (la grande Science) et le Tchong-Yong (le Juste-Milieu), qui ont été attribués aussi à deux de ses Disciples, qu'on

suppose les avoir rédigés d'après les enseignements de leur Maitre. On y joint encore le Lun-Yu ou Livre des Sentences, compilation en 20 chapitres des Maximes de Con*fucius*, mais dont plusieurs semblent s'écarter de sa Doctrine et de ses Principes. — Confucius ne fut pas seulement un profond Philosophe, il fut aussi un grand Ecrivain. La concision et l'énergie de son style, qu'il est impossible de rendre dans aucune Traduction, font encore aujourd'hui l'admiration des Chinois. Il n'a eu jusqu'à présent que des imitateurs qui n'ont pu, dans leurs meilleurs Ouvrages, égaler le mérite des endroits les plus ordinaires du Chou-King ou du Tchun-Tsieou. - Il n'est pas vrai, comme l'ont pensé quelques Ecrivains, que Confucius ait imposé une Législation à la Chine, et ait changé la Religion de ce pays. Il n'a jamais eu l'autorité nécessaire pour publier des *Lois*, et tous ses efforts au contraire eurent pour but de ramener aux anciens Usages, et de faire revivre l'esprit et les vertus des tems antiques. Mais il est vrai aussi de dire qu'il donna une telle impulsion aux idées philosophiques, qu'il changea la face de la société et amena une véritable révolution dans les moeurs par l'autorité de ses exemples, et surtout par l'immense influence de sa Doctrine. Ce qui caractérise Confucius, c'est la modestie dont il fit preuve toute sa vie, et l'entière abnégation qu'il fit de lui-même, malgré la conscience qu'il avait de son mérite supérieur, et de l'importante mission qu'il avait et qu'il disait lui-même avoir à remplir. Il eut pu facilement passer pour un Prophète inspiré chez des Peuples moins ignorants et moins superstitieux que les Chinois. Il n'entra jamais dans sa pensée de jouer un tel rôle. Simple et ennemi de l'ostentation, il se borna à cultiver et à professer la morale; il ne voulait pas même qu'on lui attribuat sa *Doctrine*, et il repétait sans cesse que ses Maximes n'étaient autres que celles des Sages de la vertueuse Antiquité, qu'il s'était proposés pour modèles. Sa morale n'a rien d'outré, elle est toujours simple, naturelle, conforme à la nature de l'homme, et prouve le tact exquis avec lequel sa raison supérieure lui faisait éviter

ciproquement chacun deux Exemplaires dudit Traité, scellé de leur Sceau, et enfin, que ce

et reçut d'eux les siens en latin et en moscovile. Ils s'embrassèrent au son des instruments de musique dont ils étaient accompagnés. Le Russe fit servir une Collation, qui

mis au signe de Caper, au point du Solstice, et que ce moment avait été celui d'une Syzigie; 50 que vers l'an 400 avant J. Chr., en comptait plusieurs mille ans depuis ce Selstice; c. à. d. qu'il y avait au moins 2000 ans. Ces trois derniers points sont dans l'Ouvrage de Meng-Tzét), qui vivait plus de 300 ans avant J. Chr. Finalement, Mr. Freret place le commencement du premier Cycle et celui du règne de l'Empereur Hoang-ti à l'an 2455 avant J. Chr.; il ajouta ensuite, qu'ayant

calculé pour toutes les années voisines du tems auquel a pu régner Hoang-ti, afin de découvrir si, dans quelqu'une de ces années, le Solstice et la Syzigie ont pu se trouver réunis vers l'heure d'un jour Kia-tsé commengant, il n'a trouvé que la seule année 2450 avant J. Chr., qui donnât cette réunion. Cette année 2450 était la sixième du règne de Hoang-ti, suivant la Chronologie de Tsouchou; et c'est par cette raison que Mr. Frerest place le commencement du Cycle chinois

lonte exagération. Elle roule principalement sur les devoirs qu'imposent les relations du Souverain et des Sujets, du Père et des Enfants, de l'Epoux et de l'Epouse. Il appuie avant tout sur la protique de cinq Vertus essentielles: 1º l'Humanité; 2º la Justice; 3º l'exacte Observation des Cérémonies et des Usages établis; 4º la Droiture, c. à. d. cette Rectitude d'esprit et de coeur qui fait qu'on recherche tenjeurs le vrai; 50 la Sincerité ou la Bonne-Foi. - Le Chou-king a'est pas, comme l'ont cru quelques Écrivains, an livre d'Histoire, mais simplement un livre de Morale; c'est le plus beau et le plus révere de tous ceux que la Chine a produits; il commence à l'Empereur Yao, qui monta sur le trone l'an 2357, avant notre Ere, et finit à l'an 624 avant J. Chr. Nous avons une Traduction française de cet Ouvrage, due au Père Gaubil, Paris 1770. in 4º. Le Tchun-Tsico's contient une partie des Annales du Royaume de Lou, depuis l'an 722 avant netre Ere, et retrace les évènements qui y ont eu lieu durant 242 ans. Boyer a publié le Texte chinois du commencement du Tchun-Tsisou dans les Mémoires de l'Académie de Pétersbourg. Le Ta-Hio, raduit en latin, ou plutôt paraphrasé $^{\circ}$) par le P. Ignace de Costa, le Tchong-Yong par le P. Intercetta, et la premère partie du Lun-Yu, ont été publiées avec le Texte chinois, imprimé horizontalement entre les lignes. Cette édition, commencée à Nan-king et terminée à Goa, est extremement rare en Europe. La Paraphrase latine, augmentée par les P. P. Couplet,

Herdtreich et Rougemont, a paru sous ce titre: Confucius Sinarum Philosophus, Paris 1687. in fol. Celle du Tchong-Yong avait déjà paru, en 1672, sous le titre de Sinarum scientia politico-moralis, dans le T. II. de la Collection de Melch. Thévenot 00). La Morale de Confucius, Philosophe de la Chine, Amsterdam 1688. in 80. est un Extrait de ces divers Ouvrages: on les retrouve avec des commentaires beaucoup plus diffus dans l'Ouvrage du P. Noël, intitulė *Sinensis imperii libri classici VI*, Prague 1711. in 4°. C'est d'après ce dernier Ouvrage que l'Abbé Pluquet a publié les Livres classiques de l'Empire de la Chine en 7 petits vol. in 18°. Paris, Didot, 1784 et 1786. Une excellente Via de Confucius forme le T. XII. des Mémoires sur les Chinois. (Biogr. universelle, T. IX. p. 410. Col. 1. - Dict. de la Conversation, T. XVI. p. 188. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 276. — Penny Cyclopaedia, T. VII. p. 445. Col. 2. — Ersch und Gruber, l. c. T. XVI. p. 369. Col. 1. Art. Chinesische Litteratur.)

t) Meng-Tzé ou Meng-Tséou, nommé pendant sa vie Meng-Kho, et par les anciens Missionnaires Mencius, naquit à la fin du IV e siècle, dans la Ville de Tseou, actuellement dépendante de Yan-Tcheou-Fou, dans la Province de Chang-Toung. Il mourut vers l'an 314 avant J. Chr., à l'àge de 84 ans. Il est considéré comme le premier des Philosophes chinois après Confucius. (Hist. générale de la Chine, T. II. p. 271. 280. 294 — 296. — Biogr. universelle, T. XXVIII. p. 302. Col. 2.)

O) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Addenda, p. LXXX. l'Addition à la p. 113.

⁰⁰) Melchisedech Thévenot, Voyageur, né III.

à Paris vers 1620, mort le 29 Octobre 1692. (Biogr. universelle, T. XLIV. p. 377. — Falkenstein, l. c. T. III. p. 48—51.)

Traité, avec teus ses Articles, serait gravé en langue tatare (en mantchou), chinoise, mos-

consistait en confitures et en trois sortes de vins d'Europe, pendant laquelle on se félicita mutuellement sur l'Amitié qui venait d'être établie entre les deux Puissances. (Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 132. continuation de la note 3. de la p. 127.)

à l'an 2455. Cependant il est évident, par le calcul, que l'année 2455 n'est que la troisième année d'un Cycle, et non la première, puisqu'il est certain que l'année 1744 de J. Chr. est aussi la première d'un Cycle. Ainsi le premier Cycle aura dû commencer à l'an 2457 avant J. Chr., et on peut supposer que ce

Cycle de X.

1. Kia. - 6. Ki.

2. Y. - 7. Keng.

3. Ping. — 8. Sin.

4. Ting. - 9. Gin.

5. Vou. - 10. Kouei.

Ces dix Troncs et ces douze Branches liés ensemble alternativement de la manière suivante: Kia-Tsè, Y-Tchéon, Ping-Yn, Ting-Mao, etc. etc. Kia-Su, Y-Haï, Ping-Tsé, etc. etc.; Kia-Chin, Y-Yéou, Ping-Su, etc. etc.; Kia-Ou, Y-Veï, Ping-Chin, etc. etc.; Kia-Tchen, Y-Ssé, Ping-Ou, etc. etc.; Kia-Yn, Y-Mao, Ping-Tchen, etc. etc. ne reviennent à leur premier point qu'après 60, et forment par conséquent la Période de 60 années t) tt).

Le Cycle de 60 ans est, dit-on, de la pre-

premier Cycle, suivant Mr. Freret, précède de deux ans le règne d'Hoang-ti.

Le Cycle de 60 est composé de deux autres Cycles, l'un de dix caractères, appelés Ché-kan ou les dix Troncs, et l'autre de douze caractères, appelés Ché-eulh-tchi, les douze Branches.

Cycle de XII.

1. Tsé. — 7. Ou.

2. Tchéou. — S. Vei.

3. Yn. — 9. Chin.

4. Mao. — 10. Yéou.

5. Tchen. — 11. Su.

6. Ssé. — 12. Haï. mière antiquité. L'histoire chinoise que l'Empereur Kang-hi, mort à la fin de 1722, a fait traduire en tatare, commence à mettre les caractères du Cycle à l'an 2357 avant J. Chr.; d'où l'on conclut que l'Empire chinois remonte au-delà de cette Époque. Mais cette raison ne paraît point démonstrative: on a pu après coup, et depuis que ce Cycle est inventé, l'appliquer aux années qui ont précédé son invention, comme neus avens appliqué l'Ère de J. Chr. à tous les siècles qui ont précédé Denys le Petit †††) qui en est

- t) On peut voir cette Combinaison dans l'Histoire générale de la Chine, T. XII. p. 3. et dans l'Art de vérifier les Dates, T. VIII. depuis J. Chr. p. 371.
- tt) Voyez dans l'Histoire générale de la Chine, T. XII. Table générale des Matières, p. 111. Avis sur l'Orthographe et la Prononciation des Mots chinois.
- ttt) Denys, surnommé le Petit, en raison de sa taille, était un Moine originaire de Scythie, qui vint à Rome dans le commencement du VI e siècle; il fut fait Abbé, et s'acquit

une grande réputation par ses Ouvrages sur la Théologie et la Discipline ecclésiastique. Il est célèbre surtout dans la Chronologie, puisque ce fut lui qui, en reneuvelant le Cycle pascal de Victor O, trouva une Période de 532 ans, qui commençait dans l'année de l'Incarnation OO, et qu'on nomma Période Dionysienne; il introduisit aussi l'usage de compter par les années écoulées depuis l'Arènement de J. Chr. — Denys mourut en 540, sous le règne de Justinien. (Biogr. universelle, T. XI. p. 116. Col. 2.)

- O) Cycle pascal. Le Cycle du Soleil est composé de 28 ans, et celui de la Lune de 19 ans. De ces deux Cycles, de 28 et de 19 ans, multipliés l'un par l'autre, on en a composé un troisième, qui est appelé le Cycle pascal, parce qu'il sert à trouver la Pàque. Ce Cycle est appelé par quelques Anciens, Annus magnus, et par d'autres Circulus ou Cyclus magnus. Nous l'appelons aujourd'hui la Période Victorienne, parce qu'elle a été composée par Victorius, natif d'Aquitaine, à la persuasion d'Hilaire, Archidiacre de
- l'Église de Rome, sous le Pontificat de Saint-Léon le Grand, l'an 457, à l'occasion de la dispute qui s'était élevée entre les Grecs et les Latins, au sujet de la Pâque de l'an 455. (Art de vérifier, T. I. (Édit. in 4°. Paris 1818.) Dissertation sur les Dates des Chartes et des Chroniques, §. XIII. Du Cycle Pascal. p. 19. Col. 1.)
- Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne.

 I. Aragon. N. p. 302. Col. 1. continuation de la note ttt. de la p. 301.

covite et latine, sur des Pierres, qui seraient posées aux Bornes établies entre les deux

l'inventeur. Ces caractères sont Kia-Chin, qui appartiennent à la 41 e année d'un Cycle. Ainsi il faut supposer que ce Cycle a commencé l'an 2397, 40 ans avant le règne d'Yoo. Dans le Tribunal des Mathématiques, c'est un usage immémorial de fixer la première année du premier Cycle à la 81 e année de l'Empereur Yao. Cet usage est une raison un peu meilleure; mais après tout, elle ne prouve pas qu'il soit de la première antiquité. Cette invention pouvait n'étre que du premier siècle de J. Chr., ou plus tard même, et l'usage en être aujourd'hui immémorial. Pour décider cette question, il faudrait savoir qui est le premier qui s'en est servi, et en quel tems il a vécu. L'an 1684, 23 e de Kang-hi, était le premier du LXVII e Cycle de 60 ans dans le Tribunal. Ainsi, dans cette hypothèse, le commencement du premier Cycle est de l'an 2277 avant J. Chr. Mais, suivant l'Histoire chinoise déjà citée, traduite par ordre de Kang-hi, cette même anuée 1684 est la première du LXIX e Cycle.

Il y a une autre manière de compter les années, fort usitée à la Chine, mais peu familière aux Européens. Cette manière s'appelle Nien-hao. L'an 163, avant l'Ere chrétienne, l'Empereur Ouen-Ti, à qui une Inscription, fabriquée par un Tao-ssét), promettait une longue vie, voulut que cette année, la XVII e de son règne, fût regardée comme la première, et il lui donna le nom de Héou, c. à. d. postérieure, suivante, donnant à entendre par cette expression qu'il regardait cette année comme la première d'un nouveau règne. Ce Monarque est le premier qui ait introduit l'usage de ces Nien-hao ou titres d'années. Un Empereur, à son avènement au trône, donne le nom aux années de son règne. Il ordonne, p. e., qu'elle s'appellera Ta-té: en conséquence de cet Edit, l'année suivante sera nommée première année Ta-té; on continuera de nommer les autres années, seconde, troisième année Ta-té, etc., jusqu'à ce qu'il plaise au même Prince ou à son Successeur de rendre un autre Edit, en conséquence duquel l'année ne s'appellera plus Ta-té, mais prendra le nom, p. e., de

Hoang-Kin, ou tel autre qu'il plaira au Souverain de lui imposer.

Ces noms particuliers, empruntés de quelque évènement mémorable ou de pure fantaisie, sont composés pour l'ordinaire de deux moss, et tiennent lieu de date dans les Lettres, dans les Livres de compte, dans les Almanachs et dans la Conversation. L'Histoire les marque avec exactitude, et ils s'y trouvent toujours accompagnés de la note cyclique de l'année. (Les Japonais, imitateurs des Chinois, en ont introduit l'usage daus leur Empire, l'an 650 de l'Ère chrétienne.)

Cette multiplicité de noms, qui semble donner plus de cortitude aux Epoques de l'Histoire, y jetterait la plus grande confusion, si on n'avait l'attention de dresser des Tables exactes, pour les réduire aux années de notre Ere; ainsi, p. e., si je trouve citée dans quelque Livre chinois, la cinquième année dite Kouang-ho de l'Empereur Ling-ti des Han, il faut que je sache que ce Prince, monté sur le trône l'an Méou-ichin ou 45 e du 48 e Cycle, c. à. d. l'an 168 de l'Ère chrétienne, a changé quatre fois de noms de règne dans l'espace de 22 ans qu'il a occupé le trône; qu'il prit d'abord le nom de Kienning, qu'il garda quatre ans, ensuite celui de Hi-ping, c. à. d. Joie égale, qu'il conserva pendant six ans; qu'à la onzième année de son règne, il prit le nom de Kouangho ou d'illustre Concorde, qu'il quitta après six ans, pour prendre celui de Tchongping ou de seconde Concorde, qu'il conserva six autres, c. à. d. jusqu'à sa mort arrivée l'an 189. Au moyen de ce Calcul nous savons que la cinquième année dite Kouang*ho* est la *quinzième* année du règne de l'Empereur Ling-ti, et par conséquent l'ap 182.

Comme les écrivains chinois, depuis l'an 163 avant J. Chr., ne connaissent guère d'autre méthode d'indiquer les époques, il est indispensable pour ceux qui veulent étudier l'Histoire de la Chine dans les sources, d'avoir continuellement sous les yeux, non seulement une idée exacte du Cycle chinois, mais encore un Catalogue des Nien-hao, avec leur rapport aux années de notre Ère avant et de-

^{†)} Tao-ssé, Magiciens, disciples de Lao-tsé °). (Hist. générale de la Chine, T. XI.

p. 562. T. XII. Table des Matières, p. 279. Col. 1.)

O) Lao-Tsée ou, plus exactement, Lao-Tseu, connu aussi sous le nom de Lao-Kiun, l'un des plus célèbres Philosophes de l'Asie orientale, naquit environ 600 ans avant J. Chr.

dans la Province de Hou-kouang. (Biogr. universelle, T. XXIII. p. 383. Col. 1. — J. P. Abel Rémusat, Mélanges asiatiques, T. I. p. 88.)

Empires, pour y servir d'un Monument éternel de la bonne Intelligence qui doit régner entre eux I).

En 1692, Ysbrand Ides (natif de Gluckstadt), qui se trouvait au service de Pierre le Grand, fut envoyé comme Ambassadeur à Péking, pour aplanir de neuvelles Difficultés survenues depuis le Traité de Nertchinsk 2).

Pendant les troubles parmi les Mongols, plusieurs petites Tribus des Hordes du Tousiètou-Khan et du Tsètsèn-Khan, qui a ses pâturages plus à l'Est, s'étaient détachées de
leurs Princes, et refugiées dans les Pays situés au Sud et à l'Est du Baïkal. Elles y menèrent
une vie nomade entre la Selenga, l'Ouda, le Khilok, le Tchikoï, la Dzida, l'Onon et l'Ingoda. Quelques-uns de leurs Chefs, qui avaient des partisans nombreux et des familles considérables, réunirent sons leur Domination beaucoup de ceux qui, fatigués de la guerre, ou
séparés de leurs Compatriotes, venaient journellement se fixer dans les Pays baignés par les
Rivières que nous venons de nommer. Ils y vivaient tranquillement sous les Lois de la Russie, qui leur accordait sa Protection contre les Prétentions de leurs anciens Maitres mongols. Ils payèrent Tribut à cotte Puissance, et se reconnurent ses Sujets.

Les Chefs de ces petites Tribus furent confirmés dans leurs Dignités par des Diplòmes impériaux, et jouirent d'une Protection spéciale. Comme toutes les Peuplades de la même Nation, ces Mongols professaient la Religion de Chekiamouni ou de Bouddha 3), que

- 1) Gerbillon et Pereira, Second Voyage, en l'année 1689, dans Du Halde, l. c. T. IV. p. 242. (Version française du Traité in extenso). Histoire générale de la Chine, T. Xl. p. 125. sqq. (Sommaire.) Müller, Sammlung, T. I. p. 495—515. T. II. p. 404—448. Coxe, Entdeckungen, T. II. p. 339. 340. Scherer, Histoire raisonnée, T. II. Chap. X. p. 6. 7. Art de vérifier, T. IX. dep. J. Chr. p. 55. Jul. Klaproth, Archiv für asiatische Litteratur (St. Pétersbourg 1810. in 4°.) p. 159—209. Du Mème, Mémoires relatifs à l'Asie, p. 2. 77—80. Plath, l. c. p. 357. Ritter, l. c. p. 103.
 - 2) Eberhard Ysbrand Ides, Dryjaa-

rige Reize naar China, etc. Amsterdam 1704. in 4°.; traduit en français sous le titre de Voyage de Moscou à la Chine, dans Recueil de Voyages au Nord (Amsterdam 1727. in 8°.) T. VIII. p. 1—217. — Relation du Voyage de M. Evert Ysbrand, Envoyé à l'Empereur de la Chine, en 1692—1694, par le Sr. Ad. Brand*) (Amsterdam 1699. in 8°.) — Ritter, l. c. p. 104. 105.

3) Bouddhaïsme ou Bouddhisme. Le Bouddhisme ou la Religion de Bouddha, qui parait s'être formé dans l'Inde, environ mille ans avant J. Chr. Nous ne savons pas encore positivement si elle est une réformation du Brahmanisme **), ou si celui-ci n'est pas d'une date postérieure dans sa forme ac-

puis J. Chr. t). (Art de vérisier, T. VIII. depuis J. Chr. p. 364. sqq. — Hist. générale de la Chine, T. XII. p. 1. sqq. — J. Klaproth, Verzeichniss der chinesischen und mandschuischen Bücher und Handschriften der Königlichen Bibliothek zu Berlin (Paris 1822. in fol.) p. 5—32. Niàn-ch aó oder Ehrennamen welche die chinesischen Kaiser ihren Regierungsjahren beigelegt haben.)

- . *) Brand faisait partie de la Suite de l'Ambassadeur Yebrand.
 - **) Le Brahmanisme reconnaît Parabrahma

pour Dieu principal; mais ce Dieu n'agit point, et il délègue ses pouvoirs à Brahma, à Vichnou, à Chiva, et à une foule de Divinités subalternes préposées au Gouvernement du monde. Brahma préside à la Terre, Vichnou à l'Eau, et Chiva au Feu. Ces trois personnes ne sont pourtant qu'un seul Dieu et forment la Trinité indienne, nommée Trimourti. Les Hindous, qui professent cette Religion, ent plusieurs Livres sacrés, nommés Véda; ils sont écrits en sanskrit, et forment leur Code religieux et philosophique: ils admettent la Métempsycose et), et d'après

- t) Une Table des Cycles se trouve dans l'Art de vérifier les Dates, T. VIII. dep. J. Chr. p. 373. et un Catalogue des Nienhao dans le T. XII. de l'Histoire générale de la Chine, p. 4-12.
- tt) Métempsycose ou Métempsychose, du grec μετα, qui marque changement, d'èv,

en, dans, et de ψυχή, àme. Passagè de l'âme d'un corps dans un autre. (Lunier, l. c. T. II. p. 520. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 55. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. XV. p. 137. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 323. Art. Seelenwanderung. — Noël, Dictionnaire de la

sons appelons communément la Religion lamatque. C'est pour cette raison, qu'à l'eccasion

tuelle. Le Bouddhisme rejette la division des Castes. Il est, dans tous les Pays où il s'est répandu, le même pour ses degmes principaux, qui ont transformé les farouches Nomades de l'Asie en hommes vertueux, et ont fait sentir leur influence bienfaisante jusque dans la Sibèrie. Sa Hiérarchie diffère dans

les divers pays; mais cette différence ne doit pas neus faire envisager le Bouddhisme autrement que comme une Religion unique, dans laquelle il n'y a aucune division. Il suppose, comme le Brahmanisme, une série perpétuelle de créations et de destructions du monde. Cette croyance purement métaphysique *),

cette Croyance, certaines Castes s'abstiennent de la chair de tous les animaux. Le
Brahmanisme ordenne de modérer ses passions, enseigne l'immortalité de l'àme, sa purification par les pénitences et abstinences
velontaires, et une foule de pratiques religieuses. Tous les Membres de cette Religion,
qui s'étend sur presque toute l'Inde, sent divisés, dès la plus haute antiquité, en quatre
Castes, entre lesquelles toute Alliance est
désendue. (Veyez plus haut p. 937. Col. 1.
note 1.)

Le Culte brahmanique est accompagné d'un grand nombre de cérémonies et de coutumes selennellos. Il en a d'horribles, telles que la procession du Dieu de Jagrenaut, dont le char pesant écrase sous ses roues les fanatiques qui, en s'y précipitant, croient trouver à la feis la mert la plus glorieuse et une éternelle sélicité. Il y a d'autres fêtes où regne le tumulto, où préside la licence, et où le Lingam 1) est promené aux yeux de la multitude presternée. Les ablutions et les lustrations ferment une partie principale du culte brahmanique. Les images des Divinités sont lavées solennellement dans les sleuves et les étangs sacrés. Plusieurs fleuves, tels que le Gange, la Nerbouddah, le Krichna, etc. etc. sont réputés sacrés. Les Hindous font plusieurs pélerinages. L'usage barbare des femmes des doux premières Castes, qui s'immolent sur le cadavre de leurs époux, est un reste des sacrifices humains autrefeis très fréquents. Encore dans ces derniers tems, dans les épidémies et calamités publiques, on a vu des Brahmans ou Brahmines se précipiter

eux-mêmes du haut d'une tour comme offrande expiatoire. Les Hindous ont une foule de Temples, nommés Pagodes, d'un met emprunté au persan (poghedag) tt); il y en a plusieurs qui sont remarquables sous le rapport de l'architecture et de leurs dimensions. (Majer, Religion des Brahma (Leipzig 1818. in 8°.) — Malte Brun, l. c. T. II. Liv. XLV. p. 587. T. IV. Liv. LXXI. p. 140 - 144. - Adr. Balbi, L. c. p. 71. - Yollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. III. p. 69. - Björnstjerna, Das brittische Reich in Indien (traduit du suédois, Stockholm 1840. in 8°.) p. 47-77. - Dict. de la Conversation, T. VIII. p. 286. Col. 2. Art. Brahma. p. 278. Col. 1. Art. Brachmanes. — Penny Cyclopaedia, T. XII. p. 230. Col. 1. Art. Hindus, Castes of. - Conversations-Lexikon, T. II. p. 166. Art. Brahma et Brahmanen. - Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 252, Col. 2. Art. Brahma. Ibidem, p. 255. Col. 2. Art. Brahma Logum, Brahmas, Brahms. - Ersch und Gruber, l. c. T. XII. p. 209. Cel. 2. Art. Brahma. Ibidem, p. 217. Col. 2. Art. Brahmanen.)

*) Métaphysique, du grec mera, après, et de pround, physique; après la Physique, parce que c'est le Traité d'Aristote qui est placé après celui de la Physique. D'autres veulent que mera signifie ici au-delà, au-dessus, au-dessus de la Physique, parce que les matières que traite la Métaphysique sont d'un ordre supérieur à celles que traite la Physique.

On comprend plus spécialement sous la dé-

Fable (Paris 1823. T. l. II. in 80. 4e édition.) T. II. p. 143. Col. 2.)

tt) Lunier, l. c. T. III. p. 40. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XLI. p. 427. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 227. — Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 129. Col. 2. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 306. Col. 1. — d'Herbelot, Bibliothèque orientale, ou Dictionnaire universel, contenant généralement tout ce qui regarde la connaissance des Peuples de POrient (Maestricht 1776. in fol.) p. 545. Col. 1. Art. Mahmoud.

¹⁾ Lingam, Lingar chez les Hindous, Phallus chez les Égyptiens, Image des parties viriles. (Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 43. Col. 2. Art. Lingam. Ibidem, p. 374. Col. 2. Art. Phalliques, Phallogogie, Phallophories, Phallus. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 651. Art. Lingam. T. VIII. p. 492. Art. Phallus.)

des grandes Fêtes annuelles ou mensuelles, ces noupeaux Sujets russes passaient en grosses

n'admet pas l'existence d'un Être suprême; il est remplacé par l'espace lumineux qui renferme en soi le germe de tous les êtres futurs. Mais cet espace lumineux n'est pas la région la plus haute du mondo; au dessus est placée une troisième régien qui ost éternelle et indestructible: c'est là que réside la cause primitive de la destruction du monde périssable. L'existence est regardée par les Bouddhistes comme le véritable mal, car tout ce qui existe est sans réalité et soulement un produit de l'illusion qui trompe les sens. Pendant que toutes les parties intellectuelles, dispersées dans la matière, depuis la plus haute région lumineuse jusqu'aux régions infernales, se dépouillent de ce qu'elles ont contracté de matériel, se purifient, se perfectionnent et finissent par se réunir, l'esprit universel, indestructible, qui conserve tout pendant un tems incalculable, reste dans le repos, jusqu'à ce que les Lois du Damata ou Destin, nécessitent une création nouvelle, de laquelle sont cependant exceptés les êtres qui, en se dépouillant totalement de la matière, sont devenus Bouddhas et restent plongés dans le Nirvana, ou l'éternité du néant, état opposé à celui de l'existence dans la matière. Ces êtres séjournent dans la région indestructible, située au-delà de l'espace lumineux. C'est pour conserver le souvenir de la vraie doctrine, et pour rendre les hommes capables de la suivre, que ces bienheureux descendent de tems en tems sur la terre, se revêtissent d'un corps, et se montrent aux hommes. Les principaux d'entre eux ne paraissent qu'une fois: ce sont les Bouddhas proprement dits; les autres, nommés Boddhisattva, se manifestent plusieurs fois dans différentes Incarnations, jusqu'à ce qu'ils atteignent le rang des premiers pour ne plus se montrer dans le monde. Ces ètres parfaits exercent un empire absolu sur leur ennemi, qui est la matière, et sur ses formes séduisantes. Disposant en maître de Maya ou l'Illusion qui trompe les sens par ses métamerphoses *), ils la peuvent détruire à volonté, ou se servir d'elle pour opérer le salut du genre humain. C'est de cette manière que s'effectuent toutes les Incarnations des Bouddhas; leurs âmes descendent sous la forme de rayons lumineux, et prennent un corps' sous l'enveloppe de Maya. Ils ne font rien sans un dessein spécial; leurs opérations ne sont jamais violentes, elles ne restreignent nullement le libre arbitre des êtres inférieurs, qui sont enchainés par la matière, et pour le salut desquels ils sont descendus.

Dans l'âge actuel du monde, quatre Bouddhas ont déjà paru; le dernier d'entre eux
était Chekiamouni ou Gautama **); un cinquième doit encore venir avant la destruction
de ce monde, c'est le Bouddha Maîtri ou
Maîtari. La Secte de Ceylan, et de l'Inde
au-delà du Gange, l'annonce au contraire
pour l'an 4457 de notre Ère, époque à laquelle finira la période de 5000 ans, qui devait suivre la mort de Chekiamouni.

Les Bouddhistes regardent l'univers comme habité par différentes classes d'êtres; ils sont ou Tchama, c. à. d. réproductions par naissances; ou Roupa, Dieux matériels ou visibles; ou Aroupa, immatériels ou invisibles. Ces êtres montent par des transmigrations progressives d'un degré inférieur à un supérieur, suivant leur bonne ou mauvaise conduite dans leur état précédent, jusqu'à ce qu'ils obtiennent finalement la béatitude du Nirvana, ou de la non-existence, c. à. d. d'une existence purgée de tout ce qui est matériel, et par conséquent nullement sujète aux impressions de Maya ou de l'Illusion. Chaque homme a son bon et son mauvais génie, qui le sur-

nomination de Métaphysique, la science qui traite des premiers principes de nos connaissances, des idées universelles; des êtres spirituels. (Lunier, l. c. T. II. p. 519. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 51. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XV. p. 135. Col. 1. — Conversations - Lexikon, T. VII. p. 321. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 143. Col. 1.)

*) Métamorphose, du grec μεταμόρφωσις, formé de μετα, préposition qui marque changement, et de μορφή, figure, forme: changement de forme, de figure, transforma-

tion. (Lunier, l. c. T. II. p. 518. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 45. Col. 2. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 142. Col. 2.)

Caschmire, environ mille ans avant notre Ère. Il est révéré comme un Dieu, sous le nom indien de Bouddha, que les Chinois ont converti en Foto, Foé et Fo. (d'Ohsson, Histoire des Mongols depuis Tchinguiz-Khan jusqu'à Timour Bey ou Tamerlan (La Hay e et Amster d'am 1834. T. I—IV. in 8°.).T. II. Liv. III. Chap. I. p. 370.)

tropes la Frontière chinoise, pour aller faire leurs Dévotions à l'Ourgo 1), c. à. d. la Ré-

veillent sans cesse, et notent toutes ses actiens; à sa mort, son âme, citée au Tribunal du Souverain des Enfers, est soumise à un jugement qui prononce quelle sorte de corps elle doit habiter. Les individus renaissent selon la nature de leurs oeuvres, dans une classe supérieure ou inférieure à celle où ils se trouvaient en dernier lieu, depuis l'ordre des esprits célestes jusqu'à colui des malheureux condamnés aux plus affreux tourments de l'Enser. Entre ces deux points extrêmes de l'immense chaîne des êtres, sont placés les Génies inférieurs, les Hommes, les Animaux et les Monstres, quatre grandes classes qui effrent des gradations à l'infini. Ces derniers sont représentés sous toutes sortes de formes monstrueuses. On peut conjurer leur maligne influence par certaines formules que des Hommes saints, élevés au rang des Dieux, ont composées dans l'ancienne langue de l'Inde. Cette dectrine comprend une vaste Mytholegie; et c'est dans la description des huit enfers et des tourments qu'on y fait subir aux àmes des réprouvés, que les Docteurs de la Secte ent surtout exercé la fécondité de leur imagination.

La Religion de Bouddha recommande la pratique de toutes les vertus, et défend pardessus tout d'ôter la vie à un être animé, de s'approprier le bien d'autrui, de commettre l'adultère, le mensonge et la calomnie. Sa Doctrine secrète enseigne que l'homme, pour atteindre au plus haut degré de perfectionnement et de sainteté, doit se dépouiller de tous désirs, devenir insensible au plaisir comme à la douleur, n'être plus affecté des objets extérieurs, demeurer dans un état d'impassibilité absolue, et n'exister que pour la contemplation des choses divines; alors son âme, n'ayant plus besoin d'être purifiée par la transmigration, s'élève au rang des Divinités.

De même que tous les êtres quittent continuellement une existence pour une autre, de même les mondes qu'ils habitent éprouvent des changements. Gautama lui-même ne connaît ni le commencement ni la fin de cette chaîne non interrompue de systèmes mondains. Tous les êtres qui babitent le Loka ou l'univers, produit par une succession de destructions et de reproductions, sont classés de la manière suivante:

Les Hommes et les Dieux locaux, appelés Nat, qui inspectent et jugent les Hommes; ils ont pour serviteurs des bens et des mauvais Génies. Cette classe a sa résidence sur la terre, et dans les régions atmosphériques, qui comprennent le Mont Mienmo et les six cieux des Deva, superposés les uns aux autres, et se surpassant dans le même ordre en éclat et en splendeur.

La seconde classe est celle des Roupa ou Dieux visibles; elle occupe les seize cieux plus élevés jusqu'au vingt-deuxième du Brahma-loka.

Dans la troisième se trouvent les Êtres immatériels, qui, ayant été des Sectateurs zélés de la Doctrine de Bouddha, occupent les quatre cieux les plus élevés du vingt-troisième au vingt-sixième. Enfin les Bouddhas résident dans le Bon, ou l'Empire qui couvre tous ces cieux.

On appelle Gandjour la Collection tibétaine des principaux Livres classiques des anciens Bouddhistes de l'Inde, dans laquelle sont même compris des ouvrages grammaticaux et lexicographiques. Elle se compose de 108 volumes. Les Tibétains et les Mongols ont construit des Temples uniquement pour renfermer ces saints volumes. Comme les Sectateurs de Bouddha pensent qu'il suffit, pour que les prières adressées à la Divinité soient efficaces, qu'elles soient mises en mouvement, soit récitées par la bouche de l'homme, soit écrites et agitées par un moyen quelconque; on voit dans ces Temples un grand nombre de Cylindres ") qui tournent

1) Ourga **), en chinois Kourèn-Maï-matchin, sur la rive droite de la Tóta, capitale des Khalkas; petite ville d'environ 800 maisons, avec une population de 4000 Chinois qui font le commerce. (Hyakinth, l. c. T. I. p. 78. — Adr. Balbi, l. c. p. 758. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 294. — Langlois, l. c. T. V. (Supplém.) p. 231. Col. 2.)

^{*)} Cylindre, du grec πυλίνδρος, rond en longueur, comme une colonne, formé de πυλίω ou de πυλίνδω, rouler, tourner.

Cylindre se dit dans un très grand nombre d'arts mécaniques, d'un instrument ayant la ferme cylindrique, ou d'un rouleau. (Luvier,

l. c. T. I. p. 453. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XVIII. p. 396. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. VIII. p. 250. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 962. — Ersch und Gruber, l. c. T. XX. p. 416. Col. 2.)

^{**)} Ourga ou plutôt Ourgou, mot mongol,

sidence du Khoutoukhtou 1) mongol. Leurs Enfants y fréquentèrent les Écoles ecclé-

continuellement par le moyen d'un moulin à eau; ils renferment les volumes du Gandjour, dont le contenu, ainsi agité, doit être d'une influence très heureuse sur le bien-être du genre humain. Dans les grandes solennités, on allume aussi un guéridon de 108 lampes, qui représente les 108 volumes du Gandjour, et qu'on fait tourner dans le même sens que les Cylindres. Les Chapelets des Prêtres bouddhistes se composent également de 108 grains.

Coubilai fut le premier des successeurs de Dchenguiz-Khan *), qui s'écarta de son précepte d'indifférence religieuse; il avait embrassé la Religion de Bouddha, qui commençait à se propager parmi les Mongols. La Philosophie de Confucius **), avec ses principes de merale et de justice, faits pour servir de base à l'établissement du bon ordre dans la société, ne pouvait pas avoir d'attraits pour des conquérants féroces. Les pratiques superstitieuses des Prêtres Tao-sse ***) auraient eu plus d'empire sur les Mongols; mais déjà les Prêtres de Bouddha, qui de l'Ouïgorie et du Tibet s'étaient répandus dans les camps des Princes dchinguiziens, y avaient surplanté les Cames auxquels ils étaient bien supérieurs en savoir. Ces Prêtres, appelés Lamas chez les Mongols, Ho-schans à la Chine, et Bonzes au Japon, se vouaient au célibat et vivaient habituellement dans des cellules, placées autour de leurs Temples, où la Divinité était représentée sous les formes allégoriques les plus bizarres.

Coubilai éleva, en Janvier 1261, à la dignité de Chef de cette Religion, dans son Empire, un jeune Lama, nommé Mati Dhwàdscha, mais plus connu sous le titre de Pakba Lama, ou de Suprême, Saint Lama. Né à Sazghia dans le Tibet, issu de l'une des familles les plus illustres de ce pays, et distingué par un rare mérite, il s'était acquis les bonnes graces et la confiance de Coubilai, qui, en lui conférant ce suprême Sacerdoce, l'investit de la Puissance temporelle dans le Tibet, avec le titre de Roi de la grande et précieuse Loi, et celui d'Instituteur de l'Empereur. Telle fut l'origine des Grands Lamas.

Le Bouddhisme, né dans l'Hindoustan,

n'y est plus généralement répandu. Le peu de Sectateurs qui lui restent dans cette vaste contrée, y portent le nom de Bauddhas, car la croyance dos *Djaïnas* du *Dekkan* est déjà un Bouddhisme modifié. Les autres Hindous ne regardent Bouddha que comme une Incarnation de Vichnou. Sa Religion subsiste encore daus le Nepûl dans toute sa pureté, ainsi qu'au Tibet. Elle y avait éte portée autrefois, ainsi que dans la Boukharie; elle est encore en vigueur à Ceylan; de cette île importée dans l'Inde au-delà du Gange, elle est professée dans les Empires de Birman et d'Annam, dans la Chine, la Corée, le Japon, par une partie considérable de la population non lettrée. Les Bouddhistes honorent Bouddha comme une intelligence suprême, manifestée dans la personne de Chekiamouni.

La Hiérarchie établie dans le Tibet au XIII e siècle, a successivement répandue son influence sur les Nations mongoles et quelques Toungouses. Il faut se garder de prendre cette Hiérarchie pour une branche ou modification du Bouddhisme. La personne du Dalai-lama n'est regardée que comme une Incarnation d'une Divinité bouddhique, qui, pendant tout le tems, a eu une prédilection pour les contrées situées au Nord de l'Inde. La série des Dalaï-lama actuels ne commence que dans la première moitié du XV e siècle. Ils ont une Hiérarchie régulière, établie au Tibet et en Mongolie. Le Bouddhisme, dans ses institutions et pratiques extérieures, offre une ressemblance surprenante avec l'Église romaine. Chez les Bouddhistes on retrouve des Pontises, des Patriarches chargés du Gouvernement spirituel des Provinces, un Conseil de Prêtres supérieurs qui se réunissent en Conclave t) pour élire le

¹⁾ Khoutoukhtou. Les Mongols désignent par le nom de Khoutoukhtou la Divinité incarnée, c. à. d. le suprème Pontife que les Tibétains appellent Pakba, et les Chinois Scheng-seng. (Hyakinth, l. c. p. 216. — d'Ohsson, l. c. p. 372. note. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 294. — Pallas, Sammlungen, T. II. p. 424—428. 432.)

qui signifie accroissement, augmentation. Les Mongols et les Chinois se servent, pour désigner cet endroit, de préférence du mot Kourèn. (Hyakinth, l. c. T. I. p. 79. note *.)

^{*)} Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I.

Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise. G. p. 35. Col. 1. note t.

^{**)} Voyez plus haut p. 1213. Cel. 1. note 1.

^{***)} Voyez plus haut p. 1219. Col. 1. note t.

t) Conclave, de l'italien conclave, fermé

sistiques, et les Membres du Clergé lamaique, des deux côtés des Limites, conservèrent entre eux des liaisons intimes. Des Prêtres tibétains et mongols se rendirent chez les Mongols russes, et s'y établirent. Ces liaisons trop étroites ne pouvaient être indifférentes ni à la Russie ni à la Chine. Des Disputes, des Vols et d'autres Désordres, avaient déjà obligé les deux Gouvernements respectifs de défendre à leurs Sujets de franchir la Frontière.

Ysbrand réussit non seulement à lever les Difficultés qui menaçaient le maintien de la Paix entre les deux Empires, mais il obtint encore du Gouvernement chinois, en faveur des Caravanes russes, expédiées par la Couronne, les mêmes Libertés que le Traité de Nertchinsk avait concédées aux Particuliers. On accorda aux Caravanes russes une Hôtelleie dans la Ville de Péking, et toutes les Personnes qui en faisaient partie étaient défragées par l'Empereur de la Chine pendant la durée de leur Séjour dans la Capitale.

L'Empereur Kang-Hi avait porté la condescendance jusqu'à permettre aux Russes de bûtir, dans un Faubourg de Péking, une Église, desservie par des Prètres du Rite grec, enveyés de Sibérie, et entretenus aux dépens même du Trésor impérial. Cette Faveur était meins utile aux Caravanes, qui ne s'arrêtaient ordinairement que deux ou trois mois à Pé-king, et qui avaient leurs Prêtres particuliers, qu'aux Familles russes, qui se trouvaient établies dans cette Capitale, dont les unes avaient été faites prisonnières avant la Paix de 1689, et les autres étaient des Transfuges. Les bons traitements qu'elles avaient éprouvés pendant

Pentife, et dont les insignes mêmes ressemblent à ceux des Cardinaux, des Couvents de Moines et de Beligieuses, des Prières pour les morts, la Confession auriculaire, l'Intercession des Saints, le Jeune, le Baisement des pieds, les Litanies, les Processions, l'Eau lustrale.

Le Bouddhisme est de toutes les Religions celle qui probablement compte aujourd'hui le plus grand nombre de croyants'). (von Bohlen, De Buddhaismi origine et aetate definiendis tentamen (Koenigsberg 1827. in 8°.). — Jean Pierre-Abel Rémusat, Mélanges asiatiques ou Choix de morceaux

du latin con clavium, appartement séparé et fermé à clef.

Assemblée des Cardinaux pour l'élection d'un Pape.

L'origine du Conclave n'est pas fort ancienne; c'est le successeur de Clément IV, mort à Viterbe, en 1268, qui y a donné lieu. Les Cardinaux assemblés depuis deux ans, ne pouvant s'accorder sur son élection, avaient formé le projet de se séparer et de quitter Viterbe; mais les habitants, informés de cette résolution, formèrent les portes de la ville par le conseil de Saint Bonaventure, et annoncèrent aux Cardinaux qu'ils ne sortiraient pas que ce Pape ne fût nommé. Cette conduite détermina le Concile de Lyon, qui se tint en 1274, à établir le Conclave et à en fixer les Règles dans une Constitution qui est observée à quelques changements près.

Le lieu du Conclave est à Saint Pierre au Vatican; en en mure toutes les portes et les fenètres en hiver, excepté un panneau qui y porte une lumière fort sombre. En été toutes les fenètres sont euvertes, en ne ferme que la première porte, mais elle l'est de quatre serrures et de quatre verroux, avec une seule ouverture, où l'on sert à manger aux Cardinaux enfermés. On dresse dans les salles, qui sont fort amples, autant de cellules qu'il y à de Cardinaux présents à l'élection; après

trois jours on ne sert plus que d'une viande, et après cinq autres jours on ne sert que du pain et du vin. Toutefois cette règle, dans les derniers tems, n'a pas été observée à la rigueur. (Lunier, l. c. T. I. p. 361. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XVI. p. 56. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. VII. p. 434. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 783. — Ersch und Gruber, l. c. T. XIX. p. 7. Col. 1.)

*) Il est impossible de rien dire de positif sur le nombre de Sectateurs que compte chaque Religion actuellement existante sur le globe. Un zéle maladroit engage les divers parties à exagérer leur nombre. Les incrédules surtout, vers la fin du XVIIIe siècle, ont mis une importance ridicule à exagérer le nombre des Mahométans et des Païens. Le nombre de ces derniers a été aussi extraordinairement exagéré de nos jours par les Missionnaires protestants dans différents Tableaux qu'ils ont publiés. Plus instruits dans leurs dogmes que versés dans les calculs compliqués qu'exige la selution de ce problème, ces bons Religieux ne se sont pas seulement doutés des difficultés qu'ils avaient à surmonter pour asseoir leurs estimations sur des bases au moins probables, sinon certaines.

Le Tableau suivant offre la comparaison

leur Captivité, leur avaient fait perdre le désir de retourner dans leur Patrie après la Paix

critiques et de Mémoires relatifs aux Religions, aux Sciences, aux Coutumes, à

l'Histoire et à la Géographie des Nations orientales (Paris 1825. T. I. II. in 8°.) T. I.

des calculs fournis par les Géographes les plus distingués; nous remarquerons toutefois

que ces estimations t) ne sont et ne peuvent être que de simples approximations.

t) Ces estimations peuvent être regardées comme contemporaines, puisque les deux plus anciennes, celles de *Malte Brun* et de Mr. *Graberg*, ne remontent qu'à 1810, 1913, et

celle de M. Walkenaer et Eyriès, dans la nouvelle édition de la Géographie de Pinkerton, et celle de Hassel sont de l'année 1827.

	Malte Brun.	Graberg.	Pinkerton.	Hassel.	Balbi.
Le Christianisme avec toutes ses Branches		<u>~~</u> ن	—	· ~~~	•
et Subdivisions O) .	228,000,000.	236,000,000.	235,000,000.	252,000,000.	260,000,000.
Judaïsme	5,000,000.	5,000,000.	5 ,000,000.	3,930,000.	4,000,000.
Islamisme	110,000,000.	120,000,000.	120,000,000.	120,105,000.	96,000,000.
Brahmanisme	60,000,000.	60,000,000.	60,000,000.	111,353,000.	60,000,000.
Bouddhisme avec tou- tes ses Branches	150,000,000.	150,000,000.	180,000,000.	315,977,000.	170,000,000.
Toutes les autres Reli- gions ⁰⁰)	100,000,000.	115,000,000.	100,000,000.	134,490,000.	147,000,000.
Total	653,000,000.	686,000,000.	700,000,000.	937,855,000.	737,000,000.

Total 260,000,000.

oo) On comprend sous cette Rubrique, les Religions de Confucius, de Sinto (), le Culte des Esprits (), la Religion des Sikhs (), le Magisme () etc. et le Fétichisme ().

- au Japon. (Adr. Balbi, l. c. p. 74. Malte Brun, l. c. T. IV. Liv. LXII. p. 485. Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 606. Col. 1.)
- ●●) La Religion primitive des plus anciens habitants de la Chine.

Cette Religion a beaucoup de dogmes communs avec celle de Confucius, seulement l'existence individuelle des Génies et Demons indépendants de la partie de la nature à laquelle ils président, y est mieux reconnue. Ce Culte a dégénéré en Polythéisme L) et en Idolatrie par l'ignorance de ceux qui l'admettent. Les Prêtres et Prêtresses voués au célibat, pratiquent la Magie, l'Astrologie, la Nécromancie LL) et mille autres superstitions ridicules. On les nomme Tao-ssé ou Docteurs de la Raison, parce qu'un de leurs dogmes fondamentaux, enseigné six siècles avant notre Ère par Lao-tseu, l'un de leurs maîtres, est celui de l'existence de la Raison primordiale, qui a créé le monde. (Adr. Balbi, l. c. p. 74. — Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LXV. p. 552. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 13. Col. 1. Art. Lao-kium.)

Sikhs ou Seïks, institué par Nanek, en 1419, dans la Province de Lahore dans l'Hindoustan. C'est un mélauge de Brahmanisme et

L') Polythéisme, du grec πολύς, plusieurs, et de βεὸς, Dieu: plusieurs Dieux. Système de Religion qui admet la pluralité des Dieux.

Polythéiste, celui qui professe le Polythéisme. (Lunier, l. c. T. III. p. 139. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XLIV. p. 381. Col. 1. — Malte Brun, l. c. T. II. Liv. XLV. p. 586. — Adr. Balbi, l. c. p. 1213. — Conversations - Lexikon, T. VIII. p. 695.) κα Νές romancie ou Nécromance, du grec νεπρομαντεία, composé de νεπρός, mort, et de μαντεία, divination. L'art prétendu d'évoquer les âmes des morts pour en savoir quelque chose. (Lunier, l. c. T. II. p. 574. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XL. p. 26. Col. 1. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 204. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 747.)

de Nertchinsk, et aux termes du Traité on ne pouvait les y contraindre. Le climat de Pé-

p. 100. 113. 129. 146. *). — Pallas, Sammlungen, T. II. p. 1 — 356. — Geschichte der Ost-

Mongolen und ihres Fürstenhauses, verfasst von Ssanang Ssetsen Chungtaidschi,

*) Nouveaux Mélanges asiatiques, ou Recueil de morceaux critiques, etc. (Paris 1828. T. I. II. in 8°.) Ce Recueil est formé non seulement des principaux Articles fournis par Abel Rémusat au Journal des Savants, au Journal asiatique, aux Mines de l'Orient et autres Recueils français et étrangers, mais encore de la plus grande partie des Opuscules que A. Rémusat avait publiés jusqu'en 1828; des Notices fournies par lui à la Biographie universelle; d'Extraits des Mé-

moires et Dissertations lus à l'Académie des Inscriptions, de l'Art. Chine du Dictionnaire universel de Géographie, publié par Kilian, etc. etc. (Quérard, La France littéraire ou Dictionnaire bibliographique des Savants, Historiens et Gens de Lettres de la France, ainsi que des Littérateurs étrangers qui ont écrit en français plus particulièrement, pendant les XVIIIe et XIXe siècles (Paris 1827—1838. T. I—IX., cet Ouvrage n'est pas encore achevé), T. VII. p. 519. Col. 2.)

D'autres Écrivains, qui élèvent la Population du Globe à 1,000,000,000, donnent les estimations suivantes:

Christianisme		•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	200,000,000.
Judaïsme .	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	٠	3,000,000.
Islamisme .	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•	•		•	•	•	•	140,000,000.
Boudtlhisme	•	•	•	•	•		•	•		•	•	•		٠.	•	•	380,000,000.
Brahmanisme																	200,000,000.
Autres Sectes	ei	ł	ai.	ens	en		1fr	igu	e,	en	A	mé	rig	ue,	e	c.	77,000,000.
															Ta		4 000 000 000

Total 1,000,000,000.

**Illamisme. (Adr. Balbi, l. c. p. 75. — Malte Brun, l. c. T. IV. Liv. LXVIII. p. 44. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 195. Col. 1.)

O) Le Magisme eu la Religion de Zoroastre. Ce Culte très ancien admet l'existence d'un Etre suprème appelé Zerwan eu le Tems sans bornes, d'où sont émanés deux Principes, l'un bon, appelé en ancien persan, Ehoro-Mezdao, ou Oromaze par les Grecs; l'autre mauvais, en ancien persan, Enghreo-Manioch, par les Grecs Arimane. Ils se combattent; le bon remportera à la fin une victoire complète. Zoroas/re admet trois Mondes: un supérieur, spirituel, séjour de la lumière primitive et de la force productrice; un Monde moyen, visible, où règnent Oromaze, Roi de la lumière, et Mithra, réunion des forces actives et passives de la nature; enfin une *Région inférieure des* ténèbres, séjour d'Arimane et de sa suite malfaisante, les Dews ou Dives. Il reconnait une Hiérarchie d'Etres célestes et purs, dérivant d'Oromaze, que les Persans invoquent comme des Génies bienfaisants. L'homme, d'origine celeste, était d'abord d'une nature lumineuse et pure, mais ayant succombé à l'influence désastreuse d'Arimane, il perdit ses prérogatives; cependant, en combattant continuellement contre le mauvais Principe, il aura part à la restauration universelle de toutes choses. La plus grande partie de ce Culte consiste en purifications, en ablutions, et en cérémonies qui tendent à rapprocher de la lumière. C'est devant le *Feu sacré* qu'on les pratique et que l'on récite les différentes formules de prières prescrites dans le Rituel de Zoroastre. Sa Doctrino est consignée dans le Zend-Avesta, écrit dans la langue morte dite Zend. Le Magisme se conserve encore parmi les Parsis ou Guèbres dans le Kerman, en Perse', à Surate et dans le Guzarat dans l'Hindoustan. Dans le premier siècle du Christianisme, il se répandit dans l'Empire romain un Culte venu de la Perse, connu sous le nom de Culte Mithriaque, qui offrait de grandes ressemblances avec la Religion de Zoroastre, mais dans lequel le Dieu Mithra, fils d'Oromaze, chargé de la conduite du Soleil et du gouvernement du Monde, médiateur entre Oromaze et les hommes, était l'objet d'une adoration spéciale. (Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LV. p. 265. — Adr. Balbi, l. c. p. 74. 75. — Noël, Dicte de la Fable, T. II. p. 72. Col. 1. Art. Mages. — d'Herbelot, I, c. p. 539. Col. 2. Art. Magius. -Dict. de la Conversation, T. XXXVI. p. 300. Col. 2. Art. Mages. - Penny Cyclopaedia, T. XIV. p. 280. Col. 2. Art. Magi. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 30. Art. Magier.)

King, la douceur des moeurs chinoises, la facilité de se procurer une vie commede par un

der Ordus; aus dem Mongolischen übersetzt und mit dem Original-Texte, nebst Anmerkungen, Erläuterungen und Citaten aus andern unedirten Originalwerken, her-

Arimane, voyez dans d'Herbelo', l. c. p. 65. Art. Aherman. — Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 52. Col. 1. — Biogr. universelle (Partie mythologique), T. I.III. p. 114. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. III. p. 67. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. II. p. 318. Col. 2. Art. Arimanes. — Conversations-Lexikon, T. III. p. 19. Art. Dămonen. — Ersch und Gruber, l. c. T. II. p. 253. Col. 1.

Dives, voyez dans d'Herbelot, l. c. p. 280. Col. 1. Art. Div. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 475. Col. 1. — Biogr. universelle (P. myth.), T. LIV. p. 105. Art. Devs. — Dict. de la Conversation, T. XXI. p. 287. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 417. Art. Persische Religion. — Walter Scott, Minstrelsy of the Scottish Border: consisting of historical and romantic Ballads, collected in the Southern Counties of Scotland; with a few of modern Date, founded upon local Tradition (Edinbourg 1812. T. 1—III. in 8°. 5 e édition.) Dissertation sur les Superstitions populaires, en tête du Recueil.

Guèbres ou Parsis. (Malte Brun, l. c. T. II. Liv. XLV. p. 588. — Adr. Balbi, l. c. p. 74. 75. — d'Herbelot, l. c. p. 358. Col. 1. Art. Ghebr. p. 693. Col. 1. Art. Parsi. — Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 663. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXI. p. 160. Col. 1. Art. Guèbres. Ibidem, T. XLII. p. 229. Col. 2. Art. Parsis. — Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 481. Col. 2. Art. Persia: Religion. — Conversations-Léxikon, T. IV. p. 529. Art. Gebern.)

Mithra, voyez dans Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 158. Col. 2. Art. Mithras. p. 159. Col. 2. Art. Mithriaques. — Biogr. universelle (P. myth.), T. LV. p. 104. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 228. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 421.

Oromaze, voyez dans d'Herbelot, l. c. p. 687. Col. 2. Art. Ormoz. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 289. Col. 2. Art. Ormusd. p. 290 Cel. 2. Art. Oromase. — Biogr. universelle (P. myth.), T. LV. p. 222. Cel. 2. Art. Ormuzd. — Dict. de la Conversation, T. XLI. p. 213. Cel. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 25. Cel. 2. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 9. Art. Ormuzd. — Ersch und Gruber, l. c. Sect. III. T. V. p. 452. Cel. 1. Art. Ormuzd.

Zend-Avesta, voyez dans d'Herbelot, l. c. p. 10. Col. 1. Art. Abesta. p. 917. Col. 1. 2. Art. Zend. — Noël, Dict. de la Fable T. II. p. 852. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. LII. p. 459. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. XII. p. 468.

Zoroastre, voyez dans d'Herbelot, I. c. p. 919. Col 1. Art. Zerdascht eu Zaradascht.

— Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 857. Col. 1. — Biogr. universelle, T. LII. p. 434. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. LII. p. 486. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 528.)

OO) Fétichisme **L**). Le Fétichisme est la Religion du plus grand nombre des habitants de l'Afrique, puisque c'est la Religion que professent encore presque tous les Nègres, quelques Peuplades de la Famille atlantique, et presque tous les Indigènes de Madagascar. Ces Nations abruties, qui voient dans les objets les plus communs qui les environnent, des sujets de leur adoration, paraissent généralement admettre un bon et un mauvais Principe; ils ont des Jours heureux et malheureux; leurs Prêtres sont des Jongleurs adroits, qui prétendent préserver les hommes et les animaux de l'influence des mauvais Esprits. Quelques-uns de ces Peuples ont un Fétiche national et suprême: les Ouidah ou Widah, par exemple, adorent le Serpent; un ordre de Prêtres et de jeunes Filles sont destinées à servir ce Monstre dans une espèce de Temple, où il est somptueusement nourri. Les féroces Bissagos adorent le Coq; les Benins, qui regardent leur propre Ombre comme un Fétiche, ont pour Idole principale, outre leur Roi, un Lézard. Le Fétiche prin-

E) Le mot Fétichisme paraît avoir été formé au Sénégal par les navigateurs, et dériver du portugais feitizo (et non pas fetisso), objet fêté, divinisé, charme. (Roquefort, Dict. étymol. T. I. p. 316. Col. 1. — Novo Diccionario francez-portuguèz (Lisbanne

^{1803.} in 8°. septième édition.) — Anth. Vierra, Dictionary of the Portuguese and English Language, corrigé et augmenté par J. Dias do Canto (Londres 1827. T. I. II. in 8°.) — Heyse, Fremdwörterbuch, T. I. p. 415.)

per de travail, les avaient toutes fixées à la Chine. Leur petite Église n'était point dange-

(St. Pétersbourg et Leipzig 1829. in 4°.). — d'Ohsson, l. c. T. II. Liv. III. Chap. I. p. 367—372. — Hyakinth, l. c. T. II. p. 138.

- Neue Nordische Beyträge zur physikalischen und geographischen Erd- und Völkerbeschreibung, Naturgeschichte und Oekonomie (St. Pétersbourg et Leipzig

cipal des Achanties est le Fleuve Tando, celui des Habitants du Dankos le Fleuve Cobi, tandis que le Rio-Volta ou Adirray l'est des Habitants d'Odentie. Dans l'Akkra, la Hiène; à Dixcove et à Anamabou, l'Alligator; à Ussue, le Chakal, et par tout l'Achantie, le Vautour, sont adorés comme des Divinités. L'Iguana L') est le grand Fétiche de Bonny et le Requin celui des Calabars, tandis que celui des *Dahomey* est tantôt un *Léopard* et tantôt une Panthère, auxquels on immole teus les ans des victimes humaines. Les Negres, qui habitent près des Cataractes de la Bousempra sur la Côte d'or, révèrent ces Cascades comme leur Idole suprême, et les Agocos, qui demeurent près des Sources du *Nil* en *Abyssinie*, sacrifient depuis un tems immémorial au Génie de ce Fleuve. Les récits du Maure Sidy Hamed nous représentent les Habitants de Wassenah adorant la Lune, ainsi que plusieurs Peuplades de la Nubie et d'autres contrées de la Région du Nil et de l'Afrique intérieure; ceux des environs du Cap Mesurado en Guinée, adorent le Soleil. Des Arbres, des Pierres, la Lune et quelques Astres, sont les objets du Culte des féroces et puissants Gallas, etc. etc. Outre ces Fétiches, les Nègres ont encore des Grisgris KK), espèces d'Amulettes KKK) préser-

vatrices de petits Dieux domestiques. Chez les Tribus du Nord de l'Amérique, il y a des Manitous, des Ockis; on trouve des Divinités analogues parmi les Américains méridionaux. Les Insulaires de la Polynésie n'ont pas moins d'Idoles et de ces Marmousets (4) apportés par les voyageurs pour les cabinets des curieux; on en a rencontré chez les Sibériens, et jusqu'au Kamtschatka, au Groënland, en Laponie, comme parmi les Ostiaques, les Samoïedes. La plupart de ces Nations, toutefois, n'ont pas une foi bien vive dans leurs Idoles. Lorsque les prières et les sacrifices n'en obtiennent pas un grand succès pour la chasse ou dans leurs guerres et leurs amours, $Pallos \ \phi \phi$) et d'autres voyageurs ont vu ces Sibériens rosser leurs Burkhans ou les briser en leur reprochant l'ingratitude dont ils pavaient ces supplications. (Malte Brun, I. c. T. 1V. Liv. LXXX. p. 436. Liv. LXXXI. p. 668. — Adr. Balbi, l. c. p. 830. — Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 599. Cel. 1. -De Brosses, Du Culte des Dieux fétiches ou Parallèle de l'ancienne Religion d'Égypte avec la Religion actuelle de Nigritie (Dijon 1760. in 12°.) traduit en *allemand* par Pistorius (Stralsund 1785.). — Dict. de la Conversation, T. XXVII. p. 29. Col. 1. - Conversations - Lexikon, T. IV. p. 91.)

K) Iguane. Genre de Reptiles assez semblables aux Lézards dans leurs formes générales, très commun dans toute l'Amérique méridionale, où il habite les bois sur les lisières des fleuves et des eaux vives. (Cuvier, Le Règne animal distribué d'après son organisation, pour servir de base à l'Histoire naturelle des Animaux et d'introduction à l'Anatomie comparée (Paris 1817. T. 1—IV. in 8°.). — Dict. de la Conversation, T. XXXII. p. 382. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XII. p. 437. Col. 2.)

KK) Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie, p. 413. Col. 2.

MMM.) Amulette, du latin a muletum, fait de l'arabe hamalet, prétendu préservatif qu'on porte sur soi pour se garantir des sortilèges, maléfices, sorts, maladies, conjurations, et autres accidents fâcheux. (Roquefort, l. c. T. I. p. 28. Col. 2. — Heyse, Fremdwörterbuch, T. I. p. 50. — Dict. de

la Conversation, T. II. p. 109. Col. 1. —
Pénny Cyclopaedia, T. I. p. 477. Col. 1.
— Conversations-Lexikon, T. I. p. 248. —
Ersch und Gruber, I. c. T. III. p. 428. Col. 2.
— J. B. Salgues, Des Erreurs et des Préjugés répandus dans les diverses Classes de la Société (Paris 1815 — 1818. T. 1—III. in 8°.) T. II. p. 412. sqq.)

- (Dict. de l'Académie.)
- ΦΦ) Pierre-Simon Pallas, Naturaliste et Voyageur célèbre, naquit à Berlin, le 22 Septembre 1741; il mourut dans la même ville, le 8 Septembre 1811. (Biogr. universelle, T. XXXII. p. 437. Col. 2. où l'on trouve une Notice raisonnée de ses principaux ouvrages. Dict. de la Conversation, T. XLII. p. 23. Col. 2. Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 171. Col. 2. Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 242.)

reuse au repos de l'Empire, comme l'ont été les Établissements des Jésuites; d'ailleurs l'Empereur Kang-Hi favorisait la Liberté de Conscience. Ces Familles russes, s'étant mèlées depuis aux Familles chinoises, abandonnèrent le Christianisme, mais leur Église a longtems subsisté encore.

Il fut établi que les Caravanes de Sibérie jouiraient toujours de cette Église, quand elles viendraient apporter des Fourrures et d'autres Objets de Commerce à Péking: le Voyage, le Séjour et le Retour se faisaient en trois années. Le Gouverneur de Sibérie fut chargé de la Direction de ce Commerce.

L'Échange ainsi organisé des Pelleteries et autres Productions russes contre les Marchandises chinoises 1), procura des profits immenses au Trésor du Tzar.

Sur la demande de l'Empercur Kang-Hi, le Tzar Pierre I envoya vers ce Monarque, en 1715, le Chirurgien anglais, Thomas Garwin, accompagné du Lieutenant Laurent Lange (natif de Stockholm). Ce dernier avait pour Instruction de se procurer des Renseignements exacts sur toutes les diverses branches du Commerce chinois, et sur l'état des Affaires à la Frontière. De retour à Pétersbourg, Lange informa son Maître des nombreux Désordres qui résultaient des Relations trop faciles entre les Peuplades limitrophes 2). En effet, la bonne Intelligence entre les deux Empires était sérieusement compromise par les excès que les Russes, excités par leur intempérance habituelle, commettaient tant à Pé-king que sur la Rivière d'Argoun, où les deux Nations tenaient une Foire qui durait pendant la plus grande partie de l'année. Les plaintes se multiplièrent au point que le Gouvernement chinois menaça les Russes de leur interdire l'Entrée de l'Empire et du Pays des Mongols.

Pierre choisit alors, en 1719, Leff Wassiliëwitch Ismaïloff, Capitaine de ses Gardes, pour Ambassadeur à la Cour de la Chine, et lui adjoignit comme Serrétaire d'Ambassade le Lieutenant Lange, le même qui quatre ans auparavant avait fait le Voyage de Péking. Cette Ambassade produisit un heureux effet, et on se concerta de part et d'autre sur les Mesures les plus efficaces pour maintenir le Commerce et les Liaisons amicales entre les deux Empires 3).

1781 — 1796. T. I — VII. in 8°.) T. II. No. IX. p. 208. 213. note e. — Schmidt, Uber die Verwandtschaft der gnostischen philosophischen Lehren mit den Religionssystemen des Orients, vorzüglich dem Buddhismus (Leipzig 1828 in 8°.). — Edw. Upham, The History and Doctrine of Budhism, with Notices of the Kappooism or Demon Worship and of the Bali or Planetary Incantations of Ceylon (Londres 1829. in tol.) - Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 262. Col. 1. — Malte Brun, l. c. T. II. Liv. XLV. p. 587. — Adr. Balbi, l. c. p. 71. 73. 75. 76, 630, 733, 750, 773, 1213. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 339 - 342. - Dict. de la Conversation, T. VII. p. 461. Col. 2. Art. Bouddha, Bouddhisme. - Penny Cyclopaedia, T. V. p. 526. Art. Buddha, Buddhism. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 296. Art. Buddha. - Ersch und Gruber, l. c. T. XIII. p. 330. Col 2. Art. Buddha, Buddhaïsmus.)

Des Notions intéressantes sur le Bouddhisme se trouvent dans le Journal des Savants (Janvier 1821); dans l'Asiatic Journal et dans le Quarterly oriental Magazine (Calcutta T. 1-VI.).

1) Les Marchandises que l'on tirait de la

Chine, consistaient surtout en lingots d'or et d'argent, et en pierres précieuses qui avaient beaucoup plus de valeur en Russie qu'à Pé-king. La Chine fournissait encore du Thé, de la Soie, une espèce de Toiles mélées de Coton, que les Russes appellent Kitay, teintes en rouge, bleu et autres Couleurs, avec une grande quantité de Perles, de Musc et d'Anis. (Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 10. 11.)

2) Pallas, N. N. Beitrüge (Leipzig 1781.) T. II. p. 83. — Ritter, l. c. p. 105.

3) Journal von Lorentz Langens Reise nach China, dans (Friedr. Christ. Weber), Das veründerte Russland, in welchem die jetzige Verfassung des geist - und weltlichen Regiments, der Kriegsstaat, die Finanzen, etc. etc. vorgestellt werden (T. 1. seconde édition. Francfort et Leipzig 1744. in 40. T. II. Hannovre 1739. T. III. Ibidem 1740. in 40.) T. I. p. 72. sqq. — Journal du Sr. Lange, contenant ses Négociations à la Cour de Chine, en 1721 et 22, avec des Remarques, dans Recueil de Voyages au Nord, T. VIII. p. 221-371. G. J. Unverzagt*), Die Gesandtschaft Ihro Kais. Majestüt von Groß-Russland an den sinesischen Kaiser, 1719, von Petersburg nach Pekin (Lubeck 1725. in 80.). -

^{*)} L'Auteur faisait partie de la Suite de l'Ambassadeur.

Après le départ d'Ismalloff, en 1721, Lange resta à Péking comme Agent de l'Empereur de Russie, pour surveiller et protéger le Commerce et les Caravanes de ses Sujets; mais tout à coup le Gouvernement chinois obligea cet Agent à quitter la Capitale et à retourner en Bussie, sous prétexte que la Résidence d'un Agent étranger à Péking était incompatible avec les anciennes Maximes et les Lois fondamentales de l'Empire. A peine l'Agent eut-il quitté les Frontières de la Chine, que de nouveaux excès commis par les Russes, dans la Résidence du Khoutoukhtou mongol, firent naître des plaintes auxquolles il ne fut plus possible de remédier; d'ailleurs certaines fraudes que les Russes pratiquèrent dans le Commerce des Fourrures 1), achevèrent d'indisposer les Chinois contre eux. En conséquence, une Ordonnance de l'Empereur Kang-Hi, émanée en Janvier 1722, statua que tous les Russes seraient chassés de l'Empire et du Pays des Mongols. Cet Ordre fut exécuté avec une sévérité inflexible; en renvoya tous les Marchands russes, qui s'étaient rendus à la Foire de l'Ourga, et en leur signifia en même tems que dorénavant leurs Caravanes n'auraient plus la Permission de venir à Péking 2).

L'Empereur Kang-Hi mourut à cette époque (20 Décembre 1722), et son Successeur Young-Tching 3) insista fortement sur la Fixation définitive des Frontières. Lange était revenu en Russie avec la dernière Caravane, et, par suite des Différends continuels, le Commerce des Russes avec la Chine se trouvait complètement anéanti. Cependant le nouveau Souverain chinois se montrait disposé à la Conclusion d'un nouveau Traité, en manifestant le désir avant tout de voir la Frontière des deux Empires déterminée, afin de rompre toute Liaison entre ses Mongols et ceux qui vivaient sous la Domination russe; la Gouvernement russe, de l'autre côté, attachait un grand prix à obtenir la Révocation de l'Ordonnance qui fermait à ses Sujets l'Accès de la Chine et du Pays des Mongols, et à rétablir les Relations commerciales sur l'ancien pied. Pour arriver à ce double but, également important pour les deux Puissances, le Cabinet de St. Pétersbourg euvoya, en 1726, le Comte Sawa Wladislawitch Ragousinski 1), comme Ambassadeur plénipotentiaire en Chine, avec l'ordre de mettre tout en oeuvre pour aplanir les Difficultés qui jusqu'alors avaient empêché la Fixation de la Ligne de Démarcation et l'Établissement du Commerce sur un pied stable et avantageux. A son arrivée à Péking, cet Ambassadeur sut très bien accueilli par le Monarque chinois. On convint d'établir un Congrès à la Frontière même, pour mettre fin à toutes les mésintelligences. Ce Congrès se composait d'une part du Comte Sawa Wladislawitch et de ses Conseillers, et de l'autre du Conseiller d'Etat intime, Président du Tribunal des Cérémonies et Assesseur du Département des Affaires de l'Intérieur, Tchabina; du Conseiller d'Etat intime, Assesseur du Département des Provinces extérieures, et premier Grand de la Bannière entièrement rouge, Tégout, du Vice Président du Collège de la Guerre, Toulichin, et du Prince mongol Tséreng-wang, Adjudant général de l'Empire de la Chine, et allié par mariage à la Maison régnante.

Conformément aux Dispositions prises à Péking, ce Congrès s'assembla en 1727, auprès du Boro ou Boura, Ruisseau qui se jette dans la Selenga. Les Négociations commencèrent entre les Personnes nommées Arbitres des deux côtés. C'étaient des Mongols de distinction et des Anciens des Tribus. Les Chinois élevaient des prétentions excessives, cependant le Comte Sawa parvint, par sa fermeté, à les faire renoncer à la plus grande partie de ces demandes, et le travail pénible de fixer une immense Ligne de Démarcation entre les deux plus grands Empires du Monde, sut terminé de la manière la plus amicale.

On conclut une Convention préalable, datée du 10 Août (v. st.) 1727, par laquelle la

John Bell of Antermony*), Travels from St. Petersburg in Asia (Glasgow 1763. T. I. II. in 40.) — Ritter, 1. c. p. 105. 106.

- 1) On imputait aux Russes d'avoir melé du Plemb dans les queues et les pieds des Fourrures qu'ils vendaient au poids. (Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 14.)
- 2) Müller, Sammlung, T. VIII. p. 504

 —513. Voltaire, Histoire de Russie,

Part. II. Chap. XII. — Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 7—14.

- 3) Young-Tching est encore un nom de Règne. Il signifie Droiture perpétuelle, en mantchou Khôwaliyasoun-Tob, et en mongol Naireltou-Tib. (Klaproth, Mémoires relatifs à l'Asie, p. 5. note 1.)
- 4) Gentilhomme ragusais (illyrien) au service de Russie.

^{*)} Bell était attaché à l'Ambassade en qualité de Médecin.

Frontière sut fixée en général 1), et il sut décidé qu'on établirait, au Point où la Frontière touche au Ruisseau Kiakhta2), un Entrepòt de Commerce pour les Négociants des deux Empires. Pour éviter à l'avenir tous les Désordres, il sut également stipulé que les Habitants de la Frontière ne pourraient trafiquer que dans ce Lieu. Chacune des Hautes Parties contractantes se réservait le Droit de reprendre ceux de ses Sujets qui, pendant la Fixation des Limites, avaient dépossé la Frontière et s'étaient établis sur le Territoire étranger. On devait séparer les Sujets des deux Empires, qu'on trouvait habiter ensemble, pour éviter, que les Tribus limitrophes ne se consondissent ensemble.

Par la même Convention préliminaire, il fut également décidé qu'en insérerait en détail, dans le Traité définitif, tous les Articles concernant la Ligne de Démarcation à tracer.

Après la Conclusion du Traité définitif, ratifié à Pèking, le 21 Mai 1728, les Commissaires des deux Empires furent expédiés pour inspecter la Frontière proposée, avec ordre d'y ériger des Mayaks³), Signaux eu Colonnes limitrophes, et de séparer les Sujets respectifs. Du Ruisseau de Kiakhta à l'Ouest jusqu'à la Frontière des Eleutes-Dzoun-gars, cette Inspection eut lieu sous la Direction du Stolnik⁴) et Commissaire de Frontière, Etienne Andréwitch Kolitcheff, et du côté des Chinois, sous celle du Doroï-Amban Besingga. Du Kiakhta à l'Est, jusqu'à la Source de l'Argoun, l'Inspection se fit par les Secrétaires d'Ambassade Ima'n Glasounoff et Siméon Kireef, et par le Conseiller d'État chinois Khoubitou. Les deux Commissions rédigèrent des Procès-verbaux sur leurs travaux, dans lesquels les Fleuves, Rivières, Ruisseaux, Lacs, Montagnes, Vallées et Plaines, auprès desquels en devait élever des Colonnes limitrophes, se trouvent nommés et exactement décrits, Le Procès-verbal de Kolitcheff est daté du 27 Octobre, et celui de Glasounow et Kireeff du 12 Octobre de la même année ⁵).

Le Traité définitif entre les deux Empires sut signé et proclamé à la Frontière, le 21 Octobre (v. st.) 1727.

Traité de Paix et de Limites entre la Russie 1727, (Cathérine Alexiewna) et la Chine (Young-Tching), conclu, signé et promulgué sur la Frontière des deux Empires, le 21 Octobre 1727 °) (septième Jour de la septième Lune de la cinquième Année de Khôwaliyasoun-Tob) ') s).

Pré-

- 1) Voyez pour les détails Klaproth, l. c. p. 8-10.
- 2) Le Ruisseau et la Bourgade de Kiakhta, ou plutôt Kiaktou, dérivent leur nom du mongol Kia, Chiendent (Triticum repens), qui y croît en grande quantité, et qui offre une excellente pâture pour le bétail. (Klaproth, l. c. p. 9. note 2:)
- 3) Le mot Mayak (Mankb) est russe, et désigne un Signal, une Marque, et aussi Fanal, Phare. Les Colonnes ou Signaux limitrophes, à la Frontière chinoise, s'appellent en mongol Obo, mot également reçu en mantchou. (Klaproth, l. c. p. 14. note 1.)
- 4) Спольникъ, Stolnik, Dignitaire de la Cour des anciens Tzars. Ce Terme ne s'emploie plus aujourd'hui, depuis que la Dignité qu'il désignait a été abolie.
- 5) Voyez pour les détails Klaproth, l. c. p. 12-27. Comparez Ritter, l. c. p. 106. Plath, l. c. p. 576. 577.

6) Le Traité ayant été rédigé au nom de l'Impératrice Cathérine (1), dont on ignorait alors le décès, la Ratification ne fut effectuée que le 14 Juin 1728, au nom de l'Empereur Pierre II; elle fut échangée auprès du Kiakhta.

En mantchou, l'original de ce Traité est appelé Dchouwan emou Khatsin-ni bitkhe, ou l'Écrit des onze Articles.

En mongol on le nomme Namats ou Namits.

- Ce Traité fut eriginairement rédigé en mantchou, et en le traduisit après en latin et en russe. Ces deux Traductions sont inexactes dans plusieurs endroits. (Klaproth, l. c. p. 27, 28.)
- 7) Voyez plus haut p. 1205. Col. 1. la note **. touchant la Chronologie des Chinois, et p. 1231. Col. 2. la note 3. qui se rapporte au mot Young-Tching.
- 8) Ritter (l. c. p. 106 109.), Plath (l. c. T. II. p. 577.), Müller (Sammlung, T. VIII.

Préambule. Par ordre de l'auguste Empereur du Royaume de Dait sing ') se réunirent pour conclure un Traité de Paix, et pour fixer les Frontières,

Tchabina, Conseiller intime, Président du Tribunal des Mandarins 5) et Assesseur du Ministère de l'Intérieur;

Tégout, Conseiller intime, Président du Tribunal qui gouverne les Provinces extérieures 6), et Grand Drapeau tout rouge;

Toulichin, Vice-Président du Ministère de la Guerre '); et L'Ambassadeur de l'Impératrice des Oros, le Comte illy-rien, Sawa Wladislawitch.

Ces Chargés des Affaires des deux Empires se rendirent à Niptchou (Nertchinsk), pour conclure un Traité de Paix, et pour déterminer la Frontière; voici les Articles qu'ils rédigèrent avec exactitude:

Les Art. I. et II. concernent le Rétablissement de la Paix, et la Conduite à tenir de part et d'autre pour en assurer le Maintien à l'avenir.

p. 513. sqq.) et Scherer (l. c. T. II. Chap. X. p. 15.) disent que les Plénipotentiaires russes et chinois conclurent deux Traités, l'un le 20 Août 1727, concernant particulièrement la Démarcation (c'est la Convention prélimimaire du 10 Août v. st. dont nous avons parlé plus haut) et l'autre le 21 Octobre de la même année, qui comprenait tous les autres Objets sur lesquels ils avaient été chargés par les Cours respectives de statuer. Coxe, Entdeckungen, T. II. p. 345. ne fait mention que d'un seul Traité, qu'il appelle le Traité de Kiakhta, et auquel il donne la date du 14 Juin 1728. (Nous avons dit plus haut que c'est celle de la Ratification par la Russie.) — Scherer et Coxe ne donnent qu'un Sommaire très peu correct des Stipulations arrêtées de part et d'autre. — Müller rapporte une Traduction allemande des Articles IV. et V. du Traité du 21 Octobre, qu'il appelle le Traité general (General-Tractat). — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1023., donne aux Traités de Limites et de Commerce, qu'il cite, la date du 20 Août 1727, en s'appuyant sur le témoignage de Müller et de Coxe.

Nous avons adopté la Traduction française, donnée par Klaproth, Mémoires relatifs à l'Asie, p. 28-44.

Une autre Traduction française a été rappertée par Mr. Fré déric Murhard, dans Nouveaux Suppléments au Recueil de Traités de Martens (Goettingue 1839. T. I. II. in 8°.) T. I. p. 711. L'Éditeur dit que les Traductions latine et russe de ce Traité sont inexactes sur plusieurs Points *), et il assure que la Traduction française, qu'il rapporte, est aussi fidèle que possible; nous remarquerons toutesois qu'elle diffère sur plusieurs points de celle de Klaproth.

- 1) Daitsing, en chinois Thai theing, est le nom de la Dynastie mantchoue actuellement régnante en Chine. (Klaproth, l. c. p. 28.)
- 2) Khôfan-ni dehourgan, en chinois Li-Pou. (Klaproth, ubi supra. — Grosier, De la Chine, ou Description générale de cet Empire, rédigée d'après les Mémoires de la Mission de Péking (3 e édition. Paris 1818. T. I—VII. in 8°.) T. V. p. 29.)
- 3) Toulergigolobe dasara dehourgan, appelé aussi Monggo dehourgan, ou le Tribunal mongol, en chinois Li-fan youan. Il gouverne les Provinces situées en-dehors de la grande Muraille. On pourrait aussi le nommer Tribunal des Affaires étrangères, parce qu'il est chargé des Négociations et des Communications avec les Puissances étrangères et avec leurs Ambassades. (Klaproth, l. c. p. 28. note 3.)
- 4) Tchooktsai dchourgan, en chinois Ping-pou. (Klaproth, l. c. p. 28. note 4. Grosier, l. c. T. V. p. 32.)

^{*)} La même Remarque a été faite par Klaproth, voyez plus haut p. 1232. Col. 2. note 6. III.

Art. III. Le Pays situé entre le Corps-de-Garde de le Signal (Obo) de l'Empire du Milieu, situé sur le haut du Mont Orkhoïtou, doit être également partagé, et on doit y élever un Signal (Obo), qui servira comme Marque de la Frontière. Au même Endroit on doit aussi établir l'Entrepôt de Commerce, et y expédier des Commissaires (Kamisar).....

Le Reste de cet Article concerne la Ligne des Frontières entre les deux Empires.

Maintenant que la Fixation de la Frontière des deux Empires est déterminée, et qu'aucun Transfuge ne peut plus être admis, il a été convenu avec le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, d'établir un libre Commerce entre les deux États.

Le Nombre des Négociants, qui peuvent aller tous les trois ans à Peking, ne doit pas surpasser deux-cent, comme il a été fixé antérieurement. Quand ce ne sont que des Commerçants '), ils ne seront plus entretenus comme autrefois '). Mais on n'exigera aucun Impôt, ni du Vendeur, ni de l'Acheteur.

Quand ces Négociants arriveront à la Frontière, ils devront en donner l'Avis par écrit. Après la Réception de cet Avis, on expédiera un Officier (Khafan), pour les recevoir et les accompagner à cause du Commerce.

S'ils achètent pendant le Voyage des Chameaux, des Chevaux ou des Vivres, ou s'ils louent des Ouvriers, ils les doivent achèter ou louer à leurs Dépens.

Les Négociants seront sous les Ordres d'un Chef, chargé de soigner leurs Affaires, et s'il survient des Différends entre eux, ce sera lui qui les accordera. Si ce Chef des Négociants est un Homme d'un haut Rang, il doit être reçu et traité conformément à son Rang.

On veit que ce Chef était destiné à remplir les Fonctions de Consul, sans toutefeis en perter le Titre.

Toute Espèce de Marchandise peut être vendue, excepté celles que les Lois des deux Empires défendent.

On ne doit pas permettre à qui que ce soit de rester secrètement et sans la Permission de son Chef dans le Pays étranger.

¹⁾ La différence entre Négociants et Commerçants n'est point expliquée. — La Traduction française, dennée par Mr. Murhard, porte Marchands et simples Commerçants.

²⁾ La Traduction française précitée, porte au contraire ,, on devra, de plus, fournir à ,, leur Entretien, comme autrefois."

Si quelqu'un meurt, tous ses Biens, de quelque Espèce qu'ils soient, seront remis aux Gens de son Pays, comme il a été convenu avec l'Ambassadeur de l'Empire des Oros, le Comte illyrien, Sana Wladislamitch.

Outre le Commerce sait par les Caravanes des deux Empires, on établira encore sur les Frontières réciproques, auprès de Kiakhia, du Selengga et de Niptchou (Nertchinsk), des Maisons pour le Commerce ordinaire, qui, selon qu'on le jugera nécessaire, seront entourées de Haies et de Palissades '). Ceux qui se rendent à ces Endroits pour faire le Commerce, doivent exactement suivre la Route directe. Si quelqu'un d'eux s'éloigne de cette Route, pour faire le Commerce en d'autres Lieux, toutes ses Marchandises seront confisquées au Profit du Gouvernement. On installera des deux Côtés un Nombre égal d'Officiers, qui seront sous les Ordres de Chefs d'un Rang égal, et chargés de protéger ces Lieux. Les Différends seront accommodés de la Manière convenue avec l'Ambassadeur des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wladislamitch.

L'Habitation des Oros dans la Capitale (Péking) servira dorènavant à loger les Voyageurs Oros 2).

Sur la Demande du Comte illyrien, Sawa Wladislamitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, et avec l'Assistance
des Grands de l'Empire du Milieu, qui soignent les Affaires des
Oros, on a construit, auprès de cette Habitation, un Temple
(Miao). Le Prêtre (Lama), qui réside dans la Capitale, y logera avec trois autres Prêtres pour l'aider. Lorsque ceux-ci arriveront, ils seront entretenus, comme leurs Prédécesseurs, et employés audit Temple (Miao). Il sera permis aux Oros d'exercer
leur Culte avec toutes ses Cérémonies et de réciter leurs Prières ').

¹⁾ Müller, l. c. T. III. p. 514. — Coxe, l. c. T. II. Chap. II. p. 347. — Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 15.

²⁾ Müller, l. c. T. VIII. p. 518. et Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 16. nous disent, que la Maison des Russes (der Russische Gesandten-Hof) était un Hôtel ancien-

nement occupé par les Députés de l'Ile de Corée *), qui, en 1719 déjà, avait été assigné à l'Ambassadeur de Russie, Ismailoff.

³⁾ Müller, l. c. T. VIII. p. 518. nous apprend que cette Église grecque sut consacrée à la Vierge, en 1732, et pourvue d'un Archimandrite **) et du nombre nécessaire de Prêtres.

^{*)} Les Rois de Corée, confondus parmi les autres Vaesaux chinois, envoient à Péking en Tribut annuel et des Ambassadeurs que l'en y reçoit d'une manière peu distinguée. (Langlois, l. c. T. I. p. 639. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 370.

[—] Dict. de la Conversation, T. XVII. p. 190. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. VIII. p. 8. Col. 1. — Conversations - Lexikon, T. VI. p. 303.)

^{**)} Archimandrite, du grec doχή, prin-

Quatre Garçons Oros, sachant la Langue et l'Écriture russe et latine, et deux autres plus âgés, lesquels le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, a laissés dans la Capitale pour apprendre la Langue chinoise, doivent demeurer dans le même Lieu. Leur Entretien sera payé par le Gouvernement, et lorsqu'ils auront achevé leurs Études, ils pourront retourner quand on les demandera.

Quant à la Correspondance entre les deux Empires, il est très nécessaire que les Lettres soient fermées d'un Cachet. Le Tribunal des Provinces extérieures est chargé d'expédier au Sénat (Sanat yamoun) des Oros les Lettres de l'Empereur du Milieu pour l'Empire des Oros, après y avoir mis son Sceau '). Les Lettres de l'Empire des Oros pour l'Empire du Milieu doivent être expédiées au Tribunal des Provinces extérieures, et munies du Sceau de l'Empire des Oros, ou du Cachet du Gouverneur de Tobolsk (Tobol Khotonni da). Tous les Papiers relatifs à la Frontière ou aux Entrepôts de Commerce, et concernant les Déserteurs ou les Vols, doivent être signés et cachetés par le Tousiyetoukhan Wajal dordzi et le Wang Dandzin dordzi, s'ils viennent de l'Empire du Milieu; et par les Commandants des Villes limitrophes, s'ils viennent de l'Empire des Oros. La Correspondance réciproque entre le Tousiyetoukhan ') Wajal dordzi et le Wang Dandzin dordzi

1) Coxe, l. c. p. 346. note *. nous dit, que les Chinois insistèrent sur cette Stipulation, parce que l'Empereur de la Chine trouvait au dessous de sa Dignité de correspondre directement avec la Cour de Russie.

2) Le premier Tousiyetoukhan des Kal-

kas, qui s'est soumis aux Mantchoux, après que ceux-ci eurent battu totalement le Galdan des Eleutes, était Tchakhoun dordzi, un des Ancètres de Dondan dordzi. Dans la 30 e année de Khang-Hi (1691), on tint une Diète générale auprès du Lac Doloon

cipal, et de μάνδοα, troupeau, étable, et par métaphore t), monastère. Chez les Grecs, le Chef, le Supérieur d'un Monastère, Abbé régulier.

Archimandritat, Dignité, Bénéfice d'un Archimandrite. — Cette qualification de Chef du Troupeau pourrait s'étendre à tous les Supérieurs ecclésiastiques, et, en effet, on a donné quelquesois ce nom à des Archevêques,

même chez les Latins; en le trouve dans ce sens dans la vie de Saint-Sévère, Evêque de Ravenne. (Lunier, l. c. T. I. p. 100. Col. 2. — Roquefort, Dict. étymologique, T. I. p. 38. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. III. p. 5. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. II. p. 276. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 370.)

le sens naturel des mots en une autre signification, qui ne lui convient qu'en vertu d'une comparaisen qui se fait dans l'esprit. (Lunier, l. c. T. II. p. 519. Cel. 1. — Roquefort, l. c. T. II. p. 82. Cel. 2.)

t) Métaphore, du grec μεταφωρά, transposition, dérivé de μεταφέρω, dont la racine est φέρω, je porte. Figure de Rhétorique qui renferme une comparaison et change

avec les Oros, doit se faire par des Hommes envoyés exprès, et seulement par la Route de Kiakhta. Cependant, il est permis de prendre le Chemin le plus court, s'il s'agit d'une Affaire de haute Importance. En Cas de Contravention à ce Réglement, le Wang de la Frontière, et les Commandants des Villes des Oros, doivent s'en informer réciproquement, et après avoir examiné le Délit, punir chacun ses Coupables.

L'Art. VII. concerne les Lieux limitrophes situés près de la Rivière d'Oude 1) et autres qui avaient déjà été l'Objet d'une Négociation avec l'Ambassadeur russe, le Comte Golowin (Art. I. du Traité de Nertchinsk, du 7 Septembre 1689, voyez plus haut p. 1206.); il fut convenu que les Frontières de ces Pays resteraient encore cette sois-ci indéterminées entre les deux Parties, mais qu'elles seraient réglées ultérieurement par des Ambassadeurs ou par Correspondance.

Les Commandants des Frontières des deux Empires, doivent décider, d'après les Lois de la Justice et sans Délai, toutes les Affaires, et s'ils les trainent en longueur pour leur propre Intérêt, chaque Empire doit les punir d'après ses Lois.

Art. IX. Si d'un Côté ou de l'autre on envoie de grands ou de petits Chargés d'Affaires, ils doivent se rendre préalablement à la Frontière, et donner Avis de leur Mission et de leur Rang. Il ne faut pas les retenir longtems à la Frontière, et on doit y envoyer quelqu'un pour les recevoir. Après la Réception d'une Lettre d'Invitation, on leur donnera à chaque Relai des Vivres, et on les recevra avec Respect. A leur Arrivée, ils seront logés et défrayés 2); s'ils viennent dans une Année pendant

Noyon et Taidzi des Kalkas, et l'en divisa cette Nation en Dchassak, Bannières et Compagnies. (Klaproth, l. c. p. 38. note 1.)

1) Oude, Ouda. Il y a quatre rivières dans l'Empire russe qui portent ce nom. Celle dent il est question dans l'Art. VII. coule dans le Gouvernement et le District d'Irkoutsk, et débeuche dans la Mer d'Okhotsk, non loin de ses sources. Les Marchands russes font

chaque année un petit commerce d'échange avec les Tatars Batskie et d'autres Peuples de ces contrées. (Heym, l. c. p. 907. — Langlois, l. c. T. III. p. 620. Col. 2.)

2) On fournit au Chef de la Mission par jour un Mouton, une cruche de Vin, une livre de Thé, un pet de Lait, deux onces de Beurre, deux Poissons, deux cruches d'Huile pour les Lampes, une livre de Légumes secs, quatre onces de Soya"), quatre onces de

et qu'on fait fermenter après y avoir mélé une certaine quantité de froment (ou d'orge) et de sel. Le Soya est d'un usage presque général en Chine et au Japon. (Joh. Chr.

^{*)} Soya, liqueur brune et d'un goût piquant; elle vient des Indes orientales; on s'en sert pour assaisonner les viandes et le poisson. Elle est tirée d'une espèce de fa-séole (fève), nommée Dolichos Soja (Pha-

¹⁾ Linné, Systema Plantarum (édition de J. J. Reichard) (Francfort sur Mein 1779—1780. T. I—IV. in 8°.) T. III. p. 451. — De Candolle, Prodromus systematis naturalis Regni vegetabilis (Paris

^{1824—1838.} T. I—VII. in 8°.) T. II. p. 396. No. CLXXIV. — William Roxburgh, Flora Indica (Serampore 1832. T. I—III. gr. in 8°.) T. III. p. 314. — Nemnich, Catholicon der Naturgeschichte, T. I. Col. 1436.)

laquelle le Commerce n'est pas permis, ils ne doivent pas apporter de Marchandises.

Si, pour quelques Affaires importantes, on envoie un ou deux Courriers, ils doivent présenter leurs Papiers aux Officiers de la Frontière, qui leur fourniront des Chevaux de Relai, des Conducteurs et des Vivres, sans qu'ils aient besoin d'en donner l'Avis préalable. Le Tout comme il a été convenu avec l'Ambassadeur de l'Empire des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch.

La Correspondance par Lettres et par Messagers, entre les deux Empires, étant de la plus haute Importance, elle ne doit souffrir aucun Retard; si donc à l'avenir on ne répondait pas aux Lettres envoyées, et si on retenait inutilement les Messagers, ce serait agir contre le Contenu du Traité de Paix. Dans ce Cas on ne recevra ni les Ambassadeurs, ni les Négociants, jusqu'à ce que de pareilles Difficultés soient terminées, et alors seulement on permettra le Passage.

L'Art. X. concerne la Punition des Transfuges, des Déserteurs, des Voleurs, de part et d'autre, et des Individus du bas Peuple, qui passeront la Frontière sans Passeport.

Art. XI. Ce Traité de Paix, conclu entre les deux Empires, a été échangé de la Manière suivante: l'Ambassadeur de l'Empire des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, remit une Copie en Langue oros et latine, munie et confirmée par un Sceau, aux Grands de l'Empire du Milieu, et les Grands de l'Empire du Milieu remirent au Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, une autre Copie en Langues mantchoue, oros et latine.

Ce Traité a été exactement imprimé et distribué à tous les Employés des Frontières, afin que son Contenu soit généralement connu.

On avait cru que la Conclusion de ce Traité terminerait les Discussions entre les deux

Vinaigre et une once de Sel. Tous les 9e jours, pendant qu'il s'arrête dans la Capitale, il reçoit comme un témoignage particulier de la Bonté impériale, quatre Plats de la Table

de l'Empereur, et dix Chaudrons remplis de Thé, préparé à la manière des Mantchoux. (Géographie officielle de l'Empire chinois, publiée par ordre de l'Empereur Kien-long.)

Schedel, Vollständiges allgemeines Waaren-Lexikon für Kaufleute, Commissionnäre, etc., so wie für alle welche sich in
der Waarenkunde unterrichten wollen, in
Verbindung mit Mehreren herausgegeben
von Otto Linné Erdmann (Leipzig

1833 — 1835. T. l. II. gr. in 8°. cinquième édition.) T. II. p. 469. Col. 1. — Joh. Carl Leuchs, Allgemeines Waaren-Lexicon, oder vollständige Waarenkunde (Nuremberg 1835 — 1836. T. I. II. in 8°.) T. II. p. 361.)

Empires, mais il en survint fréquemment de nouvelles, causées par les Sujets respectifs qui passèrent la Frontière et qu'en ne punissait pas. A la vérité, le Traité de Paix laissait beauceup de vague sur cet Article; ce fut ce qui détermina l'Impératrice Cathérine II de charger, en 1767, le Commissaire Kropotoff, d'examiner et de réformer le Traité de Paix conjointement avec les Plénipotentiaires chinois, qui s'étaient rendus pour ce même Objet à Kiakhta, afin de faire cesser toutes les Plaintes.

En conséquence, on rédigea et on ajouta un Supplément au Traité de Paix, et l'Article X. fut change entièrement. La Convention, conclue l'Année XXXIII. d'Abkai wekhiyekhe 1), le 19 e Jour de la 9 e Lune (18 Octobre 1768) 2), porte: que les onze Articles du Traité de Paix devrent être maintenus éternellement invaridbles; que cependant on a trouvé nécessaire d'ôter les (Khaskhan) Chevaux-de-frise 3) oros, du Voisinage du Mont Bourgoutai, à Bitsikou, Khochoo et autres Lieux, pour conduire la Frontière sur le Dos des Montagnes; mais que tout restera comme il a été fixé antérieurement, près des deux Dépôts de Commerce, Kiakhta et Tsourkhaïtou (Tsouroukhaïtou), où l'on ne paye aucune Entrée. Que, des Erreurs s'étant glissés dans l'Exemplaire russe et latin du Traité de Paix, et plusieurs Points essentiels ayant été oubliés, on a jugé à propos de les corriger et rectifier. De plus, que les Discussions, qui ont eu lieu entre les deux Puissances, seront vouées à l'Oubli, et que les Transfuges ne seront pas redemandés; que ce qui avait été statué dans le Xe Article, concernant la Manière d'empêcher les Vols et la Désertion parmi les Sujets limitrophes et respectifs, paraissant trop équivoque et indéterminé, on a rejeté entièrement le Xe Article de la Convention, léquel a été rédigé de nouveau et érigé en Loi, qui devra être observée à la place de l'ancienne. Que, d'après la nouvelle Convention, chaque Partie devra veiller, dorènavant sur ses Sujets; afin que de pareilles Choses n'arrivent plus. Que si, à l'Assemblée (Congrès) annuelle, qui doit avoir lieu à la Frontière, on donne Avis de Vestiges découverts et d'autres Accidents semblables, les Commandants des Frontières serent tenus de les examiner sans Délai et avec Loyauté. Que si, au contraire, guidés par leur propre Intérêt, ils négligeaient leur Devoir, chaque Partie devra les punir d'après ses Lois. Quant à la Recherche, à l'Arrestation des Brigands et la Punition de ceux qui passent illicitement la Frontière, on y a pourvu par la nouvelle Rédaction de l'Art. X. 4).

- 1) En chinois Khian loung', nom honerifique des années du Règne de l'Empereur Kao tsoung chun houang ti, son Règne a duré de 1736 à 1795. (Klaproth, l. c. p. 53. note 1.)
 - 2) Klaproth, L. c. p. 53. note 2.
- 3) Cheval-de-frise. Machine de guerre, qui est une grosse pièce de bois, traversée de longues pointes qu'elle présente de tous côtés. On met des Chevaux-de-frise à l'entrée d'une brèche, pour arrêter les assiégeants. L'Infanterie se sert aussi de Chevaux-de-frise plus légers, pour arrêter la Cavalerie en campagne. Cette Machine a été ainsi appelée, parce qu'elle a été inventée par les Hollandais de la Province de Frise à Groeningue. (Lunier, l. c. T. I. p. 292. Col. 2. Dict. de la Conversation, T. XIV. p. 13. Col. 2. Penny Cyclopaedia, T. VII. p. 57. Col. 2. Conversations-Lexikon, T. X. Art. Spanische Reiter.)
- 4) Après la lecture du Traité conclu en 1727, entre la Russie et la Chine, qui ne contient rien d'humiliant pour la première, en

se tromperait si l'on supposait que cette Puissance est regardée par la dernière comme son égale. Dans l'Instrument même on ne trouve rien qui puisse faire présumer que la *Chine* s'arroge une Suprématie sur la Russie; mais il suffit de jeter les yeux sur la Description de cet Empire, tirée de la Géographie officielle des Mantchoux *), pour y voir que l'Empire des *Tzars* est regardé comme un *Ètat soumis au* Prince qui gouverne l'Empire du Milieu. Le Chemin même par lequel on doit recevoir les Ambassadeurs et le Tribut russe, y est indiqué par le Réglement chinois. Peut-être des Diplomates répondront que, poisque la Chine n'a jamais regu la moindre Marque de Soumission de la part de la Russie, on doit traiter la vanité ridicule de la première avec tout le mépris que mérite toute prétention insoutenable. Ces Diplomates auront tort aux yeux des Chinois et aux yeux des Européens en état de juger la question.

D'après les idées reçues en Chine, toute Puissance étrangère, qui y envoie une Ambassade, se reconnaît par le fait soumise

^{*)} L'Impression de cet Ouvrage, commencée par Ordre de l'Empereur Kien-long, fut achevée en 1804.

La Convention conclue sut échangée de la Manière suivante: Les Grands de l'Empire du Milieu en remirent un Exemplaire en langues mantchoue et mongole, muni du Sceau, au Commissaire plénipotentiaire des Oros, et celui-ci remit aux Grands de l'Empire du Milieu un autre Exemplaire en langue des Oros, et pareillement muni du Sceau. Pour la rendre généralement connue, il sut convenu qu'en distribuerait des Copies imprimées de cette Transaction aux Sujets limitrophes des deux Côtés 1).

L'immense Ligne de Démarcation, qui sépare les deux Empires les plus grands du Monde, commence à l'Ouest, à la Rivière Bouktourma, et finit à l'Est, aux bords de la Mer d'Okhotsk. Sa Largeur est de 5, 10 et 30 teises 2), suivant la nature du pays qu'elle par-

is l'Empereur. En chinois, cet Acte de Soumission est désigné par les mots la i tchao,
,, venir rendre Hommage." Cette expression
ne s'applique ordinairement qu'à la première
Ambassade du même Peuple; pour les suivantes en se sert des mots lai Koung,
,, venir porter le Tribut." Qu'en ouvre les
Annales chinoises, et en verra qu'en 166 de
notre Ère, l'Empereur Antonin envoya une
Ambassade qui effrit le Tribut à Houon-ti,
de la Dynastie des Han; qu'en 284 une autre
l'apporta aux Tsin, et que la même chose eut
lieu en 637 et 719. On trouvera que l'Espagne est soumise depuis 1576, la Hollande
depuis 1653, et le Pape depuis 1725.

Dans l'explication d'une Mappe-Monde, publiée en 1794, à Péking, on lit: ,, à la 58 e ,, année de Khian-loung (1793), les Anglais, ,, qui se trouvent à l'extrêmité du Nord-Ouest ,, du Monde, et qui dans les anciens tems ,, n'avaient jamais pénètré en Chine, traver-,, sèrent les deux Océans pour venir rendre ,, Hommage à l'Empereur." La seconde Légation anglaise sera traitée dans les Annales de l'Empire, comme ayant porté le Tribut.

On voit donc que l'Envoi d'une Ambassade est une Marque de Soumission, et que les Présents qu'elle apporte sont regardés comme une chose due à l'Empereur. Aussi sont-ils appelés Koung (Vectigalia, Tributa). Le mot Koung signifie en général tout ce qu'un Inférieur offre à son Supérieur naturel.

Plusieurs personnes ent jugé que, pour des Intérêts politiques ou commerciaux, on pourrait facilement fermer les yeux sur l'arrogante vanité des Chinois, pourvu que l'Ambassade remplisse le but proposé. On serait tenté de se ranger de cette opinion, si ce n'était un fait certain que jamais une Ambassade en Chine ne pourra remplir son but. Les Chinois, loin de négocier avec-les Envoyés des Puissances étrangères, ne les regardent que comme des Gens venus de la part de leur Maître, pour présenter son Respect et le Tribut dù à son Supérieur.

La manière fixe et immuable de traiter avec le Gouvernement chinois, est celle d'adresser par écrit les demandes qu'on a à faire, au Gouverneur de la Province où l'on aborde; celui-ci les envoie à Péking, au Li fan youan (Collège des Affaires étrangères), qui ne manque jamais d'y faire réponse. Mais il n'y a pas d'exemple que les Chinois aient traité avec un Ambassadeur, s'il ne vient pas à la tête d'une Armée. Les Mantchoux ont fait quelques Concessions à la Russie, parce qu'ils la craignaient dans le tems, et parce qu'ils prévoyaient que le Commerce à la Frontière de la Sibérie, et les Caravanes russes qui se rendraient à Péking, seraient du bien aux Mongols Kalkas, ruinés par les longues guerres avec le Galdan des Eleutes. Dans d'autres circonstances et dans un autre tems, la Cour de Péking ne se serait peutêtre pas montrée si traitable.

La chose la plus inutile qu'en puisse saire est denc d'envoyer des Ambassades en Chine, puisqu'elles ne peuvent avoir de but, et ne servent qu'à mettre les Gouvernements européens dans une position humiliante. Que les Ambassadeurs fassent ou ne fassent pas les Cérémenies prescrites par les Lois du céleste Empire, peu importe; le mal qu'en veut éviter en refusant de s'assujétir aux neuf Génuslexions devant l'Empereur eu devant son Trône, est déjà fait par l'Envoi même de la Mission. (Klaproth, L. c. Description de la Russie, traduite du chinois. Introduction, p. 81—84. Remarques historiques, p. 93—96.)

- 1) Klaproth, l. c. p. 45-53. Ritter, l. c. p. 106. (cité avec la fausse date de 1767.)
- 2) Toise, du latin tesa, fait de tensus, Participe de tendere, tendre, étendre. Mesure qui varie selon les lieux où elle est en usage, et dont on se sert pour mesurer différentes dimensions.

On appelle aussi Toise, un Instrument en forme de Règle, qui a la longueur de cette mesure, et sur laquelle ses parties sont gravées. La Toise dont on faisait usage à Pa-

ceurt. Elle n'appartient en propre à aucun des deux Pays, et forme leur véritable Limite. Cette Frontière doit être protégée par les deux Puissances, et ne peut être franchie qu'aux Endreits fixés pour le Passage. On y a établi des Corps-de-Garde plus eu moins éloignés les uns des autres, selon que le Nombre d'Habitants du Voisinage l'exigeait; les mêmes circenstances déterminèrent aussi le Nombre de Soldats qu'on y tient.

Les Corps-de-Garde respectifs sont tous placés vis-à-vis l'un de l'autre, à une distance qui leur permet de s'observer mutuellement. Ils ne sont éloignés ordinairement que de 5, 10, jusqu'à 20 werstes 1) de la Frontière même. Chaque jour la Ligne de Démarcation est soigneusement visitée, non seulement pour empêcher qu'on ne la franchisse, mais aussi pour mettre obstacle à toute Communication entre les Peuplades limitrophes. Dans les contrées sauvages et montagneuses, où la distance entre les Corps-de-Garde est plus considérable, on a élevé sur les hauteurs et les rochers, et dans les plaines et les forêts, des Monceaux de terre eu de pierres, pour indiquer la Direction de la Frontière; dans les Endroits où elle est traversée par des Ruisseaux, en avait placé de chaque côté, des Poteaux entre lesquels on tendit des Cordes de crins de chevaux, qui furent cachetées à l'extrémité contre le Poteau, de manière que personne ne pouvait passer la Frontière, sans s'en apercevoir.

Les Membres du Congrès parcoururent, en 1727, toute cette Ligne, et convinrent que chaque Poste serait gardé par des Cavaliers mongols bien armés; leur Nombre est de vingt à trente Hommes, avec un Commandant obligé de faire pisiter journellement la Frontière jusqu'au Corps-de-Garde voisin. Dans les contrées désertes, cette Visite ne se fait pas tous les jeurs, à cause des grandes distances à parcourir. Les Postes avancés se trouvent tout près de la Frontière; ils sont composés de plusieurs Hommes, et assez éloignés de leurs Corpsde-Garde. Leurs chevaux restent toujours attachés, afin qu'ils ne dépassent pas la Frontière. Le principal devoir du Commandant d'un Corps-de-Garde, est de reconnaître lui-même journellement la Ligne de Démarcation, pour examiner si en n'y aperçoit pas, sur le gazon ou sur le sable, des traces d'hommes qui auraient traversé la Frontière. Les Mongols, comme tous les Habitants des Steppes 2), ont la vue si pergante, que même à cheval, la plus petite Trace n'échappe pas à leurs yeux. Aussitôt qu'on a découvert quelque Vestige, on descend de cheval et on cherche avec grand soin à le suivre sur la ligne neutre, sans l'effacer. Si la Trace est celle d'un cheval, ou d'un autre animal domestique, on l'entoure avec de petits morceaux de beis, des pierres ou du gazon, pour ne pas la perdre. Après y avoir placé une Sentinelle, on avance vers le Poste opposé jusqu'à la première Vedette *), en lui criant d'envoyer le Commandant avec une Escorte. Les deux partis se rendent à l'Endroit où se trouve la Trace, pour examiner de quel côté elle est venue et où elle conduit. Alors les Commandants réciproques entourent avec des Pieux et des Cordes fines cachetées aux Pieux, l'Endroit où l'on a marché pendant les recherches, pour empécher que d'autres Voleurs ou Transfuges ne se servent de ces Traces pour dépasser les Limites. Le parti sur le Territoire duquel conduit la Trace, est obligé de la suivre jusqu'à l'Endroit où elle finit, pour s'informer scrupuleusement si quelque Étranger y est arrivé, ou si des Vols et des Brigandages ont été commis. Si l'on découvre les Déserteurs, on les reconduit au Corps-de-Garde auquel on

ris, avant l'établissement du nouveau Système métrique, était de 6 pieds de Roi. Dans ce sens on appelle Toise de Roi la longueur de six pieds.

On appelle Toise courante, la mesure en lengueur de quelque chose que ce soit, dont la hauteur est parteut la même.

On appelle Toise carrée, une Étendue carrée qui a en teut sens la même quantité de pieds que l'Instrument appelé Toise. Et l'on appelle Toise cube, un Corps qui a autant de Longueur, autant de Largeur et autant de Protondeur que contient de pieds le même Instrument. (Grand Vocabulaire français, T. XXVIII. p. 108. Col. 2. — Lunier, l. c. T. III. p. 455. Col 2. — Conversations-Lexikon, T. XI. p. 305. — Noël, Carpentier

- et Puissant fils, Dictionnaire des Inventions, des Origines et des Découvertes (Bruxelles 1837. gr in 8°.) p. 525. Col. 1.

 Adr. Balbi, l. c. Tableau comparatif des Monnaies et des Poids et Mesures, p. 1307.)
 - 1) Voyez plus haut p. 486. Col. 1. note *.
- 2) Voyez plus haut T.II. du Manuel, P. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 2. Gênes. H. p. 104. Col. 1. note †.
- 3) Vedette, de l'italien Vedetta. C'est le nom d'une Sentinelle de Cavalerie, c'est un Cavalier qui fait le guet pour la garde d'un Camp, d'une Place, etc. Mettre en vedette, être en vedette. (Lunier, l. c. T. III. p. 505. Col. 1. Dict. de la Conversation, T. LI. p. 492. Col. 1. Conversations Lexikon, T. XI. p. 605.)

appelle le Commandant du côté opposé, peur les reprendre. Ces sortes d'Affaires sont traitées judiciairement, et les Jurisdictions des Frontières s'informent réciproquement du Késultat, pour se donner toute Satisfaction possible.

De cette Manière, la Frontière est protégée et maintenue intacte; les Liaisens illicites entre les deux Peuples limitrophes sont réprimées. C'est par de pareils soins, qui paraîtront minutieux, que la Ligne de Démarcation s'est conservée jusqu'aujourd'hui comme elle a été fixée par le Congrès de 1727 et de 1768.

Le premier et principal Entrepôt de Commerce sut établi sur le Ruisseau de Kiakhta, qui tombe dans le Boro, à 91 werstes de Seleginsk 17, et le second près du Gan qui s'unit à l'Argoun, à Tsouroukhaïtou. Tout Commerce particulier cessa à l'Ourga et aux autres Lieux de la Frontière; de même que les Liaisons entre les Bouriates et les Mongols.

La Chancellerie de la Frontière, composée des Juges nécessaires, fut établie à Selenginsk; c'est de là que devaient partir les Courriers pour l'Ourga et Péking. A 9 werstes de Selenginsk et sur les bords du Tchikoï, en construisit le petit Fort de Strelka, avec une Église, sous l'Invocation de Saint-Pierre et Saint-Paul. Cet Endroit, auquel les Marchandises destinées pour les Caravanes pouvaient arriver par eau, en devint le principal Dépôt, et en y établit aussi la Douane pour le Commerce avec la Chine.

Lorsque le Congrès des Frontières, qui dura depuis le 10 Août 1727, jusqu'au 21 Octobre de la même année, eut fini ses travaux, et que le nouveau Traité eut été signé, une Caravane de 205 Personnes fut aussitét expédiée pour Péking, sous la Direction de l'Agent Lange²).

L'année suivante, on établit le premier Corps-de-Garde russe, auprès du Ruisseau de Kiakhta, dont la Source se trouve dans une Contrée haute et boisée à 26 werstes au Sud de la Rive du Sclengga. Il coule de là en Mongolie, en se dirigeant au Sud. Ce Fort reçut le nom Troitzoi Samsk Krepost, d'après celui de son Église et du Comte Sama. On l'appelle aussi simplement Kiakhta 3). Par le Traité, la Limite et la Porte du Commerce, des deux Empires, avaient été fixées à 3 werstes de Troitzkoi, dans la Vallée arrosée par le Kiakhta. On y érigea deux Colonnes de Limites, près desquelles furent placés les Entrepots de Commerce de chaque côté, tout près de la Frontière, à une distance de 120 toises l'un de l'autre.

Au milieu de l'Entrepôt russe qui, comme le chinois, est d'une forme carrée, est le Bazar 4) bâti en bois, dans lequel se trouve une Chapelle construite en pierre. A l'Est on voit une Église russe, et au Sud, près de la Porte chinoise, les Casernes, le grand Corps-de-Garde, et la Maison du Commandant. Les Habitations des Négociants occupent le reste de l'espace. Ce Lieu est entouré de Chevaux de-frise; et au milieu de chacun des quatre côtés il y a une Porte surmontée d'un Beffroi 5). Les Cosaques destinés au service

- 1) Selenginsk ou Selinginsk, petite Ville dans le Gouvernement d'Irkoutsk, où se trouve selon Cochrane, un établissement de Missionnaires anglais qui, malgré leurs travaux jusqu'en 1820, n'avaient pu parvenir à convertir un seul individu. (Adr. Balbi, l. c. p. 789. Langlois, l. c. T. IV. p. 1087. Col. 2. Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 294.)
- 2) Neue Nordische Beitrüge, T. II. No. VII. p. 83—159. Tagebuch einer in den Jahren 1727 und 1728 über Kjachtanach Peking unter Anführung des Agenten Lorenz Lange gethanen Karavanenreise. Ritter, l. c. p. 107. (cité.)
- 3) Müller, Sammlung, T. III. p. 460. sqq. Coxe, Entdeckungen, T. II. Chap. III. p. 350. sqq. Heym, l. c. p. 324. Adr. Balbi, l. c. p. 789. Langlois, l. c. T. III. p. 46. Col. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 598. Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 122. Penny Cy-

- clopaedia, T. XIII. p. 209. Col. 1. Conversations-Lexikon, T. VI. p. 184.)
- 4) Bazar. (Voyez T. I. du Manuel, Liv. III. Chap. I. Sect. I. France. §. 47. p. 191. Col. 1. note 1.) Par imitation, on donne, à Paris, et dans quelques autres Villes, le nom de Bazar à certains lieux couverts où sont réunis des marchands tenant boutique d'Étosses, de Meubles, de Bijouteries, etc. (Dict. de l'Académie. Dict. de la Conversation, T. V. p. 69. Col. 2. Penny Cyclopaedia, T. IV. p. 74. Col. 1. Me. Culloch, l. c. p. 125. Conversations-Lexikon, T. I. p. 719. Ersch und Gruber, l. c. T. VIII. p. 5. Col. 2.)
- 5) Beffroi. Tour ou Clocher d'où l'on fait le guet, et où il y a une cloche pour sonner l'alarme. On a sonné la Cloche du Beffroi.

Il se dit aussi de la cloche qui est dans le Bessroi: Sonner le Bessroi; le Bessroi sonne; et de la Charpente qui porte les cloches. Il faut refaire le Bessroi de cette tour. de la Frontière, demeurent avec leurs Familles hors de la Place. Dans leur petit Faubeurg, également entouré de Chevaux-de-frise, se trouvent aussi le Dépôt impérial de Rhubarbe, les Bureaux du Gouvernement, la Chancellerie, un Corps-de-Garde, et trois Chapelles.

"Quasi bée effroi," dit Nicot dans son grand Lexique latin et français, "car il "et expressément fait pour béer, c. à. d. "pour regarder, et faire le guet en tems "soupçonneux, et pour sonner à l'effroi." Mr. Charles Nodier, dans son Dictionnaire raisonné des Onomatopées françaises (Paris 1828. in 8°.), remarque cependant qu'un instrument, d'airain creux et sonore, s'appelait bel en breton, et que de là peut veuir l'anglais Belfry, et le français Beffroi.

Dans son Acception spéciale, le Beffroi élait une cloche qu'on ne sonnait que dans des circonstances particulières, et pour ansencer un évènement notable, comme la naissance ou la mort d'un haut personnage, d'un incendie (Tocsin) **). Le Beffroi sonnait aussi pour convoquer les habitants d'une cité. Sous le régime féodal, c'était la grande tour où, dans quelques Provinces de France, on plaçait la ban-cloche (Campana bannalis) ***). C'était un édifice privilégié; d'anciennes Chartes de Communes mentionnaient le Droit de ban-cloche ou Beffroi dans les immunités accordées aux cités. Paris avait trois Beffrois, à l'Hôtel de Ville, au Palais, à la Samaritaine. Le Beffroi sonnait pendant vingt-quatre heures pour la naissance d'un

Fils de France (Voyez plus haut p. 607. Col. 2. note tt.). Le Signal du massacre de la Saint-Barthélemi devait être donné par la cloche de la Sainte-Chapelle du Palais; ce fut par un contre-ordre que ce Signal fut en effet donné par une cloche de Saint-Germain l'Auxerrois. Le Carillon de la Samaritaine n'existe plus; il a été détruit avec la Fontaine, qui était surmontée d'un Campanile t). On peut maintenant considérer comme Beffroi la grosse cloche de l'Eglise metropolitaine (Notre-Dame); on ne la sonne que dans les grandes selennités publiques, et dans des circonstances tout à fait extraordinaires. C'est ainsi qu'on sonna le Tocsin dans les trois fameuses Journées de Juillet 1830.

On appelait aussi Beffroi, ces grandes Tours mobiles élevées sur des roues, et qui, avant l'invention de la poudre à canon, étaient dirigées le plus près possible des murs d'une place assiégée, et s'élevaient à la hauteur des remparts. Ces machines colossales portaient des soldats armés. (Dict. de l'Académie. — Grand Vocabulaire français, T. III. p. 569. Col. 2. — Ménage, Dict. étymol. de la Langue française, T. l. p. 170. Col. 1. — Du Cange, Gloss. ad Scriptores mediae et infimae latinitatis, T. I. Col. 1096. v. Bel-

") Voyez plus haut p. 474. Col. 2. note **.

") Tocsin. Bruit d'une cloche qu'on tinte

d'une cloche qu'on tinte à coups pressés et redoublés, pour donner l'alarme, pour avertir du seu, etc. Dès que l'ennemi parut, on sonna le Tocsin. Sitôt qu'on sonna le Tocsin, les habitants accoururent de toutes parts pour éteindre le seu. On sonna le Tocsin sur eux. Les factieux sonnèrent le Tocsin pour ameuter le Peuple.

Dans quelques villes, la Cloche du Tocsin, eu simplement Le Tocsin, la Cloche destinée à sonner le Tocsin. Le Tocsin est bien placé dans cette cour.

On dit figurément, sonner le Tocsin sur quelqu'un, exciter contre lui le public.

On dit aussi figurément, il a sonné le Tocsin, d'un Orateur dont les paroles sont propres à soulever, à enslammer la multitude. (Dict. de l'Académie.)

Ce mot vient de toquer, frapper (du latin tangere), et de sing (du latin signum), qui signifiait autresois une cloche. (tangere signum).

En quelques lieux en appelle encore petits Sings les petites cloches. Il y a aussi un vieux proverbe qui dit: ,, on en fait bien les ,, Sings sonner," pour dire, on en fait beaucoup de bruit. (No dier, Onomatopées, p. 264. — Roquefort, l. c. T. II. p. 426. Col. 1. — Noël et Carpentier, l. c. T. II. p. 875. Col. 2. — Roquefort, Gloss. de la langue romane, T. II. p. 628. Col. 1. Art. Toc-sein.)

***) Voyez Roquefort, Glossaire, T. I. p. 128. Col. 1.

t) Campanile, Terme d'Architecture. Clocher ou Flèche à jour; petite tour ouverte, légère et haute, dans laquelle sont suspendues des cloches.

Quelques - uns disent Campanille, et sont ce mot (transporté de l'italien en français) du féminin.

Il en est en forme de tour ronde ou carrée, qu'on bâtit tout près des Églises, mais dont elles ne font point partie: on les voit surtout en Italie, où cet usage est général, et on les y appelle du nom générique Campanile. Les plus remarquables sont ceux de Bologne, de Florence et de Pise. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. X. p. 173. Col. 1.)

L'Entrepôt de Commerce s'appelle ordinairement Нижняя Плошня, Nischniala Plotnia (Digue basse ou inférieure), pour le distinguer du Fort Troitzkoi Samsk, situé plus haut, qui porte le nom de Βερχηβ Πλοπηβ, Werkhniaïa Plotnia (Digue haute ou supérieure). Ce dernier renferme un Dépôt de Marchandises russes avec une Eglise entourée de Chevaux-de-frise. La Chancellerie et la Douane, transsérés postérieurement ici de Saint-Pierre et Saint-Paul ou Strelka, sont près de la Porte de l'Église. La Maison du Directeur des Douanes et du Commerce est vis-à-vis. La Route qui y conduit est bordée de chaque côté d'un Parapet 1) très élevé; elle est traversée par un Ruisseau; le Pont sur lequel on passe est fermé par des Chevaux-de-frise, qui se haussent, pour laisser l'accès libre aux voitures; une Sentinelle y est constamment en faction. Les Marchandises et les Voyageurs qui vont à la Frontière ou qui en viennent, sont obligés de passer par cette Porte. Le Corps-de-Garde est à gauche, et une seconde grande Eglise se trouve vis-à-vis. D'ici, la Route à la Frontière chinoise tourne au Sud; à droite de cette Route on voit la Chancellerie des Affaires des Frontières; c'est un long bâtiment près duquel se trouve l'Habitation du Commandant de la Frontière. Cet Endroit a une population considérable, les rues sont spacieuses, et les maisons, quoique bâties de bois, sont très propres. La foule de Commerçants avec leurs Domestiques, la Garnison et les Cosaques des Frontières, rendent cette petite Ville très vivante. On y remarque parmi les Habitants des Négociants de Moscou, de Koursk, de Kazan, et de la Sibérie, des Boukhares, des Bouriates, des Mongols, des Eleutes, des Toungouses et plusieurs Individus appartenant à d'autres Nations, qui tous s'y rendent pour faire le Commerce. Un Faubourg, hors de la Porte du Nord-Ouest, est destiné actuellement aux Commis et aux Marchands voyageurs, et surtout aux Mongols russes qui y amènent continuellement des Bestiaux pour les échanger contre des Marchandises. Un grand nombre de ces derniers y campent sous des Tentes de feutre. Ils ont des Courtiers de Commerce, choisis parmi leurs Compatriotes. Souvent ils s'engagent au nombre de cinquante pour une Solde annuelle, à remplacer les Cosaques dans le service de la Frontière. Les environs de Kiakhta sont hoisés et riches en sources et en prairies. Le Paysan russe gagne beaucoup en transportant des Denrées à Kiakhta, où il échange des Fourrures, des Peaux, du Suif, contre des Marchandises chinoises.

On voit donc que le Kiakhta supérieur est beaucoup plus important que le Kiakhta inférieur ou moyen. Dans ce dernier il ne se fait que de grands Échanges, et toujours très à la hâte. Après la Conclusion de ces Marchés, les Marchandises qui vont en Russie sont apportées sans délai au Kiakhta supérieur, pour y être visitées à la Douane, et expédiées au Lieu de leur destination.

A droite et à gauche de la Colonne des Limites russes, on a posé une Haie de Chevaux-de-frise, qui s'étend à une distance de plusieurs lieues, à travers les montagnes et les vallées. Cela empêche les Bestiaux que les Mongols russes vendent aux Chinois, de retourner d'où ils viennent.

La Ville et l'Entrepôt chinois s'appellent Mai mai tchin 2) ou Bourg du Commerce.

fredus. — Roquefort, Dict. étymologique, T. I. p. 344. Col. 2. — Noël et Carpentier, Philologie française, ou Dict. étymologique, critique, historique, anecdotique, littéraire, etc. (Paris 1831. T. l. II. in 8°.) T. l. p. 113. Col. 1. — Roquefort, Glossaire de la langue romane (Paris 1808. T. l. II. in 8°.) T. l. p. 143. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. V. p. 173. Col. 1.)

1) Parapet, de l'italien Parapetto, ce sur quoi en appuie la poitrine.

Élevation dont la masse est ordinairement destinée à couvrir des soldats contre l'effet du canon.

En général, on donne le nom de Parapet à tout ce qui borde une ligne, pour se couvrir contro le feu de l'ennemi. (Lunier, l. c. T. III. p. 56. Col. 1. — Grand Vocabulaire, français, T. XXI. p. 6. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XLII. p. 150. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 241. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 269. Art. Brustwehr.)

2) Souvent on écrit aussi la dernière syllabe de ce mot tchhing, ce qui signifie, endroit entouré d'une muraille ou de palissades. (J. Klaproth, l. c. p. 63. note 1. — Langlois, l. c. T. III. p. 237. Col. 2. — Adr. Balbi, l. c. p. 789. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 99. 294. — Ritter, l. c. p. 107. — Penny Cyclopaedia, T. XIII. p. 209. Col. 1. Art. Kiachta.)

Ce Lieu, qui forme aussi un carré, est plus grand que l'Entrepôt russe. Il est palissadé, ayant trois Portes sur le côté du Nord et autant sur celui du Sud. Toute la Ville est entourée, en dehors des Palissades, d'un Plancher un peu élevé au-dessus du sel. Les Portes du côté russe sont cachées par de grandes Planches, jointes ensemble en forme d'un immense Écran, sur lequel on lit le caractère Fou ou Bonheur. Les Chinois croient que ces Écrans empèchent l'action de toute influence nuisible, et même des imprécations que les Russes pourraient proférer centre eux. Il y a des Corps-de-Garde aux quatre Angles de la Ville, et un autre sur le côté septentrional, entre Mai mai tchin et l'Entrepôt russe. Il veille sur l'immense quantité de Charrettes à deux roues, sur lesquelles les Russes amènent les Marchandises, et qu'ils laissent ici en dépôt.

L'amour de l'ordre et un esprit soigneux distinguent le Chinois de toutes les autres Nations avec lesquelles il fait le Commerce à Kiakhta; il est en même tems plus rusé et plus adroit que le Juif en Europe et l'Arménien dans l'Asie mahométane. Les Chinois qui viennent à Kiakhta, sont tous des Provinces de Pe tchi li et de Chan si. Ils paient à leur Gouvernement un Droit pour la Permission du Commerce avec les Russes. Presque tous les Négociants chinois parlent le mongol, qu'ils apprennent pendant le Voyage de Pé-king à la Frontière. Il y en a aussi qui parlent assez le russe pour faire leurs Affaires, sans avoir besoin d'un Interprête; mais leur prononciation est souvent inintelligible. Cependant cette connaissance imparfaite leur donne une supériorité marquée sur les Marchands russes, qui n'apprennent que bien rarement quelques mots de chinois.

A gauche de la Porte méridionale de Mai mai tchin se trouve l'Habitation du Commandant mantchou, ou du Dzargotchi (Arbitre). Il y a dans sa cour un Corps-de-Garde, composé erdinairement de cinquante à cent Cavaliers mongols armés. Les Commandants ne sont pas toujours du même Rang, et la durée de leur Séjour n'est pas fixée. A côté de la Maison du Dzargotchi, on voit deux Temples magnifiques, deut l'un est consacré à Gésur Khan 1), et l'autre au Dieu appelé en mongol Ergeto u Khomchim, et Nidé bère usuktchi.

Des Mongols et des Mantchoux de distinction viennent souvent à Mai mai tchin, pour y acheter des Marchandises russes et chinoises. Ils les trouvent ici plus facilement et à meilleur marché que dans leur Pays. On voit aussi beaucoup de Boukhares qui y demeurent à cause du Commerce de Rhubarbe 2) dont ils ont le menopole.

Les Russes de Kiakhta entretiennent des Liaisons intimes avec les Chinois, qui viennent et sertent librement peur les Affaires de Commerce. Le Dzargotchi et les Employés russes se rendent des Visites récipreques. Cette libre Communication n'est toutefois permise que pendant le jour, chacun doit être rentré chez soi sitôt que du côté russe on a battu la Retraite, et qu'on a tiré dans la cour du Dzargotchi la Bombe d'artifice, qui annonce la Clôture des Portes des deux Endroits.

- 1) Gésur Khan. C'est le nom mongol d'un héros personnifié qui vivait du tems des San Koué, ou des trois Royaumes, entre lesquels la Chine était partagée au commencement du lile siècle de notre Ère. (J. Klaproth, l. c. p. 67. Voyez plus haut p. 1209. Col. 2. note .)
- 2) La Rhubarbe (Rheum palmatum), en mongol Gesegouna iin un dosoun, communément chara modon, et en chinois Ta houang, est apportée à Kiakhta par les Boukhares, originaires de Khamil, Khachgar, Tourfan et Khotian. Ils vont chercher la racine fraîche à Si ning (en mongol Selin), Capitale d'un District de la Province de Kan-sou, et la remettent à l'Apothicaire nommé tireur juré du Gouvernement russe. La patrie de cette plante est le pays montagneux, arrosé par la partie supérieure du

Fleuve Jaune, avant son entrée en Chine, le Tangout et les Provinces de Kan-sou, Chensi et de Szu-tchhouan. (J. Klaproth, l. c. p. 72. note 1. - Noël, etc. Dict. des Inventions, p. 461. Col. 2. — Jacobson, Technologisches Wörterbuch (Berlin et Stettin 1781 - 1784. T. I - IV. in 40.) fortgesetzt von Gottfr. Erich Rosenthal (Berlin et Stettin 1793-1795. T. V-VIII. in 40.) T. VII. p. 68. Col. 2. Art. Rhabarber. – Schedel, Vollständiges allgemeines Waaren-Lexikon, T. II. p. 272. Col. 2. - Leuchs, Allgemeines Waaren-Lexikon, T. II. p. 170. — Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1414. — Mac Culloch, l. c. p. 985. — Grand Vocabulaire français, T. XXV. p. 114. Col. 1. Dict. de la Conversation, T. XLVII. p. 108. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. IX. p. 256.)

Le Dzargotchi exerce la Jurisdiction à Mai mai tchin, et il ajuste les Différends entre les Chinois et les Mongols. Tous les Négociants qui arrivent de la Chine, sont obligés de lui présenter leur Permission de commercer. Son Adjoint porte le Titre de Bochkha ou Commissaire: c'est ordinairement un Mantchou: son Autorité est très limitée. Tout ce qui a rapport à l'immense Frontière, depuis le Gerbitchi jusqu'à l'Irtiche, est non seulement communiqué par écrit à la Chancellerie de Frontière à Kiakhta, mais aussi au Dzargotchi chinois. S'il s'agit d'Affaires de peu d'importance, elles sont jugées sur le champ.

Pour mieux administrer la Police des Limites, on les a partagées en différentes Portions, soumises chacune à un Inspecteur. Celui-ci est obligé d'habiter à un des lieux les plus peuplés de la Frontière, de sorte qu'il est toujours très occupé. Ces Inspecteurs sont autorisés à s'aboucher, pour les Affaires qui surviennent, avec les Autorités chinoises et mongoles les plus proches de leur Résidence. La Chancellerie de la Frontière russe arrange tout ce qui concerne l'Inspection militaire des Limites, par un Commissaire qui traite avec le Bochkha chinois. Il arrive aussi qu'on envoie des Courriers de l'Ourga à Irkoutsk 1) et vice versa. La distance entre ces deux Endroits est à peu près de 700 werstes. C'est le Dzargotchi qui est chargé de l'Expédition de ces Courriers. Ceux qui partent de chez les Chinois sont toujours au nombre de cinq à la fois, savoir, un Bochkha avec un Adjoint, un Copiste et deux Domestiques. Ils font ce Voyage à cheval, et avec la plus grande rapidité. Outre le Thé mongol, les Courriers russes et chinois reçoivent deux Moutons vivants, avec lesquels ils préparent eux-mêmes leurs repas. Les Peaux appartiennent au Bochkha.

Jamais les Chinois, les Mantchoux et les Mongols n'ôtent le Bonnet, pour saluer ou pour témoigner leur Respect, même dans les plus grandes Cérémonies. Ils ne saluent qu'en laissant tomber les bras imperceptiblement, fléchissent les genoux 2) jusqu'à terre, et prononcent en même tems quelques mets d'une froide politesse. C'est de la même manière qu'ils se présentent chez le Gouverneur d'Irkoutsk. Les Chinois exigent que les Employés russes les saluent à l'éuropéenne, et ôtent leurs Chapeaux.

L'objet qu'on s'était proposé en établissant un Dépôt de Commerce à Kiakhta, a été rempli complètement; mais on l'a manqué totalement à Tsouroukhaïtou sur l'Argoun, parce que la situation de ce dernier endroit était extrêmement incommode 3). Les Négociants russes peuvent transporter leurs Marchandises par eau jusqu'à 26 werstes de Kiakhta. Ce Transport s'effectue sur la Selengga jusqu'au Village d'Oust-Kiakhta, auprès du Ruisseau du même nom, qui a sa source au Nord du côteau de Kiakhta. La Route pour Tsouroukhaïtou, au contraire, passe par des montagnes escarpées, qui la rendent très fatiguante et très pénible. Les Chinois n'y apportent que peu de Marchandises. Maintenant ils s'y rendent au mois de Juin, en venant de la Ville de Non ou Naun 4). Un Officier supérisur mantchous et sa Suite les accompagnent. Cet Officier est en même tems chargé d'inspecter la partie de la Frontière, qui se dirige le long de l'Amour et de l'Argoun. Les Marchandises que les Chinois y apportent sont du Thé en Briques 5), en chinois Tchouan tchha, et en russe

- 1) Irkoutsk, Ville de la Russie d'Asie (Sibérie orientale), Chef-lieu du Gouvernement
 et du District du même nom, vis-à-vis du Confluent de l'Irkoutsk et de l'Angàra, près du
 Lac Balkal. (Heym, l. c. p. 214. Adr.
 Balbi, l. c. p. 788. Langlois, l. c. T. II.
 p. 1333. Col. 2. Vollständiges Handbuch,
 Sect. IV. T. I. p. 595.)
- 2) Ces Génuflexions sont répétées trois fois devant un Prince ou Général, et on avance un pas à chacune. Devant l'Empereur, en en fait neuf en trois intervalles. (J. Klaproth, l. c. p. 75. note 1.)
- 3) Müller, l. c. T. III. p. 464. Coxe, l. c. T. II. Chap. V. p. 391. Ritter, l. c. p. 107.
 - 4) Naun, petite ville de la Mantchourie,

- située dans le Gouvernement de Tschitschikar, sur la rivière Nonni. (Langlois, l. c. T. III. p. 472. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 258.)
- 5) Le Thé en briques, ou Thé saturno, est une des qualités les plus inférieures de Thé. Les Cultivateurs du Thé dans la Province de Fo-kien, après avoir d'abord séparé les feuilles fraîches et vertes des feuilles sèches, sales et gâtées, mèlent à ces dernières une substance glutineuse, et en font une pâte, qui, après avoir été chauffée dans des fourneaux, est ensuite pressée et réduite dans une forme semblable à celle des Carreaux de Briques; elle prend, lorsqu'elle est infusée, une couleur rougeâtre, ce qui a denné lieu à la démomination que lui donnent les Russes de Thé

Кирпичный Чай (Kirpitchnot Tschai), du Tabac à fumer, de grosses Toiles de Coton blanches et bleues (Daba), quelques Étoffes de Soie, de la Soie à condre, et différentes autres Bagatelles, tant à l'usage des Russes qu'à celui des Mongols. Ils échangent ces Articles contre du Bétail, des Fourrures, des Peaux de mouton, du Cuir de Russie 1), des Draps ordinaires, etc. etc. Les Chinois ne font ce Commerce que pour se conformer au Traité.

D'après ce même Traité, les Russes avaient le Droit d'envoyer tous les trois Ans une Caravane à Péking. Cependant on ne s'est pas souvent servi de cette Permission, et depuis 1727 on n'en a expédié que six; savoir, en 1727 à 1728 2), 1732 8), 1736 à 1737 4),

en Briques (Кирпичный Чай, Kirpitchnoï Tschai). Cette masse compacte qu'on infuse dans de l'eau bouillante, ou du lait, en y ajoutant du sel, et qu'on dit être très nourrissante, a le goût d'un faible bouillon de viande; elle est d'un usage général dans la Sibérie et dans toute l'Asie orientale; les Bouriates, les Tatars, les Toungouses, les Mongols, etc. ne se nourrissent souvent pendant des semaines entières que de cette infusion. Les Chinois en font un grand Commerce, mais ne s'en servent jamais eux-mêmes. (Schedel, Vollst. allgem. Waaren-Lexikon, T. H. p. 357. Art. Saturno; p. 588. Art. Thèe, Ziegelthèe, Steinthèe, Thèe-Kuchen. - Voyez l'Art. Thée dans Jacobson, Technologisches Wörterbuch, T. VII. p. 529. Col. 2. — Leuchs, Allgem. Waaren-Lexikon, T. II. p. 461. 472. — Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1755. T. IV. (Suppl.) Col. 611. 612. — Mac Culloch, l. c. p. 1138. sqq. — Dict. de la Conversation, T. Ll. p. 43. Col. 1. - Conversations-Lexikon, T. XI. p. 161. — J. Klaproth, Reise in den Kaukasus und nach Georgien, in den Jahren 1807 und 1808 (Halle et Berlin 1814. T. I. II. in 80.) T. II. Part. II. Bemerkungen über die chinesische Grünze, gesummelt auf einer Reise im Jahre 1806, p. 477. Mongolischer Tafelthee.)

1) Cuir de Russie (communément Cuir de roussi). On désigne par ce nom une peau préparée par un procédé qui lui communique une odeur forte et très durable, d'un caractère facile à reconnaître, mais vive sans être précisément désagréable, et qui défend tout à fait ce cuir de la piqure des insectes, qu'elle éloigne même des lieux où il est placé. Cette propriété, dont le Cuir de Russie jouit au plus haut degré, en rend l'emploi précieux dans la reliure des livres si sujets aux attaques des insectes et des vers de plusieurs espèces. Ce moyen de repousser des insectes unisibles consiste dans l'impregnation du cuir

avec une huile extraite de l'écorce extérieure du bouleau par la distillation. Quant à la celoration des Cuirs de Russie, qui sont teints en rouge et en noir, les procédés en sent communs à toute autre teinture de ce genre. Les Cuirs rouges sont les meilleurs; il y en a, au surplus, de diverses qualités, dont los plus estimées sont celles de Yaroslavi, de Kostroma et de Pskof. - Il est vraisemblable que les Taters ont été anciennement en possession de cette branche d'industrie, et que c'est d'eux que les Russes ent appris la manière de denner à leurs Cuirs cette mellesse, ce lustre et ce grain *) qu'on a vainement essayé jusqu'ici d'imiter dans d'autres pays. (Ricard, Traité général du Commerce, T. I. Part. I. Liv. II. S. 4. p. 275. 276. 298. 299. — Savary, Dict. universel de Commerce, T. I. Col. 1625. Art. Cuir de Russie. T. II. Col. 1874. Art. Vache de Russie. – Jacobson, Technologisches Wörterbuch, T. Il. p. 322. Col. 2. Art. Juften. T. VI. p. 172—175. Art. Juften. — Schedel, Vollst. allgem. Waaren-Lexikon, T. I. p. 594. Col. 2. Art. Juchten. - Leuchs, Allg. Waaren-Lexikon, T. l. p. 682. Art. Juchten. — Schnitzler, Statistique et Itinéraire de la Russie, Chap. V. p. 130. - Schubert, Handbuch der allgemeinen Staatenkunde von Europa, T. I. Part. I. p. 229, 230, — Mac Culloch, l. c. p. 1000. Art 'Russia Leather. — Dict. de la Conversation, T. XVIII. p. 297. Col. 1. Art. Cuir. — Conversations-Lexikon, T. V. p. 814. Art. Juften.)

- 2) Voyez plus haut p. 1242.
- 3) Cette Caravane n'est point citée dans l'Ouvrage de Ritter.
- 4) Neue nordische Beitrüge, T. II. No. VIII. p. 160. Tagebuch einer im Jahre 1736, unter Anführung des Kanzleiraths Lange und des Commissars Firsot von Zuruchaitu durch die Mongolei nach Peking verrichteten Karavanenreise. Ritter, l. c. p. 107.

plus gros, plus menu, que l'autre; De la Soie d'un beau grain; Ce maroquin est d'un beau grain. (Dict. de l'Académie.)

^{*)} On appelle Grain, les petites aspérités qui couvrent la surface de certaines étoffes, de certains cuirs, etc. Ce Basin a le grain

1741, 1746 et 1755 1). Ces Caravanes n'étaient que d'un très mince Avantage pour le Commerce russe. Le projet d'établir une Compagnie d'Actionnaires, à laquelle la Couronne avait cédé le Privilège des Caravanes, n'eut point de suite 2). Des Différends entre les deux Empires étant survenus en 1759, on suspendit d'abord l'Expédition d'une nouvelle Caravane, et l'Impératrice Cathérine II défendit, par son Ordonnance du 10 Août, v. st. 1762 3), toute Expédition ultérieure de Caravane pour le Compte du Gouvernement. Elle abandonna en même tems aux Particuliers le Commerce de Kiakhta, qui prospéra par-là considérablement, et rendit inutiles les Caravanes à Péking. Au reste, le Commerce russe à Kiakhta est beaucoup moins considérable qu'on le croit communément. Le prix de toutes les Marchandises qu'on y échange, surpasse rarement la somme de 24 millions de francs par an, et ne s'élève souvent qu'à 6 millions. Depuis que les Américains et les Anglais apportent une grande quantité de Pelleteries à Canton, les Fourrures russes trouvent moins de débit à Kiakhta. Pour suppléer à ce Déficit dans la Balance annuelle, on y envoie beaucoup de Draps de qualité moyenne, qu'on achetait autrefois tous en Silésie, mais dont la plus grande partie se fabrique actuellement en Russie.

Depuis la Suppression des Caravanes, en 1762, le Gouvernement russe se borne à entretenir la Mission ecclésiastique, stationnée à Péking, en vertu de l'Art. V. du Traité de 1727 (Voyez plus haut p. 1235.), qui se compose de trois Prètres du Rite grec, et de six jeunes Gens russes, qui se vouent à l'étude des Langues chinoise et mantchoue, lesquels reçoivent leur instruction dans le Collège impérial. Cette Mission est relevée de dix en dix ans 4). Une Commission spéciale, instituée par l'Empereur de la Chine, est chargée d'examiner les Élèves plusieurs fois dans l'année, et les Résultats de ces Examens sont publiés dans la Gazette d'Était de Péking. En 1830, les Fonctions de Commissaire Examinateur avaient été déléguées à Song, Président du Département de la guerre, et à Pao-schang, Mandarin du Tribunal des Rites et de l'Instruction publique. L'Empereur avait lui-même choisi les Thèmes qui furent donnés aux Élèves; sur les Travaux fournis par ces derniers, dix obtinrent la première note et cinq la seconde; le travail des Élèves fut soumis à l'Empereur, qui confirma le Jugement des Commissaires. En même tems, deux Hommes de lettres chinois, qui s'étaient perfectionnés dans la langue russe au point de pouvoir traduire en chinois quelques Documents russes, furent généreusement recompensés par l'Empereur 5).

La dernière Ambassade de Russie en Chine sut envoyée par l'Empereur Alexandre I. La partie diplomatique sut consiée au Comte Théodore Golowkin, la partie scientifique au Comte Jean Potocki o). Elle partit le 17 Octobre 1805, et se rendit par Irkoutsk à Kiakhta,

- 1) Les Caravanes expédiées dans les années de 1741, 1746 et 1755, ne sont point citées dans l'Ouvrage de Ritter.
 - 2) Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 19.
- 3) Müller, Sammlung r. G. T. VIII. p. 520. Coxe, l. c. T. II. Chap. II. p. 350. Aug. Wilh. Hüpel, Versuch die Staats-verfassung des rufsischen Reichs darzustellen (Riga 1791—1793. T. I. II. in 8°.) T. I. Sect. VI. Art. III. p. 567. 568.
- 4) Ritter, l. c. p. 108. 109. G. F. Tim-kowski*), Voyage (en russe.) (St. Pétersbourg 1824.). G. F. Timkowski, Voyage à Péking à travers la Mongolie, traduit du russe par Mr. N., revu par J. B. Eyriès, publié avec Corrections
- et des Notes, par J. Klaproth (Paris 1827. T. I. II. in 8°. avec Atlas). La Traduction allemande de cet Ouvrage, exécutée par Schmidt, et publiée à Leipzig 1825. T. I—III. in 8°., est pleine d'erreurs et manque de toute critique.
- 5) Voyez le Supplément à la Gazette universelle d'Augsbourg, No. 61. du 1 Mars 1840. Article Rufsland und China. et le Supplément à la même Gazette, No. 129. du 8 Mai 1840. Art. Rufsland nach der Darstellung der Chinesen, qui contient un Extrait de la dernière édition de la Géographie publiée par ordre de l'Empereur Kien-long, dont l'impression fut terminée en 1804.
 - 6) J. Klaproth se trouva parmi les savants

qui s'y trouvait stationnée. Une nouvelle Mission a été expédiée en 1831.

^{*)} L'Assesseur de Collège G. F. Timkowski était le Chef de la Mission russe, envoyée à Péking, de 1819 à 1821, pour relever celle

où elle fit un Séjour de deux mois et demi; et, après aveir passé la Frontière chinoine, le 1 Janvier 1806, elle pénetra jusqu'à l'Ourga. Ici, le Cérémonial auquel les Chinois prétendirent assujétir l'Ambassadeur, donna lieu à des Disputes que le Comte Golomkin termina, en renonçant à poursuivre son Voyage, et en retournant sur ses pas, après aveir séjourné pendant deux mois à l'Ourga 1).

§. 6.

RUSSIE et COURLANDE 2).

Convention de Commerce et de Limites entre 1783, S. M. impériale de toutes les Russies (Cathérine II) et Son Altesse le Duc (Pierre) et les États des Duchés de Courlande et de Sémigale, faite et conclue à Riga, le 21 (10) Mai 1783 3). (Original en allemand.)

Le prétendu Droit de Naufrage 1), cet ancien Usage barbare, que les Lois et les Constitutions ont si souvent déjà prohibé, doit entièrement cesser en Courlande. Aucun Navire ou Bâtiment, soit qu'il aille dans un Port de l'Empire de Russie, soit qu'il en retourne, qui aura échoué ou qui se trouvera en danger d'échouer, ne pourra être forcé d'accepter des Secours qu'il n'aura pas demandés, mais asin d'encourager d'autant plus le

qui accompagnèrent l'Ambassade. — Jules-Henri Klaproth, fils de Martin Henri Klaproth *), naquit à Berlin, le 11 Octobre 1783; il se voua très jeune à l'étude des Langues asiatiques, et particulièrement à celle du chinois. Après aveir publié le Magazin asiatique (Weimar 1802. sqq.), il fut nommé Adjoint de l'Académie de St. Pétersbourg pour les Langues asiatiques. Il accompagna le Cemte Golowkin à son Ambassade en Chine, en 1805, et fut chargé à son retour par l'Académie de faire un Voyage dans les Provinces du Caucase. Il quitta le service de la Russie, en 1812, se rendit en Italie, et s'établit à Paris, en 1815, où le Roi de Prusse le nomma Professeur des Langues asiatiques. Après des travaux aussi nombreux qu'impertants, qui le placèrent parmi les Orientalistes les plus célèbres de son tems,

il mourut à Paris, le 24 Août 1835. (Conversations-Lexikon, T. VI. p. 219. — Quérard, La France littéraire, T. IV. p. 302. Cel. 2.)

- 1) Ritter, l. c. p. 107. 108.
- 2) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. V. Courlands. p. 417. Col. 1. note 1.
- 3) Neues St. Petersburger Journal, 1783.
 T. II. p. 177. (en allemand.) Tschoul-koff, Description **), T. VII. p. 81. (en allemand et en russe.) Martens, Recueil, T. III. p. 596. (en allemand.) La Traduction française, que nous donnens, a été faite sur le Texte allemand, rapporté par Martens.
- 4) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. III. Sect. XI. p. 144. Col. 1. note 3.

^{*)} Martin Henri Klaproth, né à Wernigerode, le 1 Décembre 1743, mort à Berlin, le 1 Janvier 1817. Célèbre Chimiste, Membre de l'Académie des Sciences de Berlin, Associé étranger de l'Institut de France et de plusieurs autres Académies et Sociétés savantes. Il a rédigé un Système minéralogique, principalement basé sur les principes constitutifs des minéraux. Ses découvertes,

et surtout ses moyens particuliers d'analyse, ont guidé plusieurs Chimistes français, qui lui doivent une partie des heureux résultats qu'ils ont ebtenus. (Biogr. univers. T. XXII. p. 458. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 218. — Quérar d, La France littéraire, T. IV. p. 301. — Penny Cyclopaedia, T. XIII. p. 244. Col. 1.)

^{**)} Voyez plus haut p. 563. Cel. 1. nete 5.

Zêle des Habitants de la Côte à secourir les Bâtiments naufragés, il est arrêté qu'il sera accordé aux Bâteaux venant au Secours desdits Bâtiments, une rixdale d'Albert!) à chaque Homme employé dans lesdits Bâteaux, pour le Travail de Jour, et une rixdale pour le Travail de Nuit, et la Moitié de cette Somme à ceux qui seront employés à travailler sur la Terre ferme. Tout Propriétaire ou Seigneur d'une Terre (Gutsbesitzer), aussi-

1) Albertusthaler, Albertiner, Kreutzthaler, Burgunderthaler. On comprend sous cette dénomination, les écus frappés en Flandre, au titre amélioré de 1598. Après que Philippe II d'Espagne eut abandonné la Flandre à sa fille Claire Isabelle Eugénie et à l'Archiduc d'Autriche Albert), les écus nommés Philippes ou Philippus (Philippsthaler) **), qui jusqu'alors avaient été la monnaie courante dans tous les Pays-Bas, disparurent peu à peu et furent remplacés, dans les Provinces-Unies, par les Leuwendaalders, écus au Lion (Löwen thaler)***). En Flandre, on frappa des ducatons t), au même pied que les Philippes, mais comme cette monnaie ne répondait point au titre établi dans l'Empire romain, en 1559, et qu'il en résultait de grands inconvénients pour le Commerce, on frappa de nouveaux écus au titre de l'Empire, et ils furent appelés Albertus (Albertiner) ou écus de Bourgogne (Burgunderthaler), ou bien écus de la Croix (Kreutzthaler), parce que sur le revers se trouvait la Croix bourguignoune

de St. André tt). Le Commerce ne tarda pas à répandre cette nouvelle monnaie, en Courlande, en Livonie, en Pologne et en Turquie, et bientôt on les imita dans d'autres États. Le Duc de Brunswick en fit frapper, en 1747, l'Impératrice Marie Thérèse pour la Hongrie, en 1752; les Ducs de Holstein, en 1753; les Rois de Prusse, en 1767 et 1797, enfin les Ducs de Courlande, de 1752 jusqu'en 1780. — On divisait à Riga l'écu d'Albert en 90 gros (Albertus groschen) et 30 de ces gros faisaient un florin d'Albert (Albertus gulden).

Le poids des écus d'Albert, eu Albertus de Flandre, était de 4 deniers, au titre de 213 carats. Sa valeur était d'environ 8 livres de France, où cependant il n'était reçu qu'au marc dans les Hôtels de Monnaie, pour être fondu et converti en Louis d'or. (Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 32. Col. 2. — Savary, Dict. de Commerce, T. I. Col. 64. — Ersch und Gruber, l. c. T. II. p. 366. Art. Albertusthaler.)

sure que la Croix sur laquelle l'Apotre St. André souffrit le martyre, avait cette forme, quoique celle qu'on prétendait conserver à St. Victor de Marseille ne différat point de la Croix du Sauveur du Monde. Philippe, Duc de Bourgogne et de Brabant, avait obtenu et transporté à Bruxelles une partie de cette Croix.

Le plan de presque toutes les Églises catholiques représente une Croix grecque ou latine. Celui de l'Église de Ste. Genevière (Panthéon) à Paris, est une Croix grecque; celui de la Cathédrale de la même ville est une Croix latine (Dict. de la Conversation, T. XVIII. p. 257. Col. 2. Art. Croix. — Conversations-Lexikon, T. l. p. 264. Art. Andreas. — (Zedler), Universal-Lexikon, T. ll. Col. 174. Art. St. Andreas. — Ersch und Gruber, l. e. T. IV. p. 36. Col. 1. Art. Andreas. — Biogr. universelle, T. II. p. 119. Art. André.)

^{*)} Voyez plus haut p. 448. Col. 1. note *.

^{**)} Encyclopédie méthodique, Commerce, T. III p. 377. Col. 1. — Savary, Dict. T. IL. Col. 1078.

^{***)} Voyez plus haut p. 945. Col. 1. note **.

t) Encyclopédie méthodique, Commerce, T. 11. p. 50. Col. 2. — Savary, Dict. T. I. Col. 1774.

tt) On distingue plusieurs sortes de Croix. 1º La Croix grecque, dont les quatre bras sent égaux. 2º la Croix latine, dont un des quatre bras est plus long que chacun des trois autres. 3º la Croix de St. André; c'est une Croix grecque, qui repose sur deux de ses bras: le chevalet sur lequel on scie les bûches en travers, les pliants d'une table, sont des Croix de St. André, qui, du reste, sont bieu représentées par la lettre X. — On lui a donné le nem de St. André, parce qu'on as-

tôt qu'il aura été averti qu'un Navire a échoué sur la Côte de son Territoire, devra y poster des Gens sûrs, pour qu'aucune Partie des Marchandises transportées à terre ne soit volée ni détournée; et en même tems, afin que des Mesures d'autant plus efficaces puissent être prises pour la Sûreté des Marchandises échouées, il devra rapporter le Cas à Riga, et donner Connaissance au Ministre impérial de Russie à Mitau ou aux Consuls à Libau ou Windau, qui seront les plus proches du Lieu du Naufrage, et les Frais occasionnés par ces Avertissements devront être remboursés sans la moindre Objection. Aucun Propriétaire n'ôsera se permettre d'empêcher ses Sujets de s'employer à secourir les dits Bâtiments.

S. M. impériale ayant déjà donné à cet égard les Ordres nécessaires dans Ses États, les Courlandais, dont les Navires ou Bâtiments pourraient naufrager, jouiront également des Avantages résultant de l'Exécution desdits Ordres.

Les Marchands russes qui sont établis, ou qui à l'avenir pourraient s'établir à Mitau ou dans d'autres Villes. de la Courlande, pourront librement et sans aucun Empêchement, trafiquer avec tous les Produits de la Russie, soit bruts soit manufacturés, les acheter, les revendre et les mettre en Vente dans des Échoppes ou Boutiques (Buden). Ils pourront fréquenter les Foires publiques (Landes-Jahrmärkte), et ils auront la Faculté d'acquérir des Maisons, Jardins et Boutiques, et dans ce Cas ils acquitteront, à l'instar des autres Bourgeois et Habitants courlandais, les Charges, Droits et Impôts-fonciers accoutumés, mais ils ne pourront être obligés à payer des Droits à d'autres Corporations et Communautés (Zünfte und Gemeinheiten), à moins qu'ils n'aient été admis à en faire partie. Ils jouiront de toute la Plénitude de la Protection du Ministre et des Consuls de S. M. impériale de toutes les Russies. Aucun des Magistrats municipaux n'ôsera se permettre de confisquer leurs. Marchandises, mais toutes les Plaintes à leur Charge devront être portées par-devant le Ministre ou les Consuls précités, sous la Surveillance desquels lesdites Plaintes devront impartialement et définitivement être jugées par les Tribunaux ordinaires.

En Matière criminelle, les Marchands russes resteront soumis aux Lois du Pays, cependant le Ministre et les Consuls de S. M. impériale de toutes les Russies auront Soin de veiller à ce qu'il ne leur soit point fait de Tort.

Les Ouvriers munis de Passeports russes, et dispersés dans le Plat-Pays, ne seront point soumis à la Jurisdiction des Nobles (adeliche Jurisdiction), comme cela a été le Cas jusqu'ici. Ils jouiront, en tout et pour tout, de la Protection du Ministre et des Consuls de S. M. impériale de toutes les Russies, et dans le Cas de Plainte contre lesdits Ouvriers, ce sera au Ministre ou aux Consuls susmentionnés qu'on devra s'adresser, lesquels, d'après la Nature des Circonstances, transmettront les Plaintes aux Tribunaux compétents, pour y être examinées, conformément à la Teneur de l'Art. VIII. qui précède.

Toutes les Conventions antérieures entre S. M. impériale et le Duc et les États de Courlande et Sémigale, ainsi que tous les Rapports antérieurement établis entre les anciens Ducs et la Ville de Riga conservent leur Force et Vigueur pleine et entière, en autant qu'il n'y a point été dérogé par la présente Convention.

La Russie entretenait: des Consuls à Libau et à Windau.

§. 7. RUSSIE ET CRACOVIE.

L'État politique de la Ville libre de Cracovie a été fixé par le Traité du 21 Mai 1815, entre l'Autriche, la Prusse et la Russie 1); et confirmé par les Art. VI—X. de l'Acte du Congrès de Vienne du 9 Juin de la même année 2).

L'Art. VI. du Traité précité porte ,, qu'il est entendu et expressément stipulé qu'il ne ,, pourra être accordé dans la Ville libre et sur le Territoire de Cracovie, aucun Asyle ou ,, Protection à des Transfuges, Déserteurs ou Gens poursuivis par la Loi, appartenant aux ,, Pays de l'une eu de l'autre des trois Puissances contractantes, et que sur la Demande ,, d'Extradition, qui pourra en être faite par les Autorités compétentes, de tels Individus ,, seront arrêtés sans Délai et livrés sous bonne Escorte, à la Garde qui sera chargée de ,, les recevoir à la Frontière."

Cette Stipulation est nommément confirmé par l'Art. IX. de l'Acte du Congrès 8).

¹⁾ Traité additionnel relatif à Cracovie, son Territoire et sa Constitution,
conclu entre les Cours d'Autriche (François I), de Prusse (Frédéric Guillaume III) et de Russie (Alexandre I),
signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815.
[Annexe No. III. à l'Acte du Congrès de
Vienne. (en français.) — Klüber, Actes,
T. V. p. 138. (en français.) — Schoell,
Pièces officielles, T. VIII. Acte du Congrès

de Vienne, p. 157. (en français.) — Gesetzsammlung für die Königl. preußischen Staaten, 1815. No. 12. p. 161. (en français et en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 372. (Extrait en français.)]

²⁾ d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 372. où il faut lire 21 Avril au lieu de 21 Mai.

³⁾ M.M. d'Hauterive et de Cussy, en citant l'Art. IX. de l'Acte du Congrès de Vienne,

La Russie entretient:

à Cracovie, un Consul-général, revêtu du Caractère de Ministre résident 1).

§. 8.

RUSSIE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 24. p. 1064.)

§. 9.

RUSSIE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 23. p. 238.)

§. 10.

RUSSIE ET ESPAGNE.

(Veyez plus haut Sect. III. §. 15. p. 485.)

§. 11.

RUSSIE ET ÉTAT DE L'ÉGLISE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Bussie et l'État de l'Église.

La Russie entretient:

- à Ancone et à Cività Vecchia, des Consuls,
- à Fermo, un Vice-Consul 2).

§. 12.

RUSSIE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Une Convention, touchant la Navigation de l'Océan pacifique, avait été conclue entre les deux Puissances, le 17 Avril 1824 8).

Traité de Navigation et de Commerce, 1832, entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies (Nicolas I) et les États-Unis de l'Amérique du Nord, conclu à St. Pétersbourg, le 18 (6) Décembre 1832 °).

du 9 Juin 1815, oublient de dire que la Disposition exprimée dans cet Article n'est que la Confirmation de celle qui avait déjà été établie par l'Art. VI. du Traité du 3 Mai de la même année.

- 1) Almanach de Gotha, 1840. p. 17.
- 2) Alman. de Gotha, 1840. p. 35. 36.
- 3) Convention entre la Russie (Alezandre I) et les États-Unis de l'Amérique septentrionale, concernant la Navigation de l'Océan Pacifique et les Établissements à former sur la Côte Nord-

Ouest d'Amérique, signée à Péters-bourg, le 17 (5) Avril 1824. (Original en français.) [Jon. Elliot, p. 400. (en anglais et en français.) — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld) T. X. Part. II. p. 1010. (en français.) — Lesur, Annuaire, 1824. Append. Documents historiques, P. II. p. 644. (en français.) — d'Hauterive et de Cuesy, l. c. Part. II. T. III. p. 331. (en français.)]

4) British and foreign State Papers, T. XX. 1832—1883. publié en 1836. p. 267. (en anglais et en français.) — Martens, Recueil, Les deux Parties contractantes auront la Faculté d'avoir dans leurs Ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires, de leur Choix, qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées, mais dans le Cas où lesdits Consuls voudraient faire le Commerce, ils seront soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de leur Nation, à l'Endroit où ils résident.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions; bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays. Ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, prouvant par la Communication des Régistres de Navires, ou du Rôle de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait partie de l'Équipage, et cette Réclamation étant ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être détenus jusqu'au Moment où ils seront rendus aux Navires

Suppl. (par Murhard) T. XIV. p. 604. (en anglais et en français.) — Acts passed at the first Session of the twenty-third Congress of the United States. Published by

Authority. Washington 1834. in 8°. Appendice, p 1. (en anglais et en français.)

Ce Traité est omis dans le Recueil de MM. d'Hauterive et de Cussy.

auxquels ils appartiennent, ou renvoyés dans leur Patrie par un Bâtiment de la même Nation, ou un autre Bâtiment quelconque. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de quatre Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Toutesois, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti ') de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Les Sujets et Citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, auront, dans les États de l'autre, la Liberté de disposer de leurs Biens personnels, soit par Testament, Donation ou autrement, et leurs Héritiers, étant Sujets ou Citoyens de l'autre Partie contractante, succéderont à leurs Biens, soit en vertu d'un Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur Place, et en disposeront à Volonté, en ne payant au Profit des Gouvernements respectifs, d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens, sont assujétis en pareille Occasion.

En Cas d'Absence des Héritiers, on prendra provisoirement desdits Biens les mêmes Soins qu'on aurait pris en pareille Occasion des Biens des Natifs du même Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire légitime ait pris des Arrangements pour recueillir l'Héritage. S'il s'élève des Contestations entre les différents Pré-

1) Le Participe nanti n'a point l'Acception dans laquelle il a été employé par le Rédacteur du Texte français. Au lieu de "Trimbunal manti de l'Affaire," il aurait fallu dire "Tribunal saisi de l'Affaire."

Nantir, signifie donner des Gages pour Assurance d'une Dette. Cet homme ne prête point si on ne le nantit auparavant. — Il s'emploie aussi avec le Pronem personnel. Il ne perdra rien dans cette mauvaise affaire, il s'était nanti de bons rffets, il s'était nanti.

En Termes de Palais, so nantir des Effets d'une Succession, s'en saisir comme y ayant droit, s'en emparet par précaution, sauf à rapporter.

Nantir avec le Prenom personnel, signifie familièrement, se garnir, se pourvoir de quelque chose par précaution. Je me suis nanti d'un bon manteau contre la pluie.

Il signifie encere, absolument, faire des prefits dans un emploi, dans une place, et les mettre en réserve. Cet homme s'est bien nanti avant de sortir de cette place. Il a perdu sa place, mais il est bien nanti.

Nantissement. Gage, ce qu'on donne à un Créancier pour Streté de ce qui lui est dû.

Pays de Nantissement. Les lieux où la Coutume voulait que pour avoir Privilége sur les biens d'un Débiteur, en fit inscrire sa Créance sur le Régistre public. (Dict. de l'Académie.)

Saisir d'une Affaire un Tribunal, une Jurisdiction, procéder devant un Tribunal, porter devant lui une Affaire. Il a saisi la Cour royale de son Affaire. La seconde Chambre du Tribunal de première instance est saisie, a été saisie de cette Affaire. (Dict. de l'Académie.) tendants, ayant Droit à la Succession, elles seront décidées en dernier Ressort, selon les Lois et par les Juges du Pays où la Succession est vacante '). Et si, par la Mort de quelque Personne, possédant des Biens-fonds sur le Territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ces Biens-fonds, venaient à passer, selon les Lois du Pays, à un Sujet ou Citoyen de l'autre Partie, et que celui-ci, par sa Qualité d'Étranger, fût inhabile à les posséder, il jouira du Délai fixé par les Lois du Pays, et dans le Cas où les Lois du Pays actuellement existantes, n'en fixeraient aucun, il obtiendra un Délai convenable pour vendre les Biens-fonds et pour en retirer et exporter le Produit sans Obstacle, et sans payer au Profit des Gouvernements respectifs, d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays où se trouvent les Biens-fonds sont assujétis en pareille Occasion.

Mais cet Article ne dérogera en aucune Manière à la Force des Lois qui ont déjà été publiées ou qui pourraient l'être par la suite, par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pour prévenir l'Émigration de Ses Sujets.

Si l'une des Parties contractantes accorde par la Suite à d'autres Nations quelque Faveur particulière, en fait de Commerce ou de Navigation, cette Faveur deviendra aussitôt commune à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation si la Concession est conditionnelle.

Art. XII. Le présent Traité, dont l'Effet s'étendra également au Royaume de Pologne, pour autant qu'il peut lui être applicable, restera en Vigueur jusqu'au 1 Janvier de l'An de Grâce 1839, et si un An avant ce Terme l'une des Hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification

1) Le Texte anglais porte,, of the land, wherein the said goods are." Le Rédacteur du Texte français aurait donc dû dire,, du pays où la succession est ouverte."

En Jurisprudence on dit la Succession, la Substitution est ouverte; elle est ouverte à un tel, et mieux au profit d'un tel, pour dire que la Personne dont il s'agit est dans le cas de recueillir la Succession, ou d'entrer en Jouissance de la Chose substituée. (Dict. de l'Académie.)

Succession vacante, en Jurisprudence, signifie, Succession que personne n'a réclamée

lorsqu'elle a été ouverte, ou à laquelle on a renoncé.

Curateur aux Biens vacants, Curateur établi pour la Régie et Conservation des Biens qui n'ont point de Propriétaire certain. (Dict. de l'Académie.)

L'Art. X. no statue point sur les Successions vacantes, c. à. d. sur les Successions que personne n'a réclamées ou auxquelles on a renoncé, mais ,, sur les Contestations entre ,, les différents Prétendants ayant droit à ,, la Succession."

officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ce Traité restera obligatoire une Année au-delà, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration de l'Année qui commencera après la Date d'une semblable Notification.

La Russie entretient:

- à New-York, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Boston, un Consul-général,
- à Baltimore et à Philadelphie, des Consuls,
- à Charleston, Norfolk, Nouvelle-Orléans et à Portland, des Agents de Commerce 1).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Archangel, Odessa, Riga, Saint-Pétersbourg et Taganrog, des Consuls,
- à Cronstadt, un Vice-Consul et un Agent de Commerce 2).

§. 13.

RUSSIE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 39. p. 143.)

§. 14.

RUSSIE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et la Ville libre de Francfort (sur le Mein).

La Ville libre de Francfort entretient:

à Moscou, Odessa et St. Pétersbourg, des Consuls 1).

§. 15.

RUSSIE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 33. p. 815.)

§. 16.

RUSSIE et GRÈCE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Grèce.

- 1) Alm. de Gotha, 1840, p. 2. 3. 5. 6. 7.
- 2) Ibidem, p. 78-82. List of Ministers, Consuls and other diplomatic and commercial Agents of the United
- States in foreign Countries. Department of State, April. 1. 1839. p. 4.
- 3) Staats-Kalender der freien Stadt Frankfurt, 1830. in 8°. p. 80. Alm. de Gotha, 1840. p. 80. 82.

1258 Liv. III. Chap. I. Sect. IX. Russie. §§. 17—20.

La Russie entretient:

- à Nègrepont, un Consul pour la Grèce septentrionale et l'Ile de Nègrepont,
- à Syre, un Consul 1).

La Grèce entretient:

à Odessa et à Taganrog, des Consuls 2).

§. 17.

RUSSIE ET HANOVRE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et le Hanovre.

Le Hanovre entretient:

- à Archangel, Cronstadt, Libau, Moscou, Odessa et Pernau, des Consuls,
- à St. Pétersbourg, un Consul et un Vice-Consul'3).

§. 18.

RUSSIE et HESSE (ÉLECTORALE).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et la Hesse électorale.

La Hesse entretient:

à Pétersbourg, un Agent de Commerce 1).

§. 19.

RUSSIE ET LUCQUE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et le Duché de Lucque.

Le Duché de Lucque entretient:

à Odessa, un Consul 5).

§. 20.

RUSSIE ET MECKLEMBOURG (SCHWÉRIN).

Il n'existe point de Traité de Commmerce entre la Russie et le Mecklembourg (Schwérin).

La Russie entretient:

à Rostock, un Consul-général pour tout le Grand-Duché,

- 1) Alm. de Gotha, 1840. p. 59. 60.
- 2) Ibidem, p. 81. 82.
- 3) Hof- und Staate-Handbuch für das Königreich Hannover, auf das Jahr 1838.
- in 8°. p. 88 92. Alm. de Gotha, 1840.
- p. 80 82.
 - 4) Almanach de Gotha, 1840. p. 82.
 - 5) Almanach de Gotha, 1840. p. 81.

à Wismar, un Vice-Consul 1).

Le Mecklembourg (Schwérin) entretient:

- à Riga et à St. Pétersbourg, des Consuls,
- à Cronstadt, un Vice-Consul²).

§. 21.

RUSSIE ET OLDENBOURG.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et le Grand-Duché d'Oldenbourg.

La Russie entretient:

à Oldenbourg, un Vice-Consul').

Le Grand-Duché d'Oldenbourg entretient:

- à Archangel, Libau, Moscou, Riga et St. Pétersbourg, des Consuls,
- à Cronstadt et à Windau, des Vice-Consuls 1).

§. 22.

RUSSIE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 33. p. 969.)

§. 23.

RUSSIE ET PERSE.

Depuis que le Tzar Ivan IV Wassiliéwitch s'était rendu Maître de Kasan et d'Astrakan (en 1552 et 1554) 5), la Russie eut quelques Relations commerciales avec la Perse. Sous Alexis Mikhailovitch (1645-1676), des Échanges réguliers s'établirent entre l'Europe et l'Asie; ils se multiplièrent à Astrakan, depuis que Pierre I donna un Port à cette Ville et tous les Privilèges d'une Place de Commerce.

La première Convention entre la Russie et la Perse sut conclue entre Pierre le Grand et Schah Hussein, en 1717 6).

Jaloux de procurer à sa Nation le Commerce de la Soie de Perse, le Tzar avait fondé à Chamakhi 7) en Chirvan 8) une Société de Commerce, qui commençait à prospérer lors-

- 1) Grossherzoglich Mecklenburg-Schwerinscher Staats-Kalender, 1838. p. 10. Alm. de Gotha, 1840. p. 65. 66.
- 2) Grhesz. M. Schw. St. Kal. 1838. p. 9.
 Alm. de Gotha, 1840. p. 79. 81. 82.
 - 3) Alm. de Gotha, 1840. p. 68.
 - '4) Ibidem, p. 78 83.
- 5) Karamsin, Geschichte des Russischen Reichs, T. VII. Chap. VIII. p. 336. sqq. Chap. IX. p. 370. sqq. Schoell, Cours d'Histoire, T. XXI. Liv. VI. Chap. IX. Sect. III. p. 269. et p. 272. Art de vérifier, T. VIII. dep. J. Chr. p. 306.
- 6) Müller, Sammlung R. G. T. VII. p. 187. (cité.)

- 7) Chamakhi, eu Schamakiè, Chef-lieu de la Province de Chirvan, et autresois du Khanat de Chamakhi, dans une plaine, sur l'Aksou. (Adr. Balbi, l. c. p. 793. Langlois, l. c. T. IV. p. 1064. Col. 2. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 767.)
- 8) Chirvan ou Schirvan, Province de la Russie d'Asie, bornée au Nord par le Daghestan, à l'Est par la Mer Caspienne, au Sud par la Perse, et à l'Ouest par la Province de Géorgie. (Adr. Balbi, l. c. p. 793, Langlois, l. c. T. IV. p. 1109. Col. 2. Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. l. p. 754, sqq.)

que les Lesghiens 1) la détruisirent. Dans une de ces incursions, qu'à la favour des Troubles de Perse ils firent en Chirvan, Chamakhi fut pillée, et les Russes qui y étaient furent massacrés. Les Lesghiens trouvèrent dans leurs Magasins des Marchandises valant près de quatre millions 2). Pierre prit les Armes 8) et entra en Vainqueur, le 22 Août 1722, à Derbent 4); il retourna ensuite à Moscou, où il fit, au mois de Décembre, une Entrée triomphale, pendant que son Armée continua la Guerre qui fut de courte durée, puisque le Schah Thamas 6), pressé par l'usurpateur Mir-Muhmoud, envoya au mois d'Août 1723, un Ambassadeur à Saint Pétersbourg, pour réclamer les Secours du Tzar auquel il céda, par le Traité d'Alliance du 12 Septembre de la même année 6), les Villes de Bakou 7) et de Derbent, el les Provinces de Ghilan 8), Mazanderan 9) et Astérâbûd 10) 11). Ce Traité ac-

- 1) Lesghiens ou Lesghis, Peuplade de la Circassie, Province de la Russie d'Asie. Ceux qui habitent les montagnes vivent de brigandage; ceux des villages s'adonnent à l'agriculture. (Adr. Balbi, l. c. p. 104. 465. 787. 795. Langlois, l. c. T. I. p. 589. Col. 2, Art. Circassie ou Tcherkases. T. III. p. 141. Col. 1. Art. Lesghistan. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 220. et p. 729.)
- 2) Müller, l. c. T. VII. p. 186. Scherer, l. c. T. I. Chap. IX. p. 229. sqq.
- 3) Manifeste du Tzar Pierre I, pour exposer les Motifs qui l'ont engagé à entreprendre une Expédition en Perse, en date du 15 Juin 1722. (En langue tatare, turque et persane.) [Haigold (Schloetzer)*), Neuveröndertes Rufsland, oder Leben Catharina II, aus authentischen Nachrichten beschrieben (Riga et Mitau 1769. T. I. 1772. T. II. Annexes, T. I. II. Riga et Leipzig 1770. in 8°.) T. II. p. 86. (en allemand.) Müller, l. c. T. VII. p. 215—220. (en allemand.)
- 4) Derbent ou Derbend (Albana), en turc Demir-Capi (Porte de Fer), dans le moyen âge Bab-ul-abwab (Porta Porta-rum), Ville très ancienne de la Russie d'Asie, Chef-lieu du Daghestan, au pied d'une montagne, sur le bord occidental de la Mer Caspienne, est entourée de Remparts flanqués de Tours, et défendue par une Citadelle. (Adr. Balbi, l. c. p. 796. Langlois, l. c. T. II. p. 726. Col. 2. Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 742.)
- 5) Schah Thamas II, fils de Schah Hussein, et Compétiteur de Mir-Mahmoud qui avait pris le titre de Sultan au lieu de celui de Schah.
- 6) Traité d'Alliance entre l'Empereur de Russie (Pierre le Grand) et le Roi de Perse (Thamas II), conclu à Saint-Péters bourg, le 12 Septembre 1723 (v. st.). (Du Mont, l. c. T. VIII. Part. II. p. 75. Col. 2. (en français.) Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 1959. (en allemand.)

- 7) Bakou ou Badkou, petite Ville forte de la Russie d'Asie, sur la Mer Caspienne, dans la Province de Chirvan, autrefois Capitale du Khanat, et aujourd'hui du District de ce nom. (Adr. Balbi, l. c. p. 793. Langlois, l. c. T. I. p. 252. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 765.)
- 8) Ghilan, Province de la Perse, bornée au Nord-Ouest par la Province russe de Chirvan, au Nord-Est et au Nord, par la Mer Caspienne, au Sud-Est, par la Province Mazanderan, au Sud, par celle d'Irak-Adgemi, et à l'Ouest, par celle d'Adzerbidjan. (Adr. Balbi, l. c. p. 673. Langlois, l. c. T. II. p. 1077. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 599. 603.)
- 9) Mazanderan (l'ancienne Hyrcanie), Province de la Perse, bornée au Nord par la Mer Caspienne, au Nord-Est par le Khorazan, à l'Est et au Sud par le Tabaristan, à l'Ouest par le Ghilan. (Adr. Balbi, l. c. p. 673. Langlois, l. c. T. III. p. 311. Col. 2. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 591.)
- 10) Asterabad, Ville faisant un commerce très important, dans la Province de Mazanderan, sur la rive gauche du Gourgan, près de la Mer Caspienne. (Adr. Balbi, l. c. p. 673. Langlois, l. c. T. I. p. 208. Col. 1. Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 597.)
- 11) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VIII. Des Relations entre la Russie et l'Asie. §. 473. Perse. p. 450. où il faut lire ligne 7. d'en bas "sous le "Sceptre de la Perse," au lieu de "sous "le Sceptre de la Russie." En donnant le Sommaire, Mr. de Martens s'est trompé; il a confondu les Stipulations du Traité de 1732 avec celles que renferme le Traité de 1729.

 Le lecteur aura remarqué que nous sommes bien rarement dans le cas de relever une Erreur ou une Omission dans l'excellent Ouyrage de Mr. de Martens. Schoell, Cours d'Histoire, T. XXXV. Liv. VII. Chap. XVIII. Sect. IV. p. 190.

^{*)} Voyez T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. p. 402. Col. 1. note 2.

corde (Art. 1V.) aux Sujets des deux Parties la Faculté de commercer librement dans les États respectifs.

Après une Guerre, qui suivit de près ce Traité, la Paix de 1729 fit rentrer Astéràbad et Mazanderan sous le Sceptre de la Perse, et en fixa de neuveau les Limites entre les deux États.

Traité de Paix concluentre la Russie (Pierre II)

13 Février. et la Perse (Ashraf), conclu dans la Province de (v. st.) Ghilan, à l'Endroit nommé Riaschtsché (Rescht) 1), le 13 Février 1729 (v. st.) 2).

L'Art. IV. stipule que les Ambassadeurs et Envoyés de part et d'autre seront reçus et traités sur les Frontières par les Gouverneurs et Commandants respectifs, après une préalable Notification de leur Passage, avec la même Amitié et les mêmes Honneurs que par le Passé; et à leur Retour en leur fera le même Traitement 3).

L'Art. V. statue sur les Titres dont se serviront dans leurs Lettres d'Amitic les deux Parties contractantes.

Art. VII. Si quelque Sujet de part et d'autre, de quelque Condition qu'il puisse être, se réfugie chez l'une des deux Puissances, on le renverra avec sa Famille et ses Effets, sans lui accorder aucune Protection.

Les Sujets et Habitants des deux Empires et des Pays y appartenant, pourront en toute Liberté, pour l'Avantage du Commerce, transporter et faire venir des Pays respectifs toutes Sortes de Marchandises, tant par Eau que par Terre, en payant les Droits ordinaires comme ci-devant. Il sera permis aux Sujets russes de commercer dans toute la Perse, et d'y bâtir pour leur Sûreté et celle de leurs Caravanes et Marchandises, des Maisons et des Magasins. Ils pourront aussi librement traverser la Perse, avec leurs Marchandises et Caravanes, pour se rendre aux Indes et autres Royaumes. Les Persans jouiront des mêmes Avantages en Russie, par rapport au Commerce.

¹⁾ Rescht (Riaschtsché), grande Ville, sur une hauteur baignée par le fleuve de Sia-nid; Capitale de la Province de Ghilan. (Adr. Balbi, l. c. p. 673. — Langlois, l. c. T. IV. p. 892. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 603.)

^{2) (}Weber), Das veründerte Russland, T. II. p. 155. (Sommaire en allemand.) — Scherer, I. e. T. II. p. 208. (en français.) — Rousset, Supplément au Corps universel diplom. T. II. P. II. p. 250. (en français.) — Schmauss, Corp. j. g. academ.

P. II. p. 2117. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 104. (Extrait en français.)

³⁾ En Perse et en Turquie il est d'usage de faire recevoir à la Frontière, les Ministres étrangers par un Officier, chargé de pourvoir à leurs Besoins pendant la Durée du Voyage jusqu'à la Capitale. Cet Officier, déceré du titre de Mihmandar *), est ordinairement choisi parmi les Chambellans (Capitagi-Bachi) du Souverain. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 486.)

^{*)} Mihmandar. Celui qui est chargé de leger, de neurrir, les hôtes, les étrangers, les passagers. (Kieffer et Bianchi, Dict.

turc-français, T. II. p. 1059. Col. 2. — von Hammer, Geschichte des osmanischen Reichs, T. I. Liv. X. p. 429. T. X. p. 358.)

En Cas de Mort de quelque Marchand de l'une ou de l'autre Nation, ses Muisons, Marchandises et Magasins seront conservés avec Soin, et restitués aux Héritiers sans aucun Dommage, ou à ceux qui seront commis par les Cours ou Magistrats respectifs, et pourvus d'un Ordre par écrit, pour recevoir les Effets du Défunt.

Na dir Kouli 1), Général du Schah Thamas II, avait résolu de réunir de nouveau à la Perse les trois Provinces que Pierre le Grand en avait détachées; l'Impératrice Anne de son côté était fort disposée à rendre des Conquêtes extrémement précaires, dont le Maintien exigeait la présence continuelle d'une forte Armée sur les Frontières de l'Empire. Cette Restitution ayant été convenue entre les deux États, les Limites des Pays respectifs surent réglées par le Traité du 21 Janvier 1732, et la Russie obtint en échange des Privilèges de Commerce d'une haute Importance 2).

Traité de Paix, de bonne Intelligence et de ... 21 Janvier. Commerce, entre l'Impératrice de Russie (Anne) (v. st.) et le Roi de Perse (Schuh Thamas II), conclu à Riaschtsché, le 21 Janvier 1732 1).

En Conséquence, S. M. le Schah déclare pour lui et ses Successeurs, de vivre avec S. M. impériale et son Empire dans une perpétuelle et inviolable Amitié et bon Voisinage, et de tenir pour ses Ennemis ceux qui le seront de S. M. inpériale, accordant aux Sujets de S. M. impériale de commercer librement dans toutes les Terres et Places de sa Domination, sans payer aucun Droit pour les Marchandises apportées de Russie en Perse, soit qu'elles y soient achetées ou troquées, à quelle Fin le Schah commandera à tous ses Officiers dans les Villes et Provinces, de n'exiger aucun Droit ni Présent des Marchands russes, et sur la Vue de la Déclaration des Officiers russes sur la Frontière, qu'ils sont véritablement Sujets de la Russie, les laisser commercer sans payer de Droit, dans toutes les Places de la Perse. Et au Cas qu'ils voulussent passer aux Indes ou autres Pays, pour y négocier, de les laisser passer par Mer ou par Terre, sans payer aucun Droit, et sans exi-

¹⁾ Veyez plus haut p. 637. Cel. 1. note **.

²⁾ Le Daghestan et le Chirvan, situés au Nord du Kour, restèrent aux Russes, sans que les Persans les cédassent formellement. Derbent devint alors la Résidence du Général ou Gouverneur russe. Ces deux Provinces devinrent bientêt le sujet d'une Contestation; Schah Nadir demanda qu'elles fussent également rendues. Comme les Affaires de Pologne occupaient alors fortement l'Impératrice (Anne), elle céda et fit rendre, en

^{1735,} les deux Provinces par un Traité d'Alliance dirigé contre les Teucs, qui fut alors signé. (Schoell, Cours d'Histoire, T. XLIV. Liv. VIII. Chap. XXIII. Sect. 1. p. 196.)

³⁾ Rousset, Recueil, T. VII. p. 457. (en français.) — Rousset, Supplém. au Corps univ. dipl. T. II. P. II. p. 326. (en français.) — Scherer, I c. T. II. p. 112. (en français.) — Müller, Sammlung, T. I. p. 154. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 106 (Extrait en français.)

ger d'eux aucun Impôt au Profit de S. M. le Schah, ni aucun Don ou Présent pour eux. Mais, étant requis, de leur rendre bonne Justice en fait de Dettes ou Dommoge, sans souffrir qu'il leur soit fait le moindre Tort.

De même, il est permis auxdits Marchands de bâtir, dans des Endroits convenables, des Maisons et Magasins, pour y serrer leurs Marchandises, et les Officiers persons leur marquerant à cet Effet lesdits Endroits et leur prêteront tout Secours.

Si quelque Vaisseau ou Bâtiment, chargé de Marchandises des Russes, venait à périr (dans un Endroit) sous la Domination de S. M. le Schah, on donnera toute Sorte de Secours à ceux qui seront en Danger, pour sauver leurs Effets, et tout Pillage et Vol dans ces Occasions, est défendu sous griève Peine.

Si quelque Sujet russe venait à mourir en Perse, ses Effets, sans en détourner ou retenir aucun, seront remis contre Quittance, à ses Compagnons ou Parents.

- S. M. impériale promet, de Son Côté, aux Sujets du Schah, qui viendront négocier dans Ses États, ou qui y passeront pour (se rendre dans) d'autres Pays, qu'ils y jouiront de toutes les Franchises et Avantages qui peuvent s'accorder, suivant les Usages et Constitutions de Son Empire, et, qu'à leur Réquisition on leur rendra une exacte Justice; et, à cet Effet, il sera ordonné à tous les Officiers de S. M. impériale, dans les Villes, de leur accorder toute Sorte de Franchise, et de les protéger dans leur Commerce.
- S. M. impériale promet aussi que, lorsque quelques Marchands de la Cour du Schah viendront en Russie avec de bonnes Attestations, (certifiant) qu'ils sont envoyés pour acheter des Marchandises pour Sa Majesté, (lesdites Marchandises) ne payeront aucun Droit, comme Effets appartenant au Schah, et lesdits Marchands seront reçus, snivant l'ancien Usage, avec toute Sorte d'Égards, et reconduits de même, s'ils sont véritablement Persans 1), et s'ils n'achètent rien pour d'autres que pour le Schah.

Ant. VI. Il a été aussi réglé et statué qu'il sera libre à chacun des Contractants de tenir à la Cour de S. M impériale, et à celle de S. M. le Schah, des Ministres de tel Caractère

¹⁾ On appelle dans la prose française, Perses, les anciens Habitants de cet Empire, et Persans, ceux d'aujourd'hui. (Grand Vocabulaire français, T, XXI. p. 472. Col. 2.

[—] Bois te, Dict. (Édit. de Bruzelles 1835. in 4°.) Dict. des Difficultés, p. 38. Cel. 3. — Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie, p. 612. Col. 3. v. Perses.)

que le demandera l'Importance de la Négociation; et l'on donnera de part et d'autre auxdits Ministres tel Logement et Appointement par Jour 1) qu'il conviendra à leur Caractère.

De

1) Il était anciennement d'usage en Orient de défrayer les Ministres étrangers depuis leur Entrée sur le Territoire musulman, jusqu'à leur Arrivée dans la Capitale, de les loger, et de leur donner un Traitement pendant les premiers mois de leur Résidence à la Cour du Souverain.

Jusqu'à la fin du dernier siècle, tous les Ministres étrangers envoyés en Turquie ont été défrayés de la Frontière à la Capitale, et ceux des Puissances limitrophes recevaient un Traitement de cent, cent cinquante, ou deux cents piastres (turques) par jour, pendant les trois ou quatre premiers mois de leur Résidence. Les Provisions de toute espèce, et le Traitement en numéraire, que la Porte fournissait ainsi aux Ministres étrangers, étaient compris sous la Dénomination de Tainn. En 1589, la Porte fournissait à un Ambassadeur de Perse, entre autres Articles, 100 moutons et 100 pains de sucre par jour, outre une somme considérable par semaine. Après la Paix de Vasvar, conclue en 1665, l'Ambassadeur d'Autriche, Comte de Leslie, recevait cent cinquante piastres par jour, et tout ce qu'il fallait pour sa table et ses écuries. Mais lorsque la Porte établit elle-même des Missions auprès des Cours européennes, elle abolit cette ancienne pratique, et depuis 1794, elle n'a plus accordé le Tainn, qu'aux Ambassadeurs extraordinaires des Puissances voisines. Elle était même dans l'usage, chaque fois qu'il se tenait un Congrès sur son Territoire, d'assigner un Traitement pécuniaire aux Négociateurs étrangers, aux Ministres des Puissances médiatrices, et à leurs Subordonnés.

Anciennement les Ministres européens lograient dans l'Enceinte même de Constantinople, et, pour l'ordinaire, dans une grande Hôtellerie qui leur avait été destinée, et qui a longtems conservé le nom d'Eltchi-Khan ou d'Hôtel des Ambassadeurs. Les Bayles de Venise furent les premiers qui habitèrent Péra; les autres Ministres ne tardèrent pas a suivre leur exemple, et depuis longtems ils sont tous établis dans ce Quartier et sur les Rives du Bosphore, dans les Villages de Therapia, Buyukdéré et Belgrad.

L'usage de défrayer les Ambassadeurs du

Logement, de la Table et de l'Habillement, se pratiquait très anciennement à Rome, et fut transmis par les Grecs du Bas-Empire aux Turcs et aux Vénitiens. A Rome, les Ambassadeurs recevaient Locum, c. à. d. le Logement, Lautia, la Nourriture gratis, et Vestimenta, les Habillements. Ces trois Actes d'Hospitalité sont appelés par les Turcs Konak (le Logement), Tainn (la Nourriture), et Caftan (l'Habillement).

Les Envoyés européens ne regurent d'abord que des Caftans (Voyez plus haut T. Il. da Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. Ill. Art. V. Espagne. I. Aragon. A. p. 253. Col. 1. note 2.). Un Ambassadeur extraordinaire de la Cour d'Autriche fut le premier revêtu d'une Pelisse de Zibeline, en 1644, distinction reservée alors parmi les Ottomans pour les Pacha à 3 queues, et les trois premiers Personnages du Corps des Ouléma *). Mais, sous Achmed III l'ou en revint aux Caftans, et la Porte tint ferme sur ce point, jusqu'en 1772, qu'elle dérogea en faveur d'un nouveau Ministre de Suède, Mr. Ulric de Celsing; dès lers cette Concession devint commune à tous les Ministres étrangers. Nous avons dit plus haut **), que sous le règne du Sultan Mahmoud II les Pelisses ont été remplacées par des espèces de Manteaux, qu'on appelle Harvanù. (Lüdeke, Beschreibung des türkischen Reichs (Leipzig 1778, 1780, 1789. T. I. III. in 8°.) T. I. Sect. VI. §. 38. p. 312. - von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung, T. II. Chap. IV. p. 153. - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 486-488. 497. 498. - Kieffer et Bianchi, Dict. turc-français, T, 1. p. 310. Col. 1. - Charles Auguste Weisske, Considérations historiques et diplomatiques sur les Ambassades des Romains, comparées aux modernes (Zwickau 1834. in 80.) P. II. §. 36. C. Hospitium. Chap. II. Prérogatives, Privilèges des Ambassadeurs, p. 52 — 55. §. 37. D. Cérémonial et Étiquette (Audiences) a) Des Envoyés étrangers à Rome, p. 55-59. Chap. III. Dépense de Voyage, Appointements et Présents, §. 42. A. Voyage des Envoyės, p. 66 — 68.)

^{*) **)} Voyez plus haut T. I. du Manuel, Appendice, No. VIII. p. L. Col. 1. note *.

De même, il sera permis aux Contractants de tenir des Agents on Consuls dans les autres Villes, où ils trouveront convenable, et il leur sera rendu le Respect qui convient à leur Charge; et les Officiers de ces Villes auront Ordre de les respecter, ainsi qu'il convient, et de les protéger contre tout Dommage et Insultes, comme aussi, sur leurs Rémontrances, d'administrer bonne Justice lorsqu'il aura été fait quelque Tort aux Sujets des deux Souverains, et faisant donner Satisfaction à ceux qui auront souffert quelque Dommage.

La Compagnie russe, établie en 1758, pour le Commerce de Perse, ne-subsista que pendant cinq ans 1).

Un nouveau Traité de Commerce sut conclu en 1783 2).

1) Compagnie russe de Commerce en Perse. Les Priviléges d'une Compagnie peur le Commerce de la Perse et de l'Arménie, avaient été fixés par les Édits de 1675, 1681 et 1684, ainsi que par les Oukases de 1711 et 1716. Cependant, les Entreprises, auxquelles on se livra d'abord avec ardeur, eurent peu ou point de succès, et furent bientêt abandonnées.

Par un Ordre du 6 Juillet 1758 (v. st.), l'Impératrice Cathérine II, en se référant à un Oukase de Pierre le Grand, du 8 Nevembre 1723 (v. st.), accorda à l'Arménien Manvela Nascharoff, fils d'Isachanoff, le Privilège d'établir une nouvelle Société de Commerce, qui jouirait du Droit exclusif de trafiquer avec la Perse, le Ghilan, et les Côtes de la Mer Caspienne, à l'exclusion seulement du Commerce du Sel, dont le Monopole était exercé par deux Nobles, le Chevalier Woronzoff et le Brigadier Melgoun off.

Le Fonds de la Compagnie, dont la Direction suprème sut consiée à Manvela Nascharoff, assisté de 7 Co-Directeurs, consistait en 4000 Actions, de 150 roubles chacune. Les Étrangers ne pouvaient devenir Actionnaires. La Compagnie avait un Comptoir principal à Astracan, et des Comptoirs subsidiaires à Kizlar, Moscou et Saint-Pétersbourg. La Société était subordonnée, pour toutes les Affaires purement commerciales, au Sénat dirigeant, à l'ex-

clusion de toute autre Autorité, mais quant aux Matières civiles et criminelles, elle restait soumise aux Tribunaux ordinaires. Le Bilan des Affaires de la Compagnie devait être dressé à la fin de chaque année, et la Perte ou le Gain réparti parmi les Intéressés. (Büsching, Magazin für die neue Historie und Geographie, T. IX. p. 153-162. Ihro Kaiserlichen Majestüt Selbstherrscherin von ganz Rufsland Befehl, aus dem disigirenden Senat an das Commerz-Collegium, en date du 6 Juillet 1758. — Scherer, l. c. T. I. Chap. IX. p. 248. sqq.)

La Compagnie ne prospéra point. Elle fut supprimée, ainsi que toutes les autres Sociétés de Commerce, par le §. 9. de l'Oukase de l'Empereur Pierre III, du 27 Mars 1762, qui rend libre le Commerce avec la Perse. Des Consuls, établis à Bakou et à Enzili, furent chargés de *surveiller* le *Commerce des Particuliers* dans cos *deux Places*, afin d'éviter toute espèce de Fraude. L'Impératrice Cathérine confirma cette Disposition par le §. 16. de son Oukase du 31 Juillet de la meme année. (Büsching, Magazin, T. III. Befehl Kaiser Peters III an den Senat, en date de St. Pétersbourg, du 27 Mars 1762, p. 364 - 374. Befehl der Kaiserin Catharina II, 🗪 date de St. Pétersbourg, du 31 Juillet 1762, p. 375 – 384.)

2) Ce Traité de Commerce, cité dans Hüpel, l. c. T. I. Sect. VI. Art. III. p. 559. note * et dans Politisches Journal, nebst An-

^{*)} Kizlar ou Kizliar, Ville et Forteresse importante de la Russie d'Asie, dans la Province du Caucase, Chef-lieu de District, sur un des bras du Térek, dont la population se compose principalement d'Arméniens, parmi

lesquels en compte plusieurs millionnaires. (Adr. Balbi, l. c. p. 796. — Langlois, l. c. T. III. p. 60. Col. 1. où il faut lire "Russie, "d'Asie," au lieu de "Russie d'Europe." — Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 486.)

La Russie entretenait à cette Époque: à Bakou 1), à Rescht et à Enzili 2), des Consuls 3).

Les Relations entre les deux États furent interrompues par la Guerre de 1796 4). que l'Empereur Paul termina sans que les Rapports futurs sussent arrêtés par un Traité de Paix.

Traité de Paix et d'Amitié perpétuelle, con12 Octobre. clu entre l'Empire de Russie (Alexandre I) et ce(v. st.) lui de Perse (Feth-Ali), le 12 Octobre 1813 (v. st.),
dans le Camp russe, sur le Territoire de Karabag en Gulistan, sur la Rivière de Seïwa), l'an de J. Chr. 1813, le
12 Octobre (v. st.), et suivant le Calendrier persan, l'an 1228,
le 29 du Mois de Schewal),

Les Vaisseaux marchands russes auront, comme antérieurement, le Droit de naviguer le long des Côtes de la Mer Caspienne, et d'y aborder. En Cas de Naufrage, les Persans leur donneront amicalement du Secours.

Les Bâtiments persans auront aussi, comme auparavant, le même Droit de Cabotage le long des Côtes de la Mer Caspienne, et celui d'aborder sur le Rivage russe; et en Cas de Naufrage, les Russes leur donneront toute l'Assistance nécessaire.

Quant aux Vaisseaux de guerre, comme, avant la Guerre, ainsi que durant la Paix et dans tous les Tems, le Pavillon russe a seul flotté sur la Mer Caspienne, il aura aussi maintenant sous ce Rapport le même Droit exclusif qu'auparavant, de manière

zeige von gelehrten und andern Sachen, Année 1784. T. I. p. 355. T. II. p. 969. ne se trouve dans aucun des Recueils de Traités que nous avons été à même de consulter.

- 1) Büsching, Magazin, T. III. p. 371. 381.
- 2) Enzili, Ville d'Asie, Perse (Ghilan), sur la côte S. O. de la Mer Caspienne. (Adr. Balbi, l. c. p. 669. Langlois, l. c. T. II. p. 842. Cel. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 603.)
- 3) Le Consulat à Rescht sul établi en 1721. (Müller, l. c. T. VII. p. 226.)

Le Consulat à Enzili fut établi à la suite du Traité de Commerce de 1783. (Hüpel, l. c. T. l. p. 456. 564. — Adress Kalender, pour l'année 1789, publié à St. Pétersbourg.)

4) Manifeste de l'Impératrice de Russie (Cathérine II), portant Déclaration de Guerre contre la Perse, en date de St. Pétersbourg, le ? Mars 1796. [Imprimé

- en russe et en persan, à St. Pétersbourg, in sol. Martens, Recueil, T. Vl. p. 586. (en allemand.)]
- 5) Aucun des Ouvrages de Géographie, que nous avons été à même de consulter, ne fait mention du l'ays de Gulistan. Adr. Balbi, l. c. p. 787. cite le cidevant Khanat de Karabagh; un District de ce nom est mentionné dans Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 650. et dans Penny Cyclopaedia, T. XI. p. 175. Col. 1. Kieffer et Bianchi, Dict. turc et français, T. II. p. 626. Col. 2. citent, sous le nom de Gulistan, une Forteresse dans la Province de Chirvan.
- 6) Martens, Recueil, Supplém. T. VIII. p. 89. (en français) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 108. (Extrait en français.)
- 7) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 12 Octobre (v. st.) 1813, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 16 et non le 29 de la Lune de Schewal.

qu'outre la Puissance russe, aucune autre ne puisse arborer un Pavillon militaire sur la Mer Caspienne.

Outre les Articles ci-dessus, Leurs Mujestés l'Empereur de Russie et le Schah de Perse sont convenus que les Ministres respectifs des deux Cours, qui, en Cas de Besoin, auront été envoyés dans les Résidences de Leurs Majestés, seront reçus conformément à leur Rung et à l'Importance des Missions dont ils seront chargés. Les Agents ou Consuls accrédités, selon l'ancien Usage, par L. M. dans les Villes où Elles le jugeront nécessaire pour la Protection du Commerce, et qui ne pourront avoir plus de dix Personnes à leur Suite, seront considérés et honorés d'une Manière conforme à leur Rang, en qualité de Fonctionnaires accrédités; il sera donné des Ordres pour que non seulement ils ne soient point insultés, mais encore pour que dans le Cas où les Sujets respectifs des deux Puissances auraient quelques Plaintes à faire, on procède, d'après leurs Représentations, de la Manière la plus impartiale, pour qu'il soit fait Réparation entière à l'Offensé.

entre les Sujets de L. M., qui sont munis de Certificats de leur Gouvernement, ou des Commandants des Frontières, qui attestent qu'ils sont réellement Négociants et Sujets russes ou persans, il leur sera permis de se rendre librement, par Terre et par Mer, dans les États des deux Puissances contractantes, d'y demeurer pour faire le Commerce, aussi longtems qu'ils le jugeront à propos, et de s'en retourner, également sans éprouver de Retard. Ils pourront vendre et échanger les Marchandises importées de Russie en Perse, et réciproquement.

En Cas de Décès d'un Sujet russe venu en Perse, ou domicilié dans cet État, sa Fortune et ses Biens, tant meubles qu'immeubles, étant considérés comme des Biens appartenant à des Sujets d'une Puissance amie, les premiers seront délivrés sans Délai et sans Recèlement, contre Quittance, suivant les Lois, à leurs Associés ou à leurs Parents, et il sera permis à ceux-ci de vendre les seconds ') à qui bon leur semblera, à leur Gré et à leur plus grand Avantage, ainsi que cela se pratique dans

¹⁾ La Version donnée par Martens, et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, porte ,, les premiers, " mais il est évident

qu'il faut lire , les seconds," c. à. d. les Biens immeubles, les premiers se rapportant aux Biens meubles.

tous les États civilisés, quelle que soit la Puissance dont dépendent les Intéressés.

Traité de Paix entre la Russie (Nicolas I)
22 Février. et la Perse (Feth-Ali), conclu au Village de Tourk(v. st.) mantchaï¹), le 22 Février 1828 (v. st.), et le 5 de Schiaban 1243 de l'Hégire²)¹).

L'Art. VIII. reproduit la Stipulation contenue dans l'Art. V. du Traité de 1813. (Voyez plus haut p. 1266.)

- S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et S. M. le Schah de Perse, ayant à Coeur de resserrer par tous les Moyens les Liens si heureusement rétablis entre Eux, sont convenus que les Ambassadeurs, Ministres et Chargés d'Affaires, qui pourraient être réciproquement délégués auprès des Hautes Cours respectives, soit pour s'acquitter d'une Mission temporaire, soit pour y résider en Permanence, seront reçus avec les Honneurs et Distinctions analogues à leur Rang, et conformes à la Dignité des Hautes Parties contractantes, comme à l'Amitié sincère, qui les unit, et aux Usages du Pays. On conviendra à cet Effet, moyennant un Protocole spécial, du Cérémonial à observer de part et d'autre. (Comp. plus haut p. 1267. l'Art. VII. du Traité de 1813.)
- S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Schah de Perse, considérant le Rétablissement et l'Extension des Relations commerciales entre les deux États, comme un des premiers Bienfaits que doit produire le Retour de la Paix, sont convenus de régler dans un parfait Accord, toutes les Dispositions relatives à la Protection du Commerce et à la Sûreté des Sujets respectifs, et de les faire consigner dans un Acte séparé et ci-annexé '), arrêté entre les Plénipotentiaires respectifs, et qui est et sera considéré comme faisant Partie intégrante du présent Traité de Paix.
- S. M. le Schah de Perse réserve à la Russie, comme par le Passé, le Droit de nommer des Consuls ou Agents commerciaux, partout où le Bien du Commerce l'exigera, et Il s'engage à faire jouir ces Consuls et Agents, chacun desquels n'aura pas une

¹⁾ Tourkmantchai ou Turkoman-Tischeji. (Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 618.)

²⁾ En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 22 Février (v. st.) 1828, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 6 et non le 5 de la Lune de Schiaban.

³⁾ Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld) T. XI. p. 564. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XI. p. 164. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 112. (en français.)

⁴⁾ Cet Acte n'a point été publié.

Suite de plus de dix Individus, de la Protection, des Honneurs et des Priviléges affectés à leur Caractère public.

S. M. l'Empereur de toutes les Russies promet de Son Côté d'observer une parfaite Réciprocité à l'Égard des Consuls ou Agents commerciaux de S. M. le Schah de Perse. En Cas de Plainte fondée de la part du Gouvernement person, contre un des Agents ou Consuls russes, le Ministre ou Chargé d'Affaires de Russie, résidant à la Cour de S. M. le Schah, sons les Ordres immédiats duquel ils seront placés, le suspendra de ses Fonctions, et en conférera provisoirement la Gestion à qui il jugera convenable. (Comp. plus haut p. 1267. l'Art. VII. du Traité de 1813.)

La Russie entretient:

- à Tabris (ou Tauris), un Consul-général,
- à Téhéran, un Consul 1).

§. 24.

RUSSIE ET POLOGNE.

Traité de Paix et d'Alliance entre la Russie 1686, (Iwan V et Pierre I) 2) et la Pologne (Jean III (Sobieski)). Fait dans la Résidence de Leurs Majestés tzaréennes à Moscou, l'An du Monde 7194 3), le 26 e Jour du Mois d'Avril (v. st.), et de la Naissance de Notre Seigneur J. Chr. l'An 1686, le 6 e Jour du Mois de Mai (v. st.). (Original en russe et en polonais.) 3).

1) Almanach de Gotha, 1840. p. 72.

2) Après la mort de Fédor II Alexiémitch, arrivée en 1682, ses fils, Iman et son frère consanguin Pierre, régnèrent conjointement, jusqu'en 1696, où Iman mourut. (Art de vérifier, T. VIII. depuis J. Chr. p. 320.)

3) Veyez plus haut T. II. du Manuel, P. I. Liv. II. Chap I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. M. p. 299. Col. 1. contin. de la nete t. de la p. 295. Col. 1.

4) L'Instrument russe n'a jamais été publié.

Traktaty między mocarstwami Europeytiemi, T. 1. p. 224. (en polonais.) — Koch,
Recueil de Traités qui n'ont pas encore vu
le Jour, T. 1. p. 198. (en latin.) p. 229. (en
français.) — Schoell, Histoire abrégée,
T. XIII. Chap. LV. p. 100. sqq. (Sommaire.)
lbidem, p. 109. Traduction latine faite sur
'Original russe. Mr. Schoell dit que la Tra-

duction française, faite sur l'Instrument polonais, et donnée par Koch, est faite avec une grande négligence.

La Traduction française, que nous dennons, a été faite sur la Version latine.

Mr. de Martens a été induit en erreur, en citant (Cours diplomatique, T. II. p. 988.), comme deux Actes séparés, le Traité de Paix entre la Russie et la Pologne, du 6 Mai 1686, et le Traité d'Alliance entre les mêmes Puissances, contra les Turcs. Un seul et même Traité scella la Paix définitive et l'Alliance entre les deux États (Schoell, Hist. abrégés, T. XIII. Chap. LV. p. 100.) et le prétendu Traité séparé d'Alliance offensive, en date du 14 Avril 1686, rapporté dans Du Mont, l. c. T. VII. P. II. p. 125. (Extrait en français.) — dans Histoire des Troubles de Hongrie, T. III. Liv. XVIII. p. 222. (Extrait en

L'Art. II. statue sur les Titres dont se serviront les deux Hautes Parties contractantes. Comme tous les Royaumes et Empires sont dans l'Habitude d'augmenter leurs Revenus publics par les Droits qu'ils perçoivent des Hommes exerçant le Commerce, en Conséquence, Nous 1) appuyant sur l'Amitié et l'Amour fraternel solidement établis entre Nos deux Puissants Souverains, Nous sommes convenus de statuer aussi à cet Égard, qu'à dater de la Conclusion de la présente Paix perpétuelle, il sera libre aux Sujets de l'un et l'autre Puissant Souverain (c. à. d. de Leurs Majestés tzaréennes et de S. M. royale), qui exercent le Commerce, à l'exception seulement des Juifs, d'apporter toute Espèce de Marchandises non prohibées, tant dans les Pays de la Domination de L. M. tzaréennes, et leur Capitale, c. à. d. Moscou, que dans les Pays de la Domination de S. M. royale, et Ses Villes principales, Cracovie, Varsovie et Wilna, en acquittant, à l'Endroit désigné à cet Effet, le Droit légal qu'on a Coutume de payer dans l'un et l'autre État: Que de même il sera permis aux Murchands de la Ville de Smolensk et autres, de faire transporter sur la Dwina à Riga et de retour à Smolensk, des Marchandises de tout Genre, en acquittant également le Droit usité.

Mais, afin que ce même Commerce puisse atteindre le But, pour lequel il doit s'établir, on devra veiller le plus possible à ce qu'il ne soit point exigé des Marchands d'autres ni de plus forts Droits que la Loi ne prescrit, ni qu'il ne leur soit fait aucun Dommage, ou que leurs Marchandises soient retenues, comme Nous savons que cela est arrivé très souvent jusqu'ici, et que par là la Liberté dudit Commerce soit entravée, mais qu'au contraire toute Espèce de Liberté, en fait de Commerce, leur soit accordée de part et d'autre.

Les Nobles polonais, habitués jusqu'ici à lever sur les Marchands des Impôts à leur bon Plaisir, et à les détourner de cette Manière du Commerce, s'abstiendront dorènavant de cet Usage, et la même Chose sera observée de la part de S. M. tzaréenne.

Art. XXVI.

Nous sommes aussi convenus et avons arrêté que les

Ministres du premier Ordre (qu'on appelle Ambassa-

français.) et dans Londorp, Acta publica, T. XII. p. 512. (Extrait eu allemand.) n'est qu'une mauvaise Traduction de l'Instrument polonais du Traité de Paix et d'Alliance, du 6 Mai 1686.

¹⁾ Ce sont les Ambassadeurs extraordinaires et Plénipotentiaires des deux Parties contractantes, qui statuent au nom de leurs Souverains respectifs.

deurs), exerçant leurs Fonctions dans l'un et l'autre État, devront paraître, tant devant L. M. tzuréennes, que devant S. M. royale, la Tête découverte, en raison de la haute Dignité de Leursdites Majestés 1), lesquels Ambassadeurs, ainsi que les Ministres d'un Ordre inférieur, et leurs Courriers ou Messagers publics (Cursores publici) devront de part et d'autre ètre bénévolement accueillis et congédiés de même, sans aucun Délai, et avec les Honneurs dus à leur Caractère. Pour l'Entretien des Ministres de l'un et l'autre Ordre, et de leurs Courriers ou Messagers publics, ainsi que de toute leur Suite, on ussignera, tant dans l'Empire de Russie, que dans le Royaume de Pologne et dans le Grand-Duché de Lithuanie, depuis l'Instant de leur Arrivée aux Frontières, jusqu'à ce qu'ils les repasseront, savoir, à un Ministre du premier Ordre 400, à celui du second Ordre 50, et aux Courriers ou Messagers 30 roubles par Semaine. De même, on donnera aux Ministres du premier Ordre, 150 Chevoux pour le Transport de leurs Bagages; à ceux du second Ordre 50, et aux Courriers ou Messagers 30; et de plus on fournira auxdits Ministres et à leurs Courriers ou Messagers, taut en Hiver qu'en Été, autant de Bois et d'Eau que Besoin sera. Mais lorsqu'il arrivera auxdits Ministres ou à leurs Courriers ou Messagers, de se rendre selon l'Usage auprès des Puissants Souverains (ad magnos Dominos), pour s'acquitter de certaines Commissions, alors ils devront d'abord leur en donner Avis, pour que ceux-ci leur fassent fournir toutes les Choses nécessaires à leur Entretien, ainsi que les Chevaux, et afin que pendant la Route, et pendant toute la Durée de leur Mission près des Princes, auprès desquels ils sont envoyés, on leur rende, tant à leur Arrivée qu'à leur Départ, jusqu'au Retour à la Frontière, tous les Honneurs qui leur sont dus, sans en rien retrancher.

Conjointement avec lesdits Ambussadeurs, il sera permis aux Marchands d'entrer avec leurs Marchandises
dans les États respectifs, et même de se rendre dans les Villes
cupitales, savoir dans la Ville de Moscou, la Résidence de Leurs
Majestés tzaréennes, et à Crucovie, Leopol et Varsovie, qui
sont les Villes principales de S. M. royale et du Grand-Duc de

¹⁾ Le Texte latin porte: "ut legati primi nordinis (Ambassadeurs dicti) officia nsua in utraque parte obeuntes, tam coram nagnis Dominis, SS. Czareis MM. quam

[&]quot;magno Domino, S. R. M., ob eminentem "eorum dignitatem intecto Capite ap-"pareant."

Lithuanie; ils y pourront, jusqu'au Départ desdits Ambassadeurs, vendre leurs Marchandises, le faisant publiquement bien entendu, et non pas clandestinement; mais aussitôt que lesdits Ambassadeurs devront partir, les Marchands ne pourront plus s'arrêter un seul Instant dans lesdites Villes, mais ils seront tenus de se mettre immédiatement en Voyage, pour retourner avec les Ambassadeurs dans leur Patrie. Quant aux autres Gens formant la Suite de ladite Ambassade, ils devront s'abstenir de débaucher des Hommes de quelque Condition que ce soit, et de les emmener avec eux, et celui qui contreviendrait à cette Défense, subirà le Châtiment mérité.

Il est défendu aux Marchands d'introduire des Marchandises prohibées en Russie, telles que le Tabac et l'Eau de Vie.

Les Art. XXVIII. et XXIX. statuent sur le Service des Courriers, des Messagers et des Postes.

Par l'Art. XXX. il est convenu que les Parties contractantes seront part à leurs Alliés de la Conclusion du présent Traité, afin qu'ils ne l'ignorent point, et afin d'avancer et de faire fleurir le Commerce.

L'Art. XXXI. stipule que si l'un des Hauts Contractants vensit à mourir, son Successeur déclarera par ses Ambassadeurs, à l'autre Puissance, le Désir qu'il a de maintenir cette Paix éternelle, et l'autre Partie ne manquera pas de donner réciproquement une pareille Déclaration; on confirmera de part et d'autre ledit Traité, et loin de l'affaiblir, on s'efforcera à le rendre plus indissoluble encore.

Il est arrêté par l'Art. XXXII. que si l'un des deux Instruments du présent Traité venait à se perdre eu à s'égarer dans la Chancellerie d'une des Puissances contractantes,
la Paix n'en sera pas moins inviolablement maintenue, et l'on en observera religieusement
tous les Artheles, tels qu'ils se trouvent exprimés dans l'Instrument conservé par l'autre
Puissance.

Traité d'Amitié et de Garantie perpétuelle 1768, 24 Février. entre l'Impératrice de Russie (Cathérine II) et le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, signé à Varsovie, le 24 (13) Février 1768, avec deux Actes séparés du même Jour 2).

- 1) Débaucher, corrompre la Fidélité de quelqu'un. Il essaya de débaucher les troupés. On lui débaucha ses soldats. — Débaucher un domestique, un ouvrier, l'engager à quitter son maître pour passer au service d'un autre. (Dict. de l'Académie.)
- 2) Prawa, Konstytucye y Przywileie Królestwa Polskiego y Wielkiego Księstwa Litewskiego y wszystkich Prowincyi (1347—1780) (Varsovie 1732—1790. T. I—VIII. in fol) c. à. d. Lois, Constitutions et Priviléges du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Lithuanic, ainsi que de toutes les Provinces, T. VII. p. 562—606. (Le Traité en russe

et en polonais, les Articles séparés en polonais et en latin.) — (D. Gralath) Traktaty, Konvencye handlowe y graniczne, wszelkie publiczne umowy,
między Rzecząpospolitą Polską y
obcemi Púnstwami od Roku 1764 dotąd to jest do Roku 1791, za Panowania Stanisława Augusta Zawarte w swych Oryginalnych ięzykach
zebrane y dla wygody powszechney
podane do druku (Varsovie 1791. T. I.
II. in 8°.), c. à. d. Traités, Conventions,
Actes publics de Commerce et de Délimitation des Frontières, entre la République de
Pologne et les Monarques étrangers, depuis

L'Art. VIII. stipule que les Sujets de part et d'autre pourront librement faire le Commerce, qu'on les protégera de toute Manière, et que loin de les opprimer par des Droits et des Frais excessifs, on leur accordera tous les Encouragements possibles à l'instar des autres Nations amies.

Le Traité du 18 (7) Septembre 1773 I) stipule (Art. VIII. et IX.) qu'en dressera des Actes séparés sur tout ce qui aura rapport au Bien et à l'Avantage des deux États, ainsi qu'au Commerce entre les deux Nations.

Le premier Acte séparé, du 15 Mars 1775 2), contient des Modifications du premier Acte séparé annexé au Traité de 1768.

(Second) Acte séparé entre S. M. l'Impératrice 1775, de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, fait à Varsovie, le 15 Mars 1775 3).

Les Sujets des deux États pourront librement retirer dans toute l'Étendue des deux États respectifs, les Deniers prêtés sans Hypothèque, toutes les autres Dettes, les Héritages et Successions, aussi bien que les Dots, sans en payer la Traite foraine '), bien entendu que l'Exemption de la Traite foraine n'aura lieu que pour le Terme de six Années, à compter du Tems où sera ouvert le Droit des Intéressés.

Dans les Procès civils, qui existent ou qui pourront venir à exister entre les Sujets des deux États, on ob-

Pannée 1764 jusqu'aujourd'hui, c. ù. d. jusqu'à l'année 1791, conclus sous le Règne de Stanislas Auguste, recueillis dans la langue du Texte original et livrés à l'Impression pour l'Utilité publique, T. I. p. 39 - 143. (Le Traité en russe, avec des Caractères polonais, et les Articles séparés en latin.) — Wenck, l. c. T. III. p. 651 — 713. (Le Traité en polonais et en latin, les Articles séparés en latin.) — Martens, Recreil, T. I. p. 535 - 589. (Le Traité en latin et en allemand, les Articles séparés en latin.) - Une Version très incorrecte des Articles séparés se trouve aussi dans Chr. Gottlieb von Friese, Beytrüge zu der Resormationsgeschichte in Polen und Litthauen (Varsovie 1786. T. I. II. in 80.) T. II. p. 329 - 403. (en latin et en allemand.) -La prétendue Traduction française, qui se treuve dans le Mercure historique et politique, T. CLXIV. p. 94. et qui a été reproduite dans Moser, Versuch des europäischen Völkerrechts, T. VI. p. 270., est remplie de fautes et d'incorrections.

1) Traité entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la Sérévissime République de Pologne, signé à Varsovie, le 18 (7) Septembre 1773.

[Prawa, Konstytucye, T. I. p. 22. (en français.) — J. W. Jezierski, Traktaty Polskie z sąsiedniemi mocarstwy zawarte od Roku 1618 (Varsovie 1789. in 8°.) c. à. d. Traités de la Pologne, conclus avec les Puissances voisines, depuis Pannée 1618. (Ce petit Recueil renferme des Extraits des Traités depuis 1618 jusqu'à 1775.) p. 133. (en polonais.) — Martens, Recueil, T. II. p. 129. (en français.) Une Traduction allemande a été imprimée à Vienne, 1773. in 4°. — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 60. (Sommaire.)]

- 2) Acte séparé entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, signé à Varsovie, le 15 Mars 1775. [Prawa, Konstytucye, l. c. p. 57. (en français.) Martens, Recueil, T. II. p. 136. (en français.) Schoell, Hist abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 63. (Sommaire.)]
- 3) Prawa, Konstytucye, l. c. p. 63. (en français.) Martens, Recueil, T. II. p. 141. (en français.) Schoell, Hist. abrégés, T. XIV. Chap. LX. p. 66. (Sommaire.)
- 4) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Addenda, p. LXXXII. add. à la p. 189. ligne 16.

servera la Règle ordinaire que le Demandeur suive la Jurisdiction du Défendeur, et tout Criminel doit être puni dans le
Lieu du Délit. S. M. le Roi et la République de Pologne promettent au reste de prendre des Arrangements efficaces, pour qu'il
soit toujours administré bonne et prompte Justice aux Sujets de
S. M. l'Impératrice de toutes les Russies; et que surtout l'Exécution soit donnée aux Sentences émanées en dernier Ressort des
Tribunaux. S. M. l'Impératrice promet également bonne et
prompte Justice aux Citoyens polonais, qui pourront avoir des
Procès dans Ses États, et en général on maintiendra de part et
d'autre les Transactions, les Sentences, et l'Exécution des Décrets émanés en dernier Ressort, ou confirmés par les Constitutions avant la Prise de Possession des Provinces cédées à S. M.
l'Impératrice.

(Troisième) Acte séparé entre les mêmes Puis1775,
15 Mars. sances, touchant le Commerce entre les États des
deux Parties contractantes. Fait à Varsovie,
le 15 Mars 1775 1).

Voulant encourager et protéger le Commerce entre les Habitants des deux États, les deux Hautes Parties contractantes confirment, de la Manière la plus solennelle, tout ce qui a été jusqu'ici conclu entre Elles, par rapport au Commerce réciproque, et nommément entre autres l'Art. XVIII. du Traité de 1686 ²) et l'Art. VIII. de celui de 1768 ³), ainsi que les Constitutions faites en faveur des Marchands russes commerçants dans les États de la République de Pologne, et leur permettent de trafiquer et de demeurer librement dans leurs États pour les Affaires de Commerce.

On établira des Consuls de part et d'autre, si le Besoin le demande, en s'engageant de les protéger et favoriser en tout et partout, autant qu'il sera possible, pour encourager et faire fleurir par là d'autant plus le Commerce, comme cela se pratique par les autres Nations amies et alliées, et les deux Hautes Parties contractantes se promettent en tout la plus parfaite Réciprocité.

Art. II. Il y aura donc à l'avenir un Commerce libre entre les Habitants des deux États. Et comme la République de

¹⁾ Prawa, Konstytucye, l. c. p. 69. (en français.) — Martens, Recueil, T. II. p. 145. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée,

T. XIV. Chàp. LX. p. 66. (Sommaire.)

²⁾ Voyez plus haut p. 1270.

³⁾ Voyez plus haut p. 1273.

Pologne ne saurait, au Sortir de Troubles si longs et si fâcheux, embrasser d'abord tous les Avantages possibles de son Commerce sutur, les deux Hautes Parties contractantes se réservent de spécifier à l'avenir, tout ce qui peut contribuer à ces Avantages et à maintenir une Réciprocité parfaite, qui convient entre deux États voisins et amis.

Quoiqu'il ait déjà été stipulé par les Traités précédents (confirmés par le présent), que les Douanes et Péages des Particuliers sont abolis, S. M. le Roi et la République de Pologne promettent de nouveau, de faire observer cette Stipulation le plus strictement possible, et de faire punir rigoureusement celui ou ceux qui oseraient y contrevenir.

De même, les promettent que la Justice aux Marchands russes, trafiquant en Pologne, en Cas qu'ils seraient lésés par les Sujets polonais, sera toujours rendue sans aucun Délai et sur le Champ, asia que le Commerce ne soit pas interrompu ni retardé.

Pareillement S. M. impériale de toutes les Russies promet la même Chose de Son Côté aux Marchands de Pologne trufiquant dans Ses États.....

Il sera libre et permis aux Marchands et Sujets des deux Puissances, en Cas de Maladie, et en quelque Tems que ce soit, avant ou même à l'Article de la Mort, de léguer par Testament ou par quelque autre Disposition que ce puisse être, ou de donner les Marchandises, Effets, Argent, Dettes à recevoir et tous Biens meubles, qui leur appartiendront, ou qui devront leur appartenir, à l'Heure de la Mort, dans toute l'Etendue de leurs États. Et s'il arrivait que quelque Marchand russe vint à mourir en Pologne, ou un Marchand polonais en Russie, soit qu'il ait testé ou non, ses Marchandises, Effets, et Tout ce qu'il pourra laisser, seront remis, sans en rien détourner, ou retenir, contre Quittance à ses Compagnons, Parents, ou à celui qui se présentera pour les recueillir, bien entendu que les Testaments, ou le Droit de succéder ab intestat, seront prouvés selon les Lois, dans les Lieux où la Personne sera décédée, et que, sur tout ce qui sera transporté hors du Pays, il sera payé un Droit de dix pour cent de sa Valeur.

Traité de Cession et de Limites entre S. M. 1793, l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la Répu-

blique de Pologne, signé à Grodno, le 22 (11) Juillet l'An de Grâce 1793 ').

L'Intention réciproque des Hautes Parties contractantes étant de faire jouir désormais leurs Sujets respectifs des Fruits de l'Union et de l'Amitié sincère, qui subsisteront dès aujourd'hui entre Elles, en leur procurant surtout tous les Avantages d'un libre Échange de leurs Besoins, et d'une Circulation facile des principaux Articles de leur Industrie, autant que cela sera compatible avec les Principes de Commerce introduits chez Elles: S. M. impériale de toutes les Russies, et S. M. le Roi et la République de Pologne, s'engagent formellement à se prêter à tout Arrangement et Proposition propres à faire fleurir le Commerce des deux Nations; et tout ce qui sera stipulé séparément par la Suite, à ce Sujet, aura la même Force et Valeur que si cela avait été inséré Mot à Mot dans le présent Traité.

Si les Hautes Parties contractantes, après la Conclusion de ce Traité solennel; jugeront convenable et nécessaire pour le Bien et l'Avantage de Leurs États respectifs, de s'accorder sur d'autres Stipulations nouvelles, il sera dressé un Acte séparé, lequel aura la même Force et Valeur que s'il était inséré ici Mot à Mot.

Traité d'Alliance entre S. M. l'Impératrice de 1793, toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la Sérénissime République de Pologne, signé à Grodno, le 16 (5) Octobre 1793 2).

L'Art. II. confirme les Traités précédents, de Moscou de 1686, et de Varsovie de 1768 et 1773, ainsi que celui de Grodno, du 22 (11) Juillet 1793.

Ala suite de l'Article précédent, et en Exécution de la Promesse que se sont réciproquement faite les Hautes Parties contractantes, dans le Traité de Grodno, du 22 (11) Juillet dernier (Art. VI.) de concourir le plutôt possible à des Arrangements relatifs au Commerce, S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, et S. M. le Roi et la Sérénissime République de Pologne, vu l'Amitié étroite et l'Union intime, qui doivent s'éta-

aux No 94. 95. 96. (en français.) — Public Advertiser, 1793. No. 18542. (en anglais.) — Martens, Recueil, T. V. (1re édition, p. 222. 2de édition, p. 536.) (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXII. p. 144. (Sommaire.)

¹⁾ Nouvelles extraordinaires, 1793. No. 66. 67. 68. Suppl. (en français.) — Martens, Recueil, T. V. (1 re édition, p. 162. — 2 de édition, p. 530.) (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXII. p. 139. (Sommaire.)

²⁾ Nouvelles extraordinaires, 1793. Suppl.

blir et se consolider à jamais entre les deux Nations, à la suite du présent Traité, voulant que toutes les Classes de leurs Sujets respectifs participent aux Avantages qui y sont stipulés, conviennent que le Bienfait aecordé à la Noblesse des deux Nations, par l'Article précédent 1), soit étendu dans le même Sens aux Marchands des deux États, de manière que tous les Marchands polonais, dans l'Empire de Russie, et tous les Marchands russes dans les Domaines de la République de Pologne, jouissent dorènavant, dans les États respectifs des deux Hautes Parties contractantes, des mêmes Droits, Avantages, Priviléges et Prérogatives, dont jouissent à présent ou jouiront à l'avenir les Marchands de chacun des deux États, bien entendu que ces Marchands seront assujétis à toutes les Lois et Charges de Commerce et de Bourgeoisie actuellement existantes, et qui seront promulguées à l'avenir dans les États respectifs; les Hautes Parties contractantes voulant que la Déclaration solennelle, contenue dans cet Article, embrassant, par une Disposition générale, toutes les Stipulations qui auraient pu être détaillées dans un Troité à part, tienne lieu du Traite de Commerce, qu'Elles s'étaient engagées à conclure à cette Occasion.

§. 25.

RUSSIE ET PORTE OTTOMANE 2).

A.

RUSSIE ET BAS-EMPIRE 3) OU EMPIRE GREC (AVANT 1453).

En 906, Oleg, Grand-Duc, ou plutôt Grand-Prince de Russie 4), poussé par le désir d'acquérir de la gloire et de faire du butin (car on ne lui connaît point d'autre motif), entre-prit une grande Expédition contre Constantinople, que les Écrivains russes nomment Tats r-grad, la Ville des Césars. Il descendit le Dnieper sur 2,000 barques, portant 80,000 hommes, avec lesquels il franchit les Cataractes de ce Fleuve 5), soit en glissant entre les Écueils,

- 1) L'Art. XVI. stipule que les Gentilshommes russes et polonais jouiront dans les États respectifs des Parties contractantes, des mêmes Droits et Privilèges.
- 2) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VII. Des Relations entre la Russie et la Porte othomane. §. 466—470. p. 445—448. d'Hauterive et de Cussy, I. c. P. II. T. V. p. 135.
- 3) Le Bas-Empire, c. à. d. l'Empire romain à son tems de Décadence, que les uns sont commencer au Régne de Valérien (253-260), et les autres à celui de Constantin (306-337).

On entend plus particulièrement par la dé-

- nomination d'Histoire du Bas-Empire, ou d'Histoire Byzantine, l'Histoire des Empereurs d'Orient, depuis le Partage de l'Empire romain en Empire d'Orient et d'Occident, jusqu'à la Conquête de Constantinople par les Turcs, en 1453. (Lunier, l. c. T. II. p. 70. Col. 2. Dict. de l'Académie. Schoell, Cours d'Histoire, T. I. Introduction générale, Chap. I. p. 61. sqq.)
- 4) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. p. 398. Col. 1. note *.
- 5) Dnieper ou Dnepr (Borysthène), appelé Ousi par les Tatars, naît dans le Gouvernement de Smolensk, District de Belsk, près

soit en saisant porter les embarcations à dos d'hommes. Parvenu à l'Embouchure du Fleuve, Oleg sit marcher par terre la Cavalerie, qui traversa la Bulgarie et arriva devant Constantinople, dont elle dévasta les Environs; la Flotte, après avoir cotoyé la Mer Noire, se présenta devant le Port que Léon le Philosophe avait fait sermer par une Chaîne; c'était l'unique désense dont cet Empereur s'était avisé. Léon envoya aux Russes des Vivres et du Vin, que ceux-ci resusèrent d'accepter, craignant qu'ils ne sussent empoisonnés. On entra cependant en Négociation, et la Paix sui conclue à Constantinople, en 907, aux Conditions suivantes:

1° Les Grecs payeront à l'Armée du Grand-Prince 12 grivnes 1) par homme, et autant pour les Villes de Kiev, Tschernigof, Perriaslavl, Polotsk, Rostof, Ljoubetsch et autres, où régnaient les Princes Vassaux d'Oleg 2).

de Gorodki, petit Village dans des marais couverts de bois et bordés de collines. Ses saurces sont très près du Volga et de la Dwina. Il coule d'abord au S. O., ensuite au S., se dirige après à l'E. S. E., en formant un coude près de Kirf; redescend au S., tourne au S. O. et se jette entre Otchakof et Kinbourn dans la Mer Noire, après avoir formé auparavant un Liman *) de la longueur de 16 lieues, dans beaucoup d'endroits de 1 à 2½ lieues de large. Ce Fleuve, dont la longueur du cours est de 350 lieues, parcourt les Gouvernements de Smolensk, de *Mohilev* ; il sépare ce dernier de celui de Minsk; là il se grossit des Rivières de Drouetz, Soja, Berezina, Mezia, Bassile et Griaza; il entre après dans le Gouvernement de Tschernigof, où le Pripetz, la Desna, le Troubėje, le Soupoi, la Zolotonocha viennent s'y jeter; passant alors devant Kief, il traverse le Gouvernement d'Ekaterinoslav, puis celui de Kherson, où il regoit les Rivières Rosse, Bazavlouk, Ingouletz, Psiol, Vorskla, Orel et Samara. Il a des rives bien encaissées, et dont le terroir est excell'ent; mais ses eaux sont troubles, à cause du sable qu'il entraîne par sa rapidité.

Le Dnieper, navigable depuis Smolensk ou Domogobouge, offre dans un espace de 15 lieues, treize Cascades ou Cataractes au-dessous de Kief. On peut cependant, durant le printems, lorsque les eaux sont hautes ou de moyenne élévation, franchir ces Cascades avec des barques qui ne tirent pas beaucoup d'eau. Cet obstacle à la navigation est cause que les Marchandises qui descendent ce Fleuve pour Kherson ou la Mer Noire, doivent être débarquées près la Samara-vicille et portées de là sur des chariots, l'espace de 18 lieues, jusqu'au Fort d'*Alexandrovsk*, à l'Embouchure de la Moskovka; là elles sont rembarquées, et continuent leur navigation sans obstacle jusqu'à l'Emhouchure du Fleuve, pendant plus de 100 lieues encore. On s'occupe mainte-

nant des moyens de faire sauter les Cascades, ou de remédier de quelque autre manière à cet inconvénient. Au-dessous des Cataractes, le Dnieper est couvert d'lles jusqu'au Liman. Ses meilleures Pécheries sont entre Kherson et son Embouchure. On ne rencontre sur tout son cours que le seul Pont de Kief, construit de Radeaux de 1638 pas de long. On enlève ce Pont vers la fin d'Octobre, avant que le Fleuve charrie, et on le rétablit au printems. On voit sur le Dnieper beaucoup de moulins construits sur des pontons. (Langlois, l. c T. II. p. 750. Col. 2. - Karamsin, Geschichte des rusaischen Reiches, T.I. Chap. V. p. 106. sqq. — Philipp Strahl, Geschichte des russischen Reichs (Hambourg, T. I. 1832. T. II. 1839.) T. I. A. p. 70. **). — Müller, l. c. T. IX. p. 4.)

1) A cette époque, des Peaux de martre et de petit-gris remplaçaient chez les Russes l'Argent monnayé; plus tard les Museaux et d'autres pièces de la peau de ces animaux représentaient la Valeur des Marchandises. Ces pièces portaient sans doute une certaine Marque imprimée par l'Autorité. Les liaisons avec Constantinople firent connaître aux Russes les Monnaies d'or et d'argent; mais à côté d'elles les Peaux furent encore employées. Du tems de Wladimir le Grand (980 — 1015), une grivne signifiait une certaine quantité de Peaux de martre; équivalente à un marc d'argent; cependant le prix de cette Monnaie fictive baissa successivement, et au XIII e siècle, une grivne d'argent valait sept grivnes de peaux. Voyez pour la valeur des grivnes, Karamsin, l. c. T. I. Chap. X. p. 202. 203. et dans les notes au T. I. p. 386. note 486. — Strahl, I. c. T. I. Période II. Chap. IX. p. 454. - Büsching, Magazin, T. VIII. p. 373. 381. — Schoell, Cours d'Hist. T. III. Liv. III. Chap. XIV. p. 161.

2) La Guerre était à cotto époque, chez les Slaves comme chez les Peuples scandinaves et germains, une des branches de l'Industrie

^{*)} Voyez plus haut p. 1189. Col. 2. note **.

^{**)} Cet Ouvrage n'est pas encore complet.

Le T. II. embrasse la Période de 1224 - 1505.

- 2º Les Ambassadeurs que les Grands-Princes de Russie enverront à Constantinople, seront entretenus dans cette Ville aux Frais du Trésor impérial.
- 3º L'Empereur sera tenu de fournir aux Morchands et Voyageurs russes qui se rendrent en Gièce, pendant six mois, le Pain, la Viande, le Vin, les Poissons et les Fruits, nécessaires à leur Subsistance: les Russes pourront fréquenter les Bains publics, et ils recevrent, lorsqu'ils voudront resourner dans leur Pays, les Provisions, les Ancres, Cordages, Voiles et tout ce dont ils pourront avoir besoin.

Le Grand-Prince de son Côté accepta les Conditions suivantes, stipulées par les Grecs:

- 1º Les Russes qui ne séjourneront point à Constantinople pour Affaires de Commerce, n'auront aucun Droit à la Subvention mensuelle de la part du Trésor impérial.
- 20 Il sera défendu aux Ambassadeurs russes, d'exercer des Vexations sur les Habitants des Districts on Lieux de l'Empire grec qu'ils traverseront.
- 3º Les Russes ne pourront demeurer à Constantinople que dans le Quartier de Saint-Mammas 1) 2); ils devront prévenir de leur Arrivée les Autorités de la Ville, qui feront inscrire leurs Noms, et leur assigneront ce qui sera nécessaire à leur Entretien; ils ne pourront entrer dans la Ville que cinquante à la fois, et par une seule Porte désignée à cet effet, non armés et sous la Conduite d'un Officier impérial; ils pourront faire librement le Commerce à Constantinople, et seront exempts de tout Péage.

Cet Accord verbal sut salennellement juré par les deux Parties. Lé on prêta Serment sur l'Évangile, Oleg et ses Compagnons le prétèrent sur leurs Armes; ils prirent à témoin Péroun et Wolofs 3), les Divinités des Slaves. Oleg suspendit son Bouclier à la Porte de Constantinople, et retourna, chargé de richesses, à Kief 4).

Il paraît qu'on était convenu qu'Oleg euverrait à Constantinople des Ambassadeurs, chargés de conclure un Traité d'Amitié et de Commerce. Cette Ambassade eut lieu en 911, et le Traité écrit qu'on signa au mois de Septembre, est le plus ancien Document de ce genre dans les Annales russes.

Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce,

911,
8 Septembre. conclu le second Dimanche de Septembre, huitième

Jour de ce Mois dans la quinzième Indiction 5) l'An

nationale. Oleg était obligé non seulement de partager le Butin et les Contributions de la Guerre avec l'Armée, mais encore de stipuler en faveur de ceux qui étaient restés dans leurs Foyers.

- 1) Saint Mammès ou Mammas, Berger en Cappadoce, martyr à Césarée, vers l'an 274; sa fête, le 17 Août chez les Latins; le 2 Septembre chez les Grecs. (Art de vérifien, T. II. dep. J. Chr. Catalogue des Saints, p. 81.)
- 2) Voyez Banduri, Imperium orientale (Paris 1711, T. I. II. gr. in fel. fig.) T. II. p. 719. Du Cange. Constantinopoli Christiana, seu Descriptio urbis Constantinopolitanae (Lutetiae Parisiorum 1682. Liv. I—IV.) Liv. IV. p. 185. von Hammer, Constantinopolis und der Bosporos (Pesth 1822. T. I. II. gr. in 8°.) T. I. p. 472.
- 3) Strahl, l. c. T. I. Introduction, Chap. II. p. 18-22.
- 4) Karamsin, l. c. T. I. Chap. V. p. 108. Art de vérifier, T. VIII. dep. J. Chr. p. 258. Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 313.
- 5) Les Indictions sont une Révolution (Période ou Cycle) de quinze années, qu'en re-

commence toujours par l'Unité, lorsque le nombre de quinze est fini. On ne sait ni l'origine de cette Période, ni quand, ni pourquei elle fut établie.

On prétend que l'Indiction était le nom d'un Tribut (Indictio tributaria) que les anciens Romains levaient tous les ans dans les Provinces, peur fournir à la paye des soldats qui avaient quinze ans de service.

L'Indiction comme Impôt annuel, se treuve énoncée dans une Loi de Dioclétien et de Maximien, publiée l'an 286 dep. J. Chr., où il est dit que ,, l'Indiction n'impose aucune ,, Taxe personnelle, parce qu'elle ne regarde ,, que les Fonds: Indictiones non per-, sonis, sed rebus indici solent."

En la considérant comme Époque, il est certain qu'en ne peut la faire remonter plus haut que le tems de l'Empereur Constantin (306 — 337), ni descendre plus bas que celui de Constance (337 — 361). Les premiers exemples qu'en en trouve dans le Code Théodosien (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. l. Chap. III. Sect. I. §. 2. p. 18. Col. 1. note 6.), sont du Régne de Constance, mort en 361. Dans ces premiers tems, il n'est pas

6419 de la Création du Monde (911), entre les Empcreurs Léon VI, Alexandre et Constantin VII d'une part, et le Grand-Prince Oleg et les illustres Boiars, qui sont sous "sa Main." (Ce Traité fut probablement rédigé en Langue grecque et slavone.) 1) 2).

aisé de fixer les années pour les Indictions, parce que tous les Auteurs ne leur assignent pas la même Époque. Quelques-uns mettent la première Indiction en 312, le plus grand nombre en 313, d'autres en 314, et il s'en treuve enfin qui la placent en 315.

Saint Athanase (Evèque d'Alexandrie, le 27 Décembre 326, mort le 18 Janvier 373), est le premier Auteur ecclésiastique qui ait employé la Date de l'Indiction.

On distingue communément trois sortes d'Indictions:

La première est celle de Constantinople: elle commence avec le mois de Septembre 312. Les Empereurs grecs s'en servaient, et en l'a aussi connue en France.

La seconde, plus commune en France et en Angleterre, est celle dont on attribue l'établissement à Constantin, et que sur ce fondement on appelle constantinienne, ou impériale, ou césaréenne. Son commencement est fixé au 24 Septembre 312.

La troisieme sorte d'Indiction commençait au 25 Décembre ou au 1 Janvier, selon que l'un ou l'autre de ces deux Jours était pris pour le premier de l'année. Les Papes, surtout depuis Grégoire VII (1072—1086), l'ent souvent employée dans leurs Bulles; c'est la raison pour laquelle en la nomme romaine ou pontificale. Elle n'a pas été inconnue en France: on en trouve des vestiges dans plusieurs anciens Écrivains, et dans les Diplômes des Empereurs Carlovingiens. C'était même presque la seule qu'en suivit en Dauphiné, dans le XIV e siècle:

La première année de chaque Cycle de l'Indiction s'appelle Indiction Ire, et ainsi de suite jusqu'à la XV e.

En remontant de l'an 312, on trouve que la première Année de l'Ère chrétienne aurait été la IV e Indiction, si cette manière de compter le Tems eût été alors en usage: d'où il s'ensuit que, peur trouver l'Indiction de quelque année que ce soit, depuis J. Chr., il faut ajouter le nombre de 3 au nembre donné, et, divisant la somme par 15, s'il ne reste rien, cette année sera l'Indiction XV e; s'il reste un nombre, ce Reste donnera l'Indiction que l'en cherche. Ainsi, si l'on demande le

nombre d'Indiction et l'Année de la dernière Indiction, en 1839, ajoutez 3 à 1839 et divisez 1842 par 15, le quotient 122 vous apprend qu'il y a eu 122 Indictions, et le Reste 12, qu'on est dans la XII e année de la CXXIII e Indiction. (Dom de Vaines, Dict. raisonné de Diplomatique, T. l. p. 321. Art. Date de l'Indiction. T. II. p. 25. Art. Indiction. - Art de vérifier, T. I. dep. J. Chr. §. IV. p. 36. — Du Cange, Gloss. mediae et infimae Latinitatie, T. III. Col 1393. sqq. - Ideler, Handbuch der mathematischen und technischen Chronologie, T. II. p. 352. sqq. 359. sqq. — Dict. de la Conversation, T. XXXIII. p. 5. Col. 2. où au lieu de ,, et "le reste, 14, qu'on est dans la guatorzième "année de la 123," il faut lire "et le reste, ,,9, qu'on est dans la neuvième aanée de ,, la 123." — Conversations-Lexikon, T. IX. p. 378. Art. Römerzinszahl.)

1) Müller, Sammlung russischer Geschichte, T. I. No. I. Art. II. p. 17. Ibidem, Ne. V. Art. II. p. 409. (Version très incorrecte, portant la fausse date de 912.) (en @llemand.) — Scherer, Hist. raisonnée du Commerce de la Russie, T. I. Chap. VII. p. 207. sqq. Ibidem, T. II. Pièces justificatives, No. IX. p. 183. (en français — avec la fausse date de 912, que l'Auteur fait correspondre à l'année 6425 de l'Ere grecque, tandis qu'elle répond à l'année 6419.) Traduction très incorrecte, qui au lieu de X Articles est divisée en XI. - Karamsin, l. c. T. I. Chap. V. p. 113. (en allemand.) — Strahl, l. c. T. I. A. p. 72. (en allemand.) — Histoire de l'Empire de Russie, par Karamsin (Paris 1819, 1820 T. I - VIII. traduite par MM. St. Thomas et Jauffret. 1823. T. IX. par Mr. St. Thomas 1826. T. X. XI. in 8°. par Mr. de Divoff.) T. I. Chap. V. p. 165. (en français.) — Art de vérifier, T. VIII. depuis J. Chr. p. 258. (Sommaire, portant également la fausse date de 912.) — Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. IL. Chap. XVIII. p. 314. (Sommaire.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version allemande, rapportée par le Traducteur de Karamsin et par Strahl.

2) Voyez plus haut p. 1147. Cel. 1. note f.

Le Préambule dit expressement que les Articles ci-après n'ent point été arrêtés verbalement comme autrefois, mais qu'ils ont été rédigés par écrit et confirmés par Serment.

Art. I. Avant toutes Choses, Nous voulons Nous reconcilier avec Vous, Grecs, Nous aimer de toute Notre Ame les Uns les Autres, et ne point permettre que quelqu'un de ceux qui sont sous la Main de Notre illustre Prince Vous offense, mais au contraire Nous efforcer, tant que Nous pourrons, de maintenir constamment et invariablement cette Amitié. Conservez de même Vous, Grecs, un Amour invariable envers Notre illustre Prince et envers tous ceux qui sont sous la Main de l'illustre Oleg. Mais en Cas de Contravention on de Délit, Nous procéderons de la Manière suivante:

Le Délit devra être prouvé par des Témoignages, mais là où il n'y aura point de Témoins, ce ne sera point le Demandeur, mais le Défendeur qui devra prêter Serment, et chacun prêtera le Serment conformément à sa Croyance.

un Russe, il devra être mis à Mort sur le Lieu même où il aura commis le Crime. Si le Meurtrier s'évade et qu'il se cuche, ses Biens écherront aux plus proches Parents de celui qui aura été tué; toutefois la Femme du Meurtrier ne pourra être privée de sa Légitime 1). Mais si le Meurtrier s'évade sans laisser aucun Bien, il devra être considéré comme étant sous Jugement, jusqu'à ce qu'il soit trouvé, et alors il devra immédiament être puni de Mort.

Ant. IV. Celui qui frappera un autre, soit avec un Glaive, soit avec quelque autre Instrument, payera, d'après la Loi russe, cinq litras d'argent 2); celui dont les Biens ne suffiront pas pour acquitter cette Amende, payera ce qu'il pourra; il se dépouillera même de tous les Vêtements qu'il porte, et lorsqu'il aura fait Serment, selon sa Croyance, qu'il n'a ni Parents ni Amis disposés à le racheter, il sera déchargé de toute Responsabilité ultérieure.

Si un Russe vole quoi que ce soit à un Chrétien, ou un Chrétien à un Russe, et que le Voleur, pris sur le fait, veuille faire Résistance, le Propriétaire de la Chose volée

¹⁾ Légitime. La Portion assurée par la Loi à certains Héritiers sur la part héréditaire, qu'ils auraient eu en entier, si le Défunt n'en avait disposé totalement ou partielle-

ment, par Donations entre viss ou testamentaires. (Dict. de l'Académie.)

²⁾ Voyez pour la Valeur des Litras, Karamsin, l. c. T. I. Notes p. 3. 28. No. 312.

pourra le tuer sans encourir aucune Responsabilité, et reprendre ce qui lui appartient; mais quant au Voleur qui se laissera prendre, sans faire de Résistance, il lui sera permis seulement de le lier. Si un Russe ou un Chrétien, entrant dans une Maison, sous Prétexte de quelque Recherche à faire, et qu'au lieu de reprendre ce qui lui appartient, il se saisisse par Force de ce qui ne lui appartient pas, il devra le restituer au Triple.

Si la Tempête jette un Navire grec sur une Terre étrangère, où Nous Nous trouvons, Nous, les Russes, Nous prendrons ledit Navire avec sa Cargaison sous Notre Garde et l'expédierons pour la Grèce, en le convoyant à travers tous les Endroits dangéreux, jusqu'à ce qu'il soit en Sûreté. Mais, si à cause de la Tempête, ou à cause d'un autre Obstacle quelconque, ledit Navire ne pouvait regagner sa Patrie, Nous assisterons les Rameurs et Nous conduirons ledit Navire à un bon Mouillage en Russie. Les Marchandises, et tout ce qui se trouvera d'ailleurs sur ledit Navire sauvé par Nous, pourra être librement vendu; et lorsque Nos Ambassadeurs se rendront auprès du Tzar en Grèce, ou que Nos Marchands partiront pour la Grèce, pour y faire des Achats, ils devront loyalement y conduire ledit Navire, et remettre, sans en rien détourner, tout le Produit des Marchandises vendues.

Si un Russe tuait un Homme appartenant audit Navire, ou qu'il volât quoi que ce soit, il sera puni conformément à ce qui a été stipulé plus haut.

Les Grecs seront tenus d'agir de la même Manière envers les Navires russes.

Les Art. VII. et VIII. concernent les Captifs et Prisonniers de guerre, ainsi que les Esclaves vendus et les Fuyards.

- Si un Russe, employé au Service du Tzar chrétien, vient à mourir en Grèce, sans avoir disposé de ses Biens, et qu'il n'ait point de Parents, ses Biens seront transmis en Russie à ses bons et proches Parents; mais s'il a fait des Dispositions, les Biens seront remis à l'Héritier désigné par le Testament.
- Art. X. Si, parmi les Marchands russes, ou parmi d'autres Russes, séjournant en Grèce, il se trouvait des Criminels, et que ceux-ci fussent réclamés, pour être punis dans leur Patrie, le Tzar chrétien sera tenu de les faire renvoyer, même confre leur Gré.

Et les Russes seront tenus d'agir de la même Manière par rapport aux Grecs.

Afin d'assurer l'Exécution inviolable du présent Traité entre Nous, Russes et Grecs, Nous l'avons fait coucher par écrit sur deux Parchemins avec du Cinabre ') '). L'Empereur grec les a signés de sa propre Main, en prêtant Serment par la Sainte-Croix et la Trinité indivisible (unzertrennlichen eingebornen Dreieinigkeit) d'un seul Dieu, et a donné l'un des Parchemins à Notre Prince (unserer Durchlaucht), et Nous, les Ambassadeurs russes, lui avons remis l'autre, en prêtant Serment, d'après Notre Croyance, tant pour Nous que pour tous les autres Russes, d'observer les Articles de Paix arrêtés, ainsi que l'Amour entre Nous, les Russes et les Grecs. Le second Dimanche de Septembre, huitième Jour de ce Mois, dans la XVe ladiction de l'An 6419 de la Création du Monde ').

1) Cinabre ou Cinnabre, en latin Cinnabarium, fait du grec nivaspa, qui signifie mauvaise odeur.

Minéral rouge, fort pésant, qui résulte d'une combinaison naturelle ou artificielle du Mercure avec le Soufre.

Le Cinabre factice a les mêmes propriétés que le Cinabre naturel; en masse, cette Substance minérale est d'un violet plus ou moins fencé; réduite en poudre fine, elle est d'un rouge très vif, et prend alors le nom de Vermillen. La préparation s'en fait avec de l'Urine eu de l'Esprit de vin. On se sert encore du Cinabre factice pour peindre le Verre, teindre la Cire d'Espagne, colorer les Émaux et les Cartes à jouer.

Les Anciens connaissaient le Cinabre; les Dames s'en servaient pour relever l'éclat de leurs lèvres, et les Triemphateurs s'en barbouillaient le corps à leur entrée dans Rome. (Diet. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. I. p. 311. Cel. 1. — Diet. de la Conversation, T. XIV. p. 340. Cel. 2. Art. Cinabre. T. LII. p. 78. Cel. 2. Art. Vermillon.)

2) L'Encre rouge, c. à. d. composée de Vermillon, de Cinabre, ou de Pourpre, est très commune dans les Manuscrits; mais il ne s'en trouve cependant pas où elle règne d'un beut à l'autre. Cette couleur est beaucop plus rare dans les Diplômes que dans les Manuscrits, et peut-être n'y a-t-il pas de Chartes totalement écrites d'une Encre différente de la noire. (?)

L'Encre rouge ou de pourpre était une Encre distinguée, puisque les Empereurs

d'Orient en avaient fait cheix, privativement à toute autre personne, pour souscrire leurs Lettres et les Diplômes dressés en leur nom, et que l'en pouvait refuser de reconnâtre, comme venant de l'Empereur, tout Rescrit dent la Signature n'aurait pas été d'Encre de Pourpre.

Ce sut l'Empereur Léon qui, par Sa Loi VI e de l'an 470, statua que le Décret impérial ne serait point estimé authentique, s'il n'était signé de la main de l'Empereur avec le Cinabre. Cette Loi n'a pas toujours eu son Effet quant à la Ferce du Décret, mais les Signatures des Empereurs gracs, quand ils en mettaient, n'ont point varié depuis pour la Couleur jusqu'à la fin de cet Empire.

Ce Droit, dont ils avaient été si jaloux, les Empereurs le communiquèrent, au XII e siècle, à leurs proches Parents, puis à leurs Grands-Officiers, comme une Marque distinctive. Ils se réservèrent alors privativement la Date du Mois et de l'Indiction en Caractères ronges.

En Occident, tous ces Usages n'euront pas lieu, et Charles le Chauve (840 — 877) est peut-être le seul Roi de France, le seul Empereur d'Occident, qui ait donné quelques Chartes dont les Monogrammes soient en Vermillon. (Dom de Vaines, l. c. T. l. p. 511. Art. Encre rouge.)

3) Aucun Historien du Bas-Empire ne parle ni de l'Expédition d'Oleg à Constantinople, ni du Traité de 911. Leur silence ne prouve absolument rien contre la vérité du fait: on sait que l'Histoire de Constantinople de cette Épeque, est très désectueuse.

Igor, qui succéda à Oleg, en 912, entreprit, en 941, une Expédition contre l'Empire grec. Sa Flotte que, par une exagération évidente, les Chroniqueurs font monter à 10,000 Barques, exerça d'horribles Dévastations sur les Côtes de la Mer Noire. L'Empereur romain Lecapène envoya contre lui le Protovestiaire 1) Thé ophane: ce Général attaqua la Flotte près du Phare du Bosphore, et lançant sur elle le Feu grégeois 2), la mit en une Déroute complète. Pour réparer cette perte, Igor équipa, trois ans après, en 944, une nouvelle Flotte, et renforça son Armée par des Warègues 3), qu'il fit venir de Scandinavie, et par des

1) Πρωτοβεστιάριος, Protovestiarius, Officier, Grand-Dignitaire de la Cour
des Empereurs de Constantinople, dont les
Fonctions répondaient à peu près à celles que
dans les Cours d'Occident remplissait le
Grand-Maître de la Garderobe. (Co din
Curopalata, De officiis Constantinopol.
Liv. II. No. 62. — Du Cange, Gloss. ad
Script. mediae et infimae Graecitatis, T. I.
Col. 192. 193. v. Βέστης. — Du Mème,
Gloss. ad Script. med. et inf. Latinitatis,
T. V. Col. 933. — Grand Vocabulaire frangais, T. XXIII. p. 426.)

2) Feu grégeois. Feu dout l'intensité s'ac-

croît par le contact de l'eau. Son mouvement est contraire à celui du Feu naturel; il se porte indistinctement dans toutes les directions que l'instrument qui le lance. On lui donna d'abord le nom de Feu grec, et ensuite celui de Feu grégeois, dont l'Étymologie est la même, parce que les Grecs employèrent les premiers ce terrible moyen de destruction. Les Historiens byzantins attribuent l'invention du Feu grégeois à un Grec Syrien, nommé Callinicus*), qui, en 668, le porta en Grèce et l'employa avec le plus étonnant succès dans les Guerres de l'Empereur Constantin IV (surnommé Pogoniat, c. à. d. le Barbu) **) contre les Sarrasins; il sauva Constantinople, en brûlant leur Flotte dans l'Hellespont. -C'était un mélange de matières faciles à s'enflammer, entre autres de Naphte et de Soufre; on en remplissait les Brûlots qu'on làchait contre les Vaisseaux ennemis après y avoir attachée. On ne pouvait l'éteindre qu'avec du Vinaigre, de l'Urine ou du Sable, ou avec des Cuirs d'animaux récemment écorchés. Il paraît qu'au commencement du Xe siècle, le Feu grégeois était encore inconnu aux autres Nations. Il fut mis au rang des Secrets de l'État, par Constantin Porphyrogenète, qui, dans l'Ouvrage dédié à Romain, son fils, sur l'Administration de l'Empire, lui enjoint, lersque les Barbares lui demanderont du Feu grégeois, de répondre qu'il ne lui est pas permis de leur en donner, parce qu'un Ange, qui l'apporta à l'Empereur Constantin, défendit de le communiquer aux autres Nations, et que ceux qui avaient osé le faire, avaient été dévorés par le Feu du Ciel, dès qu'ils étaient entrés dans l'Eglise. Cependant, malgré les Précautions des Empereurs grecs, la Composition du Feu grégeois vint à être connue ou découverte par leurs ennemis. Le Père Daniel, dans son Histoire du Siège de Damiette, en 1249 ***), sous Saint Louis, rapporte que les Turcs en firent alors un terrible usage.

La Poudre à Canon, dont l'emploi dans la Guerre date du XIII e siècle, fit tomber en oubli le Feu grégeois. (Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. I. Chap. XV. p. 33. — Grand Vocabulaire français, T. X. p. 415. Col. 1. — Lunier, l. c. T. II. p. 203. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXVII. p. 40. Col. 1. — Conversations - Lexikon, T. IV. p. 932.)

3) Warègues. Les Savants ne sont point d'accord sur le Peuple désigné par ce nom. Mr. Schoell, dans son Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 308. dit, Les, Warègues ne peuvent avoir été que des nommands, c. à. d. des Scandinaves habinant sur la Mer Baltique, que Nestor t), appelle la Mer Warègue." Comparez

mis le feu; on le lançait aussi en le soufflant par des Tuyaux de Cuivre, garnis à leur ex-

trémité d'Etoupes enslammées, ou bien la matière enslammable, soit pulvérisée, soit mèlée

avec de l'Huile, était renfermée dans des Vases de terre que les Soldats langaient à la main,

après avoir allumé une Amorce qui y était

^{*)} Biogr. universelle, T. VI. p. 551. Col. 2. Art. Callinique.

^{**)} Pogoniat, fait du grec Πωγωνιατής, dérivé de πώγων, la Barbe.

eve) Le Père Gabriel Daniel (Historiographe de France; né à Rouen, en 1649,

mort le 23 Juin 1728) Histoire de la France, depuis l'établissement de la Monarchie française dans les Gaules (Paris 1755—1757. T. 1—XVII. in 4°.) T. I. p. 422.

t) Nestor, le Père de l'Histoire russe, né l'an 1056, dans la Russie méridionale, prit l'Habit à l'àge de 17 ans, dans le Couvent

Pétchénègues 1), qu'il prit à sa solde. Romain Lecapène envoya à sa rencontre des Ambassadeurs, qui trouvèrent Igor près des Bouches du Danube, et achetèrent la Paix aux mêmes Conditions que Léon VI avait acceptées en 906.

Strahl, L. c. T. I. Période I. p. 55. sqq. — Schnitzler, La Russie, la Pologne et la Finlande, Liv. I. Chap. II. p. 14. sqq. — Büsching, Magazin, T. XVI. p. 327 — 348.

1) Les Petchénègues, chassés en 833 de leur Demeure entre l'Oural, l'Iaik et le Wolga, par les Ouzes, étaient entrés dans le Pays des Khazares, avaient chassé les Madgyars de leurs Demeures entre le Don et le Pruth, et arrivèrent vers 914 sur le Duieper. Repoussés de Kief, ils se tourairent vers le Danube, et occupérent la Bessa

arabie, la Moldavie et la Valachie. Chassés de ces Pays par les Cumans, ils s'établirent dans l'ancienne Dace, nommée depuis la Transylvanie. En 1091, le Roi La dislas força le Khan petchénègue d'accepter le Baptème et de reconnaître la Suzeraineté de la Hongrie. (Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 315. T. III. Liv. III. Chap. XIV. p. 148. T. VI. Liv. IV. Chap. XXII. p. 209. — Strahl, l. c. T. I. Introduction. Chap. III. p. 27. — Karamsin, l. c. T. I. Chap. VI. p. 118.)

des Covernes (Peczerskij monastyr) à Kief, où il mourut vers l'an 1116. Un a de lui sen Patericon et sa Chronique.

Dans le premier de ces Ouvrages, il a écrit la Vie des Hommes illustres et pieux qui avaient vécu avant lui dans son Monastère (Kief, à l'Imprimerie du Monastère des Cavernes, 1661 et 1702; Moscou 1759. in sel.) La première Partie du Patericon a pour Titre: Pars prima, in qua reperiuntur Vitae Sanctorum venerabilium et Psopógov Patrum nostrorum Peczericorum, scriptae a venerabili nostro patre Nestore, chronographo russico. L'Ouvrage, écrit en vieux slavon, ne nous est point parvenu en entier; neus n'avens que les Extraits qu'en sit Siméon, Evêque de Wladimir et de Susdal, dans le XIII e siècle.

La Chronique de Nestor, beaucoup plus importante, nous est parvenue en entier, et dans un grand nombre de Manuscrits. C'est le plus ancien Monument que les Russes possèdent pour l'Histoire de leur l'ays et de leur Littérature: elle est aussi écrite en ancien slavon. Selon lui, le nom de la Russie a commencé vers l'an 852, à être connu. Nestor suit les évènements jusqu'en 1116. Sa Chronique sut continuée par Sylvestre, Abbe de Saint Michel, qui mourut à Kief, en 1123. Deux autres Religieux ont poussé la Chronique, l'un jusqu'en 1157, l'autre jusqu'en 1203. Ces quatre Ecrivains forment la première Classe des Annales russes, qui ont été continuées jusqu'au XVI e siècle; mais la Collection entière a conservé le nom de Nestor. La Partie qui lui appartient incontestablement, se distingue par la simplicité et la gravité du Style. L'Auteur met toujours ses Personnages en action. En parcourant sa Chronique, on croit lire les Livres histo-

riques de l'Ancien Testament. Les meilleurs Manuscrits de la Chronique de Nestor et de ses Continuateurs, sont ceux de Pouschkin et de Troitzka. On en avait donné une Traduction allemande, très inexacte (Pétersbourg 1732). Nestor a reparu dans les différentes Collections de Chroniques, que les Russes ont publiées depuis une cinquantaine d'années. Schloetzer (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. p. 402. Col. 1. note 2.) en donna le Texte russe (en lettres latines), conféré d'après huit Manuscrits qui avaient été imprimés depuis 1767, et neuf qui ne l'out jamais été, avec une Traduction allemande et un Commentaire historique et critique. Cependant, il mourut avant d'avoir achevé son Ouvrage, qui ne comprend que l'Histoire des cinq premiers Grande-Ducs, jusqu'en 980. — La seule Traduction qui ait encore paru en langue française, de la Chronique de Nestor, est celle de Mr. Antoine Louis Paris, faite sur le Manuscrit dent un Prince Radzivil, Gouverneur à Koenigsberg, enrichit la Bibliothèque de cette Ville, et qui, pendant la Guerre de sept ans, fut enlevé par les Russes et transporté à Saint Pétersbourg (Paris 1834 — 1835. T. I. II. in 80.). Cette Traduction est accompagnée de notes précieuses, quoique incomplètes sur des faits d'un ordre majeur. (Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII p. 304, note 1. T. VI. Liv. IV. Chap. XXI. p. 191. T. XI. Liv. V. Chap. XXV. p. 164—166. — Karamsin, l. c. T. 1. Sources de l'Histoire de Russie jusqu'au XVII e siècle. I. Annales. p. XIX. — Dict. de la Conversation, T. XL. p. 78. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 764. — Biogr. universelle, T. XXXI. p. 88. Col. 2.)

L'année suivante (945), l'Empereur et le Grand-Prince s'enveyèrent derechef des Ambassadeurs, et un nouveau Traité solennel fut conclu à Constantinople.

Traité de Paix et de Commerce, conclu entre 945, 20 Avril. Igor, Grand-Prince de Russie, et les Empercurs grecs Romain, Constantin VII et Étienne, fait à Constantinople, en l'année 6453, l'an de J. Chr. 945, dans la IV e Indiction, le 20 Avril. (Original en grec et en slavon.) ').

Le Grand-Prince russe et ses Boïars pourront envoyer en Grèce, sans aucun Empêchement, des Navires

yer en Grèce, sans aucun Empêchement, des Navires avec leurs Ambassadeurs et leurs Marchands, ainsi que cela a été arrêté anciennement. Les Marchands porteront des Bagues (ou Anneaux) en Argent, et les Ambassadeurs des Bagues en Or: à compter d'àprésent, les uns et les autres devront être munis de Lettres de la part du Prince russe, qui spécifieront le Nombre d'Hommes et de Vaisseaux envoyés, et qui constateront leurs Intentions pacifiques. Celui qui se présentera sans une pareille Lettre, sera mis sous Garde, et y restera jusqu'à ce que le Prince russe en soit informé. Si le Détenu résiste, il encourt la Peine capitale, et le Prince russe ne vengera point sa Mort, et s'il s'évade en Russie, Nous, les Grecs, informerons le Prince russe de son Évasion, afin que le Prince procède à son Égard comme il le jugera à propos.

Art. III. Les Russes, qui ne viendront point pour Affaires de Commerce, ne recevront point la Subvention mensuelle.

Le Grand-Prince ordonnera à ses Ambassadeurs et aux Russes venant en Grèce, de ne commettre aucun Désordre, ni dans les Villages ni ailleurs sur le Territoire grec; ceux qui viendront à Constantinople, ne pourront demeurer que près du Couvent de Saint-Mammas, et alors l'Empereur grec enverra des Personnes, qui inscriront leurs Noms sur un Régistre, et qui leur assigneront leur Subsistance, savoir, aux Ambassadeurs ce qui est fixé pour eux (den Gesandten nemlich das Gesandtschaftliche), et aux Marchands la Subvention mensuelle, et cela d'abord

¹⁾ Müller, l. c. T. I. No. I. Art. II. p. 22. sqq. No. V. Art. II. p. 412. sqq. (Version allemande très inexacte.) — Scherer, l. c. T. II. Pièces justificatives, No. X. p. 193. (Traduction française, très inexacte, qui, au lieu de XV Articles, n'en contient que XIII.) — Karamsin, l. c. T. l. Chap. VI. p. 123. (Version allemande.) — Strahl, l. c. T. I. A.

p. 79. (Version allemande.) — Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 316. (cité.) — Hist. de Russie par Karramsin (Traduction française), T. I. Chap. VI. p. 186. (en français.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version allemande, rapportée par Strahl.

à ceux de Kief, ensuite à ceux de Tschernigof, et puis à ceux de Perejaslavl. Ils ne pourront entrer dans la Ville que par une seule Porte, jamais plus que 50 Hommes à la fois, et toujours accompagnés par un Officier impérial, mais après cela ils pourront faire le Commerce tant que cela leur fera Plaisir, et jusqu'au Moment où ils repartiront de Constantinople.

conformément au Traité antérieur, les Russes qui quitteront Constantinople, devront recevoir des Grecs tout ce qui sera nécessaire à leur Retour et à l'Équipement de leurs Navires; mais ils ne pourront passer l'Hiver dant le Voisinage de Saint-Mammas, et ils devront retourner dans leur Pays avec une bonne Escorte. (Comparez plus haut p. 1279. les Art. II. et III. des Stipulations faites par les Russes par le Traité de 907, et les Art. II. et III. des Stipulations faites par les Grecs.)

L'Art. IV. concerne les Esclaves qui s'évadent de part et d'autre. (Comparez plus haut p. 1282. l'Art. VIII. du Traité de 911.)

Ant. V. Si un Russe essaye de détourner (ou soustraire) quoi que ce soit à un Grec, le Voleur devra être puni rigoureusement. Si on le saisit, il devra payer le Double de la Valeur (de l'Objet qu'il aura volé); et si un Grec fait un Vol à un Russe, il subira la même Peine que l'autre. (Comparez plus haut p. 1282. l'Art. V. du Traité de 911.)

S'il arrive qu'un Grec fait un Vol à un Russe, ou un Russe à un Grec, le Voleur devra restituer non seulement ce qu'il aura volé, mais encore la Valeur de cet Objet, mais si la Chose volée était déjà vendue, le Voleur devra en payer la double Valeur et être puni conformément aux Lois russes et grecques ').

Si les Russes trouvent une Barque grecque, jetée en quelque Lieu que ce soit, sur le Rivage, ils ne devront faire aucune Injure à l'Équipage, et quiconque volera quoi que ce soit de ladite Barque, ou qui privera de la Liberté ou tuera quelqu'un de l'Équipage, devra être puni conformément aux Lois russes et grecques 2). (Comparez plus haut p. 1282. l'Art. VI. du Traité de 911)

Si les Grecs, soumis à l'Autorité de l'Empereur grec, commettent un Crime, le Prince russe n'aura point le

¹⁾ Les Articles V. et VI. no font, dans la 2) Cet Article est le VIII e de la Version Version rapportée par Karamsin, qu'un seul rapportée par Karamsin.

Article, qui est le Ve.

Pouvoir de les punir, mais ils devront subir, en vertu d'un Ordre de l'Empereur grec, la Peine qu'ils auront méritée.

Art. XIII. Si un Grec tue un Russe, ou un Russe un Grec, les plus proches Parents du Mort se saisiront du Meurtrier et le tueront. Si le Meurtrier s'évade et s'enfuit, ses Biens écherront aux Parents du Mort, mais s'il s'évade et qu'il ne laisse aucun Bien, on devra le chercher partout, et lorsqu'on l'aura trouvé, il devra être mis à Mort. (Comparez plus haut p. 1281. l'Art. III. du Traité de 911.)

L'Art. XIV. reproduit la Stipulation énoncée dans l'Art. IV. du Traité de 911. (Veyez plus haut p. 1281.) 1).

Nous tous (Grecs), tant que Nous sommes, avons fait écrire la présente Convention sur deux Feuilles de Parchemin; l'une d'elles, que Nous avons munie de la Souscription de Nos Noms, et que Nous avons confirmée par Serment, est destinée pour l'Empereur grec; l'autre a été signée par Nous Ambassadeurs et Marchands (russes). Ceux qui partiront (pour la Russie) avec les Ambassadeurs grecs, devront remettre la Feuille dont ils seront Porteurs, au Grand-Prince russe et à ceux qui dépendent de Lui, et ceux-ci, après l'avoir reçue, devront prêter Serment de remplir fidèlement et sincèrement tout ce dont Nous sommes convenus et ce qui a été couché par écrit sur lesdits Parchemins, et confirmé par la Souscription de Nos Noms.

Et Nous (Russes) tous, tant que Nous sommes, qui avons été baptisés, avons prêté Serment à la Cathédrale de Saint-Élie²), en mettant devant Nous la sainte et vénérable Croix et ladite Feuille de Parchemin, d'observer fidèlement ce qui y est écrit, et de n'enfreindre aucune des Stipulations convenues. Celui des Nôtres, que ce soit le Prince lui-même ou quelqu'un d'autre, Chrétien ou Non-baptisé, qui y contreviendra, qu'il soit privé de tout Secours de Dieu, qu'il soit Esclave dans ce Monde-ci et dans l'autre, et qu'il périsse par ses propres Armes. Mais, les Russes non-baptisés devront, en prêtant Serment, mettre par Terre leurs Boucliers, leurs Glaives nus avec leurs autres Armes et leurs Bagues 1) (ou Anneaux), et jurer qu'Igor, tous les Boïars

¹⁾ Les Art. XII. XIII. et XIV. sont les XI e, XII e et XIII e de la Version rapportée par Karamsin.

²⁾ L'Église de Saint-Élie à Kief. (Voyez Karamsin, l. c. T. I. Notes. p. 334. note 343)

³⁾ La Version donnée par Strahl porte, Ringkragen," mais cet Écrivain ne donne point d'explication de ce mot. Nous avons adopté la Version donnée par le Traducteur de Karamsin, qui porte, Ringe."

et Sujets russes, observeront toujours et à toute Perpétuite ce qui est exprimé dans ledit Parchemin. Quiconque, soit Prince ou Sujet russe, baptisé ou non-baptisé, agira contre la Teneur de la présente Convention, méritera de périr par son propre Glaive, qu'il soit maudit de Dieu et de Peroun, parce qu'il rompt son Serment. Quant au Grand-Prince Igor, puisse-t-il être juste, Nous conserver Son Amour sincère, et ne le point laisser s'étein-dre, tant que le Soleil luira, et que le Monde entier subsistera, actuellement et dans tous les Tems à venir.

Si la Politique, qui avait dicté ces Traités, eût toujours animé les Princes russes, si la bonne Foi ou leur Intérêt personnel eût pu les maintenir dans les Dispositions dont ces Conventions leur faisaient une Loi, jamais les Invasions des Barbares ne seraient devenues aussi funestes à l'un et l'autre Empire; mais la Jalousie ne tarda pas à rompre cette Alliance, et fit prendre les Armes aux Princes russes.

Les Grecs, plus sages et plus prudents, d'ailleurs plus enclins au Commerce, qu'avides de faire des Conquêtes, prévinrent une Kupture irréparable, en achetant la Paix à force de Présents. Ainsi, les Rapports commerciaux entre les deux Empires restèrent à peu près sur le même pied, jusqu'à ce que les Querelles toujours renaissantes des Grands-Princes russes, et les Guerres intestines qui divisaient la Russie en différents partis, et la déchiraient continuellement, eussent facilité aux Tatars les moyens de les assujétir les uns après les autres 1).

B.

RUSSIE ET EMPIRE TURC (DEPUIS 1453).

Les premières Relations directes entre les Tzars de Russie et les Sultans attomans, depuis que ces derniers avaient transporté le Siége de l'Empire à Constantinople, remontent au XVI e siècle 2).

Le Tzar Jean IV envoya, en 1539, au Sultan Suléyman un Ambassadeur, qui sut accueilli à Constantinople avec les plus grands honneurs 3).

En 1557, le Sultan Suléyman I adressa à Jean IV une Missive écrite en lettres d'or, dans laquelle il rappelle l'ancienne Amitié existante entre les deux États; il donne à Jean le Titre de Tzar fortuné et de sage Prince, et recommande à sa Protection des Marchands ettomans qu'il enveyait à Moscou pour y acheter des Foursures 4).

Jean IV envoya, en 1570 et 1577, des Ambassadeurs à Constantinople ?), pour féliciter Sélim I sur son Avènement au Trône, et maintenir la Paix sérieusement compromise par les Projets hostiles du Sultan sur Astrakhan et Kasan.

En 1677, à la suite du Traité de Paix signé à Zuramno ?), le 27 (16) Octobre 1676 ?),

- 1) Scherer, l. c. T. I. Chap. VII. p. 210. sqq.
- 2) Mr. Schoell se trompe grossièrement, en disant dans son Histoire abrégée des Traités, T. XIV. Introduction, p. 246. où il rend compte de la guerre de 1677, entre les Russes et les Turcs: "cette guerre est remarquable "comme la première qui ait eu lieu entre "ces deux Peuples, lesquels auparavant se "connaissaient à peine de nom."
 - 3) Karamsin, l. c. T. VII. Chap. VI. p. 229.
- 4) Karamsin, i. c. T. VII. Chap. IX. p. 386.

 von Hammer, Geschichte, T. III. Liv.

 XXXV. p. 532.
- 5) Karamsin, l. c. T. VIII. Chap. III. p. 143. 144. — von Hammer, ubi supra.

- 6) Zurawno (Zurawna, Zurow), Bourg en Galicie, situé au confluent de la Swica dans le Dniester. (Langlois, l. c. T. IV. p. 1674. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. 1. T. II. p. 438.)
- 7) Traité de Raix entre Jean III, Roi de Pologne, et Mahomet IV, Empereur des Turcs. Fait à Zurawno, le 27 (16) Octobre 1676. [Theatrum Pacis, T. II. p. 580. (en latin.) Theatrum Europaeum, p. 1065. (en allemand.) Hörschelmann, l. c. T. I. p. 1087. (cité.) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. XLII. p. 324. Du Mont, l. c. T. VII. Part. I. p. 325. Col. 1. (en latin.) Schoell, Hist. abr. T. XIV. p. 246. (cité.)]

entre la Pologne et la Porte, les Russes, qui avaient été les Alliés des Polonais, se virent obligés de continuer seuls la Guerre contre les Turcs. L'Armée musulmane fut complètement désaite. Le Grand-Visir ne réussit qu'avec peine à en ramener les débris à Andrinople, et se hâta de conclure, sous la Médiation du Khan des Tatars, en 1681 1), avec les Russes une Trève de vingt ans, pendant lesquels ceux-ci devaient rester Maîtres de la partie de l'Ukraine 2), à laquelle les Polonais avaient renoncé. Il sut convenu (Art. VIII.) qu'un an avant l'Expiration du Traité, la Russie enverrait un Ambassadeur pour solliciter le Maintien de la Paix (Allora dovrà venire un Ambascadeur pour solliciter le Maintien de la Paix (Allora dovrà venire un Ambascadeur, ainsi que les Religieux, pourraient se rendre librement à Jérusalem avec des Passeports de la Porte (Art. XII.).

Le Souvenir de la première Expédition malheureuse contre les Russes s'est profondément gravé dans la Mémoire des Turcs. Mr. de Dietz 3), un habile Diplomate et savant Orientaliste, qui a fait un long Séjour à Constantinople, désigne, dans sa Préface aux Considérations de Resmi Achmet Efendi, le Souvenir de cette première Déroute comme une des Causes de la Peur que les Russes n'ont cessé d'inspirer depuis lors aux Musulmans.

Les Russes, après avoir pris part [en vertu des Art. X-XV. du Traité d'Alliance conclu avec la Pologne, à Moscou, le 6 Mai 1686 4)] à la Guerre entre la Pologne et la Porte, conclurent avec les Turcs une Trêve de deux ans, dont les Articles furent signés à Carlowitz 5), le 24 Janvier 1699 (25 Décembre 1698) 6), laquelle fut convertie par un Traité signé à Constantinople, le 13 Juillet 1700 7), en une Paix de trente ans.

- 1) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVII. p. 370. (Substance.) p. 729. (in extenso en italien.)
- 2) Ukraine, ancienne dénomination de la partie S. O. de la Russie européenne, très fertile, arrosée par le Dniepr, le Dniester, et la Donetz. L'Ukraine forme actuellement les Gouvernements de Kief, de Podolie, de Pultawa et de Kharkof ou Slobodes d'Ukraine. (Malte Brun, Dict. géographique portatif, T. II. p. 891. Cel. 2. Adr. Balbi, l. c. p. 490. Langlois, l. c. T. IV. p. 1482. Cel. 2. Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 579. sqq.)
- 3) Henri Frédéric de Dietz, né à Bernbourg, le 2 Septembre 1751, mort à Berlin, le 8 Avril 1817. D'abord Directeur de la Chancellerie de Magdebourg, il se fit connaître comme savant Jurisconsulte par la publication d'un Ouvrage sur la Tolérance et la Liberté de la Presse (Dessau 1781.); mais entraîné par un goût dominant vers l'étude des langues orientales, il demanda et obtint la place, alors vacante, de Chargé d'Affaires de Prusse à Constantinople. Tout en se dévouant aux fonctions de cette place, il étudia les langues arabe, turque et persane, a une telle application, que bientet il les écrivit et les parla avec autant de facilité que de puroté; il recueillit en peu de tems une quantité considérable de Manuscrits, dans lesquels il trouva des renseignements précieux sur l'Histoire et l'Administration de l'Empire ot-

toman. A son avènement au trône, en 1786, Frédéric Guillaume II anoblit Dietz, et le nomma son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près la Porte ottomane. Rappelé en 1790, il fut mis à la retraite avec le titre de Conseiller de Légation. Les plus remarquables de ses Ouvrages sont: Wesentliche Betrachtungen, oder Geschichte des Krieges zwischen den Osmanen und Russen, in den Jahren 1768 – 1774, von Resmi Achmed Efendi, aus dem Türkischen übersetzt und mit Anmerkungen erlöutert (Halle 1813. gr. in 8°.). - Denkwürdigkeiten aus Asien, in Künsten, Wissenschaften, Sitten, Gebräuchen, etc. (Halle 1811 et 1815. T. I. II. gr. in 80.) (Veyez Heinsius, Allgemeines Bücher-Lexikon, T. V. Col. 132. 133. — Biogr. universelle, T. LXII. (Suppl.) p. 479. Col. 1.)

- 4) Voyez plus haut p. 1269.
- 5) Carlowitz ou Karlovacze, Ville dans la Limite militaire *) de l'Esclavonie (Sirmie), sur la rive droite du Danube, au-dessous de Peterwardein, au pied d'une montagne qui environne la Ville de trois cètés. (Adr. Balbi, l. c. p. 248. Langlois, l. c. T. I. p. 467. Col. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 639.)
- 6) Instrumentum Turcicum Armisticii ad duos annos, inter Mustapha Han Turcarum Sultanum, et Petrum Aleziovicium M. Czarum atque totius Russiae Autocratorem initi etc. Anno Hegirae

^{*)} Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XI. Autriche. §. 2. p. 507. Col. 1. note 2.

Quoique la Paix cût été confirmée à Constantinople, en Décembre 1709 8), la Porte déclara néanmoins la Guerre à la Russie, le 20 Novembre de l'année suivante. Cette Guerre se termina par la Paix de Falczi ou du Pruth, signée en 1711. C'est la première Transaction entre les deux Peuples dans laquelle nous trouvons une Disposition relative que Commerce.

Traité de Paix entre S. M. Tzaréenne Pierre 1711, le Grand, Alexiéwitch et Achmet (III), Khan, Sultan des Turcs, faite au Camp turc, dans le Voisinage de la Rivière de Pruth, le 6 de la Lune de Djemaziul-Achir de l'an 1123, ou le 22 Juillet 1711 (v. st.) ?).

1110. (Grund und Umstündlicher Bericht von denen Römischen Kayserlichen und Ottomannischen Grossbothschafften wodurch der Karlowitzische Friede auf 25 Jahr beschlossen und darauf bestütiget worden, p. 30. (en latin.) — Herm. Franc. Frid. ab Andlern, Corpus Constitut. Imp. T. L. Append. p. 150. (en latin.) - Du Mont, l. c. T. VII. P. II. p. 446, Col. 1. (en latin.) -Theatrum Europ. T. XV. p. 528, (en allemand.) - Lünig, Negotiorum publicorum Sylloge (Leipzig 1694. T. 1. II. in 40.) T. II. p. 133. 139. (en latin.) — Müller, Sammlung Russischer Geschichte, T. II. p. 216. l'Instrument russe, p. 220. l'Instrument turc. (en allemand.)

instrumentum Moscoviticum ejusdem Armisticii ad duos Annos, inter Petrum Alexovicium Magnum Czarum, totius Russia e Autocratorem, et Mustapka Han, Turcarum Sultanum, initi, per Mediationem Wilhelmi III, Regis Magnae Britanniae et Ordinum Generalium Foederati Belgii, sub spe quod interim vetus Amicitia, sive per Pacem perpetuam, sive per Inducius coalescat et renovetur. Actum in Congressu Carlowizii, die 25 Decembris Anno Nativitatis Christi 1698. (Grund und umständlicher Bericht etc. p. 29. (en latin) — ab Andlern, L. c. T. I. Append. p. 151. (en latin.) — Hörschelmann, l. c. T. l. Col. 67. (Semmaire en allemand.) - C'est à tort que, dans les Recueils précités, la Trève conclue entre les Russes et les Turcs, porte la date du 25 Décembre 1698; elle fut signée le 24 Janvier 1699. Voyez von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LX. p 673. note n. — Du Mont, l. c. T. VII. P. II. p. 447. Col. 1. (en latin.) - Theatrum Europaeum, T. XV. p. 529. (en allemand.) - Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 281. 282. (Sommaire.)

- 7) Ce Traité, qui contient XIV Articles, n'a jamais été publié. On en trouve un Précis dans Bacmeister, Journal de Pierre le Grand, T. I. p. 17. von Hammer, I. c. T. VII. Liv. LXI. p. 25. (Sommaire.) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 282. (Sommaire.) L'Auteur du Theatrum Europaeum prétend qu'une entière Liberté de Commerce sur la Mer Noire a été accordée par ce Traité aux Russes; mais le Journal de Pierre le Grand ne fait aucune mention de cette Concession.
- 8) Traité entre Pierre Alexiowitz, Czar de Moscovie, et Achmet Chan, Sultan des Turcs, pour le Renouvellement et la Confirmation de la Paix conclue pour trente ans, l'an 1700, entre le même Czar et Mustapha II, Sultan des Turcs, fait ù Constantinople, l'an 1121 le 1 r Jour du Mois de Schewal, autrement Avril 1710. (Imprimé séparément à La Haye, en 1711. iu 4°., par Ordre de S. M. izaréenne. (en français.) — Hörschelmann, l. c. T. L. Col. 68. (cité.) - Zinke, Ruhe des jetzt lebenden Europa, in Sammlung der neuesten Friedensschlüsse (Cobourg 1726. 1727, T. I. II. in 4°.) Sect. III. p. 1161 - 1170. (en allemand.) - Europ. Herold, T. II., p. 484. (en allemand.) - Rousset, Suppl. au Corps univ. diplom. T. H. P. H. p. 78. Cel. 2. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 285. (cité.) - C'est à tort que, dans les Requeils précités, ce Traité porte la date du mois d'Avril 1710; il fut signé en Décembre 1709, et ratifié au commencement de l'année 1710. Voyez von Hammer, L. c. T. VII. Liv. LXII. p. 143. D'ailleurs, le 1 r de la Lune de Schewal de l'an 1121 de l'Hégire, ne répond point au mois d'Avril 1710, mais au 23 Novembre 1709.
- 9) La Paix du Pruth fut signée à Falczi*) eu dans la Plaine dite Ous-guetschdi**)

^{*)} Falczi (Palschi ou Faltsi), Ville de la

Les Marchands pourront venir avec leurs Marchandiscs sous la Domination bien gardée, mais personne ne pourra résider à la Haute Porte en qualité d'Ambassadeur!).

Les Turcs déclarèrent de nouveau la Guerre à la Russie, le 28 (17) Décembre 1711, cependant les Ministres d'Angleterre et de Hollande ayant interposé leur Médiation, et les Négociateurs russes, qu'on avait retenus à Constantinople, comme Otages, ayant gagné le Grand-Vézir Youssouf et d'autres Personnages influents de l'Empire, il fut signé, le 16 (5) Avril 1712, un nouveau Traité de Paix pour vingt-cinq ans 2).

Le Traité de Constantinople ayant encore été rompu à la fin de 1712, un nouveau Traité pour vingt-cinq ans sut signé à Andrinople, le 24 (13) Juin 1713 3).

(c. à. d. où l'en a perdu l'esprit) (et non pas Hoesgesti, comme l'écrit Mr. Schoell), située entre Housz***) et Falczi.

On trouve dans Du Mont, l. c. T. VIII. P. I. p. 275. deux Copies de ce Traité, qui diffèrent en plusieurs Points essentiels. L'une de ces Copies (p. 275, Col. 1.), en langue française, envoyée de Constantinople par un Ministre public, paraît avoir été faite sur l'Instrument turc, expédié par le Grand-Vezir; au lieu que l'autre (p. 275. Col. 2.), en langue latine, qui a été communiquée aux États-généraux des Provinces-Unies, par l'Ambassadeur de Russie, est vraisemblablement tirée de l'Acte signé par les Plénipotentiaires du Tzar, et délivré aux Turcs. L'Instrument turc fut signé le 2 Août (21 Juillet), celui des Russes deux Jours plus tard. - Voy. Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 2468. (en italien et en français.) — La Combe, Geschichte der Staatsveründerungen des rufsischen Reichs, mit Verbesserungen, Zusätzen und Anmerkungen von Joh. Fridr. Joachim (Halle 1761 — 1764. T. I -III. gr. in 80.) T. I. p. 211. sqq. (en allemand.) - Schmauss, Einleitung zur Staatswissenschaft (Leipzig 1760. T. I. II. gr. in 40.) T. II. p. 310. (en allemand.) -Adelung, Europäische Staatshistorie, T. L. §. 446. (en allemand.) - Lamberty, Mémoires, T. Vl. p. 475. (en italien.) p. 476. (en latin.) — Hörschelmann, Europ, Staats-, Kriegs- und Friedens-Lexikon, T. I. Col. 225. (Sommaire en allemand.) - von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXII. p. 157. 158. (Sommaire.) - Schoell, Hist.

abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 288. sqq. (Sommaire.)

- 1) L'Exemplaire russe de ce Fraité ne dit rien de la Défense saite au Tzar d'avoir un Ambassadeur à la Porte. (Schoell, l. c. p. 289. note 4.)
- 2) Traité de Paix et d'Amitié entre S. M. izaréenne (Pierre I le Grand) et la Porte ottomane (Achmet III), signé et scellé à Constanținople, le 16(5) Avril 1712, sous la Médiation des Ambassadeurs de la Grande-Bretagne (Anne) et des Etats-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bus, auprès du Grand Seigneur. [Hörschelmann, l. c. T. II. Col. 92, (Sommaire.) - Zinke, l. c. Sect. III. p. 1241. (en allemand.) - Schmaufs, Staatswissenschoft, T. II. p. 312. (en allemand.) — Du Mont, l. c. T. VIII. P. I. p. 297. Col. 1. (en français.) — Rousset, Suppl. au Corps univ. diplom. T. II. P. II. p. 89. Col. 2. (en français.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 1264. (en français.) — von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXIII, p. 162. (cité.) - Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 292. (Semmaire.)]
- 3) Renovazione della Pace di Pruth e della Confirmazione d'essa, fatta a li 5 d'Aprile 1712 trù la Fulgida Porta ottomana e la Maestù Czarea di Moscovia per 25 anni. In Adrianopoli, li 5 du Giugno 1713. (L'Instrument russe de ve Traité, signé par les Ministres du Tzar, est écrit en langue russe et accompagné d'une Traduction italienne.) [Rousset, Suppl. au Corps univ. diplom. T. II. P. II. p. 110. (en

nom. (Langlois, l. c. T. II. p. 900. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 830. 831.)

^{**)} Ous-guetschdi, fait de Ous, Intelligence, esprit, et de guetschdi, participe passif du verbe guetchmek, être, devenir fou.

Voyez Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 133. Col. 2. ous. T. II. p. 571. Col. 1. guetchmek.

vie, dans le Zinut de Falczi. (Langlois, l. c. T. II. p. 1298. Col. 2. — Vollstündiges Handbuck, Sect. III. T. I. p. 831.)

Ces Traités rensermaient différentes Stipulations qui blessaient la Dignité du Monarque russe, et qui pouvaient amener de nouvelles Guerres. Pierre le Grand, dont toute la Politique tendait alors à affermir sa Domination sur la Mer Baltique, désirait maintenir la bonne Intelligence avec la Porte, et écarter tout ce qui pouvait donner lieu à une Rupture. En conséquence, il ordonna à ses Ministres de saire une Révision des Traités du Pruth, de Constantinople, et d'Andrinople, et de rédiger un Projet de Paix perpétuelle, qui, en modifiant quelques Dispositions de ces Traités, en renouvelât les plus essentielles et ajoutât celles que le Changement des Circonstances pouvait exiger. Alexis Daschkoff, Ministre de Russie à Constantinople, réussit à faire adopter ce Traité. On en dressa deux Instruments, l'un en russe, l'autre en turc. Ils surent échangés le 16 (5) Novembre 1720. Ce su par ce Traité que la Porte consentit à permettre la Résidence d'un Ministre russe à Constantinople.

Traité de Paix perpétuelle entre S. M. le 1720, 16 Novembre. Tzar (Pierre I le Grand), Autocrate de toutes les Russies, et la Sublime Porte ottomane (Achmed III), fait et conclu à Constantinople, le 16 (5) Novembre 1720 1.

entre les deux Hauts Empires, et que, en raison des Désordres mentionnés plus haut, qui pourraient survenir, et pour les faire cesser plus promptement, comme aussi pour maintenir plus efficacement une Amitié constante et une Correspondance et Communication sûre, il sera nécessaire qu'il y ait toujours un Envoyé ou Résident de la part de S. M. tzaréenne de toutes les Russies près la sublime Porte, il a été convenu qu'un tel Envoyé ou Résident de S. M. tzaréenne résidera dorénavant près la sublime Porte, et qu'il jouira, lui et toutes les Personnes de sa Suite, absolument de la même Liberté et Considération dont jouissent à la Cour de S. M. sultanique les Ministres des autres Têtes couronnées qui vivent en Paix et Amitié avec la Porte ottomane. (Comparez plus haut p. 1292. l'Article IV. du Traité du Pruth de 1711.)

italien, daté du 5 Juin.) Ibid. p. 112. (en français, daté du 3 Juillet.) — Gedenckschriften, betreffende het Leven van Karel XII Koning in Sweden geduurende syn Verblyf in het ottomannische Gebied, etc. etc. beschreeven door d. Heer Willelm Theyls (Interprète et Chancelier de l'Ambassade des Pays-Bas à Constantinople) (Ley de 1721. in 8°.) p. 129. (en français, daté du 3 Juillet.) — Nordberg, Leben Carls XII König von Schweden (1745—1751. T. I—III. in iol.) T. III. Preuves, p. 267. (en français, daté du 3 Juillet.) — Schwaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 2471. (en français, daté de l'an 1713.) — Hörschelmann, l. c. T. l.

Col. 13. (en allemand, daté du 3 Juillet 1713.)

— von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXIII.
p. 166. (Sommaire.) daté du 24 (13) Juin 1713.

— Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap.
LXVI. p. 296. (Sommaire.)]

1) Bacmeister, Beytrüge zur Geschichte Peters des Großen (Riga 1774—1784. T. I—III. in 8°.) T. II. §. 475. p. 189. T. III. Annexe. No. XXI. p. 415. (en allemand.)—von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXIV. p. 256. (Sommaire)—Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 298. (Sommaire.)—La Traduction française, que nous donnone, est faite sur la Traduction allemande, rapportée par Bacheister.

L'Empire de toutes les Russies étant un Empire monarchique et indépendant, le Don, qui se faisait autresois aux Khans et aux Tatars de la Crimée, ne sera plus acquitté, ni maintenant, ni dans aucun Tems sutur, par S. M. tzaréenne, ni par aucun de ses Successeurs. Mais lesdits Khans et Tatars de la Crimée, ainsi que les autres Tatars, devront s'abstenir d'exiger le Don, et de rien saire ouvertement ni secrètement, qui soit contraire à la Paix, mais au contraire se tenir tranquilles.

Les Marchands, tant les Sujets de S. M. tzaréenne, que les Sujets de S. M. sultanique, pourront librement aller, venir et trafiquer dans les Empires respectifs russe et turc. De même, les Russes, tant les Séculiers que les Moines, jouiront de la Liberté ordinaire de faire des Pélérinages à Jérusalem, et de se rendre dans tels autres Lieux qui sont dignes d'être visités. On ne pourra exiger de ceux qui feront ces Pélérinages, aucun Tribut, Kharadsch ni Peschkesch 1) 2), ni à Jérusalem ni nulle part ailleurs, et on ne pourra pas non plus leur extorquer de l'Argent pour les Passeports dont ils devront être pourvus. De plus, et ce conformément au Commandement divin, on ne devra causer aucun Tort ni Dommage aux Ecclésiastiques russes qui séjourneront sur le Territoire de la sublime Porte.

Les Troubles qui éclatèrent en Perse, en 1722, et qui coutèrent le Trône à la Famille des Sosi 3), faillirent aussi à brouiller la Russie et la Porte. Pierre le Grand crut pouvoir profiter de l'Anarchie qui régnait en Perse, pour s'agrandir du côté de la Mer Caspienne. Il s'empara des Places de Bakou et Derbent, et se sit céder, par le Traité d'Alliance du 12 Septembre 1723 (v. st.), les Provinces de Ghilan, Mazanderan et Astérabad, par Thamas II, sils du Schah Hussein, qu'il promit d'assister contre Mir-Mahmoud, Usurpatenr du Trêne d'Ispahan 4). Ces Mesures inquiétèrent la Porte, dont l'Empereur se trouva ainsi le Voisin; elle envoya une Armée en Géorgie, pour observer les Progrès des Russes, et s'emparer de quelques Lambeaux de la Monarchie persane. Le Disvan pencha même pour qu'on expulsât les Russes des Provinces qu'ils avaient occupées, mais l'Ambassadeur de France à Constantinople interpesa sa Médiation, et réussit à faire conclure, le 13 (24) Juin 1724, un Traité par lequel les Acquisitions saites aux Dépons de la Perse surent partagées entre les deux Parties 5).

1) Peschkesch, Don, Cadeau, Présent.

A la Cour du Sultan, un Capidgi Bachi est chargé de ranger, dans la seconde Cour du Sérail, les Présents offerts à Sa Hautesse par ses Sujets ou par les Ministres étrangers, au nom de leurs Souverains. Il porte le titre de Gardien des Présents, Pesch-keschdji Bachi ou Peschkeschdschi Agha. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. I. Chap. II. Sect. V. p. 22. — von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung, T. II.

Chap. L. p. 46. Chap. VII. p. 420. — Du Même, Geschichte des osmanischen Reichs, T. VII. Liv. LXIV. p. 271.)

- 2) Les mots Garatsch et Peskasch, qui so trouvent dans la Traduction allemande, donnée par Bacmeister, sont des Altérations de Kharadsch et Peschkesch.
- 3) Voyez plus haut p. 777. Col. 1. note *.
- 4) Voyez plus haut p. 1260.
- 5) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXIV. p. 304 308. (Sommaire.) Schoell,

La Guerre déclarée par la Russie à la Porte, en 1736 1), se termina après de lengues Négociations, en 1739, par la Paix de Belgrade.

Traité de Paix définitive entre la Russie 1739, (Anne) et la Porte (Mahmoud I), signé à Belgrade, le 18 Septembre 1739 2), sous la Médiation de la France (Louis XV).

Traité de Paix, quelqu'un des Sujets des deux Puissances, ayant commis quelque Délit, Désobéissance ou Trahison, se retire et se réfugie dans un des deux Empires, il ne pourra en aucune Manière être reçu ou protégé, mais il sera incontinent rendu, ou du moins chassé hors des Terres de l'Empire où il se trouvera, afin que par de tels Hommes infâmes il ne s'excite aucun Refroidissement ou Contestation entre les deux Empires: excepté seulement ceux qui, dans l'Empire de Russie, se seront faits Chrétiens, et ceux qui, dans l'Empire ottoman, se seront faits Mahométans; et dorénavant, si quelque Sujet de la Russie s'enfuit dans les États de la Porte ottomane, ou, si quelque Sujet de la Porte s'enfuit en Russie, lorsqu'il sera réclamé et demandé d'une part ou de l'autre, il sera réciproquement rendu.

Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 300. donne une Traduction française de ce Traité dont le Texte original n'a jamais été imprimé. Schoell a tiré ce Traité d'un Manuscrit de la Bibliothèque royale de Berlin, qui renferme le Journal des Commissaires russes, nommés pour fixer les Limites convenues à Constantinople. Le Journal et l'Instrument sont en allemand; celui-ci est traduit du turc. Le Rédacteur du Journal est le Major Garber.

- 1) Manifeste de la Cour de Russie, pour justifier la Guerre qu'elle a déclarée au Grand-Seigneur, en forme de Lettre du Comte d'Ostermann au Grand-Vézir, en date du 12 Avril 1736. [Rousset, Suppl. T. II. P. II. p. 569. (en français.) Mercure historique, T. Cl. p. 37. (en français.) Europ. Staats-Canzlei, T. LXXIV. p. 304. (en français.)]
- 2) L'Original italien sut signé au nom de la Russie par le Marquis de Villeneuve, Ambassa deur de France, agissant comme Médiateur; l'Original turc par le Grand-Vézir. Mémoires historiques, politiques et littéraires sur la Russie, etc. par le Général de Manstein (Lyon 1772, T. I. II.

in 80.) – Mémoires secrets de la guerre de Hongrie, pendant les Campagnes de 1737, 1738 et 1739, par le Comte de Schmettau (Francfort 1786. in 80.) — Umstündliche auf Original-Documente gegründete Geschichte der Unterhandlung des Belgrader Friedens. (L'Editeur de cet Ouvrage est le Comte de Neipperg, fils de celui qui négocia la Paix de Belgrade entre l'Autriche et la Porte.) – Mercure historique, Novembre 1739 et Mars 1740, p. 300. (en français.) — Schmaufs, Staatswiesenschaft, T. II. p. 609. (en allemand.) — Etat politique de l'Europe, T. IV. P. II. p. 158. (en français.) — Wenck, I. c. T. I. p. 368. (en italien et en français.) — Laugier, Hist. des Négociations pour la Paix conclue à Belgrade, le 18 Septembre 1739 (Paris 1768. T. I. II. in 120.) T. II. p. 336. (en français.) — Hörschelmanu, l. c. T. l. Col. 865. (Sommaire en allemand.) — Flassan, l. c. T. V. Pér. VI. Liv. III. p. 101. — von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII. p. 543. (Sommaire.) — Schoell, Hist abrégée, T. XIV. Chap. LXVIII, p. 382. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 136. (Extrait en français, Art. IX. X. XI. et XIII.)

٤,

Le Commerce, étant le Fruit de la Paix qui procure aux États et aux Peuples toute Sorte d'Abondance, sera permis aux Marchands, Sujets de la sublime Porte, qui pourront l'exercer librement dans toutes les Russies, de la même Manière qu'il est permis aux Marchands des autres Puissances, et en payant les mêmes Droits. Et réciproquement, il sera permis à tous les Marchands, Sujets de l'Empire de Russie, d'exercer aussi librement le Commerce dans les États de la Porte ottomane.

Mais, pour ce qui regarde le Commerce des Russes sur la Mer Noire, il sera fait sur des Bâtiments appartenant aux Turcs.

Il sera permis, soit aux Séculiers, soit aux Ecclésiastiques russes, d'aller librement visiter, soit la sainte Cité
de Jérusalem, soit les autres Lieux qui méritent d'être visités;
et il ne sera exigé de ces Passagers ou Pélérins à Jérusalem
ou ailleurs, aucun Tribut ou Payement par les Sujets de l'Empire ottoman; on leur donnera les Passeports nécessaires, comme
la sublime Porte a Coutume de les donner aux Nations amies
de l'Empire ottoman. De plus, on ne fera aucun Tort ou Violence, selon la Loi divine, aux Ecclésiastiques russes, tout le
Tems qu'ils seront sur les Terres de la Domination ottomane.

L'Art. XII. stipule que, quant au Titre impérial dont il a été fait mention de la part de S.'M. de toutes les Russies, on en traitera incessamment à l'amiable, et on en conviendra à la Satisfaction des deux Parties, selon que le requiert la Convenance et la suprème Dignité et Puissance de S. M. impériale.

Pour affermir encore davantage la Paix entre les deux Empires et la Sûreté des Articles du présent Traité et de tout ce qu'exigeront les Affaires des Sujets respectifs, la Résidence du Ministre de S. M. impériale est permise à la Porte 1), avec le Caractère que Sadite Mojesté jugera convenable; et lesdits Ministres avec toute leur Maison, relativement aux Priviléges

,, beaucoup de Prudence et de Courage. Ce,, lui qui veut jouir de quelque Considération
,, à la Cour ottomane, doit faire le fanfa,, ron et mettre de l'ostentation dans tout
,, ce qu'il fait (muss baar prahlen un d
,, seine Sachen gross machen). Il faut
,, que sa Cour soit puissante, et il ne doit
,, pas être chiche de Présents. C'est ce que
,, les François ont su ménager le mieux. Aussi
,, jouissent-ils d'une grande Considération."

et

¹⁾ Hörschelmann, l. c. T. I. Col. 865—870. en donnant le Sommaire du Traité de Belgrade, ajoute à l'Art. XIII. la note suivante: ,, On no voulait point autrefois tolérer des ,, Ministres résidant à Constantinople. Les ,, Turcs disaient: ,, ,, Ces Résidents sont des ,, ,, Espions; ils prennent des informations; ,, ,, cela ne peut que nous être nuisible." ,, Enfin cependant, ils s'accommodèrent à to-,, lérer des Résidents. Les Ministres étran-,, gers, envoyés dans ce pays, ont besoin de

et Franchises, comme en tout le Reste, seront maintenus et respectés comme les Ministres des autres Puissances les plus distinguées.

Les deux Empires soit encore mieux établie et affermie des deux parts, on enverra des Ambassadeurs extraordinaires, dans le Tems qui sera déterminé ci-après et fixé du Consentement des deux Cours; lesquels Ambassadeurs seront, avec Égalité, échangés sur la Frontière, honorés et traités avec les mêmes Cérémonies, et en la même Forme et Manière qui se pratique pour les Ambassadeurs réciproques entre les Puissances les plus distinguées et la Porte ottomane, et ces Ambassadeurs seront chargés, en signe d'Amitié, de porter des Présents mutuéls, convenables à la Dignité de leurs Majestés impériales.

Les Stipulations du Traité de Belgrade furent complétées par trois Conventions postérieures, la première faite au Camp turc devant Nissa 1), le 3 Octobre 1739 2), la seconde et la troisième faites à Constantinople, le 28 Décembre 1739 3) et le 7 Septembre 1741 4).

La Paix entre les deux États, quoique déjà déclarée perpétuelle, sut renouvelée par un Acte séparé, signé à Constantinople, le 10 Avril 1747 5), l'Impératrice Élisabeth ayant insisté sur ce que son Nom remplaçat dans l'Instrument de la Paix celui du malheureux Prince Iwan 6).

La Compagnie de Commerce du Levant?), instituée en 1757, sut supprimée en même

- 1) Nissa eu Nisch, Place forte en Servie, sur la Nissava. (Adr. Balbi, l. c. p. 536. Langlois, l. c. T. III. p. 522. Col. 2. Vellst. Handbuch, Sect. III. T. I. p. 647.)
- 2) Wenck, l. c. T. I. p. 388. (en français.) Laugier, l. c. T. II. p. 367. (en français.) von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII. p. 541. (Sommaire.) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVIII. p. 387. (Sommaire.)
- 3) Wenck, l. c. T. I. p. 393. (en français.) Laugier, l. c. T. II. p. 365. (en français.) von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII. p. 543. (Sommaire.) Schoell, l. c. p. 388. (Sommaire.)
- 4) Mercure historique, 1741. p. 499. (en français.) Wenck, l. c. p. 538. (en français. von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXVIII. p. 22. (Sommaire.) Schoell, l. c. p. 390. (Sommaire.)
- 5) von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXVIII. p. 88., où if faut lire, ligne 13. d'en haut, Élisabeth au lieu de Cathérine.

L'Auteur reproche avec raison à Schoell, d'avoir emis de faire mention de cet Acte dans son Histoire abrégée des Traités.

- 6) Iwan VI Antonowich, né le 23 Août 1740, d'Antoine-Ulric de Brunsvick Bevern et d'Anne de Mecklenbourg; proclamé Empereur à l'àge de deux mois, déposé l'année suivante et renfermé à la Forteresse de Schlusselbourg, où il fut assassiné dans la nuit du 4 au 5 Juillet (v. st.) 1764. (Art de vérifier, T. VIII. depuis J. Chr. p. 341. et 347.)
- 7) Compagnie du Commerce russe dans le Levant. L'Impératrice Élisabeth avait fait publier dans l'Empire, dès l'année 1753, que ceux des Négociants, qui voudraient entre-prendre un Commerce direct de Temernikof*) à Tzaragrad ou Constantinople, en Productions russes, et y établir, à l'instar des autres Nations, des Comptoire et des Facteurs, eussent à se présenter au Sénat, qui leur accorderait toute espèce d'Assistance. Pendant trois ans, cette Publication, renou-

^{*)} Temernikof ou Fort Saint-Dimitri, petite Ville forte dans le Gouvernement de Yekaterinoslam, sur la Rivière Temernik. (Heym,

l. c. p. 139. — Leves que, Histoire de Russie, T. VI p. 261.)

tems avec tontes les autres Compagnies privilégiées, par les Oukases du 27 Mars et 31 Juillet 1762. (Voyez ci-après p. 1299. Col. 2.)

velée encere une fois, en 1755, ne produisit aucun effet. Sur la fin de l'année 1756, le Fabricant Chastatoff de Moscou, et deux Négociants, Schemaekin de Kalouga, et Yaroslawzoff de Yàroslaw, demandèrent l'Autorisation d'exploiter exclusivement ce Commerce, sous le nom de Compagnie de Commerce de Russie, pour Constantinople, Vanise, et le reste de l'Italie. Ce Privilège leur fut accordé tel qu'ils l'avaient demandé.

L'Ordonnance que cette Compagnie obtint du Sénat, en date du 17 Février (v. st.) 1757, contient relativement à la Formation, à l'Administration et aux Privilèges de la Société, les Dispositions suivantes:

La Compagnie sera composée des trois Directeurs, Chastatoff, Schemaekin et Yaroslawzoff, qui payerontensemble trois cents Actions à cinq cents roubles chacune, s'il n'y a pas d'autres Intéressés. Ceux qui désireront l'être, et qui sont de véritables Sujets de S. M. impériale, payeront chacun cent autres Actions, mais ils devront faire enrégistrer leurs Noms dans l'Espace de six mois; passé ce Terme, ils en demeureront exclus. Aucun Négociant étranger ne pourra y être admis (Art. 1V.).

Chacun des Intéressés pourra, en sen particulier, ajouter à la Masse telle Semme qu'il jugera à propes, de laquelle les Directeurs lui donneront un Reçu, et aucun des autres Intéressés ne pourra s'y opposer (Art. V.).

Les Directeurs pourront, par la suite, pour le Bien de la Compagnie, s'aggréger encore deux autres Directeurs, à la charge par ceux-ci de payer les Actions nécessaires pour leur Admission, et ces Directeurs seront exempts de Logements militaires et d'autres Servitudes (Art. VI.).

Les Directeurs seront tenus de présenter au Sénat les Noms de tous coux qu'ils admettrent comme Membres de ladite Compagnie (Art. VI.).

Le Comptoir en Chef de la Compagnie sera établi à Moscou; un second Comptoir devra être formé, soit à Temernikof, soit près de la Douane Tscherkassienne *). Le Gouvernement s'entendra avec la Compagnie sur la Cession d'un Emplacement pour les Maisons, Magasins, etc., dont elle pourra avoir besoin pour l'établissement du second Comptoir, et il sera permis à ladite Compagnie de prendre à son Service des Employés pour les Besoins du Comptoir, auxquels elle donnera de ses propres Fonds un Salaire proportionné (Art. VII.).

Si la Compagnie a des Enveis de Marchandises ou de Numéraire à faire, il lui sera fourni une Escorte de Troupes régulières ou de Cosaques da Don, laquelle Escorte sera soldée et entretenue aux Frais de ladite Compagnie jusqu'à son retour, tant qu'elle sera employée au Service de ladite Compagnie (Art. XI.).

Les Bâtiments, qui arrivent de Constantinople à Temernikof, n'étant point, comme tout le Monde sait, assez solidement construits pour que l'on puisse leur confier des Marchandises avec Sûreté, le Ministre résident à Constantinople sera chargé de demander la Permission au Diwan, pour que la Compagnie puisse construire ses propres Bâtiments dans la Mer Noire (Art. XII.).

Les Actions de la Compagnie, ses Livres et ses Comptoire, ne pourront en aucun Cas être saisis ni confisqués pour Dettes, ni par la Couronne, ni par des Particuliers (Art. XIII.).

La Compagnie ne sera soumise, dans toutes les Matières civiles et commerciales qui la concernent, qu'à la seule Jurisdiction du Sénat dirigeant; les autres Collèges, Chancelleries, Magistrats et Cours de Justice, ne pourront s'y ingérer, et devront se borner à protéger ladite Compagnie contre toute Espèce de Tort et de Dommage; quant aux Matières criminelles, elles ressertiront aux Tribunaux appelés à en connaître par les Lois de l'Empire.

La Compagnie pourra, dans la Cerrespondance, ainsi que dans l'Expédition des Passeports, dont elle munira les Employés à son Service, se servir d'un Sceau portant les

Le Nouveau-Tscherkask n'existe que depuis quelques années. On l'a bâti à cause des inendations auxquelles la vieille Ville est sujette. (Heym, l. c. p. 882. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1450. Col. 2. p. 1451. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 672.)

^{*)} Vieux-Tscherkask, Ville de la Russie d'Europe (Cosaques du Don), anciennement Chef-lieu du Gouvernement des Cosaques du Don, sur la rive droite de ce Fleuve, qui y forme une lle par un de ses bras, nommé Aksaï, lequel rend la Ville malsaine par ses déberdements annuels.

Les Troubles de la Pologne, qui eurent pour Résultat le Démembrement de cette République, occasionnèrent aussi la Guerre de 1768, entre les Russes et les Turcs, qui commence une Époque de Décadence dans l'Histoire politique de la Porte ottomane. Ce sut
le Cabinet de Versailles, qui excita le Diwan à déclarer la Guerre à la Russie, pour mettre
des Bornes à la Prépendérance de cette Puissance 1). Les Parties belligérantes n'ayant pu

Armes de l'Empire, et ayant pour Légende *) le Titre de lu Compagnie (Art. XV.).

Dans le Cas où les Employés et les Marchandises expédiées par la Compagnie semient détenus ou pillés, la Couronne lui secordera l'Assistance nécessaire, soit par le Ministre impérial résidant à Constantinople, soit par les Gouverneurs et Officiers dans l'Intérieur de l'Empire (Art. XVII.).

Le Bilan **) général des Affaires de la Compagnie devra se saire irrévocablement à la Fin de chaque Année. Les Bénéfices, consistant en Argent comptant, seront partagés entre les Actionnaires su Prorata ***) de leur Mise de Fonds, et si (ce que Dieu ne venille permettre), la Compagnie essuyait des Pertes, elles seront reparties en Portions égales sur toute la Masse des Actionnaires. Tous les Actionnaires auront le Droit d'examiner les Livres de Compte de la Compagnie, mais personne ne pourra objecter contre les Dépenses qui auront été vérifiées et approuvées par le Comptoir en Chef (Art. XVIII.).

La Compagnie obtiendra, à l'instar des autres Marchands de l'Empire, pour ses Besoins éventuels, des Avances de la Banque de Commerce établie à Saint-Pétersbourg, en payant annuellement les Intérêts fixés par la Loi (Art. XIX.).

Les trois Directeurs de la Compagnie aurent dès à présent le Titre de Directeurs du Commerce, et, afin de les faire jouir d'une plus grande Considération, parmi les Européens et les Asiatiques, ils jouiront du Privilége de parter l'Épée. Le Fabricant Chastet off portera le Titre de Premier Directeur, et à mesure que la Compagnie étendra ses Opérations, en accordara d'autres Titres et Distinctions honorables auxdits Directeurs (Art. XX.).

La Compagnie pourra, par la suite, faire des Changements dans ses Statuts, en les sommettant toutefeis à l'Approbation supérieure (Art. XXI.).

Tels étaient les Privilèges et le Régime particulier de cette Compagnie, qui sut supprimée en 1762, conjointement avec toutes les Entreprises du même genre. (Büsching, Magazin, T. IX. p. 135—150. — Scherer, l. o. T. I. Chap. VIII. p. 215—229. — Weber, Das veränderte Rufeland, T. II. p. 34.)

1) Manifeste du Grand-Vézir pour la Déclaration de guerre contre la Russie, remis aux Minietres étrangers, daté du 30 (lotobre 1768, (Hist. des Révolutions de Pologne, depuis la Mort d'Auguste III jusqu'en 1775, par l'Abbé Joubert (Varsovie 1775, T. I. II. in 8°.) T. II. p. 322. (en français.) — Mercure histor, et politique, 1768. T. II. p. 612. 688.)

Manifeste de la Russie, contenant su Déclaration de guerre contre la Porte, daté du 18 Novembre 1768. (Morcure hist. et polit. 1769. P. I. p. 105.)

Observations de la Cour de Russis sur le Manifeste de la Porte, (Mercure hist. et polit 1769. P. l. p. 227-242,)

Hiet. de la Guerre entre la Russie et la Turquie, et particulièrement de la Campagne de 1769 (Saint-Pétere bourg 1773.) — Extrait du Journal des Opérations de

^{*)} Légende, se dit d'une Inscription gravée circulairement près des bords, et quolquéfois sur la tranche t) d'une pièce de monnaie, d'un jeton, d'une médaille. Les anciens écus de six francs avaient pour Légende sit Noman Domini benedictum. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 438. Col. 2. — Dict. dela Conversation, T. XXXIV. p. 470. Col. 2.)

merciale. Etat indiquant la Situation de l'Actif et du Passif d'un Négociant en faillite. — Il se dit aussi de la Balence que l'on établit entre ce qu'on possède et ce qu'on doit, sans pour cela être en état de faillite, et seulement pour se rendre compte de sa Situation. (Dict. de l'Académie.)

^{***)} Voyez plus haut p. 626. Col. 1. note *.

t) Tranche, signifie, en Termes de monnaie, la circonférence des espèces, autour de laquelle en imprime une Légende eu un Cordonnet, pour empécher qu'en ne les rogne.

⁽Lunier, L. c. T. III. p. 468. Col. 1. Cotte Acception du mot Tranche, oubliée dans le Dict. de l'Académie, se trouve dans le Suppl. de Raymond.)

s'accorder sur les Conditions de la Paix, dans les Conférences ouvertes au Congrès de Fokchang 1), en 1772 2), et à Bucharest, en 1773 3), les Hostilités furent reprises. Dès l'Ouverture de la Campagne de 1774, la Fortune de la Guerre se déclara en faveur des Russes. Bientêt le Grand-Vézir, voyant son Armée prète à se débander, sa Communication avec Andrinople coupée, et n'esant se franchir une issue l'épée à la main, demanda un Armistice. Le Feldmarechal Roumanzoff le lui refusa et exigea la Conclusion immédiate de la Paix aux Conditions qu'il lui prescrivit: elles furent acceptées par un Traité rédigé au Camp russe de Koutchouk-Kaïnardgi 4), le 21 (10) Juillet 1774, Anniversaire de la Bataille du Pruth.

Traité de Paix perpétuelle et d'Amitié entre 1774, l'Empire de Russie (Cathérine II) et la Porte ottomane (Abdul Hamid), conclu le 21 (10) Juillet 1774, dans la Tente du Commandant en Chef, le Feld-Maréchal Comte de Roumanzoff, près du Village de Kutchuk-Kaïnardgi, sur la Rive droite du Danube, etc. 5). (Instru-

la seconde Armée impériale de Russie, depuis qu'elle a été confiée aux ordres du Général en Chef etc. Comte de Panin, c. à. d. depuis la fin de la Campagne de 1679 jusqu'à la fin de celle de l'année 1770, dans Büsching, Magazin für die neue Hist. und Geographie, T. IX. No. 111. p. 89. - Mémoires du Bn. de Tott, sur les Turcs (Amsterdam 1785. T. I — IV. in 8° .) - Lettres de Mr. Peyssonel, contenant des Observations sur les Mémoires de Tots (Paris 1786. in 80.) — Resmi Achmed Efendi, Wesentliche Betrachtung etc. (Voyez plus haut p. 1290. Col. 1. note 3.) — Beitrag zur Geschichte des gegenwürtigen Krieges (Breslau 1771. in 80.) - Récit historique des principaux Évènements de la guerre de 1768, entre la Russie et la Porte, formant le 3 e Vol. des Essais de Géographie, de Politique et d'Histoire sur les Possessions de l'Empereur des Turcs en Europe (Neuchâtel 1784, in 80.) — Historisches Tagebuch des Krieges zwischen Russland und der Pforte, von 1768 bis 1774 (Vienne 1788. in 80.) — Guerre des Russes contre les Turcs, par le Bn. de Dampeaux (Londres 1774, in 80.) — Geschichte des Krieges zwischen Rufsland, Polen und der ottomanischen Pforte (Leipzig 1773. T. I -XXXVI. in 40.) - Flassan, Hist. de la Diplomatie française, T. VII. Période VII. Liv. V. p. 82.)

1) Fokschang ou Foktchan, Ville située sur

2) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 417. (Sommaire.) — Mercure hist. et polit. 1772. T. II. p. 365. 420.

3) Schoell, l. c. p. 419. (Sommaire.) — Merc. hist. et polit. 1773. T. I. p. 604 – 618.

- 4) Kutchuk-Kalnardgi, Village dans la Turquie d'Europe (Ey alet de Roumélie, Sandschak de Silistrie) sur la Dristra. (Langlois, l. c. T. III. p. 93. Cel. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 640.)
- 5) Imprimé séparément à St. Pétersbourg, 1775. en français, in fol. — Mercure hist. et polit. 1774. T. II. p. 439. (en français.) - Moser, Versuch, T. X. P. H. p. 176. (en français.) — Storia dell' anno 1774. p. 243. (en italien.) - Fortgevetzte neue genealogische Nachrichten *), T. XIV. p. 71. (en allemand.) — (M. G. Köster), Die neuesten Staatsbegebenheiten mit hist. und polit. Anmerkungen (Francfort et Mayence 1776-1782. T. I-VIII. in 80.) 1778. p. 295. (en allemand.) - Martens, Reeueil, T. II. p. 286. 287. (en italien et en français.) — von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXXII. p. 441. sqq. — Schoell, Hist. abrėgėe, T. XIV. Chap. LXIX. p. 426. sqq. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c.

Neue genealogisch historische Nachrichten

(Leipzig 1750—1762. T. 1—XIII. in 8°.).

Fortgesetzte neue genealogisch historische
Nachrichten (Leipzig 1762—1777. T. 1—
XIV. in 8°.).

la Milkow, qui la partage en deux parties, dent la partie orientale appartient à la Moldavie, et la partie occidentale à la Valachie. (Adr. Balbi, l. c. p. 539. — Langlois, l. c. p. 941. Col. 1. — Vollstündiges Handbuck, Sect. III. T. I. p. 807.)

^{*)} Genealogisch historische Nachrichten von den vornehmsten Begebenheiten (Leipzig 1739-1750. T. I-XII., in 8°.).

ment russe, en Langue russe et italienne; Instrument turc, en Langue turque et italienne.)

L'Art. II. reproduit la Stipulation contenne dans l'Art. VIII. du Traité de Belgrade de 1739, concernant l'Extradition des Criminels des deux Nations, qui viendraient se réfugier dans les États respectifs. (Voyez plus haut p. 1295.)

Après la Conclusion de cette heureuse Poix et le Re-Art. V. nouvellement de l'Amitié sincère et du bon Voisinage (della sincera limitrofa amicizia), la Cour impériale de Russie aurà toujours auprès de la sublime Porte un Ministre du second Rang, c'est à dire un Envoyé ou bien un Ministre plénipotentiaire; et la sublime Porte témoignera à son Caractère toutes les mêmes Attentions et Égards dont Elle use envers les Ministres des Puissances les plus distinguées; et dans toutes les Fonctions publiques, le susdit Ministre suivra toujours immédiatement celui de l'Empereur d'Allemagne, s'il a le même Caractère que lui, et s'il a un autre Caractère, c. à. d. ou supérieur ou inférieur, alors le Ministre russe devra suivre immédistement l'Ambassadeur de Hollande, et, en son Absence, celui de Venise. (Comparez plus haut p. 1296, l'Art. XIII. du Traité de Belgrade de 1739.)

Art. VI. Si quelqu'un de ceux qui se trouvent au Service actuel du Ministre de Russie, pendant son Séjour près de la sublime Porte, ayant fait quelque Vol, ou commis quelque Crime ou autre mauvaise Action punissable, voulait, pour se soustraire au Châtiment, se faire Turc, il ne pourra point être repoussé, mais après qu'il aura subi la Peine méritée, et après que tous les Effets volés auront été restitués en entier, conformément à la Déclaration faite par le Ministre, il pourra être admis à professer la Loi mahométane. Ceux qui, étant ivres, diront qu'ils veulent se faire Mahométans, ne devront être reçus qu'après que leur Ivresse sera passée, et leur Raison revenue dans son État naturel, et même alors leur Déclaration devra être faite en Présence d'un Interprète, envoyé par le Ministre, et de quelque autre Musulman impartial.

La sublime Porte promet de protéger constamment la Religion chrétienne et ses Églises; et aussi Elle permet aux Ministres de la Cour impériale de Russie, de faire dans

Part. II. T. V. p. 138. (Extrait en français. Art. II. V—X. XII. XXII.) — La Traduction française, rapportée par les Publicistes pré-

cités, est très pen fidèle. Celle que Nous donnons, a été faite sur le Texte original italien.

toutes les Occasions des Représentations, tant en faveur de l'Église construite à Constantinople, et mentionnée ci-après dans l'Art. XIV., que pour ceux qui la desservent, promettant de prendre ces Représentations en Considération, comme étant faites par une Personne considérée au Nom d'une Puissance voisine et sincèrement amie.

sie, tant séculiers qu'ecclésiastiques, de visiter la sainte Ville de Jérusulem et autres Lieux dignes d'être visités, et an n'exigera de ces Passants et Voyageurs, ni à Jérusulem, ni ailleurs, ni sur la Route, par qui que ce puisse être, aucun Kharadsch, Contribution, Droit ou autre Imposition; mais de plus encore ils seront munis de Passeports et Firmans convenables, tels qu'en en donne aux Sujets des autres Puissances. Pendant leur Séjour dans l'Empire ottoman, il ne leur sera fait le moindre Tort ni Offense, mais au contraire, ils seront sous la Protection la plus rigide des Lois. (Comparez plus haut p. 1296. l'Art. XI. du Traité de Belgrade de 1739.)

Les Interprètes, employés auprès des Ministres russes résidant à Constantinople, de quelque Nation qu'ils soient, étant des Personnes employées dans les Affaires d'État, et conséquemment servant les deux Empires, doivent être considérés et traités avec toute Sorte de Bienveillance, dans les Affaires dont leurs Supérieurs respectifs les auraient chargés, et ils ne devront point être molestés.

Pour l'Avantage commun et réciproque des deux Empires, il y aura une Navigation libre et sans Obstacles pour les Vaisseaux et Bâtiments marchands, appartenant aux deux Puissances contractantes, dans toutes les Mers qui baignent leurs Terres; et la sublime Porte permet aux Vaisseaux et Bâtiments marchands russes la libre Entrée dans ses Ports et dans chaque Endroit, absolument de la même Manière qu'en jouissent les autres Puissances dans le Commerce qu'Elles font de la Mer Blanche dans la Mer Noire, et Elle leur permet de même d'entrer dans tous les Parts, sur les Côtes et Rivages, ainsi que dans les Passages et Canaux, qui joignent ces Mers. Pareillement, la sublime Porte permet aux Sujets de l'Empire russe, de faire dans Ses États le Commerce de Terre, ainsi que celui par Eau, y compris la Navigation sur le Danube, confor-

mément à ce qui a été expliqué ci-dessus dans le présent Article, avec tous les mêmes Priviléges et Avantages dont jouissent dans Ses Étuts les Nations les plus amies, et que la S. P. favorise le plus dans les Priviléges de Commerce, telles que la française et l'anglaise; et les Capitulations de ces deux Nations et celles des autres, de même que si elles étaient insérées ici, Mot pour Mot, devront en toute Circonstance servir de Règle, tant pour le Commerce que pour les Marchands russes, lesquels, en payant comme ceux-ci les mêmes et semblables Douunes, pour ront importer et exporter toute Espèce de Marchandiscs, et aborder à tous les Ports et Côtes, tant dans la Mer Noire, que dans les autres Mers, ainsi qu'à Constantinople. (Comparez plus haut p. 1296. l'Art. IX. du Traité de Belgrade de 1739.)

En accordant de la Manière ci-dessus aux Peuples respectifs. la Liberté du Commerce et de la Navigation sur toutes les Euux, sans Exception, les deux Empires permettent également à leurs Marchands de s'arrêter dans les États respectifs tout le Tems que leurs Affaires et leurs Intérêts l'exigeront, et Ils leur promettent aussi la même Sûreté et Liberté dont jouissent les Sujets des autres Cours amies.

Et comme il est de la plus urgente Nécessité de maintenir l'Ordre en toute Chose, la S. P. permet aussi l'Établissement de Consuls et de Vice-Consuls, dans tous les Lieux où l'Empire de Russie le jugera nécessaire, et lesdits Consuls et Vice-Consuls seront considérés et respectés à l'instar des Consuls des autres Puissances amies. La S. P. permet auxdits Consuls et Vice-Consuls d'avoir près d'eux des Interprètes nommés Barataires (Bératlu) 1), c. à. d. qui ont des Patentes, les munissant des Putentes impériales, et ces Interprètes devront jouir des mêmes Prérogatives dont jouissent ceux de la même Condition au Service de l'Angleterre, de la France et des autres Nations.

De même, l'Empire de Russie permet aux Sujets de la S. P. de faire le Commerce dans Ses États, sur Terre et sur Eau, avec les mêmes Prérogatives et Avantages dont jouissent toutes les Nations les plus amies, en payant les Douanes accoutumées. En Cas de Fortune de Mer ou de Désastre, que pourraient essuyer les Bâtiments dans leur Navigation, les deux Empires seront tenus de leur donner tous les mêmes Secours, qui, en pa-

¹⁾ Voyez plus haut p. 310. Cel. 1. note 5. et note **.

reil Cas, se donnent aux Nations les plus amies, et les Choses qui leur seront nécessaires leur seront fournies au Prix usité.

Lorsque la Cour impériale de Russie voudra faire des Traités de Commerce avec les Africains, c'est à dire avec les Régences (Cantoni) de Tripoli, Tunis et Alger, la S. P. s'oblige d'employer son Autorité et son Crédit, pour l'Accomplissement du Désir de ladite Cour, et de garantir par rapport auxdites Régences le Maintien de ce qui aura été stipulé dans ces Traités.

La S. P. promet d'employer, dans tous les Actes et Lettres publiques, en Langue turque, ainsi que dans tout autre Cas, le Titre d'Impératrice de toutes les Russies, c. à. d. Temāmen ') Roussièlerin Padischah. (Comparez plus haut p. 1296. l'Art. XII. du Traité de Belgrade de 1739.)

La Haute Cour de Russie pourra, à l'instar des autres Puissances, en outre de la Chapelle dans l'Hôtel du Ministre (Chiesa domestica), construire une Église dans le Quartier de Galata, dans la Rue nommée Beg Oglou, laquelle Église sera publique et nommée Russo-grecque, et elle sera toujours sous la Protection du Ministre de cet Empire, et à l'Abri de toute Vexation et Insulte.

Mais, afin de conclure et de confirmer d'autant plus efficacement la présente Paix et sincère Amitié entre les deux Cours, il sera envoyé, de part et d'autre, des Ambassadeurs extraordinaires, qui confirmeront le Traité établi de Paix et les Ratifications impériales; et, avec le Consentement des deux Cours, on fixera les Époques pour l'Envoi de telles Ambassades solennelles. Les deux Ambassadeurs se rencontreront en même Tems sur les Frontières, et ils seront reçus, traités et respectés avec les mêmes Formalités (Usanze) et Cérémonies, qui s'observent dans les Ambassades respectives entre la Porte et les Puissances européennes, pour lesquelles Elle a le

¹⁾ Temāmen, entièrement, totalement, intégralement. (Voyez Kieffer et Biauchi, l. c. T. I. p. 327. Col. 2.) Temāmen Roussièlerin, signifie donc , de toutes les Russies."

²⁾ Voyez-pour l'Exception réservée dans cet Art. Martens, Recueil, T. II. p. 308. note *.

plus d'Égards. Et, comme Signe d'Amitié, il sera réciproquement envoyé, par lesdits Ambassadeurs, des Présents conformes à la Majesté des deux Empires. (Comparez plus haut p. 1296. 1297. les Articles XIII. et XIV. du Traité de Belgrade de 1739.)

La Russie avait imposé aux Turcs des Conditions, qui leur paraissaient impossibles à supporter; ils cherchèrent d'abord à les éluder, et bientôt les enfreignirent ouvertements Une nouvelle Guerre semblait alors inévitable; l'on s'occupait même déjà de part et d'autre à en faire les Préparatifs, lorsque, par l'Entremise de la France, on parvint à un Accommodement.

1779, Convention explicative du Traité de Paix 10 Mars. perpétuelle et d'Amitié, conclu à Kutchuk-Kaï-(v. st.) nardgi, le 21 (10) Juillet 1774, faite et signée entre l'Empire de Russie (Cathérine II) et la Porte ottomane (Abdul Hamid), à Constantinople, le 10 de Mars (v. st.) l'an 1779 1).

L'Art. I. confirme le Traité de Kaïnardgi avec ses deux Articles séparés 2), à l'exception des Articles auxquels il sera dérogé ci-après.

Objets de Commerce entre les deux Empires, on est convenu de part et d'autre de s'en expliquer et d'en former une Convention à part, sur la Base et conformément au Sens des Capitulations françaises et anglaises, en les adaptant au Commerce de Russie, autant que sa Nature en est susceptible.

Cette Convention servant d'Annexe et d'Éclaircissement au Traité de Paix conclu à Kaïnardgi, doit être regardée comme une Partie dudit Traité, et conserver éternellement la Force et la Sainteté des Engagements y stipulés des deux parts.....

Cette Convention ne rétablit cependant pas la parfaite Harmonie entre les deux États. Un Vaisseau de guerre russe, qui entra, en 1780, dans le Canal de Constantinople, donna lieu à de nouvelles Discussions, parce que la Porte n'avait accordé par l'Art. XI. du Traité de 1774 (Voyez plus haut p. 1302.) l'Entrée de ce Canal qu'aux seuls Navires marchands. Elle disputa aussi à l'Impératrice le Droit d'établir des Consuls en Moldavie et en Valachie; elle céda copendant sur ce dernier Point, et il fut conclu à cet égard, en 1781, une Convention, qui n'a jamais été imprimée 4).

- 1) Imprimé par autorité en Russie. (en français.) Martens, Recueil, T. II. p. 653. (en français.) où cette Convention est qualifiée d'explicatoire au lieu d'explicative. Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 440. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, I. c. Part. II. T. V. p. 143. (Extrait en français. Art. I. VI. VII.)
- 2) C'est par l'Art. I. de la Convention explicative, qu'en a connu l'existence de deux

Articles secrets de la Paix de Kaïnardgi. (Schoell, l. c. T. XIV. Chap. LXIX. p. 434. et p. 440. note 2.)

- 3) L'Art. VI. stipule sur le libre Passage des Vaisseaux marchands russes, de la Mer Noire dans la Mer Blanche, et de la Mer Blanche dans la Mer Noire.
- 4) Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 444. note 1.

La Traité de Commerce, dont la Conclusion avait été stipulée par l'Art. VI. du la Convention explicative de l'année 1779, sut enfin négocié et signé à Constantinople, le 21 (10) Juin 1783.

Traité de Commerce entre l'Empire de Russie 1783, (Cathérine II) et la Porte ottomane (Abdul Humid), conclu à Constantinople, le 21 (10) Juin 1783 4).

La sublime Porte permet entièrement 2) à tous les Sujets russes en général, de naviguer librement et d'exercer leur Commerce dans tous Ses États, tant par Terre, que sur
les Mers et Eaux, et sur le Danube, et partout où la Navigution et le Commerce pourront convénir aux Sujets russes: c'est
pourquoi il sera libre à tout Commerçant russe de voyager, demeurer et rester dans les États de la Porte, sous la Protection
particulière de son Gouvernement, aussi longtems que l'Avantage
de son Commerce pourra l'exiger.

Les deux Parties sont convenues que leurs Sujets pourront entrer en tout Tems dans leurs Ports, Lieux et Villes, avec leurs Vaisseaux et Bâtiments ou Chariots et autres Voitures propres pour le Transport; y exercer le Commerce et y avoir leur Demeure, et que les Mariniers, les Passagers et les Vaisseaux, tant ceux de la Porte que ceux de la Russie (quand même il y aurait parmi l'Équipage quelques Personnes de Nations étrangères), seront reçus amicalement, et que, des deux Côtés, on ne forcera, sous aucun Prétexte, ni les Matelots, ni les Passagers, à entrer au Service contre leur Gré, en excluant toutesois les Sujets de chaque Partie, au Cas qu'ils soient nécessaires au Service de leur Souverain.

Si quelqu'un de l'Équipage, ou un Matelot, s'évade du Service ou du Vaisseau, il devra être rendu de suite, à moins qu'il n'ait pris la Religion dominante du Pays, où il désirera de rester, c'est à dire, s'il ne s'est pas fait Musulman en Turquie, ou Chrétien en Russie.

¹⁾ Tschulkoff, I. c. T. VII. Part. I. p. 113, (en russe et en français.) — Carl Renatus Hausen, Staatsmaterialien und historische Aufklürungen (Dessau 1784. T. I. II. in 8°.) (en français.) — Neues St Petersburgisches Journal, 1783. T. III. p. 158. (en allemand.) — Nouvelles extraordinaires, 1784. No. 31—42. (en français.) — Martens, Recueil, T. III. p. 615. (en français.)

⁻ Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 446. (Sommaire.) - d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 148. (en française.) - Nous avons adopté la Traduction française, donnée par Martens et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, en rectifiant les Erreurs qui s'y sont glissées.

²⁾ Il faut lire dans Martens, L. c. p. 616. Art. I. ligne 1. "permet" au lieu de "promet."

Pareillement, il sera libre aux Sujets des deux Parties d'acheter, dans leedits Endroits, après avoir payé les Prix effectifs, Tout ce dont ils auront besoin, et de radouber et culfater leurs Vaisseaux, Bâtiments et Chariots, et d'acheter toutes les Provisions nécessaires pour leur Subsistance et Voyage, et de rester et partir desdits Endroits selon leur bon Plaisir, sans aucun Empêchement ou Gêne; cependant ils seront obligés certainement de se conformer aux Droits et Réglements des États des deux Empires, dans lesquels ils se trouveront, dans tous les Cas au sujet desquels il n'aura pas été fait de Réglement à part dans le présent Traité de Commerce.

Les Murchands, et en général tous les Sujets russes, pourrout voyager dans les États de la Porte avec les Passeports qui leur seront donnés en Russie: si cependant outre cela le Ministre, ou quelqu'un des Consuls russes, demandait des Passeports de la Porte pour eux, ou nommément pour quelqu'un d'entre eux, ils devront leur être donnés sans Délai par les Tribunaux établis à cet Effet; et, pour un plus grand Avantage des Sujets russes, ils pourront porter les Habillements que chacun porte dans son Poys, et exercer dans l'Empire ottoman leurs Affuires sans Obstacle.

Pareillement, on ne devra pas exiger d'eux le Droit nommé Kharadsch, ni aucun autre Impôt, et, après qu'ils auront payé les Douanes, établies en vertu du présent Traité, pour les Marchandises qu'ils auront avec eux, les Pacha, Kadi et autres Officiers seront tenus de les laisser passer sans Empêchement.

Pour une égale Sûreté des Sujets de la Porte, dans les États de la Russie, ceux-ci seront munis, pour les Affaires de Commerce, des Passeports et Certificats nécessaires pour leur Route, de manière que tous les Marchands et Sujets de la Porte, qui, pour les Marchandises qu'ils auront avec eux, auront payé les Douanes fixées par les Tarifs, pourront continuer leur Route sans aucun Empêchement, partout où ils voudront.

Comme, depnis la Paix éternelle, conclue avec la sublime Parte à Kuïnardgi, en 1774, les Sujets russes sont le Commerce de leurs Biens, et en partie même par le Moyen de leurs propres Bâtiments, et qu'ils viennent dans les Villes et Ports de l'Empire ottoman, se reposant sur la Sûreté et la Solidité de la Paix, la sublime Porte s'engage à ce qu'il soit donné à leurs

Vaisseaux, qui pourront souffrir en Mer et aveir besoin de Secours, l'Assistance nécessaire de la part des Vaisseaux de guerre et autres qui se trouveront dans leur Proximité, et que pareillement, les Commandants de ces Vaisseaux ne négligent rien en faveur de l'Avantage et du Secours des Sujets russes, meltant tout leur Soin et Attention à leur procurer, pour de l'Argent, toutes les Provisions nécessaires; et si, par de fortes Tempêtes, leurs Vaisseaux étaient jetés sur un Banc de Sable, ou sur le Bord de la Mer, les Gouverneurs, Juges et autres Chefs doivent leur prêter Secours, et leur restituer, sans Difficulté, toutes les Marchandises et Biens sauvés du Naufrage.

Pareillement, la Cour impériale de Russie s'engage réciproquement, de son Côté, à donner, par ses Vaisseaux de guerre et autres, tout Secours à ceux de la Porte, et d'observer à l'égard des Sujets ottomans tout ce qui a été établi dans le présent Article en faveur des Russes.

Naufrage sur les Côtes de l'Empire ottoman, on leur prêtera de la part de la Porte tout le Secours nécessaire, en recherchant les Biens et en réparant le Vaisseau naufragé, et on n'exigera aucun Droit et Impôt des Marchandises qui seront sauvées et chargées sur un autre Vaisseau pour être transportées à l'Endroit de leur Destination, au Cas que ces Marchandises ne soient pas vendues dans le premier Endroit.

Par contre, on s'engage de la part de la Russie, en Cas de quelque Malheur ou Naufrage d'un Vaisseau turc, de lui accorder toute Aide et Assistance, et en général, de donner aux Sujets commerçants de la sublime Porte tous les Soins nécessaires en pareil Cas.

Les Marchands, les Drogmans, et tous les Sujets russes en général, pourront aller et venir librement, tant par Terre que par Mer, pour vendre, acheter et commercer dans les États de la sublime Porte, et, après avoir payé les Droits de la Douane, ils ne devront pas être arrêtés sur leur Route, ni inquiétés, pour quoi que ce soit (d'aucune Manière), de la part des Officiers de la Marine et autres Troupes de la Porte, et réciproquement, la Cour impériale de Russie permet aux Sujets de la Porte d'aller et venir librement, par Mer et par Terre, dans les États de l'Empire de Russie, pour leur Commerce et Affaires

mercantiles, sans être arrêtés nulle part en chemin, des qu'ils auront payé les Droits selon les Tarifs de la Russie.

La sublime Porte s'engage à ne point forcer les Marchands russes à acheter ou vendre des Marchandises contre leur Gré, en faveur de quelques Compagnies privilégiées, ou de quelques autres Sociétés, ou des Monopoleurs, et par la même de ne pas les assujétir à aucone Gêne ou Embarras dans leur Commerce.

Pareillement, les Sujets de la Porte journont de cette même Liberté dans les États de la Rassie.

la Porte, on demandera du Débiteur même le Payement de ses Dettes, et nullement de quelque autre Sujet russe, et ce dernier, n'ayant pas cautionné pour l'autre, ne doit pas même être cité en Justice, et il n'y a que le Débiteur seul qui soit obligé de répondre de tout; et réciproquement, en agira de même en Russie, avec les Sujets de la Porte ottemane.

Si un Sujet russe vient à mourir, ses Biens et Effets, sans que personne ose s'y ingérer, seront remis à ses Exécuteurs testamentaires, et s'il meurt ab intestat, ses Biens seront donnés, par l'Entremise du Consul de Russie, en garde à ses Compatriotes; à quoi les Officiers du Fisc et du Droit d'Aubaine ne doivent mettre aucun Obstacle, n'y s'y ingérer d'aucune Manière.

Les Marchands, les Drogmans et les Consule russes, dans leurs Ventes et Achats qu'ils seront aux Sujets de la Porte ottomane, ainsi que dans leur Commerce, Cautionnements et autres Affaires de Justice, doivent se présenter devant le Kadi (Juge), où leurs Contrats seront enrégistrés, asin qu'en Cas de quelque Différend, on puisse faire les Recherches nécessaires et prononcer la Sentence dans ces Affaires litigieuses: en conséquence, si quelqu'un '), sans avoir rempli ces Formalités, et sans être muni de ces Documents de Justice '), vondrait intenter un Procès à un Sujet russe, ne produisant que de faux Témoins, on ne permettra point de pareilles Supercheries, et on n'écoutera point des Demandes ') contraires à la Justice.

¹⁾ La Version donnée par Martens et repreduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, parte: "celui qui."

²⁾ La Version précitée porte: ", celui qui, neuns être muni de ces Formalités et Do-

[&]quot;cuments de Justice." On est muni de Documents, mais on n'est point muni de Formalités.

³⁾ La Version précitée porte "leurs De-"mandes."

Pateillement si, par pure Avidité d'Argent, quelqu'un portait une Plainte contre un Sujet russe, et qu'il l'accusat d'avoir dit des Injures, on empêchera que le Sujet russe ne soit offensé ni accusé, tout comme aussi, s'il se fût absenté à cause de ses Dettes ou autres Fautes, on ne devra absolument pas attaquer ou inquiéter, en aucune Manière, un autre Sujet russe, innocent dans cette Affaire, et qui n'aura pas cautionné pour lui.

Tout ce qui a été arrêté dans le présent Article, pour la Sûreté des Russes, qui commercent dans les États de la sublime
Porte, la Cour impériale de Russie promet également de l'observer de Son Côté vis-à-vis des Sujets de la Porte ottomane,
commerçants en Russie, et pour éviter tout Empêchement dans
l'Exercice de leur Commerce, leurs Contrats ou autres Engagements, avec les Sujets russes, par rapport aux Affaires de Commerce, seront enrégistrés, et les Différends qui parsois pourront
naître entre eux, levés.

Art. X. Si quelque Sujet russe se trouvait en Esclavage, dans les États de la Porte, et que le Consul le déclarât effectivement être Russe, il sera présenté avec son Procureur à la Cour de Sa Hautesse, pour faire l'Examen de toutes les Circonstances qui le regardent, et le rendre ensuite à la Demande dudit Consul; tout comme aussi, si dans les États de la Russie il se trouvait des Sujets de la Porte ottomane, ils seront rendus à la sublime Porte, sans la moindre Difficulté, après qu'on en aura donné les Preuves nécessaires; toutefois cependant on ne les rendra de part et d'autre, que dans le Cas où ils n'auront point pris la Religion dominante du Pays, car ceux-là ne doivent pas être rendus.

Quant aux Sujets russes, qui pourront à l'avenir demeurer dans l'Empire ottoman, la sublime Porte s'engage à ne pas exiger d'eux le Droit nommé Kharadsch.

Les Art; XI. XII. XV. et XVI. statuent sur la Conduite à tenir par les Vaisseaux de guerre des deux Parties, qui se rencontreront en Mer, et sur la Protection réciproque des Puvillons respectifs.

Mais, afin que les Sujets de la Porte ne puissent pas, pour exercer leur Commerce, partir à l'Insu de la sublime Porte, on est convenu qu'ils n'obtiendront le Passeport nécessaire à cet Effet, de la part du Ministre de Russie, autrement qu'après une Information préalable à ce sujet du Gouvernement de la Porte, et après que celui-ci lui aura demandé

ledit Passeport; tout comme aussi les Sujets russes seront obligés, pour l'Exercice de leur Commerce, dans les Villes qui sont dans l'Intérieur de la Domination ottomanc, d'obtenir de la part de la Porte le Firman dont ils auront besoin; laquelle s'engage, en vertu du présent Article, de l'accorder chaque sois à la Réquisition du Ministre de Russie, et d'ordonner de faire donner lesdits Firmans dans les Provinces par les Pacha ou Commendants, à la Réquisition des Consuls de ladite Puissance.

Quand les Capitaines des Vaisseaux, ou les Patrons des Bâtiments russes, auront besoin de saire calfater, donner les Suifs et radouber leurs Vuisseaux, les Commandants dans toutes les Villes, Forteresses et Ports de la Porte, ne devront non seulement pas mettre Obstacle à ce qu'il leur soit fourni, pour de l'Argent, la Quantité de Suif, Goudron, Poix, Ouvriers et Instruments, dont ils auront besoin, mais ils devront aussi les assister autant qu'il leur sera possible, et, s'il arrive que, par quelque Malheur, un Vaisseau russe vienne à manquer d'Agrés, on permettra d'acheter les Ancres, Voiles et autres Matériaux nécessaires pour son Appareillage '), mais on ne demandera pas pour cela des Présents des Sujets russes. Et, lorsque les Vaisseaux sous Pavillon russe se trouveront dans quelque Échelle 2), les Fermiers, Mussélim') et uutres Officiers, ainsi que les Kharadschi *), ne devront pas les arrêter, sous Prétexte qu'ils doivent percevoir les Droits de Kharadsch des Passagers, qui devront être conduits sans Obstacle à l'Endroit de leur Destination, et s'il s'y trouve des Raya ou Sujets de la Porte, ceux-ci doivent payer ledit Droit, étant arrivés à l'Endroit de leur Destination.

Un Secours réciproque et la même Assistance seront accordés, dans les États de la Russie, aux Vaisseaux de la Porte ottomane, auxquels on fournira sans Obstacle, pour de l'Argent, le Suif, le Goudron, la Poix, les Ouvriers et les Instruments, ainsi qu'en Cas de Malheur, les Ancres, Voiles et les Matériaux nécessaires pour l'Appareillage ') du Vaisseau.

qui, dans cette Acception, n'est point français.

¹⁾ Appareillage, Terme de Marine. Action ^{d'appareiller} (e. à. d. de mettre à la voile) ou de s'y disposer. (Dict. de l'Académie.) La Version précitée porte: "Appareil,"

²⁾ Voyez plus haut p. 943. Col. 2. note *. 3) Mutessélim, vulgairement Mussélim.

⁽Andréossy, 1. c. Table des Matières,

p. 512. — Voyez plus haut p. 731. Col. 2. note 5.)

⁴⁾ Kharadschi, Collectour du Kharadsch. Kharadschi Baschi, Collecteur en Chef. (von Hammer, Det osmanischen Reichs Staatsverfassung, T. Il. Chap. IV. p. 151. — Kieffer et Bianchi, l. c. T. l. p. 466. Col. 1.)

⁵⁾ Voyez ci-dessus la note 1.

de la sublime Porte ottomanc, à l'égal de la française et de l'anglaise, comme étant les Nations les plus favorisées par Elle '), la Porte s'engage aussi par le présent Article, d'accorder aux Sujets russes tous les Priviléges et Honneurs accordés auxdites Nations et à d'autres Nations libres '); tout comme dans l'Empire russe, on accordera réciproquement aux Sujets de la Porte, les mêmes Égards dont jouissent les Nations les plus favorisées et amies de la Russie.

Les Vaisseaux sous Pavillon russe, qui arriveront dans les Échelles de l'Empire ottoman, devront être requs amiablement, et pourront y acheter, pour leur Argent, toutes les Boissons et Vivres dont ils auront besoin, et personne ne devra les empêcher de les acheter, vendre et transporter, ni exiger d'eux pour une pareille Permission aucun Droit ni Présent. Et réciproquement, les Vaisseaux de la Porte ottomane seront requs dans les États de la Russie avec Bienveillance, et on leur permettra, sans aucun Empêchement, d'acheter, pour leur Argent, les Vivres dont ils auront besoin.

Les Articles XX—XXII. XXIV—XXIX. stipulent sur le Payement des Douanes et autres Droits sur le Commerce, et sur le Tarif à suivre conformément à l'Arrangement conclu, le 5 Septembre 1782, entre la Russie et la Porte.

Art. XXIII. On n'exigera pas des Sujets russes de nouveaux Impôts, appelés Kassabiyé '), Reft ')', Badsch ?), Yassakouli

¹⁾ La Version précitée porte: "comme des "Nations qui en sont les plus favoritées."

²⁾ La Version précitée porte: "dont on ,, se sert vis-à-vis d'elles et d'autres Nations ,, libres."

³⁾ Le reste de cet Article stipule sur le Payement des Douanes.

⁴⁾ Veyez plus haut p. 104. Col. 1. note **.

⁵⁾ Voyez plus haut p. 962. Cel. 2. note 3.

⁶⁾ La Version précitée porte "Rest" au lieu de "Reft."

⁷⁾ Voyez plus haut p. 121. Col. 2. note 1. No. 6.

sakouli 1), et on ne prendra pas plus de 300 aspres pour le Droit de bon Ancrage, appelé en turc Sclamet-Resmi 2).

Les Art. XXX — XXXVII. concernent le libre Passage des Vaisseaux marchands russes le la Mer Noire à la Mer Blanche, et de retour.

An XXXVIII. Sì, en Cas d'une Nécessité urgente, on a besoin de frêter un Vaisseau russe pour le Compte de la sublime Porte, les Commandants ou autres Officiers chargés du Frêt, doivent en informer le Ministre russe ou les Consuls, là où il s'en trouvera, pour désigner les Vaisseaux qu'ils trouveront propres à cela; et, dans les Endroits où il n'y aura point de Consuls russes, les Bàtiments pourront être frêtés, de leur propre Gré, par le Capitaine ou Patron du Vaisseau, et le Prix dont on sera convenu leur devra être payé en conséquence sans Retard; mais en Cas même d'un pareil Besoin, la Porte ne frêtera le Vaisseau russe autrement, que d'après un Accord volontaire, et on ne devra surtout pas arrêter d'autres Vaisseaux, qui ne seront pas frêtés, et particulièrement pas ceux qui seront déjà chargés de quelques Marchandises, car ces derniers ne doivent absolument pas être obligés à les décharger, et on ne leur doit faire aucune Insulte.

L'Art. XXXIX. concerne les Vaisseaux marchands russes destinés pour des Pays ennemis. L'Art. XL. définit la Contrebande de guerre.

L'Art. XI.l. stipule qu'on ne punira point les Sujets russes, qui serviront sur des Navires turcs, employés à exporter des Vivres dont l'Exportation serait prohibée.

L'Art. XLII. concerne les Sujets russes qui acheteront des Vivres sur des Bûtiments de la Porte

L'Art. XLIII. stipule que la Confiscation du Vaisseau n'entrainera point la Confiscation de la Marchandise.

leurs Marchandises dans les États respectifs, il a été convenu de part et d'autre, qu'ils pourront avoir des Endroits et des Magasins propres à y mettre leurs Marchandises et les y conserver, ainsi que des Maisons pour y demeurer. Les Gouvernements respectifs des deux Parties contractantes veilleront à ce que les Sujets, de part et d'autre, en faisant entre eux des Contrats pour le Bail des Maisons et Magasins, remplissent tous les Engagements qu'ils contractent à cet Effet. En Cas de Plainte au sujet de l'Inexécution de ces Conditions '), on accordera toute side et Justice possible; c'est à quoi la Cour impériale de Russie s'engage vis-à vis des Sujets de la Porte, et pareillement, la

84

Ш.

¹⁾ Voyez plus haut p. 1131. Col. 2. note 6.
2) Voyez plus haut p. 1131. Col. 1. note 2.
3) La Version précitée porte: ,, au sujet ,, de manque à ces Conditions."

sublime Porte ottomane vis-à-vis des Commerçants russes, qui seront domiciliés dans ses États.

Les Art. XLV — XLVII. concernent le Commerce de la Soie, du Riz, du Café, de l'Huile, des Cotons en laine et filés, du Maroquin, de la Cire, des Cuirs, des Fruits et du Sel.

Pour prévenir tout Abus qui pourrait résulter de la part des Vaisseaux marchands, naviguant sous Pavillon russe, la Cour impériale de Russie, pour témoigner l'Amitié qu'Elle porte à la sublime Porte ottomane, consent à ce que son Ministre, résidant auprès de celle-ci, réponde du Pavillon.

Les Ministres russes seront exempts du Droit et Impôt appelé Badsch et autres, sur tous les Effets importés pour leur Compte, soit pour en faire des Présents ou pour
leurs Habillements, ainsi que sur les différentes Provisions de Vivres et de Boissons pour leur propre Usage.

Les Drogmans, au Service des Ministres de Russic, sont exempts du Droit de Kharadsch, de celui de Kassabiyé et d'autres semblables, connus sous le Nom de Tekalifi-Urfiyé 1) 2).

Des Priviléges et Droits accordés aux Sujets russes jouiront également les Drogmans et autres Personnes au Service du Ministre et des Consuls russes.

Comme, en vertu de l'Art. XI. du Traité de Kaïnardgi (Voyez plus haut p. 1302.), la Cour impériale de Russie a le Droit de nommer des Consuls dans toute l'Étendue de la Domination ottomane, où la Russie voudra en avoir pour les Affaires de Commerce, la sublime Porte s'engage par le présent Article de n'y porter aucun Empêchement, asin qu'ils puissent jouir de tous les Droits et Priviléges qui leur sont dus, à l'instar des Consuls et Vice-Consuls français et anglais, comme ceux d'une Nation amie et la plus favorisée, quand même il ne se trouverait sur les mêmes Lieux aucun Consul, soit français ou anglais.

Les Pacha, Kadi, et autres Commandants dans les États de la Porte, ne défendront aucunement aux Consuls ou à leurs Substituts, d'arborer le Pavillon ou les Armes de leur Souverain.

Pour veiller à la Sûreté des Maisons, où les Consuls seront logés, ils pourront demander les Janissaires qu'ils voudront, et les Janissaires seront protégés par les Oda Baschi 2)

¹⁾ Veyez plus haut p. 962. Col. 2. note *. ,, ourfé."

²⁾ La Version précitée porte 3, Tchaelif- 3) Voyez plus haut p. 125. Col. 1. note 2.

et autres Officiers, sans que ceux-ci puissent pour cela exiger d'eux le moindre Impôt ou Gratification.

Les Consuls russes et ceux qui en relèvent, comme les Drogmans et les Marchands, pourront foire du Vin dans leurs Maisons, et en faire venir de même du dehors pour leur propre Consommation, sans que personne puisse les en empêcher.

Lorsqu'on enverra du Raisin, pour en faire du Vin, dans les Maisons des Consuls, Drogmans et autres Personnes relevant de la Cour impériale de Russie, ou, lorsqu'on portera chez eux du Vin pour leur Provision, l'Agha des Janissaires '), le Bostandji Baschi '), le Topdji-Buschi '), les Voïvodes ') et autres Officiers, n'exigeront aucun Droit ou Gratification pour le Transport ni pour l'Importation ') de ces Vins.

Lorsque quelqu'un voudra entrer en Procès avec les Consuls établis pour Affaires de Commerce, on ne les arrêtera point, ni on ne mettra point le Scellé à leurs Maisons, mais le Procès devra être informé à la Porte. Dans le Cas où on produirait des Ordonnances, publiées avant ou après la Conclusion du présent Traité, contraires au présent Arrangement, elles seront nulles et de nul Effet, et on agira à cet Égard conformément au présent Article.

Litige avec des Consuls et Négociants d'une autre Nation chrétienne, peuvent se justifier auprès du Ministre russe, accrédité à la Porte, si les deux Parties litigantes é) y consentent. Et, si elles ne veulent point que leur Procès soit informé par les Pacha, les Kudi, ou autres Officiers, ni par les Inspecteurs des Douanes de la Porte '), alors ceux-ci ne pourront pas les y obliger, ni s'ingérer aucunement dans leurs Affaires, sans le Consentement des deux Parties en Litige é).

- 1) Agha des Janissaires (Yenitscheri Aghassi). Le Chef du Corps des Janissaires. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. VII. Chap. l. Art. l. p. 313. — von Hammer, Staatsverfassung, T. II. Chap. V. p. 197. 201. 291.)
 - 2) Veyez plus haut p. 126. Cel. 1. note 2.
 - 3) Voyez plus haut p. 127. Col. 1. note 2a.
 - 4) Voyez plus haut p. 127. Col. 1. note 2b.
- 5) La Version précitée porte ,, ainsi que ,, pour l'Importation."
- 6) La Version précitée porte ,, litigieuses" au lieu de ,, litigantes." Neus remarquerons
- que les Plaidants sont les Parties litigantes; et le Droit, l'Affaire, le Point, le Cas, qui est ou qui peut être en Litige, est ce qu'on appelle la Matière litigieuse. (Dict. de l'Académie.)
- 7) La Version précitée porte: "les Pacha, "les Cadi, les Officiers, et par les Inspec-, teurs des Douanes de la Porte."
- 8) La Version précitée porte ,, alors ceux-,, ci ne pourront pas les obliger ni s'ingérer ,, aucunement dans leurs Affaires, sans le ,, Consentement de toutes les deux parties ,, en litige."

Personne, dans les États de la sublime Porte, ne pourra forcer les Consuls russes de comparaître en Personne devant les Tribunaux, lorsqu'ils ont leurs Drogmans; en Cas de quelque Besoin, les Sujets de la Porte ottomane pourront s'expliquer sur leurs Affaires avec les Drogmans envoyés par les Consuls.

Pour protéger les Vaisseuux russes en Mer contre les Corsaires barbaresques, ainsi que pour mettre les Consuls et les Marchands russes à l'Abri des Insultes dans les Ports, où ces Pirates peuvent mouiller, la sublime Porte s'oblige à veiller, de la Manière la plus sévère, à ce que les Pacha, Commandants et autres Officiers dans l'Empire ottoman, protègent et défendent les Consuls et les Marchands russes. Et, lorsque le Ministre et les Consuls russes auront vérifié par des Témoignages, que les Vaisseaux arrivés aux Ports ou Forteresses appartenant à la Porte, jouissent effectivement de la Protection du Pavillon russe, alors tous les Commandants de ces Ports seront obligés de tâcher de toute Façon, que les susdits Corsaires ne saisissent point les Vaisseaux russes, et que surtout aucun Vaisseau, se trouvant près de la Forteresse, ne soit pris. Si les Corsoires causent aux Sujets russes des Pertes, dans ceux des Endroits de la Domination ottomane, où il y a des Pacha et Commandants, ces derniers sont tenus à réparer ') toutes les Pertes causées par leur Négligence.

Lorsqu'un Sujet russe, en rencontrant des Corsaires d'Alger, de Tunis ou de Tripoli, viendra à être fait Prisonnier, ou que ces Pirates saisiront le Bâtiment ou les Biens des Marchands russes, dans ce Cas la sublime Porte s'oblige à se servir de son Pouvoir sur les Régences, pour affranchir tout Sujet russe qui aura été fait Esclave de cette Manière, et pour lui faire restituer les Bâtiments et les Biens qu'on lui aura enlevés.

Lorsque les Corsaires, ou autres Ennemis de la sublime Porte, commettront des Pirateries sur les Côtes de ses Dominations, on n'incommodera pour cela les Consuls et Marchands russes, ni ne leur sera aucunement à Charge. Mais, comme pour la Sûreté réciproque, il est nécessaire de connaître les Pirates, nommés Forbans 2), pour qu'ils soient également connus

¹⁾ La Version précitée porte: "à dédom-"mager toutes les Pertes."

On dédommage quelqu'un des Pertes qu'il a éprouvées, mais on ne dédommage pas

les Pertes,

²⁾ Voyez plus haut T. II. du Manuel, I.iv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. O. p. 324. Col. 1. note *.

de chacun, les Officiers commandants sont tenus, lorsque de tels Bâtiments corsaires ou autres Barbaresques, abordent dans les Ports de l'Empire ottoman, d'examiner soigneusement les Passeports, et de procéder avec eux selon les Lois, à condition cependant, que les Consuls russes prennent des Informations exactes de tous les Bâtiments qui arrivent sous Pavillon russe, et qu'ils les communiquent ensuite aux Officiers de la Porte, avec lesquels lesdits Consuls russes pourront entretenir réciproquement des Liaisons, pour se communiquer mutuellement, soit de Bouche, soit par Écrit, tout ce qui pourra établir la Sûreté réciproque.

l'Empire ottoman, qu'en Cas de Dispute avec un Marchand russe, et lors d'une Plainte au Kadi à ce sujet, le Juge n'informera le Procès qu'en présence du Drogman russe, et si cét Interprète ') est occupé alors d'une autre Affaire, on ajournera le Procès ') jusqu'à son Arrivée. Par contre, les Sujets russes sont obligés, pour ne point abuser du Prétexte de l'Absence du Drogman, de le faire comparaître sans Délai en Justice.

Si la Dispute s'élève entre des Sujets russes, leur Ministre à la sublime Porte, ou leurs Consuls, pourront examiner leurs Différends, et prononcer l'Arrêt conformément aux Lois et Usages russes, sans le moindre Empêchement ou Difficulté de la part de qui que ce soit.

Art. LXIV. Les Procès, qui passent la Somme de 4000 aspres, seront informés au Diwan et point dans aucun autre Tribunal.

Art. LXV. Si un Sujet de la Porte, soit Marchand ou autre, a une Lettre de Change sur un Sujet russe, et que celui-ci ou son Commis ') ne l'accepte point, on ne pourra pas le forcer de payer sans une Cause légitime, mais on en exigera un Refus par écrit, pour s'en servir ensuite contre le Tireur. Par contre, les Ministres ou les Consuls de Russie, s'emploieront de tout leur Pouvoir à faire payer les bonnes Lettres de Change.

Lorsqu'un Marchand russe voudra partir pour un autre Endroit, et que le Consul en sera Caution, on ne pourra pas l'empêcher, sous Prétexte de lui faire payer ses Dettes.

Les Procès, excédant la Somme de 4000 aspres, seront in-

¹⁾ La Version précitée porte: "Traduc-"teur" au lieu de "Interprète."

[&]quot;Procès" sont omis. 3) La Version préci

²⁾ Dans la Version précitée, les mots "le

³⁾ La Version précitée porte "Subordonné" au lieu de "Commis."

formés à la Cour de Sa Hautesse, ainsi qu'il à déjà été convenu ci-dessus dans l'Article LXIV. du présent Traité.

Les Employés à la Justice, Officiers, etc., de la Porte, ne pourront pas entrer par Force dans une Maison habitée par un Sujet russe, et, dans un Cas de Nécessité urgente, il faudra en prévenir le Ministre ou les Consuls, là où il y en a; ensuite on ira sur les Lieux avec ceux qu'ils auront commis à cet Effet, faute de quoi la sublime Porte s'engage à punir les Contrevenants sclon toute la Rigueur des Lois:

Les Pracès entre des Sujets russes et d'autres Par-Art LXVIII. ticuliers, qui auront déjà élé terminés juridiquement et par Hodjet 1), ne pourront plus être informés une seconde fois; mais si la Nécessité exige ce second Examen, on ne permettra point aux Parties en Litige de comparaître en Justice, ni on n'enverra point des Commissaires ou Huissiers, pour les chercher, sans en avoir prévenu le Ministre russe, ou attendu du Consul la Réponse avec une Explication claire de toute l'Affaire. On accordera aussi un Tems suffisant pour rassembler des Informations détaillées touchant le Cas en Question. Au reste, il a été convenu que, lorsqu'il sera ordonné de revoir derechef un Procès déjà terminé, on ne décidera rien à cet égard, excepté à la Cour de Sa Hautesse. Dans ce Cas, les Sujets de Russie, et ceux qui en dépendent, peuvent comparaître en Justice, ou constituer à leur Place des Plénipotentiaires en Forme juridique.

Les Sujets de la Porte, voulant intenter un Procès à ceux de Russie, ne seront point écoutés, à moins qu'ils ne soient munis de Titres authentiques ou de Certificats de la part des Tribunaux.

Art. LXIX. En Cas d'une Banqueroute d'un Négociant russe, ou d'un autre, dépendant de la Russie, les Créanciers seront payés des Effets restants 2). Si les Créanciers ne peuvent point produire un Témoignage véridique, pour prouver que le Consul russe, Drogman ou autre Russe se sont rendus Caution 3) pour le Banqueroutier, on n'élèvera aucune Prétention 4) à la Charge desdits Consuls, Drogmans, ou autres Sujets russes quel-

étant complet.

¹⁾ Voyez plus haut p. 788, Col. 1, note 1,

²⁾ Il y a dans la Version précitée erreur dans la Ponctuation. Le mot "restants" est suivi d'une virgule; il doit être suivi d'un point, le sens de la proposition qu'il termine

³ La Version précitée porte , font Cau-4),, tion" au lieu de ,, se sont rendus Cau-,, tion," et ,, on ne fera aucune Prétention" au lieu de ,, on n'élèvera aucune Prétention."

conques, et on ne les arrêtera point, ni ne leur causera le moindre Désagrément, sous Prétexte qu'ils sont responsables des Dettes.

établisse des Courtiers, tout comme les Français en ont en Turquie, ces mêmes Courtiers, nommés par les Marchands de quelque Nation qu'ils soient, ne seront aucunement molestés dans l'Exercice de leurs Charges, et on ne leur fera aucune Violence. Il dépendra absolument du Choix des Négociants russes, de nommer des Courtiers de telle Nation que bon leur semblera, sans excepter même la juive. Lorsque ces Courtiers viendront à être congédiés ou à mourir, on n'exigera absolument rien de leurs Successeurs, sous Prétexte du Droit nommé Etek.

An. LXXI. On n'exigera point le Droit de Kharadsch des Sujets russes, soit mariés ou non mariés, qui résident 2) dans les États de l'Empire attoman, de quelle Condition qu'ils puissent être 2).

En Cas de Meurtre ou d'autres Désordres entre les Sujets russes, le Ministre ou les Consuls russes pourront examiner les Cas, et prononcer ') l'Arrêt que leur dicteront leurs Lois et Ordonnances, sans qu'aucun des Officiers de la Porte puisse les en empêcher.

Si on commet un Meurtre sur des Lieux où se trouvent des Sujets russes, et si on n'a aucune Preuve contre eux, ils ne seront aucunement inquiétés à ce sujet par des Informations, ni obligés à payer l'Amende (Djerîmé) b).

Lorsqu'un Sujet de Russie, ou tel autre, jouissant de la Protection russe, commettra un Meurtre ou un autre Crime, et que le Gouvernement en sera informé, les Juges et Officiers de la Porte ne jugeront de pareils Cas qu'en présence du Consul ou de ceux qui auront été commis à cet Effet, par le Ministre ou le Consul, quelque part qu'ils se trouvent. Pour observer la plus grande Équité dans ces Sortes de Cas, les deux Hautes Par-

¹⁾ Etek, Droit de Protection. (Voyez dans Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 6. Col. 2. les différentes Acceptions du mot Etek.

²⁾ La Version précitée porte, qui habitent ndans les États."

³⁾ La Version précitée porte: net de telle n'Condition qu'ils puissent être."

⁴⁾ La Version précitée porte ,, et y pro-,, noncer."

⁵⁾ La Version précitée porte, ni chargés, du Payement de l'Amende Djerimé.

⁶⁾ Djerimé, Peine pécuniaire (Amende) imposée par la Justice. (von Hammer, Staatsverfassung, T. l. Chap. III. p. 146. Chap. V. p. 215. — Kieffer et Bianchi, l. c. T. l. p. 375. Col. 1.)

ties contractantes promettent réciproquement de veiller à ce que les Accusés soient examinés et jugés avec une Attention égale.

Quoiqu'il soit très sûr, avec l'Aide de Dieu, que les Fondements de la Paix et Amitié, qui sont établies et subsistent entre les deux Empires, ne pourront être ébranlés ni renversés, cependant, comme de Tems en Tems il naît de fausses Nouvelles, contraires à la Vérité, qui troublent la Sûreté et donnent de l'Inquiétude aux Marchands respectifs, il est nécessaire d'insérer dans le présent Traité de Commerce un Article qui puisse anéantir une pareille Inquiétude desdits Marchands: ainsi on déclare, comme cela se trouve déjà dans quelques-uns des Traités, que si (ce qu'à Dieu ne plaise!) l'Amitié ') et l'Alliance qui subsistent entre l'Empire de Russie et la sublime Porte, se changeaient en Discorde et Inimitié, les Sujets des deux Empires, qui font le Commerce dans les États respectifs, auront la Liberté, en comptant du Jour de la Rupture jusqu'au Terme de six Mois, de vendre leurs Marchandises et Effets et tout ce qu'ils possèdent, et de s'en retourner, sans Obstacle, avec leurs Biens dans leur Patrie; ils seront garantis et protégés des deux Côtés 2), et on ne manquera pas de leur accorder de part et d'autre 3) l'Assistance et la Protection nécessaires.

Art. LXXVI. Pour faciliter le Commerce des Sujets respectifs, ainsi que la Correspondance réciproque, la sublime Porte s'engage à pourvoir par tous les Moyens à la Célérité, la Sûreté et la Commodité *) de la Poste et des Courriers russes, qui vont et viennent aux Frontières de la Russie. C'est à quoi la Cour impériale de Russie s'engage pareillement de Son Côté.

et dans l'Article XI. du Traité de Kaïnardgi, et dans le VI e Article de la Convention explicative s), il a été arrêté que le Commerce russe jouira de tous les Droits et Priviléges qui sont accordés dans les Capitulations françaises et anglaises; et quoiqu'une Partie de ces Capitulations ait été insérée dans le présent Traité, pour autant qu'elles ont du Rapport au Commerce russe, cependant les deux Hautes Parties

¹⁾ La Version précitée porte : ,, que (Dieu ,, en préserve!) si l'Amitié."

La Version précitée porte ,, de tous

^{31,,} les deux Cotés," au lieu de ,, des ,, deux Cotés," et ,, des deux parts" au lieu de ,, de part et d'autre."

⁴⁾ La Version précitée porte,, à pourvoir, aux moyens de la Célérité, Sureté et, Commodité."

⁵⁾ La Version précitée porte, explicatoire." (Voyez plus haut p. 1305. Col. 1. note 1.)

contractantes s'engagent en outre de laisser dans leur Force, à l'Avantage des Sujets russes, même ceux des Articles desdites Capitulations qui ne sont pas insérés ici. En Conséquence, la sublime Porte confirme aux Sujets russes tout ce qui est renfermé dans les Capitulations avec les Vénitiens, vu qu'elles sont appropriées aux Français dans leurs Capitulations avec la Porte, en défendant au reste, à tous et à chacun, d'opposer aucun Obstacle ni Chicane à l'Exécution du présent Traité avec la Cour impériale de Russie.

Art. LXXVIII. Tous les Gouverneurs, Amiraux, Lieutenants de Gouverneurs'), Kadi, Directeurs de Douane, Capitaines de la Marine, et en général tous les Habitants de l'Empire ottoman, ainsi que tous les Sujets russes de toute Condition, seront tenus de remplir le présent Traité, avec toute l'Exactitude possible, et sans y porter la moindre Atteinte. Si quelqu'un s'y oppose, ou témoigne de la mauvaise Volonté dans son Exécution, il sera déclaré Rebelle et Criminel, et puni comme tel sans Délai, pour servir d'Exemple aux autres.

Art.LXXIX. Pareillement, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point contrevenir au présent Traité, et les Gouverneurs, Commandants, Kadi, Douaniers, Voïvodes, Mussélim, Officiers et autres Personnes employées dans l'Empire ottoman, ne doivent pas contrevenir au présent Traité, et si, de part ou d'autre, on l'enfreint, en inquiétant quelqu'un, soit de Parole ou par Faits, les Sujets russes seront punis par les Consuls ou leurs Chefs, conformément au présent Traité, tout comme la sublime Porte s'engage à avoir Soin que ses Sujets soient punis sur les Représentations du Ministre ou des Consuls russes, et après un Examen suffisant de l'Affaire, si le Cas l'exige.

Art. LXXX. En outre, la Cour impériale de Russie, pour témoigner l'Amitié particulière qu'Elle a vouée à la sublime Porte 2), promet par le présent Article, de danner en toute Occasion aux Sujets de la Porte toute Sorte de Secours, quant à leurs Affaires mercantiles dans les Ports de Russie, pour étendre le Commerce réciproque, ainsi que de leur accorder toute Justice dans les Tribunaux.

¹⁾ La Version précitée porte "Vicaires."

²⁾ La Version précitée porte: "qu'elle porte à la sublime Porte."

Au reste, comme la Cour impériale de Russie, en s'ac-Art. LXXXI. cordant avec la sublime Porte 1), dans le présent Traité de Commerce, sur les Droits de Douane et autres Stipulations en Faveur de Ses Sujets commerçants dans les États de la Porte ottomane, ne demande rien autre Chose que les mêmes Avantages et une parfaite Égalité avec les Nations favorisées dans les États de la Porte [à quoi la Porte s'est déjà engagée par l'Article XI. du Traité de Puix de Kaïnardgi, et par le VI e Article de la Convention explicative 2)]; les Sujets de la Porte, pour ce qui est de leur Commerce dans les Ports de Russie, ne pourront pareillement exiger autre Chose, sinon une parfaite Egalité avec les Nations les plus favorisées en Russie, et ne payeront par conséquent, dans les États de Russie, qu'exactement les mêmes Droits que payent les Anglais et les autres Nations les plus amies, d'après les Tàrifs établis en Russie.

La Réunion de la Tatarie européenne à l'Empire de Russie, en 1783 3) 4), était le coup le plus sensible qui pût être porté à l'Empire ottoman. Le Peuple de Constantinople demanda la guerre contre les Infidèles; mais le Diwan, sentant son impuissance, et redeutant le concert qui, à cette époque, régnait entre les Cours de Vienne et de Pétersbourg, crut devoir céder à la force des circonstances. En conséquence, il fut signé à Constantinople, le 8 Janvier 1784, une nouvelle Convention 5), par laquelle la Porte acquiesça à la Réunion

- 1) Les mets ,, avec la sublime Porte" sont omis dans la Version précitée.
- 2) La Version précitée porte "explica-"toire."
- 3) Manifeste de l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II), relatif à l'occupation de la Crimée et de la Tatarie de Koulan, en date du 8 Avril 1783 (v. st.). [Neues St. Petersburgisches Journal, 1783. P. Il. p. 199. (en allemand.) — Geschichte des Kriegs zwischen den vereinigten Heeren Vesterreichs und Russlands und der Ottomanischen Pforte (Francfort 1789. No. I —III. in 4°.) No. 1. p. 8. (en allemand.) — Histor. polit. Journal, 1783. P. II. p. 777. (en allemand.) - Nouvelles extraordinaires, 1783. No. 67. Suppl. (en français.) — Martens, Recueil, T. III. p. 581. (en allemand.) - Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 454. (cité.)]
- 4) Convention conclue entre S. M. impériale de toutes les Russies (Cathérine II) et S. A. Héraclius II, Prince

ou Tzar de Kartalinie et de Kachet, signée dans la Forteresse de Georgiews-kaïa*), le 4 Août (24 Juillet) 1783. [Nouvelles extraordinaires, 1783 No. 89. Suppl. (en français) — Storia dell'anno 1783, p. 165. (en italien.) — Martens, Recueil, T. III. p. 686. (en allemand et en français.) — Neues St. Petersburger Journal, 1783. T. III. p. 145. (en allemand.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 455. (Sommaire.)]

5) Articles signés à Constantinople, le 8 Janvier 1784 (28 Décembre 1783), entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et la sublime Porte ottomane (Abdul-Hamid). (Neues St. Petersburger Journal, 1784, p. 261. (en allemand.) — Hausen, Staatsmaterialien, T. II. No. 1. p. 54. (en français.) — Politisches Journal, 1784, p. 151. (en allemand.) — Storia dell' Anno 1784, p. 162. (en italien.) — Murtens, Recueil, T. III. p. 707. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV.

Podkouma. Excepté le Militaire, la plus graude partie des Habitants sont des Cosaques du Volga. (Langlois, l. c. T. II. p. 1068. Col. 2.)

^{*)} Georgiewskaïa (Georgiefsk), Ville de la Russie d'Europe (Caucase), Place forte et Chef-lieu de District, située sur une Colline très escarpée près de la Rive gauche de la

de la Crimée à l'Empire de Russie 1). L'Art. I. de vette Convention confirme le Traité de Commerce de 1783.

Il existait néanmoins entre les deux États plusieurs Différends fort graves, et les Réciminations pleines d'animosité, auxquels ils donnèrent lieu, ne tardèrent pas à amoner une neuvelle Rupture. Entre autres Griefs que la Porte opposa à ceux de la Russie, le Diman accusait le Consul russe à Alexandrie d'Égypte, d'avoir été en Correspondance avec les Begs rebelles de cette Province, et les Consuls en Muldavie et en Valachie, de protèger les Sujets de la Porte qui cherchaient à s'évader des États du Grand-Seigneur; il représentait aussi que la Présence d'un Consul russe à Varna ne pouvait être d'aucuse Utilité à la Russie, tandis qu'elle était très désagréable aux Habitants, et il engageait le Gouvernement russe à choisir en conséquence une autre Place sur la même Côte, pour y transporter le Consulat établi à Varna 2).

La Guerre, déclarée par la Porte, le 10 Août 1787, fut, comme les précédentes, glerieuse aux Russes; elle se termina par la Paix de Yassy, en 1792.

Traité définitif entre S. M. l'Impératrice de 1792, toutes les Russies (Cathérine II) et la sublime Porte ottomane (Sélim III), signé à Yassy, le 9 Junvier 1792 (29 Décembre 1791) *).

L'Art. II. renouvelle et confirme les Traités antérieurs de 1774, 1779 et 1783, sauf les Modifications apportées par le présent Traité.

Le Commerce étant le Lien le plus sûr et le plus solide de l'Harmonie réciproque, la sublime Porte ottomane, voulant, au Moment où Elle renouvelle la Paix et l'Amitié avec l'Empire de Russie, donner un Témoignage de la Sincérité de son Désir de faire fleurir le plus possible entre les Sujets des deux États un Commerce sûr et avantageux, s'engage à maintenir et exécuter l'Article VI. du Traité de Commerce avec l'Empire de Russie, concernant les Corsaires d'Alger, Tunis et Tripoli, et Elle s'oblige nommément à remplir la Stipulation suivante, savoir:

Si un Sujet russe rencontre des Corsaires d'Alger, Tunis ou Tripoli, et que ceux-ci le fassent Prisonnier, ou bien si ces Corsaires s'emparent d'un Vaisseau ou d'une Marchandise quelle

Chap, LXX. p. 456. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 189. (Extrait en français. Art. l.) — C'est à tort que Mr. de Martens, et d'après lui MM. d'Hauterive et de Cussy, ont donné à cet Acte l'Intitulé de Traité de Paix et d'Amitié.

1) Ce sut pour menager l'amour propre de la Porte, qu'au lieu d'en exiger une Reconnaissance formelle de l'Incorporation de la Crimée à l'Empire de Russie, on se contenta d'abroger les Articles de la Paix de Kuinardgi et de la Convention explicative qui en avaient établi l'Indépendance. (Schoell, ubi supra.)

2) Schoell, I. c. p. 459. 463.

3) Imprimé séparément à St. Pétersbourg, en russe, in sol. — Geschichte des Oesterreich-Russischen und Türkischen Krieges, p. 256. (en allemand.) — Historisch polit. Magazin, T. Xl. p. 367. (en allemand.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 503. (Sommaire.) — Martens, Recueil, T. V. (Actes relatifs au Traité de Paix entre la Russie et la Porte ottomane, p. 53—76.) p. 67. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. l'art. II. T. V. p. 180. (Extrait en français. Art. II. et VII.)

La Traduction française, que nous dennons, a été faite sur la Version allemande, rapportée par Martens. que ce puisse être, appartenant à des Marchands russes, dans ce Cas la Porte s'oblige à user de son Autorité auprès desdites Régences, pour faire rendre la Liberté aux Sujets russes, qui de cette Manière seront tombés dans l'Esclavage, de leur faire restituer le Navire, les Marchandises et les Effets qui leur auront été enlevés, et de dédommager ceux qui auront été lésés de toutes les Pertes qu'ils pourraient avoir souffertes. Et si, par des Rapports dignes de Foi, on venait à être informé que les Fermans (émanés à cet Effet) ne sont point exécutés par lesdites Régences d'Alger, Tunis et Tripoli, la sublime Porte s'engage, sur la Réclamation que Lui adressera le Ministre ou Chargé d'Affaires de S. M. impériale, à restituer et à payer du Trésor impérial ladite Perte, dans le Terme de deux Mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter de la Date que portera ladite Réclamation.

Pour rendre d'autant plus durable l'heureuse Paix et la sincère Amitié entre les deux Empires, on enverra de part et d'autre solennellement des Ambassadeurs extraordinaires à des Époques dont on conviendra par un Accord mutuel. Les Ambassadeurs respectifs seront reçus aux Frontières avec la même Étiquette, les mêmes Cérémonies et les mêmes Honneurs, qui se pratiquent à l'égard des Ambassades des Puissances auxquelles les deux Empires témoignent par Amitié le plus de Considération. On enverra de part et d'autre, par lesdits Ambassadeurs, des Présents proportionnés à la Dignité des deux Empires.

Le Traité d'Alliance défensive, conclu à Constantinople, le 23 Décembre 1798 1), pour huit ans, qui confirma (Art. II.) le Traité de Yassy, fut renouvelé en 1805 2), mais malgré cette Harmonie apparente entre les deux États, les sujets de mécontentement ne manquaient pas, et bientôt le Diwan, animé par les artifices de la France, exigea de la Russie le Redressement d'une longue Série de Griefs; la Russie, avant de répondre aux Demandes de la Porte, fit entrer une Armée en Moldavie (le 22 Novembre 1806), qui, après avoir surpris Choczim 3), occupa Yassy, cerna Bênder 4), et avança vers le Danube. Le 7 Janvier 1817,

- 1) Traité d'Alliance défensive entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies (Paul I) et S. M. l'Empereur des Ottomans (Sélim III), fait et conclu à Constantinople, le 23 Décembre 1798. [(von Haller) Geheime Geschichte, T. V. P. II. p. 312. (en allemand.) Martens, Recueil, T. VII. p. 314. (en français.) Schoell, Hist. abrégée, T. V. Chap. XXIX. p. 241. (Sommaire.)]
 - 2) Schoell, l. c. T. XIV. Chap. I.XXI. p. 509.
- 3) Choczim ou Khotim, Ville forte de la Russie d'Europe (Bessarabie), près des Fron-
- tières de la Gallicie. La Turquie la céda à la Russie, en 1812, avec la Bessarabie et la Rive gauche du Pruth. (Adr. Balbi, l. c. p. 493. Langlois, l. c. T. I. p. 581. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 684.)
- 4) Bender, Ville forte de la Russie d'Europe (Bessarabie), sur la rive droite du Dniester. Le 11 Février 1713, Charles XII, Roi
 de Suède, s'y défendit avec 300 hommes
 contre un corps nombreux de Turcs, et en
 fit un grand carnage avant de se rendre. —
 Les Russes la prirent en 1770, 1789 et 1812.

la Porte déclara la Guerre à la Russic. Dans le Manifeste publié à cette occasion, le Diwan reproche entre autres Griess, à la Cour impériale, l'Abus que ses Consuls faisaient de leur Autorité, soit pour embaucher des Sujets de la Porte et les envoyer en Russie, soit pour donner des Patentes de Protection à des Marchands turcs (grecs) et s'emparer ainsi de toute la Marine marchande de l'Archipel 1).

La Flotte turque essuya une Défaite complète, le 1 Juillet 1807, dans les Parages de l'Île de Lemnos. La Guerre de terre languit du côté du Danube, probablement parce que les Russes avaient besoin de leurs principales Forces contre Napoléon; elle fut plus active sur les Frontières de la Perse, où l'Armée turque fut mise complètement en déroute, le 18 Juin.

Un Traité d'Armistice, négocié par la France, à la suite du Traité de Tilsit 2), qui avait rétabli la Paix entre la Russie et la France, fut concluile 24 Août 1807, au Château de Slobosia, près de Giurgewo 8) en Valachie 4). On stipula que les Russes et les Turcs évacueraient simultanément la Moldavie et la Valachie, et que la Suspension des Hostilités durerait jusqu'au 3 Avril 1808.

Dans un Congres, réuni à Yassy ⁵), pour négocier la Paix (en Février 1809), la Russie syant exigé, comme Base préliminaire, la Cession des deux. Provinces de Moldavie et de Valachie, les Plénipotentiaires ottomans rompirent les Conférences, et les Hostilités recommencèrent immédiatement après.

Un nouveau Congrès euvert à Bucharest 6), dans lequel la Russie crut pouvoir exiger non seulement la Cession de la Moldavie et de la Valachie, mais encore la Reconnaissance de l'Indépend unce de la Servie, eut le même résultat.

Enfin, vers la fin de Décembre 1811; au moment où la Russie avait un plus grand besoin de finir la Guerre que la Porte elle-même, le Diman demanda la Paix. Un Congrès s'euvrit à Bucharest. Le Traité, rétablissant l'Amitié et la bonne Intelligence eutre les deux États, sut signé le 28 Mai 1812.

Traité de Paix entre S. M. impériale de toutes 1812, les Russies (Alexandre I) et la sublime Porte ottomane (Mahmoud II), conclu à Bucharest, le 28 (16) Mai 1812 7); avec deux Articles séparés.

L'Art. III. confirme les Traités antérieurs, sauf les Changements apportés par les Modifications successivement stipulées entre les deux Parties.

Toutes les Fois que le Ministre ou Chargé d'Affaires de la Cour impériale de Russie, résidant à Constantinople, présentera une Note pour demander, en vertu de l'Art. VII.

(Bacmeister, 1 c. T. III. p. 35. — Adr. Balli, l. c. p. 493. — Langlois, l. c. T. I. p. 303. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 685.)

1) Schoell, l. c. p. 516.

2) Voyez plus haut p. 152. Col. 1. note 1.

3) Giurgesso ou Giurghoss, Place forte dans la Principauté de Valachie, sur la gauche du Danube, vis-à-vis Roustchouk, importante par son commerce et par ses fortifications, qui, d'après le dornier Traité, doivent être rasées. (Adr. Balbi, l. c. p. 537. — Langleis, l. c. T. II. p. 1091. Cel. 1. — Volletündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 643.)

4) Martens, Recueil, Supplém. T. 1V. P. 456. (en français.)

5) Saulfeld, Allgemeine Geschichte, T. III. Part. II. p. 560.

6) Ibidem, p. 569.

7) C. D. Voss, Die Zeiten, oder Archio für die neueste Staatengeschichte und Politik (Weimar et Leipzig 1805 - 1820. T. I - LXIV. in 80.) T. XXXIII. p. 41. (en allemand, — sans les Articles séparés.) — Martens, Recueil, Suppl. T. VII. p. 397. (en allemand, également sans les Articles séparés.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXXI. p. 538. (Sommaire.) Mr. Schvell n'a pas eu counaissance des Articles separés, qui concernent (I.) la Démolition des Forteresses d'Ismaël et de Kili, situées dans le Territoire cédé à la Russie, et (ll.) la Délimitation des Frontières entre les deux Empires, du côté de l'Asie. - d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 190. (Sommaire en français des Art. III. IV. VII. et X.) - Neveste Staats-Akten, T. VI. p. 248. (en allemand.)

du Traité de Yassy (Voyez plus haut p. 1323.), la Réparation des Dommages causés aux Sujets et Négociants de la Cour impériale de Russie, par les Corsaires des Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, ou bien pour faire des Réclamations sur des Affaires relatives aux Stipulations du Traité de Commerce (lequel est confirmé), et qui auraient occasionné des Discussions et des Plaintes, la sublime Porte ottomane donnera son Attention à l'Exécution de ce que prescrivent les Traités, et à ce que les susdites Affaires soient poursuivies et terminées, sans qu'il soit apporté la moindre Négligence dans les Injonctions et Intimations nécessaires à cet égard.

La Cour impériale de Russie observera un Procédé semblable envers les Sujets de la sublime Porte, conformément aux Stipulations commerciales.

Les Stipulations arrêtées à Bucharest ne surent guères mieux remplies que celles des Traités antérieurs. Les Plaintes, élevées par la Russie, avaient pour Objet les Oppressions et les Vexations essuyées par la Servie, la Moldavie et la Valachie, et les Réclamations des Sujets russes pour des Infractions aux Traités commises, avant, pendant et depuis la dernière Guerre. De son côté, la Porte demandait la Restitution des Places fortes de Sokhoum Kalè, Anacria et Kimhal, situées sur le Littoral asiatique 1). Les Négociations, envertes entre la Divan et la Mission de Russie à Constantinople, surent rempues, lorsqu'à la suite des Désordres dans lesquels le Gouvernement turc sut entraîné par la Révolution des Grecs 2), la Mission russe quitta la Capitale de l'Empire ottoman et se retira à Odessa 3), le 26 Juillet 1821.

En 1824, la Russie reprit entre ses Mains les Négociations avec la Porte, qui jusqu'alors avaient été suivies par l'Intermédiaire de l'Angleteire et de l'Autriche. Elle envoya à Constantinople un Chargé d'Affaires 4), et présenta son Ultimatum 5), le 5 Avril 1826 6). La Porte adhéra à toutes les Conditions proposées (le 14 Mai), et consentit à envoyer des Plénipotentiaires sur les Frontières de la Russie, pour y conclure une nouvelle Convention, et rétablir les Rapports d'Amitié et de bon Voisinage entre les deux Empires.

Les Conférences ouvertes à Ackermann 7), en Bessarabie, eurent pour résultat la Convention signée le 7 Octobre 1826 8).

1) Les petites Forteresses maritimes de Sokhoum Kalè, Anakria et Kimhal, sont situées dans la Région Caucasienne, dans la grande et petite Abassie.

Sokhoum Kalė. (Adr. Balbi, l. c. p. 794. – Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 695.)

Anakria. (Adr. Balbi, ubi supra. – Vollständiges Handbuch, ubi supra. – Langlois,

i. c. T. I. p. 126. Col. 1.)

Kimhal. Aucun des Ouvrages de Géographie, que nous avons été à même de consulter, ne fait mention de Kimhal.

- 2) Alletz, Tableau de l'Histoire générale de l'Europe, depuis 1814 jusqu'en 1830 (Bruxelles 1835. T. I-III. in 120.) T. I. p. 338.
 - 3) Ibidem, T. II. p. 20.
 - 4) Ibidem, p. 214.
 - 5) Ultimatum. Terme de Diplomatic, qui

sert à désigner les dernières Conditions d'un Traité, ou bien encore une Résolution quelconque, définitive et irrévocable, à laquelle s'arrête un Cabinet, au sujet d'une chose en litige entre deux États. (Dict. de la Conversation, T. Ll. p. 335. Col. 1. — La définition de ce mot, donnée par le Dict. de l'Académie, est très imparfaite.)

- 6) Alletz, l. c. T. 11. p. 281. 282.
- 7) Ackermann (l'Alba Julia des Romains), Ville de la Russie d'Europe (Bessarabie), située à l'Embouchure du Dniester; elle est importante par son Port, son Commerce, ses vastes Salines, et ses Fortifications. (Adr. Balbi, l. c. p. 493. Langlois, l. c. T. I. p. 60. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 685.)
 - 8) Alletz, l. c. T. III. p. 13.

Convention entre S. M. impériale de toutes les 1826, Russies (Nicolas I) et la sublime Porte ottomane, ayant pour Objet de fixer le Mode d'Accomplissement de tous les Articles du Traité de Bucharest (28 Mai 1812), d'assurer l'État de Possession territoriale de la Russie sur les Côtes de la Mer Noire, et de remettre en Vigueur tous les Priviléges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie doivent jouir sous l'Influence tutélaire du Cabinet de Saint-Pétersbourg, signée à Ackermann, le 7 Octobre (25 Septembre) 1826); avec deux Actes séparés.

L'Art. 1. confirme toutes les Clauses et Stipulations du Traité de Bucharest, les Éclaircissements qui sont l'Objet de la présente Convention ne devant servir qu'à déterminer le Sens précis, et à corroborer la Teneur des Articles dudit Traité.

La Réparation des Dommages causés aux Sujets et Négociants de la Cour impériale de Russie, par les Corsaires des Régences d'Alger, Tunis et Tripoli, et la pleine et entière Exécution des Stipulations du Traité de Commerce et de l'Art. VII. du Traité de Yassy (Voyez plus haut p. 1323.), étant d'une stricte Obligation pour la sublime Porte, en vertu des Clauses expresses de l'Art. XII. du Traité de Bucharest (Voyez plus haut p. 1325.), lequel, conjointement avec l'Art. III. (Voyez plus haut p. 1325.), rappelle et confirme toutes les Transactions antérieures, la sublime Porte réitère solennellement la Promesse de remplir désormais avec la plus scrupuleuse Fidélité tous les Engagements à cet égard. En Conséquence:

1° La sublime Porte mettra tous ses Soins à empêcher que des Corsuires des Régences barbaresques ne puissent, sous quelque Prétexte que ce soit, inquiéter le Commerce ou la Navigation russes, et en Cas de Déprédation de leur part, dès qu'Elle en sera instruite, Elle s'engage itérativement à faire restituer, sans nul Retard, toutes les Prises faites par lesdits Corsaires, à faire dédommager les Sujets russes des Pertes qu'ils auraient essuyées, à adresser à cette Fin un Ferman rigoureux aux Régences barbaresques, de Manière à ce qu'il ne soit plus nécessaire de le réitérer une seconde Fois, et, dans le Cas, où ce Ferman

¹⁾ Martens, Recueil, Suppl. T. X. P. II. p. 1053. (en français.) — Les ur, Annuaire, 1826. Append. Documents historiques, P. II. p. 100. Col. 1. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. VI. p. 233. (en allemand.)

[—] d'Hauterive et de Cussy, I. c. Part. II. T. V. p. 190. (Extrait en français, Art. VI. VII. VIII.) Nous avons adopté la Traduction française rapportée par Martens.

n'aurait pas été exécuté, à payer le Montant de son Trésor impérial, dans le Terme de deux Mois, spécifié en l'Art. VII. du Traité de Yassy (Voyez plus haut p. 1323.), à dater du Jour de la Réclamation qui aura été présentée à cet égard par le Ministre de Russie, sur la Vérification qu'il en aura faite.

- 2º La sublime Porte promet d'observer rigoureusement toutes les Conditions dudit Traité de Commerce, de lever toutes les Prohibitions contraires à la Teneur expresse de ses Stipulations, de ne mettre aucune Entrave à la libre Navigation des Navires marchands sous Pavillon russe, dans toutes les Mers et Eaux de l'Empire ottoman, sans aucune Exception; en un Mot, de faire jouir les Marchands et Capitaines, et tous les Sujets russes en général, des Avantages et Prérogatives, comme de l'entière Liberté de Commerce, qui sont formellement stipulés par les Traités existants entre les deux Empires.
- 3° Conformément à l'Art. I. du Traité de Commerce, qui stipule, en Faveur de tous les Sujets russes en général, la Liberté de Navigation et de Commerce dans tous les États de la sublime Porte, tant sur Terre que sur Mer, et partout où la Navigation et le Commerce pourraient convenir aux Sujets russes, et en vertu des Clauses des Art. XXXI. et XXXV. dudit Traité, qui assurent le libre Passage par le Canal de Constantinople des Navires marchands russes, chargés de Vivres ou autres Marchandises et Productions de la Russie, ou d'autres États non soumis à l'Empire ottoman, ainsi que la libre Disposition de ces Vivres, Marchandises et Productions, la sublime Porte promet de n'apporter aucun Obstacle ni Empêchement à ce que les Bâtiments russes, chargés de Blés et autres Vivres, à leur Arrivée dans le Canal de Constantinople, le Cas échéant, puissent transborder 1) leur Cargaison sur d'autres Bâtiments, soit russes ou d'autres Nations étrangères, pour être transportée hors des États de la sublime Porte.
- 4° La sublime Porte acceptera les bons Offices de la Cour impériale de Russie, à l'effet d'accorder, d'après les Exemples précédents, l'Entrée de la Mer Noire aux Bâtiments des Puissances amies du Gouvernement ottoman, qui n'ont pas encore ob-

¹⁾ Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. K. p. 284. Col. 1. note 1.

oblenu ce Privilége, de manière à ce que le Commerce d'Importation en Russie, par le Moyen de ces Bâtiments, et l'Exportation des Produits russes à leur Bord, ne puisse essuyer aucune Entrave.

L'Acte séparé I. concerne les Provinces de Moldavie et de Valachie, et l'Acte séparé II. la Servie.

La Convention d'Ackermann n'avait rien stipulé sur la Pacification de la Grèce. La Porte avait conféré le Gouvernement de la Morée au Pacha d'Égypte, à la condition qu'il employerait ses propres Forces à la Soumission de la Province révoltée. Mehemet Ali confia à son fils Ibrahim le soin de faire la Conquête demandée par le Sultan 1).

En vertu du Traité du 6 Juillet 1827, entre l'Angleterre, la France et la Russie 2), ces trois Puissances offrirent lour Médiation au Diwan, pour faciliter un Arrangement réclamé autant par un sentiment d'humanité que par l'intérêt du repos de l'Europe 3). La Porte ne répendit point à cette Proposition. A la suite du Combat naval de Navarin (20 Octobre 1827), dans lequel les Vaisseaux turcs et égyptiens furent foudroyés, incendiés et coulés par les Escadres combinées anglaise, française et russe 4), les Ambassadeurs des Cours d'Angleterre, de France et de Russie quittèrent Constantinople (8 Décembre) 5), et le 18 du même mois, le Sultan ordonna une Levée de Bouclier générale contre la Russie 6). Les Armées russes franchirent le Pruth, le 7 Mai 1828. De succès en succès, les Russes avancèrent sur Constantinople. Chaque pas de leur Armée ébranlait l'Empire ottoman, et menaçait la Capitale d'une Révolution, et le Grand-Seigneur d'un Soulèvement contre sa Personne. La Paix fut signée à Andrinople 7), le 14 Septembre 1829 8).

Traité de Paix entre S. M. l'Empereur de toutes 1829, les Russies (Nicolas I) et Sa Houtesse l'Empereur et Padischah des Ottomans (Mahmoud II), conclu à Andrinople, le 14 (2) Septembre 1829 °), avec un Acte séparé (concernant les Principautés de Moldavie et de Valachie).

1) Alletz, l. c. T. II. p. 176.

- 2) Traité pour la Pacification de la Grèce, concluentre la Grande-Bretagne (George IV), la France (Charles X) et la Russie (Nicolas I), et signé à Londres, le 6 Juillet 1827, avec un Article additionnel du même Jour. [Présenté au Parlement par Ordre de S. M. britannique, en 1828. Londres in fol. Martens, Recueil, T. XI. Part. I. p. 282. 283. (en français et en anglais.) Part. II. p. 465. (en français, d'après une Copie officielle.) Neueste Staats-Akten, T. XV. p. 81. (en allemand.) Lesur, Annuaire, 1827. Appendice. Documents historiques, Part. II. p. 102. Col. 1. (en français.)]
 - 3) Alletz, l. c. T. III. p. 45. sqq.
 - 4) Ibidem, p. 56.
 - bidem, p. 61. 62.
- 7) Andrinople (Andrianopolis, que les Turcs nomment Édréné), la seconde Ville de la Turquie d'Europe (Roumélie), au confluent de la Tondja et de la Maritza. Elle se dis-

tingue par son Industrie et par le Commerce qu'elle fait avec les productions de son fertile territoire, dont le débouché principal est le Port d'Enos. Elle a environ 100,000 Habitants. (Adr. Balbi, l. c. p. 522. — Langlois, l. c. T. I. p. 137. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 631.)

8) Alletz, l. c. T. III. p. 158.

9) Allgemeine Preusische Staats-Zeitung vom 4 Decbr. 1829, No. 336. Ausserordentliche Beilage. (en français et en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld.) T. XII. p. 143. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 57. (en français et en allemand.) — Lesur, Annuaire, 1829. Append. Documents historiques, P. II. p. 94. (en français.) — British and foreign State Papers, T. XVI. p. 647. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 194. (Extrait en français, Art. V. VII. VIII. XIII. XIV. XV. et XVI.) Nous avons adopté le Texte français, rapporté par la Allgem. Preussische Staatszeitung.

Manifeste impérial, concernant la Pu-

Les Sujets russes jouiront dans toute l'Étendue de l'Empire ottoman, tant sur Terre que sur Mer, de la pleine et entière Liberté de Commerce, que leur assurent les Traités conclus antérieurement entre les deux Hautes Parties contractantes. Il ne sera porté aucune Atteinte à cette Liberté de Commerce, et elle ne pourra être gênée dans aucun Cas, ni sous aucun Prétexte, par une Prohibition ou Restriction quelconque, ni par suite d'aucun Réglement ou Mesure, soit d'Administration soit de Législation intérieure. Les Sujets, Bâtiments et Marchandises russes seront à l'Abri de toute Violence et de toute Chicane: les premiers demeureront sous la Jurisdiction et Police exclusive du Ministre et des Consuls de Russie: les Bâtiments russes ne seront jamais soumis à aucune Visite de Bord quelconque de la part des Autorités ottomanes, ni en pleine Mer, ni dans aucun des Ports ou Rades soumis à la Domination de la sublime Porte, et toute Marchandise ou Denrée, appartenant à un Sujet russe, après avoir acquitté les Droits de Douane, réglés par les Tarifs, pourra être librement vendue, déposée à Terre dans les Magasins du Propriétaire ou Consignataire, ou bien transbordée sur un autre Bâtiment, de quelque Nation que ce puisse être, sans que le Sujet russe ait besoin, dans ce Cas, d'en donner Avis aux Autorités locales, et encore moins de leur en demander la Permission. Il est expressément convenu que les Blés, provenant de Russie, jouiront de ces mêmes Priviléges, et que leur libre Transit ne souffrira jamais, et sous aucun Prétexte, la moindre Difficulté ou Empêchement.

La S. P. s'engage en outre à veiller soigneusement à ce que le Commerce et la Navigation de la Mer Noire, en particulier, ne puissent éprouver aucune Entrave, de quelque Nature que ce soit. A cet Effet, Elle reconnaît et déclare le Passage du Canal de Constantinople et du Détroit des Dardanelles entièrement libre et ouvert aux Bâtiments russes sous Pavillon mar-

blication de la Paix conclue avec la sublime Porte ottomane, en date de Zarskoje Selo*), le 1 Octobre (19 Septembre) 1829. [Lesur, Annuaire, 1829. Ap-

pend. Documents historiques, Part. II. p. 101. Col. 1. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 91. (en allemand.)]

^{*)} Tzarskoié-Célo, ou le Village du Tzar, à 6 lieues de Saint-Pétersbourg, est la Résidence d'été de l'Empereur. (Adr. Balbi, l. c. p. 430. — Langlois, l. c. T. l. p. 689.

Col. 1. Art. Czarko-Zėlo ou Zarskoė-Selo.

— Schnitzler, Russie, Pologne et Finlande, p. 305. — Vollstündiges Handbuch,
Sect. III. T. II. p. 194.)

chand, chargés ou sur Lest, soit qu'ils viennent de la Mer Noire pour entrer dans la Méditerranée, soit que, venant de la Méditerranée, ils veuillent entrer dans la Mer Noire. Ces Navires, pourvu qu'ils soient des Bâtiments marchands, de quelque Grandeur et de quelque Portée qu'ils puissent être, ne seront exposés à aucun Empêchement ou Vexation quelconque, ainsi qu'il a été réglé ci-dessus. Les deux Cours s'entendront sur les Moyens les plus propres à prévenir tout Retard dans la Délivrance des Expéditions nécessaires. En vertu du même Principe, le Passage du Canal de Constantinople et du Détroit des Dardanelles est déclaré libre et ouvert à tous les Bâtiments marchands des Puissances qui se trouvent en état de Paix avec la sublime Porte, soit qu'ils aillent dans les Ports russes de la Mer Noire, ou qu'ils en viennent, chargés ou sur Lest, aux mêmes Conditions qui sont stipulées pour les Vaisseaux sous Pavillon russe.

Enfin, la S. P., reconnaissant à la Cour impériale de Russie le Droit de s'assurer des Garanties de cette pleine Liberté de Commerce et de Navigation dans la Mer Noire, déclare solennellement qu'il n'y sera jamais, et sous aucun Prétexte quelconque, apporté de sa part le moindre Obstacle. Elle promet surtout de ne jamais se permettre dorénavant d'arrêter ou de retenir les Bâtiments, chargés ou sur Lest, soit russes, soit appartenant à des Nations avec lesquelles l'Empire ottoman ne serait pas en état de Guerre déclarée, et passant par le Canal de Constantinople et le Détroit des Dardanelles, pour se rendre de la Mer Noire dans la Méditerranée, ou de la Méditerranée dans les Ports russes de la Mer Noire. Et si (ce qu'à Dieu ne plaise!), quelqu'une des Stipulations contenues dans le présent Article venait à être enfreinte, sans que les Réclamations du Ministre de Russie à ce sujet obtinssent une pleine et prompte Satisfaction, la S. P. reconnaît d'avance à la Cour impériale de Russie, le Droit de considérer une pareille Infraction comme un Acte d'Hostilité, et d'user immédiatement de Représailles envers l'Empire ottoman.

Les Art. VIII. et IX. concernent les Sommes à payer par la Porte, pour dédommager les Sujets et Négociants russes des Pertes essuyées à diverses Époques, et pour indemniser la Cour impériale de Russie des Dépenses considérables occasionnées par la Prolongation de la Guerre.

Par l'Art. X. la Porte déclare son entière Adhésion aux Stipulations du Traité de Londres, du 6 Juillet 1827, entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France (Voyez plus haut p. 1329. Col. 1. note 2.), et à l'Acte arrêté le 22 Mars 1829 1), d'un commun Accord, entre les mêmes Puissances, sur la Base dudit Traité, et contenant les Arrangements de Détail relatifs à son Exécution définitive.

Tous les Traités, Conventions et Stipulations, arrêtés et conclus à différentes Époques, entre la Cour impériale de Russie et la sublime Porte ottomane, sauf les Articles auxquels il a été dérogé par le présent Traité de Paix, sont confirmés dans toute leur Force et Valeur, et les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

Ferman impérial, adressé à toutes les Auto1829,
10 Décembre. rités civiles et militaires de l'Empire ottoman; en date de Constantinople, du 25 Djemaziul Akhir l'An 1245 de l'Hégire, qui répond au 10 Décembre
(v. st.) 1829 de l'Ère chrétienne 2).

La Paix enfin heureusement conclue entre la sublime Porte, d'éternelle Mémoire, et la Cour de Russie, contient un Article qui dit:

(Suit la Citation littérale des Dispositions arrêtées dans l'Art. V. du Traité qui précède, depuis les Mots, Les Sujets russes jouiront du premier Alinéa, jusqu'aux Mots, ainsi qu'il a été réglé ci-dessus du second Alinéa.)

En Conséquence de l'Amitié existante entre les deux Cours, l'Accomplissement exact de cet Article et des autres, est de première Nécessité. Et, comme c'est Ma Volonté impériale, d'augmenter, cimenter et affermir cette Amitié, J'ordonne à Vous mes Gouverneurs, Naïbs 3) et autres Officiers, d'inscrire cet Article relatif au Commerce sur les Régistres du Mekiémé 4), et Je Vous enjoins de prendre Garde à ce que rien de contraire à son Contenu arrive désormais, puisque Ma sublime Porte est

¹⁾ Protocole de la Conférence tenue le 22 Mars 1829, à l'Hôtel des Affaires étrangères à Londres, par les Ministres plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France et de Russie. [Lesur, Annuaire, 1829. Appendice. Documents historiques, P. II. p. 107. Col. 1. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XIV. p. 421. (en allemand.)]

²⁾ British and foreign State Papers, T. XVII. p. 1284. (en français.) — Martens, Recueil, Nouveaux Suppléments (par Fréd. Murhard, Goettingue 1839. T. I. 1761—1829. T. II. 1765—1829.) T. II. p. 538. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XVII. p. 224. (en allemand.) — C'est par er-

reur que les Recueils précités font correspondre le 25 Djemaziul' Akhir 1245 au 9 Décembre, au lieu du 10 Décembre 1829. — Cet Acte est omis dans le Recueil de M.M. d'Hauterive et de Cussy.

³⁾ Naïb. Magistrats du cinquième Ordre. Ces Juges inférieurs portent le Titre de Naïb, qui veut dire Vicaires, parce qu'en effet ils sont les Substituts ou les Subdélégués des Molla et des Kadi. Ils sont partagés en cinq Classes, toujours déterminées par la nature de leurs fonctions. (d'Ohsson, l. c. T. III. p. 573. — von Hammer, Staatsverfassung, T. I. Chap. II. p. 134.)

⁴⁾ Voyez plus haut p. 800. Col. 1. note 4.

Amie et Voisine du Gouvernement russe, et que l'Accomplissement des Traités, qui doivent affermir cette Amitié, est Mon But et Mon Désir.

Vous agirez donc en Conséquence, et Vous prêterez Secours et Aide à tous les Sujets russes, selon la Convention, et Vous Vous garderez de toute Contravention.

La Russie entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Constantinople, un Chancelier de Commerce et un Vice-Consul,

à Salonique, un Consul,

aux Dardanelles, un Vice-Consul');

dans la Principauté de Moldavie:

à Yassy, un Consul,

à Galatz, un Agent consulaire 2);

dans la Principauté de Valachie:

à Bucharest, un Consul-général 1);

dans la Turquie d'Asie:

à Bethléhem, Erzeroum et à Jaffa, des Consuls,

à Smyrne et à Trébisonde, des Consuls-généraux *); dans l'Ile de Candie:

à la Canée, un Consul');

en Égypte:

à Alexandrie, un Consul-général pour l'Égypte, la Syrie, la Palestine et l'Ile de Candie 6).

§. 26.

RUSSIE ET PORTUGAL.

(Voyez plus haut Sect. IV. §. 18. p. 563.)

§. 27.

RUSSIE ET PRUSSE ").

La Stipulation convenue dans l'Art. III. du Traité d'Amitié et d'Alliance, signé à Amsterdam, le 4 Août 1717 (Voyez plus haut p. 140.), entre la Russie, la Prusse et la France,

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 101. 103.

²⁾ Ibidem, p. 106.

³⁾ Ibidem, p. 100. 102.

⁴⁾ Ibidem, p. 99. 102. 104. 105.

⁵⁾ lbidem, p. 100.

⁶⁾ Ibidan, p. 99.

⁷⁾ Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. II. Des Relations entre la Russie et la Prusse, p. 432. §. 450. Commerce. §. 451. Commerce neutre. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 337. Les Auteurs de ce dernier Recueil disent que

portant qu'il serait immédiatement nommé des Commissaires pour régler les Conditions d'un Traité de Commerce et de Navigation, n'eut point de Suites quant aux Relations commerciales entre la Russie et la Prusse.

L'Article XII. du Traité d'Alliance, conclu pour huit ans, à St. Pétersbourg, le 11 Avril (31 Mars) 1764, entre la Russie et la Prusse 1), statue qu'on ne mettra pas de plus grands Droits, Charges et Impôts sur les Vaisseaux et les Sujets des deux Cours, que sur ceux des autres Nations amies, et qu'on ne les traitera pas avec plus de Rigueur.

Par la Convention du 8 Mai 1781²), les deux Puissances s'assurèrent mutuellement la Liberté du Commerce neutre, d'après les Principes établis par le Système de la Neutra-lité armée.

Par le second des quatre Articles séparés, le Roi de Prusse s'oblige, dans le Cas qu'un gros Tems, ou quelque autre Circonstance, contraindrait des Bûtiments russes à se refugier dans un Port prussien, soit pour y hiverner, soit pour s'y radouber ou se mettre à couvert, de faire recevoir et traiter lesdits Bûtiments comme ceux d'une Puissance amie et intime Alliée, en leur faisant fournir, à un Prix juste et raisonnable, tant les Matériaux nécessaires pour le Radoub, que les Provisions dont l'Équipage pourrait avoir besoin pour son Entretien, et de faire prendre, en un mot, tous les Arrangements nécessaires, pour que ces Bûtiments et leurs Équipages soient traités et soignés de la Manière la plus amicale.

La Convention signée à St Pétersbourg, le 18 (6) Décembre 1800 *), avait pour objet, ainsi que celle du 8 Mai 1781 (Voyez ci-dessus), d'une part, de poser les Principes que doivent observer les Parties belligérantes à l'égard des Navires murchands, et d'autre part, d'assurer, en Tems de guerre, la Liberté générale du Commerce et de la Navigation.

les Relations commerciales entre la Russie et la Prusse, antérieures au Traité d'Alliance conclu à St. Pétersbourg, le 11 Avril (31 Mars) 1764, étaient basées , sur le Traité de Paix , conclu en 1660, à Oliva, entre la Prusse, , la Russie et la Suède." Cette Assertion est complètement fausse, puisque la Russie n'a point été Partie contractante du Traité de Paix d'Oliva, du 3 Mai 1660, stipulée entre la Suède d'une part, et la Pologne, l'Autriche et l'Électeur de Brandebourg de l'autre. (Voyez plus haut p. 1139. Col. 1. n. 3.)

- 1) Traité d'Alliance entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II), conclu à St. Pétersbourg, le 11 Avril (31 Mars) 1764. [Mercure historique et politique, Année 1764. T. l. p. 715. (en français.) Moser, Versuch, T. VIII. p. 225. (en français.) Wenck, l. c. T. III. p. 481. (en français.) Martens, Recueil, T. l. p. 224. (en français.) Schoell, Hist. abrégée, T. III. Chap. XVII. p. 121. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 338. (Extrait en français, Art. XII. et XIII.)]
- 2) Convention pour le Maintien de la Liberté du Commerce et de la Navigation des Nations neutres, conclue entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II), à Saint-Pétersbourg, le 8 Mai 1781, avec quatre Articles séparés. [Imprimé séparément
- à Saint-Pétersbourg in fol., en russe et en francais.) - Dohm, Materialien, Ve Livraison. p. 246. (en français.) - Herzberg, Recueil, T. l. p. 457. (en français) — Hennings, Sammlung der Staatsschriften die wührend des Seekrieges von 1776 - 1783, sowohl von den kriegfürrenden als auch von den neutralen Müchten öffentlich bekannt gemacht worden sind (Altona 1784, 1785. T. I. II. in 80.) T. II. p. 428. (en français.) — (M. G. Köster), Neueste Stantshegebenheiten mit historischen und politischen Anmerkungen (Francfort zur Mein et Mayence 1776-1782. T. I-VIII. in 8° .) Année 1781. p. 775. (en allemand.) — Martens, Recueil, T. III. p. 245. (en français.) - Schoell, Hist. abrėgėe, T. IV. Chap. XXI. p. 55. — d'Hauterive et de Cussy, I. c. P. II. T. V. p. 344. (en français.)]
- 3) Convention de Neutralité maritime entre leurs Majestés l'Empereur de
 toutes les Russies (Paul I) et le Roi de
 Prusse (Frédéric Guillaume III), conclue à Saint-Pétersbourg, le 18 (6) Décembre 1800, avec un Article supplémentaire, ratifié le 18 (6) Février 1801. [lmprimée séparément à St. Pétersbourg in fol.
 (en russe et en français.) Martens, Recueil, T. VII. (de la seconde édition) p. 188.
 (en français.) Schoell, Hist. abrégée,
 T. VI. Chap. XXX. p. 77. (Sommaire.) —
 d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V.
 p. 315. (Extrait en français, Art. IV VI.
 VIII XI. et l'Art. supplémentaire.)]

RUSSIE (27 POLOGNE) 27 PRUSSE.

Traité entre S. M. l'Empereur de toules les Rus1815,
3 Mai. sies (Alexandre I) et S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) (concernant les Arrangements relatifs au Duché de Varsovie et l'Ordre de Choses résultant à cet égard du Concours des Négociations et des Principes d'Équilibre et de Répartition de Force discutés et soutenus au Congrès de Vienne), Signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815 1).

Les Articles XXII - XXVI. et XXX. statuent sur la Navigation des Fleuves, Rivières et Canqua.

Il sera libre à chacune des deux Puissances d'établir chez l'autre des Consuls ou des Agents de Commerce, à condition néanmoins qu'ils se feront reconnaître d'après les Formes usitées.

Les Art. XXVIII. et XXIX. concernent, le premier, la libre Circulation des Productions et Produits du Sol et de l'Industrie, le second, le Commerce de Transit.

Traité de Commerce et de Navigation en1818, tre S. M. l'Empereur de toutes les Russies (Alexandre I) et S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III), conclu à Saint-Pétersbourg, le 19 (7)
Décembre 1818 2).

Le Préambule porte: que les Parties contractantes, ayant réselu de donner aux Stipulations arrêtées par le Traité de Vienne, du 3 Mai (21 Avril) 1815, relatives au Commerce et à l'Industrie des Provinces polonaises, de la Délimitation de 1772, la Précision que réclame impérieusement cet Objet de leur Sollicitude commune pour l'Intérêt et le Bien-être de leurs Sujets respectifs, Elles sont convenues de régler par un Acte additionnel toutes les Dispositions qui pourront contribuer à leur saire atteindre un But aussi désirable.

L'Art. I. statue que l'Étendue à laquelle s'applique la présente Convention, quant aux Réglements de Commerce et de Navigation, se compose de tout le Territoire qui a fait partie de l'ancienne Pologne, depuis l'année 1772, et qui se trouve compris entre la Duna, le Daisper, le Daisster, l'Oder et la Mer, en y comprenant la Prusse orientale.

b. Les Consuls, que les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent mutuellement le Droit de nommer dans les Provinces de l'Étendue susmentionnée, auront l'Autorisation de délivrer des Passeports aux Sujets de leur Gouvernement, qui seraient dans le Cas de se rendre, pour Affaires de Commerce, du Lieu où le Consul réside, dans une autre Pro-

1) Annexe à l'Acte du Congrès de Vienne, No. II. (en français.) — Klüber, Actes, T. VI. p. 97. (en français.) — Schoell, Pièces officielles, T. VIII. Acte du Congrès de Vienne, p. 127. (en français.) — Du Mème, Histoire abrégée, T. XI. Chap. XLI. p. 78. (Sommaire.) — Gesetzsammlung für die Königl. preussischen Staaten, 1815. No. 12. p. 128. (en français et en allemand.) —

Martens, Recueil, Suppl. T. VI. p. 236. (en français) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 355. (Extrait en français, Art. 1V — XXX.)

2) Gesetzsammlung, 1819. No. 16. p. 166. (en français et en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 365. (en français.)

vince, comprise dans l'Étendue déterminée par l'Art. I. Ces Passeports seront délivrés moyennant une Rétribution de deux florins
de Pologne ') par Passeport, visés par l'Autorité compétente
du Lieu, sans le moindre Retard, et surtout reconnus et respectés réciproquement.

f. Les Certificats d'Origine, mentionnés au Paragraphe précédent, seront délivrés d'après la Formule ci-jointe sub Litt. F. par les Consuls, s'il y en a dans les Lieux d'Expédition, et à leur

défaut, par le Magistrat. Dans l'un et l'autre Cas, il sera nécessaire que la Régence du Département (c. à. d. de la Province) ou un Commissaire, spécialement délégué par elle à cet Effet, constate la Vé-

rité et l'Authenticité de ces Certificats d'Origine.

Dans la Vue de garantir d'une Manière plus immédiate encore, à Leurs Sujets respectifs, la pleine Jouissance des Avantages stipulés ci-dessus, les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le Droit de nommer et de faire résider dans les Provinces de l'Étendue désignée à l'Art. I., des Consuls ou Agents de Commerce, dont la Destination sera d'assister leurs Compatriotes dans les Affaires d'Intérêt qu'ils auraient à y régler, toutes les Fois qu'ils se verraient obligés de recourir à leur Appui, et de veiller à l'Exécution des présentes Transactions, en se conformant aux Réglements ci-après:

En Conséquence de ce Principe, les deux Hautes Puissances sont convenues des Points suivants:

- a. Il sera libre à chacune des deux Hautes Parties contractantes, de nommer dans l'Étendue désignée à l'Art. I. autant de Consuls ou Agents de Commerce qu'Elle jugera convenables, de déterminer les Endroits où ils devront résider, ainsi que l'Étendue dans laquelle ils devront exercer leurs Fonctions.
- b. Il sera libre à chaque Gouvernemant de nommer également un Consul-général, qui, de Droit, sera chargé de veiller sur la Conduite des Consuls, et de leur donner des Directions. Le Consul-général aura le Droit de s'adresser, s'il le juge convenable, directement aux Ministères des Pays où il se trouvera, pour écarter les Difficultés ou Entraves que le Commerce pour-

¹⁾ On compte à Varsovie, ainsi que dans 1 franc 20,72 cent. (Adr. Balbi, l. c. Tatout le Royaume de Pologne, par florins bleau comparatif des Monnaies, p. 1314.) ou gulden de 30 gros. Le florin répond à

rait éprouver. Cette Démarche ne pourra avoir lieu, toutesois, que dans le Cas où, contre toute Attente, les Autorités locales se refuseraient à faire Droit à de justes Réclamations.

- c. Lorsqu'une des Puissances contractantes aura annoncé, dans les Formes usitées, la Nomination d'un Consul ou Agent de Commerce, le Gouvernement auprès duquel il sera destiné à résider, lui fera délivrer son Exéquatur en bonne et due Forme, et il est mutuellement convenu qu'on y apportera le moins de Retard possible.
- d. Dans les Villes ou autres Places de Frontière, le même Individu pourra être accrédité auprès de deux Gouvernements; ainsi, par exemple: le Consul de S. M. le Roi de Prusse à Brody '), pourra aussi exercer ses Fonctions à Radzivilon '). Il en sera de même partout ailleurs, où il conviendra aux deux Gouvernements de nommer des Consuls ou Agents de Commerce, pour exercer les mêmes Fonctions dans des Villes d'une Domination différente.
- e. Une des principales Obligations du Consul ou Agent de Commerce, sera de veiller à ce que la présente Convention soit maintenue et exécutée dans tous ses Points et Clauses.
- f. Dans tous les Cas urgents, relatifs aux Affaires de Commerce, il aura le Droit d'adresser directement aux Autorités de l'Arrondissement de son Consulat, des Réclamations verbales ou par écrit, conçues dans la Langue du Pays de sa Résidence, ou en Langue française, en y joignant autant que possible des Traductions.
- g. Il sera autorisé à intervenir dans tous les Différends qui pourraient naître, soit entre ses Compatriotes commerçants, soit entre ceux-ci et des Commerçants ou Habitants du Pays où il résidera, toutes les Fois que les Parties intéressées voudront le prendre pour Arbitre. Les Lois de son Pays, et les Instructions dont il sera muni, détermineront le Degré de Validité que devra avoir sa Décision à l'égard de ses Compatriotes, et en prescriront les Formes.

¹⁾ Brody, Ville d'environ 22,000 Habitants, dans le Royaume de Galicie (la Pologne autrichienne), dans le Cercle de Zloczow. Elle est la première du Royaume sous le rapport commercial, étant l'Entrepôt du Commerce de la Galicie avec la Pologne, la Russie et la Turquie. (Adr. Balbi, l. c. p. 242.

⁻ Langlois, l. c. T. I. p. 397. Col. 2. - Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 424.)

²⁾ Radziwilof, Ville frontière de la Russie d'Europe (Volhynie), District de Kovno, située presque vis-à-vis de Brody. (Langlois, l. c. T. IV. p. 878. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 772.)

- h. Il sera également en Droit, d'assister ses Compatriotes commerçants, et il plaidera leur Cause auprès des Autorités de l'Arrondissement de son Consulat, dans tous les Différends et Procès qu'ils pourraient avoir avec les Douaniers et les Habitants du Pays, ou avec des Étrangers par suite de leurs Affaires de Commerce.
- i. Au Cas qu'un Compatriote commerçant du Consul vint à décéder dans l'Arrondissement de son Consulat, et que les Héritiers du Défunt fussent absents, sans avoir de Mandataire présent sur les Lieux, le Consul aura le Droit de s'enquérir des Biens et des Effets du Décédé; de se les faire délivrer par les Autorités locales, en tant que les Lois du Pays n'y sont pas contraires; ensin, de prendre toutes les Mesures nécessaires pour la Sûreté de la Propriété du Défunt, et de soigner ses Affaires, jusqu'à ce que les Héritiers ou leurs Fondés de Pouvoirs se présentent.
- k. Les Consuls, en délivrant des Passeports à leurs Compatriotes (Voyez plus haut l'Art. III. b.), seront tenus, sous Peine de Responsabilité personnelle, de veiller à ce que ces Passeports ne deviennent, pour des Gens sans Aveu et évidemment dangereux, un Moyen de s'introduire dans les États respectifs.
- l. En qualité de Consuls, ils jouiront des Prérogatives et Priviléges dont jouissent les Consuls des Nations les plus favorisées. Les Armes de leur Pays pourront être arborées à leur Maison, pour indiquer leur Demeure.

Les Consuls des deux Hautes Parties contractantes, dans l'Étendue désignée à l'Art. I., dès qu'ils ne seront pas Sujets du Pays de leur Résidence, et qu'ils ne posséderont pas de Maison à eux appartenante, dans les Villes où ils exerceront leurs Fonctions, seront exempts de tout Logement militaire. Cette Franchise, toutefois, est restreinte à leur Logement personnel.

L'Art. VII. statue que toutes les Stipulations de la présente Convention seront étendues aux Habitants de la Ville de Cracovie et de son Territoire, en autant que, par leur Nature, elles sont propres à leur être appliquées.

L'Art. VIII. abolit à jamais toutes les Lois et Concessions, tous les Usages, Réglements, Tarifs, Privilèges et Droits particuliers de Commerce des Villes et des Ports de l'Éten-due désignée à l'Art. L., qui se trouveraient en Opposition avec la Teneur de la présente Convention.

Convention de Commerce et de Navigation, 1825, pour neuf ans, entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies (Alexandre I) et S. M. le Roi de Prusse

(Frédéric Guillaume III), conclue à Berlin, le 11 Mars (27 Février) 1815 1).

Le Préambule porte: que l'Acte additionnel du 19 (7) Décembre 1818, n'ayant plus Force de Loi, les Parties contractantes, sincèrement animées du Désir de mettre à exécution les Dispositions du Traité de Vienne, du 3 Mai (21 Avril) 1815, relatives à la Navigation et au Commerce, et d'en faire ressentir les Effets salutaires, à Leurs Sujets respectifs, en y apportant les Modifications mutuellement consenties, ont procédé à la Conclusion de la Convention ci-après.

Les Sujets russes et polonais en Prusse, et les Sujets prussiens en Russie et en Pologne, seront constamment considérés et traités, dans leurs Relations de Commerce, à l'égal des Sujets indigènes. Il est entendu que les Sujets russes et polonais en Prusse, et les Sujets prussiens en Russie et en Pologne se soumettront aux Lois et aux Réglements commerciaux du Pays.

Afin que les Consuls et Agents commerciaux des Puissances respectives puissent veiller à l'Exécution de la présente Convention, il leur sera désigné l'Autorité avec laquelle ils se trouveront en Rapport, dans les Lieux de leur Résidence, et qui sera chargée d'accueillir les Réclamations, qu'en vertu de leurs Attributions ils lui adresseraient.

La Durée de la Convention est fixée par l'Art. XXIII. à neuf ans, à partir de l'Epoque de l'Échange des Ratifications (qui ont eu lieu le 17 Avril 1825). Six Mois avant l'Expiration de ce Terme, les deux Hantes Porties contractantes conviendront de sa Prolongation, s'il y a lieu. Il est entendu que dans le Cas contraire on ne s'en tiendra pas meins aux Principes qui ent présidé aux Stipulations du Traité signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815, relatives à la Navigation et au Commerce.

La Convention n'ayant point été prolongée, la Stipulation énencée dans l'Art. XXIII. a reçu sen Application.

La Russie entretient:

- à Dantzig, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Stettin, un Consul-général,
- à Memel, un Consul,
- à Koenigsberg, un Vice-Consul 2).

La *Prusse* entretient:

- à Riga, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Varsovie, un Consul-général,
- à St. Pétersbourg, un Consul et un Vice-Consul,
- à Odessa, un Consul et un Vice-Consul,
- 1) Gesetzsammlung, 1825. No. p. 57. (en français et en allemand.) Martens, Recueil, Suppl. T. X. Part. II. p. 688. (en français.) Neueste Staats-Akten, T. I. p. 30. (en allemand.) d'Hauterive et de
- Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 388. (en français.)
- 2) Handbuch für den Königlich Preufsischen Staat, für das Jahr 1839. p. 182. Almanach de Gotha, 1840. p. 76. 77.

1340 LIV. III. CHAP. I. SECT. IX. RUSSIE. §§. 28-32.

- à Libau, Moscou et Windau, des Consuls,
- à Arensbourg (Ile d'Oesel), à Cronstadt et à Pernau, des Vice-Consuls !).

§. 28.

RUSSIE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 24. p. 321.)

§. 29.

RUSSIE ET SAXE ROYALE.

· Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Saxe royale.

La Russie entretient:

à Leipzig, un Consul-général 2).

La Saxe royale entretient:

à Moscou, à St. Pétersbourg et à Riga, des Consuls 1).

§. 30.

RUSSIE ET SUÈDE (ET NORVÈGE).

(Voyez plus haut Sect. VIII. §. 23. p. 1141.)

§. 31.

RUSSIE ET SUISSE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Confédération helvétique.

La Confédération helvétique entretient:

à St. Pétersbourg, un Consul-général et un Vice-Consul 4).

§. 32.

RUSSIE ET TOSCANE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et la Toscane.

La Russie entretient:

à Livourne, un Consul-général 5).

La Toscane entretient:

à Odessa, un Consul-général 6).

- 1) Handbuch, etc. p. 172-177. Alm. de Gotha, 1840. p. 78-83.
- 2) Staats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839. p. 311. Alman. de Gotha, 1840. p. 89.
 - 3) Staats-Handbuch, p. 309. Alm. de

Gotha, 1840. p. 80-82.

4) Alm. de Gotha, 1840. p. 82.

- 5) Almanacco Toscano. Firenze. 1839. p. 184. Alman. de Gotha, 1840. p. 96.
- 6) Almanacco Toscano, 1839. p. 176. Alm. de Gotha, 1840. p. 81.

§. 33.

RUSSIE 27 VENISE.

Quoiqu'il n'eût jamais existé aucune Espèce de Traité entre la Russie et la République de Venise,

la Russie entretenait anciennement

à Venise, un Consul 1).

§. 34.

RUSSIE 27 VILLES HANSÉATIQUES.

Nous avons parlé plus haut (T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. VI. Hanse. I. B.) des Privilèges dont la Hanse jouissait, dans les XIIIe, XIVe et XVe siècles, en Russie.

Aucun Traité spécial de Commerce et de Navigation n'a été conclu entre la Russie et les trois Villes de Brème, Hambourg et Lubeck, depuis l'Extinction de la Ligue hanséatique.

La Russie entretient:

- à Brème, un Consul,
- à Hambourg, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Cuxhaven, un Vice-Consul,
- à Lubeck, un Consul-général 2).

Il y a de la part

de la Ville de Brème:

- à Moscou et à St. Pétersbourg, des Consuls,
- à Cronstadt, un Vice-Consul 3);

de la Ville de Hambourg:

- à Arkhangel, un Consul-général et un Consul,
- à Moscou et à St. Pétersbourg, des Consuls ');

de la Ville de Lubeck:

- à Moscou, à Odessa et à Wibourg, des Consuls,
- à Cronstadt, un Vice-Consul 5).

§. 35.

RUSSIE 27 WURTEMBERG.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et le Wurtemberg.

Le Wurtemberg entretient:

- à Saint-Pétersbourg, un Consul-général 6).
- 1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VI. Des Relations entre la Russie et l'Italie. §. 464. Venise. p. 444.
 - 2) Alman. de Gothe, 1840. p. 13. 61. 65.
- 3) Ibidem, p. 79. 80. 82.
- 4) Ibidem, p. 78. 80. 82.
- 5) Ibidem, p. 79. 80. 81. 83.
- 6) Ibidem, p. 82.

SECTION X.

PRUSSE.

§. 1.

PRUSSE ET AUTRICHE 1).

L'Art. IX. des Préliminaires signées à Breslau, le 11 Juin 1742 2), et l'Art. VIII. du Traité définitif de Paix, conclu à Berlin, le 28 Juillet de la même année 3), stipulent que, pour mieux consolider l'Amitié entre les deux Hautes Parties contractantes, on nommera incessamment des Commissaires de part et d'autre, pour régler le Commerce entre les États et Sujets réciproques, les Choses restant sur le pied où elles étaient avant la présente Guerre, jusqu'à ce qu'en seit convenu autrement, et les anciens Accords au sujet du Commerce et de tout ce qui y a du rapport, seront religieusement observés et exécutés de part et d'autre.

Par l'Art. VI. du Traité de Paix signé à Dresde, le 25 Décembre 1745 4), les deux Parties contractantes s'engagent mutuellement de favoriser réciproquement, autant qu'il est possible, le Commerce entre leurs États, Pays et Sujets respectifs, et de ne point souffrir qu'on y mette des Entraves ou Chicanes, mais Elles tàcheront plutôt de l'encourager et de l'avancer de part et d'autre fidèlement, pour le plus grand Bien de leurs États et Sujets réciproques 5).

L'Art. XIII. du Traité de Paix perpétuelle, signé à Hubertsbourg, le 15 Février 1763 °), répète la Stipulation contenue dans l'Art. VI. du Traité précédent de 1745, et énonce de plus

- 1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. III. Des Relations entre la Prusse et l'Autriche. §. 493. p. 469. Commerce.
- 2) Articles préliminaires de la Paix entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. la Reine de Hongrie et de Bohème (Marie-Thérèse), conclus et signés ù Breslau, le 11 Juin 1742, par l'Entremise des bons Offices de S. M. britannique (George II). [Wenck, I. c. T. I. p. 734. (en français.) — Rousset, Recueil, T. XVIII. p. 27. (en français.) — Mercure historique ct politique, 1742. T. II. p. 130. (en français.) — Hörschelmann, l. c. T. II. p. 54. (en allemand.) - Hempel, Staats-Rechts-Lexikon (Francfort et Leipzig 1751—1755. T. I—IX. in 40.) T. IV. p. 1003. (en allemand.) — Schoell, Histoire abrégée, T. II. Chap. XVI. p. 310. (Sommaire.)]
- 3) Traité définitif de Paix entre S.

 M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S.

 M. la Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), conclu et signé à Berlin, le 28 Juillet 1742, par la Médiation et l'Entremise de S. M. britannique (George II). [Wenck, l. c. T. L. p. 739. (en français.) Rousset, Recueil, T. XVIII. p. 33. (en français.) Hempel, Staats-Rechts-Lexikon, T. IV. p. 39. (en allemand.) Hörschelmann, l. c. T. I. p. 66. (en allemand.) Schoell, Histoire abrégée, T. II.

- Chap. XVI. p. 311. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 140. (Extrait en français, Art. VIII.)]
- 4) Traité définitif de Paix, de Reconciliation et d'Amitié entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), conclu et signé à Dresde, le 25 Décembre 1745. [Wenck, l. c. T. II, p. 194. (en français.) Rousset, Recueil, T. XIX. p. 432. (en français.) Mercure hist. et polit. 1746. Part. I. p. 158. (en français.) Moser, Versuch, T. X. Part. II. p. 68. (en français.) Schoell, Histoire abrégée, T. II. Chap. XVI. p. 386. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. L (Extrait en français, Art. VI.)]
- 5) C'est par erreur que dans le Recueil de M. M. d'Hauterive et de Cussy (Part. II. T. L. p. 142.), le Traité de Commerce entre la Lombardie autrichienne et le St. Siège, du 7 Décembre 1757, se trouve placé sous la Rubrique des Traités entre l'Autriche et la Prusse. L'Errata du T. I. ne corrige point cette erreur, et il n'en est pas fait mention non plus dans le T. V., qui contient (p. 437—440.) les Traités de Commerce conclus entre la Cour de Rome et les autres Puissances.
- 6) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II.
 T. I. p. 141. (Extrait en français, Art. XIII.)

 Comp. plus haut p. 1085. Col. 1. note ...

l'Intention des deux Parties contractantes de faire travailler à un Traité de Commerce, aussitét que faire se pourra; mais, en attendant et jusqu'à ce qu'on ait pu convenir sur cet Objet, chacune d'Elles arrangera dans ses États, selon sa Velonté, tout ce qui a rapport au Commerce.

Le Traité de Paix, signé à Teschen 1), le 13 Mai 1779 2), confirme et renouvelle (Art. XIL.) tous les Traités antérieurs, depuis la Paix de Westphalie (1648), et nommément ceux de Breslau et de Berlin de 1742, de Dresde de 1745, et de Hubertsbourg de 1763.

La Prusse et l'Autriche accédèrent mutuellement, par des Actes, signés à Vienne, le 4 Mai 1815 3), aux Traités respectivement conclus par chacune d'Elles, le 3 du même mois, avec la Russie, relativement aux Affaires de la Pologne 4) 5).

Convention conclue à Varsovie, le 22 Mars 1817,

1817,
22 Mars. entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et S. M. l'Empereur d'Autriche (François I), en Conséquence des Stipulations du Traité du 3 Mai
(21 Avril) 1815, concernant le Commerce des Provinces prussiennes et autrichiennes de la Pologne, en tant qu'elles ont
fait partie du Royaume de Pologne, tel qu'il existait en 1772 6).

La Prusse sera libre d'établir, outre l'Agent commercial qu'Elle a à Brody, un autre à Léopol 7), ou

- 1) Teschen ou Tiessin, petite Ville d'environ 5000 habitants, située sur l'Else et le Bobreck; Chef-lieu du Cercle et du Duché du même nom, dans le Margraviat de Moravie (Empire d'Autriche). (Langlois, l. c. T. IV. p. 1367. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 405.)
- 2) Traité de Paix entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), conclu et signé à Teșchen, le 13 Mai 1779 (avec un Article séparé et les Conventions, Garanties et Actes annexés), sous la Médiation de la France (Louis XVI) et de la Russie (Cathérine II). (Imprimé séparément, en français, en 1779, à Paris et à Vienne, in 40. - Herzberg, Recueil, T. II. p. 267. (en français.) — Nouvelles extraord. 1779. No. 25 — 48. (en français.) — Martens, Recueil, T. II. p. 661. (en français.) — Storia dell' anno 1779. p. 20. (en italien.) — Faber, Neue Europäische Staatskanzeley, T. LIII. p. 1. (en français.) Moser, Teschner Friedensschluss mit Anmerkungen. - Schoell, Hist. abrégée, T. III. Chap. XIX. p. 326. (Sommaire.) — L'Extrait donné par M.M. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. L. p. 141., des Art. I. II. et XII., n'est point un Extrait, mais un Sommaire très incorrect. L'Art. II. ne statue point sur le Rétablissement de l'Amitié et de la bonne Intelligence, mais sur l'Amnistie générale accordée de part et d'autre aux Sujets respectifs.
- L'Art. XII. ne confirme pas seulement le Traité de Westphalie, mais tous les Traités conclus depuis entre les Parties contractantes, et nommément ceux de Breslau, de Berlin, de Dresde et de Hubertsbourg.
- 3) Acte d'Accession de la Cour impériale d'Autriche au Traité du 3 Mai 1815, entre les Cours de Prusse et de Russie, relativement aux Affaires de la Pologne. Fait à Vienne, le 4 Mai 1815. (Gesetzsammlung, 1815. p. 158. (en français et en allemand.) Martens, Recueil, Supplém. T. VIII. p. 127. (en français.) Il n'est point fait mention de cet Acte dans l'Histoire abrégée de Mr. Schoell.)

L'Acte qui précède a été échangé contre un Acte pareil d'Accession de la Cour de Prusse, au Traité du 3 Mai 1815, entre les Cours d'Autriche et de Russie, relativement aux Affaires de Pologne.

- 4) Traité entre la Prusse et la Russie, relativement au Duché de Varsovie, Fait à Vienne, le 3 Mai 1815. (Voyez plus haut p. 1335. Col. 1. note 1.)
 - 5) Veyez plus haut p. 1197. Col. 1. note 1.
- 6) Martens, Recueil, Supplément, T. VIII. p. 537. (en français.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 294. (en français.)
- 7) Léopol (Lovow) ou Lemberg, Ville d'environ 50,000 habitants. Capitale autrefois de la Russie rouge, et aujourd'hui de toute la Pologne autrichienne (Galicie), sur les bords du

dans toute autre Ville de la Galicie; de même que l'Autriche sera libre de nommer un Agent commercial ou Consul à Dantzig ou à Thorn, si Elle le juge à propos.

Par une Déclaration ministérielle, du 1 Mai 1831, échangée entre le Ministère des Affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, et l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche près la Cour de Berlin 1), les deux Cours convinrent d'abolir toute Différence dans le Traitement des Navires respectifs et de leurs Cargaisons dans les Ports prussiens et autrichiens. Cette Convention, qui expire le 1 Avril 1841, restera en vigueur jusqu'à l'Expiration de douze Mois, qui suivront l'Annonce officielle faite par l'une des Puissuices contractantes, de vouloir l'annuler.

La Prusse entretient:

à Trieste et à Venise, des Consuls 2). L'Autriche entretient:

à Dantzig et à Stettin, des Consuls 1).

§. 2.

PRUSSE ET BADE.

Il n'existe point de Traité spécial de Commerce entre le Royaume de Prusse et le Grand-Duché de Bade.

Le Grand-Duché de Bade accéda, le 12 Mai 1835, à l'Association de Douanes et de Commerce allemande (deutscher Zoll- und Handels-Verein) 1) 5).

L'Art.

Petten, affluent du Bug. (Adr. Balbi, l. c. p. 242. — Langlois, l. c. T. III. p. 135. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 422.)

- 1) Gesetzsammlung, 1831. No. 6. p. 61. (en allemand.) Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 353. (en allemand.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 297. (Sommaire.)
- 2) Handbuch für den Königl. Preussischen Hof und Staat, 1839. p. 176. 177. Hof-und Staats-Schematismus des oesterreichischen Kaiserthums, 1839. Part. I. p. 224. 226. Almanach de Gotha, 1840. p. 10. 11.
- 3) Handbuch etc. 1839. p. 181. H. und St. Schematismus, 1839. Part. L. p. 237. Almanach de Gotha, 1840. p. 76. 77.
- 4) Voyez plus bas p. 1354. Col. 1. Tabl. I. C. No. X.
- 5) Association de Douanes et de Commerce allemande (deutscher Zoll- und Handels-Verein). Des Particuliers *) avaient mis en avant, à Nuremberg, en 1819, l'idée de former une Association de Commerce pour l'Allemagne méridionale (Sûddeutscher Han-

delsverein), dans le but d'affranchir le Commerce des Entraves qui génaient son Développement, et d'établir un Système uniforme de Douanes; ils réclamèrent à cet effet la Coopération de la Diète germanique, et celle des Cours de Munich, de Stuttgurt, de Carlsruhe, de Darmstadt, de Cassel, de Berlin et de Fienne, etc. Mais la Diète n'était point à même de faire adopter des Mesures qui eussent froissé les Intérêts de l'Autriche et de la Prusse, les deux Membres les plus puissants de la Confédération, et ces deux États, contre le Système desquels les Plaintes et les Doléances de l'Union projetée de Nuremberg étaient dirigées dans le Fond, maintinrent leurs Systèmes respectifs, sans s'engager dans aucune Discussion sur la Matière. Il n'en était pas de même des Puissances du second et troisième ordre. Des Plénipotentiaires de la Bavière, du Wurttemberg, de Bade, des deux Hesse, des Maisons ducales de Saxe, du Duc de Nassau, des Princes de Hohenzollern et de Schwarzbourg, s'assemblèrent en Congrès à Darmstadt, en 1821, à Francfort et à Arnstadt, en 1823, et à Stuttgart, en 1825, pour délibérer sur les

^{&#}x27;) Les Négociants Ellch de Kaufbeuern et Schnell de Nuremberg, ainsi que le Professeur List de Tubingen.

L'Art. XIX. du Traité d'Accession parte:

Les Ports de Mer prussiens seront ouverts au Commerce

Moyens de concilier les Intérêts particuliers de chacun des différents États avec l'Intérêt général. On ne put toutefois réussir à s'entendre, et quelque lucides que fussent les Discours prononcés dans ces Assemblées *), ils n'aboutirent qu'à rapprocher la Bavière et le Wurttemberg, qui conclurent un Traité de Commerce et de Douanes (12 Avril 1827), tandis que les deux Hesse redoublèrent de Restrictions l'une vis-àvis de l'autre, et que la Hesse électorale se hasarda même à user de Représailles contre le Système de la Prusse.

En 1828 (18 Janvier), la Bavière et le Wurttemberg, y compris les deux Principautés de Hohenzollern (Sigmaringen et Hechingen), qui, depuis le 28 Juillet 1824, s'étaient déjà associées au Système de Douanes murttembergeois, signèrent un Traité fondamental pour la Perception des Droits de Douanes en commun, et l'Adoption du Tarif bavarois. Cette Association n'embrassait toutefois qu'un Territoire trop limité **), pour qu'à elle seule elle pût réaliser le But qu'il s'agissait d'atteindre, et les autres petits États, loin de manifester des Intentions conciliatrices, s'entourèrent de nouvelles Barrières. Dans l'intervalle, le Gouvernement prussien, vouant une constante sollicitude à l'établissement d'un Système fixe et homogène de Douanes dans toute la Monarchie, Système préparé et successivement développé depuis l'année 1810 ***), avait conclu avec les Duchés d'Anhalt (Bernbourg, Dessau et Koethen), avec la Principauté de Lippe-Detmold et avec le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin, différentes Conventions relatives à leurs Possessions enclavées dans le Territoire prussien.

En 1828 (14 Février), la Prusse forma avec la Hesse grand-ducale une Association pareille à celle de la Bavière et du Wurttemberg.

Une Association intermédiaire centrale, évidemment opposée à celle de la Prusse et de la Hesse grand-ducale, s'était formée à Cassel (24 Septembre 1828) t), entre la Saxe royale, le Hanovre, la Hesse électorale, le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, les Duchés de Brunswick et de Nassau, le Duché d'Oldenbourg, les Duchés de Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen, le Landgraviat de Hesse-Hombourg, les Principautés de Reufs (Greitz, Schleitz, Lobenstein et Ebersdorf) et de Schwarzbourg-Roudolstadt, et les

^{&#}x27;) Les Orateurs les plus ardents et les plus habiles étaient, Miller (d'Ilmenstadt), List et Schnell.

^{**)} Cette Association embrassait 1765 milles carrés, avec 5,646,000 habitants.

La Législation prussienne sur le Commerce et sur les Douanes, repose principalement sur

l'Édit du 2 Novembre 1810, complété plus tard par

la Loi du 7 Septembre 1811, qui proclame la Liberté de l'Industrie.

l'Édit du 20 Mars 1813, qui ouvrit les Ports prussiens aux Navires et aux Marchands de toutes les Nations amies.

l'Ordre du Cabinet du 16 Mai 1814, qui affranchit le Commerce de Transit des Entraves que lui avait imposées le Système continental.

la Loi du 17 Janvier 1816, qui abolit comme contraire aux Rapports actuels du Commerce, la Défense d'exporter de l'or et de l'argent monnayés, défense qui existait depuis 1779.

la Loi du 16 Mai, qui introduisit dans la Monarchie un Système uniforme de Poids et Mesures.

la Loi du 11 Juin, qui supprime dans certaines Parties du Royaume les Douanes fluviales,

provinciales et intermédiaires, complétée par les Dispositions de la Loi du 26 Mai 1818.

la Loi du 3 Novembre 1817, relative aux Crédits et aux Banques.

la Loi du 26 Mai 1818, qui régle les Droits de Douane et de Consommation à percevoir sur les Marchandises étrangères, ainsi que sur le Commerce entre les diverses Provinces de la Monarchie: elle contient les Titres suivants:

I. Commerce avec l'Étranger; II. Droits sur le Commerce avec l'Étranger; III. Commerce à l'intérieur; IV. Dispositions générales.

le Réglement du même jour, pour les Droits de Douane et de Consommation.

Ce sont les Dispositions établies par le Réglement que nous venons de citer, et par la Loi du 26 Mai 1818, successivement interprétée, expliquée et modifiée, qui ont, en quelque sorte, servi de Base au Système de Douanes qui régit aujourd'hui l'Association allemande. [Voyez Gesetzsammlung, les années citées ci-dessus.

— F. G. Schimmelfennig, Die preufsische Zollgesetzgebung (Potsdam 1837. in 8°.).]

t) Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. II. p. 691. — Geseizsammlung für das Königreich Sachsen, 1829. p. 5. No. 2. — Neueste Staats-Akten, T. XIII. p. 149.

des Sujets du Grand-Duché de Bade, ainsi qu'à celui des Sujets

Villes libres de Francfort et de Brème (Mittel deutscher Handelsverein, Association de Commerce pour l'Allemagne centrale)*); cette Association devait durer d'abord jusqu'au 11 Décembre 1834; on convint, en 1829, de prolonger sa Durée jusqu'en 1840, mais longtems avant ce terme elle essuya des Défections qui, après avoir paralysé son Action, ne tardèrent pas à en amener la Dissolution.

En 1829 (27 Mai), les deux Associations prusso-hessoise et bavaro-wurttem-bergeoise, firent un Traité, ayant pour objet de faciliter le Commerce et les Relations industrielles entre les États respectifs, en stipulant en même tems pour les Gouvernements qui déjà avaient accèdé au Système de Douanes de l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Bientôt après, le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha (3 et 4 Juillet 1829), le Landgraviat de Hesse-Hombourg (31 Décembre 1829), le Grand-Duché d'Oldenbourg (24 Juillet 1830), adhérèrent au Système de la Prusse pour celles de leurs Possessions qui sont enclavées dans le Territoire prussien; - le Duché de Saxe-Meiningen (3 Juillet 1829), le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha (4 Juillet 1829), les Principautés de Reufs-Schleitz et de Reufs-Lobenstein et Ebersdorf (9 Décembre 1829) **), et le Grand-Duché de Saxe-Weimar (11 Février et 10 Août 1831) ***), sans accéder au Système prussien, firent des Conventions avec la Prusse, pour faciliter le Commerce réciproque, tandis que de l'autre part, le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha (14 Janvier 1831), pour le Baillage de Koenigsberg, le Grand-Duché de Saxe-Weimar (25 Janvier 1831), pour le Baillage d'Ostheim, le Grand-Duché de Bade (12 Avril 1831), pour les Bourgs de Schluchtern et Ruchsen, et pour les Bourgs de Widdern et Edelfingen, possédés en partie par Bade et en partie par le Wurttemberg (Condominats-Orte), accédèrent au Système bavaro-wurttembergeois.

Le Traité conclu le 22 Mars 1833, entre la Prusse et les deux Hesse d'une part, et la Bavière et le Wurtemberg de l'autre part, fut suivi, le 30 Mars de la même année, de l'Accession de la Saxe royale, le 11 Mai, de celle de l'Union dite de Thuringe †††), le 12 Mai 1835, de celle du Grand-Duché de Bade, le 10 Décembre 1835, de celle du Duché de Nassau, et le 2 Janvier 1836, de celle de la Ville libre de *Franc*fort. C'est depuis cette époque qu'on peut comprendre les différentes Associations, bavarowurttembergeoise, prussienne, prusso-hessoise, prusso-hessoise et bavaro-murttembergeoise, et celle dite de Thuringe, sous la Dénomination collective d'Association de Douanes et de Commerce allemande. Il avait été stipulé par l'Art. L. du Traité précité du 22 Mars 1833, entre la Prusse et les deux Hesse d'une part et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, que ,, les As-"sociations de Douanes existant actuellement ,, entre les Etats susnommés, formeraient à l'a-"venir une Association générale, liée par un

Cependant, les Etats formant l'Opposition principale à l'Association prusso-hessoise et bavaro-wurttembergeoise, c. à. d. la Hesse électorale, le Hanovre, le Grand-Duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick, déjà Signataires de l'Association centrale (Mitteldeutscher Verein), se liguèrent par un nouveau Traité séparé, conclu à Eimbeck (Eimbecker Separat-Vertrag), le 27 Mars 1830 t), qui devait rester en vigueur jusqu'en 1841 tt). Mais ce Traité, tout comme celui de l'Association centrale, ne tarda pas à être ébranlé: la Défection de la Hesse électorale, qui, mieux éclairée enfin sur ses véritables Intérets, accéda au Système prussien par son *Traité* du 25 Août 1831, ajouta un nouveau poids dans la balance, en faveur de l'Association prusso-hessoise et bavaro-wurttembergeoise. Deslors, le principe de l'Unité commerciale en Allemagne, triompha du Système d'Isolement.

^{*)} Cette Association embrassait 656 milles carrés, avec 2,530,000 habitants.

^{**)} avec la Réserve d'accéder, soit à l'Association prusso-hessoise, soit à l'Association bavoro-wurttembergeoise.

^{***)} avec la Réserve d'accèder plus tard à l'Association prusso-hessoise.

t) Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XII. p. 334. — Neueste Staats-Akten, T. XIX. p. 336.

tt) Cette Association embrassait 1087 milles carrés, avec une population de 2,616,000 habitants.

ttt) L'Association dite de Thuringe, signée à Berlin, le 10 Mai 1833, se compose de la Prusse (pour le Territoire d'Erfurt, et ses Possessions en Thuringe), de la Hesse électorale (pour le Cercle de Schmalkalden), du Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, des Maisons ducales de Saxe et des Principautés de Schmarz-bourg et de Reufs. Elle embrasse un Territoire de 233,49 mille carrés, avec une population de 908,478 habitants.

des autres États faisant partie de l'Association, contre le Paye-

"Système commun de Douanes et de Commerce, net embrassant tous les Pays y compris." ").

Un Traité spécial fut signé par la Prusse, comme représentant les États associés, avec le Hanoure et le Duché de Brunswick, le 1 Novembre 1837.

Le Territoire commercial de l'Allemagne, actuellement régi par un Système uniforme de Douanes, s'étend aujourd'hui (1840) sur 8,252,71 mille carrés, avec une Population de 25,153,847 habitants.

	Mille carrées.	Habitants.
Prusse, et États hés plus étroitement à son Système		
de Douanes	5,157,21.	13,690,653.
Bavière	1,477,26.	4,251,118.
Saxe royale	271,68.	1,595,668.
Wurttemberg	385,15.	1,631,779.
Bade	279,54.	1,232,185.
Hesse électorale	182,10.	640,674.
Hesse grand-ducale	179,25.	769,691.
États formant l'Union dite de Thuringe	233,49.	908,478.
Nassau	82,70.	373,601.
Francfort	4,33.	60,000.
(Veyez plus bas les Tableaux I. II. et III.) Total	8,252,71.	25,153,847.

Les Principes fondamentaux de l'Association de Douanes et de Commerce allemande sont: 10 la Liberté absolue du Commerce entre les États associés; à la seule exception a) des Objets monopolisés (les Cartes à jouer et le Sel); b) des Produits indigènes, dont la Production ou Fabrication est soumise dans l'Intérieur des Etats contractants à des Impôts différents, ou exceptés de tout Droit dans un Etat et importés dans un autre, qui, par cette raison, doivent être assujétis à un Droit de Compensation; c) des Objets qui, sans préjudicier aux Brevets d'Invention ou Priviléges concédés dans un des *États* contractants, ne peuvent y être imités ou importés, et doivent, par conséquent, être exclus pendant la durée des Brevets ou Priviléges de l'Importation dans l'Etat qui les a accordés; 20 un Système uniforme de Douanes, pour les Droits d'Entrée, de Sortie et de Transit, sauf les Modifications qui, sans faire tort au But commun, résultent nécessairement, soit de la Législation particulière qui régit chaque Etat contractant, soit d'Intérêts locaux; 3º l'Adoption d'un même Tarif; 40 la Communauté des Recettes de Douanes, dans la proportion de la Population pour laquelle chaque État se trouve dans l'Union; 50 la Résolution d'unir leurs Ef-

forts pour introduire dans les États respectifs un Système uniforme de Monnaies, de Poids et de Mesures; 60 la Conclusion d'un Cartel réciproque, pour protéger le Système commun de Douanes contre la Contrebande. — Dans le cas où d'autres États allemands manifesteraient le désir d'être reçus dans l'Association, les Parties contractantes se déclarent prêtes à accéder à ce désir par des Traités spécieux, en tant toutefois, que cette Accession s'accordera avec les Intérêts particuliers des Membres de l'Association. — Le Terme des Traités qui lient les Membres de l'Association, est provisoirement fixé au 1 Janvier 1842; s'il n'est pas dénoncé pendant ce laps de tems, et au plus tard deux ons avant son expiration, il sera considéré comme prolongé pour la durée de douze ans, et ainsi de suite de 12 en 12 ans. Mais cette dernière Stipulation n'est faite que pour le Cas où dans l'intervalle, tous les Etats de la Confédération germanique ne se seraient pas concertés sur des Mesures remplissant complètement le but de la présente Association de Douanes, conforme au voeu de l'Art. XIX. de l'Acte de la Confédération germanique ** \.

[&]quot;) Die dermalen zwischen den genannten Staaten bestehenden Zollvereine werden für die Zukunft einen durch ein gemeinsames Zoll - und Handelssystem verbundenen und alle darin begriffenen Lünder umfassenden Gesammt verein bilden.

[&]quot;) "Les États confédérés se réservent de " délibérer, dès la première Réunion de la "Diète à Francfort, sur la Manière de régler " les Rapports de Commerce et de Naviga-" tion d'un État à l'autre, d'après les Principes " adoptés par le Congrès de Vienne."

ment de Droits parfaitement égaux à ceux que les Sujets de S.

Des Traités spéciaux avec l'Association de Douanes et de Commerce allemande ont été conclus par le Royaume des Pays-Bas, le 21 Janvier, par la Ville de Hambourg, le 31 Décembre 1839, par la Ville de Brème, le 4 Juillet 1840. (von Amsberg, Ueber die Einigung der Handelsinteressen Deutschlands (Brunswick 1831. in 80.). — Pochhammer, Handbuch zur vollständigen Kenntniss der Zollverfassung und Verwaltung in den Königl, preufsischen Stauten (Berlin 1832. in 80.). — Ranke, Historisch-politische Zeitschrift (Berlin 1832-1836. T. L. II. in 8°.) T. II. p. 508. Ueber den deutschen Zollverein, par L. K. - Cunow, Sachsens Anschlus an den preussischen Zollverband (Dres de et Leipzig 1833.). - G. F. Krause, Der große preußisch-deutsche Zollverein, in Beziehung auf den thüringischen Zollverband (Ilmen au 1834.). — Conversations-Lexikon der newesten Zeit und Litteratur (Leipzig 1834. T. I - IV. in 8°.) T. IV. Supplément, p. 1247. Art. Preufsisch-deutscher Zollverein. - Schoenbrodt, Sammlung der Verordnungen über die Gewerbe-, Handels- und Abgaben - Verhältnisse in den Vereins - Staaten Deutschlands (Potsdam 1834.) — Pochhammer, Jahrbücher der Zoll-Gesetzgebung und Verwaltung des deutschen Zoll- und Handel-Vereins (Berlin 1834—1838, 5 Vol. cet Ouvrage sera continué.) — Nebenius, Der deutsche Zollverein, sein System und seine Zukunft (Carlsruhe 1835. in 80.). — C. C. Becher, Ueber den deutschen Zollverband (Cologne et Aix-la-Chapelle 1835.). — G. W. von Wedekind, Vaterländische Berichte für das GH. Hessen (Darms tadt 1835.) - H. K. Rau, Archiv der polit. Oeconomie und Polizeiwissenschaft (Heidelberg 1837.).

- Deutsche Viertel-Jahrsschrift (Stuttgart et Tubingen 1838. in 80.) II. Cahier. p. 319. Ueber die Entstehung und Erweiterung des grossen deutschen Zollvereins, par Fr. Nebenius. – F. W. Dieterici, Statistische Uebersicht der wichtigsten Gegenstünde des Verkehrs und Verbrauchs im preufsischen Staate und im deutschen Zollverbande, in dem Zeitraum von 1831 – 1836, aus amtlichen Quellen dargestellt (Berlin 1838.). — J. H. Thieriot, Welchen Einfluss auf dem Felde des süchsischen Gewerbfleifses und Handels hat der Anschluss des Königr. Sachsen an den preussischen Zollverein bis jetzt gehabt (Leipzig 1838.) — Deutsche Viertel-Jahrsschrift, 1839. III. Cahier. p. 166. H. F. Osiander, Beleuchtung des zwischen den deutschen Vereinsstaaten und den Niederlanden abgeschlossenen Handelsvertrags. - Ibidem, 1840. I. Cahier. p. 255. Ueber die Wirkungen des grossen deutschen Zollvereins und die Entwickelung seiner Gesetzgebung, par Fr. Nebenius. — Ibidem, p. 326. Ueber die Einführung eines gemeinschaftlichen Münzsystems in den deutschen Zollvereinsstaaten. – John Bowring, Report on the Prussian commercial Union, addressed to the Right Honourable Lord Viscount Palmerston, Her Majesty's Secretary of State for foreign Affairs. Presented to both Houses of Parliament by Command of Her Majesty (Londres 1840. in fol.). Traduit en allemand par E. G. Buck (Berlin 1840. in 80.). — P. A. de la Nourais et E. Bères, L'Association des Douanes allemandes, son passé, son avenir (Paris 1841. in 80.) — Conversations-Lexikon, T. XII. p. 517. Art. Zollvereine. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 288, 326, 327.)

I.

TABLEAU des diffèrents Traités relatifs

- A. à l'Association de Commerce et de Douanes bavaro-wurttembergeoise.
- B. à l'Association prussienne, et, plus tard, prusso-hessoise.
- C. à l'Association prusso-hessoise et bavaro-wurttembergeoise.
- D. à la grande Association allemande.

(Depuis le 28 Juillet 1824 jusqu'au 31 Décembre 1840, d'après l'Ordre chronologique.)

Â.

Association Bavaro-wurttembergeoise.

I. Traité de Commerce et de Douanes entre la Bavière et le Wurttemberg, signé à Munich, le 12 Avril 1827. (Regierungs-Blatt für das Königreich Bayern, No. 17.

M. prussienne sont tenus de payer, et les Consuls de l'une ou

du 28 Avril 1827. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. P. I. p. 167. — Neueste Staats-Akten, T. VII. p. 258.)

Traités de Commerce et de Douanes entre le Wurttemberg et les Principautés de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen, publiés à Stuttgard, le 28 Juillet 1824. (Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg, du 5 Août 1824. No. 40. p. 575. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 560.)

II. Traité fondamental de Douanes entre la Bavière et le Wurttemberg, signé à Munich, le 18 Janvier 1828, auquel les deux Principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen accèdent le même jour. (Association pour la Perception des Droits en commun, et Adoption du Tarif bavarois.) [Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg, du 18 Février 1828. No. 10. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. P. II. p. 529. — Neueste Staats-Akten, T. X. p. 407. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 247. (en français.)]

Réglement de Douanes concerté entre le Wurttemberg, la Bavière et les Principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, publié à Stuttgard, le 26 Septembre 1828. [Regierungs-Blatt f. d. K. Württemberg, 1828. No. 61. p. 727. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. P. II. p. 703. (en allemand.)]

III. Convention entre la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach de l'autre part, concernant la Réception du Baillage saxon d'Ostheim dans le Système de Douanes de Bavière et de Wurttemberg, signée le 25 Janvier 1831. (Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern, du 30 Mars 1831. No. 14. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 193. — Neueste Staats-Akten, T. XXIV. p. 43.)

IV. Traité de Commerce entre la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach de l'autre part, avec un Cartel de Doyanes y relatif, conclu le 10 Mars 1831. (Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern, A. 1831. p. 559. No. 33. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 222.)

Convention entre le Royaume de Wurttemberg et le Grand-Duché de Bade, concernant l'Accession respective de quelques Enclaves de l'un de ces deux États au Système de Douanes de l'autre, en date du 12 Avril 1831, publiée officiellement à Carlsruhe, le 19 Mai 1831. (Grofsherzogl. Badisches Staats- und Regierungs-Blatt, 1831. No. VIII. — Martens, Recueil, Suppl. (p. Murhard), T. XIV. p. 373.)

V. Traité entre la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre part, concernant l'Accession du Baillage saxon de Koenigs-berg au Système de Douanes de Bavière et de Wurttemberg, signé le 14 Juin 1831. (Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern, 1831. du 17 Octobre. No. 37. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XIII. p. 369. — Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 408.)

B.

Association prussienne, et, plus tard, prusso-hessoise.

I. Traité de Commerce et de Douanes entre la Prusse et le Grand-Duché de
Hesse, signé à Berlin, le 14 Février 1828.
[Gesetzsammlung für die Königl. Preufsischen
Staaten, Année 1828. p. 50. No. 1142. — Grofsherzoglich-hessisches Regierungs-Blatt, du
6 Mai 1828. No. 18. p. 113. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. II.
p. 550. — Neueste Staats-Akten, T. XI. p. 235.
— d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. IV.
p. 415. (Extrait en français, avec la date du

- 5 Mai, qui est celle de la Publication faite à Darmstadt, mais non celle de la Signature.) British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828 1829. (publié en 1832) p. 1265. (en anglais.)]
 - a) Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, conçernant les Droits perçus sur la Frontière extérieure du Territoire prussien, du Commerce du Baillage ducal et enclavé de Muhlingen, signé à Berlin, le 10 Octobre 1823. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1823.

l'autre des Parties contractantes, établis dans les Ports et Places

- p. 177. No. 834. Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. P. I. p. 344. Neueste Staats-Akten, T. X. p. 176.)
- b) Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant l'Extension du Système prussien des Contributions indirectes sur le Duché supérieur d'Anhalt-Bernbourg, signé à Berlin, le 10 Octobre 1823. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1824. p. 1. No. 837. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. I. p. 349.)
- c) Convention entrela Prusse et le Duché d'Anhalt - Bernbourg, concernant l'Accession du Duché inférieur d'Anhalt-Bernbourg au Système prussien des Impôts indirects; signée à Berlin, le 17 Juin 1826, (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1826, p. 65, No. 11. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II, p. 1029. — Neueste Staats-Akten, T. X. p. 181.)
- d) Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Detmold, concernant les Droits perçus sur la Frontière extérieure du Territoire prussien, sur le Commerce des Enclaves de Lipperode, de Cappel et de Grevenhagen, signée à Detmold, le 9, et à Minden, le 17 Juin 1826. (Gesetzs, f. d. K. Pr. St. A. 1826. p. 101. No. 15. Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 1023. N. St. Akten, T. X. p. 188.)
- e) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin, concernant l'Accession de ce dernier au Système prussien des Contributions indirectes pour les Districts de Rossow, Netzeband et Schaenberg, enclavés dans le Territoire prussien, signé à Berlin, le 2 Décembre 1826. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1827. p. 1. No. 1. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. P. II. p. 1196. — N. Staats-Akten, T. VIII. p. 43. — d'Hauterive et de Cussy, I. c. P. II. T. V. p. 43, 335. (cité.)]
- f) Traité entre la Prusse et les Duchés d'Anhalt-Koethen et d'Anhalt-Dessau, concernant les Rapports mutuels des Douanes et du Commerce, signé à Berlin, le 17 Juillet 1828. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. 1828. p. 95. No. 15.:— Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. P. II. p. 656. Neueste Staats-Akten, T. XIII. p. 385. 398. 400.)

- II. Traité entre la Prusse et la Hesse grand-ducale d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, pour faciliter le Commerce et les Relations industrielles entre les États respectifs, signé à Berlin, le 27 Mai 1829. (Par l'Art. XVIII. il est stipulé que le présent Traité sera applicable aux Sujets des Gouvernements qui ont déjà accédé au Système de Douanes de l'une ou l'autre des Parties contractantes.) [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1829. p. 53. No. 10. — Grofsherzoglich Hessisches Regierungs-Blatt, du 25 Juillet 1829. No. 34. - Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XII. p. 90. où cet Acte est intitulé à tort Traite de Commerce et de Douanes, - Regierungs - Blatt für das Königreich Bayern, du 25 Juillet 1829. — Neueste Staats-Akten, T. XIV. p. 329. — d'Hauterive et de Cussy, l. c, Part, II. T. I. p. 234. (en français.) — Lesur, Annuaire, 1829. Append. Documents historiques, Part. II, p. 55. Col. 2. (en français,) — British and foreign State - Papers, T. XVI. 1828 — 1829, (publié en 1832) p. 542. (en français.)
- a) Traité entre la Prusse et le Duchè de Saxe-Meiningen, pour faciliter réciproquement le Commerce entre leurs Sujets respectifs, signé à Berlin, le 3 Juillet 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1829. p. 105. No. 15. Martens. Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XII. p. 111. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 410. (Extrait en français.) British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828—1829. (publié en 1832) p. 549. (en français.) Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 204.)
- Saxe-Cobourg-Gotha, pour faciliter réciproquement le Commerce entre leurs Sujets respectifs, signé à Berlin, le 4 Juillet 1829, [Gesetzsammlung f. d., K. Pr. St. A. 1829. p. 111. No. 15. Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XII. p. 124. Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 211. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 406. (Analyse en français.) British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828—1829. (publié en 1832) p. 553. (en français.)]
 - c) Traité entre la Prusse et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les Droits perçus sur la Frontière du Territoire prussien du Commerce du Bail-

de Commerce à l'Étranger, seront chargés de prêter Aide et Con-

- lage enclavé de Volkenrode, appartenant au Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, signé à Berlin, le 4 Juillet 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1829. p. 121. No. 17. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XII. p. 118. — Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 219.)
- d) Traité entre la Prusse et les Principautés de Reufs-Schleitz, de Reufs-Lobenstein et Ebersdorf, concernant leur Accession au Système des Douanes prussiennes, signé à Berlin, le 9 Décembre 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830, p. 105. No. 13. Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XII. p. 177. Neueste Staats-Akten, T. XIX. p. 117.)
- e) Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave-souverain de Hesse-Hombourg, concernant l'Accession de ce dernier par rapport au Baillage de Meisenheim, au Système des Douanes et des Impôts indirects des Provinces occidentales de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le 31 Décembre 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830. p. 49. No. 7. Martens, Recueil, Suppl. (p. Saalfeld), T. XII. p. 224.)
- f) Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant l'Accession de la Prin-

- cipauté de Lichtenberg ') au Système de Douanes des Provinces occidentales de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le 6 Mars 1830. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830. p. 57. No. 8. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XII. p. 238. — Neueste Staats-Akten, T. XVIII. p. 273.)
- g) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché d'Oldenbourg, concernant l'Accession de la Principauté de Birkenfeld au Système de Douanes prussien, signé à Berlin, le 24 Juillet 1830. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830. p. 121. No. 17. — Beilage zum Amts-Blatt für das Fürstenthum Birkenfeld, No. 37. du mois d'Octobre 1830. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XII. p. 375. — Neueste Staats-Akten, T. XX. p. 234. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 90. 336. (cité,)]
- h) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché de Saxe-Weimar, concernant l'Accession future du Grand-Duché au Système de Douanes des Provinces orientales de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le 11 Février 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 45. No. 5. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 210.)
- i) Traité entre la Prusse et la Princi-
- *) La Principauté de Lichtenberg (111 milles carrés, avec 30,000 habitants), environnée des Principautés de Birkenfeld (Oldenbourg) et de Meisenheim (Hesse-Hombourg), du Cercle bavarois du Haut-Rhin et de la Régence prussienne de Trèves, portait anciennement le nom de Seigneurie de Baumholder, d'une petite Ville de ce nom. Après avoir appartenu autrefois aux Comtes de Hanau, cette Seigneurie passa, en 1736, aux Landgraves de *Hesse-Darmstadt*, qui en conservèrent la possession, jusqu'à l'époque où la France s'en empara et l'incorpera au Département du Bos-Rhin. Détaché de la France, par l'Art. III. du Traite de Paix de Paris, du 30 Mai 1814, et par l'Art. XXV. de l'Acte du Congrès de Vienne, ce Territoire fut soumis à la Domination de la Prusse, qui le céda, le 9 Septembre 1816, en exécution de l'Art. XLIX. de l'Acte du Congrès de Vienne, au Duc de Saxe-Cobourg-Gotha. Ce Prince lui donna le nom de Lichtenberg (d'après un ancien Château de ce nom, situé dans le Canton de Baumholder) et

l'éleva, le 5 Mars 1819, au Rang d'une Principaute. Par une Convention du 31 Mai 1834, le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha retrocéda la Principauté de Lichtenberg à la Prusse, contre une Rente annuelle de 80,000 écus. En vertu d'un Ordre du Cabinet, du 25 Mars 1835, la ci-devant Principauté de Lichtenberg fut incorporée à la Régence de Trèves, Province du Rhin, et serme depuis-lors le Cercle de St. Wendel. [Königl. Preussische Gesetzsammlung, A. 1834. p. 159. No. 1556. p. 161. No. 1557. Ibidem, 1835. p. 43. No. 1591. — Wolfg. Jüger, Geographisch-historisch-statistisches Zeitungs-Lexikon, neu bearbeitet von Konr. Mannert (Nuremberg et Landshut 1805 -1811. T. I-III. in 8°.) p. 177. Col. 2. -Adr. Bulbi, L. c. p. 209. – Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. V. p. 421. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 637. — Martens, l. c. Suppl. (p. Murhard), T. XVI, p. 701. (en allemand.) — Tencė, Annuaire historique, 1834. Append. Documents historiques, Part. II. p. 112. (en *français.*)]

seil, en Cas de Besoin, aux Sujets des autres Parties contractantes.

pauté de Waldeck et de Pyrmont, concernant l'Accession de la Principauté de Pyrmont au Système de Douanes des Provinces occidentales prussiennes, signé à Berlin, le 16 Avril 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 159. No. 12. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XIII. p. 340. — Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 325.)

- k) Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant le Renouvellement des Traités relatifs à l'Accession des différentes Possessions d'Anhalt-Bernbourg au Système d'Impôts indirects prussien, signé à Berlin, le 17 Mai 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 53. No. 7. Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 356. Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 344.)
- 4) Convention entre la Prusse et le

Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, pour l'Exécution des Articles III. et VII. du Traité du 11 Février et de plusieurs autres Dispositions, signée à Berlin, le 10 Août 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 175. No. 14. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 471. — Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 359.)

III. Traité de Commerce et de Douanes entre la Prusse et la Hesse grandducale d'une part, et la Hesse électorale de l'autre part, signé à Berlin, le
25 Août 1831. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr.
St. A. 1831. p. 227. No. 17. — Martens,
Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XIII. p. 496.
— British and foreign State-Papers, T. XIX.
1831—1832. (publié en 1834) p. 985. (en français.)— Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 385.
— d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. IV.
p. 409. (Extrait en français.)]

C,

Association prusso-hessoise et bavaro-wurttembergeoise, et, plus tard, allemande.

1. Traité de Douanes entre la Prusse la Hesse électorale et la Hesse grand-ducale d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, signé à Berlin, le 22 Mars 1833. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1833. p. 145. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 525. — British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836) (en anglais, avec les Articles additionnels du 31 Octobre 1833.) p. 472.)

II. Traité de Douanes entre la Prusse, la Hesse électorale, la Hesse grand-ducale, la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Royaume de Saxe de l'autre part, signé à Berlin, le 30 Mars 1833. (Geseizsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 210. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 549. — British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836) (en anglais.) p. 487.)

a) Traité entre la Prusse et le Royaume de Saxe, pour l'Établissement d'Impôts égaux sur les Produits indigènes, signé à Berlin, le 30 Mars 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833, p. 230. No. 21. — Martens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XV. p. 571. — Brit. and for, St. Pap. L. c. p. 505. (en anglais.)]

b) Traité pour la Fondation de l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, entre la Prusse, la Hesse électorale, le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, le Duché de Saxe-Meiningen, le Duché de Saxe-Altenbourg, le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la Principauté de Schwarzbourg-Roudolstadt, et les Principautés de Reufs-Schleitz, de Reuss-Greitz, de Reuss-Lobenstein et Ebersdorf, signé à Berlin, le 10 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St, A. 1833, p. 232. No. 21. — Martens, Recuell, . *Suppl*. (par *Murhard*), T. XV. p. 574. — Brit. and for. St. Papers, L. c. p. 507. (en anglais.)]

III. Traité entre la Prusse, la Hesse électorale, la Hesse grand-ducale, la Bavière, le Wurttemberg et la Saxe royale d'une part, et les États associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuring e de l'autre part, signé à Berlin, le 11 Mai 1833. [Gesetzs. f. d. K. P. St. A. 1833. p. 240. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 584. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 513. (en anglais.)]

Le Grand-Duché de Bade entretient: à Cologne, un Consul ').

IV. Cartel de Douanes entre la Prusse, la Hesse électorale, la Hesse grand-ducale, la Bavière, le Wurttemberg et la Saxe royale d'une part, et les États associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuringe de l'autre part, signé à Berlin, le 11 Mai 1833. [Gesetzs. f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 258. No. 21. — Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 606. — Brit. and f. St. P. L. c. p. 531. (en anglais.)]

a) Traité entre la Prusse, la Saxe royale et les États associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, pour l'Etablissement d'Impôts égaux sur les Produits indigènes, signé à Berlin, le 11 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 265. No. 21. — Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 615. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 528. (en anglais.)]

b) Traité entre la Prusse et la Principauté de Schwarzbourg-Roudolstadt, concernant les Relations de Douanes et de Commerce, et les Impòts sur les Produits indigènes dans la Principauté inférieure de Schwarzbourg-Roudolstadt, signé à Berlin, le 25 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833, p. 269. No. 21.— Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 619.— Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 537. (en anglais.)]

c) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les Relations de Douanes et de Commerce, et les Impôts sur les Produits indigènes dans les Baillages d'Allstedt et Oldisleben, signé à Berlin, le 30 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833, p. 274, No. 21.— Martens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XV. p. 626.— Brit. and for. St. Pap. L. c. p. 542, (en anglais.)]

d) Traité entre la Prusse et la Principauté de Schwarzbourg-Sonders-hausen, concernant les Relations de Douanes et de Commerce et les Impôts dont sont à charger les Produits indigènes dans la Partie basse de ladite Principauté, signé à Berlin, le 8 Juin 1833. [Gesetzsamml. f. d. K. Pr. St A. 1833. p. 279. No. 21. — Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 637. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 546. (en anglais.)]

e) Traité entre la Prusse et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les Relations de Douanes et de Commerce, et les Impôts dont sont à charger les Produits indigènes du District de Volkenro de dans ledit Duché, signé à Berlin, le 26 Juin 1833. [Gesetzsammlung f. d. Kön. Pr. St. A. 1833. p. 284. No. 21. — Martens, Recueil, Supplém. (p. Murhard), T. XV. p. 649. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 551. (en anglais.)]

V. Tarif de Douanes concerté entre la Prusse et les deux Hesse d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, en date du 31 Octobre 1833. (Publié officiellement en Prusse, le 5 Décembre 1833. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 736.)

VI. Articles additionnels au Traité de Douanes entre la Prusse et les deux Hesse d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, signés à Berlin, le 31 Octobre 1833. [Gesetzs. f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 162. No. 21. — Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 778. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 486. (en anglais.)]

VII. Articles additionnels au Traité de Dougnes entre la Prusse, les deux Hesse, la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et la Saxe royale de Pautre part, signés à Berlin, le 31 Octobre 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 228. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 779. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 504. (en anglais.)]

VIII. Publication, concernant l'Accession des Duchés d'Anhalt-Bernbourg, d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Koethen, de Saxe+Cobourg-Gotha (pour la Principauté de Lichtenberg), du Landgraviat de H. Hombourg (p. le District de Meisenheim), du Grand-Duché d'Oldenbourg (p. la Principauté de Birkenfeld), et de la Principauté de Waldeck, au Cartel de Douanes des États formant l'Association. En date du 10 Mars 1834. (Sammlung von Gesetzen etc. für Kurhessen, 1834. Mars. No. V. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVI. p. 646.)

1) Handbuch f. d. K. P. Hof und Staat, 1839. p. 180. — Hof- und Staats-Handbuch des Großherzogthums Baden, 1836. p. 87. — Almanach de Gotha, 1840. p. 76.

§. 3.

PRUSSE ET BAVIÈRE.

Il n'existe point de Traité spécial de Commerce entre la Prusse et la Bavière.

Traité entre S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et S. A. S. le Landgrave-souverain de Hesse-Hombourg, pour l'Accession du Pays de Hesse-Hombourg au Système de Douanes du G. D. de Hesse et des autres États appartenant à l'Association de Douanes, signé à Berlin, le 20 Février 1835. (Grofsherzogl. Hessisches Regierungs-Blatt, 1835. No. 46. — Martens, R. S. (p. Murhard), T. XVII. p. 211.)

IX. Traité entre la Prusse, la Bavière, la Saxe royale, le Wurttemberg, les deux Hesse, et les États associés à l'Union dite de Thuringe d'une part, et le Grand-Duché de Bade de l'autre part, concernant l'Accession de ce dernier État à l'Association de Douancs et de Commerce subsistante entre lesdits États, signé à Berlin, le 12 Mai 1835. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1835. p. 145. No. 17. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 228.)

- a) Convention entre le Grand-Duché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, pour l'Aggrégation de plusieurs Districts de cette Principauté au Système de Douanes du Grand-Duché de Bade, signée le 12 Octobre 1835. (Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 424.)
- b) Convention entre le Royaume de Wurttemberg et le Grand-Duché de Bade, concernant l'Administration des Douanes dans les Enclaves respectives, signée en Novembre 1835. (Königl. Württembergisches Regierungs-Blatt, du 3 Décembre 1835. p. 459. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard). T. XVII. p. 431.)
- c) Convention entre le Grand-Duché de Bade et celui de Hesse, pour l'Administration des Douanes dans la Place commune de Kurnbach') et dans les Enclaves respectives, signée en Novembre 1835. (Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 433.)

X. Traité pour l'Accession du Duché de Nassau à l'Association de Douanes et de Commerce, subsistante entre lu Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesses, électorale et grand-ducale, et les États associés à l'Uniondite de Thuring e, signé à Berlin, le 10 Décembre 1835. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1836. p. 126. No. 6. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 439.)

- a) Ordonnance, concernant les Faveurs de Douane accordées au Commerce de la Suisse par la Bavière, le Wurttemberg et le Grand-Duché de Bade, et publiée à Munich, le 18 Novembre, à Stuttgard, le 30 Novembre, et à Carlsruhe, le 10 Décembre 1835. (Martens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XVII. p. 459.)
- b) Convention entre les États appartenant à l'Association de Douanes, en faveur de quelques Produits et Fabricats importés de la Principauté de Neufchâtel, signée en Décembre 1835. (Verfügung der Großherzoglich Badischen Zolldirection vom 16 December 1835. Circular-Verfügung der Königl. wür tembergischen Zolldirection vom 31 December 1835. Circular-Verfügung des Königl. Preufsischen Finanz-Ministeriums an sümmtliche Königl. Provincial-Steuerdirectionen, vom 24 December 1835. Martens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XVII. p. 488.)

XI. Traité pour l'Accession de la Ville libre de Francfort-sur-le-Mein à l'Association de Douanes et de Commerce subsistante entre la Prusse, la Bavière, la Saxeroyale, le Wurttemberg, les deux Hesse, et les États associés à l'Union dite de Thuringe, signé à Berlin, le 2 Janvier 1836. (Gesetzs. f. d. K. Pr. St. A. 1836. p. 141. No. 7. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 516.)

a) Traité entre la Prusse d'une part, et les Duchés d'Anhalt-Koethen et d'Anhalt-Dessau de l'autre part, concernant le Renouvellement des Traités de Douanes et de Commerce entre les

partie appartient au Grand-Duché de Hesse, et l'autre au Grand-Duché de Bade. (Vollständiges Handbuch, Sect. V. T. I. p. 244.)

^{*)} Kurnbach (Kirnbach), Petit Bourg d'environ 900 Habitants, Enclave du Wurttemberg, situé près de Guglingen, dans le Cercle-du Neckar, Baillage de Brackenheim, dont une

Traité entre la Prusse et la Hesse grand1829, ducale d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, pour faciliter le Commerce
et les Relations industrielles entre les États respectifs, conclu à Berlin, le 27 Mai 1829 ').

États respectifs et les Impôts dont seront chargés les Produits indigènes desdits deux Duchés, signé à Berlin, le 26 Janvier 1836. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1836, p. 157. No. 8.)

b) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché d'Oldenbourg, concernant les Rapports de Douane et de Commerce de la Principauté de Birkenfeld, et les Impôts dont seront chargés les Produits indigènes de ladite Principauté, signé à Berlin, le 31 Décembre 1836. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1837. p. 33. No. 6.)

D.

Association de douanes et de commerce allemande.

L. Traité entre la Prusse, la Bavière, la Saxe royale, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesse, les États associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort-sur-le-Mein d'une part, et le Royaume de Hanovre, le Grand-Duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick de l'autre part, pour faciliter les Rapports de Commerce entre les États respectifs, signé à Hanovre, le 1 Novembre 1837. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St., A. 1837. p. 173. Ne, 23. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVIII. p. 333.)

- à) Convention entre la Prusse et le Hanovre, concernant les Impòts dont seront
 chargés les Produits indigènes dans les Districts du Hanovre (le Comté de Hohnstein et le Baillage d'Elbingerode),
 qui ont accédé à l'Association de Douanes prussienne, signée à Hanovre, le
 1 Novembre 1837. (Gesetzsammlung f. d.
 K. Pr. St. A. 1837, p. 209. No. 23. —
 Martens, l. c. p. 342.)
- b) Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswick, concernant les Impôts dont seront chargés les Produits indigènes dans les Districts du Duché de Brunswick (la Principauté de Blankenbourg, le Baillage de Walkenried, le Baillage de Calvoerde, et les Villages de Pabstorf et de Hessen), qui ont accédé à l'Association de Douanes prussienne, signée à Hanovre, le 1 Novembre 1837. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1837. p. 213. No. 23. Martens, l. c. p. 355.)
- c) Traité entre la Prusse et la Princi-

pauté de Waldeck et de Pyrmont, concernant l'Accession ultérieure de ladite Principauté de Waldeck à l'Association de Douanes prussienne, signé à Berlin, le 9 Janvier 1838. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1838. p. 241. No. 14. — Martens, Recueil, Suppl. (p. Murhard), T. XIX. p. 334.)

II. Loi et Réglement de Douanes (Zollgesetz und Zollordnung) arrêtés entre les États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande, publiés à Berlin, le 26 Février 1838, (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1838. No. 5. p. 33,)

III. Convention monétaire générale conclue entre les États qui font partie de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, faite à Dresde, le 30 Juillet 1838, (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1839, p. 18, No. 2. — Martens, l. c. p. 670. — De La Nourais et Bères, l. c. p. 201.)

IV. Convention particulière additionnelle à la Convention générale monétaire de ce jour, faite à Dresde, le 30 Juillet 1838. (De la Nourais et Bères, l. c. p. 207.)

V. Traité de Commerce entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesse, les États formant l'Union de Douanes et de Commerce, dite de Thuringe, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort-sur-le-Mein d'une part, et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part, signé à Berlin, le 21 Janvier

¹⁾ Voyez plus haut p. 1350. Col. 2. Tableau I. B. Traite II.

Les Ports de Mer prussiens seront ouverts au Commerce des Sujets bavarois et wurtembergeois, contre

1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1839. p. 113, No. 10.)

Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant le Renouvellement des Traités relatifs à l'Association dudit Duché au Système prussien des Impôts indirects, signé à Berlin, le 11 Juillet 1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1839. p. 243. No. 21.)

VI. Tarif de Douanes pour les Années 1840—1842 inclusivement, arrêté entre les États formant l'Association, publié à Berlin, le 5 Novembre 1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1839. No. 4. p. 277.)

VII. Accord fait entre les États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande et la Ville libre et hanséatique de Hambourg, signé à Ber-

lin, le 31 Décembre 1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1840. p. 1. No. 1.)

VIII. Accord fait entre les Etats formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande et la Ville libre et hanséatique de Brême, signé à Berlin, le 4 Juillet 1840. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1840. p. 144. No. 12.)

traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave-souverain de Hesse-Hombourg, concernant l'Accession renouvelée de ce dernier par rapport au Baillage de Meisenheim, au Système des Douanes et des Impôts indirects de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le 5 Décembre 1840. (Gesetzsammlung f. d. K. P. St. A. 1841. No. 3. p. 17.)

II,

TABLEAU des États de la Confédération germanique formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande (en 1840), par Ordre alphabétique.

Anhalt-Bernbourg, Dessau et Koethen.

Bade.

Bavière.

Brunswick, pour la Principauté de Blankenbourg, le Baillage de Walkenried, le Baillage de Calvoerde et les Villages de Pabstorf et de Hessen.

Francfort-sur-le-Mein.

Hanovre, pour le Comté de Hohnstein et le Baillage d'Elbingerode.

Hesse, électorale et grand-ducale.

Hesse-Hombourg.

Hohenzollern-Sigmaringen et Hechingen.

Lippe-Detmold, pour les Districts de Lipperode, Cappel et Grevenhagen. Mecklenbourg-Schwérin, pour les Districts de Rossow; Netzeband et Schoenberg.

Nassau.

Oldenbourg, pour la Principauté de Birkenfeld.

Reufs, Schleitz, Greitz et Lobenstein-Ebers-dorf.

Saxe-Altenbourg.

Saxe-Cobourg-Gotha.

Saxe-Meiningen.

Saxe royale.

Saxe-Weimar-Eistnach.

Schwarzbourg-Roudolstadt et Sondershausen.

Waldeck et Pyrmont.

Wurttemberg.

III.

TABLEAU des États de la Confédération germanique, qui ne sont pas partie de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, par Ordre alphabétique.

Autriche,

Brème.

Brunswick '), excepté pour la Principauté de Blankenbourg, le Baillage de Walkenried, le Baillage de Calvoerde et les Villages de Pabstorf et de Hessen.

Hambourg.

Hanovre **), excepté pour le Comté de Hohn-. stein et le Baillage d'Elbingerode.

Holstein.

Lichtenstein.

Lippe-Detmold, excepté les Districts de Lippenrode, Cappel et Grevenhagen. Lippe-Schaumbourg.

Lubeck.

le Payement de Droit's parsaitement égaux à ceux que les Sujets de S. M. prussienne sont tenus de payer.

Les Consuls de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, établis dans les Ports et Places de Commerce à l'Étranger, seront chargés d'assister et de protéger les Sujets des autres Parties contractantes.

L'Art. XX. fixe provisoirement la Durée du présent Traité à douze Années, à commencer du 1 Janvier 1830. Si, pendant ce tems, le Traité n'est point dénoncé, il sera considéré comme prolongé pour douze autres Années, et ainsi de suite de douze en douze ans. On conviendra particulièrement de la Forme et de l'Époque de la Dénonciation.

L'Art. XIX. du Traité de Douanes du 22 Mars 1833 1), reproduit les Stipulations énencées dans les Art. XV. et XVI. du Traité du 27 Mai 1829.

La Bavière entretient:

à Cologne et à Magdebourg, des Consuls 2).

§. 4.

PRUSSE ET BELGIQUE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et la Belgique.

La Prusse entretient:

à Anvers, à Gand et à Ostende, des Consuls ').

Luxembourg.

Mecklenbourg-Schwerin, excepté pour les Districts de Rossow, Netzeband et Schoenberg. Mecklenbourg-Strélitz.

Oldenbourg ***), excepté pour la Principauté de Birkenfeld.

- 1) Voyez plus haut p. 1352. Col. 1. Tableau I. D. Traité I.
- 2) Handbuch f. d. K. P. Hof und Staat, 1839. p. 180. Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Bayern, 1835. p. 108. 109.
- Almanach de Gotha, 1840. p. 76. 77.
- 3) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 172. 175. Almanach de Gotha, 1840. p. 12. 13.

sociation hanovrienne (hannöversche Verein), à laquelle le Grand-Duché d'Oldenbourg accéda, le 7 Mai 1836 ††).

- t) Traité entre le Royaume de Hamovre et le Duché de Brunswick, pour l'Adoption d'un Système uniforme et commun des Contributions indirectes, signé à Hanovre, le 1 Mai 1834. (Gesetzsammlung für das Königreich Hannover, 1835. Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogthums Braunschweig, 1835. No. 13. Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVI. p. 649.)
 - tt) Trait é entre le Royaume de Hanovre

et le Duché de Brunswick d'une part, et le Grand-Duché d'Oldenbourg de l'autre part, pour l'Accession de ce dernier à la Ligue de Commerce et de Douanes des deux premiers, signé à Hanovre, le 7 Mai 1836. (Oldenburgische Gesetzsammlung, 1836. — Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogthums Braunschweig, 1836. No. 18. — Gesetzsammlung für d. K. Hannover, 1836. — Martens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XVII. p. 617.)

Le Royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick formèrent. le 1 Mai 1834, une Association particulière de Douanes et de Commerce t), désignée sous le nom d'As-

La Belgique entretient:

- à Dantzig'), Koenigsberg et Memel, des Consuls,
- à Pillau, un Vice-Consul 2).

§. 5.

PRUSSE ET BRÉSIL.

Traité d'Amitié, de Navigation et de Com1827, merce, conclu pour dix ans, entre S. M. le Roi
de Prusse (Frédéric Guillaume III) et S. M.
l'Empereur du Brésil (Don Pedro I). Fait à Rio de Janeiro, le 9 Juillet 1827, avec un Article additionnel du
18 Avril 1828 ').

Les Sujets de chacune des Hautes Puissances contractantes, en restant soumis aux Lois du Pays, jouiront en leurs Personnes et Biens, dans toute l'Étendue des Territoires de l'autre, des mêmes Droits, Priviléges, Faveurs et Exemptions, qui sont ou seraient accordés aux Sujets de la Nation la plus favorisée. Ils ne seront point assujétis aux Visites et Recherches arbitraires, ni à aucun Examen ou Investigation de leurs Livres et Papiers, sous quelque Prétexte que ce soit. Dans le Cas de Trahison, Contrebande ou autres Crimes, dont les Lois des Pays respectifs font Mention, les Recherches, Visites, Examens et Investigations ne pourront avoir lieu qu'avec l'Assistance du Magistrat compétent, et en présence du Consul de la Nation à qui appartiendra la Partie prévenue du Vice-Consul ou de son Délégué, en Cas qu'il y en ait sur les Lieux.

Art. III. En Cas de Mésintelligence ou de Rupture entre les deux Puissances (puisse Dieu ne le permettre jamais!), lequel Cas ne sera réputé exister qu'après le Rappel ou le Départ des Agents diplomatiques respectifs, les Sujets de chacune des Hautes Puissances contractantes, résidant dans les Domaines de l'autre, pourront y rester pour leurs Affaires, sans

cueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. II. p. 470. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XIII. p. 346. (en allemand.) — British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828—1829. publié en 1822. p. 1201. Art. additionnel. p. 1205. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 322.

¹⁾ Handbuch, etc. p. 180. — Almanach de Gotha, 1840. p. 76.

²⁾ Allgemeine Preussische Staats-Zeitung, No. 128. du 8 Mai 1840. p. 512. Col. 2.

³⁾ Gesetzsammlung, 1828. No. 13. p. 75. (en français et en allemand.) — Martens, Re-

être gênés en quelque Manière qué ce soit, tant qu'ils continueront à se comporter pacifiquement, et à ne commettre aucune Offense contre les Lois. Dans le Cas cependant, où ils se rendraient suspects par leur Conduite, ils seront sommés de sortir du Pays, et il leur sera accordé un Termé pour se retirer avec leurs Biens, qui n'excédera pas huit Mois.

Les Individus accusés dans les États de l'une des Hautes Puissances contractantes, des Crimes de haute Trahison, Félonie, Fabrication de fausse Monnaie ou du Papier qui la représente, ne recevront point de Protection dans les États de l'autre, mais au contraire en seront expulsés, aussitôt qu'Elle en sera requise par le Gouvernement respectif.

Les Individus, qui déserteraient du Service de Mer ou de Terre d'une des Hautes Puissances contractantes, ne seront pas reçus dans les États de l'autre, mais seront arrêtés et remis ') sur la Réclamation des Agents consulaires respectifs.

Les Agents diplomatiques et consulaires de chacune des Hautes Puissances contractantes jouiront, selon leur Grade, dans les États de l'autre, des mêmes Faveurs, Honneurs, Priviléges, Immunités, Exemptions de Droits et de Charge, qui sont ou seront accordés aux Agents de la Nation la plus favorisée.

Il reste entendu, que les Agents consulaires ne pourront entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, sans l'Approbation préalable du Souverain dans les États duquel ils seront employés.

L'Art. XII. fixe la Durée du présent Traité à dix Années, à dater du Jour de la Ratification, et au-delà de ce Terme, jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une ou l'autre des Puissances contractantes aura annoncé son Intention de l'annuler 2).

Par l'Art. XIII., les deux Parties contractantes déclarent que l'Emploi exclusif des deux Langues, portuguise et française, dans la Rédaction du présent Traité, ne tirera point à conséquence pour l'Avenir.

L'Article additionnel statue que tous les Avantages de Navigation et de Commerce, qui sont ou seront concédés par une des Hautes Puissances contractantes, à une Ville, à une Nation ou à un État quelconque, à l'Exception de la Nation portugaise, seront de fait et de Droit accordés aux Sujets de l'autre, de la même Manière, que si ces Concessions étaient insérées Mot à Mot dans le Traité susmentionné, en observant toutesois les Conditions, sous lesquelles ces Avantages auraient été concédés.

Le Gouvernement brésilien ayant annoncé, le 25 Décembre 1838, son Intention d'annuler le Traité du 9 Juillet 1827, ledit Traité a cessé d'être en vigueur, à compter du 25 Décembre 1839 3).

¹⁾ Il aurait fallu lieres au lieu de remis.

²⁾ C'est à tort que le Texte français porte terminer au lieu d'annuler. Terminer un Traité, c'est achever, finir la Négociation, qui a pour

objet la Conclusion du Traité.

³⁾ Allgemeine Prensische Staats-Zeitung, du 16 Février 1839, sous la Rubrique de Magdebourg.

1360 LIV. III. CHAP. I. SECT. X. PRUSSE. §§. 6-11.

La Prusse entretient:

à Bahia et à Río de Janeiro, des Consuls,

à Fernambouc, un Vice-Consul 1).

§. 6.

PRUSSE ET CHINE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Prusse et la Chine.

Le Vice-Consulat que la Prusse entretenait à Canton 2), a été supprimé.

§. 7.

PRUSSE ET CRACOVIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 7. Russie et Cracovie. p. 1252.)

La Prusse entretient:

à Cracovie, un Ministre résident 1).

§. 8.

PRUSSE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 23. p. 1060.)

§. 9.

PRUSSE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 22. p. 238.)

§. 10.

PRUSSE ET ESPAGNE.

(Voyez plus haut Sect. III. §. 14. p. 482.)

§. 11.

PRUSSE ET ÉTAT DE L'ÉGLISE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Prusse et les États du St. Siège.

La Prusse entretient:

- à Rome (et Cività Vecchia), un Consul-général,
- à Ancone, un Consul,
- à Sinigaglia (et Fano), un Vice-Consul 1).

1) Handbuch, etc. 1839. p. 172. 175. 176. — Almanach de Gotha, 1840. p. 14. 15.

2) Handbuch, etc. 1839. p. 173. — Alman. de Gotha, 1840. p. 16.

3) Handbuch, etc. 1839. p. 170. — Alman. de Gotha, 1840. p. 215.

§.

4) Handbuch, etc. 1839. p. 172. 176. — Almanach de Gotha, 1840. p. 35. 36. 38.

§. 12.

PRUSSE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD 1).

Traité d'Amitié et de Commerce, pour dix 1785, Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et les États-Unis d'Amérique, signé à La Haye, le 10 Septembre 1785 2).

Les Art. II. et III. stipulent que les Sujets de part et d'autre jouiront de tous les Droits, Privilèges et Exemptions dans la Navigation et le Commerce, dont jouit ou jouira la Nation la plus favorisée, se soumettant néanmoins aux Lois et Usages établis dans les États respectifs, et auxquels sont sommis les Citoyens et Sujets desdits États, et les Citoyens et Sujets des Nations les plus favorisées.

Au Cas que quelque Vaisseau, appartenant à l'une des deux Parties contractantes, aurait fait Naufrage ou souffert quelque autre Dommage, sur les Côtes ou sous la Domination de l'autre, les Sujets ou Citoyens respectifs recevront, tant pour eux que pour leurs Vaisseaux et Effets, la même Assistance qui aurait été fournie aux Habitants du Pays où l'Accident arrive, et ils payeront seulement les mêmes Charges et Droits, auxquels lesdits Habitants auraient été assujétis en pareil Cas. Et si la Réparation du Vaisseau exigeait que la Cargaison fût déchargée en tout ou en partie, ils ne payeront aucun Impôt, Charge ou Droit de ce qui sera rembarqué et em-

1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. VII. Des Relations entre la Prusse et l'Amérique. §. 500. Commerce. p. 475. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. III. p. 285.

2) Herzberg, Recueil, T. I. p. 465. (en français.) — Jon. Elliot, l. c. p. 299. (en anglais et en français.) — Martens, Recueil, T. IV. p. 37. (en français.) — Nouvelles extraord. 1786. No. 68. Suppl. (en français.) — Historisches Portefeuille zur Kenntnifs der gegenwürtigen und vergangenen Zeit, sept Années, contenant chacune 12 Nos. (Erfurt 1782—1788. in 8°.) Année 1787. No. 12. p. 622. (en allemand.) — Storia dell'Anno 1786. p. 126. (en italien.) — Schoell, Hist. abrégée, T. IV.

Chap. XXI. p. 3. note 1. (cité.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 286. (en français.) Les Plénipotentiaires, chargés de négocier ce Traité, n'étant pas réunis dans la mème Ville), au moment de la Signature, l'Instrument, qu'ils dressèrent, porte quatre Detes différentes. La Signature du Dr. Franklin est datée du Village de Passy près de Paris, le 9 Juillet 1785; celle du Sr. Jefferson de Paris, le 28 Juillet 1785; celle du Sr. Adams de Londres, le 5 Août 1785; et celle du Plénipotentiaire prussien de La Haye, le 10 Septembre 1785.

Le Texte français ne rend pas toujours exactement le sens du Texte anglais, et contient plusieurs incorrections de style.

^{*)} Les *États-Unis* avaient muni de leurs Pouvoirs

¹º le Sr. John Adams, leur Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de la Grande-Bretagne.

²º le Docteur Benjamin Franklin, en dernier lieu, leur Ministre plénipotentiaire à la Cour de S. M. Très-Chrétienne.

³º le Sr. Thomas Jefferson, Ministre plénipotentiaire à la Cour de S. M. Très-Chrétienne.

Le Roi de Prusse avait constitué pour son Plénipotentiaire le Baron de Thulemeyer, son Envoyé extraordinaire auprès de Leurs Hautes Puissances les États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas.

porté. L'ancien et barbare Droit de Naufrage, sera entièrement aboli à l'égard des Sujets ou Citoyens des deux Parties contractantes.

Les Sujets ou Citoyens de l'une des deux Parties contractantes auront, dans les États de l'autre, la Liberté de disposer de leurs Biens personnels, soit par Testament, Donation ou autrement, et leurs Héritiers, étant Sujets ou Citoyens de l'autre Partie contractante, succéderont à leurs Biens, soit en vertu d'un Testament ou ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit en Personne, soit par d'autres agissant en leur Place, et en disposeront à leur Volonté, en ne payant d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays où la Succession est devenue vacante 1), sont assujétis en pareille Occurrence. En Cas d'Absence des Héritiers, on prendra aussi longtems des Biens qui leur seront échus, les mêmes Soins qu'on aurait pris en pareille Occasion des Biens des Natifs du Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire légitime ait agréé 2) des Arrangements pour recueillir l'Héritage.

S'il s'élève des Contestations entre différents Prétendants ayant Droit à la Succession, elles seront décidées en dernier Ressort, selon les Lois et par les Juges du Pays où la Succession est vacante. Et si, par la Mort de quelque Personne, possédant des Biens-fonds sur le Territoire de l'une des Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer, selon les Lois du Pays, à un Citoyen, Sujet de l'autre Partie, celui-ci, si, par sa Qualité d'Étranger, il est inhabile de les posséder, obtiendra un Délai convenable pour les vendre et pour en retirer le Provenu, sans Obstacle, exempt de tout Droit de Retenue de la part du Gouvernement des États respectifs. Mais cet Article ne dérogera en aucune Manière à la Force des Lois qui ont déjà été publiées, ou qui le seront dans la Suite, par S. M. le Roi de Prusse, pour prévenir l'Émigration de Ses Sujets.

Il sera accordé la plus parfaite Liberté de Conscience et de Culte aux Citoyens et Sujets de chaque Partie contractante dans les États de l'autre, et personne ne sera molesté à cet égard pour quelque Cause que ce soit, si ce n'est pour Insulte faite à la Religion de l'autre.

¹⁾ Succession vacante. Voyez plus haut p. 1266.
2) Le Texte anglais porte: "until the lawful "owner may take measures for receiving them."

De plus, si des Sujets et Citoyens de l'une des Parties contractuntes venaient à mourir dans la Jurisdiction de l'autre, leurs Corps seront enterrés dans les Endroits où l'on a la Coutame de faire les Enterrements, ou dans tel autre Lieu décent et convenable, et ils seront protégés contre toute Violence et Trouble.

Les Art. XII—XXII. traitent du Commerce neutre, des Visites sur Mer, des Prises et Reprises, de l'Embargo, etc.

L'Art. XIII. contient la Stipulation remarquable, que non seulement que le Pavillon couvre la Marchandise, mais encore que les Marchandises ci-devant appelées de Contrebande, telles que Armes, Munitions, etc., et destinées pour l'Ennemi, ne seront point confisquées, mais seulement détenues, en accordant même un Dédommagement pous les Pertes résultant de la Détention.

S'il survient une Guerre entre les Parties contrac-Art. XXIII. tantes, les Marchands de l'un des deux États, qui résideront dans l'autre, auront la Permission d'y rester encore neuf Mois, pour recueillir leurs Dettes actives et arranger leurs Affaires; après quoi ils pourront partir en toute Liberté et emporter tous leurs Biens, sans être molestés ni empêchés. Les Femmes et les Enfants, les Gens de Lettres de toutes les Facultés 1) 2), les Cultivateurs, Artisans, Manufacturiers et Pêcheurs, qui ne sont point armés, et qui habitent des Villes, Villages ou Places 3) qui ne sont pas fortifiées, et en général tous ceux dont la Vocation tend à la Subsistance et à l'Avantage commun du Genre humain, auront la Liberté de continuer leurs Professions respectives, et ne seront point molestés en leurs Personnes, ni leurs Biens ou leurs Maisons incendiés ou autrement détruits, ni leurs Champs ravagés par les Armées de l'Ennemi, au Pouvoir duquel ils pourraient tomber par les Évènements de la Guerre; mais si l'on se trouve dans la Nécessité de prendre quelque Chose de leurs Propriétés pour l'Usage de l'Armée ennemie, la Valeur en sera payée à un Prix raisonnable. Tous les Vaisseaux marchands et commerçants, employés à l'Échange des Productions de différents Endroits, et par conséquent destinés à faciliter et répandre les Nécessités, les Commodités et les Douceurs de la Vie, passeront librement et sans être molestés.

Et les deux Puissances contractantes s'engagent à n'ac-

¹⁾ Le Texte anglais porte: "Scholars of "every faculty."

²⁾ Faculté. Voyez plus haut p. 810. Col. 1. note †.

³⁾ Le Texte anglais porte: "towns, villages "or places;" il est évident que places aurait dû être rendu en français par Lieux ou Endroits.

corder aucune Commission à des Vaisseaux armés en Course, qui les autorisat à prendre ou à détruire ces Sortes de Vaisseaux marchands, ou à interrompre le Commerce 1).

Art. XXV. Les deux Parties contractantes se sont accordées mutuellement la Faculté de tenir dans leurs Ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires de leur Choix, et dont les Fonctions seront déterminées, par un Arrangement particulier, lorsque l'une des deux Puissances aura nommé à ces Postes. Mais dans le Cas que tel, ou autre de ces Consuls, veuille faire le Commerce, il sera soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de sa Nation à l'Endroit où il réside.

Lorsque l'une des deux Parties contractantes accordera dans la Suite quelque Faveur particulière en fait de Navigation ou de Commerce à d'autres Nations, elle deviendra aussitôt commune à l'autre Partie contractante, et celleci jouira de cette Faveur, gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est sion est conditionnelle.

L'Art. XXVII. fixe la Durée du Traité à dix ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications, et les Puissances contractantes conviennent, que si l'Expiration de ce Terme arrivait dans le Cours d'une Guerre entre Elles, les Articles ci-dessus stipulés pour régler leur Conduite en Tems de Guerre, conserveront toute leur Force, jusqu'à la Conclusion du Traité qui rétablira la Paix.

Traité d'Amitié et de Commerce, pour dix 1799, Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et les États-Unis d'Amérique, conclu à Berlin, le 11 Juillet 1799 2).

Les Art. I—XI. reproduisent littéralement les Stipulations énoncées dans les Art. I—XI. du Traité précédent de 1785.

Les Art. XII. XIV. XVI. XXI. et XXIII. dérogent aux Stipulations énoncées dans les Art. XII. XIV. XVI. XXI. et XXIII. du Traité de 1785.

Les Art. XIII. XV. XVII—XX. XXII. et XXIV—XXVII. reproduisent littéralement les Stipulations contenues dans les Art. XIII. XV. XVII—XX. XXII. et XXIV—XXVII. du Traité de 1785.

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1828, douze Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et les États-Unis d'Amérique; conclu à Washington, le 1 Mai 1828 1).

- 1) Voyez plus haùt T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. O. p. 323. Col. 1. cont. de la note 1. de la p. 322. Col. 1.
- 2) Jon. Elliot, l. c. p. 320. (en anglais et en français.) Martens, Recueil, T. VI.
- (seconde édition) p. 668. (en anglais et en français.) Nouvelles politiques, 1802. No. 2—6. (en français.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 302. (en français.)
- 3) Gesetzsammlung 1829. No. 6. p. 25. (en français et en allemand.) Neueste Staats-

Les Art. 1-VI. et VIII. statuent sur les Facilités accordées de part et d'autre au Commerce et à la Navigation des deux États.

L'Art. VII. établit que les Articles précédents ne sont pas applicables à la Navigation des Côtes ou Cabotage de chacun des deux Pays, que l'une et l'autre des Parties contractantes se réservent exclusivement.

L'Art. IX. reproduit la Stipulation énoncée dans l'Art. XXVI. du Traité de 1799. (Voyez' plus haut p. 1364.)

mutuellement la Faculté de tenir dans leurs Ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires de leur Choix, qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées; mais dans le Cas où lesdits Consuls voudraient faire le Commerce, ils seront soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de leur Nation, à l'Endroit où ils résident. (Comp. plus haut p. 1364. les Art. XXV. des Traités de 1785 et de 1799.)

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne requissent leur Intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes ') du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requerir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leurs Pays; et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront

Akten, T. XV. p. 422. (en allemand.) — Laws of the United States of America, from the 4th of March 1827 to the 3d of March 1833 (Washington 1835. in 8°.) (le Bulletin des Lois se public annuellement à Washington) T. VIII. p. 924. 925. (en anglais et en français.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. II. p. 615. (en français.) — d'Hau-

terive et de Cussy, l. c. P. II. T. III. p. 318. (en français.)

1) Le Texte français, inséré dans la Gesetzsammlung, porte, par erreur, "Parties con-"tractantes," au lieu de "Parties contendantes." M. Saalfeld et d'Hauterive et de Cussy ont reproduit cette Faute, qui ne se trouve point dans le Recueil de Lois américain cité plus haut. par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres de Navires ou Rôles de l'Équipage, que de tels Individus ont fait partie desdits Équipages; et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point réfusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation; mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Toutesois, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de l'Affaire, ait rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

L'Art. XII. remet en vigueur l'Art. XII. du Traité de 1785 et les Art. XIII. et suivants, jusqu'à l'Art. XIV. inclusivement du Traité de 1799, en exceptant le dernier Paragraphe de l'Art. XIX.

Les Parties contractantes, désirant toujours, conformément à l'Intention déclarée dans l'Art. XII. dudit Traité de 1799, pourvoir entre Elles, ou conjointement avec d'autres Puissances maritimes, à des Stipulations ultérieures qui puissent servir à garantir une juste Protection et Liberté au Commerce et à la Navigation des Neutres, et à aider la Cause de la Civilisation et de l'Humanité, s'engagent ici, comme alors, à se concerter ensemble sur cet Objet, à quelque Époque future et convenable.

L'Art. XIII. traite des Ports bloqués.

L'Art. XIV. reproduit littéralement la Stipulation exprimée dans les Art. X. des Traités de 1785 et de 1799. (Voyez plus haut p. 1362. et 1364.)

L'Art. XV. fixe la Durée du Traité à douze ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications; et si, douze mois avant l'Expiration de ce Terme, ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'annonce à l'autre, par une Déclaration officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ledit Traité restera obligatoire pendant un An au delà de ce Terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une telle Déclaration, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

Par l'Art. XVI., les Plénipotentiaires respectifs, en signant les Articles qui précèdent, et en y apposant leurs Sceaux, déclarent toutesois que la Signature dans ces deux Langues ne doit pas, par la suite, être citée comme Exemple, ni en aucune Manière porter Préjudice aux Parties contractantes 1).

La Prusse entretient:

- à Baltimore, Boston, Charleston, New-York, Nouvelle-Orléans et Philadelphie, des Consuls,
- à New-Port (Rhode-Island), un Vice-Consul 2).
- 1) Le sens de cet Article fort mal rédigé est que l'Emploi exclusif des deux Langues, anglaise et française, dans la Rédaction du présent Traité, ne doit point tirer à conséquence

pour l'avenir.

2) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 172. 173. 175. — Almanach de Gotha, 1840. p. 2—6.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord entretiennent:

- , à Stettin, un Consul,
 - à Dantzig, Koenigsberg, Memel et Swinemunde, des Agents consulaires ').

§. 13.

PRUSSE ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

Traité d'Amitié, de Navigation et de Commerce, pour douze Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et les États-Unis du Mexique, conclu à Londres, le 18 Février 1831 °). Tous les Commerçants, Patrons de Navires, et au-Art. VII. tres Sujets de S. M. le Roi de Prusse, jouiront dans les États-Unis du Mexique, d'une pleine Liberté d'y résider, louer des Maisons et Magasins, voyager, commercer, transporter des Productions, des Métaux et des Monnaies, de traiter eux-mêmes leurs propres Affaires, ou d'en confier le Soin à qui bon leur semblera, soit Commissionnaire, Courtier, Agent ou Interprète, et ils ne seront point tenus d'employer à cet Effet d'autres Personnes, ou de leur donner un plus grand Salaire ou Rémunération, que n'en employent ou ne leur payent les Nationaux eux-mêmes.

Pareillement, il appartiendra à chaque Vendeur ou Acheteur une parfaite Liberté de régler et de fixer dans tous les Cas, comme bon leur semblera, le Prix des Marchandises importées ou à exporter, sans Égard à leur Nature, en se conformant aux Lois et Coutumes du Pays.

Les Citoyens du Mexique jouiront des mêmes Prérogatives, et aux mêmes Conditions, dans les États de S. M. le Roi de Prusse.

An. VIII.
..... Les Sujets et Citoyens des Parties contractantes seront exempts de tout Service militaire forcé de
Terre et de Mer.

Aucun Emprunt forcé ne leur sera imposé en particulier,

¹⁾ Handbuch, etc. 1839. p. 181. — Alman. de Gotha, 1840. p. 76 — 78. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 8.

allemand et en français.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVI. p. 534. (en français et en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 54. (en français.)

²⁾ Gesetzsammlung 1835. No. 4. p. 21. (en

et leur Propriété ne sera sujette à aucunes autres Charges, Réquisitions ou Impositions, que celles exigées des Indigènes du Pays même.

Les Sujets et Citoyens des Parties contractantes joui-Art. IX. ront de part et d'autre, pour leurs Personnes, leurs Maisons et leurs Biens, de la Protection la plus complète, et la plus constante. Ils auront, pour la Poursuite et la Défense de leurs Droits, un Accès libre et facile auprès des Tribunaux; ils auront la Liberté d'employer les Avocats, Procureurs ou Agents qu'ils jugeront convenables; et en général, dans l'Administration de la Justice, comme aussi dans tout ce qui concerne la Succession aux Propriétés personnelles, par Testament, ou autrement, et par rapport à la Faculté de disposer de la Propriété personnelle, par Vente, Donation, Échange, dernière Volonté, ou de quelque autre Manière, ils jouiront des mêmes Prérogatives et Libertés, que les Indigènes du Pays où ils résident, et dans aucun de ces Cas ou Circonstances, ils ne seront assujétis à de plus fortes Impositions et Droits que ne le sont les Indigènes; et si, par la Mort de quelque Personne possédant des Biens-fonds sur le Territoire de l'une des Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer, selon les Lois du Pays, à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie, celui-ci, dans le Cas où, en sa Qualité d'Étranger, il serait inhabile à les posséder, obtiendra un Délai convenable pour les vendre, et pour en retirer le Produit, sans Obstacle, et exempt de tout Droit de Retenue de la part du Gouvernement des États respectifs.

Les Sujets de S. M. le Roi de Prusse, qui se trouvent dans les États-Unis du Mexique, ne seront ni molestés ni inquiétés en aucune Manière, à l'égard de leur Religion, bien entendu qu'ils respecteront la Religion comme aussi la Constitution, les Lois et les Coutumes du Pays. Ils jouiront du Privilége, qui leur a déjà été accordé, d'inhumer dans les Lieux destinés à cet Effet, les Sujets de S. M. qui viendraient à décéder dans les dits États, et les Enterrements ou Tombeaux ne seront d'aucune Manière, et sous aucun Prétexte, troublés ou endommagés.

Les Citoyens mexicains auront, dans tous les États du Roi, le libre Exercice de leur Religion, en public ou en particulier, dans leurs Maisons ou dans les Édifices destinés au Culte. Pour la plus grande Sûreté du Commerce entre les Sujets et Citoyens des deux Parties contractantes, il est convenu de plus que si, tôt ou tard, les Relations d'Amitié, qui existent actuellement entre Elles, venaient à être rompues, un Terme de six Mois sera accordé aux Commerçants qui se trouveraient alors sur les Côtes, et d'une Année entière à ceux qui se trouveraient alors dans l'Intérieur du Pays, pour régler leurs Affaires et pour disposer de leurs Propriétés, et, qu'en outre un Sauf-Conduit leur sera accordé pour s'embarquer dans tel Port qu'ils choisiront à leur propre Gré.

Tous les autres Sujets et Citoyens, qui auraient un Établissement fixe et permanent dans les États respectifs, pour l'Exercice de quelque Profession ou Occupation particulière, jouiront de l'Avantage de pouvoir rester et de continuer cette Profession, sans qu'on les inquiète d'aucune Manière dans la pleine Jouissance de leur Liberté et de leurs Biens, aussi longtems qu'ils se conduisent paisiblement, et ne commettent aucune Offense contre les Lois du Pays; leurs Propriétés ou Biens, de quelque Nature qu'ils puissent être, ne seront sujets à aucune Saisie, Séquestre, ni à d'autres Charges ou Impositions, que celles exigées des Indigènes.

De même, ni les *Deniers* dus par les *Particuliers*, ni les *Fonds publics*, ni les *Actions de Société*, ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués.

Art. XIII. Chacune des Parties contractantes pourra nommer des Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, afin de résider sur le Territoire de l'autre, pour la Protection du Commerce. Mais, avant que quelque Consul exerce ses Fonctions comme tel, il devra être approuvé et admis dans la Forme usitée par le Gouvernement sur le Territoire duquel il devra résider, tandis que chacune des deux Purties se réserve le Droit d'excepter de la Résidence des Consuls, tels Points particuliers, où Elle ne juge pas expédient de les admettre.

Les Agents diplomatiques et Consuls du Mexique, dans les États de S. M. le Roi de Prusse, jouiront de toutes les Prérogatives, Exèmptions et Immunités, qui sont ou seront accordés ultérieurement aux Agents du même Rang de la Nation la plus favorisée; et réciproquement, les Agents diplomatiques et Consuls du Roi, jouiront, sur le Territoire des États-Unis du Me-

xique, de toutes les Prérogatives, Exemptions et Immunités dont les Agents diplomatiques et Consuls mexicains jouiront dans le Royaume de Prusse.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux respectifs pourront, au Décès de chacun de leurs Nationaux, croiser de leurs Scellés, soit à la Réquisition des Parties intéressées, soit d'Office, ceux apposés par l'Autorité compétente sur les Effets mobiliers et Papiers du Défunt, et dès-lors ces doubles Scellés ne seront levés que de concert. Ils assisteront à l'Inventaire qui sera fait de la Succession lors de la Levée des Scellés, et Copie leur sera délivrée par l'Autorité compétente, taut de cet Inventaire que des Dispositions de dernière Volonté qu'aurait laissé le Défunt. Si les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux sont munis de Pleins-Pouvoirs en Forme légale par les Héritiers dûment légitimés, la Succession leur devra être remise de suite, excepté le Cas d'Opposition subsistant de quelque Créancier national ou étranger.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne requissent leur Intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays; et ils s'adresseront, à cet Effet, aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront, par écrit, les Déserteurs susmentionnés, en prouvant, par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait

partie desdits Équipages; et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation; mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Toutefois, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de l'Affaire, ait rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Si l'une des Parties contractantes accorde, par la Suite, à d'autres Nations quelque Faveur particulière, en fait de Commerce ou de Navigation, cette Faveur deviendra aussitôt commune à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

L'Art. XV. fixe la Durée du Traité à douze Années, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications; et si, douze Mois avant l'Expiration de ce Terme, ni l'une ni l'autre des Perties contractantes n'annonce à l'autre, par une Déclaration officielle, son Intention d'en saire cesser l'Effet, ledit Traité restera obligatoire pendant un An et au-delà de ce Terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivrent une telle Déclaration, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

Dans un Accord du 12 Mai 1832, entre les deux Parties, pour la Prolongation des Délais de Ratification, les Dispositions énoncées dans les Art. II. VII. et XIII. ont essuyé quelques Modifications 1).

La Prusse entretient:

- à Veracruz, un Consul,
- à Matamoros (sur la Mer Atlantique), à Mexico, et à Tampico de Tamanlipas, des Vice-Consuls²).

Les États-Unis du Mexique entretiennent:

- à Elberfeld, un Vice-Consul pour les Provinces du Rhin et de Westphalie,
- à Stettin, un Vice-Consul 1).

§. 14.

PRUSSE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 37. p. 140.)

- 1) Voyez plus haut p. 1367. Col. 1. note 2.
- 7. Col. 1. note 2. 1840. p. 66. 67.
- 2) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 175—177. Almanach de Gotha,
- 3) Handbuch, etc. 1839. p. 181. Alman. de Gotha, 1840. p. 76. 77.

§. 15.

PRUSSE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 32. p. 813.)

§. 16.

PRUSSE ET GRÈCE.

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1839, dix Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et S. M. le Roi de la Grèce (Othon I), conclu à Athènes, le 12 Août (31 Juillet) 1839 1).

Les Sujets de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, avec toute Sûreté pour leurs Personnes, Vaisseaux et Cargaisons, aborder librement dans les Ports, Places et Rivières des Territoires de l'autre, partout où le Commerce étranger est permis aux Nationaux. Ils pourront s'y arrêter, et résider, dans quelque Partie que ce soit, desdits Territoires, et ils jouiront généralement, tant pour leurs Personnes, que pour leurs Propriétés, de la plus entière Sécurité, et il leur sera accordé pour les Affaires de leur Négoce, la même Protection, dont jouissent les Indigènes, à charge de se soumettre aux Lois et Ordonnances des Pays respectifs.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la Faculté d'entretenir dans Ses Ports et Places de Commerce, des Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce, qui jouiront de toute la Protection et recevront toute l'Assistance nécessaire pour remplir dûment leurs Fonctions, mais Elles se réservent la Faculté de refuser la Résidence d'un Consul, Vice-Consul ou Agent dans tel Endroit qu'Elles jugeront à propos d'en excepter.

Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernement respectifs, et après avoir obtenu l'Exéquatur de celui dans le Territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre Pays, tant dans leurs Personnes, que pour l'Exercice de leurs Fonctions, des Priviléges dont y jouissent les Consuls des Nations les plus favorisées. Il est pourtant entendu, que si ces Priviléges ne sont accordés aux autres Nations que sous des Conditions spéciales, le Gou-

¹⁾ Gesetzsammlung 1839. No. 5. p. 65. (en français et en allemand.)

vernement respectif ne peut y prétendre qu'en remplissant ces mêmes Conditions.

Du reste, il est expressément déclaré que, dans le Cas d'une Conduite illégale ou impropre envers les Lois ou le Gouvernement du Pays, dans lequel lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce résideraient, ils pourront être privés de l'Exercice de leurs Fonctions par le Gouvernement offensé, qui fera connaître à l'autre Ses Motifs pour avoir agi ainsi. Bien entendu cependant que les Archives et Documents relatifs aux Affaires du Consulat, seront à l'Abri de toute Recherche, et devront être soigneusement conservés sous le Scellé des Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux et de l'Autorité de l'Endroit.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, ou ceux qui seraient dûment autorisés à les suppléer, auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et Équipages des Bâtiments de la Nation, dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne requissent leur Intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu, que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Patrie.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement de Déserteurs des Navires de guerre et marthands de leur Pays, et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait Partie des dits Équipages, et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis

à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutesois, que si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti ') de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Dans le Cas où quelque Bâtiment de l'une des Hautes Art. XVIII. Parties contractantes aurait échoué, fait Naufrage ou souffert quelque Dommage sur les Côtes de la Domination de l'autre, il sera donné toute Aide et Assistance aux Personnes naufragées, ou qui se trouveraient en Danger, et il leur sera accordé des Passeports pour rentrer dans leur Patrie. Les Bâtiments et les Marchandises naufragés, ou leurs Produits, s'ils ont été vendus, seront restitués à leurs Propriétaires ou Ayants-Cause, s'ils sont réclamés dans l'An et Jour, en payant les Frais de Sauvetage que payeraient les Bâtiments nationaux dans les mêmes Cas, et les Compagnies de Sauvetage ne pourront faire accepter leur Service que dans les mêmes Cas, et après les mêmes Délais qui seraient accordés aux Capitaines et aux Équipages nationaux. Les Gouvernements respectifs veilleront d'ailleurs à ce que ces Compagnies ne se permettent point de Vexations ou d'Actes arbitraires. Les Articles sauvés ne seront assujétis à payer des Droits qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la Consommation dans le Pays où le Naufrage a eu lieu. En tout Cas, les Agrés du Navire naufragé ne seront soumis à aucun Droit.

Par l'Art. XXI. S. M. le Roi de la Grèce déclare être prêt à appliquer les Dispositions du présent Traité (en tant que ces Dispositions, concernant la Navigation et le Commerce maritime, ne seraient pas nécessairement limitées à la Prusse) à ceux des États allemands faisant partie avec la Prusse de l'Association de Douanes et de Commerce, qui viendraient à exprimer le Désir d'entrer en Réciprocité avec la Grèce.

L'Art. XXII. fixe la Durée du présent Traité à dix Années, à partir du Jour de l'Échange des Ratifications; et si, avant l'Expiration des neuf premières Années, l'une ou l'autre des deux Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification officielle, son Inten-

¹⁾ Nanti. Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1.

tien d'en faire cesser l'Effet, ce Traité restera obligatoire, une Année au-delù, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une semblable Notification, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

La Prusse entretient:

- à Patras, un Consul,
- à Santorin, un Vice-Consul 1).

§. 17.

PRUSSE ET HANOVRE.

Il, n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et le Hanorre.

La Prusse entretient:

à Emden et à Lecr, des Consuls 2).

Le *Hanovre* entretient:

- à Dantzig, Koenigsberg (et Pillau), Memel, Stettin et Stralsund, des Consuls,
- à Swinemunde, un Vice-Consul').

§. 18.

PRUSSE ET MECKLEMBOURG (SCHWÉRIN).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et le Mecklembourg (Schwérin). Le Mecklembourg (Schwérin) accéda, le 2 Décembre 1826, au Système des Contributions indirectes de la Prusse pour les Possessions mecklenbourgeoises enclavées dans le Territoire prussien 4).

Un Traité du 19 Décembre 1826 5) établit la Réciprocité du Traitement des Bûtiments murchands et de leurs Cargaisons dans les États respectifs.

La Prusse entretient:

à Rostock et à Wismar, des Consuls 6).

§. 19.

PRUSSE ET OLDENBOURG.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et le Grand-Duché d'Oldenbourg.

- 1) Handbuch, etc. 1839. p. 175. 176. Almanach de Gotha, 1840. p. 60.
- 2) Handbuch, etc. 1839. p. 173. 174. Almanach de Gotha, 1840. p. 62. Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Hannover, 1838. p. 88—92.
- 3) Handbuch, etc. 1839. p. 181. Alman. de Gotha, 1840. p. 76—78. H. u. Staats-Handbuch f. d. K& Hannover, 1838. p. 94.
- 4) Voyez plus haut p. 1350. Col. 1. Tabl. L. B. Traité I. lit. c.
- 5) Traité pour huit ans, entre la Prusse (Frédéric Guillaume III) et le Grand-

Duché de Mecklembourg-Schwérin (Frédéric François); concernant la Réciprocité à observer dans le Traitement des Navires et de leurs Cargaisons appartenant aux deux États: signé à Berlin, le 19 Décembre 1827. [Gesetzsammlung 1826. No. 4. p. 21. (en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. P. II. p. 1204. (en allemand.) — Neueste Staats-Akten, T. VIII. p. 51. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 43. 335. (cité.)]

6) Handbuch, etc. 1839, p. 176, 177. — Almanach de Gotha, 1840, p. 65, 66.

Le Grand-Duché d'Oldenbourg accéda, le 24 Juillet 1830, pour la Principauté de Birkenfeld, au Système prussien des Contributions indirectes 1).

Un Traité de Navigation, pour dix Ans, sut signé entre les deux États, le 26 Juillet 1830 2).

La Prusse entretient:

à Oldenbourg, un Consul 3).

Le Grand-Duché d'Oldenbourg entretient:

à Memel, un Consul 1).

§. 20.

PRUSSE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 33. p. 966.)

§. 21.

PRUSSE ET POLOGNE.

Acte séparé entre S. M. le Roi de Prusse (Fré1775, déric II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et
la République de Pologne, contenant tout ce qui a
rapport au Commerce des deux États contractants, conclu
à Varsovie, le 18 Mars 1775 5).

Par l'Art. X. du Traité du 18 Septembre 1773, entre lesdites Puissances 6), il avait été stipulé que tout ce qui serait arrangé dans des Conventions séparées, qui auraient lieu plus tard, par rapport au Commerce des deux Nations, aurait la même Force et Valeur que si cela était inséré mot à mot dans le susdit Traité.

Tous les Sujets du Royaume de Pologne, sans Distinction, jouiront de l'entière Protection de S. M. le Roi de Prusse, et obtiendront dans Scs États la plus exacte Justice.

Ils

- 1) Voyez plus haut p. 1351. Col. 2. Tabl. I. B. Traité II. lit. g.
- 2) Traité de Navigation entre la Prusse (Frédéric Guillaume III) et le Grand-Duché d'Oldenbourg (Paul Frédéric Auguste), signé à Berlin, le 26 Juillet 1830. [Gesetzsammlung 1830. No. 15. p. 114. (en allemand.) Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XII. p. 385. (en allemand.) Neueste Staats-Akten, T. XIX. p. 397. (en allemand.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 90. 336. (cité.)]
- 3) Handbuch, etc. 1839. p. 172. Alman. de Gotha, 1840. p. 68.
- 4) Handbuch, etc. 1839. p. 181. Alman. de Gotha, 1840. p. 77.
- 5) Konstytucye publiczne, T. I. p. 81. (en polonais.) Martens, Recueil, T. II. p. 164. (en français.) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 70. (cité.) d'Haute-

- rive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 339. (en français.) Nous avons fait disparaître, dans les Articles que nous rapportons, les nombreuses Incorrections qui se trouvent dans la Version donnée par M. d'Hauterive et de Cussy.
- 6) Traité entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, conclu à Varsovie, le 18 Septembre 1773. [Konstytucye publiczne, T. l. p. 33. (en polonais.) Mercure historique et politique, Année 1773. T. II. p. 472. (en français.) Storia dell' Anno 1773. p. 131. (en italien.) Imprimé séparément en allemand, à Vienne, 1773. in 4°. Büsching, Magazin, T. IX. p. 519. (en français.) Moser, Versuch, T. V. p. 87. (en français.) Hertzberg, Recueil, T. I. p. 385. (en français.) Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 67. (Sommaire.)]

Ils ne pourront être inquiétés ni arrêtés sous aucun Prétexte, à moins que ce ne soit pour Dettes, ou qu'ils aient commis des Crimes ou Délits dont la Connaissance appartient aux Cours ordinaires de Justice; hors lesquels Cas ils pourront aller librement, partout sans Crainte d'être enrôlés dans les Troupes, S. M. défendant expressément de leur faire la moindre Violence à cet Égard, et enjoignant aux Commandants des Régiments de renvoyer sans Délai ceux qui auraient essuyé quelque Violence, et d'en punir sévèrement les Auteurs, sous Peine d'encourir sa Disgrâce.

Tous les Sujets de S. M. le Roi de Prusse jouiront de la part du Gouvernement polonais de la même Protection, et il ne sera payé

Comme enfin, on ne saurait au sortir des Troubles de la Pologne, porter d'abord l'Attention sur tous les Intérêts possibles du Commerce réciproque, les deux Hautes Parties contractantes se réservent, en Cas de Besoin, de les spécifier plus particulièrement à l'avenir, et de les régler à l'Avantage mutuel des deux États.

§. 22.

PRUSSE ET PORTE OTTOMANE 1).

La Prusse n'avait eu encere aucun Rapport direct avec la Cour ottomane, lorsqu'en 1718, seus le règne d'Achmet III, le Grand-Vézir lui fit des Ouvertures amicales dans une Lettre adressée au Ministre du Cabinet du Roi Frédéric Guillaume I, ayant pour objet d'établir des Relations politiques entre les deux États. La Lettre resta sans réponse, et des Ouvertures semblables, souvent renouvelées depuis, ne conduisirent à aucun résultat; les Démarches du Diman avaient été appuyées d'une part par la France, la Suède et Naples, et controcarrées de l'autre part par l'Autriche, l'Angleterre et la Russie 2).

1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. IV. Des Relations entre la Prusse et la Porte. §. 495. Traité d'Amitié. p. 471. — L'aperçu des Relations entre la Prusse et la Porte, donné par MM. d'Hauterive et de Cussy (l. c. Part. II. T. V. p. 123.), tentient deux erreurs:

1º Le Traité de 1761 n'accorde nullement aux Prussiens les Avantages obtenus précédemment par les Français et les Anglais; il dit simplement qu'on observera envers les Prussiens entièrement le même Traitement qu'envers les autres Puissances amies. Disposition très vague, très insuffisante, dans les Rapports avec un Gouvernement dont la Diplomatie consiste à trouver des Faux-fuyants, et que la Prusse invoquerait en vain, si elle voulait prétendre à

tel ou tel Avantage ou Privilège spécialement accordé aux Français ou aux Anglais. (Comparez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XIII. Turquie. §. 5. p. 528.)

2º La Porte ne s'est nullement engagée par le Traité de 1761, à faire respecter le Pavillon prussien par les Barbaresques, le Traité de 1761 ne fait aucune Mention des Barbaresques. L'Engagement pris par la Porte, de ne point laisser molester et infester les Bâtiments prussiens par les Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, est énoncé dans l'Art. II. du Traité d'Allance de 1790.

2) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXIV. p. 246. Liv. LXV. p. 311. — Ibidem, T. VIII. Liv. LXVIII. p. 45. 46. 85. Liv. LXIX. p. 136—138.

En 1755, Frédéric le Grand enveya à Constantinople le Sr. de Rexin'1), Porteur d'une Lettre de Félicitation pour le Sultan Osman, à l'occasion de son Avènement au Trône, et chargé en même tems de terminer les Négociations entamées par l'Entremise de la Suède et de la France, pour la Conclusion d'un Traité d'Amitié avec la Porte. Le Sultan répondit à la Lettre de Félicitation du Roi, mais le Diwan déclara que pour affermir la bonne Intelligence avec la Prusse, on attendrait avec l'Aide de Dieu une autre Année propice. Rexin fut envoyé de nouveau à Constantinople, en 1758, pour féliciter le Sultan Mustaphe, qui venait de succéder à Osman II, pour reprendre les Négociations relatives au Traité d'Amitié, et pour déterminer la Porte à entrer dans une Alliance contre la Cour de Vienne. Rexin promit et fit espérer beaucoup, mais ni ses Promesses, ni ses Espérances ne se réalisèrent, et il ne résulta finalement de sa longue Négociation que le Traité d'Amitié et de Commerce, conclu à Constantinople, le 22 Mars 2) 1761, malgré les efforts des Ministres d'Autriche et de Russie, pour l'empêcher 3).

Traité d'Amitié et de Commerce entre S. M.

1761, Frédéric II, Roi de Prusse, et le Sultan des Ottomans, Mustapha III, conclu à Constantinople, le 22 Mars 1761 *). (Original en turc et en italien.)

des Sujets prussiens) souffraient quelque Endommagement, il leur sera permis de les faire radouber; ils pourront aussi acheter des Vivres, Boissons et toutes Choses dont ils auront besoin pour leur Entretien, en les payant de leur Argent, sans être empêchés par personne. Quant à l'Achat et à la Vente de

- 1) Godefroi Fabien Haude, natif de Hirschberg en Silésie, avait d'abord été Commis de la Maison de Commerce autrichienne Hubsch, à Constantinople; après avoir été employé pendant quelque tems dans la Chancellerie de l'Internonce impérial près la Porte, il devint Cornette*) dans le Régiment autrichien de Birkenfeld, et, de retour en Silésie, sa patrie, il passa au service de Frédéric le Grand qui, en 1754, l'anoblit, en lui donnant le nom et les armoiries de la famille éteinte de Rexin. (Preufs, Friedrich der Große (Berlin 1832—1834. T. I—IV. et Documents (Urkundenbuch) T. I—IV. in 8°.) T. I. p. 457. 458. T. II. p. 121. 122.)
- 2) Hertzberg, Wenck et Martens, donnent à ce Traité la date du 22 Mars 1761, qui répond au 26 Schiaban 1174 de l'Hégire. Mr. de Hammer rapporte la date de l'Hégire, 22 Schiaban 1174, qu'il fait correspondre au 29 Mars 1761; il se trompe; le 22 Schiaban 1174 répond au 18 Mars 1761, et le 29 Mars 1761 répond au 4 Ramadan 1174.

- 3) von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXX. p. 190. 204. 240. 241. Preufs, l. c. T. II. p. 122. Hertzberg, Recueil, T. III. (première édition) p. 34. note. Histoire de mon Tems, dans les Oeuvres posthumes du Roi de Prusse, T. III. p. 73.
- 4) Hertzberg, Recueil (2 de édition. Berlin 1790.) **), T. I. p. 486. (en italien.) (Cepie remplie de fautes et d'erreurs.) Wenck, l. c. T. III. p. 270. (en italien.) Martens, Recueil, T. I. p. 1. (en italien et en français.) von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXX. p. 240. 241. Ce Traité est omis dans l'Hist. abrégée de Mr. Schoell. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 123. (en français.)
- La Traduction française, publiée par Martens et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, n'est ni fidèle ni correcte. Celle que nous donnons a été faite sur le Texte italien original, conservé aux Archives du Ministère des Affaires étrangères.

^{*)} Cornette, Officier d'une Compagnie de Cavalerie, qui était chargé de porter l'Étendard.

Cornette se disait autrefois de l'étendard d'une Compagnie de Cavalerie, et, par extension, mais

plus rarement, de la troupe même. (Dict. de l'Académie.)

[&]quot;) Ce Traité ne se trouve point dans la première édition.

tous les Objets et Marchandises non prohibés, on leur accordera, ainsi qu'aux Marchands prussiens, entièrement le même Traitement qui s'observe envers les Marchands des autres Puissances amies. et si quelque Navire prussien faisait Naufrage dans les Ports et Échelles de l'Empire ottoman, les Gouverneurs, Juges et Officiers du Lieu, devront avoir Soin de le préserver de tout Acte d'Hostilité, et de remettre tous les Effets et Marchandises sauvés du Naufrage, à ceux des Consuls prussiens qui se trouveront dans le Voisinage, pour être restitués à leurs Propriétaires, sans que pour cela on puisse demander autre Chose, que le Salaire ordinaire de ceux qui auront servi à les sauver et à les transporter, et si lesdits Effets et Marchandises venaient à être enlevés, on devra tâcher de les retrouver et de les reprendre, pour les consigner et restituer en entier.

aucun Droit de Douanes ni autre Impôt pour les Effets, Hardes et autres Choses appartenant à lui personnellement, ni pour les Objets qu'il voudra employer à faire des Présents. et, pour ce qui concerne la Douane, on observera envers les Prussiens le même Traitement qu'envers les autres Puissances amies, et on ne demandera point des Prussiens, ni de ceux qui dépendent d'eux, de l'Argent à titre de Kassabiyè 2).

Art. III. Lorsque des Marchands de la sublime Porte noliseront des Navires prussiens, pour transporter leurs Effets et Marchandises, on observera, touchant le Nolis, le même Traitement qui a lieu vis-à-vis des autres Puissances, et les Marchands prussiens, qui importeront ou exporteront des Effets sur leurs Navires, devront payer, sans aucune Difficulté, aux Ministres et Consuls prussiens, le Droit appelé Consulat, pour tous les Objets qui, suivant l'Usage, sont soumis au Payement des Droits de Douane.

Art. IV. Le Ministre prussien, résidant auprès de la sublime Porte, devra jouir de l'Indépendance et des Priviléges dont les Ambassadeurs des autres Puissances amies ont Cou-

¹⁾ Le Texte italien porte "Ambasciadori," mais la Prusse n'ayant jamais eu d'Ambassadeur à Constantinople, nous avons employé le

mot Ministre.

²⁾ Voyez plus haut p. 104. Col. 1. note *.

tume de jouir, et, dans toute la Jurisdiction de la sublime Porte, dans les Échelles, Ports et Nes, où se trouvent des Consuls, Vice-Consuls et Drogmans des autres Puissances amies, les Ministres prussiens pourront également envoyer des Consuls, Vice-Consuls et Drogmans, congédier ceux qu'ils voudront, et en constituer d'autres à leur Place. Et, quant aux Ministres qui résideront auprès de la sublime Porte, ils pourront employer quatre Drogmans, et un Drogman dans les Endroits où résideront les Consuls; et les Consuls, Vice-Consuls, Drogmans, Voyageurs, Marchands et autres Gens de leur Nation, jouiront des mêmes Immunités dont jouissent les Sujets des autres Puissances amies.

S'il arrivait quelque Dispute entre des Prussiens et ceux qui dépendent d'eux, le Ministre ou les Consuls prussiens décideront l'Affaire d'après leurs Loz, et tant que les Prussiens ne demanderont pas eux-mêmes à être jugés par la Justice ottomans, les Juges et Gouverneurs de la sublime Porte ne pourront s'ingérer par Force, sous Prétexte de vouloir les juger.

Les Consuls, qui résideront dans le Territoire ottoman, ne seront pas mis aux Arrêts, et tous les Procès qu'ils auront, se décideront par l'Entremise de leurs Ministres; leurs Maisons ne pourront point être scellées, et elles seront exemptes de Recherches et de Visites.

S'il s'élevait quelque Contestation entre les Sujets de la sublime Porte et ceux de Prusse, on procédera, dans les Tribunaux ottomans avec l'Assistance de leurs Ministres, Consuls ou Vice-Consuls, et aussi par l'Entremise des Drogmans; et si quelque Mahométan ou autre Sujet de la sublime Porte, faisait comparaître devant le Tribunal quelque Sujet prussien ou quelqu'un de ceux qui dépendent d'eux, dans un Tems où aucun de leurs Drogmans ou Procureurs ne serait présent, on ne pourra point les contraindre à répondre.

Et si les Procès des Consuls ou de leurs Drogmans excèdent la Valeur de quatre mille aspres, ils devront être examinés dans la Capitale de l'Empire ottoman.

S'il s'élevait quelque Contestation entre les Mahométans ou d'autres Sujets de la sublime Porte, et les Prussiens ou ceux qui dépendent d'eux, sur des Points concernant les Ventes,

Achats ou Emprunts d'argent, et qu'il n'existe ni Acte furidique ni autres Documents valides, on n'écoutera point les Témoignages forcés, et s'il survenait quelque Contestation au moment du Départ d'un Navire prussien, elle devra être décidée sans Délai par l'Entremise du Consul ou du Drogman, et le Navire ne sera ni arrêté ni retardé dans son Départ, sans raison.

Si quelque Prussien, endetté ou coupable de quelque Délit, prenait la Fuite, on ne pourra saisir ni molester un autre Prussien qui ne sera point Débiteur, et qui n'aura point participé audit Délit.

Si, dans un Lieu où demeure un Prussien, on trouve le Corps de quelque Homme tué, on ne pourra point molester le-dit Prussien, en exigeant de lui ce qu'on appelle le Prix du Sang, à moins qu'il ne soit légalement convaince d'avoir commis le Meurtre.

Il ne sera point permis de faire Esclave aucun Sujet prussien. Cependant, si, en Tems de Guerre, quelque Prussien fût pris, ensemble avec des Troupes ennemies en Guerre avec la sublime Porte, il sera permis de le faire Esclave. Mais si, lorsqu'il a été fait Esclave, ledit Prussien ne s'était trouvé parmi les Troupes ennemies que par Inadvertance, ou de quelque autre Manière, alors, après que sa Qualité de Prussien aura été prouvée, et qu'il aura été demandé et réclamé, il sera mis en Liberté. De même, aucun Mahométan, ni autre Sujet de la sublime Porte, ne sera fait Esclave par la Cour de Prusse, et si quelqu'un d'eux se trouvait dans l'Esclavage, il sera rendu à la Liberté sans Délai ni Retard.

Si quelque Prussien, ou quelqu'un de ceux qui dépendent d'eux, venait à mourir dans les États de la sublime Porte, les Effets qu'ils laisseront après leur Mort, seront remis entre les Mains du Ministre ou des Consuls prussiens, pour être restitués à leurs Héritiers, et s'il ne se trouvait sur les Lieux ni Ministre ni Consul, le Compagnon du Défunt les prendra, sans aucun Empêchement de la part des Juges et Officiers de la sublime Porte ottomane. Si cependant il ne se trouvait aucun Prussien dans l'Endroit où a eu lieu le Décès, on fera un Inventaire de ses Effets, qui sera scellé du Sceau du Juge de l'Endroit, et lesdits Effets, après avoir été mis en Dépôt, seront consignés, sans aucune Opposition, à la Personne à laquelle le

Ministre de Prusse donnera Ordre d'aller les recevoir, et on n'en exigera point le Droit légal appelé Resmi Kismet 1).

On emploiera tous les Soins et Diligence possibles, tant pour mettre en bon Ordre toutes les Choses qui concernent le Commerce, que pour empêcher celles qui pourraient lui foire du Tort.

Quant à l'Exercice de la Religion et aux autres Matières, on observera vis-à-vis des Prussiens entièrement le même Traitement qui s'observe envers les autres Nations amies.

Traité d'Alliance entre la Prusse (Frédéric 1790, 31 Janvier. Guillaume II) et la Porte (Sélim III), conclu à Constantinople, le 31 Janvier 1790 2). (Original en turc et en français.)

Les deux Cours, c. à. d. les Cours prussienne et ottomane, renouvellent le Traité de Commerce conclu
entre Elles à Constantinople, l'année 1761, et pour l'exécuter,
comme il faut, en tous les Points y contenus, il doit être annexé
à la présente Convention. Après cela la Cour ottomane s'oblige
à laisser aller et venir dans la Méditerranée les Bâtiments marchands prussiens, avec pleine Liberté, sous leurs propres Pavillons et Patentes, sur le pied des autres Cours amies les
plus favorisées, et à ne laisser aucunement molester et infester
lesdits Bâtiments prussiens de la part des Régences d'Alger,
de Tunis et de Tripoli. Et, pour que lesdites Régences, selon
l'Exigence de leur Indépendance '), fassent d'un Accord réciproque des Conventions séparées avec la Cour de Prusse, les
Régences susmentionnées doivent être informées et sommées
après la Conclusion de ce Traité.

L'Injanction de respecter le Pavillon prussien, fut renouvelée aux Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, par un Rescrit impérial du Sultan Sélim III, émané en 1803 4); un pareil Commandement, adressé aux trois Cantons, par le Sultan Mahmoud II, en 1818, fut

- 1) Voyez plus haut p. 460. Col. 1. note 1.
- 2) Hertzberg, Recueil, T. III. p. 36. (en français.) Nouvelles extraordinaires, 1790.

 No. 35. 36. Suppl. (en français.) Martens, Recueil, T. IV. p. 466. (en français.) Niewe Nederl. Jaerboeken, 1790. p. 347. (en hollandais.) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV.

 Chap. L.XX. p. 473. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 130. (Extrait en français, Art. II.)
- 3) Le Réducteur a sans doute voulu dire selon que l'exige leur Indépendance."

Il est à remarquer que la Porte, tout en se targuant occasionnellement de sa Suzéraineté

- sur les Régences barbaresques, a cependant toujours cherché à se décharger de la responsabilité des Pirateries exercées par ses Vassaux refractaires, en engageant les Puissances étrangères à traiter directement avec les Régences auxquelles elle reconnaît le Droit de faire la Paix et la Guerée, comme Puissances indépendantes.
- 4) Firm un adressé par le Grand-Seigneur (Sélim III) à la Régence d'Alger (et de la même Teneur aux Régences de Tunis et de Tripoli), pour réitérer l'Injonction de respecter la Libert é accordée par Sa Hautesse au Commerce et à la Navigation des Sujets prussiens. Donné à Con-

expédié sur la Demande de la Mission de Prusse, par un Commissaire (Moubaschir) 1) expressément envoyé par la Porte, mais quelque sévères que fussent les Ordres du Dinan, les Régences n'en tenaient aucun Compte, et les Navires prussiens étaient obligés de se couvrir d'un Pavillon étranger, pour naviguer dans la Méditerranée. Aujourd'hui encere, le Pavillon prussien n'a de Sùreté contre les Pirateries des Marocains et des Barbaresques (de Tunis et de Tripoli) que la Faiblesse de ceux-ci.

La Permission d'aller et venir dans les Ports turcs, situés dans la Mer Noire, fut accordée aux Navires prussiens, le 17 Juillet 1806 2).

Comme toutes les Nations chrétiennes, la Prusse est appelée à jouir des Avantages stipulés dans le Traité conclu à Andrinople, en 1829, entre la Porte et la Russie. (Voyez plus haut p. 1329.)

Les Changements survenus dans les derniers tems, d'une part dans la Législation et l'Administration ottomane, et de l'autre part, dans les Rapports commerciaux de la Prusse, depuis l'Établissement de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, ont donné lieu à une

Convention de Commerce entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesse, électorale et grand-ducale, les États formant l'Association de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort-sur-le-Mein d'une part, et la sub lime Porte ottomane de l'autre part, signée à Constantinople, le 22 (10) Octobre 1840 (26 Schiaban 1256) ') '). (Original en turc et en français.)

Cette Convention, négociée et conclue par la Prusse, tant en son Nom, qu'en celui des autres États, Membres de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, stipule (Art. I.) que tous les Points des Stipulations commerciales précédemment arrêtées entre la Prusse et la sublime Porte, et nommément toutes les Stipulations du Traité d'Amitié et de Commerce, du 22 Mars 1761 (v. st.), autant qu'ils ne se trouveront pas en Contradiction avec la présente Convention, seront maintenus, confirmés pour toujours et étendus, avec les Droits et Obligations réciproques qui en résultent, à tous les autres États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande.

En vertu de l'Art. IX., la nouvelle Législation de Douanes et de Commerce créée par la sublime Porte, sera applicable à toutes les Provinces de l'Empire ottoman, c'est à dire à toutes les Possessions de S. M. impériale le Sultan, situées en Europe et en Asie, en Égypte et dans les autres Parties de l'Afrique, appartenant à la sublime Porte.

stantinople, au milieu de la Lune de Djemaziul-Ewel l'an de l'Hégire 1218 (Commencement de Septembre 1803) '). (Martens, Recueil, T. VIII. (2 de édition) p. 465. (en français.) C'est par erreur que dans l'Intitulé de la Traduction française, rapportée par MM. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 131., la Régence d'Alger n'est point nommée.)

1) Moubaschir, Commissaire, Messager du Gouvernement, envoyé dans les Provinces. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. VI. p. 294. — von Hammer, Staatsverfassung, T. I. Chap. II. p. 111.)

2) Traduction de la Note remise par la

sublime Porte au Chargé d'Affaires de Prusse, relativement à la libre Navigation des Bâtiments prussiens dans la Mernoire, en date de Constantinople, le 2 de la Lune de Djemaziul-Ewel, l'an 1221 de l'Hégire (17 Juillet 1806) **). [Martens, Recueil, T. VIII. (2 de édition) p. 467. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 134. (en français.)]

- 3) Cette Convention ne se trouve encore dans aucun Recueil.
- 4) Le 22 (10) Octobre 1840 répond au 25 et non au 26 Schiaban de l'année 1256 de l'Hégire.

^{*)} En admettant que la date de l'Ére chrétienne, commencement de Septembre 1803, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera la fin et non le commencement de la Lune de Djemaziul-ewel 1218.

^{**)} En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 17 Juillet 1806, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 13 et non le 2 de la Lune de Djemaziul-Ewel 1221.

L'Art. X. stipule que le nouveau Tarif sur lequel on tembera d'accord, et pour lequel des Commissaires de part et d'autre sont déjà nommés, sera valable pour sept Ans, à dater de sa Fixation; après ce tems, chacune des Hautes Parties contractantes aura le Droit d'en demander la Révision, mais si, pendant ces six Mois qui suivront l'Expiration des sept premières Années, ni l'une ni l'autre n'use de cette Faculté, le Tarif continuera d'avoir Force de Loi pour sept autres Années, et ainsi de suite à la fin de chaque Période successive de sept Années.

La Convention ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls, mais il est évident que la Disposition rapportée ci-dessus de l'Art. I., qui étend à tous les États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande, les Droits et Obligations réciproques résultant du Traité d'Amitié et de Commerce entre la Prusse et la sublime Porte, du 22 Mars 1761 (v. st.), attribue également auxdits États la Faculté d'établir des Consuls, Vice-Consuls et Drogmans dans les Échelles, Ports et Iles de la Jurisdiction de la sublime Porte (Voyez plus haut p. 1379. 1380. l'Art. IV. du Traité précité d'Amitié et de Commerce entre la Prusse et la sublime Porte).

La Prusse entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Salonique, un Consul;

dans la Principauté de Valachie:

à Bucharest, un Consul;

dans la Principauté de Moldavie:

à Yassy, un Consul,

à Galatz, un Vice-Consul;

dans la Turquie d'Asie:

à Alep, à Seyde (et Bairut) et à Smyrne, des Consuls; dans l'Île de Chypre, un Consul;

dans l'Ile de Patmos,

dans l'Ile de Rhodes,

un Consul;

dans l'Ile de Stanchio (Cos),

en Égypte:

à Alexandrie, un Consul').

§. 23.

PRUSSE ET PORTUGAL.

(Voyez plus haut Sect. IV. §. 17. p. 563.)

§. 24.

PRUSSE ET RUSSIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 27. p. 1333.)

§. 25.

PRUSSE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 23. p. 320.)

1) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 172. 175. 176. — Alman. de Gatha, 1840. p. 98—104. 106.

§. 26.

PRUSSE ET SAXE (ROYALE) 1).

Une Convention spéciale, pour le Commerce entre les deux États, fut signée à Leipzig, le 16 Octobre 1728 ²).

Par l'Art. X. du Traité de Paix conclu à Dresde, le 25 Décembre 1745 8), il fut convenu qu'on redresserait réciproquement, et de bonne Foi, tous les Abus qui s'étaient glissés dans le Commerce, au Préjudice des Pays, États et Sujets respectifs, soit en les abolissant entièrement de part et d'autre, soit en convenant amiablement par une Convention ultérieure.

L'Art. VI. du Traité de Paix de Hubertsbourg, du 15 Février 1763 1), stipule que, pour redresser réciproquement tous les Abus qui se sont glissés dans le Commerce, au Préjudice des Pays, États et Sujets respectifs, il est convenu que, d'aberd après la Paix conclue, on nommera, de part et d'autre, des Commissaires qui régleront les Affaires de Commerce sur des Principes équitables et réciproquement utiles. Il sera aussi réciproquement administré bonne et prompte Justice à ceux des Sujets respectifs qui auront des Procès et des Prétentions liquides dans les États de l'une eu de l'autre Partie, et quand il y en aura qui auront changé ou voudront encore changer de Domicile, et se transférer de la Domination de l'une sous celle de l'autre des deux Hautes Parties contractantes, on ne leur fera point de Difficulté à cet égard.

Une Convention signée à Halle, le 18 Juin 1766 5), stipule, pour les Sujets réciproques, la libre Fréquentation des Foires de Leipzig, de Naumbourg et de Francfort sur l'Oder, et que toute Protection doit leur être accordée.

La Saxe accéda à l'Association de Douanes et de Commerce prusso-hessoise et bavarowurttembergeoise, le 30 Mars 1833 6).

La Prusse entretient:

à Leipzig, un Consul-général 7).

- 1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. II. Des Relations entre la Prusse et l'Empire et plusieurs États. §. 488. Saxe. p. 464. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 399.
- 2) Voyez l'Ordonnance circulaire du Roi de Prusse, du 7 Mai 1729, dans Mylius, Corpus Constitutionum Marchicarum, T. VI. Append. No. 23. p. 82. Il n'est point fait mention de cette Convention dans le Recueil de MM. d'Hauterive et de Cussy.
- 3) Traité de Paix, de Réconciliation et d'Amitié entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. le Roi de Pologne, Électeur de Saxe (Frédéric Auguste III), conclu et signé à Dresde, le 25 Décembre 1745. [Imprimé séparément in 4º., en 1746, à *Dresde* et à *Berlin. — Wenck,* 1. c. T. II. p. 207. (en français.) — Rousset, Recueil, T. XIX. p. 423. (en français.) — Mercure histor. et polit. 1746. Part. I. p. 145. (en français.) — Moser, Versuch, T. X. Part. II. p. 68. (en français.) — Adelung, Staatsgeschichte, T. IV. p. 50. (en allemand.) -Haymann, Neu eröffnetes Kriegs- und Friedens-Archiv über die nach Ableben Kaiser Carls VI entstandenen Kriege (Leipzig 1744 --- 1754. T. I--VIII. in 8°.) T. V. p. 169. (en
- allemand.) Hörschelmann, l. c. T. I. Col. 178. (en allemand.) Schoell, Hist. abrégée, T. II. Chap. XVI. p. 386. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 400. (Extrait en français, Art. X.)]
- 4) Voyez plus haut p. 1085. Col. 1. note *.

 d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V.
 p. 5. 6. (Extrait en français, Art. V. VI.)
- 5) Convention de Commerce entre la Cour royale de Prusse et la Cour électorale de Saxe, faite à Halle-sur-Saale, le 18 Juin 1766. (Original en allemand.) [Wenck, l. c. T. III. p. 569. (en allemand.) Martens, Recueil, T. I. p. 387. (en allemand.) Mercure historique et polit. T. CLXI. p. 355. (Traduction française très incorrecte.) Moser, Versuch, T. VII. p. 571. (en français, copie de la Traduction qui se trouve dans le Mercure hist. et polit. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 401. (Extrait en français. Art. II.)]
- 6) Voyez plus haut p. 1352. Col. 1. Tabl. I. C. Traité II.
- 7) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 174. Staats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839. in 8°. p. 311. Almanach de Gotha, 1840. p. 88.

§. 27.

PRUSSE ET SUÈDE (ET NORVÈGE).

(Veyez plus haut Sect. VIII. §. 22. p. 1138.)

§. 28.

PRUSSE ET TOSCANE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Prusse et la Toscane.

La Prusse entretient:

à Livourne, un Consul 1).

La Toscane n'entretient point de Consuls en Prusse; les Intérêts de ses Sujets dans ce Royaume sont protégés par les Agents consulaires autrichiens 2).

§. 29.

PRUSSE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Une Convention de Commerce fut conclue entre la Prusse et la Ville de Brème, le 26 Août 1769 3). Le Traité de Commerce et de Navigation. du 4 Octobre 1828 4), abolit toute Différence dans le Traitement des Navires respectifs et de leurs Cargaisons dans les Ports prussiens et hanséatiques. Ce Traité, qui expire le 1 Janvier 1840, restera en vigueur jusqu'à l'Expiration de douze Mois qui suivront l'Annonce officielle, faite par l'une des Parties contractantes, de vouloir l'annuler.

La Prusse entretient:

- à Brème, un Consul,
- à Hambourg, un Consul,
- à Lubeck, un Consul 5).
- 1) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 174. Almanacco Toscano, 1839. p. 184. Almanach de Gotha, 1840. p. 96.
 - 2) Almanacco Toscano, p. 182.
- 3) Convention de Commet ce entre les Commissaires de S. M. prussienne (Frédéric II), pour la Ville de Minden*), et les Commissaires de la Ville impériale de Brème, conclue à Brème, le 30 Octobre 1769. (Original en allemand.) (Martens, Recueil, T. I. p. 678. (en allemand.) MM. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 430., ont cité par erreur le T. VI. des Suppléments du Recueil de Martens.)
- 4) Traité de Commerce et de Navigation entre la Prusse (Frédéric Guillaume III) et les Villes libres et hanséatiques de Lubeck, de Brème et de
 Hambourg, signé à Berlin, le 4 Octobre
 1828. (Original en allemand.) [Gesetzsammlung 1828. No. 19. p. 135. (en allemand.) —
 Lappenberg, Sammlung der Verordnungen
 der freien Hansestadt Hamburg, T. X. p. 135.
 (en allemand.) Neueste Staats-Akten, T. XIII.
 p. 360. d'Hauterive et de Cussy, t. c. P. II.
 T. V. p. 431. (en français.)]
- 5) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 172—174. Almanach de Gotha, 1840. p. 13. 61. 65.
- ") L'Évêché de Minden, sécularisé par la Paix de Westphalie, fut donné à la Maison de Brandebourg, à titre de Principauté et de Fief d'Empire avec Voix et Séance à la Diète, et sauf les Droits du Chapitre. Par l'Art. VII. de la Paix de Tilsit, la Prusse céda la Prin-

cipauté de Minden, qui fut incorporée au Royaume de Westphalie; et par le Sénatus Consulte du 13 Décembre 4810, la moitié de cette Principauté (15 milles carrées avec 30,000 habitants) fut incorporée à l'Empire français. La Prusse rentra en possession de la Principauté

SECTION XI.

AUTRICHE.

§. 1.

AUTRICHE ET ALGER.

Depuis que les Pays-Bas retombèrent dans la Maison d'Autriche, en 1713 1), l'Empercur Charles VI (1711—1742), s'occupant sérieusement des Moyens d'étendre et de protéger le Commerce de ses Sujets dans la Méditerranée, sentit la Nécessité de conclure des Traités avec les Barbaresques, et l'Acquisition de la Toscane, en 1737 2), fut un Motif de plus pour cultiver l'Amitié de ces États.

L'Art. XIII. de la Paix de Passarowitz avec la Porte (1718) 3), ayant statué qu'il serait enjoint à ceux de Tunis, de Tripoli et d'Alger, de ne point contrevenir à cette Paix, l'Empereur, pour conclure les premiers Traités avec les trois Régences, recourut à la Médiation du Diwan.

Le premier des Traités ainsi conclus avec les Barbaresques, sut celui avec Tunis, en 1725, le second celui avec Tripoli, en 1726, et le troisième celui avec Alger, en 1727 4).

Les Ambassadeurs que les Régences de Tripoli et de Tunis envoyèrent à Vienne, ayant porté plainte de ce que la Cour impériale ne leur envoyait point, à l'instar des autres Cours chrétiennes, des Présents, elles reçurent une fois pour toutes la Somme de cinq mille florins, mais le Prince Eugène, dans le Rapport qu'il adressa à ce sujet à l'Empereur Charles VI, lui conseilla d'employer de préférence l'argent, que couteraient les Présents, à construire des Vaisseaux de guerre, pour défendre contre les Déprédations des Barbaresques les Côtes de Naples et de Sicile 5).

Articles conclus au Nom de S. M. impériale 1727, et catholique ') (Charles VI) et la Régence d'Alger, par la Médiation de la Porte ottomane (Ach-

- 1) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. III. Sect. VI. p. 60. Col. 1. continuation de la note 2 de la p. 59. Col. 1.
 - 2) Voyez plus haut T. I. du *Manuel*, Liv. L. Chap. V. Sect. II. *Italie*. Art. I. *Toscone*. §. 1. p. 280. Col. 2. note 2.
 - 3) Voyez plus bas §. 27.
 - 4) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. V. Des Relations entre l'Autriche et l'Afrique. §. 519. Alger; Tunis; Tripoli; Maroc; p. 495. von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 313. 314.
 - 5) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 315.
 - 6) Par le Traité de Paix de Vienne, du

30 Avril 1725, l'Empereur Charles VI, qui avait été proclamé Roi d'Espagne, sons le nom de Charles III, reconnut Philippe V en cette qualité, et garantit même l'Ordre de Succes*sion ù la Couronne d'Espagne*, tel qu'il venait d'ètre établi par les *Traités d'Utrecht,* mais il conserva le Titre de Roi d'Espagne et celui de Majesté catholique, l'Art. X. du Traité susmentienné de Vienne ayant statué que l'Empereur et le Roi d'Espagne garderaient leur Vie durant, les Titres dont ils s'étaient servis jusqu'alors, mais qu'à leur Mort, leurs Successeurs ne prendraient que les Titres des Provinces dont ils étaient réellement en possession. (Schoell, Hist. abrégée, T. II. (Chap. X. p. 5. Chap. XIV. p. 222.) Chap. XIV. p. 202.)

toute entière, par l'Art. XXIII. de l'Acte du Congrès de Vienne. (Schaell, Hist. abrégée, T. I. Chap. I. p. 240. T. VIII. Chap. XXXVI. p. 287. 327. Chap. XXXVII. p. 443. T. XI. Chap. XLI. p. 349.)

Minden, Chef-lieu de la Régence du même nom (Province de Westphalie), sur le Weser, avec environ 8000 habitants. On voit près de là la Porte de Westphalie (Porta Westphalica), lieu où la montagne de Jacques et celle de Wittekind, qui portent encore les vestiges d'un violent écoulement d'eau, s'ouvrent, et forment, pour ainsi dire, des colonnes de chaque côté, pour laisser passer le Weser. (Adr. Balbi, l. c. p. 261. — Langlois, l. c. T. III. p. 368. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. III. p. 10. 402. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 385.)

met III), au sujet de la Navigation. Signés à Constantinople, le 8 Mars 1727 '), qui répond au 15 du Mois lunaire, appelé Redjeb, l'An de l'Hégire 1139 2).

Le Préambule de ce Traité nous apprend que des Commissaires de l'Empereur et du Sultan avaient été envoyés à Alger, pour négocier un Traité, mais que "n'ayant pu entrer, à cause "de certains Empéchements 3), en Conférence avec la Communauté d'Alger en Afrique," ils retournèrent à Constantinople, et que ce fut là que "le Grand-Amiral de la sublime Porte, sub"stitué de la part d'Alger, Communauté d'Afrique, par Lettre et Pleinpouvoir spécial, pour
"entrer en Traité selon les Conditions et Articles de Paix, conclus avec les Communautés de
"Tunis et de Tripoli," après être entré en Conférence avec le Ministre et Résident (Joseph de Dirling) de Sa Sacrée Majesté impériale et catholique auprès de la respectable Porte,
Commissaire plénipotentiaire pour cette Négociation, conclut et signa la Paix entre la susdite Majesté impériale et catholique 4) et le Sénat d'Alger en Afrique.

L'Art. II. stipule expressément, que les Vaisseaux respectifs "n'entreront point dans les "Ports les uns des autres, et n'y feront point de Commerce; mais que si la Nécessité exi"geait que les Vaisseaux de l'une des Parties, à cause de la Véhémence de la Tempète ou de
"la Poursuite des Ennemis, dussent entrer dans les Ports de l'autre, ils pourront y entrer, et
"que, lorsqu'ils seront arrivés sous le Canon, ils y seront en Sûreté et Sécurité, et que les
"Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates poursuivent les Vaisseaux mar"chands avant que vingt-quatre Heures soient passées."

Les Vaisseaux pirates armés dans les Provinces algériennes, sortant en Mer et rencontrant des Vaisseaux portant Pavillon allemand, de quelque Pays qu'ils soient, munis de Passeports signés des Gouverneurs desdits Pays, de façon cependant, que les Cachets soient pareils aux Passeports, Cachets et Pavillons, qui seront envoyés par le Consul à nommer dans ces Contrées 5), ils les laisseront en toute Liberté continuer leur Voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun Empêchement, ains leur donneront tout le Secours et les Provisions dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le Nombre des Rameurs

- 1) Du Mont, l. c. T. VIII. Part. II. p. 140. (en français, sans le Préambule.) Lamberty, Mémoires, T. X. Append. No. XXVIII. p. 177. (en français, sans le Préambule.) Rousset, Recueil, T. IV. p. 273. (en français, sans le Préambule.) Schmaufs, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 2073. (en français, avec le Préambule.)
- 2) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 8 Mars 1727, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 26 et non le 15 du Mois lunaire appelé Redjeb, l'an 1139.
- 3) La Régence d'Alger avait désobéi aux Injonctions du Sultan, de conclure un Traité avec l'Empereur, parce que la Porte venait de refuser la Réintégration du Beg des Mameloucs, Tscherkesbeg, dans le Gouvernement d'Égypte, auquel ladite Régence avait accordé sa Protec-

- tion. (von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 314.)
- 4) Le Commissaire impérial stipula en faveur "de tous les Ports soumis au Très-puis"sant Empereur des Romains, ainsi que pour
 "les Pays-Bas situés à l'Océan, l'I e de Si"cile, Naples, la Calabre et les Lieux qui en
 "dépendent, les Ports de Fiume et de Trieste,
 "dans la Mer Adriatique, et Ses autres Su"jets, de quelque Pays et de quelque Nation
 "qu'ils fussent."
- 5) Cette Disposition, très peu claire, devient intelligible, en la comparant avec les Articles stipulés par d'autres Puissances chrétiennes au sujet des Passeports destinés à faire respecter leurs Bâtiments par les Corsaires des Régences barbaresques. (Voyez plus haut p. 601. Col. 1. note 1.)

nécessaires pour la conduire, asin de reconnaître et visiter le Vaisseau, et examiner lesdits Papiers; et les Ordres seront donnés à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront sortir de la Chaloupe, et entrer dans le Vaisseau, à moins que le Commandant n'en donne la Permission à plusieurs.

Les Vaisseaux des Capitaines prendront aussi des Passeports du Consul résidant à Alger, à la vue desquels on les laissera partir, avec l'Assurance ') que tout Traitement favorable leur sera accordé.

Ces Passeports ne se donneront point à des Étrangers.

Il sera nommé et établi de la part de l'Empereur des Romains, un Consul auprès du Sénat d'Alger, pour conduire les Affaires et donner les Passeports; lequel, selon l'Usage observé auprès de la respectable Porte, aura aussi auprès dudit Sénat le premier Rang parmi tous les autres Consuls 2); et, s'il survient quelque Différend ou Procès entre des Sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du Lieu puissent s'en mêler, et jouira ledit Consul de toutes les Coutumes et Franchises dont jouissent les Consuls des autres Nations.

S'il arrive quelque Différend ou Procès entre un Allemand et un Musulman, le Très-honoré Gouverneur d'Alger et le Dey en décideront, et nul autre n'en prendra Connaissance; mais, si tels Différends ou Procès surviendraient en d'autres Contrées soumises à la Domination d'Alger, les Juges du Lieu en décideront.

Art. X. Si quelqu'un des Sujets allemands avait frappé un Musulman, et qu'il fût pris, le Consul le prendra sous sa Protection, et sa Faute étant reconnue, il en sera châtié en présence du Consul, comme il l'aura mérité; mais si le Coupable d'un Crime ne serait pas pris et se serait enfui, il ne pourra pas être répété du Consul, et ne pourra lui être enjoint (au Consul) de reproduire le Fugitif.

pris contre les règles ordinaires. Il se dit en parlant des Personnes et des Choses. Répéter un prisonnier. Répéter un cheval. Il m'a pris mon bien, j'ai droit de le répéter. Il ne s'emploie guère qu'en Termes de Jurisprudence civile eu militaire. (Voyez plus haut p. 955. Col. 1. note 3.)

Répéter des Frais sur quelqu'un, ou mieux

¹⁾ Le Texte français, que nous donnons d'après Du Mont, porte: et seront assurés etc.

²⁾ La Prééminence sur tous les Agents des autres Nations, a été accordée au Consul de France, par l'Art. XVI. du Traité du 17 Décembre 1801. (Voyez plus haut p. 14.)

³⁾ Répéter, redemander ce qu'on a donné, ce qu'on a prêté, ou ce qu'on prétend qui a été

S'il arrivait quelque Contravention à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix, et que la Partie lésée en eût porté ses Plaintes par devant les Juges, pour que Justice lui fût rendue, on n'usera d'aucune Vengeance avant que la Plainte ne soit manifestement prouvée, et la Sûreté et la Concorde entre les deux Parties ne seront point altérées.

Si cette Paix, affermie entre l'Empereur des Romains et le Sénat d'Alger, venait à être rompue, il sera permis au Consul allemand, et à tous ceux qui lui sont soumis, de se retirer en leur Pays, et il ne pourra leur être fait aucune Insulte, et il leur sera accordé le Terme de trois Mois pour leur Retraite.....

Traité de Paix entre S. M. impériale (Fran1748, sois I) pour les Pays héréditaires, tant de S. M.
l'Empereur, que de S. M. l'Impératrice (Marie Thérèse), Reine de Hongrie et de Bohème, avec la Régence d'Alger, signé le 8 Octobre 1748 1).

contre quelqu'un, Demander qu'il rembourse les Frais qu'on a faits.

En Termes d'Officialité*), Répéter des Témoins, Entendre en Déposition des Témoins qui sont venus à Révélation sur la Publication d'un Monitoire **), d'un Réaggrave ***). (Dict. de l'Académie.)

1) Imprimé séparément par autorité à Florence, 1749. in 4°. (en italien.) — Vollstündige Sammlung von Actis publicis und Staatsschriften, zum Behuf der neuesten Weltund Teutschen Reichsgeschichte unter Kayser Franz (Franc fort-sur-le-Mein 1749—

1754. T. I — VIII. pet. in 8°.) T. VIII. p. 226. 227. Lit. A. (Sommaire, en allemand, très incomplet et avec la fausse date du 7 Octobre au lieu du 8. — La Stipulation citée par l'Éditeur ad 5°, qui porte: que sur la Demande expresse de la Régence, les Villes de Lubeck, de Hambourg, etc., ne seraient point comprises dans ce Traité, ne se trouve dans aucun des Articles dudit Traité.) — Mercure historique et politique, 1748. Part. II. p. 606. (Extrait en français.) — Martens, Recueil, T. I. Supplément, p. 308. (en italien.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version italienne publiée par Martens.

*) Official. Juge ecclésiastique, délégué par l'Évêque pour exercer en son nom la Jurisdiction contentieuse.

Officialité. Jurisdiction de l'Official, et Lieu où l'Official rend la Justice. (Dict. de l'Académie.)

**) Monition. Terme de Jurisdiction ecclésiastique. Avertissement juridique, qui se fait en certains cas par l'Autorité de l'Évêque, avant de procéder à l'Excommunication.

Monitoire. Lettres d'un Official pour obliger, sous des Peines ecclésiastiques, tous ceux qui ont quelque connaissance d'un crime ou de quelque autre fait dont on cherche l'éclaircissement, à venir révéler ce qu'ils savent. Décerner, fulminer, jeter, lancer un Monitoire.

Lettres monitoriales ou Lettres monitoires, Lettres en forme de Monitoire. (Dict. de l'Académie.)

lennelle d'un Monitoire à Chandelles éteintes, après trois Publications du même Monitoire, pour avoir Révélation de quelque Cas, avec menace de fulminer les dernières Censures de l'Église sur ceux qui, sachant quelque chose, ne voudraient rien dire. (Dict. de l'Académie.)

Réaggrave. Terme de Droit canon. Dernier Monitoire qu'on publie après trois Monitions et après l'Aggrave.

Réaggraver. Déclarer que quelqu'un a encouru les Censures portées par un Réaggrave. (Dict. de l'Académie.) L'Art. Il. annulle de fait la Prohibition énoncée dans l'Art. II. du Traité de 1727 (Voyez plus haut p. 1388.), puisqu'il autorise les Navires de l'Empereur et de ses Sujets à faire le Commerce dans tous les Ports de la Domination d'Alger, et qu'il fixe les Droits qu'ils auront à payer.

L'Art. IV. reproduit la Stipulation énencée dans l'Art. IV. du Traité de 1727 (Voyes plus haut p. 1388.), concernant la Visite des Navires marchands en haute Mer.

Bâtiment marchand des Nations à Elle soumises, de Livourne, Porto-Ferraio, Trieste, etc., venait à faire Naufrage sur les Côtes du Royaume d'Alger, personne ne prendra rien absolument des Effets ou Marchandises appartenant auxdits Navires ou Bâtiments, ils ne seront ni enlevés ni confisqués, et, si un Cas semblable arrivait en vue de la Douane 1, on ne s'emparera point de leurs Effets, et on ne molestera les Personnes en aucune Manière, mais en pareil Cas de Malheur (a c-cidente), on leur donnera, de la Manière la plus amicale possible, et avec le plus grand Empressement, toute Espèce de Secours, et on les aidera même à sécher les Marchandises endommagées par la Mer.

Art. XIII. Si quelque Marchand, ou autre Sujet de S. M. impériale, vient à mourir à Alger ou dans quelque autre
Partie du Royaume, aucune des Autorités, ni aucune autre Personne, ne pourra, en aucune Manière, prendre Possession de l'Argent, des Biens ni des Effets du Défunt, et si celui-ci, avant
de mourir, avait institué un Héritier, aucune autre Personne,
excepté ledit Héritier, ne pourra s'emparer de la moindre Partie de ses Biens, de ses Effets ni de son Argent comptant; mais
si l'Héritier était absent, l'Exécuteur testamentaire, institué
par le Défunt, prendra tout ce qui forme la Succession et ne
permettra pas que qui que ce soit en enlève la moindre Partie;

1) Pour l'intelligence de cette Stipulation il est nécessaire de savoir que les Bâtiments arrivés à Alger, étaient obligés, en attendant qu'ils pussent être visités par les Officiers de la Douane, de rester à l'ancre, les uns à côté des autres, le long du môle *), demeurant ainsi exposés, surtout en hiver, à la fureur des vents du nord. (A compleat History of the Pira-

tical States of Barbary. By a Gentleman who resided there many years in a public character (Londres 1750. gr. in 8°.) p. 131.

— Historia del Reyno de Argel, su gobierno, fuerzas de Mar y Tierra, etc. escrita en francès por Mr. Laugier de Tasi, y traducida é ilustrada por Don Antonio de Clariana (Madrid pet. in 8°.) p. 198. 260.)

[&]quot;) Môle, du latin Mola, Moles, fait de l'italien Molo, Jetée de pierres fondée dans la Mer, à l'entrée d'un Port, pour rompre l'impétuosité des vagues, et pour mettre les vaisseaux plus en sûreté. (Dict. de l'Académie.

[—] Roquefort, Dict. étymologique, T. II. p. 87. Col. 2. — Lunier, l. c. T. II. p. 541. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 275. Col. 2.)

ledit Exécuteur testamentaire, ou toute autre Personne substituée par le Défunt, fera l'Inventaire de l'Argent, des Biens et des Effets, prendra le Tout sous sa Garde, et quand le Moment d'en faire la Remise sera arrivé, il fera parvenir le Tout à l'Héritier, sans que personne puisse s'y opposer. Mais, dans le Cas qu'aucune des Personnes ci-dessus désignées ne se trouverait sur les Lieux, ce sera le Consul impérial qui dressera l'Inventaire de l'Argent, des Biens et des Effets du Défunt, qui prendra et gardera le Tout, jusqu'à l'Arrivée des Parents ou Héritiers du Défunt.

Art. XIV. Ni dans la Ville même d'Alger, ni dans aucun autre Endroit de ce Royaume, on ne pourra obliger les Marchands à prendre des Marchandises contre leur Gré; et ils n'acheteront que celles qu'ils voudront acheter. On ne pourra non plus charger par force des Marchandises sur les Bâtiments des Sujets impériaux qui viendront dans les Ports du Royaume d'Alger, et lesdits Bâtiments ne pourront point être forcés à entreprendre des Voyages contre leur Volonté.

Ni le Consul, ni aucun autre Sujet de S. M. impériale, ne pourra être contraint à payer pour un autre Sujet de ladite Majesté, et ils ne payeront que lorsqu'ils se seront rendus Caution, ou qu'ils voudront le faire spontanément.

Art. XV. S'il survient un Procès entre un Sujet de S. M. impériale et un Musulman, ou une autre Personne soumise à la Domination d'Alger, leur Cause sera jugée en présence du fortuné Beg et de l'illustre Diwan, et non par aucune
autre Personne; mais, si la Contestation a lieu entre des Sujets
seulement de S. M. impériale, elle sera décidée par le Consul
impérial seul. (Comparez plus haut p. 1389. l'Art. IX. du Traité
de 1727.)

S'il arrivait que dans une Rixe entre quelque Sujet impérial et quelque Musulman, l'un blessât ou tuât l'autre, le Coupable sera puni conformément aux Lois de son Pays, ainsi que cela se pratique; mais, si, après avoir tué un Musulman, le Sujet impérial s'échappe, en prenant la Fuite, on ne pourra en aucune Manière en attribuer la Faute au Consul impérial à Alger, et ni lui ni aucun autre Sujet de S. M. impériale ne pourra pour cette Raison être molesté. (Comparez plus haut p. 1389. l'Art. X. du Traité de 1727.)

Le Consul impérial pourra, actuellement et à l'Avenir, vivre en toute Sûreté et Tranquillité, sans craindre aucune Offense, et on ne lui fera aucun Tort, ni dans sa Personne, ni dans ses Biens.

Le Consul prendra, à son Choix, tel Drogman ou Courtier qu'il voudra; lorsqu'il voudra se rendre à bord de quelque Bâtiment, ou sortir du Port, personne ne l'en empêchera; on lui assignera un Endroit, pour y exercer son Culte, et il pourra avoir en permanence auprès de lui le Religieux nécessaire, pour en célébrer les Cérémonies.

Les Sujets impériaux, qui se trouvent comme Esclaves à Alger, tant ceux qui appartiennent au Fisc que ceux des Particuliers, pourront se rendre à la Demeure du Consul, pour y exercer leur Religion, sans que ni le Gardien en Chef, ni leurs Maîtres ou Patrons, puissent les en empêcher.

Ant. XVIII. La présente Paix et Amitié sera inaltérable. Mais, en cas qu'à l'Avenir quelque Contravention donnât lieu à la Rupture du présent Traité, alors celui qui sera Consul de S. M. impériale, ainsi que les Sujets de Sadite Majesté, tant ceux qui demeurent à Alger, que ceux qui se trouvent dans quelque autre Partie du Royaume, voulant partir avec leurs, Biens, Effets et Domestiques, soit en Tems de Paix ou de Guerre, personne ne s'y opposera, et on s'abstiendra de rien faire qui puisse les obliger à retarder leur Départ, quand même il y aurait parmi eux des Individus nés dans le Royaume d'Alger.

L'Art. XX. concerne le Salut maritime.

Art. XXI. Le Consul impérial ne payera aucun Droit ni Impôt pour les Provisions, Comestibles et Boissons à l'Usage de sa Maison, ni pour les Bagages, ni pour les Présents qu'il fera venir.

Art. XXII. Si, à l'Avenir, il survenait quelque Chose de contraire à la Paix que Nous venons de conclure, de quelque Côté que soit le Tort, cette Contravention n'interrompra ni ne portera Atteinte à Notre Amitié, mais la Partie offensée, quelle qu'elle soit, demandera Raison à l'autre, et les Sujets de l'une et l'autre Partie, qui auront été les Contrevenants, seront punis. De cette Manière, et conformément à Notre Amitié, Notre Parole donnée sera inviolable, et les Engagements que Nous avons contractés seront inaltérables.

1394 Liv. III. Chap. I. Sect. XI. Autriche. §§. 2-4.

Les différents Traités, conclus avec les trois Régences africaines, ne sont plus que d'une Importance très secondaire pour l'Autriche, depuis que la Porte s'est obligée, par le Séned du 8 Août 1783 (Voyez plus haut p. 171. Col. 1. note *.), qui se réfère à l'Art. XL du Traité de Paix de Belgrade (18 September 1739), à procurer à l'Autriche la Réparation de toute Insulte ou Dommage quelconque, qui pourraient être faits à des Navires marchands autrichiens par des Corsaires barbaresques ou autres. (Voyez plus bas §. 27.)

Cette Garantie, obtenue de la part de la Porte, a rendu superflue toute Éspèce de Traité

direct ultérieur entre la Cour d'Autriche et les Régences barbaresques.

L'Autriche entretient:

à Alger, un Agent général provisoire 1).

§. 2.

AUTRICHE ET BADE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade.

Le Grand-Duché de Bade entretient:

à Trieste, un Consul²).

§. 3.

AUTRICHE ET BAVIÈRE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Bavière.

La Bavière entretient:

à Bolzano (Bolzen), Fiume et Trieste, des Consuls,

à Venise, un Agent consulaire ').

§. 4.

AUTRICHE ET BELGIQUE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Belgique.

L'Autriche entretient:

à Anvers, un Consul *).

La Belgique entretient:

à Milan, à Trieste et à Venise, des Consuls 5).

- 1) Hof- und Staats-Schematismus des österreichischen Kaiserthums, 1839. Part. I. p. 223. — Almanach de Gotha, 1840. p. 38.
- 2) H. v. St. Schematismus, Part. L. p. 236.

 Almanach de Gotha, 1840. p. 9.
- 3) H. v. St. Schematismus, P. I. p. 235—237. Hof- und Staats-Handbuch für das

Königreich Bayern, p. 108. 109. — Almanach de Gotha, 1840. p. 8. 9. 10.

- 4) H. u. St. Schematismus, Part. L. p. 223.

 Almanach de Gotha, 1840. p. 12.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 235 237. Alm. de Gotha, 1840. p. 8. 9. 10.

§. 5.

AUTRICHE ET BRÉSIL.

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1827, six Ans, entre l'Autriche (François I) et le Brésil (Pedro I), signé à Vienne, le 17 Juin 1827 1).

Les Sujets des deux Hautes Parties contractantes pourront, en conséquence de cette Liberté réciproque de Commerce et de Navigation, entrer avec leurs Navires dans tous les Ports, Baies, Anses, Mouillages et Rivières des Ter ritoires appartenant à chacune d'Elles, y décharger le Tout ou Partie de leurs Cargaisons, y prendre Charge et réexporter selon les Réglements de Douane établis; ils pourront y résider, louer des Maisons et Magasins, voyager, commercer, ouvrir des Boutiques, transporter des Denrées, Métaux et de l'Argent monnayé, et gérer leurs Affaires par eux-mêmes ou par leurs Agents et Commis, sans être obligés à employer à cet Effet des Courtiers ou autres Personnes quelconques, ou leur payer Rémunération ou Salaire, excepté s'ils les employaient volontairement; et il y aura dans tous les Cas Liberté entière pour les Vendeurs ou Acheteurs, d'ajuster ou de fixer, selon qu'il leur conviendra le mieux, le Prix des Marchandises ou Denrées quelconques, importées ou exportées des Territoires des deux Hautes Parties contractantes.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que leurs Sujets jouiront, dans leurs Territoires et États respectifs, de tous et chaque Franchise, Privilége et Exemption, qui seraient concédés, pour le Commerce et la Navigation, à une autre Nation quelconque 2), devant être entendu que ces Conditions favorables seront de suite et de Droit réciproquement concédées, indépendamment de toute autre Stipulation quelconqué, comme si elles avaient été expressément déclarées dans le présent Traité.

En tout ce qui est relatif au Chargement et Déchargement des Navires, et à la Sûreté des Propriétés,

¹⁾ Oesterreichischer Beobachter, 1828. No. 180. (en français et en allemand.) — Martens, Recueil, Supplément (par Saalfeld), T. XI. Part. I. p. 225. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, I. c. Part. II. T. I. p. 53. (en français.)

²⁾ L'Art. VI. stipule "qu'il est convenu qu'en "parlant de la Nation la plus favorisée au "Brésil, la Nation portugaise ne devra pas " servir de Terme de Comparaison, même quand " elle viendrait à être privilégiée au Brésil en " matière de Commerce."

Marchandises et Effets des Sujets des deux Hautes Parties contractantes, les Sujets respectifs jouiront de la Sûreté, des Faveurs et des Exemptions concédées à la Nation la plus favorisée; ils pourront librement disposer de leurs Propriétés par Vente, Troc, Donation, Testament ou de toute autre Manière, sans qu'il leur soit mis Obstacle ou Empêchement quelconque; leurs Maisons, Propriétés et Effets seront protégés et respectés, et ne seront point saisis contre leur Gré par une Autorité quelconque, sans Préjudice toutefois de la Marche légale de la Justice; ils seront exempts de tout Service militaire de Terre ou de Mer, de tout autre Service public, de tout Emprunt forcé et de tous Impôts, Réquisitions militaires, et ils ne seront assujétis à payer aucune Imposition ordinaire plus élevée que celles que payent ou viendraient à payer les Sujets de la Nation la plus favorisée.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura le Droit de nommer des Consuls-généraux, Consuls et Vice-Consuls, qui résideront dans les Ports ou Villes des États de l'autre, pour la Protection du Commerce; mais avant d'exercer leurs Fonctions, ils devront avoir été admis et approuvés, dans les Formes d'Usage, par le Gouvernement près duquel ils doivent résider.

Ils jouiront dans l'un et dans l'autre Pays, tant pour leurs Personnes que pour l'Exercice de leurs Fonctions, de la Protection qu'ils doivent à leurs Nationaux, des mêmes Priviléges qui sont ou seraient accordés aux Consuls de la Nation la plus favorisée.

L'Art. XV. stipule que le présent Traité de Commerce et de Navigation aura son plein et entier Effet pendant le Terme de six Ans, à compter de la date de l'Échange des Ratifications 1). Ce Traité, expiré en 1834, n'a point été renouvelé formellement, mais il subsiste par le Consentement tacite des deux Parties contractantes.

L'Autriche entretient:

à Rio de Janeiro, un Consul-général,

1) Les Ratifications de ce Traité ont été échangées à Vienne, le 16 Mars 1828, avec la Réserve suivante de la part du Cabinet autrichien. "Il a été toutofois observé que l'Exemplaire de la Cour de Rio de Janeiro offrait "au lieu du Texte rédigé et signé en idiome "français, uniquement une Traduction portungais; sur quoi le Plénipotentiaire de S. M. "l'Empereur d'Autriche a cru devoir faire con-

"signer dans le présent Procès verbal une Ré-"serve expresse contre cette Déviation de "l'Usage reçu et contre les Conséquences, qui "en pourraient être tirées à l'avenir, et il a été "convenu que, dans le cas de quelque Doute "ou Diversité d'Interprétation, le Texte fran-"çais de l'Original primitif devra seul servir "de Guide et de Norme."

- à Bahia et à Fernambouc, des Consuls,
- à Rio grande et à Santos, des Vice-Consuls 1).

Le Brésil entretient:

à Trieste, un Agent consulaire 2).

§. **6**.

AUTRICHE ET CHINE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre l'Autriche et la Chine.

L'Autriche entretient:

à Canton, un Consul-général et un Vicc-Consul 1).

§. 7.

AUTRICHE ET CRACOVIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 7. Russie et Cracovie. p. 1252.)

L'Autriche entretient:

à Cracovie, un Consul-général et un Chancelier du Consulat *).

§. 8.

AUTRICHE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 2. p. 1008.)

§. 9.

AUTRICHE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 2. p. 209.)

§. 10.

AUTRICHE ET ESPAGNE.

(Voyez plus haut Sect. III. §. 2. p. 329.)

§. · 11.

AUTRICHE ET ÉTATS DE L'ÉGLISE.

Le Traité de Commerce, conclu le 7 Décembre 1757, entre la Lombardie autrichienne et le Saint Siège ⁶), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

¹⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 223. 226. — Alman. de Gotha, 1840. p. 14—16.

²⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236.

⁻ Almanach de Gotha, 1840. p. 9.

³⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

— Almanach de Gotha, 1840. p. 16.

⁴⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

— Almanach de Gotha, 1840. p. 17.

⁵⁾ Traité de Commerce entre l'Impératrice Reine (Marie Thérèse) et le Saint Siège (Bénoit XIV), pour le Commerce dans les Possessions respectives en Italie.

L'Autriche entretient:

- à Ancone, un Consul-général,
- à Cività Vecchià, à Porto Lagoscuro (près de Ferrare), à Rome et à Sinigaglia, des Consuls,
- à Pesaro et à Ravenna, des Vice-Consuls,
- à Cervia, Cesena, Cesenatica, Comacchio, Fermo, Grottamare, Porto d'Anzio, Rimini et Sant' Alberto, des Agents consulaires ').

Les États de l'Église entretiennent:

- à Milan et à Venise, des Consuls-généraux,
- à Fiume, à Raguse, à Trieste et à Zara (Dalmatie), des Consuls,
- à Chiozza, à Porto Né (Illyrie) et à Zeugh (Croatie), des Vice-Consuls,
- à Albona (Illyrie), à Rouvigne (Illyrie) et à Sebenico (Dalmatie), des Agents consulaires 2).

§. 12.

AUTRICHE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1829, dix Ans, entre l'Autriche (François I) et les États-Unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Washington, le 27 Août 1829 ').

L'Art. VII. stipule "qu'il est expressément entendu et convenu que la Navigation de Ca"botage des deux Parties contractantes est entièrement exceptée de l'Application de ce Traité
"et de chacun de ses Articles."

Art. IX. Si une Partie, dans la Suite, accorde à quelque autre Nation quelque Faveur particulière de Navigation ou de Commerce, elle deviendra immédiatement commune à l'autre Partie, gratuitement, si elle est gratuitement 1) accordée à cette

Signé à Rome, le 7 Décembre 1757. [Imprimé séparément à Milan, en italien. in fol. — Martens, Recueil, Suppl. T. II. p. 76. (en italien.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. L. p. 142. (en italien.)]

- 1) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 223 226. Alman. de Gotha, 1840. p. 34 38.
- 2) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 235 237. Alman. de Gotha, 1840. p. 8—11.
- 3) Privilegirts Wiener Zeitung, 1831. du 25 Juin (en allemand.) — Laws of the United States of America, T. VIII. (du 4 Mars 1827
- au 3 Mars 1833) p. 946. (en anglais.) British and foreign State-Papers, T. XVII. 1829 1830. publié en 1832. p. 1252. (en anglais.) Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XIII. p. 108. (en anglais et en allemand.) Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 311. (en allemand.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 89. (en français.)

Nous avons adopté la Traduction publiée par M.M. d'Hauterive et de Cussy.

4) Nous avons substitué au mot solibrement," employé dans la Traduction donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, celui de segratuite-

autre Nation, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement la Liberté d'avoir, dans les Ports l'une de l'autre, des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires, nommés par Elles, qui jouiront des mêmes Pouvoirs et Priviléges que ceux des Nations les plus favorisées. Mais si quelques-uns de ces Consuls exercent le Commerce, ils seront assujétis aux mêmes Lois et Usages, auxquels les Individus particuliers de leurs Nations sont soumis dans les mêmes Lieux, relativement à leurs Transactions commerciales.

Les Citoyens ou Sujets de chaque Partie, auront le Pouvoir de disposer de leurs Biens personnels, dans la Jurisdiction l'une de l'autre, par Testament, Donation ou autrement; et leurs Représentants, étant Citoyens ou Sujets de l'autre Partie, hériteront de leurs Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres Personnes agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, en payant seulement les Droits, Taxes et Charges, auxquels les Habitants du Pays, où lesdits Biens sont situés, peuvent être soumis dans de semblables Occasions: et, en Cas d'Absence des Représentants, on prendra les mêmes Soins desdits Biens, qu'on le ferait pour les Biens d'un Natif, dont la Position serait la même, jusqu'à ce que le Propriétaire légitime puisse prendre des Mesures pour les recevoir; et, s'il s'élevait quelque Discussion entre plusieurs Réclamants, auquel d'entre eux ') lesdits Biens appartiennent, cette Question sera décidée définitivement par les Lois et les 'Juges du Pays où se trouvent lesdits Biens.

Mais cet Article ne dérogera, en aucune Manière, de la Force des Lois déjà publiées, ou qui seront publiées dans la Suite, par S. M. l'Empereur d'Autriche, pour prévenir l'Émigration de ses Sujets.

"ment," parce que le Texte anglais porte "freely," qui, dans l'Acception donnée, ne signifie point librement, mais gratuitement, et la Traduction allemande, unentgeltlich.

1) Le Texte anglais porte,, and if any ques-,, tion should arise among several claimants, ,, to which said goods belong," et la Traduction allemande,, und wenn die Frage sich er-,, heben sollte, welchem von mehreren Indivi"duen, die auf die Erbfolge Ansprüche ma-"chen, dieselbe zugehöre," ce qui, dans la Traduction française donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, est rendu par "et s'il s'éle-"vait quelque Discussion entre plusieurs Récla-"mants auxquels lesdits Biens appartiennent."

Il nous semble évident que le ,, to which" anglais doit être rendu en français par ,, au-,, quel d'entre eux."

1400 Liv. III. Chap. I. Sect. XI. Autriche. §§. 13-16:

L'Art. XII. stipule que le présent Traité ,, continuera d'être en force pendant dix Ans, à ,, compter du Jour de l'Échange des Ratifications 1), et si, un An avant l'Expiration de ce Tems, , aucune des Hautes Parties contractantes n'a annoncé à l'autre, par une Notification officielle, ,, son Intention d'arrêter les Effets dudit Traité, il restera obligatoire pour un An au-delà de ,, ce Terme; et il en sera ainsi jusqu'à l'Expiration des douze Mois, qui suivront une Notifica-, tion semblable, quel que soit le Tems où elle pourra avoir lieu."

L'Autriche entretient:

- à New-York, un Consul-général,
- à la Nouvelle-Orléans, un Consul,
- à Savannah, un Vice-Consul²).

Les États-Unis entretiennent:

à Trieste, Venise et à Vienne, des Consuls 3).

§. 13.

AUTRICHE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 2. p. 16.)

§. 14.

AUTRICHE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre l'Autriche et la Ville libre de Francfort.

L'Autriche entretient:

à Francfort, un Consul-général :).

La Ville libre de Francfort entretient:

à Trieste, un Consul 5).

§. 15.

AUTRICHE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 2. p. 609.)

§. 16.

AUTRICHE ET GRÈCE. .

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1835, dix Ans, entre l'Autriche (Ferdinand I) et la Grèce (Othon I), conclu à Athènes, le 4 Mars (20 Février) 1835 6).

- 1) Les Ratifications ont été échangées à Washington, le 10 Février 1831.
- 2) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 225. 226. Alman. de Gotha, 1840. p. 4. 5. 7.
- 3) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236 238. Alman. de Gotha, 1840. p. 10. 11.
- List of Ministers, Consule, etc. p. 8.
- 4) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

 Staats-Kalender der freien Stadt Frankfurt, 1838. p. 80. Almanach de Gotha,
 1840. p. 48.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236.

 Staats-Kalender, p. S1.
 - 6) Wiener Zeitung, 1835. Septembre. (en al-

En tout ce qui a rapport à la Police des Ports, au Chargement ou Déchargement des Navires, à la Sûreté des Marchandises, Objets de Trafic, Biens et Effets quelconques, les Sujets des Hautes Parties contractantes seront soumis aux Lois et Réglements de Police locaux; par contre, ils jouiront en leurs Personnes et Biens, dans toute l'Étendue des Territoires respectifs, des mêmes Droits, Priviléges, Faveurs, Exemptions, qui sont ou seraient accordés aux Nationaux. Ils pourront disposer librement de leurs Propriétés, par Vente, Échange, Donation, Testament, ou de toute autre Manière, sans qu'il y soit mis aucun Obstacle ou Empêchement, en se conformant néanmoins aux Lois et Réglements de leur Pays respectif. Ils pourront transférer, comme bon leur semblera, leur Fortune d'un des deux Territoires dans l'autre, sans être assujétis, à raison de cette Translation, à une Taille ou Taxe extraordinaire quelconque.

Art. XI. S'il arrive que quelque Navire de guerre ou marchand, autrichien ou grec, fasse Naufrage dans les Ports ou sur les Côtes des Territoires respectifs, le plus grand Secours possible leur sera donné, tant pour la Conservation des Personnes et Effets, que pour la Sûreté, le Soin et la Remise des Articles sauvés, et ceux-ci ne seront assujétis à payer des Droits qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la Consommation.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le Droit de nommer des Consuls-généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires, dans tous les Ports ou Villes des Domaines de l'autre, où ils sont et seront jugés nécessaires pour le Développement du Commerce et des Intérêts commerciaux de leurs Sujets. Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernements respectifs, ne pourront toutefois entrer en Fonction sans l'Approbation préalable du Gouvernement dans le Territoire duquel ils seront employés. Ils jouiront dans l'un et l'autre Pays, tant dans leurs Personnes, que pour l'Exercice de leurs Fonctions, de Priviléges égaux.

lemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVI. p. 744. (en allemand.) — Nous avons adopté la Traduction française,

donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. IV. p. 387.

1402 LIV. III. CHAP. I. SECT. XI. AUTRICHE. §§. 17-19.

L'Art. XVIII. fixe la Durée du Traité à dix Ans, à dater du Jour de l'Échange des Ratifications 1), et au-delà de ce Terme jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son Intention d'en faire cesser les Effets.

L'Autriche entretient:

- à Naples de Romanie, Patras et Syre, des Consuls,
- à Calamata, Naxie, Santorin et Tine, des Vice-Consuls,
- à Milo, Mycone, Sifanto et Zea, des Agents consulaires 2).

La Grèce entretient:

- à Vienne, un Consul-général,
- à Trieste et à Venise, des Consuls 3).

§. 17.

AUTRICHE ET HANOVRE.

Il n'existe point de Truité de Commèrce entre l'Autriche et le Hanovre.

L'Autriche entretient:

un Consul-général, pour toutes les Côtes et Ports du Royaume (qui réside à Hambourg) 1).

Le Hanovre entretient:

- à Trieste, un Consul,
- à Fiume et à Venise, des Vice-Consuls 5).

§. 18.

AUTRICHE ET HESSE (GRAND-DUCALE).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Hesse grand-ducale.

La Hesse entretient:

à Trieste, un Consul 6).

§. 19.

AUTRICHE ET LUCQUES.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Duché de Lucques.

- 1) Les Ratifications ont été échangées à Vienne, le 9 Septembre 1835.
- 2) H. v. St. Schematismus, Part. I. p. 224 226. Alman. de Gotha, 1840. p. 59. 60.
- 3) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236
- -238. Alman. de Gotha, 1840. p. 10, 11.
 - 4) H. v. St. Schematismus, Part. I. p. 224.
- Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Hannover, 1838. p. 94. — Almanach de Gotha, 1840. p. 62.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 235

 —237. Hof- und Staats-Handbuch, p. 92.
- Almanach de Gotha, 1840. p. 8. 10. 11.
- 6) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236.
- Almanach de Gotha, 1840. p. 10.

Le Duché de Lucques entretient: à Trieste, un Consul').

§. 20.

AUTRICHE ET MAROC 2).

Substance du Traité d'Amitié que l'Ambassadeur de l'Empereur de Maroc (Mahomet, Fils d'Abdal-lah) a présenté à l'Empereur romain (Joseph II), au Nom de son Souverain, et qui a été signé en latin, à Fez, l'An 1783 3).

Toute Espèce de Secours sera accordée aux Bâtiments impériaux naufragés.

Traité de Paix, conclu entre le victorieux Sou1805, verain Sidi-Mohammed, Fils d'Abd'allah, Empereur d'Occident, et l'illustre Souverain allemand,
Joseph II, César des Romains, de Germanie, Jérusalem,
Hongrie et Pays qui en dépendent, à la Satisfaction et du
Consentement des deux Puissances, pour être, par la Grâce
et la Puissance divine, durable et perpétuel, sans autre Addition que la Démonstration et l'Affermissement d'une Amitié
tendant à assurer, sur Terre et sur Mer, la Sûreté des Sujets des deux Empires, tant dans leurs Personnes que dans
leur Commerce. Fait à Maroc, le 10 de la Lune de Raji (?)
de l'An 1218, qui répond au 5 Février 1805 *) 5).

Les Art. II. III. et IV. statuent sur la Visite des Bûtiments en haute Mer.

Dans le Cas que la Force des Vents fit naufrager quelque Bâtiment d'une des deux Puissances dans leurs Ports ou sur une de leurs Rives respectives, tout ce qui sera trouvé à bord, Marchandises ou autres Objets quelconques,

¹⁾ H. u. St. Schematismus, P. I. p. 236. — Alman. de Gotha, 1840. p. 10.

²⁾ Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. V. Des Relations entre l'Autriche et l'Afrique. §. 519. p. 495. Alger; Tunis; Tripoli; Maroc.

³⁾ Storia dell' Anno 1783. p. 209. (en italien.) — Martens, Recueil, T. III. p. 705.

⁽en italien.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 106. (en français.)

⁴⁾ d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 106. (en français.)

⁵⁾ En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 5 Février 1805, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 17 Zilkaadè de l'an 1219.

sera respecté et mis en Sûreté. Les Habitants de l'Endroit prêteront toute Assistance au Sauvetage du Chargement; et, pour que les Hommes soient en Sûreté pour leurs Vies et leurs Propriétés, on fournira tout ce dont le Bâtiment aura besoin, on lui rendra tous les Services qu'il pourra réclamer, et on le laissera poursuivre son Voyage en toute Sûreté, aussitôt qu'il sera en état de le faire.

Tout Consul impérial ou Vice-Consul, qui viendra à son Poste dans un de Nos Ports, y sera reçu avec tous les Honneurs convenables. Sa Maison sera respectée. Il pourra, ainsi que le font les autres Consuls en Paix avec Nous, y arborer son Pavillon.

Si des Différends surviennent entre des Sujets impériaux, le Consul en sera le seul Juge, et seul il pourra décider entre eux.

L'Art. X. statue que la Guerre venant à éclater, soit entre une des Puissances contractantes et une des Puissances musulmanes, soit entre l'une des deux Puissances contractantes et une autre Puissance, le Commerce et la Navigation entre l'Empire d'Autriche et celui de Maroc ne devront point en souffrir.

Si, par suite des Tems (ce qu'à Dieu ne plaise!), et contre l'Attente des deux Puissances, la Paix et la bonne Intelligence venaient à être troublées, et qu'il en résultât entre Elles quelque Guerre, les Hostilités ne commenceront que six Mois après la Guerre déclarée; les Sujets des deux Puissances, qui se trouveront dans les États respectifs, seront, eux et leurs Propriétés, en toute Sûreté, afin qu'ils puissent se rendre, dans les six Mois, dans leurs Patries. Il est juste qu'ils n'éprouvent, durant ce Laps de Tems, aucune Perte en ce qui leur appartient.

L'Autriche entretient:

à Tanger, un Agent général 1).

§. 21.

AUTRICHE ET MECKLEMBOURG (SCHWERIN).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Mecklembourg (Schwerin).

L'Autriche entretient:

un Consul-général (qui réside à Hambourg) 2).

¹⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 226.

— Almanach de Gotha, 1840. p. 104.

²⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

[—] Grofsherzogl. Mecklenburg - Schwerinscher Staats-Kalender, 1838. p. 9. — Almanach de Gotha, 1840. p. 66.

Le Mecklembourg entretient:

à Trieste, un Consul 1).

§. 22.

AUTRICHE ET MODÈNE.

Le Traité de Commerce, signé à Milan, le 26 Décembre 1777 2), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs dans les deux États.

Le Duché de Modène entretient:

à Trieste, un Agent consulaire 3).

§. 23.

AUTRICHE ET OLDENBOURG.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre l'Autriche et le Grand-Duché d'Oldenbourg.

L'Autriche entretient:

un Consul-général (qui réside à Hambourg) 1).

, Le Grand-Duché d'Oldenbourg entretient:

à Trieste, un Consul 5).

§. 24.

AUTRICHE ET PARME (PLAISANCE ET GUASTALLE).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Duché de Parme (Plaisance et Guastalle).

Le Duché de Parme entretient:

à Vienne, un Agent particulier 6).

§. 25.

AUTRICHE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 2. p. 899.)

- 1) H. s. St. Schematismus, Part. I. p. 237.

 Alman. de Gotha, 1840. p. 10.
- 2) Traité de Commerce entre S. M. Plimpératrice (Marie Thérèse), Reine de Hongrie et de Bohème, comme Duchesse de Milan et de Mantoue, et S. A. royale le Sérénissime Archiduc d'Autriche, Grand-Duc de Toscane (Léopold I) d'une part, et S. A. Sérénissime le Seigneur Duc de Modène, Reggio, etc. (François III) de l'autre part, en faveur de la Route nouvellement construite entre Pistoia, Modène et Mantoue, signé à Milan, le 26 Décembre 1777.
- (en italien.) [Imprimé séparément par autorité à Milan, in fol. Martens, Recueil, T. II. p. 562. (en italien.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 198. (Extrait en italien. Art. X. XII. et XIII.)]
- 3) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 237.

 Alman. de Gotha, 1840. p. 10.
- 4) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

 Almanach de Gotha, 1840. p. 68.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 237.

 Almanach de Gotha, 1840. p. 10.
 - 6) Almanach de Gotha, 1840. p. 11.

§. 26.

AUTRICHE ET POLOGNE.

En vertu des Art. VIII. et IX. du Traité de Paix et d'Amitié entre l'Autriche et la Pologne, du 18 Septembre 1773 1), les deux Puissances signèrent, le 16 Mars 1775, deux Actes séparés, contenant, le premier, différentes Stipulations relatives à la Condition des Sujets du Royaume de Pologne, qui venaient de passer sous la Domination de l'Autriche, le second, des Dispositions relatives au Commerce entre les deux États.

Acte séparé, contenant différentes Stipulations 1775, entre S. M. l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse) et S. M. le Roi (Stanis-las Auguste) et la République de Pologne; fait à Varsovie, le 16 Mars 1775 2).

Dans les Procès civils, qui existent ou qui pourraient exister entre les Sujets des deux États, on observera la Règle ordinaire que le Demandeur suive la Jurisdiction du Défendeur, et tout Criminel devra être puni dans le Lieu où le Délit aura été commis. S. M. le Roi et la République de Pologne promettent au reste de prendre des Arrangements efficaces, pour qu'il soit toujours administré bonne et prompte Justice aux Sujets de S. M. l'Impératrice Reine, et que surtout l'Exécution soit donnée aux Sentences émanées en dernier Ressort dans les Tribunaux. S. M. l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème, promet également bonne et prompte Justice aux Citoyens polonais, qui pourront avoir des Procès dans Ses États, et en général on maintiendra, de part et d'autre, les Transactions, les Sentences et l'Exécution des Décrets émanés en dernier Ressort et confirmés par les Constitutions, avant la Prise de Possession des Provinces cédées à S. M. l'Impératrice Reine.

1) Traité de Paix et d'Amitié entre S. M. l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, signé à Varsovie, le 18 Septembre 1773. [Imprimé séparément en allemand, à Vienne, in 4°. en 1773. — Konstytucye publiczne seymu extraordynaryinego Warszawskiego roku 1773—1775 (c. à. d. Constitution publique de la Diète extraordinaire tenue à Varsovie, depuis 1773 jusqu'en 1775) (T. I. II. in fol.) T. I. p. 12. (en français et en polonais.) — J. W. Jezjersky, Traktaty Polskie z sądniemi mocarstny zawarte od

roku 1618 (c'est à dire Traités de la Pologne avec les Puissances limitrophés, depuis l'annéc 1618) (Varsovie 1789. in 8°.) p. 124. (en polonais,) — Martens, Recueil, T. II. p. 109. (en français.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 55. (Sommaire.)]

2) Konstytucye, etc. T. I. p. 45. (en français et en polonais.) — Jezjersky, Traktaty, p. 150. (en polonais.) — Martens, Recueil, T. II. p. 116. (en français.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 50. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 150. (Extrait en français. Art. IV. et V.)

Acte séparé, contenant tout ce qui regarde le 1775, Commerce entre l'Autriche et la Pologne, fait à Varsovie, le 16 Mars 1775 1)

et prompte Justice, pour tous les Commerçants, asin qu'ils ne soient vexés en aucune Manière, et qu'ils puissent aller négocier et revenir librement, de part et d'autre, en payant les Droits du nouveau Tarif; de sorte que toutes les Facilités ou Exemptions, que S. M. l'Impératrice Reine accordera aux Sujets de S. M. le Roi et la République de Pologne, seront réciproquement observées pour les Sujets de S. M. l'Impératrice Reine, et la Justice, de part et d'autre, pour tous les Procès provenant d'Affaires de Négoce, sera administrée avec la même Promptitude que celle pour les Lettres de Change.

De part et d'autre, on s'engage que le Commerce, devant être libre, le Gouvernement même ne pourra forcer les Marchands de lui vendre leurs Denrées 2), ou d'en acheter, sous quelque Prétexte que ce soit; de même, il n'y aura nulle Contrainte réciproquement, de prendre au lieu d'Argent comptant quelque Denrée que ce soit, si ce n'est volontairement ou par Convention entre les Négociants.

Puissances, en Cas de Maladie ou en quelque Tems que ce soit, avant ou même à l'Article de la Mort, de léguer par Testament, ou par quelque autre Disposition que ce puisse être, ou de donner les Marchandises, Effets, Argent, Prétentions, Dettes à recevoir et tous Biens meubles, qui leur appartiendront ou devront leur appartenir, à l'Heure de la Mort, dans toute l'Étendue de Leurs États, à qui ils le jugeront à propos. Et, s'il arrivait que quelque Marchand de S. M. l'Impératrice Reine, vint à mourir en Pologne, ou un Marchand polonais dans les États de S. M. l'Impératrice Reine, soit qu'il ait testé, ou non, leurs Marchandises, Effets, et tout ce qu'ils pourront laisser, seront remis contre Quittance, sans en rien détourner ou retenir, à

(en français.)

¹⁾ Konstytucye, T. I. p. 51. (en français et en polonais.) — Jezjersky, l. c. p. 154. (en polonais.) — Martens, Recueil, T. II. p. 120. (en français.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LX. (Semmaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 151.

²⁾ Le Texte français, rapporté par Martens, et reproduit par M.M. d'Hauterive et de Cussy, porte, de lui vendre ses Denrées," au lieu de ,, leurs Denrées."

leurs Compagnons, ou à celui qui se présentera pour les requérir; bien entendu que le Testament ou le Droit ab intestat, seront prouvés selon les Lois du Lieu où la Personne sera décédée, et que, sur tout ce qui sera transporté hors du Pays, il sera payé un Droit de dix pour cent de la Valeur.

§. 27.

AUTRICHE ET PORTE OTTOMANE 1).

Maîtres de Constantinople, les Turcs ne tardèrent guère à s'ingérer dans les Affaires de la Hongrie et de la Transilvanie; ils poussèrent même leurs Incursions jusque dans les Provinces ullemandes de la Maison d'Autriche.

De là les Guerres fréquentes entre l'Autriche et la Porte, qui ne furent interrompues que par de courtes Trèves, depuis 1544 jusqu'en 1606 2).

Le premier Traité formel de Paix, pour vingt ans, fut signé le 11 Novembre 1606 3), sous des

- 1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. IV. Des Relations entre l'Autriche et la Porte. §. 517. Possessions. §. 518. Commerce. Alliances. p. 492—494.—L'aperçu des Relations entre l'Autriche et la Porte, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 112., est aussi incomplet qu'incorrect.
- 2) Voyez dans von Hammer, Geschichte,
 T. III. Liv. XXX. p. 272. Trève pour un
 An et demi, signée à Andrinople, le
 10 Novembre 1545. entre l'Empereur Charles Quint et Ferdinand I, Roi de Hongrie, d'une part, et le Sultan Suley man I
 de l'autre part. (Mr. de Hammer a omis de
 citer cette Trève dans la Liste des Traités,
 T. IX. p. 287. d'Ohsson, l. c. T. VII.
 Liv. IX. p. 453. lui donne la date de 1544.
 Martens, Cours diplomatique, T. II.
 p. 1218. avec la date de 1544.)
- T. III. Liv. XXX. p. 275. Trève pour cinq Ans, entre les mêmes Parties contractantes, signée à Andrinople, le 19 Juin 1547. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 453. cité.)
- T. III. Liv. XXXI. p. 329. Trève pour cinq Ans, entre les mêmes Parties contractantes, signée dans le faubourg de Chalcédoine, le 29 Août 1553.
- T. III. Liv. XXXII. p. 361. Trève pour sept Mois, entre l'Empereur Ferdinand I et le Sultan Suléyman I, signée à Andrinople, dans le Mois de Mars 1557.
- T. III. Liv. XXXIII. p. 389. Renouvellement de la Trève entre les mêmes Par-

- ties contractantes, pour kuit Ans, signé à Constantinople, en 1562.
- T. III. Liv. XXXV. p. 514. Trève pour huit Ans, entre l'Empereur Maximilien II et le Sultan Sélim II, signée à Constantinople, le 17 Février 1568. (Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1218. avec la fausse date de 1567.)
- T. III. Liv. XXXVI. p. 611. Renouvellement de la Trève entre les mêmes, signé à Constantinople, le 24 ()ctobre 1573.
- T. IV. Liv. XXXVII. p. 20. Renouvellement de la Trève entre l'Empereur Maximilien II et le Sultan Amurat III, signé à Constantinople, le 9 Octobre 1574.
- T.IV. Liv. XXXVII. p. 27. Renouvellement de la Trève entre l'Empereur Rodolphe II et le Sultan Amurat III, en 1577.
- T. IV. Liv. XXXIX. p. 144. Renouvellement de la Trève entre les mêmes, signé à Constantinople, le 11 Janvier 1584.
- T. IV. Liv. XL. Renouvellement de la Trève, entre les mêmes, en 1591. où il faut lire (T. IX. Liste des Traités, etc. p. 290. No. 186.) p. 214. au lieu de p. 246.
- T. IV. Liv. XLII. p. 370. Trève pour trois Semaines, pour l'Ouverture d'un Congrès entre l'Empereur Rodolphe II et le Sultan Achmet I, conclue le 10 Janvier 1604.
- T. IV. Liv. XLII. p. 392. Trève pour trentedeux Jours, entre les mêmes, conclue le 14 Juillet 1606.
- 3) Instrumentum Caesareum Pacificationis ad Situa Torock*), inter Ru-

^{&#}x27;) Situa Torock. [d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. Traité de Zeïdeva (Zsidova), près

de Strigonie (Gran). p. 453. 454. (Sommaire.)]
Le mot hongrois Torok (en latin Guttur,

des Tentes, à l'Endroit où la Sitva tombe dans le Danube, près de Comorn '). Ce Traité, rédigé en latin et en turc, qui se compose de XVII Articles (Pucis Conditiones), stipule (Art. I.) que les deux Empe eurs s'adresseront, par l'Organe des Ambassadeurs enveyés de part et d'autre, des Paroles analogues aux Rapports qui existent entre un Père et un Fils, eu entre un Fils et un Père, et que cela se pratiquera par la présente Ambassade, c'est à dire par les Ambassadeurs qui apporteront les Ratifications respectives (ut advenientibus et utrosque Imperatores Legatis, unus in Patrem alter vero in Filium se suscipiant, idque fiat per istam Legationem) 2). (Art. II.) que les deux Monarques se donneront réciproquement le Titre d'Empereur, c. à. d. que le Sultan donnera à l'Empereur le Têtre d'Empereur romain (en latin Caesar, en turc Roma Tschassari), et non celui de Kral, Roi 3), et que, de part et d'autre, on procédera avec Courtoisie (humaniter procedatur) dans toutes les Pièces écrites, les Lettres et les Visites. (Art. XI.) qu'au lieu du Présent ou Tribut annuel de 30,000 ducats, que l'Empereur payait autrefois à la Porte, il payera cette fois-ci la somme de 200,000 florins, une fois pour toutes. (Art. XII.) que les deux Cours s'enverront tous les trois Ans des Ambassadeurs, Porteurs de Présents, et que, de part et d'autre, on choisira des Personnes convenables et du même Rang (Personas aequales et condecentes). (Art. XIV.) Les Ambassadeurs de S. M. impériale, lorsqu'ils seront arrivés à la Porte 4), auront la Faculté de présenter toute Espèce de *Demandes* à l'*Empereur turc*.

dolphum II, Romanorum Imperatorem ac Hungariae Regem, et Achometem I, Turcarum Sultanum, ini ae in Festo Sancti Martini 1606. (Imprimé en allemand, à Prague, en 1606, et à Nuremberg, en 1607. — Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 78. (en latin.) - Lunig, Codex Germaniae diplomaticus (Francfort 1732. 1733. T. I. II. in fol.) T. I. p. 1103. (en latin.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Part. III. Introduction. p. 238. (Sommaire.) — von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLII. p. 393. 394. (Sommaire.) L'Auteur remarque avec raison que les Publicistes et les Historiens n'ent point suffisamment apprécié jusqu'ici la haute Importance de ce Traité qui, en établissant le premier des Principes de Parité et de Réciprocité, conformes au Droit international, a eu une influence aussi décisive que salutaire sur les Rapports politiques et diplomatiques entre la Porte et les Puissances chrétiennes.)

1) Comorn ou Komorn (Komarom), Ville

Gula, Faux, Jugulus), joint au nom d'un Fleuve ou d'une Rivière, signifie Embouchure t); par conséquent, Sitva-Torok signifie l'Endroit où la Sitva s'embouche dans le Danube. (Joh. Chr. von Engel, Geschichte des ungrischen

libre royale") de la Hongrie, Chef-lieu du Comitat du même nom, au confluent du Waag et du Danube, avec une Forteresse, qui passe pour une des plus fortes de l'Europe. (Adr. Balbi, l. c. p. 245. — Langlois, l. c. T. L. p. 623. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 511.)

2) Il n'est point fait mention de cette Disposition, très obscurément exprimée, dans les
Sommaires donnés par d'Ohsson et par Hammer, mais nous y trouvens une autre Stipulation à peu près semblable; elle porte: ,, que les
,, Monarques auront l'Attention de s'écrire mu,, tuellement des Lettres pleines de Témoignages
,, d'Égards et d'Amitié, analogues à celles que
,, s'écrivent un Père et un Fils."

3) Les Turcs n'avaient donné jusqu'alors à l'Empereur que le Titre de Roi de Vienne. (von Hummer, Geschichte, T. IV. Liv. XLII. p. 394. — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 454.)

4) Le premier Ambassadeur à résidence fixe près la Porte, de la part de la Cour impériale,

Reichs und seiner Nebenlünder (Halle 1797. T. I-IV. gr. in 4°.) T. IV. p. 327.)

') Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XI. Autriche. §. 2. p. 508. Col. 1. note 4.

Щ.

de l'Auteur et de la Langue hongroise. Bu de T. I. A—K. 1831. T. II. L—Z. 1832. in 8°.) p. 264.) — Magyar és Német zsebszótar, közre bocsátá a' magyar tudós társaság, Budán 1835—1838. T. I. II. in 8°.). — (Dictionnaire de Poche hongrois et allemand, et allemand et hongrois, publié aux frais de la Société scientifique hongroise, Bu de 1835—1838. T. I. II. in 8°.) T. I. p. 708.

90

t) Magyar szótár gyökérrendel és deákozattal. Készétette Kresznerics Ferencz,
etc. etc., a' magyar tudós társaság' tiszteletbeli
tagja. — Kiadtak a' magyar nyelv' és a'
szerző' néhány barátjai. Első Rész A—K
Budán 1831. Második Rész L—Z. Budán 1832. (Dictionnaire hongrois-latin, avec
l'Indication des Racines, par François Kresznerics, etc. etc., Membre honoraire de la Société
scientifique hongroise, publié par plusieurs Amis

L'Exécution du Traité de Sitva-Torok donna lieu à une Convention séparée, qui fut conclue à Neuhäusel 1), le 28 Mars 1608 2).

Les premières Stipulations, relatives aux Rapports de Commerce entre les deux États, sont contenues dans le Traité signé à Vienne, le 1 Juillet 1615. Ce même Traité statue aussi sur les Attributions des Consuls, sans que le Droit d'en instituer ait été établi par aucune Disposition antérieure ²).

fut Albert de Wyss. Ses Lettres de Créance étaient datées de Prague, du 17 Juillet 1563. (von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXXIII. p. 400. note d.)

Le Titre d'Internonce'), que portaient les Ministres de la République de Pologne à la Cour du Sultan, et que les Turcs traduisirent par Kutschuk Eltschi (petit Ambassadeur), a pour la première fois été donné, en 1627, au Ministre d'Autriche près la Porte, lorsque Istuan (Étienne) Bologh fut chargé de porter à Constantinople l'Instrument par lequel l'Empereur Ferdinand III ratifia le Traité de Paix conclu à Szöny **), le 13 Septembre 1627. (von Hammer, l. c. T. V. Liv. XLVI. p. 24. no e e. p. 97.) En donnant à son Ministre le titre d'Internonce, l'Empereur avait pour but de lui assurer, ainsi que la Cour de Rome le faisait aux Cours catholiques, le rang sur les Ministres du second rang des autres Cours, sans cependant lui conférer le caractère d'Ambassadeur. Par la suite, les Ministres d'Autriche portèrent tantôt le titre d'Internonces, tantôt celui de Commissaires, de Plénipotentiaires ou d'Ambassadeurs (Boischafter et Grofsboischafter). Ce n'est que depuis 1779, lers de la nomination du Baron de Herbert Ratkeal à la Mission de Constantinople, que les Ministres de la Cour de Vienne ont constamment porté

le titre d'Internonce, auquel on a ajouté depuis le Congrès de Vienne celui de Ministre plénipotentiaire. — Depuis que toutes les Cours ont adopté le Réglement sur le Rang des Agents diplomatiques, arrêté par les Puissances signataires de l'Acte du Congrès de Vienne, l'Internonce et Ministre plénipotentiaire de la Cour d'Autriche prend son rang parmi les Ministres de seconde Classe; il suivait autresois immédiatement après le dernier Ambassadeur en rang, et ne souffrait pas d'Intermédiaire.

- 1) Neuhäusel (Ersek-Ujvar) sur la Neitra, petite Ville en Hongrie, dans le Comitat de Neitra. Elle était autrefois une Forteresse importante. (Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 482. Langlois, l. c. T. V. p. 211. Col. 2. se trompe grossièrement en donnant le nem de Neuhäusel à un bras du Danube.)
 - 2) v. Hammer, Gesch. T. IV. Liv. XLIII.
- 3) Mr. de Hammer, dans le Sommaire qu'il donne de ce Traité (Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 485.), dit "qu'on stipula la Nomina"tion de Consuls peur la Sùreté du Commerce "(auch für die Sicherheit des Han"dels die Anstellung von Consuln be"dingt ward)," mais la Version latine, tirée de la Chancellerie impériale aulique de guerre à Vienne, et publiée par Du Mont et par Lunig, ne contient point cette Stipulation.

"Ministre Représentant du Pape: comme l'In-"ternonce est son Envoyé extraordinaire." (Voyez sur les Nonciatures et Internonciatures, Real, Science du Gouvernement, T.V. Droit des Gens, Sect. III. p. 47. Sect. V. p. 62-86. — Baron de Bielefeld, Institutions politiques (La Haye 1760. T. I—III. in 4°.) T. II. Chap. IX. §. 15. p. 171. §. 16. p. 172. §. 21. 22. p. 175. — Martens, Précis du Droit des Gens moderne de l'Europe, T. II. Liv. VII. Chap. II. §. 192. 193. p. 48—52. — Klüber, Droit des Gens moderne de l'Europe, T. I. Part. II. T. II. Sect. II. Chap. III. §. 180. 181. p. 285 — 288. — Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne, I. Aragon. A. p. 244. Col. 1. note '.)

") Szöny, petite Ville de Hongrie, dans le Comitat de Comorn, sur la rive droite du Danube. (Langlois, l. c. T. IV. p. 1316. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 511.)

^{*)} Wicquefort, dans l'Ouvrage intitulé L'Ambassadeur et ses Fonctions (Amsterdam 1730. T. I. II. in 40.) dit: T. I. Liv. I. Sect. X. p. 115. "Antoine-Marie Gratiani, qui a écrit la vie "du Cardinal Commendon, en parlant du pre-"mier Emplei que ce Prélat eut comme Nonce, "s'exprime d'une façon qui fait juger qu'en ce , tems-là le mot de Nonce n'était pas si connu, "ou du moins pas si commun qu'il l'est devenu "depuis, particulièrement en Italie. Il dit qu'en 7 l'an 1555, Commendon fut envoyé par le Pape nà l'Empereur, en qualité d'Ambassadeur, ou "pour me servir du terme nouveau, qui est "dėja fort en usage à Rome, dit-il, il y alla "comme Nonce de Sa Sainteté. Ceux qui "n'ont qu'une connaissance fort médiocre des "Affaires de France, ne peuvent pas ignorer, "qu'il y avait longtems qu'on y parlait de "Nonces. Le met est un peu plus latin que "celui d'Ambassadeur, mais il signifie la même "chose; sinon qu'il désigne particulièrement le

Premier Renouvellement de la Paix de 1615, 1510 Sitva-Torok, augmentée de nouveaux Articles et prolongée pour les prochaines vingt Années, entre Mathias, Empereur des Romains, et Achmet, Sultan des Turcs, signée à Vienne, le 1 Juillet 1615 1).

Art. VII. Ceux qui professent être le Peuple de J. Chr., et qui obéissent au Pape, de quelle Dénomination que ce soit, Ecclésiastiques (séculiers), Moines ou Jésuites, auront le Droit de construire des Églises dans les États du Sérénissime Empereur des Turcs, où ils pourront, d'après leur Usage, conformément aux Statuts de leur Ordre, et d'après l'antique Rite, lire l'Évangile, se réunir en Assemblée et vaquer au Service divin; ils seront traités avec Bienveillance par le Sérénissime Empereur des Turcs et par ceux qui dépendent de Lui, et personne ne devra en aucune Manière les molester, en élevant des Prétentions contraires à ce qui sera juste et équitable.

L'Art. IX. statue qu'il sera permis aux Marchands turcs de Constantinople, d'exercer librement le Commerce dans les Provinces limitrophes 2), à condition qu'ils produiront des Passeports des Gouverneurs ou des Employés de l'Office du XXXe (Trices i mator) 3), établis

1) Renovatio Pacis Situatoroccusis, novis Articolis auctae, et in vigenti annos proximos prorogatas, inter Mathiam, Imperatorem Romanorum, et Achomathem, Turcarum Sultanum. Facta Viennae, Anno Dom. 1615. (en latin et en turc.) (Imprimé séparément à Vienne. — Du Mont, I. c. T. V. Part. II. p. 264. (en latin.) — Lunig, Cod. Germ. diplom. T. I. p. 1719. (en latin.) — Martens, Cours dipl. T. II. p. 1218. (cité.) avec la date du 1 Décembre 1615, qui est celle de la Ratification impériale. - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 454. (Sommaire.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Part. III. Introduction. p. 242. (cité.) — von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 484. 485.)

La Traduction française, que neus donnons, a été faite sur la Version latine, rapportée par Du Mont.

2) "In has Provincias" c'est à dire "in "Pagos circa limites utrinque deva-"statos et Colonis destitutos" dont il est question dans l'Art. VII.

L'établissement de l'Impôt du XXXe (Dreissigstween, Dreifsigstordnung) dans le Reyaume de Hongrie, est généralement attribué au Roi Charobert (Charles Robert, 1312 -1342). Le produit de cet Impôt n'appartenait point dans l'origine au Roi, il était versé dans le Trésor du Royaume, et employé aux Besoins de l'Etat; mais déjà sous le règne de Mathias Corvin (1458—1490), il fut distrait du Trésor public et englobé dans le Revenu particulier du Roi; il est devenu depuis un des Droits réguliens. Toute Marchandise payait, soit à l'Entrée, soit à la Sortie, soit comme Droit de Transit '), 31 pour cont, c. à. d. 3 florins 20 xr. ou le trentième de la Valeur; c'est ce qui a fait denner à cet Impôt de la Douane hongrouse le nom de XXX e (Dreijsigsi-Gefülle on Dreissigst-Gebühren), et les Bureaux, où il se perçoit, sont désignés par le nom de Bureaux ou Offices du XXXe

³⁾ Tricesimator (Tricesimarius). Voyez A delung, Glossar. manuale, T. VI. p. 644. Col. 1. Art. Tricesima.

^{&#}x27;) Voyez plus haut p. 121. Col. 1. note t. — Comparez Encyclopédie méthodique, Commerce, T. III. p. 777. Col. 2. — Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1845. — Dictionnaire universel de Commerce, Ban-

que, Manufactures, Douanes, etc. etc. par une Societé de Négociants, de Jurisconsultes, et de Personnes employées dans l'Administration (Paris 1805. T. I. II. in 4°.) T. II. p. 905. Col. 1.

sur les Frontières; si lesdits Marchands veulent se rendre plus avant dans l'Intérieur, on leur donnera une Escorte suffisante pour traverser les Endroits où il y aurait un Danger quelconque, et après qu'ils auront payé les Droits et ce qui d'ailleurs est d'Usuge, personne ne devra les molester ni les empêcher de continuer leur Voyage, dans telle Direction qu'ils voudront lui donner.

Les Marchands des Royaumes et Provinces de Sa Sacrée Majesté impériale, ainsi que ceux des États de l'Auguste Maison d'Autriche, qui voudront faire le Commerce dans les États du Sérénissime Empereur des Turcs, soit avec des Marchandises, soit avec de l'Argent comptant, pourront le faire librement, sous la Bannière ou Pavillon, et avec des Patentes de S. M. impériale, sans lesquels cela ne leur sena permis en aucun Cas. Si quelqu'un d'entre eux arrivait dans ces Contrées, sans être muni du Pavillon et des Patentes susdites, il appartiendra aux Agents ou Consuls de S. M. impériale, d'arrêter de tels Individus et d'en informer Sadite Majesté au plus tôt.

Les Sujets de S. M. impériale et ceux de l'Auguste Maison d'Autriche, ainsi que ceux du Sérénissime Roi catholique des Espagnes, tant ceux des Provinces Belges que d'autres de Ses États, pourront, avec leurs Navires et leurs Marchandises, librement et sûrement arriver, négocier et partir, en payant trois pour cent sur les Marchandises qu'ils acheteront ou qu'ils vendront; ils payeront de plus deux pour cent (in singulos Centenarios duos Asperinos) aux Agents ou Consuls de S. M. impériale, qui auront Soin des Affaires qui leur surviendront.

(Dreifsigst-Ämter); ce qui a été traduit en latin par Tricesima, l'Impôt, et Tricesimator, Tricesimarius, le Percepteur de l'Impôt. Après avoir subi différentes modifications, l'Impôt du Trentième avait été réglé sous l'Empereur Joseph, par le Réglement de l'année 1788 (Josephinische Mauthund Dreifsigst-Verfussung); le Tarif publié le 1 Novembre 1795, fut réformé par Patente du 1 Octobre 1810 et par la Publication en date du 1 Septembre 1840, d'un nouveau Tarif pour l'Impôt du XXXe, payable sur toutes les Productions des Provinces allemandes, du Royaume de Galicie, et du Royaume lomhardo-vénitien, importées en Hongrie et en

Transylvanie. (Grellmann, Statistische Aufklürungen über wichtige Theile und Gegenstände der oesterreichischen Monarchie (Goettingue 1795—1802. T. I—III. in 8°.) T. III. Art. V. Beytrag zur Geschichte des ungrischen Dreyssigstwesens, p. 165—186. — Martin von Schwartner, Statistik des Königreichs Ungern") (Bude 1809—1811. T. I—III. in 8°.) T. I. Sect. IV. p. 439. T. III. Sect. V. p. 324. et p. 326. note d. Dreissigst-Tariff für die Einfuhr der Erzeugnisse der deutschen, galizischen und lombardisch-venetianischen Lünder, nach Ungarn und Siebenbürgen (Wien 1840. Aus der K. K. Hof- und Staats-Aerarial-Druckerei).

^{*)} Du Cange, Glossarium ad Scriptores mediae et infimae Latinitatis, T. VI. Col. 1285. sqq. et Adelung, Glossarium manuale, T. VI. p. 643. 644. ne font point mention de l'acception dennée en Hongrie aux mots Tricesima et Tricesimator on Tricesimarius.

[&]quot;) Mr. N. Wacken, Conseiller aulique actuel à la Chancellerie de Cour et d'État de S. M. l'Empereur d'Autriche, a publié une Traduction abrégée, en langue française, de l'Ouvrage de Mr. Schwartner (Francfort-sur-le-Mein 1813—1816. T. I—III. in 8°.).

Si quelqu'un des Marchands susdits venait à mourir, les Agents ou Consuls de S. M. impériale feront l'Inventaire de leurs Marchandises, et les prendront sous leur Garde, sans que le Fisc turc puisse en aucune Manière s'y ingérer.

Après que lesdits Marchands auront payé les Droits du XXXe (Tricesimam)'), et ce qui d'ailleurs sera établi par l'Usage, on ne pourra exiger d'eux rien au-delà.

Si quelque Procès ou Contestation venait à s'élever entre lesdits Marchands, et que la Valeur contestée excédât la Somme de quatre mille kreutzer 2) (Cruciferorum) ou aspres, il a été convenu que le Droit de connaître de ces Procès et de les juger, n'appartiendra point au Kadi du Lieu où le Procès s'est élevé, mais aux Kadi de Constantinople 3), qui jugeront ces Différends conformément à ce que prescrivent le Droit et l'Équité.

Le Traité du 1 Juillet 1615 ayant subi quelques Modifications, au moment de la Ratification, les deux Parties convinrent d'une nouvelle Rédaction, et l'Instrument ainsi modifié, auquel on ajouta un Article séparé, fut signé le 1 Mai 1616 *).

En 1617, sur la Demande du Baron Hermann Czernin et de César Gallo, Gentilhomme italien, qui remplissaient à Constantinople les Fonctions d'Ambassadeurs extraordinaires, de la part de l'Empereur Mathias, le Sultan Achmet I accorda aux Sujets impériaux des Privileges de Commerce fort étendus.

Commandement impérial (Lettre d'Octroi ou de Concession) du Sultan Achmet I, touchant le Commerce par Terre et par Mer, dans l'Empire ottoman, des Sujets de l'Empereur romain, Roi des Allemands, de la Hongrie, de la Bohème, de la Dalmatie, de la Croatie, de l'Esclavonie, etc.. Grand-Archiduc de Vienne (den Wiennerischen großen Erzherzogen), etc. Mathias. Donné à Constantinople, dans le troisième Tiers du Mois de Djemaziul-Achir de l'Année 1026 après la Mort du l'rophète (seconde Moitié du Mois de Juin 1617) 5).

- 1) Voyez plus haut p. 1411. Col. 2. note 3.
- 2) Crucifer, Species Monetae, Germanis ein Kreutzer. (Adelung, Gloss. manuale, T. II. p. 796. Col. 2.)
- 3) C'est à dire aux deux Kazi-Asker *) de Roumélie et d'Anatolie.
- 4) Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 280. Lunig, Cod. Germ. dipl., T. J., p. 1726. von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIII. p. 485.
 - 5) Cet Acte longtems enfoui dans les Archives

de la Maison impériale, et retrouvé, en 1808, par Mr. de Hammer, n'a jamais été imprimé. (von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 488. note f. T. VII. Liv. LXI. p. 21. note b.) La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version officielle allemande, dont nous avons obtenu communication de la Chancellerie impériale et royale d'État et de Cour.

C'est à tort que Mr. de Hammer denne à cet Acte, qui n'est qu'une simple Concession

^{*)} Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. A. p. 251. Col. 1. note †.

Citations et les Demandes qui Nous ont été adressées, et qui sont exposées dans les Lettres à Nous remises par les Ambassadeurs, c'est à savoir: qu'en vertu de la Paix conclue entre Nous, et en vertu des Promesses (Zusagen) données de part et d'autre, les Marchands des Pays soumis à l'Empereur romain, tant ceux des Pays appartenant à la Maison d'Autriche, que ceux des autres Pays, puissent venir trafiquer et commercer dans Nos États par Terre et par Mer, et que Nous accordions auxdits Marchands les mêmes Lettres de Priviléges (Zusageschreiben) que Nous avons concédées aux Marchands Sujets des autres Rois, qui ont recherché et entretenu des Rapports d'Amitié avec Notre sublime Porte,

Nous y avons consenti, en sorte que, conformément à l'ancien Usage, ils pourront entretenir des Consuls dans Nos États, mais le principal de leurs Consuls devra résider ici (à Constantinople) près la sublime Porte 1), pour gouverner les autres Consuls qui seront établis dans Nos Ports et Places, et Notre Grandeur ayant donné les Ordres nécessaires à cet effet, Nous les renouvelons, confirmons et ratifions par le présent Notre Rescrit impérial dans les Termes ci-après:

Point I. Les susdits Marchands devront être munis de Passeports ou Patentes (Schreiben) de la part des Commandants des Frontières ou des Employés de l'Office du
XXXe, lesquels ils seront tenus d'exhiber à leur Arrivée aux Frontières, et le Beg ou Gouverneur du Lieu où ils se présenteront,
apposera son Sceau (Zeichen oder Petschier) sur lesdits
Passeports ou Patentes, conjointement avec les Employés du
XXXe, sans rien exiger absolument de la part desdits Marchands (kein Kreuzer darvon nehmen sollen).

de Priviléges, la qualification de Traité de Commerce (Handlungsvertrag), qui suppose deux Parties contractantes stipulant sur leurs Intérêts réciproques, aussi la Version allemande, que nous avons sous les yeux, estelle intitulée, Translation des türkischen Kainsers Achmet, Zusagschreiben wegen der "Kaufmannschaft zu Meer und Land." Le mot Zusagschreiben signifie Écrit par lequel on promet, accorde, concède quelque chose.

L'Acte que nous rapportons n'est point divisé en Articles, distingués par des Numéros, comme le sont les Traités ou Conventions entre deux ou plusieurs Puissances, et même les Capitulations, accordées par la Porte aux Puissances chrétiennes; il se compose d'un Préambule, de quarante-sept Points ou Dispositions, et d'une Conclusion, formant ensemble soixante-un Alinéas; nous avons dû nous restreindre à n'alléguer de ces Dispositions que celles qui entrent dans le point de vue de notre travail.

1) Cette Disposition est contraire aux Principes postérieurement adoptés par la Porte. (Voyez plus haut p. 802. Col. 2. note 5.)

Point II. Si la Route par laquelle lesdits Marchands voudront passer, offrait des Dangers, on leur donnera une Escorte militaire suffisante, pour qu'ils puissent la poursuivre en toute Sûreté, et, après qu'ils auront satisfait à ce qui sera dû aux Employés du XXXe et à la Douane, ils seront libres de continuer leur Chemin, sans que personne puisse rien exiger d'eux, et ils pourront se rendre partout où ils voudront, sans aucun Empêchement de la part de qui que ce soit. (Comparez plus haut p. 1411. l'Art. IX. du Traité de Vienne, du 1 Juillet 1615.)

Point III. Ainsi les Marchands des États de l'Empereur romain, et de ceux de la Maison d'Autriche, ainsi que ceux des États du Roi d'Espagne, et des autres États et Pays compris sous la Domination impériale, pourront librement et sûrement aller et venir, tant avec leurs Marchandises qu'avec leur Argent comptant, de telle Manière cependant qu'ils arriveront sous la Bannière de l'Empereur romain, et qu'ils seront munis de Passeports ou Patentes, sans quoi il ne leur sera point permis de venir; et s'ils arrivaient sous une autre Bannière que celle de l'Empereur romain, et avec d'autres Passeports ou Patentes, ou qu'ils arrivassent sans porter ladite Bannière, et sans être munis desdits Passeports ou Patentes, les Consuls de l'Empereur romain devront saisir leurs Marchandises et leur Argent comptant, et conserver l'un et l'autre entre leurs Mains.

Point IV. Les dits Marchands payeront trois pour cent de Douane sur tout ce qu'ils acheteront ou vendront, et il sera payé aux Consuls de l'Empereur romain deux pour cent de Droit de Consulat.

Point V. Si quelqu'un desdits Marchands venait à mourir, les Consuls de l'Empereur romain devront dresser un Inventaire de leurs Marchandises et les prendre sous leur Garde, sans que Notre Fisc puissse s'en mêler ni y intervenir, et lorsque lesdits Marchands auront payé la Douane de leurs Marchandises, dans un de Nos Ports ou Places, on ne pourra exiger d'eux rien au-delà.

Point VI. Et si quelque Contestation venait à s'élever, soit entre les dits Marchands eux-mêmes, soit entre eux et d'autres Personnes, le Kadi du Lieu ne pourra point connaître des Contestations dont l'Objet excède la Valeur de quatre mille aspres, et dans ce dernier Cas, la Cause devra être por-

tée devant Notre sublime Porte et jugée par Notre Kazi-Asker. (Comparez plus haut p. 1411. l'Art. IX. du Traité de Vienne, du 1 Juillet 1615.)

Et lorsque la Mer ne leur permettra point de s'en retourner dans leur Pays, ils pourront séjourner dans Nos Ports et y exercer paisiblement leur Commerce, sans que personne puisse les en empêcher; et lorsque lesdits Marchands auront des Disputes entre eux au sujet d'un Tems ou Terme préfix '), ou bien au sujet de leur Croyance (der Zeit wegen oder des Glauben wegen), la Question devra être examinée et jugée par leurs Consuls, et Nos Kadi et Gouverneurs ne pourront point s'y ingérer.

Et, lorsque quelque Contestation s'élévera entre les Consuls et quelque autre Personne, on ne pourra point mettre lesdits Consuls en prison, ni appliquer les Scellés à leurs Maisons, mais les Consuls avec leurs Drogmans, ainsi que les Personnes avec lesquelles ils seront en Contestation, devront être envoyés par-devant Notre sublime Porte pour y être ouïs.

Et si on venait à produire contre le Commerce des Sujets impériaux etc. quelque Commandement de Notre part, un tel Commandement devra être considéré comme controuvé, nul et d'aucune Valeur, et on se conformera en tout à Notre présente Confirmation et Ratification.

Et, si quelqu'un des susdits Marchands venait à mourir, Notre Fisc ne doit point intervenir dans la Succession du Décédé, ni prétexter qu'il s'agit de Biens vacants 2), ni s'y ingérer pour aucune Raison quelconque.

Et, les Commandements de Notre part, qui se trouvent entre les Mains desdits Marchands, et qui sont à leur Avantage, devront être respectés par Nos Kadi et autres Officiers, lesquels devront s'abstenir d'exiger d'eux à ce titre des Présents (Schmieralien) 3).

1) Préfix, Terme de Palais. Qui est déter- Voyez plus haut p. 812. Col. 2. note .) miné. Il ne s'emploie que dans les Locutions suivantes: Jour préfix. Terme préfix. Tems préfix. Somme préfixe.

Douaire préfix. Douaire qui consiste en une certaine Somme déterminée par les Conventions matrimoniales. (Dict. de l'Académic.)

2) Succession vacante. Succession que personne n'a réclamée lorsqu'elle a été ouverte, ou à laquelle on a renoncé. (Dict. de l'Académie.

³⁾ Schmieralien. Cette expression très vulgaire répond à la locution française proverbiale et figurée "graisser la patte à quelqu'un," c. à. d. donner de l'argent à quelqu'un pour le gagner, pour le corrompre. (Dict. de l'Académie. - Mozin, Nouveau Dict. complet à l'usage des Allemands et des Français, Partie allemande (Stuttgart et Tubingue 1823. T. I. II. gr. in 4°.) T. II. p. 234. Col. 1.)

Point XIII. Les Consuls pourront, conformément à l'ancien Usage, prendre à leur Service tels Yassakdchi ou Janissaires et Drogmans qu'il leur plaira, et ceux que lesdits Consuls ne voudront point avoir à leur Service, ne pourront point exiger d'y être admis, et lorsque lesdits Consuls ou ceux qui dépendent d'eux, voudront faire du Vin à leur propre Consommation, personne ne devra s'y opposer, et Nos Esclaves, les Janissaires et autres, qui que ce soit, ne les molesteront point et s'abstiendront de commettre ou exercer aucun Acte de Violence.

Après que les Bâtiments auront payé à la Douane tout ce qui sera dû pour les Objets qu'ils auront impartés ou exportés, achetés ou vendus, ils seront tenus de payer et satisfaire tout ce qui sera dû de leur part aux Consuls.

Les Points XVIII — XXI. concernent la Conduite à tenir par les Corsaires d'Alger envers les Bâtiments et Sujets impériaux.

Point XXII. En conformité à ce qui précède, Nous avons très expressément fait connaître à Nos Pacha, Beg, Kadi et Officiers de Douane, dans les Ports, que Nous voulons que tant que l'Empereur romain et ceux qui dépendent de Lui, maintiendront et respecteront, de leur Côté, la Paix conclue entre Nous, et se conformeront au présent Commandement, de Notre Côté aussi, ils ne soient molestés ni offensés par personne, mais qu'ils puissent venir en toute Sûreté et se livrer à leur Trafic, tant par Terre que par Mer, avec leurs Bâtiments, Équipages, Marchandises, Effets, Chevaux, etc.

des Marchandises appartenant à un Sujet d'une Nation ennemie, elles seront considérées comme Bien de l'Ennemi, mais il ne sera fait aucune Offense à qui que ce soit; et si, pendant qu'ils voyagent comme Marchands dans Nos États, et se livrent à leur Commerce, un d'eux venait à être fait Prisonnier, il devra être relâché de suite, et ils pourront aller et venir librement et en toute Sûreté, partout dans Nos États.

Si, pendant qu'ils sont en Mer, un gros Tems les mettait en Danger, et qu'ils eussent besoin de Secours ou Assistance, les Équipages de Nos Bâtiments et tous autres devront les secourir et assister, et si, pour leur Subsistance, ils veulent acheter des Provisions et les payer de leur propre Argent, personne ne devra les en empêcher ni les molester en aucune Manière. Point XXVI. Les Marchands, Drogmans et autres Gens desdits Pays, qui arrivent dans Nos États, soit par Terre soit par Mer, pour y trafiquer, après qu'ils auront satisfait à ce qui sera dû de leur part, ne. pourront être molestés ni par les Capitaines de Nos Bâtiments, ni par Nos Troupes, et les Kadi non plus, ne devront point les molester ni eux, ni leurs Biens ou Effets, ou leurs Chevaux.

Point XXVII. Si la Tempête leur causait quelque Accident, et que leurs Bâtiments fussent jetés sur la Côte, les Beg, Kadi, et tous autres devront les secourir, et les Biens qui seront sauvés, devront leur être restitués, sans que Notre Fisc puisse rien prétendre ni exiger de leur part; et lorsqu'un Marchand fera Faillite, et que des Dettes seront répétéès, on ne pourra saisir ni arrêter qui que ce soit, excepté celui qui se sera rendu Caution, et on ne pourra rien prétendre d'aucun autre.

Point XXVIII. Si quelqu'un d'eux venait à mourir, les Biens qu'il laissera devront être livrés à celui à qui il les aura légués par Testament, mais s'il meurt sans avoir fait de Testament, ils seront remis avec le Consentement du Consul à ses Compagnons qui sont du même Pays.

Lorsque les Marchands, Consuls ou Drogmans desdits Pays, se livreront à des Transactions, soit d'Achat, de Vente, ou de Cautionnement, ou à d'autres Affaires, qui sont du Ressort des Tribunaux, ils devront se présenter devant le Kadi pour faire enrégistrer les Pièces, et obtenir le Document muni du Sceau du Kadi '), car si quelque Dispute venait à s'élever au sujet desdites Transactions ou Affaires, ce sera à ce Document seulement qu'on prêtera Foi.

Mais, lorsque l'une ou l'autre de ces deux Conditions n'aura point été remplie, et que les Plaidants se présenteront en Justice, leur Cause ne sera point écoutée tant que l'Enrégistrement n'aura pas eu lieu, ou qu'on n'aura point obtenu le Document du Kadi, afin qu'il ne soit fait Tort à personne, et si quelqu'un accusait un autre Individu, seulement pour lui faire une Avanie 2), il ne devra point être écouté. Le Tout afin que les Sujets impériaux soient protégés, que rien de contraire à la Justice

¹⁾ C'est à dire le Hodjet ou Acte de Sentence. (Voyez plus haut p. 109. Col. 1. note 3. et p. 788. Col. 1. note 1.)

²⁾ Voyez plus haut T. IL. du Manuel, P. I.

Liv. II. Chap. I. Sect. I. §. 1. Italie. p. 8. Col. 1. note 2. P. II. Liv. III. Chap. I. Sect. I. France. §. 34. p. 120. Col. 2. note 1.

ne soit fait à aucun d'eux, et qu'ils soient à l'Abri de toute Iniquité.

Point XXX. Et si quelqu'un d'eux, qui se serait rendu Caution d'un autre, venait à faire Faillite, on ne pourra point arrêter un autre Individu en sa Place; et les Sujets des États de l'Empereur romain pourront librement faire le Commerce, qu'ils soient mariés ou non mariés.

Point XXXI. Leurs Ministres, et les Consuls et Drogmans à leur Service, seront exempts de toute Espèce de Droits et d'Impôts.

Point XXXII. Les Consuls établis à Alexandrie, à Tarabolos (Tripoli de Syrie), à Damas, à Tunis, à Alger, en Égypte et dans d'autres Lieux, pourront être révoqués, changés et remplacés, sans que personne puisse s'y opposer.

Lorsque les Marchands ne voudront point accepter une Marchandise, on ne pourra point les y forcer ni contraindre, et lorsque, dans une Affaire quelconque, ils seront soumis à comparaître devant le Kadi, on ne pourra les interroger avant qu'ils soient assistés par leurs Drogmans, mais aussi les dits Marchands ne devront point se servir de ce Subterfuge pour différer les Affaires.

Point XXXIV. Ceux qui auront été faits Prisonniers et vendus, soit en Grèce soit dans l'Anatolie, devront être recherchés, et celui entre les Mains duquel ils se trouveront, quand même ils se seraient faits Turcs, devra déclarer de la part de qui il les a obtenus, et on les lui reprendra pour les mettre en pleine Liberté.

Point XLI. Si un de leurs Marchands, arrivé dans Nos États avec ses Marchandises, venait à se faire Turc, avec le Consentement (aus Bewilligung) de leur Consul¹), on retiendra les Marchandises et l'Argent comptant, appartenant à d'autres Marchands de leur Pays, et on remettra l'un et l'autre au Consul, pour en faire la Remise à qui de Droit, afin que personne ne soit lésé dans ses Intérêts. Les Kadi et autres Officiers n'auront rien à voir dans ce qui regarde les dits Marchands, et lorsqu'un de ces derniers se fera Turc, et que d'autres Personnes lui diraient "Tu ne t'es pas fait Turc de la

¹⁾ On a sans doute voulu dire ,, le Consul assistant à son Acte d'Abjuration du Chris-, tianisme."

"bonne Manière, mais d'une Manière irrégulière," ces Personnes ne seront point écoutées.

Point XLIII. Ceux des Sujets de l'Empereur romain, qui voudront se rendre à Jérusalem, ne pourront être empêchés ni molestés par personne.

On s'abstiendra d'offenser en aucune Façon les Prêtres établis à l'Église de Camanie'); ils pourront visiter tous les Lieux importants (nothwendigen Orther), et les Bâtiments (Schiff und Kaliamen), sur lesquels ils viendront dans Nos États, pourront librement et sûrement arriver et partir, et ils devront être protégés.

Point XLIV. Lorsque quelqu'un d'entre eux sera volé, on devra employer tous les Moyens possibles pour retrouver les Biens ou Effets qui leur auront été enlevés, afin de les restituer au Propriétaire, et ceux qui auront commis le Vol devront être punis......

Nous ordonnons expressément à Nos Pacha, Sandjak Beg, Capitaines et autres Nos Esclaves, aux Kadi,
Vézirs, Employés de Douane, Officiers de tout Genre, et à
tous Nos Serviteurs, Gens et Habitants de Nos États, de
maintenir Notre présent Commandement ou 'Aht Nāmé')
(Zusagschreiben), et de l'exécuter en tous Points, afin qu'il
n'y soit jamais contrevenu, mais si quelqu'un se permettait d'agir
en Contravention à Notre dit Commandement exprès, on ne
devra point perdre de Tems à le punir de suite, pour servir
d'Exemple à d'autres.

Point XLVI. Mais lorsque le Vent contraire les obligera de rester avec leurs Bâtiments, soit à Caffa, soit dans d'autres Ports, on ne devra point employer aucune Violence pour les forcer ou contraindre à y vendre leurs Marchandises, ni molester en rien leurs Bâtiments; et dans les Endroits dangereux, on devra secourir leurs Bâtiments et protéger les Hommes et les Effets, afin qu'il ne leur arrive aucun Dommage; de même, on leur prêtera la Main pour qu'ils puissent se procurer, pour

Porte avec les Puissances européennes; elle se désigne aussi sous le nom de 'Aht Nāmèi houmāioun, Capitulation impériale. (Kieffer et Bianchi, Dictionnaire turc-français, T. II. p. 1087. Col. 1.)

¹⁾ Voyez plus haut p. 957. Col. 2. note 1. et Col. 1. note *.

^{2) &#}x27;Aht Nāme, Convention, Diplôme d'un Traité; particulièrement Capitulation de la

leur Argent, les Provisions, les Bâteaux et les Chariots dont ils pourraient avoir besoin

Tant que les Articles ci-dessus énoncés seront observés et qu'on s'y conformera, l'Amitié (de l'Empereur romain) Me sera agréable, et Je promets et jure, au Nom du Dieu tout-puissant qui a créé le Ciel et la Terre, de tous les Saints et Anges, et de tous mes illustres Ancêtres, que de Mon Côté, il ne sera rien fait de contraire à la présente Concession, mais que dans tous les Tems, Notre présent 'Aht Nāmé ou Lettre de Priviléges, avec tous ses Points, sera fermement et fidèlement maintenu.

Nous espérons que de Son Côté, l'Empereur romain, Notre bon Ami, et tous ceux qui dépendent de Lui, maintiendront la Paix dans tous les Pays et sur toutes les Frontières, et qu'il ne sera en aucune Manière permis à la Soldatesque 1) (Kriegs-volk) de rien entreprendre contre ladite Paix, et si cela arrivait, que ceux qui l'enfreindront seront sevèrement punis, asin que la Paix soit maintenue de part et d'autre, que les Sujets des deux Parties puissent vivre en toute Sécurité, et que les Méchants ne puissent point susciter des Inimitiés.

Tout ce qui vient d'être dit doit être entendu et exécuté de bonne Foi (also verstanden und Treu und Glauben darauf gesetzt), et a été écrit dans le Mois de Djemaziul-Akhir.

Donné à Constantinople, l'An 1026 après la Mort du Prophète. Le Traité de Sitva-Torok fut confirmé en 1618 2), 1625 3), 1627 4), 1642 5) et 1649 6).

1) Soldatesque, se dit quelquesois, par mépris, des simples soldats; et, plus ordinairement, d'une troupe de soldats indisciplinés.

Soldatesque est quelquesois adjectif des deux genres, et signifie, qui sent le soldat. Un ton, un maintien soldatesque. Des manières, des discours, des moeurs soldatesques. (Dict. de l'Académie.)

- 2) Second Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 309. Lunig, l. c. T. I. p. 1731. von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIV. p. 501. Schoell, l. c. T. XIV. Part. III. Introduction. p. 242. (cité.)]
- 3) Troisième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 475. Lunig, l. c. T. I. p. 1738. von Hammer, l. c. T. V. Liv. XLVI. p. 25. Schoell, l. c. p. 242. (cité.)]

- 4) Quatrième Renouvellement de lu Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 501. Lunig, l. c. T. I. p. 1739. von Hammer, l. c. T. V. Liv. XLVI. p. 95. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. en citant ce Traité, lui donne la date de 1628. Schoell, l. c. p. 242. (cité.)]
- 5) Cinquième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. VI. P. I. p. 245. 246. Lunig, l. c. T. I. p. 1743. Mercure français, T. XXI. p. 933. Mercurio, de Vittorio Siri, T. II. p. 302. von Hammer, l. c. T. V. Liv. XLIX. p. 305. Schoell, l. c. p. 242. (cité.)]
- 6) Sixième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. VI. Part. L. p. 521. Lunig, l. c. T. l. p. 1755. von Hammer, l. c. T. V. Liv. LI. p. 493. Schoell, l. c. p. 242. (cité.)].

Les Traités de Paix de 1664 1) et de 1681 2) ne centiennent aucune Stipulation relative au Commerce ni aux Consuls; ils confirment les Stipulations relatives aux Ecclésiastiques et aux Moines de la Religion catholique, établis dans l'Empire ottoman.

En 1667, l'Empereur Léopold I institua une Compagnie orientale à Vienne 3). Elle avait à Constantinople des Agents et des Drogmans attachés à son Service. Un de ces Agents, Le-lio de Luca, fut le premier qui exerça les Fonctions et porta le Titre de Consul-général, en vertu du Bérat (Exequatur) obtenu de la Porte par le Résident impérial, en 1669 4), en même tems avec un Bérat en faveur du Commerce des Habitants de la Ville de Kaschau 5).

Traité de Paix, conclu pour vingt-cinq Ans, 1699, entre l'Empereur Léopold I, et Moustapha II, Khan, Empereur des Turcs, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (Guillaume III) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, fait et signé au Congrès de Carlowitz en Syrmie'), le 26 Janvier 1699 7).

- 1) Septième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. (Du Mont, l. c. T. VI. Part. III. p. 23. Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, Part. special. Contin. I. Sect. I. p. 435. Theatrum Pacis, T. II. p. 195. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. (Sommaire.) von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LIV. p. 144. Schoell, l. c. p. 243. 244.)
- 2) Huitième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. (Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 12. (tiré de la Chancellerie impériale aulique de Guerre). Lunig, Cod. Germ. dipl. T. I. p. 1781. Schoell, l. c. p. 244. (cité.) Mr. de Hammer rend compte, l. c. T. VI. Liv. LVII. p. 375. 376. des Négociations qui eurent lieu pour le Renouvellement de la Paix de 1664, mais il se borne à citer (T. IX. p. 295.) Liste des Traités, No. 273. le Traité de Prolongation de la Paix pour vingt ans, conclu à Constantinople, en 1681. d'Ohsson ne sait point mention du Traité de 1681.)
- 3) Compagnie impériale orientale. Cette Compagnie, qui avait un fonds de 300,000 florins, et dans laquelle les premiers Dignitaires de l'État, conjointement avec les principales Maisons de Commerce, s'étaient intéressés, devait diriger ses opérations sur Bude et Constantinople, et attirer le Commerce oriental en Allemagne; mais le Sultan Mahomet IV, loin de favoriser cette Entreprise, la contraria, et la Compagnie, dont la Direction avait été confiée à des mains à la fois peu habiles et peu intègres, ne tarda pas à se dissoudre. (Rink, Leopolds des Großen Leben und Thaten (Leipzig 1709. in 8°.) p. 545. Gebhardi,

- 4) v. Hammer, Geschichte, Liv. LV. p. 216.
- 5) Kaschau (Kassa, Cassovia), Ville libre royale de Hongrie (Cercle en-deça de la Theifs), Chef-lieu du Comitat d'Abaniguar, regardée comme la Capitale de la Haute Hongrie; florissante par ses nombreuses Fabriques et son Commerce, on évalue la population audessus de 9000 àmes. (Adr. Balbi, l. c. p. 246. Langlois, l. c. T. III. p. 24. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 535.)
- 6) L'Autriche, la Pologne et Venise s'étaient réunies pour arrêter les progrès des Ottomans, et reconquérir chacune les Provinces qu'elles avaient perdues. La Russic s'était jointe à la Pologne. La Guerre, fatale aux Turcs sur tous les points, durait depuis 1685. La *Porte* désirait vivement la Paix, mais les Propositions qu'elle fit à plusieurs reprises avaient été déclarées inadmissibles. L'*Empereur Léo*pold I se trouvant débarrassé, par la Poix de Ryswick (1697) *), de la Guerre avec la France, le Sultan Moustapha comprit qu'il fallait se montrer plus conciliant. Il accepta la Médiation de l'Angleterre et de la Hollande, qu'il avait constamment refusée jusqu'alors. Maurocordato "), Savant grec et premier In-

lati, premier Interprète de la Porte ottomane, né vers l'an 1636, était fils d'un pauvre

Genealogische Geschichte der erblichen Reichsstände in Deutschland (Halle 1777—1785.

T. I—III. in 4°.) T. II. p. 536. — Becher, Nürrische Weisheit und weise Narrheit (Hambourg 1707. T. I. II. in 12°.) T. II. No. 12. p. 112. — (Zedler), Universal-Lexikon, T. XXV. Col. 1886. — Relation finale (1671) de Marin Zorzi, Ambassadeur de la République de Venise à la Cour de Vienne.)

^{*)} Voyez plus haut p. 204. Col. 1. note 4.

[&]quot;) Alexandre Maurocordato-Scar-

L'Art. IX. stipule qu'il ne sera permis, de part et d'autre, d'accorder Refuge ni Protection aux Méchants, Rebelles ou Mécontents; et chaque Partie sera obligée de punir ceux qu'elle trouvera dans son Territoire, quand même ils seraient Sujets de l'autre.

terprète de la Porte, lui sauva, par son habileté, la honte d'une première Ouverture. D'ailleurs, toutes les Parties belligérantes ayant 'également besoin de la Paix, il ne fut pas difficile de les faire acquiescer à cette *Médiation*. Les *Préliminaires* ayant été réglées dans

gentilhomme de l'Île de Chio, nommé Panteli Maurocordato, qui vendait de la soie à Constantinople. Il prétendait descendre des Scarlati de Gènes; mais on assure que sa mère était la fille unique d'un *Grec* nommé Scarlatos, qui s'était enrichi dans la fourniture des viandes pour le Sérail, sous le règne d'Amurat IV. Alexandre fut envoyé, à l'age de 12 ans, faire ses études à Padoue. Ses progrès y furent si rapides, qu'au bout de quatorze ans, il fut reçu Docteur en Philosophie et en Médecine, et qu'à son retour à Constantinople, il professa ces deux sciences dans l'école de l'église patriarcale. Ses succès le mirent en réputation, et tous les Grands de l'Empire voulurent l'avoir pour médecin: mais les risques attachés à cette profession dans le Lévant, le déterminèrent à la quitter, et à tirer parti des connaissances qu'il avait de plusieurs langues et des intérêts des divers Princes de l'Europe. Ce fut à cette époque qu'eut lieu la prise de Candie (1669). Panagioti, premier Drogman de la Porte, étant venu à mourir, le Grand-Vézir Achmed Kiupreli lui donna Maurocordato peur successeur. Le neuveau Drogman, aussi habile et aussi adroit que pelitique profond, exerga cet emploi lucratif, mais difficile et dangereux, pendant trente années, et fut exposé, sous quatre règnes (Suleyman II, Achmed II, Moustapha II, Achmed III), et sous un grand nombre de Vézirs, à toutes les chances de la fortune. Accusé d'avoir fait échouer le siège de Vienne, il fut incarcéré, dépouillé de sa charge et de ses biens, et ne dut sa réintégration qu'à l'incapacité de son successeur. Envoyé, en 1688, auprès de l'Empereur Léopold I, avec le titre d'Ambassadeur, que la *Porte* n'avait donné à aucun *Grec chrétien* avant lui, il eut l'adresse de se faire retenir quatre ans prisonnier à Vienne, sous divers prétextes, jusqu'après la mort du Grand-Vézir Moustapha Kiupreli, son ennemi déclaré. Il mérita bientôt, par ses talents et sa prudence, la haute réputation qu'il acquit dans toute l'Europe, lorsqu'il parut aux Négociations de Car-

lowitz, en 1698, en qualité de Plénipotentiaire et de Conseiller des Secrets, titre nouveau, qui prouvait l'estime dont il jouissait dans le Diwan. Le Traité de Paix fut l'euvrage de Maurocordato. Il mena cette Négociation à fin, en politique adroit, à la satisfaction de toutes les Puissances contractantes. Mais quelque brillante que fut son existence, elle était fort précaire; et la révolution, qui amena la déposition de Moustapha II, en 1702, aurait entrainé la perte de Maurocordato, s'il n'eût évité cet orage par la fuite. Il reparut avec le calme; et le Sultan Achmed III lui fit l'accueil que méritait un des hommes les plus utiles à l'Empire. La vieillesse d'Alexandre Maurocordato s'écoula en paix, au sein des richesses et de la grandeur; il mourut dans les bras de ses deux fils, Nicolas, et Jean, à la fin de 1709. Pendant sa longue et pénible carrière, il trouva le tems de faire beaucoup de bien à ses compatrictes, et d'encourager les lettres, qu'il cultiva même avec succes. Il établit à Constantinople un Collège, pour conserver le goût de la Littérature grecque. Parmi un grand nombre d'ouvrages qu'il a composés, deux seulement ont été publiés: 10 Instrumentum pneumaticum circulandi sunguinis, sive de motu et usu pulmonum. Bologne 1664, et Francfort 1665. in 120., livre rare, quoique souvent réimprimé en Italie, en Hollande, en Angleterre et en Allemagne; 2º Histoire sacrés, en grec, imprimée à Bucharest, 1716. in fol. par les soins de son fils Nicolas, et précédée de son éloge par Dom Jacob, et d'une préface. Il a traduit en turc, avec le secours d'un Jésuite français de Chio, le grand Atlas ou Theatrum Mundi de Guillaume Blaeuw †), en 12 velumes. Ses Mémoires sur les Empereurs turcs ont été publiés par Lacroix, dans son Etat de l'Empire othoman, 1696, in 120. (Biographie universelle, T. XXVII. p. 560. Col. 2. - Demetrius Cantimir, Histoire de l'Empire othoman (Paris 1743. T. I - IV. in 120.) T. IV. p. 74.)

t) Guillaume Blaeum, imprimeur, éditeur et auteur de Cartes géographiques, né à Amsterdam, en 1571, et mort dans la même ville, le

²¹ Octobre 1638. (Biogr. universelle, T. IV. p. 550. Col. 1.)

Il est convenu par l'Art. XI., que s'il s'élève un Différend au sujet d'aucuns des Articles du présent Traité, on choisira un Nombre égal de Commissaires de part et d'autre, pour le terminer à l'amiable.

Les:

des Conférences particulières, tenues à Constantinople, les Ministres médiateurs et les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes se réunirent, au commencement du mois de Novembre 1698, dans le Village de Carlowitz, situé entre les deux Camps ennemis, dont l'un était à Peterwardein, et l'autre à Belgrade. Pour concilier les difficultés qui s'étaient élevées sur le Rang entre les Ambassadeurs, on avait, sur la proposition de Maurocordato, l'un des Plénipotentiaires turcs, dressé un Camp carré, dont les Ministres des quatre Puissances alliées occupèrent les quatre Côtés. Au milieu du Camp était le Corps de Garde; à une certaine distance, il y avait un second Camp pour les Ottomans. Entre les deux Camps on construisit la Maison destinée à la Tenue des Conférences; sur les deux Côtés de ce Bâtiment, les Ministres de la Grande-Bretagne et des Etats-généraux dressèrent leurs Tentes. La Maison, construite en bois, se composait de trois Salles placées sur une ligne, et une quatrième placée devant la Salle du milieu. La Salle du milieu était destinée aux Conférences, les trois autres servaient de Retraite (Rückzugsgemach), savoir celle placée devant la Salle commune, aux Ministres médiateurs, et celles des deux extrémités aux Plénipotentiaires autrichiens et ottomans. Les Ministres arrivés les premiers firent la première Visite à ceux qui arrivèrent après eux, et, par la suite, il n'y eut plus de Visites de Cérémonie*).

Les Négociations s'ouvrirent le 14 Novembre 1698; après trente-six Conférences, une Trève fut conclue entre la Russie et la Porte, le 24 (14) Janvier 1698; et deux jours après (26 Jan-

vier), les trois Puissances alliées, l'Empereur, la Pologne, et la République de Venise, signèrent, chacune séparément, leurs Traités avec la Porte.

7) Instrumentum Caesareum Pacis ad viginti-quinque Annos, inter Leopoldum, Imperatorem Augustissimum, et Mustapha Han, Turcarum Sultanum initae, Guilielmo III, Rege Britannico et Ordinibus Foederati Belgii Generalibus Mediantibus; in Congressu Carlowitzii in Sirmio, die 26 Januarii 1699. (Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 448. Col. 1. (en latin.) — Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, Part. special. T. I. p. 172. (en latin.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 1129. (Extrait en latin.) — Ricaut, Hist. de l'Empire ottoman, T. III. p. 589. (en latin.) p. 593. (en anglais.) — Hörschelmann, l. c. T. I. p. 106. Col. 1. (Extrait en allemand.) - Ignace de Luca, Politischer Codex, oder wesentliche Darstellung sümmtlicher die Kais. Kön. Staaten betreffenden Gesetze und Anordnungen im politischen Fache (Wien 1789-1795. T. I-XIV. in 8°.) T. III. v. Handlungs-Vertrag. p. 31. où il faut lire 1699 au lieu de 1739. (Sommaire en allemand.) — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. (cité.) — Der neu-eröffneten ottomannischen Pforten etc. etc. Liv. XX. p. 818. sqq. (en allemand.) — von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LX. p. 673. — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 272. (Sommaire.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte latin, rapporté par Du Mont.)

etc. von Anno 1664 bis zu Ende dieses 1700 Jahrs etc. (Augsbourg 1701. in fol. avec le plan de la Muison des Conférences.) Liv. XX. p. 820. Continuation de l'Ouvrage intitulé: Die neu-eröffnete ottomannische Pforte, bestehend er stlich, in einer Beschreibung des Türkischen Reichs und Gottesdienstes, etc., übersetzt aus dem Ricaut; zweytens, einer ausführlichen Historie aus des etc. Sagredo Buche übersetzt, etc. mit eingedruckten historischen Kupfern und aller Türkischen Kaiser Conterfaiten. (Augsbourg 1694 et 1700. in fol.) -Comparez Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 269. — Du Même, Cours d'Histoire, T. XXXII. Liv. VII. Chap. XII. Sect. II. p. 290. 291.

^{*)} Voyez von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LX. p. 659. sqq. qui se réfere au Gründ- und umstündlicher Bericht von denen röm. Kaisern und ottomanischen Grofsbothschaften, wodurch der Friede oder Stillstand zwischen Leopold I und Mustapha III (II), den 26 Januarii zu Carlowitz in Sirmien, auf 25 Jahr geschlossen worden, Wien 1702. fol. 136. p. - Les détails rapportés par Mr. de Hommer diffèrent de ceux donnés par Ricaut, Histoire de l'Empire ottoman, T. V. et par Demetrius Cantimir, Hist. de l'Empire othoman, T. IV. p. 273. — Der neu-eröffneten ottomannischen Pforten Fortsetzung, oder continuirter historischer Bericht, betreffend der türkischen Monarchie Staats-Maximen, etc.

Les Duels et les Provocations à des Combats singuliers, entre les Sujets des deux Empires, seront défendus comme par le Passé.

Quant aux Religieux et à l'Exercice de la Religion Art. XIII. chrétienne, selon le Rite de l'Église catholique romaine, le sérénissime et très-puissant Empereur des Ottomans promet de faire observer, encore à l'avenir tous les Priviléges accordés par les précédents glorieux Empereurs des Ottomans dans leurs États, soit par les précédentes sacrées Capitulations, soit par des Commandements munis du Chiffre impérial (Signa imperialia), soit par des Édits et autres Mandements spéciaux; de manière que lesdits Religieux pourront réparer et raccommoder leurs Églises, et exercer leurs Fonctions conformément aux anciens Usages. Il ne sera permis à personne de contrevenir aux sacrées Capitulations et aux Lois divines, en molestant lesdits Religieux, de quelque Classe ou Condition qu'ils soient, ni de leur extorquer de l'Argent, mais ils devront jouir, comme par le passé, de la Protection impériale.

De plus, il sera permis à l'Ambassadeur du sérénissime et très-puissant Empereur des Romains, près la sublime Porte, de faire au sujet de la Religion et des Lieux existants dans la Sainte Ville de Jérusalem, que les Chrétiens visitent, les Représentations dont il aura été chargé, et de porter ses Demandes devant le Trône impérial.

Conformément aux précédentes sacrées Capitulations, le Commerce des Sujets des deux Parties sera libre, dans tous les États et Territoires des deux Empires, mais afin qu'il soit exercé à l'Avantage des Parties respectives, et sans Dol ni Fraude 1), des Commissaires députés, experts dans les Affaires de Commerce, s'entendront à ce sujet lors de l'Envoi d'Ambassades solennelles de part et d'autre, et de la même Manière que cela se pratique envers les autres Nations amies du sublime Empire, les Sujets de toutes les Nations soumises au Sceptre de S. M. impériale, jouiront de la Sûreté et de l'Utilité du Commerce dans les États du sublime Empire, avec les Formes convenables (idoneis modis) et les Priviléges usités.

L'Art. XV. confirme les Stipulations renfermées dans les Traités antérieurs, en tant qu'elles ne dérogent point aux Dispositions actuellement établies ou qu'elles ne sont point contraires aux Intérêts des Parties contractantes.

¹⁾ Dol. Terme de Jurisprudence. Tromperie, Fraude. Sans dol ni fraude. Il y a eu dol dans le contrat. (Dict. de l'Académie.)

Asin que la présente Trève et la bonne Amitié entre les deux Puissants Empereurs soient d'autant mieux affermies et fortifiées, on enverra de part et d'autre des Ambassadeurs extraordinaires (Solennes Legati), qui, depuis leur Entrée dans les Confins respectifs, jusqu'à leur Retour à l'Endroit fixé pour le second Échange (ab introitu in confinia usque ad reditum in Locum secundae Permutationis) 1), devront être reçus, traités, honorés et accompagnés avec les Cérémonies d'Usage; les dits Ambassadeurs apporteront, en Signe d'Amitié, des Présents volontaires 2), qui toutefois devront être convenables et conformes à la Dignité des deux Empereurs; et, suivant l'Usage antérieurement déjà établi entre les deux Empires, lesdits Ambassadeurs, après qu'on s'en sera mutuellement donné Avis, entreprendront le Voyage en même Tems, au Commencement de l'Été, dans le Mois de Juin, et seront échangés (permutabantur) sur les Confins de la Syrmie.

Il sera libre et permis auxdits Ambassadeurs, près des deux Cours impériales, de faire telles Demandes qu'ils jugeront à propos.

Pour ce qui regarde la Règle et la Norme des Cérémonies à observer dans le Traitement, et les Honneurs à rendre, de part et d'autre, aux Ministres, taut à ceux qui ont déjà été reçus qu'à ceux qu'on recevra par la suite, soit qu'ils arrivent ou qu'ils partent, soit pendant leur Résidence, on se conformera désormais, de part et d'autre, avec la même Bienséance à ce qui a été anciennement pratiqué, en ayant égard à la Prérogative spéciale du Caractère dont les Ministres seront revêtus.

Il sera permis aux Ambassadeurs extraordinaires et aux Ministres résidents de l'Empereur, ainsi qu'à tous les Gens de

1) Les Ambassadeurs, envoyés de part et d'autre, étaient formellement échangés à leur Arrivée et à leur Retour; on dressait des tentes en deux lignes sur un Point des Frontières, et l'Échange solennel avait lieu au milieu entre les tentes autrichiennes et turques. Cette Cérémonie, actuellement abolie, eut lieu la dernière fois en 1740.

Le Locus secundae Permutationis signisie donc, le Point sur lequel se faisait le second Échange, c'est à dire, celui des Ambassadeurs retournant dans leurs Pays respectifs.

2) Point de Tribut, mais des Présents vo-

lontairement offerts de part et d'autre. On trouve dans l'Ouvrage de Joh. Jac. Moser, intitulé Der Belgradische Friedensschluss, p. 66. la liste des Présents envoyés, en 1719, par le Grand Seigneur à l'Empereur et au Prince Eugène, ainsi que de ceux que l'Empereur envoya dans la même année au Sultan; une description de l'Audience donnée, en 1719, à l'Ambassadeur, Comte de Virmond, et de celle donnée à l'Ambassadeur turc, à Vienne, également en 1719, se trouve dans l'Ouvrage précité, p. 72. sqq.

leur Suite, de faire à leur Gré Usage de tel Habillement qu'ils voudront, et personne ne pourra les en empêcher 1).

Les Ministres de l'Empereur remplissant les Fonctions, soit d'Orateurs 2), d'Envoyés (Ablegati), de Résidents ou d'Agents, jouiront des mêmes Libertés, Immunités et Priviléges, que les Ambassadeurs et Agents des autres Princes amis de la sublime Porte, et de plus, afin de distinguer la Prérogative appartenant à la Dignité impériale, on usera encore de plus grands Égards envers eux, et ils auront pleine Faculté d'amener des Interprètes avec eux.

Les Courriers et autres Gens de leur Suite, tant en allant de Vienne à Constantinople, qu'en retournant, pourront passer, en allant et en venant, en toute Sûreté, et afin qu'ils fassent le Chemin commodément, on leur prêtera toute Espèce de Secours.

L'Art. XX. fixe la Durée de la Trève à vingt-cinq Ans.

L'Art. XII. du Traité de Carlowitz, relatif au Rachat des Prisonniers, donna lieu à une Convention particulière, conclue à Vienne, le 26 Juillet 1700 8).

L'Ambassadeur impérial, résidant à Constantinople, obtint, en 1700, trois Fermans dont le premier, relatif au Commerce, et les deux autres à la Protection des Prêtres catholiques, tant en général, qu'en particulier de ceux qui se trouvaient dans le Couvent à Jérusalem 4).

Les Turcs ne tardèrent pas à violer les Stipulations de la Paix de 1699 ⁵): ils attaquèrent en même tems la République de Venise, et se rendirent maîtres de toute la Morée. Le Diwan ayant refusé d'accepter la Médiation que l'Empereur voulut interposer en sa qualité de Garant de la Paix de Carlowitz, Charles VI s'allia étroitement avec la République, par un Traité qui fut conclu le 13 Avril 1716 ⁶).

La Guerre entre l'Autriche et la Porte commença immédiatement après la Conclusion de

- 1) Jusqu'à cette époque, les Ministres étrangers avaient été obligés de revêtir le Costume oriental, pour se présenter devant le Grand-Seigneur on le Grand-Vezir; le Costume qu'ils adeptèrent ressemblait toutefois plus à celui des Polonais ou des Hongrois, qu'à celui des Turcs. Le Comte de Virmond qui, en 1719, se rendit à Constantinople, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire (Gross-Botschafter), fut le premier qui se présenta à l'Audience du Sultan en Costume espagnol, qui était alors le Costume usité à la Cour de Vienne. (Lunig, Theatrum ceremoniale, historico-politicum (Leipzig 1719, 1720, T. I. II. in fol.) T. I. p. 753. - Joh. Jac. Moser, Der Belgradische Friedens-Schluss, zwischen Ihro Römisch-Kayserlichen Majestüt und der ottomannischen Pforte, mit Beylagen und Anmerckungen, etc. mit einer Vorrede von denen dermalen üblichen Gattungen derer Gesandten und anderer öffentlichen Personen (J e n a 1740. in 4^{Q_1}) p. 81.)
- 2) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. L. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Ara-

- gon. A. p. 246. Col. 1. continuation de la note de la p. 244. Col. 1.
- 3) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXL p. 21.
- 4) von Hammer, ubi supra. Il est à remarquer que le Firman relatif au Commerce ne se resère point au Commandement impérial émané en 1617, qui de part et d'autre paraît avoir été complètement oublié, mais à la Convention faite à Vienne.
- 5) Manifestum, seu Declaratio de perfidà Pacis violatione, Sultani Turcarum Achemetis contra Suam Caesaream Majestatem. Ad Mandatum Suae Majestatis in lucem data anno 1711, Februarii die 22. (Du Mont, l. c. T. VIII. Part. I. p. 266.)
- 6) Sacrum Foedus inter Carolum VI, Romanorum Imperatorem Augustissimum et Serenissimam Rempublicam Venetam, contra Turcas Agressores Pacisque Violatores juxta illud de anno 1684 factum et moderno rerum statui accomodatum, Vienna e 13 Aprilis 1716. (Rousset, Suppl. au Corps dipl. T. II. P. II. p. 138. Col. 2.)

l'Alliance avec les Vénitiens. Les Désastres essuyés par les Turcs, ayant inspiré des sentiments pacifiques au Diwan, les Représentants de la Grande-Bretagne et des États-généraux réussirent à faire consentir les Parties belligérantes à la Tenue d'un Congrès, qui fut fixé à Passarowitz 1), et auquel les Plénipotentiaires respectifs se réunirent dans le courant du mois de Mai de l'année 1718. Après douze Conférences, la Paix fut signée, le 21 Juillet 1718, et le 27 du même mois, un Traité de Commerce fut conclu, également à Passarowitz, entre l'Empereur et la Porte.

Traité de Paix, pour vingt-quatre Ans, entre 1718, l'Empereur Charles VI et Achmet, Sultan des Ottomans, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (George I) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclu au Congrès de Passarowitz, le 21 Juillet 1718 2). (Original en latin et en turc.)

L'Art. XI. renouvelle les Dispositions énoncées dans l'Art. XIII. du Traité de Carlowitz, touchant les Religieux et la Religion catholique. (Voyez plus haut p. 1425.)

les Marchands de part et d'autre pourront exercer en toute Paix, Liberté et Sûreté, le Commerce dans les États des deux Empires. Les Marchands et Sujets des Provinces déjà soumises à l'Empereur des Romains, ainsi que ceux des États professant la Religion chrétienne, que S. M. pourrait acquérir par la suite, de quelque Nation qu'ils soient, pourront, selon que les Commissaires nommés pour cet Objet en conviendront, paisiblement aller et venir sous le Pavillon et les Patentes de Sadite Majesté, partout dans les Royaumes et Provinces ottomanes; il leur sera permis d'acheter et de ven-

- 1) Passarowitz (Posorofdscha), petite Ville de la Turquie d'Europe (Servie), sur le confluent de la Morawa et du Danube. (Langlois, l. c. T. III. p. 681. Col. 2. Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 707.)
- 2) Instrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares constitutae inter Carolum VI, Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungariae et Bohemiae Augustissimum, et Achmet Han, Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachiae cis Alutam Fluviae sitae, Belgradum, Temiswar, Parakin, Istolaz, Csacsak, Botka, et Bolina, cum suis Territoriis; Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnom, cum Palankis et Arcibus, totusque Fluvius Savus, cum suis Ripis, Sacrae Caesareae Regiaeque Majestati ceduntur et manent. De Limitibus autem singulatim designandis cura integra Commissariis utrinque nominandis relicta est. Actum in Congressu ad

Passarovicium in Servia, die 21 **Juli**i 1718. Cum Declaratione Legatorum Caesareorum quod hac Pacificatione nonobstante, Foedus Caesareo-Polonico-Venetum pro commune desensione initum, illibatum et indissolubile permanere debeat. Actum eadem die 1718. (De Luca, Politischer Codex, T. III. v. Handlungs-Vertrag. p. 32. (Sommaire en allemand.) — Du Mont, L c. T. VIII. P. II. p. 520. — Rousset, Recueil, T. II. p. 411. — Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, P. Gen. Cont. II. p. 917. — Schmaufe, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 1695. — La berty, Mémoires, T. X. Append. No. II. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. (cité.) — von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXIV. p. 230—237. — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVII. p. 321. sqq. d'Hauterive et de Cussy, L. c. Part. II. T. L. p. 113. (Extrait en français, Art. XIII.) — La Traduction française, que nous dennens, a été faite sur le Texte latin, rapporté par Du Mont.

dre, et après qu'ils auront payé les Droits de Douane, personne ne devra les molester, mais au contraire on devra les protéger.

Il sera établi dans les États ottomans, conformément à ce qui sera arrêté par les susdits Commissaires, des Consuls et des Interprètes, pour avoir Soin des Affaires des Marchands, et les mêmes Faveurs qui sont concédées aux autres Nations exemptes de Tribut, seront également concédées aux Marchands impériaux romains, et ils jouiront des mêmes Avantages et de la même Sûreté.

On enjoindra sérieusement aux Algériens, aux Tunétains et aux Tripolitains, ainsi qu'à tous autres que besoin sera, de s'abstenir à l'avenir de toute Contravention aux Capitulations de Paix, et de ne commettre aucune Action contraire à la Paix. De même, on contraindra les Habitants du Château de Dulcigno '), situé sur la Rive de la Mer, de s'abstenir désormais de toute Piraterie, et de ne point infester et causer du Dommage aux Navires marchands, et après leur avoir ôté les Felouques ou Fregates (Lembis seu Fregatis) et autres Bâtiments employés à la Piraterie, on ne leur permettra point d'en construire d'autres; de manière que, lorsque de tels Forbans (Praedones) se permettrout, en Contravention aux Capitulations impériales de Paix, d'attaquer les Bâtiments des Marchands, et de leur causer du Dommage, on les obligera à restituer tous les Biens et Effets qu'ils auront enlevés, à bonifier tous les Torts et Dommages qu'ils auront causés, et à rendre la Liberté à tous les Captifs; après quoi on procédera contre eux consormément aux Lois, ainsi que la Justice l'exige, et ils seront punis pour servir d'Exemple à d'autres.

Et, asin qu'il n'y ait aucune Irrégularité dans les Affaires de Commerce, tout ce qui aura été conclu et arrêté par les Commissaires, chargés de part et d'autre de traiter de cette Matière, sera approuvé et inséré et ajouté aux Capitulations.

Les Art. XVII. et XVIII. renouvellent, au sujet de l'Envoi des Ambassadeurs, les Dispositions renfermées dans les Art. XVI. et XVII. du Traité de Carlowitz. (Voyez plus haut p. 1426.) L'Art. XX., qui fixe la Durée de la Paix (Armistitium) à vingt-quatre Années lu-

jusqu'à ces derniers tems comme les Pirates les plus redoutables de la Mer Adriatique. (Adr. Balbi, l. c. p. 532. — Langlois, l. c. T. II. p. 785. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 695.)

¹⁾ Dulcigno, en turc Olgun (l'ancien Olcinium), Ville et Port de la Turquie d'Europe (Roumélie — Sandjak d'Iskenderi) sur la Mer Adriatique, avec environ 2000 habitants, autrefois occupés de Pirateries beaucoup plus que de Commerce. Les Dulcignotes étaient regardés

naires, stipule que l'Instrument du Traité, qui sera remis aux Plénipotentiaires de l'Empereur, devra être rédigé en Langue turque, et celui qui sera délivré aux Plénipotentiaires de la Porte, en Langue latine.

Traité de Commerce et de Navigation entre 1718, 27 Juillet. Charles VI, Empereur des Romains, et Achmet III, Khan, Empereur des Ottomans, fait à Passarowitz, le 27 Juillet 1718 1).

Pour la plus grande Sûreté et Tranquillité des Marchands impériaux, et pour l'Augmentation du Commerce, il a été convenu, que partout dans les États ottomans, dans les Ports et Places de Commerce, Iles et autres Lieux, où les autres Nations étrangères ont établi des Consuls et des Interprètes, Sa sacrée Majesté romaine, impériale, royale et catholique, pourra également, par son Ministre alors résidant près la sublime Porte, établir des Consuls, Vice-Consuls, Agents, Facteurs et Interprètes, en leur expédiant des Patentes; mais, si dans d'autres Lieux, où, jusqu'à présent, il n'y a point eu encore de tels Consuls, Vice-Consuls, Agents, etc., le Besoin du Commerce exigeait d'en établir, la Demande en sera faite à la Porte ottomane, par le Ministre de Sadite Majesté impériale, et lorsque la Permission, nécessaire à cet Effet, aura été accordée audit Ministre, on expédiera les Diplômes nécessaires (congrua Diplomata) 2), pour que lesdits Consuls, Vice-Consuls,

1) Tractatus Commercii et Navigationis, inter Carolum VI, Romanorum Imperatorem Augustissimum, et Sultanum Achmed Han, Ottomannorum Imperatorem, quo, Subditis omnibus Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis, Germanis scilicet, Hungaris, Italis et Belgis, cujuscunque sint Nationis et Religionis, cautum est, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere possint, per Mare, Terram et Fluvios in et apud omnes Ditiones ottomannicas. Dat. prope Passarovicium, die 27 Julii 1718. (De Luca, Polit. Codex, T. III. v. Handlungs-Vertrag. p. 32. (Sommaire en allemand.) — Du Mont, l. c. T. VIII. Part. I. p. 528. — Rousset, Remeil, T. II. p. 426. — Lunig, l. c. P. gener. Contin. II. p. 932. — Schmaufs, Corp. j. g.

acad. Part. II. p. 1714. — Lamberty, Mémoires, T. X. Append. No. III. — Codex austriacus*), T. III. p. 916. — d'Ohsson, L. c. T. VII. Liv. IX. p. 455—457. (Sommaire.) — von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXIV. p. 236. — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVII. p. 328. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 113. (Extrait en français, Art. II. IV. V. et XX., très incomplet.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte latin, rapporté par Rousset, qui est plus correct que celui donné par Du Mont.)

2) C'est à dire le *Bérat* ou *Brevet* d'*Installation*, appelé partout ailleurs *Exéquatur*. (Veyez plus haut T. II. du *Manuel*, Liv. II. Chap. II. Sect. II. p. 429. et T. III. Liv. III. Chap. I.

triaci, oder Sammlung aller. von 1740 bis December 1770 erlassenen Generalien. Vienne 1770 — 1777, le tout formant VI Volumes in fol. — J. J. Moser, Der Belgradische Friedensschlufs, p. 47. (en allemand.)

[&]quot;) Codex austriacus, ordine alphabetico compilatus. Viennae 1704. T. I. II. (par F. A. de Guariant), continué par S. G. H., Sammlung oesterreichischer Gesetze und Ordnungen, Leipzig 1749. in fol. — M. F. Martschlagers Supplementum Codicis aus-

Agents, Interprètes, etc. soient protégés et secourus dans les Lieux désignés par les Employés et Officiers de l'Empire ottoman, et que dans tous les Cas il leur soit prété Assistance.

Si quelque Marchand impérial venait à mourir dans un Endroit quelconque de l'Empire ottoman, le Fisc ne pourra en aucune Manière toucher à ses Biens, mais ils seront recueillis en entier par les Ministres impériaux et par leurs Députés.

En Cas que le Ministre de S. M. romaine, impériale et royale, résidant près la Porte ottomane, jugeât convenable d'établir, dans les Endroits susmentionnés, de simples Interprètes au lieu de Consuls, lesdits Interprètes ne seront non seulement pas molestés, mais ils jouiront des mêmes Faveurs, Priviléges et Protection qui sont accordés aux Consuls.

En vertu des présentes Hautes Capitulations, les Consuls, Vice-Consuls, Interprètes et Marchands de Sa sacrée Majesté impériale et royale, ainsi que tous les Domestiques effectivement employés à leur Service, seront libres et exempts de tout Tribut et de toute autre Espèce d'Imposition.

Les Consuls, Interprètes et Marchands, Sujets de Sa sacrée Majesté romaine, impériale et royale, ainsi que tous ceux qui sont employés à leur Service, devront se présenter au Juge pour tout ce qui regarde leurs Affaires de Commerce, Ventes, Achats, Cautions, etc, faire enrégistrer leurs Transactions, et se munir de l'Acte authentique, vulgairement appelé Hodjet ') (Liter as judiciales vulgo Hugget dictas), ou d'autres Documents valides (validas Syngraphas), et lorsqu'il s'élévera quelque Contestation, on examinera lesdits Actes et Documents, ainsi que les Régistres susmentionnés, et on procédera conformément à la Loi et la Justice.

Les Gouverneurs et autres Officiers dans les Provinces ottomanes, de quelque Rang qu'ils soient, ne se permettront point de faire incarcérer un des susdits Sujets impériaux pour des Accusations élevées contre eux, ni sous aucun autre Prétexte, ni de les molester ou offenser d'aucune autre Manière; mais, lorsque quelqu'un desdits Sujets impériaux sera assigné devant les Tribunaux ottomans, le Consul devra en être averti, le Prévenu comparaîtra en présence de l'Interprète, et ce seront

Sect. II. Italie. Art. II. Sardaigne. §. 20. p. 310.

1) Voyez plus haut p. 109. et p. 788. Col. 1. note **.)

lesdits Consuls et Interprètes qui le feront conduire à la Prison impériale.

Si une Somme quelconque est due par un Marchand impérial et royal à quelqu'un d'autre, le Créancier ne pourra exiger la Somme qui lui sera due, que de la part de son Débiteur, par l'Entremise des Consuls, Vice-Consuls ou Interprètes, et non d'aucun autre.

Les susdits Consuls, Vice-Consuls, Interprètes et Marchands, ainsi que leurs Domestiques (Domesticis et Famulis), pourront librement exercer la Religion catholique romaine, et les Personnes d'autres Nations étrangères, qui voudront assister aux Actes de ladite Religion, ne pourront en aucune Manière en être empêchées ni inquiétées pour cette Raison.

Si quelque Action était intentée contre les Consuls, Vice-Consuls, Interprètes, Marchands ou autres Sujets de S. M. impériale et royale, et que la Somme excédât trois mille aspres, c'est à dire vingt-cinq thalers, elle ne pourra être jugée par aucun Tribunal dans les Provinces, mais elle devra être soumise au Jugement de la Porte ottomane.

Mais, lorsqu'une Contestation s'élévera entre des Marchands de S. M. impériale et royale, elle sera examinée et jugée par les Consuls et les Interprètes, conformément à leurs Lois et Usages établis.

Aucun Navire des susdits Marchands, ayant déjà obtenu les Expéditions pour son Départ, ne pourra être retenu à cause d'un Procès ou d'une Contestation qui surviendraient, mais le Procès ou la Contestation devront être promptement décidés par les Consuls, Agents et Interprètes.

Si quelque Sujet impérial venait, dans une Cause quelconque, à être assigné devant les Tribunaux ottomans, il ne sera point tenu de comparaître dans l'Absence de l'Interprète.

Les Marchands, Sujets impériaux et royaux, lorsqu'ils se rendront dans un Endroit quelconque de l'Empire ottoman, seront exempts de toute Espèce de Dons ou Présents (Donativorum), que les Gouverneurs, Juges et autres Officiers ou Préposés dans les Provinces pourraient vouloir exiger d'eux, et ils ne pourront être molestés pour cette Raison.

La *Porte ottomane* pourra, si *Elle* le juge à propos pour la *Sûreté* et la *Tranquillité* de *Ses Sujets*, ainsi

que pour traiter les Affaires de Commerce des Marchands, établir des Procureurs, ordinairement appelés Schahbender ') (Procuratores vulgo Schahbender dictos), dans les États de S. M. impériale et royale, et la Cour impériale donnera des Ordres à tous les Officiers de S. M. romaine, impériale et royale, de quelque Classe qu'ils soient, afin que les dits Procureurs, établis dans les Endroits où les Besoins du Commerce l'exigeront, et munis du Diplôme ottoman 2), soient protégés, et qu'on s'abstienne de les molester en aucune Manière, et si un Marchand turc venait à mourir, ses Biens seront recueillis et conservés par le susdit Procureur ottoman.

Si des Bâtiments impériaux venaient à péricliter par la Tempête ou autres Accidents de Mer, les Pilotes de l'Empire ottoman, et autres Gens experts dans les Affaires maritimes, leur prêteront Secours, et dans le Cas qu'un desdits Navires vint à faire Naufrage, les Marchandises jetées par la Mer sur le Rivage, devront être délivrées aux Consuls impériaux et royaux, résidant dans les Endroits les plus proches.

Les Marchands impériaux et royaux ne pourront en aucune Manière être molestés à cause des Dommages que les Maltais et les Pirates, qui parcourent la Méditerranée, pourraient causer à des Turcs ou à d'autres Sujets de l'Empire ottoman.

Lorsque des Marchands, Sujets de la Porte ottomane, voudront s'embarquer sur des Navires appartenant à des Sujets de S. M. impériale et royale, ou bien charger sur lesdits Navires des Marchandises ou autres Objets, ils seront tenus de payer ce que en pareil Cas exigeraient d'eux les Anglais, les Français ou les Hollandais.

Les Navires des Marchands impériaux et royaux ne pourront être forcés de transporter des Troupes ottomanes, ni aucun Objet appartenant au Fisc.

L'Art. XII. règle le Salut que se rendront les Bâtiments de guerre de part et d'autre.

Il sera libre aux Sujets de S. M. impériale et royale, de se rendre dans tout Endroit quelconque dans les États ottomans, et d'aller et de venir sans aucun Empêchement, soit pour exercer le Commerce, soit pour aller en Pélérinage, et la Porte ottomane émanera des Commandements rigoureux

¹⁾ Voyez plus haut p. 236. Col. 1. note 1. 2) C'est à dire des Lettres de Provision.

(rigorosae Litterae patentes), pour que, ni pendant le Voyage, ni lorsqu'ils séjourneront dans quelque Endroit, ils ne soient molestés par les Percepteurs des Impôts, ni par personne d'autre.

Les Juifs ne pourront point s'ingérer dans les Affaires de Commerce des Marchands impériaux, ni entreprendre de remplir les Fonctions de Censal ou de Courtier, en s'appuyant de quelque Intercession puissante, à moins que les Marchands impériaux ne les employent de leur propre Gré. Et, si les Juifs, pour se venger de ne pas avoir été employés, venaient à s'attrouper perfidement, ils seront punis avec la dernière Rigueur, pour servir d'Exemple à d'autres.

Afin d'éviter les Disputes et les Inconvénients qui surviennent fréquemment entre les Sujets de diverses Nations, la Porte ottomane, sur la Demande du Ministre impérial, résidant près d'Elle, assignera aux Marchands, Sujets de S. M. impériale et royale, un Emplacement convenable et commode, communément appelé Khan '), pour y déposer et conserver leurs Marchandises, en payant le Loyer d'Usage.

Art. XVI. Si, par Inimitié, ou dans un autre mauvais Dessein, quelqu'un dénonçait l'un des Consuls, Vice-Consuls, Agents, Interprètes, ou Marchands impériaux et royaux, ou bien un de leurs Domestiques, d'avoir embrassé le Mahométanisme, une telle Dénonciation sera considérée comme nulle et sans aucune Valeur, jusqu'à ce que l'Individu, ainsi dénoncé, ait déclaré librement et à Tête reposée, en présence de l'Interprète impérial et royal, sa Résolution de se faire Mahométan; mais on ne fera absolument rien pour l'engager à un pareil Changement de Religion, et si ledit Individu se trouvait avoir en sa Possession du Bien d'autrui, on le contraindra et l'obligera à payer ses Dettes.

L'Art. XVIII. statue que si la Paix entre les deux Puissances venait à être interrompue,

on appelle Khandji, le Gardien d'un Khan, chargé de remplir le voeu du fondateur envers les pauvres et les voyageurs. (d'Ohsson, l. c. T. II. p. 441. — von Hammer, Staatsverfassung, T. II. Chap. VI. p. 458. — Andréossy, l. c. Table des Matières, p. 507.)

¹⁾ Khan, Hôtellerie, Grand Magasin où on dépose des Marchandises. Édifices renfermant un grand nombre de chambres, qui servent de logements ou de boutiques aux marchands. Hôtelleries pour les voyageurs, connues aussi sous le nom de Karwan-Serai *) (Caravansérail);

^{*)} Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XIII. Turquie. §. 1. p. 518. Col. 2. note 5.

les Sujeté respectifs en seront informés à tems, afin de pouvoir arranger leurs Affaires, payer leurs Dettes, recouvrer leurs Créances, et se retirer en toute Liberté et Sureté.

L'Art. XIX. est relatif au Commerce des Sujets de l'Empereur avec la Perse.

A la suite du Traité de Commerce de 1718, l'Autriche fonda une nouvelle Compagnie du Commerce oriental 1).

1) Nouvelle Compagnie impériale orientale (Societas mercaturae in Oriente faciendae causa Vindobonae collecta). L'Empereur Charles VI créa, en 1719, une nouvelle Compagnie *) **) privilégiée du Commerce oriental, dont il se déclara le Protecteur.

La première Patente, émanée le 27 Mai 1719 ***), statue que les Étrangers, aussi bien que les Indigènes, sans aucune exception, pourront devenir Actionnaires, en versant la somme de mille floring d'Empire pour chaque Action que la Compagnie jouira du Privilège exclusif de faire le Commerce en Turquie, avec toutes les Marchandises non prohibées, par Terre et par Euu, et nommément sur le Danube, en payant certains Droits de Douane très modérés - qu'elle pourra établir des *Magasins*, des Dépôts, des Coches d'eau, des Fabriques, des Manufactures, etc. — que les Fonds de la Compagnie ne pourront, en aucun cas ni en aucun tems, de paix ou de guerre, être saisis ni séquestrés, ou chargés d'aucune Imposition — que la Compagnie choisira elle-même ses

Directeurs, Députés et Employés — qu'en cas de Guerre avec la Porte, la Compagnie peurra continuer ses Opérations mercantiles dans le Royaume de Hongrie, et dans les autres États héréditaires limitrophes, en payant, une fois pour toutes, cinq pour cent de Droit de Transit et de Consommation — que la Compagnie, ses Membres et ses Employés, ne seront soumis, en matière de Commerce, qu'au seul Tribunal de Banque (Wechsel-Gericht), à l'exclusion de toute autre Cour de Justice.

Une seconde Patente, en date du 29 Décembre de la même année t), en confirmant toutes les Dispositions précédentes, établit les Articles suivants: la Compagnie portera le nom de Compagnie privilégiée impériale orientale, et elle pourra faire usage d'un Sceau particulier, avec la Légende: Sigillum Caesareae privilegiatae Societatis Commerciorum orientalium (Art. I.) — la Direction suprême et le Comptoir principal de la Compagnie seront établis à Vienne (Art. II.) — les Étrangers aussi bien que les Indigènes

tungskunde, p. 194. — Domenico Rossetti, Meditazione storica-analitica sulle franchigie della Città e Porto-franco di Trieste, dell' anno 949 sino all' anno 1814 (Venise 1815, in 8°. p. 145. §. 98.)]

***) Die europäische Fama welche den gegenwärtigen Zustand der vornehmsten Höfe entdeckt (Leipzig 1702—1735. pet. in 8°. Part. I—CCCLX. en 30 Vol.) T. CCXXXIV. p. 456.

t) Die europäische Fama, T. CCXXXIV. p. 462.

in 80.) T. II. Oesterreichische Staats-Verwal-

Ville d'Italie, Royaume de Naples, Province de Naples, située sur une petite presqu'île, a un bon port sur le Golfe de Naples; elle ést remarquable par ses antiquités et par sa délicieuse situation, qui avait engagé les Romains à y élever un grand nombre de maisons de campagne. — Le môle du Port de Pouzzoles, appelé vulgairement le Port de Caligula, est un ouvrage étonnant; il fut reparé d'abord sous Antonin le Pieux (138—161), puis une seconde fois, en 1757; il en reste encore aujourd'hui 14 piliers, bien construits, mais les arches sont à demi-ruinées. (Adr. Balbi, l. c. p. 326. — Langlois, l. c. T. III. p. 816. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. l. T. VI. p. 735.)

[&]quot;) Voyez plus haut p. 1422. Col. 1. note 3.
") Compagnie orientale de Trieste. Une Compagnie orientale avait été instituée à Trieste, dès le 2 Juin 1717, par l'Empereur Charles VI, qui, pour faciliter ses opérations, fit construire les Ports de Porto Ré O, de Fiume OO et de Pozzuoli OOO, et la protégea fort efficacement contre la jalousie des Vénitiens. [Gebhardi, l. c. T. II. p. 565. — De Luca, Historischstatistisches Lesebuch zur Kenntnifs des oesterreichischen Staates (Vienne 1798. T. I. II.

o) Porto Ré. Ville et Port d'Illyrie, Cercle de Fiume, sur l'Adriatique. (Adr. Balbi, l. c. p. 225. — Langlois, l. c. T. III. p. 802. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 281.)

O) Fiume (Recka), ou anciennement St. Veit am Flaum, Ville d'Illyrie, Chef-lieu du Cercle du même nom, sur l'Adriatique, à l'extrémité du Gelfe de Quarnero. Queique d'un accès difficile, le Pert est commode, et de grands Navires peuvent y entrer en toute sûreté. (Adr. Balbi, l. c. p. 246. — Langlois, l. c. T. II. p. 930. Cel. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 277.)

⁰⁰⁰⁾ Pozzuoli (Pouzzoles, — Putcoli),

Des Ordonnances touchant le Commerce, entre les États autrichiens et ceux de la Porte, furent rendues par le Gouvernement impérial, en date du 15 Mars 1719 ^I) et du 4 Avril 1725 ²).

seront admis à devenir Actionnaires pendant le terme de six mois, après l'expiration duquel la Compagnie réglera le montant futur des Actions conformément à ses besoins (Art. IV.) les Actionnaires auront la Faculté de vendre ou de céder leurs Mises de Fonds, mais ils ne pourront en aucun Cas les retirer — il suffira de la Possession d'une Action, pour avoir Droit à vôter dans les Assemblées générales de la Compagnie; dix Actions donnerent Droit à deux Voix, vingt Actions à trois Voix; aucun Actionnaire, quel que soit le Montant de sa Mise, ne pourra, en aucun Cas, exercer plus de trois Vôtes (Art. VI.) — la première Répartition du Dividende au prorata du Nombre des Actionnaires, se fera après l'expiration des deux premières Années (Art. VII.). — Les Affaires de la Compagnie seront gérées par un Comité ou Députation, dont les Membres seront élus à la pluralité des Voix, par tous les Actionnaires; cette Députation, composée d'un Directeur, de deux Assesseurs et de douze Députés, nommera les Facteurs, Teneurs de Livres, Caissiers et autres Employés de la Compagnie, et les Résolutions ou Arrêtés qu'elle prendra, seront perpétuellement obligatoires pour tous les Actionnaires, leurs Héritiers et Cessionnaires (Art. VIII. et IX.) — la Députation devra se réunir dans le Comptoir principal, chaque fois que le Directeur le jugera nécessaire, et tout au moins une fois tous les *quinze jours* ; les *Arrètés* seront pris à la Majorité des Voix, et il faudra, pour qu'ils soient valides, la présence de sept Députés au moins (Art. X. et XI.) — le Directeur aura la Signature de tous les Arrêtés; lui, ainsi que les Assesseurs et Députés, s'obligeront par Serment à remplir leurs Fonctions avec Intégrité et Fidélité (Art. XII. et XIII.). — Les Députes et Assesseurs resteront en fonction, pendant trois Ans; la durée de la gestion du Directeur sera fixée par un Accord entre la Personne élue à ce Poste et l'Assemblée générale des Actionnaires (Art. XIV.) — le Bilan des Affaires de la Compagnie sera dressé tous les trois Ans, et il sera loisible à deux ou trois Actionnaires, désignés à cet effet par la pluralité des voix, d'en vérifier toutes les Positions (Art. XV.). — La Compagnie choisira un Chef (Capo), qui devra être un des Membres du Ministère de S. M. impériale, et dont la No-

mination sera soumise à l'Approbation de Sadite Majesté, qui se réserve le Protectorat suprême ').

Le succès des Opérations, auxquelles se livra la Compagnie, fut si grand et si subit, qu'en 1721, elle fut en état de faire une Répartition de huit pour cent à ses Actionnaires. L'Empereur, pour l'animer à faire de nouveaux efforts et soutenir son crédit, augmenta ses Priviléges, et lui accorda de nouvelles Lettrespatentes, portant 10 Autorisation d'augmenter ses Fonds de quinze cents Actions, chacune de la valeur de mille florins. 2º Le Privilège exclusif, pendant vingt-un Ans, de construire seule des Vaisseaux de 60 pieds de quille dans les Ports de la Mer Adriatique, appartenant à Sadite Majesté, soit pour son propre usage, soit pour celui d'autrui; dont les bois lui seraient livrés préférablement à tous autres, et pris tant dans les forêts impériales que dans les bois réserves. 3º La Faculté d'établir des Ateliers pour la construction desdits Navires, partout où elle le trouvera à propos, et privativement à tous autres. 40 Le *Privilége exclusif* pour les cinq Fabriques et Manufactures suivantes, savoir: a) pour les toiles propres pour les voiles, pour clous, etc.; b) pour les cables et autres cordages destinés aux manoeuvres; c) pour les ancres et autres attirails de fer; d) pour la préparation des goudrons, poix, calfats, etc. et e) pour la *fonte* de toutes sortes de *canons de fer*, le tout en telle quantité qu'on trouvera convenable, soit pour l'employer à l'armement desdits Navires, soit pour en trafiquer au dedans ou au dehors du pays. 50 Le Privilége exclusif de faire, pendant vingt ans, tous les rafinages des sucres qui se consommeront dans les Pays héréditaires de l'Empereur, avec défenses à qui que ce soit d'entreprendre d'établir de telles rafineries, sous peine de confiscation. 60 Cession de la part de Sadite Majesté, par un contrat de vente en bonne forme, non seulement de tous les *cuivres* qui se trouvent dans les pays appartenant à l'Empereur par droit de conquête, mais encore la Faculté d'acheter ce métal dans toutes les mines de ses Pays héréditaires, pour en faire travailler toutes sortes d'ustensiles de cuisine ou autres, qu'elle aura seule le Privi-

¹⁾ Codex austriacus, T. III. p. 932.

²⁾ Ibidem, T. IV. p. 268.

^{*)} Joh. Hübner, Neu-vermehrtes und verbessertes Reales-, Staats-, Zeitungs- und Con-

versations-Lexicon (Ratisbonne et Vienne 1753. in 8°.) p. 780. Col. 1.

En 1725, la Porte établit pour la première sois, à Vienne, un Schahbender 1), dont la présence devint bientôt fort génante pour la Cour impériale.

lège de faire passer par eau, et de vendre dans les Pays étrangers. 7º Enfin, pour procurer aux Actionnaires un avantage dont aucun Intèressé, dans quelque autre Compagnie que ce soit, n'a pu jouir jusqu'à présent, c'est à dire, de pouvoir retirer son Capital dans un tems limité, l'Autorisation d'établir une Loterie disposée de telle manière, que tant les anciens Actionnaires, que ceux qui prendront de nouvelles Actions, pourront retirer leur Capital

en Argent comptant, et pour le moins le double, en certains tems réglés, outre les lots particuliers, qui pourront écheoir à chacun d'eux ").

Ces Lettres-patentes ayant été expédiées, la Compagnie en donna part au Public par des affiches, et lui notifia en même tems par un Acte scellé de son sceau, délibéré en son Bureau, le

1) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 313. Liv. LXVI. p. 415.

") Plan de la Loterie accordée par S. M. impériale à la Compagnie orientale, établie à Vienne. Le Fonds de cette Loterie, imaginée et dirigée par un Italien, l'Abbé Nauti, devait être de 80 millions, dont celui de la Compagnie serait augmenté, et pour lequel on payerait cinq pour cent d'intérêt aux Actionnaires: les Classes pour retirer les capitaux étaient fixés au nombre de cent, qui seraient tirées dans l'espace de vingt-cinq années, à raison de quatre Classes par an.

Que par l'établissement de ces Classes, les moins heureux des Intéressés retireraient au moins leur capital, et ceux qui seraient favorisés de la fortune, pourraient avoir outre cela des lots considérables, composés de 27 millions, qui leur seraient partagés dans lesdites 25 années.

Qu'en comprendrait aisément cette opération, si on faisait réflexion que L'intérêt annuel de 80 millions à cinq pour cent, monte à cent miltions pour les 25 années.

Que sur ce pied, comme on ne tirerait que quatre Classes par an, leur intérêt et celui des Classes qu'on ne tirerait que les années suivantes, produirait au-delà de ce qui serait nécessaire pour le remboursement du capital des premières, et ainsi de suite pendant les 25 années.

Qu'à l'égard des 27 millions, qui seraient distribuées en Lots, les Fonds s'en prendraient sur les profits que la Compagnie ferait dans son Commerce sur les quatre-vingt millions du Capital des Actionnaires, qui, à raison de dix pour cent par an (ce qu'on pouvait regarder comme une fixation très basse), monteraient à deux cent millions, et qu'ainsi il resterait à la Compagnie un bénéfice de cent millions, après avoir payé ou distribué, soit en Capital, soit en Lots, dans les termes prescrits, les cent dix sept millions qu'on leur promettait. (Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 665. Col. 1. - Savary, Dict. universel de Commerce, T. III. Col. 921.)

Ce fut en raison de cette division par *Classes* et du bénéfice présumé de cent millions, qu'en nomma cette entreprise la centuple Loterie par Classes (die hundertfache Classen-Loterie). Mais bientôt les nombreuses fautès commises par la Direction créèrent des difficultés, et le Payement des Lots gagnants devint impossible, après qu'on eut réduit le terme des Tirages de 25 ans à $10\frac{1}{2}$. Dans cet état de choses, l'Empereur autorisa, par Lettres-patentes du 17 Juillet 1729, l'Etablissement d'une *nouvelle Loterie,* réunie à la précédente, également destinée à enrichir la *Compagnie orien*tale, d'après le plan que lui présenta Jean Christophe Sproegel, composée de 1000 Billets à 50 florins chacun, tous gagnants, sans aucun Billet blanc t), qui seraient tirées de 10 en 10 jours en 80 Classes; dans la 81 e Classe, on ne tirerait que 30 Billets, et les 170 Billets restants qui ne seraient point tirés, et ne pourraient par conséquent faire de gain, recevraient pour le montant de la Mise, des Inscriptions de Rentes viagères; de plus, le premier et le dernier des dix Billets tirés dans les premières 70 Classes, recevraient une Prime de 1000 florins, et dans les 10 Classes restantes, de 2000 florins, etc. Les Payements des Lots ainsi que des Primes étaient garanties par le Directeur général de la Compagnie orientale et des deux Loteries. On assurait de plus aux Joueurs à cette nouvelle Loterie, l'avantage de participer aux Tirages de la centuple Loterie.

L'Empereur, séduit par les promesses illusoires de Sproegel, se laissa persuader à retirer,
en 1730, des fonds produits par la nouvelle Loterie, la somme de 2,250,000 florins, comme
Excédant les besoins de cette Entreprise; il
en résulta que les Billets gagnants ne purent

t) Billet blanc, Billet de certaines Loteries ou de certains Scrutins, sur lesquels il n'y a rien d'écrit. (Dict. de l'Académie.)

La Guerre que l'Empereur Charles VI déclara aux Turcs, en Juillet 1736 1), lui fut fu-

21 Avril 1721, qu'il serait fait incessamment une Répartition de huit pour cent, jusqu'au dernier Décembre 1720, au prorata du tems que chaque Actionnaire aura fourni ses Fonds à la Caisse, et à l'égard des nouvelles Actions, elle fit savoir que les livres, pour en recevoir les soumissions, seraient ouverts pendant six mois, et que, pour la plus grande facilité des Souscripteurs, le Payement des Actions ne serait exigé qu'en quatre Payements, chacun de 250 florins et de trois en trois mois, à condition toutefois, que si, le premier payement fait, en différait d'effectuer les trois autres audelà des termes marqués, ce qui aurait déjà été fourni, resterait au profit de la Compagnie.").

Le fameux système de Law (Voyez plus haut p. 753. Col. 1. note °.) avait tourné toutes les têtes à cette époque; en France, en Angleterre, en Hollande, une frénésie générale s'était emparée de tous les esprits; tout le monde s'empressait de placer sa fortune dans les Fonds publics, et en Autriche aussi, on accueillit avec autant d'entheusiasme que de crédulité l'occasion de profiter des immenses avantages que

présentait en perspective la combinaison d'une Compagnie de Commerce étayée sur les gains d'une Loterie. Mais les Intéressés dans cette double Entreprise ne tardèrent pas à être désabusés de leurs espérances décevantes; la Compagnie empleya les Sommes énormes, qu'elle obtint par le moyen de la Loterie, à acheter et à établir, à d'immenses frais, des Fabriques (entre autres celle d'étoffes de coton à Linz **), en 1722, — celle de coton à filer à Schwüchat ***), près de Vienne, en 1726), dont l'entretien lui coutait plus qu'elles ne rendaient; elle plaça le reste de ses Fonds dans des spéculations commerciales hasardées, et de perte en perte elle arriva en peu de tems à une ruine, consommée en 1754, par les obligations onéreuses que lui imposaient les deux Loteries, la nouvelle et l'ancienne, dont elle avait cautionné les Payements. [(Zedler), Universal-Lexicon,

1) Manifeste de l'Empereur publié en commençant la Guerre contre les Turcs, en Juillet 1736. (Rousset, Suppl. au Corps diplomatique, T. II. Part. II. p. 573. Col. 2.)

ètre payés, et que la Loterie perdit son crédit. Par la Patente du 23 Avril 1731, Charles VI déclara "qu'il y avait eu erreur en supposant "que ladite Somme formait un excédant;" il s'engagea en même tems à la restituer, et promit en outre d'accorder à la Direction, pendant quinse années consécutives, un Secours annuel de 100,000 écus en espèces (Speciesthaler), mais le Gouvernement, surchargé d'ailleurs d'obligations enéreuses, n'exécuta jamais ni l'une ni l'autre de ces promesses, et la Compagnie, responsable des Sommes non-payées par la Direction de la Loterie, se vit hors d'état de satisfaire aux Réclamations élevées à sa charge.

En 1741, sur l'ordre de l'Impératrice Marie Thérèse, en commonça à s'occuper de la Liquidation des Prétentions des Intéressés dans les deux Loteries; un Tiers des Créances reconnus liquides fut assigne sur la Compagnie, les *deux autres Tiers* restèrent à la charge du Gouvernement; la Compagnie acquitta en effet une partie de sa Dette, mais le Gouvernement, engagé dans des guerres dispendieuses qui menaçaient la ruine de l'Etat, ne put y senger. Les Négociations furent reprises, en 1754, et enfin les Intéressés se virent obligés d'accepter 30 pour cent, payables dans le terme de dix années, avec les intérêts courants à raison de 4 pour cent. — L'Abbé Nauti et Sproegel, coupable à la fois d'impéritie et de mauvaise

foi, expièrent dans les prisons leurs erreurs et leurs crimes. (Leopold Ranke, Historischpolitische Zeitschrift (Berlin 1833—1836. T. l. II. in 8°.) T. II. Maria Theresia, ihr Staat und ihr Hof im Jahre 1755. Aus den Papieren des Großkanzler von Fürst. p. 710—714. — Notices confidentielles obtenues de la Chancellerie Impériale et Royale de Cour et d'État.)

- ') Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 664. Col. 1. — Savary, Ditt. universel de Commerce, T. III. Col. 920.)
- ") Linz, Chef-lieu du Cercle de Muhl, dans la Haute-Autriche (Ober-Oesterreich eu Land ob der Ens). Ville assez bien hâtie sur le Danube, avec une population de 24,000 àmes; elle contient beaucoup de Manufactures, dont la plus remarquable est la grande Manufacture impériale de lainage. (Adr. Balbi, l. c. p. 230. Langlois, l. c. T. III. p. 160. Cel. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. L. T. II. p. 206.)
- "") Schwüchat, petit Bourg dans la Basse-Autriche (Nieder-Oesterreich en Land unter der Ens), sur la rivière du même nom; possède des Manufactures considérables d'Indiennes. (Adr. Balbi, l. c. p. 221. Langlois, l. o. T. IV. p. 1073. Cel. 2. T. V. p. 305. Col. 2. Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 182.)

neste. Après trois Campagnes malheureuses, il se vit forcé de conclure une Paix aussi honorable et avantageuse pour la Porte qu'elle était peu glorieuse pour l'Autriche 1).

Traité définitif de Paix, pour vingt-sept
1739,
18 Septembre. Ans, entre l'Empereur Charles VI et Mahmoud I, Sultan des Ottomans, sous la Médiation
et la Garantie de la France (Louis XV), fait et conclu
au Congrès près de Belgrade en Servie, le 18 Septembre 1739 2)

Tous les Priviléges qui ont été accordés pour les Religieux et pour l'Exercice de la Religion chrétienne, selon le Rite de l'Église catholique romaine, par les Prédécesseurs du très-glorieux Empereur des Ottomans ') dans Ses Royaumes, soit par les précédentes Capitulations sacrées, soit par d'autres Signes impériaux '), soit par Édits et Mandements spéciaux, tant avant la Paix de Passarowitz que depuis; tous ces Priviléges, et spécialement ceux qui, à la Réquisition du très-auguste Empereur des Romains, ont été accordés aux Religieux de la Très-Sainte Trinité de la Rédemption des Captifs '), le sérénissime Empereur des Ottomans les confirmera pour être observés à l'avenir, en sorte que les susdits Re-

T. XXV. Col. 1886. — Schweighofers Abhandlung von dem Commerz der oesterreichischen Staaten (Vienne 1785. pet. in 8°.) p. 125. — De Luca, l. c. p. 194. — Domenico Rossetti, l. c. p. 147. §. 99. — Leop. Ranke, l. c. p. 710—714. — Notices confidentielles obtenues de la Chancellerie impériale et royale de Cour et d'État.]

1) a. Articles préliminaires de Paix entre l'Empereur Charles VI et la Porte, signés au Camp devant Belgrade, le 1 Septembre 1739. [Wenck, l. c. T. I. p. 316. (en français.) — Mercure historique et politique, 1739. Part. II. p. 410. (en français.) — Storia dell'anno 1739. p. 56. (en italien.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVIII. p. 365. (cité.) — von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXVII. p. 539. (cité.)]

b. Convention pour l'Exécution des Préliminaires, signée au Camp du Grand-Vézir, le 7 Septembre 1739. [Laugier, Hist. des Négociations pour la Paix de Belgrade, T. II. p. 69. (en français.) — Wenck, l. c. T. I. p. 323. (en italien et en français.) — Schoell, l. c. p. 366. (Sommaire.) — von Hammer, l. c. p. 540. (cité.)]

- c. Déclaration de la Cour de Vienne au sujet des Préliminaires, en date du 10 Septembre 1739. [Storia dell' anno 1739. p. 63. (en italien.)]
- d. Ratification des Préliminaires de la part de l'Autriche, en date du 18 Septembre 1739. [Moser, l. c. p. 109. (en latin.) Wenck, l. c. T. I. p. 361. (en latin.)]
- 2) Moser, l. c. p. 1. (en latin.) Umstündliche auf Original-Dokumente gegründete Geschichte der Unterhandlung des Belgrader
 Friedens, p. 322. (en latin.) Laugier, l. c.
 T. II. p. 294. (en français.) Wenck, l. c.
 T. I. p. 326. (en latin et en français.) —
 Schoell, l. c. T. XIV. Chap. LXVIII. p. 368.
 (Sommaire.) von Hammer, Geschichte,
 T. VII. Liv. LXVII. p. 540. (Sommaire.) —
 d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 457. (cité.)
 d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I.
 p. 114. (Extrait en français, Art. VII. XI. XII.
 XVI—XVIII. XX. XXI. et XXIII.)
- 3) Il faut lire dans Laugier, l. c. T. II. p. 307. Art. IX. ligne 6 d'en haut ,, Empereur des Ot"tomans," au lieu de "Empereur des Romains."
- 4) Signes impériaux, c. à. d. des Commandements munis du Chiffre impérial.
 - 5) Voyez plus haut p. 327. Col. 1. note 1.

ligieux puissent librement réparer et rétablir leurs Églises, exercer leurs Fonctions anciennement accoutumées, et qu'il ne soit permis à personne contre les susdites Capitulations et Lois, de molester, ni par Insulte, ni par Exaction d'Argent, lesdits Religieux et autres, de quelque Ordre et Condition qu'ils soient; mais qu'ils jouissent de la Protection impériale accoutumée. De plus, il sera permis à l'Ambassadeur du très-auguste et très-puissant Empereur des Romains, près la Porte ottomane, d'exposer ce qui lui sera commis par rapport à la Religion, et aux Lieux que les Chrétiens visitent dans la sainte Cité de Jérusalem, et dans les autres Endroits où lesdits Religieux ont des Églises, et de faire à cet égard toutes les Instances convenables. (Comparez plus haut p. 1425. et 1428. l'Art. XIII. du Traité de Carlowitz de 1699, et l'Art. XI. du Traité de Passarowitz, de 1718.)

L'Art. X. concerne la Mise en Liberté et le Rachat des Captifs.

Les Marchands des deux Nations exerceront librement, sûrement et paisiblement, le Commerce dans les États des deux Empires. L'Entrée et la Sortie libre dans les Royaumes et Provinces de l'Empire ottoman, sera accordée à tous les Sujets et Marchands des Provinces soumises à l'Empereur des Romains, de quelque Nation qu'ils soient, par Terre et par Mer, sur leurs propres Navires, à la Manière usitée jusqu'à présent, avec le Pavillon et les Lettres-patentes de S. M. romaine impériale; l'Achat et la Vente leur sera libre, et en payant les Droits qu'il a été d'Usage jusqu'ici de payer, ils ne seront molestés en aucune Manière, mais au contraire protégés; en sorte que toute Espèce de Faveur concédée dans les États de l'Empire ottoman aux autres Nations chrétiennes exemptes de Tribut, même les plus amies, et spécialement aux Français, Anglais et Hollandais, sera censée avoir été concedée et confirmée également aux Marchands, Sujets de TEmpereur des Romains, et ils devront en jouir avec toutes les mêmes Sûretés et Avantages. (Comparez plus haut p. 1428. l'Art. XIII. du Traité de Passarowitz, du 21 Juillet 1718.)

De même, les Sujets et Marchands de l'Empire ottoman, lorsqu'ils entreront sur les Terres du très-auguste Empereur des Romains, ne seront pas traités d'une Manière différente,

et, lorsqu'ils y exerceront le Commerce, ils seront protégés et défendus dans toutes leurs Affaires.

La Suite de cet Article renouvelle les Stipulations contenues dans l'Art. XIII. du Traité de Passarowitz, du 21 Juillet 1718 (Voyez plus haut p. 1428.), concernant les Algériens, les Tunétains, les Tripolitains et les Dulcignotes; mais la Disposition relative à l'Établissement des Consuls et des Interprètes n'est point reproduite.

L'Art. XII. est relatif au Commerce des Sujets de l'Empereur avec la Perse. (Voyez plus haut p. 1435. l'Art. XIX. du Traité de Commerce conclu à Passarowitz, le 27 Juillet 1718.)

L'Art. XVII. renouvelle la Stipulation contenue dans l'Art. XVIII. du Traité de Commerce du 27 Juillet 1718 (Voyez plus haut p. 1434.), concernant la Retraite des Sujets respectifs, en cas de Rupture entre les deux États.

L'Art. XVIII. concerne les Mesures à prendre de part et d'autre contre les Sujets rebelles ou qui viendraient chercher Asyle sur le Territoire de l'une ou fautre des deux Parties contractantes. (Voyez plus haut p. 1423. l'Art. IX. de la Paix de Carlomitz 1699, qui a été renouvelé par l'Art. XIV. de la Paix de Passaromitz 1718.)

Les Art. XX. et XXI., qui concernent l'Envoi et la Réception des Ambassadeurs, reproduisent littéralement les Dispositions contenues dans les Art. XVI. et XVII. du Traité de Carlowitz du 26 Janvier 1699, et XVII. et XVIII. du Traité de Passarowitz 1718. (Voyez plus haut p. 1426. et 1429.)

L'Art. XXIII. fixe la Durée du présent Traité à vingt-sept Ans continus, à compter du Jour de la Signature.

Un Acte séparé, touchant quelques Articles qui, dans les deux Versions, turque et latine, du Traité de Belgrade, n'avaient pas été rédigés de la même Manière, fut signé à Constantinople, le 5 Novembre 1739 1).

Une Convention, touchant les Limites, sut signée à Constantinople, le 2 Mars 1741 2).

Par un Acte du 25 Mai 1747 *), la Porte consentit à déclarer perpétuelle la Paix de Belgrade, dont la Durée n'avait d'abord été fixée qu'à vingt-sept Ans, et le même jour, un Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce sut signé entre la Porte et l'Empereur comme Grand-Duc de Toscane 4).

L'Art. I. de ce Traité statue que sous le Nom de Sujets de Sa sacrée Majesté impériale et royale sont entendus principalement le Grand-Duché de Toscane, avec les Ports et Iles qui y appartiennent, ainsi que les Marchands des Villes de Hambourg et de Lubeck, qui voudront trafiquer dans les États ottomans, sous la Protection du Pavillon et des Lettres-patentes de S. M. impériale et royale. (Voyez plus bas Sect. XII. §. 20.)

En 1750, le Sr. Penkler, Résident de l'Empereur à Constantinople, nomma à tous les Consulats autrichiens dans l'Empire ottoman 5).

Par le Séned 6) du 8 Août 1783, qui se réfère à l'Art. XI. du Traîté de Belgrade, du 18 Septembre 1739 (Voyez ci-dessus), la Porte s'engagea, non seulement, de procurer à "l'Autriche la Réparation de toute Insulte ou Dommage quelconque, qui pourpraient être faits à ses Navires marchands par des Corsaires barbares ques ou

- 1) von Hammer, 1. c. T. VII. Liv. LXVII. p. 542. Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVIII. p. 377. Laugier, 1. c. T. II. p. 330. Wenck, 1. c. T. I. p. 364.
- 2) von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXVIII. p. 20. Laugier, l. c. T. II. p. 372. Wenck, l. c. T. I. p. 585.
- 3 d'Ohsson, L. c. T. VII. Liv. IX. p. 457.
 4) von Hammer, Geschichte, T. VIII.
 Liv. LXVIII. p. 88—90. British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836) p. 98. (en italien et en français.) Schoell, Cours d'Histoire, T. XLIV. p. 11—13. Mr. Schoell n'a réparé qu'en partie l'omission que Mr. de Hammer avait reproché
- à l'Auteur de l'Hist. abrégée des Traités de Paix, puisqu'il ne fait point mention de l'Acte par lequel la Paix de Belgrade, qui n'était qu'une Trève pour vingt-sept Ans, fut déclarée Paix perpétuelle.
- 5) von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXIX. p. 139.
- 6) Voyez plus haut p. 171. Col. 1. note *. et p. 1394. Cet Acte n'a jamais été imprimé; il a été cité par Schoell, dans son Histoire abrégée des Traités, T. XIV. Part. III. Chap. LXX. p. 486, et par Martens, dans le Cours diplomatique, T. II. p. 1224. et par de Luca, dans Nachtrag zum politischen Codex.

"autres (Art. III.)," mais encore "de payer et bonifier, six mois après la Réclamation "du Ministre impérial, ou plutôt, si faire se peut, en entier comptant, et de son "propre Trésor, tous les Biens et Effets enlevés des Navires allemands, et de "ne permettre à cet égard aucun Délai ni Retard, en reconnaissant à la Cour impériale "le Droit incontestable d'exercer, après le susdit Délai de six Mois et la Significa"tion préalable, des Représailles sur le Territoire ottoman limitrophe, pour pro"curer par là à ses Sujets l'Indemnité entière de leurs Biens et Effets déprédés." I)

Un Hatischérif²), en date du 16 Octobre 1783³), enjoint aux Voivodes⁴) ou Princes de Moldavie et de Valachie, de faire jouir les Agents institués par la Cour impériale dans les deux Principautés, de tous les Priviléges, Prérogatives, Franchises et Immunités stipulés dans

les Capitulations en faveur des Consuls et Agents de ladite Cour.

Séned de la sublime Porte, touchant les Avan1784, tages dont les Sujets de S. M. impériale et roy a le devront jouir désormais dans leur Commerce
en Turquie, donné à Constantinople, le 2 de la Lune
de Rebiul-achir de l'Année de l'Hégire 1198, qui correspond
au 24 Février 1784 5) 6).

L'Art. I. confirme le Traité de Commerce de Passarowitz, du 27 Juillet 1718.

L'Art. II. statue sur les Droits d'Importation et d'Exportation, et sur l'Exemption de tout autre Impôt, tels que Massdariyè, Kassabiyè, Bidaat, Resmi Kudum 10, Reft 11, Badsch 12, Jassakkouli 13, etc. etc. 14.

L'Art. III., qui traite de la Liberté du Trafic, porte la Disposition suivante:

.... L'Exécution du présent Séned, qui détermine la Manière de laquelle devront être traités les Sujets de S. M. impériale et royale, soit à leur Arrivée dans les États ottomans,

- 1) Voyez plus haut p. 171. Col. 1. note t. Nous avons déjà dit que M. d'Hauterive et de Cussy ont confondu le Séned du 8 Août 1783 avec le Hatischérif du 16 Octobre de la même année.
 - 2) Voyez plus haut p. 172. Col. 1. note †.
- 3) Martens, Recueil, T. III. p. 702. (en allemand.) Geschichte der natürlichen Beschaffenheit und Verfassung der Walachei, Moldau, etc., aus dem italiänischen (Strasbourg 1790. gr. in 8°.) p. 213. (en allemand.) Voyez l'Annexe à la fin du Volume.
 - 4) Voyez plus haut p. 127. Col. 1. nete 2 b.
- 5) Handlungseinverstündnifs zwischen dem Kaiserlich Königlichen Hofe und der ottomannischen Pforte, etc. auf höhere Veranlassung herausgegeben (Vienne 1785. in 8°.) p. 45. (en allemand.) De Luea, Polit. Codex, T. III. v. Handlungsvertrag. p. 40. (en allemand.) Mercure de France, 1784. Mai. p. 104. (en français.) Martens, Recueil, T. III. p. 720. (en allemand.) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 486. (cité.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 129. (en français.) C'est à tort que les Auteurs de ce dernier Recueil donnent au

- Séned de 1784 le Titre de Capitulations nouvelles. — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version allemande rapportée par Martens.
- 6) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 24 Février 1784, seit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 13, et non le 2 de la Lune de Rebiul-achir 1198.
 - 7) Voyez plus haut p. 121. Col. 1. note 1.
 - 8) Voyez plus haut p. 104. Col. 1. note **.
 - 9) Voyez plus haut p. 121. Col. 1. note 1.
- 10) Resmi Kudum, Droit d'Arrivée, une des nombreuses Charges de Port, auxquelles les Turcs assujétissent les Navires marchands. (von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXXIV. p. 482. et note d. Voyez plus haut p. 235. Col. 1. note 2.)
 - 11) Voyez plus haut p. 962. Col. 2. note 3.
 - 12) Voyez plus haut p. 127. Col. 2. note 1.
 - 13) Voyez plus haut p. 1131. Col. 2. note 6.
- 14) Les mots turcs sont tellement défigurés dans les deux Versions, allemande et française, rapportées par Martens et par MM. d'Hauterive et de Cussy, qu'il est presque impossible de reconnaître ceux dont ils tiennent la place.

soit pendant leur Séjour ou à leur Départ, sera prescrite à tous et chacun des Gouverneurs des Provinces, Mers et Côtes, aux Chef des Douanes et autres Employés, par des Fermans clairs et intelligibles; et afin que les Ministres, Consuls et Agents, ainsi que les Commandants des Confins, de la Cour impériale et royale, puissent également s'y conformer, des Copies de ces Fermans seront communiquées à ladite Cour.

L'Art. IV. concerne le libre Passage par Terre et par Mer.

Art. V. La sublime Porte déclare aussi que la Cour impériale et royale est en droit, en vertu du Traité de Belgrade et de celui de Commerce, de Passarowitz, et en Considération de la bonne Harmonie qui règne entre les deux Cours, de réclamer pour Ses Sujets les Franchises, Avantages et Faveurs, sans Exception, dont jouissent ou jouiront à l'Avenir d'autres Nations franques '), nommément les Français, les Anglais, les Hollandais et les Russes, ou une autre Nation plus favorisée encore.

L'Art. VI. traite du libre Passage, pour cause de Commerce, des Rivières à la Mer, et vice versu 2), avec Navires, Pavillon et Équipages allemands.

Par l'Art. VII., la Porte accorde aux Navires autrichiens le libre Passage par le Canal de la Mer Noire, avec la Condition toutefeis que les Navires employés à cette Navigation ne devront pas être plus grands que ceux dont il est permis aux Russes de se servir.

Par l'Art. VIII., la Porte déclare que si des Difficultés venaient à s'élever au sujet de l'Exécution de l'un ou l'autre Point du présent Séned, Elle se prêtera volontiers à les aplanir de commun Accord et d'une Manière amicale et équitable, et si l'Affaire ne pouvait s'arranger de cette Manière, Elle consent d'avance à régler et décider les Points en litige d'après les Dispositions du Traité de Commerce, conclu avec la Cour de Russie, l'Année dernière, et d'une Manière analogue au Commerce de la Nation allemande.

La Porte, après avoir déclaré la Guerre à la Russie, en 1787, exigea de l'Autriche une Déclaration sur le parti qu'elle prendrait dans cette circonstance. L'Empereur Joseph II répondit que l'Alliance existante entre les deux Cours impériales l'obligeait à secourir la Russie; il offrit en même tems sa Médiation pour réconcilier la Porte avec la Russie. Cette Offre ayant été repoussée, l'Autriche déclara la Guerre à la Porte, le 9 Février 1788. Les Armes de la Russie et de l'Autriche ayant été victorieuses sur presque tous les points, le Sultan Sélim III, qui avait succédé, le 7 Avril 1789, à son Oncle Abdul-Hamid, sur le trène de Constantinople, tenta d'obtenir une l'aix honorable par l'Entremise de la Grande-Bretagne et de la Prusse; il conclut avec cette dernière une étroite Alliance, signée à Constantinople, le 31 Janvier 1790 3), qui, à cause des Liaisons politiques alors subsistantes, lui assura non seulement l'Alliance de la Pologne et de la Suède, mais aussi la puissante intervention de la Grande-Bretagne et de la Hollande. Des Négociations directes furent ouvertes à Yassy, au mois de Mars et d'Avril, entre des Plénipotentiaires des Parties belligérantes, mais on ne réussit pas à s'entendre, et les Conférences forent rompues 4). Cependant, on convint de tenir un Congrès à Reichenbach 5), où se trouvait

¹⁾ Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XIII. Turquie. §. 1. p. 518. Col. 1. note 1.

²⁾ Vice Versà (on prononce Vicé). Mots latins dont on se sert adverbialement pour signifier réciproquement. (Dict. de l'Académie.)

³⁾ Voyez plus haut p. 1382.

⁴⁾ Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 476.

⁵⁾ Reichenbach, petite Ville d'environ 4000 habitants, dans la Silésie prussienne, Chef-lieu du District du même nom. (Langlois, l. c. T. IV. p. 895. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. III. p. 267.)

le Quartier-général du Roi de Prusse. La Prusse, l'Autriche, la Pologne, la Grande-Bretagne et la Hollande y envoyèrent des Plénipotentiaires. La Russie, décidée à traiter séparément avec la Porte, refusa de prendre part au Congrès de Reichenbach. L'Autriche ayant consenti à ce que la Paix avec la Porte fut rétablie sur la base du Statu quo ') strict, tel qu'il avait été avant la Guerre, on convint d'arrêter les Hostilités entre les deux Parties belligérantes, et d'assembler un Congrès pour la Conclusion d'une Paix définitive, sous la Médiation et la Garantie de la Prusse et de ses Alliés ²).

Après qu'un Armistice formel eut été conclu à Giurgenvo 3), le 10 Septembre 1790 4), le Congrès s'ouvrit, le 2 Janvier 1791, à Sistova 5), et la Paix fut signée, le 4 Août suivant. C'est ce Traité qui sert encore aujourd'hui de base aux Relations politiques et commerciales entre les deux Empires.

Traité de Paix perpétuelle, concluentre S. M.

1791, impériale, royale apostolique (Léopold II) et la sublime Porte ottomane (Sélim III), sous la Médiation de la Grande-Bretagne (George III), de la Prusse (Frédéric Guillaume II) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, fait à Sistova, à la Salle des Conférences, le 4e Jour du Mois d'Août, l'An de Grâce 1791. (Original en turc et en français.) 6).

1) Statu quo (in). Mots pris du latin, qui signifient: l'état des choses au moment actuel ou à une certaine époque, et qu'on emploie surtout en Diplomatie et dans le langage familier. Laissons les choses in Statu quo.

Les deux mots Statu quo se disent aussi substantivement. Maintenir, rétablir le Statu quo. (Dict. de l'Académie.)

- 2) Déclarations signées à Reichenbach, le 27 Juillet 1790, de la part du Roi de Prusse (Frédéric Guillaume II) et du Roi de Hongrie et de Bohème (Joseph II), et garanties par les Puissances maritimes. (Hertzberg, l. c. T. III. p. 97. sqq. — Nouvelles extraordinaires, 1790. No. 74. Suppl. — Politisches Journal, 1790. p. 870. — Martens, Recueil, T. III. p. 500—509. — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 482.)
- 3) Giurgewo (Yerköki ou Dschundschu), Ville d'environ 7000 habitants, dans la Principauté de Valachie, avec une Citadelle située dans l'Ile de Slobosie. (Adr. Balbi, l. c. p. 537. — Langlois, l. c. T. II. p. 1091. Col. 1. — Vollstünd. Handbuch, Sect. III. T. I. p. 643.)
- 4) Acte d'Armistice concluentre le Roi de Hongrie et de Bohème (Joseph II) et la Porte ottomane (Sélim III), signé, sous la Médiation du Ministre de Prusse, Comte de Lusi, à Giurgewo, le 19 Septembre 1790. [Historisch-politisches Magazin, T. VIII. p. 453. (en allemand.) — Politisches

- Journal, 1790. p. 1138. (en allemand.) Martens, Recueil, T. III. p. 531. (en français.) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 484. (cité.)]
- 5) Sistova (Schistob), Ville de la Turquie d'Europe (Roumélie), sur une colline près la rive droite du Danube, avec un château. Elle est importante par ses fabriques de coton et ses tanneries. On porte sa population à 21 mille âmes. (Adr. Balbi, l. c. p. 530. Langlois, l. c. T. IV. p. 1131. Col. 1. Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 643.)
- 6) Imprimé séparément en français, à Vienne, par autorité in 40. — Nouvelles extraordinaires, 1791. No. 72—78. (en français.) — Geschichte des Oesterreich-Russisch-Türkischen Krieges (Francfort et Leipzig 1792.) (p. 193. en allemand, p. 212. en français.) — Historischpolitisches Magazin, T. X. p. 214. (en allemand.) — Martens, Recueil, T. V. p. 18. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 490. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 134. (Extrait en *français, Art.* I. II. III. VII. IX — XII. XIV.) Les Auteurs de ce Recueil citent, p. 134. ligne 4 d'en haut, le Magasim historique et politique anglais, T. X. qui n'existe pas. L'Ouvrage qu'ils ont voulu citer, sans doute d'après Martens, se compose de deux Parties; la première porte le Titre: Niederelbisches Magazin, la seconde, Historisch-politisches Magazin (par Wittenberg) $(Hambourg\ 1787 - 1794.\ T.\ I - XVI.\ in\ 8^{\circ}.)$

Par l'Art. II. les Traités et Conventions antérieurs sont renouveles et confirmés.

Il est convenu par l'Art. III. que les Séned du 8 Août 1783 et du 24 Février 1784 (Voyez plus haut p. 1441. et 1442.) demeureront à perpétuité dans leur pleine et entière Force et Vigueur, comme s'ils étaient cités, transcrits, insérés et expliqués de mot à mot dans le présent Traité.

L'Art. IX. statue que le Commerce entre les deux États sera replacé sur le pied du Statu que antérieur à la Guerre.

Il sera sérieusement enjoint et recommandé aux Commandants et Gouverneurs limitrophes des deux Empires, de protéger les Sujets respectifs que leur Commerce ou autres Affaires obligeront à passer les Confins, à voyager dans l'Intérieur des Provinces, à descendre et à remonter les Rivières, observant et faisant observer à leur égard, non seulement les Offices de l'Hospitalité, mais aussi tous les Articles et Dispositions des Traités, Conventions et Actes confirmés aux Art. II. et III. ci-dessus, sans exiger ni permettre qu'il en soit exigé, à quel Titre que ce puisse être, d'autres Retributions ou Droits que ceux qui y sont fixés pour les Personnes et pour les Marchandises des Parties respectives.

Et quant à l'Exercice de la Religion catholique chrétienne dans l'Empire ottoman, ses Prêtres, ses Sectateurs '), ses Églises à entretenir ou à réparer, la Liberté du Culte et des Personnes, la Fréquentation et la Protection des Lieux saints de Jérusalem et d'autres Endroits, la sublime Porte ottomane renouvelle et confirme, d'après la Règle du Statu quo strict, non seulement les Priviléges assurés par l'Art. IX. du Traité de Belgrade à cette Religion (Voyez plus haut p. 1439.), mais aussi ceux qui ont été postérieurement concédés par les Fermans et autres Actes émanés de son Autorité.

L'Autriche est appelée à jouir, comme toutes les Nations chrétiennes, des Avantages stipulés dans le Traité conclu à Andrinople entre la Porte et la Russie. (Voyez plus haut p. 1329.)

L'Autriche entretient dans la Turquie d'Europe:

à Salonique et à Trawnik (en Bosnie), des Consuls,

Le mot Sectateur ne s'emploie que pour désigner quelqu'un qui fait profession de suivre l'opinion de quelque Philosophe, de quelque Docteur, de quelque Hérésiarque *). (Dict. de l'Académie.)

¹⁾ Sectateurs, c. à. d. ceux qui professent la Religion catholique.

^{*)} Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise. B. p. 28. Col. 1. note *.

1446 Liv. III. Chap. I. Sect. XI. Autriche. §§. 28. 29.

- à Durazzo (en Albanie), à Scutari ou Eskodar (en Albanie), à Gallipoli et aux Dardanelles, des Vice-Consuls,
- à Andrinople et à Rodosto, des Agents consulaires; dans la Principauté de Moldavie:
 - à Yassy, un Agent,
 - à Galatz, un Consul;
- dans la Principauté de Valachie:
 - à Bucharest, un Agent;
- dans la Principauté de Servie:
 - à Belgrade, un Consul;
- dans la Turquie d'Asie:
 - à Alep et à Smyrne, des Consuls-généraux,
 - à Scala nuova (Kudahari) et à Acre, des Consuls,
- à Bairout, à Tchesmi et à Trébisonde, des Vice-Consuls; dans l'Île de Candie:
 - à la Canée, un Vice-Consul;
- dans l'Ile de Chypre:

un Vice-Consul;

dans l'Ile de Rhodes:

un Consul;

dans l'Ile de Chio:

un Consul;

- en Égypte:
 - à Alexandrie, un Consul-général,
 - à Damiette et au Caire, des Vie-Consuls 1).
 - La Porte entretient:
 - à Trieste, un Schahbender, pour Trieste et Venise,
 - à Fiume, un Agent consulaire 2).

§. 28.

AUTRICHE ET PORTUGAL.

(Voyez plus haut Sect. IV. §. 2. p. 519.)

§. 29.

AUTRICHE ET PRUSSE.

(Voyez plus haut Sect. X. §. 1. p. 1342.)

1) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
p. 223—226. — Almanach de Gotha, 1840.
p. 98—106.

2) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 235.
237. — Alman. de Gotha, 1840. p. 8. 10.

§. 30.

AUTRICHE ET RUSSIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 1. p. 1185.)

Le Traité relatif à la Navigation du Danube, entre l'Autriche et la Russie, conclu à St. Petersbourg, le 25 (13) Juillet 1840 1), ne contient aucune nouvelle Disposition à l'égard des Consuls.

§. 31.

AUTRICHE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 2. p. 261.)

§. 32.

AUTRICHE ET SAXE (ROYALE).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Saxe (royale).

L'Autriche entretient:

à Leipzig, un Consul-général 2).

La Saxe (royale) entretient:

à Trieste, un Consul 3).

§. 33.

AUTRICHE ET SUÈDE (ET NORVÈGE).

(Voyez plus haut Sect. VIII. §. 2. p. 1115.)

§. 34.

AUTRICHE ET SUISSE.

Il n'existe point de Traite de Commerce entre l'Autriche et la Confedération suisse.

La Confédération suisse entretient:

- à Milan, un Consul,
- à Trieste, un Consul et un Agent consulaire *).

§. 35.

AUTRICHE ET TOSCANE.

Le Traité de Commerce conclu à Milan, le 26 Décembre 1777, entre l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse) comme Duchesse de Milan 5) d'une part, et

- 1) Wiener Zeitung, du 22 Octobre 1840. (en français et en allemand.) — Allgemeine Preufsische Staats-Zeitung, No. 299. du 28 Octobre 1840. (en allemand.)
- 2) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 224. Staats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839. p. 311. Almanach de Gotha, 1840. p. 88.
- 3) H. v. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 237. St. Hdbch. f. d. K. Suchsen, 1839.
 p. 309. Almanach de Gotha, 1840. p. 10.
- 4) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 236. 237. Alm. de Gotha, 1840. p. 9. 10.
- 5) Milan, ville de l'Insubrie, sendée par les Gaulois, qui, seus Vellovèse, s'établirent en Italie, vers l'an de Rome 170 (584 av. J. Chr.),

le Grand-Duc de Toscane (Léopold Joseph) et le Duc de Modène (François Marie) d'autre part 1), ne centient aucune Disposition relative aux Consuls, ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs 2).

L'Autriche entretient:

- à Livourne, un Consul-général,
- à Piombino et à Porto Ferrajo et Porto Lougone, des Vice-Consuls ').

devint la Capitale d'un Royaume, dont Viridomar fut le dernier Roi (222 avant J. Chr.). Milan, alors, avec toute l'Insubrie, passa sous la domination des Romains. Les Huns, les Goths, les Lombards, conquirent successivement cette ville avec son territoire, dans les Ve et VI e siècles de l'Eglise. Après la ruine du Royaume de ces derniers, elle tomba sous la puissance de Charlemagne, et fut comme incorporée dans la suite au nouvel Empire d'Occident. Mais, depuis que cet Empire eût été transporté en Allemagne, la Ville de Milan ne pouvant s'accoutumer à la dureté du Gouvernement germanique, travailla à se mettre en liberté, toutes les fois que la faiblesse ou les embarras des Empereurs lui en fournirent l'occasion. Mais, incapable de se former en République, par la division des habitants, elle eut pour maitres les Chefs des factions qui se formèrent dans son sein. Trois familles dominèrent, l'une après l'autre, à Milan, les Torriani ou della Torre (de la Tour), depuis 1257 jusqu'en 1295; les Visconti, de 1295 jusqu'en 1447; les *Sforce*, de 1447 jusqu'en 1535. *Char-*`les-Quint, après la mort de François Marie Sforce (24 Octobre 1535), s'empara du Milanais, qui a été possédé par lui et les Rois d'Espagne, ses Successeurs, jusqu'en 1706, où l'Empereur Joseph I s'en rendit maitre; dès-lors jusqu'en 1796, les Empereurs d'Allemagne ont été maitres du Milanais, qui depuis a successivement fait partie de la République cisalpine, de la République italienne, et du Royaume d'Italie, dont Milan était la Capitale. L'Autriche y rentra, en 1814, et la Possession du Milanais lui fut confirmée par l'Art. XCIL de l'Acte du Congrès de Vienne, du 9 Juin 1815. Milan forme aujourd'hui un des deux Gouvernements dont se compose le Royaume lombardovénitien. (Art. de vérifier, T. XVII. depuis J. Chr. p. 243—278. — Schoell, Histoire abrégée, T. X. Chap. XLI. Sect. IV. p. 480. T. XI. Chap. XLI. Sect. V. p. 374. et T. XV. Table alphabétique, p. 282. Col. 1.)

- 1) Imprimé séparément par autorité à Milan, in fol. (en italien.) Martens, Recueil, T. II. p. 562. (en italien.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 199. (Extrait en italien. Art. X. XII. XIII.)
- 2) C'est par erreur que Mr. de Marten's, dans son Recueil, T. III. p. 781., a donné à la Convention, conclue le 4 Décembre 1784, entre l'Empereur (Joseph II), Duc de Milan et de Mantoue*), et le Grand-Duc de Toscane (Pierre Léopold Joseph), pour l'Abolition du Droit d'Aubaine, le Titre de Convention relative au Commerce.
- 3) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 224. 225. Almanacco Toscano, 1839. p. 182. Alm. de Gotha, 1840. p. 96. 97.

*) Mantoue, dont la fondation précède de trois siècles celle de Rome, est la Capitale d'un Etat (le Mantouan), qui a environ 60 lieues de circuit. Depuis environ un siècle, Mantoud se gouvernait en forme de *République*, sous la protection des Empereurs, lorsque Othon II la donna au *Marquis Thédalde*, qui se mit en possession, l'an 1114. Elle profita des guerres entre les Empereurs et les Papes, pour reconquerir sa liberté, mais bientôt elle tomba au pouvoir de diverses familles nobles, dont la principale est celle de Bonacolsi; la puissance de cette famille, après avoir duré un demi-siècle, finit en 1328; alors la Seigneurie de Mantoue passa dans la Maison de Gonzague, où elle s'est conservée près de 400 ans. Après la mort du Duc Charles IV (5 Juillet 1708), l'Empereur Joseph I s'empara du Mantouan, qu'il transmit à ses Successeurs. En 1797, le Mantouan fut réuni à la République cisalpine, et, plus tard, il a fait partie du Royaume d'Italie.

L'Autriche y rentra, en 1814, et la Possession du Mantouan lui fut confirmée par l'Art. XCII. de l'Acte du Congrès de Vienne, du 3 Juin 1815. Mantoue forme aujourd'hui une des Délégations du Gouvernement de Milan, dans le Royaume lombardo-vénitien. (Art de vérifier, T. XVII. depuis J. Chr. p. 303—325.—Schoell, Hist. abrégée, T. X. Chap. XII. Sect. IV. p. 480. T. XI. Chap. XII. Sect. V. p. 374. et T. XV. Table alphabétique, p. 270. Col. 2.)

La Toscane entretient:

- à Trieste, un Consul-général pour les Côtes autrichiennes,
- à Venise, un Consul-général,
- à Fiume, un Vice-Consul 1).

§. 36.

AUTRICHE ET TRIPOLI 2).

1726, Traité entre l'Empereur des Romains (Charles VI)

18 Avril. et la Régence de Tripoli, signé le 18 Avril 1726 3).

Art. II. Il y aura dorénavant une entière Liberté et Sûreté de Navigation, tant par Mer que sur les Rivières, et de Commerce par Terre, et quant au Négoce (à l'Exception de celui qui sera défendu), il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemands, mais aussi ceux des Pays-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieste, et autres Pays contigus à la Mer Adriatique, et à tous ceux d'autres Provinces et Terres dépendantes de l'Empereur et de la Maison d'Autriche.

L'Art. IV. statue sur la Visite en Mer.

S. M. impériale établira un Consul à Tripoli, qui aura la Préséance sur tous les autres Consuls (*), et jouira de tous les Droits, Priviléges et Franchises usitées; il aura Pouvoir de donner des Passeports et de juger tous les Différends qui surviendront entre les Sujets de l'Empereur, sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

Quant aux Procès qui pourraient survenir entre les Sujets de ce Royaume et ceux de l'Empereur, Son Excellence le Beg, Pacha et le Dey en seront les Juges, et quant

¹⁾ H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 235—237. — Almanacco Toscano, 1839. p. 179. 181. 182. — Alman. de Gotha, 1840. p. 8. 10. 11.

²⁾ Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. V. Des Relations entre l'Autriche et l'Afrique. §. 519. p. 495. Alger; Tunis; Tripoli; Maroc.

³⁾ Du Mont, l. c. T. VIII. Part. II. p. 135. (en français.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 2022. (en latin.) — Lamberty, Mémoires, T. X. Append. No. XXVII.

⁽en français.) — Rousset, Recueil, T. IV. p. 270. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 203. (Extrait en français.) — Rousset est le seul qui donne la date du 18 Avril. — v. Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 313. (cité.) ne donne que le Millésime 1726.

⁴⁾ La Prééminence sur tous les autres Consuls est également accordée au Consul de France (Voyez plus haut §. 46. France et Tripoli. p. 162. sqq.) et au Consul de la Grande-Bretagne (Voyez plus haut §. 41. p. 853. sqq.).

à ceux qui surviendront hors de Tripoli, ils seront jugés par les Gouverneurs du Lieu même.

S'il arrivait qu'un Sujet de l'Empereur frappât un Mahométan, il ne sera jugé ni puni qu'en présence du Consul, après que le Crime aura été avéré; et si le Coupable se sauve, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

Art. XI. Cette Paix ne sera point rompue pour quelque Infraction ou Contravention qui pourrait être commise, mais toute Violence et Vexation de part et d'autre, clairement prouvée, sera punie sur celui qui l'aura commise.

Si, par Malheur, cette Paix est rompue, il sera accordé un Terme de trois Mois au Consul et à ses Gens, pour se retirer, sans qu'il leur soit causé le moindre Dommage.

Traité de Paix entre S. M. impériale (Fran1749, 27 Janvier. çois I) et la Régence de Tripoli, pour les États
héréditaires de S. M. l'Empereur et de S. M. l'Impératrice, Réine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), fait et signé le 27 Janvier 1749 1).

Art. II. Si quelqu'un des Marchands qui trafiqueront, venait à s'enfuir pour raison de Dettes, le Consul impérial ne sera point molesté pour le Payement.

Les Effets et les Biens des Sujets impériaux chrétiens ou juifs, qui viendraient à mourir sur le Territoire de Tripoli, passeront au Pouvoir des Héritiers, et à défaut de ceux-ci, le Consul en prendra Possession, sans que personne d'autre puisse s'y ingérer.

Si, par Malheur, il arrivait qu'un Bâtiment impérial vint à faire Naufrage sur les Côtes, les Marchandises, Effets et Agrés, qui pourront être sauvés, ne payeront aucun Droit, et le Tout sera consigné au Capitaine ou bien au Consul impérial, et les Personnes seront libres, sans qu'on puisse les molester en aucune Manière.....

Art. IV. Si un Bâtiment sous Pavillon impérial est rencontré par des Bâtiments tripolitains armés en Course, et

Part. II. T. I. p. 206. (en italien.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version italienne, rapportée par Martens.

¹⁾ Imprimé séparément par autorité à Florence, 1750. in 4°. en italien! — Codice della Toscana legislazione, T. III. p. 39. (en italien.) — Martens, Recueil, Suppl. T. I. p. 320. (en italien.) — d'Hauterire et de Cussy, l. c.

qu'il est muni de Passeports de la part des Gouverneurs d'un Pays quelconque, pourvu que ces Passeports soient conformes à ceux qui seront envoyés au Consul impérial résidant à Tripoli, on ne lui fera aucun Tort, ni ne lui causera aucun Retard, de sorte qu'il pourra immédiatement poursuivre son Voyage, et on lui donnera les Secours dont il pourrait avoir besoin

Pour vérifier le Passeport, on enverra une Chaloupe avec deux Personnes et les Rameurs nécessaires, et à l'exception desdites deux Personnes, il ne sera permis à aucune autre de monter sur ledit Bâtiment, sinon avec le Consentement du Capitaine; de la même Manière, les Patrons des Bâtiments tripolitains, en se munissant du Certificat du Consul impérial résidant à Tripoli, qui sera conforme à la Formule convenue, pourront continuer leur Voyage, sans craindre qu'il leur arrive quelque Chose de contraire à l'Amitié réciproque.

Il ne sera point délivré de Passeports à des Étrangers.

Un Consul de la part de S. M. impériale résidera à Tripoli, pour traiter les Affaires, délivrer les Certificats, et juger les Procès qui surviendraient entre les Sujets impériaux; ledit Consul aura, ainsi que cela se pratique à la sublime Porte, le Rang et la Préséance sur tous les autres Consuls, et il jouira des Immunités et des Égards accoutumés. (Voyez plus haut p. 1449. l'Art. VIII. du Traité de 1726.)

Les Contestations et Procès de toute Espèce, qui s'éléveront entre les Impériaux et les Musulmans, seront jugés par le Pacha et Beg de Tripoli, sans que personne d'autre puisse s'y ingérer; et les Contestations ou Procès qui s'éléveront dans une autre Province ou District de la Dépendance de Tripoli, seront décidés par le Juge du Lieu. (Voyez plus haut p. 1449. l'Art. IX. du Traité de 1726.)

Art. X. Si un Sujet impérial frappait ou blessait un Musulman, il sera arrêté, et le Consul le protégera; et lorsqu'il aura été prouvé que ledit Sujet est coupable, il sera dûment châtié en présence du Consul; mais si le Délinquant venait à s'enfuir, le Consul ne sera point molesté pour le faire comparaître devant le Tribunal. (Voyez plus haut p. 1450. l'Art. X. du Traité de 1726.)

S'il arrivait que l'une des Parties commît une Action contraire à la Paix, la Partie lésée portera ses Plaintes devant le Juge, et avant que le Fait ne soit constaté par des Preuves claires et véridiques, on ne prendra point la juste Vengeance, et le Traité de Paix sera inviolablement maintenu. (Voyez plus haut p. 1450. l'Art. XI. du Traité de 1726.)

Art. XIII. Si le présent Traité venait à être rompu, on accordera trois Mois au Consul et à ceux qui dépendent de lui, pour retourner librement dans leur Pays, sans qu'il leur soit fait aucune Offense. (Voyez plus haut p. 1450. l'Art. XIII. du Traité de 1726)

L'Art. XIV. contient une Disposition supplémentaire à la Stipulation exprimée dans l'Art. IV. au sujet de la Visite des Bàtiments en haute Mer; il statue de plus que les Gouverneurs et Commandants des Ports, Rivages et Iles de Leurs Majestés impériales ne devront point accorder à des Étrangers des Passeports, ni le Pavillon impérial, et que, s'ils le font, ils devront être sérieusement punis.

Ce Traité a été renouvelé en 1755. (von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXX. p. 188. — Nous avons parlé plus haut p. 1394. du Séned du 8 Août 1783, par lequel la Porte s'est engagée à procurer à l'Autriche la Réparation de toute Insulte ou Dominage quelconque, qui pourraient être faits à des Navires marchands autrichiens par des Corsaires barbaresques ou autres. (Voyez plus haut p. 1441.)

L'Autriche entretient:

à Tripoli, un Agent-général 1).

§. 37.

AUTRICHE ET TUNIS 2).

Articles conclus au Nom de S. M. impériale
1725,
23 Septembre. et catholique (Charles VI), par les Commissaires
impériaux avec la Régence de Tunis, avec l'Intervention et sous la Médiation des Commissaires ottomans, sur la libre Navigation abstractivement') de tout

1) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 226. — Alman. de Gotha, 1840. p. 105.

2) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. V. Des Relations entre l'Autriche et l'Afrique. §. 519. p. 495. Alger, Tunis, Tripoli et Maroc. — Voyez plus haut §. 1. p. 1387.

3) Il est évident qu'en employant l'expression très impropre "abstractivement," le Rédacteur a voulu dire "à l'exclusion de tout Commerce."

— Abstractivement, signifie, par abstraction,

d'une manière abstraite. (In peut considérer abstractivement les qualités du corps; abstractivement parlant.

Abstraction. Terme didactique. Opération par laquelle l'esprit considère séparément des choses qui sont réellement unies. Considérer une des qualités d'un sujet prise à part, et en faisant abstraction de toutes les autres. Quand je dis la blancheur en général, et sans l'appliquer à un objet, je parle par abstraction. (Dict. de l'Académie.)

Commerce. Fait à Tunis, le 23 Septembre 1725). (Original en turc et en français.)

Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains et les Pacha, Beg, Dey et Diwan et la Milice de la Ville et Royaume de Tunis et leurs Sujets, une Sûreté réciproque et durable de Pavillon et libre Navigation dans tous les Ports, Mers et Rivières, abstractivement de tout Commerce, et sans qu'il soit permis d'entrer dans les Ports de leurs Dépendances respectives. Et, sous le Nom de Sujets de S. M. impériale et catholique sont compris les Allemands, les Inhabitants des Pays-Bas autrichiens à l'Océan, Siciliens, Napolitains, Calabrais et leurs Dépendances, et ceux de Fiume et de Trieste, situés dans la Mer Adriatique, et tous autres de quelque Nation et Religion qu'ils soient. Mais, si quelques Vaisseaux étaient forcés par le mauvais Tems ou les Ennemis, et que ce fût par une Nécessité absolue, dans ce Cas seulement, ils seront reçus dans les Rades et Ports respectifs, défendus et protégés par les Châteaux et Forteresses; et les Commandants desdits Châteaux pourront retenir et arrêter vingt-quatre Heures les Vaisseaux de guerre qui auront relâché, jusqu'à ce que les Vaisseaux de leurs Ennemis soient éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute Sûreté dans les Ports.

Les Vaisseaux de guerre armés à Tunis, et dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux et Bâtiments naviguant sous le Pavillon et Passeport de S. M. impériale et catholique, conforme à la Copie qui sera transcrite à la Fin du présent Traité, les laisseront en toute Liberté continuer leur Voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun Empêchement, ains (mais au contraire) leur donneront tous les Secours dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le Nombre nécessaire pour la conduire, et de donner Ordre qu'il n'entre autre que lesdites deux Personnes dans ledit Vaisseau, sans la Permission expresse du Commandant, et réciproquement, les Impériaux en useront de même à l'égard des Vaisseaux

¹⁾ Du Mont, l. c. T. VIII. Part. II. p. 129.

Col. 1. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II.

T. I. p. 211. — von Hammer, Geschichte,

appartenant aux Armateurs particuliers de ladite Ville et Royaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul
impérial établi dans ladite Ville, duquel Certificat la Copie
sera pareillement jointe à la Fin du présent Traité, et il ne sera
pas permis de donner des Passeports à d'autres qu'aux Sujets
de S. M. impériale seulement.

Pourra être établi de la part de S. M. impériale et catholique un Consul dans le Royaume de Tunis, pour distribuer les Certificats prédits (susmentionnés), et juger les Différends entre les Sujets de S. M., sans que les Juges s'en puissent mêler, et pour veiller généralement à toute Affaire de sa Charge; et (il) jouira des mêmes Honneurs, Franchises, Libertés et Exemptions, dont jouissent tous les Consuls des autres Nations, nulles de réservées, et aura la Préséance ') sur Eux, comme il (cela) se pratique à la Porte.

S'il arrive quelque Différend entre un Sujet de S. M. et un Turc ou Maure, il ne pourra être jugé par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Pacha, Beg, Dey, Diwan, ou par les Commandants dans les Ports où les Différends arriveront.

Tous les Sujets de S. M. qui auront frappé un Turc ou un Maure, ne pourront être punis qu'après avoir fait appeler le Consul pour défendre la Cause desdits Sujets, et en Cas qu'ils se sauvent, ledit Consul n'en pourra être responsable.

S'il arrive quelque Contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'Hostilité, qu'après un Déni formel de Justice.

Si le présent Traité venait à être rompu, il sera permis au Consul impérial, et à tous ceux qui sont de sa Suite, de se retirer dans leur Pays, et il ne pourra leur être fait aucune Insulte ni Empêchement pendant le Terme de trois Mois.

Traité de Paix entre S. M. impériale (Fran1748,
23 Décembre. gois I) et le Royaume de Tunis, pour les États
héréditaires de S. M. l'Empereur, et de S. M.

¹⁾ La Prééminence sur les autres Consuls est également assurée à celui de France. (Voyez plus haut §. 47. France et Tunis. p. 178. sqq.)

l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), fait et signé le 23 Décembre 1748 1).

Les Corsaires tunétains s'abstiendront de faire la Course dans le Voisinage des Ports, Rivages et Iles soumis à Leurs Majestés impériales, leur étant défendu de croiser à la Vue desdits Ports, Rivages et Iles; et dans cet Espace de la Mer il leur sera simplement permis de passer, excepté les Cas où ils seraient forcés de céder à la Nécessité, étant poussés par la Tempête ou poursuivis par l'Ennemi, et dans ces Cas-là ils pourront entrer et mouiller dans lesdits Ports et près desdites Iles, et ils seront amicalement accueillis, et on les défendra autant que faire se pourra; et si, dans une telle Occasion, quelqu'un des Tunétains commettait une Action qui donnât lieur à des Troubles, il en sera donné Avis au Consul impérial résidant à Tunis, sur la Demande duquel le Pacha infligera au Coupable le Châtiment qu'il aura mérité.

L'Art. III. concerne la Visite des Bâtiments en haute Mer. (Comparez plus haut p. 1453. l'Art. IV. du Traité de 1725.)

Tous les Marchands, Sujets impériaux, y compris ceux qui auront été naturalisés, qui se trouveraient sur des Bâtiments ennemis, lorsqu'ils seront munis de Passeports en règle et du Connaissement de leurs Marchandises et Effets, seront considérés comme Amis, de manière que leurs Personnes, leurs Effets et leurs Marchandises jouiront d'une entière Sûreté; et aussitôt que la Réalité du Fait aura été constatée, ils seront livrés au Consul.

Ant. VI. Le Pavillon et les Passeports de Leurs Majestés impériales ne seront accordés à d'autres Personnes qu'à leurs véritables Sujets, ou à des Individus naturalisés, qui seront les Capitaines ou les Propriétaires des Bâtiments impériaux; et les Équipages desdits Bâtiments devront être composés de Sujets ou Naturalisés, à la Réserve d'an Tiers, qui pourra être composé de Personnes d'autres Nations même ennemies; et le Consul impérial à Tunis ne donnera des Passeports et des Certificats à aucun autre Bâtiment qu'â ceux de Tunis.

¹⁾ Imprimé par autorité à Florence, 1750. en de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 216. (en itaitalien. in 4°. — Martens, Recueil, Suppl.
T. l. p. 315. (en italien.) — d'Hauterive et donnons, a été faite sur la Version italienne.

Si quelque Bâtiment, portant le Pavillon impérial, venait à faire Naufrage sur les Côtes du Royaume de Tunis, les Sujets dudit Royaume lui prêteront tous les Secours nécessaires pour le sauver, dans la Certitude que le Propriétaire du Bâtiment recompensera leurs Services par l'Entremise du Consul impérial, qui aura la Surveillance dudit Bâtiment et qui en disposera à son libre Arbitre, de manière que les Matelots, le Capitaine et les Marchandises, ainsi que tout le Reste seront livrés au même Consul, à la Disposition duquel seront également les Agrés et autres Objets appartenant aux Bâtiments naufragés, lesquels devront lui être remis.

Art. IX. Le Consul impérial jouira de tous les Priviléges et de toutes les Distinctions qui correspondent au haut Rang de la Dignité impériale.

Si quelque Dispute ou Contestation vient à naître entre les Sujets de Leurs Majestés impériales, il appartiendra audit Consul de les juger; mais si un desdits Sujets avait une Contestation avec un Musulman, elle sera décidée en présence du Pacha, et si un d'eux venait à blesser ou à tuer un Musulman, ou à commettre quelque autre Action contraire aux Lois et criminelle, il sera jugé d'après les Lois du Pays sur de pareils Délits.

Lorsque le Pacha voudra envoyer quelque Commissaire (Commesso) de sa part dans les États de Leurs Majestés impériales, il sera accueilli avec des Témoignages d'Amitié et de Courtoisie, sans que personne lui fasse du Tort, ni lui cause des Désagréments.

Si un Sujet impérial, Débiteur d'une Personne du Pays, vient à s'enfuir du Pays, le Consul impérial, s'il ne s'est pas rendu Caution, ne sera point tenu de payer la Dette.

Les Bâtiments marchands impériaux, qui viendront mouiller à Tunis, ou dans d'autres Ports du Royaume, ne pourront point être contraints par la Force à se laisser noliser, mais il faudra l'Assentiment du Propriétaire; et il n'y aura que le Pacha qui pourra, pour son propre Service, et par l'Entremise du Consul, les sommer à se laisser noliser, en payant le Nolis qui sera dû.

Art. XI. Si un Sujet impérial vient à mourir dans le Royaume de Tunis, son Héritier prendra Possession de la Succession, et dans le Cas qu'il n'y eût point d'Héritier, ce sera le Consul impérial qui en prendra Possession, sans que personne d'autre puisse s'y ingérer.

Les Désordres ou Actions contraires à l'Amitié mutuelle, qui pourraient être commis dans le Royaume de Tunis par quelque Sujet impérial, ou dans les États de Leurs Majestés impériales, par quelque Tunétain, ne donneront point lieu à rompre la présente Paix.

Le consul impérial, avec toute sa Famille, ses Biens et Effets, et tous les Sujets impériaux, qui se trouveront dans le Royaume de Tunis, avec toutes leurs Marchandises et Effets, seront en toute Sûreté, et pourront partir pour retourner dans leur Pays sur un Bâtiment quelconque, de quelque Nation que ce soit, sans que personne puisse les molester; à cet effet, il leur sera concédé un Terme de six Mois, afin de pouvoir régler toutes leurs Affaires, et partir avec leurs Biens et Effets et leurs Familles; et la même Règle s'observera envers les Tunétains.

Art. XIV. Si quelque Esclave se réfugiait à bord d'un Bâtiment marchand impérial, il devra de suite être rendu, et si même il était arrivé dans son Pays, sans qu'on ait encore la Nouvelle de son Arrivée, le Consul devra obliger le Capitaine à le rendre ou à en payer un Prix raisonnable, second sa Qualité.

L'Art. XV. concerne les Saluts de Mer.

Art. XVI. Les Sujets du Royaume et de la Ville de Tunis, qui, fuyant d'un Pays ennemi, viendraient à se réfugier dans les États de Leurs Majestés impériales, seront laissés en toute Liberté et pourront en pleine Sûreté et sans aucun Empêchement, retourner à Tunis, et de la même Manière, les Sujets impériaux, qui, fuyant d'un Pays ennemi, viendraient dans le Royaume de Tunis, seront livrés au Consul.

Les Bâtiments impériaux devront toujours être munis des Passeports convenus, et les Bâtiments tunétains du Certificat du Consul impérial résidant à Tunis.

Si quelque Chrétien ou Juif vient à se sauver dans Art. XIX. les États soumis à Leurs Majestés impériales, avec des Biens appartenant à des Personnes qui dépendent du Royaume de Tunis, il devra être livré, pour que la Justice ait son Cours; et la même Chose s'ensuivra, si un Musulman vient à se réfugier dans le Royaume de Tunis avec des Biens appartenant à des Sujets de Leurs Majestés impériales.

Martens, dans son Cours diplomatique, T. II. p. 1228., cite un Traité de Commerce, conclu le 4 Janvier, entre l'Autriche et le Dey de Tunis, qui est également cité dans la Storia dell' anno 1784. p. 263. et dans Nouvelles extraordinaires, 1784. No. 26. Cette triple Citation est fausse; il n'a jamais été conclu, entre la Cour d'Autriche et la Régence de Tunis, aucun Traité postérieur à celui de 1748, et sans aucun doute on a confondu le prétendu Traité avec le Séned de 1783. (Voyez plus haut p. 1441.)

L'Autriche entretient:

à Tunis, un Agent-général 1).

§. 38.

AUTRICHE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et les Villes hanséatiques.

L'Autriche entretient:

- à Brème, un Consul 2),
- à Hambourg, un Consul-général et un Consul 1),
- à Lubeck, un Consul-général 1).
- Il y a de la part des trois Villes hanséatiques:
 - à Trieste, un Consul 5).

§. 39.

AUTRICHE ET WURTTEMBERG.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Wurttemberg.

Le Wurttemberg entretient:

à Trieste, un Consul 6).

- 1) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 226. — Alman. de Gotha, 1840. p. 105. 2) H. v. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 224. — Alman. de Gotha, 1840. p. 13. 3) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
- p. 224. Almanach de Gotha, 1840. p. 61.
 - 4) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
- p. 225. Almanach de Gotha, 1840. p. 64. 5) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. L. p. 236. — Almanach de Gotha, 1840. p. 10.

1 .

6) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 237. – Königl. Württembergisches Hofund Staats-Handbuch, 1835. p. 101. — Almanach de Gotha, 1840. p. 10.

SECTION XII.

PORTE OTTOMANE.

§. 1.

PORTE ET AUTRICHE.

(Voyez plus haut Sect. XI. §. 27. p. 1408.)

§. 2.

PORTE ET BELGIQUE.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Navi1838, gation, entre la sublime Porte (Mahmoud II) et
S. M. le Roi des Belges (Léopold I), fait à Balta
Liman 1), le 3 Août 1838, qui répond au 12 de la Lune de
Djemadel-oula l'An 1254 de l'Hégire 2). (Original en turc et
en français.) 3)

Art. II. Les Sujets des Hautes Parties contractantes pourront en toute Sécurité visiter leurs Possessions respectives '), faire leur Commerce par Terre et par Mer, louer des Maisons ou des Magasins, et toujours il sera accordé les plus grands Égards aux Individus.

En cas de Guerre, même de l'une des Puissances contractantes avec une autre Puissance, l'Amitié ne cessera pas d'exister entre les deux Nations. La Belgique, conservant sa Neutralité '), recevra toujours, avec les mêmes Égards, le Pavillon et les Sujets Musulmans ou Raayas, qui ne seront jamais inquiétés en rien, et pourront continuer leurs Relations commerciales.

Par Réciprocité, le même Accueil sera fait par la sublime

1) Voyez plus haut p. 802. Col. 1. note *.

gique d'avec la Hollande, signé à Londres, par les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie d'une part, et par le Plénipotentiaire de la Belgique de l'autre part, stipule, que la Belgique formera un État indépotentiaire de la Belgique formera un État indépotent qu'elle sera tenue d'observer cette même, pet qu'elle sera tenue d'observer cette même, Neutralité envers tous les autres États."
[Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 390. (en français.) — Lesur, Annuaire, 1831. Appendice, Documents historiques, P. II. p. 145. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 309. (en allemand.)]

²⁾ En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 3 Août 1838, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 24 et non le 12 de la Lune de Djemaziul' Ewel (ou Djemadi elewel).

³⁾ Moniteur belge, Nos. 361. 362. du 26 et 27 Décembre 1839. — Il y a dans la rédaction du Texte français de grandes négligences de style.

⁴⁾ leurs Possessions, c. à. d. celles des Hautes Parties contractantes, et non pas celles des Sujets.

⁵⁾ L'Art. VII. du Traité du 15 Novembre 1831, pour la Séparation définitive de la Bel-

Porte à la Belgique, dont les Sujets, le Pavillon et les Propriétés seront toujours réspectés.

Les Négociants ou Sujets de la sublime Porte, Musulmans ou Raayas, qui se rendront en Belgique, y seront regardés, à leur Arrivée et pendant leur Séjour, avec la même Distinction et y jouiront des mêmes Avantages et des mêmes Priviléges que les Sujets des Nations les plus favorisées. De même, les Négociants ou autres Sujets belges, qui se rendront dans les Mers, les Eaux, les Ports et tous les Pays de la sublime Porte, ne pourront y être vexés ou molestés

Les deux Parties accorderont des Passeports aux Voyageurs.

Les Sujets belges qui, soit par Dévotion, soit pour l'Amour des Voyages, voudraient visiter la sainte Cité de Jérusalem, ou quelque autre Lieu de l'Empire ottoman, pourront le faire avec Sécurité, et, à cet effet, ils obtiendront un Laissez-passer (Commandement impérial) 1), au Moyen duquel ils ne rencontreront aucun Obstacle et trouveront Protection et Assistance.

Dans tous les États de la sublime Porte, les Négociants belges ne seront jamais, pour aucun Motif, troublés en rien dans leurs Affaires, et l'on suivra en général à leur égard, les Coutumes établies à l'égard des Commerçants des autres Puissances amies. Ils pourront, pour leurs Affaires de Commerce, se servir des Courtiers de quelque Nation ou Religion que ce soit.

La sublime Porte pourra placer des Schahbender (Consuls et Vice-Consuls) dans toutes les Villes et Ports de la Belgique; ils trouveront partout Aide et Protection, et jouiront de toute la Distinction qui est due à leur Caractère. La Belgique aussi pourra établir des Consuls ou Vice-Consuls, nés Belges ou Étrangers (musteemin) 2), dans toutes les Places,

demande Sùreté, Protection. Tout Étranger qui se trouve dans l'Empire ottoman, sous la Foi des Traités ou du Droit des Gens, soit comme Voyageur, soit comme Domicilié. La Loi applique aussi le mot de Musteemin aux Musulmans, qui voyagent ou qui demeurent en Pays étranger, sur la Foi des Traités ou du Droit des Gens.

Musteemenlik. Immunité, Inviolabilité, Qualité de Musteemin. (Kieffer et Bianchi, l. c. T. II. p. 885. Col. 1.)

¹⁾ Un Commandement impérial (Bouyourouldou ou Ferman) n'est point un Laissez-passer (guétchit tezkèrèci ou Yol
bouyourouldouçou). Le Commandement
impérial, accordé aux Voyageurs, est un Ordre adressé aux Autorités compétentes, pour
la Liberté et la Sûreté du Passage des Personnes et Effets des Voyageurs, qui spécifie
en même tems tous les Privilèges, Immunités
et Franchises, dont ils devront jouir sur la route.
2) Musteemin, et non pas Umstemer, qui

Ports ou Villes de Commerce des États de la sublime Porte, là où Elle reconnaîtra que ses Intérêts nécessitent leur Présence. La sublime Porte leur délivrera des Fermans ou Bérat, et il leur sera accordé la Protection, l'Assistance et la Distinction convenables.

les États de la sublime Porte, comme les Biens des Sujets ottomans, décédés dans les États belges, seront remis entre les Mains des Ministres, Chargés d'Affaires, Consuls ou Vice-Consuls des deux Pays respectifs, de la Manière la plus prompte et la plus sûre, pour être par eux restitués à leurs Héritiers.

Sujets de la sublime Porte et des Sujets de S. M. le Roi des Belges, les Parties ne seront entendues, ni la Cause jugée, qu'en présence du Drogman de Belgique. Toutes les Fois qu'il s'agira d'une Cause dont l'Objet dépassera en Valeur cinq cents piastres '), elle sera soumise au Jugement de la sublime Porte, pour qu'Elle décide suivant les Lois de la Justice et de l'Équité. Les Belges, vaquant honnêtement et paisiblement à leurs Occupations ou à leur Commerce, ne pourront jamais être arrêtés ou molestés par les Autorités locales, mais, en Cas de Crime ou de Délit, l'Affaire sera remise à leur Ministre, Chargé d'Affaires, Consul ou Vice-Consul; les Accusés seront jugés par lui, et punis selon l'Usage établi à l'égard des Francs.

Art. IX.

Sûreté sous leur propre Pavillon; mais, dans aucun
Cas, ils ne pourront accorder leur Pavillon, soit aux Navires
des Raayas, soit à ceux des autres Nations.

Les Envoyés, Chargés d'Affaires, Consuls ou Vice-Consuls de S. M. le Roi des Belges ne pourront jamais soustraire publiquement ou secrètement des Raayas à l'Autorité de la sublime Porte, ni les protéger par des Patentes. Ils veilleront à ce qu'on ne s'écarte jamais en rien des Principes posés dans ce Traité, et approuvés par les deux Parties contractantes.

¹⁾ Anciennement, les Causes dont l'Objet excédait la valeur de 4000 aspres (100 piastres), devaient être portées devant le Diwan impérial. (Voyez les Capitulations de la France, p. 119. des Deux-Siciles, p. 235. de la Sardaigne,

p. 309. de l'Espagne, p. 460. de la Grande-Bretagne, p. 790. du Danemark, p. 1056. de la Suède, p. 1133. de la Russie, p. 1317. de la Prusse, p. 1380. de l'Autriche, p. 1413.)

L'Art. X. accorde aux Navires marchands belges la Faculté de naviguer dans la Mer Noire; il stipule de plus que "la sublime Porte les sera protéger contre toute Molestation ou "Attaque des Régences d'Afrique, en les munissant des Fermans nécessaires à cet effet.

Dans aucune Circonstance, on ne pourra forcer les Propriétaires ou Capitaines des Vaisseaux marchands des deux Parties contractantes à employer leurs Vaisseaux au Transport de Troupes, Munitions ou autres Objets de Guerre. Ils auront la Liberté de refuser les Arrangements qu'on leur proposerait, et qui ne se trouveraient pas leur convenir.

Si un Vaisseau d'une des deux Parties contractantes vient à se réfugier dans les Ports ou dans la Jurisdiction de l'autre, pour se mettre à l'Abri de la Tempête, des Pirates, des Corsaires ou de quelque autre Accident, il sera reçu, protégé et traité avec Courtoisie, et si un Vaisseau d'une des deux Parties contractantes venait à faire Naufrage sur les Côtes de l'autre, les Hommes de l'Équipage qu'on aura pu sauver, recevront les Secours que réclame leur Position: on déposera chez le Consul belge de l'Endroit le plus prochain, les Marchandises et les Objets qu'on aura pu sauver, pour être remis à leur Propriétaire.

La Belgique est appelée à jouir, comme toutes les Nations chrétiennes, des Avantages stipulés dans le Traité d'Andrinople, entre la Porte et la Russie. (Voyez plus haut p. 234. Col. 1. note 2.) Le Traité de Commerce, conclu en 1840 1), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

La Belgique entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Salonique, un Consul,

aux Dardanelles, un Vice-Consul;

dans la Principauté de Moldavie:

à Galatz, un Consul;

dans la Turquie d'Asie:

à Smyrne, un Consul et un Vice-Consul; en Égypte:

à Alexandrie, un Consul-général et un Consul 2).

§. 3.

PORTE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 21. p. 1054.)

¹⁾ Doniteur belge, No. 68. du 11 Mars 1841.

pour l'an 1841. classé et mis en ordre par H. Tarlier (Bruxelles 1841. gr. in 8°.) Part. I. Chap. IV. Sect. II. §. II. p. 59.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 98. 101. 102. 103. 104. — Almanach royal de Belgique,

§. 4.

PORTE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 20. p. 233.)

§. 5.

PORTE ET ESPAGNE.

(Veyez plus haut Sect. III. §. 12. p. 457.)

Un Commandement impérial, en date du 15 Avril 1830 1), affranchit les Bûtiments marchands espagnols du Droit de Permis à leur Passage à la Mer Noire, auquel ils étaient assiétis en vertu de la Convention du 16 Octobre 1827 2).

La Convention commerciale, signée à Constantinople, en Mars 1840 ⁸), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

§. 6.

PORTE ET ÉTATS FORMANT L'ASSOCIATION DE DOUANES ET DE COMMERCE ALLEMANDE.

(Voyez plus haut Sect. X. Prusse et Porte. §. 22. p. 1383.)

§. 7.

PORTE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Le Gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord, vivement intéressé à s'assurer une part directe au Commerce du Levant, avait entamé, en 1818 déjà, des Négociations avec la Porte, pour la Conclusion d'un Traité de Commerce et de Navigation. Les Démarches pour ce but, quoiqu'appuyées par la Grande-Bretagne, ayant d'abord rencontré des Obstacles, le Gouvernement américain se contenta provisoirement d'obtenir l'Admission de son Pavillon dans l'Échelle de Smyrne, sous la Protection immédiate du Capoudan Pacha; il ne tarda point toutefois à saisir le premier moment opportun pour reprendre le fil des premières Négociations, et puissamment secondé cette fois par l'Appui de la Russie, il obtint la Conclusion du Traité de Commerce et de Navigation, signé à Constantinople, le 7 Mai 1830 4).

Traité de Commerce et de Navigation entre 1830, la sublime Porte ottomane (Mahmoud II) et les États-Unis, fait à Constantinople, le 15 Jour de la Lune de Zilcaade dans l'Année de l'Hégire 1245), répondant au 7 e Jour du Mois de Mai 1830 de l'Ére chrétienne).

- 1) British and for. State-Papers, T. XVII. 1829—1830. publié en 1832. p. 1285. (en anglais.)
 - 2) Voyez plus haut p. 458. Col. 1. note 5.
- 3) Allgemeine Preussische Staats-Zeitung, No. 359. du 28 Décembre 1840 (citée).
- 4) Voyez dans Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 81—191. la Correspondance relative à la Négociation du Traité en question, présentée au Congrès des États-Unis, par le Président Jackson.
- 5) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 7 Mai 1830, soit exacte, la date cor-

respondante de l'Hégire sera le 26 et non le 15 de la Lune de Zilcaadé 1245.

6) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 280. (en français, Traduction très peu correcte.) — Laws of the United States, T. VIII. (du 4 Mars 1827 jusqu'au 31 Mars 1833) p. 991. (en anglais.) — British and foreign State-Papers, T. XVIII. 1830—1831. publié en 1833. p. 1361. (en anglais.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 77. (en anglais.) — Publication officielle faite à Washington, au mois de Mai 1832. (en anglais.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais.

- Art. I. Ports aux Voyageurs.
- La sublime Porte pourra établir des Schahbender (Consuls) dans les États-Unis d'Amérique, et les États-Unis pourront nommer leurs Citoyens, Consuls ou Vice-Consuls dans les Places de Commerce des États de la sublime Porte où il sera jugé nécessaire de surveiller les Affaires de Commerce. Ces Consuls ou Vice-Consuls seront pourvus de Bérat ou Fermans; ils jouiront de la Distinction convenable et auront l'Assistance et la Protection nécessaires.
- Les Marchands américains, établis dans les États bien défendus de la sublime Porte, pour des Affaires de Commerce, auront la Liberté d'employer des Simsar') (Courtiers) de quelque Nation ou Religion que ce soit, de la même Manière que les Marchands des autres Puissances amies, et ils ne seront point troublés dans leurs Affaires, ni traités sous aucun Rapport d'une Manière contraire aux Usages établis.....
- entre des Sujets de la sublime Porte, et des Citoyens des États-Unis, les Parties ne seront point entendues, et nul Jugement ne sera prononcé, que le Drogman américain ne soit présent. Les Causes où il s'agira d'une Somme de plus de cinq cents piastres, seront soumises à la sublime Porte, pour être jugées suivant les Lois de l'Équité et de la Justice. Des Citoyens des États-Unis d'Amérique, vaquant paisiblement à leur Commerce, et n'étant ni accusés ni convaincus de quelque Crime ou Délit, ne seront point molestés, et si même ils avaient commis quelque Délit, ils ne seront point arrêtés et mis en prison par les Autorités locales, mais ils seront jugés par leur Ministre ou Consul, et punis suivant leur Délit, en observant sur ce Point l'Usage établi à l'égard d'autres Francs.
 - Les Vaisseaux américains, qui font le Commerce dans les États de la sublime Porte, pourront aller et venir en parfaite Sécurité sous leur propre Pavillon, mais ils ne prendront point le Pavillon d'aucune autre Puissance, et

¹⁾ Simsar, et non Semrar, comme porte le rez Bianchi, Vocabulaire français-turc, Texte anglais donné par Murhard. (Compa-p. 97. Col. 1.)

n'accorderont leur Pavillon à aucun Bâtiment d'une autre Nation ou Puissance ni aux Bâtiments des Raayas.

Le Ministre, les Consuls et Vice-Consuls des États-Unis ne protégeront, ni secrètement ni publiquement, les Raayas de la sublime Porte, et ne permettront jamais qu'on s'écarte des Principes établis et approuvés par Consentement mutuel.

L'Article VII. accorde aux Bâtiments marchands des États-Unis la Faculté de naviguer dans la Mer Noire.

Les Bâtiments marchands des deux Parties contractantes ne pourront être pris par Force pour servir à l'Embarquement de Troupes, de Munitions et autres Objets de Guerre, si les Capitaines ou Propriétaires ne sont pas disposés à les prendre à bord.

Si quelque Bâtiment de l'une ou l'autre des Parties contractantes venait à faire Naufrage, on assistera et protégera les Gens de l'Équipage qui pourront être sauvés; et les Marchandises et Effets, qu'il sera possible de sauver et recouvrer, seront déposés chez le Consul de la Place la plus voisine du Point où le Naufrage a eu lieu, pour être remis par lui aux Propriétaires.

Les États-Unis sont appelés à profiter des Stipulations renfermées dans le Traité signé à Andrinople, en 1829, entre la Porte et la Russie 1).

Les États-Unis entretiennent

dans la Turquie d'Europe:

à Salonique, un Consul;

dans la Turquie d'Asie:

à Alep, Bairout (et Scyde), Brousse, Damas et à Smyrne, des Consuls;

dans l'Ile de Candie:

à la Canée, un Consul;

dans l'Ile de Chypre:

un Consul;

dans l'Ile de Patmos:

un Consul;

dans l'Ile de Stanchio:

un Consul;

en Égypte:

à Alexandrie, un Consul²).

¹⁾ Voyez plus haut p. 234. Col. 1. note 2. 103. 104. - List of Ministers, Consuls, etc.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 98—101. p. 10.

1466 LIV. III. CHAP. I. SECT. XII. PORTE. §§. 8-12.

§. 8.

PORTE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 34. p. 102.)

La Convention de Commerce, saite à Constantinople, le 25 Novembre 1838 1), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

§. 9.

PORTE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 29. p. 779.)

§. 10.

PORTE ET GRÈCE.

Le Traité de Commerce et de Navigation, conclu à Constantinople, en 1840, n'ayant point été ratifié par le Gouvernement grec, les Relations politiques et commerciales entre les deux États n'ent d'autre base que l'Adhésion de la Porte au Protocole de la Conférence de Londres du 3 Février 1830 ²), ainsi qu'à la Convention signée le 7 Mai 1832, entre les Cours de France, de Grande-Bretagne et de Russie, par laquelle la Grèce a été érigée en État monarchique indépendant ⁸) ⁴).

La Grèce entretient dans la Turquie d'Europe:
à Bucharest, un Consul 5).

§. 11.

PORTE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 29. p. 940.)

La Convention commerciale, signée à Constantinople, le 14 Mars 1840 ⁶), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

§. 12.

PORTE ET POLOGNE.

Le premier Traité entre la Porte et la Pologne, conclu en 1490 (896 de l'Hégire), entre

- '1) Convention conclue à Constantinople, le 25 Novembre 1838, et formant Appendice aux Capitulations garanties à la France par la Porte ottomane, et amendant ou modifiant dans l'intérêt du Commerce et de la Navigation des deux Pays, certaines Stipulations qui étaient contenues dans la Capitulation. [Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XIX. p. 761. (en français.)]
- 2) Neueste Staats-Akten, T. XVII. p. 169. (en allemand.)
- 3) Lesur, Annuaire, 1832. Appendice. Documents historiques, Part. II. p. 215. Col. 1. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard),

- T. XIV. p. 550. 551. (en allemand et en français.) Recueil des Traités, Actes et Pièces concernant la fondation de la Royauté en Grèce (Nauplie 1833.).
- 4) Georg Ludw. von Maurer, Das griechische Volk vor und nach dem Freiheitskampfe, bis zum Jahre 1834 (Heidelberg 1835. Vol. I.—III. in 8°.) Vol. II. T. III. Tit. I. §. 235. 236. p. 1—7.
 - 5) Almanach de Gotha, 1840. p. 100.
- 6) Nieuwe Amsterdamsche Courant. Algeméen Handelsblad, No. 2820. du 19 Novembre 1840. (en hollandais.) — Allgemeine Preufsische Staatszeitung, No. 325. du 23 Novembre 1840. (citée.)

Bajaset II et Casimir IV 1), fut renouvelé pour trois Ans par le Roi Jean Albert, en 1493 (898) 2), et depuis cette Époque la Pologne envoyait des Ambassadeurs à Constantinople; souvent aussi ses Ministres ont porté le titre d'Internonce 3).

La Paix, maintenue par des Trèves conclues en 1499 4), 1510 5), 1525 6), 1532 7), 1533 8), 1568 9), 1577 10), et 1587 11), fut solennellement prorogée en 1592 (1000), sous la Médiation de l'Ambassadeur d'Angléterre et du Volvode de Moldavie 12).

Un nouveau Traité, conclu en 1598 (1007) entre Mahomet III et Sigismond III 13), assura aux Sujets respectifs la Liberté de Commerce, en payant les Droits établis. Ce Traité fut renouvelé en 1607 (1016) 14), sous le Règne d'Achmet I, et augmenté de deux Articles, concernant la Prohibition dans les États ottomans des Monnaies polonaises à l'Empreinte du Lion 18), comme étant de bas Aloi.

Les Traités de 1617 16) et de 1618 17) ne contiennent point de Stipulations relatives au Commerce. Celui de 1621 18) statue sur l'Envoi d'un Ambassadeur à Constantinople (Art. I—IV.) et sur la Liberté du Commerce entre les Sujets respectifs.

Les Traités subséquents de 1623 10), 1624 20), 1630 21), 1634 22), 1640 23), 1653 24), 1667 26), 1672 26), 1676 27) et 1677 28), ne stipulent rien sur le Commerce.

1) von Hammer, Geschichte, T. II. Liv. XX. p. 310. T. IX. Liste des Traités, etc. p. 284. No. 109. avec le Millésime de 1489 (894). — Cromer, Polonia, sive de origine et rebus gestis Polonorum (Basle 1555. Cologne 1589. Lib. XXX. in fol.) Liv. XXIX.

2) von Hammer, Geschichte, T. II. Liv. XX. p. 310. — Solignac (Pierre Joseph de la Pimple, Chevalier de), Histoire générale de la Pologne (Amsterdam 1751. T. I—VI. in 12°.) T. IV. p. 162.

- 3) Voyez plus haut p. 1410. Col. 1. note *.
- 4) von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 285. No. 116.
 - 5) Ibidem, p. 285. No. 122.
 - 6) Ibidem, p. 287. No. 140.
 - 7) Ibidem, T. III. Liv. XXVII. p. 121.
 - 8) Ibidem, Liv. XXXI. p. 315.
 - 9) Ibidem, Liv. XXXV. p. 525.
- 10) Ibidem, T. IV. Liv. XXXVII. p. 35.—
 Richard Knolles, Turkish History etc.,
 with the Lives and Conquests of their Princes
 and Emperors; with a Continuation to this
 present Year 1687; whereunto is added the
 present State of the ottoman Empire, by Sir
 Paul Rycaut (Londres 1687—1700. T. I
 —III. in fol.) T. L. p. 656.
- 11) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XXXIX. p. 154. Knolles, l. c. T. I. p. 706.
- 12) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XII. p. 209. 210.
- 13) Ibidem, p. 298. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 450.
- 14) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 424. p. 676. (in extenso en allemand.)

 d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 451.
- 15) Voyez plus haut p. 945. Col. 1. note ".
 16) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv.
 XLIII. p. 480. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX.
 p. 451.

- 17) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIV. p. 505.
- 18) Traité de Paix entre Osman II, Empereur des Turcs, et Sigismond III, Roi de Pologne, fait en 1621 (1030). [Laonici Chalcondylae historia turcarum, Lib. X. Traduction française par B. de Vigenere, avec la Continuation par Thomas Artus, Sieur d'Embry (Paris 1662. T. I. II. in fol.) Liv. XX. p. 914. Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 371. (Extrait, en français.) d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 451. (cité.) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIV. p. 529. (Substance.) Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.)]
- 19) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLV. p. 577.
 - 20) Ibidem, T. V. Liv. XLVI. p. 24.
 - 21) Ibidem, Liv. XLVII. p. 127.
 - 22) Ibidem, p. 186.
 - 23) Ibidem, Liv. XLIX. p. 302.
- 24) Ibidem, Liv. LII. p. 597. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 451.
- 25) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LV. p. 198.
- 26) Traité de Paix entre Mahomet IV, Empereur des Turcs, et Michel I, Roi de Pologne, fait le 18 Octobre 1672 (25 Djemaziul Achir 1083). [Du Mont, l. c. T. VII. Part. I. p. 212. (en latin.) d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 452. (Sommaire.) Hörschelmann, Europäisches Staats-, Kriegsund Friedens-Lexicon, T. II. Col. 980. (Sommaire.) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVI. p. 293. (cité.) Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.)]
- 27) Traité de Paix entre Mahomet IV, Empereur des Turcs, et Jean, Roi de Pologne, fait le 16 (27) Octobre 1676 (26 Redjeb 1086). [Du Mont, l. c. T. VII. Part. I.

Le Traité du 9 Avril 1678 ²⁹), auquel les Turcs donnent le Nom de Capitulations, contient, sur les Rapports politiques et commerciaux entre les deux États, des Dispositions plus amples, qu'aucun des Actes antérieurs. Il stipule:

- que les Religieux qui, en tems de Paix, demeureront à Jérusalem, conserveront la Possession de leurs Maisons, et qu'il ne leur sera causé aucun Trouble (Art. VIII.):
- que les Polonais seront dispensés du Tribut annuel de 22,000 rixdales, qu'ils ont payé jusqu'à présent (Art. X.);
- que les Marchands, de part et d'autre, auront la Liberté de faire le Commerce par Terre et par Mer; qu'ils pourront aborder dans tous les Ports et partout ailleurs, en payant les Droits établis, et qu'il ne leur sera fait aucune Injure; et que, si quelqu'un des Marchands polonais vient à mourir dans les États ottomans, ses Biens et Effets ne devront point être usurpés par le Fisc, mais qu'ils devront être remis au Chef des Marchands ou aux plus Notables parmi eux (Societatis Antesignano aut Principalibus ipsius reddantur), pour être restitués par eux aux Héritiers du Défunt; et la même Chose devra être observée envers les Sujets ottomans en Pologne (Art. XVII. et XVIII.);
- que les Ambassadeurs, envoyés de part et d'autre, pour resserrer les Liens d'Amitié, pourront librement aller et venir, et qu'ils seront défrayés (Art. XIX.);
- que les Sujets polonais, Arméniens et Chrétiens, qui viendront en Moldavie et dans d'autres Parties de l'Empire ottoman, pourront librement exercer leur Commerce, en payant les Droits d'Usage, mais qu'ils seront tenus à voyager par les grandes Routes et non par des Chemins détournés; et que si, en prenant ainsi les Routes publiques, ils reçoivent quelque Tort, soit dans leurs Personnes, soit dans leurs Biens, les Auteurs d'une pareille Offense seront punis de la Manière la plus sévère (Art. XX.).

p. 325. (en latin.) — Theatrum Pacis, T. II. p. 580. (en latin.) — Theatrum Europaeum, p. 1065. (en allemand.) — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 453. (cité.) ne donne que le Millésime de 1676. — Hörschelmann, l. c. T. I. Col. 1087. (Substance en allemand.) — Zaluski, Epistolae historicae familiares sive Acta publica regni Poloniae, 1667—1714 (Braunsberg 1709—1711. T. I—IV. in fol.) T. I. p. 617. (Sommaire en latin.) — von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVI. p. 324. (cité.) — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.)]

28) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVIII. p. 341.

29) Înstrumentum Pacis renovatae et confirmatae inter Mahometum IV, Turcarum Sultanum, et Regem (Johannes Sobiesky) ac Rempublicam Poloniae, quò Podolia et Ukrania Turcis relinquuntur; Munus vero annuum, 22 millia Aureorum, Portae Ottomannicae olim pensitatum, ab ipsa Polonis condonatur. Datum in Campo Danovae Bassae, in plenilunio Septembris anno 1098. [Lunig, Negotiorum publicorum Sylloge (Leipzig 1694. T. I. II. in 40.) T. II. p. 392. (en *latin.*) — *Du Mont*, l. c. T. VII. Part. I. p. 338. (en latin.) La Date absolument fausse. Le Traité en question fut signé à Daoud Pacha 1), le 26 Safer 1089, qui répend au 9 Avril 1678. — Lacroix **), Guerre des Turcs avec la Pologne, la Moscovie et la Hongrie (Paris 1689. in 120.) p. 216. (en français.) — Cantemir, Histoire de l'Empire ottoman, T. III. p. 420. (en français.) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVII. p. 341. (cité, avec la *Date* du 16 Safer 1089, 9 Avril 1678.) T. IX. Liste des Traités, p. 295. No. 268. avec la *Date* du 2 Safer 1089 — 26 Mars 1677. — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité avec la fausse Date du Mois de Septembre 1677.)]

dréossy, Constantinople et le Bosphore de Thrace (Paris 1838, in 8°.) Chap. I. p. 9. note 1. Table des Matières, p. 498.)

**) De Lacroix, Secrétaire de l'Ambassade de France à Constantinople, sous Mr. de Nointel, parti de Toulon, en 1670, revenu dix ans après, mort en 1704. Auteur de plusieurs Ouvrages sur la Turquie. (Biogr. universelle, T. XXIII. p. 68. Col. 2.)

^{*)} Daoud Pacha, Village près de Constantinople, où se formait anciennement le Camp, lorsque les Troupes sortaient de la Capitale pour aller faire la Guerre en Europe; lorsque la Guerre se faisait en Asie, le premier Rassemblement avait lieu près de Scutari. (Cantemir, l. c. T. III. p. 419. — von Hammer, Constantinopolis und der Bosporos (Pest h 1822. T. L. II. in 8°.) T. II. p. 12. — An-

Le Traité du 9 Avril 1678 fut renouvelé par celui du 12 Mars 1679 (9 Safer 1090) 1). Le Traité de Carlowitz, signé le 26 Janvier 1699 2), stipule:

que les Religieux chrétiens catholiques romains, partout où ils ont leurs Églises, pourront sans Empèchement exercer leurs Fonctions et vivre en toute Sùreté, conformément aux Ordres émanés du sublime Empire, et qu'il sera permis à l'Ambassadeur de Pologne près de la sublime Porte, d'exposer devant le Trône impérial toutes les Demandes qu'il aura Ordre de faire au sujet de la Religion (Art. VII.).

Comme le Commerce est un des Fruits de la Paix, et qu'en l'assujétissant à un meilleur Réglement, il en résulte un plus grand Avantage pour les Provinces, il a été convenu qu'à l'avenir les Marchands des Territoires respectifs, qui ne passeront point par des Chemins défendus et détournés, mais par les Endroits propres à servir de Communication, pourront librement aller, venir, et retourner dans leur Pays, après avoir acquitté, pour les Marchandises qu'ils importeront ou exporteront, les Droits de Douane établis par les anciens Usages, sans être molestés par d'autres Demandes ou Prétentions, et sans qu'on puisse exiger d'eux d'autres Droits ou Impôts que ce qu'ils auront payé à la Douque; - si des Individus natifs de Pologne ou de Lithuanie, ou d'autres Pays soumis à la Domination (polonaise ou lithuanienne), viennent pour faire le Commerce, et qu'ils ne font aucun Tort à personne, mais que de la Manière susdite, ils exercent le Commerce, en achetant et en vendant, ainsi que cela est réglé par les sacrées Capitulations antérieures, on ne les molestera point, en exigeant d'eux le Tribut appelé Kharadsch, ni aucune autre Prestation, car s'il y en a parmi eux qui, après avoir quitté leur Pays, sont venus établir leur Domicile dans Nos Etats, ou bien si quelques Etrangers se mélent parmi les Polonais, il ne doit en résulter aucun Préjudice à la République; — lorsque les Marchands polonais retourneront dans leur Pays, on n'exigera rien d'eux, ni pour leurs Armes, et leurs Chevaux de Monture ou de Trait, ni pour les Prisonniers qui voudront retourner dans leur Pays, et qui seront munis de Certificats authentiques, constatant qu'ils sont sortis de Captivité, et personne ne devra donner aucun Empèchement aux Prisonniers qui partiront de cette Manière, mais aussi il ne sera permis à personne d'exporter sous ce Prétexte, sans une Autorisation spéciale, des Objets dont l'Exportation est prohibée; — de plus, si quelqu'un des Marchands des Pays respectifs venait à mourir hors de sa Patrie, les Officiers publics du Fisc (Confiscatores) 3), et ceux préposés au Partage des Successions (Partitores) 4), n'auront point à se mèler des Biens et Effets (formant la Succession du Défunt), mais lesdits Objets devront être consignés à celui d'entre les Marchands (polonais) qui jouira d'une Confiance particulière, pour être remis par lui aux Héritiers,

- 1) Du Mont, l. c. T. VII. Part. I. p. 435. Col. 2. (en latin. avec la Date du 2 (12) Octobre 1679. Theatrum Pacis, T. II. p. 585. (en allemand et en latin.) Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.) Copie textuelle du Traité signé à Daoud Pacha, le 9 Avril 1678. von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 295. No. 270.
- 2) Instrumentum Pacis inter Mustapha Han, Turcarum Sultanum, ab una, et Augustum I, Regem et Rempublicam Poloniae, ab altera parte initae; per Mediationem Wilhelmi III, Magnae Britanniae Regis et Dominorum Ordinum Foederati Belgii Generalium. In Congresso Carlowizii in Sirmio sub Tentorio
- celebrato, die 26 Januarii 1699. [Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 451. (en latin.) Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 1133. (en latin.) Hörschelmann, l. c. T. I. Col. 105. (Sommaire en allemand.) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LX. p. 667. (cité.) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 277. (Sommaire.) *)].
- 3) Confiscatores, du verbe confiscare, i. e. fisco addicere. [(Adelung), Glossarium Manuale, T. II. p. 647. Col. 1.]
- 4) Partitores, fait de Partitorium, i. e. quod aliquis ab alio partitur, dividit. En italien Partitore. [(Adelung), Glossarium Manuale, T. V. p. 170. Col. 2.]

de Pologne; cependant il cite lui-même dans ledit Volume, Chap. LXV. p. 278. note 1. le Traité signé à Constantinople, le 22 Avril 1714.

[&]quot;) Schoell, dans son Histoire abrégée des Traités, T. XIV. Part. III. Întroduction. p. 247. dit que le Traité de Carlowitz est le dernier qui ait existé entre la Porte et la République

conformément à l'Inventaire dressé lers de la Consignation; — lersqu'une Contestation s'élévera entre lesdits Marchands, elle devra être jugée par la Décision de leur Préposé (Praspositus) 1), et celui-ci devra faire connaître, à qui de dreit, les Motifs de sa Décision; — personne ne pourra, en Contravention à la Loi divine, être contraint à payer une Dette qui ne serait point justifiée par un Écrit ou un Acte juridique, et les Procès pour Dettes ou Cautionnements ne devront point être ouïs et jugés sur de simples Témoignages subornés (neve Testimoniis solis conductitiis (?) Lites debitorum et sponsionum dicantur aut audiantur), mais au contraîre, lesdits Procès devront être jugés d'après la Justice et la Règle établie, après que les Écrits ou Actes juridiques auront été représentés, lus et examinés, conformément aux sacrées Prescriptions, et dans ces Cas, les Dispositions et Stipulations contenues dans les sacrées Capitulations accordées à d'autres Nations amies, seront également appliquées aux Marchands polonais; — finalement et en dernier Lieu, la Teneur des sacrés Édits antérieurement émanés en faveur des Polonais, et qui se conservent entre leurs Mains, devra être respectée et observée (Art. VIII.).

Le Traité signé à Constantinople, le 22 Avril 1714 2), est le dernier qui ait été conclu entre la Porte et le Royaume et la République de Pologne; il ne contient aucune Stipulation relative au Commerce; il a seulement pour objet de renouveler le Traité de Carlowitz de 1699, dont la Durée n'avait pas été déterminée à un Nombre fixe d'Années.

§. 13.

PORTE ET PORTUGAL.

La Cour impériale d'Autriche, sur la Demande du Cabinet de Lisbonne, avait chargé, en 1820, son Ministre à Constantinople de disposer la Porte à conclure un Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation avec le Portugal. Le Diwan qui, à cette Époque, n'attachait guère de prix à multiplier les Relations commerciales entre la Turquie et les Puissances étrangères, donna une Réponse évasive, et les Ouvertures faites à ce sujet n'eurent point de suites.

Le *Portugal* entretient en *Égypte*:

à Alexandrie, un Consul 3), qui n'est point muni de l'Exéquatur de la Porte, mais simplement d'un Bérat de la part du Pacha d'Égypte.

§. 14.

PORTE ET PRUSSE.

(Veyez plus haut Sect. X. §. 22. p. 1377.)

§. 15.

PORTE ET RUSSIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 25. p. 1277.)

- 1) C'est à dire les Consuls, désignés ici par la dénomination de Praepositi. (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. IV. Sect. II. Visigoths. p. 161.)
- 2) Traité entre la Pologne (Frédéric Auguste I) et la Porte (Achmet III), du 22 Avril 1714. [Willem Theyls, Gedenkschriften betreffende het Leven van Ka-
- rel XII, Koning in Sweden, geduurende syn Verblyf in het ottomannische Gebied, etc. (Ley de 1721. in 8°.) p. 162. (en hollandais.) — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1232. (cité.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Liv. LXV. p. 278. note 1. (cité.)}
 - 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 99.

§. 16.

PORTE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 20. p. 307.)

Le Traité de Commerce et de Navigation, conclu à Constantinople, le 2 Septembre 1839 1), ne contient aucune Disposition relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets sardes séjournant dans les États ottomans. Il stipule (Art. I.) que tous les Droits, Priviléges et Immunités, accordés aux Sujets ou aux Bâtiments sardes par les Capitulations et les Traités existants, sont confirmés, et que tous les Droits, Priviléges et Immunités, que la Porte accorde aujourd'hui ou qu'Elle pourrait à l'avenir accorder aux Bâtiments et aux Sujets de toute autre Puissance étrangère, seront également accordés aux Bâtiments et aux Sujets sardes, qui en auront de Droit l'Exercice et la Jouissance.

§. 17.

PORTE ET SAXE ROYALE.

Frédéric Auguste II, qui réunissait les deux Couronnes, royale de Pologne et électorale de Saxe, avait chargé, en 1763, le Ministre de la République de Pologne à Constantinople, de veiller aux Intérêts des Sujets saxons, qui pourraient se trouver dans les États ottomans. Cette Protection cessa après que la Couronne royale de Pologne passa à Stanislas Auguste, en 1764.

En 1807, un Chargé d'Affaires de la part du Roi de Saxe, Duc de Varsovie, Frédéric Auguste III, sut formellement accrédité à Constantinople auprès du Grand-Vézir, quoiqu'il n'existat point de Traité d'Amitié entre la Saxe et la Porte. Ce Poste sut supprimé en 1814, et il n'y a point eu depuis cette Époque de Relations diplomatiques d'aucune Espèce entre les deux États.

Les Relations commerciales entre l'Empire ottoman et le Royaume de Saxe viennent d'être établies sur une nouvelle Base par la Convention de Commerce signée à Constantinople, le 22 (10) Octobre 1840, entre la sublime Porte et les États formant l'Association de Commerce et de Douanes allemande. (Voyez plus haut Sect. X. Prusse et Porte. §. 22. p. 1383.)

La Saxe royale entretient:

à Constantinople, un Agent de Commerce 2), qui, jusqu'à la Conclusion du Traité susmentionné, n'avait point été formellement reconnu par la Porte.

§. 18.

PORTE ET SUÈDE (ET NORVÈGE).

(Voyez plus haut Sect. VIII. §. 20. p. 1128.)

Le Traité de Commerce, signé à Constantinople, le 31 Janvier 1840 ³), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

§. 19.

PORTE ET TOSCANE.

(Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 3. Pise et Florence. G. p. 144-147.)

- 1) Traité de Commerce et de Navigation, entre la sublime Porte (Abdul' Medjid Khan) et S. M. le Roi de Sardaigne (Charles Albert), fait à Constantinople, le 2 Septembre 1839. (Original en turc et en français.) Imprimé par autorité
- à Turin, en français, 1839. in fol.
 - 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 101.
- 3) Swensk Förtattnings-Samling, 1840. No. 28. (en suédois et en français.) Allgem. Preufsische Staatszeitung, No. 330. du 28 Novembre 1840. (cité.)

Un Ferman pour la Protection du Commerce des Toscans, dans les États du Grand-Seigneur 1), sut émané en 1667, sous le Règne du Sultan Mahomet IV, par l'Entremise de l'Ambassadeur de la République de Gênes 2).

La Demande du Renouvellement des anciennes Capitulations, saite par le Gouvernement toscan, en 1668 3), ne sut point accueillie par le Diwan, mais le Ministre de l'Empereur Léopold I, à Constantinople, obtint dans la même Année un Bérat, par lequel le Sultan concéda aux Marchands toscans la Faculté de naviguer et commercer librement dans l'Empire ottoman, sous le Pavillon de S. M. impériale 4).

L'Acte du 10 Avril 1747 5), qui déclara perpétuelle la Paix de Belgrade entre l'Autriche et la Porte, et dans lequel les Sujets toscans de l'Empereur furent nommément compris, a servi de Base aux Rapports politiques et commerciaux entre l'Empire ottoman et le Grand-Duché de Toscane, depuis cette Époque jusqu'en 1833, où les deux Parties jugèrent convenables de conclure un Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce séparé.

Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce, 1833, entre S. M. l'Empereur des Ottomans, Mahmoud II, et Son Altesse impériale et royale, le Grand-Duc de Toscane, Léopold II, fait à Constantinople, le 12 Février 1833. (Original en turc et en français.) 6).

L'Art. II. accorde aux Navires marchands toscans la libre Navigation de la Mer Noire, aux mêmes Conditions et avec les mêmes Faveurs qui sont en vigueur pour les Sujets et les Navires autrichiens.

Pour la plus grande Sûreté et Tranquillité des Négociants toscans, ainsi que pour l'Avantage du Commerce,
il est convenu que S. A. I. et R. le' Grand-Duc pourra, moyennant Ses Lettres-patentes et par l'Organe de Son Ministre auprès de la Porte ottomane, nommer et établir des Consuls,
Vice-Consuls ou Interprètes, munis de Bérat et de Fermans,
dans tous les Ports, Échelles et Iles de la Méditerranée, ainsi
que dans tout autre Endroit des États ottomans où les autres
Nations entretiennent des Consuls, Vice-Consuls ou Interprètes.
Si, par la suite, il devenait nécessaire d'établir un Consul ou
Interprète dans quelque Endroit où il n'y en aurait pas eu ancien-

3) Ibidem, p. 200.

¹⁾ von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 290. No. 193. cite un Traité de Commerce entre la Porte et la Toscane, qui aurait été conclu en 1598; mais il n'en fait aucune mention dans le corps de son ouvrage.

²⁾ von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LV. p. 175.

⁴⁾ Ibidem, p. 216. Diploma del Gran Signore concesso accioché i mercanti del Gran Duca di Toscana possino liberamente venire nell' Impero ottomano, ed indi ritornarsene con loro vascelli, con mercanzia e denaro, sotto la bandiera di S. M. cesarea reggia; nel mese Silkadè 1079 (Aprile 1668).

⁵⁾ Voyez plus haut p. 1441.

⁶⁾ Imprimé séparément par autorité, à Florence, 1834. in sol. (en français et en italien.) — British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836.) p. 81. (en français.) — La Traduction française, saite sur une Copie de l'Original turc, que donnent MM. d'Hauterire et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 221. sous la fausse Date du Mois de Février 1834, dissère essentiellement, sur plusieurs Points, du Texte original français publié par le Gouvernement toscan, que nous avons reproduit, en corrigeant les Fautes qui s'y sont glissées.

ciennement, le Ministre de S. A. I. et R. résidant à Constantinople en sera la Représentation au Ministère ottoman, et si, d'après la Demande qu'il en aura sormée, la sublime Porte y donne Son Assentiment, les Bérat ou Diplômes desdits Consuls leur seront expédiés, et il sera particulièrement recommandé aux Gouverneurs et Officiers des Endroits respectifs de les assister et de les protéger.

Il est convenu et déclaré expressément, que, dans tous les Ports, Échelles et Iles des États ottomans, où S. A. I. et R. le Grand-Duc n'aurait pas encore trouvé à propos de nommer un propre Consul, les Négociants et Sujets toscans, ainsque leurs Propriétés et leurs Relations commerciales, continueront à être assistés et protégés par les Consuls ou Interprètes de S. M. l'Empereur d'Autriche, lesquels, après avoir été reconnus en leur Qualité d'Agents consulaires autrichiens, n'auront besoin d'aucune autre Formalité pour être autorisés à assister les Sujets et Négociants toscans.

En Cas de Mort d'un Négociant ou Sujet toscan, dans quelque Province ou Endroit de l'Empire ottoman que ce soit, le Fisc ottoman ne pourra, dans aucun Cas, mettre la Main sur sa Succession, mais elle sera en Totalité mise à la Disposition des Agents diplomatiques ou consulaires de S. A. I. et R. le Grand-Duc, délégués à cet Effet.

En vertu de cette Convention, les Consuls, Vice-Consuls et Interprètes, de même que leurs Domestiques, et en général tous les Sujets et Négociants de S. A. I. et R., devront être exempts de la Capitation et de toutes autres Impositions ou Tributs.

Les Consuls, Vice-Consuls, Interprètes, Sujets et Négociants toscans et les Domestiques francs à leur Service, auront Recours au Juge local pour toutes leurs Affaires de Commerce, de Vente, Achat, Garantie et autres; ils les feront enrégistrer au Greffe du Tribunal 2), qui leur délivrera des Contrats judiciaires, nommés Hodjet ou Actes authentiques, et, si quelque

¹⁾ Greffe. Le lieu d'un Tribunal où sont déposées les Minutes des Jugements, des Arrêts, celles de divers Actes de procédure, comme Enquêtes, Rapports d'Experts, etc., et où se font certaines Déclarations, certains Dépôts. (Dict. de l'Académie.)

²⁾ Le Texte français porte :,, ils les feront III.

[&]quot;enrégistrer au Protocole de la Jurisdiction;" la Traduction italienne "faranno regis"trare tali operazioni al Protocollo
"del Tribunale (Jurisdiction);" la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive
et de Cussy, "ils les feront enrégistrer."

Contestation venait à avoir lieu, on consultera ') ces Actes et Instruments, de même que les Régistres du Greffe, et on agira d'après la Justice et la Loi.

Les Gouverneurs et autres Employés de la Porte ottomane ne pourront emprisonner ou maltraiter aucun des Individus toscans susmentionnés, sous prétexte d'Actions ou Procès intentés contre eux, ou les molester sans Motif ²). Lorsqu'il sera nécessaire de les faire comparaître devant les Tribunaux ottomans, ils ne s'y rendront que du Su du Consul ou de l'Interprète, et, lorsque le Cas exigera qu'ils soient emprisonnés, lesdits Consuls et Interprètes pourront les faire conduire euxmêmes ³) en Prison, en donnant une Caution acceptable pour leurs Personnes.

Les Créanciers des Sujets toscans, lorsqu'il s'en présentera, n'exigeront leurs Créances du Su des Consuls et Interprètes, avec la Connaissance de la Justice, que du Débiteur, sans inquiéter personne d'autre.

Les susdits Consuls, Vice-Consuls, Interprètes, Négociants et autres Sujets, pourront, avec leurs Gens et Domestiques, exercer librement le Culte de leur Religion dans leurs Habitations.

S'il survenait quelque Procès ou Réclamation 1) contre les Consuls, Vice-Consuls, Interprètes, Négociants ou Sujets toscans, ou leurs Domestiques, qui surpassât la Somme de trois mille aspres, l'Affaire 1) ne pourra être décidée devant aucun Tribunal de Province, mais elle devra être renvoyée au Jugement de la sublime Porte, conformément à ce qui se pratique envers les autres Nations amies. Lorsqu'il surviendra des Procès entre les Négociants toscans eux-mêmes, ils seront exa-

- 1) Le Texte français porte: ", on reconnaîtra ", ces Actes," la Traduction italienne ", s ar ù ", es e guita la recognizione di tali ", atti." La Traduction française, donnée par M. d'Hauterive et de Cussy, ", on consultera."
- 2) Au lieu de cette Disposition, la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, porte: "Le Gouverneur du Pays "ou son Lieutenant ne commettra point d'Ava-"nie en disant: ""Vous avez un Adversaire, "je Vous emprisonnerai.""
- 3) Le Texte français et la Traduction italienne ne contiennent point les mots ,, eux-,, mêmes," qui se trouvent dans la Traduction

- donnée par M.M. d'Hauterive et de Cussy. Il nous a paru que ces mots étaient nécessaires, pour préciser que la Faculté d'emprisonner les Sujets toscans est accordée aux Consuls et Interprètes.
- 4) Le Texte français porte "Procès ou Dis-"cussion," la Traduction italienne "causa "o discussione," mais il est évident qu'on a voulu dire "Réclamation," la Traduction française, donnée par M.M. d'Hauterive et de Cussy, porte simplement "tout Procès."
- 5) Le Texte français porte "il ne pourra "être décidé," et "il devra être renvoyé," en rapportant le pronom il au mot Procès.

minés et jugés par les Consuls et les Interprètes d'après leurs Lois et Coutumes, sans que personne s'y oppose.

Lorsqu'il sera intenté une Action judiciaire contre un Marchand toscan, embarqué sur un Bâtiment prêt à faire Voile, ce Bâtiment, sous prétexte de ce Procès, ne sera point arrêté, et les Consuls, Agents et Interprètes s'empresseront de terminer l'Affaire en discussion.

Aucun Sujet toscan ne pourra être obligé à comparaître en Justice qu'assisté par un Interprète.

Les Négociants toscans ne pourront non plus être forcés à faire des Dons aux Gouverneurs, Juges ou autres Fonction-naires publics, en quelque Province de l'Empire ottoman qu'ils se rendent, et ceux-ci ne pourront les molester en aucune Manière à ce sujet.

Art. VII. Aucune des deux Parties contractantes ne pourra forcer, sous aucun Prétexte, les Matelots ou Passagers, embarqués à bord des Navires de l'autre, à entrer contre leur Gré à son Service 1); il y aura toutesois Exception pour les propres Sujets de chacun des deux États, lorsque le Service de leur Souverain l'exigera.

Les Bâtiments toscans, accueillis 2) en Mer par une Tempête, et en Danger de se perdre, seront assistés et secourus par les Matelots et les Pilotes des Bâtiments ottomans, qui se trouveront dans le Voisinage, et ceux-ci ne pourront demander qu'un Prix équitable et modéré de leur Peine. Si un de ces Bâtiments vient à avoir le Malheur de se perdre, il ne sera point touché aux Marchandises retirées de l'Eau; le Tout sera consigné aux Consuls toscans les plus proches du Lieu, et on ne pourra demander qu'un Prix modéré pour le Transport.....

Lors du Décès de quelque Musulman, ou autre Sujet de la sublime Porte dans le Grand-Duché de Toscane, sa Succession devra être remise au Schahbender ottoman, qui se trouvera sur les Lieux, sans que personne puisse y intervenir 3).

Les Procès entre des Sujets ottomans devront être jugés

¹⁾ Le Texte français porte "dans son Ser-"vice."

²⁾ Accueillir, se dit figurément, de tous les Accidents facheux qui arrivent à quelqu'un. — La Tempète, le Vent les accueillit. Ils furent

accueillis de l'orage. (Dict. de l'Académie.)
. 3) Le Texte français porte "sans qu'il puisse
"y avoir lieu d'ingérence étrangère," la Traduction italienne: "senzache possa aver"vi luogo intervento alcuno."

et vidés, avec le Consentement des Parties, par l'Entremise desdits Schahbender.

Art. XI. Il est convenu que les Navires toscans se serviront de leur propre Pavillon pour le Commerce et la Navigation dans les Mers soumises à la Domination ottomane, et qu'ils n'employeront pas à cet effet le Pavillon de quelque autre Puissance; de même, le Pavillon toscan ue pourra être accordé à des Bâtiments de quelque autre État ou Nation, ni à des Navires des Raayas ou Sujets de la sublime Porte; les Ministres, Consuls et Vice-Consuls de Toscane ne pourront délivrer des Patentes à des Sujets de la sublime Porte, ni leur accorder une Protection quelconque, ouverte ou clandestine, et il ne pourra être admis aucune Contravention aux Stipulations ci-dessus exprimées.

Les Négociants de la sublime Porte, qui s'embarqueront sur des Bâtiments toscans, ou qui y chargeront des Marchandises, auront à acquitter les mêmes Droits que perçoivent sur eux, dans un Cas semblable, les Anglais, les Français et les Hollandais, et on s'entendra amicalement.

Et réciproquement les Négociants toscans, qui chargeront des Marchandises sur des Navires ottomans, acquitteront les mêmes Droits que payent dans ce Cas les dites Nations.

Les Bâtiments marchands toscans ne seront pas molestés pour le Transport forcé ') de Troupes ou d'Effets appartenant au Gouvernement ottoman.

L'Art. XIV. concerne le Salut de Mer.

et venir, sans aucun Obstacle, dans quelque Lieu que ce soit des États ottomans, pour Motif de Commerce ou de Pélerinage, et la Porte ottomane leur délivrera dans ce Cas des Passeports 2), afin qu'ils ne soient molestés nulle part par les Collecteurs de la Capitation ou par d'autres Personnes, sous quelque Prétexte que ce soit.

Art. XVI. Tant que les Négociants toscans n'employeront pas de leur propre Gré des Censaux, aucun Individu, de quelque Nation qu'il soit, ne pourra se prévaloir d'un Bérat

¹⁾ Le Texte français ne contient pas le mot "forcé." La Traduction italienne porte: "non "potranno ricever molestie per esser "costretti al trasporto. La Traduction

française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, "ne seront point contraints à recevoir."

²⁾ C'est à dire des Fermans de route.

qu'il aurait obtenu, ou d'un Appui puissant '), pour se faire admettre comme Censal au Service d'un Negociant toscan; et, si quelqu'un d'eux, pour se venger de ne pas avoir été employé comme Censal au Service d'un Négociant toscan, cherche à causer du Préjudice ') audit Négociant, il sera exemplairement puni.

Art. XVII. Tant qu'un Individu franc au Service des Consuls, Vice-Consuls, Agents, Interprètes, ou de tout autre Sujet toscan, n'embrassera pas de son plein Gré l'Islamisme, il ne sera pas molesté à ce sujet sur la simple Déposition de quelques Malveillants qui auraient attesté sa Profession de Foi; et il ne pourra être poursuivi pour cet Objet, que lorsqu'il aura fait de son plein Gré cette Profession de Foi en présence d'un Interprète toscan. Tout Sujet toscan, qui aura de son plein Gré embrassé l'Islamisme, devra malgré cela acquitter de ses Biens les Dettes qu'il sera convaincu d'avoir contractées antérieurement.

Dans le Cas que l'Amitié et la Paix, conclue entre les deux Sérénissimes Souverains, venaient à être changées (ce que Dieu ne veuille!) en Inimitié, tous les Marchands et Sujets des deux Parties contractantes, qui se trouveraient sur Mer ou sur Terre, devront être prévenus à tems, afin, qu'après avoir réglé leurs Dettes actives et passives, ils puissent, sans Obstacle ou Détriment, se diriger avec leurs Propriétés vers les Confins ³).

Les Rapports de Navigation et de Commerce entre la Toscane et les Cantons africains, se trouvant déjà réglés et garantis par des Traités spéciaux existant entre le Grand-Duché et les dites Régences *), et tout faisant espérer que ces Traités continueront à être inviolablement observés et maintenus, les deux Parties contractantes reconnaissent que.

¹⁾ Le Texte français porte "d'une Inter-"cession puissante," la Traduction italienne "di un potente appoggio," la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, "par l'entremise d'un Médiateur "incommode."

²⁾ Le Texte français porte " à le préjudicier."

³⁾ C'est à dire, retourner dans leur Pays.

⁴⁾ Ces Traités sont ceux conclus pour les Pays héréditaires de l'Empereur (François I) et de l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse),

avec Alger, le 8 Octobre 1748 (Voyez plus haut p. 1390.), renouvelé le 28 Juin 1757. (von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 300. No. 359.)

avec Tripoli, le 27 Janvier 1749 (Voyez plus haut p. 1450.), renouvelé en 1758. (von Hammer, ibidem, p. 300. No. 361.)

avec Tunis, le 23 Décembre 1748 (Voyez plus haut p. 1454.), renouvelé le 13 Janvier 1758. (v. Hammer, ibidem, p. 300. No. 360.)

La Toscane entretient:

à Tripoli, un Consul,

pour le Moment il n'est besoin d'aucune Stipulation pour assurer les Relations pacifiques entre la Toscane et lesdits Cantons. Dans le Cas cependant (ce que Dieu ne veuille!) que quelque Difficulté sur l'Observation desdits Traités viendrait à s'élever, ou que quelque Différend eût lieu entre le Grand-Duché et lesdites Régences, la sublime Porte s'engage à interposer ses bons Offices, les plus efficaces, pour rétablir la Paix et la bonne Harmonie entre les deux Parties.

Depuis la Conclusion d'un Traité séparé, la Toscane entretient à Constantinople un Agent diplomatique, portant le Titre de Chargé d'Affaires. Antérieurement les Ministres d'Autriche près la Porte avaient été accrédités en même tems comme Ministres de la part du Grand-Duc de Toscane.

La Porte entretient:

à Livourne, un Schahbender 2).

La Toscane entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Andrinople, aux Dardanelles et à Salonique, des Vice-Consuls;

à Tunis, un Consul-général, à Biserta et à Suse, des Vice-Consuls *).

La Toscane a fixé ses Rapports politiques et commerciaux avec l'Empire de Maroc par un Traité de Paix, signé le 6 Février 1778 **). Ce Traité stipule:

Art. VI. Si deux Bûtiments des Puissances contractantes, armés en guerre ou marchands, se rencontrent en Mer, et que l'un d'eux ait besoin que l'autre lui prête quelque Secours, soit de Vivres, soit d'autre Chese nécessaire à la Navigation, ce Secours lui sera donné, et, dans le Cas où le Bûtiment se trouverait sur le point de faire Naufrage, l'autre sera tenu de sauver et mettre en Sûreté au moins l'Équipage.

Art. IX. Si quelque Ambassadeur des deux Puissances entre sur leurs Territoires respectifs, il lui sera fait les mêmes Honneurs qu'on a coutume de faire aux Ambassadeurs; et, se faisant reconnaître en cette Qualité, il sera salué, tant à son Arrivée, qu'à son Départ, par des Coups de Canon, et il

recevra les Marques de Distinction dues à ce Caractère.

Art. X. Les Consuls toscans, qui viendront s'établir dans les Royaumes de Maroc, pourront arborer, sans aucune Opposition, leur Pavillon, et leur Maison sera sûre et privilégiée pour toute Personne qui y entrera, quand même elle aurait commis quelque Délit.

La Toscane n'entretient point d'Agent consulaire dans les États de Maroc; les Intérêts de ses Sujets sont protégés par les Agents autrichiens.

- 1) Le Texte français porte: "qu'il n'est "point nécessaire présentement d'aucune Sti-"pulation," la Traduction italienne "non es-"sere pel momento necessaria alcuna "Stipulazione," la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, "qu'il n'est besoin d'aucune espèce de Con-"vention."
- 2) Almanacco Toscano, 1839. p. 185. — Almanach de Gotha, 1840. p. 97.

et l'Empire de Maroc, signé le 6 Février

1778. (Codice della Toscana Legislazione,

T. III. p. 62. (en italien.) — Storia dell' Anno 1778. Liv. IV. p. 238. (en italien.) — Martens, Recueil, T. II. p. 609. (en italien.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 31. (en français.) — Nous avons adopté la Traduction française précitée.)

^{*)} Almanacco Toscano, 1839. p. 176. 177. 181. — Alm. de Gotha, 1840. p. 99. 104 — 106. **) Traité de Paix entre le Grand-Duc de Toscane (Pierre Léopold Joseph)

dans la Turquie d'Asie:

- à Alep, un Consul,
- à Bairout, un Consul et un Vice-Consul,
- à Smyrne, un Consul-général;

en Égypte:

à Alexandrie, un Consul-général et un Vice-Consul, au Caire et à Damiette, des Vice-Consuls 1) 2).

§ 20.

PORTE ET VENISE.

(Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise. M. p. 73-77.)

Les Guerres que Venise eut à soutenir contre les Ottomans, entrainèrent presque toujours des Pertes considérables pour la République. Ce fut ainsi que, par le Traité de Paix du Mois d'Avril 1540, elle dut céder à la Porte, les Places de Malvasie et de Naples de Romanie; par celui du 7 Mars 1573, le Royaume de Chypres, et, par celui du 5 Septembre 1669, le Royaume de Candie. Après avoir conquis une partie de la Morée et de la Dalmatie, dans la Guerre que termina la Paix de Carlowitz (26 Janvier 1699), elle se vit obligée de céder de nouveau aux Turcs la Morée tout entière, par le Traité du 21 Juillet 1718, qui fut le dernier entre les deux États, et subsista jusqu'à l'Anéantissement de la République 3).

L'Inconduite des Musulmans, que le Commerce et la Navigation attiraient à Venise, sut Cause que le Sénat de cette Ville leur défendit, en 1575, d'habiter parmi les Chrétiens; une Maison située dans un Quartier peu fréquenté, non loin de l'Église de St. Jean et de St. Paul, leur fut assignée, en 1579. Mais dans ce Lieu même, l'Intempérance des Turcs, et les Excès de toute espèce auxquels ils se livrèrent, obligèrent le Gouvernement à les confiner dans un Endroit plus écarté encore, pour empêcher tout Contact entre eux et la Population chrétienne; les cinq Experts en Matière de Commerce 1) reçurent l'ordre de les établir dans un Lieu sûr; on leur assigna, en 1671, l'*Edifice* qui avait anciennement servi de Résidence au Duc de Ferrare lorsqu'il venait à Venise, et les Courtiers publics furent chargés, sous peine de perdre leur Emploi, d'y conduire tous les Turcs qui arriveraient à Venise. Les Portes et les Fenètres donnant sur la Rue, furent toutes murées; on entoura l'Edifice d'une haute Muraille, et on y établit un Concierge assisté de plusieurs Aides, pour y maintenir l'ordre; les Portes étaient fermées au Coucher du Soleil, on ne laissait passer aucune Femme, ni le jour ni la nuit, il était défendu d'y laisser introduire des Armes, de la Poudre, ni du Fer, et jamais aucun Homme armé ne peuvait passer le Seuil de la Porte. Les Turcs étaient tenus de payer le Loyer et le Salaire du Concierge de cette Maison, qu'on désignait par le nom de Fontico 5) dei Turchi, et qui a subsisté jusqu'aux derniers tems de la République 6).

- 1) Almanacco Toscano, 1839. p. 174 178. Alm. de Gotha, 1840. p. 98 101. 103. 104.
- 2) Dans tous les autres Ports et Places de Commerce de l'Empire ottoman, où le Gouvernement grand-ducal n'entretient point d'Agents consulaires, les Sujets toscans, ainsi que leur Commerce et leur Navigation, sont placés sous la Jurisdiction et la Protection des Agents consulaires de l'Autriche. (Almanacco Toscano, 1839. p. 182. Voyez plus haut Art. VL)
- 3) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. XI. Chap. II. Des Relations entre la Porte et l'Italie. §. 526. Venise. 1, Pos-

- sessions. §. 526. 2, Commerce. §. 527. p. 503. 504.
- 4) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. IV. Sect. III. Italie. §. 7. p. 165.
 - 5) Ubi supra, p. 165. Col. 1. note 1.
- 6) Joh. Friedr. Le Bret, Staatsgeschichte der Republik Venedig, von ihrem Ursprung bis auf unsere Zeiten (Riga et Leipzig 1769—1777. T. I—III. in 4°.) T. II. Part. II. Liv. XXIII. Chap. IX. §. 1426. p. 1329. Du Mème, Vorlesungen über die Statistik (Stuttgart 1783. T. I. II. in 8°.) T. I. Venise. p. 379. Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1234. 1235.

A la suite du dernier Renouvellement des Capitulations, sous la date du 3 Novembre 1595 1),

1) Les Traités conclus entre la Porte et la République de Venise, depuis la Conquête de Constantinople jusqu'en 1595, forment la Série suivante:

Sous Mahomet 11.

- 1454. 18 Avril. Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise. M. p. 74. — (Laugier), Histoire de la République de Venise (Paris 1759—1767. T. 1—XII. in 12°.) T. VII. Liv. XXV. p. 99. 107. — Le Bret, Staatsgeschichte, T. II. Part. II. Liv. XIX. Chap. IV. §. 746. p. 631. §. 749. p. 634. — Daru, Histoire de la République de Venise (Bruxelles 1840. T. 1 -XII. in 8°.) T. III. Liv. XVI. §. XV. p. 121. — Muratori, Rerum Italicarum Scriptores praecipui, ab anno aerae christ. - D. ad MD. (Milan 1723—1751, XXV T. en 28 eu 29 Vol. in fol.) *) T. XVIII. p. 709. - Omis dans le Cours diplomatique de Martens.
- 1479. 26 Janvier. Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76. Laugier, l. c. T. VII. Liv. XXVII. p. 348. Le Bret, l. c. T. II. Part. II. Liv. XIX. Chap. XI. §. 854. p. 738. (sous la Date de 1478.) Daru, l. c. T. IV. Liv. XVII. §. X. p. 29. Martens, l. c. T. II. p. 1234.

1480. 14 Juillet. (Confirmation des Capitulations précédentes.) von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 284. No. 98. (cité.) — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1481. (Confirmation.) von Hammer, ubi supra. (cité.) — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

Sous Bajazet II.

1482. 16 Janvier. (Renouvellement des anciennes Capitulations). Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76. — Laugier, l. c. T. VII. Liv. XXVII. p. 377. — Le Bret, l. c. T. II. Part. II. Liv. XIX. Chap. XI. §. 864. p. 750. — Daru, l. c.

T. IV. Liv. XVII. §. X. p. 29. — von Ham mer, l. c. T. II. Liv. XVIII. p. 284. — Omis dans Martens.

1499. 15 Màrs. (Renouvellement.) Laugier, l. c. T. VIII. Liv. XXIX. p. 91. — Le Bret, l. c. T. II. Part. II. Liv. XX. Chap. VIII. §. 977. p. 850. — von Hammer, l. c. T. II. Liv. XX. p. 317. — Omis dans Daru et Martens.

On a désigné ce Traité, conclu par André Zanchani, Orateur de la République de Venise à Constantinople, par le nom de Paix trompeuse (Pace dolosa), parce que l'Acte délivré à l'Ambassadeur vénitien par la Porte, n'ayant été expédié, à dessein, qu'en langue latine et non en langue turque, le Sultan déclara qu'il ne regardait point comme obligatoires les Stipulations énoncées simplement en latin et non en turc.

1502. 14 Décembre. (Nouveau Traité.) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76.

— Laugier, l. c. T. VIII. Liv. XXX. p. 146. et Daru, l. c. T. IV. Liv. XXI. §. I. p. 194. (sous la fausse Date de 1501.) — Le Bret, l. c. T. II. Part. II. Liv. XXI. Chap. I. §. 999. p. 873. et Martens, l. c. T. II. p. 1234. (sous la Date de 1503, qui est celle de la Ratification.) — von Hammer, l. c. T. II. Liv. XX. p. 330.

1510. (Renouvellement.) von Hammer, l. c. T. II. Liv. XXI. p. 332. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

Sous Sélim I.

- 1511. (Renouvellement.) von Hammer, l. c. T. IX. p. 285. No. 123. Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 1513. 17 Octobre. (Renouvellement.) Laugier, l. c. T. VIII. Liv. XXXII. p. 429. von Hammer, l. c. T. II. Liv. XXII. p. 390. Omis dans Le Bret, Daru et Martens.
- 1516. Avril. (Renouvellement.) von Hammer, l. c. T. IX. p. 286. No. 131. Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1517. 17 Septembre. (Renouvellement.) Voyez

*) Collection importante dont les Exemplaires complets ne sont pas communs. On y ajoute ordinairement les 2 Vol. ci-après:

Rerum ita icarum Scriptores ab anno Christi M ad MDC, quorum potissima pars primum in lucem prodit (opera Jos. Mar. Tartinii) (Florence 1748—1770. 2 Vol. in fol.). Les 3 premiers Vol. sont en 2 Parties chacun, et le 24e a un Appendix. Le Tome XXV. manque souvent.

Ad Scriptores Rerum italicarum cl. Muratorii accessiones historicae faventinae;
prodeunt nunc primum opera et studio D. Joh.
Ben. Mittarelli (Venise 1771. in fol.).
On réunit ce Volume aux 30 précédents. (Brunet, Manuel du Libraire, T. II. p. 535. Col.
1. 2. — Watt, Bibliotheca Britannica, Authors, T. II. p. 691. d.)

le Sultan Achmet I accorda à la République un Diplome 1) spécial en saveur du Commerce, de la Navigation et des Consuls des Vénitiens 2). Ce Diplome, émané le 23 Décembre 1604, contient XIII Articles; il porte que tous les Différends entre les Marchands vénitiens devront être jugés par le Bayle (Art. III.); que le Pavillon vénitien protégera ceux qui se trouvent embarqués sur des Bûtiments de la République, que ce soient des Sujets vénitiens ou des Individus appartenant à d'autres Nations (Art. VII.); que les Percepteurs des Impôts (Kharadschi-tchi) 3) et les Officiers chargés du Partage légal des Successions (Kassam) 4), ne pourront point s'ingérer dans les Affaires des Vénitiens (Art. X.); que les Pélerins, qui se

plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76.

— Laugier, l. c. T. IX. Liv. XXXIII. p. 96.

— Omis dans Le Bret, Daru et Martens.

Sous Suleïman I.

1521. 11 Décembre. (Renouvellement.) Chronica di Mar. Sanuto, dans les Archives de Venise, T. XXXII. — von Hammer, l. c. T. III. Liv. XXV., p. 16. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1534. (Renouvellement.) Knolles *), T. I. p. 426. — von Hammer, l. c. T. IX. p. 287. No. 145.

1539. (Trève pour trois mois.) Laugier, l. c. T. IX. Liv. XXXVI. p. 556. — Le Bret, l. c. T. II. Part. II. Liv. XXIII. §. 1338. p. 1236. — Daru, l. c. T. V. Liv. XXVI. §. XI. p. 198. — von Hammer, l. c. T. III. Liv. XXIX. p. 218. — Omis dans Martens.

1540. Juillet. (Nouveau Traité.) Laugier, l. c. T. IX. Liv. XXXVI. p. 577. — Le Bret, l. c. T. II. Part. II. §. 1344. p. 1242. — Daru, l. c. T. V. Liv. XXVI. §. XII. p. 200. — von Hammer, l. c. T. III. Liv. XXIX. p. 219. — Omis dans Martens.

Sous Sélim II.

1567. 24 Juin. (Nouveau Traité.) Du Mont, l. c. T. V. Part. l. p. 140. — von Hammer, l. c. T. IX. p. 288. No. 161. (cité.) — Martens, l. c. T. II. p. 1234. (cité.)

1573. Mars. (Nouveau Traité.) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 77. — Marino, l. c. T. VIII. p. 395. — Laugier, l. c. T. VIII. Liv. XXXVIII. p. 278. — Le Bret, l. c. T. II. P. II. Liv. XXIV. Chap. 5. §. 1513. p. 1418. — Daru, l. c. T. V. Liv. XXVII. §. XVII. p. 240. — Martens, l. c.

T. II. p. 1234. (cité.) avec la fausse Date du 15 Avril. — von Hammer, l. c. T. III. Liv. XXXVI. p. 600 — 602.

Sous Amurat III.

1575. Août. (Renouvellement des Capitulations en LVI Articles.) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 77. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1576. (Renouvellement.) von Hammer, l. c. T. IX. p. 289. No. 174. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1589. (Renouvellement.) von Hammer, l. c. T. IX. p. 289, No. 184. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

Sous Mahomet III.

1595. 3 Novembre. (Renouvellement.) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 77.

— Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

- 1) Ce Diplome porte la dénomination de Nischān **), parce qu'il était muni du Chiffre impérial. (Kieffer et Bianchi, l. c. T. II. p. 1109. Col. 1.) Le mot Nischan, dans cette Acception, qui n'est guère d'usage aujourd'hui, équivaut à celui de Khatty-Schérif. (Voyez plus haut p. 172. Col. 1. note †.)
- 2) Mr. de Hammer a le premier fait connaître cet Acte, qui est conservé dans les Archives de Venise, et dont aucun autre Historien ne fait mention. (von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLII. p. 362. Explication à la fin du Volume, p. 658.)
- 3) Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 466. Col. 1.
 - 4) Voyez plus haut p. 122. Col. 2. note 2.

with the Effigies of all the Kings and Emperors; newly engraved at large upon Copper. (Comparez Watt, Bibliotheca Britannica, Authors. T. II. Col. 576. w. Art. Knowlles. et von Hammer, Geschichte, T. X. Catalogue des Ouvrages, concernant l'Histoire ottomane, p. 285. No. 2560.)

**) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Appendice. No. VIII. p. LIII. Col. 2. note ttt.

^{*)} The Turkish History, from the Original of that Nation to the Growth of the ottoman Empire: with the Lives and Conquests of their Princes and Emperors. By Richard Knolles, sometime Fellow of Lincoln-College in Oxford. With a Continuation to this present Year 1687. Whereunto is added the present State of the ottoman Empire. By Sir Paul Rycaut, late Consul of Smyrna (Londres 1687. 6e édition. T. I. II. in fol.),

rendront à Jérusalem, ne seront point molestés (Art. XII.); que les Procès contre les Consuls établis à Alep, à Bagdad et au Caire, devront être portés par devant le Diwan.

Les Capitulations furent également renouvelées en Décembre 1604 1).

En Mai 1615, le Bayle de Venise, résidant à Constantinople, obtint un nouveau Diplôme impérial (Nischani Schérif)²), contenant XIV Articles, en faveur du Commerce vénitien³), qui donne encore plus d'Extension à quelques-unes des Concessions antérieures; il stipule qu'en ne pourra point molester les Drogmans (Art. XI.), que les Vénitiens pourront réparer les Parties endommagées de l'Église du Saint-Sépulcre à Jérusalem (Art. XIII.), et que les Consuls, ainsi que les Drogmans, ne pourront point être obligés à payer les Dettes contractées par d'autres.

Les Capitulations et le Diplome relatif au Commerce surent renouvelés, en 1618 et 1619 4), par le Sultan Osman II.

Derechef les Capitulations furent renouvelées, en 1624 5), par le Sultan Amurat IV, et, en 1640 6), par le Sultan Ibrahim I.

La Guerre entre la République et le Sultan Mahomet IV fut terminée par le Traité de Paix de Candie, conclu le 5 Septembre 1669 7).

Par l'Alliance offensive et défensive, conclue au Chûteau de Linz, le 5 Mars 1684 8), la

- 1) von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLII. p. 362.

 Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 2) Nischani Scherif, Diplôme revetu du noble Chiffre impérial. (von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIV. p. 504.)
- 3) von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIII. p. 482. Explications à la fin du Volume, p. 687.

 Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 4) von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIV. p. 504. Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 5) von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLVI. p. 24. Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 6) von Hammer, l. c. T. V. Liv. XLIX. p. 302.

 Laugier et Le Bret ne font point mention du Renouvellement des Capitulations en 1640, mais ils rapportent (Laugier), T. XI. Liv. XLIII. p. 307. (Le Bret), T. III. Liv. XXII. Chap. II. §. 404. p. 417. une Convention conclue en 1639, pour le Remboursement des Dommages causés aux Cantons barbaresques, par la destruction de leurs Corsaires, effectuée par l'Amiral vé-

- nitien Marin Capello. Cette Convention est citée dans von Hammer, Geschichte, T. V. Liv. XLIX. p. 283. Daru et Martens ne font mention ni de la Convention de 1639, ni du Renouvellement des Capitulations, en 1640.
- 7) Theatrum Pacis, T. II. p. 533. (en latin.)

 Du Mont, l. c. T. VII. Part. I. p. 119. (en latin.) Lunig, Codex Italiae diplomaticus, T. II. p. 2043. (en latin.) Laugier, l. c. T. XII. Liv. XLV. p. 103. (cité.) Le Bret, l. c. T. III. Liv. XXVIII. Chap. VII. §. 581. p. 576. (cité.) Daru, l. c. T. VII. Liv. XXXIII. §. XXV. p. 98. Pièces justificatives, p. 223—227. (Sommaire.) Martens, l. c. T. II. p. 1234. (cité.) von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LV. p. 248. (cité.)
- 8) Foedus offensivum et defensivum inter Caesaream Majestatem Leopoldum (I), Regem Poloniae Joannem Sobieski, et Rempublicam Venetam, contra Turcam ejusque Adhaerentes. Initum in Arce Lincensi*), die 5 Martii 1684. [Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 71. Col. 2. (en latin.) Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, P. spec. Cont. I. p. 491. (en latin.) —

*) Arce Lincensi, c. à. d. au Château de la Ville de Linz †). Du Mont s'est trompé en écrivant Licensi au lieu de Lincensi; la même erreur se trouve dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, et dans le Codex Italiae diplomaticus du même Auteur. Laugier se trompe

t) Linz (Aredata; Aredatum; Aurelianum; Gesodunum; Lentia; Lincia;
Lincium;), Chef-lieu du Cercle de Mühl,
Geuvernement de la Haute-Autriche (OberOesterreich ou Land ob der Ens), belle
Ville, avec de grandes Manufactures, un Pont
sur le Danube, et un ancien Château sur une
Colline, où les Empereurs établissaient anciennement quelquefois leur séjour. L'Empereur
Frédéric IV y mourut, en 1493. La position

de cette Ville, qui a environ 25 mille habitants, sur le Danube, la rend très commerçante. Elle a été nouvellement fortifiée d'après un nouveau système, inventé par l'Archiduc Maximilien d'Este, par 32 tours, dont 23 sur la rive droite, et 9 sur la rive gauche du Danube. (Kleines geographisches Lexicon (Quedlinbourg 1803. pet. in 8°.) p. 114. Col. 1. — Bischoff und Möller, l. c. p. 97. Col. 2. v. Aredata. — Sickler, l. c. T. I. p. 245. v. Lentia. —

République s'engagea à prendre part à la Guerre que l'Autriche et la Pologne faisaient à la Porte. Cette Guerre se termina, en 1699, par la Paix de Carlowitz.

Traité de Paix entre le Sultan Mustapha (II) 26 Janvier. Khan, Empereur des Turcs, et la Sérénissime République de Venise, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (Guillaume III) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, fait au Congrès de Carlowitz, le 26 Janvier 1699 1). (Original en latin et en turc.) Pour ce qui regarde la Religion, la Délivrance et l'Échange des Esclaves, et en ce qui concerne le Commerce, on observera les Conditions du dernier Traité selon leur Forme et Teneur, et il sera permis à l'Ambassadeur de faire à cet égard de nouvelles Instances au Trône impérial. Ainsi, à l'égard de la Religion, de la Délivrance des Esclaves et du Commerce, les sacrés Édits impériaux seront confirmés par le présent Traité de Paix, et le Trafic s'exercera de la même Manière qu'il se pratiquait avant cette dernière Guerre, et

Lunig, Codex Italiae diplomaticus, T. II. p. 2043. sous la Date du 2 Septembre (en latin.) - Laugier, l. c. T. XII. Liv. XLVI. p. 139. (cité.) — Le Bret, l. c. T. III. Liv. **XXIX.** Chap. II. §. 614. 615. p. 610—612. (Sommaire.) — Daru, l. c. T. VII. Liv. XXXIV. §. II. p. 109. — Martens, l. c. T. II. p. 1216. (cité.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 255. (cité.)]

1) Instrumentum Turcicum Pacis inter Mustapha Han, Turcarum Sultanum, et Serenissimam Rempublicam Venetam initae, non quidem Legato veneto agente et paciscente, sed Legatis Caesareis et Polonis Negotium sibi assumentibus, sub spe praefatae Reipublicae Acceptationis, ad quod certum temporis spatium datur, et praefigitur. Actum in Congressu Carlowitii, die vigesimo quarto Mensis dicti Reciep (Redjeb) Anno Hegirae 1110 °). (Original en turc et en latin.) Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 453. Col. 2. (en italien et en français, traduit sur l'Instrument turc.) Ibidem, p. 458. Col. 1. (en latin, d'après l'Instrument impérial et polonais.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 1131. (Extrait en italien.) — Hörschelmann, l. c. T. II. Col. 63. (Sommaire en allemand.) — Zinkens, Ruhe, Part. III. p. 1161-1170. (Sommaire en allemand.) — Europäische Herold, T. II. p. 484. sqq. (Sommaire en allemand.) — Laugier, l. c. T. XII. Liv. XLVI. p. 223—228. (Sommaire.) — Le Bret, l. c. T. III. Liv. XXIX. Chap. VI. §. 679—683. p. 667—672. (Sommaire.) — Baru, L. c. T. VII. Liv. XXXIV. §. VIII. p. 121. 122. (Substance.) — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 449. (Substance.) von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LX. p. 658-678. (Sommaire.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 279. (Sommaire.) — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1234. (cité.) — La Ratification du Traité par la République eut lieu le 7 Février 1699, et par la Porte, en 1700. (von Hammer, l. c. T. IX. Liste des Traités, p. 296. No. 284.)

encore plus grossièrement, en disant que le Traité a été signé à Vienne et à Varsovie. Le Bret, Daru et Schoell ne sont aucune mention de l'Endroit où la Signature du Traité a eu lieu.

*) Le 24 de Redjeb 1110 ne répond point au 26 Janvier 1699, mais au 27 Décembre 1698. La Date de l'Hégire, correspondante au 26 Janvier 1699, est le 4 de Schiaban 1110.

Bruzen de la Martinière, Grand Dict. de la Géographie, T. III. p. 852. Col. 1. -Adr. Balbi, l. c. p. 230. — Langlois, l. c. T. III. p. 160. Col. 1., — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 206. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 657. Art. Linz. T. VII. p. 216. Art. Maximilianische Thürme.)

les Négociants de la Nation vénitienne jouiront de tous les Priviléges qui leur ont été accordés ci-devant.

Le Bayle de Venise, résidant à Constantinople, obtint non seulement la Ratification du Traité de Carlowitz, en 1700 ¹), mais aussi un Diplôme spécial, portant la Date du 15 Avril 1701, dans lequel on inséra plusieurs Dispositions des Traités antérieurs, et qui contient XXX Articles au lieu des XVI dont se compose le Traité de Carlowitz ²).

Le Traité de Carlowitz fut confirmé derechef par la Porte, en 1706 3).

Le Sénat de Venise, se reposant sur la Foi des Traités, s'abandonnait à la plus grande Sécurité; il ne soupçonnait pas seulement que les Turcs songeaient à rompre le Traité de Carlowitz, et négligea entièrement de mettre les Places de la Morée en état de désense. La Porte profitant de cette Incurie, résolut de recouvrer la Morée; elle déclara la Guerre à la République, le 8 Décembre 1714, et sit arrêter le Bayle résidant à Constantinople, sous prétexte que les Vénitiens avaient contrevenu aux Stipulations de la Paix de 1699, en vexant des Sujets ottomans et en soutenant les Rebelles monténégrins 4). Cette Guerre, qui coûta à la République la Possession de la Morée toute entière 5), se termina par la Paix de Passarowitz, en 1718.

Traité entre le Sultan Achmet (III), Empereur 1718, des Ottomans, et la Sérénissime République de Venise, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (George I) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclu au Congrès de Passarowitz, le 21 Juillet 1718 6). (Original en turc et en latin.)

Conformément aux Immunités anciennement accordées par les Sultans à la Nation des Francs, les Vénitiens pourront exercer les Pratiques de leur Culte et visiter leurs Églises et Couvents partout dans l'Empire, et, s'il devenait

- 1) von Hammer, l. c. T. IX. p. 296. No. 284.
- 2) Ibidem, T. VII. Liv. LXI. p. 24. Mr. de Hammer remarque que la République de Venise paraît avoir tenu fort secret ce Diplôme (qui se trouve dans les Archives de la Cour impériale et royale), puisque nulle part il n'en est fait mention.
- 3) von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXII. p. 120. (cité.) Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 4) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Liv. LXVII. p. 315.
- 5) La Morée resta au Pouvoir de la Porte; en vertu de l'Uti possidetis*), adopté comme Base de la Paix, et il est remarquable qu'il ne soit fait aucune mention de cette Cession dans le Traité mème., (Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LXVII. p. 337.)
- 6) Instrumentum Pacis inter Serenissimam Rempublicam Venetam et Por-

tam ottomannicam, compositae et signatae ad Oppidum Passarovitz in Regno Serviae, die 21 Julii Anno 1718. [Du Mont, l. c. T. VIII. Part. I. p. 524. (en latin.) — Lunig, Codex Italiae diplomaticus, T. II. p. 2065. (en latin.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 1704. (en latin.) — Lamberty, Mémoires, T. X. Append. No. 4. (en latin.) - Laugier, l. c. T. XII. Liv. XLVII. p. 330. (cité.) — Le Bret, l. c. T. III. Liv. XXX. Chap. IV. §. 752. p. 724. (cité.) — Daru, l. c. T. VII. Liv. XXXIV. §. XVIII. p. 145. 146. (Sommaire.) — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 449. (Substance.) — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1234. (cité.) — von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXIV. p. 230-237. (Sommaire.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LXVII. p. 330. (Sommaire.)]

La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte latin rapporté par Du Mont.

derne de l'Europe, T. II. Liv. VIII. §. 333. p. 298. 299. — Wheaton, International Law, T. II. Part. IV. Chap. IV. §. 4. p. 288.)

[&]quot;) Uti possidetis, Terme de Diplomatie qui signifie, l'État de Possession, tel qu'il est au moment de la Paix qui doit terminer une Guerre. (Martens, Précis du Droit des Gens mo-

nécessaire de réparer lesdites Églises ou Couvents, ils pourront faire lesdites Réparations en vertu de l'Équité et du présent Édit impérial; personne ne devra les en empêcher ni leur demander de l'Argent, ni les molester sous un Prétexte quelconque, en Contravention à la Justice et aux sacrées Capitulations; de plus, ils pourront visiter la Ville de Jérusalem, ainsi que les autres Lieux saints, et en retourner sans aucun Empêchement.

Art. XI. Si quelqu'un des Vénitiens dans les États ottomans, faisant des Affaires de Commerce avec un autre Individu, fraudait ce dernier du Payement qui lui serait dû, et qu'il prît la Fuite, si, en vertu d'un Ordre impérial, il venait à être pris, les Marchandises devront être restituées au Propriétaire; et si un Sujet du sublime Empire, faisant des Affaires de Commerce avec un Vénitien, et qu'au lieu de payer il prît également la Fuite, s'il vient à être pris, les Objets qu'on trouvera devront pareillement être restitués.

Si quelqu'un de l'Empire ottoman contractait des Dettes, ou que, d'une autre Manière, il se rendît coupable de quelque Délit, et qu'il prit la Fuite, on ne devra point retenir un autre Individu innocent à sa place; on ne pourra non plus poursuivre en Justice des Vénitiens à sa place. Lorsqu'un tel Fugitif passera sur le Territoire vénitien, et que ses Dettes, contractées par lui, pourront être justifiées, ces Dettes devront être répétées, et le Montant devra en être remis aux Créanciers, et si quelqu'un a encouru une Punition, il devra être puni en proportion de la Gravité du Délit, et on procédera de la même Manière de la part du sublime Empire.

Si un Marchand, venant du Territoire vénitien, arrive sur le Territoire ottoman, il ne pourra être molesté ni arrêté pour raison de Dettes ').

Aucun Marchand vénitien, qui voudra se rendre à Brousse ou dans un autre Lieu, ne pourra le faire sans un Passeport (sin e sa lvo Conductu) de son Bayle; si quelques Individus obstinés (pervivaces) prétendaient se rendre sans Permission dans l'Intérieur de l'Empire, le Soubaschi devra prêter Assistance au Bayle, et on ne leur permettra point de partir.

^{1) &}quot;Si Mercator ex Veneto in Dominatum "ottomannicum pervenerit, ob Aes alienum "non prematur aut retineatur."

Cette Disposition annulle celle de l'Article précédent, qui porte: "pari etiam Talo, a parte "Excelsi Imperii procedendum."

Les Matelots des Navires vénitiens ne pourront être employés par Force au Service ottoman, mais au contraire, partout où ils arriveront pendant leur Voyage, ils pourront s'en retourner sur leurs Navires.

On n'exigera point le Tribut appelé Kharadsch ') de ceux qui, pour leurs Affaires, viennent de Venise, ni de ceux qui y retournent, qu'ils soient mariés ou non-mariés, tant qu'ils n'établissent point leur Domicile dans l'Empire ottoman, et qu'ils conservent l'Intention de retourner dans leur Patrie.

Si quelque Contestation s'élève entre un Vénitien et un Chrétien tributaire (c. à. d. un Raaya), et que, durant la Contestation, des Témoignages du Côté des Vénitiens fussent produits, et que les Adversaires voulussent récuser les Témoignages des Chrétiens vénitiens, sous prétexte que lesdits Témoignages devraient être portés par des Chrétiens demeurant dans le même Endroit (ejus dem Incolatus), il est nécessaire, puisque tous les Chrétiens professent la même Religion, et que, lorsque leurs Contestations avec d'autres Chrétiens sont portées devant la Justice, on les oblige à porter Témoignage, que lesdits Témoignages, sans Distinction d'Endroit, soient admis et acceptés comme valables conformément à l'Équité.

Si un Marchand vénitien, se trouvant en Voyage dans l'Empire ottoman, venait à être attaqué dans quelque Endroit, qu'il fût dépouillé de ses Effets, ou que dans l'Attaque faite sur sa Personne il fût tué, et que tout allât au pis (et omnia pessumirent), et que sur ces Entrefaites les Héritiers ou Curateurs arrivassent, l'Affaire devra être ouïe par la Justice et remise à son Jugement.

Si un Marchand vénitien, arrivé dans l'Empire ottoman pour ses Affaires, et y faisant un Séjour à cause de son Commerce, vient à mourir, les Autorités du Lieu (constituti Praefecti) ne devront point se mêler des Biens qu'il laissera, mais ceux-ci devront être remis au Bayle du Décédé.

Art. XIV. La République pourra, à son libre Arbitre, envoyer un Bayle qui, s'il le veut, pourra résider avec sa Famille à Constantinople, pendant l'Espace de trois Années environ, et s'en retourner avant l'Expiration desdites trois Années; et, si peut-être il ne voulait point venir avec sa Famille,

¹⁾ Le Texte latin porte Corazo au lieu de Kharadsch.

il pourra venir sans elle, et s'en retourner, selon que ses Affaires l'exigeront, avant l'Expiration des trois Années, et un autre pourra lui succéder dans ses Fonctions. Et on rendra auxdits Bayles les Honneurs d'Usage.

S'il venait à s'élever quelque Différend qui ne concernât point la République de Venise, mais seulement le Bayle, il devra être accommodé de la Manière ci-dessous déterminée. (Voyez plus bas.)

Pour ce qui concerne les Affaires qui n'auront point été attribuées et confiées au Bayle par la République, on ne pourra point le contraindre à s'en charger; mais quelle que soit la Nature de cesdites Affaires, le susdit Bayle sera tenu de les exposer en détail au Sénat vénitien, et lorsqu'une Réponse, accompagnée d'une Commission, d'une Autorisation ou de Pleins-Pouvoirs, lui sera parvenue, on ne devra point, sous un autre Prétexte et au Mépris desdites Commissions et Autorisations, ainsi qu'en Contravention aux Capitulations impériales, le molester, mais on devra le laisser en Repos.

Pour tout ce que les Bayles, Consuls, Drogmans et Gens de leur Suite, achéteront de leur propre Argent, ainsi que pour leurs Provisions de Bouche et leurs Vêtements, on ne pourra exiger d'eux aucun Tribut, sous la Dénomination de Badsch 1), Reft 2), Kassabiyé 3) ou Massdariyé 4) 5).

Les Consuls vénitiens, institués dans l'Intérêt des Affaires des Marchands de leur Nation, pourront se rendre dans les Échelles où résident lesdits Marchands, mais ces Consuls devront être de la Nation vénitienne. Et, lorsqu'il plaira à la République de changer ceux desdits Consuls qui résident dans les Échelles de l'Empire ottoman, et d'en établir à leur Place d'autres qui soient propres à ces Fonctions, personne ne devra s'y opposer. Mais si quelqu'un venait à avoir une Contestation avec un des Consuls institués par la Nation vénitienne, pour secourir et assister les Marchands vénitiens, on ne pourra point mettre la Main sur eux, ni apposer les Scellés à leurs Maisons, mais les Contestations, qui naîtraient avec les Consuls et les Drogmans, devront être ouïes par-devant la sublime Porte.

¹⁾ Voyez plus haut p. 121. Col. 2. n. 1. No. 6.

²⁾ Voyez plus haut p. 962. Cel. 2. note 3.

³⁾ Voyez plus haut p. 104. Col. 1. note **.

⁴⁾ Voyez plus haut p. 121. Col. 1. n. 1. No. 1.

⁵⁾ Le Texte latin porte Baz, Reft, Cassabie et Messetaria.

Les Sujets de part et d'autre pourront faire le Commerce par Terre et par Mer, en toute Sûreté et Tranquillité, sans éprouver aucun Empêchement.

Les Sujets vénitiens et ceux d'autres Princes chrétiens, qui se seraient embarqués sur des Navires appartenant à des Vénitiens, pourront venir et retourner en toute Sûreté, sans essuyer aucun Tort ni Préjudice, et sans Crainte de tomber en Captivité; c'est ce qu'on devra notifier et faire connaître aux Milices d'Alger, de Tunis et de Tripoli, afin qu'il ne soit rien commis par eux de contraire aux Capitulations impériales et à la bienfaisante Paix; la même Chose devra être enjointe aux Habitants des Rivages de la Mer près du Château fort de Dulcigno (ad Arcem dulcinensem) 1), afin qu'ils ne commettent point de Pirateries; et, afin que les Bâtiments des Marchands ne soient exposés à aucun Dommage, et qu'ils soient à l'Abri de toute Offense ou Injure, on ôtera aux Dulcignotes leurs Vaisseaux (Triremes), et leur intimera l'Ordre formel de n'en point construire d'autres, et on leur fera connaître que ceux qui à l'avenir se permettraient, en Contravention aux Capitulations impériales et à la bienfaisante Paix, de dépréder les Bâtiments des Marchands, seront tenus de restituer les Biens et Marchandises et tout ce qu'ils auront pillé; que la Perte, essuyée par les Marchands, devra être remboursée aux véritables Propriétaires; que les Esclaves devront être mis en Liberté; et qu'enfin de tels Hommes pervers seront punis avec la plus grande Sévérité, conformément à ce qu'exige la Justice, pour servir d'Exemple, et que de plus les Commandements impériaux et les su-. blimes Édits antérieurement émanés à ce sujet sous le Règne des Sultans précédents, sont pleinement confirmés et renouvelés par S. M. impériale, et doivent être observés dans toute leur Teneur.

Art. XVII. Si des Marchands vénitiens, pour raison d'Achat ou de Vente, d'Argent prêté, de Transaction, de Billet ou Obligation par écrit, ou bien pour toute autre Raison légitime, implorent le Secours de la Justice, et sollicitent l'Assistance du Moubaschir 2) ou Sur-Intendant, il devra être adjugé, de la Somme qui sera payée, au Moubaschir ou au Tschaousch 3),

le

¹⁾ Voyez plus haut p. 1429. Cel. 1. note 1.

³⁾ Voyez plus haut p. 800. Col. 1. note 3.

²⁾ Voyez plus haut p. 131. Col. 1. note 3.

Le Texte latin porte Zaus.

le Droit (Tributum) d'Usage dans les Cours de Justice, c'est à dire deux aspres pour cent, et on ne pourra rien exiger de plus sur le Montant de la Somme qui aura été payée.

Les Marchands, Consuls, Drogmans et autres Sujets de la République, et des Territoires soumis à sa Domination, devront, dans les Affaires auxquelles ils se livrent, sous la Protection de la sublime Porte, soit Achats, Ventes, Prêts d'Argent, Commissions de Marchandises, se présenter devant le Kadi avec la Liste de leurs Créances et avec les autres Demandes légitimes qu'ils auront à faire; ils devront faire enrégistrer leurs Contrats et recevoir le Hodjet 1) ou autre Acte juridique; et s'il s'élève un Différend, on devra comparer le Contrat, le Régistre ou Protocole et le Hodjet, et juger d'après la Conformité qui existera entre ces trois Pièces; et lorsqu'on ne pourra produire aucune de ces trois Pièces, et que l'Équité exigera néanmoins que le Différend soit jugé, les Juges, en vertu de leurs Pouvoirs judiciaires, devront accueillir les Demandes en Justice complètement et équitablement: ils devront peser, avec l'Attention convenable, les Témoignages qui seront allégués, et examiner si lesdits Témoignages ne proviennent point de la part ' d'Hommes menteurs, corrompus, iniques et criminels; aussi de telles Personnes, qui se couvrent d'Infamie en se rendant coupables du Crime de porter un faux Témoignage, ne devront point être entendues, afin d'éviter toute Injustice ou Iniquité, et on ne devra point rendre un Jugement fondé sur de pareils Témoignages iniques, corrompus et subornés, et si nonobstant cela un pareil Jugement aurait été rendu, il sera regardé comme nul et non avenu, afin d'éviter toute Injustice.

Si quelque Marchand ou Patron de Navire vénitien, se trouvant dans le sublime Empire, se faisait Turc, et que les Marchandises ou les Navires en son Pouvoir ne fussent point sa Propriété, mais que la Justice vint à se convaincre qu'ils appartiennent à d'autres Marchands vénitiens ou à des Sujets placés sous la Domination vénitienne, ceux-ci ne devront point être tourmentés ni molestés par personne, mais le Bayle ou les Consuls vénitiens recevront lesdites Marchandises et lesdits Navires des Mains de celui qui aura embrassé la Religion ma-

¹⁾ Voyez plus haut p. 788. Col. 1: note 1.

hométane, asin que rien de ce qui appartient de Droit à d'autres, ne reste au Pouvoir de ce dernier.

Art. XVIII. Si une Contestation vient à s'élever entre deux Vénitiens, l'Affaire devra être portée, conformément aux Usages établis, et sans aucun Empêchement, devant le Bayle; et si quelqu'un avait un Différend avec ledit Bayle dans la Ville de Constantinople, l'Affaire devra être exposée à la sublime Porte, devant le Diwan impérial. Mais si le Sultan se trouvait hors de la Capitale, tout Différend avec le Bayle devra être décidé conjointement par le Commandant en Chef préposé à la Garde de la Ville de Constantinople, et par le Juge civil.

Si quelqu'un a un Différend ou bien une Prétention à former, touchant le Commerce des Marchands vénitiens, il devra se présenter devant le Kadi, mais tant que le Drogman vénitien ne sera point présent, il ne sera point permis au Kadi d'accueillir aucune Demande en Justice; toutesois les Défendeurs vénitiens ne devront point faire naître des Délais ou des Difficultés, sous prétexte que le Drogman est absent, mais ils seront tenus de le faire comparaître; mais si le Drogman est empêché, par quelque Affaire importante, de comparaître, on devra attendre son Arrivée.

Les Bayles ne devront point être molestés ni subir aucune Contrainte pour l'Acquittement des Dettes qui ne seraient point justifiées par des Actes juridiques, mais lorsque les Débiteurs se soustrairont à leur Obligation (par la Fuite), les Créanciers pourront les rechercher, et lorsqu'ils les auront découverts, ils pourront, avec l'Approbation du Juge on du Commandant, faire valoir leurs Droits; et si le Débiteur fugitif s'était sauvé dans des Pays soumis à la République de Venise, le Bayle devra remettre l'Affaire à la République, afin que le Demandeur, après un mûr Examen, obtienne ce qui lui sera dû.

Les sacrés Rites de la Religion pouvant être observés en vertu des Capitulations, il sera libre à l'Ambassadeur vénitien de porter de nouvelles Demandes à ce sujet devant le Trône impérial, et, à l'Exception de tels Articles qui seraient en Contradiction avec le présent Acte, tout ce qui a été déterminé par le Traité de Paix de Carlowitz, sera maintenu.

Art. XXIII.

Les Marchands et autres Sujets de la République de Venise, arrivant dans le sublime Empire,

ne devront point entrer inopinément avec leurs Flottes, Vaisseaux ou autres Bâtiments, dans les Ports de Constantinople, de Galata, d'Alexandrie en Arabie (Arabia Alexandria e (?)) et du Caire, ni dans les Mouillages et Baies de l'Enceinte de Gallipoli, mais ils devront, avant d'entrer, saluer les Commandants des Châteaux, et obtenir leur Permission, à moins que la Tempête ou les Pirates ne les mettent en Danger, et que, pour ne pas se perdre sur la Côte, ils soient obligés de prendre Terre; dans un tel Cas ils pourront entrer, mais, si faire se peut, ils doivent d'abord s'annoncer, et ne point avancer, avec un Appareil de Guerre, en Contravention à ce qui leur est permis. Les Contrevenants seront punis, sans que pour cela il puisse être fait aucun Reproché au Sénat de Venise.....

Art. XXIV. Lorsqu'un Bâtiment vénitien, faisant Voile pour l'Empire ottoman, battu par la Tempête, fera Naufrage, les Hommes qui échapperont seront laissés en Liberté, et les Biens sauvés seront remis aux véritables Propriétaires, et les Commandants et les Gens de leur Suite ne pourront point s'en emparer. De même, si un Bâtiment ottoman, pendant son Voyage de Retour, était battu par la Tempête et venait à faire Naufrage, les Hommes qui échapperont ne seront point molestés par les Vénitiens, et les Biens sauvés seront restitués, sans aucune Dispute ni Difficulté, aux véritables Propriétaires.....

Le Commerce étant le Fruit de la bienfaisante Paix, et produisant la Prospérité des États et Provinces, les Vénitiens pourrout voyager par Terre et par Mer dans le Territoire ottoman, et se rendre, comme par le Passé, en toute Sûreté à Constantinople, à Smyrne, à l'Île de Chypre, à Tripoli de Syrie, à Alexandrie, au Caire, à Alep, et dans toutes les autres Échelles; et après qu'ils auront payé, à l'Instar des autres Nations amies de la Porte, un Droit de trois aspres pour cent de toutes les Marchandises importées et exportées '), on ne devra point les molester en exigeant d'eux d'autres ou de plus forts Impôts Les Marchands vénitiens et autres, ainsi que tous ceux qui apporteront quoi que ce soit dans le sublime Empire, payeront, sans que personne s'y oppose, aux Bayles et Consuls de Venise, sur toutes les Marchandises

¹⁾ Les Droits de Douane avaient été perçus jusque-là sur le pied de cinq pour cent. (Doru, l. c. T. VII. Liv. XXXIV. §. XVIII. p. 145.)

sujètes aux Droits de Douane, embarquées sur dés Bâtiments vénitiens et importées sous le Pavillon de Saint-Marc, le Droit de Cottimo ') appelé Droit de Consulat.

Sur la Sollicitation du Bayle, Simon Contareni, la Porte consentit, le 20 Mai 1733, à déclarer perpétuellement obligatoire le Traité de Passarowitz 2).

§. 21.

PORTE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Les Villes hanséatiques de Hambourg et de Lubeck avaient obtenu, par l'Art. I. de l'Acte signé entre l'Empereur Charles VI et la sublime Porte, le 25 Mai 1747, le Privilège de trafiquer dans les États ottomans, sous la Protection du Pavi lon et des Lettres-patentes de S. M. impériale 3). Près d'un Siècle s'est écoulé depuis cette Stipulation avant que les Villes hanséatiques songeassent à négocier Elles-mêmes un Traité séparé d'Amitié, de Commerce et de Navigation avec la Porte.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Navi1839, gation, entre la sublime Porte (Mahmoud II) et
les Républiques libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg. Fait à Londres, le 18 Mai
1839, avec une Déclaration supplémentaire du 22 Mai
de la même Année ').

..... Les Sujets et Citoyens des Hautes Parties contractantes pourront en toute Sécurité visiter leurs Possessions respectives, faire leur Commerce par Terre et par Mer, louer des Maisons et Magasins, et toujours ils seront respectés comme Individus, et ils jouiront réciproquement, en tout ce qui touche leurs Priviléges personnels et leur Droit de trafiquer et de faire leurs propres Affaires, de tous les Avantages dont jouissent, dans les Territoires des Hautes Parties contractantes, les Sujets et Citoyens des Nations les plus favorisées. En Cas de Guerre même, de l'une des Hautes Parties contractantes avec une autre Puissance, l'Amitié ne cessera pas d'exister entre Elles. Les Républiques hanséatiques, conservant leur Neutralité, recevront toujours avec les mêmes Égards le Pavillon et les Sujets ottomans ou Raayas, qui ne seront jamais inquiétés en rien, et pourront continuer leurs Relations commerciales. Par Réciprocité, le même Accueil sera fait par la sublime Porte aux Citoyens des Républiques hanséatiques, dont le Pavillon et la Propriété seront toujours respectés.

Daru et Martens.

¹⁾ Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. II. Sect. I. Venise. p. 405. Col. 1. note 3.

²⁾ von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXVI. p. 449. — Omis dans Laugier, Le Bret,

³⁾ Voyez plus haut p. 1441.

⁴⁾ Imprimé séparément à Hambourg, 1839. in 40. en français et en allemand.

Les Sujets de la sublime Porte, Négociants ou autres, qui se rendront sur le Territoire des Républiques hanséatiques, y seront regardés à leur Arrivée avec la même Distinction, et y jouiront des mêmes Avantages et des mêmes Priviléges que les Sujets des Nations les plus favorisées. De même, les Citoyens hanséatiques, Négociants ou autres, qui parcourront et visiteront les Mers, les Eaux, les Ports et tous les Pays de la sublime Porte, ou y habiteront, ne pourront y être vexés ou molestés, et payeront les mêmes Droits et autres Impôts que ceux auxquels sont soumis les Négociants et Sujets des Nations les plus favorisées. Les deux Parties accorderont des Passeports aux Voyageurs.

Les Citoyens des Républiques hanséatiques, qui voudraient visiter les Territoires de l'Empire ottoman, pourront le faire avec Sécurité, et, à cet Effet, ils obtiendront un "Laissez-passer" (Commandement impérial) 1), au moyen duquel ils ne rencontreront aucun Obstacle, et trouveront Protection et Assistance.

Dans tous les États de la sublime Porte, les Négociants hanséatiques ne seront jamais, pour aucun Motif, troublés en rien dans leurs Affaires, et l'on suivra, en général, à leur Égard les Coutumes établies à l'égard des Commerçants des Nations les plus favorisées. Ils pourront, pour leurs Affaires de Commerce, se servir de Courtiers de quelque Nation ou Religion que ce soit.

La sublime Porte pourra placer des Consuls et ViceConsuls (Schahbender) dans toutes les Villes et
Ports des Républiques hanséatiques; ils trouveront partout Aide
et Protection, et jouiront de toute la Distinction qui est due à
leur Caractère, et qui est accordée aux Personnes du même Rang
des Nations les plus favorisées, résidant dans les Républiques
hanséatiques. Les Républiques hanséatiques aussi pourront établir des Consuls ou Vice-Consuls, pris parmi leurs Citoyens,
ou parmi les Étrangers 2), qu'ils exercent ou non les Fonctions
consulaires au Service d'une autre Puissance, dans toutes les
Places, Ports ou Villes de Commerce des États de la sublime
Porte, là où Elles reconnaîtront que leurs Intérêts nécessitent

¹⁾ Voyez plus haut p. 1460. Col. 1. note 1. la 2) Nous avons ajouté le mot parmi, pour Remarque au sujet de l'expression Laissez-passer. rendre la Phrase plus intelligible.

leur Présence. La sublime Porte leur délivrera des Fermans ou Bérat, et il leur sera accordé la Protection, l'Assistance et la Distinction convenables.

Art. VII. Il ne sera point permis de réduire en Esclavage un Citoyen hanséatique, Négociant ou autre. De même, aucun Mahométan ou autre Sujet de la sublime Porte, ne sera fait Esclave dans les Républiques hanséatiques. A l'égard des Biens des Citoyens hanséatiques décédés dans les États de la sublime Porte, comme des Biens des Sujets ottomans décédés dans les Territoires des Républiques hanséatiques, les Usages, établis à l'égard de la Nation la plus favorisée, serviront de Règle.

Dans les Cas de Contestation ou de Procès entre des Sujets de la sublime Porte et des Citoyens hanséatiques, les Parties ne seront entendues, ni la Cause jugée qu'en présence du Drogman hanséatique. Toutes les Fois qu'il s'agira d'une Cause dont l'Objet dépassera en Valeur cinq cents piastres, elle sera soumise au Jugement de la sublime Porte, pour qu'Elle décide suivant les Lois de la Justice et de l'Équité. — Les Citoyens hanséatiques vaquant honnêtement et paisiblement à leurs Occupations ou à leur Commerce, ne pourront jamais être arrêtés ni molestés par les Autorités locales, mais en Cas de Crime ou de Délit, l'Affaire sera remise à leur Ministre, Chargé d'Affaires, Consul ou Vice-Consul, le plus voisin du Lieu où le Délit a été commis, et les Accusés seront jugés par lui selon l'Usage établi à l'égard des Francs.

toute Sûreté, sous leur propre Pavillon; mais dans aucun Cas ils ne pourront accorder leur Pavillon, soit aux Navires des Sujets ottomans, soit à ceux des autres Nations. — Les Envoyés, Chargés d'Affaires, Consuls ou Vice-Consuls des Sénats des Républiques hanséatiques ne pourront jamais soustraire, publiquement ou secrètement, des Raayas à l'Autorité de la sublime Porte, ni les protéger par des Patentes. — Ils veilleront à ce qu'on ne s'écarte jamais en rien des Principes posés dans ce Troité et approuvés par les deux Parties contractantes. Et, en Considération de l'Étendue limitée des Territoires des Républiques de Lubeck, Brême et Hambourg, et de l'intime Liaison de Commerce et de Navigation subsistante entre ces Républiques, il est ici stipulé et convenu que tout Na-

vire appartenant exclusivement à un ou plusieurs Citoyens de l'une ou des autres desdites Républiques, pourvu que les trois Quarts de l'Équipage se composent de Citoyens ou Sujets de l'une ou plusieurs desdites Républiques, ou d'un ou de plusieurs des États de la Confédération germanique, ledit Navire sera considéré, pour tous les Objets de cette Convention, comme Navire appartenant à Lubeck, Brême ou Hambourg. Les Passeports '), régulièrement expédiés, formeront, entre les Hautes Parties contractantes, la Preuve de la Nationalité des Bâtiments ottomans et hanséatiques.

que les Sujets') et Citoyens des Républiques hanséatiques doivent adopter, le Cas arrivant qu'un Citoyen ou Navire hanséatique fût pillé en Mer par un Sujet de la sublime Porte, qu'il appartienne aux Provinces en Afrique ou à toute autre Contrée, faisant partie de la Domination de S. M. ottomane, le Citoyen hanséatique ou le Capitaine du Navire hanséatique ainsi pillé, lors de son Arrivée, dans quelque Port que ce soit, sera une Déclaration assermentée, dans les Formes usitées, à l'Autorité du Port pour constater les Circonstances de la Violence faite. Cette Déclaration sera appuyée par des Documents contenant les Réclamations d'Indemnité. Il s'adressera ensuite au Consul des Républiques hanséatiques, ou bien de l'une ou de l'autre de ces Républiques y résidant, et lorsqu'il n'y en aurait pas, au Consul d'une autre Nation, pour transmettre le Tout à Constantinople. Là, les Documents, constatant le Montant de la Réclamation, seront examinés, par qui il appartiendra, selon les Règles de la Justice de la sublime Porte *) et selon les Preuves servant à l'Appui. L'Autorité compétente décidera le Payement de l'Indemnité à effectuer par l'Offenseur ou Pirate dans le Terme de trois Mois, à dater du Jour du Jugement prononcé.

Art. XI. Dans le Cas où un Sujet de la sublime Porte, que cet Individu ou son Navire appartienne aux Provinces d'A-

¹⁾ C'est à dire, les Lettres de Mer (Seepasse).

²⁾ Cet Article accorde aux Hanséatiques le Passage à la Mer Noire, et stipule que la Porte fera protéger leurs Vaisseaux marchands contre toute Molestation eu Attaque des Régences d'Afrique, en les munissant des Fermans nécessaires à cet effet.

³⁾ La Version allemande porte Bewohner, il aurait donc fallu en français Habitants au lieu de Sujets.

⁴⁾ C'est à dire, selon les Principes de Droit suivis ou observés dans les Tribunaux ottomans; la Version allemande porte: nach den bei der Hohen Pforte geltenden Rechtsgrundsützen.

frique ou à toute autre Contrée, faisant partie de la Domination de S. M. ottomane, aurait éprouvé en Mer des Pertes ou des Dommages, par le Fait d'un Citoyen ou Capitaine hanséatique, l'Offensé devra constater sa Réclamation d'Indemnité par-devant l'Autorité compétente de celle des trois Républiques de Lubeck, Brême et Hambourg, à laquelle appartient l'Offenseur, et cette Autorité prononcera en conséquence l'Indemnité à payer au Sujet ottoman, dans l'Espace de trois Mois, à dater du Jour de l'Émission du Jugement. Cette Stipulation offrant une Garantie d'Indemnité à toute Réclamation fondée en Droit, il est expressément reconnu qu'il n'existe sous ce Rapport aucune Solidarité, ni entre les trois Républiques hanséatiques, ni entre leurs Citoyens, ni entre les Citoyens de l'une d'Elles, et de même, aucun Sujet ottoman ne sera responsable que pour ') les Dettes qu'il a lui-même contractées.

Dans aucune Circonstance ou ne pourra forcer les Propriétaires ou Capitaines des Vaisseaux marchands
des Parties contractantes, à employer leurs Vaisseaux au
Transport des Troupes, Munitions ou autres Objets de guerre?).
Ils auront la Liberté de refuser les Arrangements qu'on leur
proposerait, et qui se trouveraient ne pas leur convenir?).

Si un Vaisseau d'une des deux Parties contractantes vient à se réfugier dans les Ports ou dans la Jurisdiction de l'autre, pour se mettre à l'Abri de la Tempête, des Pirates, des Consaires ou de quelque autre Accident, il sera reçu, protégé et traité avec Courtoisie '), et si un Vaisseau, d'une des deux Parties contractantes, venait à faire Naufrage sur les Côtes de l'autre, les Hommes de l'Équipage, qu'on aura pu sauver, recevront les Secours que réclame leur Position, et on déposera ou remettra entre les Mains ') du Consul hanséatique de l'Endroit le plus prochain, les Marchandises et les Objets qu'on aura pu sauver, pour être remis à leur Propriétaire; et quant aux Biens des Sujets ottomans, en pareil Cas, les Usages

¹⁾ Responsable régit la Préposition de et la Préposition à ou envers. (Dict. de l'Académie. — Girault - Duvivier, Grammaire des Grammaires (Paris 1830. T. I. II. in 8°. 7 e édition.) T. I. p. 326.)

²⁾ c. à. d. Provisions de guerre (Kriegsbedürfnisse). Objets de guerre signifie, ce qui donne lieu à la guerre.

³⁾ c. à. d. les Propositions qu'on leur ferait à cet égard; la Version allemande porte: alle desfalls an sie gerichteten Vorschlüge.

⁴⁾ La Version allemande porte: "so soll "ihnen Aufnahme, Schutz und freundliche "Behandlung widerfahren."

⁵⁾ L'Imprimé précité porte par erreur "on déposera ou remettra au Consul."

établis dans les Républiques hanséatiques à l'égard des Nations les plus favorisées, serviront de Règle.

Quoique la présente Convention soit considérée comme commune aux trois Républiques libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, il est convenu néanmoins qu'il n'existe point de Solidarité entre leurs Gouvernements souverains '), et que les Stipulations de la présente Convention resteront en pleine Force par rapport au Reste de ces Républiques, malgré leur Cessation par rapport à l'une ou à deux d'Elles 2).

Déclaration supplémentaire, pour écarter tout 1839, Sujet de Doute ou de fausse Interprétation du Traité ci-dessus, donnée par le Plénipotentiaire ottoman's), sur la Demande du Plénipotentiaire desdites Républiques *), en date de Londres, le 22 Mai 1839.

- 2. En stipulant (Art. XI.) que les Sujets ottomans et les Sujets hanséatiques ne sont responsables que pour les Dettes contractées par eux-mêmes, cela ne veut pas dire qu'ils ne seront pas responsables quand ils se seront rendus Garants ou Cautions d'une autre Personne quelconque.
- 3. Le Terme Citoyens (Bürger), employé passim 5) en parlant des Personnes dépendant des Républiques hanséatiques, a été exprimé dans le Texte turc par un Mot qui veut dire Sujets (Unterthanen), et qui comprend, sans Distinction de Foi religieuse et de Droits civils ou politiques, tous les Individus Sujets 6) des Républiques hanséatiques.
- 4. Par le mot piastre, on entend exclusivement la piastre turque de quarante paras.
- 1) La Version allemande porte: "zwischen ", den selbstständigen Régierungen derselben," c'est à dire, ", entre les Gouvernements indé", pendants respectifs."
- 2) Ce Passage, remarquablement mal rédigé, signifie, que si les Stipulations de la présente Convention viennent à cesser par rapport à l'une desdites trois Républiques, ou à deux d'Elles, elles resteront néanmoins en pleine Force par rapport aux autres. La Version allemande porte: dass die Bestimmungen der gegenwärtigen Convention, falls sie in Betreff der einen oder zweier der genannten Republiken wegfallen würden, nichts desto weniger für die übrigen in voller Kraft bleiben sollen.
 - 3) Moustapha Rechid Pacha, un des Grands-

- Vézirs et Dignitaires de l'Empire, Ministre des Affaires étrangères de la sublime Porte, Ambassadeur extraordinaire près la Cour de Londres.
- 4) Jacques Colquhoun, Docteur en Droit, Citoyen honoraire desdites Républiques et leur Agent diplomatique près l'illustre Gouvernement de S. M. la Reine (Victoire) du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.
- 5) Passim, mot latin qui signifie, sans choix, indistinctement, ça et là.
- 6) Le Traducteur aurait du dire soumis ou subordonnés, puisqu'il s'agissait précisément de remplacer le mot Sujet (Unterthan) par une autre qualification. La Version allemande porte 30 alle den hanseatischen Republiken unterge-30 benen Individuen."

SECTION XIII.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

§. 1.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ALGER.

Traité de Paix et d'Amitié entre les États1795,
5 Septembre. Unis de l'Amérique du Nord, et Hassan
Pacha, Dey d'Alger, son Diwan et ses Sujets,
conclu à Alger, le 5 Septembre 1795, qui répond au 21 de
la Lunc de Safer, l'An 1210 de l'Hégire 1) 2). (Original en
arabe et en anglais.)

Tous les Bâtiments de guerre, appartenant à cette Régence, qui rencontreront des Bâtiments marchands appartenant à des Citoyens des États-Unis, auront la Faculté de les visiter, mais ils ne pourront y employer que deux Personnes, en outre de celles qui se trouvent comme Rameurs dans la Chaloupe 3), et il n'y aura, à moins d'une Permission expresse de la part du Capitaine dudit Bâtiment, que ces deux Personnes seulement, qui pourront monter à bord, et, après qu'elles auront examiné le Passeport, elles permettront immédiatement audit Bâtiment de continuer son Voyage sans le molester.

Tous les Bâtiments de guerre appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, qui rencontreront un Croiseur algérien, après avoir vu son Passeport et le Certificat du Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord, résidant près de cette Régence, lui permettront de continuer sa Croisière sans le molester. On n'accordera des Passeports à aucun Bâtiment, qui ne soit absolument la Propriété d'un Citoyen des États-Unis, et il sera alloué un Terme de dixhuit Mois, pour munir les Bâtiments des États-Unis des Passeports nécessaires.

Art. VI. Si quelque Bâtiment appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, vient à échouer sur la Côte de

¹⁾ Imprimé séparément à Philadelphie, en 1796. in 12°. — Collection of State-Papers, T. III. Part. II. p. 33. — Jon. Elliot, l. c. p. 421. — Martens, Recueil, T. VI. p. 553. — La Traduction française, que nous donnens, a été faite sur le Texte anglais rapporté par Elliot.

²⁾ En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 5 Septembre 1795, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sora le 2 Rebiul' Ewel et non le 21 Safer 1210.

o 3) Les mots so dans la Chaloupe" nécessaires pour l'intelligence de la phrase, ne se trouvent point dans le Texte anglais.

cette Régence, il recevra toute Assistance possible de la part des Sujets de cette Régence; il sera permis de réembarquer tous les Biens sauvés du Nausrage, sans payer aucun Droit de Douane.

Tous les Bâtiments de guerre, appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, recevront gratis '), en jetant l'Ancre dans les Ports de cette Régence, les Présents d'Usage en Provisions et Rafraîchissements.

Si quelque Esclave de cette Régence venait à se sauver à bord d'un desdits Bâtiments, il devra être immédiatement rendu; on ne pourra point s'excuser en prétextant que ledit Esclave s'est caché parmi les Gens de l'Équipage, ni faire valoir aucune autre Méprise.

Aucun Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord ne pourra être forçé de racheter des Esclaves contre son Gré, quand même ce serait son propre Frère; ni non plus aucun Propriétaire d'un Esclave ne pourra être forcé de le vendre contre son Gré; mais toutes les Transactions pareilles devront être faites du Consentement mutuel des Parties.....

Nord vient à mourir dans le Territoire de cette Régence, le Dey et ses Sujets ne pourront point s'ingérer dans ce qui concerne la Propriété du Défunt; mais elle devra être sous la Surveillance immédiate du Consul, à moins qu'il n'en ait été autrement disposé par Testament. S'il n'y a point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains d'une Personne digne de Confiance, jusqu'au Moment où s'annoncera la Partie qui aura le Droit de les réclamer, et alors il en sera rendu Compte. Ni le Dey ni le Diwan n'empêcheront l'Exécution de quelque Testament qui pourrait être trouvé.

Aucun Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord ne sera forcé d'acheter des Marchandises contre son Gré, mais au contraire, il leur sera permis d'acheter tout ce qui leur plaira.

Le Consul des États-Unis d'Amérique, ni aucun autre Ci-

Dans l'ancienne Université de Paris, l'Éta-

blissement du gratis, l'Établissement de l'instruction gratuite.

Dire une chose gratis, avancer une proposition ou un fait, sans en apporter la preuve. Cette phrase a vieilli. (Dict. de l'Académie.)

¹⁾ Gratis (on prenonce l's). Met emprunté de latin. Gratuitement, par pure grâce, sans qu'il en coûte rien. Il est quelquefois substantif. Il a obtenu le gratis de ses bulles.

toyen, ne seront responsables des Dettes contractées par un autre Individu quelconque de leur Nation, à moins de s'y être engagé antérieurement par une Obligation écrite.

Si le Dey désire de frêter un Bâtiment américain qui se trouve, soit dans un des Ports de la Régence, soit en Turquie, ledit Bâtiment n'étant point engagé par d'autres, le Dey s'attend qu'en raison de l'Amitié qui subsiste entre les deux Nations, on lui accordera la Préférence, en payant le même Frêt qui pourrait être offert par quelqu'un d'une autre Nation.

Toutes les Contestations ou Procès, qui pourront survenir entre les Sujets de la Régence et les Citoyens des États-Unis de l'Amérique du Nord, seront décidés par le Dey en personne, et non par d'autres.

Les Contestations qui surviendront entre les Sujets des États-Unis, seront décidées par le Consul, puisque dans de tels Cas les dits Sujets ne sont point soumis aux Lois de cette Régence.

S'il arrivait qu'un Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord, vint à frapper, blesser ou tuer un Sujet de cette Régence, il sera puni de la même Manière que le serait un Turc, et non avec plus de Sévérité. Si un Citoyen des États-Unis de l'Amérique, se trouvant dans le Cas susmentionné, venait à s'échapper de la Prison, le Consul ne pourra point en être rendu responsable.

Le Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord jouira de la plus grande Sûreté personnelle pour lui et tous les Gens de sa Maison; il aura la Liberté d'exercer sa Religion dans sa propre Maison; on n'empêchera point les Esclaves, qui sont de la même Religion, de se rendre à la Maison du Consul aux Heures du Service divin.

Le Consul aura la Liberté de voyager, chaque sois qu'il lui plaira, dans l'Étendue du Territoire de la Régence, et il jouira de la plus grande Sûreté personnelle; il aura aussi la Faculté de se rendre à bord de tout Bâtiment mouillé dans Notre Rade, chaque sois qu'il le jugera à propos.

Le Consul aura la Permission de nommer son propre Drogman et son Courtier.

Si la Guerre venait à éclater entre les deux Nations, le Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord, et tous les Citoyens desdits États, auront la Permission de s'embarquer sans aucun Empêchement avec leur Propriété à bord de tels Bâtiments qu'ils jugeront convenables.

Lorsqu'un Bâtiment de guerre, appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, aura jeté l'Ancre dans Nos Ports, le Consul devra informer le Dey de l'Arrivée dudit Bâtiment, qui sera salué par 21 Coups de Canon, et qui répondra à ce Salut par le même Nombre ou Quantité de Coups. Et le Dey enverra gratis, ainsi que cela est d'Usage, des Provisions fraîches à bord.

On n'exigera du Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord le Payement d'aucun Droit, pour les Objets quelconques qu'il apporte d'un Pays étranger, à l'Usage de sa Maison et de sa Famille.

Art. XXII. Si quelque Désaccord entre les Sujets des États-Unis et les Sujets de cette Régence, ou bien quelque Infraction à un Article quelconque du présent Traité, venait à avoir lieu, on ne déclarera point immédiatement la Guerre, mais on examinera régulièrement tout ce qui se sera passé, et Réparation sera faite à la Partie lésée.....

Nous, le Dey et Diwan, promettons d'observer saintement et inviolablement, les Articles contenus dans le présent Traité, à condition que les États-Unis payeront annuellement la Valeur de douze mille sequins d'Alger ') en Munitions navales. Dans le Cas que les États-Unis enverraient une Quantité excédant cette Valeur, le Surplus sera payé en Argent par le Dey et la Régence.....

La Paix, établie sur la Base du Traité qui précède, fut interrompue en 1812, une Contestation s'étant élevée entre le Dey et le Consul-général des États-Unis, au sujet de la Somme due par ces derniers à la Régence. Le Consul, en arrêtant les Comptes, fixait cette Somme à 15,826 dollars, la Régence au contraire en réclamait 27,000; elle refusa d'accepter les Munitions appertées par le Bâtiment américain nommé Allegany, et menaça le Consul de réduire en Esclavage tous les Américains résidant à Alger, de confisquer le Bâtiment et de déclarer la Guerre aux États-Unis, si la Somme demandée n'était pas acquittée dans l'Espace de cinq Jours. Après avoir fait de grands Sacrifices pour se procurer cette Somme dans le Terme fixé, le Consul-général et tous les Américains qui se trouvaient à Alger, s'embarquèrent sur l'Allegany et quittèrent le Pays 2). Les Rapports de bonne Intelligence ne furent rétablis qu'en 1815. Après que le Commodore Decatur eut battu l'Escadre algérienne, et menacé la Ville d'Alger d'un Bombardement, le Dey consentit à renouveler le Traité de Paix; il renonça formellement à toute

United States to Algiers, stating the circumstances preceding and attending his departure from that Regency, communicated November 17, 1812. — Comparez plus haut p. 173. Col. 2. continuation de la note 3. de la p. 171. Col. 1.

¹⁾ Les 12,000 sequins d'Alger, répondent à 21,600 dollars d'Amérique.

²⁾ Jon. Elliot, 1. c. p. 426. note. — Voyez Message of the President of the United States to Congress, transmitting copies of a letter from Tobias Lear, Consul-general of the

espèce de Tribut I), relacha tous les Américains captifs, restitua les Propriétés retenues, et paya une Indemnité de 10,000 dollars entre les Mains du Consul-général des États-Unis (Art. III. et IV. du Traité du 30 Juin 1815.).

Traité de Paix et d'Amitié entre les États1815,
30 Juin. Unis de l'Amérique du Nord, et Son Altesse
Omer Pacha, Dey d'Alger, conclu à Alger, le
30 Juin 1815 2). (Original en arabe et en anglais.)

A dater de la Conclusion du présent Traité, il y aura Paix et Amitié constante, inviolable et universelle, entre le Président et les Citoyens des États-Unis d'Amérique d'une part, et le Dey et les Sujets de la Régence d'Alger en Barbarie de l'autre part, ainsi qu'il a été convenu par le libre Consentement des deux Parties, et aux Conditions ') des Nations les plus favorisées: et si l'une ou l'autre des deux Parties accordait à l'avenir à une autre Nation quelconque quelque Faveur particulière ou Privilége pour la Navigation ou le Commerce, la telle Faveur ou le tel Privilége deviendra immédiatement commun à l'autre Partie, et cela gratuitement, si la Concession est conditionnelle, les Parties contractantes auront le Choix d'accepter, de modifier ou de rejeter les telles Conditions, suivant que cela sera le plus conforme à leurs Intérêts respectifs.

Il est clairement entendu (distinctly understood) entre les deux Parties contractantes, que le Dey et la Régence d'Alger n'exigeront en aucun Tems et sous aucun Prétexte, de la part des États-Unis d'Amérique, un Tribut, ni à titre de Présent biennal, ni sous aucun autre Nom ou Forme').

L'Art. VII. reproduit la Stipulation énoncée dans l'Art. IV. du Traité de 1795 (Voyez plus haut p. 1498.), et contient de plus la Disposition suivante:

.... et si quelque Sujet d'Alger insultait ou molestait le Commandant ou quelque autre Personne à bord du Navire ainsi visité, ou s'il dérobait quelque Chose de la Propriété (plunder any of the property) contenue dans ledit Navire, sur la

1) Saalfeld, Allgemeine Geschichte der neuesten Zeit, T. IV. Part. II. p. 315.

La Traduction française, que nous donnons,

a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

²⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 427. (en anglais.) — Une Traduction française, très incorrecte, tirée du Journal de Francfort, 1816. No. 136. 137. se trouve dans Martens, Recueil, Supplém. T. VI. p. 596. Cette Traduction porte la fausse date du 3 Juillet, 30 de la Lune (?).

³⁾ Le Texte anglais porte "and on the terms "of the most favoured Nations," ce qui, dans la Traduction donnée par Martens, est rendu par "dans les termes des Nations les plus "favorisées."

⁴⁾ Cet Article ne se trouve point dans la Traduction donnée par Martens.

Plainte faite par le Consul des États-Unis résidant à Alger, et sur la Production par ledit Consul de Preuves suffisantes pour établir le Fait, le Commandant ou Reïs ') dudit Bâtiment ou Vaisseau de guerre algérien, ainsi que les Contrevenants (as well as the offenders), seront punis de la Manière la plus exemplaire.

Art. X. Si un Bâtiment de l'une des Parties contractantes venait à échouer sur le Territoire de l'autre, toute l'Assistance nécessaire sera donnée à son Équipage, on ne permettra point de Pillage, et la Propriété restera à la Disposition des Propriétaires; et si ladite Propriété devait être rembarquée à bord de quelque Bâtiment, pour être exportée, on ne pourra en exiger ni Douane ni autres Droits d'aucune Espèce, et l'Équipage sera protégé et secouru, jusqu'à ce qu'il soit renvoyé dans son propre Pays. (Comparez plus haut p. 1498. l'Art. VI. du Traité de 1795.)

Art. XII. Il est déclaré que le Commerce entre les États-Unis d'Amérique et la Régence d'Alger, la Protection à accorder aux Marchands, Patrons de Navires et Matelots, le Droit d'établir des Consuls, et les Priviléges, Immunités et Droits de Jurisdiction, dont devront jouir lesdits Consuls, seront réciproquement établis, sous tous les Rapports, sur le Pied des Nations les plus favorisées.

Le Consul des États-Unis d'Amérique ne sera point responsable des Dettes contractées par des Citoyens de sa propre Nation, à moins de s'y être antérieurement obligé par une Obligation écrite. (Comparez plus haut p. 1499. le second Alinéa de l'Art. XIV. du Traité de 1795.)

Lorsqu'un ou plusieurs Bâtiments de guerre, appartenant aux États-Unis, jetteront l'Ancre devant la Ville d'Alger, le Consul devra informer le Dey de leur Arrivée, après quoi les dits Bâtiments recevront le Salut établi en pareille Occasion par les Traités ou par l'Usage envers les Vaisseaux de guerre des Nations les plus favorisées, lequel sera rendu Coup par Coup; et si, après l'Arrivée desdits Bâtiments, ainsi annoncée, des Chrétiens, de quelque Condition que ce soit, Captifs à Alger, s'évadaient et se refugiaient à bord d'un desdits Bâti-

¹⁾ Reis, Tête, Chef, Patron, Capitaine de Navire marchand. (Kieffer et Bianchi, Dict. turc-français, T. I. p. 611. Col. 2.)

ments, on ne pourra point prétendre qu'ils soient rendus, et ni le Consul des États-Unis, ni les Commandants desdits Bâtiments, ne pourront être requis de payer la moindre Chose pour les dits Chrétiens. (Comparez plus haut p. 1499. l'Art. XI. du Traité de 1795.)

Comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'a en lui-même aucun Caractère d'Inimitié contre les Lois, la Religion et la Tranquillité d'aucune Nation, et comme lesdits États ne sont jamais entrés volontairement en Guerre, et n'ont commis aucun Acte d'Hostilité, excepté pour la Défense de leurs justes Droits en pleine Mer (on the high seas), il est déclaré par les deux Parties contractantes, qu'aucun Prétexte, fondé sur les Opinions religieuses, ne produira jamais une Interruption de la bonne Harmonie existante entre les deux Nations; et les Consuls et Agents des deux Nations auront la Liberté de célébrer les Rites de leurs Religions respectives dans leurs propres Maisons. (Comparez plus haut p. 1500. l'Art. XVII. du Traité de 1795.) 1).

Les Consuls auront réciproquement Liberté et Sûreté personnelle pour voyager dans les Territoires respectifs, tant par Terre que par Mer, et on ne les empêchera point de se rendre à bord de tel Bâtiment qu'il leur paraîtra convenable de visiter; ils auront également la Liberté de nommer leur propre Drogman et leur Courtier. (Comparez plus haut p. 1500. le second et troisième Alinéa de l'Art. XVII. du Traité de 1795.)

Dans le Cas de quelque Dispute provenant d'une Violation de quelque Article du présent Traité, on n'aura
point Recours aux Armes, et ne déclarera point la Guerre,
sous quelque Prétexte que ce puisse être; mais, si le Consul résidant dans l'Endroit où la Dispute s'élévera, ne réussit point
à la terminer, le Gouvernement de ce Pays exposera ses Griefs
dans une Représentation écrite et la transmettra au Gouvernement de l'autre Pays, et il sera accordé un Terme de trois
Mois 2) pour le Retour des Réponses, pendant lequel Terme
aucun

¹⁾ La Traduction française, donnée par Martens, contient de plus la Disposition suivante, qui ne se trouve point dans le Texte anglais, rapporté par Elliot, savoir:

[&]quot;On ne pourra empêcher les Esclaves de la

[&]quot;même Religion d'aller dans la Maison du "; Consul des États-Unis résidant à Alger, à "l'heure de la Prière."

²⁾ La Traduction précitée porte "365 Jours" au lieu de "trois Mois."

aucun Acte d'Hostilité ne sera permis par l'une ni par l'autre des deux Parties; et dans le Cas où les Griefs ne seraient point redressés, et qu'il en résultât une Guerre, les Consuls, Citoyens et Sujets des deux Parties auront réciproquement la Permission de s'embarquer avec leurs Effets, sans être molestés, à bord de tel Bâtiment ou Bâtiments qu'ils jugeront à propos, un Terme raisonnable étant accordé à cet Effet. (Comparez plus haut p. 1501. l'Art. XXII. du Traité de 1795.)

Art. XIX.

Si quelques Citoyens des États-Unis, ou quelques autres Personnes sous leur Protection, avaient quelque Dispute entre eux, le Consul décidera entre les deux Parties; et toutes les Fois que le Consul requerra l'Aide ou l'Assistance du Gouvernement d'Alger pour exécuter sa Décision, il l'obtiendra immédiatement; et si quelque Dispute s'élevait entre quelques Citoyens des États-Unis et des Citoyens ou Sujets d'une autre Nation quelconque, ayant un Consul ou Agent à Alger, de telles Disputes seront terminées par les Consuls ou Agents des Nations respectives; et les Disputes ou Procès qui pourraient avoir lieu entre des Citoyens des États-Unis et des Sujets de la Régence d'Alger, seront décidées par le Dey en personne, et non par d'autres. (Comparez plus haut p. 1500. l'Art. XV. du Traité de 1795.)

Art. XX. Si un Citoyen des États-Unis frappait, blessait ou tuait un Sujet d'Alger, ou bien si un Sujet d'Alger frappait, blessait ou tuait un Citoyen des États-Unis, on procédera conformément à la Loi du Pays, et Justice impartiale (equal justice) sera rendue, le Consul assistant au Jugement; mais la Punition, prononcée par Sentence contre un Citoyen américain, ne sera ni plus forte ni plus sévère, que serait celle contre un Turc, qui se trouverait dans le même Cas; et, si quelque Délinquant prenaît la Fuite, le Consul ne sera en aucune Manière responsable du Fugitif. (Comparez plus haut p. 1500. l'Art. XVI. du Traité de 1795.)

Art. XXI. On n'exigera du Consul des États-Unis d'Amérique aucune Douane ni autre Droit, pour aucune Espèce d'Objets qu'il importera d'un Pays étranger, à l'Usage de sa Maison et de sa Famille. (Comparez plus haut p. 1501. l'Art. XXI. du Traité de 1795.)

Si quelque Citoyen des États-Unis d'Amérique venait à mourir dans l'Étendue du Territoire de la Régence, le Dey et ses Sujets ne pourront point s'ingérer dans ce qui concerne la Propriété du Défunt, mais ladite Propriété sera sous la Surveillance immédiate du Consul, à moins que par Testament il n'en ait été disposé autrement. S'il n'y avait point de Consul (sur les Lieux), les Effets seront déposés entre les Mains d'une Personne digne de Confiance, jusqu'à ce que la Partie, qui aura le Droit de les réclamer, s'annoncera, et alors il sera rendu Compte de la Propriété. Ni le Dey, ni ses Sujets, n'empêcheront l'Éxécution de quelque Testament qui pourrait être trouvé. (Comp. plus haut p. 1499. l'Art. XIII. du Traité de 1795.)

Après une courte Interruption de la Paix entre les deux Parties, le Traité du 30 Juin 1815 fut renouvelé mot à mot, le 22 Décembre 1816 1), à l'Exception toutefois de l'Art. XVIII. concernant la Vente, dans les Ports de la Régence d'Alger, des Prises faites par les Américains sur quelque autre Puissance, les États-Unis ayant spontanément renoncé à cette Stipulation en leur Faveur.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Alger, un Consul²).

§. 2.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET AUTRICHE. (Voyez plus haut Sect. XI. §. 12. p. 1398.)

§. 3.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BELGIQUE.

Le Traité de Commerce et de Navigation, négocié entre les États-Unis d'Amérique et la Belgique, n'ayant pas encore été ratifié, les Belations commerciales entre les deux Pays sont provisoirement maintenues sur la Base du Traité existant entre les États-Unis et le Royaume des Pays-Bas. (Voyez plus haut Sect. VI. §. 13. p. 908.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Anvers et à Ostende, des Consuls,
- à Gand, un Agent consulaire ').
- 1) Traité de Paix et d'Amitie concluentre les États-Unis d'Amérique et le Dey et la Régence d'Alger; fait au Palais du Gouvernement à Alger, le 22 Décembre 1816, qui répond au 3 de la Lune de Safer 1232 de l'Hégire. (Original en arabe et en anglais.) [Acts passed at the first Session of the seventeenth Congress of the United-States, p. 117. Jon. Elliot, l. c. p. 432. Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. IX. Part. II. p. 6. (en anglais.)]
- 2) List of Ministers, Consuls and other diplomatic and commercial Agents of the United-States in foreign Countries, and of the Places of their Residence. Department of State, April 1. 1839. p. 10. — Almanach de Gotha, 1840. p. 38.
- 3) List of Ministers, Consuls, etc. p. 6.—
 Almanach royal de Belgique, 1841. Part. I.
 Chap. IV. Sect. I. §. II. p. 53.— Almanach
 de Gotha, 1840. p. 12. 13.

La Belgique entretient:

- à Baltimore, Boston, Charleston, Mobile, New-York, Nouvelle-Orléans, Philadelphie, Portland, Richmond et à Savannah, des Consuls,
- à Apalachicola, Eastport, Key-West et à Norfolk, des Vice-Consuls ').

§. 4.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BRÉSIL.

Traité de Paix, d'Amitié, de Commerce 1828, et de Navigation entre les États-Unis de l'Amérique du Nord, et S. M. l'Empereur du Brésil (Don Pedro I), conclu à Rio de Janeiro, le 12 Décembre 1828 ²).

Les États-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur du Brésil désirant vivre en Paix et Harmonie avec toutes les Nations de la Terre, en suivant une Politique franche et également amicale envers toutes, s'engagent mutuellement à ne point accorder à d'autres Nations aucune Faveur particulière, sous le Rapport du Commerce et de la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle. Il est entendu toutefois que les Relations et les Conventions, qui existent actuellement, ou qui pourraient exister à l'avenir, entre le Brésil et le Portugal, forment une Exception au présent Article.

De même, les deux Hautes Parties contractantes, désirant établir le Commerce et la Navigation de leurs Pays respectifs, sur une Base libérale de parfaite Égalité et Réciprocité, conviennent mutuellement que les Citoyens et Sujets de l'une d'Elles pourront fréquenter toutes les Côtes et Pays de l'autre, y résider et trafiquer dans toute Espèce de Pro-

¹⁾ Almanach royal de Belgique, 1841. P. I. Chap. IV. Sect. II. §. II. p. 56. — Almanach de Gotha, 1840. p. 2—7.

²⁾ Acts passed at the first Session of the twenty-first Congress of the United-States, Append. p. 1. — Laws of the United-States (du 3 Mars 1827 au 31 Mars 1833), T. VIII.

p. 910. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 54. (en anglais.) — Ce Traité est omis dans le Recueil de M. d'Hauterive et de Cussy. — La Traduction française, que nous dennons, a été faite sur le Texte publié dans le Recueil précité des Lois des États-Unis.

duits, Manufactures et Marchandises, et qu'ils jouiront de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, en fait de Commerce et de Navigation, dont jouissent ou pourraient jouir à l'avenir les Citoyens ou Sujets natifs du Pays, en se soumettant aux Lois, Décrets et Usages y établis, auxquels les Citoyens ou Sujets natifs du Pays sont soumis. Mais il est entendu que dans le présent Article n'est point compris le Commerce de Cabotage de l'un et l'autre Pays, que les Parties respectives se réservent de régler conformément aux Lois de chaque Pays (a c c or ding to their own separate Laws).

Il est de même convenu que tous les Marchands, Commandants de Bâtiments, et autres Citoyens ou Sujets de l'un et l'autre Pays, auront pleine Liberté de conduire euxmêmes leurs propres Affaires dans tous les Ports et Lieux soumis à la Jurisdiction de l'une et l'autre Partie, tant pour ce qui concerne la Consignation ') et la Vente de leurs Denrées et Marchandises, tant en gros qu'en détail, que pour ce qui concerne le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments, devant être traités, dans tous les Cas ici spécifiés, comme Citoyens ou Sujets du Pays dans lequel ils résident, ou du moins être placés sur le même Pied que les Sujets ou Citoyens des Nations les plus favorisées.

Les Citoyens et Sujets des deux Parties contractantes ne pourront être soumis à aucun Embargo, ni ne pourra-t-on les retenir avec leurs Bâtiments, Cargaisons, ou Marchandises ou Effets, pour aucune Expédition militaire ni pour Utilité publique ou particulière quelconque, à moins d'accorder à ceux qui y sont intéressés, une Indemnité suffisante.

Art. VIII. Toutes les Fois que les Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes seront forcés, par la Violence

1) Consignation, en Termes de Commerce maritime, Commission donnée à quelqu'un de recevoir et de vendre des Marchandises pour le Compte de celui qui les envoie.

Consigner, remettre, adresser. Jai ordonné de consigner ce ballot à votre commissionnaire, c. à. d. de le lui remettre. Je vous consigne vingt caisses de sucre par les rouliers d'Orléans, pour dire, je vous les adresse.

On dit aussi en ce sens, Consigner un vaisseau, le remettre entre les mains du marchand qui doit en faire le chargement.

Les Consignataires de la Cargaison d'un

Vaisseau sont ceux entre les mains de qui doit en être fait la Consignation; ils sont nommés sur le connaissement des Marchandises. (Dict. de l'Académie. — Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 718. Col. 1. — Savary, Dict. de Commerce, T. I. Col. 1461. — Dictionnaire universel de Commerce, etc., par une Société de Négociants, de Jurisconsultes et de Personnes employées dans l'Administration (Paris 1805. T. I. II. in 4°.) T. I. p. 488. Col. 2. — Pardessus, Cours de Droit commercial, T. V. Table des Matières, p. 415. Art. Commission, Commissionnaires.)

de la Tempête ou la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge ou Asyle dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre, avec leurs Bâtiments, soit marchands soit de guerre, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers, ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant l'Aide et la Protection nécessaire pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage sans aucune Espèce d'Obstacle ou d'Empêchement.

Si quelque Bâtiment, appartenant aux Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes, venait à faire Naufrage, à couler bas ou à souffrir un Dommage quelconque, sur les Côtes ou dans les Domaines de l'autre, il sera donné toute Espèce d'Assistance et de Protection, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Bâtiments de la Nation chez laquelle l'Accident a lieu, en permettant de décharger ledit Bâtiment, si cela est nécessaire, de ses Marchandises et Effets, sans exiger pour cela aucune Espèce de Droit, Impôt ou Contribution, jusqu'à ce qu'ils soient exportés, à moins qu'ils ne soient destinés à être consommés.

Les Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes auront la Faculté de disposer, dans la Jurisdiction de l'autre, de leurs Biens personnels, par Vente, Donation, Testament ou de toute autre Manière, et leurs Représentants (Héritiers), étant Citoyens ou Sujets de l'autre Partie, succèderont aux dits Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, ne payant d'autres Redevances que celles que payeraient dans le même Cas les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens; et dans le Cas qu'il s'agirait de Biens immeubles, lesdits Héritiers, à cause de leur qualité d'Étrangers, étant empêchés d'entrer en Possession de l'Héritage, on leur accordera un Terme de trois Ans, pour en disposer selon qu'ils jugeront convenable, et retirer le Produit, sans être molestés, et sans acquitter d'autres Charges que celles qui sont établies par les Lois du Pays.

Art. XII. Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur Protection spéciale

aux Personnes et à la Propriété des Citoyens et Sujets respectifs, quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou l'autre Partie, passagers ou domiciliés, leur laissant un libre Accès aux Tribunaux de Justice pour leurs Affaires judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou Citoyens et Sujets du Pays où ils se trouvent; et ils pourront, dans lesdites Affaires, employer pour la Défense de leurs Droits, dans tous leurs Procès (in all their trials at law), tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs qu'ils jugeront à propos.

Art. XIII. Il est de même convenu que les Citoyens ou Sujets des deux Rarties contractantes, jouiront, dans les Pays soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre, de la plus parfaite et entière Sûreté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils respecteront les Lois et les Usages établis du Pays. De plus, des Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes venant à mourir dans le Territoire de l'autre, les Corps seront inhumés dans les Cimetières ordinaires (usu al burying grounds), ou dans d'autres Lieux décents et convenables, et protégés contre toute Violation ou Perturbation (violation or disturbance).

L'Art. XIV. établit en principe que le Pavillon couvre la Cargaison.

Si, par une Fatalité, qu'on ne saurait prévoir et que Dieu veuille ne pas permettre! les deux Parties contractantes venaient à se faire la Guerre, Elles sont convenues et conviennent, maintenant pour alors, qu'un Terme de six Mois sera accordé aux Marchands résidant sur les Côtes ou dans les Ports de l'une ou l'autre Partie, et un Terme d'un An à ceux qui demeurent dans l'Intérieur du Pays, pour arranger leurs Affaires, et transporter leurs Effets partout où ils voudront, leur donnant le Sauf-Conduit nécessaire, qui leur servira de Pro-Les Citoyens exerçant toute tection jusqu'au Port désigné. autre Sorte d'Occupation, qui pourraient être établis dans les Territoires ou Domaines des États-Unis ou de la République de Colombie, seront respectés et maintenus dans la pleine Jouissance de leur Liberté personnelle et de leur Propriété, à moins que leur Conduite particulière ne leur fasse perdre cette Protection, que les Parties contractantes s'engagent de leur accorder par principe d'Humanité (in consideration of humanity).

Ni les Dettes dues par des Individus d'une Nation à des Individus de l'autre Nation, ni les Actions, ni le Numéraire qu'ils pourraient posséder, soit dans les Fonds publics, soit dans des Banques publiques ou privées, ne seront jamais séquestrés ou confisqués dans le Cas d'une Guerre ou d'une Contestation entre les deux Nations (national'difference).

Les deux Parties contractantes, désirant éviter toute Disparité dans leurs Communications publiques et leurs Relations officielles, sont convenues et conviennent d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions que celles dont jouissent actuellement, ou pourraient jouir à l'avenir, ceux des Nations les plus favorisées, étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou l'Empire du Brésil jugeront convenable d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront étendus, ipso facto '), à ceux des Parties contractantes.

An. XXVIII. Afin de rendre plus efficace la Protection que les États-Unis et l'Empire du Brésil accorderont à l'avenir à la Navigation et au Commerce des Citoyens et Sujets respectifs, les deux Parties conviennent de recevoir et d'admettre des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports ouverts au Commerce étranger, qui y jouiront de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Nations les plus favorisées; chacune des Parties contractantes restant libre néanmoins d'excepter tels Ports et Lieux où l'Admission et la Résidence de tels Consuls ne paraîtra point convenable.

Afin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère public, ils devront, avant d'entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, produire leurs Commissions ou Patentes en due Forme au Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités; et, après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés

¹⁾ Ipso facto. Expression adverbiale, eminfailliblement et immédiatement de quelque sait.

pruntée du latin, qui se dit de tout ce qui suit (Dict. de l'Académie.)

comme tels, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire dans lequel ils résident.

Art. XXX. Il est également convenu que les Consuls, leurs Secrétaires et Employés, ainsi que les Personnes attachées au Service des Consuls, bien entendu que ce ne soient
point des Citoyens ou Sujets du Pays dans lequel le Consul réside,
seront exempts de tout Service public, et de toute Espèce de
Taxes, Impôts ou Contributions, excepté celles qu'ils seront
obligés de payer en raison du Commerce et de leur Propriété,
et auxquelles sont soumis les Citoyens, soit Sujets soit Habitants
naturels et Étrangers du Pays dans lequel ils résident; demeurant pour toute autre Chose soumis aux Lois des États
respectifs.

Les Archives et Papiers du Consulat seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte ni en aucune Manière, les saisir ni y mettre la Main (interfere with them).

Les dits Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers (public and private vessels) de leur Pays; ils s'adresseront à cet Effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont lesdits Déserteurs par écrit, prouvant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que lesdits Individus ont fait partie desdits Équipages, et, sur cette Demande, ainsi prouvée (excepté toutefois le Cas où le Contraire eût été prouvé), l'Extradition ') ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après qu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, et ils pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, être renfermés dans les Prisons publiques, pour être renvoyés aux Bâtiments auxquels ils appartenaient, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont point renvoyés dans le Terme de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

¹⁾ Extradition. Action de livrer, de re- au Gouvernement étranger dont il dépend et mettre un Criminel, un homme prévenu de crime, qui le réclame. (Dict. de l'Académie.)

Afin de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Traité, de conclure, aussitôt que les Circonstances le permettront, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

Les États-Unis d'Amérique et l'Empereur du Brésil, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité ou Convention générale d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont solennellement déclaré et sont convenus d'arrêter les Points suivants:

- 1º Le présent Traité restera en vigueur pendant douze Ans, à compter de la Date de la Signature, et continuera ainsi jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des deux Parties contractantes se réservant le Droit de faire la telle Notification à l'Expiration dudit Terme de douze Ans; et il est convenu entre Elles, par la présente Stipulation, qu'à l'Expiration d'une Année après qu'une telle Notification aura été reçue par l'une ou l'autre des deux Parties, le présent Traité, en tout ce qui concerne le Commerce et la Navigation, cessera entièrement d'avoir Effet, et en tout ce qui concerne la Paix et l'Amitié, il restera constamment et perpétuellement obligatoire pour les deux Puissances.
- 2º Si un ou plusieurs Citoyens ou Sujets de l'une ou l'autre Partie venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyens ou Sujets seront personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonie et la bonne Correspondance entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3° Si malheureusement (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre), un des Articles du présent Traité venait à être violé ou enfreint d'une Manière quelconque, il est expressément stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne

1514 L. III. CH. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 5.

déclarera la Guerre à l'autre, à cause de Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus, avant que celle des deux Parties, qui jugera avoir été lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts ou Dommages, constaté par des Preuves suffisantes, et que la Justice et la Satisfaction qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée d'une Manière déraisonnable par l'autre Partie.

4° Toutefois rien de ce qui est contenu dans le présent Traité ne pourra être interprêté d'une Manière contradictoire aux Traités publics antérieurs existants avec d'autres Souverains ou États.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Bahia, Fernambouc, Maranhum, Para, Rio de Janeiro, Rio Grande, Ile de St. Cathérine et à Santos, des Consuls 1).

Le Brésil entretient:

- à Philadelphie, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à New-Londres, New-York et Wilmington, des Consuls,
- à Baltimore, Charleston, Norfolk, Nouvelle-Orléans et Savannah, des Vice-Consuls²).

§. 5.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CHILL

Convention générale de Paix, d'Amitié, de 1832, 16 Mai. Commerce et de Navigation, entre les États-Unis d'Amérique et la République de Chili, conclue et signée dans la Ville de Santiago, le 16 Mai de l'An de Notre Seigneur 1832, avec une Convention additionnelle et explicative, conclue et signée dans la même Ville, le 1 Septembre 1833 3). (Original en anglais et en espagnol.)

Les États-Unis d'Amérique et la République de Chili, désirant vivre en Paix et Harmonie avec toutes les autres Nations de la Terre, en suivant une Politique franche

twenty-third Congress of the United-States. Published by Authority, Washington 1834. Append. p. 13. (en anglais.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais précité.

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 14—16.

— List of Ministers, Consuls, etc., p. 13.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 2-7.

³⁾ Acts passed at the first Session of the

et également amicale envers toutes, s'engagent mutuellement à ne point accorder à d'autres Nations aucune Faveur particulière, sous le Rapport du Commerce et de la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle. Il est entendu néanmoins, que les Relations et Conventions, qui existent actuellement, ou qui, par la Suite, pourraient exister entre la République de Chili et la République de Bolivia, la Fédération de l'Amérique centrale, la République de Colombie, les États-Unis du Mexique, la République du Pérou ou les Provinces-Unies du Rio de la Plata, formeront une Exception au présent Article.

Les Citoyens des États-Unis pourront fréquenter toutes les Côtes et Contrées de la République de Chili, y résider et trafiquer en toutes Sortes de Produits, Manufactures et Marchandises, sans payer des Droits, Charges ou Impositions autres ni plus fortes que celles que la Nation la plus favorisée est ou sera obligée de payer; et ils jouiront, dans le Commerce et la Navigation, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions dont jouit ou jouira la Nation la plus favorisée, en se soumettant toutesois aux Lois, Décrets et Usages qui y sont établis, et auxquels sont soumis les Sujets et Citoyens des Nations les plus favorisées.

De même, les Citoyens de la République de Chili pourront fréquenter toutes les Côtes et Contrées des États-Unis, y résider et trafiquer en toutes Sortes de Produits, Manufactures et Marchandises, sans payer des Droits, Charges ou Impositions autres ni plus fortes que celles que la Nation la plus favorisée est ou sera obligée de payer; et ils jouiront, dans la Navigation et le Commerce, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions dont jouit ou dont jouira la Nation la plus favorisée, en se soumettant toutefois aux Lois, Décrets et Usages qui y sont établis, et auxquels sont soumis les Citoyens et Sujets des Nations les plus favorisées. Mais il est entendu que le présent Article ne comprend point le Commerce de Cabotage de l'un et l'autre Pays, que les Parties contractantes se réservent de régler conformément à leurs propres Lois particulières.

Art. IV. Il est de même convenu, qu'il sera entièrement libre à tous les Marchands, Capitaines de Navire et autres Citoyens des deux Pays de diriger eux-mêmes leurs propres Affaires dans tous les Ports et Lieux soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, tant pour ce qui concerne la Consignation et la Vente de leurs Denrées et Marchandises, tant en gros qu'en détail, que pour ce qui concerne le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments, devant, dans tous ces Cas, être traités comme les Citoyens des Pays où ils résident, ou du moins être placés sur le Pied des Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée..

Les Citoyens des deux Parties contractantes ne pourront être soumis à aucun Embargo, ni être retenus avec leurs Bâtiments, Cargaisons, Marchandises ou Effets, pour quelque Expédition militaire, ni pour Utilité publique ou particulière quelconque, à moins qu'il ne soit accordé aux Intéressés une Indemnité suffisante.

Toutes les Fois que les Citoyens de l'une des Parties contractantes seront forcés, soit par la Violence de la Tempête, soit par la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge ou Asyle dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre Partie, avec leurs Bâtiments soit marchands, soit de guerre, apparlenant au Gouvernement ou à des Particuliers (public or private), ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant Aide et Protection pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage sans Obstacle ni Empêchement d'aucune Espèce.

Lorsqu'un Bâtiment, appartenant aux Citoyens de l'une des Parties contractantes, viendra à faire Naufrage, à couler bas ou à souffrir un Dommage quelconque sur les Côtes ou dans les Domaines de l'autre Partie, il sera donné toute Espèce d'Assistance et de Protection, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Bâtiments de la Nation où l'Accident a lieu; permettant de décharger ledit Bâtiment, si besoin est, de ses Marchandises et Effets, sans exiger pour cela aucuns Droits, Impôts ou Contributions quelconques, jusqu'à ce que lesdites Marchandises soient exportées, à moins qu'elles ne soient destinées à être consumées dans le Pays.

Les Citoyens de l'une des Parties contractantes Art. IX. auront la Faculté de disposer dans la Jurisdiction de l'autre, de leurs Biens personnels par Vente, Donation, Testament ou autrement, et leurs Représentants (Héritiers)' étant Citoyens de l'autre Partie, succéderont auxdits Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, en ne payant d'autres Redevances que celles que les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens, seront obligés de payer dans le même Cas, et si, dans le Cas qu'il s'agissait de Biens immeubles, lesdits Héritiers, à cause de leur Qualité d'Étrangers, étaient empêchés d'entrer en Possession de l'Héritage, on leur accordera le Terme de trois Ans, pour en disposer selon qu'ils le jugeront convenable, et en retirer le Produit, sans être molestés, et libre de toute Imposition, excepté celles qui pourraient être établies par les Lois du Pays.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et à la Propriété des Citoyens respectifs, qui se trouvent dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent, passagers ou domiciliés, leur laissant un libre Accès aux Tribunaux de Justice pour leurs Affaires judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou les Citoyens du Pays où ils se trouvent; et ils pourront, dans lesdites Affaires, employer pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs, qu'ils jugeront à propos, dans tous leurs Procès (in all their trials at law); et ces Citoyens ou Agents auront un libre Accès (free opportunity) pour assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, dans tous les Cas qui les concernent, ainsi qu'aux Interrogations et à la Déposition des Témoins qui seront produits dans lesdits Procès.

Art. XI. Il est également convenu que les Citoyens des deux Parties contractantes jouiront, dans la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, de la plus parfaite et entière Sûreté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils

respecteront les Lois et les Usages établis du Pays. De plus, des Citoyens de l'une des Parties contractantes, venant à mourir dans les Territoires de l'autre, les Corps seront enterrés dans les Cimetières ordinaires, ou dans d'autres Lieux décents et convenables, et protégés contre toute Violation ou Perturbation.

L'Art. XII. établit en principe que le Pavillon couvre la Marchandise.

Art. XXIII. Si, par une Fatalité qu'on ne saurait prévoir, et que Dieu veuille ne pas permettre! les deux Parties contractantes venaient à se faire la Guerre, Elles sont convenues et conviennent maintenant, pour alors, qu'un Terme de six Mois sera accordé aux Marchands résidant sur les Côtes ou dans les Ports de l'une ou l'autre Partie, et un Terme d'un An à ceux qui demeurent dans l'Intérieur du Pays, pour arranger leurs Affaires et transporter leurs Effets partout où ils voudront, leur donnant le Sauf-Conduit nécessaire, qui leur servira de Protection jusqu'au Port désigné. Les Citoyens exerçant toute autre Sorte d'Occupation, qui pourraient être établis dans les Territoires ou Domaines des États-Unis ou de la République de Chili, seront respectés et maintenus dans la pleine Jouissance de leur Liberté personnelle et de leur Propriété, à moins que leur Conduite particulière ne leur fasse perdre cette Protection, que les Parties contractantes s'engagent à leur accorder par principe d'Humanité.

Art. XXIV. Ni les Dettes dues par des Individus d'une Nation à des Individus de l'autre Nation, ni les Actions ni le Numéraire qu'ils pourraient posséder, soit dans les Fonds publies, soit dans les Banques publiques ou privées, ne seront jamais séquestrés ou confisqués, dans les Cas d'une Guerre ou d'une Contestation entre les deux Nations (national difference).

Les deux Parties contractantes désirant éviter toute Disparité dans leurs Communications publiques et leurs Relations officielles, sont convenues et conviennent, d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions que celles dont jouissent actuellement, ou pourraient jouir à l'avenir, ceux des Nations les plus favorisées, étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou la République de Chili jugeront convenable d'accorder aux

Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront étendus, ipso facto, à ceux des Parties contractantes.

Afin de rendre plus efficace la Protection que les États-Unis et la République de Chili accorderont à l'avenir à la Navigation et au Commerce des Citoyens respectifs, Elles conviennent de recevoir et d'admettre des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports ouverts au Commerce étranger, qui y jouiront de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Nations les plus favorisées; chacune des Parties contractantes restant libre toutesois d'excepter tels Ports et Lieux où l'Admission et la Résidence de tels Consuls ne paraîtra point convenable.

Afin que les Consuls et Vice-Consuls des Parties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère public, ils devront, avant d'entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, produire leurs Commissions ou Patentes en due Forme, au Gouvernement auprès duquel ils seront accrédités, et, après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés comme tels par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire dans lequel ils résident.

crétaires et Employés, ainsi que les Personnes attachées au Service des Consuls, bien entendu que ce ne soient point des Citoyens du Pays où réside le Consul, seront exempts de tout Service public, ainsi que de toute Espèce de Taxes, Impôts ou Contributions, excepté celles qu'ils seront obligés de payer pour raison de Commerce ou de leur Propriété, et auxquelles sont assujétis les Citoyens et Habitants naturels et étrangers du Pays dans lequel ils résident, demeurant pour toute autre Chose soumis aux Lois de leurs États respectifs.

Les Archives et Papiers des Consulats seront inviolablement respectés, et aucun Mazistrat ne pourra, sous aucun Prétexte ni en aucune Manière, les saisir ni s'en enquérir (interfere with them).

Les dits Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments appartenant au

Gouvernement ou à des Particuliers de leur Pays; ils s'adresseront à cet Effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont les dits Déserteurs par écrit, en prouvant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que ces Hommes faisaient partie desdits Équipages, et sur cette Demande ainsi prouvée (à moins de Preuve du Contraire), l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après qu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, et ils pourront, aux Frais de ceux qui les réclameront, être renfermés dans les Prisons publiques, pour être envoyés aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause. Il est entendu néanmoins, que s'il se trouvait que le Déserteur eût commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, devant lequel l'Affaire aura été portée, ait rendu sa Sentence, et que cette Sentence ait été exécutée.

Afin de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Article, de conclure, aussitôt que les Circonstances le permettront, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

Les États-Unis d'Amérique et la République de Chili, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité, ou Convention générale de Paix, d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement, et sont convenues d'arrêter les Points suivants:

1° Le présent Traité restera en pleine Force et Vigueur pendant douze Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications 1), et continuera ainsi jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié

¹⁾ Les Ratifications furent échangées à Washington, le 29 Avril 1834.

tissé à l'autre son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire à l'autre la telle Notification à l'Expiration dudit Terme de douze Ans; et il est convenu entre Elles, par la présente Stipulation, qu'à l'Expiration d'une Année après qu'une telle Notification aura été reçue par l'une ou l'autre des deux Parties, le présent Traité, en tout ce qui concerne le Commerce et la Navigation, cessera entièrement d'avoir Effet, et dans tout ce qui concerne la Paix et l'Amitié, il restera constamment et perpétuellement obligatoire pour les deux Puissances.

- 2° Si un ou plusieurs Citoyens, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyens seront personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonie et la bonne Correspondance entre les Nations, ne seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne point protéger l'Infracteur, en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3° Si malheureusement (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre), un des Articles contenus dans le présent Traité venait à être violé ou enfreint d'une Manière quelconque, il est expressément stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne déclarera la Guerre à l'autre, à cause de Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus, avant que celle des deux Parties, qui jugera avoir été lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts ou Dommages, constaté par des Preuves suffisantes, et que la Justice et la Satisfaction qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée, par l'autre Partie, d'une Manière déraisonnable.
- 4° Toutefois, rien de ce qui est contenu dans le présent Traité, ne pourra être interprêté d'une Manière contradictoire aux Traités publics antérieurs, existants avec d'autres Şouverains ou États.

L'Article I. de la Convention additionnelle se résère à l'Art. II. du Traité (Voyez plus haut p. 1514.), et stipule que l'Exception saite en saveur de la République de Bolivia, de la Fédération de l'Amérique centrale, de la République de Colombie, des États-Unis du Mexique, de la République du Pérou et des Provinces-Unies du Rio de la Plata, s'appliquera également aux États d'Uruguay et Paraguay, de la Nouvelle Grenade, de Venezuela et d'Écuador, ainsi qu'à tous les autres États qui se sormeraient à l'avenir dans l'ancien Territoire de l'Amérique espagnole.

1522 L. III. Ch. I. S. XIII. Ét.-Unis d'Amérique. § 6. 7.

L'Art. II. de ladite Convention se résère à l'Art. X. du Traité (Voyez plus haut p. 1517.), et stipule que, pour ce qui concerne le Droit d'assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, la République de Chili ne sera tenue qu'à observer, dans le Traitement des Citoyens des États-Unis d'Amérique, une parfaite Égalité avec les Citoyens naturels du Pays, sans leur accorder aucune Faveur ni Privilége particulier.

L'Art. III. de la Convention précitée se réfère à l'Art. XXIX. du Traité (Voyez plus haut p. 1519.), et stipule que la Disposition, relative aux Déserteurs des Bûtiments respectifs, ne sera point applicable aux Esclaves employés, sous une Dénomination quelconque, au Service des Bûtiments des États-Unis d'Amérique.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Coquimbo, Talcahuano et à Valparaiso, des Consuls '). La République du Chili entretient:
 - à Boston, Charleston, New-York, Nouvelle-Orléans et à Philadelphie, des Consuls²).

§. 6.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CHINE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Chine.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Canton, un Consul 3).

§. 7.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET COLOMBIE 4).

Les États-Unis d'Amérique avaient pris, dès 1822, la Résolution de reconnaître l'Indépendance des ci-devant Colonies espagnoles dans l'Amérique méridionale 5). Dès lors, des Communications diplomatiques furent établies avec ces États nouvellement constitués, et simultanément les États-Unis y envoyèrent des Consuls, pour la Protection des Intérêts de Commerce.

Le premier Traité, conclu entre les États-Unis et les nouvelles Républiques, sut celui signé le 3 Octobre 1824, avec la République de Colombie 6).

- 1) Almanach de Gotha, 1840. p. 16. List of Ministers, Consuls, etc. p. 14.
- 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 3-6. List of Ministers, Consuls, etc. p. 11.
 - 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 16.
- 4) Nous avons dit plus haut p. 30. Col. 1. note 4. qu'en 1831, les douze Départements dent se composait la République de Colombie, se séparèrent pour former la Confédération des États-Unis du Sud, composée des trois Républiques, de la Nouvelle Grenade, de Venezuela et d'Écuador.

Les Engagements pris par la République de Colombie envers d'autres Puissances, restèrent inhérents aux trois États qui forment actuellement la Confédération des États-Unis du Sud de l'Amérique.

- 5) Voyez Actes relatifs à la Reconnaissance de l'Indépendance des nouveaux États dans l'Amérique ci-devant espagnole, de la part des États-Unis de l'Amérique septentrionale, dans Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. p. 148—169. Columbia, being a geographical etc. Account of that Country (Londres 1822. T. I. II. in 8°.) T. I. p. 35.
- 6) Report of the Secretary of State (Mr. John Forsyth) in compliance with a resolution of the Senate, showing the nature and extent of the privileges and restrictions of the commercial intercourse of the United-States, with all foreign nations. December 30, 1839. Read and referred to the Committee on Finance. 26th Congress. 1st Session.

Convention générale de Puix, d'Amitié, de 1824, Navigation et de Commerce, entre les États-Unis de l'Amérique du Nord et la République de Colombie, signé à Bogota, le 3 Octobre 1824 '). (Original en anglais et en espagnol.)

Les États-Unis d'Amérique et la République de Colombie, désirant vivre en Paix et Harmonie avec toutes les autres Nations de la Terre, en suivant une Politique franche et également amicale envers toutes, s'engagent mutuellement à ne point accorder à d'autres Nations aucune Faveur particulière, sous le Rapport du Commerce et de la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

Les Citoyens des États-Unis pourront fréquenter toutes les Côtes et Contrées de la République de Colombie, y résider et trafiquer en toutes Sortes de Produits, Manufactures et Marchandises, sans payer des Droits, Charges ou Impositions autres ni plus fortes que celles que les Nations les plus favorisées sont ou seront obligées de payer; et ils jouiront, dans le Commerce et la Navigation, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, dont jouissent ou dont jouiront les Nations les plus favorisées, en se soumettant cependant aux Lois, Décrets et Usages qui y sont établis, et auxquels sont soumis les Sujets et Citoyens des Nations les plus favorisées.

De même, les Citoyens de la République de Colombie pourront fréquenter toutes les Côtes et Contrées des États-Unis, y résider et trafiquer en toutes Sortes de Produits, Manufactures et Marchandises, sans payer des Droits, Charges ou Impositions autres ni plus fortes que celles que les Nations les plus favorisées sont ou seront obligées de payer; et ils jouiront, dans la Navigation et le Commerce, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, dont jouissent ou dont jouiront les Nations

1) Jon. Elliot, I. c. p. 462. 463. (en anglais et en espagnol.) — Acts passed at the first Session of the nineteenth Congress of the United-States, p. 104. 105. (en anglais et en espagnol.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 984. (en anglais et en espagnol.) — Ibidem, T. II. des Nou-

veaux Suppléments par Murhard, p. 412. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 343. (en français, Traduction très incorrecte.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

les plus favorisées, en se soumettant néanmoins aux Lois, Décrets et Usages, qui y sont établis, et auxquels sont soumis les Sujets et Citoyens des Nations les plus favorisées.

Art. IV. Il est de même convenu, qu'il sera entièrement libre à tous les Marchands, Capitaines de Navire et autres. Citoyens des deux Pays, de diriger eux-mêmes leurs propres Affaires, dans tous les Ports et Lieux, soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, tant pour ce qui concerne la Consignation et la Vente de leurs Denrées et Marchandises, tant en gros qu'en détail, que pour ce qui concerne le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments, devant, dans tous ces Cas, être traités comme les Citoyens du Pays où ils résident, ou du moins être placés sur le Pied des Sujets eu Citoyens de la Nation la plus favorisée.

Les Citoyens des deux Parties contractantes ne pourront être soumis à aucun Embargo, ni être retenus avec leurs Bâtiments, Cargaisons, Marchandises ou Effets, pour quelque Expédition militaire, ni pour Utilité publique ou particulière quelconque, à moins qu'il ne soit accordé aux Intéressés une Indemnité suffisante.

Toutes les Fois que les Citoyens de l'une des Parties contractantes seront forcés, soit par la Violence de la Tempête, soit par la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge ou Asyle dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre Partie, avec leurs Bâtiments, soit marchands, soit de guerre, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers (public or private), ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant Aide et Protection, pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage sans Obstacle ni Empêchement d'aucune Espèce.

Lorsqu'un Bâtiment, appartenant aux Citoyens de l'une des Parties contractantes, viendra à faire Naufrage, à couler bas ou à souffrir un Dommage quelconque, sur les Côtes ou dans les Domaines de l'autre Partie, il sera donné toute Espèce d'Assistance et de Protection, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Bâtiments de la Nation chez laquelle l'Accident a lieu; permettant de décharger ledit Bâtiment, si besoin est, de ses Marchandises et

Effets, sans exiger pour cela aucun Droit, Impôt ou Contribution quelconque, jusqu'à ce que lesdits Effets et Marchandises soient exportés.

Les Citoyens de l'une des Parties contractantes auront la Faculté de disposer, dans la Jurisdiction de l'autre, de leurs Biens personnels, par Vente, Donation, Testument ou autrement, et leurs Représentants (Héritiers) étant Citoyens de l'autre Partie, succéderont auxdits Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres, agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, en ne payant d'autres Redevances, que celles que les Habitants du Pays où se trouvent les dits Biens, seront obligés de payer dans le même Cas, et si, dans le Cas qu'il s'agirait de Biens immeubles, lesdits Héritiers, à cause de leur Qualité d'Étrangers, étaient empêchés d'entrer en Possession de l'Héritage, on leur accordera le Terme de trois Ans, pour en disposer selon qu'ils le jugeront convenable, et en retirer le Produit, sans être molestés, et libre de tout Droit de Détraction, de la part du Gouvernement des États respectifs.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et à la Propriété des Citoyens respectifs, qui se trouvent dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent, passagers ou domiciliés, leur laissant un libre Accès aux Tribunaux de Justice pour leurs Affaires judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou les Citoyens du Pays où ils se trouvent; et ils pourront, dans lesdites Affaires, employer pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs, qu'ils jugeront à propos, dans tous leurs Procès (in all their trials at law); et ces Citoyens ou Agents auront un libre Accès (free opportunity) pour assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, dans tous les Cas qui les concerneront, ainsi qu'aux Interrogations et à la Déposition des Témoins qui seront produits dans lesdits Procès 1).

¹⁾ Le Texte anglais porte: ,, and such Ci- ,, to be present at the decisions and sentences ,, tizens or Agents shall have free opportunity ,, of the tribunals in all cases which may

Art. XI. Il est également convenu que les Citoyens des deux Parties contractantes jouiront, dans les Pays soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, de la plus parfaite et entière Sûreté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils respecteront les Lois et les Usages établis du Pays. De plus, des Citoyens de l'une des Parties contractantes, venant à mourir dans les Territoires de l'autre, les Corps seront enterrés dans les Cimetières ordinaires, ou dans d'autres Lieux décents et convenables, et protégés contre toute Violation ou Perturbation.

L'Art. XII. établit en principe que le Pavillon couvre la Marchandise.

Si, par une Fatalité qu'on ne saurait prévoir, et que Dieu Art. XXIII. veuille ne pas permettre! les deux Parties contractantes venaient à se faire la Guerre, Elles sont convenues et conviennent maintenant, pour alors, qu'un Terme de six Mois sera accordé aux Marchands, résidant sur les Côtes ou dans les Ports de l'une ou l'autre Partie, et un Terme d'un An à ceux qui demeurent dans l'Intérieur du Pays, pour arranger leurs Affaires et transporter leurs Effets, partout où ils voudront, leur donnant le Sauf-Conduit nécessaire, qui leur servira de Protection jusqu'au Port désigné. Les Citoyens exerçant toute autre Sorte d'Occupation, qui pourraient être établis dans les Territoires ou Domaines des États-Unis ou de la République de Colombie, seront respectés et maintenus dans la pleine Jouissance de leur Liberté personnelle et de leur Propriété, à moins que leur Conduite particulière ne leur fasse perdre cette Protection, que les Parties contractantes s'engagent à leur accorder par principe d'Humanité 1).

Art. XXIV. Ni les Dettes, dues par des Individus d'une Nation à des Individus de l'autre Nation, ni les Actions ni le Nu-

"concern them, and likewise at the taking of "all examinations and evidence which may "be exhibited in the said trials."

Le Texte espagnol porte: "y dichos Ciu-", dadanos ó Agentes tendrán la libre facul-", tad de estar presentes en les decisiones y ", sentencias de los Tribunales, en todos los ", Casos que les conoiernan, como igualmente ", al tomas todos los examenes y declaraciones ", que se ofrezcan en los dichos litigios."

Dans la Traduction française, dennée par M.M. d'Hauterive et de Cussy, ce Passage est rendu de la Manière suivante: "et ces Citoyens "ou Agents pourront assister librement aux "Décisions et Sentences portées par les Tri-"bunaux dans les Affaires qui les concerne-"ront, et exiger également tous les Examens "et Interrogatoires qui pourront jeter du jour "sur les dites Contestations."

1) Les mots ,, in consideration of humanity" du Texte anglais, et ,, en consideracion de la ,, humanidad" du Texte espagnol, sont omis dans la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy.

méraire qu'ils pourraient posséder, soit dans les Fonds publics, soit dans des Banques publiques ou privées, ne seront jamais séquestrés ou confisqués, dans les Cas d'une Guerre ou d'une Contestation entre les deux Nations (national difference).

as

G.

ètre

þ

Ch

Les deux Parties contractantes, désirant éviter toute Disparité dans leurs Communications publiques et leurs Relations officielles '), sont convenues et conviennent, d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions que celles dont jouissent actuellement, ou pourraient jouir à l'avenir, ceux des Nations les plus favorisées, étant entendu que les Faveurs, Immunités on Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou la République de Colombie jugeront convenable d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront étendus, ipso facto, à ceux des Parties contractantes.

Afin de rendre plus efficace la Protection que les États-Unis et la République de Colombie accorderont à l'avenir à la Navigation et au Commerce des Citoyens respectifs, Elles conviennent de recevoir et d'admettre 2) des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports ouverts au Commerce étranger, qui y jouiront de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls de la Nation la plus favorisée; chacune des Parties contractantes restant libre toutesois, d'excepter tels Ports et Lieux, où l'Admission') et la Résidence de tels Consuls ne paraîtra point convenable.

Asin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties Art, XXVII. contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère public, ils devront, avant d'entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, produire leurs Commissions ou Patentes en due Forme, au Gouvernement auprès duquel ils seront accré-

¹⁾ Le Texte anglais porte , being desirous of avoiding all inequality in relation to their "public communications and official inter-"course."

Le Texte espagnol porte "descando evitar" "toda diferencia, relativa à etiqueta en sus "comunicaciones y correspondencias diploma-"ticas."

La Traduction française, donnée par MM. d'Houterive et de Cussy, a été faite sur le Texte espagnol; elle porte "voulant prévenir

[&]quot;toute Mésintelligence au sujet de l'étiquette. "dans leurs Communications et Correspon-"dances diplomatiques."

²⁾ Le Texte anglais porte "to receive and "admit."

Le Texte espagnol "recibir y admitir." La Traduction française précitée "de rece-"voir et d'accréditer."

³⁾ Le mot Admission, est emis dans la Traduction précitée.

dités, et, après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés comme tels, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire, dans lequel ils résident.

Art. XXVIII. Il est également convenu que les Consuls, leurs Secrétaires et Employés, ainsi que les Personnes attachées au Service des Consuls '), bien entendu que ce ne soient point des Citoyens du Pays où réside le Consul, seront exempts de tout Service public, ainsi que de toute Espèce de Taxes, Impôts ou Contributions, excepté celles qu'ils seront obligés de payer pour raison de Commerce ou de leur Propriété, et auxquelles sont assujétis les Citoyens et Habitants naturels et étrangers du Pays, dans lequel ils résident, demeurant, pour toute autre Chose, soumis aux Lois de leurs États respectifs.

Les Archives et Papiers des Consulats seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte ni en aucune Manière, les saisir ni s'en enquérir (interfere with them).

Les dits Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers de leur Pays; ils s'adresseront à cet Effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont les dits Déserteurs par écrit, en prouvant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que ces Hommes faisaient partie desdits Equipages, et sur cette Demande, ainsi prouvée (à moins de Preuve du Contraire), l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après qu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, et ils pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclameront, être renfermés dans les Prisons publiques, pour être envoyés aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés 2) pour la même Cause.

¹⁾ La Traduction précitée porte Consulat Texte espagnol "presos", et la Traduction au lieu de Consuls. précitée "inquiétés."

²⁾ Le Texte anglais porte, arrested", le

Afin de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Article, de conclure, aussitôt que les Circonstances le permettront, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

Les États-Unis d'Amérique et la République de Colombie, désirant rendre aussi durables 1) que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité, ou Convention générale d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement, et sont convenues d'arrêter les Points suivants:

- 1º Le présent Traité restera en pleine Force et Vigueur pendant douze Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications 2), dans tous les Points qui ont rapport au Commerce et à la Navigation; et il sera constamment et perpétuellement (permanently and perpetually) obligatoire pour les deux Puissances, dans tous les Points qui ont rapport à la Paix et à l'Amitié.
- 2º Si un ou plusieurs Citoyens, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyens seront personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonie et la bonne Correspondance entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3° Si malheureusement [à quoi en vérité on ne saurait s'attendre! 3)], un des Articles du présent Traité venait à être violé ou enfreint 4) d'une Manière quelconque, il est expressément stipulé que ni l'une ni l'autre dès Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne déclarera la Guerre à l'autre, à cause des Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus 5), avant

¹⁾ La Traduction précitée porte ,, aussi du-,, rables et aussi solides."

²⁾ Les Ratifications furent échangées à Washington, le 27 Mai 1825.

³⁾ Le Texte anglais porte "what, indeed, "cannot be expected", le Texte espagnol "lo "que à la verdad no puede esperarse", la Traduction précitée "ce qu'on ne saurait

[&]quot;craindre."

⁴⁾ Les mots "ou enfreint" sont omis dans la Traduction précitée.

⁵⁾ Le Texte anglais porte "on complaints "of injuries or damages", le Texte espagnol "por quejas de injurias ó daños", la Traduction précitée "pour des injures et des in-"fractions."

que ladite Partie, qui se croira lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts et Dommages '), constaté par des Preuves suffisantes, et que la Justice et la Satisfaction, qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée, d'une Manière déraisonnable, par l'autre Partie.

4° Toutefois, rien de ce qui est contenu dans le présent Traité, ne pourra être interprêté, ni avoir d'Effet en Opposition aux Traités publics antérieurs, existants avec d'autres Souverains ou États.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Carthagène, Panama et Sainte-Marthe, des Consuls '). La République de Colombie entretient:
 - à New-York, un Consul-général, qui est en même tems Chargé d'Affaires, et un Vice-Consul,
 - à Charleston, Mobile et Savannah, des Consuls,
 - à Baltimore, Boston, Norfolk, Nouvelle-Orléans et Philadelphie, des Vice-Consuls').

§. 8.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 10. p. 1019.)

§. 9.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 10. p. 220.)

§. 10.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉCUADOR.

(Voyez plus haut §. 7. p. 1522. le Traité avec la République de Colombie.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Guayaquil, un Consul 4).

§. 11.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ESPAGNE. (Voyez plus haut Sect. III. §. 6. p. 353.)

¹⁾ La Traduction précitée porte "griefs-ou , injures."

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 68. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 12.

³⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 2-7.

⁴⁾ Alman. de Gotha, 1840. p. 27. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 13.

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §§. 12-14. 1531

§. 12.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTAT DE L'ÉGLISE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'État de l'Église.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Ancone et à Rome, des Consuls,
- à Cività Vecchia, Comacchio, Goro, Magnavacca, Primaro et Volano, des Vice-Consuls 1).

L'État de l'Église entretient:

à Baltimore et à la Nouvelle-Orléans, des Vice-Consuls ').

§. 13.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE.

Traité de Paix, d'Amitié, de Commerce 1825, et de Navigation, entre les États-Unis d'Amérique et la Confédération de l'Amérique centrale, fait à Washington, le 5 Décembre 1825. (Original en anglais et en espagnol.) 3).

Ce Traité reproduit textuellement les Stipulations contenues dans le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la République de Colombie. (Voyez plus haut §. 7. p. 1523—1530.) Nous nous bornerons par conséquent à indiquer l'Ordre dans lequel les Articles correspondent les uns aux autres.

Les Articles II. et III. répondent aux Articles II. et III.

Les Art. IV. et V. contiennent des Stipulations, relatives aux Importations et aux Exportations, qui ne se trouvent point dans le Traité conclu avec la République de Colombie.

Les Art. VI — XXXIII. répondent aux Art. IV — XXXI.

Les Ratifications du présent Traité furent échangées à Guatémala, le 2 Août 1826.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Guatémala et à Truxillo, des Consuls 1).

§. 14.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Navi1831, gation, entre les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique, fait et conclu à Mexico, le 5 Avril 1831, avec un Article additionnel 5). (Original en anglais et en espagnol.)

- 1) Almanach de Gotha, 1840. p. 34-38.

 List of Ministers, Consuls, etc. p. 9.
 - 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 2. 5.
- 3) Jon. Elliot, l. c. p. 487. (en anglais et en espagnol.) Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 826. (en an-
- glais.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. III. p. 164. (en français.)
- 4) Almanach de Gotha, 1840. p. 2. List of Ministers, Consuls, etc. p. 12.
 - 5) Laws of the United States of America,

Les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique, désirant prendre pour Base de la présente Convention, la plus parfaite Égalité et Réciprocité, s'engagent mutuellement à n'accorder à d'autres Nations aucune Faveur particulière, par rapport au Commerce et à la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou bien aux mêmes Conditions, si la Concession a été conditionnelle.

Les Citoyens des deux Pays, respectivement, pourront, avec leurs Bâtiments et Cargaisons, venir en toute Liberté et Sûreté, dans tous les Lieux, Ports et Rivières des États-Unis d'Amérique et des États-Unis du Mexique, dans lesquels il est permis à d'autres Étrangers de venir; ils pourront y entrer, et séjourner et résider dans toutes les Parties des Territoires respectifs, et il leur sera permis de louer et d'occuper des Maisons et des Magasins, pour leurs Transactions de Commerce, et d'y trafiquer en toute Espèce de Produits, de Manufactures et de Marchandises; et, en général, les Marchands et Trafiquants de l'une et l'autre Nation, jouiront de la plus entière Protection et Sûreté dans leur Commerce.

Et ils ne payeront point d'autres ni de plus forts Droits, Impôts ou Taxes, que ceux que les Nations les plus favorisées sont obligées de payer; et ils jouiront, par rapport au Commerce et à la Navigation, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, dont jouissent ou dont pourraient jouir les Nations les plus favorisées, restant toujours assujétis aux Lois, Usages et Statuts des deux Pays respectifs.

La Liberté, accordée aux Bâtiments des deux Nations, d'entrer et de décharger, dont il est question dans le présent Article, ne pourra être interprêtée comme autorisant le Commerce de Cabotàge, qui n'est permis qu'aux Bâtiments nationaux seulement.

Art. VII. Tous les Marchands, Capitaines ou Commandants de Navires, et autres Citoyens des États-Unis d'Amérique, auront pleine Liberté dans les États-Unis du Mexique,

T. VIII. p. 952. 953. (en anglais et en espagnol.) — British and foreign State-Papers, T. XIX. 1831. 1832. (publié en 1834.) p. 209. (en anglais et en espagnol.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XIV. p. 322.

^{323. (}en anglais et en espagnol.) — Ce Traité est omis dans le Recueil de MM. d'Hauterive et de Cussy. — La Traduction, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié dans le Recueil intitulé Lois des États-Unis.

de diriger et gérer eux-mêmes leurs propres Affaires, ou d'en commettre la Gestion à quiconque ils jugeront à propos, soit Courtier, Facteur, Agent ou Interprète, et ils ne seront point obligés d'employer à cet Effet d'autres Personnes que celles employées par les Mexicains, ni de leur payer des Salaires ou des Rémunérations, plus élevés que ceux qui, en pareil Cas, sont payés par les Mexicains; et la Liberté la plus absolue sera concédée dans tous les Cas à l'Acheteur et au Vendeur, de marchander et de fixer, de la Manière qu'ils jugeront convenable, les Prix des Effets, Denrées et Marchandises, qui sont importés dans les États-Unis du Mexique, ou qui en sont exportés, observant les Lois, Usages et Coutumes du Pays.

Les Citoyens du Mexique jouiront des mêmes Priviléges dans les États et Territoires des États-Unis d'Amérique, et seront assujétis aux mêmes Conditions.

Les Citoyens des Parties contractantes ne seront soumis à aucun Embargo, et leurs Bâtiments, Cargaisons, Marchandises ou Effets ne pourront être retenus pour aucune Expédition militaire, ni pour aucun But public ou particulier, à moins d'une Compensation proportionnée.

Les Citoyens des deux Parties seront exempts de tout Service forcé dans l'Armée de Terre ou de Mer, et ils ne seront soumis à aucune autre Charge, Contribution ou Taxe, que celles qui sont payées par les Naturels des États dans lesquels ils résident.

Toutes les Fois que des Citoyens de l'une des Parties contractantes seront forcés, par la Tempête ou la Poursuite des Pirates ou Ennemis, de chercher Asyle ou Refuge dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre, avec leurs Bâtiments, soit marchands ou de guerre, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers, ils seront reçus et traités avec Humanité, avec les Précautions qui paraîtront convenables aux Gouvernements respectifs, pour éviter toute Fraude, en leur donnant toute Espèce d'Aide et de Protection pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant à même de continuer leur Voyage, sans Obstacle ni Empêchement d'aucune Espèce.

Art. XII. Lorsqu'un Bâtiment, appartenant à des Citoyens de l'une des Parties contractantes, viendra à faire Nau-

frage, à couler bas ou à souffrir un Dommage quelconque, sur les Côtes ou dans les Domaines de l'autre, il sera donné toute Espèce d'Assistance et de Protection, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Bâtiments de la Nation chez laquelle l'Accident a lieu; permettant de décharger ledit Bâtiment, si besoin est, de ses Marchandises et Effets, avec les Précautions que les Gouvernements respectifs jugeront convenables, pour éviter toute Fraude, sans exiger pour cela aucun Droit, Impôt ou Contribution, jusqu'à ce que les dits Effets et Marchandises soient exportés.

Pour tout ce qui concerne la Succession à des Biens personnels, soit par Testament ou ab intestat, et la Faculté de disposer desdits Biens, de quelque Espèce ou Dénomination qu'ils puissent être, par Vente, Donation, Échange, ou de toute autre Manière quelconque, les Citoyens des deux Parties contractantes jouiront, dans leurs États et Territoires respectifs, des mêmes Priviléges, Exemptions, Libertés et Droits, que les Citoyens naturels du Pays, et on n'exigera d'eux, dans aucun des Cas ci-dessus mentionnés, d'autres ni plus forts Droits, que ceux que payent actuellement, ou que pourraient payer à l'avenir, les Citoyens de la Puissance dans le Territoire de laquelle ils résideront.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et à la Propriété des Citoyens respectifs, qui se trouvent dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou l'autre Partie, quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent, passagers ou domiciliés, leur laissant l'Accès libre et ouvert aux Tribunaux de Justice, pour y recourir dans leurs Affaires judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou les Citoyens du Pays où ils pourront se trouver; et ils pourront, dans lesdites Affaires, employer pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs, qu'ils jugeront à propos, dans tous leurs Procès (in all their trials at law), et les Citoyens de l'une et l'autre Partie jouiront, sous tous les Rapports, soit en défendant, soit en poursuivant leurs Droits personnels ou de Propriété, des mêmes Droits et Priviléges que les Citoyens du Pays où le Procès pourra être jugé.

Les Citoyens des États-Unis d'Amérique, résidant dans les États-Unis du Mexique, jouiront, dans leurs Maisons, Personnes et Propriétés, de la Protection du Gouvernement, ainsi que de la plus parfaite Sûreté et Liberté de Conscience; ils ne seront pas molestés ni inquiétés à cause de leur Religion, aussi longtems qu'ils respecteront la Constitution, les Lois et les Usages établis du Pays dans lequel ils résident; et ils jouiront aussi du Privilège d'enterrer les Morts dans les Emplacements qui sont actuellement, ou qui pourraient à l'avenir être désignés à cet Effet, et ni les Funerailles ni les Tombeaux des Morts ne seront troublés, en aucune Manière ni sous aucun Prétexte.

Les Citoyens des États-Unis du Mexique jouiront, dans toute l'Étendue des États et Territoires des États-Unis d'Amérique, de la même Protection, ainsi que du libre Exercice de leur Religion, en public et en particulier, soit dans leurs propres Maisons, soit dans les Chapelles ou autres Lieux (Places of worship) destinés à cet Effet.

L'Art. XVI. établit le Principe que le Pavillon couvre la Marchandise.

Pour la plus grande Sûreté des Communications entre les Citoyens des États-Unis d'Amérique et des États-Unis du Mexique, il est convenu maintenant, pour alors, que si à une Époque quelconque, les Relations amicales, actuellement existantes, venaient à être interrompues, ou que malheureusement une Guerre entre les deux Parties contractantes vint à éclater, un Terme de six Mois sera accordé aux Marchands, résidant sur les Côtes, et un Terme d'une Année à ceux qui résident dans l'Intérieur des États et Territoires respectifs, pour arranger leurs Affaires, disposer de leurs Effets et les transporter partout où ils voudront, leur donnant un Sauf-Conduit pour les protéger jusqu'au Port qu'ils pourraient désigner. Ceux des Citoyens, qui seraient établis dans les États et Territoires susdits, exerçant toute autre Sorte d'Occupation ou de Trafic, auront la Faculté de continuer dans la Jouissance non-interrompue de leur Liberté et Propriété, tant qu'ils se conduiront paisiblement, et ne commettront aucune Offense contre les Lois; et leurs Biens et Effets, de quelque Classe ou Condition qu'ils puissent être, ne seront soumis à aucun Embargo ni Séquestre, ni à aucune Taxe ou Charge, autre que celles qui seront établies

sur de pareils Biens et Effets, appartenant à des Citoyens de l'État dans lequel ils résideront respectivement; et les Dettes entre Individus, ainsi que l'Argent placé dans les Fonds publics, ou dans des Banques publiques ou particulières, ainsi que les Actions des Compagnies, ne seront assujétis à aucune Confiscation, Embargo ni Détention.

Les deux Parties contractantes, désirant éviter toute Art. XXVII. Disparité dans leurs Communications publiques et dans leurs Relations officielles '), sont convenues et conviennent d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions, dont jouissent ou dont pourraient jouir ceux des Nations les plus favorisées; étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou les États-Unis du Mexique pourront juger à propos d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront étendues, ipso facto, à ceux de l'une et l'autre des Parties contractantes. Afin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Par-Art. XXVIII. ties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère, ils devront, avant d'entrer en Fonctions, produire leurs Commissions ou Patentes en due Forme, au Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités; et, après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés comme tels, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District con-

Il a de même été convenu de recevoir et d'admettre des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports et Lieux ouverts au Commerce étranger, lesquels y jouiront de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Nations les plus favorisées; chacune des Parties contractantes restant libre d'excepter tels Ports et Lieux où l'Admission et la Résidence de tels Consuls et Vice-Consuls ne paraîtra point convenable.

Art. XXIX. Il est également convenu que les Consuls et Vice-Consuls, leurs Secrétaires et Employés, et les Personnes

sulaire, dans lequel ils résident.

"toda desigualdad relativa à las comunica-"ciones publicas y oficiales."

at-

¹⁾ Le Texte anglais porte "all inequality "in relation to their public communications "and official intercourse", le Texte espagnol

attachées au Service des Consuls, bien entendu que ce ne soient point des Citoyens du Pays où résident les Consuls, seront exempts de tout Service public forcé, ainsi que de toute Espèce de Taxes, Impôts et Contributions, perçues en particulier sur eux (levied specially on them), excepté celles qu'ils seront obligés de payer en raison du Commerce ou de leur Propriété, et auxquelles sont assujétis les Citoyens et Habitants, Natifs et Étrangers, du Pays dans lequel ils résident, demeurant pour toute autre Chose soumis aux Lois de leurs États respectifs.

Les Archives et Papiers du Consulat seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte ni en aucune Manière, les saisir ni s'en enquérir (interfere with them).

Les dits Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers de leur Pays; ils s'adresseront à cet effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont les dits Déserteurs par écrit, en prouvant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que ces Hommes faisaient partie desdits Équipages, et sur cette Demande, ainsi prouvée (à moins de Preuve du Contraire), l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après qu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, et ils pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclameront, être renfermés dans les Prisons publiques, pour être envoyés aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

Afin de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Traité, de conclure, aussitôt que les Circonstances le permettront, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

III.

- Les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité ou Convention générale d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement et sont convenus d'arrêter les Points suivants:
 - 1º Le présent Traité restera en vigueur pendant huit Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications '), et jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre, son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire cette Notification à l'autre, à l'Expiration dudit Terme de huit Années. Et il est convenu, par le présent Article, entre les Parties contractantes, qu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des deux Parties aura reçu de la part de l'autre une pareille Notification, le présent Traité, dans tous les Points qui concernent le Commerce et la Navigation, cessera entièrement d'avoir Effet, et dans tous les Points qui concernent la Paix et l'Amitié, il restera constamment et perpétuellement obligatoire pour les deux Parties contractantes.
 - 2º Si un ou plusieurs des Citoyens, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyens seront tenus personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonie et la bonne Intelligence entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
 - 3º Si (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre!) un des Articles du présent Traité venait à être violé ou enfreint, d'une Manière quelconque, il est stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne déclarera la Guerre à l'autre, à cause des Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus, avant que ladite Partie, qui se croira lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts et Dommages, constaté par des Preuves suffisantes, et que la Justice et la Satisfaction,

¹⁾ Les Ratifications surent échangées à Washington, le 5 Avril 1832.

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §§. 15. 16. 1539

qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée, d'une Manière déraisonnable, par l'autre Partie.

4° Toutefois, rien de ce qui est contenu dans le présent Traité, ne pourra être interprêté, ni avoir un Effet en Opposition aux Traités publics antérieurs, existants avec d'autres Souverains ou États.

L'Article additionnel concerne les Dispositions énoncées dans les Art. V. et VI. au sujet de certains Droits à payer par le Commerce.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Acapulco (sur la Mer du Sud), Aquatulco (sur la Mer du Sud), Campeche (Yucatan), Chihuahua, Guayamas (sur la Mer du Sud), Laguna (Ile de Carmen dans le Golfe de Californie), Matamoros (sur la Mer atlantique), Mazatlan (Cinaloa, sur la Mer du Sud), Mexico, Monterey, Saltillo, San Blas. Santa-Fé, Tabasco, Tamaulipas (Tampico de) et Veracruz, des Consuls 1).

Les États-Unis du Mexique entretiennent:

- à Charleston, New-York, Nouvelle-Orléans et à Saint-Louis, des Consuls,
- à Baltimore, Boston, Mobile, Natchitoches (Louisiane), Pensacola et à Philadelphie, des Vice-Consuls²).

§. 15.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 16. p. 51.)

§. 16.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Ville libre de Francfort (sur le Mein).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Francfort, un Consul 3).

La Ville libre de Francfort entretient:

à New-York et à Philadelphie, des Consuls ').

¹⁾ Abnanach de Gotha, 1840. p. 66. 67. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 12.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 2-7.

³⁾ Staats-Kalender der frejen Stadt Frank-

furt, 1838. p. 81. — Alm. de Gatha, 1840. p. 48.

⁴⁾ St. Kal. d. fr. St. Frankfurt, p. 80. — Almanach de Gotha, 1840. p. 4. 6.

1540 L. III. CH. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 17.

§. 17.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 15. p. 681.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent en Angleterre:

à Bristol, Falmouth, Kingston upon Hull, Liverpool, Londres et Plymouth, des Consuls;

dans l'Ile de Wight:

rà Cowes, un Consul;

en Écosse:

à Dundee, Glasgow et Leith, des Consuls;

en Irlande:

à Belfast, Cork, Dublin, Golway et Londonderry, des Consuls;

à Gibraltar, un Consul;

dans l'Ile de Malte, un Consul;

dans l'Amérique anglaise

dans le Gouvernement du Nouveau Brunswick:

à Saint-John's, un Consul;

dans le Gouvernement de la Nouvelle Écosse:

à Halifax, Pictou et Sidney, des Consuls;

dans l'Ile de Jamaïque:

à Kingston, un Consul;

dans l'Ile de Trinité, un Agent consulaire;

dans les Iles Turques (Turks' Islands), un Consul;

dans les Res Bermudes, un Consul;

dans l'Ile Barbade, un Agent consulaire;

dans l'Ile Providence (une des Bahamas ou Lucayes), à Nassau, un Consul;

dans les *Res de Saint-Christophe* et d'Antigoa, un Agent consulaire;

dans la Guyane anglaise:

dans la Province de Demerari, à George-Town (jadis Stabrock), un Consul;

dans l'Afrique anglaise:

dans l'Ile de France ou Ile Maurice, un Agent commercial; dans l'Ile de Sainte-Hélène, un Agent commercial; dans la Colonie du Cap de Bonne Espérance: à Cape Town, un Consul; en Australie

dans la Nouvelle-Galles méridionale:

à Sidney, un Consul; dans les Indes orientales:

à Bombay et Singapore, des Consuls 1).

§. 18.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRÈCE.

Traité de Commerce et de Navigation, 1837, entre les États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi de la Grèce, fait à Londres, le 22 (10) Décembre 1837 2). (Original en anglais et en français.)

Les Citoyens et Sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes, pourront, avec toute Sûreté pour leurs Personnes, Vaisseaux et Cargaisons, aborder librement dans les Ports, Places et Rivières des Territoires de l'autre, partout où le Commerce étranger est permis, ils pourront s'y arrêter et résider, dans quelque Partie que ce soit, desdits Territoires; y louer et occuper des Maisons et des Magasins pour leur Commerce, et jouiront généralement de la plus entière Sécurité et Protection pour les Affaires de leur Négoce, à charge de se soumettre aux Lois et Ordonnances des Pays respectifs:

Art. XII. Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la Faculté d'entretenir, dans ses Ports et Places de Commerce, des Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce, qui jouiront de toute la Protection, et recevront toute l'Assistance nécessaire, pour remplir dûment leurs Fonctions; mais il est expressément déclaré, que dans le Cas d'une Conduite illégale ou impropre envers les Lois ou le Gouvernement du Pays, dans lequel lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce résideraient, ils pourront être poursuivis et punis conformément aux Lois, et privés de l'Exercice de leurs Fonctions, par le Gouvernement offensé, qui fera connaître à l'autre ses Motifs pour avoir agi ainsi, bien entendu cependant, que les

¹⁾ List of Ministers, Consuls, etc. p. 3. 4.

²⁾ Acts and Resolutions passed at the third Session of the twenty-fifth Congress of the

United-States. Published by Authority, 1839.
Append. p. 1. (en anglais et en français.)

Archives et Documents relatifs aux Affaires du Consulat, seront à l'Abri de toute Recherche, et devront être soigneusement conservés sous le Scellé des Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et de l'Autorité de l'Endroit où ils résideraient.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, ou ceux qui seraient dûment antorisés à les suppléer, auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres, dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation, dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu que cette Espèce de Jugement ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Patrie.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement de Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays; et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait partie desdits Équipages, et, cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être renfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutefois, que si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Ex-

tradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti ') de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Dans le Cas où quelque Bâtiment de l'une des Hautes Parties contractantes aura échoué, fait Naufrage ou souffert quelque Dommage, sur les Côtes de la Domination de l'autre, il sera donné toute Aide et Assistance aux Personnes naufragées, ou qui se trouveraient en Danger, et il leur sera accordé des Passeports pour retourner dans leur Patrie. Les Bâtiments et les Marchandises naufragées, ou leurs Produits, s'ils ont été vendus, seront restitués à leurs Propriétaires ou Ayant-Cause, s'ils sont réclamés dans l'An et Jour, en payant les Frais de Sauvetage, que payeraient les Bâtiments nationaux dans les mêmes Cas, et les Compagnies de Sauvetage ne pourront faire accepter leurs Services que dans les mêmes Cas, et après les mêmes Délais, qui seraient accordés aux Capitaines et aux Équipages nationaux. Les Gouvernements respectifs veilleront d'ailleurs à ce que ces Compagnies ne se permettent point de Vexations ou d'Actes arbitraires.

L'Art. XVI. Concerne les Lois de Quarantaine, auxquelles seront soumis les Bûtiments respectifs.

Art. XVII. Le présent Traité sera en Vigueur pendant dix Années, à partir du Jour de l'Échange des Ratifications 2); et si, avant l'Expiration des neuf premières Années, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ce Traité restera obligatoire une Année au-delà, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une semblable Notification, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Athènes et à Syre, des Consuls 3).

La Grèce entretient:

à New-York, un Consul 4).

§. 19.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HAÏTI.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la République de Haïti.

¹⁾ Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1. la Remarque faite sur l'emploi du met nanti.

²⁾ Les Ratifications furent échangées à Londres, le 25 (13) Juin 1838.

³⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 59, 60. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.

⁴⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 4.

1544 L. III. Ch. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 20.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: au Cap Haïtien, un Consul, aux Cayes et à Port au Prince, des Agents de Commerce ').

§. 20.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HANOVRE.

Traité de Commerce et de Navigation, entre 1840, les États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi de Hanovre (Ernest Auguste), fait à Berlin, le 20 Mai 1840 ²). (Original en anglais et en français.)

Art. I. libres de s'y arrêter et résider, dans quelque Partie que ce soit desdits Territoires, pour y vaquer à leurs Affaires, et de louer et occuper des Maisons et Magasins pour leur Négoce, pourvu qu'ils se soumettent aux Lois, tant générales que spéciales, relatives au Droit d'y résider et d'y faire le Commerce.

En se conformant aux Lois et Réglements en vigueur, ils pourront eux-mêmes diriger librement leurs propres Affaires, dans tous les Territoires soumis à la Jurisdiction de chaçune d'Elles, tant pour ce qui a rapport à la Consignation et à la Vente, en gros et en détail, de leurs Denrées et Marchandises, que pour ce qui regarde le Chargement, Déchargement et Expédition de leurs Bâtiments, ou d'employer tels Agents et Courtiers qu'ils trouveront convenables; — ils seront, dans tous ces Cas, traités comme les Citoyens ou Sujets du Pays dans lequel ils résident; néanmoins il est bien entendu qu'ils restent assujétts auxdites Lois et Réglements, aussi en ce qui regarde les Ventes en gros et en détail.

Ils auront pleine Liberté de recourir aux Tribunaux de Justice pour leurs Affaires litigieuses, aux mêmes Conditions qui seront accordées par la Loi et l'Usage aux Citoyens ou Sujets du Pays, et d'employer dans leurs Procès, pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Avoués ou autres Agents, qu'ils trouveront convenable de choisir.

Art. VI. Les Parties contractantes se sont accordé mutuellement la Faculté de tenir, dans leurs Ports respectifs,

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 63. — List Hannover, 1840. p. 505. No. 46. sqq. (en francof Ministers, Consule, etc. p. 11.

2) Gesetz-Sammlung für das Königreich

des Consuls, Vice-Consuls, Agents ou Commissaires de leur Choix, qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées; mais, dans le Cas où lesdits Consuls voudraient ') faire le Commerce, ils seront soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de leur Nation, à l'Endroit où ils résident.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres, dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation, dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention, pour exécuter ou maintenir leurs Décisions.

Il est néanmoins bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage, ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays.

Ils s'adresseront 2) pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait partie desdits Équipages, et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés

¹⁾ Le Texte français porte par erreur: veuillent au lieu de voudraient.

2) Le Texte imprimé porte par erreur, ils , s'adressent" au lieu de ,, ils s'adresseront."

dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause. Toutefois, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit '), il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti 2) de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Les Citoyens ou Sujets de chacune des Parties contractantes auront, dans les États de l'autre, la Liberté de disposer de leurs Biens, meubles et immeubles, soit par Vente, Donation, Testament ou autrement.

Leurs Héritiers, étant Citoyens ou Sujets de l'autre Partie contractante, succéderont à leurs Biens, soit en vertu d'un Testament, ou ab intestat.

Ils pourront en prendre Possession, soit en personne, soit par d'autres, agissant en leur place, et en disposeront à leur Volonté, en ne payant d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays, où se trouvent lesdits Biens, sont assujétis en pareille Occasion.

En Cas d'Absence des Héritiers, on prendra provisoirement desdits Biens les mêmes Soins qu'on aurait pris, en pareille Occasion, des Biens des Natifs du Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire ait agréé ') des Arrangements pour requeillir l'Héritage.

S'il s'élève des Contestations entre différents Prétendants, ayant Droit à la Succession 1), elles seront décidées, en dernier Ressort, selon les Lois et par les Juges du Pays où la Succession est vacante 5).

Si, par la Mort de quelque Personne, possédant des Biensfonds sur le Territoire de l'une des Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie; celui-ci, si, par sa Qualité d'Etranger, il est inhabile à les posséder, obtiendra un Délai convenable, pour les vendre et pour en retirer le Produit, sans Obstacle, et exempt de

sfence."

²⁾ Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1. la Remarque sur la fausse acception donnée au verbe nantir.

³⁾ Le Texte anglais porte ,, until the luw-"ful owner may take measures," ce qui signifie, jusqu'à ce qu'il prenne des mésures, et non pas jusqu'à ce qu'il ait agréé des arrangements.

¹⁾ Le Texte anglais porte: "Crime of Of- 4) Le Texte anglais porte: If any question should arise among several claimants, to which of them the said property belongs. (Voyez plus haut p. 1399. Col. 1. note 1. h Remarque sur la différence entre les deux Rédactions, anglaise et française.

⁵⁾ Voyez plus haut p. 1266. Col. 1. note 1. la Remarque au sujet de l'expression Succession vacante.

tout Droit de Détraction, de la part du Gouvernement des États respectifs.

Les Capitaux et Fonds ') que les Citoyens ou Sujets des Parties respectives, en changeant de Demeure, voudront faire sortir de l'Endroit de leur Domicile, seront aussi exempts de tout Droit de Détraction ou d'Émigration, de la part des Gouvernements respectifs.

Art. VIII. L'ancien et barbare Droit de Naufrage, sera entièrement aboli à l'égard des Citoyens ou Sujets des deux Parties contractantes.

Au Cas que quelque Vaisseau, appartenant à l'une des Parties contractantes, aurait fait Naufrage, échoué ou souffert quelque Avarie sur les Côtes ou sous la Domination de l'autre, les Citoyens ou Sujets respectifs recevront, tant pour eux que pour le Vaisseau et les Effets, la même Assistance qui aurait été fournie 2) aux Habitants du Pays où l'Accident arrive.

Ils payeront seulement les mêmes Charges et Droits de Sauvetage, auxquels les dits Habitants auraient été assujétis en pareil Cas......

Le présent Traité sera en vigueur pendant douze Ans, à dater de ce Jour, et au-delà de ce Terme, jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que le Gouvernement de Hanovre d'une part, ou celui des États-Unis de l'autre, aura annoncé à l'autre son Intention de le terminer ').

Articles ci-dessus, tant en français qu'en anglais, et y ont apposé leurs Sceaux, déclarant toutefois que la Signature dans ces deux Langues, ne doit pas, par la Suite, être citée comme Exemple, ni en aucune Manière porter Préjudice aux Parties contractantes *).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Emden, un Consul 5).

daction en Langue française et anglaise, et non pas la Signature en les deux Langues, ne deit pas infirmer le Droit des Parties contractantes, de se servir, chacune d'Elles exclusivement, de sa Langue nationale; le Gouvernement américain de la Langue anglaise, celui de Hanoure de la Langue allamande.

5) Almanach de Gotha, 1840. p. 62. — List of Ministers, Cansuls, etc. p. 8.

¹⁾ Le Texte anglais porte "The Capitals "and Effects."

²⁾ Le Texte anglais porte: "which would "be due," ce qui signifie, "qui serait due," et non pas "qui aurait été fournie."

³⁾ c'est à dire , de le faire cesser." Le Texte anglais porte , of terminating the same."

⁴⁾ On a sans doute voulu dire que la Ré-

1548 L. III. CH. I. S. XIII. ÉT.-UN. D'AMÉRIQUE. § 21. 22.

Le Hanovre entretient:

à la Nouvelle-Orléans, un Consul,

à New-York, un Vice-Consul 1).

§. 21.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HESSE (ÉLECTORALE).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Hesse électorale.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Cassel, un Consul²).

La Hesse électorale entretient:

à New-York, un Consul 1).

§. 22.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MAROC.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États1786, Unis d'Amérique et Sa Majesté impériale l'Empereur de Maroc, fait à Maroc, le 28 Juin 1786,
avec un Article additionnel, en date du même Jour *) 5) 6).
(Original en arabe et en anglais.)

Art. IX. Si quelque Bâtiment des États-Unis vient à échouer sur quelque Partie de Nos Côtes, il restera à la Dispo-

- 1) Almanach de Gotha, 1840, p. 4. 5. Hof- und Staats-Handbuch für das König-reich Hannover, 1838, p. 92.
- 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 63. List of Ministers, Consnls, etc. p. 8.
 - 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 4.
- 4) Jon. Elliot, L. c. p. 415. (en anglais.) daté du 28 Juin 1786. — Nouvelles extraordinaires, 1788. No. 1. 4 et 8. Suppl. (en français.) daté du 25 Janvier 1787. — (Fabri), Historischgeographische Monatsschrift, No. 4. p. 300. (en français.) avec la même date. — Storia dell' Anno 1787. p. 75. (en italien.) avec la meme date. — Adrian Kleist, Index chronologicus sistens Federa etc. sive Prodromus ad primas lineas hist. federum belgii fed. (Ley de 1789. in 80.) (en hollandais.) avec la mème date. — Martens, Recueil, T. IV. p. 247. (en français.) avec la même date. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 272. (en français.) avec la date du 21 Juin 1786 pour le *Traité*, et du 7 Juillet de la même année pour l'Art. additionnel. - La Traduction française, que nous donnons, a été faite
- sur le Texte anglais, publié par Jon. Elliot.
- 5) Le Texte arabe porte que le présent Traité a été enrégistré et scellé, le 25 Schiaban l'an 1200 de l'Hégire, et l'Art. additionnel porte la date du 18 Ramazan de la même année. Le 25 Schiaban 1200 répond au 12 Juin 1786, et le 18 Ramazan au 4 Juillet. Il est dit dans le Code diplomatique de Jon. Elliot, p. 421. note *. que le 1 de Ramazan 1200 répond au 28 Juin 1786. C'est une erreur, le 1 de Ramazan 1200 répond au 17 Juin de ladite année.
- 6) Les États-Unis avaient nommé, le 12 Mai 1784, leurs Plénipotentiaires, pour la Conclusion d'un Traité avec l'Empereur de Maroc, les Citoyens Jean Adams, Benjamin Franklin et Thomas Jefferson. Franklin se trouvant absent, les deux autres Plénipotentiaires, en vertu d'une Autorisation spéciale, du 11 Mars 1785, déléguèrent leurs Pouvoirs au Citoyen Thomas Barclay, lequel négocia et conclut ledit Traité, qui fut signé par Jefferson, à Paris, le 1 Janvier 1787, et par Adams, à Londres, le 25 Janvier de la même année.

sition des *Propriétaires*, et personne n'entreprendra d'en approcher sans leur Consentement

Art. X. et, si quelque Bâtiment américain vient à échouer sur la Côte de Wadnoon, ou sur quelque Côte voisine, l'Équipage y appartenant sera protégé et assisté, jusqu'à ce que, avec l'Aide de Dieu, il puisse être renvoyé dans son Pays.

L'Art. XIII. concerne le Salut de Mer.

Art. XIV. Le Commerce avec les États-Unis sera sur le même Pied que celui avec l'Espagne, ou celui avec la Nation qui sera alors la plus favorisée; et leurs Citoyens seront respectés et estimés, et auront pleine Liberté de passer et repasser par Notre Pays et par Nos Ports de Mer, chaque fois qu'il leur plaira, sans Interruption.

Art. XV. Les Marchands des deux Pays n'emploieront, pour leur servir comme Interprètes, et pour les assister dans leurs Affaires, point d'autres Personnes que celles qu'ils jugeront à propos

Art. XVII. Les Marchands ne seront point forcés d'acheter ni de vendre aucune Espèce de Marchandises, excepté celles qu'ils jugeront à propos.....

Ant. XIX. Aucun Bâtiment ne sera détenu dans le Port, sous quelque Prétexte que ce soit, et il ne sera obligé à recevoir à son Bord aucun Article, sans le Consentement du Commandant (ou Capitaine), qui sera en pleine Liberté de fixer le Fret de toute Espèce de Marchandises qu'il prendra à son Bord.

Si quelques Citoyens des États-Unis, ou quelques autres Personnes se trouvant sous leur Protection, ont un Différend entre elles, le Consul décidera entre les Parties, et toutes les Fois que le Consul requerra quelque Aide ou Assistance de la part de Notre Gouvernement, pour faire exécuter ses Décisions, on acquiescera immédiatement à sa Demande.

Si un Citoyen des États-Unis venait à tuer ou à blesser un Maure, ou, si, au contraire, un Maure tuait ou blessait un Citoyen des États-Unis, on suivra la Loi du Pays, et il sera rendu une Justice impartiale, le Consul assistant au Jugement; et si quelque Délinquant s'échappe, le Consul ne sera en aucune Manière responsable de sa Personne.

¹⁾ Wadnoon, c. à. d. Vled de Nun. Voyez plus haut p. 722. Col. 1. note 1.

Art. XXII. Si un Citoyen américain vient à mourir dans Nos États, et qu'il ne se trouve point de Testament, le Consul prendra Possession de ses Effets; et s'il n'y a point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains de quelque Personne digne de Confiance, jusqu'à ce que la Partie, qui a un Droit de les réclamer, se présente. Mais, si l'Héritier du Défunt est présent, les Biens lui seront remis sans Délai; et, s'il se trouve un Testament, on disposera de la Propriété conformément audit Testament, aussitôt que le Consul en aura certifié la Validité.

Les Consuls des États-Unis résideront dans tel Port de Nos Domaines qu'ils jugeront à propos: ils seront respectés et jouiront de tous les Priviléges dont jouissent lés Consuls de quelque autre Nation que ce soit. Et, si les Citoyens des États-Unis contractaient des Dettes ou des Engagements, le Consul n'en sera responsable en aucune Manière, à moins qu'il n'ait donné une Promesse par écrit, pour payer ou acquitter les dites Dettes ou Engagements, sans laquelle Promesse par écrit on ne pourra élever aucune Réclamation à sa Charge (no application to him for any redress shall be made).

Art. XXIV. S'il s'élevait quelque Différend à la suite d'une Infraction d'un des Articles du présent Traité par l'une ou l'autre Partie, la Paix et l'Harmonie continueront néanmoins de subsister dans leur Vigueur la plus entière, jusqu'à ce qu'il ait été fait une Demande amicale pour un Arrangement, et, avant que cette Demande ait été rejetée, on n'aura point Recours aux Armes; et, si la Guerre venait à éclater entre les Parties, il sera accordé un Terme de neuf Mois, à tous les Sujets des deux Parties, pour disposer de leurs Effets, et se retirer avec leur Propriété.

Et il est de plus déclaré que toute Facilité quelconque (whatever indulgence), à l'égard du Commerce ou autrement, qui serait accordée à une des Puissances chrétiennes, les Citoyens des États-Unis seront également en droit d'y prétendre.

Art. XXV. Le présent Traité restera en pleine Vigueur (avec l'Aide de Dieu), pendant cinquante Ans.

L'Art. additionnel se résère à l'Art. X. et concerne la Protection des Voisseaux de l'une et l'autre Partie dans les Ports respectifs.

Le Traité de Paix et d'Amitié, conclu pour cinquante Ans, entre les deux Parties, à Méquinez, le 16 Septembre 1836 (3 e jour du mois Jamad el lahhar l'an 1252 de l'Hégire) 1), n'est qu'une Répétition littérale du Traité du 28 Juin 1786 2).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Tanger, un Consul 1).

§. 23.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MASCATE 4).

Traité d'Amitié et de Commerce, entre les 1833, États-Unis d'Amérique et Sa Majesté Seyed Syeed Bin, Sultan de Mascate et de ses Dépendances, conclu et signé dans la Ville de Mascate, dans le Royaume d'Aman, le 21 Septembre l'An de Notre Seigneur 1833 s), qui répond au 6 e Jour de la Lune appelée Tamada Alawel, de l'Année de l'Hégire (Allhajra) 1249 s).

Si un Bâtiment des États-Unis vient à faire Naufrage dans quelque Partie des États du Sultan, on prendra Soin des Personnes qui auront échappé au Naufrage, et ils recevront l'Hospitalité aux Frais du Sultan, jasqu'à ce qu'ils trouveront une Occasion pour retourner dans leur Pays (car le Sultan ne peut jamais recevoir aucune Espèce de Rémunération pour avoir donné Secours à des Malheureux), et la Propriété sauvée d'un tel Naufrage sera soigneusement conservée et délivrée soit au Propriétaire, soit au Consul des États-Unis, soit à tout autre Agent autorisé à cet effet.

- 1) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 16 Septembre 1836, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 5 Djemaziul' Akhir 1252.
- 2) Acts passed at the second Session of the twenty-fourth Congress of the United-States, 1837. p. 107. (en anglais.) Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 685. (en anglais.) Il n'est point fait mention de ce Traité dans le Recueil de MM. d'Hauterive et de Cussy.
- 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 102. List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.
- 4) L'Imamat de Mascate est un des plus puissants de l'Arabie. Mascate, la capitale, est l'entrepêt de toutes les Marchandises qui de l'Inde sont amenées dans le Golfe Persique; elle est aussi le centre du grand commerce des perles qu'en pêche de cette mer. Sa population est évaluée jusqu'à 60,000 âmes. Rostak,

dans l'intérieur, est la Résidence ordinaire de l'Imam. — Sohar ou Oman, ville assez commerçante, avec un port et plusieurs chantiers.

L'Imam de Mascate possède en outre, sous la Suzeraineté du Roi de Perse, une partie du Moghistan dans le Kerman, et les Îles Kichm et Hormouz. Ce Prince possède en Afrique. l'Île de Zanguebar et quelques Places sur la côte opposée de cette partie du monde. (Adr. Balbi, l. c. p. 665. — Langlois, l. c. T. III. p. 298. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 473.)

- 5) Acts passed at the first Session of the twenty-fifth Congress of the United-States. Published by Authority, Washington 1837. in 8°. Append. p. 1. (en anglais.)
- 6) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 21 Septembre 1833, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 18 Djemaziul' Ewel.

1552 L. III. CH. I. S. XIII. ÉTATS, UNIS D'AMÉRIQUE. §. 24.

Les Citoyens des États-Unis, arrivant dans les Ports du Sultan, dans le But d'y faire le Commerce, auront la Liberté de débarquer et de résider dans les dits Ports, sans payer pour cette Liberté aucune Taxe ou Imposition autre que les Droits d'Importation, que payeront les Nations les plus favorisées.

Art. VII. Si des Citoyens des États-Unis, ou leurs Bâtiments, ou bien leurs Propriétés, venaient à être pris par des Pirates, et conduits dans les États du Sultan, les Personnes seront mises en Liberté, et la Propriété sera rendue soit au Propriétaire, s'il se trouve sur les Lieux, soit au Consul des États-Unis, soit à tout autre Agent autorisé à cet effet.

Le Président des États-Unis pourra nommer des Consuls pour résider dans ceux des Ports du Sultan, où se fera le principal Commerce, et ces Consuls seront exclusivement Juges de toutes les Disputes que les Citoyens américains pourraient avoir entre eux. Ils auront la Faculté de recevoir la Propriété de tout Citoyen américain, venant à mourir dans le Royaume, et de l'envoyer à ses Héritiers, en payant d'abord les Dettes dues aux Sujets du Sultan. Les dits Consuls ne pourront point être arrêtés, on ne pourra point saisir leur Propriété, ni arrêter qui que ce soit appartenant au Service de leur Maison, mais leurs Personnes, leurs Propriétés et leurs Maisons seront inviolables. Si cependant un tel Consul commettait quelque Action contraire aux Lois du Royaume, on en portera Plainte au Président, qui le déstituera immédiatement ').

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Mascate, un Consul, dans l'Île de Zanguebar, un Consul²).

§. 24.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MECKLEMBOURG (SCHWÉRIN).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et le Grand-Duché de Mecklembourg (Schwérin).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

¹⁾ Les Ratifications de ce Traité ont été 2) List of Ministers, etc. p. 11. échangées à Mascate, le 30 Septembre 1835.

P,

- à Rostock, un Consul-général pour tout le Pays '). Le Mecklembourg (Schwérin) entretient:
 - à Charleston, un Consul-général,
 - à New-York, un Consul²).

§. 25.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et ILES DES NAVIGATEURS 3).

Réglement de Commerce, fait et arrêté en 1839, 5 Novembre. Conseil, après mûre Délibération, par les principaux Chefs des Nes formant l'Archipel de Hamoa (ou des Navigateurs), le 5 e Jour de Novembre 1839 *).

- 1) Alman. de Gotha, 1840. p. 65. List of Ministers, etc. p. 8. Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinscher Staats-Kalender, 1838. p. 18.
- 2) Alm. de Gotha, 1840. p. 3. 4. Grossherz. M. Schw. Staats-Kalender, 1838. p. 8.
- 3) Archipel des Navigateurs. Groupe d'lles dans le Grand Océan équinoctial, situé au N. E. des Iles des Amis, entre 14 et 15° de latitude S. et 170 et 175° de longitude O. Cet Archipel a reçu le nom d'Iles des Navigateurs, parce que les Habitants avaient un grand nombre de Pirogues, et montraient une adresse admirable à les diriger; circonstance commune à toute la Polynésie, et qui, par conséquent, ne

semble pas très propre à devenir le motif d'une dénomination distinctive. Mr. Adr. Balbi, dans son Abrégé de Géographie, p. 1276., propose de remplacer cette dénomination par celle d'Archipel de Hamoa ou de Bougainville, parce que cet Archipel, dont une partie peut correspondre à l'Ile Bauman de Roggeween*), re-

4) Ce Réglement ne se trouve dans aucun des Recueils que nous avons été à même de consulter. La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur une Copie du Texte anglais, tirée du Département de la Marine (Navy Department).

Le Texte anglais porte Samoa au lieu de Hamoa.

*) Jacob Roggeween ou Roggevin, né dans la Zélande, en 1669, passa de bonne heure à Batavia, où il remplit les Fonctions de Conseiller de la Cour de Justice, après avoir navigué quelques années dans l'Inde. Dès 1699, son père avait présenté aux Directeurs de la Compagnie des Indes occidentales un Mémoire détaillé sur la Découverte des Terres australes. Les brouilleries survenues alors entre la Hollande et l'Espagne, empéchèrent alors le départ de la Flotte destinée à cette expédition: elle fut oubliée. Mais Roggeween, auquel son père, en mourant, avait recemmandé de ne rien mégliger pour l'exécution de son projet, réussit à le faire adopter, et fut même nommé Con mandant des trois Vaisseaux que la Compagnie équipa pour cette entreprise. L'Escadre mit à la voile, du Texel, le 16 Juillet 1721. De retour à Batavia, Roggeween s'était slatté

d'y trouver le repos, et de recevoir le tribut d'éloges que méritaient son zèle et sa persévérance. Mais les Officiers de la Compagnie confisquèrent les Vaisseaux et jetèrent en prison l'Amiral, ses Officiers et les faibles restes des trois Équipages, que les vagues, les tempétes et le scorbut avaient épargnés. Ils les accusaient de Contravention au Privilège de la Compagnie, en naviguant dans des Mers qu'elle regardait comme son Domaine. Roggeween et ses Compagnons furent envoyés en Hollande, comme des Criminels, et ils y arrivèrent, le 11 Juillet 1723. La Compagnie d'Occident †) prit leur désense: elle intenta un Procès à la Compagnie des Indes orientales tt); et co il fut prouvé que l'expédition de Roggeween n'était qu'une expédition de découverte, cette dernière Compagnie fut condamnée à tout restituer et à payer des dommages-intérêts †††)

t) Voyez plus haut p. 980. Col. 1. note 2.

tt) Voyez plus haut p. 734. Col. 2. note 4.

ttt) Dommages et Intérêts ou Dommagesintérêts. Terme de Jurisprudence. L'indemnité

qui est due à quelqu'un pour le Dommage, pour le Préjudice qu'on lui a causé. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. XXI. - p. 423. Col. 2.)

Art. I. dans l'Archipel de Hamoa, seront protégés et respec-

trouvé ou découvert par Bougainville *), est appelé Hamoa par les Indigènes. Celles de ces Iles qu'on a visitées sont au nombre de sept; savoir: Pola (que les Anglais nomment Chatam), Galnasse, Oyolava, Maouna, Fanfoué, Leone, Opoun, situées de l'Ouest à l'Est. Les Habitants connaissent encore trois Iles situées au Sud-Ouest. Dans la savante Carte du Grand-Océan, par Arromemith **), Pola est nommée Otawhy; Oyolava, Oatouah; Maouna, Ton-

noms celui de Tontouillah se retrouve dans la Liste des Iles, que les Habitants de Tonga-Tabou "") fournirent au Capitaine Cook t); circonstance qui donne du poids à la Nomenclature anglaise. Mais ces Iles n'ent-elles pas plusieurs noms dans les divers Dialectes dérivés du malais? On n'a eu que des notions très imparfaites sur ce Groupe d'Iles, avant qu'il fût visité par La Pérouse tt), en 1787. (Adr.

considérables. Roggoneen passa le reste de sa vie dans le repos. L'époque de sa mort est inconnue. La route suivie par ce Navigateur fut assez mal choisie. Aussi ne produisit-elle que de petites découvertes, parmi lesquelles l'Ile de *Pûques e*t l*es lles pernicieuses* ont seules été retrouvées. La position des autres *Iles,* et notamment celle de Bauman, est encore aujourd'hui bien incertaine. On a trois Relations du Voyage de Roggeween: une publiée en hollandois, Dort 1728. in 40., remplie de faits merveilleux. La deuxième, en allemand, est l'ouvrage de *Behrens,* natif du *Mecklembourg,* Sergent-major des troupes de l'Expédition, Leipzig 1738. La troisième est une Traduction française de la deuxième, La Haye 1739. 2 Vol. in 120., sous le titre de Histoire de l'Expédition des trois vaisseaux envoyés par la Compagnie des Indes occidentales des Provinces-Unies aux Terres australes, en 1721, par M. de B. (probablement Behrens). Cette Narration est simple, et porte le caractère de la vérité. On en trouve un bon Extrait dans la Collection anglaise de John Harris, édition de 1764, connue sous le Titre de Navigantium Biblioteca, etc. 2 Vol. in fol. (Falkenstein, Geschichte der Entdeckungsreisen (Dresde 1828. T. I - V. pet. in 8°.) T. HI. p. 113. 114. - Biogr. universelle, T. XXXVIII. p. 412. Col. 1.)

") Veyez plus haut p. 838. Col. 1. note ".

A. Arrowsmith, Hydrographe du Rei d'Angleterre, mourut à Londres, le 16 Avril 1824, à l'àge de 73 ans. Le nombre de Cartes qu'il a publiées, dont quelques-unes en plusieurs feuilles, se monte à plus de 130; on remarque l'Angleterre en 18 feuilles, l'Écosse en 4, l'Irlande en 4, la Mappemonde en 6, le Grand-Océan en 9, la Manche en 7. On a aussi de lui un Atlas universel, en 45 Cartes, et des Atlas partiels. — Les Cartes d'Arrowsmith sent dessinées avec beaucoup de metteté et bien gravées; c'est leur principal mérite, et ce qui

leur valut d'abord dans toute l'Europe une réputation prodigieuse; mais un examen, plus approfondi, fit bientôt reconnaître qu'elles ne méritaient pas tous les éloges qui leur avaient été prodigués. On ne peut compter sur leur exactitude que pour les Iles britanniques; quant au Continent européen, elles sont fautives. Elles ne se recommandent pas davantage pour les aûtres parties du monde, notamment pour l'Asie, et quelquefois elles offrent des erreurs si grossières, qu'on est tout étonné de l'ignorance ou de l'extrème négligence qui a pu les faire commettre. (Biogr. universelle, T. LVI. (Supplément) p. 470. Col. 2.)

consacrée. C'est la plus grande et la plus peuplée de l'Archipel de Tonga, nommé Iles des Amis par presque tous les Géographes. Ce Groupe d'lles est une des parties les mieux connues de l'Océanie. (Adr. Balbi, l. c. p. 1275. — Langlois, l. c. T. I. p. 122. Cel. 1. Art. Iles des Amis. — Malte Brun, Précis de la Géographie universelle, T. IV. Liv. LXXIX. p. 394. — Vollständiges Handbuch, Sect. VII. p. 663. — Penny Cyclopaedia, T. XVI. p. 117. Cel. 1.)

t) Voyez plus haut p. 835. Cel. 2. note ***.

tt) Jean-François Galaup de La Pérouse, eélèbre Navigateur, naquit à *Albi,* en 1741. **L** fut admis au service de France, en qualité de Garde de la Marine, le 19 Novembre 1756; ses services ne furent point interrompus pendant la guerre que la *France* eut à soutenir à cette époque contre l'Angleterre. La Pérouse sut promu au grade d'Enseigne, le 1 Octobre 1764, et à celui de Lieutenant de Vaisseau, le 4 Avril 1777. L'intervalle de 14 années de paix, qui s'écoulèrent depuis 1764 jusqu'à 1778, le mit à même de se livrer tout entier à la Navigation: il parcourut, pendant ce tems, les Pays du Globe les plus éloignés, d'abord en qualité de simple Officier; ensuite il commanda plusieurs Bâtiments du Roi. Devenu Capitaine de Vaisseau,

tés, tant pour leurs Personnes que pour leurs Biens ou Effets, et tous les Étrangers dont le Séjour aura été autorisé par le

Balbi, l. c. p. 1276. — Langlois, l. c. T. III. p. 474. Col. 2. — Malte Brun, Précis, T. IV.

Liv. LXXIX. p. 398. — Vollstündiges Handbuch, Sect. VII. p. 599.)

en 1780, il fut chargé d'aller attaquer les Etablissements anglais de la Baie de Hudson. Cette Expédition le fit connaître comme un Officier capable de diriger une Campagne de découvertes. Louis XVI hui confia la direction d'une Expédition dans la Mer Pacifique, composée de deux Frégates, la Boussole et l'Astrolabe. Il mit à la voile de Brest, le 1 Août 1785. Après avoir doublé le Cap Horn, il remonta vers le Nord, toucha à l'Ile de Pâques et aux Iles Sandwich, découvertes par Cook, et vint attérir ^o) au Mont Saint-Elie, situé à la côte N. O. de l'Amérique, par environ 60° de latitude. Toute cette Côte fut prolongée en allant du Nord au Sud, jusqu'au Port de Monterey (Haute Californie), dans l'espace de çinq à six-cents lieues, en moins de trois mois. De Monterey, les Frégates partirent le 24 Septembre 1786, pour traverser le Grand-Océan; après avoir relaché dans la Rade de *Mucuo*, elles se rendirent à Manille, Chef-lieu des Philippines, et mouillèrent, le 27 Février 1787, dans le Pert de Cavite. L'Expédition y fit un assez long séjour, s'y répara, et s'approvisionna de nouveau. Enfin, La Pérouse quitta les Philippines, le 10 Avril, pour se rendre sur les Cotes de Tartarie et des Iles du Japon. Cette pertien du Globe n'était alors connue que par des Traditions recueillies par les Missionnaires. La Pérouse est 'e premier qui ait levé les doutes que ces Récits confus avaient fait naitre. Après avoir vérilié les Découvertes antérieurement faites par les Hollandais dans ces Parages, La Pérouse traversa les Iles Kourikes entre l'Ile de la Compagnie et l'Ile Murikan; le Détroit recut le nom de Canal de la Boussole. Il vint ensuite relacher au Kanatschatka, dans le Havre de Saint-Pierre et Saint-Paul, où il mouilla, le 7 Septembre 1787. Les Frégates en partirent le 29, firent route vers le Sud, et passèrent par les Iles des Navigateurs et des Amis; elles mouillèrent à Botany-Bay, le 16 Janvier 1788.

Depuis le départ des Frégates de Botany-Bay, qui eut lieu peu de tems après, en n'a plus reçu aucune nouvelle de *La Pérouse* et de ses Compagnons. Sa dernière Lettre au Ministre de la Marine était datée du 7 Février 1788.` Les recherches faites par le Contre-Amiral d'Entrecasteaux (Biogr. universelle, T. XIII. p. 174. Col. 2.), en 1791, n'eurent aucun succès. En 1827, le Capitaine *Dillon*, commandant un Bàtiment de la Compagnie des Indes, naviguant au Nord des Nouvelles Hébrides, trouva sous l'eau, au milieu des récifs dont est hérissé le pourtour oo) de la plus grande lle du Groupe de Vanikoro 000), des débris de Navires et une multitude d'objets qui avaient évidemment appartenu aux Naufragés de la Boussole et de l'Astrolube; il fixa ainsi le lieu où ces frégates, naviguant de conserve, et très près l'une de l'autre, touchèrent probablement, pendant la nuit, l'écueil alors inconnu, s'entrouvrirent et furent englouties: il consacra ce fatal évènement, en donnant à cette le le nom de La Pérouse. Plus tard, en 1828, le Capitaine Du Mont d'Urville visita le même lieu avec la Corvette l'Astrolabe, et recueillit aussi quelques débris du naufrage. — La Relation du Voyage de La Pérouse, rédigée par Mr. Milet de Mureau, d'après les Journaux qui avaient été envoyés du Kamtschatka et de Botany-Bay, a été publiée à *Paris*, en 1797. 4 Vol. in 4°. avec Atlas. If y en a une Traduction anglaise, Londres 1799. 2 Vol. in 4° ., et une $^{\circ}$ allemande par J. R. Forster et C. L. Sprengel, Berlin, 2 Vol. in 80. [Biogr. universelle, T. XXXIII. p. 397. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 339. Col. 2. - Conversations-Lexikon, T. VI. p. 502. -Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 462. Col. 1. — Du Mont d'Urville, Voyage autour du monde et à la recherche de La Pérouse, dans les années de 1826 à 1829 (Paris 1832. T. I – VI. in 80.).]

O) Atterrir (ou Attérir), Terme de Marine. Prendre Terre.

Atterrissage. Action d'atterrir. (Dict. de l'Avadémie.)

objets. (Dict. de l'Académie.)

⁰⁰⁰⁾ Vanikoro, une des Iles de l'Archipel

de Santa Cruz, qu'on nomme aussi Iles de la Reine Charlotte. Mr. Adr. Balbi, en suivant le conseil d'un savant marin, Mr. Jules de Blosseville, donne à ce Groupe d'Iles la dénomination d'Archipel de La Pérouse. (Adr. Balbi, l. c. p. 1266. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1508. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. VII. p. 416.)

Consentement du Gouvernement, et qui se conformeront aux Lois établies, jouiront de la Protection du Gouvernement.

La Protection la plus entière sera accordée à tous les Vaisseaux et Bâtiments étrangers qui feront Naufrage; le Consul de la Nation, à laquelle appartient le Bâtiment, prendra Possession des Biens qui seront sauvés, et accordera, soit un Droit de Sauvetage, soit une Portion desdits Biens, à ceux qui auront aidé à les sauver et à les protéger, et il ne sera en aucun Cas permis à ces derniers de s'en rien approprier ').

Les Biens et Effets de toutes les Personnes décédées seront délivrés au Consul de la Nation à laquelle appartenaient les Défunts.

Tout Individu coupable d'un Crime ou d'un Meurtre, commis sur la Personne d'un Étranger, sera livré sans Délai au Commandant du Bâtiment de guerre de la Nation à laquelle appartenait l'Étranger qui aura été tué, si ledit Commandant en fait la Demande.

Art. VI. On ne pourra, à moins d'une Nécessité absolue, se livrer à aucune Espèce de Travail à terre, ni employer aucun des Habitants à travailler à bord des Bâtiments, le Jour du Sabbat 2), sous peine d'une Amende de dix dollars.

Il est sévèrement défendu de trafiquer en Liqueurs spiritueuses, ni d'en mettre à Terre; les Contrevenants payeront une Amende de vingt-cinq dollars, et le Bâtiment auquel ils appartiennent ne recevra plus de Rafraîchissements '). Toute Liqueur spiritueuse trouvée à Terre sera saisie et détruite (destroyed).

L'Art. VIII. concerne l'Arrestation et l'Extradition des Déserteurs des Bûtiments étrangers.

Art. IX. Aucun Capitaine de Bâtiment ne pourra débarquer un Passager sans la Permission du Gouvernement, sous peine d'une Amende de vingt-cinq dollars, et il ne sera permis à aucun Individu de débarquer ni de résider dans l'Archipel de Hamoa, sans une Permission spéciale du Gouvernement.

Quiconque viendra à Terre, sans avoir obtenu ladite Per-

¹⁾ Le Texte anglais porte "no embezlement "will be permitted."

²⁾ Les Ouvrages de Géographie, que nous avons été à même de consulter, ne contiennent aucune notion sur la Religion des Indigènes.

³⁾ Rafraichissements, en Termes de Marine, se dit des Vivres frais de toute espèce, qu'en embarque sur un Bâtiment, soit au départ, soit dans les relâches; par opposition aux aliments sees ou salés. (Dict. de l'Académie.)

mission, sera forcé de se rembarquer et de partir par la première Occasion.

Art. X. Si un Individu malade, appartenant à un Bâtiment quelconque, était laissé à Terre, dans le but de recouver la Santé, il restera à la Charge du Consul, qui sera responsable de toutes les Dépenses qu'occasionnera la Maladie dudit Individu, et qui le fera partir par la première Occasion, aussitôt qu'il sera rétabli.

Art. XI. Tout Marin qui restera à Terre, passé neuf heures du Soir, sera mis en Prison jusqu'au Lendemain, où il sera renvoyé à bord, et payera une Amende de cinq dollars.

Toutes les Amendes seront payées en Espèces ou par un Équivalent; les Amendes pourront être converties par le Gouvernement en Corvées (hard labour) pour la Confection des grandes Routes, à raison d'un Mois de Travail pour cinq dollars.

Si le Capitaine ou Maître d'un Bâtiment refusait de se conformer à une Disposition quelconque du présent Réglement, le Cas sera exposé au Consul de la Nation à laquelle appartient le Rénitent ') pour en faire Justice.

raient être visités par des Bâtiments ou Embarcations, feront observer ce qui a été arrêté et réglé ci-dessus, tant par rapport au Débarquement des Étrangers que par rapport à l'Arrestation des Déserteurs, sous peine de telle Amende que le Malo 2) jugera à propos de leur imposer.

Afin de faire exécuter tout ce qui a été arrêté et réglé ci-dessus, les Chefs et Soula-fall ') des Districts respectifs se réuniront, et éliront un de leurs Membres, qui agira en qualité de Magistrat ou de Juge pour faire exécuter les Lois.

Fait et arrêté en Conseil dans le *Port d'Apia*, dans l'*Île d'Upulo* *), le 5 e Jour de Novembre, l'An de Notre Seigneur 1839. Témoins:

Charles Wilkes, Commandant de l'Expédition exploratoire. Malietoa X Samalanja X Matelan X

¹⁾ Rénitent, qui résiste. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie.)

²⁾ Malo, probablement le Chef d'un District.

³⁾ Soula-fall. Nous supposens que ce mot

désigne un des Officiers subalternes.

⁴⁾ Upulo. Peut-être que cette dénomination correspond à celle de Pola. (Vey. pl. h. p. 1554. Col. 1. cent. de la note 3. de la p. 1553. Col. 1.)

J. C. Williams, Peea X
Consul des États-Unis. Sooa X
W. C. Cunningham, Moli X
Vice-Consul de S. M. Britannique. Sagu X

5 Novembre 1839.

Le Réglement ci-dessus (foregoing rules and regulations), ayant été soumis à Mon Approbation, Je l'approuve sans aucune Restriction (I highly approve the same)

W. C. Cunningham, Vice-Consul de S. M. Britannique pour l'Archipel des Navigateurs.

Apia, Upulo, le 5 Novembre 1839.

Le Réglement de Commerce ci-dessus (foregoing commercial rules and regulations), ayant été signé en Ma Présence, et soumis à Mon Approbation par les Chefs, Je le considère comme juste et convenable, et J'en transmettrai une Copie au Gouvernement américain pour l'Information de tous les Capitaines de Bâtiment, qui visiteront l'Archipel de Hamoa ou des Navigateurs (the Samoa or Navigator group of Islands).

A Bord du Vaisseau des États-Unis Vincennes, dans le Port d'Apia, dans l'Ile d'Upulo, Archipel des Navigateurs. Le 6 Novembre 1839.

Charles Wilkes, Commandant l'Expédition exploratoire des États-Unis d'Amérique.

§. 26.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET NOUVELLE ZÉELANDE 1).

Quoiqu'il n'existe point de Traité entre les États-Unis d'Amérique et les Habitants de la Nouvelle Zéelande, le Gouvernement américain entretient néanmoins:

dans la Tasmanie du Nord:

dans la Baie des Iles, un Consul 2).

1) On a donné le nom de Nouvelle Zéclande à deux Iles, situées dans le Grand Océan austral, au S. E. de la Nouvelle Calédonie. Tasman, navigateur hollandais, qui en fit la première découverte, en 1642 °), n'en a vu qu'une très petite partie. Cook, qui visita ces parages, en 1779 °°), reconnut qu'il y a deux lles, et qu'elles sont séparées par un Détroit. On nomme Eaheino-Mauve ou la Tasmanie du Nord, l'Île septentrionale, et Tavoi-Poennamou ou Tasmanie du Sud, l'Île méridionale.

Les principaux lieux sont: le Port de Wangaroa, la Baie d'Oudoudou (Baie des lles), le Havre de Kaïpara, le Port de Manoukao, le Havre de Waïkato.

Ces Iles sont habitées par des Tribus de race malaisienne. Leurs moeurs offrent, malgré leur état social, supérieur à celui de plusieurs autres Océaniens, des traces de férecité. (Adr. Balbi, l. c. p. 1268. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1664. Col. 2.)

2) List of Ministers, Consuls, etc. p. 11.

^{*)} Falkenstein, l. c. T. III. p. 44.

^{**)} Voyes plus haut p. 835. Col. 2. note ****.

§. 27.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 13. p. 908.)

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1839, dix Ans, entre les États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi des Pays-Bas (Guillaume I), fait à Washington, le 19 Janvier 1839 1).

Il est de plus convenu entre les deux Parties contractantes, que les Consuls et Vice-Consuls des États-Unis dans les Ports des Pays-Bas en Europe, et réciproquement, les Consuls et Vice-Consuls des Pays-Bas dans les Ports des États-Unis, continueront à jouir de tous les Priviléges, de la Protection et de l'Assistance d'Usage et nécessaires pour l'Exercice régulier de leurs Fonctions, ce qui s'entendra aussi relativement aux Déserteurs des Bâtiments de guerre ou marchands de leur Pays.

Art. V. En Cas de Naufrage ou d'autre Dommage essuyé sur Mer, chacune des Parties accordera aux Bâtiments, soit de guerre soit marchands, de l'autre Partie, la même Assistance et Protection, qui en pareil Cas serait accordée à ses propres Bâtiments.

Le présent Traité restera en vigueur pendant dix Ans, à compter six Semaines après l'Échange des Ratifications 2), et jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire cette Notification à l'autre Partie, après l'Expiration dudit Terme de dix Années. Et il est convenu, par le présent Article, que dans le Cas d'une telle Notification, ce Traité et toutes les Stipulations y contenues, seront, à l'Expiration desdits douze Mois, nulles et sans Effet.

§. 28.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PÉROU.

1836, Traité de Paix, d'Amitié, de Commerce 30 Novembre. et de Navigation, pour douze Ans, entre les

¹⁾ Imprimé séparément à Washington, 1839. in fol. (en anglais et en hollandais.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais. — Acts and Resolutions passed at the first Session of the

twenty-sixth Congress of the United-States. Published by Authority, Washington 1840. in 8°. App. p. 106. (en anglais et en hollandais.)

²⁾ Les Ratifications surent échangées à Washington, le 24 Mai 1839.

États-Unis d'Amérique et la République du Pérou (Confédération Pérou-Bolivienne), fait à Lima, le 30 Novembre 1836 '). '(Original en anglais et en espagnol.)

Les États-Unis d'Amérique et la Confédération Pérou-Bolivienne, désirant vivre en Paix et Harmonie, tant entre Eux qu'avec toutes les Nations de la Terre, en suivant une Politique franche et également amicale envers toutes, s'engagent mutuellement à ne point accorder à d'autres Nations aucune Faveur, sous le Rapport du Commerce et de la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou bien en accordant la même Compensation, si la Concession a été conditionnelle.

Les deux Hautes Parties contractantes désirant également d'établir le Commerce et la Navigation de leurs Pays respectifs sur une Base libérale, de parfaite Égalité avec les Nations les plus favorisées, conviennent mutuellement, que les Citoyens de l'une d'Elles pourront fréquenter avec leurs Bâtiments toutes les Côtes et Pays de l'autre, y résider et y trafiquer dans toute Espèce de Produits, Manufactures et Marchandises, qui ne sont pas généralement prohibées, et ils ne payeront, sur leurs Bâtiments et Cargaisons, d'autres ni de plus forts Droits, Taxes ou Impôts d'aucune Espèce, que ceux que les Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée sont ou seront obligés de payer pour leurs Bâtiments et Cargaisons; et ils jouiront respectivement, par rapport au Commerce et à la Navigation, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, dont jouissent ou jouiront les Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée, en se soumettant aux Lois, Décrets et Usages auxquels lesdits Citoyens ou Sujets sont soumis.

Il est de même convenu, que tous les Marchands, Commandants de Bâtiments et autres Citoyens de l'un et l'autre Pays, auront pleine Liberté de gérer eux-mêmes leurs propres Affaires, dans tous les Ports et Lieux, soumis à la Jurisdiction de l'un et l'autre Pays, tant pour ce qui concerne la Consignation et la Vente de leurs Denrées et Marchandises,

omis dans le Recueil de MM. d'Hauterive et de Cusey. — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais.

¹⁾ Acts and Resolutions passed at the third Session of the twenty-fifth Congress of the United-States. Published by Authority. 1839. Append. p. 14. (en anglais.) — Co Traité est

que pour ce qui concerne l'Achât des Retours, le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments.

Les Citoyens des deux Parties contractantes ne pourront être soumis à aucun Embargo, ni ne pourra-t-on les retenir avec leurs Bâtiments, Cargaisons, Marchandises ou Effets, pour aucune Expédition militaire, ni pour Utilité publique ou particulière quelconque, à moins d'accorder une Indemnité suffisante pour de tels Services. On ne pourra non plus exiger d'eux aucun Emprunt forcé ni Contribution casuelle (occasionnal Contributions), et ils seront exempts de tout Service militaire sur Terre et sur Mer.

Toutes les Fois que les Citoyens de l'une des Parties contractantes seront forcés par la Tempête, le Manque d'Eau ou de Provisions, ou la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge, Abri ou Secours, dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre, avec leurs Bâtiments, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers, ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant Aide et Protection, pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage sans Obstacle ni Empêchement.

Toutes les Fois qu'un Bâtiment, appartenant aux Citoyens de l'une des Parties contractantes, viendra à faire
Naufrage, à couler bas ou à souffrir quelque Dommage, sur
les Côtes ou dans les Domaines de l'autre, il sera donné toute
Espèce de Protection et d'Assistance audit Bâtiment, à son Équipage et aux Marchandises qui se trouvent à bord, de la même
Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage, en pareil
Cas, envers les Bâtiments de la Nation chez laquelle l'Accident
a lieu; et il lui sera permis, si besoin est, de décharger ses
Marchandises et ses Effets, avec les Précautions convenables,
pour empêcher toute Introduction illicite, sans exiger dans ce
Cas aucune Espèce de Droit, Impôt ou Contribution, bien entendu que lesdites Marchandises et Effets soient exportés.

Les Citoyens de l'une des Parties contractantes auront la Faculté de disposer, dans la Jurisdiction de l'autre, de leurs Biens personnels, par Vente, Donation, Testament ou de toute autre Manière, et leurs Représentants (Héritiers), étant Citoyens de l'autre Partie, succéderont aux dits

Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres, agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, en ne payant d'autres Redevances que celles que payeraient, en pareils Cas, les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens; et si, dans le Cas qu'il s'agirait de Biens immeubles, lesdits Héritiers seraient empêchés, à cause de leur Qualité d'Étrangers, d'entrer en Possession de l'Héritage, il leur sera accordé un Terme de trois Ans, pour en disposer selon qu'ils jugeront convenable, et retirer le Produit, ce qu'ils pourront exécuter sans Obstacle, et libres de toutes Charges, excepté celles qui sont établies par les Lois du Pays.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et à la Propriété des Citoyens respectifs, de toutes les Classes, et quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent, qui pourraient se trouver dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou l'autre Partie, passagers ou domiciliés, leur laissant un libre Accès aux Tribunaux de Justice pour leurs Recours judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou Citoyens du Pays dans lequel ils se trouvent; et ils pourront, dans lesdits Recours, employer pour la Défense de leurs Droits, dans tous leurs Procès (in all their trials at law), tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs, qu'ils jugeront à propos; et les tels Citoyens ou Agents auront un libre Accès (free opportunity) pour assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, dans tous les Cas qui les concernent, et de même aux Interrogatoires et à la Déposition des Témoins, qui seront produits dans lesdits Procès.

Et afin de rendre plus claire (more explicit) et plus efficace la Promesse solennelle et l'Engagement ci-dessus exprimé, dans des Circonstances auxquelles l'une des Parties a déjà antérieurement été exposée (un der circumstances to which one of the parties has heretofore been exposed), il est de plus stipulé et déclaré par le présent Article, que tous les Droits et Priviléges, dont jouissent les Citoyens d'une des Parties contractantes, ou qui pourraient leur être concédés en vertu de la Constitution et des Lois de l'autre Partie respectivement,

seront considérés (deemed and held) leur appartenir (to belong to and adhere in them), jusqu'à ce que lesdits Droits et Priviléges soient abrogés ou révoqués par une Autorité constitutionnellement et légalement compétente à cet effet.

Art. X. Parties contractantes jouiront, dans les Pays soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, de la plus parfaite et entière Sûreté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils respecteront les Lois et Usages étáblis du Pays.

De plus, des Citoyens de l'une des Parties contractantes, venant à mourir dans les Territoires de l'autre, les Corps seront enterrés dans les Cimetières ordinaires, ou dans d'autres Lieux décents et convenables, et protégés contre toute Violation ou Perturbation.

L'Art. XI. établit en principe que le Pavillon couvre la Marchandise.

Si, à une Époque quelconque, une Rupture venait à avoir lieu entre les deux Nations contractantes, et que (ce que Dieu veuille ne pas permettre!), la Guerre éclatât entre Elles, Elles sont convenues et conviennent maintenant, pour alors, que les Marchands, Trafiquants, et autres Citoyens de l'une des deux Parties, livrés à des Occupations quelconques, qui résideraient dans les Villes, Ports et Domaines de l'autre, jouiront du Privilége de rester là où ils se trouvent, et d'y continuer leur Trafique et leurs Affaires, et qu'ils seront respectés et maintenus dans la Jouissance pleine et entière de leur Liberté personnelle et de leur Propriété, taut qu'ils se conduiront paisiblement et convenablement, et ne commettront point d'Offense contre les Lois. Et, dans le Cas où leur Conduite les rendrait suspects de Menées dangereuses (mal practices), et qu'ayant ainsi perdu le susdit Privilége, les Gouvernements respectifs jugeaient convenable de leur ordonner de partir, il leur sera accordé un Terme de douze Mois, à compter du Jour de la Publication ou Intimation de cet Ordre, pour arranger et régler leurs Affaires, et partir avec leurs Familles, leurs Effets et leurs Biens, à laquelle Fin il leur sera donné le Sauf-Conduit nécessaire, qui leur servira de Protection jusqu'au Port désigné, où ils devront s'embarquer. Mais cette Faveur ne s'étendra point à ceux qui agiront contrairement aux Lois établies. Il est néanmoins entendu que les Gouvernements respectifs pourront enjoindre aux Personnes ainsi suspectées, de se transporter de suite dans l'Intérieur du Pays, en tels Endroits qu'on jugera à propos de leur désigner.

Art. XXIII. Ni les Dettes, dues par des Individus d'une Nation à des Individus d'une autre Nation, ni les Actions ou les Espèces qu'ils pourraient avoir, soit dans les Fonds publics, soit dans des Banques publiques ou privées, ne seront jamais séquestrés ou confisqués, dans le Cas d'une Guerre ou d'une Contestation entre les deux Nations (national difference).

Disparité dans leurs Communications publiques et leurs Relations officielles, sont convenues et conviennent, d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions que celles dont jouissent actuellement, ou dont pourraient jouir à l'avenir, ceux des Nations les plus favorisées, étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou la Confédération Pérou-Bolivienne jugeront convenable d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront accordés et étendus, ipso facto, à ceux des Parties contractantes, respectivement.

Afin de rendre plus efficace la Protection que les États-Unis d'Amérique et la Confédération Pérou-Bolivienne accorderont à l'avenir à la Navigation et au Commerce des Citoyens respectifs, Ils conviennent de recevoir et d'admettre des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports ouverts au Commerce étranger, qui jouiront dans leurs Districts consulaires respectifs, de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls de la Nation la plus favorisée; chacune des Parties contractantes restant libre toutefois, d'excepter tels Ports et Lieux, où l'Admission et la Résidence de tels Fonctionnaires ne paraîtrait point convenable.

Afin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère public, ils devront, avant d'entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, produire leur Commission ou Patente en due Forme, au Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités, et,

après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés comme de tels Consuls ou Vice-Consuls, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire, dans lequel ils résident.

Il est également convenu que les Consuls et Vice-Consuls, leurs Secrétaires et Employés, ainsi que les Personnes attachées à leur Service (bien entendu que ce ne soient pas des Citoyens du Pays où réside le Consul ou Vice-Consul), seront exempts de tout Service public, ainsi que de toute Espèce de Taxes, Impôts ou Contributions, excepté celles qu'ils seront obligés de payer pour raison du Commerce ou de leur Propriété, et dont les Citoyens de leur Pays respectif, résidant dans le Territoire de l'autre Partie, ne sont pas non plus exempts, en vertu des Stipulations du présent Traité, demeurant, pour toute autre Chose, soumis aux Lois des États respectifs.

Les Archives et Papiers des Consulats seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ni autre Personne ne pourra, sous aucun Prétexte, les saisir ni s'en enquérir (interfere with them).

Les dits Consuls et Vice-Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers de leur Pays; ils s'adresseront à cet effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont les dits Déserteurs par écrit, prouvant par l'Exhibition du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que les Hommes ainsi demandés font partie de l'Équipage du Bâtiment dont ils sont prévenus d'avoir déserté, et sur cette Demande, ainsi prouvée (à moins de Preuve du Contraire), l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après avoir été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls ou Vice-Consuls, et pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, être enfermés dans les Prisons publiques, pour être envoyés aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

ties contractantes, Liberté réciproque de Commerce et de Navigation. Les Citoyens et Sujets de leurs États respectifs jouiront mutuellement de la Liberté d'entrer dans tous les Ports, Places et Rivières des Territoires de l'une et l'autre Partie, partout où le Commerce étranger est actuellement permis, ou pourrait être permis à l'avenir. Ils auront la Faculté de séjourner et résider dans toutes les Parties desdits Territoires, afin de vaquer à leurs Affaires, et ils jouiront à cet effet de la même Sûreté et Protection, que les Naturels du Pays dans lequel ils résident, à condition de se soumettre aux Lois et Réglements qui y sont établis, et particulièrement aux Réglements concernant le Commerce, qui y sont, en vigueur.

L'Art. IL statue que les Bûtiments des Pays respectifs seront traités, à leur Arrivée, pendant leur Séjour et à leur Départ, quant à l'Acquittement des Droits, Impôts ou Taxes de toute espèce, sur le même pied que les Bûtiments nationaux.

Les Art. III. IV. V. et VI. réglent les Droits d'Importation et d'Exportation.

Il est expressément entendu qu'aucune des Stipulations contenues dans le présent Traité, ne pourra être appliquée à la Navigation côtière des deux Pays, que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve exclusivement.

Art. VIII. Il est mutuellement entendu que les Stipulations qui précèdent, ne sont point appliquables aux Ports ni aux Territoires du Royaume ou Possessions de Portugal, dans lesquels le Commerce et la Navigation des Étrangers ne sont point admis, et que le Commerce et la Navigation directe de Portugal, entre les États-Unis et les dits Ports, ainsi qu'entre les dits Ports et les États-Unis, sont également prohibés.

Mais S. M. très-fidèle consent à ce que, aussitôt que lesdits Ports ou Territoires, ou quelques-uns d'entre eux, seront ouverts au Commerce ou à la Navigation d'une autre Nation quelconque, ils seront, dès ce Moment même, également ouverts au Commerce et à la Navigation des États-Unis d'Amérique, avec les mêmes Priviléges, Droits et Faveurs, qui seront accordés à la Nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la Concession a été gratuite, ou en accordant soit la même Compensation, soit un Équivalent, si la Concession a été faite conditionnellement.

Art. IX. Toutes les Fois que les Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes seront obligés, par la Violence

lence de la Tempête ou la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge ou Asyle dans quelques-unes des Rivières, Baies, Ports ou Territoires de l'autre, avec leurs Bâtiments, soit de Guerre, soit marchands, ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant toute Sorte d'Assistance, de Facilité et de Protection pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage, sans aucune Espèce d'Obstacle ou d'Empêchement.

de nommer, chacune dans les Ports de l'autre, des Consuls, Vice-Consuls, Agents' et Commissaires de leur propre Choix'), qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs que ceux de la Nation la plus favorisée. Mais, avant qu'un Consul, Vice-Consul, Agent ou Commissaire puisse fonctionner comme tel, il devra, dans la Forme habituelle'), être approuvé et admis par le Gouvernement près duquel il est envoyé.

Mais, si un desdits Consuls exerçait le Commerce, il sera sujet aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont assujétis les Personnes privées de sa Nation, dans le même Lieu, relativement à leurs Transactions commerciales.

Et il est établi par le présent Article, que dans le Cas qu'un desdits Consuls, Vice-Consuls, Agents ou Commissaires, vint à enfreindre les Lois, il pourra être puni conformément aux Lois, ou être renvoyé, le Gouvernement offensé exposant à l'autre ses Raisons pour en agir ainsi.

Les Archives et Papiers du Consulat seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte, les saisir ') ni s'en enquérir en aucune Manière.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, auront le Droit, comme tels, d'exercer les Fonctions de Juges et d'Arbitres, dans les Différends entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation, dont les Intérêts leur sont confiés, sans Intervention de la part des Autorités locales, à moins que les Équipages ou les Capitaines ne vinssent, par leur Conduite, à troubler l'Ordre ou la Tranquillité publique, ou à transgresser les Lois du Pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls

¹⁾ Les mots "of their own appointment", qui se trouvent dans le Texte anglais, sont omis dans le Texte portugais.

²⁾ Le Texte anglais porte: ,, in the usual

[&]quot;form"; le Texte portugais: "na devida e "usual forma."

³⁾ Le Texte anglais porte: "seize them"; le Texte portugais: "embargarlos."

ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention, pour saire exécuter ou maintenir leurs Décisions 1).

Il est entendu néanmoins que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage, ne privera en aucune Manière les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Les dits Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Namires de Guerre et marchands de leur Pays.

Ils s'adresseront, à cet effet, aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et demanderont par écrit lesdits Déserteurs, en prouvant, par l'Exhibition des Régistres de Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par tout autre Document officiel, que lesdits Individus ont fait partie des Équipages, et cette Réclamation ainsi établie 2), l'Extradition aura lieu sans aucun Délai.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés '), seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclameront, pour y être détenus jusqu'à l'Époque où ils seront rendus aux Navires auxquels ils appartiennent, ou renvoyés dans leur Pays, dans des Navires de leur Nation, ou dans tout autre Navire.

Mais, s'ils ne sont point renvoyés dans l'Espace de quatre Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause. Si cependant on venait à découvrir que le Déserteur eût commis quelque Crime ou Transgression des Lois du Pays *), on pourra différer l'Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de l'Affaire, ait prononcé sa Sentence, et que celle-ci ait reçu sou Exécution.

Les Citoyens et Sujets de l'une des Hautes Parties contractantes auront, dans la Jurisdiction de l'autre,

¹⁾ Le Texte anglais porte "to cause their "decisions to be carried into effect or sup"ported." Le Texte portugais "para haver
"de levar & effeito as suas decisiones."

²⁾ Le Texte anglais porte " and, this recla-"mation being thus substantiated." Le Texte

portugais "e documentado assim a recla-"mação."

³⁾ Le Texte anglais porte "when arrested."
Le Texte portuguis "apenas prezos."

⁴⁾ Le Texte anglais porte ,, any crime or ,, offence"; le Texte portugais ,, algum crime ,, ou offensa contra as leis do paiz."

la Faculté de disposer de leurs Biens personnels, par Testament, Donation ou autrement, et leurs Représentants (Héritiers) pourront succéder auxdits Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres, agissant pour eux'), et en disposer librement'), en ne payant d'autres Redevances, au Profit des Gouvernements respectifs'), que celles que les Habitants du Pays, où se trouvent les dits Biens, seront obligés de payer dans le même Cas.

Et si, à la Mort d'une Personne, possédant des Biens-fonds (Immeubles) *) dans les Territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, les tels Biens-fonds passent, d'après les Lois du Pays, à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie, lequel, à cause de sa Qualité d'Étranger 5), serait inhabile à les posséder, on lui accordera le Terme fixé par les Lois du Pays; et dans le Cas que les Lois du Pays, actuellement en vigueur, n'eussent point fixé un pareil Terme, on lui accordera un Terme raisonnable, pour vendre lesdits Biens-fonds ou en disposer d'une autre Manière quelconque, et en retirer ou exporter le Produit, sans être molesté, et sans payer, au profit des Gouvernements respectifs 6), aucune autre Redevance que celle que les Sujets du Pays, où lesdits Biens-fonds sont situés, seraient tenus de payer en pareil Cas.

Les États-Unis d'Amérique et S. M. très-fidèle, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité ou Convention générale de Liberté réciproque de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement et sont convenus d'arrêter les Points suivants:

1º Le présent Traité restera en pleine Force et Vigueur ')

- 1) Le Texte anglais perte "by others acting "for them." Le Texte portugais "por seus "procuradores."
- 2) Le Texte anglais porte , and dispose of ,, the same at will." Le Texte portugais ,, e ,, dispor livremente dos mesmos."
- 3) Le Texte anglais porte "paying to the "profit of the respective Governments." Le Texte portugais "pagando aos respectivos Go"vernos."
- 4) en amglais, Real estate en portugais, Bens de raiz.
- 5).en anglais, by reason of alienage
 en portugais, por sua qualidade de
 estrangeiro.
- 6) Le Texte anglais porte "paying to the "profit of the respective Governments." Le Texte portugais "pagar para os respectivos "Governos."
- 7) Le Texte anglais perte "in force." Le Texte portugais "em plens força e vigor."

pendant six Ans, à compter du Jour de sa Signature '), et jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre, son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire cette Notification à l'autre, à une Époque quelconque, après l'Expiration dudit Terme de six Années; et il est convenu entre Elles, par le présent Article '), qu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des deux Parties aura reçu de l'autre ladite Notification, le présent Traité cessera entièrement d'avoir Effet ').

- 2º Si un ou plusieurs Citoyens ou Sujets, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles quelconques du présent Traité, les tels Citoyens ou Sujets seront personnellement responsables de cette Infraction *); et l'Harmonie et la bonne Correspondance entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3º Si malheureusement (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre!) un ou plusieurs des Articles ') contenus dans le present Traité venaient à être violés ou enfreints, d'une Manière quelconque, il est expressément stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera aucun Acte de Représailles, ni ne déclarera la Guerre à l'autre, à cause de Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus, avant que ladite Partie, qui se croira lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts et Dommages, constaté par des Preuves suffisantes '), et que la Justice ou la Satisfaction, qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée d'une Manière déraisonnable.

¹⁾ en anglais of or six years from the date hereof — en portugais opor espaço o de seis annos contados da data o déste."

²⁾ Le Texte anglais porte: "and it is hereby "agreed between them." Le Texte portugais: . "e do mesmo modo fica ajustado entre ellos."

³⁾ en anglais "shall altogether cease "and terminate." — en portugais "ces-"sará e terminarý, inteiramente."

⁴⁾ Le Texte anglais porte "personally res-"ponsible for the same." Le Texte portugais "pessoalmente responsavel por aquella in-"fracção."

⁵⁾ Le Texte anglais porte ,, any of the Ar,, ticles." Le Texte portugais ,, algum ou al,, gums dos artigos."

⁶⁾ Le Texte anglais porte "by competent "proof." Le Texte portugais "por competent, tes documentos."

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §§. 31 — 34. 1573

§. 31.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PROVINCES-UNIES DU RIO DE LA PLATA (RÉPUBLIQUE ARGENTINE).

Il n'existe point de Traité de Commerce avec les Provinces-Unies du Rio de la Plata.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Buenos Ayres, un Consul 1).

§. 32.

ÉTATS-UNIS, D'AMÉRIQUE et PRUSSE. (Voyez plus haut Sect. X. §. 12. p. 1361.)

§. 33.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET RUSSIE. (Voyez plus haut Sect. IX. §. 12. p. 1253.)

§. 34.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ILES DE SANDWICH.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Na1826, vigation, entre les États-Unis d'Amérique et
Kanikeaouli, Roi des Iles de Sandwich et ses
Tuteurs, fait à Honolulu dans l'Île de Oahu, le 23 Décembre 1826 2).

Les Vaisseaux et Bâtiments des États-Unis, ainsi que leurs Consuls et tous autres Citoyens, qui se trouveront dans la Jurisdiction territoriale des Iles de Sandwich, avec tous leurs Biens, seront inviolablement protégés, en tems de Guerre, contre tous les Ennemis des États-Unis.

Leurs Majestés conviennent d'accorder la plus entière Protection dans l'Étendue de leur Domination, à tous les Vaisseaux et Bâtiments des États-Unis qui pourraient faire Naufrage sur leurs Côtes, et de rendre toute Assistance en leur Pouvoir, pour sauver le Bâtiment naufragé, sa Cargaison et ses Apparaux, et comme Récompense de l'Assistance et de la Protection que les Habitants des lles de Sandwich

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 7. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 14.

²⁾ British and foreign State-Papers, T. XIX. (1831—1832.) publié en 1834. p. 1430. (en anglais.) — National Intelligencer, Washington. — Martens, Recueil, Supplém. (par

Murhard), T. XIV. p. 1. (en anglais.) — Ce Traité ne se trouve point dans le Recueil de MM. d'Hauterive et de Cussy.

La Traduction française, que nous donnons, a été saite sur le Texte anglais précité.

accorderont à de tels Vaisseaux ou Bâtiments des États-Unis, il leur sera dû un Droit de Sauvetage, ou bien une Part dans la Propriété qui aura été sauvée, mais le Droit de Sauvetage ne pourra en aucun Cas excéder le Tiers de la Valeur des Objets sauvés, et l'Estimation de cette Valeur sera fixée par une Commission composée de Personnes désintéressées, qui seront choisies dans un Nombre égal par les Parties.

Les Citoyens des États-Unis, qui se trouvent dans les Iles de Sandwich, soit de Passage, soit à Domicile, faisant le Commerce ou trafiquant dans les dites Iles, seront inviolablement protégés dans les Occupations licites (lawful pursuits) auxquelles ils se livreront, et il leur sera permis de plaider, pour obtenir Justice dans leurs Réclamations contre les Sujets de S. M. le Roi, conformément aux strictes Principes d'Equité et aux Usuges établis parmi les Nations civilisées.

L'Art. VI. concerne l'Arrestation et l'Extradition des Déserteurs des Bâtiments américains. L'Art. VII. établit que les Citoyens et Sujets respectifs seront traités dans les États respectifs, pour tout ce qui concerne le Commerce, à l'instar des Nations les plus favorisées.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Woahoo (O-Wi-He), un Consul 1).

§. 35.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 11. p. 285.)

Traité de Commerce et de Navigation, 1838, entre les États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi de Sardaigne (Charles-Albert), fait à Gênes, le 26 Novembre 1838 2), avec un Article séparé. (Original en anglais et en français.)

Il y aura entre les Territoires des Hautes Parties contractantes, Liberté et Réciprocité de Commerce et de Navigation. Les Habitants de leurs États respectifs pourront entrer librement dans les Ports des Territoires de chacune d'Elles, partout où le Commerce étranger est permis. Ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque Partie

United-States. (Published by Authority, Washington 1840. in 80.) Append. p. 91. (en anglais et en français.)

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 83. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 11.

²⁾ Acts and Resolutions passed at the first Session of the twenty-sixth Congress of the

que ce soit desdits Territoires, pour y vaquer à leurs Affuires, et ils jouiront à cet effet de la même Sécurité et Protection, que les Habitants du Pays dans lequel ils résident, à condition toutefois de se soumettre aux Lois et aux Réglements qui y sont en vigueur.

Si, par la Suite, l'une des Parties contractantes accordait quelque Faveur spéciale à d'autres Nations,
en fait de Commerce ou de Navigation, cette Faveur deviendra
immédiatement commune à l'autre Partie, qui en jouira sans
Charge d'aucune Espèce, si elle a été accordée gratuitement
à l'autre Partie, ou en accordant la même Compensation ou
une autre équivalente, si la Concession a été conditionnelle.

Art. XI. S'il arrivait qu'un Vaisseau, appartenant à l'une des deux Parties contractantes, ou bien à ses Citoyens ou Sujets, fit Naufrage, sombrât ou souffrit quelque autre Dommage, sur les Côtes ou dans les États soumis à l'autre Partie, il sera accordé à ces Navires et, à toutes les Personnes qui seront à bord, le même Secours et la même Protection dont jouissent ordinairement les Bâtiments de la Nation où le Naufrage a eu lieu; et ces Vaisseaux naufragés, les Marchandises ou autres Effets qu'ils contiendront, ou leur Produit, si ces Objets avaient déjà été vendus, seront restitués à leurs Propriétaires on à leurs Ayant-Droit, en payant un Droit de Sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même Cas par un Vaisseau national.

Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent mutuellement le Droit, d'envoyer dans les Ports et Villes commerçantes de leurs États respectifs, des Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux nommés par Elles, qui jouiront des mêmes Priviléges, Pouvoirs et Exemptions, dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées; mais dans le Cas où quelques-uns de ces Consuls voudraient exercer le Commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes Lois et Usages auxquels sont soumis, dans le même Lieu, par rapport à leurs Transactions commerciales, les Particuliers de leur Nation et les Sujets des États les plus favorisés.

Art. XVI. Il est spécialement entendu que lorsqu'une Partie contractante choisira pour son Agent consulaire pour résider dans un Port ou une Ville commerçante de l'autre

Partie, un Sujet ou Citoyen de celle-ci, ce Consul ou Agent continuera à être considéré, malgré sa Qualité de Consul étranger, comme Citoyen ou Sujet de la Nation à laquelle il appartient, et qu'il sera par conséquent soumis aux Lois et Réglements qui régissent les Nationaux dans le Lieu de sa Résidence, sans que cette Obligation puisse cependant gêner en rien l'Exercice de ses Fonctions consulaires, ni porter Atteinte à l'Inviolabilité des Archives consulaires.

Lesdits Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Bâtiments de guerre et marchands de leur Pays. Ils s'adresseront à cet Effet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Bâtiments ou Rôles des Équipages, ou par d'autres Documents officiels, que ces Individus ont fait partie desdits Équipages. Cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée. Ces Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au Moment où ils pourront être rendus aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou pour être renvoyés dans leur Pays, sur des Bâtiments nationaux ou autres. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause. Toutefois, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de l'Affaire, ait rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Les Citoyens ou Sujets de chacune des Parties contractantes pourront librement disposer, par Testament, Donation ou autrement, des Biens personnels qu'ils posséderont dans les États de l'autre, et leurs Héritiers, qui seront Citoyens ou Sujets de l'autre Nation, pourront succéder à leurs Biens personnels, soit en vertu d'un Testament, soit ab intestat, et en prendre Possession, soit en personne, soit par d'au-

tres, agissant en leur Nom: ils pourront en outre en disposer à leur Gré, en ne payant à cet effet que les mêmes Impositions, Taxes ou Droits auxquels sont assujétis dans des Cas semblables, les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens. En Cas d'Absence des Héritiers, on donnera, pour la Conservation desdits Biens, les mêmes Dispositions qu'on prendrait en pareil Cas pour les Propriétés des Natifs du Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire ait sait les Arrangements nécessaires pour recueillir l'Héritage. S'il s'élevait des Contestations entre différents Prétendants, quant aux Droits que chacun d'eux soutiendrait d'avoir sur la Succession, elles seront décidées en dernier Ressort par les Juges et selon les Lois du Pays où ces Biens seront situés. Et si, par la Mort d'une Personne possédant des Biens-fonds sur le Territoire d'une des deux Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer par la dernière Volonté de leur Possesseur, à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie, qui, par sa Qualité d'Étranger, serait inhabile à les posséder, on lui accordera un Délai convenable pour · les vendre, pour en retirer et emporter le Produit, sans Obstacles d'aucune Sorte, et sans qu'on lui impose, au Profit du Gouvernement respectif, aucune Taxe, Imposition ou Droit plus forts que ceux auxquels seraient soumis, en pareil Cas, les Habitants du Pays où ces Biens sont situés.

Le présent Traité sera en Vigueur pendant dix Années, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications); et si, un An avant ce Terme, l'une des Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ledit Traité restera obligatoire pendant douze Mois au-delà de ce Terme, et ainsi de suite, jusque l'Expiration des douze Mois qui suivront une semblable Déclaration, quelle que soit l'Époque à laquelle elle aura lieu.

§. 36.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SAXE (ROYALE).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Saxe royale.

L'Art. séparé concerne certains Droits différentiels provisoirement maintenus par la Sardaigne.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

¹⁾ Les Ratifications furent échangées le 18 Mars 1839.

1578 L. III. Ch. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS, D'AMÉRIQUE. §. 37.

- à Bresde et à Leipzig, des Consuls 1).
- La Saxe (royale) entretient:
 - à Baltimore, à New-York et à Philadelphie, des Consuls,
 - à Boston, un Vice-Consul 2).

§. 37.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SIAM 3).

Traité d'Amitié et de Commerce, entre les 1833, États-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi de Siam, conclu et signé dans la Ville de Sia-Yut'hia (communément appelée Bankok) 1), le 28 Mars de l'An de Notre Seigneur 1833 1).

S. M. le Souverain et magnifique Roi, résidant dans la Ville de Sia-Yuthia, a nommé Chau Phaya-Phra-Klang, un des premiers Ministres d'État, pour traiter avec Edmond Roberts, Ministre des États-Unis d'Amérique, qui a été envoyé par le Gouvernement de ces derniers, afin de conclure un Traité de sincère Amitié et d'entière bonne Foi entre les deux Nations. Dans ce but, les Siamois et les Citoyens des États-Unis d'Amérique entretiendront, avec Sincérité, des Relations de Commerce dans les Ports de leurs Nations respectives, aussi longtems que dureront le Ciel et la Terre.

Ce Traité a été conclu le Mercredi, dernier Jour du quatrième Mois de l'Année 1194, appelée Pi-marông-chat-tava-sôk (ou l'Année du Dragon) 6), qui répond au vingtième Jour du Mois de Mars de l'An de Notre Seigneur 1833. Un des Originaux est rédigé et écrit en siamois, l'autre en anglais; mais comme les Siamois ignorent l'anglais, et que les Américains ignorent le

¹⁾ Alman. de Gotha, 1840. p. 88. — Staats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839. p. 311. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 8.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 2-6.

³⁾ Royaume d'Asie, Inde au-delà du Gange. (Adr. Balbi, l. c. p. 738. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1111. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. III. p. 635.)

⁴⁾ Bankok eu Bangkok, eu Bankasay, en siamois aussi Fon, située sur le Meinam. Ville d'environ 50 à 60,000 habitants, elle forme le port de Sia-Yut'hia. (Adr. Balbi, l. c. p. 740. — Langlois, l. c. T. l. p. 261. Col. 2.

[—] Mc. Culloch, Dictionary geographical, statistical and historical, of the various countries, places and principal natural objects (Londres 1840. in 8°.) p. 291. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. III. p. 371. Col. 2. — Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. III. p. 660.)

⁵⁾ Acts passed at the first Session of the twenty-fifth Congress of the United-States. Published by Authority, Washington 1837. in 8°. Append. p. 4. (en anglais.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 613. (Substance en français.) Art. III. V. VI. VII. VIII. X.

⁶⁾ Nous ne connaissons point l'Ère des Siamois.

siamois, on y a ajouté deux Traductions, une en chinois, et l'autre en portugais, pour attester par ce Moyen le Contenu du Traité. L'Acte ainsi écrit est d'une même Teneur et porte la même Date dans toutes les Langues susdites; il est signé d'une part du Nom de ChauPhaya-Phra-Klang, et scellé du Sceau vitré de la Fleur du Lotos; de l'autre part il est signé du Nom d'Edmond Roberts, et scellé d'un Sceau contenant une Aigle et des Étoiles.

Une Copie sera conservée à Siam, et l'autre sera emportée par Edmond Roberts aux États-Unis. Après que le Gouvernement des États-Unis aura ratifié ledit Traité, et y aura attaché le Sceau du Gouvernement, Siam aussi le ratifiera de son Côté, et y attachera le Sceau de son Gouvernement.

Les Officiers du Roi ne pourront point fixer le Prix des Articles que mettront en Vente les Marchands des États-Unis, ni celui des Marchandises que ceux-ci pourraient désirer d'acheter, mais le Commerce sera libre de part et d'autre, et on pourra vendre, acheter ou échanger à telles Conditions et à tel Prix que les Parties intéressées jugeront convenables.

Toutes les Fois que les Citoyens des États-Unis seront prêts à partir, ils auront la Liberté de le faire, et les Officiers compétents leur fourniront des Passeports, bien entendu qu'il n'y ait aucun Empêchement légal.....

Naufrage dans une Partie quelconque des États du magnifique Roi, on prendra Soin des Personnes qui auront échappé au Naufrage, et ils recevront l'Hospitalité aux Frais du Roi, jusqu'à ce qu'ils trouvent une Occasion pour retourner dans leur Pays; et les Biens sauvés d'un tel Naufrage seront soigneusement conservés et restitués à leurs Propriétaires, et les États-Unis rembourseront toutes les Dépenses que fera Sa Majesté pour raison de tels Naufrages.

Art. VI. Si quelque Citoyen des États-Unis, arrivant à Siam dans le But d'y faire le Commerce, contractait des Dettes envers un Individu siamois, ou si quelque Individu siamois contractait des Dettes envers un Citoyen des États-Unis, le Débiteur sera obligé de mettre en Vente tous les Biens qu'il possède, pour satisfaire au Payement de ses Dettes. Lorsque

le Produit d'une telle Vente saite de bonne Foi (bona fide) ne suffira point, le Débiteur ne sera plus responsable du Restant, et le Créancier ne pourra ni le retenir, comme Esclave, ni le mettre en Prison, ni le battre ou lui infliger une autre Punition, pour le forcer de payer la Bolance qui restera due, mais il devra le laisser en parfaite Liberté.

Les Marchands des États-Unis, qui viendront faire le Commerce à Siam, et qui voudront y louer des Maisons, devront louer les Factoreries du Roi, et payer le Loyer accoutumé dans le Pays.....

Art. IX. Les Marchands faisant le Commerce dans les États de Siam, devront respecter et observer, sur tous les Points, les Lois et Coutumes du Poys.

Si, par la Suite, une Nation étrangère, autre que les Portugais, demandait et obtenait de S. M. la Permission d'établir des Consuls pour résider à Siam, les États-Unis auront la Liberté de nommer des Consuls pour résider à Siam, de la même Manière que la telle autre Nation étrangère.

§. 38.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ILES DE LA SOCIÉTÉ 1).

Articles convenus entre les États-Unis de 1826, l'Amérique du Nord d'une part, et Leurs Majestés la Reine Régente et Pomare III, Héritier présomptif du Trône de Tahiti, etc., de l'autre part, à Papé-iti dans l'Île de Tahiti, le ? Jour de Septembre, l'Année de Notre Seigneur 1826 2).

Leurs Majestés s'obligent à recevoir et à protéger un Consul ou autre Agent de la part des États-Unis, toutes les Fois que lesdits États-Unis jugeront à propos d'envoyer un tel Consul ou Agent pour résider près d'Elles; Elles lui garantissent la plus entière Protection, tant pour sa Personne que pour ses Propriétés (Biens et Effets), et lui accordent tous les Droits, Priviléges et Immunités qui sont accordés aux Consuls des Nations les plus favorisées.

¹⁾ Voyez plus haut p. 837. Col. 2. note 3. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1140. Col. 1.

²⁾ Cette Convention ne se trouve dans aucun des Recueils que nous avons été à même de

consulter. La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur une Copie du Texte anglais, tirée des Archives du Département de la Marine (Navy Department).

L'Art. III. stipule que tous les Vaisseaux et Bûtiments des États-Unis, ainsi que les Citoyens qui se trouveront dans la Jurisdiction territoriale de Tahiti, ainsi que leurs Propriétés (Biens et Effets), seront, en tems de Guerre, invariablement protégés contre tous les Ennemis des États-Unis.

L'Art. IV. établit que les Citoyens des États-Unis, tant qu'ils se comporterent paisiblement et n'enfreindront point les Lois du Pays, peurront'librement trafiquer avec les Habitants de l'Ile de Tahiti, en tout genre de Produits étrangers, à l'exception des Liqueurs spiritueuses, de quelle espèce que ce puisse être.

Leurs Majestés conviennent d'accorder la plus entière Protection dans l'Étendue de leur Domination, à tous les Vaisseaux et Bâtiments des États-Unis qui pourraient faire Naufrage sur leurs Côtes, et de rendre toute Assistance en leur Pouvoir pour sauver le Bâtiment naufragé, sa Cargaison et ses Apparaux, et comme Récompense de l'Assistance et de la Protection, que les Habitants de Tahiti accorderont à de tels Vaisseaux des États-Unis qui se trouvent en Détresse, il leur sera dû un Droit de Sauvetage ou bien une Part dans la Propriété qui aura été sauvée, mais ce Droit de Sauvetage ne pourra en aucun Cas excéder le Tiers de la Valeur des Objets sauvés, et l'Estimation de cette Valeur sera fixée par une Commission composée de Personnes désintéressées, qui seront choisies dans un Nombre égal par les Parties.

L'Art. VI. concerne l'Arrestation et l'Extradition des Déserteurs des Bâtiments américains. L'Art. VII. établit que les Citoyens américains seront traités dans l'Île de Tuhiti, pour tout ce qui concerne le Commerce, à l'instar des Nations les plus favorisées.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: dans l'Ile de Tahiti, un Consul 1).

§. 39.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et SUÈDE (et NORVÈGE). (Voyez plus haut Sect. VIII. §. 9. p. 1117.)

§. 40.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SUISSE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Confédération helivétique.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Bâle, un Consul 2).

La Confédération helvétique entretient:

à New-York et à la Nouvelle-Orléans, des Consuls 1).

¹⁾ List of Ministers, Consuls, etc. p. 11. of Ministers, Consuls, etc. p. 9.

²⁾ Alman. de Gotha, 1840. p. 95. — List 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 5. 6.

§. 41.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TEXAS I).

Les États-Unis n'ent conclu jusqu'ici d'autre Convention avec la République de Texas, que celle du 25 Avril 1838, concernant la Délimitation des Frontières entre les deux États ²), et la République de Texas a déclaré que, vu qu'Elle avait autrefois fait partie des États du Mexique, Elle considérait encore comme obligatoire pour Elle le Traité de Commerce, conclu le 5 Avril 1831, entre les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique ³).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Brazoria, Galveston et à Matagorda, des Consuls *).
- La République de Texas entretient:
 - à la Nouvelle-Orléans, un Consul,
 - à New-York, un Vice-Consul 5).
- 1) Le Texas, situé entre la Louisiane, le Golfe du Mexique, le Rio del Norie et la *Rivière rouge,* avait été *réuni,* en 1823, par le Congrès mexicain, aux États-Unis du Mezique, conjointement avec le District de Cohahuila, sous le nom d'Etat de Cohahuila-y-Texas; il renferme sur 3408 milles carrés une Population d'environ 130,000 Ames. Des Militaires français réfugiés y avaient établi, en 1818, une Colonie, sous le nom de Champ d'Asyle, qui n'eut pas de succès. La Tentative d'établir un Etat indépendant, sous la Dénomination de République de Texas, fut exécutée par un Aventurier américain des Etats-Unis du Nord, nommé James Long, en 1818, mais ce nouvel Etat ne put se maintenir, et les Texiens durent rentrer sous la Domination mexicaine. En 1823, le Colonel Austin, Citoyen des Etats-Unis de l'Amérique du Nord, fonda avec le Consentement du Gouvernement mexicain une Ville, a laquelle on donna le nom de Saint-Philippe de Austin, et simultanément des Colonies furent établies dans différents Districts par des Citoyens des Etats-Unis, qui se livraient, non sans risque, à un Trafic très lucratif de Contrebande avec la Nouvelle-Orléans. Le Gouvernement des États-Unis semblait très disposé à saisir la première conjoncture favorable pour s'emparer du Texas, mais ce projet rencontra une opposition, si fortement prononcée, de la part de l'Angleterre. qu'il dut y renoncer. Dans l'Intervalle, les Texiens profitèrent de la Guerre civile entre les Mexicains, pour se soustraire à leur Domination, et, en Décembre 1835, ils proclamèrent leur Indépendance, et se donnèrent pour
- Chef, le Général Houston, un Citoyen des Etats-Unis, ancien Membre du Congrès et Gouverneur de l'État de Tenessée. Le nouvel Etat se constitua, en 1836, malgré les efforts réitérés des Mexicains, de le soumettre, et les Texiens remportèrent une victoire complète, le 21 Avril 1836, sur la Rivière de Jacinto, où le Président et Commandant en Chef des Forces mexicaines, Santana, fut fait prisonnier. Les Hostilités ont été suspendues à la suite de cette défaite, mais le Mexique a repoussé jusqu'ici toutes les Propositions ayant pour objet la Reconnaissance du nouvel Etat. - Depuis cette Victoire décisive sur les Mexicains, la République de Texas a été reconnue par les Etats-Unis d'Amérique, en 1838, et par la France, en 1839. Le Siège du Gouvarnement est à Houston. (Langlois, l. c. T. IV. p. 1370. Col. 2. — Conversations - Lexikon, T. XI. p. 143. — Genealogisch-historisch-statistischer Almanach für das Jahr 1840. XVII-Jahrgang; für das Jahr 1841. XVIII. Jahrgang.)
- 2) Convention entre les États-Unis d'Amérique et la République de Texas, pour la Délimitation des Frontières entre les deux Parties contractantes, faite à Washington, le 25 Avril 1838. (en anglais.) Imprimée séparément. (Washington 1838. in fol.)
 - 3) Voyez plus haut p. 1531. sqq.
- 4) Almanach de Gotha, 1840. p. 95. List of Ministers, Consuls, etc. p. 11.
 - 5) Almanach de Gotha, 1840. p. 4. 6.

§. 42.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TOSCANE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Toscane.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Livourne, un Consul').

La Toscane entretient:

à New-York, un Consul et un Vice-Consul 2).

§. 43.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TRIPOLI.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États1796,
4 Novembre. Unis d'Amérique et le Beg et les Sujets de Tripoli en Barbarie, fait à Tripoli, le 3 de Jumad
de l'An de l'Hégire 1211, qui répond au 4 Novembre 1796')').
(Original en arabe et en anglais.)

Si un Navire de l'une des deux Parties vient à échouer sur les Rivages de l'autre, il sera donné toute Sorte d'Assistance au Navire et à son Équipage. On ne permettra aucun Pillage; la Propriété demeurera à la Disposition des Propriétaires, et l'Équipage sera protégé et secouru jusqu'à ce qu'il puisse être envoyé dans sa Patrie.

Le Commerce entre les États-Unis et Tripoli, la Protection à accorder aux Marchands, Maîtres de Navires et Mariniers, le Droit réciproque d'établir des Consuls, et les Priviléges, Immunités et Jurisdictions, dont jouiront ces Consuls, sont placés sur le même Pied où ils sont avec les Nations les plus favorisées, respectivement.

L'Argent et les Présents demandés par le Beg de Tripoli, comme une pleine et satisfaisante Rétribution pour Lui et pour ses Sujets, pour ce Traité de Paix et d'Amitié perpétuelle, sont reconnus d'avoir été reçus par Lui avant de l'avoir signé, conformément au Reçu annexé ci-après; excepté

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 96. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 9.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 5.

³⁾ Acts passed at the first Session of the fifth Congress of the United-States of America, p. 44. (en anglais.) — Jon. Elliot, l. c. p. 439. (en anglais.) — Martens, Recueil, T. VII. p. 146, 147. (en anglais et en fran-

çais.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 378. (en français.) — La Traduction française, que nous dennons, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

⁴⁾ En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 4 Novembre 1796, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 13 Djemaziul' Ewel.

la Part pour laquelle les États-Unis ont promis qu'elle serait délivrée et payée lors de l'Arrivée de leur Consul, de laquelle Part il a été également joint une Note ci-après, et aucune Prétention d'un Tribut périodique, ni d'un Payement ultérieur, ne sera jamais formée par aucune des deux Parties.

Le Gouvernement des États-Unis, n'étant en aucun Sens fondé sur la Religion chrétienne, et n'ayant en Lui-même aucun Caractère d'Inimitié contre les Lois, la Religion ou la Tranquillité des Musulmans, et comme lesdits États ne sont jamais entrés dans aucune Guerre ou Acte d'Hostilité contre aucune Nation mahométane, il est déclaré par les deux Parties qu'aucun Prétexte, résultant d'Opinions religieuses, ne pourra jamais causer une Interruption de l'Harmonie existant entre les deux Pays.

Art. XII. En Cas de quelque Dispute, résultant de la Violation de quelque Article du présent Traité, on ne recourra point aux Armes, et la Guerre ne sera point déclarée, sous aucun Prétexte, quel que ce puisse être. Mais, si le Consul résidant dans le Lieu où la Dispute surviendra, n'est point en état de l'aplanir, on s'adressera amicalement à l'Ami mutuel des deux Parties, le Dey d'Alger, les Parties s'engageant par le présent Article, de s'en tenir à sa Décision. Et le Dey d'Alger, en apposant sa Signature au présent Traité, s'engage pour Lui-même et pour ses Successeurs, à prononcer ce qui sera de Justice en pareil Cas 1) (to declare the Justice of the Case), conformément à la véritable Interprétation du présent Traité, et à employer tous les Moyens en son Pouvoir, pour assurer l'Observation dudit Traité.

Ce Traité fut signé et scellé par le Dey d'Alger, le 3 Janvier 1797.

En 1800, le Beg de Tripoli essaya d'intimider les Américains et de leur imposer certaines Conditions onéreuses, ainsi qu'il venait de le faire avec Succès dans ses Rapports avec quelques-unes des Puissances chrétiennes. Son But était évidemment de s'affranchir de l'espèce de Dépendance résultant de la Garantie exercée par le Dey d'Alger, et d'obtenir une Rétribution annuelle peur son propre Tréser. Le Consul des États-Unis se berna d'abord à repousser ces Exigences, en invoquant les Stipulations du Traite de 1796, mais le Pavillon américain ayant été abattu, le 14 Mai 1801, et le Beg ne gardant plus aucune mesure dans ses menaces, le Consul (Sieur Catheart) fut obligé de quitter Tripoli avec sa Famille, le 24 du même mois. Les Hestilités qui suivirent cette Rupture, durèrent jusqu'en 1805, où le Beg fut enfin amené à rétablir les Relations de Paix et d'Amitié entre les deux États par un nouveau Traité 2).

1805,

¹⁾ Dans la Traduction française, donnée par Martens, et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, ce Passage est rendu par "de

n'est ni français ni intelligible.

2) Jon. Elliot, l. c. p. 448. note.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États1805, Unis d'Amérique et le Pacha, Beg et les Sujets de Tripoli en Barbarie, fait à Tripoli, le 4 Juin 1805, qui répond au sixième Jour du premier Mois de Rabbia 1220 1) 2). (Original en arabe et en anglais.)

A partir de la Conclusion du présent Traité, il y aura une Paix ferme, inviolable et universelle, et une Amitié sincère entre le Président et les Citoyens des États-Unis d'Amérique d'une part, et les Pacha, Beg et Sujets de la Régence de-Tripoli en Barbarie de l'autre part, du Consentement libre des deux Parties et aux Conditions de la Nation la plus favorisée; et, si l'une des deux Parties accorde, dans la Suite, à quelque autre Nation une Faveur spéciale ou un Privilége quelconque, en fait de Commerce ou de Navigation, Ladite Faveur ou ledit Privilége deviendra immédiatement commun à l'autre Partie, et ce gratuitement '), si la Concession faite à une autre Nation a été gratuite; mais lorsque la Concession est conditionnelle, les Parties contractantes auront l'Option d'accepter, de modifier ou de rejeter les telles Conditions, de la Manière que cela conviendra le mieux à leurs Intérêts respectifs.

Des Passeports convenables seront délivrés immédiatement aux Bâtiments des deux Parties contractantes, à condition que les Bâtiments de guerre, appartenant à la Régence de Tripoli, rencontrant des Bâtiments marchands appartenant à des Citoyens des États-Unis d'Amérique, ne pourront visiter ces derniers avec plus de deux Personnes indépendamment des Rameurs; ces deux Personnes seulement auront la Permission de monter à bord desdits Bâtiments, sans obtenir préalablement la Permission du Commandant (ou Capitaine) dudit Bâtiment; elles confronteront le Passeport et permettront immédiatement audit Bâtiment de continuer son Voyage. Et si quelqu'un desdits Sujets de Tripoli insultait ou

¹⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 442. (en anglais.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 381. (en français.) — La Traduction française, que nous donnens, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

²⁾ En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 4 Juin 1805, soit exacte, la date cor-

respondante de l'Hégire sera le 18 de la Lune de Rebiul' Evvel 1220.

³⁾ Le Texte anglais porte "freely", ce qui, dans la Traduction française, donnée par M M. d'Hauterive et de Cussy, est rendu par "sans "restriction."

molestait le Commandant (ou Capitaine) ou toute autre Personne à bord du Bâtiment ainsi visité, ou pillait quelqu'une des Propriétés y contenues, sur la Plainte du Consul des États-Unis d'Amérique, résidant à Tripoli, et après qu'il aura produit des Preuves suffisantes pour établir le Fait, le Commandant ou Reïs dudit Bâtiment ou Vaisseau de guerre tripolitain, ainsi que ceux qui auront commis l'Offense, seront punis de la Manière la plus exemplaire.

• Les Art. IX. et XI. reproduisent les Stipulations contenues dans les Art. VII. et IX. du Traité de 1796. (Voyez plus haut p. 1583.)

Le Consul des États-Unis d'Amérique ne sera point responsable des Dettes contractées par des Citoyens de sa propre Nation, à moins qu'il n'en ait pris préalablement l'Engagement par écrit.

Lorsqu'un Bâtiment de guerre, appartenant aux États:
Unis d'Amérique, mouillera devant la Ville de Tripoli,
le Consul sera tenu d'informer le Pacha de son Arrivée, et
ledit Bâtiment sera salué de vingt et un Coups de Canon, qu'il
devra rendre Coup pour Coup.

Comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'a en lui-même aucun Caractère d'Inimitié contre les Lois, la Religion et la Tranquillité des Musulmans, et comme lesdits États ne sont jamais entrés volontairement dans aucune Guerre ou Acte d'Hostilité contre aucune Nation mahométane, à l'exception de la Défense de leurs justes Droits, à naviguer librement ') dans les hautes Mers, il est déclaré par les Parties contractantes qu'aucun Prétexte, provenant des Opinions religieuses, ne causera jamais une Interruption de l'Harmonie qui existe entre les deux Nations. (Voyez plus haut p. 1584. l'Art. XI du Traité de 1796.)

Les Consuls et Agents des deux Nations auront la Liberté d'exercer leur Religion dans leur propre Maison. Tous les Esclaves de la même Religion ne seront point empêchés de se rendre dans la Maison dudit Consul à l'Heure de la Prière.

Toute Liberté et Sûreté personnelle sera donnée aux Consuls, pour voyager dans les Territoires de chaque Partie, tant par Terre que par Mer, et ils ne seront point empêchés de se rendre à bord de tel Bâtiment qu'ils jugeront à propos de visiter.

¹⁾ Les mots "justes" et "librement" sont omis dans la Traduction précitée.

Ils auront aussi la Liberté de nommer leur propres Drogmans et Courtiers.

Au Cas qu'il survienne quelque Dispute, résultant de la Violation de quelque Article du présent Traité, on ne recourra point aux Armes, et la Guerre ne sera point déclarée sous aucun Prétexte, quel que ce puisse être; mais, si le Consul, résidant dans le Lieu où la Dispute surviendra, n'est point en état de l'aplanir, le Gouvernement de ce Pays exposera ses Griefs par écrit, et les transmettra au Gouvernement de l'autre Pays (Voyez plus haut p. 1584. l'Art. XII. du Traité de 1796); et un Terme de douze Mois de Calendrier 1) 2) sera accordé pour le Retour des Réponses, durant lequel Terme aucun Acte d'Hostilité ne sera permis de part ni d'autre; et, dans le Cas où les Griefs ne seraient pas redressés, et où la Guerre s'ensuivrait, il sera permis aux Consuls et aux Citoyens ou Sujets des deux Parties, de s'embarquer, sans être molestés, à bord du Bâtiment ou des Bâtiments qu'ils jugeront à propos.

Si quelques Citoyens des États-Unis, ou quelques Personnes sous leur Protection, avaient une Dispute entre eux, le Consul décidera entre les Parties; et chaque Fois que le Consul requerra quelque Aide ou Assistance du Gouvernement de Tripoli, pour l'Exécution de ses Décisions, elle lui sara accordée sur le Champ; et s'il survenait quelque Dispute entre quelque Citoyen des États-Unis et des Citoyens ou Sujets d'une autre Nation, ayant un Consul ou Agent à Tripoli, de telles Disputes seront aplanies par les Consuls ou Agents des Nations respectives.

Si un Citoyen des États-Unis venait à tuer ou à blesser un Tripolitain, ou, si au contraire, un Tripolitain venait à tuer ou à blesser un Citoyen des États-Unis, on appliquera la Loi du Pays, et la plus impartiale Justice sera rendue, le Consul assistant à la Procédure; et si un Délinquant venait à s'échapper, le Consul n'en sera en aucune Manière responsable.

Si quelque Citoyen des États-Unis d'Amérique vient à mourir dans les Limites de la Régence de Tripoli, le Pacha et ses Sujets ne pourront point s'enquérir de la Pro-

¹⁾ Voyez plus haut T. I. du Manuel, Ap2) La Traduction précitée porte "l'Intervalle
pendice. No. VI. p. XXVII. Col. 1. note ". "d'une Année."

priété du Défunt, mais celle-ci sera sous la Surveillance immédiate du Consul, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement par Testament. S'il n'y avait point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains de quelque Personne digne de Confiance, jusqu'à ce que la Partie ayant Droit de les réclamer, se présente. Le Pacha et ses Sujets ne mettront aucun Empêchement à l'Exécution d'un Testament qui pourrait être trouvé.

Les États-Unis d'Amérique sont en droit de réclamer aujourd'hui la Jouissance de tous les Avantages assurés aux Puissances chrétiennes par les Art. IV. V. et VII. du Traité du 11 Août 1830, entre la France et la Régence de Tripoli 1).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Tripoli, un Consul²).

§. 44.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et TUNIS.

Le premier Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Régence de Tunis, sui négocié et conclu par un Négociant français résidant à Tunis, Sr. Josephe Étienne Famin, auquel le Gouvernement des États-Unis conféra le Caractère de Charge d'Affaires.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États1797, Unis d'Amérique et le Royaume de Tunis, fait
à Tunis, dans le Mois de Rabia Elul l'An 1212 de
l'Hézire, qui répond au Mois d'Août de l'An 1797 de l'Êre .
chrétienne ') ').

Il sera donné de part et d'autre des Passeports suffisants aux Bâtiments, afin qu'ils soient reconnus et traités en Amis, et, vu la Distance entre les deux Pays, il est accordé un Terme de dix-huit Mois, pendant la Durée duquel on respectera lesdits Passeports, sans exiger le Congé ou Document [qu'on appelle à Tunis Testa 5)]; mais, après le susdit Terme, le Congé devra être présenté.

- 1) Voyez plus haut p. 176. et 177.
- 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 105. List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.
- 3) Jon. Elliot, l. c. p. 449. (en anglais.) Martens, Recueil, Suppl. T. II. p. 178. (en anglais.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 389. (en français.) La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.
 - 4) En admettant que la date de l'Ère chré-

tienne, Août 1797, soit exacte, la date de l'Hégire sera la Lune de Safer 1212.

5) Testa, c. à. d. la Tête ou le Bord supérieur de la Feuille découpée sur laquelle est écrit le Passeport ou Congé. (Voyez plus haut p. 601. Col. 1. nete 1.)

Le mot Testa, dont on se sert à Tunis, emprunté de l'italien, appartient au Baragouin, composé de mots espagnols, français, italiens, hébreux, arabes et turcs, qu'on désigne par le nom de la Lingua frança, et qu'on parle tout le long de la Côte de Barbarie. Dans le Cas où un Esclave se réfugierait à bord d'un Bâtiment de guerre américain, le Consul sera requis de le faire restituer, et si quelques-uns des Prisonniers (qui se trouveront à bord dudit, Bâtiment de guerre américain), s'échappaient à bord de quelque Bâtiment tunétain, ils seront restitués; mais si quelque Esclave se réfugie sur quelque Bâtiment marchand américain, et qu'il soit prouvé que le Bâtiment est parti avec ledit Esclave, alors on le restituera ou bien on payera la Rançon.

Un Citoyen américain ayant acheté un Bâtiment de Prise de Notre Odjak '), pourra naviguer avec Notre Passeport, que Nous délivrerons pour le Terme d'un An, et en vertu duquel Nos Corsaires qui le rencontreraient, le respecteront; le Consul, de son Côté, le munira d'un Contrât d'Achat, et, attendu la Distance entre les deux Pays, ce Terme suffira pour obtenir un Passeport en Règle; mais, passé ce Terme, si Nos Corsaires le rencontraient sans le Passeport des États-Unis, il sera arrêté et déclaré de bonne Prise, tant le Bâtiment, que la Cargaison et l'Équipage.

Si par un Accident, et par la Permission de Dieu, un Bâtiment de l'une des Parties contractantes venait à être jeté par la Tempête sur les Côtes 2) de l'autre, et qu'il se brisât ou qu'il fût autrement endommagé, le Commandant du Lieu donnera toute l'Assistance possible pour le sauver (for it's preservation), sans permettre que personne y mette Opposition, et le Propriétaire des Effets payera les Frais de Sauvetage à ceux qui pourraient avoir été employés.

Lorsqu'un Bâtiment de guerre des États-Unis d'Amérique entrera dans le Port de Tunis, et que le Consul demandera que le Château le salue, il sera tiré le Nombre de Coups de Canon qu'il demandera; et si ledit Consul ne veut point de Salut, il n'en sera pas question.

Mais, dans le Cas où il désirera le Salut, et qu'on tirera

¹⁾ Odjak, Corps, soit religieux, soit militaire, par excellence, le Corps des Janissaires. Maghreb odjāklèri, les Régences de Barbarie. Odjaklik, Gouvernement héréditaire. (Kieffer et Bianchi, Dict. turc-français, T. I. p. 121. Col. 2. — d'Ohsdon, l. c. T. VII. Liv. VII. Chap. I. Art. I. p. 310. sqq. — von Hammer, Staatsverfassung, T.II. Table des Noms

orientaux, p. 509. — Du Mème, Geschichte, T. X. Table des Mots turcs, p. 362. — Andrégssy, l. c. Table des Matières, p. 513.)

²⁾ Le Texte anglais porte, upon the Coasts , of the other", la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, ,, sur , les rochers de l'autre."

les Coups de Canon qu'il aura demandés, la Quantité de ces Coups tirés sera comptée et rendue par le Bâtiment, en autant de Barils de Poudre à Canon. Il en sera de même pour les Corsaires tunétains, lorsqu'ils entreront dans quelque Port des États-Unis.

Lorsqu'il viendra dans les Dépendances de Tunis des Citoyens des États-Unis pour y faire le Cammerce, on aura pour eux les mêmes Égards dont jouissent les Marchands d'autres Nations, et s'ils veulent s'établir dans Nos Ports, on n'y fera aucune Opposition, et ils seront libres de se servir de tels Interprètes qu'ils jugeront nécessaires, eans aucun Obstacle, conformément aux Usages d'autres Nations; et si quelque Sujet tunétain allait s'établir dans les Dépendances des États-Unis, il sera traité de la même Manière.

Si quelque Sujet tunétain affrête un Bâtiment américain, et qu'après l'avoir chargé de Marchandises, il veuille ensuite le décharger, ou transborder lesdites Marchandises sur un autre Bâtiment, Nous ne le lui permettrons qu'autant que cette Affaire aurait été décidée par le Recours à une Assemblée de Marchands, qui prononcera sur le Cas, et après que la Décision aura, été rendue, on s'y conformera.

Aucun Capitaine ne pourra être retenu contre sa Volonté dans un Part, excepté lorsque Nos Ports seront fermés pour les Bâtiments de toutes les autres Nations, ce qui pourra avoir lieu pour les Bâtiments marchands, mais non pour ceux de Guerre.

Les Sujets des deux Puissances contractantes seront sous la Protection du Prince, et sous la Jurisdiction du Chef du Lieu où ils se trouveront, et nulle autre Personne n'aura Autorité sur eux. Si le Commandant du Lieu ne se comporte point suivant la Justice, il Nous en sera fait la Représentation.

Dans le Cas où le Gouvernement aurait besoin d'un Bâtiment marchand américain, il fera noliser ledit Bâtiment, et il sera payé un Nolis convenable au Capitaine, selon l'Intention du Gouvernement, et le Capitaine ne s'y refusera pas.

Art. XVII. Il sera libre à chacune des Parties contractantes d'établir un Consul dans les Dépendances de l'autre; et si un tel Consul ne se comporte point en Conformité des Usages du Pays, à l'instar des autres (Consuls), le Gouvernement du Lieu en informera son Gouvernement, asin qu'il soit

changé et remplacé; mais il jouira, tant pour tai-même que pour sa Famille et sa Suite, de la Protection du Gouvernement; et il pourra importer pour son Usage toutes ses Provisions et Meubles, sans payer aucun Droit; et s'il importe des Marchandises (ce qui lui sera permis de faire), il en payera les Droits.

Art. XVIII. Si les Sujets ou Citoyens de l'une des Parties contractentes, se trouvant dans les Possessions de l'autre, contractent des Dettes, ou des Obligations, ni le Consul, ni la Nation, ni aucun des Sujets ou Citoyens de ladite Nation, ne seront en aucune Manière responsables, à moins qu'eux ou le Consul ne s'y soient préalablement obligés par écrit, et sans cette Obligation par écrit ils ne pourront être recherchés pour une Indemnité ou Satisfaction.

Dans le Cas où un Citoyen ou Sujet de l'une des Parties contractantes viendra à mourir dans les Possessions de l'autre, le Consul ou son Remplaçant (Vekil) ') prendra Possession de ses Effets (s'il ne laisse point de Testament), dont il sera un Inventaire, et le Gouvernement n'aura point à s'en enquérir; et s'il n'y a point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains d'une Personne de Confiance de l'Endroit, faisant un Inventaire du Tout, pour les remettre éventuellement à ceux à qui ils appartiennent de Droit.

Le Consul sera le Juge dans toutes les Disputes entre les Citoyens ou Sujets de sa Nation, comme aussi entre toutes autres Personnes qui seraient immédiatement sous sa Protection; et dans tous les Cas où il requerra l'Assistance du Gouvernement, près duquel il réside, pour autoriser ses Décisions, elle lui sera accordée.

Si un Citoyen ou Sujet de l'une des Parties tue, blesse ou frappe un Citoyen ou Sujet de l'autre, Justice sera faite suivant la Loi du Pays où le Délit aura été commis; le Consul sera présent à la Procédure, et si quelque Coupable venait à s'enfuir, le Consul n'en sera en aucune Manière responsable.

S'il survient quelque Dispute ou Procès sur des Matières de Commerce ou civiles, la Procédure aura lieu
en présence du Consul ou d'une Personne de Confiance de
son Choix, qui le représentera, et qui tâchera d'accommoder le

¹⁾ Vekil, Lieutenant, Remplagant. Voyez plus haut p. 1094. Col. 1. note ***.

Différend qui pourra être survenu entre les Citoyens ou Sujets des deux Nations.

Art. XXIII. S'il survient quelque Différend ou Dispute concernant l'Infraction de quelque Article du présent Traité, soit d'une part ou d'autre, la Paix et la bonne Harmonie ne seront point interrompues, jusqu'à ce qu'une Démarche ') amiable ait été faite pour obtenir Satisfaction, et on n'aura point Recours aux Armes, à moins que ladite Démarche n'ait été repoussée, et si alors la Guerre est déclarée, il sera accordé aux Citoyens ou Sujets des Parties contractantes un Terme d'une Année, pour mettre Ordre à leurs Affaires, et se retirer avec leur Propriété.

Par un Arrangement, conclu le 26 Mars 1799, les deux Parties tombèrent d'accord sur certaines Modifications des Art. XI. XII. et XIV. du Traité qui précède 2), et par un Acte signé au Palais du Bardo, le 24 Février 1824 (24 de la Lune de Jumed-Teni l'an 1239 de l'Hègire) 3), les Art. VI. XI. XII. et XIV. furent modifiées de la Manière suivante: 4)

Art. VI. Si un Corsaire tunétain rencontre un Bâtiment américain, et qu'il le visite avec sa Chaloupe, il ne sera permis qu'à deux Hommes seulement d'aller à bord, paisiblement, pour se convaincre que ledit Bâtiment est américain, lequel passera librement, ainsi que tous les Passagers d'autres Nations qu'il pourrait avoir à bord, eux et leurs Biens; et les-dits deux Hommes ne commettront aucune Exaction, sous peine d'être sévèrement punis. En Cas qu'un Esclave vienne à s'échapper et à se réfugier à bord d'un Bâtiment de Guerre américain, il sera libre, et nulle Demande ne sera faite ni pour son Extradition ni pour le Payement (de sa Rançon). (Comparez plus haut p. 1589.)

Lorsqu'un Bâtiment de guerre américain entrera dans le Port de la Goletta, il sera salué par vingt et un Coups de Canon, lequel Salut sera rendu par ledit Bâtiment de guerre Coup pour Coup seulement, et on ne donnera point de Poudre, ainsi qu'il est mentionné par l'Art. XI. de ce présent Traité, qui est annulé par le présent Article. (Comparez plus haut p. 1589.)

¹⁾ Dans la Traduction précitée, le met anglais , Application" est rendu en français par "Application."

²⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 455.

³⁾ En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 24 Février 1824, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 24 Février 1824.

⁴⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 455. (en anglais.) — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 978. (en anglais.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 394. (en française.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

Lorsque des Citoyens des États-Unis viendront dans les Dépendances de Tunis, pour y faire le Commerce, on leur témoignera les mêmes Égards dont jouissent les Marchands d'autres Nations; et s'ils désirent s'établir dans Nos Ports, on n'y mettra aucune Opposition; et ils seront libres de se servir de tels Interprètes qu'ils jugeront à propos, sans aucun Empêchement, conformément aux Usages d'autres Nations; et si un Sujet tunétain allait s'établir dans les Dépendances des États-Unis, il sera traité de la même Manière. Si quelque Sujet tunétain frétait un Bâtiment américain et le chargeait de Marchandises, et voulait ensuite les décharger ou transborder sur un autre Bâtiment, Nous ne le lui permettrons que lorsque l'Affaire aura été jugée par le Recours à une Assemblée de Marchands, qui prononcera sur le Cas, et après que la Décision aura été rendue, on s'y conformera.

Aucun Capitaine ne sera détenu dans le Port contre sa Volonté, si ce n'est quand Nos Ports sont fermés pour les Bâtiments de toutes les autres Nations, ce qui peut avoir lieu pour des Bâtiments marchands, mais non pour ceux de Guerre.

Les Sujets et Citoyens des deux Nations respectivement, les Tunétains et les Américains, seront protégés dans les Endroits où ils se trouveront, par les Officiers du Gouvernement qui y sont institués, mais à défaut d'une telle Protection et du Redressement de tout Tort, la Partie (lésée) peut avoir Recours à l'Autorité principale de chaque Pays, qui accordera la Protection dont besoin sera (adequate protection), et rendra Justice complète. Au Cas que le Gouvernement de Tunis ait besoin d'un Bâtiment américain pour son Service, et qu'un tel Bâtiment se trouve dans l'Étendue de la Régence, et qu'il ne soit pas préalablement retenu '), le Gouvernement aura la Préférence, en payant le même Frêt que d'autres Marchands paient d'ordinaire pour le même Service, ou au même Taux si le Service est sans Précédent habituel '). (Comparez plus haut p. 1590.)

L'Art. XIV. concerne le Payement des Droits auquel sont assujétis les Bûtiments de part et d'autre.

qui devraient se trouver sous l'intitulé, tel qu'il nest maintenant se trouvent placées par erreur sous l'intitulé, tel qu'il était. Cette erreur n'est point mentionnée dans l'Errata qui se trouve à la fin du Volume.

¹⁾ Dans la Traduction précitée, la phrase net soit pas préalablement retenu" est omise.

²⁾ Dans le Recueil de M.M. d'Hauterive, et de Cussy, l. c. p. 400, et 401, les Stipulations

1594 L. III. Cn. I. S. XIII. Ét.-Un. d'Amerique. § 45-47.

Les États-Unis d'Amérique sont en droit de réclamer aujourd'hui la Jouissance de tous les Avantages assurés aux Puissances chrétiennes par les Art. III. IV. et VI. du Traité de Paix entre la France et la Régence de Tunis, du 8 Août 1830. (Voyez plus haut p. 201.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Tunis, un Consul!).

§. 45.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET URUGUAY.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre les États-Unis d'Amérique et la République orientale de l'Uruguay.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Montevideo, un Consul 2).

La République orientale de l'Uruguay entretient:

à Philadelphie, un Consul-général 1).

§. 46.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET VENEZUELA.

(Voyez plus haut §. 7. p. 1522. le Traité avec la République de Colombie.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Angostura, Laguayra, Maracaïbo et Puerto Cabello, des Consuls 1).

§. 47.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Convention d'Amitié, de Commerce et de 1827, Navigation, entre les États-Unis d'Amérique d'une part, et la République et Ville libre et hanséatique de Lubeck, la République et Ville libre et hanséatique de Brème, et la République et Ville libre et hanséatique de Hambourg (chacun de ces États pour soi séparément) de l'autre part, faite en la Cité de Washington, le 20 Décembre l'An de Grâce 1827, et le 52 e de l'Indépendance des États-Unis d'Amérique.). (Original en anglais et en français.)

- 1) Almanach de Gotha, 1840. p. 105. List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.
- 2) Alman. de Gotha, 1840. p. 106. List of Ministers, Consuls, etc. p. 13.
 - 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 6.
- 4) Alman. de Gotha, 1840. p. 106. List of Ministers, Consuls, etc. p. 13.
- 5) Jon. Elliot, l. c. p. 896. 897. (en anglais et en français.) Lappenberg, Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Hamburg, seit 1814. T. X. p. 108. (en frunçais et

Art. VI. Il est en outre convenu, que les Négociants, Capitaines de Navires, et autres Citoyens des deux Parties, pourront eux-mêmes diriger librement leur propres Affaires, dans tous les Ports et Places (Lieux) soumis à la Jurisdiction de chacune d'Elles, tant pour ce qui a rapport à la Consignation et à la Vente en gros et en détail de leurs Denrées et Marchandises, que pour ce qui regarde le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments, en se conformant aux Lois, Décrets et Usages y établis, auxquels les Citoyens de l'État sont assujétis; ils seront, dans tous ces Cas, traités comme Sujets de la République dans laquelle ils résideront, ou du moins ils seront placés sur le même Pied que les Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée.

Les Citoyens de chacune des Parties contractantes pourront disposer de leurs Biens personnels dans les Limites de la Jurisdiction de l'autre, par Vente, Donation, Testament ou autrement; et leurs Héritiers (Representatives) étant Citoyens de l'autre Partie, succèderont auxdits Biens personnels, soit en vertu d'un Testament, soit ab intestat; ils pourront en prendre Possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur Place; et ils en disposeront à leur Volonté, en ne payant d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays, où se trouvent lesdits Biens, sont assujétis en pareille Occasion. Et si, dans le Cas de Biens immeubles, lesdits Héritiers ne pouvaient entrer en Jouissance de l'Héritage, à cause de leur Qualité d'Étranger, il leur sera accordé un Délai de trois Ans, pour en disposer à leur Gré, et pour en retirer le Produit sans Obstacle, et exempt de tous Droits de Détraction de la part des Gouvernements des États respectifs. Les deux Parties contractantes promettent et s'en-

gagent formellement d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et Propriétés des Citoyens de chacune d'Elles, quelles que soient leurs Occupations, qui pourraient se trouver dans les Territoires soumis à leur Jurisdiction, soit pour y voyager, soit pour y séjourner; leur accordant pleine Liberté de recourir aux Cours de Justice pour leurs Affaires litigieuses,

en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. I. p. 362. 363. (en anglais et en français.) — d'Hauterive et de

Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 402. (en frauçais.) — Imprimé séparément, Hambourg 1828. (en anglais, français et allemand.)

aux mêmes Conditions qui seront accordées par l'Usage aux Citoyens du Pays où ils se trouveront, et d'employer dans leurs Procès, pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Avoués, Notaires, Agents ou Mandataires qu'ils trouveront convenable de choisir; et les dits Citoyens et leurs Agents jouiront de la même Liberté que ceux du Pays, d'assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, dans tous les Cas où ils s'y trouveront intéressés, ainsi qu'à l'Examen des Témoins qui seraient appelés dans les dits Procès.

Harmonie avec toutes les Nations de la Terre, en observant envers chacune également une Politique franche et amicale, s'engagent mutuellement à n'accorder aucune Faveur particulière à d'autres Nations, en fait de Commerce et de Navigation, qui ne devienne aussitôt commune à l'autre Partie; et celle-ci jouira de cette Faveur gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

La présente Convention sera en Vigueur pendant douze Ans, à dater de ce Jour, et au-delà de ce Terme, jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'un ou l'autre des Gouvernements des Républiques hanséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg d'une part, ou le Gouvernement des États-Unis d'autre part, aura annoncé à l'autre son Intention de la terminer '); chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire à l'autre une telle Déclaration au bout des douze Ans susmentionnés; et il est convenu entre Elles, qu'à l'Expiration de douze Mois, après qu'une telle Déclaration de l'une des Parties aura été reçue par l'autre, cette Convention et toutes les Stipulations y contenues, cesseront d'être obligatoires par rapport aux États qui donneront ou recevront cette Déclaration: bien entendu et convenu, que si l'une ou plusieurs desdites Républiques hanséatiques, à l'Expiration de douze Ans, à dater de ce Jour, donnent ou reçoivent la Déclaration de la Cessation proposée de cette Convention, ladite Convention restera néanmoins en pleine Force et Effet par rapport à celle ou à celles des Républiques hanséatiques, qui n'aura, ou qui n'auront, ni donné ni reçu cette Déclaration.

¹⁾ C'est à dire, d'en faire cesser l'Effet. (Voyez plus haut p. 1547. Col. 1. note 3.)

Les XI Articles dont se compose ce Traité, ne contiennent aucune Stipulation relative à l'Établissement de Consulats.

Article additionnel à la Convention d'Ami1828, tié, de Commerce et de Navigation, conclue
à Washington, le 20 Décembre 1827, entre les
États-Unis d'Amérique et les Républiques hanséatiques
de Lubeck, Brème et Hambourg, fait en la Cité de
Washington, le 4 Juin l'An de Grâce 1828. (Original en
anglais et en français.)

..... Les Consuls et Vice-Consuls pourront faire arrêter les Matelots faisant partie des Équipages des Bâtiments de leurs Pays respectifs, qui auraient déserté desdits Bâtiments, pour les renvoyer et faire transporter hors du Pays; auquel Effet lesdits Consuls et Vice-Consuls s'adresseront aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et leur feront par écrit la Demande desdits Déserteurs, en justifiant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou Rôle d'Équipage, ou autres Documents officiels, que ces Hommes faisaient partie desdits Équipages. Et sur cette Demande, ainsi justifiée, sauf toutefois la Preuve contraire, l'Extradition ne pourra être refusée; et il sera donné toute Aide et Assistance auxdits Consuls et Vice-Con-, suls, pour la Recherche, Saisie et Arrestation des susdits Déserteurs, lesquels seront même détenus et gardés dans les Prisons du Pays, à leur Réquisition et à leurs Frais, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé l'Occasion de les renvoyer. Mais, s'ils n'étaient renvoyés dans le Délai de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront élargis et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutesois que si le Déserteur avait commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti 2) de l'Affaire, ait rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Brème, un Consul et un Vice-Consul,

¹⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 906. 907. (en anglais et en français.) — Lappenberg, Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Hamburg, seit 1814. T. X. p. 108. (en français et en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. I. p. 362. 363. (en

anglais et en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 409. (en français.) — Imprimé séparément, Hambourg 1828. in 4°. (en anglais, français et allemand.)

²⁾ Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1. la Remarque sur l'emploi du mot "nanti."

1598 L. III. CH. I. S. XIII ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 48.

- à Hambourg, un Consul et un Vice-Consul,
- à Lubeck, un Consul').
- Il y a de la part des Villes hanséatiques:
 - à Baltimore, un Consul et un Vice-Consul de Hambourg,
 - à Boston, un Consul et un Vice-Consul de Hambourg,
 - à New-York, un Vice-Consul de Hambourg,
 - à la Nouvelle-Orléans, un Vice-Consul de Hambourg,
 - à Philadelphie, un Vice-Consul de Brème, et un Consulgénéral de Hambourg,
 - à Savannah, un Consul de Brème 2).

§. 48.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et WURTTEMBERG.

Un'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et le Royaume de Wurttemberg.

Le Wurttemberg entretient:

- à Baltimore, un Consul-général,
- à la Nouvelle-Orléans, un Consul 3).
- 1) Almanach de Gotha, 1840. p. 13. 60. 64.

 List of Ministers, Consuls, etc. p. 9.
 - 2) Alman. de Gotha, 1840. p. 2. 3. 4. 6. 7.
- 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 1. 6. Königl. Württembergisches Hof- und Stuats-Handbuch, 1835. p. 101.

APPENDICE.

• •

Æ I

(page 589. Col. 2. note 3.)

A LETTER OF THE HONORABLE M. WIL. HARBBORNE, HER MAIESTIES AMBASS. WITH THE GRAND SIGNIOR TO M. TIP-TON, APPOINTING HIM CONSUL OF THE ENGLISH IN ALGIER, TUNIS, AND TRIPOLIS OF BARBARIE.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 178.)

dealing, and good experience in these parts, do send you herewith the grand Signiors and our patents for exercising the office of Consul there, in Tripolis and Tunis: by vertue of which authoritie you may without feare proceed as the office doeth chalenge in defence of our printlege, to redresse all inturies offred our nation. Which if you cannot get reformed there of the Beglerbies:) vpon your complaint, I thereof aduertised, shall doe it here, and to the vttermost maintaine you in al rightful causes whatsoever, dealst you not.....

¹⁾ Vayez T. L p. 533, Col. 1. note 2. et p. LHI. Col. 2. note ttt.

№ 11.

(page 780. Col. 2. note 5.)

THE QUEENES COMMISSION UNDER HER GREAT SEALE, TO HER SERVANT MASTER WILLIAM HAREBORNE, TO BE HER MAIESTIES AMBASSADOUR OR AGENT, IN THE PARTES OF TURKIE. 1582.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. H. Part. 11 p. 1871)

Elizabetha, Dei optimi maximi, conditoris, et rectoris vnici clementia, Angliae, Franciae, et Hiberniae Regina, verae sidei contra Idololatras falsó Christi nomen profitentes inuicta et potentissima propugnatrix, vniuersis, et singulis praesentes has literas visuris, et inspecturis, salutem. Cúm augustissimus, et inuictissimus princeps, Zuldan Murad Can'), Turcici regni Dominator potentissimus, imperiíque Orientis Monarcha, foedus, amicitiamque nobiscum percusserit, iuraueritque, (quam nos perpetuis futuris temporibus, quantum in nobis erit, inuiolaté seruere destinamus) ad cámque magis ornandam, illustrandámque concesserit idem augustissimus Imperator subditis nostris liberam sugs merçes excercendi rationem in omnibus Musulmanici imperij sui partibus, cum tam ampla prinilegiorum concessione, quám alijs bonis principibus, socijs, et foederatis nostris largitus est, quorum priuilegiorum donationem nos gratam, acceptámque habentes, pari cum animi gratitudine colere certum habemus, deliberatúmque, nihil in votis habentes potiús, quám bonorum erga nos principum animos beneuelos honoratissima mente fouere, promereríque: Sciatis, nos de singulari erga nos, obsequiúmque nostrum, fide, obseruantia, prudentia, et dexteritate multúm nobis chari Guilielmi Hareborne, é custodibus corporis nostri vnius, plurimúm confidentes, eum Oratorem 2), Nuntium '), Procuratorem '), et Agentem nostrum certum et indubitatum ordinamus, facimus, et constituimus, per praesentes: dantes ei, et concedentes potestatem, et authoritatem, nomine nostro, et pro nobis praedictú amicitiae foedus confirmandi, priuilegiorum concessionem in manus suas capiendi, ratámque ha-

bendi, omnibus et singulis subditis nostris, Musulmanicis oris terrísque negotiantibus, pro Maiestatis nostrae authoritate praecipiendi, mandandíque, vt sint in suis commercijs, quamdiu, quotiésque cum Musulmanicis versantur, dictorum priuilegiorum praescripto obtemperantes in omnibus, ac per omnia, ad obsequia tanta amicitia digua se componentes, ac in delinquentes in foedus nostrum iustitiam exequatur. Potestatem, et authoritatem ei damus in omnes, et singulos subditos nostros in quibuscunque et locis, et partibus Musulmanici Imperii dominationi subiectis negotiantes, constituendi emporiorum suorum sedes, in quibus voluerit portuhus, et ciuitatibus, in alijs vetandi, in constitutis autem emporiorum sedibus, Consules curandi, leges praeceptionésque ferendi, condendique, quarum ex praescripto dieti nostri subditi, et corum quilibet sese publicé, et prinatim gerant, eorum violatores corrigendi, castigandíq;, omnia denique et singula faciendi, perimplendique, quae ad dictorum subditerum nostrorum honestam gubernationem, et commercij exercendi in illis partibus retionem pertinent: promittentes bona fide, et in verbo Regio, nos ratum, gratum, et firmum habituras, quaecunque dictus Grator, et Agens noster, à legibus nostris non abhorrentia in praemissis aut praemissorum aliquo fecerit. In cuius rei testimonium, has literas nostras sieri fecimus patentes, et sigilli nostri impressione inssimus muniri. Datum é castro nostro Windesoriae, 20. die Mensis Nouembris, Anno Jesu Christi 1582., regni verò nostri, vicesimo quarto.

¹⁾ Voyez T. f. p. 519. Col. 2. note 4.

²⁾ Voyez T. II. Part. I. p. 244. Col. 1. note 1.

³⁾ Voyez T. II. Part. II. p. 1410. Col. 1. note *.

⁴⁾ Procurutor, Vicarius, locum tenens, qui altérius viceres gerit. Voyes Du Cange, Glossarium ad Script. med. et inf. latinitatis, T. V. Col. 885.

.**/**∳ 111.

A LETTER OF THE ENGLISH AMBASSADOUR TO M. HARUIE MILLERS, APPOINTING HIM, CONSULL FOR THE ENGLISH NATION IN ALEXANDRIA, CAIRO, AND OTHER PLACES OF EGYPT.

... '(D'après Hackluyt', Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 171.)

Hauing to appoint our Consull in Cayro, Alexandria, Egypt, and other parts adiacent, for the safe protection of body and goods of her Maiesties Subjects; being well persvaded of your sufficient abilitie; in her Maiesties name I doe elect and make choise of you, good friend Harnie Millers, to execute the same morshipfull office, as shall be required for her Maiesties better service, the commodity of her subjects, and my contentation: having and injoying for merit of your trauell in the premisses the like remuneration incident to the rest of ours in such office in other parts of this Empire. Requiring you (all other affaires set aside) to repaire thither with expedition, and attend vpon this your charge which the Almigthy grant you well to accomplish. For the due execution whereof, we herewith send you the Grand Signiors Patent of privilege with ours, and what els is needfull therefore, in so ample maner, as any other Consul whosoeuer doeth or may enion the same. In ayd whereof, according to my bounden duety to her Maiesty our most gracious Mistresse, I will be ready alwayes to employ my selfe to the generall benefit of her Maiesties subjects, for your maintenance in all iust causes incident to the same. And thus eftsoones ') requiring and commanding you as abouesayd, to performe my request, I bid you most heartily well to fare, and desire God to blesse you. From my mansion Rapamat (?) nigh Pera this 25 of April 1583.

¹⁾ Eftsoons (ever and anoon), de tems en tems. Ce mot qui a vieilli est employé ici au lieu de derechef.

(page 781. Col. 1. cont. de la note 7. de la p. 780.)

COMMISSION GIVEN BY M. VKILLIAM HAREBORNE THE ENGLISH AMBASSADOUR, TO RICHARD FORSTER, AUTHORISING HIM CONSUL OF THE ENGLISH NATION IN THE PARTS OF ALEPO, DAMASCO, AMAN '), TRIPOLIS, JERUSALEM, ETC.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 172.)

I William Hareborne, her Maiesties Ambassadour Ligier 2) with the Grand Signior, for the affaires of the Leuant doe in her Maiesties name confirme and appoint Richard Forster Gentleman, my Deputie and Consull in the parts of Alepo, Damasco, Aman, Tripolis, Jerusalem, and all other ports whatsoeuer in the provinces of Syria, Palestina, and Jurie (?) to execute the office of Consull over all our Nation her Maiesties subjects, of what estate or quality soeuer: gluing him hereby full power to defend, protect, and maintaine all such her Maiesties subjects as to him shall be obedient, in all honest and iust causes whatsoeuer: and in like case no lesse power to imprison, punish, and correct any and all such as he shall finde disobedient to him in the like causes, euen in such order as I my selfe might doe by vertue of her Maiesties Commission given me the 26 of November 1582, the Copie whereof I have annexed to this present vnder her Maiesties Seale deliuered me to that vse. Straightly charging and

1) Ama (selon Thévenot, Voyage du Levant, Part. II. Chap. 60.) ou Aman, Ville de Syrie, située sur l'Oronte, autrefois très belle et très grande, qu'on nommait anciennement Apamée. C'est ici que les Rois de Syrie avaient établi leur haras principal, et où ils entretenaient 500 Éléphants. On voit aujourd'hui à sa place une chétive petite Bourgade qui porte le nom de Famieh; les riches pâturages des environs y attirent encore beaucoup de Bédouins, et l'abondante pêche qu'on fait dans le

Lac d'El-Taka, qui communique avec l'Oronte, lui donne encore une certaine importance. (Voyez T. II. Part. II. p. 780. Col. 2. note 6. — Bruzen de la Martinière, Grand Dictionnaire géographique, historique et critique (Paris 1768. T. I—IV. in fol.) T. I. p. 196. Col. 2. — Adr. Balbi, l. c. p. 652. — Langlois, l. c. T. II. p. 901. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 365.)

2) Voyez T. II. P. II. p. 780. Col. 1. note .

commanding all her Maiesties subjects in those parts, as they will avoid her Highnesse displeasure and their owne harmes, to honour his authoritie, and have due respect vnto the same, aiding and assisting him there with their persons and goods in any cause requisit to her Maiesties good service, and commoditie of her dominions. In witnesse whereof I have confirmed and sealed these presents at Rapamat my mansion house by Pera over against Constantinople', the '28 of June 1583.

1) On dissit autresois en anglais, Pera; en dissit en françois, Pera-lep-Constantover against Constantinople, comme tinople. (Voyez plus haut p. 781. Col. 1. note.)

The state of the s

№ V.

(page 78%. Col. 1. cont. de la note 7. de la p. 780.)

A LETTER OF DIRECTIONS OF THE ENGLISH AMBASSA-DOUR TO M. RICHARD FORSTER, APPOINTED THE FIRST ENGLISH CONSULL AT TRIPOLIS IN SYRIA.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 172.)

· Cousin Forster, these sew words are for your rememon brance when it shall please the Almighty to send you safe arrinall in Tripolis of Syria. When it shall please God to send you thitlier, you are to certific our Nation at Tripolis of the certaine day of your landing, to the end they both may have their house in a readinesse, and also meet you personally at your entrance to accompany you, being your selfe apparelled in the best maner. The next, second, or third day, after your comming, give it out that you be crazed and not well disposed, by meanes of your tranell at Sea, during which time, you and those there are most wisely to determine in what maner you are to present your selfe to the Beglerbi '), Cadi '), and other officers: who enery of them are to be presented according to the order accustomed of others formerly in like office: which after the note of John Blanke, late Vice-consult of Tripolis for the French, delivered you heerewith, is very much: and therefore, if thereof you can saue any thing, I pray you doe it, as I doubt not but you will. They are to give you there also another Janizarie according as the French hath; whose outward proceedings you are to imitate and follow, in such sort as you bee not his inferiour, according as those of our Nation heerstofore with him resident can informe you. Touching your demeanouer, after your placing, you are wisely to proceede considering hoth French and Venetian will have an envious eye on you: whome

if they perceive wise and well advised, they will feare to offer you any injurie.

But if they shall perceive any insufficiencie in you, they will not omitte any occasion to harme you. They are subtile, malicious, and dissembling people, wherefore you must alwayes haue their doings for suspected, and warily walke in all your actions: wherein if you call for Gods divine assistance, as doth become euery faithfull good Christian, the same shall in such sort direct you as he shall be glorified, your selfe preserved, your doings blessed, and your enemies confounded, Which if contrarywise you omit and forget, your enemies malice shal be satisfied with your confusion, which God defend, and for his mercies sake keepe you. Touching any outlopers ') of our nation, which may happen to come thither to traffike, you are not to suffer, but to imprison the chiefe officers, and suffer the rest not to traffike at any time, and together enter in such bonds as you thinke meete, that both they shall not deale in the Grand Signiors dominions, and also not harme, during their voyage, any his subjects shippes, vessels; or whatsoever other, but quietly depart out of the same country without any harme doing. And touching these there for the company, you are to defend them according to your priviledge and such commandements as you have had hence, in the best order you may. In all and every your actions, at any hand, be ware of rashnesse and anger, after both which repentance followeth. Touching your dealings: in their affaires of marchandise, you are not to deale otherwise then in secret and counsell. You are carefully to foresee the charge of the house, that the same may be in all honest measure to the companies profit and your ownerkealth through moderation in diet, and at the best hand, and in due time to preuide things needfull, to saue what may be : for he that buyeth every thing when he needeth it, harmeth his owne house, and helpeth the retailer.

So as it is, in mine opinion, wisdome to foresee the buying of all things in their native soile, in due time, and at the first hand every yeere, as you are to send the company the parti-

.

¹⁾ Outloper, Bâtiment armé en Course (fait du mot, peu wsité, outlope, qui signifie excursion). (Sam. Johnson, Dictionary of the

english language, nouvelle Édition, corrigée et augmentée par H. J. Todd (Londres 1848. T. I – IV. gr. in 40.) T. IH.

cular accounts of the same expenses. Touching your selfe, you are to cause to be employed fifty or the threescore ducats, videlicet;), twenty in Sope, and the rest in Spices, where of the most part to be Pepper, whereof we spend very much. The Spices are to be provided by our friend William Barrat, and the Sope buy you at your first arrivall, for that this shippe lading the same commodity will cause it to amount in price. From our mansion Rapamat, the fift of September 15831

1) Videlicet, par contraction Viz, signifie c'est à dire, savoir. Todd (l. c. T. IV.) ajoute à la définition qu'il donne de ce mot la remarque suivante: "A berbarous form of an un-necessary word." On ne se sert aujourd'hui

ni de Viz. ni de Videlieet; on fait usage de namely, que l'on doit toujours substituer à Viz et même lire au lieu de Viz. (Joseph Wilson, English and french and french und english Dictionary.)

The second secon

· (page 784. Col. 2. note 1.)

A LETTER WRITTEN BY THE MOST HIGH AND MIGHTY EM-PRESSE THE WIFE OF THE GRAND SIGNIOR SULTAN MURAD CAN') TO THE QUEENES MAIESTY OF ENG-LAND, IN THE YEERE OF OUR LORD 1594.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 311.)

Let the beginning of our discourse be a perfect writing in the foure parts of the world, in the name of him which hath indifferently created such infinite numbres of creatures, which had neither soule nor body, and of him which mooueth the nine heauens, and stablisheth the earth seuen times one aboue another, which is Lord and king without any deputy, who hath no comparison to his creation and worke, and is one inestimable, worshipped without all comparison, the most high God, the creator, which hath nothing like vnto him, according as he is described by the Prophets, to whose power no man can attaine, and whose absolute perfection no man may controll; and that omnipotent creatour and fellow-worker, to whose Maiesty all the Prophets submit themselues, among whom the greatest, and which hath obtained greatest fauour, the garden of Paradise, the beame of the Sunne, the beloued of the most high God is Mahomet Mustaffa, to whom and to his adherents and followers be perpetuall peace, to whose fragrant sepulture all honour is performed. He which is emperour of the seuen climats and of the foure parts of the world, the inuincible king of Graecia, Agiamia 2), Hungaria, Tartaria, Valachia, Rossia, Turchia, Arabia, Bagdet, Caramania, Abessis 3), Giouasir 4), Siruan 5), Barbaria, Alger, Franchia (?), Coruacia 6), Belgrade etc. alwayes most

¹⁾ Voyez T. I. p. 519. Col. 2. note 4.

²⁾ Agiamia, au lieu d'Adjèm, la Perse.

³⁾ Abessis, au lieu de Habesch, l'Abyssinie.

⁴⁾ Giouasir, peut-être pour Djezair,

pluriel de *Djéziré*, lle, voulant désigner les Iles de la *Mer Égée*, *Ac Degniz djéziréleri*. (Voyez T. II. Part. II. p. 318. Col. 1. note 1.)

⁵⁾ Siruan, au lieu de Chirman, le Chirman.

⁶⁾ Coruacia, au lieu de Khirvat, la Croatie.

happy, and passessour of the crowne from twelve of his angestours; and of the seed of Adam, at his present emperour, the sonne of an emperour, preserved by the divine providence, a king woorthy of all glory and honour, Sultan Murad, whose forces the Lord God alwayes increase, and father of him to whom the imperiall crowne is to descend, the paradise and woonderfull tall cypresse, worthy of the royall throne, and true heire of the imperiall authority, most woorthy Mehemet Can, the sonne of Sultan Murad Can, whose enterprises God vouchsafe to accomplish, and to prolong his happy dayes: on the behalfe of whose mother this present letter is written to the most gracious and most glorious, the wisest among women, and chosen among those which triumph vnder the standard of Jesus Christ, the most mighty and most rich gouernour, and most rare among womankinde in the world, the most gracious Queene of Engtand, which follow the steps of the virgine Mary, whose end be prosperous and perfect, according to your hearts desire. I send your Maiesty so honorable and sweet a salutation of peace, that al the flocke of Nightingales with their melody cannot attaine to the like, much lesse this simple letter of mine. The singular loue which we have conceived one toward the other is like to a garden of pleasant birds: and the Lord God vouchsafe to saue, and keepe you, and send your Maiesty an happy end both in this world and in the world to come. After the arrival of your honourable presents from the Court of your Maiesty, your Highnesse shall vnderstand that they came in such a season that every minute ministred occasion of long consolation by reason of the comming of your Maiesties Ambassadour to the triumphant Court of the Emperour, to our so great contentment as we could possibly wish, who brought a letter from your Maiesty, which with great honour was presented vnto vs by our eunuks, the paper whereof did smell most fragrantly of camfor and ambargriese 1), and the incke of perfect muske; the contents whereof

1) Ambargriese, au lieu d'Ambergris. Ambre gris, en latin Ambra grisea. tachés blanc-jaunatres; d'une saveur fade et grasse; d'une odeur forte et suave, lorsqu'on la chauffe ou qu'on la frotte; d'un poids spécifique plus léger que celui de l'eau; susceptible de se ramellir, de se fondre, de se volatiliser par l'action de la chaleur, et de s'enflammer par le confact d'un corps en ignition (en état de combustion); insoluble dans l'eau; soluble en partie

On a donné le nom d'Ambre gris, à une matière solide, opaque, en masses irrégulières, de forme globuleuse, d'une consistance analogue à celle de la Cire, à cassure grenue (formant de petits grains) ou offrant des couches concentriques; d'une couleur gris-noiratre, veinée de

we have heard very attentively from point to point. I thinke it therefore expedient, that, according to our mutuall affection, in any thing whatsoever may concerne the countreys which are subject to your Maiesty, I never faile, having information given vato

dans l'Alkool *), l'Ather **) et les Huiles formant une espèce de Savon avec les Alcalis caustiques ***) †). — Des opinions très nombreuses unt été émises sur l'urigine de cette substance.

Ce serait sertir du vadre qui nous est tracé que d'entrer dans les détails qu'exigerait l'exposé de chacune d'elles; il nous suffira de dire qu'aujourd'hui on s'accorde généralement à com-

") Alcool ou Alcohol, ou Alkool ou Alkohol.

Mot araba, qui veut dire subtil.

Les Anciens donnaient le nom d'Alcool à plusieurs Substances volatiles, même à des Poudres subtiles. Les Chimistes modernes est adopté ce mot, pour désigner ce qu'en appelait autrefois Esprit de Vin.

On retire l'Alcool des Liqueurs spéritueuses, telles que le Vin, l'Eau de Vie, etc. par la voie de la Distillation.

L'Alcool est un Fluide transparent, très mobile et très léger, d'une odeur pénétrante et
agréable, vive et chaude.

L'Alcool ou l'Esprit de Vin rectifié, est celui qu'on a passé une ou deux sois à l'Alambic O) pour le débarrasser, autant qu'il est possible, de toute sa partie slegmatique ou acqueuse.

Quand l'Algoel est entièrement débarrassé de sa partie acqueuse, il porte le nom d'Esprit ardent. (Lunier; l. c. T. I. p. 43. Col. 2. — Diet, de la Conversation, T. I. p. 247. Col. 1.. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 280. Col. 2. — Ersèh und Gruber, l. c. T. III. p. 151. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 199.)

. †): Esther, du grec αἰρής, air, formé d'αἰβεμν, bruler, enflammer, parce que l'Éther s'enflamme très facilement.

Le nom d'Éther sut d'abord donné à un Liquide très volatil, très inflammable, très suave, qu'on obtient en chaussant des parties égales d'Alcdol et d'Acide sulfurique. On étendit le même, nom à d'autres Liquides provenant de l'action de l'Alcool sur d'autres Acides, et partigeant à peu près les mêmes Propriétés, ensin' le a été appliqué depuis à des composés d'Acide; et d'Alcool, peu volatils et presque inodores.

***) Alcali ou Alkali, de l'arabe Kali, soude, précédé de l'Article al.

Ce nom a été premièrement donné par les Arabes au Sel, qu'en tire des Cendres d'une Plante qu'ils appellent Kali, en français Sou de. (Voyez T. II. Part. I. p. 125. Col. 1. note ?)

Les Alcalis sont des Substances solides ou fluides très reconnaissables par leur saveur àcre, brûlante, urineuse; par la propriété qu'elles ont, de verdir les couleurs bleues végétales, et de former des Savons avec les Huiles; par leur fácilité d'union et leur force d'attraction pour les Acides avec lesquels elles forment des sels; par leur énergie sur les matières animales qu'elles disselvent. (Lunier, l. c. T. I. p. 42. Col. 2.

— Dict, de la Conversation, T. I. p. 240. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 341. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 197.)

t) Caustique. Terme de Médecine. Brûlant, corrosif. Il se dit des substances qui ant la propriété de brûler ou de désorganiser, par leur action chimique, les matières animales. Hemède caustique. Substance caustique.

Il s'emploie figurément, dans le langage ordinaire, et signifie, mordant, satirique, malin. Homme caustique. Propos caustique.

Il est aussi substantif masculin, mais dans le sens propre seulement. La Pierre infernale est un Constique. Employer les Caustiques. (Dict. de l'Académie.)

⁽Lunier, l. c. T. II. p. 149. Col. 1. — Dict. de la Convervation, T. XXV. p. 831. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 157. Col. 1. Art. Aether. — Ersch und Gruber, l. c. T. II. p. 95. Col. 2. — Conversations-Lexisten, T. R. p. 480. Art. Aether.)

O) Alambic, du latin Alambicum, sait du grec αμβιξ, Vase, Pot, et de l'Article arabe el, qui, lersqu'il se trouve au commencement d'un mot, signifie quelque chose de grand, d'élevé; comme qui dirait, Vase par excellence.

En Chimie, ce met sert à désigner un Vase de Métal, de Terre ou de Verre, destiné à dis-

tiller les Liquides. (Lunier, l. c. T. I. p. 40. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 291. Col. 2. Art. Alembic, — Ersch und Gruber, l. c. Sect. II. T. V. p. 178. Col. 1. Art. Helm. — Conversations-Lexikon, T. III. p. 149. Art. Destillation.)

me, in whatsoeuer occasion shall be ministred, to gratifie your Maiesty to my power in any reasonable and convenient mat-

sidérer l'Ambre gris comme un Bézoard *) ou Concrétion **) morbide ***), formée dans les intestins, et particulièrement dans le Coecum ****)

de certains Cétacés t); notamment le Cachalot macrocéphale tt), le même qui fournit le Blane de Baleine ttt). En effet les Pécheurs baleiniers

*) Bézoard, du persan Bedzahar, Antidote contre le poison, formé de bed, remède, et de zahar, poison. Calcul O) animal, Concrétion pierreuse qui se forme dans le Corps de certains animaux; qui a la forme de cette Concrétion.

Les Médecins arabes ont attribué au Bézoard de grandes propriétés, et particulièrement celle de résister au venin.

En Chimie, on a donné ce nom à plusieurs préparations qui ont les mêmes propriétés qu'on attribue faussement au Bézoard. (Lunier, l. c. T. I. p. 157. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. VI. p. 45. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. IV. p. 361. Col. 2. Art. Bezoars. — Ersch und Gruber, l. c. T. IX. p. 403. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. l. p. 856. Art. Bezoarsteine. — Joh. Carl Schedel, Waaren-Lexikon, T. I. p. 125. Col. 1. Art. Bezoar. — Joh. Carl Leuchs, Allgemeines Waaren-Lexikon, T. I. p. 160. Art. Bezoare. — Joh. Carl Koenig, Droguerie-, Spezerei und Farb-Waaren Lexikon (Munich 1839. in A^o.) p. 16. Art. Bezoar.)

") Concrétion. Terme didactique. Action de s'épaissir. La Concrétion du Lait, de l'Huile.

Il signifie plus ordinairement, la réunion de plusieurs parties en un corps solide. Concrétion saline. Concrétion pierreuse.

Il se dit quelquesois, en Chirurgie, de l'Adhésion des parties qui naturellement doivent être séparées. Concrétion des doigts. (Dict. de l'Académie.)

***) Morbide, fait du latin morbus, maladie. En Termes de Médecine, qui a rapport à la maladie.

Morbifique, qui cause la maladie. (Dict. de l'Académie.)

du latin. Le premier des gros intestins. (Dict. de la Conversation, T. XV. p. 85. Cel. 2.)

t) Cétacé, du grec wnros, Baleine, se dit,

en Termes d'Histoire naturelle, des grands Mammifères, qui ont la forme de Poissons, tels que les Baleines, les Dauphins. Les Animaux cétacés.

Il s'emploie aussi substantivement. Le Narval est de l'ordre des Cétacés. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. XII. p. 278. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 526. Art. Cetaceen.)

tt) Cachalot (Physeter), genre d'animaux mammiseres, appartenant à l'ordre des Cétacés. Ce genre contient plusieurs espèces, mais dont les caractères distinctifs n'ont pu être encore bien déterminés. La plus commune et la mieux connue est le grand Cachalot (Physeter macrocephalus 00)), dont la tête va jusqu'à 20 metres, la tête faisant le tiers de la longueur totale. Cette espèce est répandue dans beaucoup de mers: on en a pris des individus jusque dans la *Mer Adriatique*, et il en échoua 31, en 1784, sur les Côtes de Bretagne. (Dict. de la Conversation, T. IX. p. 368. Col. 1. — Lunier, l. c. T. I. p. 199. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 123. — Nemnich, Catholicon der Naturgeschichte, T. III. Col. 957.)

ttt) Blanc de Baleine, ou Cétine (en latin Cetina, ou Sperma-Ceti, de Sperma, Liqueur séminale, et de Cetus, fait du grec nητος, Baleine). Cette substance est une matière grasse, qui peut être considérée comme tenant le milieu entre le Suif et la Cire. Elle est fournie par plusieurs espèces du genre Cachalot, et par le Delphinus edentulus (édenté). Liquide chez l'animal vivant, ou plutôt dissoute dans une Huile qui occupe de vastes cavités placées au-dessus du Cerveau, la Cétine se concrète par le refroidissement, et se sépare de son disselvant, mais non pas d'une manière complète, car elle en retient toujours une certaine portion, qu'on ne parvient à enlever qu'à l'aide de divers traitements, tels que l'expression, les lotions avec une faible lessive de Po-

þ

O) Calcul, en Termes de Médecine, est le nom donné aux diverses espèces de Concrétions pierreuses qui se forment dans le Corps de l'homme, et dont les plus communes sont les Calculs biliaires et urinaires.

Il se dit, quelquefois, de la maladie qui ré-

sulte de la présence d'un Calcul dans les reins ou dans la vessie. Avoir le Calcul. (Dict. de l'Académie.)

OO) formé du grec μαπρός, long, et naφαλή, la tête.

ter, that all your subjects businesses and offcires may have a mished and happy end. For I will alwayes be a sollicitour to

en ont assez souvent trouvé dans le Ventre des Cachalots qui sont maigres, engourdis, et languissants. Cette Matière, soit lorsqu'elle est contenue dans les intestins de ces Animaux, soit

tasse caustique, puis avec l'eau, et enfin la susion dans l'eau bouillante. Ainsi purissée, elle est versée dans le Commerce, où elle se présente sous sorme de pains blancs, brillants, demi-transparents, fragiles et à cassure lamelleuse (qui se laisse diviser en lames ou seuilles) et cristalline, onctueux au toucher, d'une odeur faible, d'une saveur douce, d'une pésanteur spécisque, moindre que celle de l'eau. Elle est susible à 44 dégrés centigrades, insoluble dans l'eau, légèrement soluble dans l'Alcool, mais très soluble dans l'Éther et les Huiles grasses et volatiles. Elle doit être garantie avec soin du contact de l'air et de la lumière, parce que le premier de ces Agents la fait rancir, et que sous l'influence du second elle prend une teinte jaunâtre. On l'a employée autresois en Médecine, à l'intérieur, sous sorme de Pillules, ou en Potion comme calmant et béchique (); à l'extérieur sous sorme de Cérat (o), de Pommade et de Liniment (oo), comme Adoucissant et Cosmétique (). Mais aujourd'hui elle est presque tout à fait abandonnée par les Thérapeutistes (od). Dans les Arts elle sert à la fabrication des Bougies translucides (od), connues sous le nom de Bougies diaphanes (), sans pouvoir toute-

- O) Bechique, du grec βήξ, βήχος, toux. Bechica remedia. On appelle ainsi, en matière médicale, tous les médicaments qui calment la toux, et que l'on distingue en adoucissants, en calmants, en excitants et en incissifs. (Lunier, l. c. T. I. p. 153. Col. 2. Dict. de la Conversation, T. V. p. 151. Col. 1.)
- tins ont fait Ceratum et Cera, Cire. Espèce d'Onguent, ainsi appelé, parce que la Cire en fait ordinairement la base et la consistance. (Lunier, l. c. T. I. p. 259. Col. 2. Dict. de la Conversation, T. XII. p. 190. Col. 2.)
- linire, qui signifient adoucissement, adoucir. Médicament qui sert à oindre et à frotter quelque partie. Ainsi, les Huiles, les Baumes, les Onguents, et les Graisses peuvent être regardés comme des Liniments. (Lunier, l. c. T. II. p. 455. Col. 2. Dict. de la Conversation, T. XXXV. p. 259. Col. 1.)
- •) Cosmétique, du grec ποσμετιπός, formé de ποσμέω, orner, embellir. Se dit des Substances qui servent à entretenir, à embellir la peau. Les eaux de senteur, les fards, le lait virginal, sont des préparations cosmétiques.

Il s'emploie aussi comme substantif masculin. Certains Cosmétiques nuisent à la Santé.

Au féminin, ce mot désigne la partie de la Médecine, qui enseigne à faire usage des Cosmétiques. Il a écrit sur la Cosmétique. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. I. p. 412. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XVII. p. 333. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. IX. p. 842. Art. Schoenheitsmittel. — J. B. Sal-

- gues, Des Erreurs et Préjugés répandus dans les diverses Classes de la Société (Paris 1815, seconde édition. T. I.— III. in 8°.) T. II. p. 109.)
- latin Therapeutistes. La Thérapeutique, en latin Therapeia (du grec Segantico, traiter, prendre soin) est proprement la Médecine curative, ou la partie de la Médecine qui donne la connaissance des règles générales, qu'il faut observer, et des moyens qu'on doit employer dans la cure des maladies. (Lunier, l. c. T. III. p. 446. Col. 1. Dict. de la Conversation, T. LI. p. 77. Col. 2.)

Thérapeutiste, celui qui s'applique à la Thérapeutique, qui en fait l'objet de ses observations et de ses recherches. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académic.)

vers, et de lucidus, lucide, transparent. Terme adopté par les Minéralogistes, pour désigner les Minéraux qui ont une sorte de Transparence, mals qui ne transmettent cependant qu'une lumière diffuse et nuageuse. (Lunier, l. c. T. III. p. 470. Col. 2.)

Translucidité, sorte de Transparence des Minéraux, etc. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie.)

Diaphane, du grec διά, au travers, et de φαίνα, je brille, je luis. Se dit en Termes de Physique, des corps qui transmettent abondamment la lumière.

Dans l'usage ordinaire, on l'emploie seuvent comme synonyme de très transparent. Le Cristal est diaphane.

Disphanéité, Faculté qu'ent certains corps

the most mighty Emperour for your Maiesties: affaires, that your Maiesty at all times may be fully satisfied. Peace be to

au moment où elle est rejetée au dehors, est très. mellàsse, et se rapporte tout à fait pour la Couleur aux Exeréments naturels des Baleines; mais, exposée à l'air, elle ne tarde pas à perdre ces qualités désagréables, et à revêtir les propriétés que nous avons indiquées plus haut. — L'Ambre gris se trouve ordinairement dans la Mer ou sur les Rivages qu'elle baigne, spécialoment aux Environs de Madagascar, de Sumatra, des Moluques, et sur les Côtes du Japort, de la Chine, de Coromandel, d'Afrique et du Brésil; on en a même rencentré dans le Golfe de Gazcogne. Le Paids des Boules d'Ambre varie depuis quelques onces jusqu'à 200 livres, et même beaucoup plus; mais les Masses les plus grosses ne peuvent guère avoir été produites par un seul Cachalot; il est plus pro-

bable que, liquides d'abord, elles se sont ensuite réunies et agglutinées). Tous les Animaux en sont extrémement friands, et accourent à son Odeur pour la dévorer. — L'Ambre gris offre presque toujeurs des Becs **) de Sèches ***), des portions de Coquilles, et d'autres Corps éteangers, qui en altèrent la pureté. En outre il est sujet à de fréquentes Sophistications f), comme teutes les Substances d'un prix élevé. Ses prepriétés médicamenteuses sont celles de toutes les Substances aromatiques en général, c'est à dire qu'il est stomachique, excitant, antispasmodique ††) et cabuant; cependant de nos jours, il est bien peu usité en *Médecine*. On s'on sert beaucoup au contraire dans la préparation des Parfums; son Odeur suave se développant par son mélange avec les autres Matières odo-

fois rivaliser avec la Cire, en raison de son prix trop élevé. — On a donné le nom de Sperma-Ceti à une Substance blanche, trouvée sur la haute Mer, qu'on a cru être du Sperme de Baleine. (Voyez Lunicr, l. c. T. III. p. 357. Col. 1. Art. Sperma-Ceti. — Dict. de la Conversation, T. XII. p. 59. Art. Walrath. — Schedel, l. c. T. II. p. 652. Col. 1. Art. Wallrath. — Leuchs, l. c. T. II. p. 544. Art. Wallrath. — Koenig, l. c. p. 184. Art. Sperma Ceti sive Adipocera cetaria.)

') Agglutiner, du latin agglutino, formé de l'Augmentatif ad et de glutino, coller, formé de gluten, Colle. Terme de Médecine. Recoller, rejoindre les parties du Corps divisées par quelque accident. On l'emploie surtout avec le Pronom personnel. S'agglutiner.

Les Dérivés sont:

Agglutination, Action d'agglutiner;

Agglutinant, qui se dit des Remèdes propres à recoller les parties divisées.

Agglutinatif, qui se dit des Emplatres qui s'attachent à la peau. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. I. p. 31. Col. 2.)

Dec, la partie plus ou moins saillante et dure, qui tient lieu de bouche aux oiseaux, et qui est formée de deux pièces appelées Man-

dibulaires (Mandibules) °), l'une supérieure, l'autre inférieure. On applique aussi cette dénomination aux Poissons. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. V. p. 141. Col. 2.)

- Bouffron; Insecte-Poisson. (Lunier, l. c. T. III. p. 301. Col. 1. Nemnich, Catholicon, T. III. Col. 1283.)
- t) Sophistiques, du grec σοφίζω, tromper, user de fourberie. Faire un mélange de différentes Drogues simples de mauvaise qualité, que l'on mèle avec des Drogues choisies, pour augmenter leur poids, et diminuer leur prix; frelater, falsifier une Liqueur, une Drogue, en y mélant quelque chose d'étranger.

Sophistication, Action de sophistiquer. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. III. p. 346. Col. 1.)

tt) Antispasmodique (Antispasmatiques, ou Antispasmique), du grec αντί, contre, et de σχασμός, Spasme, Contraction involontaire, mouvement convulsif.

On nomme ainsi les remèdes contre les convulsions ou mouvements convulsifs. (Lunier, l. c. T. I. p. 82. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. II. p. 387. Col. 2.)

de transmettre abondamment la lumière. (Lunier, l. c. T. I. p. 518. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XX. p. 447. Col. 2.)

Diaphanogène, qui produit une Transparence.

— Se dit d'une Cire transparente nouvellement

inventée. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie.)

o) Mandibule, du latin mandibula, machoire, fait de manducare, mâcher. (Lunier, l. c. T. II. p. 485. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXVII. p. 13. Col. 1.)

your Maiesty, and to all such as follow rightly the way of God. Written the first day of the Moone of Rabie Livol ') in the yere of the Prophet, 1002.

rantes, on le fait entrer dans un grand nombre de Cosmétiques. Les Orientaux s'en servent comme Aphrodisiaque '). (Lunier, l. c. T. I. p. 54. Col. 2. Art. Ambre. — Dict. de la Conversation, T. I. p. 484. Col. 1. Art. Ambre. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 421. Col. 2. Art. Ambergris. — Ersch und Gruber, l. c. T. III. p. 325. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. l. p. 226. Art. Ambra. — Schodel, l. c. T. I. p. 28. Col. 1. Art. Grave Ambra (Ambra grisea). — Leuchs, l. c. T. I. p. 54. Art. Ambra. — Koenig, l. c. p. 5. Art. Ambra grisea vera.)

1) Robie Livol au lieu de Rebiul' Ervel.

*) Aphrodisiaque, du grec ciopodism, Vénus, Déesse de la Volupté, l'acte vénérien.

On appelle ainsi en Médecine, les moyens usités pour rétablir les forces épuisées par l'usage immodéré des plaisirs de l'Amour. (Lunier, L. c. T. I. p. 84. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. II. p. 410. Col. 2. — Salgues, Des Erreurs et Préjugés, T. II. p. 115. Art. Philtres. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 641. Art. Liebestrünke.)

.№ VII.

(page 803. Col. 2. cont. de la note 5. de la p. 802.)

TRADUCTION DU BÉRAT ') IMPÉRIAL EN FAVEUR DE N. N. CON-SUL GÉNÉRAL DE S. M. BRITANNIQUE PRÈS LA SUBLIME PORTE OTTOMANE.

Le Modèle des Grands de la Nation du Messie, l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Cour de la Grande Bretagne résidant auprès de Ma Sublime Porte, N. N., dont la Fin soit heureuse, à présenté à Ma Porte de Félicité une Note munie de son Cachet, dans laquelle il a exposé que N. N., qui avait été nommé en vertu d'un Bérat impérial Nazir 2) ou Inspecteur des Affaires des Négociants de la Cour d'Angleterre, qui vont et viennent dans les États de Mon Empire, étant mort, le Porteur de ce Signe impérial, l'Illustre parmi les Grands de la Nation du Messie, N. N. a été nommé à sa Place par ladite Cour, pour résider auprès de lui en cette même Qualité, et il a fait Instance qu'un Bérat imperial soit également accordé comme par le passé au nom de N. N. susmentionné. Conformément donc à ce qui a été pratiqué par le passé, Jai donné ce Signe impérial et auguste, et Jordonne, qu'à l'avenir le susdit N. N. ait à exercer auprès dudit Ambassadeur les Fonctions de Nazir ou Inspecteur pour les Affaires des Négociants anglais; que lorsqu'il sera nécessaire d'avoir Recours à la Porte pour quelque Affaire, cela devra se faire par une Note, munie du Cachet de PAmbassadeur susmentionné; que le susdit Nazir ou Inspecteur s'occupera, d'après les Capitulations impériales, des Affaires des Bâtiments marchands anglais, et Négociants trafiquant sous la Bannière de la Cour de la Grande Bretagne; que les Consuls et Négociants anglais, qui se trouvent dehors,

¹⁾ Voyez T. II. P. II. p. 310. Col. 1. note 5. et note **.

²⁾ Nazir, Inspecteur, Intendant, Directeur, etc. Nazarét, Inspection, Intendance, Direction, etc. (Voyez Kieffer et Bianchi, l. c. T. II.

p. 1081. Col. 1. p. 1116. Col. 2. — von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung und Staatsverwaltung (Vienne 1815. T. I. II. pet. in 8°.) T. I. Chap. II. p. 135. Chap. VI. p. 419. T. II. Chap. IV. p. 159.)

auront Recours à lui dans les Affaires où ils rencontreront des Difficultés, pour que celui-ci les représente à l'Ambassadeur susmentionné, que l'on ne permettra pas aux Bâtiments anglais de partir, sans qu'ils soient munis d'un Téskérè) ou Billet dudit Nazir ou Inspecteur; que ses Domestiques francs ne seront pas molestés pour le Tribut de Capitation appelé Kharadsch²), pour les Contributions accidentelles nommées Avari'), pour le Droit sur les Peaux des Quadrupèdes dit Kassabiyé Aktchessi 1), ni pour d'autres Droits et Impôts arbitraires désignés par les Noms de Roussoum 5) et Tekalifi Ourfiyé'); que Personne ne demandera au susdit Nazir ou Inspecteur, ni le Kharadsch ni autres Impôts, en disant "vous "avez à votre Service des Esclaves de l'un ou de l'autre Sexe"; qu'il ne sera pas inquiété pour ce qui regarde ses Effets, Provisions de Bouche, et Boissons; et conformément à ce qui a été pratiqué de tout Tems, il sera exempt, pour ces Objets, de la Douane et de tous autres Droits. Quiconque aura un Procès avec le susdit Nazir ou Inspecteur, doit être renvoyé à Mon Divan impérial, d'aprés les Capitulations impériales, et ne sera pas écouté ailleurs. S'il voudra en quelque tems aller quelque part, il ne sera molesté par Personne, ni pour les Courriers, ni pour Droit de Courrier, tant en allant qu'en revenant, soit par Terre soit par Mer, dans les Auberges et Maisons de Poste, par rapport à ses Habits, ses Montures, ses Effets, et ses Provisions qu'il aura avec lui. Partout où il arrivera on lui donnera des Provisions pour son Argent, et au Taux fixé, sans que personne s'y oppose. — Dans les Endroits où il y aura du Dan-, ger, il pourra faire Usage du Turban blanc '). Il aura la Fa-

Les Privilèges accordés aux Consuls dans

¹⁾ Voyez T. II. P. II. p. 309. Col. 1. note *.

²⁾ Voyez T. I. p. 518. Col. 2. note 6. T. II. Part. II. p. 123. Col. 1. note 1.

³⁾ Voyez T. II. P. II. p. 104. Col. 1. note *.

⁴⁾ Kassab Aktchessi (Singulier), Kassab Aktchėlėri (Pluriel). Voyez T. II. P. II. p. 104. Col. 1. note **. et p. 1131. Col. 1. note 5.

⁵ Voyez T. II. P. II. p. 120. Col. 1. note 1.

⁷⁾ D'après les anciennes Lois de Police de l'Empire ottoman, le Port d'Armes de toute

Espèce, est sévèrement défendu aux Sujets tributaires du Grand Seigneur, qu'ils ne doivent non plus monter des Chevaux, mais seulement des Ânes ou des Mulets. L'usage du Turban (Sarik) en général, c. à. d. de la Calotte ou autre Coiffure entortillée d'une Étoffe (Mousseline, Schawl ou autre), n'est permis qu'aux Musulmans; les Émir ') et le Mouphty '') portent seuls la Mousseline verte. Les Reayant par l'') portent un Bonnet de Peau de Mouston, appelé Kalpak.

^{*)} Veyez T. I. p. 519. Col. 2. note 4. et p. XLVIII. Col. 1. note *.

^{**)} Voyez T. I. p. L. Col. 1. note *.

^{***)} Veyez T. I. p. 518. Col. 2. note 6.

culté de porter le Sabre, l'Arc, les Flêches, les Éperons et autres Instruments de Guerre, et il ne sera en aucune Manière molesté pour cela, ni par les Juges, les Beglers-Begs 1), et autres Officiers, mais au contraire il sera protégé et assisté. Ceux qui auraient contrevenu à ces Ordres, devront en être empêchés; et l'on se conformera toujours aux Capitulations impériales et à ce Signe auguste, qui prescrit la Soumission; et aucun Procédé contraire à leur Teneur ne sera permis ni toléré.

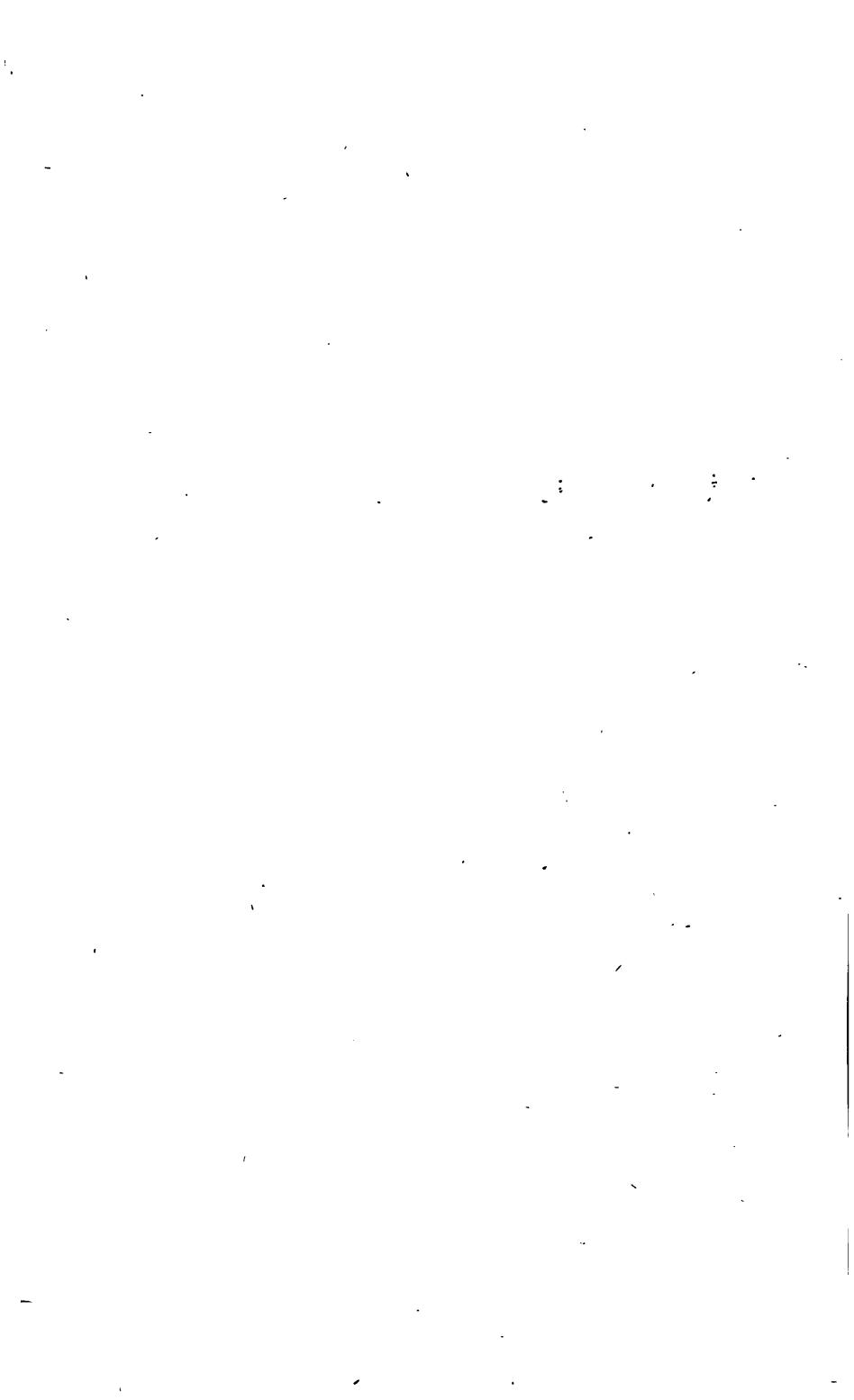
Donné dans Notre Résidence impériale à Constantinople, la bien-gardée — le — de la lune de —, l'an de l'Hégire —.

les Bérat qui leur tiennent lieu d'Exéquatur, les assimilent pour le Costume de Voyage aux Musulmans, afin de les mettre, dans l'Intérieur du Pays, à l'Abri des Insultes que leur attirerait le Costume européen, inconnu aux Habitants, et surtout le Chapeau (Chapka), objet de Dérision et de Mépris pour les Vrai-croyants.

1) Voyez T. I. p. 523. Col. 1. note 2. et p. LIII. Col. 2. note ttt.

• ı . , .

TABLE DES MATIÈRES.



TOME II. PARTIE II.

LIVRE III.

Établissement des Consulats à l'Étranger, depuis la dernière Moitié du XVIme Siècle jusqu'à nos Jours.

			Page.
		CHAPITRE I.	
'É		ssement des Consulats à l'Étranger, depuis la dernière oitié du XVIme Siècle jusqu'à nos Jours	3.
	•	SECTION I.	
		France.	
§.	1.	France et Alger	5.
§.	2.	Autriche	16.
§.	3.	Bade	18.
§.	4.	Bavière	19.
§.	5.	Belgique	19.
§.	6.	Bolivie	20.
§.	7.	Brésil	24.
§ .	8.	Chili	25.
§.	9.	Chine	26.
§ .	10.	Danemark	26.
§.	11.	Deux-Siciles	29 .
§.	12 .	Ecuador	30.
§.	13 .	Espagne	30.
§.	14.	État de l'Église	49.
§.	15.	États-Unis de l'Amérique centrale	50 :
§.	16.	États-Unis de l'Amérique du Nord	51.
§.	17.	États-Unis du Mexique	61.
§.	18.	Grande-Bretagne	64,

				Page.
§.	19.	France et	Grèce	68.
	20.		Hafti	68.
§.	21.		Hanovre	69.
§.	22.		Hesse-Darmstadt	69.
§.	23.		Holstein-Oldenbourg	69.
§.	24.		Lucques	69.
§.	25.		Maroc	70.
§.	26.		Mecklenbourg-Schwerin	78.
§.	27.		Modène	81.
§.	28.	•	Monaco	
§.	29.		Nouvelle-Grenade	
§.	30.		Parme (Plaisance et Guastalla)	81.
§.	31.		Pays-Bas	81.
§.	32.		Pérou	84.
§.	33.		Perse	84.
§.	34.		Porte ottomane	102.
§.	35.		Portugal	135.
§.	36.		Provinces-Unies du Rio de la Plata	140.
§.	37.		Prusse	140.
§ .	38.		Raguse	142.
	39.		Russie (et Pologne)	
•	40.		Sardaigne	
	41.		Saxe (royale)	
_	42.		Saxe-Weimar	
_	43.		Suède (et Norvège)	
•	44.		Suisse	
•	45.		Toscane	
•	46.		Tripoli	
_	47.		Tunis	
-	48.		Uruguay	
•	49.		Venezuela	
_	50.		Venise	
9.	51.		Villes hanséatiques	203.
			OPOMION II	
		•	SECTION II. Italie.	
			ARTICLE I. DEUX-SICILES.	
6	1.	Denx-Sicila	es et Alger	207
_	2.	~ vun vavall	Autriche	
_	3.		Bavière	
_	4.		Belgique	210
	5.		Brésil	
	6. `		Chine	
٧ ٦.			Darlamant.	04.4

•	0	D 0: 11		13.	Page.
Ş.	8.	Denx-Siches	et	Espagne	219.
_	9.			États de l'Église	
_	10.			Etats-Unis de l'Amérique du Nord	
_	11.			France	
§ .	12.			Francfort (sur le Mein)	2 21.
§.	13.			Grande-Bretagne	221.
§.	14.			Grèce	224.
§.	15.			Hanovre	225.
§.	16.			Lucques	
Ş.	17.			Maroc	_
§.	18.			Mecklenbourg-Schwérin	225.
§.	19.			Pays-Bas	
§.	20.			Porte ottomane	
Š.	21.			Portugal	
Š.	22.			Prusse	
6.	23.			Russie	
•	24.	~		Sardaigne	
_	25.			Saxe royale	
•	26.			Suède (et Norvège)	
_	27.			Suisse	
_	28.			Toscane	
_	29.			Tripoli	
	30.			Tunis	
•	31.			Villes hanséatiques	
_	32.			Wurttemberg	
3.					200.
•				ARTICLE II. SARDAIGNE.	
Ş.	1.	Sardaigne et	Al	ger	260.
§.	2.		Au	triche	261.
§.	3.		Ba	vière	263.
§.	4.	•	Be	lgique	263.
§.	5.		Br	ésil	264.
§.	6.		Cl	ine	264.
§.			Da	nemark	264.
§.	8.			eux-Siciles	
§.	9.		Es	pagne	283.
§.	10.		Ét	ats de l'Église	284.
§.	11.		Ét	ats-Unis de l'Amérique du Nord	285.
Š.	12.		Ét	ats-Unis du Mexique :	285.
•	13.		Fr	ance	285.
	14.			ande-Bretagne	
_	15.			èce	
_	16.			cques	
_	17.		Ma	TOC	292
J	18.			rme (Plaisance et Guastalla)	306.

				Page.
5	. 19	. Sardaigne	et Pays-Bas	306.
5	20	•	Porte ottomane	307.
5	. 21.	•	Portugal	320.
5	22		Provinces-Unies du Rio de la Plata	320.
§ .	23.	•	Prusse	320.
5	24.		Russie	321.
6.	25.		Suède (et Norvège)	
_	26		Suisse	
_	27		Toscane	
•	28.		Tripoli	
•	29		Tunis	
•	30.		Uruguay	
_	31.		Villes hanséatiques	
3.			· man manager in the second man mention man and a second	020.
		•	SECTION III.	
			Espagne.	
§.	1.	Espagne el	t Alger	326.
Š.		• •	Autriche	
_	.3.		Belgique	
6.			Danemark	
•	5.		Deux-Siciles	
§ .			États-Unis de l'Amérique du Nord	
_	7.		États-Unis du Mexique	
§ .			France	
_	9.		Grande-Bretagne	
_	10.		Maroc	
•	11.		Pays-Bas	
•	12.		Porte ottomane	
•	13.			
•	14.		Pruse	
•			Russie	
•	15.			
•	16.		SardaigneSuède (et Norvège)	
•	17.		_	
•			Toscane	
•	19.		Tripoli	
_	20.		Tunis de de de de la constant de la	
9.	21.	••	Villes hanséatiques	490.
		•		•
			SECTION IV.	
			Portugal.	
6.	1.	Portugal et	Alger	517.
			Autriche	
_			Belgique	
_			• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	

6.	4.	Portugal et	Brésil:	520.
§ .	5.		Denemark	
§ .	6.		Deux-Siciles	
§ .	7.		Espagne	
ğ.	8.		·États de l'Église	521.
§ .	9.		États-Unis de l'Amérique du Nord	
_	10.	• • •	France	
_	11.	• • •	Francfort (sur le Mein)	
	12.	••	Grande-Bretagne	
•	13.		Hanovre 1,	551.
_	14.		Maroc	-
•	15.		Mecklenbourg (Schwerin)	
	16.		Pays-Bas	55 2 .
_	17.		Prusse	563.
_	18	•	_	563.
_		•	Russie	574.
•	19.	••	8	
•	20 .	•	Suède (et Norvège)	574.
•	21.	• • • •	Spiese	583.
•	22.	•	Toscane	583.
•	23.	•	Tripoli	584.
_	24.	• 1	Tunis	588.
	25.	•	Uragasy	
3.	26.	•	Villes hanséatiques	000.
		•	•	
			SECTION V.	
		•	Grande-Bretagne.	
§ .	1.	Grande-Bre	tagne et Alger	589.
§.	2.		Autriche	609.
§.	3.		Bade	613.
9.	4.		Bavière	613.
5.	5.	•	Belgique	613.
§.	6.	• •	Brésil	614.
§.	7.		Chili	619.
§ .			Chine	620.
5.	.9.	· · · · · · · · ·	Danemark	661.
§ .	10.	•	Deux-Siciles	677.
§ .	11.		Ecuador	
_				
_		•	États de l'Église	
_			États-Unis de l'Amérique centrale	
			États-Unis de l'Amérique du Nord	
_			États-Unis du Mexique	
			France	
J'	18.	••	Franciort (sur le Mein)	693
7		• • • •		, -

TABLE DES MATIÈRES.

				Page.
§ .	19.	Grande-Bretagne et	Grèce	693.
Š.	20.	, ,	Haiti	694.
Š.	21.		Hanovre	694.
§ .	22 .		Maroc	695.
_	23.		Mecklenbourg (Schwerin)	727.
	24.		Nouvelle-Grenade	
_	25.	·	Oldenbourg	
_	26.	•••	Pays-Bas	729.
_	27.	•	Pérou	760.
•	28,	•	Perse	777.
_	29.		Porte ottomane	779.
•	30.	•	Portugal	804.
_	31.	· •	Provinces-Unies du Rio de la Plata	805.
•	32.	., . , ,	Prusse ,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	
•	33.	• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •	Russie	815.
	34.		Iles de Sandwich	834.
	35.		Sardaigne	836.
•	36.		Saxe (royale)	837.
_	37.	•	Iles de la Société	837.
•	38.		Suède (et Norvège)	839.
•	39.	•	Suisse	850.
•	40.		Toscane	850.
_	41.		Tripoli	853.
•	42.		Tunis	866.
_	43.		Uruguay	875.
_	44.		Venezuela	876.
_	45.		Villes hanséatiques	876.
•			-	
		••	SECTION VI.	
			Pays-Bas.	
§.	1.	Pays-Bas et Alger	**********************************	884.
5 .		Autric	he	899.
§ .	_	Bade.	**************************************	899.
ð -	4.	Bavièr	E	900.
<u>3</u> .	-	Brésil		900.
§ .		Chili .	# 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	901.
•	7.	Chine		901.
•	8.	_	ark	901.
•	9.	Deux-	Siciles	906.
•	10.	Espagi	16	907.
_	11.	Etats (de l'Eglisé	ang.
_	12.	États-I	Jnis de l'Amérique centrale	908.
•	13.	États-I	Jnis de l'Amérique du Nord	908.
_	14.	Étata-U	Inis du Mexique	913.

TABLE DES MATIÈRES.

_	4.0		Page.
•	13.	Danemark et Francsort (sur le Mein)	
_	14.	Grande-Bretagne	
-	15.	Grèce	_
_	16.		
•	17.	Maroc	
_	18.	Mecklenbourg (Schwerin)	
_	19.	Oldenbourg	
•	20. 21.	Pays-Bas	
•	22.	Portugal	
_	23 .	Prusse	
_	24.	Russie	
_	25.	Sardaigne	
•	26.	Saxe (royale)	
•	27.	Suède (et Norvège)	
•	28.	Toscane	
•	29.	Tripoli	_
•	30.		
	31.		
•	32.	Venezuela	
•	33.	Villes hanséatiques	
λ.	00,	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	20011
		SECTION VIII. Suède (et Norvège).	
§.	1.	Suède (et Norvège).	1109.
§. §.	1. 2.	•	
§.		Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115.
§. §.	2.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116.
§. §. §.	2. 3.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1116.
§. §.	2. 3. 4.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1116. 1117.
§. §. §.	2. 3. 4. 5.	Suède (et Norvège). Suède et Alger Autriche Belgique Brésil Danemark Deux-Siciles	1115. 1116. 1116. 1117. 1117.
9. 9. 9. 9. 9. 9. 9. 9.	 3. 4. 6. 	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1116. 1117. 1117.
9. 9. 9. 9. 9. 9. 9. 9.	 3. 4. 6. 7. 	Suède (et Norvège). Suède et Alger Autriche Belgique Brésil Danemark Deux-Siciles	1115. 1116. 1116. 1117. 1117. 1117.
• • • • • • • • • •	2. 3. 4. 5. 6. 7.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9.	Suède (et Norvège). Suède et Alger Autriche Belgique Brésil Danemark Deux-Siciles Espagne États de l'Église États-Unis de l'Amérique du Nord France Francfort (sur le Mein) Grande-Bretagne	1115. 1116. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10.	Suède (et Norvège). Suède et Alger Autriche Belgique Brésil Danemark Deux-Siciles Espagne États de l'Église États-Unis de l'Amérique du Nord France Francfort (sur le Mein) Grande-Bretagne Grèce	1115. 1116. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126. 1126.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13.	Suède (et Norvège). Suède et Alger Autriche Belgique Brésil Danemark Deux-Siciles Espagne États de l'Église États-Unis de l'Amérique du Nord France Francfort (sur le Mein) Grande-Bretagne Grèce Haïti	1115. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126. 1126.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126. 1126. 1126. 1127.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15.	Suède et Alger	1115. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126. 1126. 1127. 1127.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126. 1126. 1127. 1127. 1127.
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17.	Suède (et Norvège). Suède et Alger Autriche Belgique Brésil Danemark Deux-Siciles Espagne États de l'Église États-Unis de l'Amérique du Nord France Francfort (sur le Mein) Grande-Bretagne Grèce Haïti Hanovre Maroc Mecklenbourg (Schwérin)	1115. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126. 1126. 1127. 1127. 1128. 1128,
	2. 3. 4. 5. 6. 7. 8. 9. 10. 11. 12. 13. 14. 15. 16. 17.	Suède (et Norvège). Suède et Alger	1115. 1116. 1117. 1117. 1117. 1117. 1117. 1126. 1126. 1126. 1126. 1127. 1127. 1127.

		,	Tome II. Partie II.	1631
2	04	C-13	Dowlman	Page.
•	21. 22.	DROTTE CI	Prusse	
•			Russie	
•	23. 24.		Sardaigne	
•	24. 25.	-		
_	26.		Tripoli	1171
_	27.		Tunis	
•	28.		Uruguay	
_	29.		Villes hanséatiques	
J.	20.		·	22001
			SECTION IX.	•
			Russie (et Pologne).	
§.	1.	Russie et	Autriche	1185.
§.	2.		Bavière	1198.
§.	3.		Belgique	1198.
§.	4.		Brésil	1199.
§ .	5 .		Chine	-
§.	6.		Courlande	1249.
§.	7.	•	Cracovie	1252.
§ .	8.		Danemark	
§.	9.		Deux-Siciles	1253.
§.	10.	٠.	Espagne	1253.
§.	11.		États de l'Église États-Unis de l'Amérique du Nord	1253.
§.	12 .	•	Etats-Unis de l'Amérique du Nord	1253.
§ .	13.	•	France	
§ .	14.	•	Francfort (sur le Mein)	1257.
Ş.	15.		Grande-Bretagne	1257.
§.	16 .		Grèce	1257.
§.	17.		Hanovre	
§ .	18.		Hesse (électorale)	
Ş.	19 .		Lucques	
§.	20.		Mecklenbourg (Schwerin)	
§ .	21.		Oldenbourg	
•	22 .		Pays-Bas	
§.	23 .		Perse	
•	24 .		Pologne	
§.	25 .	-	Porte ottomane	
_	26.	-	Portugal	
_	27.		Prusse	
•	28.		Sardaigne	
•	29.		Saxe (royale)	
•	30.		Suède (et Norvège)	
_	31.		Suisse	
9.	32 .	·	Toscane	1340.

Table des matières.

-				rage.
§ .	33.	Kussie et	Venise Villes hanséatiques	1341.
§.	34.		Villes hanséatiques	1341.
	35.		Wurttemberg	1341.
•			- · · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	
			SECTION X.	
			Prusse.	
§.	1.	Prusse et	Autriche	1342.
§.	_		Bade	
§.			Bavière	
§.			Belgique	
§ .			Brésil	
ş.			Chine	
ş.			Cracovie	
_			Danemark	
§.				
§ .			Deux-Siciles	
_	10.		Espagne	
_	11.		États de l'Église	
_	12.		États-Unis de l'Amérique du Nord	
§ .	13.	•	Etats-Unis du Mexique	
§ .	14.		France	1371.
§.	15.	•	Grande-Bretagne	1372.
§.	16.	,	Grèce	1372.
§ .	17.	,	Hanovre	
6.	18.	•	Mecklenbourg (Schwerin)	
			Oldenbourg	
•			Pays-Bas	
_		•	Pologne	
•			Porte ottomane	
_		• • • •	Portugal	
_	24.		Russia · · ·	100 4 .
_			Russie	1004.
_	25.		Sardaigne	
•		•	Saxe (royale)	
_			Suède (et Norvège)	
_		•	Toscane	1386.
§ .	29.		Villes hanséatiques	1386.
			•	
•			SECTION XI.	
			Autriche.	
2	4	Antriche et		1207
_	_	Augure el	Alger	
§.			Bade	
§.		٠	Bavière	
§.		•	Belgique	1394.
§ .	5.		Brésil	1395.
			•	§ . 6.

				Page.
6.	6.	· Antriche e	t Chine	1397.
5 .	7.		· Cracovie	1397.
8 .	8.	•	Danemark	1397.
g 2.	9		Deux-Siciles	1397.
			Espagne	
			États de l'Église	
			États-Unis de l'Amérique du Nord	
			France	
			Francfort (sur le Mein)	
_		• • • • • • • • • • • • • • • • • • • •		
•			Grèce	
_			Hanovre	
			Hesse (grand-ducale)	
_			Lucques	4 400
•				
_				
_			·	1405.
	23.		Oldenbourg	1405.
_				
§.	25.		Pays-Bas	
•	26.		Pologne	
§ .	27.		Porte ottómane	
§ .	28.	• ••	. Portugal	1446
§ .	29.	• •	Prusse	1446
§ .	30.		Russie	
Ş.	31.		Sardaigne	
§ .	32.	•	Saxe (royale)	1447.
•	33.	٠.	Suède (et Norvège)	
§.	34.	••	Suisse	
§.	35.	•	Toscane	
§.	36.		Tripoli	
§.	37.		Tunis	
§ .	38.		Villes hanséatiques	1458.
§ .	39.		Wurttemberg	1458.
•		•		. 1
			OPOMION VII	
•			SECTION XII.	;
			Porte ottomane.	٠
Ş.	1.	Porte et	Autriche	1459.
Š:	2.		Belgique	1459.
Š.	3		Danemark	1462.
§.	4.	,	Deux-Siciles	1463.
6.	5.		Espagne	1463 :
6.	6,		Etats formant l'Association de Douanes et de Com-	7
	• .	*******	merce allemande	1463
	Ш.		104	

Tome II. Partie II.

1633

Table des matières.

			Page.
6.	7	Porte et États-Unis de l'Amérique du Nord	_
5 .	8.		4 4 6 6
§ .	9.	Grande-Bretagne	4.4.6.6
_	10.	Grèce	1466.
_	11.		1466.
•	12.	Pologne	1466.
_	13.	Portugal	1470.
_	14.	Prusse	1470.
•	15.	_	1470.
_	16.	Sardaigne	1471.
_	17.	Saxe (royale)	
_	18.	Suède (et Norvège)	
•	19.	Toscane	4 4-4
-	20.	Venise	
_	21.	Villes hanséatiques	
3.		,	
		SECTION XIII.	
		États-Unis de l'Amérique du Nord.	
Ş.	1. .	États-Unis et Alger	
Ş.	2.	Autriche	
§.	3.	Belgique	1506.
Ş.	4.	Brésil	1507.
Ş.	5. .	Chili	1514.
§. .	6.	Chine	1522,
§.	7.	Colombie	-
§.	8. .	Danemark	1530.
§ .	9.	Deux-Siciles	1530.
•	10.	Ecuador	· =
_	11.	_ 1 ()	
	12.		
•	13.	États-Unis de l'Amérique centrale	
_	14.	États-Unis du Mexique	
•	15.		
_	16.	Francfort (sur le Mein)	
_	17.	Grande-Bretagne	
_	18.	Grèce	=
•	19.	Harti	
•	20.	Hanovre	
_	21.	Hesse (électorale)	1548.
	22,	Maroc	
_	23.	Mascate	1551.
•	24	Mecklenbourg (Schwerin)	15 52.
§ .		Res des Navigateurs	15 53,
§. .!	2 6;	Nouvelle-Zéelande	1558.

Tome II. Partie II.

1635

106	70 TABLE DES MATIERES. TOME II: PARTIE II.	
Ŋſ	V. (p. 781. Col. 1. continuation de la note 7. de la p. 780.)	Page.
	A letter of directions of the English Ambassadour to M.	
	Richard Forster, appointed the first English Consul	
•	at Tripolis in Syria	1607.
№	VI. (p. 784. Cel. 2. note 1.) A letter written by the most high and mighty Empresse the wife of the Grand Signior Sultan Murad Can to the Queenes Maiesty of England, in	
	the yeers of our Lord 1594	1610
M	VII. (p. 803. Col. 2. continuation de la note 5. de la p. 802.) Traduction du Bérat Impérial en faveur de N. N. Consul- général de S. M. Britannique près la Sublime Porte ot-	
	tomane	1617.
•		
•		
•		
		,

. . .

•

ADDENDA.

• .

TOME I.

LIVRE I. CHAPITRE V.

SECTION VIII.

SUBDE.

(§. 9.)

P. 380. Col. 2. note 4. ligne 8. d'en haut.

Ajoutez: (Joh. Heinrich Schlegel, Geschichte Christian IV, Koenigs in Dünnemark (Copenhague et Leipzig. Liv. I. II. 1757. Liv. III. 1771. in 8°.) Liv. II. p. 358.)

SECTION XIII.

TURQUIE.

 $(\S. 5.)$

P. 526. note 3. Col. 2. ligne 5. d'en bas.

Ajoutez: Le Sultan Abdul Medjid a donné le Titre de Padischah au Roi de Prusse, à l'occasion de la Convention de Commerce conclue à Constantinople, le 22 (10) Octobre 1840, par le Comte de Koenigsmark, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. prussienne, entre la Prusse et les autres États Membres de l'Association de Douanes et de Commerce allemande d'une part, et la Porte ottomane de l'autre part. (Voyez plus bas T. H. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. X. Prusse. §. 22. p. 1383.)

TOME II. PARTIE II.

LIVRE III. CHAP. 1.

SECTION L

FRANCE ET NOUVELLE-GRENADE.

(§. 29.)

P. 81. ligne 16. et 17. d'en haut. Intercalez:

Convention provisoire d'Amitié, de 1832, 14 Novembre. Commerce et de Navigation, conclue le 14 Novembre 1832, entre la France et l'État de la Nouvelle-Grenade 1).

Les Agents diplomatiques et consulaires, les Citoyens de toute Classe, les Navires et les Marchandises de tous les États et Possessions de S. M. le Roi des Français, jouiront, de plein Droit, dans la Nouvelle-Grenade, de tous les Priviléges, Franchises et Immunités consentis ou à consentir en faveur de toute autre Nation, ou de toutes autres Nations quelconques, et réciproquement les Agents diplomatiques et consulaires, les Grenadins de toute Classe, les Navires et les Marchandises de l'État de la Nouvelle-Grenade, jouiront, de plein Droit, dans tous les États et Possessions de S. M. le Roi des Français, de tous les Priviléges, Franchises et Immunités consentis ou à consentir en faveur de toute autre Nation, on de toutes autres Nations quelconques. Il est bien entendu que ces Concessions auront lieu gratuitement, si elles sont faites gratuitement, à une autre ou à d'autres Nations, et qu'elles auront lieu avec la même Compensation si elles sont réciproques ou conditionnelles.

Les Stipulations exprimées dans l'Article précédent, seront, de part et d'autre, en Vigueur pendant quatre Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications; à moins cependant, qu'avant l'Expiration des quatre Ans susmentionnés, les Parties contractantes n'aient célébré le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation, qu'Elles se réservent de conclure ultérieurement entre Elles.

1) British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836) p. 1218. (en français.)

FRANCE BY PAYS-BAS.

 $(\S. 31.)$

P. 82. Col. 2. note 2. "p. 280.".

Ajoutez: Groot Placaetboek, T. III. p. 368. (en hollandais.)

P. 82. Col. 2. note 3. "p. 298."

Ajoutez: Groot Placaetboek, T. IV. p. 315. (en hollandais.)

FRANCE ET PORTE.

(§. 34.)

P. 102. ligne 12. d'en haut. "que ce fut en 1535."

Ajoutez en note: von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXVIII. p. 158. donne au Traité de 1535 la date du 8 Janvier 1536. Comp. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 471.

P. 102. ligne 15. d'en haut. "renouvelées et confirmées."

Ajoutez en note: D'après Mr. de Hummer, l. c. les Capitulations avec la France furent renouvelées et confirmées,

- 1º en 1569 (T. IX. p. 288. No. 165.) sous Charles IX et Sélim II.
- 2º en 1581 (T. IV. p. 40. T. IX. p. 289. No. 179.) sous Henri III et Amurat III.
- 30 en 1596 (T. IX. p. 290. No. 190.) sous Henri IV et Mahomet III.
- 4° en 1604 (T. IV. p. 362, T. IX. p. 290. No. 196.) sous Henri IV et Achmet I.
- 5° en 1609 (T. IX. p. 291. No. 206.) sous Henri IV et Achmet I.
- 6° en 1614 (T. IX. p. 291. No. 211.) sous Louis XIII et Achmet I.
- 7º en 1618 (T. IX. p. 292. No. 224.) sous Louis XIII et Osman II.
- 8° en 1624 (T. V. p. 22. T. IX. p. 293. No. 232.) sous Louis XIII et Amurat IV.
- 9º en 1673 (T. VI. p. 265. T. IX. p. 295. No. 265. où il faut lire Neunte au lieu de Achte erneuerte französische Capitulation) sous le règne de Louis XIV et de Mahomet IV.
- 10° en 1684 (T. VI. p. 448, et 463. T. IX. p. 295. No. 275. où il faut lire Zehnte au lieu de Neunte französische Capitulation) sous Louis XIV et Mahomet IV.
- 11º en 1740 (T. VIII. p. 4. T. IX. p. 299. No. 341. où il faut lire zum elften Mahle, au lieu de zum zehnten Mahle) sous Louis XV et Mahmoud I.
- P: 102. note 3.

'Ajoutez: von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXXV. p. 528. — Petit de La Croix, Mémoires (Paris 1684.) T. L. p. 259.

P. 106. note 2.

Ajoutez: Flassan, l. c. T. II. Période III. Liv. II. p. 97, — von Hammer, Geschichte, T. IV. Chap. XXXVII. p. 40. — d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 474.

P. 111. note 1.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. IX. p. 290. No. 190. et de La Croix, Mémoire, T. I. p. 259. donnent à ce Traité le Millésime de 1596. Comparez d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 474.

P. 111. note 2.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLII. p. 362. — WOksson, l. c. T. VII. p. 475.

P. 117. note 3.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LVI. p. 265. T. IX. p. 295. No. 265. où il faut lire neunte au lieu de achte erneuerte französische Capitulation. — Knolles, l. c. T. II. p. 236. — d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 476.

P. 119. ligne 20. d'en haut. "les mêmes Priviléges qu'aux "Français."

Ajoutez en note: En 1684, dixième Renouvellement des Capitulations sous Louis XIV et Mahomet IV. (von Hammer, L. c. T. VI. Liv. LVIII. p. 448. 463. T. IX. p. 295. No. 275. où il faut lire zehnte au lieu de neunte Erneuerung der französischen Capitulation.)

P. 119. note 2.

Ajoutez: von Hammer, l. e. T. VIII. Liv. LXVIII. p. 4. T. IX. p. 299. No. 341. où il faut lire zum elften Mahle, au lieu de zum zehnten Mahle erneuerte französische Capitulation. — d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 476.

FRANCE ET PORTUGAL.

(§. 35.)

P. 136, ligne 21. d'en haut. "le 11 Avril 1713."

Ajoutez: garanti par l'Angleterre.

P. 136. note 5.

Ajoutez: Repertorio dos. Lugores dus Leis extravagantes etc. por Ordem chronologico 1143—1816 (Lisbonne 1816. in 4°.) p. 129.

P. 136. note 6.

Ajoutez: Repertorio dos Lugares, p. 150.

P. 138 note 2.

Ajoutez: Repertorio dos Lugares, p. 237. — Ribeiro, Indice chronologico remissivo do Legislação portugueza, posterior a Publicação do Codigo Filipino con hum Appendice (Lisbonne 1805—1830. T. I — VI. 2 de Édition in 4º.) T. V. p. 252.

P. 139. note 1

Ajoutez: Ribeiro, I. c. T. VI. p. 128.

P. 140. ligne 2. et 3. d'en haut. Intercalez:

Dispositions résultant des Conférences 1831, qui ont eu lieu le 20 et 22 Juillet 1831, entre M. M. le Vicomte de Santarem, Ministre des Affaires étrangères de Portugal et l'Amiral Buron Roussin, Commandant en Chef de l'Escadre française. Lisbonne, le 24 Juillet 1831 1).

Au sujet de l'Obligation où les Passagers français arrivant à Lisbonne sont mis, de séjourner
dans le Fort de Belem, sans leur permettre la libre
Communication, il est convenu que cet Usage sera supprimé lorsque les Passagers présenteront un Passeport
visé de l'Agent portugais, accrédité au Port du Départ, et selon les Réglements de Police.

On entend par Agent accrédité, non pas toujours un Agent consulaire, car il se peut qu'il n'en existe pas, mais un Agent admis en France au même Titre que les Agents français seront reçus en Portugal, comme représentant les Intérêts de leurs Nationaux.

Il sera donc recommandé aux Passagers des deux Pays de se pourvoir à leur Départ du Visa de ces Agents réciproques. Le Droit qui sera perçu pour obtenir ce Visa, devra être le même de part et d'autre.

Lorsque les Passeports des Passagers français ne seront pas revêtus du Vista dont il s'agit, ces Passagers seront tenus de présenter pour Caution un Citoyen français, ou Étranger, autorisé à résider à Lisbonne.

Sur la Question de savoir quelle Garantie serait donnée de la Protection accordée aux Sujets français par le Gouvernement portugais à Lisbonne, en

Absence d'une Force navale française, Mr. le Vicomte de Santarem a répondu sur son Honneur que les Sujets français jouiraient en Portugal de toute la Protection de son Gouvernement, à la seule Condition qu'ils se conformeraient aux Lois du Pays.

Qu'ils ne seront jamais arrêtés ni poursuivis, sauf le Cas de flagrant Délit; le Délinquant ayant été arrêté, il en sera donné Avis sur le champ au Juge Conservateur 2), qui donnera les Explications nécessaires pour confirmer l'Arrestation, si elle ne doit être annulée, en se conformant aux Règles adoptées sur l'Extradition entre les Nations amies.

Pour faciliter les Dispositions contenues au présent Article, il a été convenu qu'au défaut d'Agents consulaires, reconnus de part et d'autre, chaque Gouvernement nommera un Agent de sa Nation, dans les Villes où il en sera besoin, afin d'être l'Intermédiaire et le Représentant de ses Nationaux auprès des Autorités locales.

- 1) British and foreign State-Papers, T. XVIII. 1830—1831 (publié en 1833) p. 439. (en français.)
 - 2) Voyez T. H. Part. I. p. 376. Col. 2. note 1.

FRANCE ET SARDAIGNE.

(§. 40.)

P. 152. §. 40. ligne 5.

Intercalez: Le Traité conclu le 30 Novembre 1726, entre la France (Louis XV) et la Sardaigne (Victor Amédée II), concernant l'Exemption du Droit de Ville-franche, en layeur des Bâtiments français pour vingt Ans, ne contient point de Dispositions relatives aux Consuls 1).

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie, T. V. p. 208. (en français.)
P. 157. ligne 5. d'en haut.

Ajoutes l'Alinée suivant: La Déclaration échangée entre la France (Louis Philippe) et la Sardaigne (Charles Albert), le 12 Juin 1838, concernant l'Exemption des Droits de Navigation et de Port, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls 1).

- 1) Veyez Gazetta Piemontese, 5 Juillet 1838. No. 151. p. 3. Col. 2, (en français.)
- P. 161. ligne 22. et 23. d'en haut. Ajoutez l'Alinéa suivant:

FRANCE ET TEXAS. (§. 44. b.)

Traité d'Amitié, de Navigation et 1839, de Commerce, entre la France (Louis Philippe) et la République du Texas, conclu à Paris, le 25 Septembre 1839 1).

Le Préambule porte que le Traité qui suit, est à la sais sondé sur l'Intérêt commun des deux Pays, et destiné à consacrer la Reconnaissance formelle de l'Indépendance de la République du Texas, de la part de la France.

Les Français et les Texiens jouiront, en leurs Art. IL. Personnes et Propriétés, dans toute l'Étendue des Territoires respectifs, des mêmes Droits, Priviléges, Faveurs, Exemptions qui sont ou seraient accordés à la Nation la plus favorisée. Ils pourront disposer librement de leurs Propriétés, par Vente, Échange, Donation, Testament, ou de toute autre Manière, sans qu'il y soit mis aucun Obstacle ni Empêchement. De même, les Citoyens de l'un des deux États, qui seraient Héritiers de Biens situés dans l'autre, pourront hériter sans Empêchement de ceux desdits Biens qui leur seraient dévolus ab intestat, et sans être tenus d'acquitter des Droits de Succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des Cas semblables, par les Nationaux eux-mêmes. Ils seront exempts de tout Service militaire, de quelque Nature que ce soit, ainsi que de toutes Contributions de Guerre, Emprunts forcés, Réquisitions militaires; et, dans tous les autres Cas, ils ne pourront être assujétis, pour leurs Propriétés soit mobilières, soit immobilières, à d'autres Charges ou Impôts que ceux qui seront supportés par les Nationaux eux-mêmes.

S'il arrive que l'une des deux Parties contractantes soit en Guerre avec quelque Puissance que ce soit, l'autre Partie défendra à ses Nationaux de prendre ou d'accepter des Commissions ou Lettres de Marque pour agir hostilement contre la première, ou pour inquiéter le Commerce ou les Propriétés de ses Citoyens.

L'Art. IV. consacre le Principe que le Pavillon couvre la Marchandise, et que la Neutralité du Pavillon assure aussi la Liberté des Personnes.

L'Art. V. règle les Procédés à observer de part et d'autre pour l'Exercice en Mer du Droit de Visite.

L'Art. VI. établit que dans le Cas où l'un des deux Pays serait en Guerre avec une Puissance tierce, les Citoyens de l'autre Partie pourront continuer leur Commerce et leur Navigation avec cette même Puissance, à l'Exception des Villes et Ports devant lesquels serait établi un Blocus effectif; il est entendu que cette Liberté de Commerce et de Nacigation ne s'étend pas aux Articles réputés Contrebande de Guerre.

Art. VII. Les Navires de l'un des deux États entrant dans un des Ports de l'autre en Relâche forcée,

seront exempts de tous Droits tant pour le Navire, que pour le Chargement, s'ils n'y font aucune Opération de Commerce, pourvu que la Nécessité de la Relâche soit légalement constatée, et qu'ils ne séjournent pas dans le Port plus longtems que ne l'exige le Motif qui les y aura forcément amenés.

Les deux Parties contractantes auront le Droit de nommer des Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires dans toutes les Villes ou Ports ouverts au Commerce étranger. Ces Agents n'entreront en Fonctions qu'après avoir obtenu l'Autorisation du Gouvernement territorial.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs, ainsi que leurs Chanceliers, jouiront dans les deux Pays, des Priviléges généralement attribués à leurs Charges, tels que l'Exemption des Logements militaires et celle de toutes les Contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient Citoyens du Pays, ou qu'ils ne deviennent, soit Propriétaires, soit Possesseurs de Biens immeubles, ou, enfin, qu'ils ne fassent le Commerce, dans lesquels Cas ils seront soumis aux mêmes Taxes, Charges et Impositions que les autres Particuliers. Ces Agents jouiront en outre de tous les autres Priviléges, Exemptions et Immunités qui pourront être accordés, dans leurs Résidences, aux Agents du même Rang de la Nation la plus favorisée.

Art. X. Les Archives, et en général tous les Papiers des Chancelleries des Consulats respectifs seront inviolables, et sous aucun Prétexte, ni dans aucun Cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'Autorité locale.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulares respectifs auront le Droit, au Décès de leurs Nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'Exécuteurs testamentaires, de remplir, soit d'Office, soit à la Réquisition des Parties intéressées, en ayant Soin d'en prévenir d'avance l'Autorité locale compétente, les Formalités nécessaires dans l'Intérêt des Héritiers, de prendre en leur Nom Possession de la Sucvession, de la li-

quider et administrer soit personnellement, soit par des Délégués, nommés sous leur Responsabilité.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consu-· laires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur Pays, les Motebots qui auraient déserté des Bâtiments de Guerre ou de Commerce, appartenant à leur Nation. A cet Effet, ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et jastifieront, par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou, si ledit Navire était parti, par Copie desdites Pièces, dûment certifiées par eux, que les Hommes qu'ils réclament, faisaient Partie dudit Équipage. Sur cette Demande, ainsi justifiée, la Remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera de plus donné toute Aide et Assistance pour la Recherche, Saisie et Arrestation desdits Déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les Prisons du Pays, à la Requête et aux Frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une Occasion de les faire partir. Si pourtant cette Occasion ne se présentait pas dans un Délai de quatre Mois, à compter du Jour de l'Arrestation, les Déserteurs seraient mis en Liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même Cause.

Les Art. XIV — XVII. traitent des Droits de Dousne, de Tonnage, de Phare, de Port, de Pilotage, de Quarantaine, ou autres à payer par les Navires, et sur les Produits du Sel et de l'Industrie à leur Importation directe dans l'un ou l'autre des deux Pays.

Art. XVIII. Les Habitants des Colonies françaises, leurs Propriétés et Navires jouiront, au Texas, et réciproquement les Citoyens du Texas, leurs Propriétés et Navires jouiront, dans les Colonies françaises, des Avantages qui sont ou seront accordés à la Nation la plus favorisée.

Art. XIX.

Les Stipulations du présent Traité sont perpétuelles, à l'Exception des Art. XIV.—XVIII.,
dont la Durée est fixée à huit Années, à partir du Jour
de l'Échange des Ratifications 2).

Articles additionnels sous la même Date.

Art. I. La Législation française exigeant, comme Condition de la Nationalité d'un Bâtiment, Qu'il ait été construit en France;

Que le Propriétaire, le Capitaine et les trois Quarts de l'Équipage soient Français;

Et le Texas se trouvant, par suite des Circonstances particulières où il èst placé, dans l'Impossibilité de satisfaire aux mêmes Conditions, les deux Parties contractantes sont convenues de considérer comme Navires texiens ceux qui seront, de bonne Foi, la Propriété réelle et exclusive d'un Citoyen ou de Citoyens texiens, résidant dans le Pays depuis deux Ans au moins, et dont le Capitaine et les deux Tiers de l'Équipage seront également, de bonne Foi, Citoyens du Texas.

L'Art. II. concerne la Diminution, par la Suite, des Droits actuellement existant dans le Texas, sur l'Importation des Soieries.

- Les présents Articles additionnels auront, pour huit Années, la même Force que s'ils avaient été textuellement insérés dans le Traité de ce Jour.
- 1) Nouvelles Archives du Commerce et de l'Industrie agricole et manufacturière, ou Recueil de tous les Documents officiels commerciaux de France et de l'Étranger etc., fondé par M. P. Henrichs, et publié sous la Direction de M. F. Colombel (Paris 1835—1840. T. I—XXV. pet. in 8°.) T. XXV. Juin 1840. p. 547.
 - 2) Les Ratifications est été échangées à Austin, le 14 Février 1840.

FRANCE ET VENEZUELA.

(§. 49.)

P. 202. Col. 2. note 3.

Ajoutez: British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833 (publié en 1836) p. 1220. (en français.)

SECTION II. ITALIE. ARTICLE I.

DEUX-SICILES ET MAROC.

 $(\S. 17.)$

P. 225. lignes 19. et 20. d'en haut. Intercalez:

Traité de Paix et de Navigation, entre 1782, S. M. le Roi de Naples (Ferdinand IV) et

S. M. l'Empereur (Mahomet) de Maroc et des Salétins. Fait à Naples, le 19 Octobre 1782 (4 Redjeb 1196 de l'Hégire) 1). (en italien.)

Les Art. I. et II. assurent la Liberté de Commerce réciproque et les Secours en Cas de Nécessité.

L'Art. III. stipule que les Sujets de S. M. sicilianne ne serent point molestés ni astroints à aucune Espèce de Travaux.

L'Art. IV. établit que dans le Cas que des Sujets siciliens, qui se trouvent dans les États de S. M. marocaine, eussent leué des Maisons peur un Terme préfix, on ne pourra hausser le Loyer au-delà de la Somme convenue par le premier Bail, et les dits Sujets ne pourront être délogés avant l'Expiration du Terme.

L'Art. V. stipule que si le Consul de Sioile ou quelque autre Marchand, Sujet sicilien, dans les États de S, M. marocaine, veut construire un Palais, soit à Maroc, soit dans d'autres Endroits de la Domination de S. M. marocaine, pour l'habiter, ils pourront le faire, et que si, après avoir hubité ledit Palais, ils voulent le vendre ou le louer à d'autres, ils pourront le faire librement.

1) Ce Traité ne se trouve dans aucun Recueil. Le Résumé que nous donnons, a été fait sur le Texte italien, conservé aux Archives du Département des Affaires étrangères à Naples, dont nous avons obtenu une Copie.

Renouvellement du Traité de Paix et 1834, de Navigation, de 1782, et de la Convention de Commerce conclue à Gibraltar, le 27 Février 1782, entre S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles (Ferdinand II) et S. M. le Sultan de Maroc').

Le Préambule porte que les Liens de la Paix conclue en 1783, et confirmée par une Lettre de S. M. marocaine à S. M. sicilienne, du 1 Février 1784, s'étant réluchés par des Malentendus (la Pace essend o stata alquanto rallentata per de' malintesi succeduti), les deux Parties voulant constater et consolider la bonne Intelligence entre Elles, et resserrer de plus en plus les Liens de l'Amitie la plus étroite, Elles sont convenues de renouveler à perpétuite pour Elles, leurs Successeurs et Héritiers, le Traité susmentionné de Paix et de Commerce, et afin de le consolider plus efficacement encore, d'y ajouter quelques autres Articles.

Les Sujets et Bâtiments naviguant sous le Pavillon de S. M. sicilienne, jouiront de tous les Priviléges, Prérogatives et Concessions, dont jouissent les Sujets et Bâtiments naviguant sous le Pavillon des autres grandes Puissances amies, les plus privilégiées dans l'Empire de Maroc.

L'Art. II. concerne la Visite que les Bâtiments de Guerre des deux Parties contractantes pourront faire sur les Bâtiments marchands des deux Nations.

Art. III. Lorsqu'un Bâtiment de l'une ou l'autre des deux-Parties contractantes sera poussé par la Tempête soit dans le Port même, soit sur un des Rivages quelconques de la Mer, on mettra en Sûreté et sous Garde toutes les Marchandises et autres Effets chargés sur ledit Bâtiment. Les Habitants de l'Endroit, où le Bâtiment aura naufragé, veilleront à la Sûreté dudit Bâtiment, et jusqu'à ce que les Marchandises, les Personnes et leurs Effets se trouvent en Sûreté, on devra les secourir de tout ce qui pourrait être nécessaire; et si ce Bâtiment venait à être sauvé, avec l'Aide de Dieu, et qu'il eût besoin d'Approvisionnements (gli abbisognassero comodi), on les lui fournira, afin que le Bâtiment puisse continuer son Voyage. Si un Bâtiment sicilien venait à faire Naufrage dans un des Ports ou sur une des Plages de Maroc, ce que Dieu ne veuille pas permettre! et qu'il y eût sur ledit Bâtiment des Marchandises que le Propriétaire ne voulût point vendre dans les États marocains, mais rapporter dans son Pays, il ne sera point tenu pour cela de payer aucun Droit de Douane.

Art. IV.

S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles entretiendra à l'exemple des autres Puissances umies, et conformément à ce qu'Il a déjà antérieurement promis, un Consul-général dans l'Empire de Maroc qui résidera à Tanger. Ledit Consul-général sera nommé dans l'Espace de 3 ou 4 Mois, à compter d'aujourd'hui, et on lui accordera à Tanger tous les Priviléges, Distinctions et Honneurs, qui sont accordés aux Consuls-généraux des autres grandes Puissances les plus privilégiées dans les États de S. M. marocaine.

Art. V. Le présent Renouvellement de la Paix doit durer à toute Perpétuité entre les deux Parties contractantes, et on cherchera de part et d'autre à consolider ladite Paix de plus en plus. Mais dans le Cas d'un juste Motif de Mécontentement (di qualche giusto motivo di dissapori), on cherchera à y remédier par le Consul, ou par une Personne expressément nommée à cet effet; en Cas que la Guerre devienne inévitable, elle devra être notifiée par l'une à l'autre Partie, six Mois avant de commencer les Hostilités, afin que les Sujets commerçants des deux Puissances, et les Capitaines des Bâtiments naviguant sous leurs Pavillons, puissent prendre leurs Mesures à tems, et éviter les Dommages résultant au Commerce réciproque (a scanso di danno pel reciproco commercio).

La présente Paix perpétuelle, cette Amitié durable à toujours, et ce Traité de Commerce, subsistant entre les deux Parties, et établi par les Articles qui précèdent, ne seront avec la Grâce de Dieu, détruits par oucun Évènement, et il n'y sera plus fait oucune Addition ni Retranchement.

An. VII. S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles, afin de prouver à S. M. marocaine Sa Satisfaction, de pouvoir resserrer encore davantage les Liens d'Amitié existant entre les deux États, Lui offrira, pour cette seule fois, un Présent (le offrirà un Complimento), consistant en Objets dont le Choix est abandonné à la Générosité de S. M. sicilienne, et qui devront être remis à Tanger 2).

1) Gazetta Piemontese, 6 Mai 1837. No. 103.

2) Ce Traité a été ratifié par le Roi des Deux-Siciles, à Naples, le 27 Février 1837.

DEUX-SICILES ET PAYS-BAS.

(§. 19.)

P. 231. note 2. "Portolani."

Jusqu'à l'époque de la Conquête du Royaume de Naples par les Français (1798), les Employés de la Municipalité étaient désignés par le nom de Portolani, et le Département administratif de la Municipalité elle-même par celui de Portolania. On appelait Droits du Fisc des Portolani, les Droits que la Municipalité percevait des Habitants de la Ville pour l'Entretien des Façades des Maisons, des Portes et du Pavé, pour l'Étalage des Comestibles, etc. etc.

DEUX-SICILES ET PORTE.

(§. 20.)

P. 234. note 4.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXVIII. p. 4. avec la Date du 14 Avril 1740.

DEUX-SICILES ET SARDAIGNE.

 $(\S. 24.)$

P. 244. §. 24.

Intercalez: Le Traité conclu à Naples, le 11 Mars 1786, entre S. M. le Roi de Sardaigne (Victor Amédée III) et S. M. le Roi des Deux-Siciles (Ferdinand IV) pour l'Exemption du Droit de Villefranche, en saveur des Bâtiments napolitains, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls 1).

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie. T. III. p. 489. (en italien.)

DEUX-SICILES ET TRIPOLI.

(§. 29.)

P. 259. ligne 12. et 13. d'en haut. Intercalez:

Convention relative au Rétablissement 1828, de la Paix entre le Royaume des Deux-Siciles (Ferdinand II) et la Régence de Tripoli de Barbarie, signée à Tripoli de Barbarie,

le 28 Octobre 1828, répondant au 19 du Mois lunaire de Parabi-il-tani (?) l'An 1244 de l'Hégire, sous la Médiation de la France (Charles X) 1) 2).

Tous les anciens et nouveaux Traités qui existent entre les deux Puissances contractantes, sont confirmés et demeurent en Vigueur dans toutes les Formes et Teneurs.

Le Jour même de la Signature de la présente Convention, le Pavillon de S. M. sicilienne sera réarboré dans la Maison consulaire de Naples, et salué aussitôt par le Château et les Forts de la Ville de 33 Coups de Canon, auxquels répondra Coup par Coup, le Brick de S. M. très-chrétienne, actuellement en cette Rade.

En attendant qu'un nouveau Consul de Naples soit envoyé à Tripoli, celui de France se trouvera chargé du Soin de veiller aux Intérêts du Commerce et de la Navigation des Sujets de S. M. sicilienne; bien entendu que celui-ci fera à S. A. le Pacha le Cadeau spécifié dans les Traités précédents, en Cas que l'autre tardât plus de quatre Mois à venir, lequel dans ce Cas n'aura rien à payer pour son Installation.

Art. VIII. Vû les grandes et onéreuses Dépenses auxquelles la Régence de Tripoli a été obligée de subvenir pour soutenir la Guerre, la Cour de Naples payera à S. A. le Pacha, la Somme de Vingt mille piastres fortes d'Espagne, à Titre d'Indemnité.

1) British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828—1829. (publié en 1832) p. 1248. (en français.)

2) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 28 Octobre 1828, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 30 Rebiul' Ewel 1244.

ARTICLE II.

SARDAIGNE ET BELGIOUE.

(§. 4.)

P. 263. §. 4. ligne 2. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Convention conclue le 18 Octobre 1838, entre S. M. le Roi de Sardaigne (Charles Albert) et S. M. le Roi des Belges (Léopold), pour établir la Réciprocité des Droits de Navigation sur le pied des Nationaux, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls 1).

1) Imprimée séparément à Gènes, 1838. in fol. (en français.)

SARDAIGNE ET ESPAGNE.

(§. 9.)

P. 283. ligne 20. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Convention conclue à Gènes, le 9 Décembre 1739, entre la Sardaigne (Charles Émanuel III) et l'Espagne (Philippe V), pour régler le Payement du Droit de Villefranche, par rapport aux Bâtiments espagnols, chargés de la Correspondance de Gènes à Barcelone 1), ne contient aucune Disposition relative aux Consuls.

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie, T. V. p. 205. (en italien.)

SARDAIGNE ET GRÈCE.

(§. 15.)

P. 291. ligne 10. d'en bas. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Déclaration en date d'Athènes, du 3 Janvier 1839 (22 Décembre 1838) et de Turin, du 7 Février 1839, échangée entre la Sardaigne (Charles Albert) et la Grèce (Othon), pour l'Exemption réciproque des Droits de Port et de Navigation, en Cas de Relàche forcée, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls 1).

1) Imprimée séparément à Turin, 1839. in 12°. (en français.)

SARDAIGNE ET PORTE.

(§. 20.)

A. GÈNES.

P. 307. lignes 25. et 26. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:

La Compagnie génoise du Levant, instituée en 1664 1), ne subsista que pendant un petit nombre d'années.

Les Capitulations obtenues, en 1665, par l'Ambassadeur ordinaire génois Angelo Giovo, et l'Ambassadeur extraordinaire le Marquis de Durazzo, sous le Règne de Mahomet IV, furent renouvelées pour la dernière fois, en 1712, par le Sultan Achmet III 2).

1) Les Génois avaient eu dessein, dès l'année 1645, de faire le Commerce du Levant sous leur propre Bannière, et avaient dès ce tems-là projeté la Compagnie, qu'ils n'établirent que près de vingt ans après.

Le Négoce des Pièces de cinq sols avait si bien réussi aux Français *), que les Italiens voulurent y avoir part; ce qui pourtant le fit tomber, à cause que celles qui furent fabriquées en Italie, étaient ou toutes fausses, ou n'avaient que peu de fin. Les Génois, qui s'étaient signalés dans cette mauvaise Fabrique, ainsi que l'assure le Chevalier Chardin **), crurent qu'ils feraient mieux leurs Affaires, s'ils pouvaient les

") Le Négoce des Pièces de cinq sols avait commencé vers l'an 1656, et dura treize ans. Les Français, en les donnant sur le pied de dix sols, avaient gagné cent pour cent, mais ces Pièces ayant été dans la suite considérablement altérées, particulièrement par les Italiens, furent enfin décriées dans tous les États du Grand Seigneur, ce qui ruina la plupart des Provençaux, des Génois et des Marchands de Livourne, qui s'en trouvèrent le plus chargés. (Savary, Dict. universel de Commerce, T. I. Commerce du Levant, Col. 1002.)

") Jean Chardin, fils d'un Bijoutier protestant à Paris, et Bijoutier lui-même, brévoté Marchand du Roi de Perse, naquit le 26 Novembre 1643. Il n'avait pas atteint l'âge de 22 ans, que son père l'envoya aux Indes orientales pour des Opérations relatives au Commerce des Diamants. Chardin se rendit à Surate, en traversant la Perse et en s'embarquant à Bander-Abbûcy. Son premier séjour à Surate ne fut pas de longue durée, puisque dans la même année il revint en Perse, et se fixa pendant 6 années à Ispahan. Ce séjour fut moins employé à des Opérations commerciales qu'à des Études et des Recherches aussi utiles que profondes. Nommé Marchand du Roi de Perse, six mois après son arrivée à Ispahan, ce titre

parter au Levant sous leur propre Pavillon, au lieu qu'auparavant ils n'y trafiquaient que seus celui de la France, comme les autres Nations qui n'avaient point de Capitulations avec la Porte. Pour faire réussir ce Projet, qui en effet eut le Succès qu'ils seuhaitaient, ils formèrent, en 1664, une Compagnie du Levant, et le Marquis Durazzo, un des principaux Intéressés de cette Société, fut chargé d'entamer des Négociations à Constantinople, où il se rendit incognito avec le Comte de Les lé, Ambassadeur extraordinaire de l'Empereur.

Le Grand Vézir Koeprilis a dè Achmet Pacha, irrité alors contre la France, à cause de l'Affront que les Français lui avaient fait recevoir au Combat de Saint-Gotthard et au Passage du Raab '), fit un si bon Accueil au Négociateur génois, que

le mit en relation avec tous les Grands de la Cour, et il profita de ces relations pour recueillir les renseignements les plus curieux et les plus authentiques sur le système politique et militaire de la Perse. Il visita deux fois les ruines de Persépolis, et rassembla les matériaux les plus curieux sur les antiquités, les monuments et l'histoire. Ce fut en Mai 1670, qu'il revit sa patrie, et il eut la douleur de se convaincre ,, que la religion dans laquelle il avait nété élevé l'éloignait de toutes sortes d'emplois, "et qu'il fallait, ou en changer, ou renoncer à "tout ce qu'on appelle honneurs et avancements." Il songea donc à retourner en Asie, et, après avoir fait établir et rassembler une quantité considérable d'objets précieux, il repartit de Paris, le 17 Août 1671. Il resta, tant en Perse que dans l'Inde, dix ans entiers, revint en Europe par mer, et visita le Cap de Bonne-Espérance. On ignore si, à son retour, il aborda en France, mais on sait positivement qu'il se rendit à Londres, le 14 Avril 1681, et que, dix jours après son arrivée dans cette Capitale, le Roi Charles II lui conféra le titre de Chevalier; le même jour, Chardin épousa une Demoiselle protestante de Rouen, que la crainte des persécutions avait déterminée à chercher un asyle au-delà des mers. Chardin s'occupa bientôt de la publication de son Voyage, dont la première Partie parut à Londres, en 1686, 1 Vol. in fol. orné de 18 belles gravures; les autres l'arties allaient suivre celle-ci, quand il fut nommé Ministre plenipotentiaire du Roi d'Angleterre auprès des Etats de Hollande, et Agent de la Compagnie anglaise des Indes orientales auprès des mêmes États. Ses nouveaux devoirs ne le détournèrent pas entièrement de son occupation favorite, et, en 1711, il publia deux Éditions de la Relation de ses Voyages, l'une en 3 Vol. in 4°., l'autre en 10 Vol. in 12°. ornées de 78 planches, gravées d'après les desseins de Grelot, Artiste et Voyageur très recommandable (Biogr. universelle, T. XVII. p. 442. Col. 1.). On ignore à quelle époque Chardin retourna en Angleterre, mais, à coup sûr, il ne resta pas longtems en Hollande après la publication de

son Ouvrage, puisqu'il mourut, auprès de Londres, le 26 Janvier 1713, âgé de soixante-neuf ans, emportant l'estime et l'amitié de ses compatriotes adoptifs, et laissant une réputation déjà bien établie dans toute l'Europe. Le témoignage unanime des Voyageurs qui, depuis Chardin, ont visité et décrit les mêmes contrées, n'a servi qu'à constater la justesse, la profondeur de ses observations, la variété de ses connaissances, et sa véracité. — En 1811, Mr. Langlès publia une nouvelle édition des Voyages de Chardin, 10 Vol. in 8°. avec Atlas in fol., renfermant toutes les figures des éditions précédentes, et une Carte de la Perse, dressée avec les plus grands soins par Mr. Lapie. Outre des Notes assez nombreuses, tirées des Voyageurs medernes et des Manuscrits orientaux de la Bi*bliothèque royale, e*t répandues dans le corps de l'Ouvrage; on a ajouté à la fin une *Notice* de la Perse depuis les tems les plus reculés jusqu'à ce jour. Cette Notice est destinée à suppléer, en quelque sorte, à l'*Abrégé de l'His*toire de Perse que Chardin devait publier, et auquel il renvoie souvent dans sa Relation. (Biogr. universelle, T. VIII. p. 72. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. VI. p. 490. Col. 1. — Falkenstein, Geschichte der geographischen Entdeckungsreisen, T. III. p. 85. - Conversations-Lexikon, T. II. p. 553.)

*) Dans la guerre de 1662 à 1664, entre l'*Em*pereur Léopold I et le Sultan Mahomet IV, six mille Français, de l'aveu du Roi très-chrétien (Louis XIV), au mépris de l'Alliance avec la Porte, avaient joint l'Armée impériale sous les ordres du Comte de Coligny et du Duc. de la Feuillade. Dans le Combat qui eut lieu le 1 Août 1664, près du Village de Saint-Gothard, où les Impériaux défendaient le Passage de Raab, pour couvrir également l'Autriche et la Styrie, les Ottomans furent entièrement défaits. Les Français firent des prediges de valeur pour une cause qu'ils n'auraient pas dû soutenir. L'Ambassadeur de France, Mr. de La Haye-Vautelet, enveyé à Constantinople pour opérer un rapprochement, fut très mal accueilli par le Grand Vezir, et n'ayant celui-ci retourna bientêt à Constantinople, et y déploya publiquement le Caractère d'Ambassadeur extraordinaire de la République. Ce sut alors que, soutenu des sollicitations des Ministres de l'Empereur et du Rol d'Angleterre, mais encere plus du dépit du Grand Vézir pour l'affaire de Hongrie, il obtint des Capitulations du Sultan Makomet IV (en 1666) malgré l'opposition de Mr. de la Haye, alors Ambassadeur de France '), et ce sut alors qu'acheva de s'établir la Compagnie génoise du Levant.

Tant que les Turcs continuèrent à rechercher les Pièces de cinq sols, qui ne leur servaient pas seulement de Monnaie, mais dont les Femmes se faisaient divers Ornements, soit à leurs Coiffures, soit au bas de leurs Vestes eu Jupes, qui en étaient presque toutes garnies, les Génois firent assez bien leurs Affaires, mais au décri de cette Monnaie, qui arriva en 1670, la Compagnie fut, pour ainsi dire, décriée avec elle, et cet Établissement, qui avait coûté tant de peine et tant d'argent, qu'on avait distribué parmi les Officiers du Divan, aurait été entièrement dissout par le Rappel du Résident de Gênes à Constantinople, et de son Consul de Smyrne, si la République n'eût point craint de découvrir le motif honteux (c'est l'expression du Chevalier Chardin) qui l'avait engagée à cette démarche, au risque de se brouiller avec la France; et son Consul des États ottomans.

Depuis ce tems-là la Compagnie n'a plus fait que languir, et au bout de quelques années elle a fini par s'éteindre. (Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 699. Col. 2. — Savary, Dict. universel du Commerce, T. I. Commerce de Génes. Col. 995. Ibidem, Col. 1421.)

2) Voyez von Hammer, Geschichte, T. IX. p. 297. No. 303.

SARDAIGNE ET SUÈDE (ET NORVÈGE). (§. 25.)

P. 322. ligne 2. d'en haut. Supprimez tout l'Alinéa et substituez y celui qui suit:

Le Traité de Commerce et de Navigation, entre la Sardaigne (Charles Albert) et la Suède (et Norvège) [Charles (XIV) Jean], conclu à Gènes, le 28 Nevembre 1839, ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs 1).

1) Imprimé séparément (en français) à Turin, 1839, in 120. — Swensk Förtattnings-Samling, 1840. No. 11. (en suédois et en français.)

point reçu les Honneurs auxquels il croyait avoir droit de prétendre, il jeta les Capitulations du Sultan aux pieds de son Ministre. Cette Insulte donna lieu à une Rixe entre l'Ambassadeur et les Officiers qui entouraient le Grand Vézir, à la suite de laquelle l'Ambassadeur fut renfermé dans le Palais du Grand Vézir, et n'obtint qu'au bout de trois jours la faculté de retourner chez lui. Les détails que denne Mr. de Hammer, I. c. T. VI. Liv. LV. p. 176., sur les mauvais traitements essuyés par l'Ambasnis dans l'*Hist. générale de la* Diplomatie française de Mr. de Flassan (T. III. Période V. Liv. I. p. 319. 320.). Le Grand Amiral s'étant établi, en quelque sorte, Médiateur entre le Grand Vézir et l'Ambassadeur, ce dernier obtint une nouvelle Audience, qui se passa fort poliment. Le Grand Vézir vint au devant de Mr. de La Haye, avec un air riant, et en le saluant et lui tendant la main, il lui dit avec un air moqueur "que le passé.

"étant sans remède, ils seraient bons emis à "l'avenir." L'Ambassadeur sut obligé de se contenter de cette légère satisfaction de la part d'un Ministre tout-puissant, et qui tenait les rènes de l'Empire ottoman. (Salaberry, Histoire de l'Empire ottoman, depuis sa Fondation jusqu'à la Paix de Yassi, en 1793 (Paris 1813. T. I—IV. in 8°.) T. II. Liv. XIII. p. 282. sqq. — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Part. III. Introduction. p. 243. Du Mème, Cours d'Histoire, T. XXXII. Liv. VII. Chap. XII. Sect. I. p. 241. — von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LIV. p. 139.)

") Denis de La Haye, Seigneur de Vantelet, XVI e Ambassadeur, arrive à Constantinople en 1669; il était fils de Jean de La Haye, Seigneur de Vantelet, XV e Ambassadeur, en 1639, premier homme de robe enveyé en Ambassade à Constantinople. (Andréossy, L. c. note IV. Série des Ambassadeurs. etc. p. 196. 196.)

SARDAIGNE ET TUNIS.

(§. 29.)

P. 325. lignes 12. et 13. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:

Par la Déclaration du Beg de Tunis, donnée le 7 Janvier 1824, au Gouvernement britannique, cette Régence s'oblige à traiter les Sujets sardes comme les Anglais, leurs Traités étant pareils à ceux de l'Angleterre 1).

1) Voyez T. II. Part. II. Sect. V. Grande-Bretagne. §. 43. p. 875.

Traité d'Amitié et de Commerce, entre 1832, S. M. le Roi de Sardaigne (Charles Albert) et S. A. Hussein Pacha, Beg de Tunis. Fait au Bardo, le 22 Février 1832 de l'Ère chrétienne, ou le 20 de la Lune Ramdan 1247 de l'Hégire 1) 2).

Le Beg de Tunis renonce entièrement et à jamais, pour Lui et Ses Successeurs, au Droit. de faire ou d'autoriser la Course contre les Bâtiments du Commerce sarde, et, par Réciprocité, le Roi de Sardaigne, pour Lui et Ses Successeurs, s'oblige de ne jamais permettre que Ses Vaisseaux de Guerre inquiètent la Navigation marchande tunisienne, de manière que, quand même une Guerre viendrait à éclater entre les Hautes Parties contractantes (ce qu'à Dieu ne plaise!), la Navigation marchande de l'un et l'autre Pays sera exempte de toute Sorte de Poursuite de la part des Vaisseaux de Guerre ennemis, excepté le Cas où quelque Navire de Commerce voudrait pénétrer dans un Port bloqué, ou porterait à son Bord des Soldats ou des Objets de Contrebande de Guerre; dans ces seuls Cas ils pourront être saisis: mais S. A. le Beg consent à ce que Confiscation ne puisse être prononcée dans Ses États que par un Jugement formel, qui n'aura d'Effet qu'autant qu'il aura été rendu par un Tribunul indépendant, composé du Corps consulaire étranger résidant à Tunis, et le Beg reconnait positivement à la Sardaigne le Droit de traiter en Pirate tout Navire tunisien, couvert de Son Pavillon, qui contreviendrait à ces Dispositions envers le Pavillon sarde, sans que pour cela la bonne Intelligence entre cette Puissance et la Régence de Tunis en soit troublée, et sans qu'un pareil Traitement donne lieu à la moindre Représaille ou Réclamation d'Indemnité quelconque.

Le Beg ayant à jumais aboli dans Ses États l'Esclavage, tout Sujet sarde, qui par hasard s'y trouverait encore en état d'Esclavage, sera immédiatement délivré sans aucune Espèce de Rançon ou d'Indemnité; il en sera de même des Sujets sardes qui, ayant été faits Esclaves dans d'autres Pays, se trouveraient sur le Territoire de la Régence. Le Beg ne pourra non plus retenir dans son Pays un Sujet sarde quelconque contre son propre Gré, sauf le Cas d'un Délit commis et prouvé, ou de Dettes constatées devant le Consul. Par Effet de la Paix et Amitié solide, établies par ce Traité, le Beg consentira également à l'Extradition des Sujets sardes, que le Consul, ou tout autre Agent, en son Absence, réclamerait. En Cas de Guerre, les Négociants, Passagers ou autres Sujets sardes, qui tomberaient au Pouvoir des Tunisiens, seront traités en Prisonniers de Guerre, d'après les Usages des Nations européennes.

Tout Bâtiment sarde, qui viendrait à échouer sur la Côte de la Régence, recevra, autant que possible, l'Assistance, les Secours et les Vivres dont il pourra avoir besoin; le Beg s'oblige de prendre les Mesures les plus promptes pour assurer le Salut des Personnes et le Respect des Effets et Propriétés que le Bâtiment portera; si des Meurtres prouvés étaient commis, ceux qui s'en seraient rendus coupables seront poursuivis et punis comme Assassins par la Justice du Pays; le Beg s'oblige aussi de faire payer au Consul sarde la Somme de deux mille piastres fortes d'Espagne à Titre d'Indemnité pour la Famille de chaque Individu qui aurait péri Victime. Si les Propriétaires ou les Marchandises portées sur le Bâtiment, venaient à être pillées, après que le Fait sera constaté, le Beg en fera rembourser la Valeur aux Mains du Consul sarde, indépendamment de ce que S. A. aurait à faire payer pour les Meurtres commis et constatés.

Art. IV. Le Beg voulant se conformer aux Usages européens, déclare de renoncer et Il renonce à l'avenir, à tout Présent, Donatif ou Redevance quelconque, sous quelque Dénomination que ce soit, et notamment à la Conclusion d'un Traité, ou lors de l'Installation d'un nouveau Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire; et le Roi de Sardaigne conservera les Établissements consulaires existants, pourra en former de nouveaux, sur tous les Points du Litoral de la Régence, y nommer des Agents, changer ceux qui s'y trouvent, et choisir à cet effet telle Personne de son Gré, sans être assujéti à la moindre Restriction ou Opposition de la part de l'Autorité locale, qui sera tenue à leur accorder la Protection la plus efficace.

Les Art. V. et VI. concernent la Pèche du Corail.

L'Art. VIII. confirme le Traité précédent du 17 Avril 1816, et toutes les Dispositions contenues dans d'autres Traités auxquels la Sardaigne a été, par l'Art. I. dudit Traité du 17 Avril 1816, autorisée à participer, toutes les Fois cependant, qu'il n'est pas dérogé à ces Dispositions par les présentes Stipulations.

Si à l'avenir quelque Doute venait à s'élever sur l'Interprétation, ou sur l'Application de quelqu'un des Traités susmentionnés, le présent compris, il est convenu qu'à Tunis son Interprétation doit être à l'Avantage des Sujets sardes, et en Sardaigne à celui des Tunisiens.

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie, T. V. p. 6. (en français.) — British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (Publié en 1836.) p. 1283. (en français.)

SECTION III.

ESPAGNE ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

(§. 7.)

P. 366. lignes 20. et 21. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:

La Reconnaissance de la République mexicaine, comme Nation libre, souveraine et indépendante, de la part du Gouvernement espagnol, eut lieu par le Traité de Paix et d'Amitié, conclu à Madrid, le 28 Décembre 1836 1).

L'Art. IV. de ce Traité stipule que les deux Parties contractantes s'occuperont dans le plus court Espace de Tems possible de la Conclusion d'un Traité de Commerce et de Navigation.

Il est convenu par l'Art. VI,

que les Marchands et autres Sujets de S. M. catholique ou Citoyens de la République qui s'établiraient, trafique-raient, ou se trouveraient de Passage dans une Partie quelconque de l'un et l'autre Pays, jouiront de la plus parfaite Sûrcté dans leurs Personnes et leurs Propriétés, et seront exempts de tout Service forcé dans les Armées de Terre et de Mer ou dans la Milice nationale, ainsi que de toute Charge, Contribution et Imposition, qui ne

du Pays dans lequel ils résident; et ils seront considérés tant par rapport à la Répartition des Contributions, Impositions et autres Charges en général, que par rapport à la Protection et aux Franchises dans l'Exercice de leur Industrie, comme aussi en ce qui concerne l'Administration de la Justice, de la même Manière que les Naturels de la Nation respective, en se soumettant toujours aux Lois, Réglements et Usages de celle dans le Territoire de laquelle ils résident.

L'Espagne entretient:

dans la Ville de Mexico, un Consul,

à Tamaulipas de Tampico, un Vice-Consul,

à Vera-Cruz, un Vice-Consul²).

Les Etats-Unis du Mexique entretiennent

en Espagne:

à Alicante, Barcelone, Bilbao, Cadix, Malaga, Santander, et Valence, des Vice-Consuls;

dans les Res Canaries:

un Vice-Consul;

dans l'Ile de Cuba:

à la Havane, un Vice-Consul 3).

- 1) Tratado de Paz y Amistad, celebrado entre España (Isabel II) y la Republica Mejicana, en 28 de Diciembre de 1836. (Madrid 1838. en 12º.) (en espagnol.) Cet Acte contient
- 1º Le Décret des Cortés du 4 Décembre 1836, autorisant le Gouvernement de la Reine Isabelle à conclure des Traités de Paix et d'Amitié avec les nouveaux États de l'Amérique espagnole, sur la Base de la Reconnaissance de leur Indépendance, et en renonçant à tout Droit de Souveraineté politique ou territoriale, sans compromettre toutefois l'Honneur ni les Intérêts de la Nation.
- 2º Les Pleins-Pouvoirs des Négociateurs respectivement employés à la Conclusion du Traité.
- 3º Le Texte du Traité.
- 4º Les Ratifications de part et d'autre; celle de l'Espagne, en date du 14 Novembre 1837, celle du Mexique, en date du 3 Mai de la même année.
- 5º Les Pleins-Pouvoirs donnés de part et d'autre pour effectuer l'Échange des Ratifications.
- 60 Le Certificat faisant Foi de l'Échange effectué des Ratifications.
- 7º Le Certificat attestant la Publication du Traité, saite à Mudrid, le 20 Décembre 1837.
 - 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 67.
 - 3) *Ibidam*, p. 27—34.

SECTION V.

GRANDE-BRETAGNE ET ALGER.

(§. 1.)

P. 609. Col. 2. ligne 2. d'en bas, continuation de la note 5. de la p. 608. Col. 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. III. p. 14. (en anglais.)

GRANDE-BRETAGNE ET AUTRICHE.

(§. 2.)

P. 611. Col. 1. ligne 14. d'en bas, continuation de la note 7. de la p. 610. Col. 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 1. (en anglais.) p. 4. (en français.)

P. 611. Col. 1. ligne 9. d'en bas, note 1.

Ajoutez: Hertslet, L. c. T. V. p. 1. (en anglais.) p. 9. (en français.)

GRANDE-BRETAGNE ET BRÉSIL.

(§. 6.)

P. 614. Col. 2. ligne 1. d'en bas, note 3.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 38. (en anglais.) p. 49. (en portuguis.)

GRANDE-BRETAGNE ET CHINE.

(§. 8.)

P. 629. Col. 2. ligne 9. d'en bas, note 1.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 76.

P. 640. Col. 2. ligne 19. d'en bas, note 1.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 82. 84.

GRANDE-BRETAGNE ET DANEMARK.

(§. 9.)

P. 669. Col. 2. ligne 7. d'en bas, note 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. I. p. 179. (en anglais, traduit du latin.)

GRANDE-BRETAGNE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

(§. 15.)

P. 685. ligne 1. Col. 1. continuation de la note *. de la p. 684. Col. 1. Ajoutez l'Alinéa suivant:

T. XVIII. (années 1830-1837.)

T. XIX. (années 1830—1838.) Ibidem, 1839. et 1840. rédigés par Mr. Frédéric Murhard, formant les T. XIV. et XV. du Nouveau Recueil.

Nouveaux Suppléments au Rocceil de Martens, par Frédéric Murhard.

T. I. années 1761—1829. Goettingue 1839. in 8°.

T. II. années 1765-1829. Ibidem 1839. in 8°.

P. 687. ligne 17. d'en bas, Col. 2. note 2.

Ajoutez: Herielet, L. c. T. IV. p. 499.

GRANDE-BRETAGNE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN).

(§. 18.)

P. 693. ligne 7. d'en bas, Col. 1. note 2.

Ajoutez: Hertslet, L. c. T. IV. p. 147. (en anglais.) p. 153. (en allemand.)

P. 693. ligne 10. d'en bas, Col. 2. note 2.

Ajoutez: Hertslet, L. c. T. V. p. 97. (en anglais.) p. 98. (en allemand.)

GRANDE-BRETAGNE ET HAÏTI.

(§. 20.)

P. 694. lignes 5. et 6. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Déclaration du Gouvernement de Haïti, concernant les Priviléges et Immunités dont jouissent dans
l'Île de Haïti les Sujets britanniques.

Le Secrétaire général de Haïti au Consul général d'Angleterre').

Liberté.

République de Haïti.

Égalité.

B. Inginac, Général de Brigade, Secrétaire général près Son Excellence le Président de Haïti, à Charles Mackenzie, Écuyer, Consul général de S. M. britannique en Haïti, au Port au Prince.
Au Port au Prince, le 1 Juin 1826.

An 23 de l'Indépendance.

MONSIEUR,

J'ai reçu la Lettre par laquelle Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous la date du 31 Mai dernier, pour m'annoncer que Vous êtes chargé de la part de S. M. britannique de réclamer auprès du Gouvernement de Haïti, des Priviléges civils et des Immunités concernant les Croyances religieuses, nécessaires à la Satisfaction des Sujets d'un État ami qui résident dans un autre. J'ai soumis cette Communication à S. E. le Président qui m'a chargé de Vous dire que les Sujets de S. M. britannique résidents en Haïti 2), ont toujours joui des Droits civils, tant pour leurs Personnes que pour leurs Propriétés, qui leur sont garantis par Nos Lois, et qu'on est bien éloigné de songer à se départir de la Bienveillance que Notre Gouvernement a toujours fait éclater à leur égard. Quant aux Immunités pour la Croyance religieuse, les Sujets de S. M. britannique ont toujours eu entière Liberté de Conscience, et n'ont jamais

été troublés dans leur Culte; à cet Égard la Convention d'Amitié et de Commerce à faire entre Nos Gouvernements respectifs, pourra stipuler toutes les Garanties raisonnables.

La Déclaration que Vous faites des Sentiments de S. M. britannique sur la Conduite que doivent observer Ses Sujets résidents en Haïti, a été reçue avec un véritable Plaisir. S. E. le Président ne doute pas que les Anglais n'aient l'Intention de se conformer aux Lois et Coutumes qui régissent le Pays; aussi ils doivent compter, comme par le Passé, sur la bienveillante Protection du Gouvernement. Je saisis cette Occasion etc. etc.

[signé] B. Inginac.

- 1) Hertslet, l. c. T. IV. p. 382. (en français.)
- 2) Il eût été plus correct de dire " dans l'île de Haïti."

Un Acte du Parlement (3 et 4 Will. IV. cap. 59.) du 28 Août 1833, désend toute Communication directe des Bûtiments marchands anglais et étrangers entre l'Île de Saint Domingo et l'Île de la Jamaique 1).

1) Hertslet, l. c. T. IV. p. 383.

GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE.

(§. 23. b.)

P. 729. ligne 3. et 4. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Convention de Commerce entre S. M.

1839,
31 Mai. britannique (Victoire) et S. A. l'Imam de
Mascate, faite et conclue dans l'Île et la
Ville de Zanzibar, le 31 Mai de l'Année du Christ
1839, qui correspond au 17 du Mois de Rebiul-Ewel de
l'Hégire 1255. (en anglais et en arabe.) 1) 2) 3).

Les Sujets de S. A. le Sultan de Mascate auront la Liberté d'entrer, dans toutes les Parties des Domaines de S. M. britannique en Europe et en Asie, d'y résider, d'y trafiquer et de les traverser avec leurs Marchandises, et ils jouiront dans lesdits Domaines, tant par rapport à leur Commerce, que sous tous les autres Rapports, de tous les Priviléges et Avantages qui y sont ou qui pourraient y être accordés aux Sujets ou Citoyens des Nations les plus favorisées; et de la même Manière, les Sujets de S. M. britannique auront pleine Liberté d'entrer dans toutes les Parties des Domaines

de S. A. le Sultan de Mascate, d'y résider, d'y trafiquer et de les traverser avec leurs Marchandises, et ils y jouiront de tous les Priviléges et Avantages qui y sont ou qui pourraient y être accordés aux Sujets ou Citoyens des Nations les plus favorisées, par rapport au Commerce, et sous tous les autres Rapports.

Les Sujets britanniques auront la Liberté d'acheter, de vendre ou louer des Biens-fonds ou des Maisons dans les États de S. A. le Sultan.

On ne pourra point entrer par Force dans les Maisons, les Magasins et toutes autres Habitations des Sujets britanniques, ou des Personnes effectivement au Service des Sujets britanniques, dans les États de S. A. le Sultan de Mascate, ni on ne pourra les visiter sous aucun Prétexte, sans le Consentement de ceux qui les occupent, si ce n'est avec la Connaissance du Consul ou Agent résident britannique. Mais lorsque de justes Motifs seront allégués par les Autorités de S. A. le Sultan de Mascate, ledit Consul ou Agent résident enverra une Personne compétente, qui, de concert avec les Officiers de S. A. le Sultan de Mascate, dirigera la Recherche ou Visite à faire et empêchera également toute Violence inutile et toute Résistance inconvenante.

Art. III. Les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent mutuellement le Droit d'établir des Consuls à résidence dans les États respectifs, partout où les Intérêts du Commerce pourrent exiger la Présence de tels Officiers. Et lesdits Consuls seront dans tous les Tems placés, dans les Pays où ils résideront, sur le Pied des Consuls des Nations les plus favorisées. De plus, chacune des Hautes Parties contractantes convient de permettre à Ses propres Sujets de se laisser employer dans la Charge de Consuls par l'autre Partie contractante; bien entendu que les Personnes ainsi employées n'entreront point en Fonction avant d'avoir obtenu préalablement la Permission du Souverain dont ils pourraient être Sujets.

Les Fonctionnaires de l'un des Gouvernements résidents dans les États de l'autre, jouiront des mêmes Pri-

viléges, Immunités et Exemptions dont jouissent, dans le même État, les Fonctionnaires publics d'autres États.

Art. IV. Les Sujets des États de S. A. le Sultan de Mascate, au Service effectif de Sujets britanniques dans lesdits États, jouiront de la même Protection qui est accordée aux Sujets britanniques eux-mêmes; mais si de tels Sujets des États de S. A. le Sultan de Mascate seront convaincus d'un Crime ou d'une Infraction des Lois, qui exigerait une Punition, ils seront renvoyés par le Sujet britannique au Service duquel ils pourront se trouver, et livrés aux Autorités de S. A. le Sultan de Mascate.

Les Autorités de S. A. le Sultan de Mascate ne pourront point intervenir dans les Contestations, soit entre Sujets britanniques seulement, soit entre Sujets britanniques et Sujets ou Citoyens d'une autre Nation chrétienne. Lorsqu'une Contestation s'élévera entre un Sujet des États de S. A. le Sultan de Mascate, et un Sujet britannique, si le premier est le Plaignant, la Cause sera entendue par le Consul ou Agent résident britannique, qui administrera la Justice en conséquence. Mais si le Sujet britannique se trouve être le Plaignant, contre un des Sujets de S. A. le Sultan de Mascate ou contre des Sujets d'une autre Puissance mahométane quelconque, la Cause sera décidée par l'Autorité suprême de S. A. le Sultan de Mascate, ou par une Personne nommée par Lui; mais dans un tel Cas on ne procédera point en Justice, si ce n'est en Présence du Consul ou Agent résident britannique, ou d'une Personne déléguée par l'un ou l'autre à cet Effet, qui sera présente dans le Palais de Justice (Court-house) où ladite Affaire sera jugée. Dans les Causes entre un Sujet britannique et un Naturel des États de S. A. le Sultan de Mascate, qu'elles soient jugées devant le Consul ou Agent résident britannique, ou bien par devant l'Autorité susmentionnée de S. A. le Sultan de Mascate, le Témoignage d'un Homme qui sera convaincu d'avoir porté faux Témoignage dans une Occasion antérieure, ne sera point reçu.

La Propriété d'un Sujet britannique qui viendra à décéder dans les États de S. A. le Sultan de Mascate, ou d'un Sujet de S. A. le Sultan de Mascate, qui viendra à décéder dans les États britanniques, sera livrée aux Héritiers, Exécuteurs testamentaires ou Administrateurs nommés par le Décédé, ou bien à défaut de tels Héritiers, Exécuteurs testamentaires ou Administrateurs, aux Consuls ou Agents résidents des Parties contractantes.

Si un Sujet britannique vient à faire Faillite dans les États de S. A. le Sultan de Mascate, le Consul ou Agent résident britannique se mettra en Possession de toute la Propriété dudit Failli et en fera la Remise à ses Créanciers, pour être partagée entre eux. Ceci ayant été effectué, le Failli aura Droit à une Décharge complète de la part de ses Créanciers, et il ne sera plus, en aucun Tems postérieur, requis de faire des Versements supplémentaires (to make up his deficiency), ni ne pourra-t-on considérer comme devant être employée à cet Effet (liable for that purpose) aucune Propriété qu'il pourrait acquérir plus tard. Mais le Consul ou Agent résident britannique sera tous ses Efforts pour obtenir en faveur des Créanciers toute Espèce de Propriété que le Failli pourrait posséder dans d'autres Pays, et pour s'assurer que tout ce que le Failli possédait au Moment où il devint insolvable, ait effectivement été livré aux Créanciers sans aucune Réserve.

Si un Sujet de S. A. le Sultan de Mascate refusait ou éludait le Payement de ses Dettes légitimes (just debts) envers un Sujet britannique, les
Autorités de S. A. fourniront au Sujet britannique toute
Espèce d'Aide et de Facilité pour recouvrer le Montant
qui lui sera dû, et de la même Manière le Consul ou
Agent résident britannique accordera toute Espèce d'Aide
et de Facilité aux Sujets de S. A. le Sultan de Mascate,
pour recouvrer les Dettes qui leur seront légitimement
dues (justly due) par les Sujets britanniques.

Art. XIII. S'il arrivait que soit la Reine d'Angleterre, soit S. A. le Sultan de Mascate, fussent en Guerre

avec un autre Pays, il sera néanmoins permis aux Sujets de S. M. britannique et aux Sujets de S. A. le Sultan de Mascate, de se rendre dans cedit Pays en passant par les États de l'une et l'autre Partie, avec leurs Marchandises de toute Espèce, excepté les Provisions de Guerre; mais il ne leur sera point permis d'entrer dans un Port ou une Place effectivement bloqués ou assiégés.

Si un Bâtiment, sous Pavillon britannique, en Art. XIV. Détresse vient à entrer dans un Port des États de S. A. le Sultan de Mascate, les Autorités locales de ce Port lui fourniront toute l'Assistance nécessaire, pour le mettre en état de se réparer et de continuer son Voyage; et si un tel Bâtiment vient à faire Naufrage sur les Côtes des États de S. A. le Sultan de Mascate, les Autorités de S. A. lui donneront toute l'Assistance en leur Pouvoir, pour retirer et remettre aux Propriétaires tous les Biens qui se sont trouvés sur ledit Bâtiment, qui pourront être sauvés. La même Assistance et Protection seront accordées, dans les Ports et sur les Côtes des États britanniques, aux Bâtiments des États de S. A. le Sultan de Mascate, ainsi qu'aux Biens qui, en de pareilles Circonstances, auront pu être sauvés.

Art. XV.

S. A. le Sultan de Mascate renouvelle et confirme par le présent Traité les Engagements contractés par S. A. vis-à-vis de la Grande-Bretagne, le 10 Septembre 1822 '), concernant l'entière Suppression de la Traite d'Esclaves entre Ses États et tous les autres Pays chrétiens; et de plus encore S. A. consent à ce que les Vaisseaux et Bâtiments de Guerre, appartenant à la Compagnie des Indes orientales, maintiennent en toute Force et Vigueur les Dispositions dudit Traité, conformément aux Conditions qui y sont prescrites, et de la même Manière que les Vaisseaux et Bâtiments de S. M. britannique.

Art. XVI.

Hautes Parties contractantes, que rien de ce qui est contenu dans la présente Convention, ne doit en aucune Manière changer ni annuler aucun des Droits ou Priviléges dont jouissent actuellement les Sujets de

S. A. le Sultan de Mascate, par rapport au Commerce et à la Navigation dans les Limites de la Charte, de la Compagnie des Indes orientales.

L'Échange des Ratifications, qui eut lieu à Mescate, le 29 Juillet 1840, fut accompagné de part et d'autre d'une Déclaration concernant l'Interprétation à donner à une Phrase employée dans la Rédaction de l'Art. IX. de la Convention de Comperce du 31 Mai 1839, relative aux Droits dont les Autorités locales peurraient exiger le Payement.

- 1) Hertslet, l. c. T. V. p. 611.
- 2) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 31 Mai 1839, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 29 Rebiul' Evvel.
- 3) La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, rapporté par Hertslet.
- 4) Traîté entre la Grande-Bretagne et Mascate, conclu à Mascate, le 10 Septembre 1822. [Hertelet, L. c. T. III. p. 265, (en anglaix.)]

GRANDE-BRETAGNE ET PAYS-BAS.

(§: 26.)

P, 754. lignes 2. et 3. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Traité de Commerce et de Naviga1837,
1837, tion, entre S. M. britannique (Victoire)
et S. M. le Roi des Pays-Bas (Guillaume I),
fait à La Haye, le 27 Octobre 1837.

Le Préambule désigne comme Objet principal du Traité à conclure, l'Abolition réciproque de tout Droit différentiel et de Compensation 2), perçu sur les Bâtiments et les Marchandises dans les Ports de l'au et l'autre Reyaume en Europe.

Il y aura Liberté réciproque de Commerce et de Navigation, entre et parmi les Sujets des deux Houtes Parties contractantes; et les Sujets des deux Souverains ne payeront respectivement dans les Ports, Havres, Rades, Cités, Villes ou Places quelconques situés dans l'un on l'autre Royaume, des Droits, Taxes ou Impositions (quelle que soit la Dénomination sous laquelle ils pourraient être désignés on compris) autres ni plus élevés que ceux qui sont payés par les Sujets de la Nation la plus favorisée; et les Sujets de chacune des Houtes Parties contractantes jouiront des mêmes Droits, Priviléges, Libertés, Faveurs, Immunités et Exemptions, en Matière de Commerce et de Navigation, qui sont ou pourraient être accordés à l'avenir, dans l'un ou l'autre Rayaume, aux Sujets de la Nation la plus favorisée.

..... et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la

Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi des Pays-Bas s'engagent et s'obligent par le présent Article, de n'accorder en Matière de Commerce et de Navigation, aucune Faveur, Privilège ou Exemption aux Sujets d'un autre État quelconque, qui ne soit également et en même Tems étendus aux Sujets de l'autre Haute Partie contractante, et ce gratuitement, si la Concession en faveur de l'autre État, a été gratuite, ou en convenant autant que possible de la même Compensation ou du même Équivalent, dans le Cas que la Concession ait été faite conditionnellement.

Si des Vaisseaux de Guerre ou des Bâtiments marchands font Naufrage sur les Côtes de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, lesdits Vaisseaux ou Bâtiments et toutes les Parties dont ils se composent (or all parts thereof), ainsi que les Provisions et Appartenances 2), les Biens et Marchandises, qui auront été sauvés, ou leur Produit, s'ils ont été vendus, seront fidèlement restitués aux Possesseurs, lorsqu'ils seront réclamés par eux ou par leurs Facteurs dûment autorisés; et s'il n'y a point sur les Lieux de tels Possesseurs on Facteurs, lesdits Biens et Marchandises ou leur Produit, ainsi que les Papiers trouvés à bord des Vaisseaux ou Bâtiments ayant fait Naufrage, seront lierés au Consul britannique ou néerlandais, dans le District duquel le Naufrage aura eu lieu; et lesdits Consuls, Possesseurs ou Facteurs ne payeront que les Dépenses occasionnées pour la Conservation des Propriétés, ensemble avec le Prix du Sauvetage, qui aurait dû être payé en pareil Cas pour le Sauvement d'un Bâtiment national; et les Biens et Marchandises sauvés du Naufrage ne seront sujets à aucun Droit, excepté le Cas qu'ils seraient livrés à la Consommation.

Le présent Traité restera en Vigueur pendant le Terme de dix Ans, à compter de la Date de la Signature, et jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le

1:.)

. .: • • •

Droit de faire cette Notification à l'autre, à l'Expiration dudit Terme de dix Ans.

Et il est convenu entre Elles par le présent Article, qu'à l'Expiration des douze Mois, après que l'une des Parties aura reçu de l'autre une pareille Notification, ledit Traité et toutes les Dispositions qu'il renferme seront entièrement nuls et sans Effet.

Le Traité du 27 Octobre suivi d'une double Déclaration de la part des Plénipotentiaires britanniques et néerlandais, en date de La Haye, du 22 Novembre de la même année, portant sur la Signification des mots de "Royaume en Europe" emphyés dans le Préambule.

1) Hertslet, l. c. T. V. p. 338. (en anglais.) p. 344. (en hollandais.) et la Déclaration néerlandaise p. 349. (en français.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, collationné avec le Texte hollandais.

2) Le Texte anglais porte: "all furniture and appartenances belonging thereunto;" le Texte hollandais: "alles wat tot de uitrusting en proviandering behoort."

GRANDE-BRETAGNE ET PÉROU.

(§. 27.)

P. 761. Col. 2. note 1. Supprimez tout l'Alinéa et substituezy celui qui suit:

Hertslet, l. c. T. V. p. 383. (en anglais.) p. 392. (en espagnol.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, collationné avec le Texte espagnol.

GRANDE-BRETAGNE ET PERSE.

(§. 28.)

P. 779. Col. 2. note 10. ligne 7. d'en bas.

Ajoutez: Mr. Herislet, dans le Ve Volume de son Recueil, p. 379—382., rapporte le Texte anglais d'un Traité préliminaire entre la Grande-Bretagne et la Perse, signé à Téhéran, le 12 Mars 1809, ainsi que le Texte anglais du Traité définitif signé également à Téhéran, le 25 Novembre 1814, et la Traduction anglaise d'une Ordonnance revale du Schah de Perse, en date du 5 Mai 1836, concernant le Commerce des Sujets britanniques en Perse, qui "accorde aux Marchands britanniques qui au"ront porté leurs Marchandises dans les Possessions territoriales de la Perse, la Li"berté et la Permission d'en disposer en toute Sureté et Confiance, en payant pour
"leurs Marchandises aux Officiers du Gouvernement, les mêmes Redevances publi"ques que payent les Marchands du Gouvernement russe (c. à. d. 5 p. une fois pour
"toutes à l'Importation et à l'Exportation)."

GRANDE-BRETAGNE ET PORTE OTTOMANE.

(§. 29.)

P. 782. Col. 1. note *. ligne 30. d'en haut "(1078 — 1081)." Ajoutez en note:

t) Botoniate, plus correctement Botaniate. (Banduri, Numismata Imperatorum Romanorum (Paris 1718. T. I. II. in fol.) T. II. p. 752. — Gibbon, History of the Decline and Fall of the Roman Empire (Basle 1789. T. I—XII. et II Vol. Notes 8°.) T. VIII. Chap. XLVIII. p. 392. T. X. Chap. LVII. p. 228.) — Aucun des Auteurs que nous avons été à même de consulter n'explique pourquoi l'Empereur Ni-

céphore sur surnemmé le Batanlate. Nous supposons que ce surnom indique que celui auquel il fut donné était originaire d'Adiabene, une des Provinces de l'Assyrie (aujourd'hui le Kourdistan) qui portait le nom de Botan. Meletius dans sa Géographie ancienne et moderne (Μελετίον Γεωγραφία παλαιά καλ νεα, Venise 1728. in sol.) nous dit dans le Chapitre qui traite de l'Assyrie, p. 523., que l'ancienne Eparchie o) d'Adiabene ('Aδιαβηνή) fut désignée plus tard par le nom de Botan (Borav), et que la même Dénomination sut donnée plus tard à d'autres plus petites Eparchies, telles que Arrapachites ('Αβράπα), Sittacene (Σιστακηνή) etc. etc. (Comparez Bischoff und Möller, l. c. p. 18. Col. 2. p. 108. Col. 1. p. 923. Col. 1. - Sickler, l. c. T. II. p. 467. - Müller, Lexicon Manuale, p. 7. Col. 1. - Cellarius, Compendium Geographiae antiquae (Amsterdam 1803. in 120.) p. 124. "Ptolemaeus in regiones divisit Assyriam; quae sunt, Arrapachitis juxta Armeniam, "Sittacene juxta Susianam, sed nobilissima Adiabene, in qua Ninus, Ar-"bela et Gangamela, adeo ut tandem, Assyriae nomine paene abolito, omnis hic "tractus Adiabėna vocatus fuerit, unde Romani etiam imperatores cognomenta "sibi petierant."

P. 786. Col. 2. note 2. ligne 9. et 10. Intercalez les Alinéa suivants: D'après Mr. de Hammer, l. c. les premières Capitulations commerciales (Handlungs-Capitulation) avec la Porte furent accordées à l'Ambassadeur Sir Edouard Barton, en 1593 (Voyez T. IV. p. 207. et T. IX. p. 290. No. 188. — d'Ohsson, L. c. T. VII. p. 479.) et renouvelées 1º en 1604 (T. IV. p. 362. T. IX. p. 290. No. 107.) sous Achmet I et Jacques I.

> 2º en 1622 (T. IV. p. 697. T. IX. p. 292. No. 228.) sous Osman II et Jacques I. 3° en 1624 (T. V. p. 23. T. IX. p. 293. No. 233.) sous Amurat IV et Jacques I.

4° en 1641 (T. V. p. 302. T. IX. p. 294. No. 249.) sous Ibrahim et Charles I.

5° en 1662 (T. VI. p. 105. T. IX. p. 294. No. 256.) sous Mahomet IV et Charles II.

6° en 1675 (T. VI. p. 317. T. IX. p. 295. No. 266.) sous Mahomet IV et Charles II.

P. 787. Col. 2. note 1. ligne 10. d'en bas. Intercalez: von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LVI. p. 317. - Knolles, l. c. T. II. p. 245.

P. 791. Col. 2. note 4. ligne 20. d'en bas. Ajoutez au mot Orta la note ** suivante:

> **) Orta, Milieu, Centre. Régiment de Janissaires. (Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 124. Col. 2. — Comparez T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. I. France. §. 34. p. 125. Col. 1. note 2.)

P. 802. ligne 25. et 26. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant: Les Pouvoirs et la Jurisdiction des Consuls britanniques dans l'Empire ottoman, ont été précisés par un Acte du Parlement (6 et 7. Will. 4. Cap. 78.) émané sous la date du 13 Août 1836 1).

1) Act of the British Parliament, ,, to enable His Majesty to make ,,Regulations for the better defining and establishing the Powers and "Jurisdiction of His Majesty's Consuls in the ottoman Dominions." (Hertslet, l. c. T. V. p. 503.)

que; Province gouvernée par un Éparque; tout Pays conquis.

it

ion

ı

Éparque (Έπάρχος) (άρχή) signifie, investi du Commandement supreme; Dignité correspondante à celle de Proconsul chez les Romains. [(Passow) J. G. Schneider, Handwörterbuch der griechischen Sprache (Leipzig 1828. T. I. II. in 80.) T. I. p. 553. Col. 1.] De même, nous supposons que Nicéphore.

b) Eparchie (Exαρχία), Dignité d'Epar- Bryenne, qui fut déclaré Empereur, en 1077, en même tems avec Nicephore Botaniate, le premier en Orient, le 3 Octobre, le second en Occident, le 10 du même mois) reçut le surnom de Bryenne, parce qu'il était originaire de Bry an ium, Ville située dans l'Illyrie grecque près des Sources de l'Erigone (?). (Bischoff und Möller, l. c. p. 208. Col. 2. - Sickler, l. c. T. II. p. 221. — Banduri, l. c. T. II. p. 752. -- Gibbon, l. c. T. X. Chap. LVII. p. 228.)

P. 802. Col. 2. note 4. ligne 6. et 7. d'en bas. Intercolez:

Convention appended to the Capitulations granted to Great Britain by the Ottoman Porte, amending and altering certain Stipulations therein contained, as regards the Commerce and Navigation of the two Countries. [Hertslet, L. c. T. V. p. 506. (en anglais.)] Cet Acte a été suivi

1º de III Articles additionnels sous la même date,

2º d'une Note explicative de S. E. Nourri Efendi, adressée à l'Ambassadeur britannique Lord Ponsonby, en date du 27 Août 1838,

3º d'une Déclaration signée par les Plénipotentiaires respectifs, lors de l'Échange des Ratifications, le 16 Novembre 1838,

4º du Tarif de Douanes fixé et arrêté en vertu de l'Article VII. de la Convention du 16 Août 1838,

qui ont été rapportés par Hertslet, l. c. T. V. p. 510. 512. 513. 514 - 535.

GRANDE-BRETAGNE ET VENEZUELA.

(§. 44.)

P. 876. lignes 4. et 5. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Par une Convention conclue à Londres, le 29 Octobre 1834, entre la Grande-Bretagne (Guillaume IV) et l'État de Venezuela 1), l'Indépendance de ce dernier est formellement reconnu (hereby acknowledged, recognized and declared) par S. M. britannique (Art. I.), et les deux Parties contractantes conviennent d'adopter et de confirmer (mutatis mutandis) 2), comme s'ils se trouvaient insérés met à mot dans la présente Convention, tous les Articles et Dispositions du Traité avec l'Article additionnel, signé à Bogota, le 18 Avril 1825, entre la Grande-Bretagne et l'État de Colombie.

1) Hertslet, L. c. T. IV. p. 534. (en anglais.) p. 536. (en espagnol.)

2) Mutatis Mutandis, Locution empruntée du latin, qui signifie, avec les Changements nécessaires, c. à. d. en mettant État de Venezuela au lieu de État de Colombie, Citoyens de Venezuela au lieu de Citoyens de Colombie, etc. etc. (H. Kuppermann, Junistiaches Wörterbuch (Leipzig 1792. in 8%) p. 388.)

SECTION VI.

PAYS-BAS ET ALGER.

(§. 1.)

P. 899. lignes 2. et 3. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:

Le Traité du 23 Novembre 1757 fut renouvelé et amplifié par un Acte du 26 Mai 1760 ¹).

Par une Résolution du 24 Avril 1764²), les États-généraux statuèrent sur l'Envoi des Présents annuels au Dey.

Le Dey, ayant déclaré la Guerre aux États-généraux, en 1792 3), la Paix ne sut rétablie qu'en 1794, par le Traité ci-après.

Traité de Paix et d'Amitié, entre Leurs

1794, Hautes Puissances les Seigneurs Étatsgénéraux des Provinces-Unies des PaysBas et la Régence d'Alger, fait et conclu le 1 Avril
1794, qui répond au 1 Ramadan de l'Année 1208 de l'Hégire *) 5).

L'Article II. statue que les Marchandises importées par les Bâtiments hollandais ne payeront dorénavant que cinq pour cent au lieu de dix.

L'Article IIL règle la Conduite à tenir par les Bâtiments de Guerre des deux États contractants qui se rencontreront en haute Mer.

Les Articles IV. et V. statuent sur la Visite que les Corsaires algériens pourront faire sur les Bûtiments marchands hollandais qu'ils rencontreront en haute Mer, et sur la Conduite à tenir par les Bûtiments de Guerre hollandais envers les Corsaires algériens munis de Passeports soit de la part du Dey, seit de la part du Consul hollandais à Alger.

Art. VI. En Cas qu'un Navire ou des Navires appartenant soit à Leurs Hautes Puissances, soit à leurs Sujets, vint à faire Naufrage sur la Côte d'Alger ou dans un Lieu quelconque de la Dépendance de ce Royaume, on n'entreprendra rien contre les Personnes, les Biens ni les Effets qui se trouveront à bord desdits Navires, et en pareil Cas on ne pourra exiger aucun Impôt des Biens ou Effets, ni faire Esclaves les Personnes, mais au contraire les Sujets du Royaume d'Alger devront leur prêter toute l'Assistance possible pour sauver leurs Biens et leurs Effets.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

L'Article VIII. stipule qu'aucun Bûtiment algérien ne pourra se présenter à la Vue d'un Port ou d'une Place forte situés dans le Territoire de Leurs Hautes Puissances.

Art. XI. Si des Bâtiments de Guerre de Leurs Hautes Puissances viennent à mouiller dans la Rade d'Alger, on devra leur fournir les Provisions et les Présents d'Usage, et si quelque Esclave venait à fuir et à se rendre, à la Nage ou autrement, à bord d'un desdits Bâtiments de Guerre, ceux-ci seront obligés de le ramener à Alger, et ils ne pourront s'en dispenser sous Prétexte de ne pas avoir aperçu ledit Esclave, ou bien qu'il aurait été caché par l'Équipage.

Fait en l'An, 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Les Marchands hollandais, ainsi que tous les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, ne pourront être ni pris, ni vendus, ni faits Esclaves, dans aucun Lieu de la Dépendance d'Alger, et, en vertu de la Paix actuellement faite, personne des Hollandais ne pourra être forcé d'acheter contre son Gré des Esclaves, quand même coux-ci seraient de leurs Parents, mais ils n'en acheteront que lorsqu'ils voudront le saire volontairement,

et alors ils les payeront au Terme et au Prix convenus; de même, on ne pourra point forcer les Patrons des Esclaves de se dessaisir de ceux-ci pour un certain Prix, que ce soient des Esclaves du Beuluk Baschi ') ou des Galères, mais cela devra se faire à l'amiable et de la Manière que cela se pratique avec d'autres Nations.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Si un Marchand ou tout autre Sujet de Leurs Hautes Puissances venait à mourir à Alger ou dans un Lieu de la Dépendance de ce Royaume, le Dey, ni qui que ce soit, ne pourra saisir les Biens laissés par le Défunt. Si le Décédé a laissé un Héritier ou nommé un Exécuteur testamentaire, ce sera à celui-là seul, s'il se trouve sur les Liéux, que devront être remis les Biens formant la Succession; il en dressera un Inventaire, et en rendra Compte à qui de Droit; mais si quelqu'un des susdits Sujets venait à mourir subitement, sans faire de Testament, et que l'Héritier légitime ne se trouvât point sur les Lieux, ce sera le Consul hollandais, ou dans le Cas que le Consul fut décédé et que son Remplaçant ne fût pas encore arrivé, ce sera son Secrétaire (Amanuensis), et à défaut de celui-ci, ce seront les Marchands de ladite Nation, qui se mettront en Possession des Biens formant la Succession, qui en dresseront un Inventaire en due Forme, et qui conserveront lesdits Biens, jusqu'à l'Arrivée d'un Ordre du Pays du Défunt.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Les Marchands et autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, résidant soit à Alger, soit dans un autre Endroit de ce Royaume, ne pourront point être forcés à vendre leurs Marchandises contre leur Gré, et on ne pourra point charger des Marchandises ou Effets à bord de leurs Bâtiments sans leur Consentement.

Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances avait contracté des Dettes, et qu'il ne fût point en état de les payer, on ne pourra pour cette Raison poursuivre aucun naux, soit en mettant le Séquestre sur ses Biens, à moins qu'il ne se soit rendu volontairement Caution du Débiteur.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Art. XV. Si un ou plusieurs Sujets de Leurs Hautes Puissances venaient à avoir quelque Différend avec un Turc ou Maure, ou avec une autre Personne de ce Royaume, l'Affaire devra être portée devant le Dey et le Diwan, mais s'ils ont un Différend quelconque entre eux, l'Affaire doit être portée devant le Consul et décidée par lui.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Art. XVI. Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances avait une Querelle avec un Turc ou Maure, et que l'un vint à blesser l'autre ou à le tuer, l'Affaire devra être jugée d'après les Lois du Royaume, et on donnera la Satisfaction accoutumée; mais si un Sujet de Leurs Hautes Puissances, après avoir blessé ou tué un Turc ou Maure, venait à s'enfuir, de manière qu'il devint impossible de le rattraper, on ne devra point inquiéter ni molester pour cette Raison, ni le Consul ni aucun autre Sujet de Leurs Hautes Puissances.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Afin de consolider le Traité de Paix et d'Amitié, qui vient d'être conclu, il a été convenu de part et d'autre, que si de l'un ou de l'autre Côté il survenait quelque Chose qui pût amener une Rupture, le Consul et les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, qui alors se trouveront soit à Alger, soit dans un autre Endroit de ce Royaume, ne pourront en aucun Cas, qu'il y ait Guerre ou Paix, être retenus, et lorsqu'ils voudront partir en s'embarquant sous tel Pavillon qu'ils jugeront à propòs, ils ne pourront, sous aucun Prétexte, être pris ni arrêtés dans leur Voyage, ni eux, ni leurs Effets, ni leurs Domestiques.

Le Consul pourra tenir en sa Maison un Ministre

(Predicant) pour y exercer le Culte réformé, et les Esclaves qui voudront assister à ce Service divin, aux Jours destinés à cet Esset, ne pourront en être empêchés, ni par leurs Maîtres (en Cas qu'ils appartiement à des Particuliers), ni par le Gardien en Chef.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Celui qui est actuellement, ou qui à l'avenir sera Consul à Alger de la part de Leurs Hautes Puissances, sans Exception de Personne, jouira d'une entière Liberté et Sûreté; il ne pourra être molesté ni inquiété par qui que ce soit, ni dans sa Personne, ni dans ses Biens, ni dans l'Exercice de ses Fonctions; il sera libre de choisir son Interprète et son Courtier, et lorsqu'il voudra s'embarquer pour partir ou sortir de la Ville pour être seul et jouir de quelque Repos, personne ne devra l'en empêcher, et il lui sera permis d'exercer librement dans sa Maison la Religion chrétienne réformée.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadau, qui répond au 1 Avril 1794.

L'Art. XIX: stipule que les Sujets des deux Parties contractantes qui, en Tems de Guerre, seront rencentrés sur un Bâtiment ennemi, ne pourront être molestés ni eux, ni leurs Biens, ni leurs Domestiques.

Art. XX. Lorsqu'un Amiral de Leurs Hautes Puissances arrivera dans la Rade d'Alger, aussitôt qu'il aura jeté l'Ancre et que le Consul en aura donné Avis, le Dey devra le faire saluer de la part de la Ville et des Forts, de vingt et un Coups de Canon, et l'Amiral répondra à ce Salut par le même Nombre de Coups de Canon.

Art. XXII. Si à l'avenir quelque Chose de contraire au présent Traité de Paix venait à être fait de l'un ou de l'autre Côté, on ne devra point pour cela se déclarer la Guerre, mais la Partie offensée devra demander Satisfaction du Tort qu'elle pourra avoir essuyé, et le Coupable sera puni comme Perturbateur de la Tranquillité publique. Et afin de manifester d'autant plus clairement la bonne Intention mutuelle qui a présidé à la Rédaction du présent Article, Leurs Hautes Puissances et le Dey & Alger s'engagent réciproquement, qu'à la pre-

mière Plainte qui leur sera portée à ce Sujet, et après avoir dûment examiné l'Affaire, ils donneront la Satisfaction requise; et le Dey et la Régence d'Alger en particulier, s'engagent, que dans le Cas où Leurs Hautes Puissances enverraient à Alger un ou plusieurs Bâtiments de Guerre, faisant partie de l'Escadre qu'Elles trouveraient bon de stationner, soit dans la Méditerranée, soit dans l'Océan, et qu'à l'Arrivée desdits Bâtiments il se trouvât qu'une ou plusieurs Affaires au Sujet desquelles, soit Leurs Hautes Puissances, soit le Consul hollandais, eussent porté Plainte auprès du Dey et de la Régence, ne fussent point arrangées, ladite Affaire ou lesdites Affaires seront terminées immédiatement et avant le Départ desdits Bâtiments, conformément à la Teneur du présent Article.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

- 1) Recueil van de Tractaten, T. II. No. 29. (en hollandais.) Recueil van Zeezaken, T. VIII. p. 556. (en hollandais.) Nederl. Jaerboeken, 1760. p. 1048. (en hollandais.) Martens, Cours diplom. T. II. p. 808. (cité.)
- 2) Recueil van Zeezaken, T. IX. p. 685. T. X. p. 50. Martens, l. c. T. II. p. 808. (cité.)
- 3) Nachrichten und Bemerkungen über, den algierschen Staat (Altona 1798—1800. T. I.—III. in 8°.) T. III. p. 186. Martens, l. c. T. II. p. 808. (cité.)
- 4) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 1 Avril 1794, seit exacte, la date cerrespondante de l'Hégire sera le 11 et non le 1 Ramazan 1208.
- 5) Le Texte de ce Traité, cité dans Nachrichten und Bemerkungen über den algierschen Staat, T. III. p. 186. et par Martens, dans son Cours diplomatique, T. II. p. 808., ne se trouve dans aucun des Recueils que nous avons été à même de consulter. La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte hollandais conservé dans les Archives du Gouvernement des Pays-Bus, dont nous avons obtenu une Copie.
- 6) Voyez T. H. Part. H. Liv. HI. Chap. I. Sect. VI. Pays Bas. §. 1. p. 886. Col. 2. note ...

PAYS-BAS ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

(§. 14.)

P. 913. Col. 2. note 3. ligne 5. d'en haut. Intercalez:

British and foreign State-Papers, T. XVL 1828—1829 (publié en 1832) p. 1169. (en espagnol et en français.)

PAYS-BAS ET NOUVELLE-GRENADE.

(§. 26.)

P. 931. Col. 2. note 4. ligne 8. d'en haut. Intercalez:

British and foreign State-Papers, T. XVII. 1829—1830. (publié en 1832) p. 895. (en hollandais et en espagnol.) p. 906. (en français.)

PAYS:BAS == PORTE OTTOMANE. (§. 29.)

- P. 940. Col. 2. note 4. ligne 3. d'en haut.
 - Ajoutez: von Hammer, Geschichte, T. IX. p. 291. No. 209.
- P. 941. Col. 1. note 1. ligne 14. d'en bas. Ajoutez l'Alinéa suivant:

 D'après Mr. de Hammer, qui qualifie à tort, ce nous semble, de Capitulations l'Acte
 de Privilège de 1598 (T. IX. p. 290. No. 191.), les Capitulations avec la Hollande
 furent renouvelées
 - 1º en 1612 (T. IV. p. 461. T. IX. p. 291. No. 209.) sous le Règne d'Achmet I.
 - 2º en 1624 (T. V. p. 23. T. IX. p. 293. No. 235.) seus le Règne d'Amurat IV.
 - 3º en 1634 (T. V. p. 181, T. IX. p. 293. No. 243.) sous le Règne d'Amurat IV.
 - 4º en 1668 (T. VI. p. 202. T. IX. p. 294. No. 260.) sous le Règne de Mahomet IV.
 - 5º en 1680 (T. VI. p. 360. T. IX. p. 295. No. 271.) sous le Règne de Mahomet IV.
 - 60 en 1712 (T. IX. p. 297. No. 302.) sous le Règne d'Achmet III.
- P. 949. Col. 1. note 1. ligne 8. d'en haut. Intercalez:

 von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 461. Knolles, l. c. p. 916. —

 d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 480. avec la date de 1613.
- P. 949. C. 2. n. 2. lign. 8. et 9. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

 La Cour de France ayant donné, en 1637, au Stadhouder Frédéric Henri, Prince d'Orange, le Titre d'Altesse, les États le lui accordèrent également, ainsi qu'à ses Successeuls. Avant cette Époque, les États n'avaient donné au Stadhouder et à son Frère que le Titre d'Excellence. (Totzen, l. c. T. II. Chap. VI. §. XXV. p. 581. note d.)
- P. 964. Col. 2. note 2. ligne 9. d'en haut. Intercalez: von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVII. p. 360. T. IX. p. 295. No. 271.

PAYS-BAS ET SUÈDE (ET NORVÈGE). (§. 35.)

P. 987. Col. 2. (continuation de la note **. de la p. 984. Col. 1.) note, lignes 25. et 26. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Ville d'Amsterdam vendit, en 1772, à la Compagnie des Indes occidentales la Moitié du Tiers de la Colonie, qu'elle venait d'acquérir du Seigneur de Sommels-dyk. Dès-lors la Colonie, appartenant par Moitié à la Ville, et par Moitié à la Compagnie, fut administrée par un Comité à la Nomination des Deux Propriétaires, et ce Régime dura jusqu'en 1791, où la Compagnie fut supprimée. A cette Époque un Aocord sut passé entre les États-généraux et les Propriétaires, en vertu duquel ces derniers cédèrent leurs Droits au Gouvernement, à compter du 1 Janvier 1792, contre une Rente annuelle de 3 p g sur leur Capital fixé à 30 p g de sa Valeur nominale. A la suite de cet Accord, une Résolution du 3 Mai 1792, arrêta que la Colonie serait désormais administrée par le Gouvernement, et une Résolution postérieure du 1 Juin de la même année, établit un Conseil d'Administration, qui subsista jusqu'en 1795, où la Colonie, à l'instar de toutes les autres Possessions hollandaises dans les Indes occidentales, sut soumise au Comité pour les Affaires des Colonies et Possessions sur la Côte de Guinée et en Amérique.

P. 987. Col. 1. ligne 35—42. Supprimez tout l'Alinéa qui termine cette Note, depuis "La Colonie" jusqu'à "Privilége de Commerce" et substituez-y l'Alinéa suivant:

Surinam est aujourd'hui la Propriété de l'État: elle est gouvernée et administrée, sous la Direction suprème du Ministre des Colonies, par un Gouverneur général qui y réside, et dont l'Autorité s'étend également sur les lles de Curaçao, Bonaire, Aruba, St. Eustache, Saba et la Partie néerlandaise de St. Martin.

- P. 989. Cel. 2. continuation de la note 3. de la p. 988. Col. 2. Supprimez dans la ligne 32. d'en haut le Renvoi aux Addenda sub †† pour la Compagnie des Indes occidentales.
- P. 990. Col. 2. note †. Placez la Note suivante:

Compagnie suédoise des Indes orientales. Le Roi Gustave Adolphe, qui avait conçu le Projet de former une Compagnie pour le Commerce des Indes orientales, dont le siège serait à Gothembourg, offrit, par son Ordonnance du 14 Juin 1626, un Privilège de 15 ans à ceux qui voudraient y prendre part. Les Guerres continuelles qui remplirent le Règne de ce Prince, et qui entravèrent toutes les Entreprises commerciales, furent la Cause principale de la Non-réalisation de ce Projet.

Vers l'année 1670, sous le Règne de Charles XI, quelques Propriétaires de Navires, établis à Stockholm, armèrent deux Bâtiments pour entreprendre le Voyage des Indes, mais les Évènements de la Guerre, n'ayant pas permis qu'ils fussent expédiés, les Armateurs obtinrent, par une Résolution royale du 26 Août 1674, comme Indemnité des Sacrifices qu'ils avaient faits, la Permission d'envoyer les mêmes deux Bâtiments en Portugal, et de rapporter en Suède des Chargements de Sel, libres de tout Impôt.

Le 14 Juin 1731, le Commissaire commercial, Henri Koenig, ses Associés, Champel, Tham et Compagnie et quelques autres Négociants, reçurent du Roi Frédéric I, l'Autorisation de former une Société pour le Commerce des Indes orientales, avec les mêmes Avantages et Immunités que la Couronne avait offerts en 1626. Le Privilége exclusif de faire le Commerce au-delà du Cap de Bonne-Espérance, sut limité toutefois à 15 années; on crut qu'il ne fallait pas lui donner une plus longue durée, soit pour remédier de bonne heure aux Imperfections qui se trouvent dans les nouvelles Entreprises, soit pour appaiser plusieurs Citoyens qui s'élevaient avec Force contre un Etablissement, que la Nature et l'Empire du Climat semblaient repousser. Le Désir de réunir, le plus qu'il serait possible, les Avantages d'un Commerce libre et ceux d'une Association privilégiée, firent régler que les Fonds ne seraient pas limités, et que tout Actionnaire pourrait retirer les siens à la fin de chaque Voyage. Comme la plupart des Intéressés étaient Etrangers, principalement Flamands, il parut juste d'assurer un Bénéfice à la Nation suédoise, en faisant payer par la Société au Gouvernement 100 dalers d'argent 1) 2) par Last 8) que porterait chaque Bâtiment. La Résolution des Etats-généraux du 3 Avril 1743. §. 11. imposa en outre à la Société un Subside à la Couronne pour cette même année de 50,000 dalers.

Ces Conditions n'empéchèrent point la Société de faire construire, pendant la Durée de son Octroi, douze Navires, qui sortis de Gothembourg firent 22 Voyages à Canton et 3 au Bengale. Des trois Navires envoyés dans l'Inde, il n'y eut qu'un seul qui revint heureusement, en 1742, après une Absence de 2 ans et demi; il donna un Bénéfice de 10 pg seulement; sur les 22 Voyages à Canton, 20 eurent un heureux Succès et donnèrent aux Intéressés,

en	1734,	un .	Bén	éfice	de	• •			•		•	•	•	75	pour	cent.
	1737,		;	2		•	•	٠	••	•	• .	•	•	681		2
	1738,	:	•	•	:	•	•	•	,	•	•	•.	•	31	2	:
	1739,	4	:		r	. •	•	•	• ·	•	•	•	•	45	2	*
•	1740,		:	:	•	•	•	•	•	•	•	•-	•	77		=
	1741,	ı	£	s			•	• •	•	•	•		•	48	8	s
	1742,	:	:	2		•	•	•	•	A .	•	•	•	10		:
•	1743,	:	•	.	:	•	•	٠	•	•	•			88	=	:
	1744,		•	s	*	•	•	•	•	•	•	•	•	5 3	.	· ·
	1745,		:	:	*	•	•	•	•	•	•	•	•	105	F	:
	1746,	:	:	:	:	•		•		•	•	•	•	121	•	•
	1747,		•	:	:	•	•	•	•	•	•	•	•	174		:
	1748,		•	:	\$	•	•	•	9 .	•	•	•	•	44	:	:
	1749,	1		:	=	•	•	• .	•	•	•	•	•	307	=	:
Tol	al pend	lani	18	ans	(dej	wis	1	731	. —	-17	49)	•	•	8131	pour	cent.

Ce qui, pour 20 Voyages (y compris les 10 pg du Navire tovenu du Bangale) donne une Moyenne de 404 pg par Voyage 1), Bénéfice très considérable, quoique sur ce Produit chacun des Actionnaires dut faire et payer lui-même ses Assurances.

Par Octroi du 17 Juin 1746, la Compagnie obtint un nouveus Privilége pour 20 ans, à condition de payer à la Couronne pour chaque Bâtiment qui retournerait heureusement avec sa Cargaison, la Somme de 50,000 dalers d'argent, ainsi que 600 dalers au Commissaries des Convois, et 2 dalers par Last, d'après la Capacité du Bâtiment, à la Ville de Gothembourg. Cet Octroi fut confirmé par le Recez de la Diète, du 14 Décembre 1747. §. 12. Pendant les premières 7 années de ce nouvel Octroi, la Société fit construire 7 Navires; elle en envoya 12 à Canton et deux à Surate, qui tous réussirent et donnèrent

en	1750,	un	B	inéfice	de	٠	•	•	•	•	•	•	•	1361	pour	cent.
				•												
	· · · · -			•												
	-															
				•												
				s , '												

Total pendant 11 ans (depuis 1746—1757). . 553½ pour cent, ce qui donne par Voyage une Moyenne de 39½ pour cent 5).

En 1753, les Associés renoncèrent à la Liberté, dont ils avaient joui jusqu'alors, de retirer à volonté leurs Capitaux, et se déterminèrent à former un Corps permanent. L'Établissement de la Société en Corps permanent, fut confirmé par l'Ordonnance royale du 21 Mai de la même Année. L'État les fit consentir à ce nouvel ordre de choses, en se contentant d'un Droit de 20 pg sur toutes les Marchandises qui se consommeraient dans le Royaume au lieu des Droits de trois espèces qu'il avait perçus jusqu'ici. Ce Sacrifice avait pour But de mettre la Compagnie suédoise en état de soutenir la Concurrence de la Compagnie qui venait de naître à Embden); mais les Besoins publics le firent retracter en 1765).

De 1753 à 1766, la Compagnie fit armer 5 nouveaux Navires, qui firent conjointement avec les autres 21 Voyages à Canton, et un à Surate. De ces 21 Bâtiments, un périt en 1761; les vingt autres produisirent un Bénéfice qui s'éleva

en	1758,	ā	•	•	•	•	•	25	pour	cent.
	1759,	•	•	•	-•	•	•	6	*	•
	1760,	•	•	•	•	•	•	6	=	3
	1761,		• '	•	•	•	•	8	=	3
	1762,				•			25	•	1
	1763,		•	•	•	٠		25	*	7
•	1764,						•	25	*	*
	1765,	•	•	•	• .	•	•	20		•
	1766,							10	:	•
	1767,				•		•	200	*	*
	1.768,						4	971		•
	,							-		

Total pendant 14 ans (de 1753 à 1768) 447 pour cent, ce qui, pour 20 Voyages, donne une Moyenne de 22 pour cent environ.

Ainsi la première Compagnie des Indes, depuis son Établissement en 1731, arma en tout 22 Navires, fit 61 Expéditions et 56 Voyages heureux.

Les troisièmes Lettres d'Octroi, qui renouvellent le Privilège de la Compagnie pour 20 ans (de 1766 jusqu'en 1786), sont du 7 Juillet 1762; une Ordonnance royale du 26 du même mois sanctionna l'Avis, publié le même jour par la Nouvelle Société, pour euvrir une Souscription pour la Création d'un Fonds spécial pour le Commerce des Indes. Trente-neuf Navires furent expédiés à Canton, et revinrent tous sans avoir essuyé aucun Accident. La Compagnie prêta à la Nation la Somme de 416,666 rixdales sans Intérêt, et une Somme doublé pour un Intérêt de 6 pg. La Société qui faisait ces Avances, devait être remboursée de la première, par la Retenue des Droits qu'elle s'était engagée de payer pour chaque Navire qui serait expédié, et de la seconde à quatre Épeques convenues. Dans les premières années les Spéculations ne furent

guère avantageuses, mais pendant la Guerre entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, de 1780 à 1784, la Compagnie fit de gros Bénéfices. De 1771 jusqu'en 1792, les Actionnaires reçurent successivement 2985 pour cent, sur leurs Mises de Fonds, et le Montant de ces dernières leur fut en outre remboursé au complet, en 1787.

Le quatrième Octroi du 2 Mai 1782, également pour vingt ans, commença en 1786. La Compagnie avança encore au Gouvernement, en 1782 et 1783, la Semme de 150,000 rixdales de Banque sans Intérêt, à condition de défalquer 12,600 rixdales pour chaque Navire qui retournerait à son Port. Le Capital de la Compagnie s'élevait alors à 1,222,800 rixdales. Pendant la Durée de cet Octroi, 32 Navires fuvent expédiés; il en périt trois, et plusieurs éprouvèrent de grosses Avaries. Ces Pertes jointes à d'autres Malheurs et à différentes Circonstances, qui entravèrent l'Activité de la Compagnie, causèrent sa Faillite en 1809.

Dans l'Origine de la Compagnie, ses Fonds variaient d'un Voyage à l'autre; ils furent, dit-on, fixés à 6 millions, en 1753, et à 5 seulement, lors de l'Octroi de 1766. Comme les Suédois avaient d'abord beaucoup moins de part à ce Capital, qu'ils n'en eurent depuis, le Gouvernement jugea convenable de statuer que tout Directeur qui révélerait les Noms des Associés ou les Sommes qu'ils auraient souscrites, serait suspendu, déposé même, et qu'il perdrait sans Retour tout l'Argent qu'il aurait mis dans cette Entreprise. Ce Mystère dura pendant 35 ans; douze Actionnaires devaient, il est vrai, recevoir tous les quatre ans les Comptes des Administrateurs, mais c'était l'Administration qui nommait ces Censeurs. Depuis 1767, ce furent les Intéressés eux-mêmes qui choisirent les Commissaires, et qui écoutèrent leur Rapport dans une Assemblée générale. Le Produit des Ventes a naturellement été plus ou moins considérable selon le Nombre et la Capacité des Navires employés dans ce Commerce, et selon la Cherté des Marchandises au Lieu de leur Fabrication, et leur Rareté en Europe. Cependant on peut assurer qu'il est rarement resté au-dessous de 400,000 rixdales, et qu'il ne s'est jamais élevé au-dessus de 2 millions. Le Thé a toujours formé plus de quatre Cinquièmes de ces Valeurs.

Le 3 Mars 1806, de nouvelles Lettres d'Octroi furent expédiées pour la Formation d'une Nouvelle Société, dont la Durée devait être de 15 ans. On eut beaucoup de peine à réunir par Souscription un Capital de 450,000 rixdales, et la Nouvelle Compagnie, au lieu d'établir un Commerce direct avec les Indes orientales, se borna à faire venir d'Angleterre et à acheter des Cargaisons entières de Murchandises chinoises, importées par des Bâtiments américains, ou bien à se charger de la Vente de pareilles Cargaisons pour Compte étranger. Par suite de ces Opérations, et d'autres moins importantes, et malgré plusieurs Pertes essuyées en 1813, la Nouvelle Compagnie fit un Bénéfice de 153,409 rixdales, ou environ 34 pg du Capital, depuis sa Création jusqu'à la fin de l'année 1813, Époque à laquelle elle cessa de profiter de son Privilège.

C'est ainsi qu'à commencer de l'année 1814, le Commerce des Indes orientales est devenu libre pour tout Sujet suédois qui désire l'exploiter. (Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 699. Col. 2. Art. Compagnies de Suède. T. III. p. 722. Col. 1. Art. Suède. — Notice officielle confidentiellement communiquée.)

- 1) A cette époque trois dalers d'argent (silfvermynt) équivalaient à une rixdale d'espèces de 48 skillings.
- 2) La Notice qui se trave dans l'Artitée précité de l'Encyclopédie méthodique, commerce, T. III. porte (p. 723. Col. 1.) que la Compagnie dut payer 1500 delers d'argent, ce qui équivaudrait à 500 rixdales d'espèce d'après le Cours du Change de cette Époque.
 - 3) Voyez T. II. Part. II. p. 987. Col. 2. note **.
- 4) D'après l'Art. contenu dans l'Encyclopédie méthodique, le Bénéfice de la Compagnie durant cet espace de tems se montait année commune à 54½ pg.
 - 5) L'Art. susmentionné fait monter le Bénéfice jusqu'à 42 p &.
- 6) Voyez T. I. Liv. I. Chap. V. Sect. X. Prusse. §. 11. p. 477. Col. 1. continuation de la note 1. de la p. 473. Col. 1.
- 7) Il est dit dans l'Art. susmentionné de l'Encyclopédie méthodique (p. 723. Col. 2.) ,, qu'en peussa même l'Infidélité jusqu'à exiger tous les Arrérages."

SECTION VII.

DANEMARK ET CHINE.

(§. 6.)

P. 1017. Col. 2. lignes 20. et 22. d'en haut, de la continuation de la note 3. de la p. 1013. Col. 1. Compagnie danoise des Indes orientales ou asiatique (chinesiske og ostindiske Handelscompagnie). Intercalez l'Alinéa suivant:

Le Privilège de la Compagnie fut de neuveau indéfiniment prolongé par l'Octroi du 16 Janvier 1822; mais, ne pouvant soutenir la Concurrence avec la Hollande, la France, l'Angleterre, ni même avec Hambou g, dans le Commerce des Indes orientales, elle dut y renoncer bientôt, avertie par les premiers essais qu'elle avait hasardés après la Paix générale, que loin de recueillir des Bénéfices, elle s'exposait au risque d'encourir des Pertes; elle se serait également vue dans la Nécessité de renoncer au Commerce de la Chine, si elle n'avait joui du Monopole du Thé; encore le Résultat des 6 ou 7 Expéditions qu'elle fit depuis 1822, ne donna qu'un Dividende de deux spécies (six écus de banque) pour chaque Actionnaire; aussi les Actions ne s'élevèrent guère au-dessus de 35 à 40 écus d'espèces, et la plupart des Intéressés demandèrent la *Liquidation* pour *réaliser* leurs *Capitaux*; un petit nombre se prononça en faveur d'un Renouvellement de l'Octroi, qui en effet fut prolongé jusqu'en 1841. Dans l'Intervalle, le Monopole du Thé pesa sur les Consommateurs, et fit bientôt naître dans les Provinces, la Contrebande avec Hambourg où l'on se procurait le Thé à 30 pg meilleur marché. Enfin, en 1837, le Gouvernement se décida à permettre la libre Importation du Thé, contre un Droit modique, et d'indemniser la Compagnie, en lui accordant un Dédommagement annuel jusqu'à l'Extinction de l'Octroi, en 1841. Il se chargea en même tems de pensionner les Employés de la Compagnie. La Liquidation définitive ne produisit que 65 écus d'espèces par Action. (Büsching, Magazin für die neue Historie und Geographie, T. II, p. 275. T. VIII. p. 253. T. IX. p. 463. — M. L. Nathanson, Historisk Statistik Fremstilling af Danmarks National og Stats Huusholdning (Copenhague 1837—1840. 2 de édition in 8.)*) p. 597—600, 621, 622, 650—652, 674—680, 757—760, 830—832,)

*) Cet Ouvrage, qui n'est pas achevé encore, parait par Cahiers; il en a paru neuf jusqu'ici.

P. 1017. Col. 2. note *. ligne 6. d'en bas.

Ajoutez: D'après un Renseignement qui nous est parvenu postérieurement, le mot Cullie ou Culi, serait la Dénomination donnée en Chine aux Officiers employés aux Douanes.

DANEMARK ET MAROC.

(§. 17.)

P. 1048. Col. 2. ligne 7. d'en haut, continuation de la note 3. de la p. 1047. Col. 2. Compagnie danoise d'Afrique ou Société africaine (Afrikanske Handels-Compagnie).

Ajoutez: Nathanson, l. c. p. 620. 628.

DANEMARK ET PORTE OTTOMANE.

 $(\S. 21.)$

P. 1054. ligne 11. d'en haut.

Ajoutez en note 1b.: Schoell, dans son Cours d'Histoire, T. XLV. Liv. VIII. Chap. XXV. Sect. III. p. 199., dit, en parlant de la Société générale du Commerce, fondée

fondée en 1747 °), "en 1757, la Compagnie acheta 500 Actions, de 500 rixdales cha"cune, de la Compagnie du Commerce du Levant, nouvellement érigée." Nous
n'avons pu réussir à nous procurer des Renseignements sur cette Compagnie danoise
pour le Commerce du Levant, et nous penchens à douter qu'elle ait jamais existé,
puisque Nathanson, dans l'excellent Ouvrage précité, sur l'Économie nationale et politique du Danemark, n'en fait aucune mention.

*) Société générale danoise du Commerce (Almindeligt Handelscompagnie). Le Roi Frédéric V fonda, le 4 Septembre 1747, Jour de son Sacre et de son Couronnement, cette Société qui avait pour but de faire de Copenhague l'Entrepôt de toutes les Marchandises de la Baltique. Cette Société n'obtint cependant exclusivement qu'un seul Genre de Commerce, savoir la Pèche du Groenland; mais elle devait perter en France, Portugal, Espagne et Italie les Denrées du Nord, comme Poissons, Bois de Construction, Fer, Cuivre, Chanvre, Goudron, Cuirs, etc. etc., et rapporter de ces Pays des Vins, des Liqueurs, de l'Huile, des Amandes. des Raisins secs, du Café, de la Soie, des Marbres, du Sel, des Drogues médicinales. Elle devait aussi faire la Traite des Noirs, avec les Antilles danoises. Son Privilège lui fut donné pour quarante ans. Son Fonds se composait de 500,000 rixdales, divisées en mille Actions de 500 rixdales, dent 300 étaient payables sur le champ, et 200 en 1757 seulement. Dans la vue de contribuer à la Prospérité du Commerce de la Société générale, le Roi conclut, le 6 Avril 1748, à Madrid, un Traité perpétuel de Commerce et de Navigation avec la Cour des Deux-Siciles (Voyez T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. II. Italie. Art. L. Deux-Siciles. §. 7. p. 211.), et ce fut probablement aussi ce Traité qui engagea Frédéric V à publier, le 3 Mars 1749, un Réglement pour tous les Consuls danois en Pays étrangers. [Voyez Haymann, Neu eröffnetes Kriegs - und Friedensarchiv über die nach Ableben Kaiser Carls VI entstandenen Kriege (Leipzig 1744-1754. T. I-VIII. in 80.) - Schou, Chron. Register, T. IV. p. 83. - Forordningar, 1749. p. 51. et 57. - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 837. (cité.)]

Cette Compagnie sut supprimée en 1774. Le Gouvernement se chargea de l'Actif et du Passif de la Société, et bonifia aux Actionnaires 240 écus d'espèces pour chaque Action. Le Commerce avec l'Irlande, que le Gouvernement continua pendant quelque tems, mais dans lequel il essuya de sortes Pertes, est libre aujourd'hui. Le Commerce avec le Groenland et l'Île de Faeroe se sait encore aujourd'hui pour le Compte du Gouvernement, et donne de beaux Bénésices. (Schoell, Cours d'Histoire, T. XLV. Liv. VIII. Chap. XXV. Sect. III. p. 199-202. — Nathanson, l. c. p. 620. 627. 713.)

P. 1054. Col. 2. note 3. ligne 3. d'en bas. Intercalez:

SECTION VIII.

SUÈDE ET AUTRICHE.

(§. 2.)

P. 1115. lignes 42. et 43. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Des Déclarations ministérielles, ayant pour Objet d'établir les Relations commerciales entre la Suède (et Norvège) et l'Autriche sur la Base d'une parfaite Réciprocité, ont été échangées le 1 Mars 1831⁻¹).

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1831. No. 12. (en suédois.)

SUÈDE ET ÉTATS DE L'ÉGLISE.

(§. 8:)

P. 1117. Suppr. les ligh. 14. et 15. d'en h., et placez l'Alinéa suivant:

Les Rélations commerciales entre la Suède (et Worbège) et les États de l'Église, ont
III.

107

été réglées par des Notes ministérielles, échangées de part et d'autre, sons la date du 19 Mai 1839 1).

Les Notes susmentionnées ne contiennent aucune Disposition relative aux Consuls, ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1839. No. 18. (en suédois.)

SUÈDE ET GRÈCE.

(§. 13.)

P. 1126. Supprimez les lignes 20. et 21. et placez l'Alinéa suivant:

Traité de Commerce et de Naviga1836,
22 Nevembre. tion, entre S. M. le Roi de Suède et de
Norvège (Charles XIV Jean) d'une part,
et S. M. le Roi de la Grèce (Othon) de l'autre, fait
et conclu à Athènes, le 4 Décembre (22 Novembre)
1836; avec un Acte additionnel, en date du 7 Août
(26 Juillet) 1837, ratifié par S. M. le Roi de Suède
et de Norvège, à Stockholm, le 1 Décembre, et
par S. M. le Roi de la Grèce, à Athènes, le 7 Septembre (26 Août) 1837 1).

Art. XI. S'il arrive que quelque Navire de Guerre ou marchand suédois et norvégien ou grec, sasse Naufrage dans les Ports ou sur les Côtes des Territoires, le plus grand Secours possible leur sera donné, tant pour la Conservation des Personnes et Effets, que pour la Sûreté, le Soin et la Remise des Articles sauvés, et ceux-ci ne seront assujétis à payer des Droits, qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la Consommation.

L'Art. XII. stipule qu'on appliquera la Rigueur entière des Lois à toutes les Personnes connues pour être Pirates, et à tous Individus résidant dans les États respectifs, qui seraient convaincus de Connivence ou de Complicité avec ceux-ci.

S'il arrivait que l'une des Hautes Parties contractantes fût en Guerre avec quelque Puissance, Nation ou État, les Sujets de l'autre pourront continuer leur Commerce et Navigation avec ces mêmes Puissances, excepté avec les Villes ou Ports qui seraient bloqués ou assiégés par Terre ou par Mer. Mais dans aucun Cas ne sera permis le Commerce des Articles réputés, Contrebande de Guerre.

Art. XIV. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le Droit de nommer des Consuls-généraux, Consuls, Vice-Consuls et Agents dans les Ports ou Villes

des Domaines de l'autre, où ils sont ou seraient jugés nécessaires pour le Développement du Commerce et des Intérêts commerciaux de leurs Sujets. Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernements respectifs, ne pourront toutesois entrer en Fonctions sans l'Approbation préalable du Gouvernement, dans le Territoire duquel ils seront employés. Ils jouiront, dans l'un et l'autre Pays, tant dans leurs Personnes, que pour l'Exercice de leurs Fonctions, de Priviléges égaux.

Art. XV. Le présent Traité de Commerce et de Navigation sera en Vigueur pendant dix Ans, à dater du Jour de l'Échange des Ratifications, et au-delà
de ce Terme jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après
que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé
à l'autre son Intention d'en faire cesser les Effets.

Acte additionnel.

Art. V. Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que les dits Consuls ne requissent leur Intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions.

Bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, aux autres Moyens que peut leur procurer la Loi de leur Patrie.

Les dits Consuls sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement de Déserteurs des Navires de Guerre et marchands de leur Pays, et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges ou autres Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équi-

page, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont sait partie desdits Équipages, et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires, auxquels ils appartenaient ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de l'Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutesois que, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, depuis son Débarquement, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti 2) de l'Affaire, aura rendu la Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

L'Art. VIII. stipule que les Art. qui précèdent, aurent la même Force et Vigueur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Traité principal.

- 1) Swensk Förtattnings-Samling, 1838. No. 38. (en suédois et en français.)
- 2) Veyez T. II. P. H. Liv. III. Chap. I. Sect. IX. Russie. §. 12. p. 1255. Col. 1. n. 1.

SUÈDE ET HANOVRE. (§, 15.)

P. 1127. Supprimez les lignes 5. et 6. d'en haut, et placez l'Alinéa suivant:

Le Traité de Commerce conclu le 16 Mars 1837 1), entre la Suède (et Norvège) et le Hanovre, ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Sammlung der Gesetze, Verordnungen und Ausschreiben für das Königreich Hannover, 1837. Part. I. No. 27. p. 91. (en allemand et en français.) — Swensk Förtattninger-Samling, 1837. No. 21. (en suédois et en français.)

SUÈDE 27 OLDENBOURG.

(§. 18.)

P. 1128. lignes 17. et 18. d'en haut. Intervalez l'Alinéa suivant:

Des Déclarations ministérielles, ayant pour Objet d'établir les Relations commerciales entre la Suède (et Norvège) et le Grand-Duché d'Oldenbourg, sur la Base d'une parfaite Réciprocité, ont été échangées le 1 Octobre 1836 ¹).

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1836. No. 39. (en suédois.)

SUEDE ET PORTE OTTOMANE.

(§. 20.)

P. 1129. lignes 5. et 6. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants: L'Ordonnance royale du 20 Février 1738, concernant le Commerce et la Navigation du Levant, porte que le Consul de Suède à Smyrne devra, à l'Arrivée de chaque Bâtiment suédois, attester sur la Facture 1) de la Cargaison que les Marchandises spécifiées dans cette Liste y ont été effectivement importées et déchargées, et certifier de même le Chargement des Objets exportés en retour.

La même Ordonnance autorise aussi la Direction de la Compagnie du Levant, à disposer, pour ses propres Dépenses extraordinaires, des Droits du Consulat, et de diminuer, d'augmenter ou d'abolir ces Droits, selon les Circonstances, pendant les 10 années de son Privilège, durant lesquelles le Consul suédois à Smyrne recevra un Traitement fixe de 2000 rixdales de Banque, qui sera pris sur la Caisse des Convois.

1) Facture, Terme de Commerce. Compte, État ou Mémoire des Marchandises qu'un Facteur envoie à son Maître, un Commissionnaire à son Commettant, un Associé à son Associé, ou un Marchand à un autre Marchand. (Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 4. — Encyclopédie méthodique, Commerce, p. 116. — Dict. universel de Commerce, etc. par une Sociéte de Négociants, etc. (Paris 1830. T. I. II. in 4°.) T. I. p. 614. Col. 1.)

P. 1129. Col. 1. note 3. Placez l'Alinéa suivant:

Compagnie suédoise du Commerce dans le Levant. Cette Compagnie sui instituée par l'Ordonnance du Roi Frédéric I, du 20 Février 1738. L'Octroi lui accorde:

- 1º le Privilège exclusif pour dix ans, du Commerce dans toutes les Parties du Levant, libre de tout Droit. Des Personnes en dehors de la Société, ne pourront faire ce Commerce qu'à Condition de payer à la Compagnie douze pour cent de la Valeur de chaque Cargaison qu'elles y enverraient, et en se soumettant aux Dispositions réglementaires, que la Compagnie trouvera nécessaire d'établir pour le Bien du Trafic.
- 2º La Permission de former un Entrepôt de toutes les Marchandises étrangères dont la Réexportation au Levant pourrait être considérée comme avantageuse, en payant toutesois les Droits d'Entrepôt ordinaires.
- 3º La Permission de déposer à cet Entrepôt, contre les mêmes Droits, et de réexporter ensuite, si besoin il y a, toutes les Marchandises importées directement du Levant, dans des Navires suédois.
- 4º La Franchise des Droits de Sortie pour toutes les Marchandises et Objets manufacturés suédois, exportés directement pour le Levant, en payant seulement un Droit d'un huitième pour cent.

Dans cette Exemption était comprise l'Exportation annuelle de 100 schippondts *) de Cuivre purifié et de 1500 schippondts de Fer en Barres.

5º L'Exemption des Droits d'Entrée sur les Marchandises achetées au Levant, et vendues en Suède, en ne payant qu'un Droit d'un huitième pour cent (Recognitions-Afgivt).

Pendant les années de 1739 à 1740, la Moyenne des Importations s'éleva à 90,378 dalers d'argent (Silfvermynt), et celle des Exportations à 92,661. Il semblerait par conséquent que les Opérations de la Compagnie offraient quelque Bénéfice. Aussi l'Octroi fut-il renouvelé, le 15 Janvier 1748, peur autres dix années. La Franchise de l'Exportation du Fer en Barres fut étendue à 3000 schippondts, passibles seulement d'un Droit d'un huitième pour cent, et Défense sut faite à tout Navire suédois, qui ne serait point au Service de la Compagnie, de faire dans le Levant un autre Commerce que celui du Frêt entre les Ports levantins et ceux d'autres Pays étrangers.

Cependant, en 1756, les Villes se plaignirent de ce que les Opérations de la Com-

") Schippondt (Schipund que l'en prenence aussi Skipund et Chiffon), en suédois Skeppund, Sorte de Poids dont en se sert dans l'Allemagne du Nord, en Hollande, en Danemark, en Suède, en Norvège, en Prusse, en Livonie et en Finlande. Il est plus ou moins fort suivant les Lieux eù il est en usage.

Le Schippondt se divise en 20 Lispunds de 14 livres, peids de marc, chacun.

Le Stein est la moitié du Lispund.

A Stockholm on se sert de deux Sortes de Schippondts; l'un pour le Fer et le Cuivre, et l'autre pour les Marchandises de Provision. (Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1508. — Encyclopédie méthodique, Commerce, T. III. p. 637. Col. 2. — Dict. universel de Commerce, etc. par une Société etc. T. II. p. 608. Col. 1.)

pagnie étaient restées fort au-dessous de l'Attente générale. En effet, pendant l'Espace de 17 années elle n'avait experté de Suède que

19,017 schippendts de Fer,

2,723 peaux de Martre,

2,302 peaux de Petit-gris,

52 peaux d'Hermine,

42 peaux de Loup-Cervier.

Pour son propre Compte, la Compagnie n'avait lieré aux Fabriques du Pays que 2,440 livres de Soie écrue, et

9,620 livres de Poil de Chameau,

tandis que pour Compte d'autrui il avait été importé

172,259 livres de Soie, et

52,380 livres de Poil de Chameau.

Les États-généraux décidèrent par conséquent que la Compagnie cesserait d'exister, et une Ordonnance royale, du 10 Janvier 1757, prononça sa Dissolution contre un Dédommagement de 85,520 dalers de cuivre "), moyennant lequel la Compagnie se désista de son Privilège. Le Collège de Commerce reçut en même tems l'Ordre de présenter un Projet de Réglement pour le Commerce futur dans le Levant. En vertu de ce Projet, adopté le 12 Janvier 1759, et d'une Ordonnance royale, du 19 Mars de la même année, le Commerce du Levant fut rendu libre à tout Suédois qui voudrait s'y livrer. (Notice officielle, confidentiellement communiquée. — Büsching, Magazin für die neue Historie und Geographie, T. XV. p. 169.)

*) A cette époque douze dalers de cuivre équivalaient à une rixdale d'espèces.

SUÈDE ET VENEZUELA.

(§. 28. b.)

P. 1183. lignes 33. et 34. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Le Traité de Commerce, conclu le 23 Août 1840, entre la Suède (et Norvège) et la Bépublique de Venezuela 1), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1841. No. 24. (en suédois et en français.)

SUÈDE ET VILLES HANSÉATIQUES.

· (§. 29.)

P. 1184. lignes 18. et 19. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Les Traités de Commerce, conclus le 1 Mai 1841, entre la Suède (et Norvège) d'une part, et les Villes de Brème et de Hambourg de l'autre part 1), ne contiennent aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1841. No. 30. (en suédois et en français.)

SECTION IX.

RUSSIE ET PORTE OTTOMANE.

(§. 25.)

P. 1285. Col. 1. ligne 14. d'en haut, continuation de la note 3. de la p. 1284. "(Peczerskij monastyr)." Ajoutez en note:

') On a donné à ce Couvent le nom de Monastère des Cavernes, à cause des spacieuses et longues allées souterraines, pratiquées sous les fondements de l'édifice, en les comparant à des Cavernes, Pezzera. (Heym, Encyclopaedie, p. 327.)

P. 1294. Col. 1. note 1. ligne 2. d'en haut "(Capidgi Bachi)."
Ajoutez en note:

*) Voyez plus haut T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. VI. Pays-Bas. §. 29. p. 951. Col. 1. note t. — Kieffer et Bianchi, l. c. T. II. p. 439. Col. 2. v. Qapoudji. — von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung, etc. T. I. p. 88. T. II. p. 9. 41. 44. — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. I. Chap. II. p. 17. 18. 33.

SECTION XI.

AUTRICHE ET PORTE OTTOMANE.

(§. 27.)

P. 1410. Col. 1. ligne 8. "petit Ambassadeur", continuation de la note 3. de la p. 1409. Ajoutez en note:

") Plus tard les Turcs désignèrent l'Internonce par le Titre d'Orta Eltchi, Ministre Mitoyen, c. à. d. qui tient le Milieu entre les Ambassadeurs et les Envoyés extra-ordinaires et Ministres plénipotentiaires, le mot Orta signifiant Milieu. (Voyez plus haut l'Addition à la p. 791. Col. 2. note 4.)

SECTION XIII.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET NOUVELLE ZÉELANDE.

(§. 26.)

P. 1558. Col. 1. note *. Ajoutez l'Alinéa suivant:

Tasman (Abel-Janssen), né à Hoorn, un des plus grands Navigateurs du XVII me siècle, n'a peut-être pas joui de teute la Célébrité qu'il méritait, parce que les Hollandais, ses Campatriotes, ont négligé de faire connaître les importants Services qu'il a rendus à la Géographie. — Tasman naviguait pour la Compagnie des Indes orientales; sans doute il avait fait preuve de Talent, puisque Van Diemen t), un des Gouverneurs généraux les plus distingués qui ayent géré les Affaires de cette Société, lui confia, en 1642, le Commandement d'une Expédition destinée à reconnaître l'Étendue du Continent austral, dont plusieurs Navigateurs hallandais avaient découvert diverses Portions de la Côte occidentale. Le 14 Août, Tasman, ayant sous ses Ordres les Navires le Heemskerk tt) et le Zechaan ttt), partit de Batavia. Il dirigea sa Course vers l'Île Maurice (Île de France), où il relâcha: le 3 Octobre, il remit à la voile, et alla d'abord au Sud jusqu'au 41 e Parallèle tttt), ensuite au Sud-Est jusqu'au 50e, enfin à l'Est. Parvenu à peu près au 125 e Méridien à l'Est de Paris, il tourna au Nord, et le 24 Novembre il découvrit à dix Milles, dans l'Est, une Terre qu'il

- t) Voyez T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. V. Grande-Bretagne. §. 26. Col. 2. continuation de la note 4. de la p. 734. Col. 2. Compagnie hollandaise, des Indes orientales.

 Biogr. universelle, T. XI. p. 336. Col. 1.)
- tt) Ainsi nommé en mémoire de Heemskerk (Jacques van), Amiral hollandais, qui se distingua par son Intrépidité et ses Connaissances dans l'Art nautique. Il eut la Cuisse emportée par un Boulet dans un Combat contre les Espagnols, sous le Canon de Gibraltar, le 25 Avril 1607; sa Blessure ne l'empêcha pas
- d'encourager son Équipage, et de garder son Épée jusqu'au moment où il expira. (Biogr. universelle, T. XIX. p. 563. Col. 1. Conversations-Lexikon, T. V. p. 145.)
- tit) Zechaan, Poisson Coq, Coq de Mer, le Roi des Harengs du Sud, la Demoiselle, en latin Chimacra Callorhynchus. (Nemnich, Catholicon, T. I. Col. 1019.)
- titt) Parallèle, dans la Sphère, se dit des Cercles parallèles (c. à. d. à égale Distance du grec xaqaidandoc, également distant) à l'Équateur, tirés par tous les Degrés du Mé-

nomma Van Diemen. Il continua sa Route au Sud-Est, en longeant la Côte, doubla l'Extrémité méridionale de cette Terre, au Sud du 43 e Parallèle, et le 1 Décembre

ridien) terrestre. Dans cette Acception il est substantif masculin. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. III. §. 52. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XLII. p. 144. Col. 2. —

⁰) Méridien, du latin meridies, pour medi-dies, medius dies, Milieu du Jour. — On nomme ainsi de grands Cercles qui, passant tous par les Pôles de la Terre, et par le Zénith •) et le Nadir ••), sont censés chaeun couper colle-ci en deux Parties égales ou deux Hémisphères, l'un oriental, l'autre occidental; ce sont les Méridiens terrestres. Le Prolongement indéfini, et dans tous les sens du Plan de chacun de ces Cercles, forme, sur la grande Voûte du Ciel qui nous entoure, ce qu'on nomme les Méridiens célestes; il y en a donc autant que de terrestres, et deux de ces divers Cercles, I'un sur la Terre et l'autre au Ciel, occupent donc toujours chacun le même Plan; leur Intersection, commune à tous, a également lieu sur l'Axe de la Terre, indéfiniment pro-

longé de part et d'autre dans les *Espaces cé*lestes. Il est d'ailleurs inutile de dire que le Tracé de ces *Cercles*, comme de tous ceux des Sphères, terrestre et céleste, est purement fictif, et qu'on peut en compter autant qu'on veut. Il y en a un pour tous les Points de la Terre, en allant de l'Est à l'Ouest, et un autre pour tous les Points correspondants du Ciel. nemme ces Cercles Méridiens, parce qu'il est en même tems Midi pour tous ceux qui du Nord au Sud, se trouvent sous l'un de ces Cercles pris dans le Ciel au moment où le Soleil y passe. On nomme Angles horaires, les Angles sphériques formés par l'Intersection des Plans des *Méridiens*. On les nomme aussi *Cer*cles de Longitude •••), parce que c'est sur ces Cercles que se compte en Mer la Longi-

•) Zénith, Corruption de l'arabe semt ou semtarras, qui signific Point vertical.

C'est le Point du Ciel qui répond verticalement au-dessus de notre tête.

Le Zénith est appelé le Pôle de l'Horizon, parce qu'il est distant de 90 Degrés de chacun des grands Points de ce Cercle. (Lunier, l. c. T. III. p. 543. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. LII. p. 459. Col. 1. — Keith, l. c. Part. I. p. 8. — Conversations-Lexikon, T. XII. p. 469.)

Nadir, de l'arabe nadher, qui regarde, qui est opposé.

Le Point du Ciel qui est directement sous nos Pieds, et auquel aboutit la Ligne verticale tirée du Point que nous habitons par le Centre de la Terre. C'est le Point opposé au Zénith.

Il en résulte que le Nadir serait le Zénith de nos Antipodes O), si la Terre était exacte-

ment sphérique; mais comme elle ne l'est pas, il n'y a proprement que les Lieux situés sous l'Equateur, ou sous les Pôles, dont le Nadir soit le Zénith de leurs Antipodes. (Lunier, l. c. T. II. p. 570. Col. 2. — Keith, l. c. P. I. p. 8. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 654.)

La Longitude, du latin Longitudo. La Longitude géographique est la Distance d'un Lieu de la Terre, à un Méridien qu'on regarde comme le premier Méridien, ou un Arc de l'Équateur, compris entre le Méridien du Lieu et le premier Méridien de la Terre. On a imaginé plusieurs Moyens mécaniques de trouver la Longitude; mais enfin on a compris que c'était dans les Cieux qu'il fallait chercher les Moyens de découvrir les Longitudes sur Terrementel, si l'on connaît pour deux différents Endroits les Tems exacts de quelque Apparence

 Antipodes, du grec αντί, contre, et de ποῦς, ποδός, Pied.

Lieux de la Terre qui sont diamétralement opposés; ceux qui sont sur des Parallèles à l'Équateur, également éloignés de ce Cercle, les uns du Côté du Midi, les autres du Côté du Nord, qui ont le même Méridien, et sont sous ce même Méridien à la Distance les uns des autres, de 180 Degrés, ou de la Moitié de ce Méridien, sont Antipodes, c. à. d. ont les Pieds diamétralement opposés. Les Antipodes ont à peu près le même Degré de Chaud et de Froid; ils ont les Jours et les Nuits également longs,

et lorsque les uns ont les Jours les plus longs, les autres ont les Jours les plus courts. Anciennement ceux qui admettaient les Antipodes étaient regardés comme des Fous, quelquefois même comme des Hérétiques. Un Évêque nommé Vigilius sut déposé, pour avoir soutenu les Antipodes, contre Lactance, le Précepteur du fils de Constantin. (Lunier, I. c. T. I. p. 81. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. III. p. 385. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. II. p. 116. Col. 1. — Keith, l. c. Part. I. p. 21. — Conversations-Lexikon, T. IV. p. 551. Art. Gegenfüssler.)

mouilla dans une grande Baie, à laquelle il donna le nom de Frédéric Henri †). Le lendemain il envoya deux Canets à terre: le Pays était très haut, bien boisé, abondant

Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 235. Col. 2.
— Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 285. —
Keith, New Treatise on the Use of the
Globes, Part. I. p. 6.)

t) Frédéric-Henri de Nassau, frère ainé de Maurice de Nassau, fut revêtu des Charges de Capitaine et d'Amiral-général, aussitôt après la mort de son frère, le 23 Avril 1625, par

tude; en en prend un arbitrairement pour cela, et il sert de Terme de Comparaison à tous les

autres. On était assez généralement convenu autrefois de prendre pour ce Méridien de Com-

céleste, la Différence de ces deux Tems donnera la Différence des Longitudes entre ces deux Lieux. Parmi les Apparences célestes, celles qui sont les plus propres à être observées, sont les différentes Phases des Éclipses de Soleil, de Lune, des Étoiles et des Satellites de Jupiter; le Lieu de la Lune dans le Zodiaque, sa Distance aux Etoiles fixes, etc. etc. Comme les Éclipses de la Lune sont très rares, les Astronomes se sont attachés aux Occultations des Etoiles fixes par la Lune, qui sont plus fréquentes, et depuis la Découverte des Satellites de Jupiter, leur Observation a fourni des Moyens encore plus aisés pour la Recherche des Longitudes sur Terre; mais ces Moyens ne sent pas praticables à la Mer, à cause du Mouvement du Vaisseau, qui ne permet pas de conserver l'Objet dans le Champ des longues Lunettes, qui sont pourtant indispensables dans ces Sortes d'Observations.

Pendant longtems les Marins ont été réduits à des Procédés très imparfaits pour trouver la Longitude en Mer, quoique cette Recherche ait incessamment attiré l'Attention des Puissances aussi bien que des Savants. L'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, ont successivement fixé de grandes Récompenses pour celui qui découvrirait les Longitudes.

Deux Moyens ont été présentés: le premier est une Horloge ou Montre, capable de mesurer le Tems avec une Exactitude suffisante; et l'autre une Méthode astronomique fondée sur les Mouvements de la Lune.

Sully en France, et Harrison en Angleterre, construisirent, à peu près dans le même Tems, des Pendules et des Montres marines (Voyez ce mot dans le Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 482. Col. 1.); mais le second, plus heureux, obtint en 1765, une Somme de 10,000 livres sterlings, Moitié de la Récompense promise par l'Acte du Parlement de 1714, et l'autre Moitié huit ans après. Depuis cette Époque les Montres marines ent été perfectionnées en France par MM. Leroi et Ferdinand Berthoud, et en Angleterre par MM. Arnold et Kendal.

Les Horloges ou Montres marines fournissent incontestablement la Méthode la plus commode et la plus simple, pour trouver les Longitudes, puisqu'il suffit de mettre sa Montre au Soleil, au Moment du Départ, et lorsqu'on veut avoir la Longitude d'un Lieu, d'examiner au Ciel l'Heure et la Minute qu'il est; la Différence entre le Tems ainsi observé et celui de la Montre, donne évidemment la Longitude.

Mais comme en ne pouvait de longtems espérer des Montres d'une assez grande Perfection, et de plus longtems encere des Montres
parfaites, mais assez communes et d'un Prix
assez modique, pour suffire aux Beseins de la
Marine marchande et militaire, on a cherché
à perfectionner les Méthodes astronomiques,
et l'on y est parvenu de manière à pouvoir
trouver la Longitude par le Moyen de la Lune,
à un demi Degré près. — Si l'on veut connaitre les divers Ouvrages qui ont été publiés
sur cette Méthode, les Règles et les Préceptes
nécessaires pour la mettre en Pratique, on peut
consulter le Guide du Navigateur, par Mr.
Lévêque de Nantes (1799. in 8°.).

Une Loi rendue le 7 Messidor An IV. (25 Juin 1795) établit en France un Bureau des Longitudes, et le chargea spécialement de la Connaissance des Tems. Ce Bureau, dont le Siége principal est à l'Observatoire royal de Paris, publie, en outre, tous les Ans un petit Livre intitulé Annuaire du Bureau des Longitudes: il contient des Tables de Poids et Mesures, de Monnaies, de Mortalité, etc.; des Dissertations scientifiques. C'est un excellent petit Livre, et le meilleur, sans contredit, de tous les Almanachs qui se publient tous les Ans en Europe. [Lunier, l. c. T. II. p. 465. Col. 1. - Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 389. Col. 2. T. XXXV. p. 381. Col. 1. Art. Bureau des Longitudes. - Penny Cyclopaedia, T. XIV. p. 139. Col. 1. Art. Longitude and Latitude. - Keith, l. c. Part. I. p. 10. - Conversations-Lexikon, T. VI. p. 493. Art. Länge (geographische).]

Latitude, du latin Latitudo. Latitude géographique, ou Hauteur du Pôle, c'est la

en Plantes anti-scerbutiques, et bien arresé; mais en éprouvait beauceup de Difficultés à y faire de l'Eau. On n'y avait apergu aucune Créature humaine; teutefois en avait cru entendre des Cris et même un Bruit assez semblable au Son d'une Trompette. On avait remarqué, sur deux Arbres très hauts et très gros, des Entailles qui paraissaient récentes; en avait distingué des Traces de Bêtes sauvages, et vu des Vestiges de Fou et de la Fumée; le Soir il s'en éleva sur différents Points; co qui prouva que le Pays était habité. Le 3, Tasman fit dresser, sur le Rivage de la Baie, un Potesu, auquel fut àttaché le Pavillon de la Compagnie; le 5, il appareilla; les Vents contraîres l'empéchèrent de suivre lougtems la Côte au Nord; alors il fit Voile à l'Est, se proposant de tenir cette Direction jusqu'à ce qu'il eût rencontré les Iles de Salomon. Le 13,

Leurs Hautes Pulssances, et peu de Jours après, les États de Hollande le nommèrent Stadhouder, à quoi ceux de Zéclande, et

plus tard, ceux de Gueldre, d'Utrecht et d'Over-Yssel accédèrent. (Art. de vérifier, T. XIV. (depuis J. Christ) p. 472.)

paraison colui qui passe par l'Ile de Fer .), la plus occidentale des Canaries. Les divers Peuples aujourd'hui prennent habituellement **´ pour premier Méridien**, celui qui passe par leur Capitale. Tout cela est fort indifférent, et quel que soit le Méricles de Départ, dont on se soit servi dans une Carte, il suffit de connaître l'Angle qu'il forme avec un autre Méridien quelconque donné, pour rapporter aisément à ce dernier toutes les Observations. Comme le Soleil fait le Tour de la Terre en 24 heures (Locution impropre, mais suffisante pour ce que nous avens à dire), en conçeit que dans l'Estime des Longitudes on puisse indéfiniment prendre le Tems ou un Arc de Cercle pour Elément de Calcul, car, de ce qu'un Cercle se compose de 360 Degrés, Nombre dans lequel 24 est contenu 15 fois, il résulte que durant la vingt-quatrième Partie de la Durée du Jour, ou durant une Heure, le Soleil aura parcouru 15 Degrés; ce dernier Nombre peut donc être indifféremment pris pour une Heure, et vice versû, dans l'Etude des Mouvements du Soleil, considérés suivant leur Étendue, relativement à leur Durée. De là résulte aussi la Solution facile de ce Problème de l'Étude des Méridiens, savoir quelle Heure il est dans un Pays à une Heure donnée dans un autre Pays? Il ne faut pour cela que connaître la Différence en Lonzitude des deux Pays, ou l'Arc de l'Equateur compris entre leurs Méridiens: supposez ainsi un Pays qui soit à 60 Degrés à l'Est ou à l'Ouest de Paris, si l'on demande quelle sera Différence d'Heures de ce Pays avec Paris,

on n'aura toujours que cette simple Proportion à faire: si 15 Degrés produisent une Différence d'une Heure, quelle Différence produiraient 60 Degrés. Cette Différence sera ici de 4 Heures, seulement elles seront en plus ou en moins, suivant que le Pays est situé à l'Est en à l'Ouest de *Paris* ; si denc il est *Midi* dans cette dernière Ville, le Pays à 60 Degrés à l'*Ouest* p. e. sera encere à 4 Heures *de Midi*, on n'y sera donc qu'à 8 Heures du Matin; il y serait déjà, au contraire, 4 Heures après Midi, si le Pays était à 60 Degrés à l'Est. On opérera de même dans tous les autres Cas, et l'on conçoit aussi qu'en prenant la Contre-Partie du Problème, en trouvera de suite à quelle Distance Est et Ouest se trouvent deux Pays dont on connait la Différence des Heures. On conçoit par la même Raison comment un Homme qui ferait le Tour de la Terre; en allant de l'Est à l'Ouest, reviendrait au Point de Départ avec un Jour de *moins* que ceux qui n'auraient pas changé de Place, et avec un Jour de plus, s'il est fait le même Voyage en marchant de l'Ouest à l'Est; seulement dans l'un et l'autre Cas, la Durée moyenne des Jours de marche aurait propertionnellement varié en plus ou moias avec 24 Heures d'une Différence, dont la Totalité des Sommes formerait une Durée de 24 Heures à ajouter au Tems qu'aurait duré le Voyage ou à l'en soustraire. (Lunier, L. c. T. II. p. 513. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 7. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XV. p. 110. Col. 1. — Keith, l. c. Part. I. p. 3. versations-Lexikon, T. VII. p. 305.)

Distance d'un Lieu à l'Équateur, mésurée en Degrés sur le Méridien. [Lunier, l. c. T. II. p. 436. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 387. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XIV. p. 139. Col. 1. Art. Longitude and Latitude. — Keith, l. c. Part. I. p. 10. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 201. Art. Breite (geographische).]

•) Par Édit de Louis XIII, du 15 Avril 1634, le premier Méridien sut sixé pour les Français à l'Île de Fer. Dans la suite en compta les Longitudes de celui qui passe par l'Observatoire royal de Paris, qui est à 20 Degrés environ de celui de l'Île de Fer.

Pour les Anglais le premier Méridien est celui de l'Observatoire de Greenwich.

étant par 42° 10' Sud, et 169° 28' Est, il se trouva en vue d'une Terre haute et men-· tueuse, il la nomma Staatan-Land (Terre des États). Son Elevation et sa grande Etendue firent penser à Tasman qu'elle appartennit au Continent austral: c'est la Nouvelle Zéclande. Il en leages la Côte en s'avançant au Nord-Est; et le 17 il mouilla, par 40° 50', à l'Entrée d'une grande Ouverture, qu'il prit pour une Baie. Bientôt des Insulaires s'avancèrent dans leurs Pirogues: ils s'arrétèrent à une certaine Distance, et ne voulurent pas vonir à bord, malgré les Démonstrations amicales des Hollandais. Il fut décidé qu'en se rapprocherait de Terre; tout à coup sept Pirogues ramèrent vers les Vaisseaux; un Canst envoyé du Heemskerk au Zochaon fut attaqué par les Insulaires; trois Matelots furent tués, d'autres se sauvèrent à la Nage, on les recueillit: les Sauvages emportèrent un des Hemmes tués; lersqu'en fit Feu sur eux, ils étaient déjà hors de la Portée du Canon. D'après cette Aventure les Hollandais nommèrent ce Lieu Mordenaars-Bay (Baie des Assassins); et persuadés qu'ils ne pourraient rien espérer des Habitants, ils appareillèrent pour s'éloigner. Vingt-deux Pirogues les peursuivirent; on leur tira des Coups de Fusil, qui firent tomber un des Seuvages roide mort; les autres se hâtèrent de regagner la Terre. La Boie des Assassins est par 171º 41' de Longitude Est, et 40º 49' de Latitude Sud. Tasman, en la quittant, sut obligé de saire Route à l'Est-Nord-Est, et se trouva environné de Terres de tout côté. Le Pays lui parut ben et fertile; les Vents d'Ouest forcés continuant à l'empêcher de faire Route au Nord pour s'éloigner de la Côte, il fut obligé de leuveyer; mais la Violence du Vent et le Mouvement des Vagnes le contraignirent de venir meuiller dans une Baie à l'Est de celle des Assassins; il la nomma la Baie de Tasman. Il est évident que la grande Baie, à l'Entrée de laquelle Tasman avait mouillé, est l'Entrée du Détroit de Cook t), qui divise la Nouvelle Zéclande en deux Parties; il s'apprecha de la Côte Nord de ce Détroit, dent il nomma une Anse Baie du Zechaan. Tasman, continuant sa Route le long des Côtes, se trouva, le 4 Janvier 1643, vis-à-vis d'une Pointe où la Violence du Courant, qui pertait à l'Est, et la Gresseur des Lames qui venaient du Nord-Ouest, lui firent juger que la Mer était euverte en cet Endroit, et qu'il devait y trouver un Passage; il apergut à l'Owest un Groupe de petites Iles, qu'il nomma les Trois Rois, d'après la Vête dent on approchait: elles étaient habitées; on ne put y aborder à cause du Ressac ††). Alors Tasman réselut de faire Veile à l'Est, jusqu'au 220 e Méridien, ensuite au Nord jusqu'au 17 e Parallèle Sud, pais à l'Ouest, vers les Iles des Coces et de Hoorn, de Le Maire et Schouten, afin de s'v procurer des Vivres. Du 6 au 25 Janvier, il découvrit les principales Hes de l'Archipel des Amis; le 1 Avril il aperçut la Nouvelle Guinée (Nouvelle Irlande): il longea les Côtes, espérant treuver un Passage au Sud. Le 12, une Secousse de Tremblement de Terre sit croire que les Navires avaient touché; buit Jours après, on passa devant l'Ile Brûlante, dont le Volcan jetait des Globes de Flammes. Parvenu à l'Extrémité occidentale de la Nouvelle Guinée, Tasman franchit le Détroit qui sépare cette Ile de Gilolo, puis il se dirigea sur Batuvia eli il arriva après un Veyage de dix Mois. Le Succès de cette Entreprise mémorable engagea Van Diemen à confier à Tasman le Commandement d'une seconde Expédition dont l'Objet était de reconnaître, avec plus d'exactitude, toute la Partie septentrionale de la grande Terre dont il venait de découvrir l'Extrémité méridionals. Cette seconde Expédition de Tasman, pour laquelle les Instructions signées par le Gouverneur général, le 29 Janvier 1644, lui tracent la Route à suivre, s'effectua sans deute aussi heureusement et aussi habilement que la première, mais on en ignore complètement les Détails; on ne sait ni la Date de son Départ, ni celle de son Reteur, et l'on est réduit aux Conjectures pour connaître la Route qu'il a suivie. On ne connaît non plus ni l'Année de sa Naissance, ni celle de sa Mort. Mr. G. Moll, Professeur à Utrecht, qui a écrit en hollandais, un Traité sur quelqués-unes des premières Navigations des Nederlandais (Amsterdam 1825. in 80.) dit: "Nous ignorens à quelle Époque il est allé dans "l'Inde, à quelle Epoque il est revenu dans sa Patrie, et les autres Évènements de sa

lent des Vagues vers le Large, après qu'elles ent frappé avec Impétuosité une Terre, un Obstacle. (Dict. de l'Académie.)

t) Voyez T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. V. Grande-Bretagne, §. 34. p. 835. Col. 2.

tt) Ressac. Terme de Marine. Retour vio-

"Vie. Dans nos grands Dietionnaires historiques, où l'on a recueilli avec un Soin minutieux tout co qui concerne tel et tel Savant, qui n'est pas sorti de son Cabinet, set qui n'est connu que pour avoir professé à une Université, ou pour avoir pris part nà des Querelles survenues dans la République des Lettres, le premier Navigateur de son tems n'a pu trouver place. Heureusement que Valentyn †) nous a fait connaître quelques Circonstances de la Navigation de Tasman; je dis heureusement, car Vanlentyn même semble n'avoir pas senti l'Importance de ce Voyage. Nous ne connaîsmons donc de Tasman que ses Voyages et ses Découvertes." — Dans ces derniers Tems les Anglais ont proposé de changer le nom de la Terre Van Diemen, et de lui en substituer un tout britannique, mais la Raison et la Justice réclament le nom de Tasmanie, qui du reste commence à être en Usage, et que les Habitants eux-mêmes ont adopté de préférence. (Biogr. universelle, T. XLV. p. 2. — Conversations-Lexikon, T. XI. p. 48.)

t) Valentyn (François), Ministre du Saint Evangile et Voyageur, était né à Dordrecht, vers l'année 1660. Il s'attacha comme Ecclésiastique au Service de la Compagnie des Indes, et partit le 13 Mai 1685 pour Batavia, eù il arriva le 30 Décembre suivant. Il fut quelque tems Prédicateur à Japara; ensuite il alla exercer ses Fonctions dans l'*lle* d'Amboine, où il débarqua le 1 Mai 1686. Aussitôt il étudia le *Mulais*, dont les *Insulaires* parlent un Dialecte. Il fit des progrès si rapides, qu'en quelques Mois il fut en état de prêcher dans cette Langue. Dès 1689, il s'occupa de truduire l'Ecriture sainte en Malais vulgaire, qu'il regardait comme le plus utile pour répandre la Connaissance de la Foi. Il ne négligea pas non plus de recueillir des Renseignements sur l'*lle* qu'il habitait. En 1694, l'Affaiblissement de sa Santé le ferça de revenir en Europe, et il se retirá dans sa Ville natalé. Plusiours des Intéressés de la Compagnie des Indes l'ayant invité, en 1705, à retourner dans ces Contrées, il s'embarqua le 10 Mai, et arriva à *Batavia,* le 18 Janvier 1706. Il ne revint dans sa *Putric* qu'en 1714. Alors il s'occupa de réunir tous les Matériaux qu'il avait rassemblés dans les Indes, et il les publia en hollandais, sous ce Titre: Les Indes orientales anciennes et modernes, comprenent un Traité exact et détaillé de la Puissance de la Nederlande dans ces Contrées etc. etc. Dordrecht et Amsterdam 1724-1726. V Parties en VIII Vel. in fol. Cartes, Figures et le Portrait de l'Auteur fort bien gravé. On peut appeler cet Ouvrage l'Encyclopédie de l'Inde hollandaise. Indépendamment du Résultat de ses propres Recherches,

Valentyn se servit des Kenseignements que lui fournirent diverses Personnes qui avaient occupé de grands Emplois dans les *Indes*. Ce Livre offre l'Histoire de la Navigation des Peuples européens dans les Mers de l'Orient, et notamment celle du Progrès de la Puissance hollandaise; la Description des Moluques, de Banda, Amboine, Macassar, Borneo, Java, Sumatra, celle de plusieurs autres Iles, du Tonkin, du Cambodje, de Siam, de Surate, des Côtes de Malabar et de Coromandel, de Malacca, de Ceylan, du Japon, du Cap de Bonne Espérance; du Commerce des Hollandais en Perse et en Chine. L'Auteur traite aussi de l'*Histoire* de ces Pays, et décrit leurs Productions naturelles. C'est sur Amboine qu'il donne le plus de Détails. Valentyn a publié un Extrait du Journal de Tasman O). Il est assez singulier que ce Morceau, si intéressant pour l'Histoire de la Géographie, soit contenu dans la Description de Banda, et que Valentyn ne cite pas ce grand Navigateur, quand il raconte les Expéditions maritimes de ses Compatriotes. On peurrait désirer plus d'Ordre dans cette immense Collection, et l'on a quelque peine à trouver les Voyages de l'Auteur, qui terminent le VIe Vol. Mais ce Recueil est une Mine abondante, dans laquelle puiseront toujours avec fruit ceux qui voudront écrire sur les Indes orientales. Les Cartes, quoiqu'elles soient inférieures à celles de Thévenot 00), sont bonnes pour le tems où elles parurent; les Figures, excepté celles des Productions naturelles, sont en général peu exactes, queique bien gravées. (Biogr. universelle, T. XLVII. p. 312. Col. 1.)

O) Thévenot a publié le premier, dans le II. Vol. de ses Relations de divers Voyages qui n'ont point été publiés, etc. etc. (Paris 1663—1672. IV Parties en II Tomes in fol.) le Journal de la première Expédition de Tasman; il fut traduit en anglais par Dir k Rembrandt, qui avait pessédé l'Écrit original, et parut avec

d'autres Voyages, dans la Collection de Hook, Londres 1682. in 4°.; dans une autre de 1694, in 8°., ibid. et 1711. in 8°.

OO) Voyez plus haut T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. IX. Russie. §. 5. p. 1217. Col. 1. note OO.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOTES

CONTENUES DANS LES TOMES I. et II. (Part. 1. 11.)

Abbas II. (11.) p. 960. c. 1. n. °. Abbassides, ibid. c. 2. n. †. Abbé commandataire II. (11.) p. 469. c. 1. n. •. — du Peuple I. p. 5. c. 2. n. 6. II. (1.) p. 106. c. 1. n. 3. — régulier II. (11.) p. 469. c. 1. n. €. — titulaire, ibidem. Abdalmothleb II. (II.) p. 960. c. 1. n. °. Abencerrages II. (1.) p. 292. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 291. c. 1. Abfahrtsgeld I. p. 504. c. 2. n. 4. Abordage I. p. 35. c. 1. n. 1. Aboubekr II. (11.) p. 958. c. 2. n. ††. Abouchehr II. (II.) p. 96, c. 2, n, 3, Abschofs I. p. 499. n. 1. Abstraction II. (u.) p. 1452. c. 2. n. 3. Abstractivement, ibid. c. 1. Abulfeda (Ismaël) II. (i.) p. 229. c. 1. n. *. Abuna II. (1.) p. 501, n. 3. Abyssiniens (Secte des), ibid. Abzugsgeld I. p. 499. n. 1. II. (II.) p. 1105. e. 1. n. 2. Academia degli Apatisti II. (1.) p. 97. c. 2. contin. de la n. †. de la p. 95. c. 1. — della Crusca, p. 95. c. 2. n. †. — *Fiorentina*, p. 97. c. 2. contin. de la n. †. de la p. 95. c. 1. — Furfuratorum, p. 95. e. 1. n. †. — degli Umidi, ibidem.

Abanigvar II. (11.) p. 1422. col. 2.

Abassy II. (II.) p. 95. c. 1. n. 2.

note 5.

Académie II. (1.) p. 95. c. 1. n. °. — royale (française) d'Architecture II. (11.) p. 839. c. 1. n. †. — des Beaux-Arts, ibidem. — de Chirurgie, ibidem. — française, ibidem. — royale des Inscriptions et Belles Lettres, ibidem. — royale de Peinture, Sculpture et Gravure, ibidem. — royale des Sciences, ibidem. des Sciences morales et politiques II. (II.) p. 840. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 839. c. 1. — de Florence ou florentine II. (1.) p. 95. c. 1. n. †. p. 97. c. 2. cont. de la même note. — de la Mer du Sud II. (11.) p. 838. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 837. c. 2. Accensor virgo instructus II. (II.) p. 403. c. 1. n. 2. Accensos (Superior Minister inter), ibid. Acceso (Strumento ou Debito) II. (r.) p. 531. n. 3. Accise 1, p. 441, c. 2, n. 4. Acclamation II. (1.) p. 466. c. 1. n. 1. II. (п.) p. 297. c.-2. n. ●●. Accon I. p. 169. c. 1. n. *. Accore II. (II.) p. 1031. c. 2. n. ••. Accueillir II. (II.) p. 1475. c. 1. n. 2. Ac-Degnyz II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Aceituna II. (II.) p. 440. c. 1. n. *. Achaïe (Duc d') II. (1.) p. 23. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. Achanties II. (11.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. OO. de la p. 1228. c. 2.

Acide sulfurique II. (11.) p. 1612. c. 1. n. **. Ackermann II. (n.) p. 1326. c. 2. n. 7. Acqs II. (i.) p. 252, c. 2, n. *. Acquit-à-caution II. (II.) p. 146. c. 1. n. 2. — de transit II. (II.) p. 121. c. 2. n. †. Acquitter II. (II.) p. 644. c. 1. n. †. Acre (Mesure de Terre) I. p. 419, n.*. Aere (Saint-Jean d') voy. Accon. Acte de Parlement en Angleterre I. p. 182. c. 1. n. 3. Actes contradictoires I. p. 207. c. 2. n. 8. — par défaut, ibidem. — de Navigation de 1660 I. p. 182. c. 1. n. 3. Actif II. (n.) p. 761, c. 1, n. **. Action II. (H.) p. 188, c. 1, n. 1, — être mis en Action II. (н.) р. 452. c. 2. n. 4. Action mer H. (H.) p. 188. c. 1. m. 1. Adolar-Degnyz II. (#.) p. 318. c. 1. n. 1. Adoms (John) II. (n.) p. 1361, c. 1. n. '. p. 1548. ė. 2. n. 6. Adareseak II. (II.) p. 968, c. 1, cont. de la n. 1. de la p. 957. e. 1. Ædėivie I. p. 387. c. 1. n. 2. 'Αδελφός Ι. p. 532. c. 1. n. ''. Adepte II. (II.) p. 465. e. 1. n. O. Adjocium II. (r.) p. 39. c. 2. n. 1. Adjem II. (n.) p. 1610. c. 1. n. 2. Adjerbidjan II. (11.) p. 96. c. 2. n. 5. Admiral, of the blue II. (ii.) p. 208. c. 1. n. f. — of the red, ibidem. - of the white, ibid. Adouber II. (1.) p. 179. c. 2. n. 2. Adventurers I. p. 329. c. 2. n. 1. Advocaat II. (II.) p. 762, c. 1, n. f. Adzerbaidjan voyez Adjerbidjan. Aelia Pulcheria Augusto II. (n.) p. 425. c. 1. n. †. Affret I. p. 35. c. 2. n. 2.

p. 266. c. 2. n. 3. II. (1.) p. 206. c. 2, n. 5. Affrèter I. p. 35. c. 2. n. 2, II. (r.) p. 206. c. 2. n. 5. Agadir II. (II.) p. 1037. c. 1. n. 1. Agents, consulaires étrangers à Constantinople II. (II.) p. 802. c. 2. n. 5. — politiques II. (1.) p. 471. c. 1. n. 1. Agglutinatif II.(II.) p. 1615. c. 1. Agglutination, ibidem. Agglutinement, ibid. Agglutiner, ibid. Aggrave II. (n.) p. 1390. c. 2, n. ***. Agha I. p. 524. c. 1. n. 1. — des Janissaires II. (11.) p. 1315. c. 1. n. 1. Agiamia II. (n.) p. 1610. c. 1. n. 2. Agio II. (II.) p. 737. c. 1. n. °. Agiotage, ibid. Agioter, ibid. Agioteur, ibid. Aglab (ou Agleb) II. (II.) p. 957. c. 1. n. †. Aglabites (on Aglebites), ibid. Aglar II. (1.) p. 570. n. 3. Agosos II. (11.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Agoust (Bernard d') II. (r.) p. 28. c. 1. n. **. Agravio II. (u.) p. 512. c. 2.'n. 1. — décir de Agravios, ibid Agrés I, p. xIII, c. 1, n. 3. Agricole II. (u.) p. 1019. c. 1. m. . Agusts II. (n.) p. 1038. c. 2. n. . 'Aht Nāmè II. (11.) p. 1420. c. 1. n. 2. — 'Akt Nāmèi houmaioun, ibidem. Ahuma (Thérèse d') II. (n.) p. 95. c. 2. n. 3. Aides I. p. 244. c. 1. n. 3. — Aide de Chair H. (H.) p. 112. c. 2. n. 4. Aigues-mortes I. p. 7. c. 1. n. 3. Ailly (Pierre d') II. (11.) p. 810. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 807. e. 1. Aire-

Affrètement I. p. 35, c. 2, n. 2.

Aire-de-Vent II. (11.) p. 180. c. 2. n. °°°. Akhtiar II. (II.) p. 1189. c. 2. n. 2. Akkra II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Aksou II. (II.) p. 1259. c. 2. n. 7. Alâdeliat II. (II.) p. 959. c. 1. contin. de la n. °°. de la p. 958. c. 1. Alambic II. (11.) p. 1612. c. 1. n. °. Alamout II. (11.) p. 1029. c. 2. n. °. Alba Julia II. (11.) p. 1326, c. 2. Albana II. (u.) p. 1260. c. 1. n. 4. Albert (Ecu d') II. (11.) p. 1250. c. 1. n. 1. Albert d'Autriche II. (n.) p. 448. c. 1. n. *. Albertiner II. (u.) p. 1250, c. 1, n. 1, Albertus de Flandre, ibid. Albertusgroschen, ibid. Albertusgulden, ibid. Albertusthaler, ibid. Alcabala I. p. 305. c. 1. n. 1. Alcabalero II. (II.) p. 501, c. 1, n. 1. Alcoide II. (1.) p. 284. c. 2. n. 3. II. (II.) p. 530. c. 2. n. 3. Alcala de Henarez II. (u.) p. 457. c. 1. n. 1. Alcalde I. p. 524. c. 2, n. 2. — II. (i.) p. 120. c. 1. n. 1. — Alcalde del Crimen, ibid. - mayor, ibid. — de Noche, ibid. ordinario, ibid. Alcay de voyez Alcaide. Alcohol II. (II.) p. 1612. c. 1. n. *. Alcoran I. p. xl. c. 1. n. *a. Alderman I, p. 176. c. 1. n. 1. Aldes I. p. 79. c. 1. n. 1. a. Alexandrette II. (1.) p. 207. c, 2. n. 2. II. (II.) p. 789. c. 1. n. 1. Alexandria at Issum II. (1.) p. 207. c. 2. n. 2. Alexandrie d'Egypte II. (1.) p. 204. c. 2. n. 3. Algiersk Söepafs II. (II.) p. 602. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 601. c. 1. Ш.

Algiriska Siöpass, ibid. Alguacil II. (II.) p. 403. c. 1. n. 2. - mayor, ibid. - de Vara II. (i.) p. 544. n. 1. Alhucemar II. (1.) p. 270. c. 1. contin. de la n. 7. de la p. 267. c. 2. Ali II. (п.) p. 959. c. 1. cont. de la n. ††. de la p. 958. c. 1. Aliades ou Alides II. (II.) p. 960. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 957. c. 2. Alichoer II. (11.) p. 96, c, 2, n. 3. Alien I. p. 336. c. 2. n. 3. p. xxix. c. 1. n. Alien Act I. p. LXXXIV. addition à la p. 338. Alinea I. p. 358. c. 1. n. 1. Alisés (Vents) II. (II.) p. 1036. c. 1. Al-Islam I. p. 519. c. 1. n. 2. Alizés voyez Alisés. Alkali II. (u.) p. 1612. c. 2. n. ***. Al-Khilafat al alouiat II. (11.) p. 959. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 957. c. 2. Alkohol voyez Alcohol. Allemagne (Basse) II. (n.) p. 733, c. 1. n. *. — (Haute), ibid. Allemand (Bas) I. p. 62. c. 1, n. 3. — (Bon), ibid. — (Haut), ibid. — (Plat), ibid. Alleu I. p. 454. c. 1. n. *. p. LXXX. addition à la p. 121. Allicier II. (u.) p. 217. c. 1. n. 1. Allodial I. p. LXXX. add. à la p. 121. Allowance II. (II.) p. 728, c. 2. n. 4. Allsherjarping I. p. 353. c. 2. n. ***. Althing, ibidem. Almeria I, p. 85, c. 2, n. 3. Almindeligh Handels-Compagnie II. (II.) p. 1681. n. *. addition à la p. 1054. Almogaraves ou Almogavares II. (1.) p. 260. c. 1. n. *. Al-mohades v. Almowahides.

108

Al-molathemin II. (1.) p. 268. c, 1. n. *.

Al-morabides ou Almorawides II. (1.) p. 268. c. 1. n. *.

Al-mowahides II. (1.) p. 269, c. 1. n. *.

Almoxarifazgo II. (II.) p. 399. c. 2. n. 2. — de Indias, ibid. mayor, ibid. — minor, ibid.

Alogi (ou Alogiani) II. (u.) p. 427. c. 1. n. †††.

Alogiens II. (II.) p. 427. c. 1. n. *.
Aloi II. (I.) p. 197. c. 1. n. 2.

Alpes grecques II. (1.) p. 168. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 167. c. 2. — maritimes, ibid.

Alphonse I, Roi de Portugal, fait donation du Royaume à Saint-Pierre et à l'Église de Rome II. (11.) p. 463. c. 1. n. *. — met le Royaume sous la Protection de Notre Dame de Clairvaux II. (11.) p. 463.-c. 2. n. **.

Alphonse VI, Rei de Portugal, obligé de se démettre de l'Administration du Royaume II. (11.) p. 559. c. 1. n. *.

Alpujarras II. (1.) p. 253, c. 1, n. 1. Al-Schiât II. (n.) p. 959, c. 1, cont. de la n. °°, de la p. 958, c. 1. Altérnat II. (11.) p. 474, c. 1, n. °.

Altesse II. (1.) p. 211. c. 2. n. 1. — du Stadhouder II. (11.) p. 1676. addition à la p. 949. — royale des Ducs de Savoie I. p. 283. c. 2. n. 5.

Altezza II. (1.) p. 211. c. 1. n. ..

Alting (Guillaume Arnold) II. (11.)
p. 769. c. 1. contin. de la n. 4. de
la p. 734. c. 2.

Altitudo II. (1.) p. 211. c. 2. n. 1. Alvará II. (11.) p. 136. c. 1. n. 5. Ama II. (11.) p. 1605. c. 1. n. 1.

Amalfi I. p. 38. c. 1. n. 1. II. (1.) p. 9. c. 1. n. 1. et c. 2. n. 3.

Amalfitains II. (1.) p. 8. c. 2. n. 7. Amam ou Aman II. (11.) p. 780.

c. 2. n. 6.

Ambassades inutiles en Chine II. (II.) p. 1239. c. 1. n. 4.

Ambassades d'Obédience II. (1.) p. 246. c. 2. n. . — de Révérence, ibid.

Ambassadeur (petit) II. (II.) p. 1410. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2.

Ambassadeur (premier) à résidence fixe près la Porte, de la part de la Cour impériale II. (11.) p. 1409. c. 2. m. 4.

Ambassadeurs du Pape en Égypte II. (1.) p. 60. c. 2. n. 1.

Amboine II. (II.) p. 624. c. 1. n. †.

— Massacre d'Amboine II. (II.)
p. 624. c. 1. n. **.

Ambra grisea II. (II.) p. 1611. c. 1. n. 1.

Ambre gris, ibidem.

Amed II. (II.) p. 121. c. 2. n. 1. American State-Papers II. (II.) p. 51. c. 2. n. 5.

Amérique hollandaise II. (II.) p. 988. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 984. c. 1.

Amidon II. (II.) p. 359. c. 2. n. ••.

Amidonnier II. (II.) p. 359. c. 1.

contin. de la n. ••. de la p. 358.

c. 2.

Amiral I. p. 181. c. 1. n. 2. II. (II.) p. 860. c. 1. n. **.

Amirauté II. (1.) p. 222. c. 1. n. *.

— suprême à Berlin I. p. 477. c. 1.

cont. de la n. 1. de la p. 473. c. 1.

Amis (Ile des) II. (II.) p. 1554. c. 2. n. ***.

Amour (Fleuve) II. (11.) p. 1203. c. 1. n. 2.

Ampurios (Comté d') II. (1.) p. 194. c. 1. n. 3.

Amulette II. (n.) p. 1229. c. 1. n. KKK.

An de grâce II. (1.) p. 301. c. 2. n. ††††. – de la Nativité, ibid. –

du Seigneur, ibid. — An et Jour II. (11.) p. 911. c. 1. n. 1.

Anachorète II. (1.) p. 268. c. 1. n. †. Anadolie voy. Anatolie.

Anakria II. (II.) p. 1326. c. 1. n. 1. Anamabou II. (II.) p. 1229. c. 1. contin. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2.

Anatolie I. p. LIII. c. 2. n. †††. II. (1.) p. 23. n. *. p. 251. c. 2. n. †. Anatoli Hissari II. (1.) p. 114. c. 1. n. 6.

Anatoli Kawak II. (1.) p. 88. c. 1. n. 4.

Ancone II. (1.) p. 157. c. 2. n. 10, Ancyre II. (11.) p. 781. c. 2. n. °. Andrinople (Adrianopolis) II. (11.) p. 1329. c. 1. n. 7.

Anes (Frères aux) II. (11.) p. 328. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 327. c. 1.

Angarie II. (11.) p. 104. c. 1. n. ***.

Ange (Isaac l'Ange) II. (1.) p. 83.
c. 1. n. 1.

"Ayyahos, ibid. — Constantin, ibid. — Isaac, ibid.

Anghiera (Pierre d') II. (s.) p. 47. c. 1. n. 2.

Anglican II. (II.) p. 837. c. 1. n. ".

— Église anglicane, ibid.

Angouri II. (11.) p. 781. c. 2. n. °.

Anien I. p. 24. c. 2. n. 4.

Anjou (Dynastie d') en Sicile II.

(1.) p. 154. c. 1. contin. de la n. 2.
de la p. 153. c. 1.

Annata II. (II.) p. 403. c. 2. n. 5. — media, ibid.

Annate II. (1.) p. 56. c. 1. n. '.

Année astronomique II. (1.) p. 299.
c. 1. n. °. — civile, ibid. — Commencement de l'Année II. (1.) p. 299.
c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295.
c. 1. — de Consulat I. p. 5. c. 1.
n. 4. — de Couronnement, ibid.
— historique II. (1.) p. 301. c. 1.
cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1.

— julienne I. p. xxxix. c. 1, n. ††.

— de l'Incarnation II, (i.) p. 302.
c. 1. contin. de la n. ††††. de la p. 301. c. 2, — légale II. (i.) p. 301.
c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295.
c. 1. — liturgique, ibid.

Anno Domini II. (1.) p. 301. c. 2. n. †††. — Gratiae, ibid. — ab Incarnatione II. (1.) p. 302. c. 1. cont. de la n. †††. de la p. 301. c. 2. — a Nativitate II. (1.) p. 301. c. 2. n. †††.

Annonce Conductio (civilia aut militaris) II. (II.) p. 370. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 369. c. 1.

Annuaire du Bureau des Longitudes II. (II.) p. 1689. c. 2. cont. de la n. ••. de la p. 1688. c. 2. Annuité II. (II.) p. 390. c. 1. n. •. Annuités non exigibles (irredeemables) II. (II.) p. 390. c. 2. n. •. Annuity II. (II.) p. 390. c. 2. n. •.

Annuus reditus II. (u.) p. 403. c. 2. n. 5.

Anonyme II. (II.) p. 771. c. 1. n. †. Anselme (Nicolas) II. (I.) p. 568. addit. à la p. 61.

Antogoniste II. (II.) p. 636. c. 1.

Antarctique II. (11.) p. 475. c. 2. n. ***.

Antenne II. (II.) p. 178. c. 1. n. ..

Antes I. p. 122. c. 1. cont. de la
n. 1. de la p. 121. c. 2.

Anthropophage II. (II.) p. 357. c. 1. n. •.

Anticipation (Billets d') II. (11.) p. 762. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Antilles de Bahama II. (II.) p. 357. c. 1. n. °. — grandes, ibidem. petites, ibid.

Antinomie I. p. 77. c. 1. n. 1.

Antiochus le Grand II. (1.) p. 35.
e. 2. n. 2.

Antispasmodique (Antispasmodique)
matique — Antispasmique)
II. (II.) p. 1615. c. 2. n. ††.

Anti-Trinitaires II. (II.) p. 427. c. 2. n. *.

Anville (Jean Baptiste Bourguignon d') II. (1.) p. 228. c. 1. n. *.

Apamée II. (II.) p. 1605. c. 1. n. 1.

Apeldern (Albert d') I. p. 408. c. 2. n. ... p. 410. c. 2. n. 1.

Aphrodisiaque II. (n.) p. 1616. c. 1. n. *.

Apocryphe I. p. LXXIX. addition à la p. 92.

Apologie II. (II.) p. 632. c. 2. n. °. Apologiste, ibid.

Aposentador II. (II.) p. 510. c. 1.

n. 1. — do Arraiol, ibid. — de
Caminho, ibid. — de Camino,
ibid. — del Exercito, ibid. — do
Exercito, ibid. — mayor de Casa
y Corte, ibid. — mor da Corte
ou do Paço, ibid.

Aposentadoria, ibid.

Aposentaduria, ibid.

Aposentamento, ibid.

Aposentamiento, ibid.

Aposento, ibid. — Composicion de Casa de, ibid. — Execucion de Huesped de, ibid. — Huesped de, ibid. — Junto de, ibid.

Apostosie II. (1.) p. 37. c. 1. n. *. Apostosier, ibid.

Apostat, ibid.

Apotheca II. (1.) p. 503. n. 3.

Apothecarii, ibid.

Apparaux I. p. xiii. c. 2. n. 9.

Appareillage II. (II.) p. 1311. c. 1. n. 1.

Apparitor II. (1.) p. 490. c. 1. n. 3. Apparoir II. (11.) p. 115. c. 1. n. 2. Appenrade I. p. 400. c. 2. n. 2.

Appréhender II. (II.) p. 889. c. 1. n. 1.

Approbationes I. p. 512. c. 1. n. 2. a.

Aquae Augustae II. (1.) p. 252. c. 2. n. *. — mortuae I. p. 7. c. 1. n. 3. — Tarbellicae II. (1.) p. 252. c. 2. n. *.

Aquilée II. (1.) p. 570. n. 3.

Aquitaine première II. (1.) p. 167. c. 2. n. 3. — seconde, ibid.

Arabes que II. (1.) p. 91. c. 1. n. 3.

Arabie déserte II. (1.) p. 228. c. 2. n. 2. 3. — heureuse, ibid. — pétrée, ibid.

Aradzana II. (1.) p. 222. c. 1. n. *.
Aragonais (Expédition des) contre
les Turcs II. (1.) p. 260. c. 2. n. 6.

Arbitrage forcé I. p. 224. c. 2. n. 4.

Arborea (Juge d') I. p. 290. c. 1.

n. 2.

Arborer II. (II.) p. 180. c. 2. n. *.

Arbre, ibid. — de Mestre, ibidem. — de Trinquet, ibid.

Archétype II. (1.) p. 198. c. 2. n. ***.

Archi-Consul II. (1.) p. 95. c. 2. n. †.

Archiduché d'Autriche I. p. 505. c. 1. n. 1.

Archimandritat II. (II.) p. 1236. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1235. c. 2.

Archimandrite II. (II.) p. 1235. c. 2. n. **.

Archine II. (II.) p. 486. c. 1. n. *.

Archine II. (II.) p. 1025. c. 1. n. *.

— des Antilles ou Colombien II.
(II.) p. 357. c. 1. n. °. — de Bahama, ibidem. — de Bougainville
II. (II.) p. 1553. c. 2. n. 3. — de
Hamoa, ibid. — de Hawaï II. (II.)
p. 834. c. 1. n. 3. — des Iles Marquesas de Mendoza II. (II.) p. 1027.
c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1026. c. 1. — des Mariannes II.
(II.) p. 837. c. 1. n. *. — des Moluques II. (II.) p. 624. c. 1. n. †.

— des Navigateurs II. (II.) p. 1553.
c. 1. n. 3. — de Nicobar II. (II.)

p. 1017. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. — de la Pérouse II, (11.) p. 1555. c. 2. n. °°°. — de Santa Cruz, ibid. — de Tahiti II. (11.) p. 837. c. 1. n. 3. — de Tonga II. (11.) p. 1554. c. 2. n. ***.

Archivio delle riformazioni etc. II. (1.) p. 124. c. 1. n. 2.

Archonte I. p. 12. c. 1. n. 1.

Arctique II. (II.) p. 475. c. 2. n. ***.

Aredata (Aredatum) II. (II.) p. 1482. c. 1. n. †.

Aréopage II. (II.) p. 810. c. 2. n. †††.

Aréopagite II. (II.) p. 811. c. 1. contin. de la n. †††. de la p. 810. c. 2.

Argent blanc II. (II.) p. 945. c. 1.
n. *. — courant de Hollande II.
(II.) p. 737. c. 1. n. †. — de Banque de Hambourg II. (II.) p. 1169.
c. 1. n. 1. — de Banque de Hollande II. (II.) p. 737. c. 1. n. †.

Argentine (République) II. (11.) p. 140. c. 2. n. 4.

Argentum pro sicla II. (1.) p. 553. n. 4. 5.

Arghoun II. (11.) p. 1035. c. 1. contin. de la n. •. de la p. 1031. c. 1.

Argo II. (II.) p. 312. c. 1. n. °.

Argosie (Argosy) II. (II.) p. 312.
c. 1. n. †.

Ariens (Néo) II. (u.) p. 427. c. 1. n. *.

Arille II. (II.) p. 742. c. 2. n. °°.

Arimane II. (II.) p. 1227. c. 1. n. ©.

et p. 1228. c. 1. cont. de la même
note.

Arimathaea ou Arimathia II. (1.) p. 165. c. 1. n. 1.

Aristocrate II.(1.) p. 223, c. 1, n.*.
Aristocratie, ibid.

Aristocratique, ibid.

Aristote II. (II.) p. 1214. c. 1. n. . . Arius II. (II.) p. 427. c. 1. n. .

Armada II. (II.) p. 374. c. 1. n. .

Armateurs II. (1.) p. 322. c. 2. n. 1. II. (11.) p. 706. c. 1. n. 1.

Armements en Course II. (1.) p. 323. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322. c. 1.

Arménie II. (1.) p. 35. c. 1. n. 2. Armes et Titres du Roi de France, pris par les Rois d'Angleterre II. (11.) p. 424. c. 2. n. 2.

Arnesium II. (1.) p. 553. n. 2.

Arnold II. (u.) p. 1689. c. 1. contin. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2.

Aroupa II. (II.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Arrêter un Compte I. p. 257. c. 2. n. 2. — des Parties, ibid.

Arrière d'un Navire II. (11.) p. 181. c. 1. n. *.

Arrimage I. p. 266. c. 2. n. 4. Arrobe II. (1.) p. 249. c. 1. n. †.

Arrowsmith (A.) II. (II.) p. 1554. c. 1. n. **.

Arsacides II. (II.) p. 1028. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1027. c. 2. II. (II.) p. 1028. c. 1. n. °.

Arsenal I. p. 283. c. 1. n. 3. II.
(i.) p. 222. c. 1. n. *.

Arsenale I. p. 283. c. 1. n. 1. Arslani II. (II.) p. 945. c. 1. n. **. Artaxercès II. (II.) p. 1029. c. 1.

Article de la Mort II. (u.) p. 66 c. c. 1. n. 1.

Articles accessoires II. (II.) p. 413.
c. 1. n. 1. — connexes, ibid. —
patents, ibid. et II. (II.) p. 412.
c. 1. n. *. — principaux II. (II.)
p. 413. c. 1. n. 1. — secrets, ibid.
et II. (II.) p. 412. c. 1. n. *. — séparés II. (II.) p. 413. c. 1. n. 1.

Articuli dietales I. p. 512. c. 1.

Articuli dietales I. p. 512. c. 1. n. 2. a.

Artigas II. (II.) p. 201. c. 2. n. 2. Arts majeurs (sept), à Florence II. (I.) p. 125. c. 1. n. 1. — mineurs, à Florence II, (1.) p. 126, c. 1, cont, de la n. 1, de la p. 125, c. 1.

Ars acuschriyé II. (11.) p. 962. c. 2. n. *.

Arz Kharadschiyé, ibidem.

Arzu-hal II. (n.) p. 951, c. 2, u. †.

Asafi II. (II.) p. 73. c. 1. n. 3.

Ascelin voy. Anselme.

Ascétique II. (11.) p. 835. c. 1. n. **.

Aschery Mubeschere I. p. xLIII. c. 1. n. *.

Asie danoise II. (II.) p. 1017. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. e. 1.

Aslani voyez Arslani.

Aspern (Josie d') II. (II.) p. 1014. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1.

Aspre I. p. 523. c. 2. n. 3. II. (II.) p. 460. c. 2. n. 2.

Assassinat II. (II.) p. 796. c. 1. n. 1.

Assassins II. (II.) p. 1029. c. 1. n. o. — Baie des Assassins II. (II.) p. 1691. addition à la p. 1558.

Asshab I. p. xLIII. c. 1. n. *.

Assiente ou Assiente II. (11.) p. 369, c. 1, n. *. et n. †.

Assisa (Assisia) I. p. 43. c. 2. n. 3.

Assises I. p. 325. c. 1. n. 1. — grandes (nationales), ibid.

Assistente II. (n.) p. 406, c. 2, n. 4.

Association bavaro-wurttembergeoise II. (II.) p. 1348. A. — de Commerce pour l'Allemagne centrale II. (II.) p. 1346. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 1344. c. 1. — de Commerce pour l'Allemagne méridionale II. (II.) p. 1344. c. 1. n. 5. — de Douanes et de Commerce allemande II. (II.) p. 1344. c. 1. n. 5. p. 1355. D. — hanovrienne II. (II.) p. 1357. c. 1. n. *. ***. — prussienne et prusso-hessoise II. (II.) p. 1349. B. — prusso-hes-

soise et bavaro-wurttembergeoise II. (n.) p. 1352. C. — dite de Thuringe II. (n.) p. 1346. c. 2. n. †††. Associé commanditaire I. p. 224. c. 1. n. 1.

Assurance I. p. 31. c. 2. n. 1. b.

— Chambre d'Assurance, maritime

à Bruges I. p. 33. c. 1. cont. de la

n. 1. b. de la p. 31. c. 2. — Boyal

Exchange Assurance I. p. 34. c. 2.

cont. de la n. 1. b. de la p. 31. c. 2.

— London Assurance, ibid.

Assuré I. p. 31. c. 2. n. 1. b.

Assureur, ibidem.

Asterâbâd II. (n.) p. 1260. c. 3. n. 10.

Astronomie (en Chine) II. (11.) p. 1205. c. 2. n. 000.

Asyle II. (II.) p. 294. c. 1. n. 1.

At-Bozori II. (u.) p. 191, c. 1. n. 1.

Atermoiement I. p. 199, c. 1, n. 1.

Athonose (Saint) H. (n.) p. 1280. e. 1. contin. de la n. 5. de la p. 1279. c. 1.

Athènes (Duché d') II. (1.) p. 23. c, 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. II. (1.) p. 262. c. 1. n. *.

At-Meidani II. (1.) p. 123. c. 1. n. 2.

Attaliata I. p. 41. c. 1. n. 7.

Atterrir (ou Attérir) II. (u.) p. 1555. c. 1. n. °.

Atterrissage, ibid.

Attributions administratives des Prudhemmes I. p. 231. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 230. c. 2. des Prudhommes-Péckeurs I. p. 238. c. 1. n. *.

Audaine (Dreit d') I. p. 142. c. 1. n. 4.

Aucun, oucune II. (11.) p. 820. c. 1. n. 1.

Aude (Étang de l') II. (1.) p. 168. c. 1. n. 1.

Audience royale de Séville II. (II.) p. 400. c. 2. n. 2.

Audiencia II. (n.) p. 400, c. 2, u. 2. - de los grados, ibid. - ecclesiastica, ibid. — pretorial, ibid. Auditeur (en Suède) I. p. 364. c. 2. n. 2. — de la Rote I. p. 281. c. 1. n. 3. Auguste (Augustus) II. (II.) p. 782. c. 1. n. ††. August in (Saint) II. (II.) p. 105. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 104. c. 2. p. 296. c. 2. n. ††††. Augustins II. (II.) p. 96. c. 1. n. 3.c. Aula quadrada II. (II.) p. 406. c. 1. n. 3. — regia I. p. 320. c. 2. n. 2. Aurelianum II. (II.) p. 1482. c. 1. n. †. Aureng-Zeb II. (II.) p. 631, c. 1. Aurum inurgis II. (1.) p. 553. n. 4. 5. Austin (Colonel) II. (II.) p. 1582. c. 1. n. 1. - St. Philippe de Austin, ibid. Australie II. (tl.) p. 834. c. 1. n. *. Autel privilégić II. (II.) p. 935. c. 2. Authenticité II. (II.) p. 481. c. 1. n. 1. Authentique, ibid. Authentiquement, ibid. Authentiquer, ibid. Autocrate II. (II.) p. 1147. c. 1. n. '. Autocratie, ibid. Autographe I. p. 44. c. 1. n. 1. Autonomie I. p. 128. c. 1. n. 2. Avanie II. (1.) p. 8. c. 1. n. 2. Avanistes II. (II.) p. 131. c. 1. n. 1.

Avant d'un Navire II. (11.) p. 181. c. 1. n. *. Avantage II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. Avarie I. p. 36. c. 1. n. 1. — commune, ibidem. — grosse, ibid. menue, ibid. - particulière, ibid. - simple, ibid. Avènement II. (II.) p. 574. c. 1. n. *. Aventure à la grosse I. p. 104. c. 1. n. 2. Aventuriers I. p. 329. c. 2. n. 1. II. (II.) p. 626, c. 2, n. †. — à Emden II. (i.) p. 367. c. 2. n. 2. à Stade II. (1.) p. 369. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 367. c. 2. Avescher II. (II.) p. 902. c. 1. n. *. Avignon II. (1.) p. 28. c. 1. n. **. Aviron II. (II.) p. 182. c. 2. n. †††. — Mauche d'un Aviron, ibid. — Pale, ibidem. — Pelle, ibidem. — Poignée, ibid. Aviso II. (11.) p. 550. c. 1. n. 1. Avocats du Roi en Angleterre I. p. 325. c. 1. n. 1. Avoué I. p. 207. c. 1. n. 3. Awani II. (H.) p. 120. n. 1. Award I. p. 328. c. 1. n. 2. Amari II. (II.) p. 104. c. 1, n. *. Awarizi-Diwaniyé II. (II.) p. 104. c. 1. n. *. p. 120. n. 1. Amret-Bazari II. (II.) p. 191. c. 1. n. 1. Ayass (Ayasso ou Ayazzo) II. (i.) p. 39. c. 2. n. 1. Azarum II. (1.) p. 553. n. 2.

B.

Bab II. (II.) p. 118. c. 2. n. **. —
naïby II. (II.) p. 122. c. 2. n. 2. —
ul-abwab II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4.
— us-Seadet II. (II.) p. 118. c. 2.
n. 2. — us-Selam, ibid. c. 1.
Babi II. (II.) p. 118. c. 2. n. **. —

houmayoun II. (11.) p. 118. c. 1. n. 2. — Wassat, ibid.

Babylone II. (1.) p. 135. c. 1. n. 2.

Baccalaureat II. (11.) p. 809. c. 1. cont. de la n. ††. de la p. 808. c. 1.

Baccalaureus, ibid.

Azumbre II. (1.) p. 249. c. 1. n. †.

Arfda-Balk I. p. 380. c. 2. n. 4.

Bacchalarius II. (II.) p. 808. c. 1. n. ††. Bacchus II. (i.) p. 36. c. 1. n. **. Bachelier II. (11.) p. 808. c. 1. n. ††. Backer (Pierre) II. (11.) p. 1014. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Badj ou Badsch II. (II.) p. 121. c. 2, n. 1. Badkou voy. Bakou. Baharites II. (1.) p. 66. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 65, c. 2. Bahr ul-khazér II. (11.) p. 318. c. 1. n. 1. — ul-qoulzum, ibidem. Bahri Ebiaz, ibidem. — Esved, ibid. — Mouhith, ibid. c. 2. Baïkal (Lac) II. (II.) p. 1246. c. 1. n. 1. Baillage d'Utrecht I. p. 469. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Bailler II. (II) p. 103, c. 2, n. 1. Bailleresse, ibidem. Bailleur, ibid. — de fonds, ibid. Baillivus II. (1) p. 25. c. 1. n. 2. Bailos II. (1.) p. 25. c. 2. n. 3. Baisemain (Cérémonie du) II. (11.) p. 949. c. 2. n. 3. Baisement des pieds II. (1.) p. 463. c. 1. n. 2. Baissiers II. (11.) p. 753. c. 2. n. *. Bajulus II. (1.) p. 25. c. 1. n. 2. Bakou II. (II.) p. 96. c. 2. n. 1. p. 1260. c. 2. n. 7. Bakri (Mechai) II. (11.) p. 1114. c. 2. n. 3. Balaklava II. (II.) p. 1189. c. 1. n.*. Baldo degli Ubaldi I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Baléares II. (1.) p. 119. c. 2. n. ††. Balio II. (1.) p. 25. c. 1. n. 2. Balisage II. (II.) p. 548. c. 1. n. Balise, ibid. Baliser, ibid. Baliseur, ibid.

Baliste II. (II.) p. 185. c. 2. n. *.

Balk I, p. 380. c. 1. n. 4. Balk (Hermann de) I. p. 409. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 408. c. 2. Balkan II. (1.) p. 43. c. 1. n. *. Ballast-Office II. (II.) p. 549. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 547. c. 2. Ballottage II. (II.) p. 657. c. 2. Ballotte, ibid. c. 1. Ballotter, ibid. Balsamum II, (1.) p. 136. c. 2, cont. . de la n. 3. de la p. 135. c. 1. Balta Limani II. (II.) p. 802. c. 1. n. *. Ban (Banus) I. p. 508, c. 2, n. 5. — de Croatie I. p. 508. c. 2. n. 4. Banat I. p. 508. c. 2. n. 5. Banc du Roi, en Angleterre, I. p. 320. c. 2. n. 2. — de la Reine I. p. 321. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — Banc supérieur, ibid. — des Echevins à Batavia II. (II.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Banda orientale II. (II.) p. 201. c. 2. n. 4. Banderole II. (II) p. 182. c. 1. n. *. Bandi sine pignore II, (1.) p. 549, n. 2. Bandougans II. (II.) p. 746. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Bandum II. (1.) p. 549. n. 2. Bangkok voy. Bankok. Banianes II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Banians II. (H.) p. 937. c. 1. n. 1. et n. *. Bank van Schepenen II. (II.) p.745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Bankasay II, (II.) p. 1578, c. 1. n. 4. Bankok, ibidem. Bankrupt Laws I. p. 323. c. 2.

Bannière II. (II.) p. 790, c. 1, n. 2,

Bunnum II. (1.) p. 549. n. 2.

Banou Ommiah II. (II.) p. 960. c. 2. n. °°.

Banque d'Angleterre II. (11.) p. 389. c. 2. n. °°°. — de St. George, à Gênes II. (1.) p. 116. c. 2. n. 2.

Banqueroute I. p. 323. c. 1. n. 2.

— frauduleuse, ibidem. — simple, ibid. — volontaire, ibid.

Banqueroutier, ibid.

Banquiers I. p. 29. c. 1. n. 1. a.

Boradai ou Zanzale (Jacobus)
II. (i.) p. 10. c. 1. n. †.

Baratier (Jean Philippe) II. (11.) p. 1042. c. 2. n. 0000.

Baratto II. (1.) p. 525. n. 8.

Barbares que s'(États ou Régences) II. (1.) p. 271. c. 1. n. 2.

Barbarie II. (1.) p. 8. c. 1. n. 4.

Barbaro (Josaphat) II. (1.) p. 105. c. 1. n. *.

Barbarossa ou Barberousse II. (i.) p. 215. c. 1. n. *.

Barbeyrac (Jean) II. (II.) p. 950. c. 1. n. †.

Barcelone II. (1.) p. 220. c. 1. n. 3.

— (Corporations d'Arts et Métiers
à) II. (1.) p. 247. c. 1. n. *,

Barclay (Thomas) II. (II.) p. 1548. c. 2. n. 6.

Bardo (el) II. (n.) p. 197. c. 1. n. *.
Barigello (Bargello, Barigel) II.
(1.) p. 525. n. 2.

Barkah II. (II.) p. 1033. c. 1. n. •.

Barre II. (II.) p. 1030. c. 1. n. •.

Barrette II. (I.) p. 52. c. 1. n. ***

Barrières (Traité de) II. (II.) p. 331.

c. 1. n. **.

Barth (Jean) II. (II.) p. 88. c. 1. n. †. Barth élemi de Crémone II. (I.) p. 104. c. 1. n. *.

Bas Allemand v. Allemand. Basánas II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1. Basane, ibidem.

Basch-Vékil II. (II.) p. 794. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 793. c. 2. Baschi (Mathieu) II. (II.) p. 96. c. 1.

contin. de la n. 3. b. de la p. 95. c. 2.

Bas-Empire II. (II.) p. 1277. c. 1. n. 3.

Basile (Saint) (Milice religieuse des enfants de) II. (1.) p. 448. c. 1. n. 3.

Βασιλεώς ΙΙ. (ι.) p. 19. c. 1. n. 1.

Basileus, Titre du Roi d'Angleterre, II. (1.) p. 332. c. 2. n. 4.

Basilius I. p. 4. c. 2. n. 7.

Bassa II. (II.) p. 492. c. 2. n. 1. p. 854. c. 1. n. 1.

Bastion de France II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2.

Bastonarius II. (1.) p. 490, n. 3. Bataille I. p. 53. c. 1. n. 1.

Batarte I. p. 33. c. 1. n. 1.

Batardes II. (II.) p. 178. c. 1. n. **.

Batavia II. (II.) p. 743. c. 1. n. **.

Bateau sauveteur II. (11.) p. 277; c. 2. n. 2.

Baténiens II. (II.) p. 1040. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1.

Bâtiments latins II. (n.) p. 180. c. 1. n. †††.

Batinniyès II. (II.) p. 1040. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1.

Bâton d'une Bannière II. (11.) p. 859. c. 2. n. 4. — de Confrérie, ibid. — d'Enseigne, ibid. — de Pavillon, ibid.

Batonnier II. (1.) p. 490. c. 1. n. 3. Batou II. (11.) p. 1033. c. 1. cont. de la n. ●. de la p. 1031. c. 1.

Batskić (Tatars) II. (11.) p. 1237. c. 2. n. 1.

Bauddhas II. (11.) p. 1224. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Bauman (Ile) II. (II.) p. 1553. c. 2. n. 3.

Baume d'Égypte II. (1.) p. 136. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 135. c. 1. — du Grand-Caire, ibid. — de Judée, ibid. — de la Mecque, ibidem.

Boumholder II. (II.) p. 1351. c. 1. n. *.

Bayle général de Catalogne II. (1.) p. 256. c. 2. n. 3. — de Venise II. (I.) p. 73. c. 2. n. 4. p. 473. c. 1. n. 2. II. (II.) p. 884. c. 2. n. 3. Baylia II. (1.) p. 256. c. 2. n. 3. Baysen (Jean de) I. p. 459, c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Baza (Bazac ou Bazat) II. (1.) p. 208. c. 1. n. 3. Bazar H. (11.) p. 191. c. 1. n. 1. p. 1242. c. 2. n. 4. Bazzarro II. (1.) p. 525. n. 8. Béatification II. (II.) p. 470. c. 1. Bec II. (II.) p. 1615. c. 1. n. ". Bechico remedio II. (11.) p. 1614. c. 1. n. °. Béchique, ibidem. Becket (Thomas) II. (1.) p. 357. c. 1. n. 2. Bedeau II. (1.) p. 490, c. 2, n. 3. Bedellus, ibid. c. 1. Bedschiala II. (1.) p. 165. c. 1. n. 1. Beg II. (11.) p. 784. c. 2. n. ††. Beglerbeg I. p. 523. c. 1. n. 2. р. ин. с. 2. п. †††. И. (г.) р. 281. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 280. c. 1. Beglikdji-Efendi II.(II.) p.317. c. 2. n. Beises II. (u.) p. 937. c. 1. n. 1. Beit-ul Modji II. (1.) p. 218. c. 1. n. 1. Bejar (Duc de) II. (II.) p. 402. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 401. c. 2. Belge (Royaume) I. p. 60. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 59. c. 2. Belgique I. p. 59. c. 2. n. 4. Belgrad II. (II.) p. 1264. c. 1. n. 1 Bell (John) II. (11.) p. 1231. n. *. Belt (grand et petit) II. (II.) p. 662. c. 2. n. 5. Bemr illah II. (11.) p. 960, c. 2. cont. de la n. **. de la p. 957. c. 2. Bender II. (II.) p. 236. c. 1. n. 1.

p. 1324, c. 2, n. 4.

Bender-Abassy II. (II.) p. 97. c. 1. n. 2. Bender-Bouchehr II. (II.) p. 96. c. 2. n. 3. Bénédictins II. (11.) p. 465, c. 2. cont. de la n. . de la p. 464. c. 1. Bénéficier II. (11.) p. 922. c. 2. n. 2. p. 938. c. 2. n. 3. Benghazy II. (11.) p. 494, c. 1, n. 2. Benguela II, (II.) p. 376. c. 2. n. °°. Beni-Actos II.(II.) p.71, c.1, cont, de la n. 4, de la p. 70. c. 2. Benimerins, ibid. Benins II. (II.) p. 1228. c. 2. n. 👀. Benjamin de Tudela II. (u.) p. 1042. c. 1. n. ●. Benoît (Saint) II. (u.) p. 464. c. 1. n. 🗣. Bérat II. (u.) p. 310. c. 1. n. ". — Trafic des Bérat II. (п.) p. 310. c. 1. n. 5. Bératlu II. (11.) p. 319. c. 2. n. **. Bergelohn I. p. 146. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. Berghen I. p. 388. c. 2. n. 6. p. · 394. c. 1. n. 3. Bergthor Rafni I. p. 355. c. 2. n. 1. Bergung (Recht der) I. p. 146. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. Berkel (François-Angilbert van) II. (IL) p. 762, c. 2, n. **. Berkovetz II. (i.) p. 340. c. 1. n. 2. Bernard (Saint) II. (11.) p. 463. c. 1. n. †. Bernardins II. (11.) p. 468. c. 2. contin. de la n. °. de la p. 464. Berthoud (Ferdinand) II. (u.) p. 1689. c. 1. contin. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Besan ou Besant II. (L) p. 179. c. 1. n. 1. Bescheid (Scheidung) I. p. 152. c. 2. n. **.

Bêtes de Somme II. (u.) p. 503. c. 1. n. 1. Bethania II. (1.) p. 166, c. 1, n. 1. Beth-Anoth II. (1.) p. 165. c. 2. n. 3. Bétique I. p. 15. c. 1. n. 4. Bétis ou Guadalquivir, ibid. Beuluk-Boschi II. (n.) p. 886. c. 2. n. ***. Bewindhebber IL (II.) p. 740. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Béyrom II. (i.) p. 249. c. 2. n. *. Bézestin I, p. 518. c. 1. n. 2. Bézoard II. (II.) p. 1613. c. 1. n. *. Biorkeyor-Rett I, p. 392, c. 2, n. 4. Bibars II. (u.) p. 1038. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Bibliothèque bodlésenne L. p. 55. c. 1. n. 1. — cottonienne, ibid. Bidassoa II. (II.) p. 31. c. 2. n. 3. Bid'ot ou Bidoot du Café II. (II.) p. 121. c. 1. n. 1. — de Smyrne, ibidem. Bidef II. (II.) p. 513. c. 1. n. 2. double, ibid. , Bien appelé I. p. 221. c. 2. n. 4. — jugé, ibid. Bien censuel I. p. 500. c. 1. n. 1. Biens allodiaux I. p. Lxxx. addition à la p. 121. — ammodiaux I. p. xxxv. n. *. — fonds I. p. 270. c. 1. u. 4. — immeubles, ibid. — meubles, ibid. c. 2. Bilan II. (11.) p. 1299, c. 2. n. ". Bilbao II. (11.) p. 420. c. 1. n. 2. Bill (India) II. (n.) p. 650. c. 1. cont. de la m. 1. de la p. 621. c. 2. Bill of lading II. (II.) p. 946. c. 2. n. ***. Billak II. (II.) p. 960. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 957, c. 2. Billet II. (II.) p. 701. c. 1. n. 1.

— d'Anticipiation II. (n.) p. 762.

c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734.

c. 2. — blanc II. (11.) p. 1437. n. †.

- de Change II. (II.) p. 946, c. 2.

n ***. — consulaire I, p. 197. c. 2, n. 1. — Coupon II. (11.) p. 601. c. 2. n. ††. — de l'Echiquier I. p. 322, c. 2. contin, de la n. 2. de la p. 320, c. 2. — à Ordre I. p. 431. c. 1. n. 1. Billon II. (1.) p. 248. c. 1. n. °. Birème II. (II.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Biren-Wartemberg (Ernest Jean) I. p. 417. c. 1. n. 1. n. **. Bisonkaï II. (1.) p. 35. c. 2. n. †. Bissagos II. (II.) p. 1228. c. 2. n. 00. Bissexte I. p. xxxix, c. 1. n. ††. Bithynie (Duché de) II. (1.) p. 22. c. 2. n. 3. Blaeuw (Guillaume) II. (11.) p. 1423. c. 1. n. f. Blake (Robert) II. (II.) p. 589. c. 2. n. 4. Blanc de Baleine II. (II.) p. 1613. c. 2. n. †††. Blancs et Noirs II. (1.) p. 128. c. 2. n. ††. Blankeel II. (11.) p. 713. c. 2. n. 2. Blanquille, ibid. Blanquin, ibid. Blason II. (1.) p. 249. c. 2.4n. †††. Bleckingie II. (II.) p. 1077. c. 1. n. ††. Bleissemünd II. (n.) p. 1144. c. 1. Blosseville (Jules de) II. (11.) p. 1555. c. 2. n. . . . Bluteau ou Blutoir II. (1.) p. 96. c. 1. n. °. Bobreck II. (n.) p. 1343, c. 1, n. 1. Boddhisattva II. (u.) p. 1222. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1220, c. 2. Bodléïenne (Bibliothèque) I.p.65. c. 1. n. 1. Bodley (Sir Thomas), ibidem. Boedelmeester II. (11.) p. 747. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Boghaz II. (11.) p. 186. c. 2. n. 2. p. 318, c. 1. n. 1. Boïar II. (II.) p. 970. c. 1. n. *.

Boïarichnia, ibid. c. 2.

Boïarine, ibid.

Boïarinia, ibid.

Boïarskie Diéti, ibid.

Boïlades, ibidem.

Böigdeting I. p. 384. c. 1. n. 3.

Bojador (Cap de) II. (11.) p. 722. c. 1. n. 1. c. 2. n. **.

Bolar II. (1.) p. 43. c. 1. n. 4.

Bolgar, ibidem.

Bolivar II. (II.) p. 20. c. 2. n. 4.

Bolivia II. (II.) p. 20. c. 2. n. 4. p. 84. c. 1. n. 4. p. 140. c. 1. n. 4.

Bologh (Etienne) II. (II.) p. 1410. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2.

Bomérie I. p. 101. c. 1. n. 2.

Bon II. (11.) p. 1223. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Bona II. (II.) p. 114. c. 2. n. 4.

Bonacolsi II. (II.) p. 1448. c. 1. n. *.

Bon Allemand v. Allemand.

Bonoparte (Napoléon) I. p. 8. c. 2. n. 7. p. 9. c. 1. n. 1.

Bonnette II. (II.) p. 653. c. 1. n. °.

Bonny II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2.

Bons du Trésor en Angleterre I. p. 322. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2.

Bonzes II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Boo Hadjar II. (II.) p. 1183. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 1182.

Border un Vaisseau II. (11.) p. 865. c. 2. n. 3.

Boréo-kespérique I. p. 532. c. 1, n. '.

Borough (rotten) II. (11.) p. 648. c. 1. n. •.

Borromé (Saint-Charles) II. (1.) p. 127. c. 1. contin. de la n. . de la p. 126. c. 1.

Borysthène I. p. 419. c. 2. n. 1. Boshouwer (Marchelis) II. (II.) p. 1013. c. 1. n. 3.

Bosphore de Thrace II. (II.) p. 86. c. 1. n. 1. p. 88. c. 1. n. 4.

Bosporus Cimmerius II. (1.) p. 41. c. 2. n. 4.

Bostandji II. (II.) p. 126. c. 1. n. .. — Baschi II. (11.) p. 126. c. 1. n. 2.

Boston II. (1.) p. 360. c. 2. n. 2.

Both (Pierre) II. (II.) p. 740. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Botoniate (Nicéphore) II. (II.) p. 1668. n. †. addition à la p. 782.

Boucan II. (11.) p. 356. c. 2. n. ††. Boucanner, ibid.

Boucannier, ibid.

Boucher (Consulat de la Mer) I. p. 88. c. 1. n. 1.

Bouchtou-Khan II, (II.) p. 1202. c. 2. n. 1.

Bouddha II. (11.) p. 1220. c. 2. n. 3. Bouddhaïsme, ibid.

Bouddha-Maïtri II. (11.) p. 1222. c. 2. contin. de la n. 3 de la p. 1220. c. 2.

Bouddhisme voyez Bouddhaisme.

Bouddhistes II. (11.) p. 1222. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Bouée II. (11.) p. 547. c. 1. n. ... — de Sauvetage, ibid. c. 2.

Bougainville (Louis Antoine de) II. (II.) p. 838, c. 1, n. *.

Bougainville (Archipel de) II. (II.) p. 1553. c. 2. n. 3.

Bougette II. (1.) p. 11. n. †.

Bounty (Bonification) II. (II.) p. 728. c. 2. n. 3.

Bourbes II. (11.) p. 1180. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1179. c. 2.

Bourdonnais (Bernard-François-Mahé de la) II. (11.) p. 638. c. 1. n. †.

Bourgogne (Écu de) II. (H.) p. 1250. c. 1. n. 1.

Bourg pourri II. (11.) p. 648. c. 1. n. •.

Bourse I. p. 165. c. 1. n. 1. — de Londres II. (II.) p. 657. c. 1. n. **.

Boussole II. (1.) p. 8, c. 2, n. 7. Bout dehors II. (11.) p. 653, c. 2.

n. ††.

Boutehors, ibid.

Bouyourouldou II. (II.) p. 1460. c. 1. n. 1.

Bouzea II. (i.) p. 282. c. 1. n. 1. Brahma II. (ii.) p. 1018. c. 2. n. °. p. 1220. c. 2. n. **.

Brahma-loka II. (II.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Brahmanisme II. (II.) p. 1220. c. 1. n. **.

Brahmans II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Brand (Ad.) II. (II.) p. 1220. c. 1. n. *.

Bras de St. George II. (1.) p. 88. c. 1. n. 4.

Bref II. (1.) p. 49. c. 2. n. **.

Brème (Archevêché de) II. (II.) p. 846. c. n. 1.

Brésil II. (II.) p. 554. c. 1. n. 2. Bresse (Arnold de) I. p. 457. c. 1. n. **.

Breve Curiae ordinis Maris I. p. 94. c. 2. n. 1. — Curiae Mercatorum et Artium Civitatis Pisanum, ibid. — Maris Pisae ou Consulum Maris Pisae, ibid.

Breydenback (Bernard de) II. (1.) p. 185. c. 1. n. 2.

Brisgau II. (1.) p. 53. c. 2. n. †. Brocquière (Bertrand de la) II. (1.) p. 69. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 68. c. 2.

Brody II. (II.) p. 1337. c. 1. n. 1. Brömsebrö II. (II.) p. 1077. c. 2. n. °°°.

Brome (Charles Vicomte) Marquis de Cornwallis II. (II.) p. 651. c. 1. n. ††.

Brou II. (n.) p. 742. c. 1. n. †.
Brutus (Lucius Junius) I. p. 3.
c. 1. n. 2.

Buckingham-Palace II. (II.) p. 728, c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 727, c. 1.

Budget II. (II.) p. 658. c. 1. n. ***.

Buenos Ayres II. (II.) p. 140. c. 1.

n. 4. p. 201. c. 2. n. 4. p. 386. c. 2.

cont. de la n. °°°. de la p. 380. c. 2.

Buen Retiro II. (II.) p. 467. c. 1.

Buen Retiro II. (II.) p. 467. c. 1. n. *.

Bugie ou Bougia ou Boujeiah II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1.

Bugle II. (II.) p. 475. c. 2. n. *.

Buglosse (Buglossus), ibid.

Buiah II. (u.) p. 959. c. 2. n. °.

— Enfants de, ibid.

Buides (Maison des) II. (11.) p. 959. c. 2. n. °.

Buitengemeene Raaden van Indie II. (11.) p. 744. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Buitengewoone, ibid.

Bula de Comun de Vivos II. (II.)
p. 41. c. 1. n. *. — de Composicion, ibid. — de Difuntos, ibid.
— de Ilustres, ibid. — de Lacticinios, para Ecclesiasticos, ibid.

Bulgares ou Voulgares II. (1.) p. 43. c. 1. n. 4.

Bulgarie noire, ibid. c. 2.

Bulla aurea II. (i.) p. 21, c. 1, n. 1.

— Sanctae Cruciatae II. (ii.) p. 39, c. 1, n. 1.

Bulle de la Croisade II. (11.) p. 39. c. 1. n. 1. — de la Cruciade, ibid. Bulles de différentes Espèces II. (1.) p. 48. c. 1. n. **. II. (11.) p. 41. c. 1. n. *. — d'or II. (1.) p. 21. c. 1. n. 1. p. 121. c. 1. n. 3.

Bure (de) Libraire I, p. 110, c. 2, n. 4.
Bureau de Lestage II. (II.) p. 549.
c. 2. contin. de la n. 6. de la p. 547. c. 2. — des Longitudes à Paris II. (II.) p. 1689. c. 2. contin. de

la n. •••. de la p. 1688, c. 2. — de Santé à Venise II. (1.) p. 159. c. 2. contin. de la n. ††††. de la p. 158. c. 2. — des trois Tables I. p. 165. c. 2. n. 2.

Bürgersprake I, p. 155. c. 2. n. *.

Burgunderthaler II. (II.) p.1250.
c. 1. n. 1.

Burkhans II. (ii.) p. 1229, c. 2, contin. de la n. 00, de la p. 1228, c. 2,

Burum-Sunker II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Busse I. p. 414. n. 1.

Buste II. (II.) p. 181. c. 2. n. †.
Buxhaewden I. p. 408. c. 2. n. ***.
Buyukdéré II. (II.) p. 1264. c. 1.
n. 1.

Bylans II. (11.) p. 622. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 621. c. 2.

Byssus II. (1.) p. 319. c. 1. n. .

Byzantin II. (1.) p. 179. c. 1. n. 1.

Byzantins (Écrivains) II. (1.) p. 461. c. 2. n. ††.

C.

Caballero I. p. 171, e. 2, n. 3, Cabillaud II. (1.) p. 349, c.1, n. 1, Cabot (Sébastien) ou Gabotto I. p. 537, n. 1, II. (1.) p. 388, c. 1, n. 7.

Cachalot II. (II.) p. 1613. c. 2. n. ††.

Cadastre I. p. 338. c. 1. n. °.

Cadine II. (II.) p. 783. c. 2. n. °.

Cadurcins I. p. 30. c. 2. contin.

de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1.

Caesar II. (II.) p. 782. c. 1. n. ††.

Café II. (II.) p. 476. c. 1. n. ††.

Caffa II. (I.) p. 42. c. 1. n. 2. II.

(II.) p. 1189. c. 2. n. 3.

Caftans II. (i.) p. 253. c. 1. n. 2. II. (ii.) p. 1264. c. 2. n. 1.

Cahors I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Cahoursins, ibid.

Caim-Mécam II. (1.) p. 254, c. 1. n. *.

Caire II. (1.) p. 67. c. 1. n. 1. Caius (Titius) ou Gajus I. p. 25. c. 1. n. 1.

Calabars II. (п.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. © de la p. 1228. c. 2. Calcar galeae II. (п.) p. 178. c. 2. n. †.

P, 1613. c. 1. n. °.

Calcul différentiel II. (II.) p. 838. c. 2. n. °. — intégral, ibidem. pisan I. p. 94. c. 1. n. 1. II. (I.) p. 300. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1.

Calcutta II. (11.) p. 635, c. 2, n. **. Calédonie (Nouvelle) II. (11.) p. 1558, c. 1, n. 1.

Calendar Months I. p. xxvn. c. 1. n. *.

Calendes I. p. xxxix. c. 2. n. ††. II. (i.) p. 296. c. 1. n. °.

Colendrier corrigé II. (1.) p. 297.
c. 2. contin. de la n. †. de la p.
295. c. 1. — grégorien II. (1.) p.
297. c. 1. contin. de la même note.
— julien II. (1.) p. 295. c. 1. n. †.
— perpétuel des Tures I. p. xxxix.
c. 2. contin. de la n. *. de la p.
xxxviii. c. 1. — réformé II. (1.)
p. 297. c. 1. contin. de la n. †. de
la p. 295. c. 1.

Calfat I. p. xni. c. 1. n. 1. Calfatage, ibid.

Calfater, ibid.

Caligula I. p. 4. e. 1. n. 5.

Calimala II. (1.) p. 125. e. 1. n. *.

Callinicus II. (11.) p. 1284. c. 1.

n. 2.

Calmal II. (II.) p. 96. c. 2. n. 2.

Calmar (Union de) I. p. 395. c. 1. Calvi (Collège de) II. (II.) p. 811. c. 1. contin. de la n. . de la p. 807. c. 1. Calvin (Jean) I. p. 466. c. 1. n. . Calvinisme I. p. 466. c. 2. n. *. Camamat II. (II.) p. 957, c. 2, n. 1. et c, 1, n. *. Camania, ibid. Camanie, ibid. Cambacéres (J. J. Régis de) I. p. 9. c. 1. n. 1. Cambalec II. (II.) p. 1037. c. 2. n. 000. Cames II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. e. 2.

Cames II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. e. 2.

Camp II. (I.) p. 184. c. 1. n. 5.

Campanile (Campanille) II. (II.)

p. 1243. c. 2. n. †.

Camphuis (Jean) II. (II.) p. 745. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Compione de 'pesi, ou delle misure II. (1.) p. 199. c. 1. n. *.

Compsores I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1.

Campveere ou Campwer II. (II.)
- p. 939. c. 2. n. 3.

Canabasseurs ou Canabassiers II. (1.) p. 199. c. 2. n. ***.

Canal de Constantinople II. (1.) p.
86. c. 1. n. 1. p. 88. c. 1. n. 4. —
de Languedoc II. (1.) p. 195. c. 2.
n. †. — d'Odensée I. p. 345. c. 1.
n. 1. — de Slesvick-Holstein, ibid.
— de la Stecknitz, ibid.

Cancellarius Viae II. (1.) p. 434; c. 2. n. 4.

Candie II. (1.) p. 258. c. 2. n. 5. Canga-Argüelles (José Don) I. p. 298. c. 1. n. 2.

Cangé (Collection de Livres et de Manuscrits) I. p. 108. c. 1. n. 2. Cannibale II. (II.) p. 357. c. 1. n. ••.

Canon II. (II.) p. 298. c. 1. n. °.

— des Écritures I. p. LXXVIII. cont.
de la n. *. de la p. LXXVIII. — Droit
I. p. XLI. c. 2. n. *. p. LXXVIII. n. *.

Canonique I. p. XLI. c. 2. n. *.

Canonisation II. (II.) p. 470. c. 1.
n. °.

Canounn II. (II.) p. 120. c. 1. n. 1. Canounn-Namé I. p. LIII. c. 1. n. *.

Cantaro II. (II.) p. 121. c. 1. n. ***.

Canterbury II. (II.) p. 850. c. 1.
n. *.

Cantiorum Urbs, ibid.

Canton II. (II.) p. 620. c. 1. n. 4.

Cantorbery (Thomas de) II. (I.)
p. 357. c. 1. n. 2.

Cantuar II. (II.) p. 850. c. 1. n. *.

Caorsins I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1.

Cap II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. p. 360. c. 1. n. ††. — de Bojador II. (II.) p. 722. c. 1. n. 1. — Nègre II. (II.) p. 197. c. 2. n. ††. — Mesurado II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. ••. de la p. 1228. c. 2. — de Non ou Nun II. (II.) p. 722. c. 1. n. 1. Capanitza II. (I.) p. 254. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 253. c. 1. Capi ou Capou vovez Kapi.

Capi ou Capou voyez Kapi. Capidgi voyez Kapidgi.

Capion de Proue II. (11.) p. 179. c. 1. n. †.

Capitaine des Armes II. (1.) p. 410.
c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 409.
c. 2. — du Bourg II. (1.) p. 107.
c. 1. n. 2. — au long Cours II.
(11.) p. 190. c. 2. n. 2. — des Forêts II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2. —
général des Galères II. (11.) p. 179.
c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 178.
c. 2. — de la Liberté génoise I.
p. 5. c. 2. n. 6. — des Murailles II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2. — du
Peuple I. p. 5. c. 2. n. 6. — des
Portes II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2.

Capitainerie II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2.

Capital (Crime) II. (II.) p. 479, c. 2. n. 3.

Capitale (Peine), ibid.

Capitane II. (II.) p. 179. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

Capitation I. p. 518. c. 2. n. 6. II. (II.) p. 123. c. 1. n. 1.

Capitolare nautico Veneto I. p. 296. c. 2. n. 6.

Capitoli del Commercio d'Ancona II. (1.) p. 160. c. 2. contin. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. di Corte I. p. 290. c. 2. n. 4.

Capitulaires II. (1.) p. 415. c. 2. n. 6.

Capitulares, ibid.

Capitulation I. p. 524. c. 2. n. 5. II. (11.) p. 117. c. 1. n. 2. p. 786. c. 2. n. 2. — obtenues par les Marseillais II. (1.) p. 572. addition à la p. 214.

Capitulos de Corte I. p. 290. c. 2. n. 4.

Caposoldo II. (1.) p. 525. n. 4. Capre II. (1.) p. 322. c. 1. n. *.

Capuce II. (II.) p. 95. c. 1. n. Capuchon, ibidem.

Capucins II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3. b. Capucium II. (I.) p. 462. c. 1. n. 2. Capuzzo, ibidem.

Caracas II. (II.) p. 30. c. 2. n. 4. Cara Degnyz II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1.

Caraïbes II. (u.) p. 357. c. 2. n. °. Carat ou Karat II. (i.) p. 197. c. 1. n. †.

Caravane I. p. 517. c. 2. n. 2. Caravansérail voyez Karwanseraï.

Carénage II. (1.) p. 140. c. 1. n. 1. Carène, ibid.

Caréner, ibid.

Carey (Docteur) II. (II.) p. 1019.

c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1.

Cargasoens II. (II.) p. 761. c. 1. n. ***.

Caribes voyez Caraïbes.

Carina II. (II.) p. 357. c. 2. n. °. Caritadiers II. (I.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2.

Carité ou Chariteiz II. (1.) p. 200. c. 2. n. ***.

Carladez (Comté de) II. (II.) p. 304. e. 1. n. *.

Carlat, ibid.

Carlin II. (1.) p. 483. c. 2. n. 5. Carlino (de Naples) I. p. 293. c. 1. n. 1.

Carlos (Don) Roi des Deux-Siciles I. p. 291. c. 1. n. 5.

Carlowitz II. (11.) p. 1290. c. 2. n. 5. — p. 1424. c. 1. contin. de la n. **. de la p. 1422. c. 1.

Carlton House II. (II.) p. 727. c. 1. n. 2.

Carmelites II. (II.) p. 95. c. 1. n. 3. Carmes, ibidem. — déchaussés II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3.

Carobas II. (II.) p. 1179. c. 2. n. 3. Carosse II. (II.) p. 182. c. 1. n. ***. Caroubier II. (I.) p. 197. c. 1. n. †. Carouge, ibid.

Carrou II. (II.) p. 641. c. 1. n. ". Carta de Lei II. (II.) p. 565. c. 1. n. 1. Cartel I. p. 504. c. 1. n. 2.

Cartulaire II. (1.) p. 413. c. 1. n. 2. Cas de Conscience II. (11.) p. 413. c. 2. n. 3. — privilégié II. (11.) p. 935. c. 2. n. 3.

Casa fuerte II. (II.) p. 402. c. 2. n. 3. — pia II (II.) p. 533. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 532. c. 1. — da supplicação II. (II.)

p. 481. c. 2. n. 4.

Casas (Barthélemy de las) II. (11.) p. 371. c. 1. n. °°.

Cassave (Pain de) II. (II.) p. 358. c. 1. n. °.

Cas-

Cassiodorus (Magnus Aurelianus) I. p. 4. c. 2. n. 6. — p. 23. c. 2. n. 2. Casso II. (1.) p. 525. n. 5. Cassovia II. (II.) p. 1422. c. 2. n. 5. Caste II. (IL) p. 937. c. 1. n. 1. Castel II. (II.) p. 1096. c. 1. n. 1. Castello dos Moros II. (n.) p. 532. c. 2. n. 2. — de S. Jorge, ibid. Castille (vieille et nouvelle) II. (1.) p. 293. c. 1. n. 5. Casuiste II. (1.) p. 226. c. 2. n. 5. Catalans (Expédition des) contre les Turcs II. (1.) p. 260. c. 2. n. 6. — de Sicile II. (1.) p. 260. c. 1. n. 6. Cataractes de la Bousempra II. (II.) p. 1229. c. 1. contin. de la n. ••. de la p. 1228. c. 2. Catéchumène II. (1.) p. 136, c, 1. n. †. Catels ou Cateux (Biens) II. (1.) p. 78. c. 1. n. *. Cathai II. (II.) p. 1037. c. 2. n. 666. Catholicos I, p. Lvu. c. 1. n. **. — II. (r.) p. 38. c. 1. n. *. p. 501. n. 2, et n. 4. Cattegat ou Kattegat II. (11.) p. 662. c. 2. n. 5. Causes principales d'Opposition I. p. 223. c. 2. n. 8. Caustique II. (II.) p. 1612, c, 2, n, †. Cautio altera Radziviliana I. p. 411. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 410. c. 2. Caution II. (II.) p. 343. c. 1, n. 1. Cautionnement, ibid. Cavillation II. (II.) p. 104. c. 2, n. 3. Cazá I. p. Lill. c. 1. n. †††. Cazá-Naïby II. (II.) p. 953. c. 1. n. 1. Cédule évocatoire II. (II.) p. 1106. c. 2. n. 3. Cegataria II. (L) p. 571. addition à la p. 107. Célèbes II. (II.) p. 624. c. 2. n. †. Célémine II. (II.) p. 153. c. 2. n. 3. Cellier II. (II.) p. 453. c. 1. n. 1. Ш.

Cellini (Benvenuto) II. (L) p. 95. c, 1. n. . Celsing (Ulric de) II. (n.) p. 1264. c. 2. n. 1. Celsitudo II. (1.) p. 211. c. 2. n. 1. Cénobiar que II. (L)p. 268.c. 1. n. †. Cénobite, ibid. Cénobitique, ibid. Censal II. (IL.) p. 128. c. 1. n. 1. Censerie, ibid. Censitaire I. p. 500. c. 2. n. 1. Censive, ibidem. Censuel I, p. 500, c. 1, n. 1. Census hereditatis vel legati I, p. 499. c. 1. n. 1. — seu Gabella emigrationis I, p. 504, c. 2. n. 4. Centilitre II. (1.) p. 249. c. 1. n. †. Central-Behörde I. p. 443, c. 1. n. 2. II. (11.) p. 484. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 483. c. 1. Centuries I. p. 353. c. 1. n. **. Cerasus II. (1.) p. 94. c. 1. n. 4. Cérat II. (11.) p. 1614. c. 1. n. °°. Cercle II. (1.) p. 463. c. 1. n. 1. Cérémonial diplomatique des Cours de l'Europe II. (II.) p. 949. c. 1. n. *. p. 950. c. 1. n. †. Cerquemanage II.(II.) p.747. c.1. cont. de la n. †††. de la p. 746. c. 2. Cerquemanement, ibid. Cerquemaner II. (u.) p. 746, c. 2. n. †††. Cerquemaneur II.(u.) p.747, c. 1. cont. de la n. †††. de la p. 746. c. 2. Certiorari I. p. xxvIII. c. 2. n. *. Césonie I. p. 4. c. 1. n. 5. Cessible II. (11.) p. 976. c. 2. n. •. Cession des Biens I, p. 271, c. 1, n. 3. Cézy (Philippe de Harlay, Comte de) II. (II.) p. 951. c. 1. n. **. Cétacé II. (II.) p. 1613. c. 1. n. †. Cétine II. (II.) p. 1613. c. 2. n. †††. Ceuta II. (i.) p. 267. c. 2. n. 7. Chaïtan II. (II.) p. 1200. c. 2. n. *. Chaland II. (II.) p. 1144. c. 2. n. 7. Chalybs II. (1.) p. 553. n. 3. 109

Chamakhi va Schomakić II. (11.) p. 1259. c. 2. n. 7.

Chamanisme II. (11.) p. 1200. c. 1. n. '.

Chomoniste, ibid.

Chomons, ibid.

Chambalec voyez Cambalec.

Chambre d'Assurance maritime à Bruges I. p. 33. c. 1. contin. de la n. 1. b. de la p. 31. c. 2. basse du Parlement d'Angleterre I. p. 179. c. 1. n. 2. — des Comptes II. (i.) p. 187. c. 1. n. †. de Guerre et des Domaines en Prusse I. p. 429. c. 1. n. 1. — des Pairs en Angleterre I. p. 322. c. 2. contin. de la p. 2. de la p. 320. c. 2. — du Plaidoyer I. p. 192. c. 2. n. 3. — présidiale II. (rr.) p. 740. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Chambrée II. (u.) p. 125. n. *. Champ d'Asyle II. (II.) p. 1582. c. 1. n. 1. — de Mai ou de Mars I. p. 325. c. 2. n. 1.

Champel, Tham et Cie II. (II.) p. 1677. addition à la p. 990.

Chancellor (Richard) II. (1.) p. 389. c. 2. n. 1.

Chancery I. p. 316. c. 2. m. 2.

Changeurs I. p. 30. c. 1. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1.

Chanoinesses de St. Jean de Jérusalem H. (1.) p. 54. c. 2. n. ***. Chantourner II. (II.) p. 601. c. 1.

Chanvre cru II. (11.) p. 315, c. 1, n. †. Chaperon II. (1.) p. 462. c. 1. n. 2. Chapka II. (n.) p. 1619. c. 2. cont. de la n. 7. de la p. 1618. c. 1. Chara modon II. (n.) p. 1245.

c. 1. n. 2.

Chorcas II. (n.) p. 20. c. 2. n. 4. Chardin (Jean, Chevalier de) II. (n.) p. 1652. c. 1. n. . addition à la p. 307.

Charges patrimoniales II. (II.) p. 347. c. 1. n. 1.

Charité des Poivriers II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2.

Chariteiz voyez Carité.

Charlevoix II. (II.) p. 373. c. 2. n. 000.

Charlotte (Iles de la Reine) II. (II.) p. 1555. c. 2. n. °°°.

Charobert (Charles Robert) II. (II.) p. 1411, c. 2, n. 3.

Chartae indentatae II. (11.) p. 602. e. 1. contin. de la n. ***. de la p. 601. c. 1. — partitae II. (11.) p. 601. c. 1. n. ***. — undulatae II. (11.) p. 602. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 601. c. 1.

Charte de Culm I. p. 455. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Chartes en dents de scie II. (11.) p. 602. c. 1. contin. de la n. ***. de la p. 601. c. 1. — dentelées, ibid. — ondulées, ibid. — parties H. (ir.) p. 601. c. 1. n. ***.

Chartre-partie I. p. 266. c. 1. n. 3.

Chasse (abandonner la) II. (m.) p. 922. c. 2. n. 1. — appuyer, ibid. — continuer, ibid. — donner, ibid. — lever, ibid. — maintenir, ibid. - prendre, ibid. - soutenir, ibid. Chateau fort v. Casa fuerte. Chatelain II. (1.) p. 107. c. 1. n. 1. Chatellenie, ibid.

Chatham (Baronne de) II. (11.) p. 649. c. 2. n. °°. — Comte de II. (11.) p. 648. c. 1. n. †.

Chatham ou Pola II. (n.) p. 1554. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1.

Chatri II. (n.) p. 937. c. 1. n. 1. Chebec II. (II.) p. 181. c. 1. n. °. Che-eulh-tchi II. (n.) p. 1218. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Cheikh I. p. 528. c. 1. n. 4.

Cheikh-al-Djebal II. (II.) p. 1031. c. 1. contin. de la n. °. de la p. 1029. c. 1.

Cheikh ul-Islam I. p. L. c. 2. n.*.
Chékan II. (II.) p. 1218. c. 2. cont.
de la n. **. de la p. 1205. c. 1.
Chékiamouni II. (II.) p. 1222.

c. 2. n.

Chéking II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1.

Chelouk II. (II.) p. 1208. c. 2. n. °.

Chemin forain I. p. LXXXII. addit.

à la p. 189. — de Halage II. (II.) p. 548. c. 1. n. ***.

ļ

Cheng-Siang-vang II. (II.) p. 1209. c. 1. n. 00.

Chénier (Louis) II. (II.) p. 71. c. 1. n. **. — Marie de Saint-André II. (II.) p. 71. c. 1. n. ††.

Chensi II. (II.) p. 1245. c. 2. n. 2. Cherrone II. (II.) p. 1189. c. 1. n. 1. Cherson, ibid.

Chersonèse taurique I. p. 398. c. 2. n. 7. II. (i.) p. 102. c. 1. n. 1. Cheval de Frise II. (ii.) p. 1239. c. 1. n. 3.

Chevolier du Guet II. (t.) p. 525. n. 2.

Chiapa (État mexicain de) II. (11.) p. 50. c. 2. n. 5.

Chiffon II. (11.) p. 1685. c. 1. n. *. addition & la p. 1129.

Chi-King II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1.

Chili (République de) II. (n.) p. 25. c. 2. n. 4.

Chine II. (II.) p. 1207. c. 2. n. †.

— divisée en trois Empires II. (II.)
p. 1209. c. 2. n. •.

Chinesiske og ostindiske Høndelscompagnie II. (II.) p. 1680. addition à la p. 1017.

Chinois de Batavia II. (II.) p. 747. c. 1. n. **.

Chio II. (1.) p. 107. c. 1. n. 4. Chiourme II. (11.) p. 183. c. 2. n. °. Chirac II. (II.) p. 94. c. 1. n. 2.
Chirac II. (II.) p. 94. c. 1. n. 2.
p. 96. c. 2. n. 1. — p. 1259. c. 2.
n. 1. et c. 2. n. 8. — p. 1262. c. 2.
n. 2. — p. 1610. c. 2. n. 5.
Chica II. (II.) p. 1220. c. 2. n. **.
Choczim II. (II.) p. 1324. c. 1. n. 3.
Chou King II. (II.) p. 1216. c. 1.
cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1.
Choutres II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1.
Chrême (Saint) II. (I.) p. 136. c. 1.

Chrétien III, Roi de Danemark, I. p. 391. c. 2. n. 4.

Chrétiens d'Égypte II. (1.) p. 10. c. 2. n. †. — de Saint Thomss II. (1.) p. 501. n. 4.

Christianople II. (11.) p. 902. c. 1: n. *.

Christianostadium II. (11.) p. 902. c. 1. n. **.

Christianstad, ibid.

性。"。

Chronique de Nestor II. (II.) p. 1285. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1284. c. 2. — de Tsou-Chou II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1.

Chronologie chinoise II. (II.) p. 1205. c. 1. n. **. — des Orientaux I. p. xl., c. 1. contin. de la n. **. de la p. xxxvIII. c. 1.

Chrysobullum II. (1.) p. 21. e. 1. n. 1.

Chun II. (II.) p. 1209. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1207. c. 2. Chuquisaca voyez Charcas.

Chypre I. p. 42. c. 1. n. 1.

Cibo (Jules) II. (II.) p. 185. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 184. c. 1. Cicala II. (II.) p. 792. c. 2. n. 4. 5. Cicéron (Marcus Tullius) I. p. 17. c. 2. n. 5.

Cigala (Scipion) II. (II.) p. 793. c. 1. contin. des n. 4. et 5. de la p. 792. c. 2.

Cigale (Jean Mithel de), ibidem.

109 *

Cimbres I. p. 369. c. 1. n. 2. Cimier II. (11.) p. 375. c. 2. n. °. Cimmériens I. p. 369. c. 1. n. 2. Cinabre II. (II.) p. 1283. c. 1. n. 1. Cinq sols (Négoce des Pièces de) II. (11.) p. 1652. c. 1. n. *. addition à la p. 307. Cipaie II. (II.) p. 640. c. 1. n. **. Circassie ou Tcherkessie,1. p. 421. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 420. c. 1. Circulus magnus II. (II.) p. 1218. c. 1. n. °. Cire II. (II.) p. 483. c. 1. n. 2. Cisterscium II. (11.) p. 465. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 464. c. 1. Citatio subsidialis sive subsidiaria II. (II.) p. 1107. c. 1. n. 1. Citeaux II. (11.) p. 464. c. 1. n. °. Città Vecchia II. (1.) p. 53. c. 1. Civil, par opposition à Criminel ou Commercial, I. p. 212. c. 2. n. 7. Civitas notabilis II. (1.) p. 53. c. 1. n. **. Claire (Isabelle-Eugénie) Souveraine des Pays-Bas II. (II.) p. 448. c. 1. n. '. Clairvaux II. (II.) p. 464. c. 1. n. †. Clamengis (Nicolas de) II. (II.) p. 811. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 807. c. 1. Clara Elf II. (II.) p. 1086. c. 2. n. 5. Clara vallis II. (II.) p. 464. c. 1, n. †. Clarisses ou pauvres Dames II. (п.) р. 354, с. 1. п. †. Classen-Loterie (hundertfache) II. (II.) p. 1437. c. 2. n. *. Classes (Terme de Marine) II. (II.) .p. 87. c. 1. n. °. Clearance II. (II.) p. 870. c. 1. n. 2. Clerc II. (1.) p. 49. c. 2. n. *. p. 187. c. 1. n. *. Clercs de la Société de Jésus II. (II.) p. 96 c. 1. n. 3. d. Cléricature II. (1.) p. 187. c. 1. n.*.

Clive (Robert Lord) II. (II.) p. 639. c. 1. n. '. Club des Cordeliers II. (1.) p. 64. c. 2. n. ⁻. Clysma II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Coactif II. (II.) p. 246. c. 2. n. 3. Coadjuteur II. (1.) p. 60. c. 1. n. ***. Coadjutorerie, ibid. Coadjutrice, ibid. Coalition (Ministère de la) en Angleterre II. (11.) p. 646. c. 2. n. *. Cocceji (Samuel de) I. p. 444. c. 2. Code bourguignon I. p. 27. c. 2. n. 1. p. 400. c. 1. n. 1. — de Commerce (Projet d'un Code) en Hongrie I. p. 512. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 511. c. 2. — Frédéric, en Prusse, I. p. 444. c. 2. n. 1. de Gazarie I. p. 398. c. 2. n. 7. général prussien I. p. 444. c. 1. n. 1. — gothique I. p. 369. c. 1. n. 4. — grégorien I. p. 18. c. 2. n. 6. - hermogénien, ibid. - de Lois maritimes en Prusse I. p. 490. c. 2. n. 2. — de la Monarchie autrichienne I. p. 511. c. 1. n. 1. et n. *. — noir II. (11.) p. 89. c. 1. n. †. — papirien I. p. 18. c. 2. n. 6. prussien I. p. 472. c. 2. n. 1. spécial de l'Inde hollandaise II. (11.) p. 745. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — théodosien I. p. 18. c. 1. n. 6. — d'Ulfljot I. p. 355. c. 2. n. 1. — visigothique L p. 145. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. — de Westrogothie I. p. 369, c. 1, n. 4. Co dice per la Veneta mercantile marina I. p. 297. c. 1. n. 2. Codicille II. (11.) p. 232. c. 1. n. 1. Codin (George) II. (L) p. 461. c. 1. n. T. Coecum II. (II.) p. 1613. c. 1. n. ****. Coeur (Jacques) II. (1.) p. 186. c. 1. n, 1.

Cognassier II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 258. c. 2. Cohahuila II. (11.) p. 1582. c. 1. n. 1.

Cohen (Juda) II. (II.) p. 999. c. 2. n. 2.

Colbert (Jean Baptiste) II. (II.) p. 85. c. 1. n. *.

Colicium II. (1.) p. 466. c. 2. n. 3. Coligny (Comte de) II. (11.) p. 1653. c. 2. n. *.

Colis II. (II.) p. 352. c. 1. n. *.
Collatinus (Tarquinius) I. p. 3.

c. 1. n. 2. Collecte espagnole II (i) n. 378

Collecte espagnole II. (i.) p. 378. c. 2. n. 2.

Collection Arna-Magnaeane I. p. 349. c. 2. contin. de la n. 1. de la p. 348. c. 1. — Harlésenne II. (II.) p. 389. c. 1. n. °.

Collège d'Amirauté en Suède I. p. 363. c. 2, n. 3. — de Commerce à Pétersbourg II. (II.) p. 822. c. 1. n. 3. — de Commerce et d'Amirauté en Prusse I. p. 474. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. — Collège du Conseil intime d'Etat en Brandebourg I, p. 441, c. 1, n. 2. — des Curateurs des Maisons mortuaires des Chinois et autres Non-Chrétiens, dans l'Île de Java II. (II.) p. 747. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — des Douanes en Prusse I. p. 490. c. 2. n. 2. général de Commerce à Berlin I. p. 474. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. — des Inspecteurs des Digues et des Levées II. (11.) p. 746. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — des Inspecteurs des Orphelins à Java, ibid. c. 1. des douze Juges supérieurs d'Angleterre I. p. 321. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — des Mariages et des petites Affaires II. (II.) p. 747. c. 1. cont. de la n. 4.

de la p. 734. c. 2. — sacré II. (n.) p. 1034. c. 1. n. O.

Collegie der Heeren Heemraden II. (II.) p. 746. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — der Heeren Weesmeesteren, ibid. c. 1.

Collegio delli cinque Savii sopra le mercanzie II. (1.) p. 402. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 401. c. 2.

Collegium ou Congregatio pauperum Magistrorum studentium in theologica facultate II. (11.) p. 808. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 807. c. 1.

Cologne sur la Sprée II. (II.) p. 968. c. 1. n. 1.

Colomb (Christophe) II. (11.) p. 371. c. 1. n. °°.

Colombie (République de) II. (11.) p. 30. c. 1. n. 4.

Colonie suédoise dans l'Amérique du Nord II. (11.) p. 989. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 988. c. 2.

Colportage L. p. LXXXV. addition . à la p. 501.

Colquhoun (Jacques) II. (II.) p. 1497. c. 2. n. 4.

Colzoum II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Comana de Cataonie II. (II.) p. 781. c. 2. n. °°°.

Combat judiciaire ou singulier II.
(1.) p. 350. c. 1. n. *.

Comécies II. (1.) p. 368. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 367. c. 1.

Comestibles II. (п.) p. 114. c. 2. n. 3.

Comices I. p. 353. c. 1. n. **.

Comisionado II. (n.) p. 441. c. 1.
n. 1.

Comité des Dix-sept II. (11.) p. 741. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Comité de La Haye II. (11.) p. 742. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Comitia centuriata I. p. 353. c. 1. n. **. — curiata, ibid. — tributa, ibid.

Commandement II. (II.) p. 778.
c. 1. n. 2.

Commandements généraux en Autriche I. p. 507. c. 2. n. 2.

Commanderies patronales II. (1.) p. 54. c. 2. n. †††.

Commandeurs II. (n.) p, 749. c. 2. contin, de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Commanditaire I. p. 224. c. 1. n. 1.

Commandite, ibid.

Commencement de l'Année II. (1.) p. 299. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 295. c. 1.

Commendon II. (n.) p. 1410. c. 1. n. *.

Commerce d'Épiceries de Montpellier II. (1.) p. 199. c. 2. n. †. Commettre II. (11.) p. 410. c. 1. n. 1. Commissaire général des Relations commerciales II. (11.) p. 12.

c. 1. n. 1. — pour juger les Prises I. p. 242. c. 2. n. 4.

Commissariat des Convois II.

(II.) p. 1678. addition à la p. 990.

Commissaris polityk II. (II.) p.

748. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Commission II. (II.) p. 920. c, 2. n, 6. — de Conciliation en Danemark I. p. 339. c. 2. n, 3. — des Lois en Prusse I. p. 490. c. 2. n. 2. Common Law of England I. p. 338. c. 1. n. 4.

Communes (en Angleterre) voyez Chambre basse du Parlement d'Angleterre.

Communion II. (II.) p. 542. c. 1. n. 1. Commutatif I. p. LXXVIII. addit. à la p. 32.

Compognia degli Umili II. (1.)

p. 132. c. 2. n. 6. — degli Vermigli, ibid.

Compagnie anglaise d'Afrique II. (II.) p. 628. c. 1. n. †. — des Indes orientales II. (II.) p. 391. c. 1. n. °. II. (II.) p. 621. c. 2. n. 1. — du Levant II. (II.) p. 312. c. 1. n. *. — de la Mer du Sud II. (II.) p. 388. c. 1. n. †.

Compagnie danoise d'Afrique I. p. 477. c. 1. cont. de la n. 1. de la р. 473. с. 1. II. (п.) р. 1047. с. 2. n. 3. - asiatique ou des Indes orientales II. (11.) p. 1013. c. 1. n. 3. II. (11.) p. 1680. addit. à la p. 1017. — du Levant II. (II.) p. 1681. addit. à la p. 1054. — Compagnie en Société générale danoise de Commerce II. (II.) p. 1681, n, *, addit, à la p, 1054. Compagnie française d'Afrique II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2. du Bastion de France, ibid. — de la Chine II. (11.) p. 385. c. 1. n. O. — de la France équinoxiale II. (11.) p. 381. c. 2. n. ••. — pour la nou-

velle France (le Canada) II. (II.) p. 381. c. 1. n. ••. — de Guinée II. (11.) p. 380, c. 2. n. paur l'île de Saint Christophe II. (H.) p. 381. c. 1. n. ••. — des Indea II. (II.) p. 384. c. 1. n. . . . des Indes occidentales II. (II.) p. 381. c. 1. n. ••. II. (11.) p. 382. c. 1. contin. de la n. 🗪 de la p. 381. c. 1. — des Indes orientales II. (11.) p. 84. c. 2. n. 6. — de la Louisiane II. (11.) p. 86. c. 1. n. •. de la Mer du Sud II. (11.) p. 386. c. 2. contin. de la n. . de la p. 384. c. 1. — du Mississipi II. (11.) p. 86. c. 1. n. •. — d'Occident II. (II.) p. 86. c. 2. n. ©. p. 384. c. 1. n. •. — du Sénégal II. (11.) p. 381. c. 1. n. °. — spéciale pour la Pêche

du Corail II. (II.) p. 13. c. 2. comt.

de la n. 2, de la p. 12, c. 1.

Compagnie génoise du Levant II. (11.) p. 1652, addit, à la p. 307.

Compagnie de Négociants hollondaise, pour le Commerce d'Afrique I. p. 477. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. — des Indes occidentales II. (II.) p. 980. c. 1. n. 2. — des Indes orientales II. (II.) p. 734. c. 2. n. 4. — du Levant II. (II.) p. 943. c. 1. n. 2.

Compagnie des Humbles II. (1.) p. 132, c. 2, n. 6.

Compagnie Impériale orientale II. (II.) p. 1422, c. 1. n. 3. — nouvelle orientale II. (II.) p. 1435, c. 1. n. 1. — orientale de Trieste II. (II.) p. 1435, c. 1. n. **. — des Pays-Bas autrichiens d'Ostende II. (II.) p. 329, c. 2. n. 4. p. 635, c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 621, c. 2.

Compagnie du Commerce russe dans le Levant II. (II.) p. 1297. c. 2. n. 7. — de Commerce en Perse II. (II.) p. 1265. c. 1. n. 1.

Compagnie américaine de Suède II. (II.) p. 988. c. 2. n. 3. — suédoise de Guinée II. (II.) p. 989. c. 2. n. ****. — du Commerce dans le Levant II. (II.) p. 1685. addition à la p. 1129. — des Indes orientales II. (II.) p. 1677. addition à la p. 990.

Companies (exclusive) II. (II.) p. 627. c. 1. n. *. — (joint Stock) ibid. — (open) II. (II.) p. 627. c. 2. n. **. — (regulated) ibid.

Comparaissance II. (u.) p. 824. c. 1. n. 1.

Comparoir II. (II.) p. 116. c. 1. n. 1. Compandium Naufragiorum I. p. 144. c. 2, n. 3.

Compenser les Dépens I. p. 222. c. 1. n. 2.

Compere di S. Georgio II. (1.) p. 116. c. 2. n. 2.

Compétent II. (II.) p. 746, c. 2, n. **.

Compéter II. (II.) p. 508, c. 2, n. 4.

Compilations I. p. 512, c. 1, n. 2, a.

Complutum II. (II.) p. 457, c. 1.

n. 1.

Comprouvants II. (II.) p. 279. c. 1. n. 1.

Comptoir I. p. 398. c. 2. n. 6. — II. (1.) p. 347. c. 1. n. 1. — II. (11.) p. 376. c. 2. n. °°. — de Nowogorod II. (1.) p. 574. addition à la p. 342.

Comte de la Nation saxonne I. p. 509. c. 2. contin. de la n. 6. de la p. 508. c. 2.

Conack II. (II.) p. 360. c. 1. cont. de la n. °°. de la p. 358. c. 2. Concessions d'Afrique II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2.

Concile I. p. LXXVII. n. *. addition à la p. 25.

Concilium Lateranense IV. (1215)
II. (1.) p. 350. c. 2. n. *. — XIX.
(1512.) II. (11.) p. 426. c. 1. n. **.

— Lugdunense II. (1274.) II. (1.)
p. 226. c. 2. n. 3. — Nicaenum
(325.) II. (11.) p. 427. c. 1. n. •.

— Nymphaense (1233.) II. (1.)
p. 84. c. 1. n. *. — Toletanum
III. (589.) II. (11.) p. 426. c. 1. n. *.

— Toletanum V. (633.) I. p. 25.
c. 2. n. 4. — Tridentinum (1545)
II. (11.) p. 297. c. 1. n. †.

Concilium Transylvaniae Saxonicum I. p. 509. c. 1. contin. de la n. 6. de la p. 508. c. 2. Conclave II. (11.) p. 1224. e. 2. n. †.

Concordat I, p. 208, c. 2, n. 5. Concurs II. (II.) p. 1195, c. 1, n. 2. Concrétion II. (II.) p. 1613, c. 1. n. **.

Concursus Creditorum II. (11.) p. 1195. c. 1. n. 2.

Confédération de l'Amérique centrale II. (II.) p. 50. c. 1. n. 5.

— des États-Unis du Rio de la Plata II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4. — des États-Unis du Sud II. (II.) p. 30. c. 1. n. 4.

Conférence II. (II.) p. 807. c. 1. n. †. Conférences (Ile des) II. (II.) p. 31. c. 2. n. 3.

Conférences judiciaires II. (11.) p. 807. c. 2. n. †. — religieuses, ibid.

Confession d'Augsbourg I. p. 463. c. 1. n. *.

Confins militaires II. (II.) p. 267. c. 1. n. 2.

Confiscatores II. (II.) p. 1469. c. 2. n. 3.

Confrérie II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2. Confucius II. (11.) p. 1213. c. 1. n. †.

Confusion de Droits et d'Actions
I. p. LXXXIII. addition à la p. 218.

— des Langues II. (II.) p. 1208.
c. 2. n. °.

Cong II. (II.) p. 1204. c. 1. n. *. Congé I. p. 266. c. 1. n. 2. p. 345. c. 2. n. 2.

Congregatio pauperum voyez
Collegium.

Congrégation II. (II.) p. 40. c. 1.

n. *. — des Feuillants II. (II.) p.
469. c. 1. cont. de la n. °. de la
p. 464. c. 1. — de Notre Dame
de Miséricorde II. (II.) p. 42. c. 2.
n. **. — de l'Ordre de Saint Benoît II. (II.) p. 466. c. 2. contin.
de la n. •. de la p. 464. c. 1.
Congrès de Westphalie I. p. 463.

Congrès de Westphalie I. p. 463. c. 2. n. *. — de Vienne (Acte du Congrès) II. (II.) p. 17. c. 2. n. 4. Conjoint I. p. 236. n. 1.

Connaissance du Tems II. (II.) p. 1689. c. 2. cont. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2.

Connaissement (Connoissement ou Conossement) II. (II.) p. 945. c. 2. n. ***.

Connétable I. p. 240. c. 1. n. *. Connétablie, ibid.

Conscience (Cas de) II. (11.) p.413. c. 2. n. 3.

Conseil d'Administration, en Portugal II. (II.) p. 522. c. 2. n. 4. — aulique de guerre, en Autriche I. p. 507. c. 2. n. 2. — collatéral, à Naples II. (I.) p. 246. c. 2. n. j. — d'État, en France I. p. 203. c. 1. n. 3. Errata du T. I. (p. 204. c. 2. l. 8.) — en Norvège I. p. 385. c. 1. n. 1. — grand Conseil, en France I. p. 191. c. 2. n. 1. — à Venise II. (I.) p. 401. c. 1. n. 3. — des Prises, en France I. p. 242. c. 2. n. 4. — de Prud'hommes I. p. 231. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 230. c. 2.

Conseiller des Secrets, en Turquie II. (II.) p. 1423. c. 2. contin. de la n. **. de la p. 1422. c. 1. Conselleres II. (I.) p. 239. c. 1. n. 1. Conservateurs de différentes Espèces I. p. 186. c. 1. n. 1. — II. (I.) p. 149. c. 1. n. 5.

Conserve I. p. XIII. c. 1. n. 4.

Consiglio (il serenissimo maggior, à Venise) II. (1.) p. 401. c. 1.
n. 3. — de' Pregadi, à Venise
II. (1.) p. 401. c. 1. n. *.

Consignataire II. (II.) p. 275. c. 1. n. 1. — p. 1508. c. 1. n. 1. Consignation II. (II.) p. 1508.

c. 1. n. 1.

Consigner, ibid.

Consilium Nobilium Proborum

Hominum Montipessulani II. (1.)

p. 195. c, 2, n. 2. — Consilium majus II. (1.) p. 401. c. 2. n. 3. — rogatorum II. (1.) p. 401. c. 1. n. .. Consolos II. (1.) p. 25. c. 2. n. 3. Constant II. (11.) p. 894. c. 1. n. 1. Constant II. (11.) p. 894. c. 1. n. 1. II. Constant II. (1.) p. 10. c. 2. n. 2.

Constater la Masse II. (II.) p. 279. c. 2. n. 2.

Constellations II. (II.) p. 1207. c. 1. contin. de la n. †††. de la p. 1206. c. 2.

Conster II. (II.) p. 279. c. 2. n. 2.

Constitution II. (I.) p. 121. c. 1.

n. 3. et n. *. — politiques, ou Bulles d'or II. (I.) p. 121. c. 1. n. 3.

Consulares I. p. 3. c. 2. n. 5.

Consulat (Année de) I. p. 5. c. 1.

n. 4.

Consulat des Marchands à Ancone II. (1.) p. 158. c. 2. contin. de la n. 10. de la p. 157. c. 2.

Consulat de la Mer, par Boucher, I. p. 88. c. 1. n. 1.

Consule et Dies I, p. 4, c. 1, n. 3. Consule et Die (sine) I, p. 4. c. 1, n. 4.

Consuls administrateurs des Impôts hypothéqués à Gênes II. (1.) p. 116. c. 2. n. 2. — des Agents de Change à Montpellier II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2. — anglais, établis dans les Colonies espagnoles détachées de la Métropole II. (11.) p. 619. c. 1. n. 3. — de l'Art de la Mer I. p. 94. c. 1. n. 1. — Consuls des Arts majeurs et mineurs à Florence II. (1.) p. 126. c. 1. n. 1. cont. de la n. 1. de la p. 125. c. 1. - de Catalogne, décapité à Constantinople II. (1.) p. 73. c. 2. n. 4. — de Commerce, à Florence II. (1.) p. 129. c. 1. n. 1. d. — à Livourne I. p. 283. c. 2. n. 3. — majeurs (douze) II. (1.) p. 199, c. 2. n. 1. des Marchands et des Métiers, à Brixen, Turin et Vérone I. p. 166. c. 1. n. 5. — de la Mer, à Ancone II. (1.) p. 158. c. 1. cont. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. de la Mer à Florence II. (1.) p. 129. c. 1. n. 1. d. — de la Mer à Montpellier II. (1.) p. 199. c. 2. n. 1. — Nomination des Consuls II. (1.) p. 471. c. 2. n. 3. — de l'Office des Canabassiers à Montpellier II. (i.) p. 199. c. 2. n. 1. — de l'Office des Changeurs à Montpellier II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2. — de l'Office des Courtiers à Montpellier, ibid. de l'Office des Marchands, à Montpellier, ibid. — de l'Office des Orgiers, à Montpellier, II. (1.) p. 199. c. 2. n. 1. — de l'Office des Poivriers, à Montpellier, ibid. — Consuls ou Prud'hommes de Montpellier II. (i.) p. 195. c. 2. n. 2. — Consuls ou Prud'hommes de Pêcheurs à Marseille II. (1.) p. 175. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 172. c. 2. — Consuls de Santé à Ancone II. (1.) p. 158. c. 2. contin. de la n. 10. de la p. 157. c. 2.

Consulta di Giustizia e Grazia (en Toscane) I. p. 281. c. 2. n. 4.

Contention II. (11.) p. 116, c. 2, n. 2.

Conthor ou Conthorium II. (1.)
p. 347. c. 1, n. 1.

Contradictoire I. p. LXXXII. addition à la p. 191.

Contrainte par Corps I. p. 277. c. 1. n. 2.

Contrat de Bail emphytéotique I. p. 501. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 500. c. 2. — commutatif I. p. LXXVIII. addition à la p. 32. — pignoratif I. p. 429. c. 2. n. 2. — d'Union I. p. 208. c. 2. n. 5.

Controventeur II. (II.) p. 451. c. 1. n. 2. Contrefaçons I, p. 230. c, 1, cont. de la n. 8, de la p. 229, c. 2. Contre-Têtes II. (u.) p. 863. c. 1. n. 2. Contribution I. p. 35. c. 1. n. 2. Controle II. (1.) p. 201, c. 1, n. *. Controleur, ibid. — général, ibid. Controverse II. (u.) p. 274. c. 1. n. 2. Controversé, ibid. Controversiste, ibid. Contumaz II. (i.) p. 159. c. 1. n. °°. - Anstalten, ibid. - Haus, ibid. Convention I. p. 318. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 317, c. 1. Convention Parliament, ibid. Conventions tacites I. p. 274. c. 2. n. 1. Conventuels II. (1.) p. 51. c. 1. n. ***. Conventus Hispolensis II. (II.) p. 400. e. 1. n. 2. — juridicus, ibid. — summis praetoribus in Americae provinciis, ad certas causas definiendas non subjectus II. (II.) p. 401. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 400. c. 1. Cook (Jacques) II. (ii.) p. 835. c. 2. n. **** Copeks II. (II.) p. 146. c. 1. n. 1. Copie figurée II.(II.) p. 669. c. 1. n.*. Copinta II. (1.) p. 571. addition à la p. 106. · Coptes II. (i.) p. 10. c. 2. n. †. Coraillers ou Corailleurs II. (н.) р. 12. с. 1. n. ***. Coran ou Courrann v. Alcoran. Cordeliers II. (1.) p. 64. c. 1. n. *. — II. (и.) р. 95. с. 2. n. 3. b. Cordoban II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1. Cordouan, ibidem. Corduan (Tour de) II. (II.) p. 72. c. 1. n. 2. Corée (Ambassadeurs des Rois de)

en Chine II. (u.) p. 1235. c. 1. n. *. Cornette II. (1.) p. 462. c. 2. n. 2. — II. (II.) p. 1378. c. 1. n. *. Cornwallis (Marquis de) II. (II.) p. 651. c. 1. n. ††. Coron II. (i.) p. 266, c. 1. n. 2. Corono regalis II. (1.) p. 320. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 319. c. 1. Coronat (Livre de) II. (L) p. 411. c. 1, n. 1. Coronia II. (II.) p. 1100. c. 2. n. 6. Corporation of the Trinity House of Deptford Strand II. (u.) p. 547. c. 2. n. 6. Corps diplomatique II. (IL) p. 417. c. 2. n. *. — universel diplomatique du Droit des Gens II. (11.) p. 950, c. 1. contin. de la n. *. de la p. 949. c. 1. Corpus Juris Hungarici I. p. 511. c. 2, n. 2. — Suevici I. p. 422. c. 2. contin. de la n. 1, a. de la p. 421. c. 2. Corregedor (différentes Espèces de) II. (1.) p. 374. c. 1. n. 1. Corregedoria, ibid. Corregidor, ibid. Corregimiento, ibid. Correspondance II. (II.) p. 918. c. 2. n. 6. Corsaire II. (i.) p. 322. c. 2. n. **. - barbaresques, s'avanturent dans l'Océan atlantique et jusqu'à Terreneuve II. (II.) p. 172. c. 2. n. **. Corse (lle de) II. (II.) p. 604. c. 2. n. 2. Coruacia II. (II.) p. 1610. c. 2. n. 6. Corvée II. (1.) p. 115. c. 1. n. 4. Corvin (Mathieu) II. (II.) p. 1411. c. 2. n. 3. Cosaques I. p. 420. c. 1. n. **. d'Azof, ibid. c. 2. — du Don, ibid. c. 2. — de la Mer noire p. 421. c. 2. contin. de la n. **. de la p. 420. c. 1. — de l'Oural, ibid. —

de la Sibérie, ibid. — Zaporogues

p. 420, c. 1. n. **.

Cosmétique II. (11.) p. 1614. c. 1. Cosmographe II. (u.) p. 1039. c. 1. n. •. Cosmographie, ibid. Cosmographique, ibid. Costume des Ministres étrangers à Constantinople II (u.) p. 1427. c. 1. n. 1. Côte II. (11.) p. 66. d. c. 1. n. 2. faire Côte II. (II.) p. 721, c. 1. n. 1. - Frères de la Côte II. (II.) p. 360. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 358. c. 4. Côter II. (11.) p. 66. d. c. 1. n. 2. Cottimo II. (1.) p. 405. c. 1. n. 3. — p. 447. c. 1. n. 1. et n. 3. Cotton (Robert) I. p. 55. c. 2. n. 2. Cottonienne (Bibliothèque) I. p. 55. c. 1. n. 1. Coubbé II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. Coubbé-Vézir, ibid. Coubilila II. (11.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Couhistan II. (11.) p. 1034. c. 2. Coul II. (1.) p. 116. c. 2. n. 5. a. — П. (п.) р. 789. с. 2. n. 3. Couleur (sous) II, (II.) p. 112. c. 2. n. 3. Coultre II. (II.) p. 731, c. 2, n. ***. Counter-tops II. (II.) p. 836. c. 1. Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††. Cour des Aides ou Aydes, en France I. p. 244. c. 1. n. 3. — d'Amirauté,

n. 2.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.

Coupon II.

206. c. 1. n. 2. — de la Chambre de l'Echiquier, en Angleterre I. p. 322. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — haute de Chancellerie, en Angleterre I. p. 316. c. 2. n. 2. — civiles (grandes) dans le Royaume des Deux-Siciles I, p. 293. c. 1. n. 2. — de Commerce, à Saint-Jean d'Acre I. p. 169. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 168. c. 2. — des Comptes, en France II. (1.) p. 188. c. 2. cont. de la n. †, de la p. 187. c. 1. — de Degrés, à Séville II. (11.) p. 400. c. 2. n. 2. — du Duché de Lancastre, en Angleterre I. p. 330, c. 1. n. 3, ecclésiastiques, en Angleterre I. p. 315. c. 1. n. 4. — de l'Echiquier, en Angleterre I. p. 322. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. d'Equité, en Angleterre, ibid. et p. 327. c. 1. n. 1. — des Hôtes, en Danemark I. p. 343. c. 1. n. 2. — impériales, en France I. p. 204. c. 2. n. 2. — de Jurisdiction spéciale, en Angleterre, I. p. 315. c. 1. n. 4. — de Justice criminelle (en France) 1. p. 204. c. 2. n. 2. des Plaidoyers communs, en Angleterre I. p. 321. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — plénières I. p. 191. c. 2. n. 1. de Prérogative, de Canterbury I. p. 316. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 315. c. 2. — pour le Soulagement des Débiteurs insolvables en Angleterre I. p. 324. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 323. c. 1. souveraines, en Chine II. (11.) p. 1205. c. 1. n. *. — suprême de Copenhague I. p. 340. c. 1. n. 2. - suprême de Justice, dans le Royaume des Deux-Siciles I. p. 293. c. 2. n. 3.

Courban-Béyram II. (1.) p. 250. c. 1. cont. de la n.*. de la p. 249. c. 2. Courçon (Robert de) II. (II.) p. 811. c. 2. n. ††.

. Courlande I. p. 417. c. 1. n. 1. - Commerce maritime et Navigation I, p. 418. c. 2. n. 1.

Couronne impériale d'Angleterre II. (1.) p. 333. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 332. c. 2. — fermée II. (1.) p. 52. c. 2. n. †. ouverte, ibid. — triple II. (1.) p. 320. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 319. c. 1.

Courrann voyez Alcoran. Coursier II. (II.) p. 178. c. 2. n. ***. Court of Arches I. p. 315. c. 1. n. *. — of Assize I. p. 325. c. 1. n. 1. — of Common Bench I. p. 321. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — of common Pleas I. p. 321, c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — of Equity I. p. 322. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. p. 327. c. 1. n. 1. — of Exchequer I. p. 321. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. - of Exchequer Chamber I. p. 322. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. - of Gool Delivery I. p. 535. n. **. — Court (high) of Chancery I. p. 316. c. 2. n. 2. — of Impeachment and of Errors I. p. 534. n. ***. — Nisi prius I. p. 534. n. ††. — Non of **Record I.** p. 316. c. 1. n. 1. of Oyer and Terminer I. p. 534. n. †. — of Piepoudre I. p. 319. c. 2. n. 3. — for the Relief of insolvent Debtors I. p. 324. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 323. c. 1. — of Record I. p. 316. c. 1. p. 1. Courtage II. (II.) p. 534. c. 1, n. *. Courtines I. p. 267. c. 1. n. 3. Coutume de Bretagne I. p. 145. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 144, c. 1.

Cral I. p. 526. c. 2. n. 3.

Créance (Lettre de) II. (II.) p. 669.

c. 1. n. 1. — privilégiée II. (11.) p. 935 c. 2. n. 3.

Créancier privilégié II. (11.) p. 935. c. 2. n. 3.

Créole II. (11.) p. 358. c. 1. n. ●. Crète II. (1.) p. 258. c. 2. n. 5. Cri public II. (1.) p. 370. c. 1. n. ***. Criage, ibidem.

Crida II. (II.) p. 1195. c. 1. n. 2. Cridarius, ibidem.

Criée II. (1.) p. 370. c. 1. n. ***. Crier II. (n.) p. 992. c. 2. n. 3. Crierie II. (1.) p. 370. c. 1. n. ***. Crime capital II. (II.) p. 479. c. 2. n. 3.

Crique II. (II.) p. 911. c. 2. n. 2. Croisades II. (1.) p. 13. c. 1. n. 1. — Bulle de la Croisade v. Bulle. Croix bourguignonne de St. André II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1. — grecque, ibid. — latine, ibid. — de St. André, ibid.

Crown side (the) I. p. 321. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. Crozat ou Crouzat (Jean) II. (11.) p. 755. c. 2. n. ••.

Cruciade (Bulle de la) v. Bulle. Crucifer II. (II.) p. 1413. c. 1. n. 2. Crusca (Academia della) voyez Academia.

Cruzodo (Bulo de lo) II. (II.) p. 39. c. 1. n. 1.

Cruzades II. (II.) p. 566. c. 1. n. 1. Cuadra II. (u.) p. 406. c. 1. n. 3. Cueillette (charger un Navire à la) II. (i.) p. 206. c. 1. n. 5.

Cujas (Jacques) I. p. 21. c. 2. n. 3. Cuir cru II. (11.) p. 315. c. 1. n. †. — de Roussi II. (II.) p. 1247. c. 1. n. 1. — de Russie, ibid.

Cullie (Argent de) II. (II.) p. 1017. c. 1. n. *. — p. 1680. addition à la p. 1017.

Culmsche Handfeste I. p. 455. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Culte mithriaque II. (II.) p. 1227. c. 2. n. •. Cultellus II. (II.) p.731. c. 2. n. ***, Cura Palatii II. (1.) p. 461, c. 1, n. †. Curadores II. (II.) p.811. c. 2. n. 2. Curadoria II. (n.) p. 812. c. 1. cont de la n. 2, de la p. 811, c. 2. Curatelle, ibid. et c. 1. n. *. Curateur II. (II.) p. 812, c. 2, n. *. — aux Biens vacants II. (II.) p. 1256. c. 2. n. 1. — aux Causes II. (11.) p. 812. c. 2. n. *. — d'un Condamné, ibid. — à la Démence, ibid. — ad hoc, ibid. — à la Mémoire, ibid. — au Mort ou du Mort, ibid. — en Prusse I. p. 503. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 502, c. 2, spécial II. (II.) p. 812. c. 2. n. *. — à la Succession vacante, ibid. . — au Ventre, ibid. Curator II. (II.) p. 811. c. 2. n. 2. Curatorship II. (11.) p. 812. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 811. c. 2.

Curatrice II. (II.) p. 812. c. 2. n. *.

Curia ecclesiastica II. (II.) p. 401.

c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 400.

c. 2. — *proesidialis* II. (II.) p. 740. c. 1. n. ... Curies I. p. 353. c. 1. n. **. Curons I. p. 408. c. 1. n. 1. Curopalata II. (1.) p. 461. c. 1. n. 1. Cy'clades II. (II.) p. 1025. c. 1. n. 2. — centrales, ibid. — grandes, ibid. — méridionales, ibid. — du Nord, ibidem. Cycle I. p. xxxix. c. 1. n. †. pascal II. (II.) p. 1218. c. 1. n. °. — pascal de Victor II. (11.) p. 1218. c. 2. n. †††. Cyclus magnus II. (II.) p. 1218. c. 1. n. °. Cydonia ou Cydonie II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 258. c. 2. Cylindre II. (II.) p. 1223. c. 1. n. .. Cylindrique, ibid. Cyrographes II. (II.) p. 601. c. 2. Cyrographum, ibid.

D.

c. 2. n. *.

Daawa II. (II.) p. 109. c. 1. n. 2. Daces II. (II.) p. 114. c. 1. n. 2, Dacia II. (II.) p. 661. c. 1. n. *. Dacier II. (II.) p. 114. c. 1. n. 2. Daga II. (II.) p. 731. c. 1. n. *. Dagarius, ibid. Daghestan II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4. — p. 1262. c. 1. n. 2. Dahomey II. (11.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Dai II. (II.) p. 1029. c. 1. n. °. Daitsing II. (II.) p. 1233. c. 2. n. 1. Dalaï Loma II. (11.) p. 1201. c. 2. contin. de la n. *. de la p. 1200. c. 1. — p. 1224. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Dalhe-Laghen I. p. 371. c. 1. cont. de la n. 5, de la p. 370. c. 2. Damata II. (II.) p. 1222. c. 1. cont. de la n. 3, de la p. 1220. c. 2. Dames (pauvres) v. Clarisses. Damni (Injuriae) agere II. (11.) p. 512. c. 2. n. 1. Dandolo (André) I. p. 296. c. 1. n. 4. — II. (II.) p. 1037. c. 2. cont. de la n. •. de la p. 1031. c. 1. Daneko II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Danemark I. p. 395. c. 1. n. 2. - p. 396. c. 1. n. 2. Daniel (le Père Gabriel) II. (11.) p. 1284. c. 1. n. ***. Dankas H. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228, c. 2.

Czarko-Zélo II. (11.) p. 1330.

n. 2.

Danske Magazin I. p. 61. c. 1.

n. 2.

Danske Magazin I. p. 61. c. 1.

Daoud Pacha II. (II.) p. 1468. c. 1. n. *.

Doouriens II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4.

Dapifer II. (1.) p. 169. c. 1. n. *.

Darciana II. (1.) p. 222. c. 2. n. *.

Darcine, ibid.

Darouga II. (II.) p. 93. c. 1. n. 1. Darse I. p. 283. c. 1. n. 1.

Darsena, ibid.

Darvernum II. (II.) p. 850. c. 1. n.*. Daschkiëvitch (Ostaphei) I. p. 420. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 419. c. 2.

Dostah II. (n.) p. 121. e. 1. n. *.

Dounou (P. Claude-François) I.
p. 8. c. 2. n. 5.

Dovernum v. Dorvernum.

Dax II. (i.) p. 252, c. 2, n. *,

Dehadi II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Dehassak II. (II.) p. 1237. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 1236. c. 1.

Dehouwon emou Khotsin-ni bitkhe II. (II.) p. 1232, c. 2, n. 6.

Débarcadère II, (1.) p. 380. c. 1. n. 1.

Débaucher II. (II.) p. 1272. c. 1. n. 1.

Debito acceso II. (1.) p. 531. n. 3. Debteur voyez Detteur.

Décagramme II. (II.) p. 14. c. 2. n. ***, c. 1. n. °.

Déchasser II. (II.) p. 109. c. 2. n. 5. Déchaussés II. (I.) p. 146. c. 2. n. 5.

Décigramme II. (n.) p. 14. c. 2. n. ***. et n. °°.

Decima de Manejo II. (11.) p. 534. c. 1. contin. de la 11. 2. de la p. 533. c. 2.

Decimos II. (11.) p. 41. c. 2. n. ***. †. Décimes, ibid.

Decisiones curiales I. p. 511. c. 2.
n. 2.

Déclinaison II. (II.) p. 1207. c. 1. cont. de la n. . de la p. 1206. c. 1.

Déclinatoire I. p. 264. c. 1. n. 1. Déconfiture I. p. 324. c. 2. cont.

de la n 2. de la p. 323. c. 1.

Décorum II. (1.) p. 480. c. 1. n. 2. Décrétale I. p. 461. c. 1. n. †. — fausses p. LXXVIII. n. †. addition à la p. 25.

Décri II. (1.) p. 248. c. 2. n. °.

Décrier, ibid. c. 1.

Défaillance II. (11.) p. 451 c. 1. n. 1.

Défalcation II. (II.) p. 576. c. 1. n. 1.

Défalquer, ibid.

Défaut (par) I. p. LXXXII. addition à la p. 191.

Défenses I. p. 198. c. 1. n. 2. Déficit II. (u.) p. 484. c. 1. n. *.

Définitions I. p. 27. c. 1. n. 1. Défrayement des Ministres étran-

gers II. (H.) p. 1264, c. 1, n. 1.

Defterdar II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. Dehesa II. (II.) p. 153. c. 2. n. ***. Déjotarus II. (I.) p. 36. c. 2. II. †.

Délaisser II. (II.) p. 235. c. 1. n. 1. Délaissés, ibid.

Délestage I. p. 266. c. 2. n. 4. Délester, ibid.

Délit I. p. 274. c. 2. n. 2. — flagrant II. (11.) p. 531. c. 2. n. 2. — privé I. p. 274. c. 2. n. 2. — public, ibid.

Délivraison II. (11.) p. 349. c. 2. n. 2.

Delphinus edentulus II. (11.) p. 1613. c., 2. n. †††.

Demass II. (11.) p. 1183, c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1182, c. 2.

Démétrius, surnommé Poliorcètes II. (11.) p. 183. c. 1. n. ***.

Demir-Capi II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4.

Démons de la Mer II. (II.) p. 360. c.1. cont. de la n. †. de la p. 358. c. 2.

Démosthènes I. p. 13, c. 2, n. 4. Denari de Piemont I. p. 284. c. 2. n. 1. Denarius II. (1.) p. 197. c. 2. n. ††. Deniers (différentes Espèces de), ibid. — II. (11.) p. 525. c. 1. n. 1. — p. 719. c. 1. n. 1. Denis le Petit II. (11.) p. 1218. c. 1. B. TTT. Denison I. p. xxix. c. 1. n. *. Denization, ibid. Denizen voyez Denison. Dénoncer II. (II.) p. 266. c. 1. n. 1. Départager I. p. 227. c. 1, n. 2. Département central en Prusse I. p. 443. c. 1. n. 2. Department of foreign Affairs II. (11.) p. 58. c. 1. n. *. — of State, ibid. Dépêcher II. (11.) p. 707. c. 1. n. 1. — II. (II.) p. 270, c. 1. n. 1.

Dependiente II. (n.) p. 492. c. 1. Déporter (se) I. p. LXXXIII. addit.

à la p. 216. Depositario general II. (n.) p. 513. c. 1. n. 1.

Dépositions assermentées II. (II.) p. 274, c. 1, n. 1.

Déprédation II. (1.) p. 549. n. 1. Deputy II. (II.) p. 716. c. 1. n. 1. Der II. (II.) p. 118. c. 2. n. **.

Derbend ou Derbent II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4.

Derne ou Derneh II. (11.) p. 164. c. 1. n. 1.

Desembarcador II. (1.) p. 380. c. 1, n. 1.

Deshayes-Courmesmin II. (tt.) p. 143. c. 1. n. 1.

Deshérence II. (n.) p. 978. c. 1.

Despache I. p. 364. c. 1. n. 1. Despocheur, ibid.

Despoina H. (n.) p. 782. c. 1. n. *. Despotat, ibid.

Despote II. (n.) p. 782, c. 1, n. . — d'Épire II. (1.) p. 24. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 23. c. 2. Δεσπώτης II. (1.) p. 19. c. 1. n. 1. Dessaisir (se) I. p. 273, c. 1, n. 3. Déterrioration de la Monnaie en Turquie II. (11.) p. 311. c. 1. n. **. Détroit de Caffa II. (1.) p. 41. c. 2. n. 4. — des Dardanelles II. (1.) p. 86. c. 1, n. 1.

Dettes actives II. (II.) p. 761. c. 1. n. **. — flottante II. (11.) p. 654. c. 1. n. *. — hypothécaire I. p. LXXXIII. addition à la p. 222. passives II. (II.) p. 761. c. 1. n. **. Detteur II. (II.) p. 114. c. 2. n. 5. Deus terminus II. (11.) p. 181. c. 2.

Deutsche Erbstaaten I. p. 506. c. 1. H. 1.

Deux-Siciles II. (1.) p. 153. c. 1. n. 2.

Deva II. (II.) p. 1223. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Devlet II. (II.) p. 598. c. 1. n. 1. Devleti aliie, ibid. — osmaniie, ibid. — Padischahide, ibid.

Dévolutif I. p. 490. c. 1. n. 1. Dews II. (n.) p. 1227. c. 1, n. . Dialecte de l'Allemagne supérieure I. p. 62. c. 1. n. 3. — bavarois, ibidem, c. 2. — de la Franconie, ibid. — d'Hanovre I. p. 63. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 62. c. 1. — saxon 1. p. 62. c. 2. n. 3. —

souabe, ibid. Dialecticien II. (II.) p. 807. c. 1. n. •.

Dialectique, ibid.

Dialectiquement, ibid.

Diaphane II. (II.) p. 1614. c. 2. n. O. Diaphanéité, ibid.

Diaphanogène II. (m.) p. 1615. c.1. cont. de la n. O. de la p. 1614. c. 2. Dictatorat de Paraguay II. (11.)

p. 140. c. 1. n. 4.

Diemen (Antoni van) II. (11.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — p. 748. c. 1. p. 1687. addition à la p. 1558. Διερμηνευτής ΙΙ. (I.) p. 505. c. 2. n. 6. Dietz (Henri Frédéric de) II. (11.) p. 1290. c. 1. n. 3. Différentiel voyez Calcul. -Différentielle (Quantité), ibid. Digeste (Digesta) I. p. 20. c. 1. n. 1. Dilem II. (H.) p. 959. c. 2. n. °. Dilémites (Sultans), ibid. Diligence II. (II.) p. 822. c. 2. n. 4. Dillon II. (11.) p. 1555. c. 2. cont. de la n. ††. de la p. 1554. c. 2. Dimidia proventuum annuorum pars II. (II.) p. 403, c. 2, n. 5. Dinero I. p. 172. c. 2. n. 2, Dineros de menudos II.(1.) p. 480. c. 2. n. 4. — p. 483, c. 1. n. 2. Diocésain I. p. LvII. c. 1. n. *. Diocèse, ibid. Dionysus voyez Bacchus. Diplomate II. (II.) p. 418. c. 1. cont. de la n. *, de la p. 417. c. 1. Diplomatie II. (II.) p. 417, c. 2, n.*. Diplomatique, ibid. c. 1. — Corps diplomatique, ibid. c. 2. Diplôme, ibid. c. 1. Directe I. p. 500, c. 2, n. 1, Direction du Levant, de la Compagnie hollandaise II. (II.) p. 943. c. 1. n. 2. — p. 948. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 943. c. 1. Directoire général en Prusse I. p. 429. c. 1. n. 1. — général suprême des Finances, de la Guerre et des Domaines en Prusse I. p. 430. c. 1. n. 3. Dirémo II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Disceptator (rationum aerarii) II. (1.) p. 434. c. 2. n. 5.

Dispache voyez Despache.

Dispacheur v. Despacheur.

Distique II. (11.) p. 182. c. 2. n. Distraire II. (II.) p. 481. c. 2. n. 3. Distrittuali II. (1.) p. 436. c. 2. n. 5. Dives II. (II.) p. 1228. c. 1. cont. de la n. C. de la p. 1227. c. 1. Division de l'Empire ottoman en Gouvernements II. (1.) p. 280. c. 1. n. *. Diwan I, p. 520. c. 2. n. 2. — Houmayoun-Kalemi I. p. 524. c. 1. n. 1. Dixcove II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00, de la p. 1228. c. 2. Dix Tables (Lois des) I. p. 17. c. 1. n. 3. Djain as II. (II.) p. 1224. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Djariè II. (II.) p. 131. c. 2. n. 4. Djariyé II. (11.) p. 786. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Djéduki I. p. 523. c. 2. n. 3. Djétal-ud-dinn Mewlana I. p. 519. c. 1. n. *. Djenguiz-Khan v. Djinghiz-Khon, Djérimé II. (II.) p. 124. c. 1. n. 1. — p. 1319. c. 2. n. 6. Djezaïr II. (II.) p. 1610. c. 1. n. 4. Djinghiz-Khan II. (1.) p. 35. c. 1. n. †. Dnepr ou Dnieper I, p. 419, c. 2. n. 1. — II. (II.) p. 1277. c. 2. n. 5. Dobla II. (1.) p. 290, c. 1. n. 1. Docteurs de la Raison II. (11.) p. 1226. c. 2. n. ●●. Doctor's Commons I. p. 315. c. 2. n. 5. Dol II. (п.) p. 1425. c. 1. n. 1. Dolichos Soja II. (II.) p. 1237. c. 1. n. *. Dollars I. p. 540. c. 2. n. 1. — И. (и.) р. 855. с. 2. n. 3. Doloon noor (Lac) II. (II.) p. 1236. c. 2. n. 2.

Domaine utile I. p. 500. c. 2. n. 1.

Dôme II. (II.) p. 793. c. 1. n. *.

Dome-Book I. p. 338. c. 1. n. *.

Domesday-Book, ibidem.

Dominicains II. (II.) p. 95. c. 2.

n. 3. a.

Dominique (Saint) de Guzman, ibidem.

Dominium supremum I. p. 500. c. 2. n. 1.

Dominus quartae et dimidiae Partis Imperii Romani II. (1.) p. 22. c. 2. n. 3.

Dommageable II. (II.) p. 920. c. 1. n. 1.

Dommages et Intérêts II. (11.) p. 1553. c. 1. n. †††.

Donat II. (1.) p. 51. c. 2. n. †. Donataire, ibid.

Doppia de Gênes II. (1.) p. 80. c. 1. n. 2.

Doria (André) II. (II.) p. 184. c. 1. n.*.—(Jeannetin) II. (II.) p. 185. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 184. c. 1. — (Lampa) II. (II.) p. 1037. c. 2. cont. de la n. •. de la p. 1031. c. 1.

Doubdan (J.) II. (I.) p. 570, addition à la p. 91.

Doublon d'or mauresque II. (1.) p. 270. c. 1. n. 1. — p. 290. c. 1. n. 1. Douze Tables (Lois des) I. p. 17. c. 2. n. 3.

Drachmes II. (II.) p. 121. c. 1. n. ". Dragoman II. (I.) p. 505. c. 2. n. 6. Dragomano I. p. 524. c. 2. n. 4. Dragomenos II. (I.) p. 505. c. 2. n. 6. Δραγούμανος I. p. 524. c. 2. n. 4. Dragumenos II. (I.) p. 505. c. 2. n. 6.

Dragut II. (1.) p. 280. c. 2. n. 6.
Drake (François) II. (11.) p. 476.
c. 1. n. *.

Drassanale II. (1.) p. 222. c. 2. n.*.
Drawback II. (11.) p. 728. c. 2. n. 2.
Dreifsigst-Gebühren II. (11.) p.
1411. c. 2. n. 3. — Gefälle, ibid.
III.

- Ordnung, ibid. - Verfassung (Josephinische Mauth und) II. (II.) p. 1412. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1411. c. 2. - Wesen II. (II.) p. 1411. c. 2. n. 3.

Drisse II. (II.) p. 180, c. 1, n. °.

Drogman I. p. 524, c. 2, n. 4. —

II. (I.) p. 505, c. 2, n. 6.

Drogue II. (11.) p. 315. c. 1. n. †††. Droguerie, ibid.

Droguiste, ibid.

Droit d'Ambassade II. (n.) p. 888. c. 1. n. 2. — extraordinaire d'Ambassade II. (п.) p. 944. c. 1. n. *. d'Asyle II. (11.) p. 300. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. de Baillage en France II. (II.) p. 128. c. 2. n. 2. — de Bourgeoisie en Prusse I. p. 502. n. 2. — cambiaire I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. — cambial, ibid. — Canon I. p. xli. c. 2. n. *. p. LXXVII. n. *. addition à la p. 25. — de meilleur Catel II. (1.) p. 78. c. 1. n. 1. — de Chancellerie II. (11.) p. 128. c. 2. n. 2. consulaire II. (1.) p. 478. c. 1. n. 1. - de Consulat II. (11.) p. 128. c. 1. n. 2. p. 944, c. 1. n. *. — de Courtage II. (II.) p. 534. c. 1. n. 3. de Décimation II. (II.) p. 967. c. 2. n. 2. — de Détraction I. p. 499. n. 1. — de Douanes, en Turquie II. (11.) p. 962. c. 1. n. †. — d'Etape II. (1.) p. 353, c. 1, n. 4, — des Gens a) arbitraire II. (II.) p. 301. c. 2. n. **. b) conventionnel, ibid. c) coutumier, ibid. d) naturel, ibid. e) politique, ibid. f) positif, ibid. g) volontaire, ibidem. — Droit de Gîte II. (11.) p. 511. c. 2. contin. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. de la Glèbe I. p. 453. c. 2. n. **. — de Guet et de Garde II. (1.) p. 78. c. 2. n. 2. — inique I. p. 492. c. 2. n. 1. — international II. (u.)

. p. 301. c. 2. n. **. — de Lastage II. (11.) p. 987. c. 2. n. **. — (suprême) maritime de Wisby I. p. 375. c. 2. n. 3. — des Nations II. (II.) p. 301. c. 2. n. **. — de Naufrage I. p. 352. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 351. c. 2. p. 378. c. 1. n. 3. II. (1.) p. 123. c. 1. n. 3. — de Passage II. (1.) p. 51. c. 2. n. ††. — de Péage II. (11.) p. 281. c. 1. n. 2. — de Pesage II. (II.) p. 985. c. 1. n. °. — de Préemption I. p. LXXXVI. n. *. addition à la p. 516. — de Préséance II. (II.) p. 107. c. 1. n. *. — de Présentation II. (1.) p. 120. c. 1. n. 2. de Protection, dans le Levant II. (11.) p. 310. c. 1. n. 5. — de Ré-* cognition II. (11.) p. 987. c. 2. n. *. - de Recousse I. p. LXXXI. addit. à la p. 146. — régaliens utiles II. (II.) p. 977. c. 2. n. °. — de Reprise I. p. LXXXI. addit. à la p. 146. — de Retraite I. p. 504. c 2. n. 4. — du Roi de France, sur les Lieux saints de Jérusalem II. (II.) p. 117. c. 2. n. 4. — russe I. p. 399. c. 2. n. 1. — de Sauvement I. p. 146. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. — saxon I. p. 422. c. 1. n. 1. b. — de Sortie I. p. 504. c. 2. n. 4. — du Souverain, en Prusse II. (II.) p. 977. c. 1. n. °. — du Sund II. (ii.) p. 27. c. 1. n. *. — de Transfert II. (1.) p. 499. n. 1. — utile I. p. 500. c. 1. n. 1. — de Varech I. p. 144. c. 2. n. 3. — de Ville-Franche II. (II.) p. 281. c. 1. n. 2. Drossard der Bataviasche Ommelanden II. (11.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Drungarius (Magnus) II. (1.) p. 466. c. 2. n. 2. Dschigalizadé II. (II.) p. 793. c. 1. contin. des notes 4. et 5. de la p. 792. c. 2.

Dschizié I. p. 518. c. 2. n. 6. Dschundschu II. (II.) p. 1444. c. 1. n. 3. Duc (Titre de) I. p. 43. c. 1. n. 2. Ducas VII (Michel) surnommé Parapinace I. p. 41. c. 1. n. 7. Ducat d'Espagne II. (1.) p. 378. c. 2. n. ***. II. (11.) p. 377. c. 1. n. †. de Naples I. p. 293. c. 1. n. 1. Ducato di Regno I, p. 293, c. 1. n. 1. Ducaton II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1. Duels publics II. (1.) p. 351. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 350. c. 1. Dulcigno II. (II.) p. 1429. c. 1. n. 1. Dulcignotes, ibid. Dumont (Jean) Baron de Carelscroon II. (II.) p. 950. c. 1. n. †. Du Mont d'Urville II. (II.) p. 1555. c. 2. contin. de la n. ††. de la p. 1554. c. 2. Dunes II. (II.) p. 1030, c. 1. n. •. Dupleix (Joseph, Marquis) II. (II.) p. 638. c. 2. n. ††. Duquesne (Abraham) II. (II.) p. 8. c. 1. n. 2. Durazzo II. (i.) p. 19. c. 1. n. 4. — (Marquis de) II. (11.) p. 1652. addition à la p. 307. Durovernum v. Darvernum. Dutcheri II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. Duumvirat II. (1.) p. 158, c. 1. cont. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. Duumvirs (à Ancone) II. (1.) p. 158. c. 1. n. ****. Δημόσιος ΙΙ. (ι.) p. 508. c. 2. n. 2. Dynaste II. (II.) p. 786. c. 1. n. *. Dynastie, ibid. — d'Anjou II. (1.) p. 154. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 153. c. 1. — chinoises II. (11.) p. 1209. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1207. c. 2. — de Hohenstauffen, dans les Deux-Siciles II. (1.) p. 153. c. 2. n. 2. — des Ismaéliens II. (II.) p. 1038. c. 1. contin.

de la n. °. de la p. 1029. c. 1. —

dite de Kin II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. — normande, dans les Deux-Siciles II. (I.) p. 153. c. 2. n. 2. dite de l'Or II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. Dyonisienne (Période) II. (11.) p. 1218. c. 2. n. †††.

Dyrrhachium II. (1.) p. 19. c. 1. n. 4.

E.

Eaheino-Mauve II. (II.) p. 1558. c. 1. n. 1. Eau (faire de l') II. (II.) p. 905. c. 1. Eaux thermales I. p. 253. c. 2. n. 1. Echange d'Ambassadeurs II. (II.) p. 1426, c. 1, n. 1. Echelle I. p. 526, c. 1, n. 2, Echelles du Levant II. (II.) p. 943. c. 2. n. *. Echeveau II. (II.) p. 121. c. 1. n. *. Echevins de la Confrérie des Marchands de Paris II. (1.) p. 370. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 369. c. 2. Eclipse II. (II.) p. 1206. c. 1. n. ●. Ecliptique, ibid. Ecore voyez Accore. Ecrit des onze Articles II. (II.) p. 1232. c. 2. n. 6. Ecrou I. p. 279. c. 1. n. 1. Ecrouer, ibid. Ecu d'Albert II. (11.) p. 1250. c. 1. n. 1. — de Bourgogne, ibid. de la Croix, ibid. — d'Espagne II. (II.) p. 379. c. 1. n. °. — au Lion II. (II.) p. 945. c. 1. n. **. — d'Or, de Piémont I. p. 284. c. 1. n. 1. Ecuador II. (II.) p. 30. c. 2. n. 4. Ecumeurs de Mer II. (1.) p. 324. c. 2. n. **.

Edda (l'ancienne) I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. — (seconde), ibid. — de Sæmund, ibid.

Edital II. (II.) p. 522. c. 2. cont.

Edital II. (II.) p. 522. c. 2. cont. de la n. 9. de la p. 521. c. 2. Edréné II. (II.) p. 1329. c. 1. n. 7. Edressah II. (II.) p. 963. c. 1. n. †. Edrissi (Abou-Abd-Allah Mohammed Ben-Mohammed el-) II. (II.) p. 963. c. 1. n. *. Edrissides II. (1.) p. 268, c. 2. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2. Edrissites II. (II.) p. 963, c. 1, n. †. Efendi I. p. 524. c. 1. n. 1. Efrendji 1. p. 518. c. 1. n. 1. Eftsoons II, (II.) p. 1604. n. 1. Eglise anglicane II. (11.) p. 837. c. 1. n. **. — catholiques, à Péra II. (11.) p. 302. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. — chaldéenne II. (1.) p. 501. n. 4. — épiscopale II. (II.) p. 837. c. 1. n. **. — grecque, à Péra II. (II.) p. 303. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. à Peking II. (11.) p. 1235. c. 2. n. 3. — de la Résurrection II. (II.) p. 957. c. 2. n. 1. — du Saint Sépulcre, ibidem.

Ehoro-Mezdao II. (II.) p. 1227.
c. 1. n. O.

Eichmaafs II. (I.) p. 199. c. 1. n. *.

Eidgenossen I. p. 466. c. 1. n. †.

Eigenthum (nutzbares) I. p. 493.
c. 1. n. 2.

Eimbecker Separat-Vertrag II.
(II.) p. 1346. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 1344. c. 1.

Ejalet ou Eyaleth I. p. 520. c. 2. n. 1. p. LIII. c. 1. n. †††. II. (1.) p. 281. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 280. c. 1.

Elbing II. (II.) p. 975. c. 1. n. ††. Elbistan ou Elbostan II. (II.) p. 781. c. 2. n. °°°.

110 *

Eléonore de Guienne I. p. 49. c. 2. n. 5.

Ellch II. (II.) p. 1344. n. *.

Ellebogium II. (II.) p. 1100. c. 2.

n. 5.

Elliot (Gilbert, Lord Baron Minto)
II. (n.) p. 605. c. 1. n. *.

Elmoudyke II. (ii.) p. 1183. c. 1. n. 1. 2.

Else II. (п.) p. 1343. c. 1. n. 1. El Taka (Lac d') II. (п.) p. 1605. c. 2. n. 1.

Eltehi Khan II. (II.) p. 1264. c. 1. n. 1.

Eltchi (Kutchuk) II. (11.) p. 1410. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2.

Eltchi (Orta) II. (11.) p. 1687. addițion à la p. 1410.

Elucidation II. (II.) p. 449. c. 1. n. *.

lonies de l'Amérique espagnole II.

(II.) p. 619. c. 1. n. 3. — des Mineurs en Prusse I. p. 501. c. 2.

n. 5.

Embarcadère II. (1.) p. 380. c. 1. n. 1.

Embarcation II. (II.) p. 493. c. 1. n. 2.

Embargo II. (11.) p. 355. c. 1. n. 1. Eminentissime II. (1.) p. 52. c. 2. n. ††.

Emir I. p. 519. c. 2. n. 4. p. xlviii. c. 1. n. *. II. (i.) p. 227. c. 1. n. *. II. (ii.) p. 784. c. 2. n. ††. — des Émirs I. p. xlviii. c. 1. n. *. — al Moslémin II. (i.) p. 267. c. 2. n. 5. — al-Moumenin II. (ii.) p. 958. c. 2. n. ††. — de la Musique militaire II. (i.) p. 227. c. 2. n. *. — ul-umera I. p. xlviii. c. 1. n. *.

ut-umera 1. p. xLvIII. c. 1. n. .
Emirat II. (i.) p. 227. c. 1. n. .
Empereur (Titre que prennent les Rois de France) II. (ii.) p. 7. c. 2. n. 5. p. 117. c. 1. n. 1. p. 178. c. 1.

n. 5. — latin II. (I.) p. 23. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. — de toutes les Russies II. (II.) p. 1146. c. 1. n. 1.

Emphytéose I. p. 501. c. 1. n. *. Emphytéote, ibid.

Emphytéotique, ibid.

Empire d'Angleterre II. (L) p. 333.
c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 332.
c. 2. — des Bulgares II. (I.) p. 44.
c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 43.
c. 1. — céleste II. (II.) p. 621. c. 2.
n. *. — grec II. (I.) p. 22. c. 1. n. 3.
— des Tatars Kin ou Nieu-Tché
II. (I.) p. 35. c. 2. n. †. — de Trébisonde II. (I.) p. 33. c. 2. n. 4.

Encre rouge II. (II.) p. 1283. c. 1.
n. 2.

Endenture II. (II.) p. 602. c. 1.
cont. de la n. ***. de la p. 601. c. 1.

Enfants I. p. 502. c. 1. n. *. —
de France II. (II.) p. 607. c. 2. n. ††.
— du Pays II. (II.) p. 197. c. 2. n. 3.

Enfiiè II. (II.) p. 476. c. 1. n. †.

Enfoncer un Pieu II. (II.) p. 746.
c. 1. n. °.

Enghreo-Manioch II. (II.) p. 1227. c. 1. n. 0.

Enkhuysen I. p. 64. c. 2. n. 3.

Ensiferi I. p. 408. c. 2. n. ***.

Entériner I. p. 199. c. 1. n. 2.

Entrecasteaux (d') II. (11.) p.

1555. c. 2. contin. de la n. ††. de la p. 1544. c. 2.

Entrée des Vaisseaux de Guerre des Puissances étrangères dans le Canal de Constantinople II. (II.) p. 802. c. 1. n. 3.

Enwâldshöfding I. p. 377. c. 1. n. 1.

Enwåldskonung, ibid.

Enzili II. (II.) p. 1266. c. 1. n. 2.

Exayωyετς I. p. 13. c. 1. n. 1.

Epave II. (II.) p. 42. c. 1. n. *. —

foncières, ibid. — immeubles, ibid.

— maritimes, ibid. — mobilières, ibid. — de rivière, ibid. Epavité II. (II.) p. 42. c. 1. n. *. Eperon II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. Epices I. p. 414. c. 1. n. 1. Epidaurus II. (1.) p. 147. c. 2. n. 4. Epithète II. (1.) p. 83. c. 1. n. ***. Epotides II. (II.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Epreuve de l'Eau bouillante II. (L) p. 350. c. 1. n. *. — du Fer ardent, ibid. Epytiotomi II. (1.) p. 505. c. 1. n. 3. Epytodomi, ibidem. Equateur II. (II.) p. 1207. c. 1. n. . — (République de l') II. (II.) p. 30. c. 2. n. 4. Equinoctiaux (Points) II. (II.) p. 1207. c. 1. cont. de la n. . de la p. 1206. c. 1. Equipage II. (II.) p. 445. c. 2. n. 4. Equipement I. p. xIII. c. 2. n. 9. Erbpachtcontract I. p. 501. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 500. c. 2. Erbzinsgut I. p. 500. c. 2. n. 1. Erbzinsherr, ibid. Erbzinsmann, ibid. Ere chrétienne II. (1.) p. 301. c. 2. n. ††††. – d'Espagne II. (1.) p. 295. c. 1. n. . — des Grecs II. (1.) p. 122. c. 2. n. 2. p. 299. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1. de l'Incarnation II. (1.) p. 302. c. 1. contin. de la n. ††††. de la p. 301. c. 2. Erlichshausen (Louis d') I. p. 416. c. 1. cont. de la n. 1. de la

p. 415. c. 1.

354. c. 1. n. *.

508. c. 2. n. 4.

n. 1.

Ermites de Saint-Jérome, ibid.

Error in law I. p. 534. n. ***.

Ès II. (II.) p. 75. c. 1. n. 1. Escadre blanche II. (II.) p. 208. c. 1. n. 1. — bleue, ibid. — rouge, ibid. Escadron II. (II.) p. 72. c. 1. n. 1. Escale I. p. 526. c. 1. n. 2. Esclaves (Traite d') II. (I.) p. 74. c. 1. n. 1. Escudo de plata I. p. 299. c. 1. n. 1. Escurial II. (II.) p. 353. c. 1. n. 7. Eski-Seraï II. (II.) p. 785. c. 1. n. *. Espars II. (II.) p. 653. c. 1. n. **. Espèces II. (II.) p. 854. c. 2. n. 2. - sonnantes (payer en), ibid. Esquif II. (II.) p. 155. c. 1. n. 2. Estadal II. (II.) p. 153. c. 2. n. **. Estados Unidos del Rio de la Plata II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4. Estampille I. p. 363. c. 1. n. 1. Ester (à Droit) I. p. 276. c. 2. n. 5. - en Jugement, ibid. Esthonie I. p. 408. c. 1. n. 1. Esthoniens, ibid. — p. 415. c. 1. n. 1. Estienne (Famille des) I. p. 80. c. 1. n. 1. b. Estive I. p. xIII. c. 1. n. 2. Estiver, ibid. Estiveur, ibid. Estrées (Jean Comte d') II. (II.) p. 9. c. 1. n. 3. Etable II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Etablure, ibid. Etalage II. (II.) p. 547. c. 2. n. 4. Etalagiste, ibid. Etalon II. (1.) p. 198. c. 1. n. 1. Etalonnage, ibid. Etalonner, ibid. Ermitages en Espagne II. (II.) p. Etalonnement, ibid. Etalonneur, ibid. Etante II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Etape II. (1.) p. 353. c. 2. n. 4. Ersek-Ujvar II. (u.) p. 1410. c. 2. (Villes d'), ibid. — (Villes d') en Angleterre II. (1.) p. 358. c. 1. n. 1. Erz-Hof- und Landrichter I. p. Etat de Cohahuila-y-Texas II. (11.) p. 1582. c. 1. n. 1. - États barbaresques II. (1.) p. 271. c. 1. n. 2. - généraux. en France I. p. 325. c. 2. n. 1. — généraux (Assemblée des) dans les Provinces-Unies des Pays-Bas II. (II.) p. 763. c. 1. n. °. - héréditaires a) d'Allemagne L p. 506. c. 1. n. 1. b) de Galicie I. p. 506. c. 2. n. 2. c) de Hongrie I. p. 508. c. 1. n. 1. d) d'Italie I. p. 507. c. 1. n. 1. — Etat mexicain de Chiapa II. (11.) p. 50. c. 2. n. 5. — États-Unis dans l'Amérique du Nord I. p. 532. c. 1. n. 1. p. 539. c. 1. n. *. — des lles loniennes II. (II.) p. 607. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 606. c. 2.

Etek II. (II.) p. 1319. c. 1. n. 1. Etésiens (Vents) II. (II.) p. 1036. e. 2. n. K.

Etésies II. (II.) p. 1036. c. 1. n. 4. Ether II. (II.) p. 1612. c. 1. n. . . Etrave II. (II.) p. 179. c. 1. n. . . Etrier impérial II. (II.) p. 792. c. 1. n. 2.

Etrurie (Royaume d') I. p. 281. c.1. cont. de la n. 2. de la p. 280. c. 2. Eubée (Duché d') II. (1.) p. 22. c. 2. n. 3.

Eucologe I. p. xl. n. †.

Eugène (Prince) de Savoie-Carignan II. (II.) p. 330. c. 1. n. *.

Eutychéens II. (1.) p. 10. c. 1. n. †. Eutychès, ibidem.

Evêque diocésain II. (1.) p. 258. c. 2. n. *. — sans Église II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 258. c. 2. — ordinaire, ibid. p. 259. c. 1. — in Partibus Infidelium, ibid. c. 2. — sustragant II. (1.) p. 258. c. 2. n. *.

Evocable II. (II.) p. 1106. c. 2. n. 3. Evocation, ibid.

Evocatoire, ibid.

Evoquer, ibid. c. 1.

Exaction II. (II.) p. 678. c. 1. n. 1.

Exactor II. (II.) p. 114. c. 1. n. 2.

Exarchat II. (I.) p. 153. c. 2. n. *.

Exarque, ibid. c. 1.

Excelse II. (II.) p. 106. c. 2. n. **.

Exception I. p. 273. c. 1. n. 1.

Excesa (por Via de) II. (II.) p. 400.
c. 1. n. 1.

Exchequer Bills I. p. 322. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2.

Exclusive or Joint Stock Companies voyez Companies.

Excusado II. (II.) p. 41. c. 2. n. ***. †.

Exécution II. (II.) p. 921. c. 2. n. 2.

— parée II. (II.) p. 922. c. 1. cont.

de la n. 2. de la p. 921. c. 2. —

provisoire, ibid.

Exécutoire, ibid.

Exercice des Droits civils I. p. 271. c. 1. n. 1.

Exergue II. (II.) p. 108. c. 1. n. †. Eximirte, en Prusse I. p. 502. c. 2. n. 2.

Expédient II. (1.) p. 60. c. 2. n. †. Expédient II. (11.) p. 900. c. 2. n. 3. Expéditeur II. (11.) p. 569. c. 1. n. 1.

Expédition II. (II.) p. 822. c. 2. n. 4.

Exportatio II. (II.) p. 417. c. 1. n. 2.

Extermination des Chrétiens au Japon II. (n.) p. 749. c. 1. n. *.

Exterritorialité II. (II.) p. 301. c. 1. n. *.

Extinction de la Ligue hanséatique I. p. 159. c. 1. n. 1.

Extractio II. (II.) p. 417. c. 1. n. 2.

Extradition II. (II.) p. 1512. c. 1. n. 1.

Ez-Zeitouna II. (II.) p. 440. c. 1. n. 1.

F.

Fac Simile II. (n.) p. 669. c. 2. n.*. Factorerie I. p. 398. c. 2. n. 6. Facture II. (II.) p. 544. c. 2. n. 3. - p. 1685. n. 1. addit. à la p. 1129. Faculté II. (11.) p. 810. c. 1. n. †. — de Droit, ibid. — des Lettres et Arts, ibid. — de Médecine, ibid. — de Philosophie, ibid. — des Sciences, ibid. — de Théologie, ibid. Facultés II. (11.) p. 66 a. c. 2, n. 1. — II. (II.) p. 114. c. 2. n. 4. Fämund-Elf II. (11.) p. 1086. c. 2. n. 5. Failli I. p. 323. c. 1. n. 2. Faillite, ibid. Failure, ibid. c. 2. Faisans (He des) H. (II.) p. 31. c. 2. n. 3. Folconcellus II. (ii.) p. 178. c. 1. n. **. Falcunculus, ibid. Falczi (Falschi ou Faltsi) II. (II.) p. 1291. n. *. Falsterböe II. (II.) p. 1100. c. 1. Famieh II. (II.) p. 1605. c. 1. n. 1. Fanal (Lanterne) II. (1.) p. 204, c, 1. n. †. II. (II.) p. 179. c. 1. n. *. de Combat, ibid. c. 2. — de Fonte, ibid. — de la Mèche, ibid. — de Signaux, ibid. c. 1. — sourd, ibid. c. 2. — de la Soute II. (II.) p. 180. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 179. c. 1. Fonal (Fonor) à Constantinople II. (i.) p. 44. c. 1. n. †. Fanariote, ibid. Fanega II. (II.) p. 153. c. 2. n. 3. — de tierra, ibid. Fanegada de Sembradura, ibid. Fanègue, ibid. Fonfoué II. (11.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1553, c. 1.

Faraêna Beni Ommiah II. (II.) p. 960. c. 2. n. °°. Faro di Messina II. (1.) p. 205. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 201. c. 2. Fathémiah II. (II.) p. 957. c. 2. n. **. Fathimites, ibid. Foubourg allemand à Moscou II. (II.) p. 821. c. 2. n. 6. Fauces laterae stagni II, (1.) p. 195. c. 2. n. †. Fauconneaux II. (11.) p. 178. c. 1. Fécule II. (11.) p. 359. c. 1. n. ●. Fedayi II. (II.) p. 1032. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Fénér voyez Fanal. Féodosie II. (II.) p. 1189. c. 2. n. 3. Ferik II. (n.) p. 794. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 793. c. 2. Ferman II. (11.) p. 172. c. 2. n. ††. — de Voyage II. (II.) p. 1460. c. 1. n. 1. Fermiers II. (II.) p. 453. c. 1. n. 2. Fétichisme II. (11.) p. 1228. c. 2. n. ••. et p. 1228. c. 1. n. 🗷 Fetwa I. p. xliii. c. 2. n. ***. Feu grec II. (II.) p. 1284. c. 1. n. 2. — grégeois, ibid. — sacré II. (1.) p. 54. c. 1. n. *. II. (11.) p. 1227. c. 2. n. C. — de Saint-Antoine II. (I.) p. 54. c. 1. n. *. Feudatoire I. p. 493. c. 1. n. 2. Feuillade (Duc de la) II. (11.) p. 1653. c. 2. n. *. addit. à la p. 307. Feuillants II. (11.) p. 469. c. 1. n. •. Fic Saint Fiacre II. (1.) p. 54. c. 1. n. *. Fiel dos pezos e medidos II. (t.) p. 199. c. 1. n. *. Fiesque (Jean Louis de) Comte de Lavagne II. (11.) p. 185. c. 2. cont. de la n. * de la p. 184. c. 1. Fil écru II. (11.) p. 315. c. 1. n. †.

Filles de France voyez Fils. Filoselle II. (II.) p. 768. c. 2. n. 000. Fils du Ciel II. (u.) p. 621. c. 1. n. . — de France II. (II.) p. 607. c. 2. n. ††. Fin de la Domination des Francs à Constantinopie II. (1.) p. 24. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 23. c. 2. Finale-Marina II. (II.) p. 851. c. 2. n. ***. — (Marquisat de) II. (II.) p. 852. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 851. c. 2. Finance 1. p. 190. c. 1. n. 1. Finmark II. (II.) p. 661, c. 1, n. 4, Firman voyez Ferman. Fiume II. (n.) p. 1435, c. 1. n. °°. Flag-Officer II. (II.) p. 871. c. 1. n. 1. — Ship II. (11.) p. 860. c. 1. Flogrant II. (II.) p. 531. c. 2. n. 2. - Délit, ibid. Flamber un Vaisseau II. (II.) p. 182. c. 1. n. **. Flamme, ibid. Flandre autrichienne I. p. 60. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 59. c. 2. française, ibid. — hollandaise, ibid. Fleur de Farine II. (1.) p. 96. c. 2. n. °°. — de Muscade II. (11.) p. 742. c. 2. n. †. Fleuret II. (n.) p. 768. c. 1. n. •. Flévo (Lac de) 1. p. 64. c. 1. n. 1. Flibwetiers II. (II.) p. 356, c. 1, n. *. — p. 358. c. 2. n. †. Flie I. p. 64. c. 1. n. 1. Florence (Arts industriels à) II. (i.) p. 125. c. 1. n. 1. Florentins (Haine des) contre les Vénitiens II. (1.) p. 144. c. 1. n. 2. Floride I. p. 537. n. *. Florins d'Argent II. (1.) p. 146. c. 1. n. 1. — de Hollande II. (11.) p. 737. c. 1. n. †. — d'or II. (1.) p. 125. c. 1. n. 1. p. 146. c. 1. n. 1. p. 430. c. 2. n. 8. — de Pologne II. (11.) p. 1336. c. 1. n. 1.

Flotte invincible II. (11.) p. 374. c. 1. n. •. Flûte II. (II.) p. 629. c. 2. n. Fluxion II. (II.) p. 838, c. 1. n. •. Foires célèbres en France et dans d'autres Parties de l'Europe 1. p. 192. c. 1. n. 1. — de Champagne I. p. 30. c. 2. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. — grandes I. p. LXXXV. addition à la p. 501. hebdomadaires, ibidem. — privilégiées d'Allemagne I. p. 514. c. 1. n. 2. Fo-kien II. (II.) p. 1246. c. 2. n. 5. Folcright on Jus commune 1. p. 338. c. 2. n. 4. Fond I. p. 272. c. 2. n. 5. Fonde I. p. 165, c. 1. n. 1. Fondear II. (II.) p. 33, c. 1. n. 1. Fondeo, ibid. Fons rapidus II. (II.) p. 31. c. 2. n. 3. Fontarrabie, ibid. Fontico dei Tedeschi I. p. 165. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 164, c. 2, Forgin I, p. LXXXII, add. à la p. 189. Foral II. (II.) p. 528. c. 2. n. 4. Forban II. (1.) p. 324. c. 1. n. *. Forbin (Claude) II. (II.) p. 88. c. 1. n. ††. Forcible Injury I.p. 316, c. 1, n. 1. Forfait (a) II. (1.) p. 20. c. 1. n. 2. Forme du Gouvernement en Suède (Changements dans la) I. p. 366. c. 1. n. 2. — probante I. p. 495. c. 1. n. *. II. (ii.) p. 279. c. 1. n. 1. Fortifications des Génois à Galata II. (1.) p. 437. c. 1. n. 4. Fortune de Mer I. p. LXXXII. addition à la p. 160. — II. (1.) p. 219. Forza nova II. (II.) p. 536. c. 2. n. 9. Four du Bostandji-Bachi II. (II.) p. 126. c. 2. n. 2. Fox (Charles-Jacques) II. (II.) p. 647. c. 1. n. *. — (Étienne) Lord IIchester II. (II.) p. 647. c. 1. n. °.

— (Henry) Baron Holland de Forby II. (II.) p. 647. c. 1. n. †. Frà II. (1.) p. 568, n. *. Franc-Alleu I. p. 454. c. 1. n. *. Francfort sur le Mein II. (11.) p. 221. c. 1. n. 2.

Franchise de l'Hôtel II. (n.) p. 302. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. — de Quartier, ibid.

François (Saint) d'Assise II. (IL.) p. 354. c. 1. n. †.

Francs I. p. 518. c. 1, n. 1. — (Domination des) à Constantinople II. (I.) p. 22. c. 1. n. 3.

Franklin (Benjamin) II. (II.) p. 1361. o. 1. n. *. — p. 1548. c. 2. n. 6. Frate II. (i.) p. 568. n. *.

Fratres Poloni II. (II.) p. 427. c. 2. n. -.

Frédéric II, Roi de Sicile II. (1.) p. 260. c. 2. n. 6.

Frédéric IV, Empereur II. (114) p. 1482. c. 1. n. †.

Frédéric (lles de) II. (11.) p. 1017. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1.

Frédérics d'or II. (II.) p. 483. c. 1. n. ††.

Frédéricsbourg II. (n.) p. 1083. c. 1. n. .

Free II. (11.) p. 315. c. 2. n. °°. of a City, ibid. — of a Company, ibid.

Freedom, ibid. — of a City, ibid. - of a Company, ibid.

Frégataire II. (II.) p. 12. c. 2. n. †. Frégatier, ibid.

Fremdlingsrecht I. p. 142. c. 1. n. 4.

Frenk I. p. 518. c. 1. n. 1. Frères de Bohème I. p. 458. c. 1. contin. de la n. **. de la p. 457. c. 1. — convers I. p. 451. c. 2.

n. ****. — mineurs II. (1.) p. 64.

c. 1. n. *. II. (11.) p. 354. c. 1. n. †.

— mineurs de l'étroite Observance II. (1.) p. 146. c. 1. n. 5. — moraves I. p. 458. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 457. c. 1. — de l'Ordre de la Rédemption des Captifs II. (11.) p. 327. c. 2, n. 1. — de la Pénitence II. (11.) p. 354. c. 1. n. †. — polonais II. (II.) p. 427. c. 2. n. *. — Prêcheurs II. (11.) p. 1034. c. 1. n. 99. — servants I. p. 452. c. 1. contin. de la n. ****. de la p. 451. c. 2. — vitaliens I. p. 146. c. 2. n. 2.

Fréret (Nicolas) II. (n.) p. 1212. c. 1. n. †††.

Frescobaldi (Leonardo Nicolas) II. (i.) p. 67. c. 1. n. *.

Fret 1. p. 35. c. 1. n. 2.

Fréter, ibid. c. 2.

Friedrichs-Inseln II. (II.) p. 1017. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1.

Friedrichsnagor II. (11.) p. 1018. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1.

Frise orientale II. (1.) p. 367. c. 2. n. .

Frisons, ibid. c. 1.

Froesté I. p. 389. c. 1. n. 1.

Frontispice I. p. 109. c. 1. n. 2. Frykenius II. (11.) p. 769. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Fuenterabbia II. (II.) p. 31, c. 2. n. 3.

Fulminer II. (II.) p. 39. c. 2. n. ***. Funda I. p. 165. c. 1. n. 1.

Fundacus, ibid.

Fundicus, ibid.

Funticus, ibid.

Furari II. (1.) p. 549. n. 1.

Furkann I. p. xl. c. 1. n. * a.

Furtum II. (1.) p. 549. n. 1.

Fuste II. (II.) p. 105. c. 1. n. 1. Fylke I. p. 386, c. 1, n. 1.

G.

Gabelle II. (1.) p. 275. c. 1. n. 1. — d'Émigration I. p. 504. c. 2. n. 4. Gabotto voyez Cabot. Gaignet (Catalogue des Livres de) I. p. 111. c. 1. n. 1. Gaine II. (II.) p. 181. c. 1. n. †. Gajus voyez Caius. Gala II. (1.) p. 253. c. 1. n. 2. Galata II. (1.) p. 87. c. 1. n. 3. Galata-Seraï, ibid. c. 2. Galéasse II. (II.) p. 182. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. p. 186. c. 1. cont. de la même note. Galère I. p. LXXXIV. n. . addition à la p. 301. — II. (II.) p. 178. c. 2. n. 6. Golion I. p. LXXXIV. addition à la p. 301. — II. (II.) p. 186. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178, c. 2. Galiote ou Galiotte II. (11.) p. 182. c. 1. et p. 186. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. — à Bombes II. (II.) p. 186. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. II. (11.) p. 980. c. 1. n. †. — hollandaise II. (11.) p. 186. c. 2. contin. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Galizische Erbstaaten 1. p. 506. c. 2. n. 2. Gallas II. (11.) p. 1229, c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Galluri (Juge de) II. (1.) p. 119. c. 1. n. . Galnasse II. (II.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1. Gandjour II. (11.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Gaol-delivery I. p. 535. n. **. Garbouil II. (u.) p. 109. c. 2. n. 4. Gar-el-Mailah II. (II.) p. 867. c. 1. n. 2. Gardar (Ile de) I. p. 352. c. 2. n. 6.

Gabella v. Census migrationis.

Gardar-Svarfarson, ibid. Gardareholm, ibid. Garpenbrücke II. (1.) p. 347. c. 1. Garper, ibid. Gatt I. p. 447. c. 2. n. *. Gau II. (1.) p. 367. c. 1. n. †. Gaubil (Père) II. (II.) p. 1206. c. 1. cont. de la n. °°°, de la p. 1205. c. 2. Gaugericht II. (1.) p. 367. c. 2. n. †. Gaugraf II. (1.) p. 369. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 367. c. 1. Goule transalpine II. (1.) p. 167. c, 2, n, 3. Gautama II. (11.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Gawertsch I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Gazarie I, p. 398. c. 2. n. 7. Gazi-Hassan-Beg I. p. 522, c. 1. n. 1. Geassumeerde Leden II, (11.) p. 745. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Geheime Raths-Collegium (en Brandebourg) I. p. 441. c. 1. n. 2. Geld- und Handlungs-Institut des Staates (en Prusse) II. (II.) p. 484. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 483, c. 2. Gemeene Raaden van Indie II. (II.) p. 744. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734, c. 2. Général II. (11.) p. 468. c. 1, n. . General-Directorium (en Prusse) I. p. 429. c. 1. n. 1. General-Ober-Finanz-Kriegsund Domainen Directorium (en Prusse) I. p. 430. c. 1. n. 3. Gênes II. (i.) p. 127. c. 2. n. **. — II. (II.) p. 152. c. 1. n. 5. .

Genève II. (1.) p. 150. c. 1. n. 7.

Gentleman I. p. 176. c. 2. n. 3. a.

Génuflexions des Chinois II. (11.) p. 1246. c. 1. n. 2.

Géographie officielle de l'Empire chinois des Mantchoux II. (II.) p. 1239. c. 2. n. 4.

George (Saint) II. (II.) p. 532. c. 1. n. 2. — (Banque de Saint) II. (I.) p. 116. c. 2. n. 2. — Iles de George II. (II.) p. 837. c. 2. n. 3.

Georgiefsk II. (II.) p. 1322. c. 1. n. *.

Géorgiens (Secte des) II. (1.) p. 501, n. 2.

Georgiemskaïa II. (n.) p. 1322. c. 1. n. *.

Gérard Tum ou Tunc II. (1.) p. 48. c. 1. n. *.

Gerba II. (1.) p. 277. c. 1. n. 2. Gerbe ou Gerbes, ibid. Gerbi, ibid.

Germanie (Basse) I. p. 59. c. 1. n. 4. Gerson (Jean) II. (II.) p. 811. c. 1.

cont. de la n. *. de la p. 807. c. 1.

Gesandten-Hof (Russische) à
Peking II. (II.) p. 1235. c. 1. n. 2.

Gesegouna iin undosoun II. (II.) p. 1245. c. 1, n. 2.

Gesetzbuch (Allgemeines) für die Preussischen Stoaten I. p. 445. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 444. c. 1.

Gésodunum II. (II.) p. 1482. c. 1. n. †.

Gésur Khan II. (H.) p. 1245. c. 1. n. 1.

Gewerbesteuer I. p. 498. c. 1. n. 1. Gewoone Raaden van Indie voy. Gemeene Raaden etc.

Ghavrites II. (1.) p. 209. c. 1. n. 2.
Ghazan II. (11.) p. 1037. c. 1. cont.
de la n. •. de la p. 1031. c. 1.
Ghendga II. (11.) p. 97. c. 1. n. 1.
Ghian II. (11.) p. 1260. c. 2. p. 8.

Ghilan II. (II.) p. 1260. c. 2. n. 8. Gibelins I. p. 121. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 120. c. 1. — II. (i.) p. 128, c. 1. n. ††.

Gibraltar II. (ii.) p. 600, c. 2. n. 2.

Giedde (Ove) II. (ii.) p. 1013, c. 2.

n. 3.

Giftermåls-Balk I. p. 380. c. 2. n. 4.

Gigliato II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Giglio (Battaglia del) II. (1.) p. 131. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 130. c. 2.

Gigra II. (i.) p. 282. c. 2. n. 2. Gilde I. p. 123. c. 1. n. 1.

Gilgel voyez Gigra, Giouasir II. (II.) p. 1610. c. 1. n. 4. Giovo (Angelo) II. (II.) p. 1652. ad-

dition à la p. 307.

Giudicature di Mandamento, en Sardaigne I, p. 285. c. 1. n. 1.

Giulio II. (1.) p. 525, n. 1.

Giurgeno II. (II.) p. 1325. c. 1. n. 3. — p. 1444. c. 1. n. 3.

Giurghow II. (n.) p. 1325, c. 1. n. 3. Glebae Adscripti I. p. 453. c. 1. n. ".

Glèbe, ibid. — (Attachés à la), ibid. — (Esclaves de la), ibid.

Glose I. p. 113. c. 1. n. 2. Gluckstadt II. (II.) p. 668. c. 1. n. 1. Gnosse II. (I.) p. 258. c. 2. n. 5. Gnossus, ibid.

Godefroy (Denis) I. p. 21. c. 2. n. 5. Godechalk, Prince des Obotrites. Fondateur du Royaume des Vénèdes I. p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2.

Goëmon I. p. 267. c. 1. n. 2. Goletta (la) II. (II.) p. 186. c. 2. n. 2. Golgoltha ou Golgotha II. (II.)

p. 957. c. 1. n. *. .

Gombroun II. (II.) p. 97. c. 1. n. 2.

Gonzague (Maison de) II. (II.) p.

1448. c. 1. n. *.

Gorantalo II. (IL.) p. 624. c. 2. n. †. Gortyna (Gortyne) II. (I.) p. 259. c. 2. contin. de la n. 5. de la p. 258. c. 2.

Goth (Bertrand de) v. d'Agoust (Bernard). Gothard (Saint) II. (II.) p. 1653. c. 2, n. *. addition à la p. 307. Gothie I. p. 369. c. 1. n. 2. — II. (i.) p. 105. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 104. c. 2. Gothland I. p. 369. c. 1. n. 2. — (He de) I. p. 369. c. 1. n. *. Gottesurtheil I. p. 152. c. 2. n. *. Gottorp II. (II.) p. 1108. c. 1. n. 4. Gouesmon I. p. 267, c. 1, n. 2, Goulet II. (1.) p. 72. c. 1. n. 1. Goulette (la) II. (II.) p. 186. c. 2. n. 2. Goulgoulat voyez Golgoltha, Gourgan II. (II.) p. 1260. c. 2. n. 10. Gournay (Henri de) Comte de Marcheville II. (11.) p. 951. c. 1. n. ***. Goze II. (1.) p. 118. c. 1 n. *. Grabuge II. (II.) p. 109. c. 2. n. 4. *Grágás* I. p. 393. c. 1. n. 3. d'Islande I. p. 356. c. 2. n. 1. Grain II. (1.) p. 483. c. 1. n. 2. — II. (п.) р. 1247. с. 1. n. *. Grammaticus II. (1.) p. 506, c. 2. n. 2. Gramme II. (II.) p. 14. c. 1. n. °. — p, 121, c. 1. n. **. Grand-Chambre I. p. 192. c. 2. Grand-Duc (Titre en Russie) I. p. 398. c. 1. n. *. — (Titre en Toscane) I. p. 282. c. 2. n. 4. — p. 398. c. 1. n. *. Grand d'Espagne I. p 171. c. 1. n. 2. Grand Lama II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Grand-Maître de France II. (1.) p. 219. c. 1. n. 1. Grand-Pensionnaire en Hollande II. (II.) p. 762. c. 2. n. †. Grand-Prince (en Russie) I. p. 398. c. 1. n. *. Grand-Sirerie d'Athènes II. (1.) p. 262. c. 1. n. †.

Grand-Vézir I. p. 525, c. 2, n. 2. Grande-Bretagne (Dénomination de) II. (II.) p. 64. c. 2. n. 4. Grande Mer II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1. Grandeur finie II. (11.) p. 838, c. 1. n. O. Grands-Jours I. p. 193. c. 1. n. 2. Granja (la) II. (II.) p. 48. c. 2. n. 2. Grano de Naples I. p. 293. c. 1. n. 1. Graou II. (1.) p. 195. c. 1. n. °. Grassia II. (1.) p. 553. n. 1. Gratiani (Antoine-Marie) II. (11.) p. 1410. c. 1. n. *. Gratis II. (II.) p. 1499, c. 1. n. 1. Grau d'Agde II. (1.) p. 195. c. 2. n. °. — de Palavas II. (1.) p. 195. c. 2. n. †. — de Sérignan II. (1.) p. 195. c. 2. n. °. — de Vendre, ibid. Gravamina II. (II.) p. 953, c. 2, n. 3. Gravelée I. p. 194. c. 1. n. 1. Gré (de Gré à) II. (II.) p. 471. c. 2. Grecs fanariotes II. (1.) p. 44. c. 2. Gréer un Bâtiment II. (II.) p. 179. c. 2. n. †††. Greenwich II. (11.) p. 785. c. 2. n. ***. Greffe I. p. 221. c. 1. n. 2. — II. (п.) р. 1473. с. 1. n. 1. Greffier 1. p. 77, c. 2, n. 2, Grégoire (Henri, Comte) II. (IL) p. 372. c. 2. n. o. — (Saint) II. (1.) p. 36, c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 35. c. 1. Gregorius I. p. 18. c. 2. n. 6. Grément d'un Navire II. (II.) p. 179. c. 2. n. †††. Grenade II. (i.) p. 291. c. 1. n. 2. Grenville (Esther) II. (II.) p. 649. c. 1. n. °°. Gréon II. (1.) p. 81. c. 2. n. 2. Grigris II. (11.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Grimellini II.(II.) p. 1173. c. 1. n. 1. Grimlik, ibidem.

Grive I. p. 449. c. 2. n. **. Grivnes II. (II.) p. 1278, c. 2, n. 1. Groeben (Otton Frédéric von der) I. p. 475, c. 2, contin. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. Gros (faire le Commerce en) II. (11.) p. 313. c. 2. n. †. — vendre en gros, ibid. Grosso Raugeo II. (i.) p. 148. c. 2. n. 2. Groot Placaet-Boeck II. (u.) p. 885. c. 1. n. ***. Groush I. p. 523. c. 2. n. 3. Grue 1. p. xIII. c. 2. n. 10. Grundruhrrecht I. p. 144. c. 2. n. 3. Guadalquivir voyez Bétis. Guardian II. (II.) p. 811. c. 2, n. 2. Guardianship, ibid. Guatemala-la-Nueva II. (II.) p. 50. c. 2. n. 5. Guayaquil II. (n.) p. 30. c. 2. n. 4. Gubernator Villae II. (1.) p. 507. c. 1. n. 1. Guèbres II. (II.) p. 1227, c. 2. n. ♥. et p. 1228. c. 1. cont. de la n. •. de la p. 1227. c. 1. Guédikli II. (11.) p. 784. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. et c. 2. n. †††.

Guelfes (Maison des) I. p. 120. c. 1. n. 2. — II. (1.) p. 128. c. 1. n. ††. Guerre de sept ans II. (II.) p. 1084, c. 2. n. 4. Guet II. (1.) p. 78. c. 2. n. 2. II. (11.) p. 1038. c. 2. n. ●. — apens, ibid. — de la Mer I. p. 267. c. 1. n. 1. Guetter II. (II.) p. 1038. c. 2. n. ●. Guètch it Tezkèrèci II, (11.) p. 309. c, 2. cont. de la n. 3. de la p. 308. c, 1. — p. 1460. c. 1. n. 1. Guglingen II.(II.) p. 1354. c. 1. n. *. Guia II. (II.) p. 47. c. 1. n. 1. Guidon de la Mer I. p. 115. c. 2. n. 2. Guienne I. p. 49. c. 1, n. 3. Guilan Degnyzi II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Guildhall II. (1.) p. 356. c. 2. n. 5. И. (п.) р. 650. п. †. Guillaume de Tripoli II. (II.) p. 1034. c. 2. n. •••. Gulaping I. p. 392, c. 2, n. 4. Gulden (de Pologne) II. (II.) p. 1336. c. 1. n. 1. Gumruk II. (II.) p. 122. c. 1, cont. de la n. †. de la p. 121. c. 1. Guta Lag I. p. 67. c. 1. n. 1. p. 369. c. 1. n. 4. Gymnase II. (II) p. 1215. c. 1. n. °.

H.

Habilitar un Puerto II. (II.) p. 446. c. 1. n. 1.

Haca II. (II.) p. 513. c. 1. n. 2.

Hacienda II. (II.) p. 514. c. 1. n. 1.

Hälsinge-Laghen I. p. 370. c. 2. n. 5.

Haemus II. (I.) p. 43. c. 1. n. *.

Haeres II. (II.) p. 267. c. 2. n. 2.

Haflidt Mauri I. p. 355. c. 2. n. 1.

Haff I. p. 447. c. 1. n. *. — curische, ibid. — frische, ibid. — frische, ibid. —

grand, ibid. c. 2. — petit, ibid. — Stettiner, ibid. c. 1.

Hagli II. (II.) p. 635. c. 2. n. **.

Haider Aly II. (II.) p. 645. c. 1. n. **.

Halage (Chemin de) II. (II.) p. 548. c. 1. n. ***.

Halka II. (I.) p. 65. c. 2. n. 2.

Hallage II. (II.) p. 976. n. ©.

Halland II. (II.) p. 1077. c. 1. n. †.

Halle (en suédois Hall) I. p. 362. c. 2. n. 6.

Gymnostique, ibid. c. 2.

Hamoa (Archipel de) II. (π.) p. 1553. c. 2. n. 3.

Han II. (II.) p. 1207, c. 1, cont. de la n. **. de la p 1205. c. 1.

Hanarourow II. (11.) p. 835. c. 9. cont. de la n. 3. de la p. 834. c. 1.

Handels-Balk I. p. 380. c. 2. n. 4.

Hondelsverein (Mitteldeutscher)
II. (II.) p. 1346. c. 1. cont. de la
n. 5. de la p. 1344. c. 1. — (Süddeutscher) II (II.) p. 1344. c. 1. p. 5

deutscher) II. (II.) p. 1344. c. 1. n. 5. Hanistes II. (II.) p. 620. c. 1. n. 4. Hanovre II. (II.) p. 607. c. 2. n. 2.

- p. 700. c. 1. n. 2.

Hanse (Hansa) I. p. 123. c. 1. n. 1.

— parisienne II. (1.) p. 370. c. 1.

cont. de la n. 6. de la p. 369. c. 2.

Hanséatique I. p. 123. c. 2. n. 1. Hanseatischer Bund I. p. 123. c. 2. n. 1.

Hansestädte I. p. 123. c. 1. n. 1. Hansgerichte, ibid.

Hansgrafen, ibid.

Haphsites II. (1.) p. 283. c. 1. n. 1. Haquin I. p. 389. c. 1. n. 1. p. 390. c. 1. n. 3.

Harald I. p. 387. c. 2. n. 8. p. 388. c. 1. n. 5. — Haarfäger I. p. 353. c. 1. n. 1.

Harby II. (II.) p. 119. c. 1. n. 1. Hardes II. (II.) p. 213. n. 1.

Harem I. p. li. c. 2. n. *. — II. (II.) p. 783. c. 1. n. ***. — Composition du Harem des Sultans ottomans II. (II.) p. 783. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2.

Harlay (Philippe de) Comte de Cézy voyez Cézy.

Harménopule (Constantin) I.p.41. c. 1. n. 9.

Harris II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Harrison II. (II.) p. 1689. c. 1. cont.

de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Harvanà II. (i.) p. 254. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 253. c. 1. — II. (ii.) p. 1264. c. 2. n. 1. Haschisch II. (II.) p. 1040. c. 2. n. .

Hassan (Khalife) II. (II.) p. 958. c. 2. n. ††.

Hafsreti-Khoudawendikear I. p. 519. c. 2. n. *.

Hastings (Warren) II. (11.) p. 644. c. 1. n. **.

Haude (Godefroi Fabien) II. (11.) p. 1378. c. 1. n. 1.

Haulqua voyez Halka.

Hauptverwaltung der Staatsschulden, en Prusse II. (II.) p. 484. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 483. c. 2.

Hausirhandel I. p. LXXXV. addition à la p. 501.

Haussiers II. (II.) p. 753. c. 2. n. *.

Haut-Allemand v. Allemand.

Haute-Présence II. (I.) p. 276.
c. 2. n. 4.

Hautes-Puissances, ibidem. — II. (n.) p. 949. c. 1. n. 2.

Hauterive et de Cussy (Recueil de Traités de Commerce et de Navigation) II. (II.) p. 61. c. 1. n. 1. — p. 103. c. 1.

Hautesse (Titre de) II. (1.) p. 211. c.1. n. 1. — II. (11.) p. 949. c. 2. n. 2. Haute-Trahison II. (11.) p. 579.

c. 2. n. 2.

Hauteur du Pôle II. (11.) p. 1689. c. 2. contin. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2.

Havalat I. p. LXXXVII. addition à la p. 517.

Havre I. p. 526, c. 1, n. 1, — de Barre, ibid. — de toutes Marées, ibid.

Hawai (Archipel de) II. (II.) p. 834. c. 1. n. 3.

Hawkins (Sir John) II. (n.) p. 374. c. 1. n. °.

Haye (Mr. de la) Vantelet II. (11.) p. 1654. c. 2. n. *. addition à la p. 307.

Hebdomadaire II. (II.) p. 1210. c. 2. n. °. Hebdomade II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1210. c. 2. Hebdomadier, ibid. Hebdomanier, ibid. Héchouy II. (II.) p. 1203. c. 1. n. 2. Hectogramme II. (11.) p. 14. c. 1. Heemskerk (Jacques van) II. (ii.) p. 1687. c. 1. n. ††. Hégire I. p. xxxvIII. c. 1. n. ... Heimfallsrecht I. p. 142, c. 1. n. 4. Heims Kringla Saga I. p. 354. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Hélène (Sainte-) II. (II.) p. 631. c. 2. n. †. Héler H. (11.) p. 865. c. 1. n. *. Helgeland II. (ii.) p. 661, c. 2, n. 7. Héliopolis II. (1.) p. 135. c. 1. n. 3. Helles pont II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1. Hé-loung Kiang II, (II.) p. 1203. c. 1. n. 2. Henteta II. (1.) p. 273, c. 1, n. 1. Héou-Han II. (II.) p. 1209. c. 2. Herbe du Grand Prieur II. (II.) p. 474. c. 2. n. 1. — médicée, ibid. — propre à tous maux, II. (II.) p. 475. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 474. c. 1. — à la Reine II. (11.) p. 474. c. 2. n. 1. — sainte ou sacrée II. (11.) p. 475. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 474. c. 1. — de Sainte-Croix, ibidem, c. 1. — de Torna-Buona, ibid. Herbergsrecht II. (II.) p.512.c.1. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. Herbert Ratkeal (Baron de) II. (II.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2. Hérédité II. (II.) p. 267. c. 1. n. 2.

Hérésiar que II. (1.) p. 28. c. 1. n. *.

Hérésie, ibid.

Hérésiologue, ibid.

Héréticité, ibid. Hérétique, ibid. Héritage II. (II.) p. 267. c. 1. n. 2. — indivis II. (1.) p. 173, c. 1, n. *. Héritier II. (u.) p. 267, c. 2, n. 2. Hermites de Saint-Augustin II. (11.) p. 96. c. 1. n. 3. c. Hermogènes I. p. 18. c. 2. n. 6. Herrera (Antoine) II. (II.) p. 373. c. 2. n. °°. Herus II. (II.) p. 267. c. 2, n. 2. Hervarár-Saga I. p. 354. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 353, c. 2. Hétérodoxe I. p. LXXXIX. addit. à la p. XLVI. Hétérodoxie, ibid. Hexabibles I. p. 41. c. 2. n. 9. Hiao-King II, (u.) p. 1216, c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Hidalgo I. p. 171. c. 2 n. 3. Hidrskraa I. p. 391. c. 1. n. 1. Hiéron II (Roi de Syracuse) II. (II.) p. 183. c. 1. n. †. Highness (Titre de) II. (1.) p. 211. c. 2. n. 1. Hindous II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Hippodrome II. (1.) p. 123. c. 1. n. 2. Hippodromi II. (1.) p. 505. c. 1. n. 3. *Histoire* des Traités de Paix etc. par Jean-Yves de Saint-Prest II. (II.) p. 950. c. 2. n. †. — des anciens Traités par Jean Barbeyrac, ibid. c. 1. Hivernage II. (II.) p. 505. c. 2. n. 1. Hoang-ti II. (II.) p. 1214. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1. Hochdeutsch I. p. 63. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 62. c. 1. Hodjet II. (II.) p. 788. c. 1. n. 1. Hoest (George) II. (II.) p. 70. c. 1. Hogedelheid II. (II.) p. 744. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Hohenstauffen I. p. 121. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 120. c. 1.

— II. (i.) p. 153, c. 2, n. 2, p. 231, c. 1. n. 2. Holar I. p. 360. c. 1. n. 2. Holland de Holland (Baronne) II. (II.) p. 647. c. 2. n. ††. Hollande I. p. 60. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 59, c. 2, Holum voyez Holor. Homicide II. (11.) p. 796. c. 1. n. 1. — casuel, ibid. — excusable, ibid. c. 2. — par Imprudence, ibid. involontaire, ibidem. — justifiable, ibid. — nécessaire, ibid. c. 1. perfide (felonious), ibid. c. 2. volontaire, ibid. c. 1. Homme prévenu II. (11.) p. 683, c. 1. n. 2. — repris de Justice II. (II.) p. 268. c. 2. n. 1. Homologation I. p. 209. c. 1. n. 1. Homologuer, ibid. Hongs II. (II.) p. 620, c. 1, n. 4. Honneur II. (11.) p. 1182, c. 1, n. 2, Honoraire II. (II.) p. 791. c. 1. n. 1. et 2. Hoofdporticipanten II. (II.) p. 740. c. 2. n. ***. Hoogheid II. (11.) p. 949, c. 2, n. 2, Hoogheden, ibid. Hope (Thomas) II. (II.) p. 752. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734, c. 2. Hopital du Christ II. (II.) p. 548. c. 2. n. °. Horde d'or II. (1.) p. 442. c. 2. n. 5. — grande, petite et moyenne, ibid. Hormouz II. (II.) p. 1551, c. 2. n. 4. Horticole II. (II.) p. 1019, c. 1, n. **. Ho-schans II. (II.) p. 1224, c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Hospitalier I. p. 456, c. 2. n. †. Hospodar II. (1.) p. 44. c. 1. n. **. Hôtel des Ambassadeurs II. (II.) p. 1264. c. 1. n. 1. — consulaire I. p. 196. c. 1, n. 3. Houghly II. (II.) p. 635. c. 2. n. **.

Houkouki II. (II.) p. 962. c. 2. n. *.

Houlagou II. (11.) p. 1033. c. 1. cont.

de la n. •. de la p. 1031. c. 1. Houpilai II. (II.) p. 1033. c. 1. n. 0000. House of Commons I. p. 317. c. 1. n. *. — of Lords, ibid. Houston (Général) II. (11.) p. 1582. c. 2. n. 1. — (Ville), ibid. Houtman (Corneille) II. (II.) p. 736. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 734. e. 2. Housz II. (II.) p. 1292, c. 2. n. ***. Howard (Charles) II. (II.) p. 374, c. 1. n. 0. Hrafn ou Rafna I. p. 352. c. 2. Hubertsbourg II, (II.) p. 1085. c. 1. n. †. Hübsch II. (п.) p. 1378. c. 1. n. 1. Huguenot I, p. 466. c. 1. n. †. Huméyry (Hassan-Ibn-Aly) II, (н.) р. 1029. с. 2. n. °. Humiliati II. (1.) p. 126. c. 2. n. *. Humiliés, ibid. Humphrey (Duc de Gloucester) I. p. 55. c. 1. n. 1. Hune II. (1.) p. 148. c. 1. n. 1. d'Artimon, ibid. c. 2. — de Beaupré, ibid. c. 1. — grande, ibid. c. 2. — de Misaine, ibid. c. 1. Hunier II. (1.) p. 148. c. 2. n. 1. grand, ibid. — petit, ibid. Husch voyez Housz. Huse (Jean) I, p. 457, c. 1, n. **. Hussein Pacha (Mezzo-morto) II. (11.) p. 8. c. 1. n. 3. Hutin II. (11.) p. 1042. c. 1. n. 0. Hyder Aly II. (II.) p. 645. c. 1. Hydrographie I. p. 266. c. 1, n. 1. Hyosciamus niger II. (II.) p. 1040. c, 2, n, Hypothécaire I. p. LXXXIII. addition à la p. 222. Hypothèque, ibid. Hypothéquer, ibid. Hyrcanie II. (u.) p. 1260, c. 2, n. 9.

Ibériens II. (1.) p. 34. c. 2. n. 4.

Icelle II. (11.) p. 104. c. 1. n. 1.

Icelui, ibid.

Iconium (Konièh) II. (1.) p. 30.
c. 2. n. 7.

Icriti II. (1.) p. 258. c. 2. n. 5.

Icriti II. (i.) p. 258. c. 2. n. 5.

Idad'hha II. (i.) p. 250. c. 1. cont.

de la n. *. de la p. 249. c. 2.

Ides II. (i.) p. 296. c. 1. n. °.

Id-fitr II. (i.) p. 249. c. 2. n. *.

Idiome II. (u.) p. 244. c. 4. n. 4.

Idiome II. (H.) p. 214. c. 1. n. 1.
Idiotisme II. (I.) p. 97. c. 1. n. °.
Igilgil II. (I.) p. 282. c. 2. n. 2.
Ignace II. (I.) p. 10. c. 2. n. †.
Ignace des Ottomore en feit

Ignorance des Ottomans en fait de Géographie I. p. 521. c. 1. n. 1. Iguane II. (II.) p. 1229. c. 1. n. L. Ikbale II. (II.) p. 785. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Ildephonse (Saint) II. (II.) p. 48.

c. 1. n. 2.

Iles des Amis voyex Amis. -Baumann voyez Baumann. de la Reine Charlotte voy. Charlotte. — des Conférences voyez Conférences. — des Faisans voyez Faisans. — de Frédéric voyez Frédéric. — de George voyez George. — Ioniennes voy. Etats-Unis. et II. (II.) p. 203. c. 2. n. 5. — Lucayes II. (II.) p. 357. c. 1. n. °. — des Navigateurs II. (II.) p. 1553. c. 1. n. 3. — des Princes II. (1.) p. 11. c. 1. n. *. — Sept-Iles II. (II.) p. 606. c. 2. n. 4. — de la Société II. (11.) p. 837. c. 2. n. 3. — turques II. (II.) p. 688. c. 2. n. 3. — vénitiennes II. (11.) p. 203. c. 2. n. 5. — du Vent II. (II.) p. 357. c. 2. n. o. — sous le Vent, ibid.

Imam I. p. 519. c. 2. n. 4. et p. 528. c. 1. n. 2. — de Mascate II. (II.) p. 1551. c. 1. n. 4. III.

Imamat de Mascate II. (II.) p. 1551. c. 1. n. 4.

Immédiateté II. (11.) p. 1103. c. 1. n. †.

Immeubles I. p. 270. c. 1. n. 4. Immobilier, ibid.

Immunes (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. 2.

Imperator, Titre du Roi d'Angleterre II. (1.) p. 332. c. 2. n. 4. — le mot latin adopté en Russe II. (11.) p. 1148. c. 2. n. ***.

Impétrer II. (II.) p. 113. c. 2. n. 4. Impositions arbitraires ou politiques en Turquie II. (II.) p. 962. c. 2. n. *. — légales, ibidem.

Impôt de Chair voyez Aide. — des Classes en Prusse I. p. 497. c. 1. n. 3.

Impubères en Prusse I. p. 502. c. 1. n. *.

Imtiaz II. (11.) p. 801. c. 2. n. 5. Imtiazat, jbid.

Inamovibilité des Juges I. p. 314. c. 2. n. 2.

Incidemment I. p. 272. c. 1. n. 1. Incident, ibid.

Incorporate (to) II. (II.) p. 627. c. 1. n. †.

Incorporation, ibid.

Indentatura v. Endenture. Indenture, ibid.

Indes occidentales II. (II.) p. 357. c. 1. n. o.

Indictions II. (II.) p. 1279. c. 1. n. 5. — césaréenne II. (II.) p. 1280. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1279. c. 1. — constantinienne, ibid. — de Constantinople, ibid. — impériale, ibid. — pontificale, ibid. — romaine, ibid.

Indivis voyez Héritage. Indulgences II. (11.) p. 39. c. 1.

111

n. . — plénières, ibid. — de quarante Jours, ibid. Infula ou Offula II. (1.) p. 319. c. 2. n. **.

Infulirter Abt, ibid.

Ingermanland II. (II.) p. 841. c. 2, n. 6.

Ingraft (to) II. (II.) p. 391, c. 2. cont. de la n. †. de la p. 388. c. 1. Ingrafting Bill II. (11.) p. 392.

c. 1. contin. de la n. †. de la p. 388. c. 1.

Ingrie II. (II.) p. 841. c. 2. n. 6. Inhibition II. (II.) p. 418. c. 2. n. 1. Inhibitoire, ibid.

Inquisition II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3 a.

Inscription de faux I. p. 199. c. 1. n. 3. et p. 217. c. 1. n. 1. — hypothécaire I. p. LXXXIII. addition à la p. 222.

Insolvabilité I. p. 323. c. 2. n. 2. Insolvency, ibid.

Instance II. (II.) p. 788, c. 1, n. 2. Institut impérial de France II. (11.) p. 839. c. 2. n. †. — national de France, ibidem. c. 1. — royal de France, ibidem.

Instituta I. p. 21. c. 1. n. 1. Instrument II. (II.) p. 290. c. 1. n. 1. Insubrie II. (II.) p. 1447. c. 2. n. 5. Intégral II. (II.) p. 838. c. 1. n. °. Intendances générales en Sardaigne I. p. 288. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 287. c. 2.

Intendants généraux en Sardaigne I. p. 287. c. 2. n. 3. — de la Santé à Marseille II. (1.) p. 159. c. 2. 00000

Intercourse II. (II.) p. 815. c. 2.

Interdiction II. (II.) p. 811. c. 2. n. †.

Interdire, ibid. Interdit, ibid.

Intérim II. (II.) p. 432. c. 1. n. 1.

Intérinement I, p. 199, c. 1, n. 2. Interlocutoire (Jugement) I. p. 216, c. 1, n. 1.

Interlope II. (II.) p. 632. c. 1. n. ***. Internonce d'Autriche près la Porte II. (II.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2. — du Pape II. (II.) p. 1410. c. 2. n. *. de la République de Pologne II. (11.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2.

Internonciature du Pape II. (II.) p. 1410. c. 2. n. *.

Interpeller II. (II.) p. 531. c. 1. n. 1. Interpres II. (1,) p. 505. c. 2. n. 6. Interprète I. p. 524. c. 2. n. 4. — II. (II.) p. 7. c. 2. n. 6.

Interstice II. (II.) p. 657. c. 2. n. †. Intestat II. (II.) p. 66. c. 1. n. 2. - hériter ab, ibid. - Héritier ab, ibid. c. 2. — mourir (décéder) ab, ibid. c. 1. — Succession ab, ib. c. 2. Invention de la sainte Croix II.

(II.) p. 959. c. 2. n. *. — du Papier de Soie, de l'Encre et des Pinceaux en Chine II. (II.) p. 1209. c. 2. n. °°°.

Iperpero ou Perpero II. (1.) p. 80. c. 1, n. 2.

Ipso facto II. (II.) p. 1511. c. 1. n. 1. Irkoutsk II. (II.) p. 1246. c. 1. n. 1. Isaac l'Ange voyez Ange.

Iskélé I. p. 526. c. 1. n. 2.

Islambol II. (1.) p. 251. c. 2. n. °. Islamisme I. p. 519. c. 1. n. 2. Islandois (Idiome) I. p. 354, c. 1.

n. †.

Islande (Découverte de l') I. p. 352. c. 2. n. 6. — passe sous le Sceptre du Danemark I. p. 359. c. 1. n. 5.

Ismaëliens II. (II.) p. 1029. c. 1. n. °.

Issue II. (n.) p. 40. c. 2. n. †. Issues of fact I. p. 325. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 324. c. 2. —

upon Matter of fact, ibidem.—
upon Matter of law, ibid.
Issus II. (1.) p. 39. c. 2. n. 1.
Istadium II. (11.) p. 1100. c. 2. n. 7.
Istambol II. (1.) p. 251. c. 1. n. °.
— Efendissy II. (1.) p. 251. c. 2.
n. ††. — Kadissy, ibid.
Italiänische Erbstaaten I. p. 507.
c. 1. n. 1.

Italinski II. (1.) p. 5. c. 1. n. *.

Item II. (11.) p. 662. c. 1. n. 3.

Iturbide II. (11.) p. 50. c. 2. n. 5.

Iwan I Antonovitch II. (11.) p. 1297.
c. 2. n. 6.

Iwanogorod II. (11.) p. 1064. c. 2.
n. 4.

Iydskelov I. p. 348. c. 2. n. 1.

J.

Jaccatra II. (II.) p. 743. c. 1. n. **. Jacobins II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3. a. Jacobites II. (1.) p. 10. c. 1. n. †. Jaçoit II. (II.) p. 113. c. 2. n. 3. Jactus (Jet) I. p. 17. c. 2. n. 4. Jogrenaut II. (11.) p. 1221, c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1220. c. 1. Jahrmärkte und Messen I. p. LXXXV. addition à la p. 501. Janissaires II. (1.) p. 115. c. 1. n. 5. II. (II.) p. 10. c. 1. n. 1. p. 791. c. 2. n. 4. Jarls I. p. 377. c. 1. n. 1. — p. 386. c. 1. n. 1. Jatrani I. p.-30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29, c. 1. Jaugeage I. p. 382. c. 1. n. 2. Jauger, ibid. Jaune (Fleuve) II. (11.) p. 1245. c. 2. Jean sans Terre I. p. 318. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 317. c. 1. et n. †. Jeannin (Pierre) II. (II.) p. 448. c. 1. n. **. Jefferson (Thomas) II, (ii.) p. 1361. c. 2. n. *. Jerba voyez Gerba. et II. (II.) p. 1183. c. 1. n. 3. Jérôme (St.) II. (11.) p. 296, c. 1, n. †. Jéronymites II, (11.) p. 354, c. 2. n. *. Jésuites II. (II.) p. 96. c. 1. n. 3. d. Jet voyez Jactus.

Jeton II. (11.) p. 808. c. 1. n. †. de présence, ibid. Joboulba II. (11.) p. 1183. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1182. c. 2. Jönköping II. (11.) p. 1086. c. 1. n. 1. Joint Stock Companies voyez Companies. Joinville (Jean Sire de) II. (II.) p. 1041. c. 1. n. ●. Jons-Bog I, p. 393. c. 1. n. 3. Järgis II. (II.) p. 1182. c. 2. n. 5. Jorio (Michel de) I. p. 295, c. 1. n. 4. Journal II. (II.) p. 66 d. c. 1. n. 1. Jours fériés I, p. 196. c. 1. n. 2. — francs I. p. 235, c. 1, n. 1, — (grands) v. Grands. — privilégiés II. (H.) p. 936. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 935. c. 1. — de la Semaine, chez les Turcs I, p. 519. c. 1. n. 3. — (Terme de huit) II. (11.) p. 351. c. 2. n. 8. Jowries II. (II.) p. 1183. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1182. c. 2. Jubilé II. (11.) p. 41. c. 1. n. ... Judex Curiae regiae I. p. 508, c. 2. n. 4. — Veli II. (1.) p. 505. c. 1. n. 2. Juez Conservador II. (1.) p. 376. c. 2. n. 1. — de Sacas II. (n.) p. 417. c. 2. n. 2. Juge d'Arborea voyez Arborea. et II. (1.) p. 119. c. 1. n. *. — de Cagliari, ibid. — Conservateur I. p. 193, c. 2, n. 3, II. (11.) p. 453. c. 1, n. 3. — d'Epée I. p. 240, c. 2. 111 *

n. *. — de Galluri II. (1.) p. 119. c. 1. n. *. — Mage II. (1.) p. 174. c. 2. n. ***. — des Marchands à Marseille II. (1.) p. 175. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 172. c. 1. ordinaires II. (11.) p. 1107. c. 1. n. *. — d'Oristagni II. (1.) p. 119. c. 1. n. *. — de Robe I. p. 240. c. 2. n. '. — royal et ordinaire de Nîmes II. (I.) p. 149. c. 1. n. 5. — de Torres o Logodoro II. (i.) p. 119. c. 1. n. *.

Jugement de Dieu II, (1.) p. 350. c. 1. n. .

Juifs (Minorité des) en Prusse I. p. 502. c. 2. n. *. — privilégiés en matière de prêt, en Prusse I. p. 501. c. 2. n. 3. — Villes de Suède où ils peuvent faire le Commerce I. p. 381. c. 1. n. 1. p. 397. c. 2. n. 2. Juiz Conservador II. (1.) p. 376. c. 2. n. 1.

Junta do Commercio II. (II.) p. 565. c. 1. n. 1. — dos tres Estados Ц. (п.) р. 560. с. 1. n. 3.

Juratus I. p. 185. c. 2. n. 3.

Jurés, ibid. — de la Confrérie des Marchands de Paris II. (1.) p. 370. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 369. c. 2. Jurisdictions consulaires (Tableau des) en France I. p. 193. c. 1. n. 3. p. 196. c. 2. n. 6. — contentieuse II. (II.) p. 4. c. 2. n. 3. — Jurisdiction dans l'Île de Corse, semblable aux Tribunaux consulaires I. p. 200. c. 1. n. 2. — des Prévôts des Maréchaux I. p. 240. c. 1. n. *. — volontaire II. (II.) p. 4. c. 1. n. 2.

Juros II. (II.) p. 398. c. 2. n. 3. Jus Albergae II. (ii.) p. 512. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. — Albinagii I. p. 142. c. 1. n. 4. — anti-justinianaeum I. p. 23. c. 1. n. 1. — Asyli II. (tt.) p. 300. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 294.

c. 1. — aulicum I. p. 391. c. 1. n. 1. — Bona Naufragorum colligendi I. p. 146, c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1 — Borussico-Brandenburgicum commune I. p. 445. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 444. c. 1. — Civitatum inter se II. (II.) p. 301. c. 2. n. **. - commune voyez Folcright. — franchisiae ou franchitiarum II. (II.) p. 302. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. — Gentium II. (n.) p. 301. c. 2. n. **. — Gentium europaearum practicum, ibid. — Gisti II. (n.) p. 512. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. — Herbergae, ibid. — Hospitii, ibid. — *litoris* I. p. 144. c. 2. n. 3. — mansionaticum II. (II.) p. 511. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. — oppidarium I. p. 421. c. 2. n. 1. a. — praecedendi II. (II.) p. 107. c. 2. n. *. — provinciale Ducatus Prussiae I. p. 472. c. 2. n. 1. — provinciale et feudale allemannicum I. p. 422. c. 2. cont. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. — Quarteriorum II. (II.) p. 302, c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. - Recuperationis I. p. LXXXI. addition à la p. 146. — saxonicum — I. p. 422. c. 1. n. 1. — statutarium I. p. 413. c. 1. n. 1.

Jusquiane noire II. (II.) p. 1040. c. 2. n. •.

Justice commutative I. p. LXXVIII. addition à la p. 32.

Justice (au lieu de Jurisdiction) II. (II.) p. 823, c. 1, n. 3.

Justicia II. (u.) p. 401. c. 2. n. 1. — de Aragon, ibid. — mayor de Castilla, ibid. — mayor de la Cosa del Rey y Reinos, ibid.

Justiniana Ia (Djustendil) I. p. 19. c. 1. n. 2.

Justinien I, ibidem.

K.

Kadi (Cady) ou Kazi (Cazy) I. p. l. c. 1. n. *. p. 524. c. 2. n. 2. Kadi-Asker ou Kazi-Asker (de Roumélie et d'Anatolie) II. (1.) p. 251. c. 1. n. †. Kaid II. (II.) p. 702. c. 1. n. 1. Kaïpara (Hâvre de) II. (11.) p. 1558. c. 2. n. 1. Kalchal II. (II.) p. 96. c. 2. n. 2. Kalimala voyez Calimala, Kalpak II. (II.) p. 1618. c. 2. n. 7. Kamame II. (II.) p. 957. c. 2, n. 1. Kang-hi II. (11.) p. 1202. c. 2. n. 3. Kanphou (Tribunal maritime à) I. p. 162. c. 1. n. 3. Kan-sou II. (II.) p. 1245. c. 1. n. 2. Kao-tsoung chun kouangti II. (II.) p. 1239. c. 1. n. 1. Kapi ou Kapou II. (II.) p. 118. c. 2. n. **. — p. 951. c. 1. n. †. Kapidji II. (11.) p. 951. c. 1. n. †. Kapidji Bachi, ibidem. Kapidjilar Kiayassi, ibid. c. 2. Kapou voyez Kapi. Kapouçi II. (11.) p. 951. c. 1. n. †. Καπούτζια II. (ι.) p. 462. c. 1. n. 2. Karabagh II. (II.) p. 96. c. 2. n. 4. Kara-Boghdan II. (1.) p. 44. c. 2. n. **. Karamouran II. (11.) p. 1203. c. 1. n. 2. Karat voyez Carat. Kardiss II. (II.) p. 1143. c. 2. n. 4. Karlovacze voyez Carlowitz, Karwan-séraï I. p. 518, c. 2, n. 5. H. (II.) p. 1434. c. 1. n. 1. Kaschau II. (II.) p. 1422. c. 2. n. 5. Kassa, ibidem. Kassab Aktchéléri II. (II.) p. . 1131, c. 1. n. 5. Kassab-Aktchessi II. (II.) p. . 1618. c. 1. n. 4. Kassabiyé II.(II.) p. 104. c. 1. n. **. Kassam II. (ii.) p. 122. c. 2. n. 2.

Kostamouni II. (11.) p. 781. c. 2. n. 🗪. Kattegat voyez Cattegat, Koufmännisches Gutachten I. p. 265. c. 1. n. 2. Kaufsbelehrung, ibidem. Kaveling II. (II.) p. 742. c. 1. n. *. Ké II. (II.) p. 1205. c. 2. n. **. Keafir I. p. 523. c. 1. n. ". Kehteri II. (H.) p. 937. c. 1. n. 1. Kelam-Schérif I. p. xl. c. 1. n. *a. Kelaoun-Malek-el-Mansour II. (i.) p. 227. c. 2. n. 4. Kendal II. (II.) p. 1689. c. 1. cont. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Kenilworth II. (11.) p. 882. c. 1. n.*. Kenisset-ul-Camamat voyez Kamame, Κερασούς ΙΙ. (ι.) p. 94. c. 1. n. 4. Kerat voyez Carat. Kerlon II. (II.) p. 1203, c. 1, n. 2, Kerman II. (II.) p. 1551. c. 2. n. 4. Kermian II. (n.) p. 781, c. 1, n. †††. Kessar II. (II.) p. 1147. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1146. c. 2. Ketkhoudaï Bevaban II. (11.) p. 951. c. 2. n. †. Kettler (Gotthard) I, p. 409, c. 2, cont. de la n. 1. de la p. 408. c. 1. Khacan I, p. 519. e. 2. n. 4. Khafan-ni dehourgan II. (11.) p. 1233. c. 2. n. 2. Khaireddin ou Khisr (Pacha) II. (1.) p. 215. c. 1. n. *. Khal'at II. (1.) p. 253. c. 1. n. 2. Khalfa II. (11.) p. 786, c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Khalifah II. (u.) p. 958. c. 1. n. ††. - Ressoul-allah, ibid. c. 2. Khalifat II. (11.) p. 959. c. 1. cont. de la n. ††. de la p. 958. c. 1. des Alides ou Aliades II. (11.) p. 960. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 957. c. 2.

Khalife I. p. 519. c. 2. n. 4. — Alraschedoun II. (II.) p. 958. c. 2. n. ††. — grands, ibid. — de la Ligne droite, ibid. — particuliers, ibid. Khalil Aschraf II. (1.) p. 227. c. 2. n. 4. Khamin II. (11.) p. 784, c. 2, n. 00. — Sultanes II, (11.) p. 784, c. 2. n. #. Khan I. p. 518. c. 2. n. 4. p. 519. c. 2, n. 4. II. (n.) p. 1434. c. 1.n. 1. — grand II. (1.) p. 35. c. 2. n. †. Khanat II. (11.) p. 96, c. 2, n. 4. Khandji II. (u.) p. 1434. c. 2. n. 1. Kharadech I. p. 518. c. 2. n. 6. II. (u.) p. 123, c. 1, n. 1. Kharadschi II. (11.) p. 1311. c. 2. n. 4. — *Bachi*, ibid. Khardji II. (11.) p. 1094. c. 1. n. ***. — Vékil, ibid. c. 2. Khass II. (II.) p. 785. c. 1. n. ". — Odalik, ibidem. II. (11.) p. 785. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. — Odalis, ibid. Khasseki II. (II.) p. 126. c. 2. n. **. — Cadine II. (II.) p. 784. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. — Sultane, ibid. et p. 784. c. 1. n. †. Khath II. (II.) p. 172. c. 1. n. †. Khathy-Houmayaun, ibid. — Scherif, ibid. Khatoun voyez Cadine. Khavass II. (II.) p. 792. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 791. c. 1. Khazars II. (i.) p. 102. c. 1. n. 1. Khaziné II. (II.) p. 106. c. 1. n. *. Kherson II. (u.) p. 1189. c. 1. n. 1. Khian-loung II. (IL) p. 1239. c. 1. Khirvat II. (II.) p. 1610. c. 2. n. 6. Khier (Pache) voy. Khaireddin. Khitan II. (u.) p. 1199. c. 2. n. 4. Khodjes I. p. l. c. 2. n. *. Khotim II. (II.) p. 1324. c. 1. n. 3. Khoudowendikear I, p. 519. c. 2.

n. 4.

c. 2. n. 1. Khôwaliyasoun-Tob H. (u.) p. 1231. c. 2. n. 3. Khunkear I. p. 519. c. 2. n. 4. Ki II. (11.) p. 1206. c. 2. contin. de la n. **. de la p. 1205. c. 1. Kia II. (II.) p. 1232. c. 1. n. 2. Kiakhta ou Kiaktou, ibid. Kia-tsé (ou tzé) Π . (11.) p. 1214, c. 2, contin. de la n. **. de la p. 1205, c. 1. — p. 1217. c. 2. cont. de la même note. Kichm (lles de) II. (II.) p. 1551. c. 2. n. 4. Kiel II. (II.) p. 1088. c. 1. n. 1. Kilogramme II. (II.) p. 14. c. 1. n. ***. Kimhal II. (II.) p. 1326, c. 1, n. 1, Kimméné II. (II.) p. 1129. c. 2. n. ... King (les six) ou Livres sacrés II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. j. de la p. 1213. c. 1. Kings Bench I. p. 320. c. 2. n. 2. - Sergeant at Law I. p. 325. c. 1. n. 1. p. 330. c. 2. n. 3. Kirato II. (1.) p. 480, c. 2, n. 4. Kirid II. (1.) p. 258. c. 2. n. 5. Kirnbach voyez Kurnbach. Kirpitchnoï Tchoï II.(11.) p. 1247. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 1246. c. 2. Kitab I. p. xL. c. 1. n. a. — 'ullah, ibid. Kiupreli (Achmed) II. (IL.) p. 1423. c. 1. contin. de la n. **. de la p. 1422. c. 1. — (Moustapha), ibid. *Kizlar* ou *Kizliar* II. (11.) p. 1265. Klaproth (Jules-Henri) II. (II.) p. 1249. c. 1. contin. de la n. 6. de la p. 1248. c. 2. — (Martin-Henri) II. (II.) p. 1249. c. 1. n. *. Klassensteuer (en Prusse) I. p. 497. c. 1. n. 3. Kleene Matschappy II. (u.) p.

Khoutoukhtou II. (II.) p. 1224,

765. c. 1. cont. de la n. 4. de la р. 734. с. 2.

Klefecker II. (ii.) p. 876. c. 1, n. *. Klippfisch II. (1.) p. 349. c. 1. n. 1. Knäröd II. (II.) p. 1076, c. 2, n. ***. Koekebeker II. (11.) p. 750, c. 1. cont. de la n. *. de la p. 749. c. 1. Koen (Jean Pieterszoon van) II.

(n.) p. 743. c. 1. n. **.

Koenig (Henri) II. (11.) p. 1677. addition à la p. 990.

Koenigsmark (Comte de) II. (II.) p. 1639. addition à la p. 526. du T. I.

Koeprilisadè Achmet Pacha II. (II.) p. 1653, addition à la p. 307. Ko-han II. (11.) p. 621. c. 1. n. *. Kolao II. (II.) p. 621. c. 2. n. *. Κολίπιον II. (ι.) p. 466. c. 2. n. 3. Komorn ou Komarom II. (11.) p. 1409. c. 1. n. 1.

Konak II. (II.) p. 1264. c. 2. n. 1. Kondirovin (Jean) II. (II.) p. 143. c. 1. n. 1.

Konge 1. p. 386. c. 2. n. 1.

Kongsbacka II. (II.) p. 1077. c. 2. n. °.

Koniéh voyez Iconium.

Konvoijen en Licenten I. p. 311. · c. 1. n. 1.

Korsoun II. (n.) p. 1189. c. 1. n. *. Kostantiniè II. (1.) p. 251. c. 2. n. °. Koublai Khan II. (n.) p. 1033, c. 1. n, 0000.

Koultouk II. (ii.) p. 793, c. 2, n. 1. — Vézirleri, ibid.

Koung II. (11.) p. 1240. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1239. c. 1.

Koung-Ly II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1.

Kourèn-Maimatchin II. (11.) p. 1223. c. 2. n. 1.

Κουφοπαλλάτης Π. (ι.) p. 461. c. 1. n. †.

Koytri II. (11.) p. 937. c. 1. n. 1. Krappe (Roland) II. (II.) p. 1013. c, 2, n. 3.

Kreutzer II. (II.) p. 1413. c. 1. n. 2. Kreutzthaler II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1.

Krieges- und Domainen-Kammern (en Prusse) I. p. 429. c, 1. n. 1. Κουτής τοῦ Βήλου ΙΙ. (ι.) p. 505. c. 1. n. 2.

Kündige Rolle I, p. 155, c. 1, n. *. Kurnbach II. (11.) p. 1354. c. 1. n.*. Kutchuk-Eltchi voy. Eltchi. Kutchuk - Hussein - Pocho I. p. 522. c. 1. n. 1.

Kutchuk-Kaïnardgi II. (n.) p. 1300. c. 2. n. 4.

Kutzo-Valaques II. (1.) p. 44. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 43. c. 1.

L.

Labyrinthe II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 258. c. 2. Lac Asphaltite II. (II.) p. 318. c. 2. Lack II. (II.) p. 641. c. 1. n. **. Lacroix (de) II. (II.) p. 1468. c. 2. n. **. Ladinillah II. (II.) p. 960. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 957. c. 2. Ladre II. (1.) p. 160. c. 1. n. °. — Saint, ibid.

Ladulas (surnom de Magnus I, Roi de Suède) I. p. 68. c. 2. n. 2. Lagmann I. p. 353. c. 2. n. 1. Lai II. (1.) p. 49. c. 2. n. *. Laie, ibid. Lai-koung II. (11.) p. 1240. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1239. c. 1. — *tchao*, ibid. Laissez-passer II. (II.) p. 1460. c. 1. n. 1. Lala I. p. L. c. 2. n. *.

Lally (Thomas Arthur, Comte de)
Baron de Tellendally ou Tollendal
II. (II.) p. 638. c. 2. n. †††.

Lama II. (II.) p. 1224, c. 1, cont. de la n. 3, de la p. 1220, c. 2. — grand, ibidem. — Pakba, ibid. — Saint, ibid.

Lamego (Loi de) voyez Loi. Lamego (Loi de) voyez Loi. Lampedouse II. (1.) p. 58, c. 2.

n. ***.

Lancea II. (II.) p. 731. c. 1. n. **.

Landdrest II. (II.) p. 746. c. 2.

cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Landrecht (Allgemeines) für die preussischen Staaten I. p. 445. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 444. c. 1. — (churfürstlich brandenburgisches, revidirtes) des Herzogthums Preussen I. p. 472. c. 2. n. 1. — (Eigen) I. p. 512. c. 1. n. 2. a. — das preusische I. p. 472. c. 2. n. 1.

Landrechts-Commission (en Prusse) I. p. 491. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 490. c. 2.

Land- und Lehnrecht I. p. 422. c. 1. contin. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2.

Londskron a II. (II.) p. 1100. c. 2. n. 6.

Landstad II. (II.) p. 1079. c. 1. n. 2. Landstädte II. (II.) p. 1103. c. 2. n. †.

Langue II. (II.) p. 215. c. 1. n. 1.

— allemande I. p. 62. c. 1. n. 3.

— française (son Usage en Angleterre) I. p. 57. c. 1. n. 1. — germanique primitive I. p. 62. c. 1. n. 3.

— scandinave I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. — vulgaire substituée à la Langue latine en France I. p. 97. c. 2. n. 3.

Languedoc II. (I.) p. 170. c. 1. n. 4. a.

Langues de l'Ordre de Malte I.

p. 409. c. 1. n. †. — romanes II. (1.) p. 170. c. 2. n. *. — slaves I. p. xxx. c. 1. n. *.

Lannoy (Guilbert II de) II. (1.) p. 184. c. 2. n. 8.

Lanternes I. p. 192, c. 1, n. 2.

Lao-Kiun II. (II.) p. 1219, c. 1.

n. °. — Tsée, ibid. — Tseu, ibid.

Larache II. (II.) p. 929, c. 2, n. 9.

Large II. (II.) p. 995, c. 2, n. 5. —

au II. (II.) p. 996, c. 1, contin. de

la n. 5, de la p. 995, c. 2.

Larguer I. p. xIII. c. 2. n. 6.

Lascaris I (Théodore) II.(I.) p. 23.
c. 2. n. 2.

Last II. (II.) p. 988. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 987. c. 2.

Lastage (Droit de) II. (II.) p. 987.

c. 2. n. **.

Lastgeld II. (II.) p. 988. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 987. c. 2.

Latine II. (1.) p. 31. c. 2. n. 2. Latitude II. (11.) p. 1689. c. 2. cont. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2.

Latte (Lac de) v. Maguelone. Lautia II. (II.) p. 1264. c. 2. n. 1.

Lavrettesmænd 1. p. 384. c. 2. n. 3.

Law (merchant) I. p. 180. c. 1. n. 2. Law de Lauriston (Jean) II. (II.) p. 753. c. 1. n. °.

Lawrence (Henri) II. (II.) p. 762. c. 1. n. **.

Lazare II. (1.) p. 160. c. 1. n. °.

— Saint, ibidem.

Lazarets II. (1.) p. 160. c. 1. cont. de la n. †††††. de la p. 158. c. 2. Lazaretto nuovo II. (1.) p. 159. c. 1. contin. de la n. †††††. de la

p. 158. c. 2. — *vecchio*, ibid. Leadenhall II. (1.) p. 360. c. 2. n. 1.

Leao II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. — Tong, ibid. c. 1.

Lebrun (Charles François) I. p. 9. c. 1. n. 1.

Lecapène (Romain) II. (1.) p. 10. c. 2. n. 2. et c. 1. n. *.

Lecth voyez Lest.

Lee (Guillaume) II. (11.) p. 762. c. 2. n. **.

Leeuwendaler II. (n.) p. 945. c. 1. n. **.

Légal II. (n.) p. 1174. c. 1. n. 2. Légalement, ibid.

Légat II. (1.) p. 244. c. 2. n. *. perpétuel II. (i.) p. 245, c. 1, cont, de la n. *. de la p. 244. c. 1.

Legati missi non nati II. (1.) p. 244. c. 2. n. *.

Legatio Obedientiae II. (1.) p. 246. c. 2. n. *. — Reverentiae, ibid.

Légations permanentes ou perpétuelles II. (1.) p. 335. c. 2. n. 1.

Légats a latere II. (1.) p. 245. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 244. c. 1. — de latere, ibid. — nés II. (1.) p. 244. c. 2. n. *.

Legatus II. (i.) p. 244. c. 1. n. *. Légende II. (II.) p. 107. c. 1. n. †. Leges Juliae I. p. 18. c. 1. n. 4. — Jutiae I. p. 348, c. 2, n. 1.

Législation maritime de la Ligue hanséatique I. p. 119. c. 1. n. 1.

Légitime II. (u.) p. 1174. c. 1. n. 2. Légitimement, ibid.

Lehn (en Prusse) I. p. 493. c. 1. n. 2.

Lehnsherr (en Prusse), ibid.

Lehnsmann (en Prusse), ibid. Leide voyez Leyde.

Leis foraes II. (II.) p. 528. c. 2. n. 4.

Lemberg ou Léopol II. (II.). p. 1343. c. 2. n. 7.

Lèpre II. (1.) p. 158. c. 1. n. °.

Leroi II. (II.) p. 1689. c. 1. contin. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Lèse-Majesté II. (II.) p. 579. c. 1.

n. 1.

Lesghiens ou Lesghis II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 1.

Leslé ou Leslie (Comte de) II.

(II.) p. 1264. c. 1. n. 1. — II. (II.) p. 1653. addition à la p. 307.

Lest I. p. 266. c. 2. n. 4. — II. (II.) p. 988. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 987. c. 2.

Lestage I. p. 266. c. 2. n. 4. — Bureau de v. Bureau.

Lester I. p. 266. c. 2. n. 4.

Leth voyez Lest.

Lettonie I. p. 408. c. 1. n. 1.

Lettons, ibid. et c. 1. n. . Lettres du Cabinet II. (ii.) p. 669.

c. 1. n. 1. — de Chancellerie, ibid. — de Change I. p. 29. c. 1. n. 1. a. II. (i.) p. 20. c. 2. n. 2. — de Contremarque II. (1.) p. 324. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322. c. 1. de Créance II. (II.) p. 669. c. 1. n. 1. — de Crédit (au lieu de Pleins-Pouvoirs) II. (II.) p. 823. c. 2. n. 6. — de la Main II. (11.) p. 669. c. 1. n. 1. — de Marque II. (r.) p. 322. c. 1. n. 1. — monitoires II. (n.) p. 1390. c. 2. n. **. — monitoriales, ibid. — pontificales II. (1.) p. 48. c. 2. n. **. — de Provision I. p. 241. c. 1. n. 1. II. (1.) p. 472. c. 1. n. 1. — de Récréance II. (11.) p. 669. c. 2. n. 1. — de Répit I. p. 423, c. 2. n. 3. — de Représailles II. (I.) p. 324. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322. c. 1.

Levant II. (II.) p. 943. c. 1. n. *. Levato Velo I, p. 160. c. 1 n. 2. Levée II. (II.) p. 746. c. 2. n. ***.

Lex et Consuetudo Parliamenti I. p. 180. c. 1. n. 2. — mercato*ria*, ibidem.

Leyde II. (II.) p. 976. c. 2. n. ••. Leyron ou Olyron I. p. 48. c, 2. n. 4.

Lez II. (II.) p. 781. c. 1. n. *.

Liber judicialis (judiciarius) vel censualis Angliae I. p. 338. c. 1. n. .

Libre de Consolat de Mar I. p. 108. c. 2. n. 4. Licence II. (II.) p. 809. c. 2. n. †. Licences I. p. 311. c. 2. n. 1. du Saint Siège, pour le Commerce prohibé avec le Levant musulman II. (1.) p. 63. c. 1. n. 3. Licent-Collegium (en Prusse) I. p. 490. c. 2. n. 2. Licenten I. p. 311. c. 1. n. 1. Lichtenberg (Principauté de) II. (II.) p. 1351. c. 1. n. *. Lieu privilégié II. (11.) p. 935. c. 2. n, 3. Lieue II. (11.) p. 659. c. 2. n. °. carrée II. (II.) p. 659. c. 1. n. *. géographique, ibid. — marine, ibid. — de pays, ibid. c. 2. Lieutenant-Général des Galères II. (II.) p. 180. c. 2. contin. de la n. 6. de la p. 178, c. 2. Lieux d'Asyle II. (11.) p. 299, c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. — de Franchise I. p. 105. c. 1. n. 3. — de Neutralité, ibid. — saints de Jérusalem II. (II.) p. 117. c. 2. n. 4. - de Sauvegarde I. p. 105. c. 2. . n. 3. Li-fan youan II, (II.) p. 1233. c. 2. n. 3. Lige I. p. 45. c. 1. n. 1. Ligement, ibidem. Ligne II. (II.) p. 1208, c. 1, cont. de la n. 2. de la p. 1207. c. 1. équinoxiale, ibid. Liguria transalpina II. (1.) p. 168. c. 2. n. 4. Likare-mätt II. (1.) p. 199. c. 1. n. *. — vigt, ibid. Lilla II. (II.) p. 960. c. 2. contin. de la n. **. de la p. 957. c. 2. Lima II. (II.) p. 84. c. 1. n. 4. Liman II. (II.) p. 1189. c. 2. n. **. Lingam ou Lingar II. (II.) p. 1221. c. 1. n. †. Liniment II.(II.)p. 1614.c. 1, n. 000.

Linoges I, p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2. Linz II. (II.) p. 1438. c. 2. n. **. p. 1482. c. 1. n. †. Li-Pou II. (II.) p. 1233. c. 2. n. 2. Liquider II. (II.) p. 310. c. 1. n. 1. Lira de Toscane I. p. 281. c. 2. n. 2. Lire (anciennes) de Gênes II. (1.) p. 117. c. 1. n. *. — (nouvelles), ibidem. — (nouvelles) de Piémont II. (i.) p. 80. c. 1. n. 2. Lismes II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2. Lispund II. (II.) p. 1685. c. 1. n. *. List (Professeur) II. (II.) p. 1344. n.*. Liston (Sir Robert) II. (п.) p. 312. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 310. c. 1. Lit de Justice I. p. 191. c. 1. n. 1. Lithuaniens I. p. 456. c. 1. n. *. Litispendance l. p. 275. c. 1. n. 2. Litre II. (1.) p. 249. c. 1. n. †. Litterae mercium vectarum indices II. (II.) p. 945. c. 2. n. ***. Liturgie II. (1.) p. 301. c. 1. n. °. Liturgique, ibid. c. 2. Liturgiste, ibid. Liva II. (II.) p. 794. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 793. c. 2. Lives 1. p. 408. c. 1. n. 1. et n. . Livonie I. p. 408. c. 1. n. 1. Livoniens I. p. 408. c. 1. n. . Livourne (Port franc de) I. p. 283. c. 1. n. 3. — II. (i.) p. 127. c. 2. n. 1. c. Livre de Coronat II. (1.) p. 411. c. 1. n. 1. — flamande II. (II.) p. 739. c. 1. n. **. — de Gros, ibidem. — Journal II. (II.) p. 66 d. c. 1. n. 1. — parisis II. (II.) p. 384. c. 1. n. †. - de Poids II. (11.) p. 386. c. 1. n. °. — Sterling II. (11.) p. 633. c. 1. n. *. — tournois II. (11.) p. 384. c. 2. n. †. — tournoise II. (1.) p. 411. c. 1. n. 1. Livres sacrés (les six) v. King. Lina I. p. Liii. c. 1. n. †††. — II. (r.) p. 280. c. 1. n. *.

Loca taxelia I. p. 509, c. 2, n. 1. Locke (John) I. p. 330. c. 1. n. 1. Locman I. p. 72. c. 2. n. 3. Locus II. (II.) p. 1264. c. 2, n. 1. — secundae Permutationis II. (II.) p. 1426. c. 1. n. 1. Lögsögomaþr I. p. 353. c. 2. n. 1. Logarista (Magnus) II. (1.) p. 434. c. 2. n. 5. Loge II. (1.) p. 347. c. 2. n. 1. II. (y.) p. 376. c. 2. n. °°. — des Marseillais II. (1.) p. 433. c. 2. n. 6. Logotheta II. (1.) p. 12. c. 1. n. 4. Loi (et Lois) de Dalie I. p. 371. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 370. c. 2. — de Helsingue I. p. 370. c. 2. n. 5. — de Lamego II. (11.) p. 478. c. 1. n. 3. et n. *. — ou Livre des Décisions de Droit de Scanie I. p. 348. c. 2. n. 1. — lombardes I. p. 422. c. 1. n. *. — maritimes a) de Brême I. p. 152. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 147. c. 1. b) de Hambourg I, p. 150. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 147, c. 1. c) de Lubeck I. p. 147. c. 1. n. 1. martiale II. (π.) p. 626. c. 1. n. **. — mercantile I. p. 180. c. 1. n. 2. — de l'Ostrogothie I. p. 369. c. 2. n. 4. — rhodiennes I. p. 10. c. 1. n. 4. — de Roeskilde ou de Rothschild I. p. 349. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 348. c. 1. — de Séeland I. p. 348. c. 2. n. 1. — somptuaires II. (1.) p. 375. c. 1. n. 1. de Sudermanie I. p. 370. c. 2. n. 5. - des (dix) Tables voy. Dix. des (douze) Tables voy. Douze. — du Talion II. (п.) p. 100. c. 2. n. 1. — d'Ulfljet I. p. 355. c. 2. n. 1. — de Waldemar I. p. 349. c. 1. cont. de la m. 1. de la p. 348. c. 1. — de Westmanie I. p. 370. c. 2. n. 5.

Lointain H. (H.) p. 251. c. 1. n. 1.

Loka II. (11.) p. 1223. c. 1, contin. de la n. 3, de la p. 1220, c. 2, Lollard (Gautier) 1. p. 457. c. 1. Lollards (les), ibid. Londres II. (II.) p. 733. c. 2. n. †. Longitude II. (11.) p. 1688. c. 2. n. •••. — Bureau des voy. Bureau. — géographique II. (11.) p. 1688. c. 2. n. •••. — en Mer II. (11.) p. 1689. c. 1. cont. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. — sur Terre II. (II.) p. 1688. c. 2. n. •••. Long Parlement v. Parlement. Lord (et Lords) High Chancellor I. p. 316. c. 2. n. 2. — Chief Justice I. p. 320. c. 2. n. 2. — Commissaires de l'Amiranté I. p. 314. c. 1. n. 1. — Keeper of the great Seal I. p. 316. c. 2. n. 2. spiritual I. p. 317. c. 2. n. 2. Lordo II. (1.) p. 442. c. 2. n. 5. Lorenzo el Real (San) II. (11.) p. 355. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 353, c. 1. Loterie centuple par Classes II. (II.) p. 1437. c. 2. n. *. — de la Compagnie orientale à Vienne II. (II.) p. 1437. c. 1. n. *. Lotophages (ou Lotophagiens) Ш. (г.) р. 277. с. 1. n. *. Lotophagitis Insula II. (1.) p. 277. c. 1. n. 4. Lotos II. (i.) p. 277. c. 1. n. *. Louis IX (Roi de France) II. (1.) p. 204. c. 1. n. 2. — XI (le Hutin, Roi de France) II. (II.) p. 1042. c. 1. n. O. Louisiane I. p. 543. c. 1. n. 2. Lou-ki II. (II.) p. 1204, c. 2, n. **. Louth Degnyzy II. (II.) p. 318. c. 2. n. 1. Louvois (François-Michel Le Tellier, Marquis de) II. (n.) p. 89, c. 2. n. °°. Loyauté dans le Caractère turc II. (i.) p. 432, c. 2, n. 6. — p. 433, c. 2, n. *.

Loyola (Ignace de) II. (ii.) p. 96. c. 1, n. 3, d.

Lumberd I. p. 369, c. 1, n. 4.

Lunaison II. (ii.) p. 1212, c. 1, n. †.

Lund II. (ii.) p. 1081, c. 1, n. *.

Lunden II. (ii.) p. 1081, c. 1, n. †.

Lun-Yu II. (II.) p. 1216. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1.

Luther (Martin) I. p. 461. c. 1. n. *.

Lwov voyez Lemberg.

Lycée II. (II.) p. 1214. c. 1. n. °.

Lydiens II. (II.) p. 781. c. 2. n. †††.

Lynn (Regis) II. (I.) p. 361. c. 1. n. 1.

M.

Mootechappij (Algemeene, uitsluitende Vostindische) II. (II.) p. 736. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — van Verrelanden, ibid. c. 1. Maatzuiker (Jan) II. (II.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Macao II. (II.) p. 620. c. 2. n. 4. Machination II, (II,) p. 843, c. 2. · n. 2. Machiner, ibidem. Macis voyez Muscade. Macrocephalus (Physeter) II. (и.) р. 1613. с. 2. **в.** ††. Madama Reale 1. p. 283. c. 2. n. 5. Madame Royale, ibid. Madrague II. (1.) p. 175. c. 1. n. *. Magdeburgisches Weichbild I. p. 421, c. 2, n. 1, a. Magellan (Fernand) II. (II.) p. 837. c. 1. n. †. Magisme II. (II.) p. 1227. c. 1, n. 9. Magister (rationum fisci) II. (1.) p. 434. c. 2. n. 5. Magistère II. (1.) p. 51. c. 1. n. *. Magistrato supremo (en Toscane) I. p. 281. c. 1. n. 2. Magistrats municipaux de Barcelone II. (i.) p. 239. c. 1. n. 1. Magistrature ottomane II. (I.) p. 251. c. 1. n. †.

Magistratus praetor II. (1.) p.

. p. 409. c. 2. — Supremus Ara-

410. c. 1. contin. de la n. 4. de la

goniae II. (11.) p. 401. c. 2. n. 1. - Castellae, ibid. Magnoeus (Arne Magnussen) ou Arnas I. p. 349. c. 1. n. *. Magnoc voyez Manioc. Magnus VII I, p. 391, c. 1, n. 1. — Lagabæter I, p. 389. c. 1. n. 1. — le Bon I. p. 388, c. 1. n. 5. Maguelone (Lac de) II. (1.) p. 195. c. 1. n. †. Mahrattes II. (H.) p. 630. c. 2. Maille II. (1.) p. 19. c. 2. n. 6. Main-levée I. p. 239. c. 1. n. 1. — mise, ibidem. — morte II. (1.) p. 78. c. 1. n. 1. Mainmortable II, (1.) p. 78. c. 1. n. 1. Maison mortuaire II. (II) p. 747. c. 1. n. . — religieuse II. (11.) p. 807. c. 1. n. 1. — teutonique à Gênes L. p. 165. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 164. c. 2. Maïtari II. (II.) p. 1222, c, 2, cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Maître d'Hôtel II. (1.) p. 169. c. 1. n. *. — (Souverain) du Roi II. (1.) p. 219. c. 1. n. 1. Maîtres-Jurés I. p. 185. c. 2. n. 3. Majorité en Prasse I. p. 502. c. 2. Majorque I. p. 93. c. 1. n. 1. Mal-appelé I. p. 221. c. 2. n. 4. jugé, ibid. Mal des Ardents II. (1.) p. 54. c. 1.

n. '. — de Saint-Main, ibidem. de Saint-Marcou, ibid. Mala cydonica II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 258. c. 2. Malaisie II. (u.) p. 834. c. 1. n. . Malmoe II. (II.) p. 1100. c. 2. n. 5. Malmogia, ibid. Malmuyden, ibid. Malo II. (II.) p. 1557. c. 1., n. 2. Malte (vieille) (Ville) II. (1.) p. 53. c. 1. n. **. — (lle de) II. (i.) p. 118. c. 1. n. *. Mamlouk II. (1.) p. 65. c. 2. n. 2. — Mamlouks-Baharites ou marins II. (1.) p. 66. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 65. c. 2. Mammas ou Mammés (Saint) II. (II.) p. 1279. c. 1. n. 1. Momoudi II. (II.) p. 95. c. 1. n. 2. Manado II. (II.) p. 624. c. 2. n. †. Manant I. p., 454. c. 2. n. **. Manche de la Robe du Grand-Seigneur II. (II.) p. 951. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 949, c. 2. Mandarins II. (II.) p. 621. c. 1. n. *. p. 1203. c. 2. n. 6. Mandement de Foire I. p. 31. c. 1. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Mandibulaire II. (u.) p. 1615. c. 1. n. **. Mandibule II. (H.) p. 1615. c. 2, n. °. Manejo voyez Decima. Manifeste II. (II.) p. 23. c. 1. n. 1. Manioc ou Manihot II. (11.) p. 358. c. 1. n. °. et c. 2. n. °°. Manitou II. (II.) p. 1229. c. 2. cont, de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Manoir II. (II.) p. 851. c. 1. n. 4. — abbatial, ibidem. — épiscopal, ibid. c. 2. — principal, ibid. c. 1. — de Richmond, ibid. c. 2. n. 5. - seigneurial, ibid. c. 2. n. 4. Manoukao (Port de) II. (II.) p. 1558. c. 2. n. 1. Manslaughter II. (11.) p. 796. c. 2. n. 1.

Mantcheoux (Tatars) II. (II.) p. 1033. c. 1. n. 💯. Mantchou II. (II.) p. 1199. c. 1, n, 4. Mantchourie, ibid. Manteau court II. (II.) p. 330. c. 1. n. †. — long, ibid. Mantouan (le) II. (II.) p. 1448, c. 1. Mantoue, ibid. Manuale legum dictum Hexabiblon voyez Hexabiblos. Manuce (Manuzio) 1. p. 79. c. 1. n. 1. a. — trois Manuces, ibid. c. 2. Maouna II. (II.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1553, c. 1. Marabetino II.(1.) p. 248. c. 1. n. †. Marattes II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Maravédi II. (1.) p. 248. c. 1. n. †. — de Vellon I. p. 299. c. 1. n. 1. Marc II. (1.) p. 340. c. 1. n. 3. II. (II.) p. 386, c. 1, n. °. — de Banque Щ. (п.) р. 1169. с. 1. n. 1. — de Cologne II. (1.) p. 340. c. 2. n. 3. — courant II. (II.) p. 1169, c. 2. n. 1. — de Limoges II. (11.) p. 386. e. 1. n. °. — de la Rochelle, ibid. — de Troyes II. (i.) p. 340. c. 2. n, 3. II. (11.) p, 386, c, 1. n, °. Marc (at) le franc II. (II.) p. 386. c. 2. n. °. — la livre, ibid. Marca I. p. 419. c. 2. n. 1. Marcelles II. (1.) p. 46. c. 2. n. 3. Marcha I. p. 419. c. 2. n. 1. Marchands de l'Eau hansée de Paris II. (1.) p. 370. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 369. c. 2. — forains I. p. LXXXII. addit. à la p. 189. — en gros II. (11.) p. 313. c. 2. n. †. Marche I. p. 419. c. 2. n. 1. d'Espagne II. (1.) p. 194. c. 1. n. *. Marché II. (II.) p. 823. c. 1. n. 5. Marcheville (Henry de Gournay, Comte de) voyez Gournay. Marchia I. p. 419. c. 2. n. 1. Marco II. (1.) p. 199. c. 1. n. *. — Polo II. (II.) p. 1031. c. 1. n. ●.

Moréchaussée I. p. 240, c. 1, n. . Mariage dans les Echelles du Levant, défendu aux Français II. (1.) p. 399. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 398. c. 2. — des Sultans ottomans avec des Princesses chrétiennes ou mahométanes II. (II.) p. 781, c. 2, n. 1.

Mariannes (Archipel des) II. (11.) p. 837. c. 1. n. 7.

Marie-Thérèse (Archiduchesse) II. (II.) p. 266. c. 1. n. *.

Marine Court (dans les États-Unis de l'Amérique du Nord) I. p. 534. n. ***.

Marine de la Grande-Bretagne II. (II.) p. 208. c. 1. n. 1. — militaire des Turcs I. p. 522. c. 1. n. 1. prussienne I. p. 473. c. 1. n. 1.

Maritza II. (H.) p. 1329, c. 1, n. 7. Mark I. p. 419. c. 2. n. 1.

Marmouset II. (II.) p. 1229. c. 2. n. 华.

Maroc II. (II.) p. 930. c. 2. n. 15. Moroquin II. (1.) p. 247. c. 1. n. †. Maroquiner, ibid.

Maroquinerie, ibid. c. 2.

Maroquinier, ibid.

Marquer (au lieu de désigner) II. (II.) p. 823. c. 1. n. 1.

Marrons II. (II.) p. 356, c. 1, n. †. Marsdiep I. p. 64. c. 1. n. 1.

Marseille II. (1.) p. 172. c. 1. n. 3. Marteen ou Martihn II. (11.) p. 714. c, 1. n. 2.

Marten's (George Frédéric) Cours diplomatique I. p. 261. c. 1. n. 3. — Recueil des principaux Traités

II. (II.) p. 684. c. 1. n. *. Mascaret II. (11.) p. 1031. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 1030, c. 1.

Mascate II. (II.) p. 1551. c. 1. n. 4.

— Imam de Mascate voy. Imam.

— Imamat de Mascate v. Imamat. Mascherati II. (1.) p. 128. c. 1.

n. ††.

Masovie I, p. 450. c. 1. n. *. Massa voyez Massaria. Massacre des Chinois à Batavia II. (II.) p. 747. c. 1. n. **. Massaria nuova II. (1.) p. 106. c. 2. n. 5. — *vecchio*, ibid. Massdariyè voy. Mastariyà. Masses I. p. 172. c. 2. n. 3.

Massier, ibid. II. (1.) p.,490. c. 1.

Mostoriyà II. (II.) p. 121. c. 1. n. 1. Mât (grand) II. (II.) p. 180. c. 2. n. *. - de Misaine, ibid.

Matarée ou Matarieh II. (1.) p. 135, c. 1, n. 3.

Matelotage II. (n.) p. 360. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 356. c. 1.

Matha (Saint-Jean de) II. (II.) p. 42. c. 2. n. **.

Mathurins II. (II.) p. 327. c. 2. n. 1. *Moti-Dhwâdscha* II. (11.) p. 1224. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Matière de Prêt, en Prusse I. p. 501. c. 2. n. 3.

Matriculaire I. p. 136. c. 1. n. 3. Matricule, ibid.

Moures que II. (1.) p. 91, c. 1, n. 3. Maurice, Comte de Saxe I, p. 417. c. 2. n. ***.

Maurocordato-Scarlati (Alexandre) II. (II.) p. 1422. c. 1. n. **. — Panteli II. (II.) p. 1423. c. 1. contin. de la n. **. de la p. 1422. c. 1.

Maximilien d'Este (Archiduc) Nouveau Système de Fortifications II. (ii.) p. 1482. c. 2. n. †.

Maya II. (II.) p. 1222. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Mayak II. (II.) p. 1232. c. 1. n. 3. Mazanderan II. (II.) p. 1260. c. 2. n. 9.

Mecklenbourg (Maison de) I. p. 122. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2.

Meda (Saint-Jean de) II. (1.) p. 126. c. 2. n. *.

Médaille frappée à l'occasion de l'Établissement du Conseil de Commerce par Louis XIV, Roi de France, le 29 Juin 1700 I. p. 245. c. 1. n. 2.

— à l'occasion de la Reconnaissance par l'Espagne du Droit de Préséance de la France II. (II.) p. 107. c. 1. n. *.

Media atropatine II. (11.) p. 96. c. 2. n. 5.

Médicis I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1.

Medina v. Malte (vieille) (Ville). Méditerranée II. (11.) p. 246. c. 1. n. 1.

Mehkémé II. (II.) p. 800. c. 1. n. 4. Meknasa voyez Méquinez.

Mélanésie II. (11.) p. 834. c. 1. n. *.

Melec Messor II. (1.) p. 227. c. 2.

n. 4.

Melgounoff (Brigadier) II. (II.) p. 1265. c. 1. n. 1.

Melilla II. (1.) p. 270. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2.

Melona II. (1.) p. 131. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 130. c. 2. Meloria, ibidem.

Melville (Isaac) II. (II.) p. 989. c. 2. n. ****.

Memel I. p. 447. c. 1. n. 2.

Memorandum II. (II.) p. 803. c. 1. n. ††.

Ménage (Gilles) II. (II.) p. 85. c. 1. n. †.

Mencius II. (II.) p. 1217. c. 2, n. †. Mendaña de Neyra (Alvaro) II. (II.) p. 1026. c. 1. n. †.

Meng-Kho ou Tséou ou Tzé II. (II.) p. 4217. c. 2. n. †.

Menin x II. (1.) p. 277. c. 1. n. 2. Mentone II. (11.) p. 303. c. 1. n. 1.

Méquinez II. (II.) p. 75. c. 1. n. 2. — de los Olivarez II. (II.) p. 440. c. 1. n. 1. Mer adriatique II. (II.) p. 318. c. 1.

n. 1. — d'Azof II. (I.) p. 86. c. 1.

n. 1. — de Baku II. (I.) p. 102. c. 1.

n. 1. — blanche II. (II.) p. 318. c. 1.

n. 1. — caspienne II. (I.) p. 102.

c. 1. n. 1. II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1.

— égée, ibidem. II. (II.) p. 1025.

c. 1. n. †. — de Gazarie II. (I.)

p. 102. c. 1. n. 1. — grande II. (I.)

p. 86. c. 1. n. 1. — de Marmara,

ibidem. — méditerranée II. (II.) p.

318. c. 1. n. 1. — morte, ibidem.

c. 2. — noire, ibid. c. 1. — d'Okhotsk II. (II.) p. 1203. c. 1. n. *. —

rouge II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1.

Merakash voyez Maroc.

Mercatores de Honsa theutonicorum I. p. 125. c. 2. n. 1.

Merchant Strangers I. p. 178. c. 2. n. 5.

Méridien II. (II.) p. 1688. c. 1. n. °.

— céleste, ibidem. — de Comparaison II. (II.) p. 1689. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 1688. c. 1. — de l'Île de France II. (II.) p. 1690. c. 2. n. •. — de Greenwich, ibid. — de l'Observatoire royal de Paris, ibidem. — terrestre II. (II.) p. 1688. c. 1. n. °.

Mérini II. (11.) p. 71. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 70. c. 2.

Mérinides II. (1.) p. 269. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2.

Mesa do Desembargo da Paço II. (II.) p. 537. c. 1. n. 5.

Messenius (Ican) I n 95 a 1 n

Messenius (Jean) I. p. 95. c. 1. n. 2. Mesurado (Cap) voyez Cap.

Mesure itinéraire II. (II.) p. 659. c. 1. n. †. — linéaire II. (II.) p. 635. c. 1. n. †.

Métamorphose II. (II.) p. 1222. c. 1. n. *.

Métaphore II. (II.) p. 1236. c. 1. n. †. Métaphysique II. (II.) p. 1221. c. 2. n. *.

Métempsycose II. (II.) p. 1220. c. 1. n. ††. Méthodistes II. (II.) p. 807. c. 1. n. °. Methuen (Traité de) II. (II.) p. 535. c. 2. n. 4. Mètre I. p. 235, c. 1, n. 2. Métrologie II. (1.) p. 198. c. 1. n. *. Métropole I. p. ivi. c. 2. n. ***. Métropolitain, ibid. Meubles-meublants I, p. 495. c. 1. n. **. Meurtre II. (II.) p. 796. c. 1. n. 1. Mewlewi I. p. 519. c. 1. n. *. Mezzo-morto voyez Hussein Pocho. Mezzo-Termine II. (II.) p. 355. c. 1. n. **. Mioni (Giocomo) II. (1.) p. 473. c. 1. n. 2. Michel Fédorowitch II. (11.) p. 969. c. 1. n. *. Michel-gemote I. p. 317. c. 1. n. *. — synoth, ibid. Micronésie II. (II.) p. 834. c. 1, n. *, Mienmo II. (II.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Mihmandor II. (II.) p. 1261. c. 1. n. *. et c. 2. n. 3. Mikali I. p. 30. c. 2. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Milan II. (II.) p. 1447. c. 2. n. 5. Milet de Mureau II. (II.) p. 1555. c. 2. contin. de la n. ††. de la p. 1554. c. 2. Militairgränze I. p. 507. c. 1. n. 2. II. (i.) p. 267. c. 1. n. 2. Millarais II. (1.) p. 179. c. 1. n. 1. Mille (Mesure itinéraire) II. (II.) p. 659. c. 1. n. *. — anglais II. (11.) p. 635. c. 1. n. *. Miller (Négociant) II. (II.) p. 1345. c. 1. n. *. Millésime I. p. LXXVII. addition à la p. 4. Millioni (Corte del) II. (II.) p. 1038.

c. 1. cont. de la n. •. de la p. 1031. c. 1. — (Messer Morco), ibid. Millones (Sala de) II, (11.) p. 398. c. 1. n. 2. — (Servicios de), ibid. Minden II. (II.) p. 1386. c. 1. n. *. Minderjährigkeit (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. *. Ministère I. p. 207. c. 1. n. 2. public I, p. 213, c. 1, n. 1, Ministro II. (II.) p. 504. c. 1. n. 1. — politico II. (1.) p. 471. c. 1. n. 1. Ministros de Capa y espada I. p. 301. č. 1. n. 2. — togodos I. p. 301. c. 1. n. 1. Minorité (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. *. Minorque II. (u.) p. 600, c. 1. n. 1. Minute II. (II.) p. 742. c. 2. n. **. Minuter II. (II.) p. 743. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 742. c. 2. Miquénés voyez Méquinez. Miramolin II. (1.) p. 267. c. 2. n. 5. Ц. (п.) р. 958. с. 2. n. ††. Miri II. (II.) p. 129. c. 1. n. 2. Mir-Liwa II. (4) p. 280. c. 1. n. *. Mirmiran I. p. 523. c. 1. n. 2. p. Liii. c. 2. n. †††. II. (i.) p. 281. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 280. c. 1. Miroir des Saxons I, p. 422, c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. — des Souabes, ibid. Missel II. (II.) p. 298. c. 1. n. †. Missionnaires Baptistes II. (II.) p. 1018, c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013, c. 1, Missr I. p. 520. c. 2. n. 1. — Walissy, ibid. c. 1. Mithra II. (II.) p. 1227. c. 2. n. ♥. Mithriaque (Culte), ibidem. Mithridate VII II. (1.) p. 36. c. 1. Mitre II. (1.) p. 319. c. 1. n. ". Mitré, ibid. c. 2. Mixtorum II. (1.) p. 474. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 473. c. 2. Mizan II. (u.) p. 121, c. 1. n. 1. Mobi-

Modon II. (1.) p. 266. c. 1. n. 2. Moenkir I. p. 523. c. 2. n. 3. Moghistan II. (II.) p. 1551. c. 2. n. 4. Mog ol (Grand) II. (11.) p. 625. c. 1. Mohommed-Aly I. p. 520. c. 1. n. 1. Moines mendiants II. (II.) p. 96. c. 1. n. 3. c. Mois de l'Année mahométane I. p. xxxix. c. 1. cont. de la n. **. de la p. xxxvIII. c. 1. — des Romains, juliens II. (1.) p. 295. c. 1. n. †. p. 296, c. 1. n. °. Molaheda (ou Molahida) II. (n.) p. 1034. c. 2. n. •. Molay (Jacques de) II. (1.) p. 28. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 27. c. 1. Moldavie II. (1.) p. 44. c. 2. n. **. Môle II. (1.) p. 204. c. 1. n. *. II. (и.) р. 1391. с. 1. n. ^{*}. Moleste (donner) II. (II.) p. 105. c. 2. n. 3. Moll (G.) (Professeur) II. (II.) p. 1691. addition à la p. 1558. Molla I. p. 524. c. 2. n. 3. — Khunkear I. p. 519. c. 1. n. *. Monaco II. (II.) p. 303. c. 1. n. 1. Monastère des Cavernes II. (II.) , p. 1686. n. ^{*}. addit. à la p. 1285. Moncada (Guillén de) II. (1.) p. 274. c. 1. n. 2. Moncade voyez Moquette. Monde II. (II.) p. 887. c. 2. n. 5. Monggodchourgan II. (II.) p. 1233. c. 2. n. 3. Mongoles (Tribus) II. (II.) p. 625. c. 1. n. . Monition II. (11.) p. 1390. c. 1. n. **. Monitoire, ibidem. Ш.

Mobilier I. p. 270. c. 2. n. 4.

Mocenighi (ou Mocénigues) II.

Modérateur I. p. 5. c. 1. n. 5.

Mocade voyez Moquette.

(1.) p. 46. c. 2. n. 3.

1761 Monnaie blanche II. (II.) p. 945. c. 1. n. *. — de Compte II. (11.) p. 377. c. 1. n. °. — effective, ibid. — fausse des Sarrasins II. (1.) p. 567. add. à la p. 46. — imaginaire II. (II.) p. 377. c. 1. n. °. — réelle, ibidem. Monogramme I. p. Liii. c. 1. n. °. - dn Sultan Mourad I, II. (1.) p. 167. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 166. c. 2. Monophysites v. Eutychéens. Monopole II. (1.) p. 84. c. 1. n. 3. Monopoler, ibid. Monopoleur, ibid. Monsieur II. (11.) p. 607. c. 1. n. †. Montague (Jean) Comte de Sandwich II. (II.) p. 834. c. 1. n. †. Monti II. (i.) p. 117. c. 2. n. **. Montpellier II. (1.) p. 195. c. 1. n. 2. — de l'Angleterre II. (n.) p. 851. c. 2. n. 5. Montres marines II. (II.) p. 1689. c. 1. contin. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Monzon y Pau II. (II.) p. 368. c. 1. n. *. Moquette II. (II.) p. 947. c. 1. n. ***. Morabuté voyez Maravédi. Morbide II. (II.) p. 1613. c. 1. n. ***. Morbifique, ibid. Mordenaars-Bay II. (u.) p. 1691. addit. à la p. 1558. Morin (Jean) II. (II.) p. 296. c. 2. n. 111. Morlaques II. (II.) p. 1147. c. 1. n. †. Mornes II. (II.) p. 356. c. 1. n. °. Moscouade II. (II.) p. 768. c. 2. n. 00. Mosquée I. p. 528. c. 1. n. 4. Mostanser II. (11.) p. 1029. c. 2. n. °. Motion in Court I. p. 325. c. 2. n. 2-Moubaschir II. (11.) p. 131. c. 1.

n, 3, p. 1383. c. 1. n. 1.

Mouchir II. (II.) p. 794. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 793. c. 2. Mouftion Mouphty I. p. L. c. 1. n. *. II. (II.) p. 1618. c. 2. n. 7. Mouhossil I. p. Lu. c. 2. n. †††. Moukoas II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Mourad I (Assassinat de) II. (II.) p. 950. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 949. c. 2. p. 951. c. 2. n. ††. Mousse II. (II.) p. 544. c. 1. n. 1. Moussons II. (II.) p. 1036, c. 1. n. O. Mouton II. (II.) p. 746. c. 2. n. 66. Mouzonnes II. (11.) p. 1114. c. 2. n. 4. Moyens I. p. 208. c. 2. n. 6. Muãyedé II. (1.) p. 250. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 249. c. 2. Mubaschir voy. Moubaschir. **Mula II.** (II.) p. 70. c. 2. n. 3. — Sidi, ibid. Mulcta pecuniaria II. (1.) p. 549. n. 2. — pro parte Salarii I. p. 414. e. 1. n. 1. Mulcter I. p. 199. c. 2. n. 4. Mulei ou Muley II. (II.) p. 70. c. 2. n. 3. — Bonmasquam Abdomolique, ibid. n. 4.

Multeka I. p. 528, c. 2. n. 5. Münchkausen (Jean de) I, p. 418. c. 1. n. **. Municipalstädte II. (H.) p. 1103. c. 2. n. †. Munita Domus II. (II.) p. 402. c. 2. n. 3. Muraille (grande) en Chine II. (п.) p. 1209. c. 1. n. oo. Murder II. (II.) p. 796, c. 2, n. 1. Muscade II. (u.) p. 742. c. 1. n. †. — fleur de, ibid. c. 2. Muscadier, ibid. c. 1. Muschrikinn I. p. 523. c. 2. n. *. *Musselim* ou *Musslim* ou *Muss*liminn I. p. 516. c. 2. n. 3. II. (II.) p. 1311. e. 1. n. 3. Musteemenlik II. (II.) p. 1460. ' c. 1. n. 2. Musteemin, ibid. c. 1. Musulman I, p. 516. c. 2. n. 3. Muteferrika (du Khassiné) II. (n.) p. 106, c. 1, n. *. Mutesselim I. p. Lin. c. 2. n. †††. II. (II.) p. 131, c. 2, n. 5, p. 1311. c. 1. n. 3. Myriamètre I. p. 235. c. 1. n. 2. Mysiens II. (II.) p. 781, c, 2, n. †††.

N.

Nabab ou Nabab II. (II.) p. 638.
c. 1. n. **.

Nachschofs I. p. 504. c. 2. n. 4.

Nachsteuer, ibid.

Naddod I. p. 352. c. 2. n. 6.

Nadhir II. (II.) p. 934. c. 2. n. 4.

Nadir II. (II.) p. 1688. c. 1. n. **.

— Schah II. (II.) p. 637. c. 1. n. **.

Naïb II. (II.) p. 1332. c. 2. n. 3.

Naïk II. (II.) p. 1013. c. 2. n. **.

Naireltou-Tib II. (II.) p. 1231.
c. 2. n. 3.

Nakchivan II. (II.) p. 95. c. 1. n. 1.

Nakib I. p. xlix. c. 2. cont. de la

n. *. de la p. xLvIII. e. 1. — 'ul-Eschrof, ibid. c. 1.

Naktchitchevan voyez Nokchivan.

Namats eu Namits II. (II.) p.
1232. c. 2. n. 6.

Nanek II. (II.) p. 1226. c. 2. n. •••.

Nanikisme, ibid.

Nanking II. (II.) p. 1033. c. 1. n. 2.

Nantir II. (II.) p. 1255. c. 1. n. 1.

— (se), ibidem.

Nantissement, ibidem. c. 2. —

(Pays de), ibidem.

Naples II. (I.) p. 153. c. 1. n. 2. — et Sicile II. (n.) p. 221. c. 2. n. 6. Napoléon (Bonaparte) I. p. 8. c. 2. n. 7.

Narbonnaise première II. (1.) p. 167. c. 2. n. 3. — seconde, ibid. Narbonne II. (1.) p. 191. c. 1. n. 4. Narowa (Rivière) II. (11.) p. 847. c. 1. n. 1.

Narwa (Ville), ibid.

Nascharoff (Manvela) II. (II.) p. 1265. c. 1. n. 1.

Nassau (Frédéric Henri de) II. (11.) p. 1689. c. 2. n. †. — Passage de II. (11.) p. 735. c. 2. n. **.

Nat II. (II.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Nation II. (II.) p. 941. c. 2. n. 7.

— principales en Transylvanie I.
p. 508. c. 2. n. 6. — tolérées, ibid.

— (trois) I. p. 509. c. 1. cont. de
la n. 6. de la p. 508. c. 2.

Natione oltramontana II. (1.) p. 515. n. 3.

Naufrage I. p. 471. c. 1. n. 1. — Droit de I. p. 144. c. 2. n. 3. Naulage I. p. 35. c. 2. n. 2. II.

(II.) p. 348. c. 2. n. 4.

Naulis I. p. 35. c. 2. n. 2.

Naulisement, ibid.
Naun II. (II.) p. 1246. c. 1. n. 4.
Nautae parisiaci I. p. 184. c. 1. n. 1.
Nauti II. (II.) p. 1437. c. 1. n. *.

Navigateurs (Archipel des) voy.

Archipel. — Iles des v. Iles. Navigation dans la Mer Noire,

accordée aux Anglais et aux Frangais II. (II.) p. 134. e. 2. n. 2. Vazaret II. (II.) p. 1617. e. 1. n. 2.

Nazaret II. (II.) p. 1617. c. 1. n. 2. Nazir I. p. Lui. c. 2. n. †††. II. (II.) p. 803. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 802. c. 2. II. (II.) p. 1617. c. 1. n. 2.

Neck (Jacques Corneille van) II.
(II.) p. 736. c. 1. cont. de la n. 4.
de la p. 734. e. 2.

Nécromoncie II. (IL) p. 1226. c. 2. n. XX.

Nederburgh II. (II.) p. 769. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Négociations secrètes touchant la Paix d'Osnabruck et de Munster

II. (II.) p. 950. c. 2. n. †.

Négocier II. (II.) p. 881. c. 2. n. 4. Nègres (Commerce ou Traite des) II. (II.) p. 370. c. 1. n. †.

Nehrung (frische) I. p. 447. c. 2. n. *.

Nenuphar II. (II.) p. 781. c. 1. n. **.

Néo-Ariens (Secte des) II. (II.) p.
427. c. 1. n. *. — Photiniens (Secte des), ibid c. 2.

Néophyte I. p. 452. c. 2. n. **. Nérigon I. p. 385. c. 2. n. 2. Nertchinsk II. (II.) p. 1204. c. 2. n. 6.

Nestor (Chronique de) I. p. 402. c. 1. n. 2. II. (II.) p. 1284. c. 2. n. †. Nestoriens (Secte des) II. (I.) p. 501. n. 4.

Neufville (Jean de) II. (II.) p. 762. c. 2. n. **.

Nials-Saga I. p. 355, c. 2, n. 1. Nicanor ou Nicator voyez Séleucus.

Nice II. (I.) p. 327. c. 2. n. 3.

Nicopolis ad Danubium ou ad

Istrum II. (I.) p. 45. c. 2. n. 1.

Nicot (Jean) II. (II.) p. 474. c. 2. n. **.

Nicotiana ou Nicotiane, ibid. c. 1. n. 1.

Niebuhr (Carsten) II. (1.) p. 229. c. 1. n. **.

Niederdeutsch I. p. 62. c. 1. n. 3. Niederung voyez Nehrung. Niémen I. p. 447. c. 1. n. 2. Nien-hao II. (II.) p. 1219. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1. Nieutché II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. Nigre II. (II.) p. 381. c. 1. n. •.

Nigritie méridionale II. (II.) p. 376.

c. 2. n. °°.

Niptchou II. (II.) p. 1205, c. 1. n. 7. Nirvana II. (II.) p. 1222, c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Nisamidschedid ou Nizamdjedid II. (II.) p. 121. c. 2. n. 1. - Askeri II. (1.) p. 116, c. 1, cont. de la n. 5. de la p. 115. c. 1. Nisch voyez Nissa. Nischan I. p. Lill. c. 2. n. ††††. Nischandji, ibidem. — Bachi II. (i.) p. 167. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 166. c. 2. Nischani-Scherif II. (II.) p. 1482. c. 1, n. 2, Nissa II. (II.) p. 1297. c. 1. n. 1. Nobilius (Flaminius) II. (II.) p. 296. c. 2. n. ††. Noble (Titre d'Honneur catalan) I. p. 171. c. 1. n. 2. Noblesses I. p. 145. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. Noeuds II. (ii.) p. 1207. c. 1. cont. de la n. . de la p. 1206. c. 1. Nolas que (Saint-Pierre de) II. (II.) p. 42. c. 2. n. **. Nolis et Nolissement voyez Naulage. Nombre fini II. (II.) p. 838. c. 1. n. C. Nome I. p. 387. c. 1, n. 1. Nomophylax I. p. 353. c. 1. n. *. Non (Cap de) voyez Cap.

Nones I. p. xxxix. c. 2. n. ††. II. (1.) p. 296. c. 1. n. °. Nonni II. (II.) p. 1246. c. 2. n. 4. Nor-Rige I. p. 385. c. 2. n. 2. Norvège I. p. 385, c. 2, n. 2, p. 395. c. 1. n. 2. p. 396. c. 1. n. 3. Notes confidentielles II. (II.) p. 803. c. 1. n. ††. — non-signées, ibid. — officielles, ibid. — verbales, ibid. Notre-Dame de Guadeloupe II. (II.) p. 354. c. 2. n. *. Nouveau-Walcheren I. p. 419. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 418. c. 2. Nouvel Etat oriental de l'Uruguay II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4. Nouvelle Amsterdam II. (II.) p. 990. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 988. c. 2. — Calédonie II. (11.) p. 1558. c. 1. n. 1. — Grenade II. (11.) p. 30. c. 1. n. 4. — Hollande II. (II.) p. 990. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 988. c. 2. — Suède, ibid. — York, ibid. — Zéelande П. (п.) р. 1558. с. 1. п. 1. р. 1691. addition à la p. 1558. Novellae (Novelles) I. p. 21. c. 1. n. 2. p. 357. c. 1. n. 1. Novempopulanie II. (1.) p. 167. c. 2. n. 3. Noyon II. (II.) p. 1237, c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 1236. c. 1.

· **0**.

Nonce II. (II.) p. 1410, c. 1, n. *.

Obereigenthum (en Prusse) I.
p. 500. c 2. n. 1.
Oboles (différentes Espèces d') II.
(I.) p. 19. c. 2. n. 6.
Obotrites (les) I. p. 122. c. 1. cont.
de la n. 1. de la p. 121. c. 2.
Obreptice H. (I.) p. 419. c. 2. n. 4.
Océanie II. (II.) p. 834. c. 1. n. .
— méridionale, ibid. — occiden-

Nymphéa II. (II.) p. 781. c. 1. n. **.

Nymphée II. (1,) p. 84. c. 1. n. *.

tale. ibid. — orientale, ibidem. — septentrionale, ibid.

Ockis II. (II.) p. 1229. c. 2. contin. de la n. 99. de la p. 1228. c. 2.

Octère II. (II.) p. 121. c. 1. n. **.
Octère II. (II.) p. 183. c. 1. contin.

de la n. 6. de la p. 178. e. 2.

Oda II. (n.) p. 125. c. 1. n. 2. — Bachi, ibid.

Odalik II. (II.) p. 785. c. 1. n. **. Odalisque, ibid. c. 2.

Odentie II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. ••. de la p. 1228. c. 2.

Oder I. p. 448. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 447. c. 1.

Oecumenicus I. p. xlii. c. 1. n. ". Oecuménique ou Écuménique, ibidem.

Oejestadt II. (II.) p. 1100. c. 2. n. 7. Oerebro II. (II.) p. 816. c. 2. n. 3. Oeresund II. (II.) p. 26. c. 1. n. *. Oesel ou Esel (Ile de) II. (I.) p. 337. c. 2. n. °.

OEster-Aros I. p. 370. c. 1. n. 3. Öst-Götha-Lagken I. p. 369. c. 2. n. 4.

Oeuvre (grand) II. (II.) p. 465. c. 1. n. O. — pie II. (II.) p. 513. c. 2. n. 3. Office II. (II.) p. 479. c. 2. n. 4. Official II. (I.) p. 458. c. 1. n. 3. II. (II.) p. 1390. c. 1. n. *.

Officialité, ibid.

Officiarius II. (II.) p. 731. c. 2. n. †.

Officiers à la Table de Mer I. p. 165. c. 2. n. 2.

Offrandes ou Présents aux Souverains d'Orient II. (1.) p. 247. c. 1. n. 1.

Offula II. (1.) p. 319. c. 2. n. **.

Ohsson (Baron d') I. p. 529. c. 1.

n. 2. — (Mouradgea d'), ibid.

Oka voyez Ocque.

Okneyinga-Saga I. p. 355. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Olario voyez Oléron.

Oläus (Saint) l. p. 388. c. 1. n. 5. Oläus Worm ou Wormius II. (1.) p. 300. c. 1. n. °.

Olcinium II. (II.) p. 1429. c. 1. n. 1. Old Sarum II. (II.) p. 648. c. 2. n. °°.

Oled Nun voyez Cap.

Oléron ou Oléro I. p. 48. c. 1. n. 2. Olgun II. (II.) p. 1429. c. 1. n. 1. Oligarchie II. (I.) p. 223. c. 2. n. **. Oligarchique, ibid.

Oligarque, ibid.

Olim I. p. 184. c. 1. n. 2.

Oliva II. (II.) p. 1139. c. 1. n. 2. Olivar II. (II.) p. 440. c. 2. n. **. Olives (Royaume des) voy. Ro-

yaume.

O lo szu II. (II.) p. 1203, c. 2. n. 4. Olyron voyez Leyron.

Oman II. (II.) p. 1551. c. 2. n. 4. Omar (Khalife) II. (II.) p. 958. c. 2. n. ††.

Ommiades d'Espagne II. (1.) p. 268.
c. 2. cont. de la n. 7. de la p. 267.
c. 2. II. (11.) p. 960. c. 2. n. °°.

Ommiah II. (11.) p. 960. c. 1. n. °°.

Ommiah (Enfants d'), ibid. c. 2.

Once (de Sicile) II. (1.) p. 483. c. 1.
n. 3.

Onder Koopman II. (II.) p. 752. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Onomatopée II. (II.) p. 1202. c. 1. n. *.

Open or regulated Company voy. Companies.

Opoun II. (II.) p. 1554. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1.

Opperhoof d II. (II.) p. 749. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Opper Koopman II. (II.) p. 752. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Opus de Jure I. p. 41. c. 1. n. 7.

— tripartitum Juris consuetudinarii Inclyti Regni Hungariae
I. p. 511. c. 2. n. 2.

Orateur II. (1.) p. 244. c. 1. n. 1.

— à gages II. (1.) p. 246. c. 2. cont.
de la n. 1. de la p. 244. c. 1.

Oratoire (Congrégation de l') II.
(11.) p. 296. c. 1. n. °. — (Prêtres
de l'), ibid.

Orator II. (1.) p. 244. c. 1. n. 1.

Oratoriens II. (11.) p. 296. c. 2. n. °.

Orbe II. (11.) p. 1206. c. 2. n. °. —
grand, ibid.

Orbis terrarum I. p. 354, c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Orbite II. (II.) p. 1206. c. 2. n. •. — annuelle, ibid. — terrestre, ibid. Orda II. (I.) p. 442. c. 2. n. 5. Ordalie II. (I.) p. 350. c. 1. n. *. Ordalium I. p. 152. c. 1. n. *. Ordel, ibidem.

Order of Court I. p. 327. c. 2. n. 2. Ordre bourgeois (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. 2. — des Chevaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare II. (1.) p. 160. c. 1. contin. de la n. ††††. de la p. 158. c. 2. — des Chevaliers Porte-Glaives I. p. 408. c. 2. n. 1. et n. ***. — des Frères Humiliés II. (i.) p. 126. c. 1. n. *. — des Frères de la Milice du Christ I. p. 408. c. 2. n. 1. et n. ***. — des Jésuites II. (11.) p. 96. c. 1. n. 3. d. — de la Merci II. (II.) p. 42. c. 1. n. **. — militaire et religieux de Saint-Etienne II. (1.) p. 147. c. 1. n. 2. — militaire et religieux de Saint-Jean de Jérusalem II. (1.) p. 48. c. 2. n. 4. — militaire et religieux des Chevaliers de Saint-Lazare II. (1.) p. 160. c. 1. cont. de la n. †††††. de la p. 158. c. 2. militaire et religieux des Chevaliers de Malte II. (1.) p. 48. c. 2. n. 4. - militaire et religieux des Chevaliers de Rhodes, ibid. — militaire et religieux des Chevaliers du Temple II. (1.) p. 27. c. 2. n. 5. —

de la Noblesse (en Prusse) I. p. 502.
c. 1. n. 2. — des Paysans (en Prusse), ibidem. — religieux des Dominicains II. (11.) p. 95. c. 2.
n. 3. a. — religieux des Trinitaires II. (11.) p 327. c. 1. n. 1. — royal de Saint-Jean (en Prusse) II. (1.) p. 60. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 48. c. 1. — sacré I. p. 452. c. 1. n. †. — teutomique I. p. 450. c. 2. n. 1. — (tiers) de St. François II. (11.) p. 354. c. 1. n. †. et n. °.

Ore voyez Oeresund.

Oresund, ibidem.

Organisation du Pouvoir judiciaire aux États-Unis de l'Amérique du Nord I. p. 538. c. 1. n. 1.

Orgasii voyez Orgusii.
Orgaria II. (1.) p. 200. c. 2. n. .

Orgiers, ibidem.

Orgusii II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2.
Oricella II. (1.) p. 125. c. 1. n. †.
Origène II. (11.) p. 298. c. 1. n. ††.
Oristagni (Juge d') voy. Juge.
Orlögsflotta I. p. 383. c. 2. n. 1.
Oromaze II. (11.) p. 1227. c. 1. n. ©.
p. 1228. c. 1. cont. de la même note.
Oros II. (11.) p. 1605. c. 1. n. 1.
Oros II. (11.) p. 1203. c. 2. n. 4.
Orseille II. (1.) p. 125. c. 1. n. †.
Orta II. (11.) p. 125. c. 1. n. 2. —
Kapou (ou Capou) II. (11.) p. 118.

c. 1. n. 2. p. 951. c. 1. n. †.

Orthodoxe I. p. LXXXIX. addition
à la p. XLVI.

Orthodoxie, ibid.

Orthographe des mots turcs en français I. p. xxxvIII. c. 1. n. *. Ostfrise I. p. 477. c. 1. n. *. II.

(i.) p. 367. c. 2. n. *.

Otages (Consuls considérés comme) en Égypte II. (1.) p. 399. c. 2. n. 1. Otawhy II. (11.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1. Othman (Khalife) II. (11.) p. 958.

c. 2. n. ††.

Ottensen II. (u.) p. 1104, c. 2, n, 3, Ou II. (II.) p. 1209. c. 2. n. ●. Ouda (Oude) II, (II.) p. 1237, c. 1, n. 1. Oudoudou (Baie d') II. (11.) p. 1558. c, 2, n. 1. Ouei II. (u.) p. 1209. c. 2. n. ●. Ouidah II. (11.) p. 1228, c. 2. n. 🗪. Oukase 1. p. 399. c. 2. n. 1. Ouléma I, p. L. c. 1. n. *. Qumour Kharidjiè Noziri II. (11.) p. 803. c. 1. n. †. Oumschérif II. (n.) p. 1183. c. 1. n. 1. 2. Ourgo II. (II.) p. 1223. c. 2. n. 1. et n. ".

Ourous voyez Oros.

Ous-guetschdi II. (II.) p. 1292.
c. 1. n. **.

Oustà II. (II.) p. 786. c. 1. contin.
de la n. 1. de la p. 781. c. 2.

Outloper II. (II.) p. 1608. c. 1. n. 1.

Oven II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4.

Overstraaten (van) II. (II.) p. 770.
c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734.
c. 2.

Oxford (Robert Harley, Comte d')
II. (II.) p. 389. c. 1. n. °.

Oyolava II. (II.) p. 1554. c. 1. cont.
de la n. 3. de la p. 1553. c. 1.

P.

Pace dolosa II. (II.) p. 1480. c. 2. n. 1. Pacha I. p. 523. c. 1. n. 2. p. LIII. c. 2. n. †††. II. (II.) p. 784. c. 2. n. ††. — Kapouçi I. p. 520. c. 2. Pachalik I. p. LIII. c. 2. n. †††. II. (i.) p. 35. c. 1. n. *. Paço da Alcaçova II. (II.) p. 533. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 532. c. 1. Padischah I. p. 519. c. 2. n. 4. p. 526, c. 2. n. 3. II. (II.) p. 117. c. 1. n. 1. p. 1639. addition à la p. 526. du T. I. Pagodes II. (II.) p. 1018. c. 1. n. †. p. 1221. c. 2. contin. de la n. **. de la p. 1220. c. 1. Paix trompeuse voyez Pace dolosa. Pakba II. (II.) p. 1224. c. 2. n. 1. - Lama voyez Lama. Pakoullos I. p. 449. c. 1. n. *. Palais I. p. 239. c. 2. n. 5. Palatin I. p. 508. c. 2. n. 4. p.

LXXVIII. n. **. II. (II.) p. 1145. c. 1.

n. .

Palatinat II. (11.) p. 1145, c. 2. n. .. Palée II. (II.) p. 746. c. 2. n. †. Paléologue II (Michel) s'empare de Constantinople II. (1.) p. 84. c. 1. n. 4. Palestrine II. (11.) p. 183. c. 2. n. †††. Palissades II. (II.) p. 376. c. 2. n. 00. Pallas (Pierre-Simon) II. (II.) p. 1229. с. 2. n. ФФ. Pallium II. (L) p. 80. c. 1. n. 3. Palus méotis II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1. Panacée II. (II.) p. 475. c. 2. n. ". Panagiotti II. (II.) p. 1423. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1422. c. 1. Pandectes I. p. 20. c. 1, n. 1. II. (i.) p. 8. c. 2. n. 7. Paoli (Pascal) II. (11.) p. 604. c. 1. Paolo II. (1.) p. 525. n. 6. Papiani responsorum I. p. 27. c. 2. n. 1. Papier journal II. (II.) p. 66 d. c. 1. n. 1. — Papiers journaux, ibid. — Papier terrier I. p. 338. c. 1. n. . Papinianistes I. p. 27. c. 2. n. 1.

Papinien (Aemilius Papinianus) I. p. 4. c. 2. n. 6. p. 27. c. 1. n. 1. Papirius (Publius Sextus) 1. p., 18. c. 2. n. 6. Para 1. p. 523. c. 2. n. 3. Parabole II. (1.) p. 160. c. 1. n. †. Parabrahma voyez Brahma. Parafe II. (II.) p. 417. c. 2. n. 3. Parafer II. (II.) p. 418. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 417. c. 2. ne varietur, ibidem. Paragraphe, ibid. Parallèle II. (II.) p. 1687. c. 2. n. ††††. — (Cercles), ibidem. Parapet II. (II.) p. 1244. c. 1. n. 1. Paraphe voyez Parafe. Parapher voyez Parafer. Paraphrase I. p. LXXX. addition ' à la p. 113. Parapinace voyez Ducas.

Pares (hauts et bas) 1. p. 267. c. 1.

Pardo (el) II, (II.) p. 35, c. 1, n. 1. Parère I. p. 265. c. 1. n. 2. Parlement en Angleterre I. p. 317. c. 1. n. . — en France I. p. 184. c. 2. n. 3. — long I, p. 318. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 317. c. 1.

→ plein I. p. 191. c. 2. n. 1. Parliament (Convention-) 1. p. 318. c. 2. contin. de la n. *. de la p. 317. c. 1. - *lacklearned*, ibid. c. 1. — Rump, ibid. c. 2.

Parliamentum diabolicum, ibid. c. 1. — indoctum, ibid. — insanum, ibid.

Parriah II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Parsis II. (II.) p. 1227. c. 2. n. •. et p. 1228. c. 1. cont. de la même note.

Partage de la Pologné I, p. 478. c. 2. n. 2.

Participazio (Angelo) II. (1.) p. 12. c. 1. n. 3. — (Giustiniano), ibid. Partidas (las siete) I. p. 59. c. 1. n. 2.

Partitores II. (II.) p. 1469. c. 2. n. 4. Parvis II. (II.) p. 300. c. 1. n. *. Pas (Espace) II. (II.) p. 659. c. 1. n. ††. — commun ou ordinaire, ibid. — double, ibid. — géométrique, îb. Pas (Préséance) II. (11.) p. 871. c. 2.

Passage II. (II.) p. 251, c. 1. n. 2. — de Nassau voyez Nassau. Passager (Passagère) II. (1.) p. 237. c. 1. n. 1.

Passarowitz II. (II.) p. 1428. c. 1.

Passavant II. (II.) p. 121. c. 2. n. †. Passe (au lieu de Passeport) II. (u.) p. 703. c. 2. n. 3.

Passenheim (Famille de) I. p. 451. c. 1. n. **.

Passer plus avant II. (II.) p. 115. c. 2. n. 5.

Passes (mediterronean) II. (11.) p. 602. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 601. c. 1. — (Scollop) II. (11.) p. 601. c. 1. n. 1.

Passif II. (II.) p. 761. c. 1. n. **. Passim II. (II.) p. 1497, c. 2, n. 5. Passive (Dette) voyez Dette. Patache II. (II.) p. 46. c. 1. n. 1. Patars II. (I.) p. 411. c. 1. n. 1. Patentes de Franchise (dans le Levant) II. (II.) p. 310. c. 1. n. 5. — de Protection (dans le Levant), ibidem. — de Santé II. (1.) p. 481. c. 2. n. 2.

Patéricon de Nestor II. (II.) p. 1285. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1284. c. 2.

Pâtis II. (11.) p. 153. c. 2. n. ***. Patriarcat I. p. Lvi. c. 1. cont. de la n. **. de la p. Lv. c. 1. d'Aquilée II. (1.) p. 570. addition à la p. 79.

Patriarche I. p. Lv. c. 1. n. **. d'Antioche II. (1.) p. 10. c. 2. n. †. - d'Aquilée II. (1.) p. 570. addit.

à la p. 79. — arménien I. p. LVII. c. 1. n. **. — de Constantinople, ibid. c. 2. — copte (à Alexandrie) II. (i.) p. 501. n. 3. — (grand) d'Etschmiazin I. p. LVII. c. 1. n. **. — de Karamid (en Mésopotamie) II. (i.) p. 10. c. 2. n. †. p. 501. n. 4. — de Moscou II. (i.) p. 501. n. 2. — nestorien, ibidem. n. 4. — en Perse, ibid.

Patrimonialidad II. (II.) p. 347. c. 2. n. 1.

Patrone II. (II.) p. 179. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

Patronymique II. (I.) p. 83. c. 1.

Patronymique II. (1.) p. 83. c. 1. n. **.

Paucton (Alexis-Jean-Pierre) II. (1.) p. 198. c. 1. n. **.

Paul de Samosate II. (II.) p. 427.

Paulli (Simon) II. (11.) p. 477. c. 2. n. **.

Paulus (Julius) I. p. 25. c. 1. n. 2. Pavillon (le) couvre la Marchandise I. p. 99. c. 1. n. 4. — ottoman I. p. 522. c. 1. n. *.

Payana II. (II.) p. 1129. c. 2. n. **.

Pays-Bas I. p. 59. c. 2. n. 4. II.

(II.) p. 729. c. 2. n. 7.

Pays coutumier I. p. 370. c. 1. n. 4.

— de Droit écrit, ibidem. — de

Nantissement v. Nantissement.

Péage II. (n.) p. 281. c. 1. n. *.

Peau crue ou verte II. (II.) p. 774. c. 1. n. *. — de Martre II. (II.) p. 1278. c. 2. n. 1. — de Petit-Gris, ibidem.

Pêcheurs de Marseille II. (1.) p. 175. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 172. c. 1.

Peck ou Peckius (Pierre) I. p. 312. c. 1. n. 2.

Péculat II. (1.) p. 481. c. 1. n. 1. Peculatus, ibidem.

Pecunia servatitia I. p. 146. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1.

Peczera II. (n.) p. 1686. n. *. addition à la p. 1285.

Peende II. (u.) p. 1129. c. 2. n. ".
Peine capitale voy. Capitale.

Peiresc (Nicolas-Claude-Fabri de)
I. p. 90. c. 1. n. 1.

Peking II. (II.) p. 1033. c. 1. n. 2. Pelisses d'Honneur II. (I.) p. 253. c. 2. n. 2. — de Zibeline II. (II.) p. 1264. c. 2. n. 1.

Pelten II. (II.) p. 1344. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 1343. c. 2.

Peluche voyez Pluche. Pénitence (Frères de la) voye

Pénitence (Frères de la) voyez Frères.

Pénitents du tiers Ordre II. (II.) p. 354. c. 2. n. †. et c. 1. n. °. Pensionnaire II. (II.) p. 762. c. 1.

n. †.

Pensionnaris, ibid.

Pentère II. (II.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

Peñon de Velez II. (1.) p. 270. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2.

Pera II. (1.) p. 87. c. 1. n. 3. — lez
Constantinople II. (11.) p. 781. c. 1.
n. *. p. 1606. c. 2. n. 1. — over
against Constantinople II. (11.)
p. 781. c. 1. n. *. p. 1606. c. 1. n. 1.
Péraul (Lac de) v. Maguelone.
Pereira (Thomas) II. (11.) p. 1204.
c. 1. n. 1.

Perejaslacol II. (1.) p. 43. c. 2. n. 4. Pères de l'Église II. (11.) p. 295. c. 2. n. °°°.

Péricarpe II. (II.) p. 742. c. 1. n. . Pério de dyonisienne voyez Dyonisienne II. (II.) p. 1218. c. 1. n. .

Périple II. (II.) p. 370. c. 1. n. °., Perkoun I. p. 449. c. 1. n. *. Pérou II. (II.) p. 20. c. 1. n. 4. p.

84. c. 1. n. 4.

Pérouse (Archipel de la) v. Archipel. — (Jean-François-Galaup de La) II. (II.) p. 1554. c. 2. n. ††.

Perpero voyez Iperpero. Perpignan I. p. 174. c. 1. n. 1. Persons II. (II.) p. 1263. c. 1. n. 1. Perses, ibidem. Personne juridique II. (11.) p. 772. c. 2. n. °. — morale, ibid. c. 1. - mystique, ibid. c. 2. Pesage (Droit de) voy. Droit. Peschkesch II. (II.) p. 1294. c. 1. Peschkeschdji-Aga, ibidem. — Bachi, ibid. Peso duro I. p. 299. c. 1. n. 1. fuerțe, ibid. Pesos tunétains II. (11.) p. 1179. c. 2. n. 3. Petchénègues II. (II.) p. 1285. c. 1. n. 1. Petty Judges I. p. 321. c. 2. cent. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. Petun II. (II.) p. 474. c. 1. n. 1. Peyre voyez Péra. Pfennings hambourgeois II. (II.) p. 1169. c. 1. n. 1. — lubecquois, ibidem. Pfund II. (1.) p. 340. c. 1. n. 3. — Geld I. p. 142, c. 2. n. 5. — Zoll, ibidem. Phallus II. (II.) p. 1221. c. 1. n. †. Phare II. (1.) p. 204. c. 2. n. **. — — à Boulogne sur Mer II. (1.) p.

205. c. 1. cont. de la n. **. de la

p. 204. c. 2. — d'Eddystone, ibid.

c. 2. — dans l'Île de Pharos, ibid.

c. 1. — de Messine, ibid. c. 2. —

Pharnacia II. (1.) p. 94. c. 1, n. 4.

Phaseolus japonicus II. (11.) p.

Phasis II. (1.) p. 130. c. 2. n. 3.

Philaret (Métropolite) II. (n.) p.

Philippes II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1.

Photiniens (Néo-) voyez Néo.

de Sigée, ibid. c. 1.

1237. c. 1. n. ·.

969. c. 1. n. *.

Philippus, ibid.

Philippsthaler, ibid.

Phrygiens II. (11.) p. 781. c. 2. n. itt. Physeter II. (ii.) p. 1613. c. 2. n. ††. - macrocephalus, ibidem. Piastre danoise II. (11.) p. 1016. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. — forte I. p. 299. c. 1. n. 1. II. (n.) p. 855. c. 2. n. 3. gourde I. p. 299. c. 2. n. 1. — grim. lik II. (11.) p. 1173. c. 1. n. 1. turque I. p. 523. c. 2. n. 3. Pie II. (II.) p. 840. c. 1. n. *. — à Pic, ibid. c. 2. — Pic-Adam, ibid. - Egmont, ibidem. - de l'Étoile, ibid. — de Gabisos, ibid. — du Midi, ibid. — de Teyde, ibid. Picotins II. (11.) p. 153. c. 2. n. 3. Picpusses II, (II.) p. 354. c. 1. n. °. Pièce probante voy. Probante. Pièces probantes I. p. 495. c. 1. n. *. Pied (Mesure linéaire) II. (II.) p. 635. c. 1. n. †. — du Rhin, ibid. c. 2. - du Roi, ibid. c. 1. Pierre philosophale II. (II.) p. 465. c. 1. n. •. Pigeons d'Alexandrette II. (1.) p. 207. c. 2. n. 2. Pignus bandi II. (1.) p. 549. n. 2. Piliers (des huit Langues) II. (1.) p. 51. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 48. c. 1. Pilten I. p. 418. c. 1. n. **. Ping-pou II. (H.) p. 1233. c. 2. n. 4. Pinque II. (II.) p. 154. c. 1. n. 4. Pinte II. (1.) p. 249. c. 1. n. †. Piratae II. (I.) p. 324. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322. c. 1. Pirate II. (1.) p. 324, c. 1, n. *. Pise II. (i.) p. 127. c. 1. n. 1. c. Pistole (demi) de Piémont I. p. 284. c. 1. n. 1. Pite II. (1.) p. 19. c. 2. n. 6. Pitt (Diamant) II. (II.) p. 648. c. 1.

Photinus II. (n.) p. 427. c. 2. n. °°.

Φραγγών II. (1.) p. 464. c. 1. n. 2.

Φραγκών, ibidem.

n. °. — (Thomas), ibid. — (William) Comte de Chatham, ibidem.
n. †. — (William) Fils de Lord
Chatham, ibid. n. *.

Plaid I. p. LXXIX. add. à la p. 53.

Plaids I. p. 325. c. 2. n. 1. — te-

Plaids I. p. 325. c. 2. n. 1. — tenants I. p. LXXIX. add. à la p. 53.

Planètes II. (II.) p. 1207. c. 2. n. °.

Plantations I. p. 329. c. 1. n. 1.

Planters, ibid.

Planteurs, ibid.

Planum curiale I. p. 511. c. 2. n. 2.

Plansey (Baron de) voy. Clive.

— (Bataille de) II. (II.) p. 640. c. 2.

cont. de la n. 1. de la p. 621. c. 2.

Plat-Allemand v. Allemand.

Plattdeutsch I, p. 62. c. 1, n. 3. Plea side (the) I, p. 321. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2.

Pleas of the Crown, ibid.

Pleïades I. p. 532. c. 2. n. ***.

Πλειάδες, ibid. c. 1.

Marác, ibid.

Pleige II. (II.) p. 103. c. 2. n. 2. Pleiger, ibidem.

Pléïone I. p. 532. c. 1. n. ***.

Plessis (Collège du) II. (11.) p. 811. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 807. c. 1.

Pleyssemond II. (II.) p. 1144. c. 1. n. *.

Pluche II. (II.) p. 947. c. 2. n. ***.

Plüsamünde voyez Pleyssemond.

Pocock (Édouard) I. p. 55. c. 1. n. 1.

Podestat I. p. 5. c. 2. n. 6. II. (1.)
p. 106. c. 1. n. 3. p. 409. c. 2. n. 4.

Poena I. p. 414. c. 1. n. 1. II. (1.)
p. 549. n. 2.

p. 549. n. 2.

Pogoniat II. (II.) p. 1284. c. 1. n. **.

Pohouna II. (II.) p. 835. c. 1. n. ***.

Poiéma Nomicon I. p. 41. c. 1. n. 7.

Points équinoctiaux voyez Equinoctiaux. — solsticiaux II. (II.)

p. 1207. c. 1. cont. de la n. •. de

la p. 1206, c. 1.

Poissons royaux I. p. 267. c. 1. n. 4. Pola voyez Chatham.

Polabes I. p. 122. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 121. c. 2.

Pole arctique II. (II.) p. 475, c, 2. n. ***. — antarctique, ibid. — Hauteur du, voyez Hauteur. — méridional II. (II.) p. 475, c, 2. n. ***. — septentrional, ibid.

Polémarque I. p. 12. c. 1. n. 1. Polésine II. (1.) p. 459. c. 1. n. 1. Polésine de Rovigo, ibidem.

Police II. (II.) p. 945. c. 1. n. ***.

— d'Assurance I. p. 32. c. 1. cont. de la n. 1. b. de la p. 31. c. 2. II. (II.) p. 945. c. 2. n. ***. — de Chargement, ibidem.

Poliorcètes voy. Démétrius. Politcha I. p. LXXXVII. addition à la p. 517.

Póliza de Cargo II. (II.) p. 945. c. 2. n. ***.

Polizza di Carico, ibid.

Pollicitatio, ibid.

Poll-Money II. (n.) p. 702. c. 2. n. 3. — Tox, ibid.

Polo voyez Marco.

Pologne (Partage de la) v. Portage.

Polycrate (Tyran de Samos) II. (II.) p. 185. c. 2. n. **.

11ολυχρονία ΙΙ. (r.) p. 466. c. 1. n. 1.

Polygame II. (1.) p. 74. c. 2. n. ***.

Polygamie, ibid. c. 1. — chez les

Turcs II. (11.) p. 783. c. 2. n. °°.

Polygamiste II. (1.) p. 74. c. 1.

Polygamiste II. (1.) p. 74. c. 1. n. ***.

Polynésie II. (II.) p. 834. c. 1. n. *.
Polythéisme II. (II.) p. 1226. c. 1.
n. L.

Polythéiste, ibid.

Poméranie I. p. 484. c. 1. n. 1. et n. ".

Pompée II. (1.) p. 36. c. 1. n. ***. Ponce de Léon I. p. 537. n. *. Pont-Euxin I. p. 397. c. 2. n. 5.
Pororoca II. (II.) p. 1031. c. 2. cont.
de la n. °. de la p. 1030. c. 1.
Porphyrogénète II. (I.) p. 10.
c. 1. n. 1.
Port I. p. 382. c. 1. n. 2. — de Caligula II. (II.) p. 1435. c. 2. n. °°°.
Porta Portarum II. (II.) p. 1260.

ligula II. (II.) p. 1435. c. 2. n. °°°.

Porta Portarum II. (II.) p. 1260.
c. 1. n. 4. — Westphalica voy.

Porte.

Portoria dos Governadores do Reino II. (II.) p. 522. c. 2. n. 4.

Porte de Félicité II. (II.) p. 118. c. 2. n. 2. — de Fer II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4. — impériale II. (II.) p. 118. c. 1. n. 2. — intermédiaire, ibid. — du Salut, ibid. — (sublime) I. p. 520. c. 2. n. 2. II. (I.) p. 276. c. 2. n. 4. — de Westphalie II. (II.) p. 1387. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 1386. c. 1.

Portée (à) II. (II.) p. 896. c. 1. n. 1.

— d'un Vaisseau II. (II.) p. 281.
c. 2. n. **.

Porte-Glaives voyez Ordre.

Porter (se) II. (II.) p. 115. c. 2. n. 4.

Porto-Farina II. (II.) p. 867. c. 1.

n. 2. — Ré II. (II.) p. 1435. c. 1. n. °.

Portolani II. (II.) p. 1650. addit.

à la p. 231.

Portolania, ibid.

Posor of dscha voyez Passa-rowitz.

Pot de Vin II. (11.) p. 390. c. 2. n. °°°.

Potestas consularis II. (1.) p. 23. c. 2. n. 1.

Potrimpos I. p. 449. c. 1. n. *.

Poud II. (1.) p. 340. c. 1. n. 2.

Poudre à Canon II. (11.) p. 1284.

c. 2. n. 2.

Poulaine II. (11.) p. 178. c. 2. n. †. Poupe II. (11.) p. 181. c. 1. n. **.

— (passer à), ibid.

Pourpre II. (1.) p. 10. c. 2. n. 1.

— romaine, ibid.

Pourtour II.(II.) p. 1555. c. 1. n. °°.

Pourvoi I. p. 202. c. 1. n. 2.

Pouzzoles II. (II.) p. 1435. c. 1.
n. °°°.

Pozzuoli, ibid.

Praedari II. (1,) p. 549. n. 1. Praedones maritimi II. (1.) p. 324. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322. c. 1.

Praefectus Urbis II. (II.) p. 406. c. 2. n. 4

Praeneste voyez Palestrine. Praepositus mensae II. (1.) p. 169. c. 1. n. *.

Pragmatique-Sanction I. p. 292. c. 1. n. 1.

Prammatiche Regie et Vice-Regie, ibidem.

Pratiques II. (II.) p. 956. n. 1.

Pravda I. p. 400. c. 1. n. 1.

Préambule II.(II.) p. 779. c. 2. n. 9.

Précédent I. p. 331. c. 1. n. 1.

Prêcheurs II. (II.) p. 1034. c. 1.

n. 66.

Préemption I. p. LXXXVI. n. *. addition à la p. 516.

Préfix et Préfixe II. (n.) p. 1416. c. 1. n. 1. — Douaire, ibid. — Jour, ibid. — Somme, ibid. — Tems, ibid. — Terme, ibid.

Prégel (Fleuve) I. p. 447. c. 2. n. 1. Prélèvement II. (II.) p. 978. c. 2. n. ¥.

Prélever, ibid. c. 1.

Préséance entre les différentes Classes de la Société en Angleterre I. p. 177. c. 1. contin. de la n. 3. a. de la p. 176. c. 2. — (Droit de) des Rois de France v. Droit. Présentation (Droit de) voyez Droit.

Présents à l'Empereur de Maroc II. (II.) p. 174. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 171. c. 1. — ordinaires et extraordinaires aux Régences barbaresques II. (II.) p. 171.

c.1.n.3. — aux Souverains d'Orient voyez Offrandes.

Presidenza del buen Governo (en Toscane) I. p. 282. c. 1. n. 3. Présidial II. (II.) p. 740. c. 1. n. **. Présidialement, ibid.

Presidios II. (1.) p. 270. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2.

Presse II. (11.) p. 685. c. 1. n. 1.

Presthlaba v. Perejaslacol.

Prêt à la Grosse ou à la grosse

Aventure I. p. 104. c. 1. n. 2. —

(Matière de) en Prusse, voy. Matière.

Prétendants au Trône de Portugal, en 1580 II. (II.) p. 463. c. 1. n. 3. Prétendus-Réformés I. p. 466. c. 2. n. *.

Preuves de Noblesse I. p. 451. c. 2. n. ***.

Prévenu (Homme) v. Homme. Prévôt I. p. 185. c. 1. n. 2.

Prévôté des Marchands de Paris I. p. 184. c. 1. n. 1.

Prime d'Assurance I. p. 31. c. 2. n. 1. b.

Primos (los) Titre d'Honneur en Espagne I. p. 171. c. 1. n. 2.

Prince (de la Montagne) II. (II.) p. 1031. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. — sarrasins, gouvernent les Royaumes de Grenade, de Murcie et de Valence II. (I.) p. 119. c. 2. n. **. †. — souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas II. (II.) p. 747. c. 2. n. ***.

Princeps (Édition) I.p. 71. c. 2. n. 2.

Principal I. p. 222. c. 2. n. 4.

Prinzen (Jean) II. (II.) p. 990. c. 1.

cont. de la n. 3. de la p. 988. c. 2.

Privatif II. (II.) p. 294. c. 1. n. *.

Priviléges accordés par les Princes allemands aux Villes maritimes

II. (I.) p. 337. c. 1. n. 1. — d'Asyle

II. (II.) p. 301. c. 2. contin. de la

n. 1. de la p. 294. c. 1.

Privilégié II, (II.) p. 935. c. 1. n. 3. Probante II. (II.) p. 279. c. 1. n. 1.

— en Forme, ibid. — Pièce, ibid.

- Raison, ibid.

Probi homines piscatorum II. (1.) p. 175, c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 172, c. 1.

Procès péndant II. (II.) p. 407. c. 1. n. 1.

Procheiron Nomon I. p. 41. c. 2. n. 9.

Professo (ex) II. (II.) p. 447. c. 1. n. 1.

Progaine II. (u.) p. 106. c. 2. n. 5. Progainie, ibid.

Progénie, ibid.

Programme II. (II.) p. 773. c. 1.

Progression finie II. (II.) p. 838. c. 1. n. 9. — infinie, ibid. c. 2. Prokormeschnoïa II.(II.) p. 822. c. 2. n. 5.

Promissio di malefici I. p. 145. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1.

Promissory Notes I. p. 431. c. 1. n. 1.

Promptuarium j. c. I. p. 41. c. 2. n. 9.

Prononciation d'un Jugement I. p. 237, n. 1.

Propine e Sportule II. (1.) p. 525. n. 7.

Propontide II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1. Propre (avoir en) II. (11.) p. 533. c. 2. n. 1.

Propriétaire direct I. p. 493. c. 1. n. 2. — forain I. p. LXXII. addition à la p. 189.

Propriété utile I, p. 493. c. 1. n. 2. Prorae II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Prorata II. (II.) p. 333. c. 1. n. °. p. 626. c. 1. n. *.

Prosélyte II. (II.) p. 542. c. 1. n. 2. Prosélytisme, ibid. c. 2. Prospectus II. (II.) p. 773. c. 1. n. †.

nisme II. (II.) p. 117. c. 2. n. 4. Protestants I. p. 462, c. 2, cont. de la n. *. de la p. 461. c. 1. réformés I. p. 466. c. 1. n. *. Ποωτοβεστιάριος ΙΙ. (11.) p. 1284. c. 1. n. 1. Protocole II. (1.) p. 212. c. 2. n. **. Προτοσέβαστος ΙΙ. (ι.) p. 505. c. 1. Protosebastus, ibid. Protovestiorius II. (n.) p. 1284. c. 1. n. 1. Pro-Tuteur II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 811. c. 2. Proue II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Provence II. (1.) p. 168. c. 2. n. 4. Provinces-Unies-du Rio de La Plata voyez Confédération. Provincia narbonensis II. (1.) p. 168. c. 2. n. 4. — Provincias Unidos del Centro-America II. (II.) p. 50, c. 2, n. 5. Provision (par) I. p. 198. c. 1. n. 1. II. (1.) p. 56. c. 1. n. **. — (donner) II. (II.) p. 450. c. 2. n. 3. — Lettres de voy. Lettres. Provisionnel II. (II.) p. 1103. c. 1. n. 1. Provisoire, ibid. Πρόξενος Ι. p. 11. c. 1. n. 1. Prud'hommes I. p. 189. c. 1. n. 1. — Conseils de voy. Conseil. et I. p. LXXIX. addition à la p. 53. -

Protecteur unique du Christia-

de Montpellier voy. Consuls. — Pêcheurs voy. Consuls. et I. p. 238. c. 1. n. *. Prusse I. p. 448. c. 2. n. 1. — (ancienne) I. p. 470. c. 1. n. 1. — Division du Royaume en Provinces I. p. 426. c. 1. n. 1. Przibislas (Roi des Vénèdes) L p. 122, c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2. Ptolémaïs I. p. 169. c. 1. n. *. Ptolemée Evergètes II. (II.) p. 183. c. 1. n. ††. — Philadelphe II. (II.) p. 295. c. 1. n. †. — Philopotor II. (II.) p. 183. c. 1. n. ††. Puchot (Comte Desalleurs, Roland) II. (11.) p. 71. c. 1. n. †. Puertos habilitados II. (11.) p. 446. c. 1. n. 1. Puget (Pierre) II. (11.) p. 181. c. 2. n. ****. Puisné Judges I. p. 320. c. 1. n. . Puissances II. (II.) p. 191. c. 2. Pulcheria voyez Aelia. Pulvérulent II. (II.) p. 360. n. . Pupilles de l'État (en Prusse) I. p. 502. c. 2. n. 3. Purchas (Samuel) II. (II.) p. 623. c. 1. n. †. Pûreté de Sang I. p. 170. c. 2. n. 3. Pussort (Henri) II. (II.) p. 89. c. 1.

Q.

Quadrirème II. (n.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Quadruple-Alliance de 1718. I. p. 290. c. 2. n. 3. Quaiche II. (n.) p. 980. c. 1. n. †. Qualifier II. (n.) p. 1137. c. 1. n. 2. et n. *. Quantité différentielle II. (n.) p. 838. c. 1. n. •.

Quarantaine II. (1.) p. 159. e. 1. cont. de la n. ††††. de la p. 158. c. 2. Quarante (Tribunal des) II. (1.) p. 402. c. 1. n. *. Quarantia, ibid. c. 1. Quarantie, ibid. Quartier I. p. 469. c. 1. n. *. — (au lieu de Logement) II. (11.) p. 821. c. 2. n. 7.

Puteoli voyez Pozzuoli.

Quarto d'Espagne I. p. 299. c. 1. n. 1.

Quasi-Contrat I. p. 274. c. 2. n. 1.

— Délit, ibid. n. 2.

Queen Consort I. p. 321. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — Dowager, ibid. — regent, regnant or sovereign, ibid.

Questions I. p. 27. c. 1. n. 1.

Quiebra II. (II.) p. 504. c. 1. n. *.

— (tener ou padecer), ibidem.

Quilates voyez Quirats.

Quincampoix II. (II.) p. 757. c. 2. n. •••.

Quinquirême II. (11.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Quintal (charger au) II. (1.) p. 206. c. 2. n. 5.

Quinze Jours I. p. 61. c. 1. n. 3. p. 72. c. 1. n. 2.

Quirats II. (1.) p. 480. c. 1. n. 4. Quiras (Pedro Fernandez de) II. (11.) p. 1026. c. 1. n. *. Quorum II. (1.) p. 391. c. 1. n. 1. Quote-part II. (11.) p. 66 d. c. 2. n. 2.

R.

Raad van Verdeediging II. (11.) p. 767. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Roadpensionnaris II. (n.) p. 762. c. 1. n. †.

Raaya I. p. 518. c. 2. n. 6. II. (II.) p. 1618. c. 2. n. 7.

Rabath II. (II.) p. 70. c. 1. n. 2. Racage II. (II.) p. 180. c. 1. n. °°. Radchapoutes II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1.

Rade foraine I. p. LXXXII. addition à la p. 189.

Radoub I, p. xiii. c. 2. n. 8.

Radouber, ibid. II. (1.) p. 179. c. 2. n. 2.

Radzivil (Nicolas, Duc d'Olyka)
I. p. 411. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 408. c. 1.

Radziviliana (Cautio altera) v. Cautio.

Radziwilof II. (II.) p. 1337. c. 2. n. 2.

Rafna voyez Hrafn.

Rafraîchir II. (II.) p. 363. c. 2. n. 1. Rafraîchissements II. (II.) p. 1556. c. 2. n. 3.

Ragusais II. (II.) p. 106. c. 2. n. 4. Raguse II. (I.) p. 147. c. 2. n. 4. Raison primordiale II. (II.) p. 1226. c. 2. n. ••. — probante v. Probante. — sociale ou de Commerce II. (II.) p. 771. c. 1. n. †††.

Rama II. (i.) p. 165, c. 1, n. 1.

Ramazann I. p. xxxix, c. 1, cont.

de la n. **, de la p. xxxviii, c. 1.

II. (i.) p. 250, c. 1, n. †.

Rampini II. (1.) p. 128. c. 1. n. ††. Ramusio (Jean Baptiste) II. (11.) p. 1032. c. 1. n. &.

Rancé (Armand Jean le Bouthilier de) II, (II.) p. 469. c. 1. n. ••.

Rançonner II. (II.) p. 1173. c. 1. n. 2.

Rapporter I. p. 243. c. 1. n. 2.
Rasboutes v. Radchapoutes.
Ratione immobilium II. (II.) p.
1108. c. 1. n. 1.

Raubare II. (i.) p. 549. n. 2. Raubaria, ibidem.

Raulé (Benjamin) I. p. 473. c. 1. n. 1.

Ravello II. (1.) p. 503, n. 2. Ravoirs I. p. 267, c. 1, n. 3.

Raynal (Guillaume-Thomas-François) II. (II) p. 372, c. 2, n. ac.

Réaggrave II. (II.) p. 1390. c. 2.

Réaggraver, ibid.

Réal de Vellon I. p. 299. c. 1. n. 1. Reale (la) II. (n.) p. 179. c. 2. cont. de la n. 6, de la p. 178. c. 2. — Madama voyez Madama.

Réaux (différentes Espèces de) II.

(I.) p. 248. c. 2. n. †.

Récépissé II. (II.) p. 762. c. 1. n. *.

Recez I. p. 126. c. 1. n. 2. — de la Députation de l'Empire I. p. 467. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Rechercher II.(II.) p. 410. c. 2. n. 2.

Recka II. (II.) p. 1435. c. 1. n. °°.

Récognition (Droit de) v. Droit.

Recognoverunt proces I. p.

102. c. 2. n. 6.

Recollets II. (1.) p. 146. c. 1. n. 5. Recommandataire II. (11.) p. 275. c. 2. n. 1.

Recommander I. p. 279. c. 1. n. 1. Recousse I. p. LXXXI. addition à la p. 146.

Récréance (Lettres de) v. Lettres. Becteur II. (1.) p. 410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 409. c. 2.

Recto (Folio) I. p. 108. c. 1. n. 3. Recueil van de Tractaten II. (II.) p. 893. c. 1. n. *.

Récupération II. (II.) p. 280. n. 1. Rédempteur II. (II.) p. 903. c. 1. n. 1.

Rédemption, ibid.

Redrès (au lieu de Redressement)
II. (II.) p. 766. c. 2. n. ††.

Réfectoire II. (1.) p. 353. c. 1. n. 1. Refectorium, ibid.

Reformati II. (i.) p. 146. c. 2. n. 5. Reformatio Curiae Ordinis maris I. p. 94. c. 2. n. 1.

Réformation du Calendrier Julien II. (1.) p. 297. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1.

Réformé I. p. 466. c. 2. n. *. Réformés (prétendus) voy. Pré-

tendus.

Reft II. (II.) p. 962. c. 2. n. 3.

Régale II. (IV.) p. 978. c. 9. cent

Régale II. (II.) p. 978. c. 2. cont...
de la n. †. de la p. 976. c. 1. —
spirituelle, ibid. — temporelle, ibid.

Régales (grandes) II. (II.) p. 976. c. 1. n. †. — (petites), ibid. c. 2. Régalien, ibid. c. 1.

Régaux II. (1.) p. 57. n. *.

Régence II. (II.) p. 741. c. 1. n. *.

Regens region Concellarion II.

(II.) p. 406. c. 1. n. 2.

Régent, ibid. — (Diamant) v. Pitt. Régente II. (II.) p. 406. c. 1. n. 2.

Regidores II. (1.) p. 239. c. 1. n. 1. Régime II. (11.) p. 854. c. 1. n. *.

Régistre à Souche II. (n.) p. 601. c. 2. n. ††.

Règle I. p. 451, c. 1. n. *.

Règlement de Juges I. p. 272. c. 2. n. 6.

Regnicole II. (1.) p. 307. c. 2. n. 3. Regulated or open Company v. Companies.

Régulier II. (L) p. 54. c. 1. n. *. Reichenbach II. (II.) p. 1443. c. 2. n. 5.

Reichs-Deputations-Hauptschluss I. p. 467. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Reïs II. (1.) p. 374. c. 2. n. 3. II. (11.) p. 1503. n. 1. — Efendi I. p. 524. c. 1. n. 1. II. (11.) p. 803. c. 1. n. †. — ul-Kuttab I. p. 524. c. 1. n. 1.

Reixa nova II. (II.) p. 536. c. 2. n. 9. — velha, ibid.

Rejet de Pourvoi I. p. 202. c. 1. n. 2. Relâche II. (11.) p. 702. c. 2. n. 2. Relâcher, ibidem.

Relevée I. p. 196. c. 1. n. 4.

Religieux conventuels II.(1.) p.51. c. 1. n. ***. — de Saint-François d'Assise II. (1.) p. 64. c. 1. n. *.

Religion II. (1.) p. 50. c. 2. n. **.

— protestante réformée I. p. 466.
c. 1. n. *. — des Seïks II. (11.) p.
1226. c. 2. n. •••. — de Sinto
II. (11.) p. 1226. c. 1. n. •.

Religions (différentes) II. (n.) p. 1225. c. 2. n. *.

Réli-

Réliquet II, (II.) p. 938, c. 2, n. 4. Réliquataire, ibid. Béméré. I. p. 416, c. 1. n. '. Remorque II. (1.) p. 531, n. 1. — (prendre à la), ibid. Rencontre II. (11.) p. 536. c. 2. n. 8. Renégot II; (1.) p. 53. c. 1. n. *. Rénitent II. (u.) p. 1557, c. 1, n. 1. Rengoi I. p. 265. c. 1. n. 1. Répéter II. (11.) p. 955. c. 1. n. 3. p. 1389. c. 1. n. 3. Repgon (Esco ou Eyke de) I. p. 422, c. 1. cont. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. Répit I, p. 198. c. 2. n. 3. — (Lettres de) voyez Lettres. Rapkau voyez Repgow. Réponses I. p. 27. c. 1. n. 1. Représoilles I. p. 474, c. 1. n. *. II. (r.) p. 321. c. 1. n. 4. Représenter II. (II.) p. 271, c. 1. n. 1. Repris de Justice voy. Homme. Republica-federale del Centro-America II. (11.) p. 50. c. 2. n. 5. République (Dénomination des États barbaresques) II. (u.) p. 196. c, 2, n, 2. — argentine II. (ir.) p. 140; c. 2. n. 4. — ligurienne :II. , (1,) p. 129. c. 1. cont. de la n. **. , de la p, 127. c. 2. — orientale de Turuguay II, (II,) p. 202, c. 1, cont. de la p. 201. c. 2. Réquisition II. (II.) p. 480, c. 1. n. 1. Réquisitoire, ibid., Réquisitoires II. (11.) p. 1107. .c. 4, n. 2; Requisitoriales, ibid. Réquisits II. (11.) p. 346. c. 1. p. 1. Reschid Pacha (Moustapha) U. (11.) p. 1497. c. 1. n. 3. Rescht II. (II.) p. 1261, c. 1. n. 1. Rescindant II. (11.) p. 903, c. 2, n. 4, Rescinder, ibid. Rescision, ibid. Ш.

Rescisoire, ibid. Rescrits apostoliques II. (1.) p. 48, c. 2. n. **. * Résiliation I. p. 530. c. 1, n. 1. Résilier II. (II.) p. 376. c. 1. m. †††. Resmi II. (4.) p. 235. c. 1. n. 2. — Aghil, ibidem. - Aghnam, ibid. - Arouasne, ibid. - Badj, ibid. c. 2. — Bagdsché, ibid. — Bee-"ider, ibid. — Chilaat, ibidem. — Dedjirmen, ibidem. - Gumruck, ibid. — Kiemet II. (11.) p. 460. c. 1. n. 1. — Kudum II. (H.) p. 1442. s c. 2. n. 10. Responsa Ipris et Prudentum I, p. 265. c. 2. n. 2. . Responsion II. (13) p. 52. c. 1. n. ... Ressac II. (II.) p. 1930. c. 2. n. ••. p. 1691. c. 1. n. + Restanten II, (IL) p. 761, c, 2, n, ***. Rétentionnaire L. p. 282, n. 1. Retorsio juris vel legis I. p. 492. c. 1. n. 1. Rétarsion, ibid. Retaurs d'un Navire II. (m.) p. 624. .. c. 1. n. .. p. 761. c. 2. n. ***. Retrait II, (H.) p. 728. c. 2. n. 2. Réval I. p. 416, c., 2, n. 2. Revent ou Reventer II. (i.) p. Rexin (Sieur de) voyez Haude. Bez-de-Chaussée II. (H.) p. 714. -c. 1. n. 3. Rha II. (i.) p. 102. c. 1. n. 1. Rhéou voyez Gréan. Rheum polmetum II. (II.) p. 1245. c. 1. n. 2-Rhuberbe, ibid. Riaschtsché II. (11.) p. 1261. c. 1. Ribadavia II. (µ.) p. 140. c. 2. n. 4. Ribnitz II. (II.) p, 1149. c, 1. n, 1. Ricaut (Sir Paul) II. (1.) p. 4. c. 1. **n.** 3. Richelieu (Cardinal de) II. (11.) p.

113

811. c. 1. contin. devisi n. ". de la p. 807. c. 1. Richmond Palace II. (u.) p. 851. c. 2. n. 5. Richtsteig des Lundrechis und Leharechts I. p. 422. 6. 1. sout. de la m. 1. a. de la p. 424. c. 2. Riess kombres E. p. 171, c. 2. n. 2. Riga I. p. 410, c. 2, n. 1. Rikaito I. p. 449. c. 1. n. . Riklab II. (u.) p. 792. e. 2. n. 2. Rikiabi-houmayoun, ibid. c. 1. Rikslikare II. (r.) pi 499. c. 4. n. *. Rimburchiare II. (1.) p. \$31. m. 1. Rimburchio ou Rimurchio, ib. — condurre la nave à, ibid. Rio de la Plota (Vice-Royauté du) H. (n.) p. 20. c. 1. n. 4. Rione voyet Phasis. Rising. (Jean): II. (II.) p. 990. c. 1. cont. de la ni 3: de la p. 988. c. 2: Rivage de la Mer I. p. 172, c. l. n. 1. Rivière du Levant H. (1.) p. 79. c: 2. n. 4. - du Ponant, ibid. Rixdale ou Ryks dale ou Ryks-'duolder II. (n.) p. 744, c. 1, n. p. 1048; c. 1. n. **. Rizière H. (m.) p. 746; e. 2: n. ††.: Robaria voyez Raubaria. Robe M. (1.) p. 217. c. 2. n. 2. Robertson (William) II. (II.) p. 373. c. 1. n. °. Roccafort II. (1.) p. 262. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 260. e. 1. Roccella (Lichen) II. (t.) p. 125 c. 1. n. †. Roche (Famille de la) II. (1.) p. 262. Rocking hom (Marquis de) A. (11.) - p. 646. c. 2. h. Roeskilde II. (11.) p. 1080. c. 1. n. *. Roger de Flor H. (1.) p. 260, c. 2: 1 n. 6, . . Roggevin ou Roggeween II. (m) p. 1553. e. 1. n. .

Roi de Vienne II. (n.) p. 4409. c. 9. Rois (Baid des trois) II. (IL) p. 1691. addit. à la p. 1558. Ròle I p. 48; c. 1, n. 3; Ròles d'Oléron I, p. 57. c. 1, n. 1. Rollon I. p. 387. c. 2. n. 10. Roma - Tchassar I. p. 526. c. 2. n. 3. Romagne II. (1.) p. 484, c. 1. 11. 4. Romanie II. (4) p. 19. c. 1. u. 5. p. 260. c. 1. n. 5. Romanof (Fédor) II. (II.) p. 960. c. 1. n. *. -- (Michel), ibid. -Rome II. (1.) p. 318. c. 2. n. 5. Romélio II. (1.) p. 19., c. 1. n. 5. Romove L. p. 449; v. 1; n. *. · Rose-noble II. (11.) p. 1102, c.1. n. 1. Rostak II. (II.)-p. 1551; e. 1. n. 4. Rostrum II. (11.) p. 178, c. 2, n. †. Rota II. (n.) p. 179. c. 1. n. †. Rote: (Auditeurs de la) de Rome, v. Auditeurs. Rosherie I. p. 422. c. 1. n. . Rothschild voyez Roeskilde. Rotrou (Comte du Pérché) II. (II.) p. 469. c. 1. n. ••. Rotulus I. p. 48, c. 1, n. 3. Roturier I. p. 454. c. 1. n. . p. ः Lxxxı. n. *. addit. à la p. 191: Roubles II. (ii.) p. 146. c. 1. n. 1. "— d'Argent, ibid! — en Papier, ibid. Roumélie I. p. Lin. c. 2. n. †††. Roum-Ili II. (1.) p. 19. e. 1. n. 5. Roumily II, (1.) p. 251. c. 2. n. †. Roupa II. (II.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3, de la p. 1220. c. 2. Roupie II. (II.) p. 641. c. 1. n. **. Rousset (Jean) de Missy II. (11.) p. 950. c. 1. n. †. Roussillon (Comté de) I. p. 174. ···· c. 1. n. 1. Roussouen-Schériyé II. (11.) p. .962. c. 2. n. *. 11/ Roussoum II. (it.) p. 120. c. 1. n. 1. Rouz-namé I. p. xxxx. c. 2. cont. de la n. **. de la p. xxxviii. c. 1.

'S.

Royaume des Olivet II. (11.) p. 440.

c. 1. n. 1. — (les trois) II. (H.) p. 1209. c. 2. n. •. — valaque-bulgare II. (1.) p. 44. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 43. c. 1. — des Vénèdes ou Slavanie I. p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2.

Rubricar II. (11.) p. 417. c. 2. n. 3.

Rubruquis (Guillaume de) II. (1.) p. 104. c. 1. n. *

Rule of Court voyez Order.

Rumili-Hissari II. (1.) p. 114. c. 1. ... 6. — Kanak II. (1.) p. 88. c. 1. n. 4.

Rump-Parliament voj. Parliament.

Ruota (Tribunal de la). Rome I.
p. 281. c. 2. n. 3. — civile (à Klerence), ibid.

Rurik II. (u.) p. 969. c. 1. n. *.

Russie blanche II. (u.) p. 1147. c. 2.
n. ***. — grande, ibid. — noire, ibid.

— petite, ibid. — rouge, ibid.

Ruysbroek voy. Rubruquis.

Ruyter (Michel de) II. (u.) p. 890.
c. 1. n. 3.

Rymer (Thomas) Foedera II. (1.)
p. 423. c. 1. n. 2.

The state of the s Saca II. (n.) p. 417. c. 1. n. 2. Sooss (Juez de), ibid. c. 2. — '(Renta de), ibid. Sachsen-Spiegel I. p. 422, c. 1. n. 1. b. - Recht, ibid. Socrilége II. (II.) p. 579. c. 1. n. **. Sadr-Anadoly II. (1.) p. 251, c. 1. n. t. - Roum, ibid. Sadriz Azhèm. IL (III) p. 793, c. 2. Sächsisches Recht I. p. 422. c. 1. Saffi H. (11.) p. 73. c. 1. n. 3. Safiy. H. (12.) p. 786. c. 2. cont. ^e de la n. 1. de la p. 781. e. 2. Saga I. p. 353. c. 2. n. 2. — histerique I. p. 354, c. 1. cont. de la même vote. — (Heims Kringla) voyez Heims. — (Hervarár) v. · Hervarár. — mythologique I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. — (Niple) voyez Nials. — (Okneyinga) v. Qkneyinga. —romanesque I. p. 354. .c. 2. cont. de la n., 2, de la p. 353. $c. 2. \rightarrow (Wilking a), ibid. \rightarrow (Yng-$ _linga), ibid. Sagène II. (II.) p. 486. c. 1, n. *. Sahh I. p. 524. 6. 1. p. 4.

Sahhabé I. p. xlui. c. 1. n. . Saint-Augustin voy. Augustin. - Bernard voyez Bernard. -Charles Borromé voy. Borromé. — Dominique de Guzman v. Dominique. — Elie II, (11,) p. 1288. c. 1. n. 2. — George (Banque de St.) voyez Banque. — Gothard voy. Gothard. — Grégoire voy. Grégoire. - Ildephonse voyez Ildephonse. — Jean d'Acre v. Accon. — Lama vey, Lama. — Marc II. (1.) p. 19. c. 1. n. 2. -Médéric I. p. 196. c. 1. n. 3. -. Prest (Jean-Yves de) II. (н.) р. 950. c. 2. n. †. — Snuveur (Couvent du) II. (II.) p. 962, c. 1, cont. de lan. 1. de la p. 957. c. 1. Sainte-Croix II. (u.) p. 1037. c. 1. Saisie-Gagerie I. p. 495. c. 1. n. 2. Saisir d'une Assaire un Tribunal, une Jurisdiction II. (tt.) p. 1255. c. 2. n. 1. Sakiz-Advisy II, (1.) p. 107, c., 2, n. 4. Salaheddin (Josef Ben Aioub, Ben Schodi) II. (II.) p. 961. c. 2. n. °.

Salvat II. (11.) p. 1183. e. 1. n. . Salé II. (II.) p. 70, c. 1. 'n.' 2. — --- (Nouvelle), ibid. Salle d'or, II. (1:) p. 465. c. 2. n. 9. Sallétins II. (II.) p. 11. c. 1. n. 1. Salluste (Caïus Sallustius Cris-· pus) I. p. 18. c. 1. n. 2. Solutation II. (n.) p. 1175. c. 2. n. 1. Salvanos II. (H.) p. 547. c. 2. n. **. Salza (Hermann de) I. p. 452. c. 1. n. *. p. 479. c. 2. n. 1. Samoo II. (n.) p. 1553, c. 2, n. 4. Samosate (Paul de) voy. Paul. Samosaténiens II. (11.) p. 427. c. 1. n. '. Sandjak ou Sandschak I. p. LIM. c. 2. n. +++. — Beg II. (1.) p. · 219. c. 2. n. 4. p. 280. c. 1. n. *. Sandwich voy. Montague. — · (Iles de) II((п.) p. 834. c; 2. n. **. Sanghalian Oula II. (II.) p. 1203. c. 1. n. 2. Sanghalin Oula, ibid. San-Koué II. (n.) p. 1209. c. 2. 'n. •. p. 1245, c. 1. n. 1. San-Lorenzo-el-Real II. (II.) p. 355. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 353, c. 1. Sans déport I. p. 199. c. 2. n. 5. Sanskrit II. (II.) p. 1202. c. 2. n. **. Sunta Cruz II. (II.) p. 1037. c. 1. n. 1. — Archipel de v. Archipel. Santana II. (II.) p. 1582, c. 2, n. 1, Santander II. (II.) p. 420, c. 1, b. 1. Sanuto (Marin) dit Torsello II. (r.) p. 65. c. 1. n. 1. Seo Jorge (Castello de) voyez Costello. Suraffo II. (1.) p. 447. c. 2. n. 4. p. 448. c. 1. n. 2. Sardaigne H. (i.) p. 119. c. 1. n. *. p. 310. c. 1. n. 2. Sorik II. (II.) p. 1618. c. 2. n. 7. Sari-Kijrmann II. (m.) p. 1189. c. 1. n. ,

Sarmater I. p. 121, c. 2, n. 1. Sarraf I. p. 517. c. l. n. 1. p. 11 LXXXVnr. addit: à la p. 517. Sarrafler-Kehayassi, ibid. Sarson II. (n.) p. 1189. c. 1. n. ". Sart I. p. 267. c. 1. n. 2. Sarum voyez Old. Sas II, (1.) p. 96. c. 1. n. °. Sassanides II. (II.) p. 1029; c. 1. Satellites H. (n.) p. 1208. c. 1. u. . Satie II. (11.) p. 602. c. 1. n. 1. Satrape II. (n.) p. 1028. c. 1. n. ... Satrapies, ibid. Sattee voyez Satie. Sauvement (Droit de) v. Droit. Sauvetage II. (II.) p. 277. c. 2. n. 2. Sauveteur, ibid. c. 1. -Savari et Savary (François) de Brêves II. (II.) p. 940. c. 1. n. 3. - (Jacques) I. p. 265. c. 2. n. 3. — (Louis-Philemon), ibid. — Dictionnaire universel de Commerce, ibidem. Savile (Henri) I. p. 55. c. 1. n. 1. Savoie-Carignan (François-Eugène de) voyez Eugène. Scalea (la) II. (1.) p. 503. n. 1. Scalène II. (II.) p. 418. c. 2. n. *, Scanderoun II. (1.) p. 207. c. 2. n, 2, 11, (11.) p. 789, c. 1. n. 1. Scapulaire II. (II.) p. 468. c. 2. n. 🔷 Schah I. p. 519. c. 2. n. 4. - Bender II. (n.) p. 236. e. 1. n. 1. — Zodé II. (IL.) p. 784. c. 2. n. ††. Schahguirde H. (IR) p. 786. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Schall (Père) H. (n.) p. 1205. c. 2. Schamakié vey. Chomakhi. Schedjré I, p. xlik. c. 1. contin. de la n. *. de la p. xxviii. c. 1. Scheerenflotte I.p. 383, c, 2,

Schéhin-Schah I. p. 510. c. 2. n. 4.

n. 1.

Scheiden od Scheidung voyer ن ند مد ا Bescheid. Scheng-seng II. (11.) p. 1224. c. 2. n. 4. Schérif ou Shériff I, p. 535. centia. de la n. ††. de la p. 534. Schery II. (11.) p. 120: c. 1. n. 1. Schiah II. (11.) p. 958. c. 1. n. °. Schiâhi, ibid. c. 2. Schiat, ibid. c. 1. Schiffpfund II. (1.) p. 340. c. 1. n. 2, Schii voyez Schiûh. Schildberger (Jean) II. (1.) p. 567. addition à la p. 46. Schilling II. (IL) p. 1169. c. 1. n. 1. Schimmelpennink (JeanRütger) II. (II.) p. 763. c. 2. contin. de la n. †. de la p. 762. c. 1. Schippondt II. (11.) p. 1685. c. 1. n. *. Schipund, ibidem. Schirman (Province de) v. Chirwan, et II. (II.) p. 778. c. 1, n. 1. Schisme I. p. LXXXIX. addition a . la p. XLVI. Schistab II. (II.) p. 1444. c. 2. n. 5. Schloetzer (Aug. Louis de) I. p. 402. c. 1. n. 2. Schmieralien II. (II.) p. 1416; c. 2, n. 3. Schnell (Négociant) II. (II.) p. 1344. Schrade I. p. 400. c. 2. n. 2. Schrae, ibid. Schrafen, ibid. Schrage, ibid. Schrauen, idid. Schwaben-Spiegel voy. Sacksen-Spiegel. Schwächat II. (II.) p. 1438. c. 2. Scipion, l'Africain II. (1.) p. 35. c. 1. n. ***. — le Joune, ibid. Scitie voyez Satie.

Scitty (Archipel de) 41.:(or.).pr. 437. c. 1. n. 1. Scooki IL (1.) p. 515. n. 1. Scolustique I. p. Laxx. addition à la p. 99. Scollop voyez Passes. Seantro II. (II.) p. 602 & 1. cont. - de la n. 1. de la p. 601. e. 1. . . Scriba I. p. 77. c. 2. n. 2. Scriptulum II. (B.) p. 14. c. 1. n. 9. Scrupulum, ibid. Scudo (de Toscane) I. p. 281. c. 2. n. 2. — d'argento (de Gênes) II. (i.) p. 80. c. 1. n. 2. Seapoy II. (n.) p. 640, c. 1. n. **. Sebastocrator II. (1.) p. 507. c. 1. Seche I. p. 383. n. . H. (n.) p. 1615. c. 2. n. ***. Second I. p. 504: c. 1. n. 1. Secretary of State II. (II.) p. 58. . c, 2. n. 😯 Secreticus II. (1.) p. 506. c. 1. n. 1. Sectateur II.(II.) p. 1445. c.1. n. 1. Secte des Abyssiniens voy. Abyssiniens. — des Géorgiens voy. Géorgiens: — des Néo-Ariens voy. Néo. — des Néo-Photiniens, ibid. — des Nestoriens v. Nestoriens. Sécularisation II. (11.) p. 846. c. 1. n. . Séculariser, ibid. Séculier II. (1.) p. 54. c. 1. n. **. Security Merchants II. (ii.) p. 620. . c. 1. n. 4., Seehandlungs-Obligationen (en Prusse) II. (II.) p. 484. c. 2. cont. . de la n. 4. de la p. 483. c. 2. — Societät (en Prusse) II. (II.) p. 483. c. 2. n. 4. Seerecht (preussisches) I. p. 491. .c. 1. n. 1. Seesalzhandlungs-Gesellschaft (en Prusse) II. (II.) p. 483. c. 1. n. **.

Segma on Segni II. (i.) p. 267. c. 1. n. 2. Seigneur consitaire: I. p. 500. c. 2. n. 1. — féodal; I. p. 493. c. 1. n. 2. Seigneurie (sérénissime) II. (1.) p. 458. c. 2. n. 4. Soiks (Religion des) v. Religion. Selāmetlyk-Aktchéei II. (II.) p. 1131. c. 1. n. 2. Seldgioucides II. (11.) p. 959. c. 2. n. oo. Seldgiouk, ibid. Selenginsk II. (II.) p. 1242. c. 1. n. 1. Sélevéides II.(II.) p. 1028. c. 1. n. °. Sélevous Nicanor on Nicator, ibidem. Solin II. (11.) p. 1245. c. 1. n. 2. Selinginsk voy. Selenginsk. Σημείωμα II. (n) p. 505, c. 1, n. 4. Semigalle L. p. 417. c. 1. n. 1. Semipites II. (1.) p. 198. c. 2. cont. de la n. ††. de la p. 197. c. 2. Sémiramie du Nord I. p. 359. c. 2. n. 5. Sendschan II. (ii.) p. 97. c. 1. n. 1. Sénéchal II. (1.) p. 169. c. 1. n. *. Sénéchale, ibid. c. 2. Sénéchaussée, ibid. Séned II. (11.) p. 171. e. 1. n. †. Sénégal II. (ii.) p. 381. c. 1. n. . — (Compagnie du) voyes Compagnie. Seneschal voyez Sénéchal. Senea de Montanis II. (11.) p. 1032. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. . c. 1. Senior I. p. 77. c. 2, n. 2. Sennoar II. (II.) p. 1208. c. 2. n. °. Septente II. (II.) p. 295. c. 1. n. †. Sept-Iles voy. Iles. et II. (II.) p. 203. c. 2. n. 5. Septimanie I. p. 161. c. 2. n. 6. Septuaginta voy. Septante. Sépulvéda (Jean Ginés) II. (n.) p. 372. c. 1. n. •.

Sequine d'Alger II. (u.) p. 1114. c. 2. n. 4. Seroi'A p. 11. c. 2. n. *. Sérail, ibid. — (vieux ou ancien) И. (п.) р. 785. с. 1. п. *. Serampour II. (II.) p. 1018. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Serge, II: (11.) p. 314. c. 1. n. ††. Sergenteries II. (n.) p. 1208. c. 2. п. •. Settie voyez Satie. Secariopol: II. (ii.) p. 1189, c. 2. n. 2. Séville II. (1.) p. 294. c. 1. n. 1. Sextirème II. (n.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Servid I. p. xevill. c. 1. n. *. Sfores (Familie des) II; (11.) p. 1448. ... c. 1, cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. Shane II. (n.) p. 851. c. 2. n. 5. Sia-nid II. (II.) p. 1261. c. 1. n. 1. Sicania II. (1.) p. 304. c. 2. n. *. Sicaniens, ibid. Siorli, ibid. Sicole-II. (1) p. 155, c. 2, cont. dela n. 2. de la p. 153, c. 1. p. 304. c. 2. n. 2. II. (11.) p. 221. c. 2. m. 6. Sicilia II. (L) p. 304, c. 2. n. *. Siculi, ibid. Sidjil [I. (11.) p. 109. v. 1. n. 2. Sidy Hamed II. (II.) p. 1229. c. 1. · cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Siège tavernical I. p. 508. c. 1. n. 4. Sienne II. (1.) p. 127. c. 1. n. 1. b. p. 314. c. 2. n. 5. Siéyes I. p. 8. c. 2. n. 7. Sigfussen (Sæmund) I. p. 364. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. Sigilla II. (1.) p. 21. c. 1. n. 1. Signatures I. p. 410. c. 1. n. 2. Signes impériaux II. (11.) p. 1439. c. 2. n. 4. — du Zodiaque II. (11.) p. 1207, c. 1. cont. de la n. †††.

de la p. 1206, c. 2.

Signori sopra la Santi II. (L) p. 159. c. 2. cont. de la n. 4+1+1. de la p. 156, c. 2. et v. 1. n. 9999. Sikhs voyez Seiks. Silds II, (II.) p. 75, c. 1. n. 2. Siligua II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Silsilénamé I. plana, c. 1. cent. de la n. *. de la p. xxviii. c. 1. Si-mao II. (11.) p. 1211. c. 1. cont. · de la m. 4. de la p. 1205. c. 1. Simon le Magicien II. (n.) p. 373. c. 1. n. •. Simonio, ibidem. Simsar II. (II.) p. 1464. c. 1. n. 1. Sin II. (11.) p. 1037. c. 2. n. 000. Sinam Pacha II. (II.) p. 793. c. 1. contin. des notes 4. et 5. de la p. . 792. c. 2. Sindacato ou Sindicato II. (1:) p. 525. n. 9. Si-ning II. (11.) p. 1245. c. 1. n. 2. Sinistres I. p. 160. c. 1. n. 1. p. ' exxxii. addit. a la p. 160. - Sinistre majeur, ibid. - mineur, ibid. Sinope II. (1.) p. 106. c. 1. n. 1. Sinto (Religion de) v. Religion. Siöpass (Algierisko) II.(H.) p. 602. ' e. 1. cont. de la n. 1. de la p. 601. c. 1. Sion (Mont de) II. (1.) p. 448. c. 2. n. 3. — (Gardien du Mont de), ibid. Sire H. (i.) p. 262. c. 1. n. †. Sirerie, ibid. Sires de Thèbes II. (1.) p. 23. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. Sirvan (an lieu de Chirwan) II. (н.) р. 1610. с. 2. п. 5. Sistova II. (H.) p. 1444. c. 2. n. 5. Situa-Torok on Sitva-Torok II. (ii.) p. 1408. e. 1. n. *. Sitva II. (11.) p. 1409. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 1408. c. 1. Sjahbandar II. (II.) p. 747. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Skär I, p. 383. c. 1. n. 1. -Skärgord, ibidem.

Skärgkindsflosta, ibidese. 2. Skagen (Cap) II. (n.) p. 662. c. 2. **5. 5.** 5. 6. 6. 11. 1 10. 1 1 1 10. Skager Rack, bid. Skaldes I. p. 353. c. 2. n. 2. Skjöldebrand (Mathieu) II. (11.) .. **pi 1114. ci 1. n. 2**c ... - . i .c Skraa I. p. 348. c. 2. n. 1. p. 400. c. I. n. 2. p. 404. B. 2. n. 1. 7. Slâ II. (II.) p. 70. c. 1. n. 2, Slavanie voyez Royaume... Slaves ou Slavins I. p. 122. c. 1, zont. de la n. 1. de la p. 121. c. 3. Slavon (vieux russe) II. (11.) p. 4147. Total 1, marting a second of the control of the Steeve (the) II. (II.) p. 662. c. 2. u. 5. Slobodà allemande II. (II.) pi \$21. 'c. 2. m. 6. Smaaland II. (11.) p. 1077. c. 2. Smålkonungers I. p. 377. c. 1. Snoeland I. p. 352. c. A. n. A. Snorre Sturleson I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Societas mercaturae in Oriente faciendae Causa Vindobonae .. collecta II. (n.) p. 1435. с. 1. n. 1. Société agricole et herticole de Finde H: (m.) p. 1019. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. anonyme II. (II.) p. 771. c. 1. n. % — de Commandite I. p. 224. c. 46 n. 1. — de Commerce II. (1.) p. 132. c. 1. n. 6. — aux Cornes I. p. 458. c. 2. n. ". — danoise a). africaine II. (II.) p. 1047. c. 2. n. 3. — h) da Commerce des Indes II. (II.) p. 1013. c. 1. n. 3. — c) $g\acute{e}$ nérale de Commerce II. (II.) p. 1684; n. *. addit. à la p. 1054. — d) royale asiatique II. (II.) p, 1014. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. — Société de Jésus II; (11.) p. .96. c. 1. n. 3. d. — des Lézards I. p. 458. c. 2. n. *. — du Lion, ikid.

- des Oisceux de Saint-Martin, ibid. — de la Maison de la Trinité de Deptford II. (II.) p. 547. c. 2. n. 6. — royale des Sciences à Londres II. (II.) p. 836. c. 2. n. 000. — de Sorbonne II. (н.) p. 807. c. 1. n. *. — de Surinam II. (H.) p. 984. c. 1, n. Socia (Fauste) II. (11.) p. 427, c. 1. n. *. — (Lélie), ibid. Sociniens, ibid. Socinistes, ibid. Söder Akra II. (11.) p. 975. c. 1. n. †. Soepas voyez Congé. Söepass (Algiersk) II. (11.) p. 602. c. 1. eont. de la n. 1. de la p. 601. c: 1. Soest (Statut de) I. p. 148. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 147. c. 1. Sofi II. (II.) p. 777. c. 1. n. *. . Sokar II. (II.) p. 1551. c. 2. n. 4. ' Soie crue ou écrue II. (11.) p. 315. e. 1. n. †. Sokhoumkalé II. (n.) p. 1326. c. 1. n. 1; Soldates que IL (u.) p. 1421. c. 1. Solons II. (11.) p. 1198. s. 2. n. 4. Sols catalans II. (1.) p. 480. c. 1. n. 4. — cinq (Négoce des Pièces de cinq sols) voyes Cinq. Solstice II. (u.) p. 1206. c. 2. n. †. Solsticioux (Points) v. Points. Somme (Bêtes de) II. (II.) p. 503. c. 1. n. 1. Sommeldyk (Corneille van Aerssens, Seigneur de) II. (IL) p. 986. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 984. c. 1. Sophisme II. (II.) p. 104. c. 2, n. †. Sophiste II. (11.) p. 105. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 104. c. 2. Sophistication II. (II.) p. 1615. c. 2. n. † Sophistique II. (11.) p. 105. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 104, c, 2.

Sophistiquer, ibid. Sophistiquerie, ibid. Sophistiques IL (II.) p. 1615. c. 2. n. †. Sophistiqueur II. (II.) p. 105. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 104. c. 2. Sorbonne (Maison et Société de) voy. Société. - petite II. (II.) p. 811. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 807. c. 1. — Robert de II. · (u.) p. 607. c. 1. n. *. . Sorenskriver I. p. 384 c. 2. n. 3. Sorlingues (Bes) II. (II.) p. 437. c. 1. n. 1. Souera II. (IL) p. 1176. c. 2. n. 3. Souba II. (II.) p. 638. c. 1. n. *. dahr, ibid. — dahri, ibid. Soubachi II. (1.) p. 216. c. 2. n. 4. Soubreneste II. (1.) p. 50. c. 2. n. *. Souche II. (II.) p. 601, c. 1, n. †. - (Registre à) v. Ragistre. -(Talon de) II. (n.) p. 601. c. 1. n. °. Souders II. (II.) p. 937. c. 1, n. 1. Sou-gé-chin voy. Pereira. Soula-fall II. (II.) p. 1557. c. 1. n. 3. Soumission (prétendue) de la Russie à la Chine II. (II.) p. 1239, c. 1. n. 4. Sous II. (II.) p. 74. c. 1. n. 1. Sous-Commissaire des Relations commerciales IL (II.) p. 12. c. 1. n. 1. Soutane II. (II.) p. 330. n. °. Soute II. (II.) p. 180, c. 1. n. †. Soutenir (Témoignage de Respect en Turquie, de soutenir quelqu'un en le prenant sous les Bras) II. (II.) p. 951. c. 2. n. ††. South Sea Scheme II. (II.) p. 390. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 388. c. 1. Southwark (Bourg de) II. (II.) p. 733. c. 2. n. †. Soya Ц. (и.):p. 1237. c. 1. n. *. Speculum Saxonicum I. p. 422. c. 1. n. 1. b. — Suevicum, ib. c. 2.

Speult (Henri van) H. (H.) p. 624. c. 1. n. **. Sporades II. (11.) p. 1025; c. 1. n. 2. p. 1031. c. 2. cont. de la n. 2. de he p. 1025. c. 1. Sportein I. p. 414. c. 1. n. 1. Sportule e. Propine v. Propine. Sproegel (Christophe) II. (II.) p. · 1437. c. 2. n. *. Sse-ma-tsien II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1. Sstolbowskaja v. Stolbowa. Staulhof II. (1.) p. 360. c. 1. n. 1. Staaten+Lund II. (u.) p. 1691. addition à la p. 1558. Stauts-Schuldscheine (en Prusse) U. (n.) p. 484. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 483. c. 2. Stade II. (II.) p. 659. c. 1. n. †††. p. 846. c. 1. n. 1. Stadhouder II. (II.) p. 750. c. 1. Stadhoudérat, ibid. Stadhoudérien, ibid. c. 2. Stadsmaal II. (i.) p. 199. c. 1. n. *. Stadigesetz I. p. 413. c. 1. n. 1. Staelhof ou Stahlhof voyez Staalhof. Standaard II. (1.) p. 199. c. 1, n. '. Standard of weights and measures, ibid. Stapelstad I. p. 382. c. 2. n. 4. Starie I. p. 286. c. 1. n. 4. Starostie I. p. 420. c. 1. n. *. State-Papers (British and foreign) II. (II.) p. 610. c. 1. n. *. Statu quo (in) II. (11.) p. 1444. c. 1. n. 1. Statut (et Statuts) en Angleterre I. p. 182, c. 1. n. 3. — d'Appenrade I. p. 400. c. 2. n. 2. — de Batavia II. (II.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. de Berghen I. p. 393. c. 2. n. 5. — de Flensbourg I. p. 348. c. 1. n. 1. — de Hadersleben, ibid. c. 2.

· -- municipal de Wisby: L. p. 368. c. 2. n. 4. — de Sleswick I. p. 348. · c. 1.-n. 1. - de Soest v. Soest. Statuta jurium municipalium Saxonum in Transilvania I. p. 51%. c. 1. n. 2. a. Statutes at large II. (u.) p. 653. c. 1. n. †. Staveren I. p. 64. c. 2. n. 2. Steelhouse on Steelyard II. ·(t.) p. 360. c. 1. m. 1. Stein II. (u.) p. 1685, c. 2, n. . Steinbourg II. (III) p. 1102. n. †. Steinthee II. (II.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246. c. 2. Stellionat I. p. 280. c. 1. n. 1. Stellionataire, ibid.: c. 2.. Steppes II. (i.) p. 104, c. 1, n. †. Sterfhuis voy. Maison mortuaire Stevin (Simon) II. (11.) p. 759. c. 1. Stockfisch II. (1.) p. 349. c. 1. p. 1. Stolbowa II. (II.) p. 841, c. 1. p. 7. Stolnik II. (n.) p, 1232. g. 1. n. 4. Storthing (Storping) I. p. 353. c. 2. n. ***. Straaten (van der) H. (II.) p. 765. c. 1. n. †. Strandreckt I. p. 144. c. 2. n. 3. Stratège II, (II.) p. 1084, c. 1. n. *. Stratégie, ibid. Stratégique, ibid. c. 2. Stretto di mare II. (1.) p. 205. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 204. c. 2. Strigonie II. (11.) p. 1408. c. 2. n. . Strumento acceso v. Acceso. Sturle Thordson I, p. 354, c. 2 cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Style (nouveau et vieux) II. (1.) p. 297. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1. Stylo Judicii II. (11.) p. 1106. c. 1. n. 2. Subrecargue II. (II,) p, 349, c. 1, n. 1.

Bubneptice II. (1.) p. 420. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 419. c. 2. Subregation II. (II.) p. 3471 c. 1. ocent. de la n. 3. de la p. 346. c. 2. Subnogé Tuteur II. (11.) p. 346. c. 2. n. 3. p. 812. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 811. c. 2. Subroger II. (II.) p. 346. c. 2. n. 3. Subsidio II. (II.) p. 41. c. 2. m. ***. †. Succession indivise II. (1.) p. 173. c. 1. n. *. + ouverte II. (n.) p. 1256. c. 1. n. 1. — vacante, ibidem. et p. 1416. c. 1. n. 2. Suere II. (II.) p. 20. c. 2. n. 4. Sudermonna-Laghen I. p. 370. .c. 2. n. 5. Suè de (Changements dans la Forme du Gouvernement en) depuis 1523 Suèis-Degnyzi II. (II.) p. 318. c. 1. : n. 1. Suffragant II. (1.) p. 258; c. 1. n. Suffrage, ibldem. Suint II. (1.) p. 249. c. 1. n. ††. Suinter, ibid. Sully II. (II.) p. 1689, c. 4; contin. de la n. ===. de la p. 1688. e. 2. Sultane favorite II. (II.) p. 784. с. 1. п. т. — mère II. (п.) р. 786. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. Sumptuaria Lex II. (1.) p. 375. c. 1. n. 1. Sund II: (11.) p. 26. c. 2. n. 8. Sunda-Calappa II. (II.) p. 743. c. 1. Sunderland (Charles Spencer, Comte de) H. (n.) p. 392. c. 1. n. °

Sunniak on Sunny II. (11.) p. 958. e. 1. n. °°. Sunnites II. (II.) p. 959. c. 1. cept. de la n. °°. de la p. 958. c. 1. Supplément au Corps universel diplomatique du Droit des Geis II. (H.) p. 950. c. 1. n. †. Supplicação (Casa da) y. Casa. Surinam II. (II.) p. 1676. addition à là p. 987. Surré I. p. KL: c. 1. n. . a. Sun-starie voy. Sterie. Surville (Jean-François-Marie de) Н. (ц.) р. 1027. с. 2. п. †. Sus ou Suse voy. Sous. Suspensif I. p. 490. c. 1. n. 1: Suspicion II. (11.) p. 1106, c. 1. n. *. Svensen (Brynjölf) I, p. 354. c. 1. cont. de la u. 2. de la p. 353, c. 2. Svensku Sjö-Assecurance Compagnie I. p. 363, c. 1. n. 2. . . Swara voy. Suara. Synagogue II. (II.) p. 1042. c. 1. . m. €... Syngrapha telonarii II.(u.) p. 47. c. 1. n. 1. Synode I. p. Lvi. c. 1, n. *. II. (11.) p. 299. c. 1. n. ****. Synodique II. (11.) p. 1212. c. 1. Synopsis I. p. 41. c. 1. n. 2. Système de la Mer du Sad II. (n.) p. 390. c. 1. contin. de la m. †. de la p. 388. c. 1. Syzigie II. (11.) p. 1211. c. 1. n. †. Szöny II. (II.) p. 1410. c. 2. n. **. Szu-tchhouan II. (n.) p. 1245. c. 2, n. 2.

T.

Tobac II. (n.) p. 474. c, 1. n. 1.

Tabaco, ibid. c. 2.

Tabacum, ibid. c. 1.

Tabago (lle de) I. p. 419. c. 1.

cent. de la n. 1. de la p. 418. c. 2. II. (II.) p. 474. c. 2. II. — (Baron de) I. p. 419. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 418. c. 2.

Tobaseo II. (11.) p. 474 c. 2. n. 1. Tabelbariu's II.(1.) p. 505. c.1. n.1. Table de marbre I. p. 240. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 239. c. 2. - - royale I. p. 508. c. 1. n. 3. septemvirale I. p. 509. c. 2. n. 2. Table of Precedence I. p. 177. c. 1. contin. de la n. 3. a. de la p. 176. c. 2. Tables (Lois des dix ou douze) voyez Dix et Douze. Tabularius v. Tabellarius. Taoticien II. (u.) p. 1084. c. 2, n. †. Tactique, ibid. c. 1. Tafelthee (mongolischer) II. (II.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246, c. 2. Tofilet ou Tofilete II.(1,) p. 281. с. 1: n. 1. И. (п.) p. 75, c. 2, n. 3. Ta-Hio II. (11.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Tohiti (Archipel de) v. Archipel. Ta houang H. (11.) p. 1245, c. 1, n. 2. Taidzi II. (11.) p. 1237. c. 1. cont. de 1a n. 2. de la p. 1236, c. 1, Taille industrielle (en Prusse) voy. Gewerbsteuer. Toinn II. (n.) p. 1264, c. 1. n. 1. Takim II. (II.) p. 786, c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Totamus II. (1.) p. 196. c. 1. n. °. - grand, ibid. c. 2. n. ††. - petit, ibidem. Talion II. (II.) p. 100. c. 1. n. 1. Talon II. (II.) p. 601; c. 1. n. °. de Souche, ibid. Tamerlan, surnommé Lenk, II. (1.) p. 35. c. 2. n. ††. II. (11.) p. 625. c. 1. n. *. Tana ou Tanaïs II. (1,) p. 41. c. 2. n. 4. Tanger II. (II.) p. 695. c. 1. n. 3. Tangout II. (n.) p. 1245. c. 2. n. 2. Tav-sfé II. (II.) p. 1219. c. 1. n. †. Tapioca II. (II.) p. 359. c. 1. cont. de la n. °°. de la p. 358. c. 2.

Tagrir II. (n.) p. 803. c. 1. n. ... Torozono II. (1.) p. 222, c. 2. n. ". Tarbelli Civitas II. (1.) p. 252. c. 2. n. *. Tarif II. (II.) p. 973. c. 1. n. 1. des Chancelleries II. (1.) p. 481. · c. 2. n. 2. Tarin II. (n) p. 483. c. 2. n. 4. Taroudant II. (11.) p. 74. c. 1. n. 1. Tartane N. (11.) p. 181. c. 2. n. 94. Tasman II. (II.) p. 1558. c. 1, n. 1. — (Abel Janssen) H. (II.) p. 1687. i addition à la p. 1558. -- (Baie de) II. (n.) p. 1691, add. à la p. 1558. Tasmanie du Nord II. (II.) p. 1558. c. 1. n. 1. — du Sud, ibid. Totors II. (1.) p. 41. c. 1. n. 2. — Batskie II. (II.) p. 1237. c. 2. n. 1. - Kin ou Nieutché (Empire des) II. (1.) p. 35. c. 2. n. \dagger . — Kaptchaks ou Kiptchaks II, (1.) p. 442. c. 2. n. 5. Tauris II. (II.) p. 96. c. 2. n. 5. Taverne II. (ir.) p. 492. c. 2. n. 3. Tavernicus I. p. 508. c. 1. n. 4. Tavernier II. (n.) p. 492, e. 2, n. 3. Tavoi-Poennamou II. (n.) p. 1558. c. 1. n. 1. Tavola de foro civile II. (1.) p. 525. n. 3. Taxal-Oerter I. p. 509. c. 2, n. 1. Tch a-Esthai II. (II.) p. 1037. c. 2. n. 900, Tchàkhoun dordzi II.(11.) p. 1236. c. 2. n. 2. Tchama II. (II.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Tohang-tching (Gerbillon) (Jean François) II. (11.) p. 1204. c. 1. n. 2. Tchaouch II. (1.) p. 469. c. 1, n. 1. II. (п.) р. 800. с. 1. п. 3. — Bachi H. (i.) p. 469. c. 1. n. 1. Tcharchi I. p. 518. c. 2. n. 3. Tchaschniguir-Ousta II, (11.) p. ¹ 784. c. 2. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2.

Tchatri II. (n.) p. 937. c. 1. n. 1. Tché-hoang-ti II. (il.) p. 1209. ::c: 1, n. °°. Tchélébi II. (II.) p. 784. c. 2. n. ††. Tcherkask ou Tsherkask Lp. . 421. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 420. c. 1. — (vieux) II. (11.) p. 1298. c. 1. n. *. — (nouveau), ibid. c. 2. Tcherkessie ou Tcherkassie voy. Circassic. Tchin voyez Sin. Tehing II, (n.) p. 1209. c. 1. cent. de la n. **. de la p. 1205. c. 1. Tchong-Ki II. (u.) p. 1206. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1. — Koué II. (il.) p. 1207. c. 2. n. †. — Yong II. (II.) p. 1217. c. 1. cont. . de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Tchooktsoï dchourgan II. (11.) p. 1233, c. 2, n. 4. Tchoutries voy. Tchatri. Tehun-Sieou II. (n.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213, c. 1. Tchun-Tsieou II. (II.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213, c. 1. Tebris voyez Tauris. Tekalifi-Ourfiyé II. (II,) p. 120. c. 1. n. 1. p. 962. c. 2. n. *. Tekfour ou Tékiour I. p. 526. c. 2. n. 3. Telamon II. (1.) p. 127. c. 1, n. 1, b. Tellier (Michel de) II. (II.) p. 85. c. 2. n. †††. — (François Michel le) Marquis de Louvois, v. Louvois. Temamen Roussièlerin II. (11.) p. 1304. c. 1. n. 1. Temernikoff II. (11.) p. 1297. c. 1, Témoins I. p. 504. c. 1. n. 1. Temporal Lords v. Lords. Tems (gros) II. (II.) p. 491. c. 2. n. 1. Tensin II. (II.) p. 847, c. 2. n. ***. Tenue de Livres en Partie double . II. (п.) p. 759. c. 1. n. •. — en

Partie simple, ibid.

Tèrdjuman I, p. 524. c. 2. n. 4. H. (n) p. 505. c. 2. n. 6. Terme II. (il.) p. 181. c. 2. n. ***. - fatal I, p. 223, c. 2, n. 10. de huit Jours voy. Jours. — marin II. (u.) p. 181. c. 2. n. ***. Terminer (Différence entre terminer et annuler un Traité) H. (11.) p. 1359. c. 1. n. 2. Terre sainte (Mission de) II. (11.) p. 963. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 957, c. 1. Terres décimales (en Turquie) II. (11.) p. 962. e. 2. n. *. — tributaires (en Turquie), ibid. Tersand I. p. 283. c. 1. n. 1. — Emini, ibid. Ter Veere II. (n.) p. 939. c. 2. n. 3. Teschen II. (II.) p. 1343. c. 1. n. 1. Testé II. (n.) p. 121. c. 1. n. . Tetamachir-Ousta II. (u.) p. 784. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Tetaoun ou Tetawan ou Tetouan II. (II.) p. 74, c. 2, n. 4. Tetay on Tzer II. (II.) p. 1148. c. 1. cent. de la n. ***. de la p. 1147. c. 2. Tète II. (II.) p. 703, c. 2. n. 4. Teoki I. p. Lui. c. 2. n. ††††. Tevkiji I. p. Liv. c. 1, cont. de la n. ††††. de la p. Liu. c, 2. Texas II. (II.) p. 1582. c. 1. n. 1. Tezkéré II. (n.) p. 309. c. 1. n. *. Thai-thsing II. (II.) p. 1233. c. 2. n. 1. Thalmud II. (1.) p. 196. c. 1. n. °. Thomas-Kouly-Khan II. (II.) p. 637. c. 1. n. **. — Schah Thamas II II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 5. Thase II. (II.) p. 183. c. 1. n. *. Thasiens, ibid. Thossos ou Thossus, ibid. Thé en Briques II. (II.) p. 1246. c. 2. n. 5. — saturno, ibidem. Théalde Visconti II. (n.) p. 1034. c. 1. contin. de la n. . de la p. 1031. c. 1.

Thèbes: (Duché de) II. (1.) p. 262. c. 1. n. *. — (Sires de) v. Sires. Thédalde (Marquis) II. (11.) p. 1448. c. 1. n. . Theekuchen II. (11.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246. e. 2. Theifs (Tiszo — Tibiseus) l. p. 508. c. 1. n. 2. II. (II.) p. 1422. c. 2. n. 5. Théobold (Palais de Saint) II. (11.) p. 785. c. 2. n. †. Théodosie (Caffa ou Féadosie) voy. Caffa et Féodosie. Thérapeutique II. (11.) p. 1614. c. 2. n. ••. Thérapeutiste, ibid. Thérapia II. (II.) p. 1264. c. 1. n. 1. Thermal I. p. 253. c. 2. n. 1. Thermes, ibid. c. 1. Thessalie (Royaume de) II. (1.) p. 22. c. 2. n. 3. Thévenot (Melchisedeck) II. (H.) p. 1217. c. 1. n. °°. p. 4692. c. 1. n. °. Thévet (André) II. (II.) p. 475. c. 2. Thian-Tseou II. (II.) p. 621. c. 1. \ n. *. Thibaud voy. Théalde. Thiodkonung I. p. 377. c. 1. n. 1. Thegroul-Beg II. (II.) p. 959, c. 2. Thomas (Saint) II. (11.) p. 554. c. 2. n. 3. Thomé (San), ibid. Thorleif, surnommé Spak, I. p. 355. c. 2. n. 1. Theine II. (II.) p. 1208. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1207. c. 2. Thulemeyer (Baron de) II. (II.) p. 1361. c. 2. n. *. Tiare II. (t.) p. 319. c. 1. n. 1. Tiegenhof II. (II.) p. 1184. c. 1. n. Tien-kia II. (11.) p. 1207. c. 2. n. †. Tierce-Opposition I.p. 212. c. 1, n. 5.

Tiers-opposant, ibid. - Ordre de St. François voy. Ordre. Tiessin voy. Teschen. Tiflis II. (11.) p. 96. c. 2. n. 6. Tillac I. p. xIII. c. 2. n. 7. Timkowski (G. F.) II. (11.) p. 1248. c. 1. n. .. Timour voyez Tamerlan. Tippou-Sûheb II, (11.) p. 652. c. 1. n. .. Tireur II. (11.) p. 798. c. 2. n. 3. Tis IL (n.) p. 1201, c. 2, cont. de la n. *. de la p. 1200. c. 1. Titre (et Titres) des Etats-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas II. (II.) p. 971. c. 1. n. *. des Etats de Hollande, ibid. c. 2. - d'Or et d'Argent II. (1.) p. 197. c. 1. n. . — que le Pape donne aux Souverains catholiques II. (II.) p. 425. c. 1. n. **. — que les diverses Puissances donnent au Sultan ou Grand-Seigneur II. (1.) p. 211. c. 1. n. 1. — religieux de quelques Souverains II. (IL) p. 424. c. 2. n. 3. — de Roi d'Espagne conservé par l'Empereur Charles VI en vertu du Traité de Vienne, du 30 Avril 1725, II. (II.) p. 1387. c. 1. n. 6. — conservés par le Roi d'Espagne Philippe V, en vertu du Traité de Vienne, du 30 Avril 1725, ibid: — que les Souverains ottomans donnent aux autres Souverains I. p. 526, c. 2, n. 3. Titulaire II. (1.) p. 309. c. 1. n. 1. Tocsin II. (II.) p. 1243. c. 1. n. ". Toile écrue II. (H.) p. 315. c. 1. n. †. Toise II. (II.) p. 1240. c. 2. n. 2. — carrée II. (11.) p. 1241..c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 1240. c. 2. courante, ibid. — cube, ibid. de Roi, ibid. Toison d'or I. p. 457. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Tomain en Toman II, (II.) p. 95, c. 1. n. 2. Tombo Ц. (и.) p. 533. c. 1. n. ... Tondja. II. (II.) p. 1329. c. 1, n. 7, Tonga II. (u.) p. 1554. c. 2. v. ***, - (Archipel de) v. Archipel. -Tabou II. (11.) p. 1554. c. 2. n. ***. Tonnage I. p. 382. c. 1. n. 2. II. · (n.) p. 536. c. 1. n. 5. Tonne II. (II.) p. 547. c. 1, n. *. d'Or II. (u.) p. 768. c. 1. n. † † † Tonneau I. p. 382. c. 1. n. 2. Tontouillah II. (11.) p. 1554. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1. Topdji II. (II.) p. 127. c. 1. n. 2. a. — Backi, ibidem. Tordjemann v. Tërdjuman. Torghud II. (1.) p. 280, c, 2, n. 6, Torghudzcka Beg, ibidem. . Tormentum mojus II. (u.) p. 178. e. 2. n. ***. Tornea II. (14.) p. 1165. c. 1. n. 1. Torok voy.Situd: 👉 🧓 Torre (della) II. (II.) p. 1448. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. — do Tombo II. (н.).р. 533. с. 1. cont. de la n. 2, de la p. 532, c. 1. Torres o Logodoro! (Juges de) A Company of the Company voy. Juges. Torrian i II. (u.) p. 1448. c. 1. cont. de la m. 5. de la p. 1447. c. 2. Toscane I. p. 280 c. 2. n. 2. et Barbaresques II. (11.) p. 1477. ·c. 1. n. 4. — et Marce II. (11.) p. 1478. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. **1477.** c. .1. Tousge II. (1.) p. 531. n. 1. Toucher à une Ile, à un Port II: (II.) p. 445. c. 1. n. 3. Touer II. (1.) p. 531, n. 1. · · · · \ Tough I. p. 523. c. 1. n. 2. Toughra I. p. Lin. c. 2. n. †††h Toughrakesch I. p. Liv. c. 1. cont. de la n. ††††. de la p. 1811. c. 2. Towlergi goto ba dasara dokourgon H. (n.) p. 1233. c. 2. n. 3.

Toursahlouch H. (4.) p. 1554. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1553. · c. 1. Tour (de la) II. (II.) p. 1448, c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. . - de: Cordnan, voy. Corduan. - de Londres II. (IL) p. 392. c. 1. **- 12.** :00, Tourchy II. (II.) p. 94. c. 1. n. 1. Tourkmantchaï II. (u.) p. 1268. c. 1. n. 1. Tournois (Livres, Sols et Deniers) II. (II.) p. 384. c. 1. n. †. Tourville (Anne-Hilarian de Cotentin, Comte de) M. (11.) p. 87. c. 1. n. ffff. Tousiyetoukhon II. (11.) p. 1236. c. 1. n. 2. Trade-winds H. (11.) p. 1036. c. 2. ".**n. O.** 12 - 4 - 42 - 14 - 15 Traite foraine I. p. LXXXII. addit. u la р. 189. — des Nègres II. (и.) . p. 370. c. 1. n. †. — des Noirs, défendue dans les États danois, II. (m.) p. 1048. c. 1. n. ***. Traité de Bade (de 1714) II. (II.) p. 205. c. 1. n. 1. — de Barrière (de 1706) II. (II.) p. 331. c. 1. n. **. - séparé d'Eimbeck (de 1830) II. (III) p. 1346. c. 2. cont. de la a. 5. de la p. 1344, c. 1. — de Methuen (de 1703) voy. *Methuen.* — de Paris (de 1814) II. (m.) p. 17. c. 2. n. 3. — de Rastadt (de 1714) II. (II.) p. 205. c. 1. n. 1. — de Westphalie (de 1648) I. p. 463, e. 2. n. *. Traités entre la Porte attemane et la République de Venise, depuis la Conquête de Constantinople jusqu'en 1595, II. (II.) p. 1480. c. 1. Transhe II. (11.) p. 1299. 4. 1. n. 4. Transactions de la Société agricole et horticole de l'Inde II. (11.) .p. 1019. c. 1. cont. de la n. 3. de da pt. 1013. c. 1.

Tronsbordement: des Marcheitdises d'un Navire à un autre II. (i,) p. 284, c. 1, n. 1. Transit II. (II.) p. 121. c. 1. n. †. -- (Acquit de), ibid. c. 2., Translucide II. (II.) p. 1614. c. 2. n. •••. Tronslucidité, ibid. Transport II. (III.) p. 889.:c.1. n. 2. Trapézites I. p. 30. c. 1. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Trapier on Drapier I. p. 456. c. 2, n. †. Trappe (la) II. (II.) p. 469. c. 1. n. ••, Travailler ox Traveillir II. (II.) p. 115. c. 2. n. 3. Trave (Rivière) I. p. 72 c. 1. n. 1. Trêbisonde II. (1.) p. 33. c. 2. n. 4. Trentième (Impôt du) v. Dreissiget-Gebühren. Trésorier ou Trefsler I. p. 456. e. 2. n. †... Trèves commerciales I. p. 105. c. 1. Trévoux (Dictionnaire de) II. (11.) p. 356, c. 2. n. ●. Tribonien (Tribonianus) I. p. 19. c. 1. n. 3. Tribu II. (II.) p. 295. c. 1. m. 00. Tribunal de Cassation (en France) I. p. 206, c. 1, n. 2, — de la Gazarie II. (1.) p. 443. c. 2. n. 3. de Mathématiques (en Chine) II. (II.) p. 1206. c. 1. cont. de la n. ado. de la p. 1205. c. 2. — maritime (dans le Port de Kanphou en Chine) I. p. 162. c. 1. n. 3. — des Quarante (à Venise) voy. Quarante. - de la Romanie II. (1.) p. 443. c. 2. n. 3. Tribunali di Prefettura (dans le Royaume de Sardaigne) I. p. 285. c. 1. n. 2. Tribunaux d'Appel (en France) I. p. 204. c. 2. n. 2. — fédéraux (aux

: Etats:Unis de l'Amérique du Nond) 1. p. 538. c. 1. n. 1. Tribus. rusticae I. p. 353, c. 2, n. **. — urbanae, ibid. Tribut des Rois de Tunis à la Couronne de Sicile II. (1.) p. 274. c. 1. n. 1. — (prétendu) porté par les Puissances européennes en Chine II. (II.) p. 1240. c. 1. cent. de la n. 4. de la p. 1239. c. 4. Tricesima II. (11.) p. 1412. a. 1. : cont. de la n. 3. de la p. 1411. c. 2. Tricesimortus II. (11.) p. 1411. c. 2. n. 3. Tricesimotor, ibid. Triclinium II. (1.) p. 465, c. 2. n.9. Trière II. (4.) p. 183. c. 4. cont de la n. 6, de la p. 178. c. 2. Trieste I. p. 510! e. 1. n. 3. . Trimourti II.(n.)p. 1220. c. 2. n. **. Tginangla II, (1,) p. 304. c.4. n.*. Trinocria, ibidem. Trinitaires II. (14) p. 327. c. 1. Trinity House II. (u.) p. 547. c. 2. n. 6. Tripartitum Verboeczionum 🕸 Trirègne II. (i.) p. 320. n. 2. cont. de la n. 1. de la p. 319. c.: 1. . Triregna, ibid. Triregnum, ibid. Trirême II. (11.) .p.: 183...c.. 1. cont. ade la m. 6. de la p. 178, c. 2. . . : Trissid II. (II.) p. 1086, c. 2, n. 5. Triturable II. (11.) p. 359. c. 2. n. •••. Trituration, ibid. Triturer, ibid. Trockne Wechsel I. p. 431. c. 1. Trogman vey. Tèrdjuman. Trais Royaumes (les) voyez Rayaume. Tromp (Martin) II. (u.) p. 589. c. 1. n. '.

Troupes tatares II. (11.) p. 1284. c. 1. n. **. Truckement I. p. 524. c. 2; n. 4. II. (1.) p. 505. c. 2. n. 6. Tear ou Techar I. p. 526. c. 2. n. 3. Techerschi voy. Tcharchi. Techengje voy. Balkan. Tschesmé. I. p. 522, c. 2, n. *. Tschinguis-Chan ou Gengis-·con-voy. Djinghiz-Khan. Tschiptschipkan II. (11.) p. 1201. c. 2. cont de la n. . de la p. 1200. c. 1, Tschitschikar II. (u.) p. 1246. c; 2, n, 4. Teée-Szé II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. f. de la p. 1213. c. 1. Tsouchou (Chronique de) voyez Chronique. — (Chronologie de) II. (II.) p. 1217. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1. Tudela (Benjamin de) voy. Benjomin. Tum ou Tunc (Gérard) voy. Gérord. Tunis II. (II.) p. 186. c. 2. n. 2. Turban II. (II.) p. 1618. c. 2. n. 7. Turbé II. (u.) p. 786. c. 2. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Turcopole II. (1.) p. 52. c. 1. n. *. Turcopolier (grand), ibid. Turgeman voy. Tèrdjuman. Turkomun-Tischeji II. (II.) p.

Tutela II. (II.) p. 819. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 811. c. 2. Tutelle II. (II.) p. 811. c. 2. n. *. - dative, ibidem. - officieuse II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 811. c. 2. — testamentaire, ibid. Tuteur II. (11.) p. 812. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 811. c. 2. --honoraire, ibid. — onéraire, ibid. — (Pro) voy. Pro-Tuteur. — . (subrogé) vey. Subrogé. Tuteurs (en Prusse) I. p. 502. c. 2. . n. 3. Tutor II. (II.) p. 811. c. 2. n. 2. Tutoria II. (11.) p. 812. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 811. c. 2. Tutrice H. (11.) p. 812. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 811. c. 2. Tutun II. (II.) p. 476. c. 1. n. †. Type II. (II.) p. 108. c. 4. n. °. Typographie II. (u.) p. 835. c. 1. n. *. — établie à Serampour II. (u.) p. 1019. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Typographique II. (II.) p. 835. c. 1. n. . Tyran II. (11.) p. 298. c. 2. n. *. Tzar II. (II.) p. 1146. c. 2. n. **. blane II. (II.) p. 1148, c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 1147. c. 2. Tzarskoïé-célo voy. Csarko-Zélo.

U.

Ukraine I. p. 419. c. 2. n. 1. II.
(II.) p. 1290. c. 1. n. 2.

Ulfljot I. p. 355. c. 1. n. 1.

Uliarius voy. Oléron.

Ulpien (Domitius Ulpianus) I. p. 15. c. 2. n. 7.

Ultimatum II. (II.) p. 1326. c. 1. n. 5.

1268, c, 1, n, 1,

Umarà ascharath II. (1.) p. 227.
c. 1. n. . — tebelchanah, ibid. c. 2.
Umpire I. p. 328. c. 1. n. 1.
Ungarische Erbstaaten I. p. 508.
c. 1. n. 1.
Union de Calmar, voy. Calmar.
— des États-Unis de l'Amérique du Nord I. p. 539. c. 1. n. .

Uni-

Tzié II. (II.) p. 1206. c. 2. cont. de

la n. ". de la p. 1205. c. 1.

Université I. p. 509. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 508. c. 2. II. (1.) p. 159. c. 1. cont. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. p. 161. c. 1. cont. de la même note. — de Paris II. (11.) p. 810. c. 1. n. ††.

Unmündige (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. *.

Unverzagt (G. J.) II. (11.) p. 1230. n. *.

Upsal ou Upsala I. p. 370. c. 1. n. 3.

Upstad II. (11.) p. 1079. c. 1. n. 2.

Upulo II. (11.) p. 1557. c. 2. n. 4.

Uruguay II. (u.) p. 140. c. 1. n. 4. p. 201. c. 2. n. 4.

Us et Coutumes de Tyr II. (l.) p. 27. c. 1. n. 4.

Usatici I. p. 145. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1.

Uscochi ou Uskoks II. (1.) p. 515. n. 1.

Usselina (Guillaume) II.-(11.) p. 988. c. 2. n. 3.

Ussue II. (11.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 60. de la p. 1228. c. 2.

Ustodium II. (11.) p. 1100. c. 2. n. 7.

Usufruit I. p. 279. c. 2. n. 3.

Uti possidetis II. (11.) p. 1484. c. 1. n. *.

V.

Vaandels II. (IL) p. 746. c. 1. n. *. Vaichies II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Vair II. (1.) p. 249, c. 2, n. 1. — (gros), ibid. — (menu), ibid. Vaisseau amiral II. (II.) p. 860. c. 1. n. **. — d'Or I. p. 457. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Val di Demona I. p. 294. c. 1. n. 1. — di Mazzara, ibid. — di Noto, ibidem. Valachie II. (L) p. 44. c. 2. n. ... Valaques, ibid. c. 1. Valentinois (Duché de) II. (11.) p. 303. c. 2. n. 1. Valentyn (François) II. (II.) p. 1692. c. 1. n. †. Validé II. (II.) p. 784. c. 1. n. °. — Sultane II. (II.) p. 784, c. 2, n. ††. Valkenier (Adrien) II. (II.) p. 747. c. 1. n. **. Vallées I. p. 294, c. 1, n. 1. Valli, ibid. Vallons, ibid. Valve II. (11.) p. 742. c. 1. n. °. Vanikoro II. (11.) p. 1555. c. 1. n. °°°. Varea (a) II, (i.) p. 531, n. 2. III.

Varech (Droit de) voyez Droit. et l. p. 267. c. 1. n. 2. Variétés I. p. 24, c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 23. c. 2. Vasal ou Vassal I. p. 493, c. 1. n. 2, Vassaux et Sujets prussiens, accrédités par des Cours étrangères I. p. 493. c. 2. n. 3. Vassiers voy. Vaichies. Vautorte II. (II.) p. 950. c. 2. n. ••. Vayes de Boutigny I. p. 267. c. 2. Veda II. (n.) p. 1220. c. 2. n. ... Vedette II. (II.) p. 1241. c. 2. n. 3. Veere II. (ii.) p. 939. c. 2. n. 3. Veherie II. (i.) p. 174. c. 2. n. **. Vehier, ibid. Veit (St.) am Flaum II. (II.) p. 1435. c. 1. n. °°. Vekil I, p. 525, c. 2, n. 2, — Khardji II. (ii.) p. 1094, c. 2, n. ***. Vekili-Saltanet II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. Vellon I. p. 299, c. 1, n. 1. Vellovèse II. (11.) p. 1447. c. 2. n. 5. Venects I. p. 267. c. 1. n. 3. 114

Vénèdes (Royanme des) v. Ro-yaume. Venedik-Boghazy II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Venezuela II. (II.) p. 30, c. 1, n. 4. Venise II. (u.) p. 203. c. 1. n. 4. Vent-arrière II. (II.) p. 181. c. 1. n. ". — en Poupe, ibid. Venthe-Waaren II. (1.) p. 354. c. 2. n. 1. Vèpres siciliennes II. (1.) p. 154. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 163. c. 1. Verboeczi (Etienne) I. p. 511. c. 2. Verden (Évêché de) II. (11.) p. 846. c. 1. n. 1. Verein (hannöversche) de 1834, II. (II.) p. 1357. c. 2. n. *. **. Vergaadering des Huwelyks en kleine Zaaken II. (II.) p. 747. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Verge (Huissier à) II. (1.) p. 544, n. 1. Vergue II. (II.) p. 178. c. 1. n. *. Verguer voy. Verge. Verguero II. (1.) p. 544. n. 1. Veros voy. Vair. Verschok voy. Verste. Version alexandrine de l'Écriture Sainte II. (II.) p. 295. c. 1. n. †. Verso I. p. 108. c. 1. n. 3. Verste II. (II.) p. 486. c. 1. n. *. Vestimenta II. (n.) p. 1264. c. 2. n. 1. Vetulus de Monte voy. Vieux. Vexelstadga I. p. 361. c. 1. n. 2. Vézir I. p. 525. c. 1. n. 2. p. LIII. c. 2. n. †††. II. (11.) p. 793. c. 2 n. 1. — de l'Aisselle II. (n.) p. 793. c. 2. n. 1. — Azam I. p. 525. c. 2. n. 2. II. (11.) p. 793. c. 2. n. 1. — (Grand) voy. Grand. et II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. Via Juris II. (11.) p. 1106, c. 1, n. 1. Viae Curator II. (1.) p. 434. c. 2. n. 4.

c. 2. n.-4. Vice-versa II. (n.) p. 306. c. 1. n. 1. p. 1443. c. 1. n. 2. *Vicence* (Nicolas de) II. (11.) p. 1034. c, 2. contin, de la n. . de la p. ·1031, c. 1. Vichnou II. (11.) p. 1220. c. 2. n. ". Victorienne (Période) voy. Période. Victorius II. (II.) p. 1218. c. 1. n. °. Victuaille II. (u.) p. 114, c. 1, n. 3. Victualien Brüder I. p. 146. c. 2. n. 2. Vidame II. (1.) p. 174. c. 1. n. *. de Venise à Aquilée II. (1.) p. 471. c. 1. n. 1. Vidamé II. (1.) p. 174. c. 1. n. *. *Vidamesse*, ibid. *Vidameté*, ibid. Vidamie, ibid. Vidamnat, ibid. Vidaure (Thérèse) II. (1.) p. 226. c. 2. n. 4. Vide-licet II. (II.) p. 1609. c. 1, n. 1. Viennoise II. (1.) p. 168. c. 1. cont. de la n. 3 de la p. 167. c. 2. Vieux (Veil ou Vieil) de la Montagne II. (II.) p. 1031. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Viguerie II. (1.) p. 174. c. 2. n. **. Viguier, ibid. Vilenie II. (II.) p. 924. c. 1. n. 1. Villes d'Étape voy. Etape. — en Angleterre, ibid. — Villes immédiates II. (n.) p. 1103. c. 1. n. †. — libres et impériales I. p. 132. c. 2. n. 4. II. (11.) p. 1103. c. 1. n. †. — libres royales (en Hongrie) I. p. 508. c. 1. n. 4. — municipales II. (u.) p. 1103. c. 1. n. †. — de Refuge II. (II.) p. 294. c. 2. n. 1. — tavernicales (en Hongrie) I. p. 508. c. 1. n. 4. — taxées (en Hongrie) I. p. 509. c. 2. n. 1. Villicus II. (1.) p. 507. c. 1. n. 1.

Viatious apparatus II. (II.) p. 445.

Vinnen ou Vinnius (Arnold) I. p. 312. c. 1. n. 3. Vio curus II. (1.) p. 431, c. 2, n. 4. Virement de Parties II. (11.) p. 755. c. 1. n. •. Virgarius II. (1.) p. 544. n. 1. Virgifer II. (1.) p. 490. c. 1. n. 3. Viridomar II. (u.) p. 1448. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. Visconti (Hugues Bassi de) I. p. 290. c. 1. n. 2. — (les) II. (II.) p. 1448. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. — (Théalde ou Thibaud) voy. Théalde. Visdomini I. p. 165. c. 2. n. 2. Visigoths (Langue des) I. p. 25. c. 2. n. 6. Vistule 1. p. 447. c. 2. n. 2. Vitaliens (Frères) voy. Frères. Viz voy. Vide-licet. Vled II. (11.) p. 722. c. 1. n. . —

de Nun voyez Cap.

Vocaux I. p. 195, n. 1.

c. 2. n. 8.

L.

r.l

_0

L

į.

الم

, 1

11

o No

11

Voies de Droit I. p. 239. c. 1. n. 2.

— de Fait, ibid. II. (II.) p. 536.

Voile latine II. (II.) p. 180. c. 1. n. †††. Voire II. (n.) p. 938. c. 2. n. 2. Voisinance II. (II.) p. 178. c. 1. n. 4, Voïvodat on Voyvodat II. (11.) p. 1145. c. 1. n. 1. Voïvode ou Voyvode I. p. Lill. c. 2. n. †††. II. (i.) p. 44. c. 1. n. **. II. (IL.) p. 127. c. 1. n. 2. b. p. 1145. c. 1. n. 1. Voïvadlik ou Voyvodlik I. p. LIII. c. 2. n. †††. Voix consultative II. (II.) p. 744. c. 2. n. . délibérative, ibid. c. 1, Volga II. (1.) p. 102. c. 1. n. 1. Vordingborg II. (11.) p. 1098. c. 2. Voulgares voy. Bulgares. Voyage de long Cours II. (II.) p. 190. c. 2. n. 2. — d'Outre-Mer II. (r.) p. 241. c. 2. n. 3. Vraicq 1. p. 267. c. 1. n. 2. Vry Borghers II. (n.) p. 746. c. 1. n. . - Lieden, ibid. Vulgate II. (n.) p. 295. c. 1. n. *. Vulgo II. (u.) p. 1105. c. 1. n. 1.

W.

Waag II. (II.) p. 1409. c. 2. n. 1.
Wacken (N.) II. (II.) p. 1412. c. 2.
n. **.
Wadium I. p. 414. c. 1. n. 1.
Wüst-Götha-Lagh-Book I. p. 369.
c. 1. n. 4.
Wagriens (les) I. p. 122. c. 1. cont.
de la n. 1. de la p. 121. c. 2.
Waibling (Maison) I. p. 121. c. 1.
cont. de la n. 2. de la p. 120. c. 1.
Waidelottes (les) I. p. 449. c. 2.
n. *.
Waigatz (Détroit de) II. (II.) p.
735. c. 2. n. **.
Waikato (Havre de) II. (II.) p. 1558.
c. 2. n. 1.
Wali I. p. 520. c. 1. n. 1.

Walpole (Robert) Comte d'Oxford II. (II.) p. 390. c. 1. n. °. Wangaroa (Port de) II. (II.) p. 1558. c. 2. n. 1. Warberg ou Wardberg II. (II.) p. 1074. c. 1. n. . Warègues (les) II. (II.) p. 1284. c. 2. n. 3. Warna-Sancra II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Wassenah II. (11.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 99. de la p. 1228. c. 2. Water Recht (Hogeste) tho Wisby I. p. 375. c. 2. n. 3. Wechselordnung I, p. 31, c. 1. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. 114 *

Wechselrecht I. p. 30. c. 2. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Wedde voy. Wette. Weichbild I. p. 421. c. 2. n. 1. a. Weichbildieum Magdeburgense, ibidem. Weichsel I. p. 447. c. 2. n. 2. Welikie-Louki II. (II.) p. 486. c. 1. n. 2. Wellesley (Richard Colley-Wellesley, Marquis) II. (II.) p. 654. c. 1. n. **. Wendes voy. Vénèdes. Werbentz I. p. 511. c. 2. n. 2. Wesley (John) II. (11.) p. 808, c. 2. cont. de la n. °. de la p. 807. c. 1. Westminster (Abbaye) II. (II.) p. 733. c. 2. n. 3. — (District de), ibid. et n. †. — *Hall* II. (11.) p. 734. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 733. c. 2. — (Palais de) II. (11.) p. 733. c. 2. n. 3. Wette ou Gewette I. p. 414. c. 1. n. 1. — (vorbürte), ibid. Wette Herren, ibid. c. 2. Wettgericht, ibid. c. 1. Wetthoftig, ibid. Wettordnung, ibid. Whitefield (George) II. (II.) p. 808. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 807. c. 1. Whitehall (Palais de) II. (II.) p. 534. c. 1. n. 4. Wickléfites I. p. 457. c. 2. cont.

Wickliff (Jean) I, p. 457. c. 1, n. *. Widah II. (II.) p. 1228. c. 2. n. ••. Wiedervergeltungs-Recht I. p. 492, c. 1. n. 1. Wilkinga Saga voy. Saga. Willkühren I. p. 413. c. 1. n. 1. Willoughby (Hugues) II. (1.) p. 389. c. 2. n. 2. Windsor II. (II.) p. 729. c. 1, n. 3. Winton II. (II.) p. 840. c. 2. n. **. Wisby (Wisboe, Wisbuy, Wisbia, Wisburgum, Vispia) l. p. 66. c. 1, n. 5. p. 373. c. 1. n. 1. — Stadt-Lag på Gotland I. p. 67. c. 1. n. 1. Withing I. p. 454. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Withingat, ibid. Withingie, ibid. Wittenagemote I, p. 317. c. 1. Witzlaus I. p. 487. c. 1. n. 2. Woahou II. (11.) p. 835. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 834. c. 1. Wochenmärkte I. p. LXXXV. addition à la p. 501. Worbewez voy. Werbentz. Writ of error I, p. 320, c. 1, n, 1, — of execution I. p. 322. c. 2. n. 1. — of false Judgement I. p. 320. c. 2. n. 1. Wyfs (Albert de) II. (11.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409.

Y.

c. 2,

Yacht II. (II.) p. 980. c. 1. n. **.

Yao II. (II.) p. 1205. c. 1. n. **. et n. †. p. 1209. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1207. c. 2.

Yar-Hissar II. (II.) p. 781. c. 1. n. ***.

Yassak-Kouli II. (II.) p. 1131. c. 2. n. 6.

de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Yassaktchi II. (II.) p. 1132. c. 1. n. 2.

Yenitcheri-Aghassi II. (II.) p. 1315. c. 1. n. 1.

Yéou-vang II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1.

Yerkoeki II. (II.) p. 1444. c. 1. n. 3.

Yesonkaï II. (I.) p. 35. c. 1. n. †.

Yngiald 1, p. 387, c. 2, n, 8, Ynglinga-Saga voy. Saga. Ynglingiens I. p. 387. c. 2. n. 8. Yol-bouyourouldougou II.(II.) p. 1460. c. 1. n. 1. Yorguis II. (II.) p. 1182. c. 2. n. 5. Yorke (Chevalier) II. (II.) p. 762. c. 2. n. **.

Young-Tching II. (11.) p. 1231. c. 2. n. 3. Υπατετα Ι. p. 5. c. 1. n. 3. ⁶Υχατος, ibidem. II. (ι.) p. 12. c. 1. n. 3. Ystadt II. (ir.) p. 1100, c. 2. n. 7. Yu-Ta II. (II.) p. 1209. c. 1. n. °.

Z.

Zaccaria (Benedetto) II. (1.) p. 107. c. 2. n. ·. Zago ou Zagou II. (1.) p. 469. c. 2. n. 6. **Zanchani** (André) II. (II.) p. 1480. c. 2. n. 1. Zanguebar II. (II.) p. 1551. c. 2. Zanzale (Jacobus) v. Baradai. Zarab-Khané-Emini I. p. LXXXVIII. addition à la p. 517. Zarsko é-Sélo voyez Czarko-Zėlo. Zecchini (de Venise) II. (1.) p. 20. c. 1. n. 2. Zeehaan II. (II.) p. 1687. c. 2. n. †††. — (Baie du) II. (11.) p. 1691. addition à la p. 1558. Zéelande II. (II.) p. 1558, c. 1, n. 1. Zégris II. (1.) p. 292. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 291. c. 1. Zeïdeva II. (II.) p. 1408. c. 1. n. *. Zeiller (Fr. Aloïse de) 1. p. 511. c. 1. n. 1. Zeiri II. (1.) p. 271. c. 1. n. 2. Zemichia ou Zunichia II. (1.) p. 474. c. 2. n. 2. p. 478. c. 2. n. 1. Zend II. (II.) p. 1227. c. 2. n. •. Zend-avesta II. (II.) p. 1228. c. 2. Zwinglianisme, ibid. c. 2.

cont. de la n. 4. de la p. 1227. c. 1. Zendjan II. (11.) p. 97. c. 1. n. 1. Zeng voy. Segna. Zénith II. (11.) p. 1688. c. 1. n. ●. Zerbi (Dscherbe, Gerba, Gerbe, Gerbi, Zerba) II. (1.) p. 277, c. 1. Zerwan II. (II.) p. 1227, c. 1. n. . Ziegelthee II. (II.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246, c. 2. Zimmy I. p. 518, c. 2, n. 6, Zinghan voy, Zendjan, Zinsgut I. p. 500, c. 1, n. 1, Zinut II. (11.) p. 1291. c. 2. n. *. Ziska (Jean) I. p. 457. c. 2. n. ". Zoara II. (II.) p. 1176. c. 2. n. 3. Zoccolanti II. (1.) p. 146. c. 2. n. 5. Zodiaque II. (II.) p. 1206, c. 2. n. †††. Zoologie II. (II.) p. 810. c. 1. n. °. Zoroastre II. (II.) p. 1227. c. 1. n. •. et p. 1228. c. 2. cont. de la même note, Zurawna ou Zurawno II. (11.) p. 1289. c. 2. n. 6. Zurow, ibid. Zuyderzée I. p. 64. c. 1. n. 1. Zwing li (Ulrich) I. p. 466. c. 1, n.*

A Bealin,
DE L'IMPRIMERIE DE TROWITZSCH & FILS.

ERRATA.

(On a relevé dans l'Errata quelques-unes seulement, des erreurs les plus graves. Quant aux fautes de penctuation, on a cru inutile de les signaler.)

TOME I. (Supplément.)

- Page V. (Préface) ligne 4. d'en bas, au lieu de J. H. Meisseler lisez J. G. Misler.
 - 70. ligne 12. au lieu de pont lisez pour.
 - 71. ligne 16. au lieu de de concevoir lisez à concevoir.

 ou lieu de d'expliquer lisez à expliquer.
 - 77. ligne 19. au lieu de leger lisez léger.
 - 95. ligne 13. au lieu de jusque presque à la fin lisez jusqu'au dernier presque.
 - 97. ligne 10. au lieu de intitulé lisez intitulée.
 - 112. ligne 7. d'en bas, au lieu de Pedrozono lisez Jean Baptiste Pedrezzono.
 - ligne 5. d'en bas, au lieu de Zarmora lisez Zornoza.
 - ligne 3. d'en bas, au lieu de Padoano lisez Jean Padoano.
 - 113. ligne 6. d'en bas, *au lieu de* reservant *lisez* réservant, chaquefois que le même mot se présente.

note 1. col. 1. ligne 7. d'en bas, au lieu de separées lisez séparées.

- 125. au lieu de Sect. IX. lisez Sect. XI.
- 139. ligne 17. au lieu de dût lisez dut.
- 144. ligne 15. au lieu de plaignait lisez plaignit. ligne 16. au lieu de proposait lisez proposa.
 - 145. note, col: 2. ligne 15. d'en bas, au lieu de resere lisez résère.
- 156. note, col. 1. ligne 15. d'en bas, au lieu de legers lisez légers.
- 160. ligne 7. d'en bas, au lieu de repandu lisez répandu.
- 161. ligne 3. au lieu de l'avidite lisez l'avidité.
- 175. ligne 14. d'en bas, au lieu de commerciale lisez commercial.
- 223. note 10. col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de esperer lisez espérer.
- 224. ligne 18. au lieu de rélatif lisez relatif.
- 240. note *. col. 1. ligne 22. au lieu de d'une lisez d'une.
- 259. ligne 8. d'en bas, au lieu de mésures lisez mesures.
- 265. ligne 9. d'en bas, au lieu de Paréres lisez Parères, chaque fois que le même mot se présente.

Page 270. ligne 17. au lieu de démandeur lisez demandeur.

- 290. ligne 2. d'en bas, au lieu de revoquées lisez révoquées.
- 300. ligne 1. au lieu de reforme lisez réforme.
- 308. ligne 12. d'en bas, ou lieu de répousser lisez repousser.
 - 314, note 1. col. 1. ligne 5, au lieu de reparer lisez réparer.
 - 319, ligne 5, au lieu de réfusée lisez refusée.
 - 367. note, col. 1. ligne 9. au lieu de survecut lisez survécut.
 - 394. note 3. col. 1. ligne 5. au lieu de beurres lisez beurre.
 - 398, note 7, col, 2, ligne 3, au lieu de Khersonèse lisez Chersonèse.
 - 400. ligne 7. d'en bas, ou lieu de réglementaires lisez réglémentaires.
 - 408, note 1, col. 1, ligne 9, au lieu de incorpores lisez incorporés.
 - 440. ligne 2. d'en bas, au lieu de eclairée lisez éclairée.
 - 443. ligne 8. au lieu de reformée lisez réformée, chaque fois que le même mot se présente.
 - 448. note, col. 1. ligne 2. d'en bas au lieu de le Wartha lisez la Wartha.
 - 459. note, col. 2. ligne 26. au lieu de hesité lisez hésité.
 - 460. note, col. 2. ligne 19. au lieu de deçu lisez déçu.
 - 461. note, col. 2. ligne 14. au lieu de reformateur lisez réformateur.
 - 463. note *. col. 1. ligne 11. d'en bas, ou lieu de p. 169 176. lisez p. 796 833.
 - 465. note, col. 1. ligne 20. au lieu de reserves lisez réserves, chaque fois que le même mot se présente.
 - note, col. 1. ligne 33. au lieu de Archévêques lisez Archevêques, chaque fois que le même mot se présente.
 - 466. note, col. 2. ligne 23. au lieu de posséde lisez possédé.
 - XIII. (Appendice) note 9. col. 2. ligne 5. d'en bas, ou lieu de Équippement lisez Équipement.
- LXXIX. (Addenda) ligne 11. ou lieu de Plaidorie lisez Plaidoirie. (Errata) p. 38. ligne 18. ou lieu de Appendice du T. II. lisez T. II. Partie I. Appendice No. III. p. 502.
 - ou lieu de p. 70. lisez p. 71.
 - au lieu de p. 324. ligne 7. lisez p. 325. ligne 7.
 - au lieu de p. 452. lisez p. 454.
 - au lieu de p. 527. ligne 12. lisez p. 527. ligne 12. d'en bas.

TOME II.

PARTIE I. (Supplément.)

Page 8. note 2. ligne 3. au lieu de Havan lisez Awani.

- 12. ligne 7. ou lieu de habilité lisez habileté, chaque fois que le même mot se présente.

ligne 13. ou lieu de tels lisez telles.

ligne 23. au lieu de leur lisez leurs.

- Page 30. ligne 7. au lieu de pélérin lisez pèlerin, chaque sois que le même mot se présente.
 - 31. note, col. 2. ligne 3. au lieu de expressement lisez expressément.
 - 44. note ". col. 1. ligne 14. au lieu de des lors lisez dès-lors.
 - 55. note, col. 2. ligne 11. d'en bas, au lieu de seduits lisez séduits.
 - ` 58. note, col. 1. ligne 18. au lieu de fut lisez fût. note, col. 2. ligne 10. d'en bas, au lieu de répoussée lisez repoussée.
 - 89. ligne 1. d'en bas, au lieu de Barout lisez Bairut.
 - 113. ligne 17. au lieu de Emir lisez Emirs.
 - 123. note 3. col. 1. ligne 2. d'en bas, au lieu de retribution lisez rétribution.
 - 126. note *. col. 2. ligne 11. ou lieu de separèrent lisez séparèrent.
 - 140. ligne 5 d'en bas, au lieu de retracter lisez rétracter.
 - 145. ligne 3. au lieu de Baile lisez Bayle, chaque fois que le même mot se présente.
 - 180. ligne 1. d'en bas, au lieu de consequence lisez conséquence. ligne 5. d'en haut, au lieu de reservé lisez réservés:
 - 243. ligne 12. d'en bas, au lieu de menageant lisez ménageant.
 - 245. note, col. 1. ligne 10. au lieu de Législation lisez Légation. note, col. 1. ligne 25. au lieu de dangéreuses lisez dangereuses.
 - 274. ligne 13. d'en bas, au lieu de fut lisez fût.
 - 293. note, col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de laissé lisez laissée.
 - 350. note 1. col. 1. ligne 5. au lieu de siècle lisez siècles.
 - 371, ligne 12. au lieu de réfusa lisez refusa. ligne 11. d'en bas au lieu de décreta lisez décréta.
 - 386. ligne 8. d'en bas, ou lieu de L'année d'après lisez L'année suivante.
 - 395, ligne 12. d'en bas, au lieu de magasins lisez magistrats.
 - 404. ligne 3. d'en bas, au lieu de connu lisez connue.
 - 405. ligne 7. d'en bas, au lieu de Sect. II. lisez Sect. III.
 - 419. ligne 19. au lieu de menagements lisez ménagements. ligne 20. au lieu de usait lisez usaient.
 - 423. ligne 4. d'en bas, au lieu de desquelles lisez desquels.
 - 431. ligne 9. d'en bas, au lieu de reservant lisez réservant.
 - 432. note 6. col. 2. ligne 1. d'en bas, au lieu de la lisez le.
 - 438. ligne 3. d'en bas, au lieu de réfusait lisez refusait.
 - 449. ligne 7. d'en bas, dans le Titre marginal au lieu de à Tripoli lisez à Tripoli de Syrie
 - 491. ligne 13. d'en bas, placez au bout de la ligne la division qui est omise.
 - ligne 15. d'en bas, placez au bout de la ligne la division qui est omise.
- (Errata) au lieu de p. 149. lisez p. 148.
 au lieu de p. 340. lisez p. 341.

TOME II. PARTIE II.

- Page 5. note, col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de soyent en lisez soyent remis en.
 - 7. note 6. col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de l'Ambasadeur lisez l'Ambassadeur.
 - 11. note 4. col. 2. ligne 1. au lieu de p. 343. lisez p. 443.
 - 12. note †. col. 2. ligne 2. d'en bas ou lieu de françacis lisez français.
 - 19. ligne 2. d'en bas, ou lieu de Belgique lisez Belge.
 - 26. ligne 13. au lieu de signe lisez signé.
 - . 27. note, col. 2. ligne 5. au lieu de Steek lisez Steck.
 - 30. ligne 7. au lieu de régle lisez règle, chaque fois que le même mot se présente.
 - note 4. col. 1. ligne 4. au lieu de Capitainerie-général lisez Capitainerie-générale.
 - 32. note, col. 1. ligne 3. au lieu de. Négociants lisez Négociations. note, col. 1. ligne 5. au lieu de Gastelins lisez Gastelius. note 5. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de T. TI. lisez T. I.
 - 36. ligne 11. d'en bas, au lieu d'éxecution lisez exécution.
 - 39. ligne 2. au lieu de XXX. lisez XXXIII.
 - 41. note, col. 1. ligne 3. au lieu de l'extrème onction lisez l'extrêmeonction.
 - note, col. 1. ligne 14. au lieu de attaché lisez attachée.
 - note ***†. col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de Ecclesiastiques lisez Ecclésiastiques.
 - 43. note, col. 1. ligne 7. et 8. d'en bas, au lieu de II y en a encore une autre sous lisez II y a encore une autre Édition sous.
 - 53. ligne 17. au lieu de Procédurcs lisez Procédures.
 - 66c. ligne 13. au lieu de ce que soit lisez que ce soit.
 - 67. note 1. col. 1. ligne 5. au lieu de Chalmer lisez Chalmers.
 - 72. note 2. col. 1. ligne 1. au lieu de Cordouan lisez Corduan.
 - 78. ligne 3. d'en bas, au lieu de Mecklenbourg-Schwerin lisez Mecklenbourg-Schwerin, chaque fois que les mêmes mots se présentent.
 - note 1. col. 1. ligne 5. au lieu de 18 Ramazan lisez 30 Ramazan.
 - 79. ligne 1. au lieu de (né 15 Mai 1683, décédé 30 Mai 1756) lisez (né le 1 Septembre 1623, décédé le 21 Juin 1692).
 - 87. note ††††. col. 2. ligne 9. au lieu de baton lisez bâton.
 - 88. note ††. col. 2. ligne 1. et 2. au lieu de Ba-neok lis. Ban-cok.
 - 94. ligne 24. au lieu de des lisez de.
- 100. ligne 18. au lieu de décédé lisez décède.
- 102. ligne 13. au lieu de Suléyman II. lisez Suléyman I. ligne 19. au lieu de Louis XIII, en 1604 lisez sous le règne de Henri IV en 1609.

- Page 111. note 1. eol. 1. supprimez tout ce qui est dit après la Citation du Recueil de Mr. d'Houterive et de Cussy, et lisez:

 Le Texte de ce Traité, auquel Mr. de Hammer (Geschichte T. IX. p. 290. No. 190.) donne la date de 1596, en se référant au Mémoire du Sr. de la Croix, Paris 1684. I. p. 259., n'est rapporté dans aucun Recueil. Mr. de Flassan, dans son Hist. de la Diplomatie, T. I. et II. ne fait mention que du Traité de 1581: il passe sous silence ceux de 1569 et de 1597.
 - 112. ligne 14. au lieu de conservera lisez conservera.
 - 126. note *. col. 2. ligne 2. au lieu de d'Ohssan lisez d'Ohsson.
 - 132. ligne 3. d'en bas, au lieu de trouvent lisez trouvent.
 - 139. ligne 15. d'en bas, au lieu de abolis lisez abolies.
 - 158. ligne 8. au lieu de Adolph lisez Adolphe.
 - 159, ligne 14. au lieu de accordées lisez accordés.
 - 188. note 1. col. 1. ligne 2. au lieu de quelqun lisez quelqu'un.
 - 190. ligne 4. d'en bas, au lieu de Bàtiments lisez Bâtiments.
 - 203. note 4. col. 2. ligne 11. et 12. au lieu de celui-ci lisez celle-ci.
 - 222. note, c. 1. ligne 4. au lieu de Charles IV. lisez Charles VI.
 - 224. ligne 1. d'en bas, au lieu de Naples de Romanie lisez Athènes.
 - 236. ligne 7. au lieu de Shah lisez Schah.
 - 251. ligne 6. d'en bas, au lieu de ou lisez où:
 - 260. ligne 17. au lieu de à Brême et à Lubeck lisez à Brême, Hambourg et Lubeck.
 - note 2. col. 1. ligne 1. au lieu de Le Consulat général à Hambourg etc. etc. lisez: Le Consulat général à Hambourg à été institué par Décret royal en 1835 et les Vice-Consulats à Hambourg, à Brême, et à Lubeck, en 1837, avec l'Approbation du Ministre des Affaires étrangères.
 - 264. note 6. col. 1. ligne 1. d'en bas, ou lieu de Schous lisez Schou, chaque fois que le même mot se présente.
 - · 267. ligne 3. d'en bas, *ou lieu de* authenthiques *lisez* authentiques.
 - 283. note 4. col. 1. ligne 3. au lieu de Liberte lisez Liberté.
 - 286. ligne 8. au lieu de 1699 lisez 1669. ligne 15. dans le Titre marginal au lieu de 1699 lisez 1669.
 - 296. note ††. col. 2. ligne 1. *ou lieu de* celèbre *lisez c*élèbre, chaque fois que le même mot se présente.
 - 298. note, col. 1. ligne 3. d'en bas, au lieu de Trevoux lisez Trévoux.
 - note †. col. 1. ligne 2. au lieu de Céremonies lisez Cérémonies.
 - 300. note, col. 1. ligne 15. d'en bas, au lieu de ôsé lisez osé.
 - 301. note, col. 2. ligne 6. d'en bas, au lieu de daus lisez dans.
 - 304. note, col. 2. ligne 2. au lieu de Lonis lisez Louis. ligne 3. d'en bas, au lieu de revolution lisez révolution.

- Page 306. ligne 6. au lieu de suprème lisez supreme, chaque fois que le même mot se présente.
 - 307. ligne 5. d'en bas, au lieu de 1523 lisez 1823.
 - 310. note **. col. 2. ligne 4. au lieu de Barataire lisez Bérataire, chaque sois que le même mot se présente.
 - 319. ligne 19. au lieu de Consul-géneral lisez Consulgénéral.
 - 324. ligne 2. au lieu de uu lisez un.
 - 329. ligne 1. d'en bas, au lieu de le 1 Mai à Vienne lisez le 1 Mai de la même année, à Vienne.
 - 335. note †. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de Cozp. lis. Corp.
 - 350. note 1. col. 1. ligne 1. au lieu de §. 11. lisez §. 17.
 - 351. ligne 4. au lieu de actuellèment lisez actuellement. ligne 11. au lieu de rétablies lisez rétablis. note 3. col. 1. ligne 3. au lieu de Commerce lisez Commerce.
 - 352. ligne 7. d'en bas, au lieu de Pinatas lisez Pinatar.
 - 356. note •. col. 2. ligne 7. au lieu de sons lisez sons.
 - 360. note, col. 2. ligne 4. au lieu de donnés lisez donné.
 - 361, note, col. 1. ligne 25. au lieu de d'nn lisez d'un.
 - 367. note 4. col. 1. ligne 3. au lieu de novo lisez nono.
 - 379. note, col. 2. ligne, 1. au lieu de fregates lisez frégates.
 - 391. note col. 2. ligne 16. d'en bas, *ou lieu de* Ministère *lisez* Ministère.
 - ligne 8. d'en bas, au lieu de Régistre lisez Registre, chaque fois que le même mot se présente.
 - 392. note °. col. 1. ligne 1. ou lieu de Charl s lisez Charles.
 - 394. note, col. 2. ligne 12. au lieu de trouvaient lisez trouvaient. note, col. 2. ligne 17. au lieu de arrétaient lisez arrêtaient.
 - 396. ligne 3. au lieu de Arragon lisez Aragon.
 - 397. ligne 17. au lieu de Pére lisez Père.
 - ... 398. note 2. col. 2. ligne 6. au lieu de Diccionario lisez Diccionario.
 - 413. ligne 6. *au lieu de* qu'ils seront étendus *lisez* qu'elles seront étendus.
 - 415. ligne 8. au lieu de Août lisez Août.
- 417. note 2. col. 2. ligne 3. au lieu de connaît lisez connaît.
- 423. ligne 9. d'en bas, au lieu de sont lisez sont.
- 426. note, col. 1. ligne 17. au lieu de Real lisez Réal.
- 427. note *. col. 1. ligne 5. d'en bas, au lieu de péches lisez pêchés. note ††. col. 1. ligne 3. au lieu de connaît lisez connaît. note °. col. 1. ligne 1. d'en bas, au lieu de d'une lisez d'une.
- 428. note, col. 2. ligne 8. d'en bas, au lieu de les lisez les.
- 449. note 3. col. 2. ligne 4. au lieu de T. I. p. 81. lisez T. I. p. 79.
- 458. note 6. cel. 1. au lieu de p. 231. lisez p. 234.
- 459. ligne 6. au lieu de Pélérinage lisez Pèlerinage, chaque fois que le même mot se présente.

- Page 460, note 2, col. 2, ligne 5, au lieu de Maravédis lisez Maravédis,
 - 463. note 3. col. 2. ligne 10. au lieu de fiile lisez fille.
 - 465. note, col. 2. ligne 8. d'en bas, au lieu de) lisez \bullet).
 - 474. note **. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de 5 Mai 1660 lisez 5 Mai 1600.
 - 493. ligne 13. d'en bas, au lieu de Réligion lisez Religion, chaque fois que le même mot se présente,
 - 506. ligne 14. au lieu de approuvous lisez approuvons.
 - 510. ligne 8. au lieu de toute lisez toutes.
 note 1. col. 2. ligne 5. au lieu de couteux lisez coûteux.
 - . 515. ligne 16. d'en bas, au lieu de jeste lisez jesté.
 - 521. ligne 20. au lieu de État lisez États.
 - 522. ligne 18. au lieu de Portario lisez Portaria.
 - 536. note 9. col. 2. ligne 1. d'en bas, au lieu de mêmo lisez même.
 - 537. note 10. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de T. VII. lisez T. VII. p. 194.
 - 548. note ***. col. 1. ligne 7. au lieu de l'espace lisez l'espace.
 - 552. ligne 2. *ou lieu de Mecklembourg lisez Mecklenbourg*, chaque fois que le même mot se présente.
 - 553. ligne 4. au lieu de deça lisez deçà, chaque fois que le même mot se présente.
 - 562. ligne 6. au lieu de soumis lisez soumises. ligne 13. d'en bas, au lieu de uue lisez une.
 - 568. ligne 4. d'en bas, au lieu. de fidélement lisez fidèlement.
 - 569, ligne 9. au lieu de enrégistrer lisez enregistrer, chaque fois que le même mot se présente.
 - 570. ligne 10. ou lieu de Justice lisez Justice.
 - . 574. ligne 21. ou lieu de Suède lisez Suède (et Norvège).
 - 577. ligne 11. au lieu de soumis lisez soumises. ligne 12. au lieu de lesquels lisez lesquelles.
 - 582. ligne 22. au lieu de autres lisez autres.
 - 589. note *. col. 1. ligne 5. au lieu de chaîne lisez chaîne.
 - 596. ligne 15. au lieu de institués lisez instituées. ligne 16. au lieu de lesdits lisez lesdites.
 - 600. ligne 8. d'en bas, au lieu de sera exprimée lisez seront exprimées.
 - 603. note, col. 1. ligne 7. au lieu de Algier lisez Algiers.
 note 1. col. 2. ligne 2. au lieu de confirmés lisez confirmés.
 - 605. note *. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de ainé lisez aîné, chaque fois que le même mot se présente.
 - 622. note, col. 2. ligne 15. au lieu de régne lisez règne, chaque fois que le même mot se présente.
 - 624. note, col. 1. ligne 10. au lieu de exportés lisez exportées. note, col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de à lisez à.
 - 626. note, col. 1. ligne 14. au lieu de qu'administrés lisez qu'administrées.

- Page 626. note, col. 2. ligne 10. ou lieu de extrême lisez extrême, chaque fois que le même mot se présents.
 - 630, note, col. 1. ligne 8. d'en bas, *au lieu de* régistrées *lisez* registrées, chaque fois que le même mot se présente.
 - 632, note, col. 2. ligne 4. d'en bas, au lieu de n'eut lisez n'eût.
 - 637, note **, col. 2, ligne 5, *au lieu de* regné *lisez* régné, chaque fois que le même mot se présente (de même pour les mots régnait, régnant, régné).
 - 647. note *. col. 1. ligne 6. au lieu de ainée lisez aînée.
 - 651. note ††. col. 1. ligne 4. d'en bas, au lieu de sat lisez fût.
 - 652. note *. col. 1. ligne 5. d'en bas, *au lieu de* couta *lisez* coûta, chaque fois que le même mot se présente.
 - 655. note, col. 1. ligne 1. *au lieu de* s'élevèrent *lisez* s'éleva.
 - 658. note, col. 2. ligne 1. au lieu de Admirally lisez Admiralty.
 note, ligne 4. d'en bas, en regard du mot Excédant au lieu
 de 49,308 lisez 49,398.
 - note, ligne 1. d'en bas, en regard du mot Déficit au lieu de 2,187,781 lisez 2,187,786.
 - 682. ligne 2. au lieu de attachées lisez attachés. ligne 21. au lieu de cnvoyé lisez envoyé
 - 688. ligne 21. au lieu de Golway lisez Galway.
 - 691. ligne 13. au lieu de asssurer lisez assurer.
 - 702. note 1. col. 1. ligne 4. d'en bas, *ou lieu de* Rénégat *lisez* Renégat, chaque fois que le même mot se présente.
 - 717. ligne 9. au lieu de antre lisez autre.
 - 718. ligne 13. au lieu de anglaise lisez anglaise.
 - 719. ligne 9. au lieu de Personnes lisez Personnes.
 - 731, note 1. col. 1. ligne 7. au lieu de Duces lisez Duces. note *. col. 1. ligne 5. au lieu de T. I. lisez T. I. VI.
 - 737. note **, col. 2. ligne 10. au lieu de Geboursen lisez Gebouwen.
 - 738. note 1. col. 2. ligne 1. au lieu de gnerre lisez guerre.
 - 741. note, col. 1. ligne 12. au lieu de septième lisez septième.
 - 743. note, col. 2. ligne 2. au lieu de envoyês lisez envoyés.
 - 744. note, col. 1. ligne 7. d'en bas, *ou lieu de* Gouvernear *lisez* Gouverneur.
 - 750, note †. col. 1. ligne 2. au lieu de Geschichte lisez Geschichte.
 - 803. note, col. 1. ligne 7. au lieu de Nazyr lisez Nazir. ibidem au lieu de des Négociants lisez des Affaires des Négociants.
 - 837. note †. col. 1. ligne 2. au lieu de pénêtré lisez pénètré.
 - 855. ligne 12. et 13. au lieu de non obstant lisez nonobstant.
 - 872. ligne 20. au lieu de repètent lisez répètent.
 - 876. ligne 18. au lieu de sanctionnés lisez sanctionnées.
 - 879. note 2. col. 1. ligne 8. au lieu de qui lisez qui.

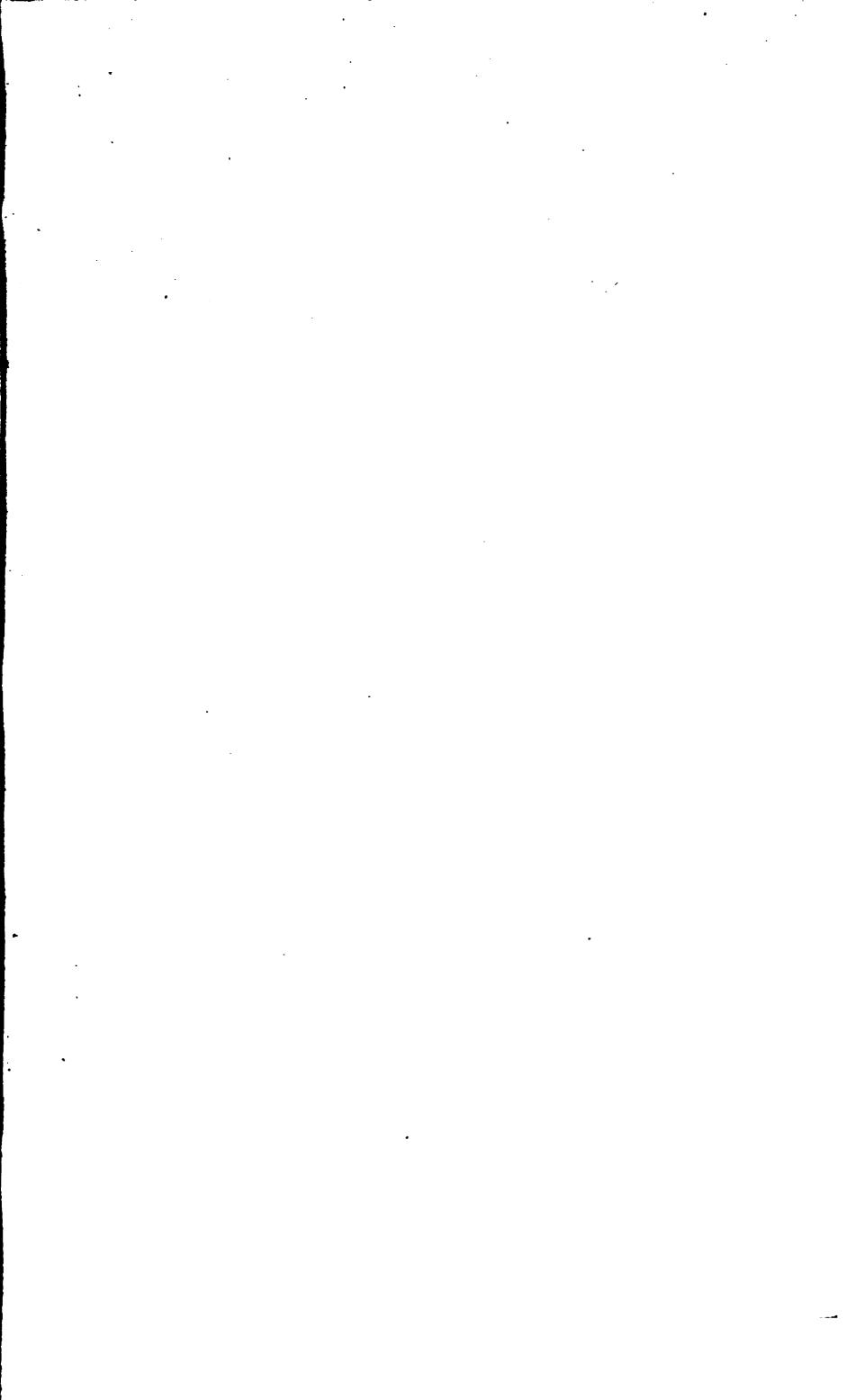
Page 886. col. 2. la note pour le mot Oda Baschi doit porter trois Astériques.

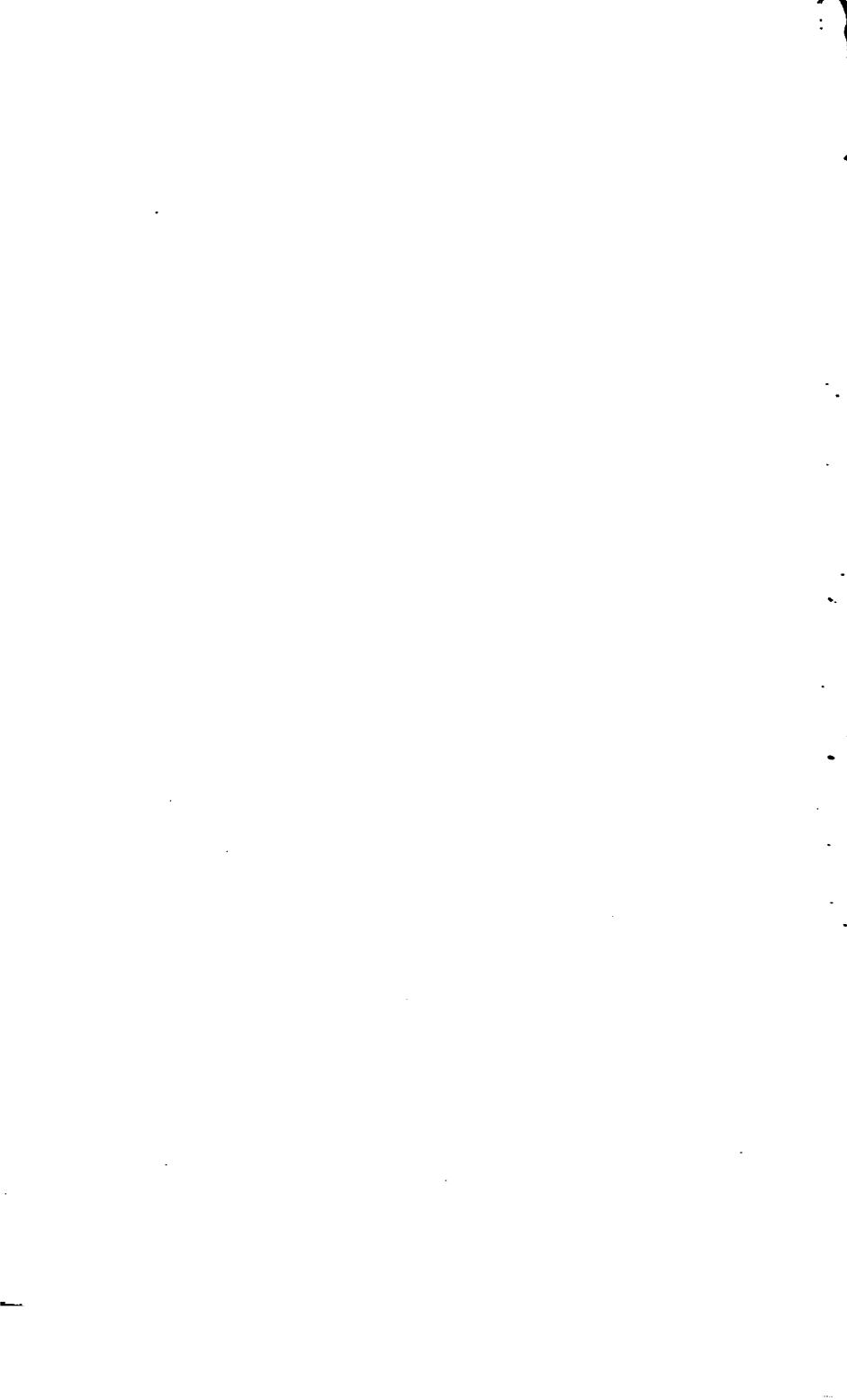
ibidem la note pour le mot Beuluk Baschi doit porter deux Astériques.

- 905. ligne 18. au lieu de Exémptions lisez Exemptions.
- 913, note 3, col. 2, ligne 4, au lieu de T. IV. p. 419, lisez T. IV. p. 459.
- 920. ligne 5. d'en bas, au lieu de Sale lisez Salé.
- 934. ligne 9. au lieu de daus lisez dans.
- 947. note, col. 1. ligne 18. au lieu de Tresorier lisez Trésorier.
- 967. note 2. col. 2. ligne 4. au lieu de Isue lisez Issue.
- 970. note *. col. 1. ligne 3. au lieu de qûi lisez qui.
- 982. note, col. 1. ligne 1. au lieu de Creanciers lisez Créanciers.
- 983. note, col. 1. ligne 6. au lieu de Gands lisez Gand.
- 1022. ligne 14. au lieu de insérées lisez insérés.
- 1043. note, col. 2. ligne 20. de la p., au lieu de Tu dè la lisez Tu de la.
- 1064. ligne 14. d'en bas, au lieu de en lisez on.
- 1083. note *. col. 1. ligne 2. au lieu de chateau lisez château, chaque fois que le même mot se présente.
- 1098. note, col. 1. ligne 15. au lieu de Zulphen lisez Zutphen.
- 1111. ligne 12. au lieu de echouer lisez échouer.
- 1136. note 1. col. 1. au lieu de Voyez plus haut etc. lisez Rousset, Recueil, T. XVIII. p. 2. (en français.) — Modée, Utdrag, p. 227. (en suédois.) — Laugier, l. c. T. II. p. 383. (en français, avec la fausse date du 19 Juillet 1740, et p. 118. avec celle du 20 Janvier 1740.) - Moser, Versuch, T. VIII. p. 219. (en français.) — Mercure historique et politique, an. 1740. T. II. p. 42. (en *français*, avec la fausse date du 2 Décembre.) — Hempel, Staats-Lexicon, T. IX. (en latin et en allemand.) - Wenck, l. c. T. I. p. 504. (en suédois et en latin.) — von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXVIII. p. 3. (avec la date du 20 Janvier 1740, et T. IX. Liste des Traités, p. 299. No. 338. avec la date du 22 Décembre 1739.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIII. Chap. LVIII. p. 338. T. XIV. Chap. LXI. p. 85. (cité). — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 968. (cité).
- 1177. ligne 4. d'en bas, au lieu de) lisez 3).
- 1185. ligne 7. au lieu de réglés, lisez réglées.
- 1207. note, col. 1. ligne 2. d'en bas, au lieu de) lisez ©).
- 1212. note, col. 2. ligne 29. de la p., au lieu de Freret lis. Fréret.
- 1216. note, col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de repetait lisez répétait.
- 1232. ligne 18. au lieu de Kireef lisez Kiréeff. ligne 23. au lieu de Kireeff lisez Kiréeff.
- 1234. ligne 12. d'en bas, au lieu de achèter lisez acheter.
- 1252. ligne 2. d'en bas, au lieu de confirmé lisez confirméc.

- Page 1264. note ') ") au bas de la p. ajoutez T. II. Section I. p. 254. c. 2. contin. de la note 2. de la p. 253. c. 1.
 - 1291. ligne 3. d'en bas, au lieu de faite lisez fait.
 - 1297. note 4. col. 1. ligne 2. supprimez la Citation: Wenck, l. c. p. 538. (en français).
 - note 6. col. 2. ligne 1. ou lieu de Antonowich lisez Antonowitch.
 - 1309. ligne 6. au lieu de Feldmarechal lisez Feldmaréchal.
 - 1336. ligne 6. d'en bas, au lieu de Gouvernemant lisez Gouvernement.
 - 1341. ligne 5. d'en bas, au lieu de Wurtemberg lisez Wurttemberg, chaque fois que le même mot se présente.
 - 1346. note †††. col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de mille lisez milles.
 - 1347. note, col. 2. ligne 4. et 6. au lieu de mille lisez milles.
 - 1369. ligne 4. d'en bas, au lieu de accordés lisez accordées.
 - 1372. ligne 7. d'en bas, au lieu de Gouvernement lisez Gouvernements.
 - 1388. note 4. col. 2. ligne 4. au lieu de l'I e lisez l'Île.
 - 1399. note, col. 1. ligne 4. à la suite du mot unentgettlich ajoutez qui a la même Signification.
 - 1403, ligne 19. ou lieu de Joseph II. lisez François II.
 - 1410. note, col. 1. ligne 8. au lieu de Eltschi lisez Eltchi.
 - 1424. note, col. 1. ligne 1. d'en bas, au lieu de 1698 lisez 1699.
 - 1436. note, col. 1. ligne 9. au lieu de vôter lisez voter. note, col. 14. au lieu de Vôtes lisez Votes.
 - 1437. note *. col. 2. ligne 19. au lieu de tirées lisez tirés.
 note *. col. 2. ligne 11. d'en bas, au lieu de garanties lisez
 garantis.
 - 1447. ligne 4. au lieu de St. Pe lisez St. Pé.
 - 1519. ligne 8. d'en bas, au lieu de de leurs lisez des.
 - 1528. ligne 14. au lieu de de leurs lisez des.
 - 1537. ligne 9. au lieu de de leurs lisez des.
 - 1592. ligne 15. au lieu de modifiées lisez modifiés.
 - 1612. note **. col. 1. ligne 11. d'en bas, au lieu de bruler lisez brûler.
 - 1614. note, col. 1. ligne 13. de la c. ou lieu de dégrés lisez degrés.
 - 1615. note, col. 2. ligne 7. au lieu de pûreté lisez pureté. note °). col. 2. ligne 1, au lieu de ma lisez mâ.
 - 1667. ligne 5. au lieu de soit lisez soient.
 - 1669, note °), col. 2, ligne 2, au lieu de le lisez (le.
 - 1677, ligne 29. au lieu de plûpart lisez plupart.
 - 1689. note, col. 1. ligne 7. d'en bas, au lieu de sterlings lisez sterling.
- 1718. Compagnie danoise, ligne 8. au lieu de Compagnie en Société lisez Compagnie ou Société.
- 1760. Miroir des Saxons au lieu de I. p. 422, col. 2, contin. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. lisez I. p. 422. c. 1. n. 1. b.).

 Miroir des Souabes au lieu de ibidem lisez ibidem c. 2.





· UL 33 :385

NUF "14" -8'34

